

UC-NRLF



0 3 437 058

MAY 10 1905

REESE LIBRARY
OF THE
UNIVERSITY OF CALIFORNIA.

Class

v 3/4



LA FRANCE
ET LE
GRAND SCHISME
D'OCCIDENT
PAR
NOËL VALOIS

TOME TROISIÈME

PARIS
ALPHONSE PICARD ET FILS, LIBRAIRES-ÉDITEURS
82, RUE BONAPARTE, 82

1901

Tous droits réservés

LA FRANCE
ET L'E
GRAND SCHISME D'OCCIDENT

DU MÊME AUTEUR

Guillaume d'Auvergne, évêque de Paris (1228-1249), sa vie et ses ouvrages. Paris, A. Picard, 1880, in-8°.

Étude sur le rythme des bulles pontificales. Paris, 1881, in-8°.

(Extrait de la Bibliothèque de l'École des Chartes.)

Inventaire des arrêts du Conseil d'État (Règne de Henri IV), précédé d'une Étude historique sur le Conseil du roi. Paris, Imprimerie nationale, 1886-1893, 2 vol. in-4°.

Le Conseil du roi aux XIV^e, XV^e et XVI^e siècles, nouvelles recherches suivies d'arrêts et de procès-verbaux du Conseil. Paris, A. Picard, 1888, in-8°.

(Ouvrages couronnés par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres : grand prix Gobert de 1889.)

La France et le Grand Schisme d'Occident. T. I et II. Paris, A. Picard, 1896, 2 vol. in-8°.

(Ouvrage couronné par l'Académie des Inscriptions et Belles-Lettres : grand prix Gobert de 1896.)

MACON, PROBAT FRÈRES, IMPRIMEURS

LA FRANCE
ET LE
GRAND SCHISME
D'OCCIDENT

PAR
NOËL VALOIS

TOME TROISIÈME



PARIS

ALPHONSE PICARD ET FILS, LIBRAIRES-ÉDITEURS

82, RUE BONAPARTE 82

—
1901

Tous droits réservés

.

,

|

AVERTISSEMENT



La Préface mise en tête du tome I^{er} de cet ouvrage contient un aperçu des sources dont on s'était servi pour écrire l'histoire de la France et du Grand Schisme d'Occident de 1378 à 1394. Il ne reste à donner que quelques indications sur les nouvelles séries de documents ou de mémoires dont on a fait usage pour conduire ce récit jusqu'en 1448 et au delà.

La seule inspection des notes placées au bas des pages montre dans quelle large mesure ont été mises à contribution les bibliothèques ou les archives de France, d'Italie, d'Angleterre. Mais, pour introduire quelque ordre dans ces matériaux, il importe de classer, comme précédemment, les séries de documents d'après leur provenance. Pièces émanées des papes romains ou de leur entourage — ce que j'appelle « sources romaines, » — pièces émanées du pape d'Avignon Benoît XIII, des gens de sa cour ou de l'entourage de ses prétendus successeurs — ce que j'appelle « sources avignonaises, » — pièces relatives à l'histoire du concile de Pise et à celle des deux papes issus de cette assemblée, pièces relatives à l'histoire du concile de Constance et des premières années du pontificat de

La France et le Grand Schisme

Martin V, sources françaises enfin de toute nature, sources anglaises, allemandes, italiennes, espagnoles : telles sont les différentes catégories de documents sur lesquelles j'appellerai l'attention du lecteur.

I. Sources romaines.

On a eu l'occasion déjà de déplorer les lacunes que présente, aux Archives du Vatican, le fonds des papes romains de la période du Schisme. Sans parler des copies modernes qui se trouvent, par exemple, dans le 58^e volume de l'*Armoire XXXII* ou dans la *capsule IX* de l'*Armoire 41^e* des *Miscellanea*¹, la série des registres du Vatican proprement dits ne comprend que sept volumes pour les dix dernières années du règne de Boniface IX (*Reg.* 314-320), deux pour le court pontificat d'Innocent VII (*Reg.* 333, 334), quatre pour celui de Grégoire XII (*Reg.* 335-338). On peut joindre à ces recueils, pleins de *curiales* et de *secrètes*, des volumes de la *Daterie* provenant du Latran, deux manuels de notaires de la Chambre apostolique (*Diversorum Cameralium* 2), plusieurs *Libri obligationum*, et surtout un certain nombre d'actes disséminés provenant des Archives du Château-Saint-Ange (*Armarium C*; *Armarium D*). Je ne parle pas ici des copies de bulles que j'ai retrouvées dans des fonds étrangers aux archives des papes, à la Vaticane, notamment, ou à la Bibliothèque nationale, à Rouen, à Dijon, au Musée britan-

1. Il y a aussi parfois intérêt à se servir d'analyses du xv^e siècle conservées, à la Bibl. Vaticane, dans le fonds Ottoboni (y notamment n^{os} 2137, 2518, 2513, le dernier volume, qui se rapporte au pontificat d'Innocent VII, est un travail exécuté sur l'ordre de Paul V, par le custode de la Vaticane Alexandre Binaldi.

mique Des registres distraits, au contraire, des Archives de la Chambre apostolique sont deux volumes d'obligations et de quittances *per minuti servizi* que j'ai dû consulter à Rome, au dépôt des Archives d'État de la Piazza Firenze¹.

Au premier rang des recueils d'actes, il convient de placer la *Nemus unionis* de Thierry de Niem. Des « Vies » de Boniface IX, d'Innocent VII et de Grégoire XII se lisent notamment dans la collection des *Scriptores* de Muratori.

J'ai enfin consulté, dans plusieurs manuscrits du fonds latin de la Vaticane, un certain nombre d'œuvres inédites adressées aux papes de Rome ou dues à leur inspiration, telles qu'un traité de Nicolas Fieragatti de Beltona, des mémoires de Jean Dominici et de Jean de' Bellanti, de Sienne.

II. Sources avignonnaises.

Ainsi que les bulles de Clément VII, celles de son successeur Benoît XIII sont conservées, aux Archives vaticanes, en deux séries parallèles de registres, dont la première comprend douze volumes (*Reg.* 321-332), et la seconde, en réalité, soixante-neuf². Je veux parler de la série des registres dits *avignonnais* auxquels j'ai conservé leur numérotation ancienne, distincte pour chaque pontificat, bien que l'administration des Archives leur ait

1. Ce sont, paraît-il, des documents qui étaient conservés, jusqu'à 1870, au palais Ugonni.

2. Soixante-douze, d'après la tradition des Archives — mais le 44^e registre est un volume de comptes le 28^e et le 69^e sont des recueils de documents variés — parmi lesquels je citerai des fragments du procès des Templiers, un compte de bœuf de 1367, une lettre originale de Charles VI. Ainsi c'est du 28^e volume qu'est extraite l'*Informatio Caturcensis* publiée en partie par le P. Denifle *La dévotion des églises, monastères et hôpitaux en France pendant la guerre de Cent ans*, t. I, 1899, p. 321).

attribué récemment une seule numérotation éburente¹. Tous en papier² et de grosseur considérable — quelques-uns ne comptent pas moins de 7 à 800 feuillets, — les registres avignonnais sont généralement pourvus de tables qui, à vrai dire, ne correspondent pas toujours au contenu des volumes. Ils présentent assez souvent l'image d'un grand désordre, contenant, comme on va le voir, diverses séries de comptes, et, mélangées aux bulles de Benoît XIII, des bulles de Clément VII (le 2^e) ou même de Jean XXII (par exemple, le 61^e). Au point de vue de l'intérêt historique, on aurait tort de considérer la première série des registres de Benoît XIII comme supérieure à la seconde. Le *Reg.* 321, par exemple, un de ceux qui passent pour ne renfermer que des lettres *curiales*, est plein de provisions de bénéfices et de grâces accordées aux cardinaux, tandis que, dans la série des registres avignonnais, trente-huit au moins contiennent des séries de bulles d'une haute portée³, des instructions pour les nonces (le 50^e, des enquêtes sur les ressources du clergé (le 42^e), exceptionnellement, l'original d'une lettre adressée à Benoît XIII (le 39^e).

Les comptes de la Chambre et du Trésor de Benoît XIII présentent de nombreuses lacunes, et ne sont pas, comme ceux de son prédécesseur, tous rassemblés dans la série des

1 Ainsi l'on peut aujourd'hui désigner, à volonté, le même registre des deux facons suivantes : *Reg. avignon. LX Benedicti XIII*, ou *Reg. avignon. 337*.

2. Ce n'est pas là, comme je l'ai déjà fait remarquer ce qui les distingue forcément des registres de l'autre série dits « en parchemin » : le *Reg.* 321, par exemple est en papier.

3 *Reg. avignon III IV XII XXVII XXIX CXXI XXXIX XL XLII, XLIII XLVII LI LII LVI LVIII LXVIII LXX LXXII* — Il convient aussi de rectifier ce qu'il y aurait de trop absolu, en ce qui concerne Benoît XIII, dans les observations, très justes d'ailleurs, de M. l'abbé L. Guérard (*Documents pontificaux sur le saeculum*, d'après les *Arch. res. du Vatican, pontificat de Jean XXII*, t. I, Paris et Ancl. 1886 in-8° p. xx). Cf. du même auteur, *Petite introduction aux inventaires des Archives du Vatican* (Rome et Paris, 1901, in-8°), p. 13.

Introitus et exitus. La plupart, au contraire, doivent être recherchés, au milieu des bulles, dans la série des registres *avignonnais*¹. C'est ce que fera mieux comprendre un coup d'œil jeté sur le tableau suivant, dans lequel j'ai rétabli l'ordre chronologique, mais dont j'ai écarté certains comptes trop spéciaux, bien que non dépourvus d'intérêt, tels que des comptes de cuisine (*Introitus et exitus* n° 373; *Reg. avinion XLIV*, fol. 495-526), de vin (*ibid.*, fol. 411-412, 427-438); *Reg. avinion XLVIII*, fol. 283-302), de *folraria* (*Reg. avinion. XXVI*, fol. 44-109), de bâtiments (*Reg. avinion. XLIV*, fol. 529-549), un état des joyaux déplacés et donnés en 1394 (*Reg. avinion. XXV*, fol. 32-33), etc.

Intr. et ex. n° 372. — Livre des dépenses faites par Jean Lavernha, trésorier du pape, depuis le mois d'octobre 1395 jusqu'au mois d'octobre 1396.

Intr. et ex. n° 374. — Livre des recettes et dépenses faites par Jean Lavernha, depuis le mois d'octobre 1396 jusqu'au mois d'octobre 1397.

Intr. et ex. n° 375. — Livre des recettes et dépenses faites par Jean Lavernha, depuis le mois d'octobre 1397 jusqu'au mois d'octobre 1398².

Intr. et ex. n° 376 et *Reg. avin. XLIV*, fol. 6-311. — Livre des recettes et dépenses faites par François Clemente Capera, élu de Majorque, trésorier du pape, depuis le mois d'août 1404 jusqu'au mois de septembre 1405.

Reg. avin. XLIV, fol. 483-485. — Livre des recettes et dépenses faites par Diego Navarrez, receveur de la Chambre, au mois de mai 1405.

Reg. avin. LXIX, fol. 187-190. — Livre des recettes et dépenses faites par Diego Navarrez, au mois de juin 1405.

1. M. J. de Loye l'avait déjà bien montré (*Les Archives de la Chambre apostolique au XIV^e siècle*, Paris, 1899, in-8°, p. 230 et sq.).

2. Des doubles des comptes de Jean Lavernha se trouvent dans la layette des *Instrumenta miscellanea ad ann. 1395-1399*, par exemple, de ceux du mois d'octobre 1395 (n° 19), des mois de mars (n° 32), juin (n° 35) et septembre 1396 (n° 40), des mois de février (n° 19) et d'avril 1397 (n° 23).

- Reg. aren. XLVIII*, fol. 445-482. — Comptes des sommes recueillies sur le subside concédé au pape par les diocèses en 1405.
- Reg. aren. LI*, fol. 115-328. — Livre des recettes et dépenses faites par Jean Martinez de Murillo, abbé de Montearagón, lieutenant de François Clemente, depuis le mois d'octobre 1406 jusqu'au mois d'octobre 1407.
- Reg. aren. XLIV*, fo. 486-487, et *Reg. aren. LI*, fol. 346-388. Livre des recettes et dépenses faites par l'ambassade envoyée de Savone à Rome, depuis le 18 juin jusqu'au 1^{er} août 1407.
- Reg. aren. LIV* fol. 206-515. — Livre des recettes et dépenses faites par Jean Martinez de Murillo, depuis le mois d'octobre 1407 jusqu'au mois d'octobre 1408.
- Reg. aren. LXII*, fol. 171-409. — Livre des recettes et dépenses faites par François Clemente, évêque de Barcelone, trésorier du pape, depuis le mois d'octobre 1411 jusqu'au mois d'octobre 1412.
- Reg. aren. LXVII*, fol. 11-286. — Livre des recettes et dépenses faites par Julien de Loba, lieutenant de François Clemente, depuis le mois d'octobre 1412 jusqu'au mois d'octobre 1413.
- Reg. aren. LXVII*, fol. 293-539. — Livre des recettes et dépenses faites par Julien de Loba, depuis le mois d'octobre 1413 jusqu'au mois d'octobre 1414.
- Reg. aren. LXX*, fol. 1-270. — Livre des recettes et dépenses faites par Julien de Loba, depuis le mois d'octobre 1414 jusqu'au mois d'octobre 1415.
- Reg. aren. LXXI*, fol. 314-758. — Livre des recettes et dépenses faites par Julien de Loba, depuis le mois d'octobre 1415 jusqu'au mois d'octobre 1416.
- Reg. aren. LXXII*, fol. 621-703. — Livre des recettes et dépenses faites par Julien de Loba, depuis le mois d'octobre 1416 jusqu'au mois d'avril 1417.
- Reg. aren. LXXI* fol. 72 et sq. — Comptes des divers offices de la trésorerie du pape, depuis le mois d'octobre 1415 jusqu'au mois de janvier 1417.

Je mentionnerai, en outre, une série de comptes et de mémoires disséminés se rapportant aux paiements effectués par le saint-siège, jusqu'à l'année 1403, en deduction des

sommes par lui dues ou promises à Louis I^{er} et à Louis II d'Anjou (*Reg. aven.* XXII, fol. 42-44; *Reg. aven.* XLIII, fol. 160-204; *Reg. aven.* XLIV, fol. 455-481; *Reg. aven.* XLVIII, fol. 134, 161-190; *Reg. aven.* LVIII, fol. 722-767; *Instrumenta miscellanea ad ann. 1404-1405*, n° 1; Bibl. nat., ms. latin 5913^a, fol. 109 et sq., etc.).

Aux comptes enfin se rattachent les lettres, mandements et quittances du trésorier du pape, du camerlingue et de leurs lieutenants, collection nombreuse, autant que dispersée, dont on peut reconstituer ainsi la série chronologique :

| | |
|---|-----------|
| <i>Reg. aven.</i> XLVII, fol. 120-137. | 1390 |
| <i>Reg. aven.</i> XXVIII, fol. 436-450. | 1400-1401 |
| <i>Reg. aven.</i> XXIX, fol. 45-89; <i>Instr. miscell. ad an.</i> 1400-1403, n° 52, ad. ann 1404-1405, n° 31. | 1403 |
| <i>Reg. aven.</i> XLIII, fol. 67-153; <i>Instr. miscell. ad an.</i> 1404-1405, n° 17. | 1404 |
| <i>Reg. aven.</i> XLII, fol. 66-80, <i>Reg. aven.</i> XLIII, fol. 155-156. | 1405 |
| <i>Reg. aven.</i> XLVII, fol. 187-239; <i>Reg. aven.</i> XLVIII, fol. 496-578. | 1405-1407 |
| <i>Reg. aven.</i> L, fol. 41-78; <i>Reg. aven.</i> LIV, fol. 5-53. | 1406-1407 |
| <i>Reg. aven.</i> XLIX, fol. 12-46. | 1407 |
| <i>Reg. aven.</i> LIV, fol. 68-161. | 1407-1409 |
| <i>Reg. aven.</i> LV, fol. 19. | 1409 |
| <i>Reg. aven.</i> LVIII, fol. 434-579. | 1409-1411 |
| <i>Reg. aven.</i> LX, fol. 438. | 1410-1411 |
| <i>Reg. aven.</i> LXII, fol. 29-170, 541-544. | 1412 |
| <i>Reg. aven.</i> LXV, fol. 223-237. | 1413-1414 |
| <i>Reg. aven.</i> LXVI, fol. 11-109. | 1414 |
| <i>Reg. aven.</i> LXIII, fol. 58. | 1412-1415 |
| <i>Reg. aven.</i> LXIX, fol. 443-535. | 1414-1415 |
| <i>Reg. aven.</i> LXV, fol. 154-158. | 1415 |
| <i>Reg. aven.</i> LXXI, fol. 389-528. | 1415-1416 |
| <i>Reg. aven.</i> LXXII, fol. 518-612. | 1416 |

Quelques originaux de bulles de Benoît XIII se trouvent

dans le recueil conservé aux Archives du Vatican, sous le titre *Bullarium generale ab Innocentio VI ad Martinum V*. Je signalerai d'autres bulles du même pape dans la série chronologique des pièces détachées, ou *Instrumenta miscellanea*; elles y sont mêlées, non seulement aux comptes et aux mandements du camerlingue que je viens de citer, mais à des instructions, à des correspondances, à des procès-verbaux notariés de la plus haute importance. Cette série, malheureusement, prend fin durant le cours du pontificat de Benoît XIII. la dernière layette embrasse les années 1406 à 1463, mais ne contient qu'un très petit nombre de pièces postérieures à 1412.

Dans l'*Armarium D*, j'ai consulté des documents fort curieux, déclarations du pape ou de ses envoyés, relations d'ambassades, procès-verbaux, accords. Des pièces du même genre remplissent en partie les volumes de la fameuse collection sur le Schisme de l'*Armoire LIV* à laquelle j'ai déjà fait tant d'emprunts pour la première période ¹. Mais on y trouve aussi des écrits polémiques, des consultations de cardinaux ou de canonistes, des traités de circonstance, œuvres les unes anonymes, les autres dues à la plume d'auteurs ou de prélats connus, tels que Géraud du Puy, Pierre Blau, Elie de Lestrangé, Martin de Salva, cardinal de Pampelune, etc. J'ajoute que, pour compléter cette littérature, due à l'inspiration plus ou moins directe de Benoît XIII et qui comprend aussi des morceaux inédits de Jean Hayton et de Nicolas Eymerie, il convient de

1. Aussi c'est dans cette collection qu'ont été copiés les instructions secrètes remises à Pierre Berthiot et à Robert l'Érmitte ou encore le curieux récit de l'hospitalier Talébot que j'ai cru devoir insérer dans mon cinquième *Éclaircissement*. Je dois ajouter que Rimaldi et surtout, de nos jours, le R. P. Elie avaient déjà largement puisé à cette source.

dépouiller un manuscrit de Grenoble et de nombreux volumes conservés à la Bibliothèque nationale.

Les *Libri supplicationum* de Benoît XIII remplissent vingt-trois registres dont douze se rapportent à la première année de son pontificat¹.

Il n'existe pas de série spéciale de lettres missives de ce pontife; mais plusieurs de ses épîtres (dont l'une entièrement autographe) se trouvent copiées dans un manuscrit provenant de l'*Appendix* des collections d'Ashburnham Place et récemment entré à la Bibliothèque nationale (nouv. acquis. latines 1793). Ajoutons qu'au dos des missives reçues par Benoît XIII se lisent parfois la mention et la date des réponses du pape.

Benoît XIII est l'auteur d'un certain nombre de traités fort remarquables, composés pour la défense de sa cause: je n'ai que faire d'énumérer ici les manuscrits de Paris ou de Rome où l'on peut les consulter, la liste en ayant été soigneusement dressée par le P. Ehrle. Quant aux cardinaux de Benoît XIII, leurs lettres, leurs déclarations, leurs testaments, leurs mémoires, pour la plupart inédits, se lisent en divers recueils manuscrits de Rome (*Armarium LIV*, *Armarium C*, *Instrumenta miscellanea*), de Paris (mss. latins 4419, 4480, 42542, 42543; nouv. acquis. latines 1793; ms. Dupuy 564, Arch. nat., J 515, 516^b, 518; ms. 1689 de la Mazarine), de Grenoble (ms. 988) ou d'Oxford (ms. Balliol 165^b).

En plusieurs circonstances, notamment lors du concile de Perpignan, Benoît XIII éprouva le besoin de faire présenter le récit des diverses phases du schisme, de manière

1. On voit le parti que le R. P. Denisse a tiré de cette collection, notamment dans le t. 1^{er} de l'ouvrage intitulé *La désolation des églises, monastères, etc.*

à dégager sa responsabilité. L'*Informatio seriosa* a été éditée par Baluze ; le long exposé lu en 1408, après avoir dû faire partie d'une publication projetée, en 1847, par Louis de Mas Latrie, a été compris, avec tous les actes du concile de Perpignan, dans les textes que nous a donnés, en 1889 et en 1900, le R. P. Ehrle. Toutefois je n'ai pas recouru inutilement au ms. latin 1479, dans lequel se trouve un premier projet de cette relation qui contient un passage supprimé dans la rédaction définitive.

Ce ne sont pas là les seules sources narratives auxquelles on doive puiser pour réunir les éléments de l'histoire de Benoît XIII. Les *Gesta* de ce pontife, éditées par Muratori, ne sont guère qu'un journal des cérémonies et des déplacements de la cour pontificale pendant un très court laps de temps, de 1406 à 1408. Mais, à défaut de la chronique rédigée par le confesseur du pape, Jérôme d'Ochon, qui n'a pas été retrouvée¹, on possède, ou du moins on possédera bientôt un récit détaillé, autant que partial, des faits et gestes de ce pontife, écrit par un de ses serviteurs, qui était en même temps un de ses admirateurs : si les renvois à la *Chronica actistorum* de Martin d'Alpartil se multiplient au bas de mes pages, c'est qu'avec une libéralité dont je ne saurais me montrer trop reconnaissant, le R. P. Ehrle, qui a découvert cette chronique importante dans un manuscrit espagnol, a mis à ma disposition, durant un de mes séjours à Rome, la copie qu'il en a prise lui-même, à l'Escurial, et qu'il doit publier prochainement.

L'histoire de Benoît XIII est intimement liée à l'histoire avignonnaise. En dehors des documents que fournissent les

1. Cf. Muratori 1. II, n. 2. 773. Gonzalez Davila reproduit un passage de cette chronique. Martin d'Alpartil y renvoie pour de plus amples détails.

Archives de Vaucluse, celles d'Avignon ou de Château-neuf-du-Pape, je citerai d'anciennes chroniques avignon-naises dont d'assez longs fragments sont conservés à Paris et à Rome, parmi les papiers Suarès. La plus importante est celle que Henri Suarès citait, sous les titres de *Breve chronicon gallicum manuscriptum*¹ ou de *Brief des chroniques*², d'après un manuscrit appartenant alors à Gabriel Pupus³. Henri Suarès en a copié de nombreux extraits se rapportant aux années 1401-1420 (Bibl. nat., ms. latin 8975, p. 132-311 ; ms. latin 8972, p. 7-18, et les a souvent accompagnés d'une traduction latine⁴. J'ai constaté l'identité de cette chronique avec celle dont des extraits figurent dans le ms. XXXVIII 74 de la Bibliothèque Barberini : ils y sont indiqués comme provenant de journaux retrouvés à Avignon en 1538⁵.

Pour Clément VIII et Benoît XIV, les prétendus successeurs de Benoît XIII, rien qui ressemble à un recueil de bulles ; mais le ms. latin 1479 de la Bibliothèque nationale et la collection Doat contiennent de forts curieux mémoires composés par leurs partisans, notamment par Étienne de Gan et par Jean Carrier.

1. Bibl. nat., ms. latin 8975, p. 169, 201-202, 206, 263, ms. latin 8972, p. 7, 18.

2. Ms. latin 8975, p. 132, 169.

3. J'appelle parfois *Brief des chroniques de M. Pupus* ou *Breve chronicon Pupus* (ibid., p. 167, 164). Gabriel Pupus, qui vivait encore en 1619, fut doyen de l'Université d'Avignon et se livra à des recherches historiques sur sa ville : les anciens historiens d'Avignon et Henri Suarès lui-même (ibid., p. 132, ms. latin 8975, p. 151, ms. latin 8972, fol. 158^{re}) citent souvent ses notes. M. Labande, qui à ma demande, a bien voulu rechercher ce qu'étaient devenus les manuscrits et les notes de Gabriel Pupus, m'a fait savoir qu'il n'en avait point retrouvé trace dans les dépôts d'Avignon.

4. Souvent même c'est le texte latin qui occupe le milieu de la page, le texte français étant relégué en marge. C'est ce qui explique probablement par le fait que Henri Suarès professait pour le français de ses pères : « In eodem manuscripto gallico saltem rudi hinc notantur et hic peritis verbis, hec in legantibus, legem non pudeat favore vetustatis. » Ms. latin 8972, p. 6.

5. « Ex diariis repertis Avenioni anno 1538, seu supplemento, »

III. *Le concile et les papes de Pise.*

Aux actes du concile de Pise et aux nombreux documents et mémoires relatifs à cette assemblée qui ont été publiés par Labbe, Mansi, D. Luc d'Achery et D. Martène se joindra sans doute, un jour ou l'autre, une longue série de pièces recueillies par M. L. Schmitz. Ce savant a eu l'obligeance, en 1898, de me mettre au courant du résultat des dépouillements méthodiques auxquels il s'est livré tant à Rome et à Florence qu'à Berlin et à Vienne, et je lui dois communication d'un certain nombre de copies. J'ai pu me faire également une idée du contenu d'une publication depuis longtemps annoncée, celle que projetait de faire M. G. Erler sous le titre de *Geschichte der abendländischer Kirchenspaltung*, recueil en partie imprimé, que certains érudits, notamment M. Kötzschke, ont cité à plusieurs reprises.

J'ai consulté moi-même, avec grand profit, des documents inédits importants, tels que les dépositions fort instructives des témoins interrogés à Pise au sujet des méfaits reprochés aux deux pontifes, et les dix articles supplémentaires dont les commissaires du concile grossirent le double acte d'accusation (Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 2356), les souscriptions mises au bas du décret de condamnation de Grégoire XII et de Benoît XIII (ms. lat. Vatic. 4000), enfin un compte rendu de l'assemblée de Pise égaré au milieu d'actes du concile de Trente, dont l'auteur est Thomas Trotat,

secrétaire du cardinal Gérard ¹ et l'un des notaires du concile ² (Arch. du Vatican, *Armarium LXII*, t. 85).

Divers manuscrits de la Vaticane, de la Casanate, de la Mazarine ou de la Bibliothèque de Dijon contiennent des lettres ou traités se rapportant au concile de Pise, dont deux seulement, ceux de François Zabarella et d'Antoine de Budrio, ont été intégralement ou partiellement publiés.

Si l'on passe du concile de Pise aux deux pontificats qui en ont été la conséquence malheureuse, on trouve, aux Archives du Vatican, un registre de bulles d'Alexandre V (*Reg.* 339) et huit autres pleins de bulles, également importantes, de son successeur Jean XXIII (*Reg.* 340-347, : je ne parle pas de quarante-huit volumes provenant du Latran, nos 139-186) et présentant surtout un intérêt local ou biographique. D'autres bulles ou des instructions du premier de ces pontifes se trouvent, à Rome, dans la série des *Instrumenta miscellanea* ou, à Londres, dans le ms. Harley 434. Des bulles de Jean XXIII, quelques-unes originales, se rencontrent aussi dans l'*Armarium C*, dans le t. II du *Bullarium generale ab Innocentio VI* (Arch. du Vatican), dans les mss. Moreau 1262 et 1274 et dans le ms. latin 14617 de la Bibliothèque nationale, dans le Trésor des chartes, dans les Archives de l'Isère et du Nord. En outre, les *Registres avignonnais LXIV* (fol. 34-175) et *LXV* (fol. 69-217) de Benoît XIII contiennent des lettres et des comptes

¹ V fol. 9^{re}, 11^{re} — Au mois de janvier 1416, il s'intitule « capisano et familier » de ce cardinal, comme il résulte de la pièce suivante, extraite de la collection William Pondehard : « Sequitur illa que ego, Thomas Troteti, capitaneus et familiaris reverendi patris domini cardinalis Ancienensis, alias de Podio, dimisi in Pisis in custodiam honorabili viro Petro de Falco Pulano, in domo sua, die veneris II^{te} mensis januarii, anno Domini M^l III^{te} decimo, indictione tertia, pontificatus domini Alexandri pape quinti anno primo, scripsit pro et nomine dicti domini cardinalis et aliquorum servitorum suorum ».

² Il était un des cinq notaires supplémentaires créés par le concile dans la session du 25 mars.

du camerlingue de Jean XXIII pour les années 1412 à 1416.

Je ne dois pas omettre le ms. latin 14617 de la Bibliothèque nationale qui permet de compléter les règles de la chancellerie de Jean XXIII, partiellement publiées par M. E. von Ottenthal, non plus que le registre 56 des *Libri obligationum* et le 3^e volume de la série *Diversorum Cameralium*, qui renseignent sur les déplacements et sur les modifications du personnel de la cour de Jean XXIII.

Les différentes *Vies* de ce pape ont été publiées. Les chefs d'accusation dressés contre lui à Constance sont également connus. Ce qui l'est beaucoup moins, ce sont les noms et réponses des témoins appelés à certifier la réalité de ses crimes : deux manuscrits de Paris (latin 9513) et de Rome (lat. Vatic. 4904) m'ont permis, à cet égard, de satisfaire pleinement ma curiosité.

J'ajouterai que l'histoire de ce pontificat n'a pas été peu éclaircie grâce aux publications récentes du R. P. Denifle et de M. H. Finke.

IV. *Le concile de Constance et Martin V.*

En attendant que M. H. Finke, dont la publication magistrale doit embrasser toute l'histoire du concile de Constance, soit sorti de la période des préliminaires¹, il est fort malaisé de s'orienter dans l'amas immense de documents qui se rapportent à cette assemblée : actes, procès-ver-

1. Des mandements de ce camerlingue se trouvent également dans la série des *Instrumenta miscellanea* du Vatican. Je me suis servi aussi des fragments de comptes publiés, en 1885, par M. C. Grandi dans *Archivio storico italiano*.

2. Le t. I, seul paru, des *Acta Concilii Constantiensis* s'arrête à la veille de l'ouverture du concile.

baux, cédulas, factums et discours, publiés les uns dans les collections générales, telles que celle de Labbe et Mansi, les autres dans le volume de Bourgeois du Chastenet, dans l'énorme et indigeste recueil de Hermann von der Hardt ou dans le tome V des œuvres de Gerson éditées par Elies du Pin. Le volume d'essais paru en 1889¹, par lequel M. Finke a pris, en quelque sorte, possession du sujet, est loin de résoudre toutes les questions que soulèvent la classification et la critique de ces sources; les textes importants qu'il donne en appendice ne sont eux-mêmes publiés que d'une façon fragmentaire et provisoire: je veux parler du Journal de Guillaume Fillastre et des actes dits « officiels » que M. Finke a reconnu plus tard n'être qu'un extrait du Journal de Jacques Carrelani.

A ces documents s'ajoutent le fragment de journal qu'a fait connaître M. Knöpfler, les chroniques de Richentha., d'Eberhard Windecke, de Reinbold Slecht, etc., et les précieuses relations ou correspondances adressées de Constance, pendant le concile, par les délégués de l'Université de Cologne ou du chapitre de Prague, par le viennois Pierre de Pulka, par l'espagnol Philippe de Malla. Cette série de témoignages, que D. Martène, MM. Furnhaber, de Bofarull, Fromme, etc., ont mis à la portée de tous, tend à s'enrichir de jour en jour par suite de nouvelles découvertes dans les bibliothèques et les archives. Moi-même j'ai rencontré et utilisé un certain nombre de relations ou de lettres inédites; d'autres, principalement aragonaises, m'ont été libéralement communiquées par M. Finke.

Je ne ferai qu'indiquer rapidement les sources manu-

¹ *Forschungen und Quellen zur Geschichte des Konstanzer Konzils*, Paderborn, in-8°

scrites au moyen desquelles j'ai pu mieux étudier et mieux comprendre le rôle des Français à Constance : un mémoire justificatif adressé au camerlingue par le patriarche d'Antioche Jean Mauroux; un mémoire d'un partisan de Benoît XIII rédigé en 1417 (ms. latin 1450 de la Bibl. nat.); des fragments inédits du Journal de Guillaume Fillastre (communiqués par M. Finke); un autre fragment de journal anonyme contenant quelques passages originaux (ms. latin 15107), le Journal de Guillaume de la Tour, archidiacre de Saint-Flour (dont je dois l'indication au même M. Finke); le recueil de pièces formé par Martin Porée, évêque d'Arras, chef de l'ambassade bourguignonne (ms. latin 1485¹); des lettres ou de simples notes envoyées de Constance au seigneur de Lucques (Arch. d'État de Lucques); une longue et curieuse relation écrite par un allemand le mardi saint de l'année 1415 et les jours suivants (Bibl. Vaticane, ms. Palat. 701); la relation de deux écuyers attachés à la personne des ambassadeurs castillans (ms. latin 1450); une lettre écrite aux Vénitiens par un familier du cardinal Condulmier (dans la chronique d'Antoine Morosini; ms. 6587 de la Bibl. impér. de Vienne, une pièce montrant à quels expédients financiers recourait Sigismond pendant son voyage en France Arch. du Vatican, *Armarium XV des Miscellanea*), des propositions avancées par Pierre d'Ailly au mois de juin 1417 (Arch. du Nord); un important mémoire de Simon de Gramaud (Bibl. nat., ms. latin 18378), des comptes du duc de Bourgogne (Arch. de la Côte-d'Or, collection de Bourgogne de la Bibl. nat.) etc.

La première partie seulement du pontificat de Martin V rentrait dans le cadre de cet ouvrage : je n'ai dépouillé, au Vatican, que les registres de bulles des deux premières années du règne (Reg. 348, 352, 357, 358,, dont le der-

mer, il est vrai, contient aussi des lettres de plusieurs des années suivantes, et un certain nombre de *Libri supplicationum*. A Paris, je n'ai pas manqué d'utiliser le volume de brefs qui est conservé aux Archives nationales (LL 4^e), dans lequel les dates, il est vrai, font généralement défaut.

Je mentionnerai encore les 3^e et 4^e volumes de la série *Diversorum Cameralium* des Archives du Vatican et deux traités inédits rédigés par des défenseurs de la cause de Martin V, l'*Excidium scismatis* de Bernard de Rouzergue et l'*Anti-de-Gano*, œuvre intéressante d'un évêque de Bazas auquel j'ai pu restituer son véritable nom, Bernard d'Ibos.

V. Sources françaises.

Je n'ai rien à ajouter à ce qui a été dit déjà des fonds d'archives où se trouvent les documents royaux de l'époque de Charles VI, si ce n'est que la collection Dupuy de la Bibliothèque nationale m'a fourni quelquefois des originaux provenant incontestablement du Trésor des chartes, et qu'en dehors des collections le plus souvent consultées, j'existe des lettres ou instructions royales dans un manuscrit de Dijon, dans un volume du Musée britannique et jusque dans l'*Armarium* LIV des Archives du Vatican. Je ne parle point d'un recueil épistolaire de la seconde moitié du x^v^e siècle dont M. H. Moranvillé avait déjà tiré heureusement parti.

Dans le Parlement, il va sans dire que les diverses séries de registres ou de pièces ont été dépouillées, y compris celle des Accords; les volumes de Plaidoiries sont peut-être ceux auxquels le plus grand nombre de textes ont été

La France et le Grand Schisme.

b

empruntées. Il n'est pas jusqu'au fonds, aujourd'hui disparu, des Requêtes de l'Hôtel, qui n'ait été mis à contribution grâce au volume de copies conservé, dans la collection Lenain, à la Bibliothèque de la Chambre des députés.

Parmi les comptes groupés dans la série KK des Archives nationales, je dois une mention spéciale à ceux d'un officier du roi chargé de fortifier ou de défendre les possessions françaises au delà des monts, le maréchal Boucicaut.

Sous le triste règne de Charles VI, les princes et barons sont à côté, et trop souvent au-dessus du roi. Leurs archives méritent d'être attentivement examinées. Divers fonds des Archives nationales, principalement le fonds Simancas ou les collections de titres des maisons d'Anjou et de Bourbon, puis les nombreuses séries de pièces originales conservées à la Bibliothèque nationale offrent un nombre considérable de documents, de lettres ou de comptes provenant de Jean duc de Berry, de Philippe le Hardi et de Jean sans Peur, de Louis duc d'Orléans, de Louis II d'Anjou, etc. Il va sans dire que les Archives de la Côte-d'Or, celles de la Provence et du Languedoc et, en ce qui concerne le duc de Bretagne, celles de la Loire-Inférieure, doivent être également mises à contribution. Mais je signalerai surtout les nombreuses lettres originales, quelques-unes en partie autographes¹, de Jean duc de Berry et de Louis d'Orléans que renferment des fonds, jusqu'ici à peu près inexplorés, des Archives du Vatican, l'*Armarium C*, l'*Armarium D* et l'*Armarium XV* des *Miscellanea*. Enfin, aux

1. Une de ces lettres, d'une grosse écriture, me paraît être entièrement de la main de Louis d'Orléans.

Archives de l'Aveyron, j'ai recueilli d'utiles mentions relatives aux comtes d'Armagnac.

Dans les archives ecclésiastiques, les fonds des chapitres de Notre-Dame, de Saint-Germain-l'Auxerrois (Arch. nat., série LL), de Troyes (Arch. de l'Aube), de Sens et d'Auxerre (Arch. de l'Yonne) sont ceux peut-être d'où j'ai extrait le plus de textes intéressants, en exceptant toutefois le fonds de l'Université de Paris (Arch. nat., série M), d'autant plus utile à dépouiller que le R. P. Denifle et M. Chatelein ont jusqu'ici écarté systématiquement de leur publication du *Chartularium*, à partir de l'année 1394, toutes les pièces relatives à l'histoire du Grand Schisme. Rome et Paris fournissent également en grand nombre des documents nouveaux sur les conciles de l'Église de France : je citerai les bulletins de vote de l'assemblée de 1398, le compte rendu littéral des discours de 1406 (dont il existe seulement une édition défectueuse), et la plupart des décrets de l'assemblée de 1408. Quelques procès enfin jugés en cour d'Église jettent une vive lumière sur certains points de cette histoire : il en est ainsi du curieux procès de la famille Trahinier, dont le compte rendu, rédigé à Rodez, est venu échouer, je ne sais comment, à la Bibliothèque de Sainte-Genève.

Nul ne s'étonnera de trouver Froissart pris assez souvent en flagrant délit d'inexactitude. J'ai eu parfois aussi l'occasion de rectifier ou de compléter le récit, beaucoup plus sûr, du *Religieux de Saint-Denis* en recourant aux sources originales auxquelles le chroniqueur lui-même avait puisé. Tel est le Journal de Gontier Col pour le voyage des ducs à Avignon en 1395; telles sont les lettres de non-préjudice données à l'occasion de l'élection d'un abbé de Saint-Denis (Arch. nat., LL 1192); telle est une longue relation inédite

de la grande ambassade dirigée, en 1407, vers la Provence et l'Italie, dont je n'hésite pas à attribuer la composition à un secrétaire du roi, réputé pour sa culture littéraire, l'humaniste Jacques de Novvion (ms. latin 12544).

D'autres chroniques françaises ou provençales ont, en grand nombre, apporté leur contingent de renseignements utiles : ce sont surtout celles de Jouvenel des Ursins, de Monstrelet, de Cabaret d'Orville, de le Fèvre de Saint Rémy, de Pierre Cochon, de Bertrand Boyas et du *Bourgeois de Paris*, la *Chronographia regum Francorum*, le *Petit Thalamus*, le *Livre des faits* du maréchal Boucicaut, les *Faits et gestes* de Guillaume de Meillon, les *Mémoires* de Salmon, etc., sans oublier certains chapitres inédits de la *Geste des nobles*, et la chronique dominicaine de Laurent Pignon, qui, elle aussi, attend un éditeur.

Le nombre des discours, traités de circonstance ou mémoires composés en France à l'occasion des événements du Schisme est beaucoup plus considérable qu'on ne le croit d'ordinaire. Parmi ceux que l'on trouvera cités ou analysés d'après divers manuscrits de Paris, de Rouen, de Cambrai, de Grenoble et de Rome, plusieurs sont anonymes, quelques-uns dus à des auteurs dont la personnalité est obscure, mais d'autres viennent enrichir le bagage littéraire de personnages connus : je veux parler d'un traité de Bernard Alamant, d'un mémoire d'Élie de Lestrangé, d'un *Dialogue* composé, vers 1402, par le précepteur du dauphin Louis, de deux traités de Simon de Gramaud, de trois discours, d'un long traité et de deux séries de propositions rédigées par l'illustre Pierre d'Ailly. Je n'ose ranger dans la même catégorie que ces savants ouvrages les *Visions* de la voyante Ermine (ms. français 25213 de la Bibl. nat.),

non plus que le *Livre des révélations* de Marie Robine, d'Avignon (ms. 520 de Tours).

VI. Sources anglaises.

J'ai consulté utilement quelques-uns des *French rolls* du Record Office, puis plusieurs manuscrits du Musée britannique, notamment l'important recueil conservé dans le fonds Harley, sous le n° 431, et le ms. *Cleop. E II* du fonds Cottonien, qui contient des lettres intéressantes de Richard II et de Henri IV et des documents contemporains du premier de ces rois, mal à propos datés de l'époque de Henri V.

A Oxford, j'ai surtout remarqué, dans un ms. Digby, le pamphlet anonyme composé, au commencement du xve siècle, sous le titre prétentieux de : *Responsiva Unitatis fidelium ad processum regis Franciæ sibi directum, quæ Catholica dicitur*. Mais c'est à Rome, dans deux manuscrits de la Bibliothèque Vaticane, qu'il convient de rechercher un autre traité anglais, le *De sedatione scismatis*, daté de 1397, et un discours prononcé à Oxford, en 1395, par Nicolas de Fakenham, ministre des frères Mineurs.

VII. Sources allemandes.

En dehors des chroniques connues et des actes publiés ou analysés par MM. Janssen, Weizsäcker et Kerler, Palacky, Winkelmann, Altmann, J. Caro, H. Finke, etc., je ne vois guère à signaler que quelques actes de Wenceslas recueillis dans la collection Moreau, l'*Informacio summaria pro Consilio generali* d'un partisan du roi Robert

(Bibl. nat., ms. latin 12342) et le très précieux formulaire du ms. Palatin 701 de la Bibliothèque Vaticane, qui, avec un grand nombre de lettres de l'empereur Sigismond, contient la relation allemande du mois de mars 1415 dont il a été déjà question plus haut.

VIII. *Sources italiennes.*

En dehors de Rome, j'ai cru devoir étendre mes investigations dans diverses Archives d'État italiennes. Gènes ne m'a presque rien fourni d'intéressant. Mais tout autre a été le résultat de mes recherches à Lucques, où se trouvent la précieuse correspondance de Paul Guinigi, les rapports de ses agents politiques, les actes de son gouvernement; à Sienne, où l'on surprend le secret des délibérations des divers conseils de la république; à Florence enfin, où G. Canestrini, A. Desjardins, A. de Circourt, MM. E. Jarry, G. Erler, H. Finke, etc., sont loin d'avoir épuisé la mine toujours féconde des lettres, des instructions et des délibérations.

Ce sont des manuscrits de Rome ou de Paris qui m'ont fourni le texte de plusieurs traités italiens instructifs, notamment de celui d'un canoniste génois, Robert de Frontzola.

J'ai déjà signalé l'importance, au point de vue de l'histoire du Schisme pendant la dernière période, des parues inédites de la chronique d'Antoine Morosini. J'ai pu prendre à loisir connaissance des deux manuscrits de la Bibliothèque impériale de Vienne pendant le long séjour qu'ils ont fait à Paris, il y a quelques années.

IX. *Sources espagnoles.*

Un de mes regrets est de n'avoir pu explorer personnellement les Archives de Barcelone. Il est quelque peu diminué par le souvenir des nombreuses communications que je dois à l'obligeance d'érudits pour lesquels ces archives n'ont plus guère de secret.

Sans repartir du fonds Simancas des Archives nationales, non plus que du Trésor des chartes, où se retrouvent un certain nombre de lettres du roi de Castille, plusieurs des manuscrits de la Bibliothèque nationale m'ont fourni des documents espagnols précieux, tels qu'une lettre de l'archevêque de Séville, des mémoires destinés à être placés sous les yeux du roi de Castille, la relation d'un ambassadeur castillan qui assista à tous les préliminaires de la soustraction d'obédience, enfin une relation, que j'ai déjà mentionnée, de deux écuyers qui avaient accompagné l'ambassade castillane à Constance.

Telles sont les principales sources auxquelles ont été puisés les éléments de ces deux nouveaux volumes. Je crois les avoir écrits avec le soin et l'impartialité dont tout historien et, en particulier, tout historien de l'Église doit se faire une loi. Je compte qu'ils ne seront point jugés inférieurs à leurs devanciers de 1896.

Au moment de livrer au public cette dernière partie d'un travail commencé il y a seize ans et poursuivi, presque sans interruption, pendant treize années consécutives, je me plais à espérer que le temps, dont tout homme est comp-

table, n'aura pas été, cette fois, trop inutilement dépensé dans l'étude approfondie d'une époque calamiteuse durant laquelle les fautes des individus et les aberrations des multitudes font d'autant mieux ressortir la ténacité des croyances et la force indestructible des principes.

LIVRE TROISIÈME

EFFORTS DE LA FRANCE

PAR L'ÉCRIVAIN

L'ABDICATION DES DEUX PONTIFES RIVAUX

1

LIVRE TROISIÈME

EFFORTS DE LA FRANCE

POUR OBTENIR

L'ABDICATION DES DEUX PONTIFES RIVAUX

CHAPITRE PREMIER

PREMIÈRES NÉGOCIATIONS AVEC BENOIT XIII (1394-1395)

I

Dans la matinée du 22 septembre 1394, un courrier envoyé par le lieutenant du procureur que le roi de France entretenait à la cour d'Avignon apporta à l'hôtel Saint-Paul la nouvelle de la mort subite de Clément VII¹.

Les chevaucheurs avaient fait quelquefois en trois jours le trajet d'Avignon à Paris². La vitesse déployée dans cette circonstance fut malheureusement moindre : l'événement remontait au 16 septembre; la nouvelle était déjà vieille de six jours.

Aussitôt la messe entendue, Charles VI, que son mal, à ce moment, n'empêchait pas de prendre une certaine part au gou-

1. Procès-verbal rédigé par Gonthier Col, secrétaire du Conseil. Arch. nat. J 518, fol. 119 et sq.; *Amplissima collectio*, t. VII c. 179 et sq. Le Religieux de Saint-Denis a eu ce document sous les yeux, mais ne l'a pas toujours analysé d'une façon heureuse, t. II, p. 188 et sq.

2. ² plus haut, t. II, p. 205, note 1.

vernement du royaume, congédia les gens du Parlement, venus pour conférer au sujet d'une affaire grave¹, et saisit le Conseil de la grande nouvelle du jour.

Il n'était plus ce pontife qui, fort de l'adhésion de vingt cardinaux et de sept royaumes, avait, durant seize ans, tenu tête aux papes italiens, nourrissant constamment l'espoir d'évincer ses compétiteurs et réussissant presque jusqu'à la fin à faire partager son illusion aux princes qui gouvernaient la France. L'homme sur qui l'on avait compté, sur qui quelques-uns comptaient peut-être encore pour perpétuer l'alliance étroite de la France et de la papauté venait de disparaître; l'Église n'avait plus d'autre chef visible que Boniface IX, en qui, de ce côté des Alpes, on persistait à ne voir qu'un intrus. Dans cette conjoncture quelle allait être l'attitude de la royauté? C'est la question que posa le chancelier devant le Conseil, et sur laquelle toutes les personnes présentes furent appelées à donner leur avis.

On aime à constater que, dans une affaire intéressant à un si haut degré la religion, toute vue politique fut écartée, au moins par la majorité; seul le salut de l'Église parut préoccuper la plupart des conseillers de Charles VI. Ce fut la voix du clergé qui se fit d'abord entendre. Celui qui avait le pas sur tous les prélats de France, Simon de Cramaud, patriarche d'Alexandrie, émit l'avis que, dans l'intérêt de l'union, il fallait prolonger la vacance du saint-siège, donner aux rois de l'obédience le temps de se concerter avec le sacré collège, par conséquent, faire parvenir, le plus vite possible, aux cardinaux une invitation à différer l'élection d'un nouveau pape jusqu'à ce qu'ils eussent reçu d'autres indications du roi.

Cette opinion — la sagesse même — rallia presque tous les suffrages. Seul l'évêque de Meaux, Pierre Fresnel, objecta que l'ajournement de l'élection pourrait faire croire qu'on n'était pas

1. Il s'agissait des insultes faites, en la ville de Lyon, à l'autorité royale à la suite de l'installation d'officiers royaux en la maison de Rouanne. On avait vu notamment un panonceau fleurdelysé treuvé à la queue d'un âne. L'arrêt de Parlement annulant tous les actes du conseil Étienne de Givry et condamnant aux dépens l'archevêque de Lyon ne fut rendu que le 5 octobre 1394. *Ét. de Villeneuve et M. G. Ganguet, Cartulaire municipal de la ville de Lyon*, Lyon, 1876, in-4°, p. 230-262.

bien sûr des droits de Clément VII. Ce scrupule cachait peut-être un sentiment moins désintéressé, le désir de voir promptement reprise par un nouveau pontife la politique de Clément VII. Serviteur de Louis d'Orléans, mêlé à toutes les entreprises du frère du roi en Italie¹, qui sait si Pierre Fresnel ne plaidait pas timidement la cause de son maître, interesse plus que d'autres au remplacement d'un pape qui lui avait offert une couronne². En tous cas, comprise ou non, l'insinuation fut superflue. Le duc d'Orléans lui-même, présent à la séance, eut le bon goût de s'incliner devant l'avis général.

On rédigea immédiatement une lettre aux cardinaux, fort affectueuse et fort pressante, pour les prier de surseoir à toute élection jusqu'à la venue d'une ambassade que Charles VI se proposait de leur envoyer le plus vite possible ; en même temps afin de les bien convaincre qu'il ne serait porté aucune atteinte à leur indépendance, le roi prenait l'engagement de ne leur recommander aucun candidat de son choix³.

Ce conseil n'était pas encore terminé qu'une seconde missive fut remise au roi, cette fois de la part du camerlingue et de trois cardinaux d'Avignon⁴. On a supposé, par la suite, qu'elle suggérait à Charles VI l'idée, qu'on vient de voir adoptée dans le Conseil, d'une démarche pour obtenir la prolongation du *statu quo*⁵, en réalité, elle ne faisait que confirmer la nouvelle, que l'on savait déjà, de la mort de Clément VII. Rien de plus naturel que cette notification de la part du camerlingue et de trois cardinaux habitués à correspondre avec la cour de France. Quant à soupçonner Pierre de Thury, l'un des signataires de cette lettre, d'avoir fait intriguer à Paris en faveur de sa prétendue

1. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France, duc d'Orléans*, p. 67, 158, 166, etc.; *Les origines de la domination française à Gênes* (Paris, 1896. in 8° passim).

2. Le texte français de cette lettre est inséré dans le procès-verbal de Gouvier Col (*Ampliusse collectio*, t. VII, c. 480 ; *les Religieux de Saint-Denis* t. II p. 190) en a donné une traduction latine.

3. Jean de la Grange, Nicolas Brancacci et Pierre de Thury.

4. Cette supposition a été faite par un personnage de l'entourage de Benoît XIII. Martin d'Aspartil dont l'importante chronique doit être publiée par le R. P. Émile. Si tel avait été l'objet de cette lettre, le secrétaire Gouvier Col en aurait sûrement fait mention dans son procès-verbal. Mais Martin d'Aspartil aura été trompé par la lecture de la réponse dans laquelle Charles VI priait le camerlingue et les trois cardinaux en question de se prêter à l'ajournement de l'élection.

candidature et d'avoir promis à certains princes une somme de 100 000 écus d'or, si il succédait à Clément VII, il n'y a encore là qu'une hypothèse dénuée de toute vraisemblance¹.

Cependant le Conseil avait délibéré hors de la présence des deux oncles paternels de Charles VI. On pouvait redouter l'opposition du duc de Berry qui, maintes fois, dans le cours de l'année, avait contrecarré les partisans de l'union. Le roi l'envoya aussitôt consulter dans son hôtel de Nesle, où le retenait une indisposition. Mais le duc avait eu pour le feu pape un attachement tout personnel : son dévouement aux intérêts de la papauté avignonnaise ne survécut pas à Clément VII. Instruit de la mort de ce pontife, il avait, de son côté, envisagé la situation et venait d'arriver, avec ses propres conseillers, à la même conclusion que Charles VI.

Parril doute ne pouvait s'élever quant aux sentiments du duc de Bourgogne, enclin, comme on le sait, à favoriser toutes les tentatives d'union. Effectivement, quand, à Angers, on l'avait appelé une commission du roi², Philippe le Hardi fut informé de la résolution du Conseil, il y donna son assentiment.

La journée du 22 septembre n'était pas achevée que Pierre le Verrier, chevaucheur du roi, galopait sur la route de Bourgogne, portant en toute hâte aux cardinaux d'Avignon la missive destinée à les retenir sur la pente où ils étaient engagés et à conjurer les nouveaux malheurs prêts à frapper l'Eglise.

1. Elle est admise par le général des Chartreux Boniface Ferrer, aussi passionné pour la défense des droits de Benoît XIII que sévère et violent à l'égard des cardinaux (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 148). On ne se représente pas bien le chevaucheur (clerc) porteur de cette lettre, achetant à prix d'or l'appui des princes de France en faveur de la candidature de son maître. Précédemment, un autre partisan de Benoît XIII avait affirmé que Pierre de Thury avait l'air d'obtenir des papes ou des lettres en sa faveur pour les cardinaux et que tel était l'objet du message qu'il avait fait parvenir à Paris, message rédigé comme je crois pouvoir le démontrer plus loin, au mois d'août 1298, F. Ehrle, *Neue Materialien zur Geschichte Peters von Luna*, dans *Archiv für Literatur- und Archivalien-geschichte*, t. VII, p. 7). Selon Boniface Ferrer, Pierre de Thury aurait tout pour aspiré à la lare et prétendant que son avènement lui avait été prédit, dès son jeune âge, dans la maison de son père (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 148).

2. On le pressait, à ce moment, de revenir à Paris. Le roi « a nécessairement à lui-mêmes de lui, écrivant, le 31 septembre, son frère le duc de Berry, pour lui en exposer les raisons qui moult lui touchent » *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. LVIII, 1897, p. 200.

Par cette décision si prompte, résultat d'un accord rare à la cour de Charles VI, l'entente se trouva, du même coup, rétablie entre le pouvoir royal et l'Université de Paris. Réduite par depit à l'inaction, depuis qu'un ordre royal inspiré par le duc de Berry lui avait interdit toute manifestation en faveur de l'union, l'Université n'eut pas plus tôt appris la mort de Clément VII qu'elle rompit avec joie le silence. Elle se présenta, le 23 septembre, devant Charles VI, et eut la satisfaction d'apprendre qu'un de ses vœux — l'envoi d'une lettre aux cardinaux pour faire différer l'élection — était déjà réalisé, avant même que d'avoir été eue. Elle indiqua, comme but à poursuivre désormais, la démission du pape de Rome. Elle voulait qu'en surplus, la question fut soumise à l'examen d'une assemblée comprenant les principaux représentants du clergé et même des bourgeois et des nobles. Il lui semblait urgent d'écrire à Boniface IX et aux princes de son obédience. Pour se concilier le secours divin, elle proposait d'ordonner des prières publiques et des processions. Enfin elle réclamait le droit de correspondre librement, à ce sujet, avec les autres Universités. Sur tous ces points elle reçut des réponses favorables. Le roi lui reprocha doucement l'interruption de ses cours; elle promit de reprendre son travail scolaire dès le lendemain¹.

En attendant, elle voulut joindre ses instances à celles du roi pour supplier les cardinaux de surseoir à l'élection d'un pape. « L'union si désirée, l'union est presque faite, leur écrivit-elle dans son langage le plus pathétique; du moins elle est entre vos mains. Fils, souvenez-vous de votre mère, de qui vous avez reçu tant d'honneurs, tant de richesses! Ne vous laissez pas influencer par l'exemple fatal de ce qu'ont fait, à la mort d'Urbain VI, les anticardinaux italiens². » Elle chercha aussi à provoquer un mouvement d'opinion en France au moyen d'une

1. Procès-verbal de Gontier Col, n° 481, *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 170.

2. Lettre datée du couvent des Bernardins, le 13 octobre 1394. Arch. nat., J 340, fol. 10 v°, Bibl. nat., ms. latin 15613, fol. 28 v°, mss. de Paris, latines 1798, fol. 30 v°; ms. 1355 de Rouen, fol. 184 v°. Du Boulay, t. IV, p. 311. L. d'Achery, *Spécimen legum*, t. I, p. 368. — Il y est question de la lettre envoyée par le roi aux cardinaux; l'Université ne dut donc s'assembler aux Bernardins qu'après l'audience dans laquelle elle put être informée des intentions de Charles VI.

circulaire adressée aux prélats et aux chapitres cathédraux. Tout en se rendant ce témoignage qu'elle avait commencé de travailler à l'union lorsque cette œuvre offrait le plus de difficultés, elle les conviait, avec une sorte de générosité hautaine, à venir, comme ouvriers de la onzième heure, partager son salaire au moment où la tâche touchait presque à sa fin, et où il n'y avait plus de risque de déplaire au gouvernement. Il s'agissait d'implorer Dieu au moyen de processions, de prières, de pénitences, et d'agir énergiquement, en faveur de l'union, auprès du roi et du sacré collège¹.

Charles VI, de son côté, réitérait son invitation. Une seconde lettre aux cardinaux, encore plus pressante que la première, fut confiée, le 24 septembre, au chevaucheur de Pierre de Thury; elle indiquait que de l'accueil fait aux ouvertures royales pourrait dépendre, par la suite, l'attitude de la France à l'égard d'Avignon; elle montrait, comme conséquence d'une élection nouvelle, la prolongation du schisme au de là de la génération actuelle, malheur dont la responsabilité retomberait sur le sacré collège².

Pour composer l'ambassade annoncée, le Conseil avait d'abord songé au patriarche d'Alexandrie et à l'aumônier du roi, Pierre d'Ailly, auxquels aurait été adjoint Jean de la Personne, vicomte d'Acy. Mais, avec son expérience de la cour d'Avignon, le duc de Berry représenta que des ecclésiastiques se trouveraient, vis-à-vis des cardinaux, dans une situation forcément inférieure, sans compter que le rôle joué par Pierre d'Ailly dans l'Université l'avait rendu suspect à l'entourage de Clément VII. Des laïques,

1. Arch. nat., J 318, fol. 27 r°; Bibl. nat., ms. latin 14413, fol. 29 v°, ms. 1455 de Rouen, fol. 196 v°. Du Boslay, t. IV, p. 712. — Le chapitre de Notre-Dame de Paris ne parait pas avoir eu, avant le 5 octobre, connaissance de la circulaire de l'Université. Il décida, le 11 septembre, qu'une messe de *Requiem* serait dite, le lendemain, pour le repos de l'âme de Clément VII mais aussi qu'une messe du Saint-Esprit serait dite le surlendemain, pour l'élection d'un nouveau pape : « Deliberatum est quod crastina die fiat missa de Requiem pro sancte memorie domino nostro Papae, nuper defuncto, et die sabbati proxima missa de S. Spiritu pro nova electione, et die dominica sequenti processiones generales ad S. Genovefium. » (Arch. nat., LL 198, p. 216).

2. Le texte français de cette lettre se trouve dans le procès-verbal de Goutier Collet, 462°, un texte latin, quelque peu différent, dans la chronique du *Beugloux de Saint-Denis* t. II p. 194 et Du Boslay t. IV p. 711.

des hommes de guerre auraient bien plus d'autorité. Ils ne s'en tint pas, ajouta malicieusement le vicomte de Melun, tentés de traiter leurs propres affaires en même temps que celles du roi. On choisit donc le maréchal de Sancerre, qui se trouvait déjà dans le Languedoc en qualité de capitaine général, le maréchal Boucicaut¹, le chambellan Regnaud de Roie, « l'un des forts et durs jousteurs de France² », le secrétaire Jean Bertaut. Leurs lettres de créance furent expédiées le 27 septembre³. Leurs instructions, qui nous sont parvenues, font saoir la portée exacte de leur mission⁴.

Les cardinaux étaient priés d'ajourner encore l'élection d'un pape et d'aviser entre eux au moyen de parvenir à l'union. Le roi, de son côté, promettait de réfléchir, de consulter et de les tenir constamment au courant de ses projets⁵. On leur représentait le mal qu'ils faisaient à l'Église en élisant un nouveau pape, et le tort qu'ils risquaient de se faire à eux-mêmes en mécontentant le roi⁶. D'ailleurs, Charles VI leur donnait de nouveau l'assurance qu'il n'intercéderait en faveur d'aucun candidat à la tiare⁷.

1. Il ne semble pas que Boucicaut ait eu besoin, pour se faire désigner, d'intervenir beaucoup près du roi, comme l'insinue, dans une lettre le comte de Valentinois : « Le maréchal Bouciquant s'en va à court de Rome de par le Roy, combien que autres y aillent, mais, pour la grant importunité qu'il a fait au Roy, y a valu qu'il n'ait allé. Et ledit maréchal ce fait fort qui fera la paix de l'Empire et de Messen Reymont. Et vous pouvez bien pancer à quel fin y le fait ». Bibl. de Grenoble ms 1424. n° 313 communication de M. Paul Fournier.

2. Froissart (éd. Kervyn de Lettenhove), t. XIV, p. 413.

3. Procès-verbal de Gonier Col, c. 462, 436.

4. Arch. nat., J 518, fol. 221-222.

5. « Item, de dire aux dix cardinaux que par exprès que le Roy les prie et requiert que nullement du monde ils ne veulent entendre ne proceder à election de pape jusqu'à ce qu'ils aient meurement avisé entre eulx par quelle maniere l'en pourra venir à bonne pais et union de toute l'eglise et aussi que le Roy puint avoir en sa deliberacion meurement et notablement comment l'en pourra presentement ceder et appaiser ce douloureux seisme. Item, que le voye et moniere qu'ils aront sur ce avisée, ils dient aux dix messages et a facent savoir au Roy par heures ou le plus hastivement qu'ils pouront ». C'est l'intencion du Roy d'avoir sur ce sa deliberacion le plus secretement et briefvement que faire se pourra et en faire tantost savoir aux dix cardinaux. »

6. « Doivent bien considerer la bonne et grande assistance, port et aide qu'ils ont tous jours eu du Roy et de son royaume, et que ceux, qui sont sages et avisés, ne devraient en nulle maniere du monde faire chose qui fust à son desplaisir, ven le bon propos et l'intencion de lui. »

7. « Le Roy a sa entencion, propos ne volenté de les prier ou leur escript de l'election du pape pour quelconque personne que ce soit, et de ce les assurement les dix messages. »

Il n'aurait de sa puissance que pour se protéger. Ainsi, par exemple, les ambassadeurs devant « parler » aux gens d'Avignon¹ du devant surtout s'entreprendre entre le sacré college, la reine Marie et Raymond de Turenne, afin de faire cesser la guerre qui dévolait le Comtat-Venaisien ou le choix du Conseil était tombé sur Beaucaul, c'était principalement en vue des pourparlers qui allaient être entenus avec son turbulent beau-père².

Les instructions ne contenaient que deux articles étrangers à l'affaire de l'union, l'un dicté par l'intérêt que portait le roi à l'archevêque de Besançon³, l'autre inspiré par l'affection qu'il éprouvait pour son cousin, les cardinaux et le comte d'Arques étaient prêts de continuer au roi de Sicile Louis II d'Anjou la faveur que lui avait toujours témoignée Clément VII⁴. A part

1. « Le Roy a commandé aux dessusdiz que toute l'aide et confort que leditz cardinaulz leur requerront... et qu'ils leur pourront faire, ils leur fassent, et les parlent de toute force et violence, à leur plaisir ou au leur vouloir... que, de par lui, ils fassent par ses offices et subgès donner conseil, confort et aide... et qu'ils parlent de par le Roy, aux bourgeois et habitants d'Avignon et à tous autres, ainsi que iceulx cardinaulz leur diront... »

2. « Le Roy les a chargés... de faire cesser par toutes les voyes... la guerre et de les mettre, à la prevent, à bonne paix... ad ce qu'on puisse mieux et plus convenablement vacquer... à l'union... Pour ce que le Roy a jà par tant de fois envoyé en Avignon, à très grant frais, plusieurs ses messagers solennels, comme de son sang et lignage, prelat et autres de son Grant Conseil, pour faire cesser la dite guerre... et pour ce que, au monde, ne s'en peu envoir... et n'est pas sans nécessité que... à nulle manière du monde bonne paix y puisse jamais estre mise... et que ledit messire Raymond viengne en sa personne devers le Roy, les ditz messagers... et s'engageant de par le Roy... qu'il viengne, comment qu'il soit, devers le Roy, et à lui donner bon et loyal saufconduit pour cent personnes jusques à un an, lequel... lui porteront... Item, que ledit M. le maréchal Boucquand et messire Regnaud amènent ou fassent venir avec eulx ledit messire Raymond pardevant le Roy, afin que la dite paix puisse estre faicte, et se feront fort envers lui que le Roy, dedans la Toussaint qui vient en un an, aura fait d'iceul et pour son sa contentement. Pour le temps qu'il sera d'iceul et demourera devers le Roy et n'en retourner, l'en lui baillera... ou à ses gens, à ses despens, vivres et vitailles nécessaires, et non plus, pour ses villes, chasteaulx et forteresses et pour ceulx qui les garderont, par l'avis et ordonnance d'icelz messagers, au pris que les ditz vivres valent ou vaudront au pais. Et de ce parleront les ditz messagers à la dite royne, et ce qu'ils en feront, ils feront par le Roy d'elle... »

3. Gérard d'Achues qui succéda sur le siège de Besançon à Guillaume de Vergy, créé cardinal le 17 avril 1391, et qui lui réclamait sans doute certains répléments de complaisance... Item, que ledit messire Regnaud parle, de par le Roy, très acertes au cardinal de Vergy de la bienoigne de l'archevêque de Besançon, à laquelle le Roy a singulière affection... »

4. « Item, qu'ilz dient et requerront, de par le Roy au chancelier et audit college qu'ils ne rompent entièrement le fait de la royne de Jerusalem... ne du Roy... mais le vueillent avoir tous jours pour très especialement recommandé... »

ce rapide coup d'œil jeté, comme en passant, à des affaires d'ordre temporel. la royauté ne perdait pas de vue le but salué avec joie dès le 22 septembre, la réconciliation des catholiques sous le gouvernement d'un seul.

Cent soixante-dix lieues séparent Avignon de Paris. Quand, après quatre jours d'une course rapide, le chevaucheur qui portait la première lettre du roi franchit enfin la porte du Palais des papes, le 26 septembre, à l'heure de vêpres, la situation n'était déjà plus la même qu'au lendemain de la mort de Clément VII.

Le corps du feu pape avait été transporté, le 18, à Notre-Dame-des-Doms, dans un tombeau provisoire puis, suivant la coutume des services célébrés durant toute la neuvaine pour le repos de l'âme du défunt avaient réuni, chaque jour, les cardinaux, à l'issue de la messe, ils s'étaient entretenus des nécessités de l'heure présente. Le résultat de ces colloques avait été bientôt connu : les cardinaux venaient d'entrer en conclave précisément dans l'après-midi de ce 26 septembre¹.

Les portes cependant n'étaient pas encore closes. Le chevaucheur put remettre la lettre de Charles VI aux mains de Pierre Carani, cardinal de Florence².

Rien n'était donc fait. Les vingt et un cardinaux présents comptaient onze Français parmi eux³. La plupart avaient assez souvent donné des preuves de déférence aux volontés du roi pour que la remise de l'élection, sollicitée par Charles VI, parût encore à ce moment l'éventualité la plus probable.

On va reconnaître ici la main d'un homme merveilleusement habile, que ses amis veulent représenter comme dénué d'ambition⁴, mais que sa présence d'esprit et sa volonté énergique

1. « A l'heure de vêpres, en la forme et manière ordonnée par les saints canons. » Lettre des cardinaux d'Amiens, Brancacci et de Thury du 30 septembre 1394, Bibl. nat., ms. Dupuy 342, p. 238.)

2. Procès-verbal de Gontier Col, c. 388, *Reliques de Saint-Denis*, t. II, p. 184, 194. Lettres de soustraction d'obédience du 21 juillet 1398, *Ordonnances* t. VIII, p. 284 ; chronique inédite de Martin d'Alportil, instructions du pape d'octobre 1394 (P. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VI, p. 152, et Bibl. nat., ms. lat. 1128 fol. 1^{re}, et Baluze, *Vite paparum avinionensium* t. I c. 342).

3. Cf. M. Souchon, *Die Papstahlen in der Zeit des grossen Schismas* Brunswick, 1894, pp. 87-88, t. I, p. 206.

4. Martin d'Alportil prétend que Pierre de Luna se tint à l'écart de tous les machabules et chercha à décourager ceux de ses collègues qui manifestèrent le désir de favoriser son élection.

n'ont pas moins bien servi que sa profonde connaissance du droit. Pierre de Luna, connu sous le nom de cardinal d'Aragon, était revenu vers le 1^{er} septembre de sa légation en France ¹, comme s'il eût prévu l'événement qui, quinze jours plus tard, allait ouvrir une carrière nouvelle à son fatal génie. Lorsqu'on voulut donner lecture publique, dans le conclave, de la lettre de Charles VI, il se trouva quelqu'un pour protester au nom des règles canoniques ² : est-il téméraire d'attribuer cette opposition à Pierre de Luna ? Elle rallia, dans tous les cas, les suffrages de la majorité et rendit inutile l'intervention du roi ³.

Le cardinal de Saluces émit pourtant l'avis d'ajourner l'élection ⁴. Mais cette motion si sage fut encore combattue au moyen d'arguments subtils que Pierre de Luna lui-même a reproduits, plus tard, avec trop de complaisance pour n'en pas être l'auteur ⁵. Tout retard fortifierait la situation de « l'intrus ». De plus, il était nécessaire de pourvoir à la vacance dans l'intérêt même de l'union. Supposé, en effet, qu'on obtint, à ce moment la démission de Boniface IX, il resterait à élire un pape qui fût sûr d'être reconnu par toute la chrétienté, le moyen le plus simple d'y parvenir serait de confier l'élection à un corps composé pour moitié de cardinaux urbanistes, pour moitié de cardinaux élémentins. Or, il pourrait se faire qu'un petit nombre de ces derniers, se joignant à tous ou à presque tous les cardinaux urbanistes leur fournit l'appoint de voix nécessaire pour constituer la majorité canonique des deux tiers. Dans ce cas, l'élu devrait son succès, pour la plus grande partie, à des suffrages dont la valeur était nulle aux yeux des élémentins : ce ne serait encore qu'un intrus,

1. Martin d'Alpartil.

2. « Nulli ad eosdem cardinales addux potest... Nulli etiam fas sit... per cardinales vel eorum alicuius auctoritate vel scripturam. » 3. *in Seno*, I, vi.

3. Martin d'Alpartil, cf. *Chronographia regum Francorum* éd. B. Morand, t. III, p. 120.

4. C'est ce qu'il rappelle lui-même le 1^{er} juin 1395. *Amplissima collectio*, t. VI, c. 3^{re}. — Si, comme le prétend le cardinal de Giffone. Arch. du Vatican, *Armario* 114. 1. XXIII fol. 134^{re}, Pierre de Luna lui-même avait dû d'avis de différer l'élection jusqu'à ce qu'on fût instruit des intentions de l'intrus, le chroniqueur Alpartil n'aurait pas manqué de rappeler cette circonstance honorable pour son maître.

5. *Historia de rebus Francie*, au mois d'octobre 1391, à 119^o : le pape et à Pierre Blau. *F. 124 de Archiv für Literatur*, t. V, p. 155, 156.

que reconnaîtraient seulement une partie des fideles. Il fallait donc ne composer le collège électoral que d'hommes universellement réputés habiles à cette fonction, et qui pouvait habiliter les « anticardinaux, » si ce n'est un pape légitime ? D'où la nécessité de donner, avant toute chose, un successeur à Clément VII ¹.

Pour spécieux que fût cet argument, il n'eût pas été, je pense, impossible d'y répondre. Les voix des futurs électeurs pouvaient se répartir autrement que ne le supposait l'ingénieux cardinal. Dans l'hypothèse même où il se plaçait, pour conjurer le danger ne suffisait-il pas de le prévoir ? Ne pouvait-on statuer d'avance que l'élu devrait obtenir la majorité canonique dans chacune des deux fractions du collège ?

Je ne sais si l'on jugea impossible de parvenir à une telle entente entre urbanistes et clémentins. Dans tous les cas, le projet de surseoir à l'élection fut écarté ².

Il en fut de même d'une autre motion, inspirée également par une pensée généreuse : Amé de Saluces proposait d'élire Boniface IX, et cette façon si simple de terminer le schisme ne répugnait pas, dit-on, à plusieurs de ses collègues ³. La majorité des cardinaux craignit sans doute de paraître se rétracter, ou bien encore quelque casuiste fit remarquer que « l'antipape » ne pouvait être élu avant d'avoir été relevé des censures dont Clément VII l'avait frappé.

Les cardinaux d'Avignon n'entendaient pourtant pas perpétuer le schisme. Ils se laisserent persuader d'élire un nouveau pape, mais ils voulurent du moins que le successeur de Clé-

¹ C'est bien la raison indiquée dans un mémoire que les cardinaux rédigèrent, en 1397, sous ce titre *Gestorum a tempore intrusionis Bartholomei usque in presentem summaria narratio* : « Hanc viam [cessionis] specialiter pre oculis habuerunt. Unde cum per nonnullos ex dominis moveretur si propter hoc foret electio differenda, fuit finaliter conclusum quod non, quia pro executione hujus vie oportebat quod esset papa per quem necessaria per unione expedirentur » Bibl. nat., ms. latin 1481, fol. 28 v^o.

² Instructions de G. Belléuère et de P. Blau loco cit., p. 155. — Boniface Ferrer est seul à supposer (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, d. 1161) que les cardinaux ont hâté l'élection pour échapper aux obsessions qu'ils redoutaient de la part de la cour de France. Jouvencel des Ursins n'est pas mieux inspiré quand il fait intervenir ici la crainte de Raymond de Turenne (ed. Micaut et Poujoulat, p. 297). Les cardinaux n'ont jamais eu l'idée d'invoquer de tels motifs pour justifier leur précipitation.

³ *Amplissima collectio*, t. VII, c. 172.

ment VII fût obligé par un serment à effectuer l'union qu'ils se croyaient impuissants à réaliser eux-mêmes. Certains d'entre eux proposèrent qu'avant de passer aux votes, chacun souscrivît l'engagement suivant : « Nous promettons sur l'Évangile de « travailler de toutes nos forces à l'union, de ne rien faire, de « ne rien dire qui soit de nature à l'empêcher ou simplement à « la retarder. Nous suivrons loyalement, si nous devenons pape, « toutes les voies profitables conduisant à l'union, y compris la « voie de cession, au cas où la majorité des cardinaux actuels le « jugerait à propos ¹. » Motion qui provoqua dans le sacré collège diverses objections, plus ou moins désintéressées. Quelques cardinaux — Pierre de Luna fut du nombre — trouvaient ce serment inutile et dangereux : inutile, en ce qu'il n'obligeait le futur pape qu'à ce que, comme catholique, il était tenu de faire, c'est-à-dire à céder dans l'intérêt de l'union, après qu'il aurait essayé de tous les autres moyens; dangereux, en ce qu'aux yeux du vulgaire, il risquait de rabaisser la dignité pontificale. Ce grand zèle à défendre les intérêts du pape futur fit sourdre des collègues de Pierre de Luna « Il ne croit déjà élu, » dirent-ils, et cette saillie triompha de sa résistance. « Je ne prétends pas, reprit-il, me charger d'un fardeau que je trouve au-dessus de mes forces. Mais, afin de démentir les bruits qu'on fait courir, je prêterai ce serment ². » Il le prêta effectivement, comme tous ses collègues, à l'exception des cardinaux de Florence, d'Agrefaunlle, de Saint-Martial ³; sa signature fut approuvée, avec

1. Bibl. nat., ms. latin 1473, fol. 3 v°, ms. latin 14813, fol. 51 r°, ms. latin 9412, fol. 24 v°, ms. latin 9136, fol. 1 v°, Bibl. de Rouen, ms. 1255, fol. 270 v°. Texte assez mal transcrit, et où il manque un membre de phrase essentiel au 273 v°. Baluze, *Vita paparum*, t. I, c. 567; t. II, c. 1107, Henschel, t. VII, p. 575. Muratori t. III, n, c. 774. Du Roulay, t. IV, p. 750, J. d'Achery, *Spéciegram* t. I, p. 701. *Religiosa de Saint-Denis*, t. IV, p. 309, F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. V, p. 400, note 1 et surtout M. Souchon, *Die Papstwahl in der Zeit des grossen Schismas* t. I, p. 296; cf. p. 21.

2. Martin d'Alpartid, *Informatio seriosa* (Baluze, t. II, c. 1107, F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. V, p. 400, note 1). — L'ouvrage écrit, vers 1401, par un partisan de Benoît XIII, contient l'insinuation suivante : « Et quumvis hoc recula per aliquos fuerit procurata, ut verisimiliter crediatur, non ad finem unionis, sed potius ad alium finem reprobamur... » Bibl. nat., ms. latin 1478, fol. 49 r°.

3. C'étaient les trois doyens des évêques, des prêtres et des diacres, qui remplissaient, dit-on, le rôle de scrutateurs (Bibl. nat., ms. latin 1472, fol. 1 r°, ms. latin 9136 fol. 1 v°, Muratori, t. III, n, c. 776. Baluze suppose inutilement qu'ils étaient, en outre, compromissaires t. I, c. 1410.

dix-sept autres, au bas du document connu sous le nom de « cédula du conclave ¹. »

Notez que, par maints propos, par maintes déclarations, Pierre de Luna s'était acquis, tant à Paris qu'en Avignon, la réputation d'un partisan de la voie de cession ². Son attitude dans le conclave ne détrompa point ses collègues. Comme l'un d'eux avouait n'être pas assez sûr de lui-même pour accepter, dans ces conditions, le souverain pontificat, alléguant que, le moment venu, il n'aurait peut-être pas le courage d'abdiquer. « Bagatelles ! » s'écria Pierre de Luna. Pour ma part, j'aurais aussi tôt fait de « déposer le pouvoir que d'enlever ma chapel. » À un autre moment, il fut question d'élire le prieur de la Grande Chartreuse : « Ces solitaires, fit Pierre de Luna, sont quelquefois bien entêtés, ils pèchent par excès de scrupule. Vous ne savez pas ce que celui-ci pense de la voie de cession et s'il se résoudrait à abdiquer ³. » C'est assez dire que les cardinaux peuvent être crus sur parole quand ils affirment que les vertus, les talents de Pierre de Luna ont moins encore que ses dispositions en faveur de la cession, attiré leur attention sur lui, mérité leurs suffrages. Il leur apparaissait réellement comme l'homme le plus propre à tirer l'Église de sa lamentable situation ⁴.

¹ Bibl. nat., ms. latin 1.75, fol. 5 v° ; ms. latin 14613, fol. 34 r°.

² V. plus haut, t. II, p. 423, 424. Cf. un mémoire rédigé, peut-être par deux cardinaux, en 1398. F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. VI, p. 259, et un passage mérité de la *Geste des nobles*. « Enchors furent les cardinaux à son estimation et la conclave, pour tant que, par devant le roy, les princes du sang royal, les pèlerins et l'Université de France, avoit afferme en predicacion publique, la main droite mise à son piz, que, à son adreiz, ne savoit tant briefve voie du scisme faire cesser, que tant avoit eu longue durce, comme de faire ceder les contendans au saint pappat, et que ainsi se feroit, se la dignité estoit en ses mains. » Bibl. nat., ms. français 5090, fol. 81 r°. — Treizième Discours en vers, qui renferme de sa disposition faite, à Paris, en 1399, avant son départ, au pape Philippe le Hardi, rappeler que Pierre de Luna avait voulu la voie de cession en sa présence, en celle de l'évêque d'Arles et du sire de la Trémouille. Bibl. du Val-de-Grâce ms. Ottoboni 2256, fol. 185 v°.

³ Paris rapportée par Jean Petit dans un discours de l'année 1406. Rouquart du Clastenet, *Nouvelle histoire du concile de Constance* (Preuves, p. 407). Cf. C. Le Conteur, *Annales ordinis Carthusiensis*, t. VI, p. 64.

⁴ Cf. un mémoire rédigé par les cardinaux en 1397. « Et sub ista intentione dominus cardinalis dominum nostrum, qui hanc taliter commendabat postea et fecerat, Quorum aliqui prius per eundem dominum de sua voluntate super hoc voluerunt certiorari, etc., quoniam antea aliqui ex dominis fuerant propter istud de consilio Carthusie colloqui. » Bibl. nat., ms. latin 1.08, fol. 28 v°.

Le 26 septembre vers neuf heures du matin, un scrutin donna vingt suffrages au cardinal d'Aragnò — l'unanimité moins une voix.

Pierre de Luna se fit longtemps prier. Il consentit enfin à l'élection, et prit le nom de Benoît XIII¹.

Il renouvela aussitôt le serment qu'il avait prêté dans le côneclave². Ordonné prêtre le 3 octobre, il fut, le 11, consacré, au cours de sa première messe, ensuite couronné. Enfin eut lieu dans Avignon la cavalcade traditionnelle³.

Petit moine, âgé d'environ soixante-neuf ans⁴, l'homme que son mérite ou son adresse venant à élever au poste douloureux la-

1. « Ce lundi ensuivant, à heure de tierce, par la grace du S. Esperit gardée en ce la voye de scrutins les révérent pères en Dieu mon seigneur le cardinal de la Lune fu par tous les dix seigneurs cardinaulz concordablement esleu en pape. Lequel, après plusieurs excusacions par luy faites pour eschever si grant charge, finalement, à la supplication de tous les dix seigneurs cardinaulz, donna son consentement à l'eleccion devant dicte. » Lettre écrite par trois cardinaux le 26 septembre 1394, Bibl. nat., ms. Dupuy 561, p. 256. V. aussi les instructions de G. Bellemère et de P. Mau. F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. VI, p. 102. *Informatus veritas* Bibl. nat. ms. latin 1.0.0 fol. 30 v^o ms. d'Orléans Baskol 145^o, fol. 219, Baluze, t. II, c. 1197, F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 183 ; la chronique inédite de Martin d'Aquilon : un passage de la chronique surprenait huit pères du conclave Jérôme d'Aragnò, consacrant un évêque : « Gonzalez Davila, *Historia de la vida y hechos del rey don Henrique el III de Castilla*, Madrid, 1638, in-fol., p. 111). — Bien de vrai dans ce que prétend l'auteur t. XV, p. 118 : que l'élection de Pierre de Luna fut faite conditionnellement : « et plaçant au roy de France. »

2. On insiste, à cet égard, dans un mémoire rédigé en 1406 ou 1407 : « Statim re intronizato per cardinales, eodem die, iterum dictum juramentum, adhuc existentem in cathedra, auerunt eisdem cardinalibus quod eundem vnum unumquemque per consensum perscrupere digne et in tantum quod eisdem cardinales magis haberent causam reprimendi quam accedendi. » Bibl. nat., ms. latin 9789, fol. 136 v^o ; Du Boulay, t. V, p. 581.

3. Baluze t. II, c. 546, 547 ; *Amplissima collectio*, t. VII, c. 513, F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 174. — Le jour même du 26 septembre, Benoît XIII était installé au Palais. Dans la petite chambre de Rome : « Dixit idem filiterius quod prius die quod datus proles fuit assumptus, portavit in parva Camera Nove una domus noster prima nocte jacuit, dans un lit blanc de couleur balustrade et supportes de la casaque et une magna luthenaria in lectura. » *Arch. du Vatican, Reg. Aragon XV et Benoît XIII*, fol. 97 r^o.

4. Il en avait eu environ soixante-dix, et fallait s'en fier aux indications Aragon, en deux passages : par le chroniqueur Antoine Mariani (Bibl. impér. de Vienne, ms. 6296, fol. 229, éd. G. Lefèvre, Parisot et L. Dorez, t. II, p. 242. Ms. p. 242 : « et est parvenu à supporter à Guillelme les choses par rapportes au 1000 » ; par le chroniqueur qui dit : « le 26 septembre Benoît XIII la première année de son pontificat et 68 ans les paroles du pape. » *Capitulum parvum cum consensu et alio more* : Bibl. du Vatican ms. 10.000 fol. 110 v^o. M. M. Souchon, *Die Papstbrüder in der Zeit des grossen Schismas*, t. I, p. 226, rapporte beaucoup trop Benoît XIII.

vacant par la mort de Clément VII n'était pas l'hypocrisie vulgaire que ses adversaires ont flétri. Sa haute naissance — il appartenait à l'une des plus nobles familles d'Aragon —, sa science juridique — il avait longtemps professé le droit canon à Montpellier — l'avaient, ainsi que la pureté irréprochable de ses mœurs, désigné de bonne heure au choix de Grégoire XI. Seul à peu près au milieu des Italiens et des Français, il avait garde une contenance ferme lors de l'élection d'Urbain VI. Son application à s'éclairer, sa lenteur à prendre parti dans le schisme naissant avaient dénoté une conscience scrupuleuse. Sous le pontificat de Clément VII, il s'était révélé vigoureux polémiste, politique inventif, diplomate heureux; ses légations en Castille, en Aragon, en Navarre avaient tourné à son triomphe, non moins qu'à celui du pape d'Avignon. Cette âme foncièrement ecclésiastique ne pechait que par l'excès de ses qualités mêmes¹; l'habileté dégénérant quelquefois en astuce, l'énergie inflexible devenait opiniâtre; la dignité personnelle, le goût de l'indépendance aboutissaient à un orgueil intraitable².

Tel était le pontife qui siégeait dans le Palais des papes quand le chevaucheur qui apportait la seconde lettre de Charles VI parvint en Avignon.

Quant aux ambassadeurs partis plus tard, ils apprirent en route l'élection de Benoît XIII. Un ordre royal leur vint de poursuivre, afin d'exécuter au moins la partie de leur mission relative à Raymond de Turenne³.

1. Foussart et Nicolas de Clémanges (op. cit. p. 296 de l'éd. J. M. Lydus, Leyde, 1613, in-4°) parlent de sa « sainteté » de son penchant pour « vie contemplative ». Il offrait volontiers Muratori, t. III, n.° 778. En 1387, il avait composé un petit traité sur la récitation des heures canonicales dont il existe des exemplaires à la Bibl. Mazarine ms. 1197, dans les bibliothèques de Lyon ms. 365 fol. 83 v°, de Lille ms. 621, fol. 213 et de Saint-Die ms. 32. Il chercha à reformer la tenue de sa cour (P. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 70).

2. Th. de Niem, *De Synonima* (éd. J. Edler, p. 179, *Vita Bonifacii IX et Innocentii VII* Muratori, t. III, n.° 832, 836; Baluze, t. I, c. 977, 1182, 1193; Zorita, *Los Annates de la Corona de Aragon*, t. II, fol. 109 v°. Marc et Fournier, *Les statuts et privilèges des Universités françaises*, t. II, p. 142.

3. Procès-verbal de Gonthier (éd. t. 1, 183, *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 202. — Boniface Ferrer insinue bien n'est que des ambassadeurs étaient chargés de faire élire Pierre de Thury *Thesaurus n.°us mediocorum* t. II, c. 100).

J'ai dit ailleurs *Raymond Roger comte de Turenne, et les papes d'Avignon*,

La France et le grand schisme.

II

Quelle allait être cependant l'attitude de la cour de France en apprenant que ses avis avaient été complètement méconnus ? Le point ne laissait pas que d'inquiéter Benoît XIII. Dans sa hâte de l'éclaircir, il ne négligea rien pour se faire pardonner ce mécompte.

Une lettre écrite, le 30 septembre, par les trois cardinaux qu'on a déjà vus correspondre avec la cour de France¹, notifia au roi une élection qui devait être, ils n'en doutaient pas, « benoite et prouffitabte pour toute crestiente². » Pierre de Lana, disaient-ils, n'avait accepté cette charge que dans l'esperance de pouvoir compter sur la protection royale : « Et, combien que, de
« tout temps, lui et les siens aient esté touz vostres, toutesfoiz,
« depuis qu'il a esté nagueres en France et demouré entour
« vous il s'est donné du tout à vous. Et depuis qu'il est venuez
« en cest estat, il a fermement propose de faire de vous *son*
« *chief* en toutes ses besoignes et proceder sur ycelles et pour-
« sur diligemment toutes voyes prouffitables à la sedacion du
« scisme *seloud vostre bon plaisir et conseil...* » On ne pouvait promettre un pape plus docile aux futures instructions de la

dans l'Annuaire Bulletin de la Société de l'Histoire de France t. XXVI, 1889, p. 75, le profit que Benoît avait tiré personnellement de ce voyage dans le midi et le sud-est de la reine Marie. En passant par Avignon, il ne semble pas que Benoît XIII que des faveurs spirituelles. Les ballades du 7 novembre 1368 accordèrent au maréchal et à sa femme le droit d'avoir un autel portatif et de pouvoir faire célébrer l'office divin, devant eux, soit avant le jour, soit même dans des lieux frappés d'interdit. Arch. du Vatican, Reg. Aragon III Benedicti VIII fol. 130r, 130v.

1. Jean de la Grange Nicolas Blancard et Pierre de Tully. Cette lettre est écrite. L'original en est conservé à la Bib. nat., ms. 10119, fol. 128. Elle débute ainsi : « Nostre tres redoubtable seigneur, nous savons que pour la detraction que l'usurpateur ayez eue envers nre sainte Eglise, vous parvez parvenu de contrainctes du bon estat nre Eglise, vous esprez vous a vostre zele et angustie... »

2. « A vou lo estre apelle benoit. Et en verité nous le tres redoubtable seigneur, selonc la nature et propriété dudit nom, nous venons et esperons fermement en Nostre Seigneur que, par vosmes exister bonz ayde, faveur et conseil, la venue de nostre saint pere Benoît sera benoite et prouffitabte pour toute crestiente et l'unon de sainte Eglise et service d'icelle... »

trompe qu'en ce qu'il la suppose apportée par deux ambassadeurs dont la venue est certainement postérieure¹. Benoît XIII y expliquait que l'usage interdisait aux papes d'écrire des lettres avant leur consécration, mais qu'il s'était senti porté à enfreindre cette règle par la grande affection qu'il éprouvait pour le roi de France. Il annonçait d'autres lettres et d'importantes communications.

Une bulle, en effet, rédigée sous une forme solennelle, fut adressée à Charles VI, non pas le 10 octobre, comme on la cru², mais le 11, jour du couronnement : notification, officielle cette fois, de l'avènement de Benoît XIII, et en même temps déclaration des saintes intentions de ce pontife résolu à travailler, avec le concours du roi, au rétablissement de l'unité. Le même jour, autre lettre dans le même style adressée à l'Université de Paris³. On continuait à ne faire aucune allusion aux démarches du roi et de l'Université, non plus qu'aux engagements pris dans le conclave.

Ces dernières lettres, et peut-être aussi quelques bulles qui intéressaient à divers titres les princes ou l'Université⁴ furent

1 Gilles Bellemère, évêque d'Avignon, et Pierre Blau. Plusieurs témoignages contemporains s'accordent à fixer leur départ à une époque postérieure au couronnement : Marie *Archiv. fœd. litterar.*, t. VI, p. 180; L. V. p. 406, et d'ailleurs, ils ne furent accrédités que par des lettres datées d'Avignon, le 18 octobre. Bibl. nat., ms. latin 1593, fol. 27 v°, Bibl. de Rouen, ms. 1325, fol. 191 r°, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 480, Du Boulay t. IV p. 721. Je crois inutile de supposer comme le R. P. Marie *Archiv. fœd. litterar.*, t. VI, p. 189, qu'ils ont apporté à Saint-Denis, le 8 octobre, une lettre qui aurait été réécrite postérieurement sous la date du 10 octobre, ou même qu'ils ont fait deux fois, au mois d'octobre, le voyage d'Avignon à Paris.

2 C'est la date donnée dans l'édition de Martene et Durand, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 483 : « vi idus octobris. » Historiquement et diplomatiquement, elle serait inexplicable. La première année du pontificat de Benoît XIII ne commencerait véritablement que le 11 octobre 1394, et une bulle ainsi datée : « Datus Avinionæ vi idus octobris, pontificalus nostri anno primo, » devrait être rejetée au 10 octobre 1395, mais les textes les plus sûrs, ceux que fournissent le registre J 518 (fol. 121 v°) des Archives nationales et le ms. 1793 (fol. 186 r°, des nouv. acqu. latines de la bibl. nat.), portent la date véritable : « vi idus octobris », 11 octobre 1394.

3 Bibl. nat. ms. latin 1593 fol. 28 v°, Bibl. de Rouen, ms. 1325 fol. 190 r°. L. d'Achery, *Splendegam*, t. I, p. 187. Du Boulay t. IV p. 721.

4 Bulle du 12 octobre 1394 ratifiant une ordonnance de Clément VII du 17 novembre 1391, celle-ci réglait l'ordre des collations pour les bénéfices dont la disposition avait été aba. donnée aux ducs de Berry et de Bourgogne par bulles du 7 novembre 1389 et du 10 avril 1391. Arch. du Vatican, *Reg. arcana*, IV *Bene-*

confiés à une, ou plutôt à deux ambassades, composées de Ruffillo Brancacci, maréchal de la cour de Rome, de Regnauld de Rossignac, chevalier¹, de Gilles Bellemère, évêque d'Avignon, et de Pierre Blau, docteur en droit, dont les lettres de créance sont datées du 18 octobre². Ces deux derniers avaient mission de flatter, d'amadouer, pour mieux dire, les ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orléans, de Bourbon et le pauvre roi infirme lui-même. C'étaient de mielleux compliments qu'ils devaient adresser aux princes, de nombreuses bénédictions qu'ils devaient répandre sur le « fils singulier, » sur le « principal défenseur » de l'Église. A la maison de France reviendrait la gloire de terminer le schisme. Benoît XIII voulait faire pour elle plus que pour aucune autre et plus qu'aucun de ses prédécesseurs. Après cet exorde insinuant, les ambassadeurs avaient ordre d'exposer les considérations qui avaient amené le sacré collège à passer outre à l'élection. Ils devaient représenter Benoît XIII comme impatient de réaliser l'union et insister sur son dessein de n'agir, dans cette affaire, que sous la direction du roi Charles VI et les princes étaient invités à mettre de nouveau la question en délibération et à envoyer en Avignon le plus tôt possible des

let. XIII, fol. 206 r°), bulle du même jour déclarant que le droit accordé à l'évêque de Paris de pourvoir à vingt bénéfices dans son diocèse ne pourra porter atteinte aux droits de collation de l'Université de Paris, notamment à celui qu'elle a sur la cure de Saint-Germain-le-Vieux : pareille déclaration avait déjà été faite par Clément VII le 3 décembre 1392, mais la bulle n'en avait pas été révoquée. *Reg. Armon III Benedicti XIII* fol. 190 r°.

¹ Nereu du cardinal de Poitiers. E. Jarry, *La « voie de fait » et l'alliance franco-milanaise* dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. LIII 1892, p. 231, seigneur de Meucos, en Nivernais, et de Saint-Germain-les-Vergnes, en Anjou. *Bibl. nat., Pièces originales* 2523. v° *Rossignac*, n° 5.

² *Arch. nat.*, J 518, fol. 123 v°; *Bibl. nat.*, ms. latin 14613 fol. 31 v°, non acquis. *latines* 1793. fol. 187 r° et v°, *Bibl. de Rouen* ms. 1355 fol. 191 r°. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 408, Du Boulay, t. IV, p. 714. Dans la pensée du pape, Brancacci et Rossignac devaient précéder Bellemère et Blau, comme le prouve cette phrase de leurs lettres de créance : « Alios autem nuncios nostros advenientes ad Celsitudinem tuam continuis post nos mittimus. » Ils étaient chargés de présenter au roi la bulle solennelle de notification du 11 octobre (« per apostolicas patentes apertis tibi presentandis nostre promotionis auspicio... principaliter intimamus »), et aussi de lui faire, à ce propos, certaines communications orales, qu'on a supposées sans grande raison devoir se rapporter aux entreprises militaires de Louis d'Orléans en Italie. E. Jarry, *La « voie de fait »*, p. 540. En fait, les deux ambassades semblent s'être confondues. « Assez tôt après la création de N. S. P. Benoît, lit-on dans des instructions du pape de février 1395, il

personnes graves capables d'être leurs interprètes. Benoît XIII ne repousserait aucun expédient raisonnable; il suivrait toute voie qu'on lui indiquerait, pourvu que sa conscience l'y autorisât¹.

Toute cette diplomatie était bien inutile². Le nom du nouvel élu lui avait, dès le premier jour, concilié la cour et l'Université³.

Les ambassadeurs de Benoît XIII arrivèrent à Paris peu avant le 11 novembre⁴. Or, dès le 8 octobre, il y a quelque raison de croire que l'Université avait écrit au nouveau pape⁵. Elle lui adressa, dans tous les cas, le 23 octobre, une seconde lettre, ou

envoya devers le Roy ses messages solennels, M. l'evêque d'Avignon, son mareschal et messire Pierre Blau. » (*Ampusima collectio*, t. VII, c. 437.) La bulle du 11 octobre fut présentée au roi non seulement par Brancas et Roffigne, mais aussi par Gilles Bellemere et Pierre Blau comme le prouve la note suivante : « Puis envoya le Pape, après sa coronacion ses messages devers le Roy, cest assavoir l'evêque d'Avignon et messire Pierre Blau » etc., qui apportèrent lettres au Roy en bulle contenant la forme qui ensuit » (Arch. nat., J 312, fol. 171 v°).

1. Instructions reçues de G. Bellemere et de P. Blau. P. Harle. *Archiv für Literatur*, t. VI, p. 141 et sq.

2. En detachant à Benoît XIII le 2 novembre 1394 une copie de son *Sommatum super materia Sacramenti* Honoré Bonet, qui habitait alors Paris, déclarait que grands et petits, riches et pauvres, « obtinrent une pour sonnerie Dieu du choix du nouveau pape. » V. Valon. *Un ouvrage inédit d'Honoré Bonet, prieur de Salan*, dans l'*Annuaire-Bulletin de la Société de l'Histoire de France*, t. XXVII, 1896, p. 25. V. aussi les lettres qu'adresseront à Benoît XIII aussitôt après son élection Jean de Montreuil (*Ampusima collectio*, t. II, c. 134) et Nicolas de Clamanges (cf. J. M. Lecomte, p. 8).

3. La mort de l'electeur de Benoît XIII ne devait pas être encore parvenue à Paris à la date du 8 octobre. La journa le chapitre de Notre-Dame ne songeait qu'à organiser des processions en faveur de l'union, et répondant, à ce sujet, à une délégation de l'Université : « De mercum processus fiet missa S. Spiritus et processio in ecclesia pro unione Ecclesie. Die dominica fiet processiones generales apud S. Martinum. Responsum est deputatis Universitatis generaliter quod deontur semper habuerunt bonam intentionem faciendi processiones et alios actus devotos pro unione Ecclesie et adhuc faciunt, continuant, et ad alia contenta in suis litteris » sans doute les lettres de l'Université du 23 septembre! semper faciunt illud quod detachant facere melius quam poterant » (Arch. nat., LL 109, p. 54).

4. On lit dans le ms. lat. 1043, fol. 76 v° de la Bibl. nat. : « Littere domini Benedicti XIII Universitati Parisiensi directæ, presentate per episcopum Avinionensem, senecum gradum Bellemere et magistrum Petrum Blau ejusdem legatos, et recepte die xviº novembris anno 1394. » Et non « die xviº novembris » comme l'a imprimé par erreur Du Boulay, t. IV, p. 723.

5. Lettre donnée sous cette date par Bonakli, t. VII, p. 575 d'après le t. XXI fol. 71 de l'*Armamentum Litterarum* des Archives du Vatican. Elle ne paraît être, il est vrai, qu'une copie tronquée de la lettre du 23 octobre.

elle faisait à peine une allusion timide à sa démarche auprès du sacré collège, semblant presque éprouver le besoin de se justifier. Elle dépeignait sa joie à la nouvelle de l'élection du cardinal de Luna. Elle attendait de lui des actes prompts et décisifs. L'instant était exceptionnellement favorable, les princes paraissaient animés des meilleures dispositions. Si le pape de Rome seul s'obstait à ne pas comprendre son devoir, il y aurait dans tout l'univers un tel soulèvement contre lui qu'il y perdrait son siège, sinon sa vie¹.

Pour porter à Benoît cette lettre, ou quelque autre, l'Université lui envoya une députation, devant laquelle il renouvela un geste connu de Clément VII². ôtant sa chape, il affirma qu'il lui en coûterait aussi peu de déposer le souverain pontificat³. Puis il invita l'Université à lui adresser son « rôle⁴ ». Celle-ci, de peur de se laisser distraire de la poursuite de l'union, renouça noblement à une distribution générale de bénéfices⁵, il existe

¹ Bibl. nat., ms. latin 14613, fol. 30 v° nonv. acquis, latines 1493, fol. 59 v°, Arch. nat., J 518, fol. 25-27, Bibl. de Rouen, ms. 1353, fol. 188 v°, Du Boulay t. IV, p. 713. *Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 121. *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 206, L. d'Achery *Sporilegium*, t. I, p. 772. Kervyn de Lettenhove, *Froissart*, t. XV, p. 128. En envoyant un double de cette lettre aux cardinaux, l'Université rappelle qu'elle leur avait déjà écrit deux fois, c'est-à-dire probablement le 23 septembre v. plus haut p. 7, et le 9 octobre au même temps qu'elle adressait sa première lettre à Benoît XIII ms. latin 14613, fol. 32 r° J 518, fol. 28 r° nonv. acquis latines 1793, fol. 81 r° ms. 1353 de Rouen, fol. 188 v°, *Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 123. Du Boulay, t. IV, p. 716. L. d'Achery, *Sporilegium*, t. I, p. 789, Kervyn de Lettenhove, *loc. cit.*

² V. plus haut t. I, p. 401.

³ *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 206, passage reproduit ou paraphrasé par Jouvenel des Ursins, p. 398.

⁴ *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 218. Cf. la lettre du pape à l'Université datée du 12 novembre ms. latin 14613 fol. 37 v°, ms. 1353 de Rouen fol. 192 v°, Du Boulay t. IV, p. 721. L. d'Achery *Sporilegium*, t. I, p. 788, qui, quoi qu'en dise le *Religieux*, n'a certainement pas été apportée à Paris par Gilles Bellonère. Remarque une phrase de cette lettre où il est question de communications faites antérieurement par Gilles Bellonère.

⁵ C'est ce qu'affirme Simon de Cramaud, passage de son traité sur les abus, cité par H. Denifle, *Anetarium Chartularum*, t. I, p. 715, note 2. À vrai dire, Nicolas Eymeric semble indiquer le contraire dans son traité *Contra Universitatem Parisiensem* rédigé à la fin de 1395 : « Hoc crimen Parisienses commiserunt cum vili gua et dispersita lingua Christi vicarii, domini Pape loquuntur et ad eum venera patrem suum et sanctissimum vocando et eorum rotam humiliter presentando extra aulem cameram Avinionem et Parisiam vrbis et scriptis et in detestando et diffamando. » Bibl. nat., ms. latin 317, fol. 43 r°. Cf. Froissart t. XV, p. 29 et le *Religieux de Saint-Denis* t. II, p. 218, qui donne ici un peu

pourtant dans les archives pontificales un certain nombre de suppliques ou de rôles particuliers qui ont pu être adressés vers ce moment à Benoît XIII par divers groupes de maîtres ou d'écoliers parisiens¹.

Charles VI, de son côté, faisait le meilleur accueil aux ambassadeurs de Benoît XIII. Ruffillo Beaucacer et Regnauld de Roslignac furent inscrits, comme chambellans, parmi les personnalités du duc de Bourgogne². Le roi promit de diriger vers Avignon une ambassade composée de princes de son sang qui seraient exactement informés de ses desirs³. En attendant, il fit partir son aumônier Pierre d'Ailly, chancelier de l'Université⁴.

Quelques mois plus tôt, le fameux docteur collaborait à la composition de l'épître que l'Université se disposait à adresser au roi⁵. Rien ne ressemble moins à ce violent *factum* contre les papes du schisme que le digne vers onctueux que le même Pierre

seulement exact. L'exemple de l'Université de Paris ne fut pas suivi par l'Université d'Orléans : elle décida, le 5 novembre 1395, d'envoyer son rôle et le scella le 16 février 1395. Marcel Fournier, *Les statuts et privilèges des Universités françaises*, t. III, p. 493.

1. *Rotulus plurimum graduatorum Parisiensium in curia presentium Rotulus per episcopum Xanthoniensem confectus, Rotulus quorundam studentium Parisiensium signis in curia de Rome in 1394 ou en 1395*. II Denifle, *Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. IV, p. 1, 2, 4. J'ai noté encore un *Rotulus pro quibusdam magistris et studentibus Parisiensibus presentibus per episcopum Orlensem*, qui contient les noms de quelques maîtres et de d'un certain nombre d'étudiants.

Arch. du Vatican. *Littere supplicationum Benedicti XIII antip.* n° 30, ann. 1395, n° 34, 2537. Mais il est évident que les dates accompagnant la signature des rôles ne peuvent servir à déterminer même approximativement l'époque à laquelle ces rôles ont été présentés.

² Marchesi et date d'Avignon, le 1^{er} décembre 1394. — M. E. Jarry, qui l'a vu, voir *la « note de fait »*, p. 530. A cet égard la preuve que le duc de Bourgogne conduisit auprès des deux messagers pontificaux de servir trop exclusivement les intérêts du duc d'Orléans en Italie.

³ Instructions données par Benoît XII au mois de janvier 1393. F. Ehrle, *Archiv für Literaturk.*, t. VI, p. 160; Instructions données aux princes au mois de février 1395. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 437; notes du concile de Perpignan. F. Ehrle, *Vertra. für Literaturk.*, t. V, p. 390; *Reliques de Saint-Denis*.

⁴ Il p. 296, passage d'un traité du cardinal de Thiery cité par Bunsen (l. VII, p. 176). — Fournier, t. XV, p. 129, raconte d'une façon tout à fait fantaisiste l'accueil fait par Charles VI à la nouvelle de l'accession de Benoît.

⁵ *Requiem de Saint-Denis*, t. II, p. 218. F. Ehrle, *Archiv für Literaturk.*, t. V, p. 165.

⁶ C'est l'épître d'Ailly qu'est adressée une lettre où Henri de Langenstein fait l'éloge de la Université d'Avoye puis, en terminant, la cause de l'université d'Orléans. F. Ehrle, *Archiv für Literaturk.*, t. VI, p. 161. A. Kneer, *Die Entstehung der konstitutiven Theorie*, p. 49.

d'Ailly prononça devant Benoît XIII comme envoyé de Charles VI¹. Il n'est question, cette fois, que de la joie causée au roi par la nouvelle de l'élection de Pierre de Luna. Les princes, le clergé, le peuple partagent cette satisfaction. L'on prévoit non seulement l'union, mais la réforme, le salut de l'Église : elle va retrouver sa beauté d'autrefois, l'âge d'or s'en va renaitre².

Ce langage optimiste, s'il traduisait fidèlement les sentiments de la cour, témoigne d'un bien rapide et complet revirement. N'était-il donc besoin de réclamer au haut la prolongation d'une vacance, pour en saluer ensuite la fin avec une telle satisfaction ? Cette absence, je ne dirai pas de rancune, mais de logique et de dignité, ne peut s'expliquer que par l'estime qu'on faisait à Paris du caractère de Benoît XIII et par le désir de tirer parti avec adresse de la situation. Ne pouvant empêcher le nouveau pape d'être élu, ne valait-il pas mieux, en effet, nouer avec lui des relations cordiales ? N'était-ce pas le moyen le plus sûr d'exercer quelque influence sur ses déterminations ?

Au surplus, le duc de Berry s'était mépris au sujet de l'accueil que la cour d'Avignon réservait au chancelier de l'Université. Pierre d'Ailly n'avait pas attendu la mort de Célestin VII pour essayer de rentrer en grâce auprès des souverains pontifes. Le

¹ Bibl. de Cambrai, ms. 531, fol. 203 r°-203 v°. Discours auquel Eschacher Préfet romain (181) p. 333 assignait la date fautive de 1298, et que M. l'abbé Salerin dans *Petru de Alfuco*, p. 389 a justement replacé en 1303 et l'indication fournie par les actes du concile de Perpignan, R. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. V, p. 388. Le même auteur en a traduit ou reproduit plusieurs fragments (p. 38 et 39) : « Je lis dans ce discours : » *Quam prole venerabilium nuntiorum venturorum ad celestianam regionem missorum fide digna relatio confirmavit*, » fol. 203 v°. (ms. de Cambrai), cette phrase prouve que Pierre d'Ailly n'avait qu'à peine quitté Paris après l'arrivée des ambassadeurs de Benoît XIII (c'est-à-dire, au plus tôt, vers le 15 novembre). Les actes du concile de Perpignan portent que Charles VI envoya Pierre d'Ailly « peu après » (paulo post) le couronnement de Benoît. Il faut entendre par là qu'il le voya peu après avoir reçu notification officielle de ce couronnement. — Pierre d'Ailly n'était probablement pas encore parvenu en Avignon quand le pape, accueillant une requête qui lui avait été présentée de la part de Charles VI, autorisa le roi par bulle du 20 novembre à instituer une chapellenie dans la chapelle de son hôtel royal du Toulouse. Arch. du Vatican, Reg. Avenion. III *Benedicti XIII*, fol. 209 r°.

² Ce langage, évidemment prémédité, ne concilie mal avec l'hypothèse de Dimier-Votier sur le cardinal Pierre d'Ailly dans les *Mémoires de la Société d'émulation de Cambrai* (1835, p. 334), suivant lequel le chancelier aurait été « complètement le dupe des dehors artificieux » de Benoît.

prudent silence dans lequel l'ancien polémiste crovait, depuis quelque temps, devoir se renfermer n'était pas sans causer aux ardents défenseurs de l'union autant de surprise que de mécontentement. Mentionnerai-je l'explication fournie par un adversaire ¹ ? Afin de fermer la bouche à ce « dragon qui vomissait continuellement des flammes, » Clément VII lui avait tendu l'appât de certains gros bénéfices ², le morceau avait été du goût de Pierre d'Ailly, mais il lui était resté dans le gosier — de ce jour, le chancelier avait perdu la voix. Plaisanterie à part, Pierre d'Ailly devait sentir d'autant plus le besoin de complaire à Benoît XIII, qu'à raison de ces bruits justifiés ou non, l'opinion des universitaires commençait à se tourner contre lui. D'autre part, Benoît XIII devait souhaiter de s'attacher un homme de cette valeur, que Nicolas de Clamanges, au même moment, lui recommandait comme une des deux lumières de l'époque ³. Il l'inscrivit, sans plus tarder, au nombre de ses conmensaux. Le cardinal d'Amiens en fit autant. Le pape signa, sous la date du 13 décembre 1394, un rôle composé par Pierre d'Ailly lui-même, où se retrouvent, entre autres noms, celui de Nicolas de Clamanges ⁴. Enfin une bulle du 10 janvier 1395 loua le savoir du chancelier, son dévouement au saint-siège, et l'autorisa, bien que membre de la cour pontificale, à conserver la libre disposition de ses bénéfices présents et futurs ⁵. Ce n'étaient

1. Boniface. *Epistolae Thesaurus novus auctoriorum* t. I, c. 147, et c. 148.

Paris. « Sicut res nostrae, » le jugement le plus sévère est celui que le H. P. Denifle, *Chartularium Universitatis Parisiensis*, III, p. 316, et p. 382, 383, a porté sur l'ambition insensée de Pierre d'Ailly.

2. Il peut être ici question d'un canonial de Rouen qui vint rejoindre vers cette époque aux nombreux bénéfices de Pierre d'Ailly. Le canonial de Rouen versé de Paris fut reçu comme clerc, dans le chapitre de Rouen le 14 août 1391. Arch. de Seine-Inférieure, G. 211.

3. Voir les lettres de Nicolas de Clamanges, éd. J. M. Lohr, p. 10 et sq.

4. On cite un autre rôle de la même année dressé par Pierre d'Ailly pour ses parents, et un autre dans lequel il obtient des grâces pour ses familiers. H. Denifle, *Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. IV, p. 4, 5.

5. « Non obstante quod nosse existas et venerabilis fratri nostri Johannis episcopi Tusculani comensis. » Arch. du Vatican, *Reg. Aeneas*, III, *Benedicti XIII*, fol. 180 r. Pierre d'Ailly figure comme familier du pape dans un rôle dressé sous la date du 13 octobre 1394, il y obtient un canonial à Bayeux et le droit de le cumuler avec la chancellerie de Paris, la chancellerie de Rouen, l'archidiaconat de Caen, la trésorerie de Noyon et la trésorerie de la Sainte-Chapelle de Paris. H. Denifle, *Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. IV, p. 1.

encore que les premières marques d'une faveur qui devait s'accroître par la suite. Dès lors, cependant, la glace se trouvait rompue et les rapports établis sur un bon pied entre Benoît XIII et Charles VI, dont Pierre d'Ailly était le premier porte-parole.

J'ajouterai que le frère du roi chargeait Guillaume Megret, officier de sa maison, de présenter un joyau, de sa part, à Benoît XIII¹, et qu'au nombre des rôles ou suppliques se rapportant sans doute au commencement de ce pontificat il s'en trouve qui émanent du roi² et de la reine³, des ducs de Berry⁴, de Bourgogne⁵, d'Orléans⁶ et de Bourbon⁷ et de Louis II d'Anjou⁸.

III

Ne nous y trompons pas. C'était surtout en faveur de l'union que la royauté comptait tirer parti des bonnes dispositions du pape. Benoît XIII l'avait invitée à rechercher les meilleurs moyens de terminer le schisme, elle le prit au mot. Une assemblée du clergé de France fut convoquée pour la Chandeleur (2 février 1395)⁹.

L'innovation mérite d'être notée. Charles VI jusque là n'avait assemblé son clergé que pour lui demander des subsides : il lui demandait, cette fois, des avis. Pareille chose ne s'était vue depuis la mort de Charles V. Les assemblées réunies au commencement du schisme par la volonté du feu roi ne pouvaient

¹ Mandement du duc d'Orléans, du 26 décembre 1394, ordonnant le paiement de 10 écus d'or à Guillaume Megret, son fructier. Bibl. nat., nouv. acquis. françaises 3655, p. 91.

² Arch. du Vatican, *Liber supplicationum Benedicti XIII antip.*, ann. I pars II, fol. 147 r^o, 225 r^o, 261 v^o, 264 v^o, 290 v^o, ann. I pars III, fol. 184 v^o, 188 r^o, 204 r^o.

³ *Ibid.*, ann. I pars II, fol. 17 r^o, 261 v^o.

⁴ *Ibid.*, fol. 53 v^o, 61 v^o, 100 v^o, 225 r^o. Cf. Froussart ed. Kervyn de Lettenhove t. XV, p. 130. « Moult fort portent le huc de Berry ce pape et l'exauchoit et auctorisoit et y envoia son colle, et furent moult de gens pour eus de graces de ce Benedic ».

⁵ *Liber supplicationum*, ann. I pars II, fol. 61 v^o, 147 r^o.

⁶ *Ibid.*, fol. 60 r^o, 114 v^o, ann. I pars III, fol. 201 r^o. Cf. fol. 204 r^o.

⁷ *Ibid.*, ann. I pars II, fol. 54 r^o, 120 v^o.

⁸ *Ibid.*, fol. 20 v^o.

⁹ Instructions des princes, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 13.

même, à vrai dire, être invoquées comme précédents. Charles VI, en adressant ses lettres de convocation à environ cent cinquante ecclésiastiques, prélats, abbés, docteurs, représentants d'ordres religieux ou d'Universités¹, tendait à réunir, non plus seulement une sorte de Conseil agrandi, mais un véritable concile national, qualifié pour émettre des vœux au nom de tout le clergé de France².

Une des personnalités les moins curieuses de ce clergé n'était pas un certain Jean de Varennes, originaire de Varennes-en-Argonne³. Homme de basse extraction⁴, sa science et son mérite l'avaient fait distinguer à la cour d'Avignon⁵, il avait eu l'honneur de prêcher devant Clément VII et l'avantage de recueillir, outre le titre d'auditeur des causes du Sacré Palais, un assez grand nombre de bénéfices, dont le revenu, dit-on, se levait à plus de 4 500 écus d'or⁶. Il était en passe de devenir évêque ou cardinal quand, vers 1393, on l'avait vu soudain résigner tous ses bénéfices, sauf un canoniat qui ne lui rapportait qu'une trentaine de francs, et se retirer dans son diocèse pour y mener une vie de pénitence. Les médisants insinuaient qu'il voulait attirer l'attention sur lui, afin de parvenir au souverain pontificat. Les autres lui attribuèrent une pieuse émulation ou souvenir des vertus de Pierre de Luxembourg, dont il avait été chapelain. Lui-même expliqua sa conduite par le désir d'offrir à Dieu ses souffrances et sa vie en faveur de l'union⁷. Avisant, sur la mon-

1 *Reliqueur de Saint-Denis* t. II, p. 218, 220.

2. Assemblée purement politique qu'écclésiastique, pense le R. P. Elie. *Archiv. für Literatur*, t. VI, p. 95, note, où l'on ne convoquait pas tous les prélats, mais un plus ou moins grand nombre d'entre eux, suivant les circonstances. Cependant je crois pouvoir donner à entendre que la liste de soixant-dix-neuf prélats sur laquelle le savant hist. rien s'appuie pour justifier cette thèse n'a pu être dressée en vue de la convocation du premier concile de Paris, c. p. 100.

3. *J. Gersonii opera omnia*, ed. Elies du Pin. Anvers, 1708 in-fol., t. I, c. 100 et c. p. 2.

4. *Ibid.*, t. I, c. 100.

5. Il fut, en 1378, un des professeurs ou auditeurs le dernier de treize docteurs, sur le rôle de l'Université d'Angers. Nouvel Jeaner. *Les statuts et privilèges des Universités françaises*, t. III, p. 58. Il est l'auteur d'un opuscule intitulé : *Une reine mécongne à l'our en l'estre de la mort, redonnee par maistre Jehan de Varennes*. *Ibid.* in-fol., ms. F. m. a. s. 1703 fol. 199, 195.

6. Froissart, t. XV, p. 132. *Reliqueur de Saint-Denis* t. II, p. 125.

7. *Ibid.* *J. Gersonii opera* t. I, c. 101, et *Amplissima collectio* t. VII, c. 389.

torique qui domine la plaine de Reims, la petite chapelle de Saint-Léon, lieu de pèlerinage assez fréquente¹, il s'y établit à demeure, et bientôt la renommée de sa sainteté fit accourir des foules à ses prédications. Sa parole était celle d'un élément fervent, son accent celui d'un réformateur. Cependant, par des lettres tour à tour gracieuses et sévères, il s'efforçait de développer dans l'âme du pape d'Avignon des sentiments d'humilité; il se flatta d'y parvenir au moment où Clément VII mourut². Toi-
 etait dès lors son crédit que, quand la question de l'union fut à l'ordre du jour, Charles VI ne put se dispenser d'interroger celui qu'on appelait communément le « saint homme de Saint-Léon ». Le roi poussa la complaisance jusqu'à offrir de lui envoyer une personne de sa maison : car peut-être le solitaire n'oserait confier sa réponse à un message écrit. Jean de Varennes déclara ne pouvoir donner d'avis avant d'avoir consulté Benoît XIII; le roi prit soin de transmettre sa lettre au nouveau pape³, qui, de son côté, ne manqua pas de répondre aux questions de l'ermite⁴. C'est alors que rassuré sur les dispositions du pape, Jean de Varennes adressa au clergé réuni à Paris le résultat de ses réflexions⁵.

La royauté ne se contentait pas de consulter de pieux oracles, elle prélevait à l'assemblée convoquée pour la Chandeleur par une série de conseils préparatoires, réunions de savants, de lettrés, délibérant dans la *Chambre verte* du Palais, le plus souvent sous l'œil du chancelier de France, et se prononçant pour la papauté (il y a lieu de le croire) en faveur de la voie de cession⁶. Des délibérations instituées, au même moment, dans les

¹ Vann. *Archives administratives de la ville de Reims*, t. II, p. 183. — J. Gerson, *opera*, t. I, c. 922 et II. Jadart, *Saint-Léon, Valdedominique et Juvy*, dans les *Annales de l'Académie nationale de Reims*, t. LXX, 1880-81, p. 329.

² *Amplissima collectio*, t. VII, c. 566, 589.

³ *Libl. nat., ms. latin 14997*, fol. 15^r et *ms. latin 14814*, fol. 262^{re}. — *Amplissima collectio*, t. VII, c. 558. — J. Gerson, *opera*, t. II, c. 341.

⁴ *Libl. nat., ms. latin 14997*, fol. 157^v sans la date ou 29 octobre, t. II, fol. 114 (2. fol. 262^v sous celle du 30). — *Amplissima collectio*, t. VII, c. 565. — J. Gerson, *opera*, t. II, c. 343.

⁵ *Amplissima collectio*, t. VII, c. 578.

⁶ *Libl.*, c. 459, *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 170. — En ces conseils préparatoires émanent peut-être les *Motus pro una ecclesia* qui se basent aux Archives du Vatican dans le t. XXI de la *Legation de LVI*, et y sont des copies les de plus rédigées par le cardinal de Pampelonne.

moines de Chartreux et de Celestins ou dans l'Université de Paris aboutirent à des conclusions semblables¹. Les esprits s'enflammaient en faveur d'un projet dont la réalisation semblait d'autant plus prompte qu'on ne prévoyait aucune objection de la part de Benoît XIII.

Le pape avait gardé le silence au sujet du serment qu'il avait prêté dans le conclave, mais, comme il arrive d'ordinaire le mystère dont cet incident demeurait environné ne servait qu'à en grossir l'importance. On se figurait que Pierre de Luna avait juré de suivre les conseils du sacré college *et du roi de France*²; on faisait circuler un texte apocryphe du serment qui contenait ces phrases : « Je suivrai toutes les voies conduisant à l'union, surtout celles que la majorité des cardinaux approuvera *d'après le conseil du roi de France* ». Je notifierai cette résolution, immédiatement après mon élection, au *roi très chrétien* et à tous autres princes. »³ Le roi, inquiet de ne pas recevoir la communication promise, écrivit au pape et à plusieurs des cardinaux pour leur en exprimer sa surprise et leur réclamer, tout au moins, une copie collationnée de la « cédule du conclave ».

A ces divers symptômes, Benoît XIII ne pouvait guère se tromper ; l'assemblée de Paris avait se prononcer en faveur de la voie de cession, et la royauté lui conseiller, sinon lui imposer, l'adoption de son plan. Or, s'il avait sollicité lui-même l'avis

1. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 467. *Beugnots de Saint-Denis* t. II, p. 134. *Annales Cartuariensis super via cessionis*. Arch. nat., J 518, fol. 115 r°. Bibl. nat., ms. lat. 1281, fol. 12 r°, Bibl. de Grenoble, ms. 988, fol. 26 r°. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 471, C. Le Comte, *Annales ordinis Cartuariensis* t. VI, p. 236.

2. *Instructio ad principes*. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 471.

3. V. le texte reproduit par Kersch de Lichtenove. *Præfatus* t. XV, p. 382, d'après un ms. de Carment. — Il y a aussi quelques variations dans la version suivante empruntée à l'un des chapitres (nos 15) de la *tabula des nobles* : « Et l'encre de la conclave jurèrent à tout leur ceste voye (de la cession) et une cédule en signèrent de leurs mains. L'effe du consentement de tous demoura en la garde des deux plus anciens cardinaux ». (Bibl. nat., ms. français 5699, fol. 81 r°).

4. *Instructio ad principes*. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 477, lettre de Benoît XIII du 3 février 1301. Arch. nat., J 518, fol. 148 r°, Bibl. nat., ms. lat. 1281, fol. 38 v°. Du Boulay, t. IV, p. 729. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 472. — Le chevalier ne lui en attendit quatorze jours la réponse du pape qui est datée, au 3 février, j'en conclus que la lettre du roi dut être envoyée vers le 10 ou le 15 janvier.

de Charles VI, s'il s'était docilement soumis, d'avance, à la direction du roi, ce langage, qu'il avait cru habile et nécessaire de tenir au lendemain de son avènement, traduisait fort imparfaitement ses sentiments véritables. Il était, au contraire, tout à fait résolu à conserver sa liberté d'action. De là quelque embarras, à partir de ce moment, dans son attitude. Sans doute il continuait à dire qu'il ne voulait rien faire sans l'approbation du roi. Il prétendait même attendre avec impatience la venue des ambassadeurs annoncés par Charles VI. Pourquoi ce retard ? Le duc de Bourgogne n'était-il pas de retour à Paris depuis le commencement du mois de décembre ?¹ L'âcheuse lenteur, dont il se montrait vraiment contraire² Il conjurait le roi d'en finir, de façon qu'il pût, d'accord avec ses envoyés, choisir une voie et la suivre. Seulement admirons ici la transition), si le pape consentait à ne rien faire en dehors du roi, il convenait qu'en une manière intéressant l'Eglise, le roi, de son côté, ne fît rien en dehors du pape ; par conséquent, qu'il s'abstînt de prendre, au sujet de l'union, une décision définitive. S'éclairer, recueillir les avis du clerge, rien de mieux ! Mais prendre ou laisser prendre, à Paris, une détermination qui risquât de ne pas être approuvée par le pape ou par les cardinaux, le roi ne commettrait pas cette faute³.

J'ignore si Gilles Bellemere et Pierre Blau, que Benoît XIII renvoya à Paris avec Fernando Perez Calvillo, son ancien confident jadis doyen, alors évêque de Tarazona, surent observer, au cours de leurs entretiens avec les princes, toutes les nuances délicatement marquées dans leurs instructions ; mais, partis d'Avignon vers le 12 janvier 1393⁴, ils obtinrent du roi, sans doute avant l'ouverture de l'assemblée du clerge, l'assurance « qu'il ne conclurait rien en apert, mais ferait savoir au pape ce qu'il aurait trouvé, sans aucune détermination et seulement par manière

¹ Philippe le Hardi se trouvait encore à Angers le 1 décembre ; il était rentré à Paris le 16. E. Petit, *Itinéraires de Philippe le Hardi et de Jean sans Peur, ducs de Bourgogne*, p. 237.

² Instructions de G. Bellemere de Fernando Perez et de Pierre Blau. *Revue de l'histoire de la littérature* ... t. VI, p. 169.

³ C'est la date des bulles qui leur confèrent les pouvoirs habituellement conférés aux nonces et légats. *Ibid.*, p. 168.

d'advis¹. » Une lettre de Charles VI confirma cette promesse verbale².

La parole n'en était pas moins, pour le moment, au clergé³, et déjà le courant de l'opinion se formait dans le sens que j'ai indiqué. Les dix docteurs chargés de représenter dans l'assemblée l'Université de Paris avaient ordre de tout mettre en œuvre pour obtenir un vote favorable à la voie de cession. Le clergé, disait-on, devait savoir ce qu'il voulait, le dire et indiquer les moyens de le faire : il y allait de son honneur; et ce n'était pas lui manquer de respect à Benoît XIII⁴. L'Université elle-même cachait si peu son sentiment que la veille de la Chandeleur, elle fit développer publiquement, devant le roi, la thèse de la cession. Son interprète ne fut autre que son chancelier, Pierre d'Ally, récemment revenu d'Avignon et bien aise de faire voir que les faveurs pontificales n'avaient opéré aucun changement dans ses idées⁵. Il n'y avait point, d'ailleurs, contradiction entre sa harangue d'Avignon et son discours de l'hôtel Saint-Paul; avec une égale bonne foi, il pouvait célébrer les avantages de la voie de cession et saluer l'aurore du pontificat de Benoît XIII :

1. *Informatio certana* (Baluze, t. II, c. 1169. F. Kiele, *Archiv für Literatur* t. V, p. 461, notes du concile de Perpignan *ibid.* p. 461-66).

2. C'est ce que rappelle Benoît XIII, le 1^{er} juin 1395, en présence des cardes de Berry, de Bourgogne et d'Orléans, et son affirmation ne paraît avoir soulevé aucune contradiction, *complémenta collectio*, t. VII, c. 193.

3. « Instructio data deputatis Universitatis ad Concilium Parisiense », *Hist. nat.*, ms. lat. 15643, fol. 47^{re}-48^{ve}, Du Boulay, t. IV, p. 757-760.

4. Benoît XIII ne connut pas la suite de mettre ouvertement obstacle aux délibérations du clergé, ce lui dans une glose composée vers 1502 : « Quam congregationem Benedictus non reprehendit, Ymo predicti regni aliqui bene exsistentes in Avinione petiverunt licentiam a Benedicto veniendi ad predictum concilium, quam ipse libenter concessit. Ymo fuit unus notabilis episcopus qui, in presens concilium accessit, dicit quod ipse dominus Benedictus mandabat et approbabat ad predictum Regem et nuntiabat omnia exsistentes in eodem concilio quatuordecim et fideliter vellent considerare in tota materia ». *Hist. nat.*, ms. lat. 15643, fol. 7^{re}. Simon de Cramaud parle de même. *De subditiarchia obedientia*, passage cité par Du Boulay, t. IV, p. 757.

5. Le discours de Pierre d'Ally n'a pas été connu que par l'analyse en *Relevances de Saint-Denis* (t. II, p. 226-227, p. 230-231). On a pu croire que le chancelier avait insisté sur l'obéissance due à Benoît XI et à Clément VII. L'abbé de Saint-Denis, p. 39. — C'est à tort que la date de 1395 a été assignée par Laurin à un discours de Pierre d'Ally qui ne fut prononcé qu'en 1401. On a de même placé à tort en 1395, l'Épître du P^{re} J. Garçon à l'opéra, t. IV, c. 262. E. Bourel, *Essai historique et critique sur les sermons français de Garçon*, Paris, 1828, in-8°, p. 113, un sermon que Garçon a réellement prononcé en 1407.

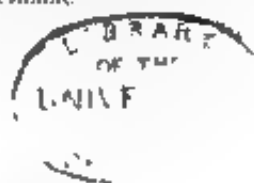
on était alors tellement persuadé que ce pontife réaliserait les vœux des Parisiens¹. Les propos que l'on rapportait de lui, les lettres qu'il avait tout récemment écrites à des amis, une déclaration qu'il avait cru devoir faire en public tendaient à transformer cette espérance en certitude².

Au jour fixé, le clergé de France se réunit en la Sainte-Chapelle du Palais pour entendre la messe du Saint-Esprit. L'assemblée ne comprenait pas moins de cent neuf membres, dont l'épiscopat formait un peu plus de la moitié, le reste se composant d'abbés, de prieurs, de diacres, de conseillers ou d'avocats au Parlement, de représentants des Universités de Toulouse, d'Angers, d'Orléans et de Paris³. Après l'appel nominal et la prestation des serments, les débats commencèrent. Ils se prolongèrent durant quinze jours (3-18 février 1893), sous la présidence de Simon de Gramaud.

C'est la première fois — et ce n'est pas la dernière — que le clergé de France semble reconnaître pour son chef ce prelat poitevin, que son titre de patriarche d'Alexandrie plaçait à la tête de la hiérarchie ecclésiastique. Sa réputation de canoniste ou plutôt la haute protection de Charles VI, qui l'avait nommé maître des

1. Instructions des princes (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 456), mémoire de 108 (F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. VI, p. 329, Jouvenet des Ursins, éd. Niclaud et Poujoulat), p. 395.

2. L'acte notarié du 18 février 1893 (*Arch. nat.* J 518, fol. 94 r°, *Arch. du Vatican* *Armarium* LII, t. XLVI, fol. 1 r°) contient l'énumération de tous les membres de l'assemblée. Plusieurs noms sont vrais : ceux des évêques d'Autun et du Senlis, dans l'édition qu'en ont donnée DD. Martène et Durand (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 456), d'autres sont mal transcrits, par exemple, au lieu de « Geraldus », lisez : « Vitalis de Castro Morono ». Le *Religieux de Saint-Denis* (t. II, p. 27) qui s'est borné à copier cette liste, y a, par inadvertance, ajouté deux noms, celui notamment de l'archevêque de Tours. Il est à remarquer que le chiffre de cent neuf membres est également donné par l'instruction remise aux princes (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 458). — V. Simon de Gramaud, *De subtractione obedientie* passage publié, sous un autre nom, par Du Boulay, t. IV, p. 117, et aussi un autre passage du même traité, demeuré inédit : « Multa fuerunt hac etiam generalia consilia in Ecclesia Dei », in quibus non fuerunt talia sicut in concilio francico super hoc Parisios celebrato, ubi fuerunt et clerici et personae et Universitates Parisiensis, quae bene habet ducentos viros in magistris in theologia etiam doctores decretorum, baccallarios solennes in theologia etiam in theologia et in theologia et in theologia facultatibus et magistris... » (*Bibl. nat. ms. lat. 1083*, fol. 94 v°). — Que l'on dise M. Kehrman (*Frankreichs innere Geschichte* etc. von der Wahl Clemens VIII., p. 63), qui a peut-être été trompé par l'existence de l'expression « nobles viros », l'assemblée ne devait contenir aucun élément laïque.



requêtes¹, et du duc de Berry, dont il fut, dix ans, le chancelier, l'avaient conduit, élevé en évêché, jusqu'à cette situation éminente, qui était en même temps lucrative : car au titre de patriarche il joignait celui d'administrateur de l'église de Carcassonne². Ses richesses, ses maisons³, ses nombreuses terres du Poitou⁴, ce grand air qu'il gardait jusque dans la rue, où il se faisait suivre d'un serviteur portant la queue de son manteau⁵, prôtaient à la critique de ses adversaires, qui rappelaient ironiquement ses travaux de commentaire sur le *Livre de Job*⁶. Grand administrateur de l'Université de Paris⁷, il en était aussi le principal agitateur. Pierre de Luna s'était opposé, paraît-il, à ce que Clément VII le nommât cardinal : on attribuait, dans l'entourage du pape, à cette circonstance l'animosité que le patriarche témoigna toujours à Benoît XIII⁸.

Au surplus, quelques membres de l'assemblée présidée par Simon de Cramaud proposèrent de s'en remettre simplement au pape du soin de choisir une voie d'union ; mais cette motion timide n'eut naturellement aucun succès. Ainsi qu'on pouvait s'y attendre, plus des trois quarts de l'assemblée se prononcèrent en faveur de la voie de cession⁹.

1. Blanchard, *Les généalogies des maîtres des requêtes ordinaires de l'Hôtel du roy* (Paris, 1674, in-fol.), p. 51.

2. H. Denise, *Chartularium Universitatis*, t. III, p. 211. P. Guérin, *Recueil des documents concernant le Poitou contenus dans les registres de la chancellerie de France* (Archives historiques du Poitou, t. XXI), p. 319, et A. Duplex-Agier, *Idem* (cristallin du Châtel de Paris) (Paris, 1861, in-8°), t. I, p. 524, 528.

3. Arch. nat. X¹ 12, fol. 145 v°. Berty et Tisserand, *Topographie historique du vieux Paris. Région occidentale de l'Université*, p. 150-151.

4. P. Guérin, *op. cit.*, t. XXI, p. 313-319, 320, t. XXIV, p. 146.

5. *Gesta Benedicti XIII*, Muratori, t. I, 2^e partie, c. 867.

6. Bonifacius Ferrer, *Thesaurus rerum amerdolorum*, t. II, c. 3130.

7. Bourgeois du Chastenet, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 12.

8. Chronique de Martin d'Aipart. — Une biographie fort médiocre, de ce personnage, a été publiée par l'abbé Anher dans le t. VII des *Mémoires de la Société des Antiquaires de France* (1810), p. 218 et sq.

9. Acte notaire du 15 février 1372. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 461 et sq.), instructions des princes *ibid.*, c. 467-468, *Religione de Saint-Denis*, t. II, p. 221 et sq. ; Simon de Cramaud, *De subtractione obediencie* (passage publié par Du Boulay, t. IV, p. 15) — *Journal des États*, p. 198 — passage sans doute un peu exagéré, mais qui n'est pas sans force et qui prouve que la voie de cession était la plus grande de l'époque — *Journal des États*, p. 198 — passage sans doute un peu exagéré, mais qui n'est pas sans force et qui prouve que la voie de cession était la plus grande de l'époque — *Journal des États*, p. 198 — passage sans doute un peu exagéré, mais qui n'est pas sans force et qui prouve que la voie de cession était la plus grande de l'époque.

Pour en venir à cette conclusion, le clergé semble avoir procédé par élimination. Il ne voulait plus entendre parler de la « voie de fait, » cet expédient brutal qui entre autres inconvénients, risquait d'amener une guerre avec les puissances urbaines, le résultat, d'ailleurs, en était incertain, et, même en cas de victoire, on n'eût point triomphé de convictions sincères fondées sur des raisons plausibles¹. C'est ce dont le clergé se rendait bien compte. « Combien que la partie de l'intrus soit fausse, » disait-il, toutesfois est e.le grandement coloree, et fondée sur « diverses escritures et raisons, et soustenue par plus grand « nombre de cleres notables qu'il n'en « en l'obeissance de « Nostre Saint Pere Benoist. » Pour le même motif, il estimait que la voie de persuasion avait donné tout ce qu'on pouvait en attendre ; il eût été moins difficile peut-être de convertir le pape et les cardinaux de Rome que d'amener les Anglais, les Allemands à reconnaître le pape d'Avignon. D'une manière générale, il convenait d'écarter tout système impliquant la discussion des droits des parties. Parmi les voies proposées jadis par l'Université, le compromis et le concile soulevaient toujours les mêmes objections. Restait la seule voie de cession, qui ne présentait que des avantages².

En cela, il faut reconnaître que le clergé français se dégageait de toute préoccupation intéressée. La double cession pouvait fort bien avoir pour conséquence l'élection d'un pape italien. La France y perdait le voisinage de la papauté ; Rome y regagnait un avantage dont ses excès semblaient l'avoir rendue indigne.

1. Une « cédula » de Gilles des Champs commençant par ces mots : « Primo videtur solandum qualiter questio sub forma posita per Eclesiasticum pertinens est » auxquels font sans doute allusion au discours de Pierre d'Ailly du 1^{er} février, 2^e une « cédula » de Pierre le Roy, abbe du Mont-Saint Michel, qui finit, ainsi que Gilles des Champs, partie de l'assemblée (*Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 232) ; 3^e une opinion motivée du patriarche Simon de Craon en faveur de la cession (*Arch. du Vatican, Armarium LII*, t. XXI, fol. 20-26).

2. L'Université, quoi qu'on ait dit. E. Barry, *Les origines de la domination française à Gênes*, p. 120, ne se proposait pas seulement de faire échouer les « vils » liens « en représailles de froissements d'amour pas pré-éproposés dans les précédentes années » et, si la voie de fait se trouvait « évitablement » admettre ce n'était pas seulement parce qu'elle « doublait l'importance du lien à Gênes et du comte de Vertus » et donnait le pas aux chevaliers sur les pécuniaires.

3. Instructions des princes *Amplissima collectio*, t. VII, c. 139-41.

Cette perspective ne fit pas balancer les membres de l'assemblée de Paris : « L'en ne doit point avoir regard aux nations ny aux lignages, déclarerent-ils, avec un bel accent de générosité, mais qu'il y ait bonne personne. Il voudroit trop mes, sans nulle comparaison, qu'il y eust un bon prud homme italien qui fust pape que plus demeurer en ceste perilleuse division ¹. »

Il n'y eut véritablement divergence parmi les membres du clergé qu'au sujet de la façon de présenter la voie de cession à Benoît XIII. Les uns étaient d'avis que l'ambassade dirigée vers Avignon ne fit connaître au pape la décision de l'assemblée de Paris qu'après avoir obtenu de lui communication de la voie à laquelle il songerait lui-même — ses envoyés affirmaient qu'il venait d'en imaginer une de toute haute sagesse ², et seulement dans le cas où cette voie serait inacceptable : car, dans le cas contraire, Charles VI avait mille raisons de laisser faire le pape à sa guise et de le secourir. Cet avis, plein de déférence, fut développé dans une réduple lettre de la main d'Élie de Lestrangle, évêque de Saintes — mais il ne eut que dix-neuf suffrages ³.

La parti qui l'emporta, à la majorité de quatre-vingt-sept voix ⁴, avait été proposé par le président lui-même ⁵. On devait bien

1. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 435. — C'est le langage que se consentirent de tenir les représentants du clergé français Simon de Grammont, écrivant à l'archevêque de Cantorbéry en 1461, précédant encore toute intention préfixe aux Français de vouloir pour pape un de leurs compatriotes. Il n'est pas vraisemblable, d'ailleurs, que ces deux collèges réunis vers lesquels l'échec des Français fut relativement peu considérable, élisent un pontife de cette nationalité, mais prît à Dieu que nous eussions pour pape incontesté un turc ou un luth, pourvu qu'il fût bon catholique! *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1936.

2. *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 606. — *Amplissima collectio*, t. VII, c. 438.

3. *Ibid.* c. 463. — Cette lettre a traversé deux fois dans le registre 1518 (fol. 146 v^o et 126 v^o) des Archives nationales; la seconde fois, elle y est suivie d'une note fournissant une date précise : « Et hinc mens propria episcopi Cantuariensis scriptum tradidit sibi quia ipse in capitulo celebranti super hac materia in Palatio Parisiensi, XV^{to} die februarii M^o CCC^o III^ois quarti decimo. »

4. Acte notarié du 18 février 1363, *Religieux de Saint-Denis*, loco cit. — On lit dans l'instruction aux princes que l'assemblée se composait de cent neuf personnes, dont quelques-uns ont été tous deux évêques et les autres ont été une ou deux fois évêques. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 435. — Comme adjectif, il faut évidemment lire, au lieu du chiffre 1518 le chiffre 1363, d'autant que les quatre-vingt-sept voix de la majorité additionnées aux vingt-deux voix de la minorité donnent un total de cent trois, et non de cent-neuf membres présents à l'assemblée.

5. Lejeune lui-même Simon de Grammont doit être, à peu de chose près, la pièce inscrite, sous forme d'instruction, dans la chronique du *Religieux de Saint-*

encore demander au pape communication de sa « voie ; » mais on ne s'y rallierait que si elle était *manifestement meilleure* que la voie de cession. En cas de doute, les ambassadeurs en réserveraient au roi. S'ils étaient, au contraire, convaincus de la supériorité de la voie de cession, ils réfuteraient le système du pape et lui feraient entendre que le roi allait tout mettre en œuvre pour donner suite à son projet. C'était ce dernier cas qui devait fatalement se produire : il était sûr qu'érigés en juges du système de Benoît XIII, les ambassadeurs donneraient raison à l'assemblée de Paris, engageraient, par suite, une lutte avec le pape et, s'ils n'en sortaient pas vainqueurs, en reviendraient dépilés. C'était précisément ce qu'avait voulu éviter Benoît XIII. Charles VI, il est vrai, lui envoyait, comme il l'avait promis, le résultat des délibérations du clergé de France « sans aucune détermination et seulement par manière d'avis : » mais il était décidé à faire triompher cet avis coûte que coûte, à moins que, par impossible, ses propres ambassadeurs ne trouvassent l'avis du pape meilleur.

La royauté, bien qu'animée d'excellentes intentions, retombait ainsi dans une faute souvent reprochée à Charles V. Appuyée sur le vote du clergé national, imbue du sentiment de sa mission providentielle, encore une fois elle substituait sa propre autorité à celle de l'Église : elle se croyait appelée à diriger la barque de Pierre.

Le plus curieux est qu'elle se flattait de faire accepter son mot d'ordre non seulement à Benoît XIII, mais à Boniface IX, non seulement aux pontifes rivaux, mais aux puissances séculières. Elle avait même l'arrière-pensée qu'en cas de refus d'un des deux papes, elle poursuivrait la voie de cession d'accord avec les princes de l'une et de l'autre obédiences ¹.

¹ Beyerl I II, p. 226-227 : c'est ce qui indique l'emploi de la première personne, et aussi cette formule caractéristique (p. 228) : « Opinio nostra iniquitas fuit et est hec ». Un texte fort analogue se lit dans le t. XXI de l'*Armamentum LII* (fol. 46-47 des Archives du Vatican) sous ce titre : « Opus unius magni prelati [archiepiscopi quod Patriarcha] cui plus quam tres partes prelatorum et aliorum vocalorum adhererunt ». Cf. Th. Müller, *Frankreichs Unionsversuche*, p. 11. B. Hess, *Johannes Gerson und die kirchenpolitischen Parteien Frankreichs vor dem Konzil zu Pisa* (München, 1896, in 8°), p. 17.

² *Amplissima collectio*, t. VII c. 450.

En ce qui concerne le pape de Rome, je crois deviner quelles circonstances prélaient fondement à cet espoir. Boniface IX, à la nouvelle de la mort de Clément VII, avait écrit à Charles VI, le suppliant d'intervenir pour que le pape d'Avignon n'eût pas de successeur, il avait annoncé l'envoi d'une ambassade qui ferait connaître ses intentions¹, et désigné effectivement pour remplir cette mission Pierre Ameilh de Brenac, patriarche de Grado, Charles Brancacci, comte de Campanie, Thomas Spinel, docteur en lois². D'autre part, dans des lettres adressées à l'Université de Paris Guillaume della Vigna, évêque d'Ancone, et le cardinal Philippe d'Alençon avaient attesté les dispositions conciliantes de Boniface IX ou annoncé comme imminent le rétablissement de l'unité³. Par malheur, les nouvelles n'allaient pas vite en Italie, ces bulles, ces pouvoirs, ces lettres portent des dates comprises entre le 13 et le 22 octobre 1394 : c'est-à-dire qu'au moment où la cour de Rome fondait tant d'espérances sur la vacance du siège d'Avignon, Benoît XIII en avait pris possession depuis trois semaines⁴. Néanmoins, l'Université de Paris continua de correspondre avec Philippe d'Alençon, elle projeta d'envoyer une délégation à Rome et reçut de ce prince de l'Eglise, qui était en même temps prince français, de chaleureux encouragements⁵. Mais je cherche vainement quelque indice autorisant

1. Bibl. nat., ms. lat. 11031, fol. 31 v^o; Bibl. de Rouen, ms. 176, fol. 184 v^o, 187 v^o. — Le d'Achéry, *Spicilegium*, t. I, p. 787. — Le même jour, Boniface IX avait écrit aux conseillers de Charles VI leur envoyant copie de sa lettre au roi, et les conjurant d'user en faveur de l'union de leur influence auprès du roi, des cardinaux d'Avignon, des autres princes et seigneurs. *Ibid.*

2. Arch. du Vaucluse, Reg. 31, fol. 309 r^o et 31 r^o; Ronaldi, t. VIII, p. 100-107.

3. Bibl. nat., ms. lat. 11031, fol. 32 v^o, 36 r^o; Bibl. de Rouen, ms. 1322, fol. 183 v^o, 186 r^o. Du Ronay, t. IV, p. 725-727.

4. Les lettres de Boniface IX en 1394 des fontentures à Paris le 18 novembre ms. lat. 11031, fol. 31 r^o et v^o. Elles furent peut-être apportées par le frère Mineur dont parle Froissart (ed. Kervyn de Lettenhove, t. XV, p. 176), « qui vint vers l'Université avec les légats du saint siège et sans bruit, de par le pape de Rome... Et se tint l'un d'eux devant le roy de France aux paroles et aux sermons... » (ed. Morel). Quant aux lettres de Philippe d'Alençon et de Guillaume della Vigna, elles ne parvinrent à destination que le 2 décembre ms. lat. 11031, fol. 35 v^o. *Ibid.*

5. Lettre de l'Université du 6 décembre 1394, *ibid.*, fol. 35 v^o; ms. 1355 de Rouen, fol. 181 v^o; Du Ronay, t. IV, p. 726. La réponse de Philippe d'Alençon n'est pas du 26 mars 1396 comme peut le croire Du Ronay, t. IV, p. 726, mais du 2 mars 1395 ms. lat. 11031, fol. 36 v^o; ms. 1355 de Rouen, fol. 192 v^o; *Tureau-*

à croire que Boniface IX eût l'intention d'abandonner sans l'intérêt de l'union¹.

Les dispositions des princes séculiers étaient tout aussi incertaines. Le roi d'Aragon sans doute, ainsi que Charles VI, avait essayé d'empêcher l'élection d'un nouveau pape²; l'avènement même de Pierre de Luna, son dévoué sujet³, ne semblait pas avoir refroidi son zèle en faveur de l'union⁴. Mais, bien qu'il témoignât le désir d'être mis au courant des décisions du clergé de

romani *assolutum*, t. II, c. 113). Elle dut être, non pas envoyée comme la feutrevre l'édition de D. Maréne, mais reçue par l'Université le lundi avant l'Ascension, 17 et non pas 7) mai 1395.

1. Il est probable même que les ambassadeurs désignés par Boniface ne se sont pas rendus en France : la nouvelle de l'élection de Benoît XII, aura fait contre-mander leur départ. Plus tard le 22 juillet 1396, Boniface ne mentionna l que l'envoyé en Avignon de Thomas Spinelli, et il s'agissait d'un voyage accompli aux mois de janvier ou de février 1396. Il est vrai que l'Université de Toulouse reprocha, en 1402, au gouvernement royal d'avoir reçu jadis un envoyé de « l'intrus ». Mais à cela l'Université de Paris répondit qu'elle ne savait ce que l'on voulait dire du Boulay, t. V, p. 45, et le plus ancien manuscrit du ms. latin 1703 de la Bibliothèque fol. 2 r^e se borna à donner cette explication : « N^o est fuit duppiu abieru viou exparte Intrusi, hec unus doctor ytalicus hic veneri, pro Intruso, qui fuit idemius, qui dicebatur quod pro pace et unione veniebat » — Quant au dessein de se soumettre à Benoît XIII, que Martin d'Aquartil prête à quelques uns des cardinaux romains les plus délaqués, il n'y a là que la preuve des illusions étranges qu'on se faisait dans l'entourage du pape d'Avignon : cette légende eut sans doute pour fondement une lettre mal comprise du cardinal de Rich cardinal qui avait, à la cour de France, la réputation d'un grand clerc, fort puissant, ne craignant pas « l'intrus » et le plus zélé de tous pour « l'extirpation du schisme » (*Amplissima collectio*, t. VII c. 43).

2. Lettre aux cardinaux écrite de Barcelone, le 22 septembre date dont on a vainement contesté l'exactitude Jager, *Histoire de l'Église catholique en France*, t. XII, p. 180, note 2), lettre du même jour à l'Université de Paris Arch. nat., J 518, fol. 21 v^o, 20 r^o, Bibl. nat., ms. latin 1663 fol. 27 v^o, 26 r^o, nous acquiescances 1793, fol. 61 r^o, 70 r^o, Bibl. de Rouen, ms. 1053, fol. 191 r^o, 188 v^o, Du Boulay, t. IV, p. 707, 708). Cette dernière dut se croiser avec une lettre que l'Université rédigea, vers le 2 octobre, en réponse à la précédente lettre du roi d'Aragon (voir plus haut, t. II, p. 418) elle remerciait Jean I^{er} de la confiance qu'il lui témoignait, lui envoyait copie de son édit sur les trois voies et lui parlait avantageusement du nouveau pape aragonais (J 518 fol. 17 v^o, ms. latin 1663 fol. 32 r^o, Du Boulay, t. IV, p. 719).

3. Cf. une lettre écrite, le 13 décembre, par Benoît XIII à Jean I^{er} pour remercier ce prince de l'envoi d'une lettre autographe. Le sceau de l'écrit suppose que par le pape aragonais avec le concours du roi d'Aragon (ms. latin 1663 fol. 1 r^o, ms. latin de Rouen, fol. 19 v^o, *Thesaurus romanus pontificum*, t. II c. 113).

4. Lettre du 3 octobre à l'Université de Paris J 518 fol. 1 r^o, ms. latin 1663, fol. 20 v^o, Du Boulay, t. IV, p. 70 sous la date du 3 octobre. Cf. la réponse rédigée par Nicolas de Clamanges et lu en assemblée générale de l'Université le 10 ou pas le 19, comme le prétend Du Boulay (t. IV, p. 72), mais le 3 ou 5 octobre (ms. latin 1663, fol. 40 v^o, ms. 132 de Rouen fol. 32 v^o).

France¹, trait-il jusqu'à s'engager, à la suite de Charles VI, dans la voie de cession? On n'est pu l'affirmer. En ce qui concernait les puissances urbanistes, que savait-on, si ce n'est que trois princes allemands avaient écrit à Charles VI pour le prier de « s'opposer à l'élection d'un nouvel » antipape? » C'étaient les électeurs de Cologne et de Mayence et l'un des ducs de Bavière, probablement le beau-père du roi. Ils avaient, en même temps, annoncé l'intention de recommander l'union à Wenceslas² : que résulterait-il de cette démarche auprès d'un souverain discrédité? Quelle influence aurait-elle sur la politique générale de l'Empire? Quelle attitude prendraient ensuite la Pologne, la Hongrie, le Portugal, l'Angleterre? On l'ignorait totalement. En somme, on avançait au milieu des ténèbres; la route, qu'on supposait plane et sûre, pouvait être hérassée d'obstacles insurmontables. On ne laissait pas de témoigner une belle assurance : il semblait qu'on touchât au but.

Le clergé se rêvait déjà, dans le détail, toute la série des formalités à remplir aussitôt qu'on aurait l'acceptation de Benoît VIII³ :

1. Lettres écrites à Charles VI et à l'Université de Paris, non pas le 14, comme le porte l'édition Du Boulay (t. IV, p. 328), mais le 10 janvier 1396 (ms. lat. n. 1481, fol. 41 v°).

2. *Ibid.*, fol. 34 r°, ms. 1355 de Rouen, fol. 187 r°. Dans l'édition de D. Martène *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1133 cette lettre porte un titre fautive : « Littere ex parte dominissimi archiepiscopi Coloniensis et magnatum et domini ducis Bavarie. » Bien que M. Th. Lindner *Geschichte des deutschen Reiches unter K. Wenzel*, t. II, p. 319 ait depuis longtemps relabli la leçon véritable *Regente au lieu de magnatum* cette erreur continue d'être reproduite dans de récents ouvrages. — Des ambassadeurs de l'archevêque de Cologne se trouvaient encore à Paris au mois de janvier 1396, suivant M. E. Jarry, qui a signalé cette circonstance *La vie politique de Louis de France, duc d'Orléans*, p. 129). Ils étaient porteurs de la réponse de l'Allemagne aux messages que, d'après Froissart, éd. Kervyn de Lettenhove, t. XV, p. 131), Charles VI avait envoyés aux rois des Romains, de Hongrie, d'Angleterre, de Castille, d'Aragon, de Sicile et d'Écosse, pour les convier à poursuivre l'union par la déposition des deux papes. Mais le récit de Froissart est plein de confusion. Si Charles VI a envoyé les messages dont il parle, il n'a pu leur adresser ces lettres et ces analogues à celle qu'il adresse au pape d'Avignon, dans laquelle il se déclare à vouloir son intention de consulter le clergé de son royaume.

3. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 481, *Reliquiae de Sancto Denys*, t. II, p. 216-217. Cf. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1130. La « Grande messe pour l'Université » envisage aussi le cas où les deux papes « fussent d'abandonner, où les deux colleges d'ecclésiastiques refuseraient de se réunir et elle prévoit la réunion d'un concile « ordinaire » pour « venir leur verser le schisme d'Occident mais regardant la dévotion de la chrétienté contre l'islam et préparant la réunion des églises latine et grecque (1396) » (ms. lat. n. 1481, fol. 42 v°).

notification de l'heureuse nouvelle aux souverains des deux obédiences; sommation à Boniface IX d'avoir à accepter pareillement la voie de cession — sinon (symptôme inquiétant), on projetait de l'y contraindre par la soustraction d'obédience et autres moyens soi-disant « juridiques »¹; rapprochement des deux cours sur la frontière des obédiences² — là se donneraient rendez-vous quelques-uns des princes les plus puissants de l'un et de l'autre partis, ainsi que des prélats et des clercs, tant pour veiller à la sûreté des deux pontifes que pour résoudre toutes les difficultés qui pourraient survenir; entrevue des deux compétiteurs, accompagnés de leurs cardinaux : chacun préluderait à son abdication par la levée des censures lancées contre les membres du parti adverse, par la création ou la confirmation des « anti-cardinaux » et, autant que possible, par le maintien des prélats et des clercs en possession de leurs bénéfices³. L'élection du pape futur serait confiée, pour cette fois, soit aux deux collèges réunis, soit à un nombre égal de cardinaux des deux partis, soit plutôt à sept ou neuf arbitres pris en dehors des collèges⁴, et l'on se contenterait, pour l'élu, de la simple pluralité des voix.

Ainsi étudié jusque dans les moindres détails, le projet du clergé, qui, à la suite de l'audience du 18 février⁵, était devenu aussi le programme de la royauté⁶, allait être soumis à l'acceptation de Benoît XIII, et, pour que cette invitation, déguisée

1. On est encore question de soustraction d'obédience qu'à l'égard du pontife de Rome, M. Th. Müller (*Frankreichs Unionstreue*, p. 11) ne l'a pas bien compris : d'où vient qu'il accuse la cour et le clergé de dépasser en violence l'université de Paris (même appréciation dans B. Hess, *Johannes Gerson*, p. 17).

2. La ville d'Asis est indiquée comme lieu de résidence possible pour Benoît XIII (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 332).

3. « Pourroit estre ordonné que celui qui est receu par l'eglise cathedrale et par le chapitre seroit reputé possesseur, et l'autre seroit richement recompensé. Et quant aux autres benefices, le possesseur ou de la plus grande partie obtiendrait ».

4. C'est là peut-être ce qui a fait dire à Froissart (t. XV, p. 120) — fort inexactement d'ailleurs, qu'on proposa de mettre « tous les cardinaux hors de leur cathédre, et puis fussent prins clers, vaillans hommes et preud'hommes et du prest et reverence, et ces clers tant de l'Empire d'Allemagne comme de France et d'autres nations fussent mis ensemble, et eult, remissent l'Eglise en pais ».

5. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 465.

6. Comparer le texte latin du projet voté par l'assemblée *Religiosa de Saint-Denis*, t. II, p. 226-244) et le texte français des instructions royales *Accusatio*, J. 516, fol. 83-98, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 431-58.

sous la forme d'un conseil, fût encore plus pressante, les princes ne laissaient à personne le soin de la transmettre au pape. Les ambassadeurs dont on annonçait depuis trois mois l'envoi en Avignon ne furent autres que les deux oncles paternels et le jeune frère de Charles VI, les ducs de Berry, de Bourgogne et d'Orléans : l'un naguère suspect de partialité pour Clément VII, l'autre acquis de longue date au parti de l'union, le troisième habitué à compter sur l'appui d'Avignon pour la réalisation de ses rêves de conquête, tous unis désormais dans une pensée commune de pacification religieuse. Ils emmenaient avec eux des conseillers du roi, des prélats, des délégués de l'Université de Paris, prêts à leur fournir l'aide de leurs lumières, le secours de leur éloquence¹. Tout intérêt particulier devait être laissé de côté², les princes eux-mêmes prêtaient le serment de n'adresser de requête, pour eux ou pour leurs protégés, au pape ou au sacré collège qu'après que la grande affaire de l'union serait réglée³.

Benoît XIII cependant voyait venir l'orage. N'ayant pu réussir à dissiper les nuées qui se formaient du côté de Paris, il cherchait les moyens de se mettre à couvert quand elles creveraient sur Avignon.

Sa première pensée dut être de s'assurer l'appui de ses cardinaux⁴. Par malheur, il n'avait que trop de raisons de craindre qu'ils ne se joignissent aux envieux du roi. Quand il n'aurait pas vu se manifester, dans le conclave, leurs préférences en faveur de la voie de cession, le résultat d'un examen auquel ils s'étaient livrés sur sa propre initiative l'aurait forcé de reconnaître que

1. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 437-438.

2. *Même l'intérêt des libertés des églises de France*. À cet égard, les ambassadeurs royaux devaient appuyer les demandes du clergé « pourvu toutefois que le fait principal de l'union de l'Église soit premierement conclu et appointie » (*Ibid.*, c. 437).

3. *Ibid.*, c. 417.

4. Dès son avènement, il avait donné, ou plutôt prêté, 4.000 florins à chacun de ses cardinaux (testament du cardinal de Murel, Böhme, *Vita paparum* t. II, c. 1092, bulle du 1^{er} mars 1505 déduisant ces 4.000 florins de ce que le cardinal Jean de Brigny devait à 14 1/2 nombre apostolique Arch. du Vatican Reg. *Benetion XIII Benedicti XIII* fol. 255^v), mais il n'avait fait en cela que se conformer à une tradition (v. la même bulle, et surtout J.-P. Kirsch, *Die Finanzverhältnisse der Kardinalkollegiums im XIII und XIV Jahrhundert* dans Knöpfer, Schreyer et Schmalek, *Kirchengesch. hildische Studien*, t. II, 1^{er} fascicule Münster en Westphalie, 1806, in-8^o, p. 27-38. Clément VII n'avait point pu s'attacher à plus tard, t. II, p. 309, lors de son avènement.

quelques-uns approuvaient les projets de concile, de compromis, de conférence, mais que la plupart jugeaient préférable de recourir à la cession¹. Ils se montraient, d'ailleurs, assez disposés à suivre la voie, quelle qu'elle fût, que proposerait le roi. Sans les violenter probablement sans les séduire par d'autres moyens que ceux de la persuasion², Benoît XIII eut l'adresse de ranger à son avis un certain nombre d'entre eux. Une commission qu'il composa d'environ huit cardinaux fut chargée d'examiner de nouveau les diverses voies susceptibles de conduire à l'union³ : après de longues délibérations, elle conclut en faveur de la voie

1. Discours du cardinal de Florence (*Amplius collectum*, t. VII, c. 513) : *secundum rationes de restitutione et non restitutionis obedientie* (Bibl. nat., ms. lat. 100 fol. 151 r°, Du Rouss, t. V, p. 37).

2. Cependant l'acte d'accusation dressé contre les deux papes au concile de Pie reproche à Benoît XIII (art. II) d'avoir interdit à ses cardinaux de parler de la voie de cession : ceux qui enfreignirent cette défense furent en danger d'être arrêtés, la terreur régnait dans le sacré collège.

3. Je crois avoir retrouvé les opinions émises, à un moment quelconque, par les membres de cette commission. Suivant une glose rédigée par Pierre Ravat ou par le cardinal de Pamplune (F. Ehrle, *Archiv für Literatur.*, t. V, p. 407, note 2), elle comprenait notamment les cardinaux de Florence, de Malines, d'Amiens, Brancacci, de Thury, de Pietramala et de Pamplune. Or, on peut lire dans le LXXIV de l'*Armarius* LIV fol. 2-16 des Archives du Vatican, sous le titre *Verba per dominum deputatos per dominum nostrum super unione*, neuf opinions émises, avant l'arrivée des ducs, notamment par les cardinaux de Malines (fol. 2 r°), d'Amiens (fol. 13 r°), Brancacci (fol. 2 v°), de Thury (fol. 11 r°), de Pietramala (fol. 13 v°) et de Pamplune (fol. 1 r°). Aucun ne se prononce formellement pour la voie de cession. Brancacci se borne à admettre que les deux papes seraient forcés de la suivre ou que ce serait l'avis d'une commission composée de cardinaux des deux collèges. La voie du concile réunit les suffrages de Malines et de Pamplune, la voie de « convention » ceux de Pietramala et d'Amiens. Pierre Gérard opine seulement pour une conférence entre cardinaux délégués par les deux collèges. Le désir de contenter les princes apparaît surtout chez Pierre de Thury et Jean de la Grange. Le premier propose de faire étalage de la grande confiance qu'inspire le roi au pape et au sacré collège et de représenter ceux-ci comme disposés à sacrifier leurs propres préférences au désir de Charles VI. Après cet exorde insouciant, il voudrait faire offrir aux princes le choix entre les deux expédients suivants : 1° constitution d'une commission de six cardinaux dont trois seraient nommés par Charles VI parmi les cardinaux clémentins, et trois par le roi des Romains Wenceslas parmi les cardinaux urbains ; ils se réuniraient en la présence des deux rois, ou seulement du roi de France et seraient de plein pouvoir pour traiter de « union » soit par la voie de justice, soit par toute autre voie, au besoin par la voie de cession ; 2° conférence des deux papes et des deux collèges sous la protection des deux rois au commandement de Charles VI. Quant à Jean de la Grange (cardinal d'Avignon), il serait disposé à se ranger à cet avis, mais trouve dangereux d'indiquer aucune voie à tenir — et cette prudence peint bien son caractère — à ce que le pape, avant tout, fasse comprendre aux ducs qu'il se conformera aux désirs de Charles VI.

de conférence, autrement dite de « convention, » pour laquelle Benoît XIII ne dissimulait pas ses préférences, et fit verbalement son rapport dans ce sens, devant le pape et le sacré collège. Une autre fois, sept cardinaux rédigèrent un avis semblable par écrit¹. Enfin le cardinal de Giffone composa un mémoire plein d'arguments à faire valoir contre les voies de concile et de compromis et surtout contre la voie de cession². Armé de ces documents, fort de ces témoignages, Benoît XIII attendit de pied ferme les communications du roi de France.

IV

Au mois de mai 1395, une longue file de bateaux descendait la Rhône. Aménagés de façon spéciale, un d'eux portait les ducs de Berry, de Bourgogne et d'Orléans, un autre sept con-

1. *Informatio serena* (Bologna, t. II, c. 1119); actes du concile de Perpignan (P. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 407); discours des cardinaux d'Amiens et de Florence (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 519, 525) « Responsiones date ad VII questiones traditas antequam dominus Papa fuerit requisitus de cessione facienda. » Arch. du Vatican, *Armamentum* LII, t. XX, fol. 203-207.) Un partisan de Benoît XIII écrit, vers 1411 : « Cardinales omnes vel majores pars eorum approbaverunt nemini viam conventionis, dicentes et consulentes illam tanquam bonam et commendatam, si cum quidam principes seculares acceptarent. » (Bibl. nat., ms. latin 1474 fol. 56 v°) — Enfin je lis dans un mémoire composé vers 1395, par un certain Étienne « de Laherella » « Primo XII cardines fuerunt ante adventum ducum, de opinione domini nostri Pape quod via cessionis non erat expediens. Post, in ducum presentia, dixerunt totam contrarium, et sicut vari et varia testimonio dicentes, ut falsari sunt vocandi. » Bibl. de Grenoble, ms. 988, fol. 102 v°)

2. Ce traité dont Bouquet (*Œuvres papales...*, t. I, c. 1263) a eu le tort de faire remonter la composition à la seizième année du schisme (1393-94) est conservé dans la ms. 988 fol. 136-151 de la Bibl. de Grenoble. Par « Utrum via renunciationis summi pontificis sit acceptanda eo modo oblati quo a nonnullis proponitur... » On y lit, en plusieurs passages fol. 147 v° et sq., que le schisme a déjà duré seize ans. L'auteur y répond à douze questions évidemment posées par Benoît XIII, condamne tout projet de soustraction d'obédience et indique sa préférence pour les voies de discussion et de « convention. » Il veut faire entendre la « vérité » c'est à dire la défense des droits du pape d'Avignon, à tant de rois et de peuples « schismatiques » qui depuis longtemps se bouchent les oreilles, et, en cas d'échec le cas de renonciation, il veut que les deux pontifes rivaux s'assemblent, sous la protection du roi de France, et exercent leurs droits respectifs, avec le concours de juristes impartiaux et de ceux des cardinaux qui ont pris part au conclave d'Urbain VI. Le pouvoir séculier les empêcherait de se retirer avant qu'ils ne se fussent mis d'accord.

celles du roi¹ et dix délégués de l'Université de Paris², d'autres à la garde-robe, les joyaux, les divers services de fruitier, d'ebanouement, de paneterie et de cuisine, enfin les chapelains³.

Ce n'avait pas été une œuvre peu laborieuse que d'organiser ce long convoi. Si j'en juge par l'exemple de Louis d'Orléans, les princes s'étaient vu chacun allouer une indemnité de voyage de 1 000 francs par mois⁴. À leur tour, ils avaient avancé aux clercs et officiers qu'ils comptaient emmener leurs frais d'équipement, puis avaient dû se procurer les ressources neces-

¹ Une pièce transcrite dans deux mss. de la Bibl. du Vatican ms. lat. Vatie. 472, fol. 222 r°, et ms. lat. Vatie. 1000, fol. 172 v° nous renseigne exactement sur la composition de l'ambassade. Les sept membres du Conseil du roi sont Jean Dodeu, évêque de Senlis, et Louis de Bar, évêque de Langres, le vicomte de Melun, Oudart de Moulins, Jean de Montagu, Gilles des Champs et un personnage désigné sous le nom de « magistrat Quariteron » (Chartier ?), que je n'ai pu identifier. Il convient de joindre à ces conseillers trois personnages nommés par le duc de Berry parmi lesquels je cite le comte de Sancerre, Ilur de Marleuil, évêque de Poitiers, et Pierre du Guesc; neuf personnages commandés par le duc de Bourgogne, entre autres, son chancelier Jean Cathart, évêque d'Arras, Jean de Vienna, sire de France, Guy de la Trémoille et Oudart de Chauron; deux personnages recommandés par le duc d'Orléans, notamment son chancelier Amaury d'Orgemont, (le texte indique par erreur l'évêque d'Orléans), Jean de Brie, le baron de Pavet, Raquet de Barre, Guy de Nohé, seigneur d'Uffemont, Guillaume de Colleville, Jean Brague, etc. (cf. *Amplissima collectio*, t. VII, fol. 323 v° et 323 verso le secrétaire intime Co., qui rédigea le journal du duc et auquel, par mandement du 27 février 1393, le roi avait assigné 3 francs d'or par jour, en sus de ses gages ordinaires. Bibl. nat., ms. français 20102, n° 28).

² Parmi eux on trouvait Jean Petit Bourgeois du Chastellet, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 104, 125; Jean Laquet, Gilles d'Orléans (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 100) et Jean Mullinger d'Autriche, Demille et Chelton, *Ancientum Chartularum*, t. I, c. 703, 704.

³ Bibl. nat., collection de Bourgogne, ms. 21 fol. 27 r°, E. Petit, *Mémoires de Philippe le Hardi et de Jean sans Peur*, p. 311, 312, 361. — D'autre part, on lit dans un fragment du compte de Louis d'Orléans qui sert actuellement de couverture à une liasse de la série S, aux Archives nationales « Autre receipt commune ... De Jehan Claude [...], demourant à Chalou sur la Saône, pour XXXI rubies de toile vendues audit Jehan Claude [...], du denier de la toile qui avoit été achetée pour garnir les hataux dequels on avoit beoies par tout les offices de Monseigneur d'Orléans (Paris et Troyes) pour ce argent .liij s. . De Gilles Chastellain, clerc des offices de Monseigneur pour xx. hataux amenes de Chalou à Villeneuve les Avignon, vendus par Jehan Gilles, par l'ordonnance des maistres d'ostel, à un marchand d'Avignon la somme de xl. francs, hors de grant hatail ou quel fu mené monchi seigneur et la hataille laquelle grant hatail et hataille ne furent point vendus au profit de monchi seigneur, pour ce. .xxxiij. l. Lequel grant hatail Monseigneur donna à Jehan C. [...] et Jehan de Saint [...], seigneurs brachans, par lettres d'icellui seigneur données à Paris ce liij d'aoust mil cc et xv ».

⁴ E. Lory, *La vie politique de Louis de France*, p. 132.

mures pour satisfaire leur goût de magnificence¹. Le départ de Paris n'avait pu avoir lieu avant la semaine de Pâques². Ensuite le duc de Bourgogne avait voulu faire à son neveu les honneurs de son duché. A partir de Chalon, les princes avaient pris la voie d'eau descendant seulement à terre pour coucher³ : mais ils s'étaient arrêtés encore quinze jours à Lyon. Enfin, au bout de six jours passés à descendre le Rhône, le 22 mai, vers quatre heures du soir, la flottille princière aborda la rive gauche du fleuve, au pied des remparts d'Avignon⁴.

La joyeuse déférence de la cour pontificale n'eut d'égale que le respectueux empressement des princes. A peine débarqués, on les vit se diriger vers le Palais des papes et témoigner à Benoît XIII « autant de révérence comme ils devaient faire au Dieu du ciel⁵ ». Après les baise-mains accoutumés et la présen-

1. Le duc d'Orléans, par exemple, entretenait son chancelier, Amaury d'Orgemont qui, en sus de ses gages, devait recevoir 8 francs d'or par jour, pour au moins deux panctiers, trois échevrons, deux maîtres d'hôtel, un fruitier, deux écuyers d'arme, un fourrier, etc. Chacun de ces officiers reçut, avant de partir, le 17 ou le 19 avril, des sommes variant entre 40, 50, 60, 100 ou même 200 livres tournois, nous comptons 1.000 francs d'or qui furent distribués aux menus officiers (Bibl. nat., ms. français 15131, p. 73, 75-76, 81, 83, 85, 97, 124). On a calculé que ce voyage coûta au duc au moins 20.000 francs; il en emprunta plus de 1.000 à des marchands d'Avignon et de Lyon. A. de Circourt, *Le duc Louis d'Orléans, frère de Charles V*, dans la *Revue des questions historiques*, t. XLVI, 1907, p. 17. La dépense de son hôtel qui n'avait été que de 2.831 livres en les 100 jours de 200 livres en mars et de 2.000 livres en avril, monta, en mai, à 6.700 livres, et à 10.000 livres en juin. Orgemont n'a compté déjà cité, le duc de Bourgogne, de son côté, donna à son chancelier 141 francs, « pour en avoir une receipte pour valider audit voyage. » (Bibl. nat., collection de Bourgogne, ms. 21, fol. 27 v°.)

2. Les universitaires partirent vers le 14 avril (cf. Denifle et Châteauneuf, *Archivum Chartularium*..., t. I, c. 700), le jour où fut scellée certaine lettre au pape qui porte cette date dans plusieurs mss. Bibl. nat., nouv. acqu. latines 1792, fol. 79; Bibl. d'Erfort, ms. 18-19 125, fol. 104; *Coloquium analytique des Archives de B. le baron Jourdain*, t. I, p. 100; A. Kneer, *Die Entstehung der Konziliaren Theoria*, p. 98, note 1. Louis d'Orléans était encore à Paris le 17. Bibl. nat. ms. français 5212, n° 37, nous apprend qu'il y resta jusqu'au 21 mais il fut hébergé par Philippe le Hardi à Comblanchien sur Seine. H. Pélissier, *op. cit.*, p. 24.

3. *Ibid.*, p. 241; E. Jarry, *op. cit.*, p. 132; M. C. Gagneur, *J. Varenne et G. Gagneur, Inventaire sommaire des Archives communales de la ville de Lyon*, t. III, p. 12; *Journal de Gontier Col*, Arch. nat., J 510, fol. 121 v°; *Amplissima collectio*, t. VII, c. 327). — Le *Religieux de Saint-Denis*, qui d'ordinaire se borne à abréger le *Journal de Gontier Col*, nous apprend que le duc y arriva le 21 mai, au lieu de celle du 22 (t. II, p. 230). Cf. *ibid.*, p. 17.

4. Discours de Jean Petit, du mois de novembre 1399. Bourgeois du Chastenet, *op. cit.*, Preuves, p. 100; *Informatio veritas* Bauri, t. II, c. 1150, notes du concile de Perpignan (F. Kluge, *Archiv für Literatur*..., t. V, p. 400).

lation des lettres de créance, le pape fit servir aux ducs du vin et des épices et les invita, pour le lendemain, à dîner. Il reçut à part, mais d'une manière également gracieuse, les délégués de l'Université. Cela fait, tous s'en allèrent prendre leurs logements en terre française, de l'autre côté du pont.

L'audience solennelle, qui eut lieu le 24, offrit assez peu d'intérêt. C'était une tradition, parmi les diplomates, de parler d'abord pour ne rien dire. Gilles des Champs n'eut garde de déroger à cet usage : son discours, bien que tous les termes en eussent été concertés d'avance, ne sortit point des généralités vagues, et Benoît XIII y répondit par les compliments habituels, ajoutant seulement qu'il tiendrait sa résolution et « s'y exposerait si meslier estoit, jusqu'à la mort. » Les pourparlers ne commencèrent réellement que le lendemain, dans la première audience secrète¹.

Benoît XIII, dans une lettre du 3 février, s'était engagé à communiquer aux envoyés de Charles VI tous les actes dressés dans le conclave². Les instructions des princes leur faisaient un devoir de réclamer immédiatement l'exécution de cette promesse. Après s'être fait un peu prier, le pape envoya quérir le texte du serment prêté par les cardinaux, en fit donner lecture et permit même aux ducs d'en prendre une copie authentique tout en leur recommandant de la tenir secrète³.

Trois jours après, il leur révéla, en présence du sacré collège la voie qui avait ses préférences. C'était, on le sait déjà, la voie de « convention », rapprochement des deux papes et de leurs

¹ Journal de Gontier Col, c. 487-489; *Informatio veriosa*, c. 1111, actes du concile de Perpignan, p. 48, *Cronica di Buonaccorso Pitti* Florence, 1726 in 1^{re}, p. 3. — Le sens du discours de Gilles des Champs est fort inexactement indiqué dans la *Chronographia regum Francorum* (t. III, p. 121).

² Arch. nat., s. 516, fol. 108 v^o, Bibl. nat. ms. latins 13613 fol. 38 v^o, manuscrits, latines 1593, fol. 187 v^o, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 172, Du Boulay, t. IV, p. 129, cf. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. I, V, p. 308.

³ *Amplissima collectio*, t. VII, c. 148.

⁴ *Ibid.*, c. 490. — Le Journal de Gontier Col n'a été ni exactement copié par le Religieux de Saint-Denis (t. II, p. 258), ni dans le traducteur de cette chronique, Delaplace, s'est surpris en supposant que le roi avait fait lire au concile du conclave en présence de ses conseillers (p. 359) les conseillers dont il s'agit sont ceux qui accompagnaient les princes. — Cf. un texte de la bulle collationnée par les évêques de Sens et d'Arras par Amaury d'Orgemont, Oudard de Moulins et Gontier Col Balme, t. I, c. 367.

deux collèges en un lieu voisin de la France, sous la protection du roi; délibération en commun sur les moyens de pacifier l'Eglise enfin, ce que le clergé de France voulait par-dessus tout éviter, discussion contradictoire des droits des deux parties. Ce dernier point semblait au pape de la plus haute importance : « Et bent que ainsi se doit faire, si autrement ne se poet faire bonnement. » Etait-ce foi pleine et entière en la supériorité de son droit? ou bien confiance en l'habileté avec laquelle il le soutiendrait? On verra, dans tous les cas, Benoît XIII revenir obstinément à ce projet, persuadé que de la discussion jaillirait la lumière, une lumière capable d'éblouir jusqu'à son compétiteur et de faire resplendir à tous les yeux sa propre légitimité. Il exprimait déjà, sans doute, cet espoir, à mots couverts, quand il annonçait, le 28 mai, avec une étrange assurance, que son rival et lui, une fois mis en présence, ne se sépareraient pas sans avoir fait l'union. La voie de « convention » était donc la plus prompte; elle l'emportait notamment sur la voie de cession : il fallait se garder d'en proposer une autre, de peur de fournir aux urbanistes un prétexte pour s'en écarter.

Tel ne fut pas, est-il besoin de le dire, l'avis des ambassadeurs royaux. L'argumentation de Benoît XIII ne les convainquit pas; ils ne virent dans la conférence projetée qu'une occasion de vaines disputes qui envenimeraient les rivalités et retarderaient l'union. Ils demeurèrent, pour tout dire, pleinement convaincus de la supériorité du plan proposé par le roi. Aux termes de leurs instructions, que leur restait-il à faire, sinon à engager la lutte? C'est à quoi ils s'appliquèrent sans retard.

Les avantages de la voie de cession furent développés par Gilles des Champs, le 1^{er} juin, en présence du pape et de vingt cardinaux; le duc de Berry prit la parole pour certifier que telle était la voie adoptée par le roi.

Mais, objecta doucement le pape Charles VI ne lui avait-il pas écrit qu'il se bornerait à lui communiquer, par manière d'avis, le résultat de ses réflexions? D'ailleurs, Benoît ne refusait pas d'examiner la proposition royale. Il en témoignait même son contentement; il se disait déjà tout réconforté. Seulement qu'il plût aux deux de lui remettre un mémoire dans lequel seraient

expliquées et les raisons de choisir et la manière de pratiquer la voie dont il était question.

Cette exigence n'avait en soi rien de déraisonnable, les ducs auraient bien pu la satisfaire. Mais, je ne sais pourquoi, ils s'étaient mis en tête d'emporter de haute lutte le consentement de Benoît. Ne voyant dans sa demande qu'un prétexte à temporisation, ils lui répondirent qu'on n'avait que faire de rédiger un mémoire pour expliquer une voie qui pouvait se résumer en un seul mot : cession. Cette façon cavalière était justement celle qui avait le moins de chance de réussir auprès de Benoît. Le pontife s'en montra aussi choqué que surpris : il alléguait l'impossibilité de trancher au pied levé une question de cette importance, et déclara qu'on n'obtiendrait jamais rien de lui par la contrainte¹.

Qu'était-ce cependant que la nouvelle démarche tentée par les ducs la soir même, sinon une sorte de contrainte exercée sur le pape ? Ils convoquèrent dans une maison de Villeneuve-les-Avignon les vingt cardinaux présents, et le duc de Berry les mit en demeure d'opter entre la voie du pape et celle de Charles VI². Cette façon incorrecte d'interroger les conseillers du pape sans son avis, afin de se prévaloir ensuite de leurs votes et de lui arracher son consentement, constituant un manquement grave à l'égard du souverain pontife. Plusieurs des cardinaux en eurent sans doute conscience, et voulurent au moins prendre la peine de réfléchir : l'insistance des ducs ne leur en laissa pas le temps. Ceux-ci parlèrent, et soudain une écrasante majorité se dessina en faveur de la voie de cession³. Jean de la Grange y engageait « sa part de paradis⁴ » ; « Murol et Venise

¹ Journal de Gontier Col, c. 49^v, 492^v, *Informatio xeroca* c. 1111, actes du concile de Perpignan, p. 409, 416.

² Outre le compte rendu en français inséré dans son Journal Arch. nat., J 418, fol. 133^v-142^r., Gontier Col a rédigé en latin un procès-verbal spécial de cette séance *ibid.*, fol. 192-194, Bibl. nat., ms. lat. 5114^v fol. 48-51, *Ampursima celebratio*, t. V II, c. 166-172. C'est uniquement à ces sources qu'a puisé le *Religieux de Saint-Denis* (t. II, p. 264-276) mais il est bon d'en rapprocher les relations ou plutôt émanées de l'entourage de Benoît XIII Baluze t. II c. 112 et sq. t. III, *Archiv für Literatur*, t. V, p. 110 et sq.

³ Une majorité de dix-sept voix sur vingt parmi ces dix-sept cardinaux, treize, et non pas sept, comme on a dit E. Jarry *La cession de fait* p. 103, ne montrèrent tout à fait affirmatifs.

⁴ L'édition du procès-verbal latin de Gontier Col, qu'a donnée D. Marten.

avaient toujours agité de la sorte; Jean de Brogny ne faisait fort d'en témoigner devant Benoît, Pierre de Thury voulant déjà qu'on passât des paroles aux actes¹; Leonard de Gallone ne se souvenait plus des objections qu'il avait rédigées. Un de ceux qui montrèrent le plus d'indépendance fut le cardinal Brancacci; fort peu confiant dans l'efficacité d'un expédient auquel l'Eglise n'avait jamais, disait-il, recouru, il n'y voyait guère qu'une machination destinée à renverser Benoît, il ne laissa pas de se rallier au vœu de la majorité, à condition que Boniface IX donnât l'exemple à Benoît XIII. Le seul qui tint réellement tête aux princes et aux cardinaux est le même qu'on verra, aux heures les plus critiques, demeurer à son poste auprès du pape d'Avignon, défenseur intrepide en même temps que mauvais génie de Benoît XIII. Martin de Salva, cardinal de Pampelune, rappela que toute décision prise par les cardinaux sans délibération préalable en présence du pape était frappée de nullité; il ne voyait, pour lui, qu'un seul but à poursuivre, l'expulsion de l'intrus, qu'un seul moyen à employer, la force des armes, ou, comme pas aller, une conférence entre les deux pontifes². Cette déclaration, moins judicieuse que hardie entraîna presque Jean

1. 107, fait dire à Jean de la Grange les mots de ce qu'il a dit, « Dixit in super quod ubi videtur ut opus esse quod de modo excommunicatione videtur esset mentio de presenti, » alors qu'on lit dans J. B. fol. 103 r. : « Sibi non videtur... » et dans le compte rendu français (*ibid.*), fol. 139 r. : « Il ne lui sembla point qu'il fût de présent lieu de la pontifier. »

2. Il ne s'agit pas, comme on le voit, le Jurey, l'usage de la « voie de fait, » mais simplement l'innocuité de toutes les tentatives de « rectification » faites depuis dix sept ans, c'est à dire de toutes les démarches tentées pour convertir de gré ou de force les urbanistes.

3. C'est curieuse, le cardinal de Pampelune avait été l'un des rédacteurs de la « cédula du concile, » c'est du moins ce qu'on en dit de la réception du cardinal de Richemont. « Dit outre que le cardinal de Pampelune avoit nommée et dotee la cédula de mot à mot et dit qu'il la feroit si bonne qu'il n'y avoit celui qui y parast contraire. » Arch. nat. J. 45 fol. 117 r. Cela ne l'empêcha pas de soutenir cette « chose étrange. » La dite cédula ne contient point à ces mots de « nous ne la dite chose n'y nous ne doit avoir ne est entendue en ceste cédula » ne ne la dite chose n'y nous ne doit avoir ne est entendue en ceste cédula. » *Ibid.*, fol. 141 v°. Le même cardinal ne vint pas à composer un traité pour justifier les réponses de Benoît XIII aux ducs, *Allegaciones dñi Parapiloxem-ia super m. feria quoniam et earum per quas unio erat proseguenda* Bibl. nat., ms. lat. 122 fol. 101. J. B. : « Quia super personis omnium dominum papam Benedictum XIII illustratis et positis per quibus dominum ducibus. »

Flandrin¹, qui cependant voulut bien, sous certaines réserves, conseiller au pape d'abdiquer.

Quand le notaire royal qui assistait à cette délibération eut fini de recueillir les opinions des cardinaux, les princes avaient en main une arme avec laquelle ils se flattaient de pouvoir réduire la résistance de Benoît XIII. Ce n'étaient plus seulement le roi et le clergé de France, c'était aussi le sacré collège qui faisait retentir le mot de cession aux oreilles du pontife, et l'on se rappelle les termes du serment que celui-ci avait prêté : il devait s'incliner devant l'avis de ses cardinaux le jour où la plupart d'entre eux lui conseilleraient d'abdiquer.

Benoît XIII cependant n'était pas près de s'avouer vaincu. On voit, vers ce moment, les casuistes d'Avignon s'évertuer à résoudre, sans doute par son ordre, les questions suivantes : le serment du conclave est-il obligatoire ? avant d'en venir à la cession n'y a-t-il pas d'autres expédients à tenter ? peut-on s'en rapporter à l'opinion des cardinaux ? le pape est-il obligé de la suivre ? Autre symptôme significatif, des bulles du 2 juin 1397 donnent, fort à propos, une satisfaction partielle à l'un des vœux du clergé de France ; elles restituent aux ordinaires la jouissance,

¹ Cardinal d'Auch, celui que Delisle (p. 273) appelle le « cardinal d'Ascher ».

² Bbl. nat., ms. lat. 1475. fol. 6^{re}. « Ex predicta intem edula et deliberatione dominorum cardinalium prefactorum orta fuerunt multa dubia quorum aliqua sequuntur in Allegationibus subhis ventibus. » Les Allegations qui devraient suivre se lisent maintenant, par suite d'une transposition de feu Rets, en une autre partie du ms. fol. 2-4. Bbl. de Rouen, ms. 1333 fol. 273^{re}. « *Glossa seu e poutia super forma juramenti prestiti per cardinales*. Ex quibus manifeste inferitur quod ille qui assumptus est ad apostolatum debet primo attimplare omnes alias vias quas, secundum discretionem et conscientiam, eruditissime et les et accommodatas rationibus, quibus impler malis et inaniam l'herentibus et desperatis, debet consentire postremo via cessandi, quamvis illa via periculosa »]. Propter quod magnam Dei indignationem merito incurrit, qui cum pessimo re varietates et futurorum scandalorum preparatores, qui vias discretas et veritas impediunt. Si dicatur, sicut aliqui inepte intelligunt, quod papa virtute juramenti sui tenetur facere cessionem quando etiamque major pars cardinalium volebitur expedire, hoc non est verum, nam illud nec verbatim, nec formaliter continetur in juramento. » — Bbl. de Grenoble, ms. 1082 fol. 90-98. — On peut en dire le même sujet ayant pour auteur Pierre, évêque d'Ascher, et concluant dans le même sens. — Même ms., fol. 9. 9^{re} 9^{re} 9^{re}. « *Scriptum magistro Joannis Alant* » autre dissertation analogue, prouvant, qu'il faut éprouver tous les moyens et les et convenables » avant de recourir à la cession et ajoutant que, le pape fut-il purgure il ne servirait de rien de le démettre, car il n'est justiciable de personne, pas même de la chrétienté tout entière.

pendant deux ans, d'une moitié des droits de procuration¹. Enfin l'évêque de Tournai vient exprimer aux ducs le désir qu'éprouverait Benoît XIII de les entretenir chacun en particulier.

Quelques soupçons qu'inspire cette proposition à une partie des envoyés royaux, les ducs s'installent à demeure, pour trois jours, dans le palais d'Avignon. Dès le 9 juin Benoît XIII se ménage un tête-à-tête avec le duc de Bourgogne. Aucune trace d'irritation dans le langage du pape, aucune raideur dans son attitude, l'expression toujours touchante d'une vive affection pour le roi : mais aussi un étonnement profond, une douceur attristée, quelque chose comme un desenchânement douloureux. On veut lui imposer une décision prise en dehors de lui, on fait circuler jusque dans son palais des bruits injurieux, on parle d'expulser ses compatriotes. Lui-même se voit menacé d'attentat contre sa personne, si l'on ne se jure aux volontés des princes. Est-ce bien ainsi, qu'on agitait envers un pape français ? Il sollicite humblement un traitement meilleur. N'a-t-il pas fait aux ducs toutes les communications qu'ils ont voulues ? A leur tour, ils peuvent bien lui hailler par écrit les détails de leur plan, les arguments qu'ils invoquent. Il leur fera de son côté, connaître

¹ Dans l'une de ces bulles Arch. du Vatican *Bes. Ardenas* (V. *Benedicti XIII*) fol. 155 r^o, Benoît XIII ayant égard à une requête qui lui est présentée, de la part de Charles VI par Bernard de la Tour d'Auvergne, évêque de Langres, par Étienne de Lestrangle, évêque de Saintes, et par Jean des Bordes, archidiacre de Paris, supprimée, pour deux ans, la réserve qu'avait faite Clément VII, et qui avait privogée lui-même, des droits de procuration perçus en France (v. *pour l'ant.*, t. II, p. 388, note 2), ordonne aux prélats de France de procéder aux visites des églises, depuis trop longtemps interrompues, et à la réforme des abus, sans laisser valoir les hostiles barrières provenant du schisme, se réservant d'enlever à la Chambre apostolique, en quatre termes, la moitié des sommes qu'ils perçent soit pendant ces deux années, pour droits de visite et de procuration. Par la seconde bulle Benoît XIII fait exhorter les prélats de France, si cette combinaison plaît à la majorité d'entre eux, à se libérer, envers la Chambre apostolique, par un paiement annuel, de 40,000 livres d'or de ce qu'ils lui devront pour cette moitié des droits de procuration (*ibid.*, fol. 154 v^o, et *Instrumenta miscellanea ad ann.* 1393-99, n^o 30). Ces deux bulles, à vrai dire, ne furent expédiées que le 24 ou le 25 août 1393, comme il résulte des mentions inscrites dans le registre du Vatican — Cf. le compte de Jean Lavenex, trésorier du pape, pour le mois d'octobre 1393 : « Item pro scriptis et sigillis magistri Johannis de Landis litterarum apostolicarum cum sigillis et sigillis que fecerunt litteras apostolicas super concessione procurationum facta per demandum nostrorum Popam prelatos regni Francie » (Quint. *manusc.*, *ibid.*, n^o 18).

ses raisons. Mais, avant tout, de la discrétion ! Il est inutile de mettre le public au courant de leurs pourparlers. La conversation tombe ensuite sur l'attitude des cardinaux. Ici l'on croit surprendre comme un houssement d'épaules de Benoît XIII. Il peut être tel cardinal qui réclame la cession, et qui naguère lui conseillait de ne jamais y consentir : « Car ce serait grant faute, » dit-il, de mettre sous votre pied ce qui est sur votre teste, » et vous faire varlet dont vous estes maistre. » Et, le duc de Bourgogne demandant le nom du personnage : « Ne vous chaille » reprend Benoît ; vous le sarez tout à temps, et le porez assez » penser par ce que vous l'avez ouy parler. » Le duc de Bourgogne, comme bien on pense, s'efforce de rassurer le pape sur les desseins du roi et tâche de l'incliner vers le parti de la cession¹. Et voilà que ses paroles semblent produire sur le pape l'impression la plus forte : Benoît XIII affecte de paraître déconcerté, un peu tout à fait convaincu, dispose, en tous cas à subir l'ascendant d'une raison supérieure. Ingéneuse flatterie, habileté rare dont l'effet ne peut être que d'encourager les princes à renoncer à tous autres moyens que ceux de la persuasion.

Que se passa-t-il dans l'entretien que Benoît XIII eut, le lendemain, seul à seul avec le duc de Berry ? On l'ignore. Mais, le 1^{er} juin, reçu à son tour en audience secrète, le duc d'Orléans pria le pape de l'entendre en confession et voulut communier de sa main². Ici l'on ne saurait voir seulement un effet de l'élo-

¹ Journal de Gontier Col, c. 491. *Le Reliqueur de Saint Denys* t. II, p. 274-280 reproduit le discours de Benoît XIII, mais le donne comme ayant été prononcé deux jours plus tard, devant les trois ducs. Toutefois il reproduit ensuite la réponse du duc, » comme s'il avait déjà nommé le duc de Bourgogne » p. 280.

² Cette partie de la chronique porte la trace d'une confusion grave.

³ Journal de Gontier Col, c. 492. — Louis d'Orléans avait précédemment offert et donné lors de son arrivée à Benoît XIII un riche objet d'orfèvrerie qui lui coûta 50 francs d'or, un chef de sainte Catherine supporté par deux anges le tout en or enrichi de bijoux, de perles et de saphirs (Bibl. nat., ms. français 1041 p. 11. E. Jarry. *La vie politique de Louis de France* p. 131). Le 18 mars précédent et le 20 juin qui suivit, Benoît XIII, sur la demande du duc d'Orléans accorda divers privilèges à la chapelle de la Sainte Trinité qui ce jour-là avait fondée dans l'église des Célestins de Paris, à savoir cent jours d'indulgences au prêtre qui y célébrerait le saint sacrifice en la présence du duc et au duc lui-même, quand il y assisterait, quarante jours d'indulgence aux prêtres ou aux fidèles qui y assistent ou y entendraient la messe hors la présence du duc, etc. (Arch. du Vatican. Reg. Treason. III. *Benedictus XIII* fol. 240^{re}, 192^{re}, Arch. nat., t. 306.

quence artificieuse de Benoît XIII l'extraordinaire confiance témoignée par le frère du roi suppose quelque chose de plus qu'un ascendant momentané. L'on est amené à se demander si d'autres préoccupations que celle de l'union religieuse ne partageaient point l'esprit du jeune prince, s'il ne caressait pas toujours l'idée d'une alliance personnelle avec le pape d'Avignon, et s'il ne fondait pas sur cette association d'un caractère mystérieux et intime l'espoir d'un agrandissement territorial en Italie. Il venait d'être forcé d'abandonner au roi la proie qu'il convoitait dans la Rivière de Gênes. Mais on se souvient de ses vices sur les États de l'Église de l'Italie centrale : qui sait s'il n'espérait pas reprendre avec Benoît XIII la négociation relative au royaume d'Adria, au point où la mort de Clément VII l'avait interrompue ?

Quoi qu'il en soit, le pape, se flattant, dans ces entretiens particuliers d'avoir suffisamment préparé le terrain, crut le moment venu de faire exposer aux princes les avantages de sa « voie de convention. » Ils n'y consentirent qu'à la condition que les cardinaux fussent présents, ainsi que les délégués de l'Université de Paris, prêts à discuter et à réfuter les arguments des gens du pape. Sur ce point, ils ne purent s'entendre avec Benoît, autant ennemi du bruit qu'ils l'étaient eux-mêmes du mystère ¹, l'exposé des projets du pape fut renvoyé d'abord du 15 juin au 17, puis du 17 à une date indéterminée. Cependant les ducs commencent à trouver le temps long et reçoivent du roi des lettres les pressant de hâter la négociation ².

Lors même qu'ils eussent, ainsi que Benoît, apporté dans ce débat un esprit de sage conciliation, les passions qui fermentaient autour d'eux eussent rendu l'entente bien difficile. À ce point de vue, la cohabitation dans le palais d'Avignon, le 9 juin et jours suivants, n'avait eu que des résultats fâcheux : on avait entendu des gens de la suite les princes parler de la déposition

1. Ils voulaient un éclat, un scandale qui forçât le pape à reculer. « Et ces choses te devrunt être nouvelles, car d'icelle la chose si avant publiée qu'il devra contredire pour peur d'esclandre contre luy et de grande honte. » (Journal de Geoffroy Lefèvre, c. 238.)

2. *Ibid.* c. 239-241.

possible de Benoît XIII; on avait remarqué la façon insolente avec laquelle ils prêdisaient aux gens du pape leur expulsion ¹.

Dans le camp opposé, un frère prêcheur anglais, Jean Hayton, penitencier du pape ², choisit ce moment pour publier en Avignon les propositions suivantes, qu'il se faisait fort de soutenir : « Prétendre que quiconque empêche l'union est schismatique est une exagération — La compagnie qui, dans une lettre adressée au roi de France, a représenté la simonie comme régnant dans l'Église a parlé le langage d'une fille de Satan, d'une ennemie de l'Église romaine. — Par cela seul que le pape rejette la voie de cession, il ne saurait être mis au rang des fauteurs du schisme, et qui l'affirme est hérétique. — Ceux qui ont prêché partout que le pape était tenu d'accepter ladite voie, sous peine d'être tenu pour schismatique et hérétique, ont par là même, rendu cette voie impraticable : ils ne sont pas des champions de l'unité, mais des perturbateurs de la paix de l'Église — Ils devraient être privés du grade de docteurs, traités plus ignominieusement que ne le sont les traîtres envers leur roi. — Tout prince soutenant le même système devrait être privé de sa seigneurie — Le pape ne doit consulter que Dieu et sa conscience, ne reconnaître aucun homme pour juge : quiconque soutient le contraire avec obstination doit être réputé hérétique ³. » Pas une de ces affirmations qui ne visât Charles VI, les princes ou l'Université de Paris ! L'insulte fut vivement ressentie par les ambassadeurs royaux, on réclama de Benoît XIII l'arrestation, le châtiement de l'insolent dominicain. Jean Hayton fut, en effet, emprisonné, ou au moins retenu dans le palais d'Avignon, tandis que huit représentants des plus qualifiés de l'ordre des frères Prêcheurs venaient présenter aux ducs leurs très humbles excuses ⁴. Et les universitaires, par manière de représailles, firent, dit-on, afficher

¹ F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. VII, p. 77, 81.

² Le même sans doute que l'on a vu déjà écrire une dissertation pour prouver que Benoît XIII n'était point tenu de faire cession (v. plus haut, p. 51, note 2).

³ Journal de Gontier Col, c. 501, *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 501, *Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 123, *Ronalds*, t. VII, p. 502 dans cette édition, l'avant-dernière proposition est omise.

⁴ Journal de Gontier Col, c. 503.

dans Avignon cinq propositions violentes : elles affirmaient l'obligation pour le pape d'abdiquer, l'impossibilité ou il était de se dégager de son serment, sous peine de devenir hérétique et perjure, le droit pour les fidèles de lui refuser l'obéissance et le devoir pour les princes de le contraindre à abdiquer¹.

Autre incident malencontreux. Dans la nuit du 20 juin, une ou deux arches en bois du pont d'Avignon prirent feu, et les communications avec Villeneuve se trouvèrent interrompues. On avait vu jeter dans le fleuve des pièces de bois tout enflammées qui entraînées vers les bateaux amarrés sous le pont, avaient mis le feu aux estacades. Les uns crurent à une perfidie des ennemis du pape, les autres à une ruse de ses partisans, ou même à un ordre secret émané de Benoît XIII : de part et d'autre, l'émotion fut grande. Les serviteurs des ducs logés en ville prirent les armes. Le jour venu, il ne manqua pas de gens pour inviter les princes à tirer vengeance de ce prétendu affront. Le pape, afin de les rassurer, jura qu'il n'était pour rien dans le sinistre, et se hâta de faire établir un pont de bateaux provisoire². Cependant, au bout de peu de jours, la difficulté de passer le Rhône par les grands vents obligea les princes à quitter leurs résidences de Villeneuve³ : ou, d'ailleurs, ils n'avaient pas consacré tout leur temps aux affaires de l'Église⁴, et à venir s'établir,

1 *Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 127. — Les mêmes propositions, avec quelques variantes, sont données par un ms. espagnol comme ayant été affichées par un inconnu sur les portes du Palais d'Avignon. I. von Dollinger, *Beiträge zur politischen, kirchlichen und Cultur-Geschichte der sechs letzten Jahrhunderte*, t. II, p. 321.

2 *Journal de Gonthier Col.*, c. 564. *Reliques de Saint Denys*, t. II, p. 208, notes du concile de Perpignan. F. Klotz, *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 313 : requisiions contre Pierre de Luna. *Thesaurus novus sigellorum*, t. II, c. 1311. *Cronica di Buonaccorso Pitti*, p. 43. *Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 125. — L'hypothèse la plus défavorable au pape est admise, en 1866, par Pierre d'Ally-Kervyn de Lettenhove, *Chroniques relatives à l'histoire de la Belgique sous la domination des ducs de Bourgogne. Textes latins*, t. I, p. 130.

3 Nulle part on ne voit que les ducs aient passé, comme on l'a écrit, *Jacques Hirsut de l'Église catholique en France*, t. XII, p. 205, le Rhône dans une barque sans attendre l'établissement d'un pont de bateaux.

4 Un moment grand train à Villeneuve : le chiffre des dépenses de l'hôtel de Louis d'Orléans en fut le plus haut, p. 66, note 1. Les ducs refusèrent une invitation à l'us du pape pour le 21 juin et alléguant qu'ils avaient coutume de fêter la veille de la Saint-Jean ils se consacraient en récompense la plus grande partie de la nuit et se levèrent très tard pour se rendre chez Benoît XIII. *Journal de Gonthier Col.*, c. 560.

en Avignon, dans les hôtels que les cardinaux mirent à leur disposition¹. Ce désagrément ne pouvait contribuer à calmer des esprits déjà surexcités.

Dans ces circonstances peu favorables, Benoît XIII tenta vainement auprès des conseillers du roi une démarche analogue à celles qu'il venait de faire auprès de chaque prince isolément : les évêques de Poitiers, de Senlis et d'Arras, Amaury d'Orgemont, Oudard de Moulins et Gilles des Champs ne se laisserent arracher d'autre promesse que celle de suivre les inspirations de leur conscience².

Cependant Benoît XIII avait cru devoir faire un semblant de concession. Les princes avaient reçu une réponse écrite dans laquelle il s'engageait à recourir au compromis, si la conférence ne donnait pas les résultats qu'il espérait : un nombre égal d'arbitres choisis de part et d'autre prononceraient entre les deux pontifes, qui s'obligeraient à accepter toute sentence rendue à la majorité des deux tiers. En cas de non-réussite de ce second expédient, Benoît, avant de quitter le lieu de la conférence, proposerait ou accepterait une troisième voie conforme à la raison, à la justice (20 juin)³. Cette dernière assurance était quelque peu vague. Quant au compromis, chaque pontife choisissant pour arbitres ses partisans les plus dévoués, il était clair qu'aucun ne

1 F. Ehrle. *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 117. E. Petit. *Itinéraires...*, p. 342. Ayala (*Cronica de los reyes de Castilla*, L. II, p. 245) — Charles V accorde plus tard un privilège aux habitants de Villeneuve-lès-Avignon, pour les dédommager des frais que leur avait imposés le séjour prolongé des princes (D. Vaissette, t. IX, p. 913).

2 Journal de Gontier Col, c. 505. — Les actes du concile de Perpignan (F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 113) placent à tort au 23 juin cette conférence, qui eut lieu dans l'après-midi du 22.

3 *Ite* : « Cum dudum ad procurandum... » (Arch. nat. J 518, fol. 18 v^o Bibl. nat. ms. latin 14643, fol. 54 v^o, ms. latin 5138, fol. 21^o, ms. la in 1481, fol. 16 v^o ms. latin 5414, fol. 52^o, ms. latin 1439, fol. 74 v^o Bibl. de Rouen ms. 1455, fol. 21^o ; *Amplissima collectio*, L. VII, c. 861, *Reliquiae de Sancto Denys* t. II, p. 786 Du Boulay, t. IV, p. 748, Rinaldi, t. VII, p. 585 édition où le préambule manque (von Dillingen. *Beiträge zur Cultur-Geschichte* t. II, p. 315 F. Ehrle. *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 111). — La bulle reproduite dans les lettres de soustraction d'obédience du 27 juillet 1398 n'est guère qu'un extrait de cet acte, dont tous les points se trouvent, au contraire, développés et précisés dans une pièce intitulée *Practica pro quibus que primo per cartulam tradita sunt dominis ducibus pro parte benedicti thesaurus novus anecdotorum*, L. II, c. 1138.

reunirait à majorite des deux tiers. On s'explique donc la froideur avec laquelle le fut accueilli l'amendement du pape. Les Français jugèrent même cette réponse choquante pour neuf raisons, dont la plus forte était que Benoît, par son silence, semblait exclure la voie de cession. Fidèles à une tactique dont ils avaient eu lieu déjà de se louer, ils rassemblèrent les cardinaux, et Jean Carart, évêque d'Arras, se chargea de leur denoncer la conduite du pape.

De plus en plus inféodés à la politique française, les cardinaux pour la plupart — on avait écarté le cardinal de Pampelune¹ — se montrèrent scandalisés et stupéfaits d'une réponse que le pape avait négligé, à vrai dire, de leur communiquer. Ils n'hésiterent pas à proclamer la supériorité de la voie de cession, et se montrèrent décidés, pour leur part, à la suivre. Cette résolution avait son côté périlleux : ils sollicitèrent et obtinrent la protection des princes. Enfin ils firent auprès du pape une démarche en corps (24 juin), mais refusèrent de lui donner, au sujet de la cession, aucune explication précise, sous prétexte qu'ils devaient au préalable, prendre l'avis des princes².

Singulière attitude que celle de ces cardinaux, conseillers nés du saint-siège qui semblaient ne plus penser que sous l'inspiration du roi, ne plus parler que sous la dictée des princes ! La conduite respective de Benoît XIII et de Charles VI — plus encore que leur propre pusillanimité, avait opéré ce changement. Pour avoir pris l'initiative du projet de cession — le roi de France réalisait tout ce qui formait des vœux sincères en faveur de l'union — tandis que Benoît XIII, à mesure qu'il s'écartait de cette voie en apparence facile, voyait tristement le vide se faire autour de lui. Il perdait de jour en jour un terrain qu'usurpait la royauté française ; il allait se trouver peu à peu évincé du gouvernement

1. Une altercation scandaleuse avait éclaté entre les cardinaux Bruneau et de Pampelune à l'issue de la séance du 26 juin, à plusieurs reprises le premier avait dit au second : « qu'il mentait par la parole » à la grande joie des princes, qui se moquaient et moquaient d'eux. « Journal de Gonthier Gouffier 1664, et *Religieux de Saint-Denis* t. IV, p. 298. — Les cardinaux de Verne et de Saint-Martial firent et firent eux-mêmes des protestations dans le *Religieux* *Ibid.*, p. 301, est seul à expliquer par un motif analogue l'absence du cardinal de Pampelune.

2. *Journal de Gonthier* t. IV, p. 298-299, *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 302-306, et *Journal de Verne* p. 315, 316.

de l'Eglise. Je ne citerai qu'un fait de peu d'importance, mais qui ne laisse pas d'être significatif. Quand il fut question de construire en Avignon un monastère de Cisterciens pour recevoir les restes vénérés de Pierre de Luxembourg, la première pierre de la nouvelle église fut bénite, sans l'assistance du pape, par un des cardinaux et posée par les princes (26 juin). On entendit, à cette occasion, un docteur de l'Université de Paris proposer de placer contre le corps du bienheureux deux cédules contenant l'une la « voie de convention, » l'autre la « voie de cession, » et affirmer qu'il s'opérerait, par l'intercession du saint, quelque miracle qui indiquerait la supériorité de la seconde ¹

Dans son triste isolement, Benoît XIII pourtant essaya encore d'amuser les princes par quelque simulacre d'explication. Il annonça une deuxième réponse (26 juin). Le peu d'empressement des ducs à venir l'entendre témoigna de leur médiocre confiance dans un changement de dispositions. Le fait est que la bulle dont Benoît leur fit donner lecture, en présence des cardinaux et des universitaires², — cette condition avait été imposée par les princes — ne modifia en rien le sens de ses déclarations précédentes³. C'était toujours, en premier lieu, à la voie de « convention, » et subsidiairement à celle de compromis qu'il offrait de recourir. Il ajoutait seulement qu'il comptait, en suivant ces voies, faire le nécessaire et même l'utile, ainsi que l'y obligeaient les devoirs de son état et le serment du conclave (28 juin). Était-ce la peine de déranger les ambassadeurs du roi pour leur faire part d'une telle résolution? L'effet produit tant sur les princes que sur les cardinaux fut déplorable. Ceux-ci, dans des réunions tenues les deux jours suivants, déclarèrent la

1. Journal de Gontier Col. c. 509. Cf. L. Duhamel, *Les origines artist du monastère des Celestins d'Arignon* Paris 1888 in-8, p. 4. — Jouvanel des Ursus p. 106, prétend qu'un recours eût été adressé à cet expédient.

— À en croire le *Religieux de Saint-Denis* t. II p. 308, cette révélation n'aurait été
 que devant les cardinaux.

1. Tac., s. *Quamvis puer dilectus illis ducitur*, v. 331 pal., ms. lat. n. 1081
f. 1^r v., ms. lat. n. 1479, fol. 71 r., ms. lat. n. 5136 fol. 3 r., ms. lat. n. 2330
f. 51 v., Bibl. de Rouen, ms. 1350, fol. 272 r., 1^{re} Bnuy 1 IV, p. 20
1. d'Achery, *Spicilegium*, t. I c. 780, *Amplissima collectio* t. VII c. 684, p. 15
1. date Basse de Tarnac, 3 janvier 1401, I von H. Binger, *Beiträge zur
Luther-Geschichte*, t. II, p. 349

nouvelle réponse capiteuse, pleine de fausseté, encore moins acceptable que la première, et sauront cette occasion de se prononcer une fois de plus pour la cession¹. Peu s'en fallut que les princes ne les décidassent à signer une formule par laquelle ils déclaraient suivre cette voie d'accord avec le roi et la conseil or à Benoît XIII².

Un tel acte eût placé manifestement le pape dans la situation prévue au moment du conclave, il lui eût été difficile, cette fois, d'éluder l'obligation de déférer à la décision des cardinaux. Le danger surexcita l'énergie de Benoît XIII. Il se révolta contre l'idée que le sacré collège pût émettre une opinion différente de la sienne. Quand les cardinaux vinrent le trouver pour essayer de le fléchir (1^{er} juillet), il leur intima l'ordre de se rallier au projet qu'il jugeait le meilleur, menaçant de les punir en cas de désobéissance. Ni leurs prières, ni leurs objections, ni leurs larmes ne purent le faire renoncer à une résolution à laquelle il s'était, suivant le mot du secrétaire présent, « fiché et aheurté ». Souverain maître absolu des cardinaux et de l'humanité tout entière, il n'avait, disait-il, de compte à rendre qu'à Dieu. Sur ce, il exigea qu'on lui livrât l'acte de déclaration préparé par les ducs, le critiqua, le confisqua, défendit de le signer, prohiba toute communication écrite avec les princes³. Cette scène si mortifiante eut pour témoins une douzaine de camériers ou de familiers que, malgré la demande des cardinaux, il avait refusé de faire sortir. Ainsi se redressait de toute sa hauteur, au moment critique, cet homme qui s'était fait si petit à son avènement; le même qui n'osait pas, semblait-il, risquer un pas sans l'appui du roi de

1 « Pour ce ne se demouroient en aucune maniere de leur propos » Arch. nat., J 518, fol. 104 v^o, et non « ne se demouroient... » comme l'ont imprimé DD. Martene et Durand *Amplissima collectio*, t. VIII, c. 302.

2 Bibl. de Rouen, ms. 1305 fol. 273 v^o, Journal de Gontier Gok. c. 513-516. Du Boulay, t. IV, p. 120. L. d'Achery *Sporiegium*, t. I, p. 701; *Religieux de Saint-Jongx*, t. II, p. 308-311. Le chroniqueur prétend à tort que les cardinaux consentirent à signer la rectale.

3 Acte commençant par ces mots : « Cum ad nostrum pervenerit audiamus quod vos... » Arch. nat., J 518, fol. 102 r^o, Bibl. nat., ms. latin 11643, fol. 23 v, ms. latin 1481, fol. 12 r^o, ms. latin 3414, fol. 58 v^o, Bibl. de Rouen, ms. 1305, fol. 273 v^o, L. d'Achery *Sporiegium*, t. I, p. 704, Baluze, t. II, c. 1116, actes du concile de Perpignan, p. 418.

France, révélait maintenant son dessein bien arrêté de l'écouter aucun conseil¹.

Les cardinaux ne courbèrent qu'à demi la tête. Ils s'abstinrent, il est vrai, de mettre leurs noms au bas d'aucune déclaration écrite² ; mais, à défaut de signatures, ils prodiguèrent les assurances verbales d'adhésion à la politique française. Le convent des Cordeliers d'Avignon était devenu le théâtre de concubules journaliers, où princes, cardinaux, conseillers et universitaires ne tarissaient pas en récriminations contre le pontife parjure, le tyran aveugle, le négociateur sans foi. Ils semblaient avoir parfois mêlé la raillerie au blâme. Benoît XIII avait laissé entendre que, si les ducs s'en remettaient à lui du choix d'une « voie, » il ferait pour eux plus qu'aucun de ses prédécesseurs³ : le cardinal de Giffone expliqua que le prétendu bienfait dont le pape se targuant consistait en l'inféodation d'une partie des États de l'Église, terres situées en Italie, que les princes étaient peut-être en état de conquérir, mais que le pape n'avait nullement le pouvoir de leur livrer; les avantages qu'il s'efforçait de faire miroiter à leurs yeux n'étaient, en somme, que peine et dépense. Louis d'Orléans laissa passer, sans mot dire, la boutade de l'indiscret cardinal, bien qu'il eût des raisons de ne point tant dédaigner les offres de Benoît XIII. On a pu dire que ces paroles, qui dévoilaient son secret, pour le tourner en ridicule, furent le dernier coup porté au chimérique royaume d'Adria⁴.

Le qui n'était point chimérique, c'était l'alliance désormais

1. Journal de Gontier Col, c. 516-517. — Suivant les actes du concile de Perpignan p. 41., le pape aurait encore demandé aux cardinaux au cours de cette conférence de lui expliquer la manière de pratiquer la voie de cession, et ils auraient de nouveau répondu qu'ils ne pouvaient le faire à l'insu des princes.

2. On lit dans le ms. 1255 de Rouen (fol. 273 v°), en marge de la cédule préparée par les conseillers du roi : « Insuper, quod est veritas, quod hec cedula fuit sic scripta et sic habetur. Sed cardinales non se subscripserunt finaliter propter hoc quia Papa probauerat, et pateret per litteras scriptas sub precedentibus. »

3. Journal de Gontier Col, c. 518. — Le pape avait parlé à mots couverts; c'est ce que n'a pas compris le *Religieux de Saint Denis*, qui continue maladroitement le discours du pape avec la remarque malicieuse de Leonard de Giffone l. II, p. 316 : « Finaliter tamen dixit quod, si dominus Franciscus rationabili in viam recte acceptare volebat, cum ultra omnes antecessores honoraret et Patrem suum faceret in Italia consistens ipsum concederet viribus possideri iam. »

4. P. Durrieu, *Le royaume d'Adria*, p. 76. Cf. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 162, et *La « voie de fait »*, p. 214.

scellée entre la France et le sacré college. Une commission composée des chanceliers des ducs et de trois cardinaux fut chargée d'étudier les moyens de garantir la sécurité du sacré college après le départ de l'ambassade française. Il était entendu que les cardinaux persévéreraient dans la « voie de cession » et se rendraient partout où Charles VI les appellerait ¹.

Au surplus, il fallait en finir. On n'obtenait plus de Benoît VIII que la promesse toujours vague de ne cluder et de n'amoindrir aucune des obligations résultant pour lui de son serment ². Le 8 juillet, dans une audience attendue depuis plusieurs jours, les trois ducs, agenouillés aux pieds du pape, — ils gardèrent jusqu'au bout des formes respectueuses — le supplèrent d'écouter les cardinaux en leur présence. Malgré sa vive répugnance, il finit par y consentir. Alors il s'entendit rappeler par le doyen des cardinaux-évêques qu'il neût point été élu « si il n'eût prêté, au préalable, le fameux serment du conclave. Tous les cardinaux, sauf Pampelune, s'agenouillant devant lui, lui adressèrent solennellement trois requêtes, que les princes, à leur tour et dans la même posture, lui renouvelèrent, au nom de Charles VI ³. Qu'il daignât : 1^o accepter la « voie de cession ; » 2^o révoquer les défenses faites aux cardinaux, attendu que le sacré college avait le droit de délibérer librement sur toutes questions intéressant l'Eglise et la foi ; 3^o remettre aux cardinaux l'original du serment, pièce qui, communiquée le 25 mai aux princes, lui avait

1. Journal de Gontier Col, c. 518-521.

2. Acte commençant par ces mots : « Quoniam nos et ad noslrum de novo pervenit auditum... » Arch. nat., J 518 fol. 163 v^o. Bibt. aut. ms. lat. 2166 fol. 2 v^o, ms. lat. 1491 fol. 30 r^o, ms. lat. 1492 fol. 22 v^o. Bibt. de Bourges ms. 1322 fol. 372 v^o. *Amplissima collectio* t. VII, c. 372 et c. 385, sous la date fautive du 4 janvier 1404. Le texte en fut deux fois modifié le 1^{er} et le 8 juillet, d'une façon d'ailleurs assez insignifiante (*ibid.*, c. 373, 374, 376. *Informatio verorum*, c. 1119; actes du concile de Perpignan, p. 319; Du Boulay t. IV, p. 30. L. von Holstner: *Heilige röm. Kultur-geschichte* t. II, p. 356).

3. Le mot *ser* de prière se trouve indiqué dans le Journal de Gontier Col et d'après lui par le *Reliquaire de Saint-Denis*. Suivant l'*Informatio verorum*, cette triple requête aurait été présentée par les ducs avant de l'être par les cardinaux (cf. une pièce publiée par Dollinger: *Heilige röm. Kultur-geschichte*, t. II, p. 358; sous ce titre : « *Requiritio facta ultimatè per dominos (scilicet dominos nostros)* » les ducs et les cardinaux, au nom du roi par demander à Benoît VIII de promettre son obédience au pape ou Boniface IX, les princes et peuples de son obédience se voulaient se prêter à aucune autre voie que celle de la double ces-

été rendue par le duc de Berry ¹. A cette triple demande il opposa aussitôt un triple refus. Ses déclarations antérieures donnaient, prétendait-il, à la première question une réponse satisfaisante. Il ne se reprochait rien envers les cardinaux, à eux, s'ils avaient quelque sujet de plainte, de le lui expliquer par écrit. Quant à l'acte du serment, il ne convenait pas que l'original fût en d'autres mains que les siennes : les cardinaux se contenteraient d'une copie authentique. Les supplications répétées des princes ne réussirent qu'à lui arracher un mot d'une brutale franchise qui équivalait à la rupture des négociations. « Plutôt que d'adopter la voie de cession, ce qui fortifierait le parti de l'intrus je préférerais la mort ² ». Ou, suivant une autre version : « Je préférerais être brûlé vif ³ ». Ce sont les termes qu'il passa plus tard pour avoir employés dans un entretien avec un des conseillers du roi ⁴. « J'aimerais mieux être écorché vif que d'accepter la voie de cession ! » Ou encore ceux que rapporta Guillaume Boissatier : « De ma vie je n'accepterai la voie de cession, même si je voyais les charbons allumés et le bûcher tout prêt, je me laisserais plutôt brûler ⁵ ! »

¹ Il avait déjà refusé, le 1^{er} juillet, de la rendre aux cardinaux. Journal de Guérin Col. c. 5.6-214.

² Discours de Jean Petit du 18 décembre 1498 (Bourgeois du Chastenet, *op. cit.* Preuves, p. 225) — Il est bon de rapprocher de cette déclaration la déposition que fit à Pise en 1498 Pierre Candon, chancelier du duc de Brabant : « Interrogatus si audiret a domino Benedicto an sibi non placeret via cessionis, dixit quod ne sciendo quod ipse non erat homo vius, et quod nunquam ceciderat practicure, et hoc audiret a domino Benedicto in palatio Avinionensi in primo anno sui pontificatus et in presencia domini Bartholomei Luppi, yspani, Palaci et domini Pampilonensis cardinalis auditoris et aliarum et aliarum diversarum personarum in magna et multitudine copiosa » Lib. du Vatican, ms. Ordo 2356, fol. 112 r.

³ Guillaume de Tignonville (Bourgeois du Chastenet Preuves p. 98. Cf. *Thesaurus novus archæologorum*, t. II, c. 1313. Pierre de Thury écrit, vers la fin de 1498 : « Dixit et frequenter publice asseruit quod, posito quod omnes reges, principes et intrus et tota christianitas consulerent et vicerent, et quod viam cessionis sibi imponeretur cunctis, ipse propterea cessionem non diceret vel acceptaret, immo tunc fortius esset in opinione, etiam si omnes ad obediendum denegarent sive subtraherent etiam si contingeret ipsum in hoc occidere vel mori » Arch. du Vatican, *Armamentum* 1/11 t. XXIII fol. 70 v.

⁴ V. la déposition très circonstanciée de Guillaume Boissatier au concile de Pise : « Recordabatur testis loquens quod cum, quadam die primo anni assumpcionis sue, ipse qui loquitur fuisset præsens cum domino Benedicto in grana pascu Avinionensis, post prandium, hora collationis, in thure et camera proxima granaria vocata S. Laurencii, idem dominus Benedictus, post peritiam

Il n'y avait plus d'illusion à se faire. Les ducs auraient voulu obtenir, pour le lendemain, une audience publique en consistoire, ils désiraient y faire, au nom du roi, ou y faire faire par les universitaires une déclaration retentissante. Le pape n'eut garde de leur donner cette satisfaction ¹. A leur tour, ils déclinerent une invitation à dîner : « Assez de repas ! firent-ils. Vous avez eu « tout le loisir de nous entretenir; puisque vous ne voulez pas « vous résoudre au parti que le roi vous conseille, nous ne vous « parlerons plus. Nous retournons vers le roi, qui nous rappelle « en toute hâte! » »

On se sépara sur ces aigres paroles ².

Les princes pourtant ne renonçaient pas à l'idée de terminer leur séjour par un éclat. D'ailleurs, les universitaires qui, par suite du mauvais vouloir du pape ³ et un peu par leur faute ⁴, jouaient un rôle effacé durant toute l'ambassade ⁵, avaient une

verba conquestoria et impugnatoria vie cessantis et illorum qui in Francia procurabant ipsius vie executionem, dixit : « Domine Guillelme, per Deum, ego nunquam in vita mea recipiam illam viam cessantis, etiam si viderem carbonem accensum et ignem parvum. Prius me permitterem cremari quam illam reciperem, non affectione longius vite cum ego jam sum LXVI annorum etatis nec sed quia per illam ego confunderem iusticiam meam et aperirem viam perniciosissimam exemplo ad perditionem facientem, et ita volo quod vos asseratis et dicatis » (Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 2224, fol. 125 r^o.)

1. Il répondit, suivant l'*Informatio seriosa* (Baluze, t. II, c. 1121, cf. *Éclaircissements sur l'Histoire de France*, t. V, p. 420), qu'une telle publicité serait un sujet de scandale et tournerait à la honte de l'Église. Cf. *ibid.*, p. 491.

2. *Journal de Gantier Col*, c. 513; *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 318-322; *Informatio seriosa*, c. 1118-1121, notes du concile de Perpignan, p. 417-421.

3. Le *Religieux* dit que les princes reçurent, en s'en allant, la bénédiction de Benoît XIII.

4. Il existe une lettre de l'Université de Paris reprochant à Benoît XIII d'avoir si longtemps tardé à donner audience à ses ambassadeurs : « Unde fuit vestre denigratio apud multos populum » (Bibl. nat., nouv. acquis. latines 1792, fol. 22 r^o).

5. La lettre du 14 avril 1302, qu'ils devaient remettre au pape, n'exprime pas des idées entièrement conformes à celles des ambassadeurs royaux et ne rendait même pas exactement, dit-on, la pensée de l'Université. Il est certain que, tout en recommandant vivement la voie de cession, elle n'exclut formellement ni la voie de concile, ni celle de compromis : « Nec excludit aliquis nobis in animo esse per hoc verba dampnare viam aliam quam dudum apprehavimus, non illas reprobarimus aut dampnavimus » (Bibl. nat. nouv. acquis. latines 1792, fol. 21 r^o).

6. *Journal de Gantier Col*, c. 513; *Informatio seriosa*, c. 1118; Rougemont du Chastellet *op. cit.*, Preuves, p. 27.

revanche à prendre. Le 9 juillet, au matin¹, tout ce qu'Avignon contenait de prélats, de clercs et de notables, sans parler de gens du peuple en nombre considérable, s'assembla, soi-disant pour « ouïr la parole de Dieu, » dans l'église des Cordeliers. L'ambassade française s'y trouvait au complet, le sacré collège était présent. On entendit successivement un « vaillant clerc, » maître en théologie et conseiller du roi², puis trois des délégués de l'Université de Paris. Les avantages de la voie proposée par Charles VI furent célébrés éloquemment, en regard d'un roi zélé pour les intérêts de l'Eglise, on vit apparaître l'image d'un pontife égoïste, sournois, opiniâtre, ingénieux dans la recherche des échappatoires³. Au dire des partisans de Benoît XIII, l'émotion fut si grande parmi les auditeurs qu'on put craindre, un instant, un soulèvement du peuple contre l'autorité pontificale⁴.

Peu de jours après, les ducs regagnaient Villeneuve les Avignon. De là ils ne tardèrent pas à reprendre le chemin de Paris⁵.

¹ C'est un vendredi et non un samedi, comme le dit par mégarde Gontier (loc. cit. p. 226).

² Ce doit être Gilles des Champs, V., aux Arch. du Vatican *Armarium LII*, t. XXI, fol. 92-93, le « Theobaldus de Campis in domo Minorum Avinionensis in presentia dominorum cardinalium et ducum ».

³ Journal de Gontier (cité, c. 521, lettre adressée d'Avignon au roi de Navarre par les trois ducs de Berry, de Bourgogne et d'Orléans, le 12 juillet 1395. Arch. du Vatican, *Armarium LII*, t. XXV fol. 82 v^o et *Impressura collectio*, t. VII c. 226) discours de Jean Petit Bourgeois ou d'un inconnu, op. cit., t. xxv, p. 108.

« Nicolas Eymeric. *Contra Universitatem Parisiensem*. » « Pape in multitudine peccatorum, et specialiter in domo fratrum Minorum. » (Bibl. nat. ms. lat. n. 3171 fol. 3 v^o). — Le même auteur dans son *contra emissum in conclavi juramentum*, semble faire allusion à un autre discours des universitaires, prononcé en la présence même du pape : « Nonne stat in factis quod vos et vestro nomine litteras responsales domini nostri pape Benedicti, nolumus rationaliter, nuper palam et publice in magnam scandalum Ecclesie sancte Dei, in locum suo proprio, etiam presente eo, reprobasitis et depravastis, penas gravissimas et tanta temeritate advertitis? » (*Ibid.*, fol. 35 v^o). Benoît XIII leur aurait même répondu de continuer à s'occuper de l'union : « Dominus papa, hic, in Avinionensi, eis precepit quod de presentis scismate et ejus sedatione deinceps per se non tractarent. » (*Ibid.*, fol. 35 v^o).

⁴ *Informatio seriosa*, c. 1121, Cf. Martin d'Alpartid.

⁵ *Informatio seriosa*, c. 1121. — M. E. Petit (*Itinéraires...*, p. 253) a consulté la présence de Philippe le Hardi à Villeneuve les 9 et 10 juillet, le 11, le duc aurait soupé et couché à Bagnols (Gard). M. E. Jarry (*La vie politique de Louis de France...*, p. 133) suppose que les ducs partirent d'Avignon le 10. Cependant le 1^{er} juillet ils dateraient encore d'Avignon une lettre collective adressée au roi de Navarre, dont le texte, accompagné de notes marginales se lit dans le t. XXIV

Après un séjour de sept semaines, les trois premiers princes du sang de France s'en retournaient les mains vides. S'être attachés au gouvernement du royaume et au soin de leurs propres affaires, avoir entrepris, à la demande même du pape un voyage long et dispendieux, avoir parlé pure, nappé au nom du roi, avoir eu, en dépit de certains procédés brusques, de certaines démarches incorrectes, garder jusqu'à la fin une attitude respectueuse puis de ce pape tant vanté n'avoir essuyé que des refus, et, au lieu de la victoire religieuse et caduc, escomptée, célébrer d'avance comme certaine, ne rapporter que l'humiliation d'un lamentable échec, la certitude d'avoir été joués, la révélation d'une résistance qu'on dit autant qu'imprévue peut-être invincible, c'est là ce que les ducs, ou du moins deux d'entre eux, ne pardonneront jamais à Benoît XIII¹.

(fol. 22^{re} de l'Armorial LVI aux Archives du Vatican. Il est facile de constater qu'à part la formule d'adresse « Tres saint et puissant prince et excellent et tres aimé neveu et cousin, » au lieu de « Tres haut et tres puissant prince », elle a même teneur que la lettre imprimée, sans date et comme étant adressée « au Roy, » dans l'*Amplissima collectio* t. VII, c. 528. Nous voilà donc liés sur la date de cette dernière lettre. Mais quel est le roi dont il s'agit? Celui de Navarre? ou, comme l'a supposé Hefele, *Conciliengeschichte* 2^e édition t. VI, p. 813), celui de Castille? Il est vrai qu'aux termes de leurs instructions (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 439), les princes devaient, dans certains cas, se « pondre directement avec le roi de Castille, ainsi qu'avec le roi d'Aragon, de Léon, de Galice, de Portugal, de Sicile, de Sardaigne et de Corse. » Mais *Franciscus* (dans sa version) t. p. 15 ne peut appuyer l'assertion de Hefele repose sur un contre-sens dans la réponse du roi de Castille à Benoit XIII de *Guineus* et à Colard de Calleville dont une des phrases est imprimée « par J. Madone (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 533) de la façon suivante : « Lasquelles responses, ainsi que ce sont aux dix ducs, pour lors ne furent agréables, » il faut évidemment déplacer la virgule et la reporter après les mots « ainsi que en vers » Le roi de Castille n'exprime aucune confiance particulière dans le bon usage des royaumes, mais il constate le déplaisir que leur causeront les réponses de Benoît XIII.

1. Si le duc de Berry demeura le dernier en Avignon, festoya et combla de présents quelques-uns des camériers du pape, ce ne fut nullement, ainsi que le croit Martin d'Apart, dans la pensée de se faire pardonner ses mauvais procédés ou ceux de son frère et de son neveu à l'égard de Benoît XIII. — Parmi les libéralités de ce prince, nous lisons d'abord, dans le *Manuscrit* de 206 vers formé à Avignon d'Yves, d'Yver, d'Yssier d'armes du pape BnB, nat. ms. français 1041, p. 56, Quant au duc de Bourgogne il donna des courtes et des argenteries d'or aux cardinaux d'Alzano, de Neufchâtel, de Viers, et à ce duc de 1000 p. s. d'or (grosses reliures d'or, représentaient le Couronnement du Christ) Les cardinaux d'Alzano, 400 ecus d'or aux gens de ce cardinal, dont il avait 1000 p. s. d'or 300000 marcs d'argent d'argent d'or au cardinal du pape un gros p. s. d'or à sa femme et une bagne de diamant à sa fille etc. BnB nat. ms. de Bourgogne, ms. 31, fol. 27^{re} et ms. 45, fol. 26^{ve}.

C'en était fait de l'espérance qu'avait allumée soudainement la mort de Clément VII, et à laquelle l'avènement de Benoît XIII avait paru d'abord prêter un aliment nouveau. La chrétienté semblait condamnée à une prolongation indéfinie du schisme, non pas tant par la volonté perdue du nouveau pape que par son aveuglement intéressé, sa répugnance à suivre tout avis étranger, son obstination à s'engager dans des voies sans issue. L'Église aurait paru retombée aussi bas qu'aux plus mauvais jours du précédent pontificat, si le zèle religieux qui s'était d'abord manifesté dans une partie du clergé de France, puis qui s'était communiqué aux chefs de la maison royale, n'avait résisté alors à l'épreuve de l'insuccès, aux tentations de découragement.

Ce zèle lui-même cependant n'était-il pas plus regrettable qu'utile ? On n'a pas cherché à dissimuler ce qu'il avait à la fois de généreux et de chimérique, de sage et d'irréfléchi. En théorie, la voie de cession présentait tous les avantages : pour aboutir dans l'application, il fallait que les deux pontifes fussent résolus à s'y engager. Prendre en main l'affaire de l'Église était, à cette heure de détresse, une grande et noble tâche : encore eut-il fallu que l'action du pouvoir civil ne contrariât pas, ne heurtât pas sur son propre terrain celle du pouvoir ecclésiastique qui conservait toujours, au moins en partie, son prestige

CHAPITRE II

ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS. SOUSTRACTION D'OBÉDIENCE

(1395-1398)

I

De graves affaires attendaient les princes à leur retour ¹. La paix avec l'Angleterre, la guerre contre les Turcs, ces deux projets, qu'on commençait déjà d'examiner, devaient détourner quelque peu leur attention du schisme. Le 24 août seulement ils rendirent compte de leur ambassade à Charles VI. Après un récit lamentable fait par l'évêque Jean Canart, ils se mirent à genoux, et supplièrent le roi de poursuivre l'union coûte que coûte.

L'Université obtint d'être, à son tour, entendue le lendemain ².

L'attitude un peu gênée qu'avait gardée ses délégués durant le séjour d'Avignon, et dont il convient de s'expliquer la cause, a pu faire croire qu'elle subissait alors, plutôt qu'elle n'inspirait la politique des princes ³. Ces délégués étaient porteurs d'une lettre pour Benoît XIII, rédigée précipitamment, scellée le jour même de leur départ (14 avril 1395) ⁴, reproduisant trop fidèlement les

1. Le duc de Bourgogne revint à Paris le 2 août 1395. Le Petit, *Itinéraires de Philippe le Hardi*, p. 263. L'absence des universitaires dura cent deux jours. Deville et Châtelain, *Antiquum Chartularium*, t. I, c. 709 — si comme je crois l'avoir prouvé, ils étaient partis le 14 avril, ils durent revenir le 24 juillet.

2. *Reliqueur de Saint-Denis*, t. II, p. 224.

3. Th. Müller, *Frankreichs Unionversuch*, p. 12, B. Bess, *Johannes Gerson*, p. 17.

4. Journal de Gontier Col, c. 300, 309.

idées exprimées dans l'épître au roi de 1394¹ et contenant presque une approbation des voies de concile et de compromis² en sorte que, si ils avaient fait parvenir cette lettre à son adresse le langage de l'Université aurait paru détonner avec celui des ambassadeurs royaux. Ils avaient cru devoir la garder par devers eux. Quand ils furent de retour, l'Université elle-même prit soin de corriger cette lettre, en en retranchant tout ce qui ne tendait pas à l'éloge exclusif de la voie de cession (26 août)³.

Il ne faudrait point surtout juger des sentiments réels de l'Université d'après les paroles ou les actes de deux de ses membres les plus en vue. Pierre d'Ailly avait continué le mouvement d'évolution qui le rapprochait de Benoît XIII. Celui-ci l'avait nommé, le 2 avril, évêque du Puy⁴. La cour ne vit point ce choix d'un mauvais œil, car, en compensation du titre d'au-mônier du roi, incompatible avec l'épiscopat, Pierre d'Ailly fut retenu du Grand Conseil⁵. Mais l'Université se montra moins

¹ De même le 14 novembre 1394, l'Université s'était bornée à renvoyer le roi d'Aragon à son épître du mois de juin, et elle avait semblé admettre que Benoît XIII pût choisir les voies de cession, de concile ou de compromis ou même en proposer une quatrième (Bibl. nat., ms. latin 14642, fol. 40 v^o. Bibl. de Rouen ms. 1222 fol. 19 v^o; Du Boulay, t. IV, p. 121).

² Arch. nat., M. 6. 1. 67. 68. Bibl. nat., nouv. acquit. latines 1792, fol. 11. Du Boulay, t. IV, p. 149.

³ L'adresse au pape fut remplacée par une adresse à tous les fidèles, on supprima aussi tous les passages relatifs aux espérances qu'avait fait naître l'avènement de Benoît XIII. Arch. nat., J. 414, fol. 29-30; Bibl. nat. ms. latin 1442 fol. 11-12, on lit dans la ms. 1515 de Rouen, fol. 563 : « Ex deliberacione Universitatis hec epistola fuit correctis et positis in forma alia prout infra » et dans le ms. la. n. 1262 fol. 48 r^o de la Bibl. nat. : « hec p^{re}sentis Universitatis Baroniensis p^{re}sentis sedantis et utriusq^{ue} p^{re}sens per viam cessionis in Excommunicato la Deo, hec epistola ex deliberacione Universitatis correctis fuit et in alia forma posita prout in eisdem discursu patet, ubi ponitur rursus et subponitur linea seu riga ».

⁴ H. Berolle *Charlier ou l'Université Parisienne* t. III p. 250 note 11.

Pierre d'Ailly prétend qu'il n'avait point sollicité cet évêché et que personne ne l'avait demandé pour lui (P. Tschackert, *Peter von Ailly*. Appendix, p. 36). — Cf. une bulle du 17 juin prescrivant de quatre mois le délai pendant lequel Pierre d'Ailly devait se faire surer et une autre, du 30 juillet, l'autorisant à se faire surer par un évêque de son choix. Arch. du Vatican *Reg. Aeneas. Et Bene dicti XIII* fol. 17 r^o et 18 v^o.

⁵ C'est ce qu'on a dit être d'acte non daté insérée dans un protocole de la seconde moitié du xiv^e siècle. Pierre d'Ailly lorsqu'il est mentionné que par son prison, s'y trouve à ses côtés et d'après par les titres d'archevêque de Braye, de professeur en théologie et d'ancien conseiller du roi. Bibl. nat. ms. française 1464 fol. 119 r^o. — De ce côté de la prison de Pierre d'Ailly au Parlement ou au Conseil le 13 novembre 1394. 13 novembre 1394. Arch. nat. X. 1. 274 fol. 171 v^o. Bibl. nat. ms. français 274 fol. 171 v^o.

accommodante. Le rapport de ses envoyés lui signalant Pierre d'Ailly, parmi cinq autres universitaires, comme ayant eu, «
l'égard du pape, une attitude suspecte. Bien qu'il offrit de se justifier, une au moins des nations de la faculté des arts décida, le 2 août, de l'exclure des assemblées particulièrement les jours où il serait parlé d'union ».

Gerson, qui dut au choix de Benoît XIII lui-même de succéder à Pierre d'Ailly comme chancelier de Notre-Dame¹, professait également des opinions modérées qui étaient loin de partager la plupart des universitaires. Il écrivait que la voie de cession bien qu'excellente en soi, perdant ses avantages, si le parti urbaniste refusait de la suivre, et il jugeait insensé de parler de rupture avec le pape avant de s'être mis d'accord avec les clercs et les laïques de l'une et de l'autre obédience².

Gerson désapprouvait particulièrement un questionnaire, assez impertinent, que l'Université ne laissa pas, vers la fin du mois d'août, d'adresser à Benoît XIII lui-même³ : «
Le pape est-il
« tenu, sous peine de péché mortel, d'accepter la voie de cession?
« Les démarches des cardinaux, de la royauté, du clergé lui
« ôtent-elles la possibilité d'alléguer son ignorance? Le serment
« du conclave et la décision de ses cardinaux le placent-ils dans
« l'alternative de suivre la voie de cession ou d'être parjure? Sa

¹ Denifle et Châteauneuf, *Actarum Chartularum*, t. I, c. 707.

² H. Denifle, *Chartularium*, t. I, IV, n° 5719. — Le 12 juillet 1305, Benoît XIII voulut accroître les revenus de la chancellerie, qu'on lui «
dit être insuffisants ajouta à cette dignité un bénéfice du diocèse de Paris, avec ou sans charge d'âmes, sitôt qu'il viendrait à vaquer (Arch. du Vatican, Reg. Avenion III Benoît XIII fol. 254 r°).

³ *J. Gersonis opera* t. II, v. ; Cf. J.-B. Schwall, *Johannes Gerson*, p. 149.

⁴ Ces neuf «
Questions », qui sont publiées par Du Boulay t. IV, p. 721 v., par Rinaldi t. VII, p. 500, se trouvent dans le ms. 1322 de Beza (f. 274 r°) précédées de la rubrique : *Questiones contrite in Universitate Parisiensi anno domini MCCCIII et XVI*. On ignore si — du moins dans quelles circonstances elles avaient vu le jour. Des «
Allégories » du Hies du docteur en droit Simon Colubinh nous renseignent à cet égard : «
Post sexaginta sex responsiones dicti domini nostri Pape, in fine mensis augusti proximo preteriti, Universitas magistrorum, doctorum et scholarum Parisiensium dicto domino nostro Pape questiones formulas infrascriptas direxit. » (Bibl. de Grenoble ms. 988, fol. 30 r°). La mois d'août dont il est ici question est bien le mois d'août 1395, car les neuf Questions proposées par l'Université de Paris sont en ces termes le *Contra Universalium Parisiensem*, traité que Nicolas Eymeric composa vers le mois de décembre 1395 (Bibl. nat., ms. latins 3171 fol. 34 r°).

« conduite est-elle celle d'un schismatique ? Les cardinaux sont-ils dispensés de lui obéir ? Peut-on et doit-on le contraindre à suivre la voie de cession ? Est-il, en cas de refus, justiciable du concile général de son obédience, qui pourrait aller jusqu'à le déposer ? etc. » Benoît XIII, au reçu de ces questions, les soumit à l'examen des juristes de son entourage, dont il n'eut pas de peine à obtenir autant de réponses négatives. A son tour, il posa diverses séries de questions destinées à embarrasser et à confondre ses adversaires. Ce fut le sujet de nombreuses dissertations concluant en faveur de l'omnipotence papale, et dont je citerai quelques-uns des auteurs : Simon Colomb¹, Amery Nadal², Sanche Mulier³, Géroul du Puy⁴, Raymond de Bretenoux⁵,

1. Ce docteur en décret conclut naïvement que la meilleure manière de terminer le schisme est d'obtenir la soumission de l'« intrus. » Bibl. de Grenoble, ms. 988, fol. 20-22.

2. Autre docteur en droit canon (M. Fournier, *Les statuts et privilèges des Universités françaises*, t. I, p. 477, 691, qui ne tarda pas à devenir abbé de Saint-Sernin, *littéra christiana*, t. XIII, c. 27. Son traité, ms. vlt., fol. 14-15 commence ainsi : « Quamvis propter tam altam, grandem et periculosam materiam repertum me indignum posere munus ad gubernaculum. »

3. *Même ms.* fol. 20-22. *Inc.* : « Salva determinatione questionum domini nostri domini Benedicti pape XIII et sacrosancte Romane Ecclesie quorum determinacione decernenda submittit et exposuit melius me scientia ad quod oves quousque michi de Romana curia transmissis et suo ordine in sequentibus recitandis, ego, frater Sanctus Mulierus, magister in theologia magister juxta ingenium meum pro posse respondeo. » — Cet exemplaire, qui n'est peut-être qu'un fragment du traité de Sanche Mulier, ne renferme que la réponse aux deux premières questions des docteurs de Paris.

4. « *Allegationes domini Gerardi de Podio super via cessionis acceptanda.* » Bibl. nat., ms. latin 1475, fol. 7-29. Bibl. de Grenoble, ms. 988, fol. 76-91, Arch. du Vatican, *Armamentum* LV, t. XX, fol. 155-170. La dissertation finit ainsi : « Michi tamen fratri Gerardo de Podio, priori d'Ays, inter decretorum doctores minime, predicta videntur vera esse et de jure procedere, cum correctionibus quibus super. »

5. Ses *Allegationes* se trouvent aux Arch. du Vatican, *Armamentum* LV, t. XXII, fol. 77-101. Il traite : 1° « De excusatione verborum narrativorum domini nostri de apprehendendo cessionem. » 2° De prima questione missa de Parisius. » Mais il se propose de traiter également : « Item. » XIII le lui ordonne. » 3° De via in cessionem que possunt esse utilis res et honestas. » 4° De aliis questionibus missis de Parisius que sunt ix. » 5° De ix questionibus per litteras et in cessionem domini nostri. » 6° De ii questionibus vel iii que post cessionem sunt, ut quid ex verborum aliquorum de cessionem vel modo vel puritate credide, vel de etc. tu se dicunt. » A cette époque, l'« intrus » se voit en sa personne un pape. « Venerabilis pauper clericus Raymundus de Bretenoux » — comme le dit mon cousin et bachelier de la Sorbonne — « salutem hoc scribit. » Benoît XIII le nomme évêque de Sarlat le 1^{er} octobre 1397 et, plus tard, le 23 janvier 1404, le transfère au siège de Périgueux. (s. l'aux.) *Hierarchia catholica medii ævi* Munster, 1890. n. 4^e, p. 417-420.

Jean Hoxton¹, Pierre Blau², le cardinal de Pampelune³. L'Université de Paris n'y était point ménagée⁴. L'un de ces traités, dû à la plume de Nicolas Eymette⁵, requiert contre

Raymond de Bredonnet est l'auteur d'une dissertation sur les immunités ecclésiastiques (conservée aux Archives de la cause Matineuse), quoiqu'il paraisse par elle être un pieux allegatum, l'auteur abique addom. » (Bibl. nat., ms. latin 14614, fol. 121 v°).

1. Les six vus de Grenoble (fol. 74-77) attribués au fameux Père Prêcheur, avec quelque hésitation un traité composé peu après le départ des ducs : « Contra riam censuram, erodo, magistri Joannis Alon. » L'Université de Paris y est violemment prise à partie : des châliments sévères y sont réclamés contre elle. Les mêmes idées se trouvent exprimées dans une autre dissertation conservée à la Bibl. Barberini (ms. XVI 79, fol. 82-86), dont l'auteur, « magister Johannes, » est vraisemblablement Jean Hoxton. Voici par exemple en quels termes y est appréciée la vie des docteurs de Paris : « Eorum malicia stat in istis tribus primum quod non contra summum pontificem conspirantes et proditores, secundo commotionem et seditionem molientes, tertio errorum periculorum perditis venturam et scandalosi dogmatizantes. » On y apprend que le progrès de leur doctrine corrompue est en train de se répandre dans tout l'univers, et que leurs disciples sont innombrables, particulièrement en France. — J'ai déjà cité plus haut (p. 51, note 3) un autre écrit de Jean Hoxton.

2. Ses *Allegaciones*, dont Rinaldi, t. VII, p. 529 a publié quelques fragments, se trouvent dans le t. XX (fol. 171-179) de l'*Armarium LII*, aux Arch. du Vatican. Elles sont postérieures à celles du cardinal de Pampelune (cf. Ehrle, loco cit.). Cependant Pierre Blau n'était probablement encore que docteur en droit (v. L.-H. Labande, *Pierre Blau, cardinal de Saint-André*, dans les *Annales du Midi*, 1901, p. 79. Des le 21 décembre 1392, Bibl. nat., ms. latin 14 2, fol. 11 r°, h. Laber, *Hierarchia catholica*, p. 26), Benoît XIII le érca cardinal.

3. « *Allegaciones domini cardinalis Pampelunensis in causa unionis Ecclesie tempore scismatis.* » (Bibl. Mazarine, ms. 1669, fol. 1-7, Bibl. nat., ms. latin 1175, fol. 33-35; cf. F. Ehrle, *Archiv für Literatur.*, t. 5, p. 40, note 3. — Je citerai encore, aux Arch. du Vatican (*Armarium LI*), t. XXXVI, fol. 90-91) les *Allegaciones Francisci de Nonis, legum doctoris, pro domino nostro*, puis, dans le ms. 944 de Grenoble, les « *Scripta domini Joannis, utriusque juris doctoris.* » fol. 117 v°-117 r°, et une dissertation précédée de la rubrique suivante : « *Que sequuntur, ut erodo, fuerunt magistri Stephani de Laborella.* » V. enfin deux lettres imprimées par Du Boulay t. IV, p. 752^b-755^r, d'après le ms. latin 1613 fol. 71-73 de la Bibl. nat. et qui se trouvent aussi dans le t. XX fol. 190 v°-201 v° de l'*Armarium LII* aux Arch. du Vatican.

4. Ainsi, dans un traité qui paraît composé surtout d'emprunts faits aux *Allegaciones* du cardinal de Pampelune et à celles de Pierre Blau (Bibl. Mazarine, ms. 1669, fol. 28-30), l'Université de Paris est représentée comme usurpant une autorité qu'elle n'a pas : « Et sepe contingit quod ubi multitudo ibi confusio. Alioque Universitates habentes ista sollemnes clericali saltem in jure canonico ibi oppositorum contradicunt, et ubi cavent, ut presentis, ne Pape legem imponant. Presertim quia multi fuerunt inter illos qui voluntarie et contra omnem rationem ad illam opinionem sunt ex causis pro auge lucendis. Quamvis etiam factum sit de prelati quibus de Universitate qui illum desuper cunctis vult, sed presidentes illis recusant auctore. Et vult et auctore qui hoc semper » (Ibid., fol. 30 r°).

5. In : « *Contra Universalitatem Parisiensem. De Ecclesiam impugnantem, respondens ad XXX questiones. Cur temptavit Sathanas cum bonis sanctis Spiritu.* »

les maîtres les prières réservées aux blasphémateurs et aux hérétiques¹.

L'ardeur intransigente de l'Université éclate aussi dans le programme qu'elle expose au roi le 25 août 1395², et dont, le 31, elle rend par écrit un texte aux gens du Grand Conseil³. Qu'elle priât Charles VI de prendre sous sa garde les défenseurs de la voie de croison ou qu'elle l'invitât à faire maintenir en prison Jean Hayton, l'autre des insultes qu'on sait⁴, il n'y a rien là que de légitime. Mais elle allait jusqu'à réclamer de graves châtimens contre quiconque attaquerait la voie de croison. C'était prescrire toute discussion et donner force de loi à une décision royale intéressant l'Église universelle. De là à proclamer l'infailibilité religieuse de la royauté, il n'y avait qu'un pas. Qui ne voit le danger d'une telle doctrine particulièrement à la veille d'une rupture avec le saint-siège? Afin de déterminer la

1. *Statutes*. — *Stat.* — Quelques responsifs de ce genre mandelés canoniquement devant notre pape Benoît le XIII^e ont été aussi faits. Que responsa sunt facto. *Assensio* anno Thomei M^cCC^o XLV^o postulatione archiepiscopi domini nostri Pape beati IIⁱ exequutione. Item episcopus inquisitionis anno II^o mensis VIII^o. — *Bibl. nat.* ms. lat. 4171 fol. 36-37. *Bibl. de Grenoble*, ms. 205, fol. 12.) — Sur des lettres ayant été envoyées d'Aragon au mois d'avril 1395. Quant et Bernard *Scriptores ordinis Predicatorum*, t. I, p. 709), cette indication permettrait de fixer la composition de ce traité vers le mois de décembre 1395.

2. Ce texte dut être précédé de deux autres que Nicolas Eymerie composa également en 1395. L'un, rédigé sur l'ordre exprès de Benoît XIII, contient la réponse à deux questions, et commence par ces mots : « Ille est considerandum utrum Papa possit vel debeat renunciare... » *Bibl. d'Avignon*, ms. 321 fol. 33 v^o-37 v^o, copie moderne dans le ms. lat. 8975 de la *Bibl. nat.*, p. 148-154. L'autre, intitulé *Contra emam in conclaré per Papam et cardinales promissarium juramentum et contra epistolam Parisiensem magistrorum* établit qu'on ne saurait, sans commettre un péché mortel, conseiller au pape de choisir en premier lieu la voie de croison et critique vivement l'épître de l'Université du 4 juin 1394. Il est postérieur au mois de juin 1395 — car on y voit une mention des propositions de Jean Hayton — et probablement un mois d'après de la même année car il semble faire allusion au questionnaire envoyé par l'Université de Paris. Ce pape saint Benoît se apercevitur tuos et vios, vides, inquam, Parisiensem Universitatem tremere cum presumptionem et iniquitatem. Apperit oculis et aude sub iuramentum tuum et exortatis Parisiensis superbum, audaciam et arroganciam. Vnde inquitur quomodo in personarum te, papam Benedictum, scripsit et publicavit, te secessionem et hereticarum et a multis christianis populi propitium. — *Bibl. nat.* ms. lat. 5171 fol. 7^o 34, *Bibl. de Grenoble*, ms. 205, fol. 13.

3. *Reliquies de Saint Denis*, t. II, p. 22.

4. *Bibl. nat.*, ms. lat. 1.653 fol. 22 v^o. *Bibl. de Rouen*, ms. 1355 fol. 200 v^o. *Thomae regis assensio* l. II c. 113.

5. *V. plus haut* p. 61.

conduite à tenir l'Université demandait la réunion d'un concile national, se réservant d'y développer toute une série d'idées hardies sous-entendues dans le *Questionnaire*. D'une part, retirer à Benoît XIII les collations de bénéfices, au moyen desquelles il se recrutait un si grand nombre d'adhérents; d'autre part, suspendre le cours des levées apostoliques, c'était supprimer, suivant elle, les principaux obstacles à l'union, c'était aussi — elle se faisait fort de le démontrer — moins une soustraction d'obédience qu'un simple retour au droit commun¹. Enfin elle suppliait Charles VI d'envoyer ces ambassades aux princes des deux obédiences afin de les gagner au parti de la cession.

Ce dernier conseil parut digne d'être pris en considération. On s'occupa, sans plus tarder, d'organiser des ambassades.

Le moment n'était pas mal choisi pour pressentir l'Angleterre. Entre les deux souverains jadis rivaux, les relations étaient devenues cordiales. On s'écrivait, on s'entretenait de la paix prochaine², on rêvait d'une action commune qui tendrait non seulement à pacifier l'Eglise, mais à délivrer les Lieux saints³. L'adessus se produisirent les ouvertures de Richard II pour obtenir la main d'Isabelle, fille de Charles VI⁴. ce projet fut salué comme un gage d'union ou, pour parler le langage de Philippe de Mézières⁵, comme un « électuaire » infailible, propre à guérir les maux du schisme et qui faisait grandement honneur à

1 Dans une lettre du 28 décembre 1395, l'Université annoncera expressément l'intention de résister en face à Benoît XIII (Bibl. de Rouen, ms. 1392, fol. 102, Bibl. nat., ms. latin 14040, fol. 67 r. Du Boulay, t. IV, p. 732).

2 Une trêve de vingt-huit ans entre les deux royaumes allait être signée, à Paris, le 9 mars 1396 (E. Cosneau, *Les grands traités de la Guerre de cent ans*, Paris, 1920, in-8°, p. 60).

3 Lettre de Charles VI du 15 mai 1395 portée à Richard II par le chevalier normand Robert le Menaiol, dit l'Ermele (Kervyn de Lettenhove, *Œuvres de J. Froissart* t. XV, p. 388 — M. N. Jorga, *Philippe de Mézières et la croisade au XIV^e siècle*, Paris, 1896, in-8°, p. 480 croit reconnaître dans cette épître la main de Philippe de Mézières).

4 Instructions du 8 juillet 1395 Rymer, t. III, iv, p. 108; cf. *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 328. — Dans le traité de mariage, qui fut conclu du 9 au 11 mars 1396 (Arch. nat., J 643, n° 15, Rymer, t. III, iv, p. 113, *Religieux de Saint-Denis* t. II, p. 330), on allègue, entre autres avantages la plus grande facilité qu'aient les rois de France et d'Angleterre pour vaquer à l'union.

5 Épître adressée à Richard II (Kervyn de Lettenhove *op cit* t. XV, p. 377-382). Le doute qu'elle soit antérieure ainsi que le suppose M. Jorga *op cit* p. 122 aux premières ouvertures matrimoniales faites par Richard II.

l'invention des « physiciens » anglais. En effet, Richard II fit le meilleur accueil à Simon de Craudaud, à l'amiral Jean de Vienne¹, au vicomte de Melun, à Pierre le Roy, à Jean Courtecaume et aux autres délégués de l'Université de Paris². Mais, pour toute résolution à prendre, il s'en référa à ce que déciderait le clergé de son royaume. Il dissuada même les docteurs parisiens de s'aboucher avec les membres de l'Université d'Oxford, pour lesquels ils avaient des lettres de créance. Sachant le fanatisme de ses compatriotes, il craignait sans doute quelque éclat³. Les envoyés français durent se contenter de lui remettre des documents établissant la supériorité de la voie de cession⁴, notamment un mémoire d'un d'entre eux, Pierre le Roy⁵.

« Vérité en deçà » de la Manche, « erreur au delà. » La voie de cession, qui semblait en France réunir tous les avantages, parut en Angleterre hérissée de difficultés. Appelée à prononcer sur la proposition de Charles VI, l'Université d'Oxford

1. *Jouvenel des Ursins*, p. 462, copiant maladroitement le *Religieux de Saint-Denis*, a transformé Jean de Vienne en un « archevêque de Viennne. » D'autres ont inventé un « cardinal Jean de Viennne » (Hefele-Kaöpfer, *Conciliengeschichte*, t. VI, p. 144).

2. *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 324, Du Boulay, t. IV, p. 751; Rymer, t. II, iv, p. 119.

3. Cf. une glose rédigée en France, en 1400 ou 1401, peut-être par un des membres de cette ambassade : « Et dicitur de Anglieis et forsan verum est, quod si nos tenuissemus Lethaum ipsi tenuissent Lamentum propter particulare odium quod habent ad nos. Et ego audivi ab ore regis Anglie Ricardi defuncti quod ipse videbat regnum suum sic dispositum quod durante guerra inter nos et ipsos super facto Ecclesie ipse non disponerent se ad aliquem bonum modum concordie. » (Bibl. nat., ms. latin 1473, fol. 43^{re}.) On reproduira plus loin (*Eclaircissement V*) un témoignage analogue d'Aymard Broulin, dit Talebart, Enlla, Simon de Craudaud rappelait plus tard, en termes pittoresques, comme il s'était trouvé confronté au silence lors de sa mission en Angleterre (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1218).

4. *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 298, Bibl. de Rouen, ms. 1353, fol. 190^{re} et v^o, Bibl. nat., ms. latin 14613, fol. 56^{re}. Du Boulay t. IV, p. 751-752. — Les envoyés de l'Université étaient de retour le 12 octobre. On a cru que Simon de Craudaud n'était revenu d'Angleterre qu'en 1396. Th. Müller *Frankreichs Unionserreich*, p. 17, mais je constate sa présence à la Chambre des comptes le 14 décembre. An. b. nat., P 229^o, p. 51 et au Parlement des 12 novembre 1399 (X^e 4378), fol. 1^{re}. — Pierre de Thury prétendait, en 1398, que Benoît XIII avait agi auprès de Richard II pour contrarier les efforts de la France (Ronsard, t. VIII, p. 22).

5. Bibl. nat., ms. latin 15613, fol. 338^{va}. Bibl. de Rouen, ms. 1353, fol. 235^{re}. Du Boulay, t. IV, p. 752-757.

rendit, le 17 mars 1396, une réponse défavorable ¹. Il n'y avait, à l'entendre, que deux voies praticables : l'une (je ne sais si elle la proposait sérieusement, la reconnaissance de Boniface IX par toute la chrétienté, l'autre, la convocation d'un concile général ².

À vrai dire, les Anglais n'étaient pas dégagés de toute préoccupation politique. Volontiers ils eussent exploité le malheur de l'Eglise à leur profit. Je n'en veux pour preuve que le programme élaboré par un clerc anonyme ³. Si Pierre de Luna et Charles VI, ni-on dans ce *factum*, déclinaient la juridiction du concile préconisé par Boniface IX, ils non seraient pas moins condamnés par contumace et mis au ban de la chrétienté. Des hérétiques étant incapables de rien posséder, les princes catholiques seraient en droit de s'emparer de leurs biens ⁴. L'application de cette théorie se trouve dans un autre écrit du peut-être à la plume du

1 On peut lire un discours prononcé à Oxford, le 5 novembre 1395, par le docteur en théologie Nicolas de Pakenham, ministre des frères Mineurs en la province d'Angleterre. Bibl. du Vatican, ms. lat. Valer. 3600, fol. 119-132 ms. lat. Valic. 3608, fol. 136-148. Cf. A. Wood, *Historia et antiquitates Universitatis Oxoniensis* (Oxford, 1674, in-fol.), t. I, p. 201.

2 Bibl. nat., ms. latin 1175, fol. 53, ms. latin 1575 fol. 40 ms. latin 13613, fol. 265, nouv. acquit. latines 1793, fol. 62, Du Boulay t. IV, p. 76 Cf. *Reliquæ de Saint-Denis*, t. II, p. 432; H. de Kuyghon *De ereticis Angliæ* (Twysden et Nelles. *Historiæ Anglicanæ scriptores* X, t. II c. 2^o 12.

3 Musée Britannique, ms. Harley 431 fol. 115 r^o.

4 « Primo est sciendum per dominum nostrum regem Anglie regi France ad inferendum eum de premissis, eorum eorum Consilio suo et clericis, velant, si oporteat, libris ocellens. Si vero rex France nolit consentire ad consilium generale tum requiratur cum sua adherencia per dominum Bonifacium solenniter et hoc ex parte Dei et Ecclesie, et similiter requiratur per Imperatorem et omnes principes catholicos, qui ex mandato Dei ad hoc et ad tuendam Ecclesiam tenentur, exortandus ut hoc per regem Anglie, etc. Et si rex France et dictus adversarius cum eorum adherencia, post hujusmodi solam decisionem in pertinacia sua perire voluerint, non videbunt aliud nisi et supra eos invocetur exilium et terra, et dissidentur ab omnibus regnis catholicis, tanquam entes et publicani, et denegetur eis communicatio seu communio ab omnibus dictis regibus sub gravibus penis, et sic damnus, iedus ac rubore confusi, que eis erunt importabiles. Incipit inclinatur ad veritatem et justiciam antecedentem. Ex quibus forte posset dici quod omnes principes catholicos predictis de retur titulus schismaticus ad... acquirenda bona eorum cum heretici, presertim declarati per consilium, nichil possunt possidere. » L'auteur admettait également que, « Boniface IX exigeant avant la réunion du concile, sa réintégration en la plénitude de ses droits, les princes catholiques seraient lâchés de le faire reconnaître de force dans les pays. L'auteur nous dit aussi que cette entreprise soulevait des difficultés à peu près insurmontables. — Des idées analogues sont exprimées dans un texte composé vers la seconde partie de l'année 1397 : *Tractatus de mediatione Bonifacii adhibita in concilio per dominum Richardum Ingh*. Bibl. du Vatican ms. lat. Valer. 3600, fol. 92-100.

même clerc anglais. Sous forme d'une lettre écrite par Richard II au roi des Romains¹ c'est une invitation à « engager en exécuteur des décrets du futur concile, à procéder par conséquent au dépouillement du « prétendu roi de France, » dont les « états, naturellement, seraient devolus au roi d'Angleterre, leur « souverain légitime². »

La réponse de l'Université d'Oxford fut communiquée à Charles VI, le 1^{er} juillet 1396 à Compiègne³. L'Université de Paris n'y trouva qu'un latin sans valeur⁴. Au moins on se

¹ Ce projet de lettre recouvre le recto et le verso du fol. 7, puis du fol. 11 dans le ms. Harley 421 du Musée Britannique.

² « Et pro executione premissorum libenter faciendam, preterea regem Francorum, propter epus laudatorem et preteriam residuum..., nisi destituerit et dominum Bonifacio adhererit, suo regno privare, epusque regnum Francie et dominum apulo et apuliam Christi fidem et concordiam fore et capere debere, legibus et subditos suos ab epus fidelitate absolvendos fore et ab omni debere, ipsoque regnum Francorum per nos, regem Anglie, et successores nostros, cum ipsum regnum ad nos aliam noscitur de jure pertinere, ad nostrum in ea parte, si et in quatuordecim annos et septimum fuerit Italianum habitandum, fore ducendum et quatuordecim occupandum fore et occupari debere, quique preterea regi Francorum et suis regentibus et subditis communicationem et communicationem tant in personis quam rebus et contrahendis et in personis et rebus debitis applicanda et nos ducimus in quatuordecim dominum deponere et morantur, ab universis Christi fidelibus, preterquam in personis debitorum aliorum contrahendum per ipsos fideles sine fraude fore et concordiam fore et abstrahi debere pronuntiare, decernere ac statuere poterit et valebit, ut nos, vobis dampnis afflictis et rubore confusi, ad parandum dicte sententie factum inclinemur ».

³ On peut lire aux Archives nationales J 444, n° 21) le texte même des communications que fit William Scrump à Charles VI, le 1^{er} juillet 1396, il rappelle que Richard II « a écrit à son oncle de Winchester » l'épître de l'Université de Paris, « et a eu sur ce son conseil, » puis il annonce que « certains clercs du conseil du roi d'Angleterre et de haute étude étaient lors en la compagnie du dit chambellan disant au Roy ce que par dedit a été ordonné sur ce, lesquels apportèrent au Roy une copie faite et composée par les uns d'une lettre écrite à Compiègne, » Cf. les lettres de William Scrump, datées de 12 juin 1396. H. More, t. III, iv, p. 120.

⁴ On trouve dans plusieurs mss., sous le titre *Super factis rebus et subditis* l'écrit, une réfutation de l'épître d'Oxford dressée au duc de Bourgogne. Elle est ms. latin 1481 fol. 104-126 ms. latin 1461 fol. 103 v° 104 r°. C'est ce qui a été intitulé « G. Bonnicensis alias Ornacensis ecclesie prepositus, Parisiensis Universitatis Rector, nunc rector decessit, » avait composé précédemment, ainsi qu'il nous l'apprend lui-même ms. lat. fol. 103 v°, un traité *Super statu suspensionis*, qu'il avait communiqué qu'à un petit nombre de personnes, puis un traité *De qualitate scripturae*, ensuite un autre *De complementis et rationibus seu de materia resolutionis*, enfin un autre encore *De via rationis et compromissi*. Je n'ai pas retrouvé les deux premiers mais le troisième se lit dans le ms. latin 1461 fol. 126 r° 127 r°. « Multa multorum argumenta non promissis offensa », « et je crois reconnaître le quatrième dans une dissertation, presque inintelligible, qui remplit les fol. 126-127 du même ms. lat. », « canonicus quidam parisiensis ». Vers cette même

Essait de confondre par le raisonnement les quatre docteurs anglais qui l'avaient apportée. Se déroband à toute discussion, ceux-ci repartirent en grande hâte. Du côté de l'Angleterre, la France avait perdu son temps. / *

Il en fut à peu près de même du côté de l'Allemagne. Là aussi cependant mêmes espérances dans le début. Wenceslas, délivré de la captivité où l'avaient retenu les barons de Bohême, semblait vouloir se rapprocher de la France. Son chancelier, l'archevêque de Magdebourg, apportait à Paris un nouveau traité d'alliance (août 1395) et, comme pour attester les dispositions conciliantes de son maître, il venait de délivrer la régale de Cambrai

en 1396 cet auteur aussi fécond qu'obscur, compose un traité *Super confessione et probatione ecclesiarum*, qui se trouve dans le ms. latin 14613 fol. 254-255 v^o, fol. 47 v^o et, pour la date, fol. 258 v^o et dans le ms. 1955 de Rouen fol. 213 bis-223, et que Du Boulay (l. IV, p. 796-797, n'imprime (Inc.) = *Uncler deus nos pater temptatus*. — A la veille d'une des assemblées de Paris, celle de 1396 ou celle de 1398, il écrit encore des *Nationes indolis doli Parisiensis pro scriptis recollecte* ms. latin 1460 fol. 131-133. Inc.) = *Quod serpens sciat et verum me scripsisse supponit*. — Enfin postérieurement au printemps de l'année 1402, il écrit et dédie encore au duc de Bourgogne Philippe le Hardi un *Super materia subtractionis et restitutionis obedientie et reprobationis episcopi Tolomae* ms. latin 14614, fo. 212-220. Inc.) = *Illustrissimus principi Philippus*, etc., sur lequel j'aurai l'occasion de revenir plus loin.

1. *Reliquenz de Sarat-Denys*, l. II, p. 432. — La pièce citée J 611 n° 23, fournit aussi le texte de la réponse que Charles VI fit, le 2 juillet, aux ouvertures de William Secomp, le duc de Bourgogne trait, seul ou en compagnie du duc de Berry voir Richard II à Calais, il aurait de pleins pouvoirs pour traiter avec le roi d'Angleterre notamment au sujet de l'union; Charles VI avait écouté les clercs anglais, « l'un des quels » proposé devant lui moult sagement et notablement, et a reçu la dite epistre Et pour ce que la matiere est moult grant, le Roy fera monstrer la dite epistre aux gens de son conseil et à autres clercs. — Charles VI promettait de faire connaître son avis à ce sujet, le plus tôt possible par des envoyés spéciaux. — Gerson était présent à Compiègne, à la communication des Anglais. *J. Gerardi opera*, l. II, c. 26.

* Un nommé Jean Dieckenthal, curé de Nuremberg, le 2 juillet 1396, « Nuncius quid de presentis domini nunc est, hoc est nunc nuncius archiepiscopi, qui Magdeburgensis cancellarius regis Romanorum, qui cras in die salutem versus Raydelbergam et deinde ad prosequendum iter versus regem Francie in factis summe nostro la leue. » (J. Weizsäcker, *Deutsche Reichstagsakten*, l. II, p. 414. Je ne sais comment M. A. Leroux (*Nouvelles recherches critiques sur les relations pontificales de la France avec l'Allemagne*, p. 17) a pu comprendre que le « dicitur » ou « meum » dont parle Dieckenthal était le roi des Romains. Il en conclut que Wenceslas « rencontre » l'archevêque de Magdebourg à Nuremberg au commencement du mois de juillet 1396. L'entretien de la question, l'exposition et projet de se rendre avec les près du roi de France. — C'est, ajoute-t-il, la première idée de l'œuvre de Rome. »

à l'évêque clémentin André de Luxembourg¹. Cependant une première ambassade française échoua par suite de je ne sais quel malentendu². Tandis que Gilles des Champs et l'abbé de Saint-Éloi de Noyon attendaient en vain, à Maëstricht, la tenue d'une diète qui n'eut pas lieu, une assemblée allemande d'ailleurs peu importante, délibérant à Aix-la-Chapelle sur les moyens de terminer le schisme et concluant, hors de leur présence, à la réunion d'un concile. Quatre délégués de l'Université de Paris, qui prolongèrent un peu plus leur séjour en Allemagne³, ne rapportèrent qu'une lettre de l'électeur de Cologne pleine d'assez vagues protestations⁴.

Le printemps de 1396 vit partir pour l'Allemagne une nouvelle ambassade composée de l'évêque de Beauvais (Louis d'Orléans)⁵, de Pierre le Roy et de Pierre Placoul auxquels se joignirent Jean Courtcouisse, Jean le Marchant et Jean d'Autriche, délégués de l'Université. Ils séjournèrent à Vienne du 21 avril au moins jusqu'au 12 mai de là passèrent en Hongrie, pour joindre Sigismond, se rendirent en Bohême auprès de Wences-

1. Th. Lindner, *Geschichte des deutschen Reiches unter K. Wenzel*, t. II, p. 316-318; Winkemann, *Acta imperii melita*, t. II, p. 304, 305. Cf. E. Jarry, *La « route de fait »*, p. 538-539; *Les origines de la domination française à Gênes*, p. 290-291.

2. Je ne sais si Honoré Bonet a intervenu par l'ordre des faits. Il parle d'une ambassade envoyée par Charles VI en Bohême pour entretenir Wenceslas de leurs communications à laquelle celui-ci aurait répondu en adressant au roi de France un archevêque, celui de Magdebourg, pour l'engager à venir ou à envoyer quelque représentant à une diète ou lui Wenceslas, devait se rencontrer avec les Electeurs. *Contes parus Austrasiens*, t. VI, 2^e partie, 1385, p. 177.

3. *Requies de Saint-Denis*, t. II, p. 321, 322; Th. Lindner, *op. cit.*, t. II, p. 311-312; E. Jarry, *Les origines de la domination française à Gênes*, p. 292.

4. Lettre datée de Xons, le 7 octobre 1395. Bibl. de Rouen, ms. 1355 fol. 196 v°; Bibl. nat., ms. latin 14613 fol. 55 v°; Du Boulay, t. IV, fol. 751 v°; Th. Lindner *op. cit.*, t. II, p. 414. — La vérité est que, pour délibérer les Electeurs attendaient Wenceslas, et que le roi des Romains, confiné en Bohême, continuait de ne leur donner que des réponses dilatoires (*ibid.* p. 312-31). F. Palacky, *Leber Formellacher*, dans *Abhandlungen der böhmischen Gesellschaft der Wissenschaften*, 5^e série t. V, 1888 p. 23-26. — Deux des envoyés de l'Université semblent être demeurés un peu plus longtemps en Allemagne pour renouveler leurs démarches auprès des autres Electeurs qui devaient se rencontrer à Boppard, le 13 octobre, avec l'électeur de Cologne.

5. Et non celui de Senlis, ainsi que le prétend le *Requies de Saint-Denis* t. II, p. 416. V. un discours de Jean Dodieu, évêque de Senlis, du 25 août 1396. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VI, p. 218, cf. *ibid.*, p. 202, et un autre de Simon de Crausaud, du 22 mai 1396. *Amplissima collecta*, t. VII, c. 712.

les, et ne rentrèrent à Paris, vers le 15 août, qu'après avoir visité l'un des ducs de Bavière et les Electeurs rhénans ¹. Séduite sans doute par l'argumentation de l'Université de Paris, qui avait rédigé, à cette occasion, deux nouvelles circulaires ², l'Université de Vienne approuva d'abord la voie de cession sans réserve : mais bientôt, sur l'invitation des ducs d'Autriche, elle subordonna son acquiescement à celui de Boniface IX ³. Or celui-ci s'était prononcé formellement contre cette voie dans une lettre à Wenceslas ⁴. On remarque une étrange hésitation dans un traité composé, vers ce moment, par un ancien docteur de l'Université de Paris devenu l'oracle de l'Université de Vienne : dans son *Epistola de cathedra Petri* ⁵, le fameux Henri de Langenstein rend pleine justice aux efforts des Français, pour un peu, il proclamerait la supériorité de la voie de cession. Mais la répugnance qu'inspire cette voie, visiblement, aux deux pontifes le fait de nouveau pencher vers la voie de concile, dont il avait été l'un des premiers apologistes. Le principe de la cession semble avoir aussi reçu l'approbation du duc de Bavière, des trois élec-

1. *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 418; Denifle et Châtelain, *Anselmum Chetivum*, t. I, c. 712; Jean de Poulge, ed. T. Hirsch, M. Töppen, E. Stechke, dans *Scriptores rerum prussicarum*, t. III, Leipzig, 1884, n° 80, p. 205; cf. F. Ehrle *loc. cit.*, p. 220. — Jean Courtecuisse, Jean le Marchant et Jean d'Aureche apportèrent à l'Université de Vienne notamment une lettre de l'Université de Paris remontant au 26 août 1395 (J. Aschbach, *Geschichte der Wiener Universität*, Vienne, 1865, in-8°, p. 136).

2. Sous la date du 12 mars 1396; l'une est adressée aux rois et aux princes, l'autre aux Universités étrangères (Bibl. nat., ms. latin 14643, fol. 68 r° et v°; Bibl. de Rouen, ms. 1335, fol. 211 r° et v°; Bibl. d' Erfurt, ms. in-4° 155, fol. 20; Bibl. impér. de Vienne, ms. 1131, fol. 129; Du Boulay, t. IV, p. 773-775, et A. Kneer *Die Entstehung der konstantinischen Theorie*, dans *Römische Quartalschrift*, 1^{er} fascicule supplémentaire, 1893, p. 99, note 1).

3. Lettre adressée à l'Université de Paris le 12 mai 1396 (Denifle et Châtelain, *Anselmum Chetivum*, t. I, c. 719; A. Kneer, *op. cit.*, p. 98, 99). Cf. la relation faite par Pierre le Roy le 26 août 1396 (F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VI, p. 118).

4. Jean de Varennes, dès 1395, disant avoir vu copie de cette lettre (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 561).

5. En partie éditée par M. A. Kneer *op. cit.*, p. 130-135, qui en place p. 63 la composition vers la fin de l'année 1395 ou vers le commencement de l'année 1396. En effet, l'auteur, faisant observer que le schisme a duré déjà plus de dix-sept ans (p. 134), ne peut écrire qu'après le mois de septembre 1395 et avant le mois de septembre 1396. Une phrase dans laquelle il fait allusion au refus de Boniface IX d'accepter la voie de cession (p. 139) me semblerait indiquer une époque plus rapprochée de cette dernière date. « Ab alio vero repulsa est antiqua excogitata fraudulentè ab adherentibus aliter parti, »

La France et le Grand Schisme

teurs de Mayence, de Cologne et de Trèves, du roi de Hongrie Sigismond. Ils refusèrent pourtant de prendre aucune résolution avant d'en avoir conféré avec le roi des Romains. Or, la politique vacillante du monarque allemand avait déjà changé d'orientation : l'archevêque de Magdebourg n'était plus chancelier¹ ; l'évêque clémentin de Cambrai avait vu révoquer son investiture². A peu près inabordable pour les envoyés français, Wenceslas se laissant endoctriner par des émissaires de Benoît XIII qui avaient, à force de présents, trouvé le chemin de son cœur³, ce qui ne l'empêchait pas, d'autre part, d'entretenir de bons rapports avec le pape de Rome. Il prévenait les Romains contre les incitations perfides de la France tendant, disait-il, à obtenir de force l'abdication du pape⁴, et recueillait, à ce moment même, les félicitations de Boniface IX⁵.

En somme, le contentement que témoignèrent, à leur retour, les envoyés français n'était guère justifié⁶. L'un d'eux, Pierre Pleoul, caractérisait mieux, plus tard, le genre de succès qu'ils avaient obtenu, en disant que les Allemands n'étaient point parvenus à réfuter leur thèse et n'avaient rien trouvé de mieux à

1. Th. Lindner, t. II, p. 343, 486.

2. Lettres datées de Prague le 25 décembre 1395 (Arch. du Nord, B 1265, Saint-Genois *Dominus primitiva de Hainaut*, t. I, p. cxxvi, L. Devillers, *Cartulaire des comtes de Hainaut*, t. I, p. 69, la chancellerie impériale faisant commencer l'année à la Noël, ces lettres portent la millésime de 1396, ce qui a induit de nombreux historiens en erreur (J. Weisäcker, *op. cit.*, t. II, p. 453, note 4; Saint-Genois *loc. cit.*, L. Devillers *loc. cit.*, Wirth-Piquet, *Table chronologique des chartes*, dans *Publications de la section historique de l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg*, t. XXV, p. 71; H. Haupt, *Das Schisma des ausgehenden 14. Jahrhunderts*, dans *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, nouvelle série, t. V, p. 31, A. Lermux, *Nouvelles recherches critiques sur les relations politiques de la France avec l'Allemagne*, p. 20, etc.).

3. *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 414, relation du Pierre le Roy du 25 août 1396 (son est expédié fait par la même en 1397) *Thommas natus anecdotorum*, t. c. 145, discours du même du 30 mai 1396. Histoires du Ministère. *Nouvelle histoire du conseil de Constance* (Paris), p. 70. Aux termes l'instruction donnée par Benoît XIII au mois d'août 1396 Wenceslas et même Sigismond auraient écrit à ce pontife pour lui témoigner le désir de suivre la voie de déclaration de justice. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VI, p. 327.

4. F. Palacký, *Ueber Formelbücher*, p. 43; Th. Lindner, t. II, p. 407.

5. F. M. Pöhl, *Lebensgeschichte des römischen und böhmischen Königs Wenzeslaus*, t. II, p. 17, cf. Th. Müler, *Frankreichs Unionversuch*, p. 11; J. Weisäcker, *Deutsche Reichstagsakten*, t. II, p. 418, note 2, p. 421, note 6.

6. *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 420.

proposer¹. Résultat négatif, qui laissait incertain le concours sur lequel la France serait en droit de compter le jour où elle mettrait sa théorie en pratique².

Au moins du côté clémentin, Charles VI était-il sûr de voir approuver sa politique? C'est la question qu'allèrent poser en Espagne Simon de Gramaud, Gilles des Champs, Colard de Calleville³, accompagnés, bien entendu, de délégués de l'Université de Paris⁴. Le roi Jean d'Aragon finit sans doute par se laisser convaincre⁵; mais il périt, victime d'une chute de cheval (19 mai 1396) avant même que l'ambassade française fut sortie de son royaume⁶. Le roi de Castille Jean III commença par montrer beaucoup de mauvaise humeur; il trouvait étrange que Charles VI eût fait choix d'un expédient sans le consulter, que les cardinaux eussent exprimé leur opinion sans lui en donner

¹ Bourgeois du Châteauf, *Preuves*, p. 80.

² Il existe aussi une lettre de l'Université de Paris adressée à l'Université de Padoue, sous la date du 11 septembre 1393 (Publ. impér. de Vienne, ms. 3160, fol. 156). M. Th. Lindner (l. II, p. 318, note 5) croit voir un lien entre cette démarche et la présence d'envoyés français aux fêtes que célébra Jean-Galéas Visconti pour son élévation au titre de duc de Milan.

³ Ils étaient aussi chargés d'une mission politique tendant au renouvellement des alliances entre les deux royaumes (G. Daumet, *Étude sur l'alliance de la France et de la Castille au XIV^e et au XV^e siècles*, Paris, 1898, in-8°, p. 201).

⁴ *Reliquies de Saint-Denis*, t. II, p. 418, déclaration faite, le 4 juin 1396, dans le concile de Paris, par un ambassadeur castillan (Bibl. nat., ms. latins 1479, fol. 111^r); réponse du roi de Castille (Arch. nat., J 516, n° 37). Martin d'Alpartil confond le patriarche d'Antioche avec le patriarche d'Alexandrie et range à tort parmi les membres de cette ambassade Pierre le Roy, abbé du Mont-Saint-Michel qui, au même moment, faisait partie de l'ambassade envoyée en Allemagne. Cette dernière erreur peut être aussi relevée dans un réquisitoire contre Benoît XIII (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1342). On a évidemment confondu l'ambassade de 1395 avec celle de 1397 (v. plus loin). — La date exacte du départ de Gilles des Champs peut être fixée au 20 mars 1396 (H. Moraville, *Relations de Charles VI avec l'Allemagne en 1400*, dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XLVII, p. 101, note 5).

⁵ Discours de Pierre le Roy (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1340). *Reliquies de Saint-Denis*, t. II, p. 422. — Martin d'Alpartil prétend que le roi et le prince d'Aragon repoussèrent les propositions du roi de France, et il explique leur refus par le dépit que leur avait causé le traité de mariage entre Richard I. et Isabelle de France. Ce qui tendrait à prouver, au contraire, que Benoît XIII eut à se plaindre de Jean I^{er}, c'est que, le 1^{er} mai 1396, il transporta au frère de celui-ci, Martin, duc de Montblanc, la jouissance des décimes du royaume d'Aragon à partir du moment où devait expirer la concession des mêmes décimes faite au roi Jean par Clément VII (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion* XVIII Benoît XIII, fol. 94^r).

⁶ *Reliquies de Saint-Denis*, t. II, p. 422, Martin d'Alpartil. — *L'Art de vérifier les dates* (t. I, p. 756) a le tort de faire remonter cette mort au 19 mai 1395.

avin. Il reprochait même aux ducs de ne savoir quelles voies de fait préjudiciables à Benoît XIII¹. La même en Aragon, et aussi en Navarre, le soupçon que sa qualité d'espagnol nuisait au pape dans l'esprit des Français irritait l'amour-propre national, indisposait contre la politique française².

Il n'est pas jusqu'au roi d'Ecosse qui n'ait marqué peu d'empressement à adopter une voie dont Charles VI cependant lui avait fait exposer les avantages³.

La première campagne diplomatique entreprise à la demande de l'Université de Paris n'avait donné, en définitive, à la date du mois d'août 1396, que des résultats fort peu encourageants.

Le programme des universitaires ne laissait pas de recruter chaque jour des adhérents. L'irritation causée par l'attitude de Benoît XIII ne faisait que grandir en France.

L'ermite de Saint-Lé lui-même, Jean de Varennes, avait osé menacer le pape d'un éclat, si celui-ci demeurait sourd à ses exhortations⁴. Lui ayant fait communiquer certain plan inspiré, auquel Benoît XIII prêta peu d'attention⁵, le saint homme prit

1. Lettre de Henri III du 30 juillet 1396 (Bibl. nat., ms. latin 11613, fol. 24 v°, Bibl. de Rouen ms. 1363, fol. 156 r°, *Thesaurus novus encyclopediarum*, t. II, c. 1134. Cf. les *Grossana* rédigés par l'Université de Paris (Du Boulay t. IV, p. 602).

2. Le passage suivant de Gerson est bien significatif : « Notetur quod etiam de parte nostra rex Hispanie et rex Aragonum et preterea ejus populus non sunt adhuc determinandi istam viam occasionis. Immo dicunt multi vidisse multas litteras quibus oppositum clare perpenditur. Multi forsan ne jam ad formatum unum reactor et quoddam seminarium discorsibus facer illis Hispanos et Aragonenses ex una parte contra Gallos, et interpretantur quod in odium eorum voluit papam deponere, quia de patria. » *J. Gersoni opera*, t. I, c. 5.

3. Les rois de Navarre et d'Ecosse ne durent se rallier à la voie de raison qu'après le roi de Castille. Voici ce qu'écrivait Simon de Varinard dans un traité composé vers la fin de l'année 1396 : « Et de hoc etiam certificavit rex Francie regem Aragonie et Navarre qui solemniter et publicè omnia sic audiverunt. Et idem etiam fecit regi Scocie. » Et per hoc, postquam ipsi sic persuasi ad videndum quid fieri posset fieri mox in Ratisia convenire, ad hoc debite contentum contempnunt, tota potestas remanet in duobus regibus predictis Francie et Hispanie. » (Bibl. nat., ms. latin 11614, fol. 34 r°).

4. Lettre qu'on classe à tort comme la troisième, et qui doit être la seconde de celles que Jean de Varennes adressa à Benoît XIII (Bibl. nat., ms. latin 11607, fol. 140 v°, ms. latin 11613, fol. 296 v°; *Amplissima collectio*, t. VII, c. 541).

5. Lettre de Jean de Varennes classée à 4 et la seconde et qui fut écrite peu après l'invention de sa croix et sa bulle peu après le 9 octobre 1395 (ms. latin 11613, fol. 148 r°, ms. latin 11613, fol. 294 r°, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 543). Il porte de Benoît XIII du 15 novembre (ms. latin 11607, fol. 143 v°, ms. latin 11613, fol. 300 v°, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 546). Nouvelle lettre de Jean de

un accent amer : « Vous vous dorlotez, lui écrivit-il, vous et « votre adversaire, dans des chambres bien chaudes, sans voir « le mal qui se fait à cause de vous... Si vous étiez ce que vous « devriez être, vous ne dormiriez pas tranquilles une seule nuit, « avant d'avoir donné la paix au monde! » Et le dimanche des Rameaux (2 avril 1396, au cours d'un de ces sermons prononcés, en plein vent, devant une foule qu'attirait la renommée de ses prétendus miracles¹, il interjeta appel de Benoît XIII. Dès lors, sous l'influence de ses discours, et bien qu'il ne contestât pas la légitimité du pape, l'opinion que le saint-siège était devenu vacant se répandit dans la province de Reims. Déjà les prédicateurs n'y pouvaient plus en chaire, recommander Benoît XIII sans se voir bruyamment interrompre ; c'est ce qui advint même à l'archevêque². On citait du solitaire des boutades menaçantes : « Par sa conscience, il y perdrait la vie, ou il mettrait le pape hors³! » Ou encore des propos d'une orthodoxie douteuse : « Le couls Jésus est nostre vray pape . La très douce Vierge Marie est royne du ciel et de la terre et, par conséquent, de l'Eglise, comme chief et papesse⁴ » Il recommandait ouvertement la désobéissance aux deux pontifes, au moins dans le domaine temporel, et paraissait envier au Brabant, au Hainaut la neutralité religieuse dans laquelle ces provinces s'étaient de bonne heure renfermées⁵.

Au point où en étaient les choses, Benoît XIII n'eût pas eu peut-être assez d'autorité pour imposer silence à Jean de Varennes. Mais la parole fougueuse de l'ermite de Saint-Luc n'épargnait pas davantage les cardinaux, le clerge concubinaire, les officiers du roi, l'archevêque de Reims. Guy de Roye ne pou-

Varennes envoyée, vers le 2 janvier 1396, avec le texte de sa vie ms. latin. 1907 fol. 163 v^o-165 r^o, ms. latin 14613, fol. 300 v^o-302 r^o, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 581-582).

1. Ms. latin 14907, fol. 163 v^o, ms. lat n 14613, fol. 302 r^o; *Amplissima collectio*, t. VII, c. 581.

2. Jean de Varennes, tout en proclamant que Dieu seul opérait les miracles, ne contestait pas que certains faits miraculeux eussent été accordés à ses prières *J. Gersonii opera*, t. I, c. 925.

3. *Ibid.*, c. 914.

4. *Ibid.*, c. 930.

5. *Ibid.*, c. 913.

vait tolérer, de la part d'un prêtre de son diocèse, d'incessantes attaques contre son faste et sa vénalité. Il commença par s'assurer, non sans peine, de la personne du confesseur de Jean de Varennes¹. Puis le bailli de Vermandois, son parent, lui rendit le service de faire arrêter l'ermite lui-même (30 mai 1396)². Conduit de Reims à Vincennes, on retrouve, au mois de juillet, Jean de Varennes enfermé dans un cachot de l'abbaye de Saint-Maur-des-Fossés; en butte aux persécutions des suppôts de Guy de Roze, il lutte encore et en appelle au pape qu'il a tant combattu³. Puis le silence se fait sur lui. Quel qu'ait été son sort, Benoît XIII n'avait plus rien à craindre du « Saint homme de Saint-Lô ».

Le pape ne pouvait avoir aussi facilement raison de l'Université. Aucun scrupule pourtant n'arrêtait plus les maîtres.

Deux cents publiés sous les titres de *Narratio* et de *Gravamina* joignirent au récit des méfaits connus de Pierre de Luna l'exposé des griefs propres de l'Université⁴. Irritée de la faveur croissante de Jean Hayton, effrayée des poursuites commencées en Avignon contre plusieurs de ses suppôts, indignée à la pensée que Benoît XIII avait annulé d'avance toute approbation qu'il serait tenté de donner à la voie de cession⁵, l'Université se croyait appelée, comme les Machabées, à « dégrader les faux

1. Un certain Antoine Andri, natif de Viviers, chapelain de Sacy, errante de Saint-Augustin, que Guy de Roze prétendait être religieux apostat, et qu'il accusait de faire « beaucoup de choses illicites ». Une première fois le 21 mai Antoine Andri fut secouru par les habitants et s'échappa des mains des gens de l'archevêque. La seconde fois, on choisit pour l'arrêter un moment où les habitants de Sacy étaient allés entendre un sermon de Jean de Varennes (plaidoiries des 17 juillet, 2 et 7 août 1396, Arch. nat., X. 1° 4784, fol. 115 r., 144 r., 154 v°).

2. C'est ce qui résulte du livre des *Visions d'Ermine*. « Il advint, ledit mardi devant le Saint Sacrement, qui fu pour le temps xxx^e jour en may, le roy de France fut prendre messire Jehan de Varennes à Saint-Lô par le bailli de Vermandois et mener au Bois de Vincennes... » (Bibl. nat., ms. français 2212, fol. 52 r°).

3. Ms. latin 14967, fol. 149 v° 181 v°; *J. Gersona opera*, t. I, c. 303 et sq.

4. Ms. latin 14613, fol. 366-361. Du Boulay, t. IV, p. 797-803. — Les *Gravamina* font allusion à l'exil à Paris de l'évêque de Bazas. Ils ont donc été rédigés au plus tôt vers la fin de l'année 1395 v. plus bas p. 86.

5. Benoît XII prétendait, depuis, avoir révoqué cette protestation. La même circonstance est rappelée dans une lettre sans date de Charles VI à Benoît XIII (Du Boulay, t. V, p. 382, que pour cette raison je serais tenté de rapporter à cette époque V., aussi plus bas p. 89, ce que dit à ce sujet, au duc de Bourgogne son secrétaire Pierre Berthelot).

pontifes. » Le 21 mars 1396, elle en appela au pape futur¹ de tous les torts que lui avait causés ou que lui causerait Benoît XIII², elle constitua son procureur spécial à cet effet le maître ès arts Jean de Craon, et fit afficher son factum sur la porte de Villeneuve, en face du pont d'Avignon³.

Comme Benoît XIII avait déclaré, le 30 mai, cet appel nul et illicite, annonçant des poursuites contre Jean de Craon⁴, l'Université s'inquiéta d'abord de rechercher jusqu'à quel point le sacré collège avait pris parti contre elle dans cette circonstance (10 juillet)⁵, puis tenta de justifier et réitéra son appel (3 août)⁶. Son application à retrouver dans l'arsenal de l'histoire ecclésiastique des faits propres à autoriser la déposition d'un souverain pontife pourrait faire croire qu'elle méditait la déchéance de Benoît XIII. En tous cas, elle maintenait énergiquement son droit d'appel : « Toujours, disait-elle, il y a un juge supérieur au pape sa vie durant, c'est le concile; après sa mort, son successeur. » Et elle prétendait arguer de l'exemple de Boniface VIII, dont appel avait été interjeté par Philippe le Bel, et dont Clément V aurait annulé la bulle *Unam sanctam*⁷. Elle en appelait donc de nouveau au futur pape incontesté⁸.

1. Et non au concile, comme l'écrivent par erreur Du Boulay, B. Vossate, etc.

2. Il existe deux textes de l'appel, l'un extrêmement développé (Bibl. nat., ms. latin 14644, fol. 249-255; Bibl. de Rouen, ms. 1355, fol. 230 bis-230 r^o, Du Boulay, t. IV, p. 203-250), que l'on jugea à propos d'abréger (« sed non fuit interposita in hac forma, ymo abbreviata fuit multum », l'autre défini tel, qui porte dans un registre des Archives nationales la date du 21 mars 1396 (Arch. nat. J 518, fol. 191-200; Bibl. nat., ms. latin 14643, fol. 317-319, Bibl. de Rouen, ms. 1355, fol. 248 r^o-248 v^o; L. d'Achery, *Spicilegium*, t. I, p. 795). Mais, avant la fin de l'année 1395, Nicolas Eymeric avait pu écrire : « Nonus Parisiensium error et heresis est quod a papa potest licite appellari. Hoc dixerunt et sic fecerunt. Nam a domino nostro papa Benedicto, quem verum papam affirmant, appellarunt. » *Contra Universitatem Parisiensem*; Bibl. nat., ms. latin 327, fol. 47 r^o.

3. Bertrand Boysset (éd. F. Ehrle), p. 346. — Le mente auteur assigne à l'appel la date du 8 février 1396.

4. Arch. nat., J 519, fol. 200 r^o, Arch. du Vatican, *Armarium C*, fascicle 78-87 vidimus donné par le cardinal de Tarazona le 1^{er} mars 1462, Bibl. nat., ms. latin 14644, fol. 216; Du Boulay, t. IV, p. 820.

5. Ms. latin 14643, fol. 40 r^o, Du Boulay, t. IV, p. 820.

6. Arch. nat., J 518, fol. 200 v^o, Bibl. nat., ms. latin 14643, fol. 321. Du Boulay, t. IV, p. 221 sans date de jour.

7. Il eût été plus juste de dire que Clément V l'avait interprété en déclarant qu'elle n'emportait aucune innovation à l'égard de la France (Dupuy, *Histoire du différend entre le pape Boniface VIII et Philippe le Bel*, Paris, 1600, in-fol., Preuves, p. 288).

8. Martin d'Alpartil se trompe probablement d'un an quand il rapporte le fait

Sur ces entrefaites, la royauté décida de faire un pas de plus en avant et continua de réaliser le programme de l'Université en convoquant, pour la seconde fois, un concile national.

Il avait été question d'abord d'assembler le clergé le dimanche du Bon Pasteur (16 avril 1396). Cette réunion n'ayant pu avoir lieu, une convocation nouvelle se fit, le 31 mai, pour le 15 août 1396¹.

Mais, avant de suivre le clergé dans le Palais de la Cité, il importe de jeter un coup d'œil en arrière pour voir quelles avaient été, en regard des efforts de la France et de l'Université, les tentatives, les précautions, les intrigues de Benoît XIII.

II

Ses préférences étaient, on le sait, pour la voie de discussion.

C'est ce qu'il fit savoir en Italie, par l'intermédiaire des Florentins, dès la fin de l'année 1394. « Si, à l'issue de cette conférence, disait-il, Boniface triomphe, je me prosternerai à ses pieds et je remettrai mon sort entre ses mains. Si je l'emporte moi-même, j'accueillerai avec faveur l'intrus et ses anticondamnauz. » Les Florentins furent frappés de l'apparente modération de ces offres : ils exhortèrent Boniface IX à ne pas se laisser devancer sur ce terrain par son compétiteur².

suivant au mois d'août 1397. L'Université de Paris, dit-il, envoya certaines gens à la cour d'Avignon pour afficher sur les portes du Palais la charte de son appel. Ils y parvinrent une nuit, et le procureur se hâta de fuir. Il fut arrêté à Villeneuve mais on ne le laissa pas transférer à Avignon. Toutefois le notaire et les témoins étaient demeurés en Avignon, arrêtés, ils furent enfermés au Pont-de-Sorgues, mais réussirent à forcer les portes de leur prison.

¹ F. Ehrle, *Archiv f. Lit. u. Kirchengesch.*, t. VI, p. 293, 297. — Le chapitre de Rouen, par exemple, délégua dès le 17 juillet son doyen, Hugues Lenoisio. Arch. Jo. Seine-Inférieure, G 1119.

² Lettre de la seigneurie à Boniface IX du 30 décembre 1394 (A. de Circourt, *Le duc Louis d'Orléans, frère de Charles VI, dans la Revue des Questions historiques*, t. XLVI, 1880, p. 122; E. Jarry, *Le « voie de fait »*, p. 540. *Les origines de la domination française à Gênes*, p. 288. Cf. Fr. Novati, *Epistolario di Coluccio Salutati*, t. II, (Rome, 1896, in-8°), p. 53, note 1. — Suivant Martin d'Anastil, Benoît XIII aurait envoyé l'évêque d'Assise et Bertolino de Rustici au seigneur de Milan, aux villes de Bologne, de Florence, de Pise, etc., et ces ambassadeurs seraient revenus fort satisfaits. Je lis, d'autre part, dans un traité com-

Ce fut peut-être la raison pour laquelle Boniface IX envoya, l'année suivante, un émissaire en Avignon. Celui-ci, d'ailleurs, se croisa avec une ambassade dirigée vers Rome par Benoît XIII¹.

Le pape d'Avignon se faisait des illusions étranges. On répétait autour de lui que les Romains avaient appris son élection avec plaisir et n'étaient probablement pas éloignés de le reconnaître². Parvenus à Marino, ses envoyés profitèrent de leur séjour chez le comte de Fondi pour nouer des relations suspectes avec certains groupes de Romains³. Boniface IX eut vent de ces intrigues, il surprit une lettre d'un évêque de Ségovie qu'il avait chargé lui-même de s'entretenir auprès des envoyés avignonnais, et qui, trahissant sa confiance, avait trempé dans leurs complots. Bref, il refusa l'entrée de Rome aux émissaires de Benoît XIII et demeura convaincu qu'ils n'étaient venus que pour fomenter des révoltes dans ses états⁴.

Lui-même, qu'on a représenté, bien à tort, comme disposé à accepter l'arbitrage du roi de France⁵, songeait seulement à

pond en 1406 ou 1407, *Quendam religionem de restitutione et aux restitutione obedientiam* : « Rom. nulli s' asservit se cathedram ex mente usurpante et cum christi teret pro bono Ecclesie cum opus esset : hoc significavit domino Medialanensi per episcopum lune Urbeveranum (sic), aunc archiepiscopum Aquensem (Thomas de Poggio), idem Florentie et Bononie et aliis locis Ytalie per episcopum Ascanum et per quemdam Bertolinum. » (Bibl. nat., ms. latin 9789, fol. 156 v°; Du Brelay t. V p. 36. *Tiémuruz annus anecdotorum*, t. II, c. 1178. — Benoît ne se contenta pas d'écrire à la seigneurie ; il s'adressa aux bourgeois les plus influents de Florence : nous avons la réponse de Coluccio Salutati, datée du 20 janvier 1395. Ce sont force compliments et encouragements à poursuivre, Salutati profita de l'occasion pour nouer avec Benoît un commerce littéraire et lui exprimer son vif désir de posséder certain *Plutarque* (Fr. Novati *op. cit.*, p. 33-37.)

1. V. le mémoire rédigé par Nicolas Byneric, vers la fin de 1393, *Contra Universitatem Parisiensem* : « Hanc viam inquisitionis et agnitionis veritatis, sine tuamque dominus papa modernus Benedictus continuavit, cum ambasciatores suos seu nuncios in Ytaliam, ad Istruam et ad Romanos aorunque principes, et ad illos de quibus confidit quod possint prodlesse, destinavit » (Bibl. nat., ms. latin 2171 fol. 34 v°.)

2. V. surtout Martin d'Alpartil. Cf. une lettre du cardinal Galeotto de Pietra mala vantant aux Romains la vertu et le zèle de Benoît XIII et leur annonçant les ambassadeurs que ce pape leur envoie (*Ampissima collectio*, t. I, c. 1544).

3. F. Eberle, *Archiv für Literatur.*, t. VI, p. 163, 172 et sq ; Martin d'Alpartil.

4. Lettre de Boniface IX à son camerlingue, du 4 avril 1396 (Arch. du Vatican, Reg. 215, fol. 53 r° ; Rinaldi, t. VII, p. 601. Cf. Gregorovius, t. VI p. 612).

5. C'est ce qui résulte d'un mémoire adressé, je le crois, vers cette date, par un personnage qui est peut-être l'évêque de Glandève (on lit on note, « Credo quod sit episcopi Glandatensis » à un prélat qualifié de « pater reverendissime

son droit, dont il était bien à même d'apprécier la valeur, puisqu'il avait jadis pris part à l'élection tumultueuse d'Urban VI, était, de plus, attesté par le suffrage unanime des anciens cardinaux : il croirait en abdiquant manquer à tous ses devoirs. S'y résignerait-il ? Ce serait en pure perte. Jamais les cardinaux, jamais l'Aragon, la Castille, jamais surtout la France ne se rallieraient au pontife de Rome Urbain VI, en fulminant contre Charles VI une sentence d'anathème — tel était du moins le bruit qu'on avait répandu¹ — avait ôté à ses successeurs toute chance d'être reconnus en France. L'abdication de Boniface IX s'imposait donc, et elle devait contenter tout le monde : les cardinaux d'Avignon, dont la décision prévaudrait, et ceux de Rome, dont Benoît XIII améliorerait la situation, les princes et peuples de l'obédience avignonnaise, parce qu'ils verraient consolider le trône de celui qu'ils regardaient comme le pape légitime, et ceux de l'obédience romaine, parce que Benoît XIII comblerait leur vœu le plus cher en reportant le siège de la papauté en Italie. Ni le roi des Romains, ni celui de Hongrie n'avaient d'objection à faire contre cette solution. Les amis, les parents du pontife de Rome, Boniface IX lui-même y trouveraient leur compte : ils échangeraient une situation précaire, troublée par de continuels soucis, contre un bonheur certain autant que légitime, fait de sécurité, d'opulence et de repos. Si, d'ailleurs, le pape de Rome manquait cette occasion, sa chute n'en serait pas moins certaine : tôt ou tard quelque prince de l'obédience avignonnaise le contraindrait à déguerpir.

C'est un langage de cette sorte, insinuant et menaçant tour à tour que tint à Rome, au mois d'août 1396, une nouvelle ambassade avignonnaise, conduite par Fernando Perez, évêque de Tarazona². Celle-là du moins put parvenir jusqu'à Rome, mais à la

¹. V. plus haut, t. II, p. 66. — « Du côté d'Avignon, au contraire, fa t-on observer à n'a été entamé de poursuites contre aucun roi, si ce n'est contre Charles... » (F. Ehrle, *loc. cit.*, p. 189.) Le R. P. Ehrle propose ici de sous-entendre Charles le Mauvais, roi de Navarre, je crois plutôt qu'il s'agit de Charles de Duras.

². Martin d'Alparil, F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. VI, p. 168, 169 — Les pouvoirs de Fernando Perez, notamment celui d'absoudre les urbanistes repentants, sont datés du 19 mai 1396 (*Arch. du Vatican Reg. Aragon. XXI Bene-*

condition de se laissser enfermer dans le Vatican et de n'entretenir aucunes relations au dehors. Les colloques de l'évêque avec Boniface IX n'eurent, d'ailleurs, d'autre résultat que de faire apparaître la répugnance invincible du pontife italien, non seulement pour les voies de concision, de concile et de compromis¹, mais aussi pour la conférence que préconisait Benoît XIII. Loin d'agréer le projet d'un rapprochement qui eût eu lieu, par exemple, dans la Juviera de Gênes², Boniface IX ne voulait entendre parler que de la soumission pure et simple de son compétiteur. Il y eut des scènes orageuses. L'évêque de Tarazona revendiqua pour son maître la qualité de pape légitime et s'emhardit jusqu'à menacer l'« antipape » d'une intervention armée, qui pouvait, disait-il, se produire dans les six mois. Ces rodomontades furent sans effet. Une fine allusion que fit Boniface aux embarras de son rival et au peu d'envie qu'il devait avoir de mettre le pied en France montra d'ailleurs, que le pape romain n'ignorait rien du désaccord survenu entre les cours d'Avignon et de Paris³.

Sa Benoît XIII, effectivement, pour l'offensive qu'il méditait, ne pouvait nullement compter sur le concours de la France, il ne s'en flattait pas moins de réaliser ses menaces grâce aux intelligences qu'il entretenait en Italie. A Terracine, qui appartenait au comte de Fondi, ses ambassadeurs, en débarquant, avaient reçu le meilleur accueil : la population était accourue au-devant

Ant. XIII, fol. 53^{re} et sq.). On reprocha plus tard à Benoît XII d'avoir envoyé cet ambassadeur à Boniface IX sans en informer ses cardinaux (*Religione de Saint-Denis*, t. II, p. 428).

1. Je ne sais où Pierre de Thury prenait que Boniface IX avait proposé à Benoît XIII la réunion d'un concile général, et que celui-ci avait refusé contre l'avis de ses cardinaux (mémoire de 1398, passage cité par Rinaldi, t. VIII, p. 5).

2. On avait pensé encore à ménager, sinon une entrevue, du moins un rapprochement des deux papes dans le diocèse de Bayonne, dans les terres du comte de Fondi ou dans l'île de Sicile. *Archiv für Literatur.*, t. VI, p. 191, 192.

3. *Ibid.* p. 173-185. Martin d'Albarril, qui a eu sous les yeux des actes notariés dressés par un des envoyés, Thomas de Collioure. — Benoît XIII plus tard, attribua l'échec de son ambassade à « attitude hostile de la cour de France dont Philippe Beaumercq avait dû être pleinement informé » (ibid.). *Archiv für Literatur.*, t. V, p. 431. — Comme le fait remarquer le R. P. Ehrle (*ibid.* t. V, p. 170), il ne faut se servir de la relation de Fernand Perez qu'avec une certaine circonspection, soit que ce soit le rapport original adressé à Benoît à l'issue de l'ambassade soit qu'il s'agisse d'un résumé destiné à être répandu dans le public. Dans ce dernier cas surtout, les réponses de Boniface IX ont pu être quelque peu dénaturées.

d'eux en portant des branches d'olivier. Le comte lui-même les avait retenus plusieurs jours et fait escorter jusqu'à Marino¹. En revenant de Rome, l'évêque de Tarazona se fit transporter à Cività Vecchia, port de l'église inféodé au préfet de Rome, Jean Sciarra². Bien que cet ancien partisan de Clément VII, converti en 1393³, eût, depuis lors, tourné ses armes contre les routiers clementins⁴ puis, à la suite d'une nouvelle brouille, se fût encore réconcilié avec Boniface IX⁵, il ne laissait pas de correspondre indirectement avec Benoît XIII⁶, et le rendez-vous qu'il donnait alors à l'évêque de Tarazona n'avait d'autre but que la conclusion d'un traité secret aux termes duquel il engageait au pape d'Avignon, pour 12 000 florins, la citadelle de Cività Vecchia. Convention d'une portée plus haute qu'on ne pourrait le croire. Benoît XIII acquérait sur la côte d'Italie un port tout prêt à le recevoir quand il croirait le moment venu de se rapprocher de Rome. En même temps, des négociations avaient été entamées par l'entremise du comte de Fondi⁷, et le parti qui détenait le

1. Martin d'Alpartil. P. Elsie, *Archiv für Literatur*..., t. VI, p. 173; cf. p. 166.
— Vers le même moment, Benoît XIII s'occupait de faire parvenir un riche présent au comte de Fondi (il lui avait déjà envoyé un souvenir lors de son avènement, : « Item, xix mensis julii, pontificatus dicti domini nostri anno II, de ipsius mandato, vii ad comitem Fuzi, et in recessu, et de mandato domini nostri, tradidit Johanni Romani claves camere thesauri, de qua dictas Johannes recepit unam pulchram cupam, de madre coporiam, munusculum de auro, lapidibus preciosis et margaritis, pro dante comiti Fundorum. » Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XVI Benedicti XIII*, fol. 32 r°. A cette époque, Louis, évêque d'Amise, avait le titre de vicaire général de Benoît XIII dans les deux provinces de Maritima et de Campanie : sa nomination est du 26 octobre 1394 : il reçut encore divers pouvoirs à la date du 3 juillet 1395. *Reg. Avenion. III* fol. 163 r°, *Reg. Avenion. IV*, fol. 112 r°-113 v°.

2. Martin d'Alpartil, passage cité par Zurita, t. II, fol. 423 r°.

3. V. plus haut, t. II, p. 146.

4. *Cronaca di ser Guerrero di ser Silvestro*, publiée par G. Mazzatini dans l'*Archivio storico per le Marche e per l'Umbria*, t. I, 1884, p. 492.

5. Fra Francesco di Andrea da Viterbo (éd. F. Cristofori, *ibid.*, t. IV, 1888, p. 32), Nicola della Tuccia J. Ciaupa, *Cronache e statuti della città di Viterbo*, p. 10. *Supplemento Muratori* t. XVI, c. 1101. Minerbetti (Turin, t. II, c. 300), *Annali Forolivienses Muratori* t. XXII, c. 260, Arch. du Vatican, *Reg.* 313, fol. 32 r° et 33 v°; Theiner, *Codex diplomaticus domus temporalis S. Sedis*, t. III, p. 19, 20, C. Caluso, *I prefeti di Viterbo*, dans l'*Archivio della Società Romana di storia patria*, t. X, 1887, p. 560, 561, 567.

6. E. Jarry *La vie politique de Louis de France*, p. 159. La « vase de fait » p. 328.

7. Cf. la lettre adressée aux Romains par Galotto de Petramala. *Impostura collecta* t. I, c. 141.

gouvernement de Rome avait promis, s'il faut en croire un confident de Benoît, d'acclamer ce pontife sitôt qu'il se présenterait ¹.

A vrai dire, la lenteur de la cour d'Avignon, ou plutôt la versatilité de Jean Sciarra firent échouer ce projet. Benoît XIII différa l'envoi de la somme promise ; quand une galère amena la troupe qui devait en son nom, prendre possession du château de Cività Vecchia, le Prefet répondit qu'il n'avait plus besoin d'argent. Il continua pourtant à dire qu'il livrerait la citadelle, si Benoît XIII venait en personne lui en demander les clefs : mais il avait trop souvent manqué à sa parole pour qu'on pût faire grand fond sur cette promesse nouvelle ².

J'ajouterai que Clément VII avait légué à Benoît XIII un certain nombre de places fortes dans l'Italie centrale, postes avancés que le pape d'Avignon conservait avec un soin jaloux dans l'espoir d'en faire la base de ses opérations futures. Il inféodait le château de Bolsène aux deux frères Conrad et Luc Monaldeschi ³. Il nommait le cahorsin Jean Jandon de Grammont gouverneur, pour dix ans, du château de Soriano ⁴. Il rengageait Bernardon de Serres, qui continuait de promener à travers le Patrimoine la bannière clémentine, et à qui la présence de Courcy en Italie semblait devoir prêter une force nouvelle ⁵. Bref, le

1. Martin d'Alpartil — Dès le 7 septembre, l'évêque de Tarascon était de retour en Provence. F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. VI, p. 169.

2. Martin d'Alpartil — Au mois de mai 1367, le cardinal de Pampelune, arrivant les grandes lieues d'un paquet d'instructions pour des ambassadeurs que le roi d'Aragon se disposait à envoyer à Rome, insistait sur la nécessité de les mettre bien au fait de la question de Cività Vecchia, ils devaient profiter de leur passage pour examiner les lieux, se rendre compte de quelle utilité serait un port en cet endroit pour Benoît XIII et pour le roi Martin. Quant à l'acquisition même de la place, il semblait difficile au cardinal que les ambassadeurs s'en occupassent : « c'eût été inspirer des soupçons et sortir de leur rôle de médiateurs » F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. VII, p. 13.

3. Bulle du 24 novembre 1361, Arch. du Vatican, *Reg. Aragon, III Benedict XIII* fol. 290 v°.

4. Bulles du 17 janvier 1363 et du 10 janvier 1366 *Ibid.* fol. 190 r, et *Reg. Aragon, XXV*, fol. 39 v°. Dans le premier de ces registres, le copiste a transcrit par erreur, « J. de Malmonie, » au lieu de « » de Magnemonte. » Cf. le t. II de cet ouvrage, p. 165, note 3, et F. Ehrle, *Historia Bibliothecæ Romanæ pontificum*, t. I, p. 29.

5. E. Jerry, *La « voie de fait »...*, p. 327, 328, 330. — Le 8 avril 1366, Bernardon de Serres était encore « capitaine de certaines gens d'armes étant dans le Patrimoine » au service de Benoît XIII et ce pontife s'occupait de lui faire payer

recours aux armes, la conquête de Rome, l'expulsion de l'étranger : mais en l'air telles étaient les chimères dont se repaissait l'imaginaire du successeur de Clément VII. On

1000 *denari* d'or (P. Ertle, *Archiv für Literatur.*, t. VI, p. 103). Je trouve aussi divers articles relatifs à Bernardin de Serris dans un compte de Jean Lascaris, trésorier de Benoît XIII, du mois de mars 1366 : « Item, Pietro de Scarsel, monico muno cum carta littera ad Bernardinum de Serris, capitaneum certorum gentium grorum in Patrimonio lxxviii s flor. Camera. — Thome de Fodio, campori., pro una cupa et una aqueria et sex facis argenti ad quos captus anno predicto et tunc per dominum Papam fuit Bernardinus s flor. Camera. — Item Pietro de Mondo aragone cum militibus per dominum nostrum Papam ad dominum Bernardinum super certis negociis, lx flor. Camera. — Item, Pietro Segumar, hostiario minori domini Papae, missio per ipsum ad castrum Surani, in Patrimonio Ecclesie, xxx scudi auri. » (Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea* ad ann. 1364-1369, n° 37.) Mais, par lettre du 17 octobre 1369, Benoît XIII donne à Pierre, évêque de Dax, qu'il envoyait dans le Patrimonio, des pouvoirs pour traiter avec Bernardin de Serris, capitaine des troupes qui servaient contre l'Église, ou avec ses frères et lieutenants Germain et Antoine de Serris (Arch. du Vatican, *Reg.* 315, fol. 124 v°). Nous savons, d'autre part, que Bernardin, vers ce moment, entra au service de Florence, et que les places qu'il avait en sa possession furent vendues à Boniface IX (P. Durrans, *Les Guirons en Italie*, p. 197, E. Jarry, *La voie de fait*, ..., p. 546).

1 Je ne citerai qu'un petit nombre de documents inédits relatifs au rôle que jouèrent à ce moment en Italie les routiers clementins. La résolution suivante fut prise le 4 janvier 1364 par le conseil de la république de Florence : « En la citate imporre una presta per recuperare la terra di Montemmo, occupata dai Bretteoni nemici del comune di Siena. » (Arch. d'État de Sienne, *Consiglio della Campagna*, ancien n° 102, fol. 123.) Une bulle adressée par Boniface IX, le 31 mai 1363, à l'évêque de Viterbe nous apprend que les Bretteons clementins, en très grand nombre, avaient entrepris une expédition contre le territoire de Corneto, et qu'ils l'avaient mis à sac : « la populo de m. » (Arch. du Vatican, *Reg.* 311, fol. 256 v°). Le 8 mai 1366, les Bretteons clementins prirent encore des routiers clementins : « Avendo il Papa » (Arch. du Vatican, *Reg.* 311, fol. 256 v°). La même année, il fut fait contre les Bretteons, alla quale domandava si avesse con lui il comune di Siena fu deliberato che si eleggessero persone accio potessero a tal domanda ad alla risposta che si doveva fare a dette lettere. » (Arch. d'État de Sienne, *Indice delle deliberazioni di Concistorio delle Riformazioni di Siena*, n° 183, fol. 9.) Au mois d'août 1366, la dépense de Benoît XIII pour la guerre en Italie s'élève à plus de 1.000 florins (Arch. nat., L. 378). Quant au condottiere Rinaldo Michelotti, qui se révolta contre l'Église dès l'époque de Clément VII et se rendit maître successivement d'Anagni d'Orvieto, de Todi, etc. (A. Thayer, *Codex diplomaticus domini temporis S. Sedis L. III*, p. 101), l'histoire de Sienne (P. Durrans, p. 116, L. Fumi, *Codice diplomatico della città d'Orvieto*, p. 293), je n'ai point trouvé la preuve de ses relations avec Benoît XIII, bien que Boniface IX dans une de ses bulles, le traite de clementin (Arch. du Vatican, *Reg.* 315, fol. 331 v°). Par contre, j'ai eu sous les yeux une bulle de Benoît XIII, du 12 octobre 1366, nommant recteur du duché de Spolète et des villes de Todi et d'Orvieto un certain Seposio Michelotti, sans doute un parent de Rinaldo (Arch. du Vatican, *Reg.* Avenson XXV Benedict XIII, fol. 35 v°). Ce fait est ignoré des historiens de l'Italie, qui ne connaissent, à cette date, d'autre recteur du duché de Spolète que Jean Tomacelli v. A. Sansi, *Storia del comune di Spoleto*, Foligno, 1870, m-r, t. I, p. 272.

conçut comme l'Université les princes et les cardinaux étaient bien venus à lui parler, au même moment, d'abdication.

Du côté des cardinaux, Benoît XIII avait essayé, dès 1395, de regagner le terrain perdu. Le bruit ne tarda pas à se répandre qu'ils avaient déjà modifié leur langage. On ne savait que penser, en particulier, d'outrebois que Jean de la Grange avait, parut-il, fréquemment avec Martin de Salva le confident du Benoît XIII. Des lettres du roi adressées, le 16 septembre, au sacre college et, individuellement, à la plupart des cardinaux exprimèrent l'inquiétude qu'on ressentait, à ce sujet en France¹. La crainte de voir le sacre college céder aux sollicitations du pape n'était pas fondée, si j'en juge par les réponses qui s'échelonnèrent du 29 septembre au 12 octobre². Certains se déclarèrent inébranlable. Jean de la Grange n'avait jamais cessé de défendre la politique royale. Personne n'avait même essayé de séduire les cardinaux de Muret et de Venise. D'autres se donnaient les « humbles chapelains » ou les « utiles serviteurs » de Charles VI, profitant de l'occasion pour louer le roi, implorer ses faveurs ou affirmer leur dépendance. Tous promettaient leur appui sans réserve au projet de reunion³. Benoît XIII n'avait rien à attendre d'un college aussi hostile aux instructions de la royauté⁴.

1. *Amplissima collectio*, t. VII c. 330-332-333, 347. — Seule la réponse du cardinal de Giffone aux lettres de Charles VI sa date, évidemment fautive, du 26 septembre Arch. nat. J 518, fol. 213 v°.

2. Celle du cardinal de Giffone qui est du 8 octobre, a été publiée à tort par Dehise *Une papauté*, t. II, c. 1263 sous la date du 6 septembre.

3. Arch. nat., J 518, fol. 212 et 230 r°, *Amplissima collectio*, t. VII c. 330-348. — Je doute néanmoins que comme le prétend un partisan du Benoît XIII F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII p. 77 plusieurs cardinaux aient écrit après le départ des deux des lettres exhortant les princes et l'Université à faire abstraction de l'obstacle.

4. Cependant il est certain que les cardinaux avaient déjà cherché et cherchaient encore, par la suite, un terrain de conciliation. Voici comment, au mois d'avril 1399 ils rendirent compte au roi d'Aragon de leurs efforts : « Post hec autem domini cardinales, ducere non valentes dominum nostrum aliquibus mediis ad hanc viam (viam reunionis), licet post recessum dominorum ducum longo tempore tentassent, tandem se querunt dantes nostris quod aliquod medium caperet. Et cum nihil aliud appareret domini cardinales, de domini nostri monitione per nos contra eum nitens ut eum medium, — et ad domini nostri pacem, laboraret ut apud Regem quatinus acceptaret — suavit et quod primo loco, cum contra efficaciter etiam data fide, prosequerentur viam Papae, ita quod ex hunc Papa consentiret quod, si illa via non posset habere effectum, reciperet viam Regis et Collegii. Et tunc medium Papa non habuit gratum, nec aliquod aliud (sic) appa-

Il avait plus d'action sur certains princes soumis à son obéissance. En Écosse, il tâcha de prendre les devants¹. En Castille, il dispensa des faveurs², promit des confidences³. En Aragon, il s'efforça de faire accréditer que Charles VI ne cherchait qu'à remplacer le pape aragonais par « quelque petit français insignifiant⁴ ». De tous côtés, il s'appliqua à contrecarrer les efforts de la diplomatie française.

rei. Iterum, post magni temporis intervallum, domini, de ipsius domini nostri mandato congregati, apperuerunt domini nostri suam viam conventionis nobis hic, predictis et custodis de hi Regi a prius aucta in scriptis obtulerat, et super hoc laborarent apud Regem. Nec istud Papa gratum habuit. Et post, nec est aliud, apperuerunt aliqui domini et dixerunt: Papa, si ei placeret, quod laborarent apud Collegium et inde Collegium apud Regem quod illi que responderet domini ducibus in hi oculis... poneretur in *Practica* — prout scriptum est et ubique nobis bulla transmissum — et per Regem et per Collegium acceptaretur. Respondit quod non. (Arch. nat., J 518, fol. 172 v°. Bibl. nat. ms. latin 1481, fol. 39 v°. — La *Practica* dont parlent ici les cardinaux, sorte de compilation qu'ils firent des trois réponses successives de Benoît XIII au duc, n'est autre que la *Practica* pro causa *Arce* en huit articles qui parut plus ou moins correctement. D. Martène, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1330, et dont il existe plusieurs exemplaires mss. (J 518, fol. 181 r°, ms. latin 1481, fol. 39 v°. — Ce texte d'ailleurs concorde avec le témoignage particulier du cardinal de Thury, mémoire composé vers la fin de 1396; Arch. du Vatican, *Armarium* LIX, t. XXXIII, fol. 70 r°) et aussi, dans une certaine mesure, avec celui d'un partisan de Benoît XIII qui écrivait également vers 1396: « Bene recurrit quod aliquando dixerunt (cardinales) quod volebant potius in primo ordine viam justicie, et per viam non possent unio haberi, quod tunc venirent ad viam cessionis. Et super hoc domini nostri quavis ab eis: 1° si essent certi de intentione Regis quod hoc vellet acceptare, et ipsi responderunt quod non sed facerent passum suum quod Rex acceptaret; 2° interrogavit eos quomodo intelligebant, si non possent unio haberi per viam justicie, et ipsi responderunt quod, si rex Francie vel alii principes vellet acceptare dictam viam justicie, venirent ad viam cessionis. Et tunc eis domini nostri quod cum jam certum esset quod rex Francie volebat acceptare viam justicie nec aliquam aliam viam, nisi viam cessionis, et domini dices dixerunt, non offerretur sibi aliquid in re, sed videlicet quod vellet eum opere in verbo, et ideo volebat deliberare » Bibl. nat. ms. latin 1478, fol. 31 v°. — Enfin, dans un *Factum* composé après leur soustraction d'obédience en 1396 les cardinaux rappellent une partie des mêmes faits. Ils ajoutent que plusieurs d'entre eux, en désespoir de cause, cherchèrent à persuader à Benoît XIII de renvoyer un concile de son obédience, mais se heurtèrent au même refus (Bibl. Manusc. ms. 1449, fol. 42 r° et v°).

1 Traité du Pierre de Thury (passage cité par Rinaldi, t. VIII, p. 22).

2 Bulle de Benoît XIII du 21 avril 1396 concédant à Henri III la jouissance des deux neuvièmes des décimes de Castille (Arch. du Vatican, *Reg. Avellan.* XXXIII *Benedicti XIII*, fol. 94 r°).

3 Lettres du Henri III du 12 décembre 1396 (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 618).

4 *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1360, 1362. — Un mois environ après son avènement, Benoît XIII avait déjà envoyé en Aragon et en Castille le frère Dominique de Florence. Au moment de partir celui-ci avait demandé s'il devait

Cela ne l'empêcha pas de chercher à regagner la cour. Spontanément, s'il faut en croire le *Religieux de Saint Denys*¹, il non ceda à Charles VI une décime à lever sur tout le clergé de France — faveur dont Clément VII n'avait donné que deux fois l'exemple². Il fit partir, vers le mois de décembre 1395, Guillaume d'Ortolan évêque de Razes, qui ne semble pas être demeuré à Paris moins de cinq ou six mois³. Foulique de Blandy, prieur de Saint-Martin-des-Champs, fut aussi chargé de rappeler aux princes les pieuses traditions de leur famille et de les dissuader de prendre contre le pape aucune mesure coercitive⁴.

Le comte de Nevers préparait alors la fameuse chevauchée qui aboutit au désastre de Nicopolis. Benoît XIII parut s'intéresser à son entreprise. Non seulement il délivra au jeune prince des bulles pour le relever de certains vœux — l'autoriser à communiquer avec les infidèles⁵, lui accorder, ainsi qu'à ses compagnons d'armes, le droit de se choisir un confesseur et de recevoir, à l'article de la mort, l'absolution plénière⁶; mais il lui fit cadeau

porter de la bonne intention qu'avait le pape de faire revenir. « Non misisset illam interitum » lui fut-il répondu (Deposition de ce frère, devenu évêque d'Albi, à l'Asc, m. 2409, Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 2356, fol. 262 r°).

1 T. II, p. 321. — Jouvencel des Ursins (p. 402) reproduit ce renseignement et ajoute : « Dont les papes d'Eglise n'entendent pas bien contents. Et aussi pourtant ne fut pas la poursuite délaissée. » Une des lettres adressées par Jean de Varennes à Benoît XIII contient peut-être une allusion à cette coutume de dévotion (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 36).

2 V plus haut, t. II, p. 361.

3 F. Ehrle, *Archiv für Literatur*..., t. VI, p. 266. — Sur ce prélat, que la *Gallia christiana* (t. I, c. 225) nomme Guillaume de la Tour d'Olergues, et dont le véritable nom est révélé notamment par la pièce originale J 517, n° 54, des Archives nationales, v. la *Gallia christiana*, t. I, c. 1306. Si, dans la mémoire citée ci-dessus il se trouve désigné sous le titre d'évêque de Rodes, ce n'est point par suite d'une confusion de noms, ainsi que l'a supposé le R. P. Ehrle, mais parce qu'il fut effectivement transféré sur le siège de Rodes peu avant le 24 mai 1397.

4 F. Ehrle, *loc. cit.*, p. 192 et sq. — D'après un factum rédigé par les cardinaux en 1396 et d'après un mémoire de Pierre de Thury, Foulique de Blandy aurait été chargé par les ducs de Berry et de Bourgogne de proposer au pape une sorte de transaction : on expérimenterait la « voie du justice », à la condition de revenir, en cas d'insuccès, à la voie de cession. Benoît XIII ne voulut pas en entendre parler (Bibl. Mazarine, ms. 2409, fol. 62 v°, Arch. du Vatican, *Armarium* LV, t. XX, II fol. 70 r°).

5 Bibl. nat., collection de Bourgogne, ms. 100, p. 719.

6 Ces deux dernières bulles sont datées du 11 mai 1396 (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XII Benedicte XIII* fol. 280 r° 288 r°). Le départ de Pierre Ber-

de plusieurs chevaux et mules que lui mena Pierre Berthod, secrétaire du duc de Bourgogne¹. Ce dernier personnage paraît même tout désigné pour agir officieusement auprès de Philippe le Hardi.² Il assure au prince que Benoît XIII était résolu à tenir les promesses du concile.³ Il se plaignait des noms de parjure et d'hérétique dont le pape était fustigé jusqu'en la prison du roi. N'était-ce pas faire le jeu de la partie adverse?⁴ Il s'efforça surtout de persuader à son maître que le pape avait en lui la plus entière confiance. Bref, Benoît XIII, à l'entendre, était inconsolable de n'avoir pu pénétrer durant le séjour en Avignon, la pensée intime du duc de Bourgogne, dont il faisait état

l'écrit d'Avignon doit être antérieur à cette date, car, d'une part il se trouve à Paris en même temps que l'évêque de Liège, « comme » résuite de la phrase suivante qui aurait pu se lire en « adressant » au duc : « Si certains vous parloient plus à plain avoir par monseigneur l'évêque de Vinsach. » ; d'autre part, il doit arriver à Paris avant la « venue » à laquelle on repartit le duc de Bourgogne et le comte de Nevers (E. Petit, *Itinéraires de Philippe le Hardi*, p. 254).

1. Bibl. nat. collection de Bourgogne ms. 100. p. 68 719-720.

2. « Plus volubis Bertoldi » Tel est le titre que porte, dans un registre des Arch. du Vatican (manuscrit LIV 1 XXI fol. 103 r° 104 r°) une sorte de rapport, en français adressé au duc de Bourgogne l'an « mille treis cent quatre » c'est la substance des paroles que M. S. Pape me chargea de « lui dire » quand je pris congé des romains [de St. Bertoldi et de monseigneur le cardinal de Pomposane] au plus près que je pus de vous, combien que je ne pus vous accompagner au delà [car je n'en eus pas une dignité suffisante à cet effet]. — Le lendemain est accompagné en voyage d'un certain nombre « ecclésiastiques » et de ses secrétaires de la main de certains de Pomposane lui-même des autres quelques autres pour porter promesses par Bertoldi au nom du pape au duc. « Vint qu'il vous vident les diables la vertu d'écouter... Non plus les verbes unques » tout d'un coup dix... Neque quid intendit... » Ainsi s'explique l'épithète « volubis » appliquée, dans la rubrique, au rapport de Bertoldi. Mais, d'autres fois, le cardinal de Pomposane approuve explicitement les déclarations de l'envoyé, ou bien il ne laisse rien à y répondre, et son silence même atteste que Bertoldi, d'une manière générale, n'a pas trahi la confiance de son mandant.

3. « Et outre, m'a dit que, pour la singulière affection qu'il a à la dite union il est prêt et toujours sera de tenir garder et entretenir la cédula par lui et par les cardinaux jurés d'observer du concile sans condition ou restriction aucune et néanmoins veult et lui veult causer et revocquer toutes protestations et inhibitions quelconques, se par lui ou par ses légats ou autres qui à ce pourroient estre contraires, par les quelles l'effect de la dite cédula pourroit autrement estre empêché ou contraindre. Premièrement me ont monseigneur le cardinal de Pomposane que M. S. Pape a par lui ou par ses légats la voie de croiser de ses vassaux, mais, avant que à celle voie soit croisée, il demandent que les ministres et autres le puissent courir l'effect de la dite cédula en point d'observer la dite voie de croiser. »

4. « Item, mon très redoubté seigneur vous prie nostre dit S. Pape, comme devant, qu'il vous plaise à commander ce qui est la voie de croiser et de ce qui doit être fait par vous et par les autres seigneurs de France et par les autres par les

comme d'un des « plus sages prud'hommes et catholiques » artisans de la chrétienté. Volontiers il s'en rapporterait à lui, s'il pouvait, au préalable, lui exposer ses raisons, et s'il était sûr que le prince, en lui répondant, ne se laissât influencer par personne¹. Débâtes, non seulement au nom de Benoît XIII, mais ce qui était peut-être plus significatif encore, au nom du confident du pape, le cardinal de Pampelune, ses compliments et ses promesses tendaient à atténuer la fâcheuse impression qu'avait rapportée d'Avignon le plus puissant des évêques de Charles VI.

Au surplus, toutes les démarches des émissaires pontificaux ne réussirent peut-être qu'à décider une cinquantaine de bacheliers et de licenciés en droit de Paris à envoyer leur rôle à Benoît XIII². Médocre résultat d'un grand effort. Encore vit-on l'Université, indignée d'un tel acte de déférence, lâcher d'empêcher le rôle des juristes de parvenir à son adresse³ et

berger. Il semble que l'on eût publié et mandater second en grand prestige et deshonneur de vous, mes seigneurs de France de part d'ici et de fortifiant la partie adverse en son erreur car, comme vous et conseil public tout communément à cause des choses d'iceux de France en Allemagne et ont par ce moyen de la obéissance de la dicte partie adverse, ce qui lui a été fait n'est pour ce que vous et mes autres seigneurs doutés du droit de nostre dit S. Père... »

1. « Il me dist qu'il avoit en trois jours en vous, deus tous autres, perfects et singuliers affection et confiance, et par especial au fait de l'union de l'Eglise et qu'il estoit très contenté que, quant vous fustes derrenierement] en Avignon, il ne put plus à plein savoir de vostre volonté outre la charge que vous aviez et qu'il vous reputa l'un des plus sages, prudhommes et catholiques de tout le monde et en tant que vous et vres raisons il fut bien vray et me mist mal au fait et au mal en vostre conscience, et metroit encore, ou ce qu'il sauroit que ce que vous en dirés venist de vous et de vostre pure et propre conscience, et non pas au porchas ou instigation d'autrui. Item, m'a dit monseigneur de Pampelune ce qui s'ensuit. Meusi à Dieu que monseigneur de Bourgoigne feust venu tout seul par devers N. S. Père, ou au moins avant que les requestes et demandes du part le Roy et son Conseil lui eussent esté faites, qu'il eust pu parler à monseigneur de Bourgoigne et sur ce expliquer et déclarer son intention et monstrier ses raisons, afin que sur ce il eust conseillé et dit sa bone entencion selon sa bonne et pure conscience! Car N. S. Père se confioit et confie encore à present de la prudence, loyauté et prouhomme de mon dit seigneur. Il ne doubtoit nés qu'il n'eust au mal son vray et selon son bon conseil et ses bonnes et douces paroles et mesit encore de mon dit seigneur, et l'on que monseigneur eust bien entendu de lui... »

2. Ce rôle placé sous le patronage de l'évêque de Bâle, comprend les noms de onze licenciés et de quarante bacheliers en droit pour la plupart berrons. U. Denifle, *Chartularium Un. parisiensis Parisiensis*, t. IV, p. 16.

3. Lettre aux cardinaux du 20 décembre 1394 (Bibl. nat., ms. Join 14642, fol. 47 r., Bibl. de Rouen, ms. 1253, fol. 102; Du Boulay, t. IV, p. 751).

prendre les mesures les plus sévères pour prévenir le retour d'un tel scandale (21 février 1396)¹.

Le même insuccès était réservé aux efforts désespérés que tentèrent deux agents de Benoît XIII, Pierre Ravat² et Élie de Lestrangé, évêques de Mâcon et de Saintes, pour s'opposer à la réunion du nouveau concile de Paris³. On avait dressé, à leur intention, la liste des prélats ou conseillers auprès desquels ils avaient le plus de chance de réussir⁴. De quels arguments usèrent-ils pour ? Les chaleurs de l'été, les maladies régnantes, la surveillance des moissons, la préparation des vendanges, la pénurie d'argent, autant de motifs qui, à les entendre, allaient retenir les prélats, surtout ceux du midi. Puis les ambassades que Charles VI avait envoyées de tous côtés n'étaient pas encore de retour. Il fallait donc proroger l'assemblée à la Toussaint, à la Saint-Martin d'hiver, mieux encore à une date indéterminée. A quoi bon se hâter, en effet ? Ou le concile ne prendrait aucune détermination, et se couvrirait de ridicule, ou il déciderait d'agir auprès de Benoît XIII par la prière ou par la contrainte. Dans le premier cas, il perdrait son temps ; dans le second il violerait le droit. Un prince était incompetent en matière religieuse ; incompetent aussi, au moins en ce qui touchait l'Eglise univer-

1 H. Douteil, *op. cit.*, t. IV, p. 13, 15, *Anclarium Charolensis*, t. I, c. 715, cf. c. 427, 712.

2 Pierre Ravat paraît avoir fait deux fois le trajet d'Avignon à Paris. Une première fois au mois de mars, et il avait peut-être alors eu pour compagnon de voyage Gilles d'Orléans : un paiement de 26 florins de Chambre fut fait, à ce moment, « magistro Egidio de Aureliano ordinis S. Augustini, missus Parisius per dominum nostrum Papam ». Arch. du Vatican *Instrumenta miscellanea ad ann. 1394-95*, n° 33. La seconde fois, Pierre Ravat vint sans doute à Paris au mois d'août, « ad mandamentum Regis », est-il dit dans un article de compte *ibid.*, n° 40, c'est-à-dire pour répondre à la convocation de Charles VI (F. Ehrle, *Archiv für Literatur*..., t. VI, p. 236).

3 Le R. P. Ehrle a publié : 1° un projet de discours devant la cour de France rédigé par Élie de Lestrangé *invenio telamo*, vers le mois de juin ou de juillet 1396 (*loc. cit.*, p. 230, 241, 233-241), 2° les instructions de Benoît XIII à Pierre Ravat et à Élie de Lestrangé, qui datent environ du mois d'août (p. 218-239). Élie de Lestrangé est l'auteur d'un autre mémoire, demeuré inédit qui se trouve dans le ms. latin 1475 (fol. 57 r°-63 v°) de la Bibl. nat., sous le titre suivant : « Allegationes domini Helie de Laurunus, episcopi Amiciensis reprochantes viam eversionis solum domini pape Benedicli per quosdam apertam, scilicet quod pronuntio non obediencia cadet, etc., certo modo. »

4 Dans cette liste, je remarque le nom de l'évêque du Puy c'est-à-dire de Pierre d'Ailly.

selle, était une assemblée du clergé de France convoquée par la royauté. La conclusion, toujours la même, c'est qu'on devait s'en fier au zèle de Benoît XIII. Les envoyés pontificaux ajoutaient que les pourparlers entamés avec Boniface IX allaient probablement aboutir, à moins que la France ne vint se jeter à la traverse, et ils prétendaient que le projet de conférence mis en avant par le pape d'Avignon avait l'approbation des souverains de Bohême, de Hongrie et d'Angleterre, de la plupart des électeurs de l'Empire, peut-être des rois de l'Espagne.

On verra que le gouvernement demeura sourd à ces avis. Il fut peut-être moins insensible à un bon procédé dont usa Benoît XIII à l'époque même du concile.

Le mariage d'Isabelle, fille de Charles VI, avec le roi d'Angleterre Richard II, arrêté en principe depuis plus d'une année, nécessitait une dispense¹. Pour éviter de solliciter une bulle de Benoît XIII, on avait eu d'abord recours à un expédient singulier. L'évêque de Paris Pierre d'Orgermont étant, dès le 25 mai 1395, fait concéder par le cardinal Gérard, grand pénitencier, le pouvoir de donner à quatre couples la dispense pour parenté ou alliance au quatrième degré. Or, en 1396, l'évêque de Paris fut invité à faire profiter Isabelle et Richard II d'une de ces quatre dispenses. Artifice assez grossier car, en admettant que Benoît XIII ne fût pas tout à fait étranger à la faveur concédée par son pénitencier², il n'avait sans doute pas entendu aliéner un droit dont les papes se montraient particulièrement jaloux, celui d'autoriser ou d'interdire, en cas de parenté ou d'alliance, les unions matrimoniales entre maisons souveraines. Cependant, le 4 mars l'évêque de Paris, en présence des princes et du Conseil, donna solennellement la dispense, huit jours après, Simon de Gramaud célébra le mariage par procuration. Il semble pourtant qu'on ait eu honte de poursuivre jusqu'au bout cette ruse : l'acte n'est point scellé et n'est revêtu que du signet d'un

1. Si l'on remonte à Philippe III le Hardi, l'auteur commun, Richard II et Isabelle n'étaient parents qu'au sixième degré; mais Richard II avait épousé, en premières noces, Anne de Luxembourg, dont la jeune Isabelle était cousine au quatrième degré.

2. Celui-ci avait déclaré n'agir que sur l'ordre exprès du pape.

notaire; une large place blanche réservée aux signets de deux autres notaires n'a pas été remplie¹. Enfin, à l'approche de l'époque où devaient être échangées entre les époux présents les dernières promesses, on s'efforça de se procurer une dispense plus régulière. C'était le moment où le clergé de France allait se prononcer. Soit que Charles VI en eût fait la demande, soit que le duc d'Orléans eût mis cette condition à l'intervention dont il sera question plus loin, soit que les agents pontificaux eussent imaginé ce dernier moyen de se rendre la cour favorable, une bulle de Benoît XIII donna, sans mentionner l'acte de Pierre d'Orgemont, les dispenses nécessaires pour qu'Isabelle de France pût épouser le roi d'Angleterre 30 août 1396, 2. /

Un peu plus tard, le pape accorda d'autres dispenses, non moins utiles, pour le mariage de Jeanne, autre fille de Charles VI, avec Jean, comte de Montfort, fils aîné du duc de Bretagne (3 octobre)³. Il rappelait ainsi à ceux qui l'oubliaient trop facilement qu'en certaines circonstances la royauté se trouvait bien de pouvoir encore compter sur l'appui du saint-siège.

On le voit durant les dix-huit mois qui séparent la première et la seconde assemblées du clergé de France, Benoît XIII

1 Arch. nat., J 842 n° 9.

2. La bulle est adressée à Charles VI : « ... I me est quod nos, tunc in hac parte applicationibus inclinati, cum dilectis in Christo filijs Helmsbet, nata tunc, ut ipsa certissimo in Christo filio nostro Richardo, regi Anglie illustri, non obstantibus quod quarto consanguinitatis et tercio affinitatis gradibus sint conjuncti, et alio quocunque impedimento inter eos foretiam existente, matrimonialiter copulari et in matrimonio se contractu coniungere licere et licite valeat auctoritate apostolica tenore presentium dispensamus. Gratia ubique de mandato domini nostri Pope. » (Arch. nat., J 853, n° 13, original Arch. du Vatican. *Reg. Arsenion XXII Benedicti XIII*, fol. 360 r°, Bibl. nat., ms. Dupuy 113 fol. 13 r°. Par « quatrième degré de parenté » le pape entend que quatre générations séparent Isabelle de son trisaïeul, le roi de Bohême Jean de Luxembourg et par « troisième degré d'affinité » il indique que Richard II a épousé la petite-fille du même Jean.

3 *Reg. Arsenion. XXIII Benedicti XIII*, fol. 211 r°. — La date de cette bulle s'accorde mal avec le récit du *Religieux de Saint Denis* (t. II, p. 442) — Le 21 janvier 1397, Benoît XIII autorisa Jean, comte de Montfort, et Jeanne de France à se fiancer l'un à l'autre directement ou par l'entremise de leurs pères, et les dispensa de la formalité de la publication des bans *Reg. Arsenion XXII Benedicti XIII*, fol. 457 r°, et Arch. de Loire-Inférieure t. 3. — J. li *Morce-Maloire de Bretagne*, t. 1, p. 424. — Je dois dire que, dans l'intervalle (3 novembre 1396), le pape prit une mesure peu propre à contenter le duc de Bretagne. Il suspendit le cours du subside levé au profit du duc sur le clergé de Bretagne (*Reg. Arsenion. XXIV Benedicti XIII*, fol. 17 r°).

n'avait fait à la cour le sacrifice d'aucune de ses idées. Il poursuivait, de son côté, la politique de Clément VII, sans tenir compte du grand mouvement qui se produisait dans le royaume en faveur de l'union, et ce n'est pour s'efforcer de l'enrayer.

III

Le nouveau concile tint sa première séance, dans le Palais de la Cité, le 16 août 1396 ¹.

L'abstention prévue de la plupart des prélats du midi ne l'empêcha sans doute pas d'égaliser à peu près l'assemblée du mois de février de l'année précédente ². Les mêmes Universités y furent représentées; on y compte trente-trois abbés, quarante-trois évêques ou archevêques, environ la moitié des prélats convoqués.

La réception du clergé par le roi, les discours d'ouverture, les prestations de serments, le compte rendu de l'ambassade récemment revenue d'Allemagne remplirent les dix premiers jours; les débats, en réalité, ne commencèrent que le 26 août, pour se terminer le 31. Mais il importe de remarquer une double circonstance qui distingua cette assemblée de la précédente et influa grandement sur le résultat des délibérations. La prolongation de la mission que le patriarche d'Alexandrie remplissait alors en Espagne épargna au clergé la présidence de Simon de Cramaud, dont on soupçonne peut-être déjà l'humeur intransigeante ³. D'autre part, la maladie du roi et l'absence du duc de Bour-

¹ Un compte rendu quasi-officiel de ce concile, sur lequel on ne possédait que les notions les plus fausses, a été retrouvé et publié par le R. P. Elzéar Jacquet, p. 202-221, et p. 193, 196.

² Il est impossible de déterminer le nombre total des ecclésiastiques qui se rendirent au concile. L'auteur du compte rendu a marqué d'une croix les noms des prélats présents, mais il n'a distingué par aucun signe ceux qui ont envoyé des représentants et ceux qui ont fait complètement défaut. *ibid.* p. 211-216.

³ L'évêque de Poitiers mentionne dans le procès verbal *ibid.* p. 216 mes, pas Simon de Cramaud, ce que on l'a vu, mais Hier de Martreux.

gogne, occupé à négocier avec le roi d'Angleterre¹, laissent le champ libre au duc d'Orléans, dont on a vu commencer les relations intimes avec Benoît XIII. À partir du 26 août, ce prince ne manqua pas de siéger au-dessus des présidents ecclésiastiques, et prit la direction effective des débats.

Il ne s'agissait pas de revenir sur le plus ou moins d'inconvénients ou d'avantages qu'offrait la voie de cession : cette question se trouvait définitivement tranchée par le choix que Charles VI avait fait à l'issue de l'assemblée précédente. Mais comment convenait-il de suivre cette voie ? Sur ce point devait se concentrer toute la discussion, comme le duc d'Orléans le déclara lui-même. « Et le roi, ajouta-t-il, conformera sa conduite » aux avis du clergé, quoi qu'il puisse lui en coûter. »

Alors on vit se produire ces motions téméraires que l'Université tenait en réserve depuis un an : suppression des provisions apostoliques, suspension des levées faites au profit du pape, toutes mesures destinées à vaincre, par l'intérêt, la résistance de Benoît XIII. La seule neutralité convenait à l'égard d'un pasteur qui sacrifiait impitoyablement les brebis confiées à sa garde : ce fut la conclusion de Bernard Alamant, évêque de Condom, que s'empressa d'appuyer le prieur des Bernardins. Entre les mains du pape, la collation des bénéfices n'était qu'un moyen de séduction dont il usait pour écarter le clergé de la vraie voie, il en était de même des taxes apostoliques, qui lui permettaient de répandre ses libéralités sur les clercs et laïques des deux obédiences. Pierre Plaoul, Pierre le Roy et Hugues Lenvoisy² plaidèrent également en faveur de la « soustraction d'obédience. »

Mais, après chacun de ces trois derniers discours, le duc d'Orléans prit soin de faire développer la thèse contraire d'abord par

1. C'est une des raisons que le Conseil du roi avait alléguées le 16 juillet 1396, contre le projet de voyage de Philippe le Hardi. « Aussi, est-il bon que M. de Bourgogne soit avisé qu'il est expedient qu'il et ceux qui sont ordenez aller avec lui, les évêques de Bayeux et d'Arras soient à la journée des prelatz qui doit estre à la mi aoust, et, se il n'oi, devers ledit roy d'Angleterre, il ne pourroit bonnement estre à la journée dessus dite. » Bibl. nat., *Partesurilles Fontanien* 104, fol. 202 v^o 1.

2. Tel est le nom du doyen de Rouen, qui a été par erreur, confondu avec Gilles des Champs. F. Ehrle, *op. cit.*, p. 224, note 1.

l'évêque de Mâcon, ensuite par Sanche Mulier, délégué de l'Université de Toulouse¹, enfin par Èlie de Lestrangue². Avant de se résoudre à la « soustraction », il importait d'en mesurer les conséquences. C'était faire acte de révolte contre le pape légitime, par conséquent, se raveler au rang de schismatiques, tomber plus bas que les urbanistes, qui avaient, du moins, pour eux l'excuse de leur bonne foi. Ainsi allait se perdre cette réputation de princes orthodoxes qui constituait une des parties les plus précieuses du patrimoine de la maison de France. Ravir au pape les « procurations » ou tel autre revenu apostolique, qu'était-ce sinon commettre une sorte de sacrilège, encourir l'excommunication, obliger les prélats à violer leur serment ? Et, si l'on retirait à Benoît XIII la collation des bénéfices, le moyen de pourvoir aux vacances futures sans remplir les diocèses d'intrus ? Cette politique brutale souleverait des résistances, on verrait des prélats souffrir toutes les persécutions plutôt que de désobéir au souverain pontife, parmi les princes, mêmes divergences : ce serait un petit schisme dans le grand. Charles VI se verrait taxé de légèreté : comme il a pris parti pour le pape d'Avignon, de même, dirait-on, il s'éloigne de lui sans enquête, sans réflexion préalable. Ou encore : il reconnaît qu'il a fait fausse route, il avait un prétexte pour se rétracter. Triste spectacle que donnerait alors l'obédience avignonnaise bien fait pour réjouir la vue de l'« antipape » et accroître l'insolence des partisans de l'erreur ! Au surplus, qu'espérait-on ? Forcer le pape à abdiquer ? Mais cette cession contrainte serait nulle, nulle aussi l'élection qui s'ensuivrait. L'Église se trouverait ainsi privée de chef, peut-être pour toujours. Benoît XIII, d'ailleurs, ne cèderait qu'en présence d'un danger imminent. Il s'en irait plutôt chercher un refuge ailleurs. Userait-on l'en empêcher ? porterait-on la main sur le vicaire de Jésus-Christ ? Plût à Dieu que cette honte fût épargnée à la France ! Et pourtant, si l'on laissait le pape

1. Ce frère Prêcheur, maître en théologie, avait pris la parole notamment le 5 novembre 1303, lors d'une procession faite à Toulouse pour la guérison du roi. E. Roschach, *Inventaire des archives de la ville de Toulouse* Toulouse, 1891, in-8°, p. 41.

2. On peut reconstituer le discours de ce dernier en s'aidant du mémoire dont il est l'auteur F. Ehrle, *loc. cit.*, p. 236-241.

gagner quelque autre partie de son obéissance, quelles foudres ne pourrait-il pas, de là, lancer sur le royaume! quel avantage n'en retireraient pas les ennemis des Valois!

Ayant ainsi laissé, dans trois séances consécutives, le dernier mot aux adversaires du parti de la soustraction, Louis d'Orléans prononça la clôture des débats. Le scrutin commença le 4 septembre en sa présence. Chaque membre, à l'appel de son nom, ne se contentait pas d'apporter son bulletin; il en donnait lecture sans doute devant le prince, car cette opération, interrompue le 6 septembre, à cause de l'arrivée de Philippe le Hardi, ne se termina que le 11. Enfermées dans trois sacs, toutes les cédulas furent ensuite remises au duc d'Orléans, et le secret fut gardé sur le résultat des délibérations.

Les soins du duc, ainsi qu'on le sut plus tard, avaient porté leurs fruits. Une partie notable de l'assemblée s'était prononcée pour la soustraction d'obéissance; mais la majorité avait voté l'ajournement de cette mesure jusqu'à ce que Benoît XIII eût été de nouveau sommé d'adopter la « voie de cession ¹. » Ce n'était qu'un répit; mais toute la politique de la cour d'Avignon ne tendait alors qu'à gagner du temps.

En somme, grâce à l'influence du duc d'Orléans et peut-être, dans une certaine mesure, aux manœuvres des agents du pape, le parti modéré triomphait. On voulait oublier l'insuccès des efforts tentés, en 1395, par le frère et les oncles du roi. Encore une fois on allait recourir à la persuasion pour tâcher de fléchir l'obstination de Benoît XIII ².

On se flattait d'autant mieux d'y parvenir que, cette fois, la France ne serait pas seule à préconiser le projet de cession, A sa

1 Ce résultat n'est connu que par une allusion qu'y fit le chancelier Arnould de Corbie dans son discours du 28 juillet 1398. Du Boulay, l. IV, p. 849. On l'ignorait complètement dans l'Université au mois de février 1397, comme le prouve ce passage d'un discours prononcé devant le roi et les princes par le maître es arts Raoul d'Oulmont: « Prelati hujus regni nuper hoc fuerant vesuri aux locis congregati, et ignorantes quid dicerent. » Bibl. nat., ms. latin 24014, fol. 237 r°.)

2. Au mois d'octobre 1396, Louis d'Orléans dépêche vers Benoît XIII son ambassadeur Mathieu Regnault et Laurent de Rus, abbé de Beaupré, sans doute pour presser le pape de se rendre aux désirs du clergé. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 128.

voix allaient se joindre tout au moins celle de l'Angleterre et celle de la Castille.

En disant l'Angleterre, je veux parler du roi Richard A mesure que se resserraient ses liens avec Charles VI, Richard II ne laissait gagner, en dépit de son clergé, à la politique religieuse de son futur beau-père. C'est ce qui apparut aux conférences de Calais du mois d'août¹ : le duc de Bourgogne sut persuader à Richard II d'envoyer une ambassade aux deux pontifes dans l'intérêt de l'union. A vrai dire, l'abbé de Westminster², chargé de cette mission, ne parvint même pas jusqu'à Benoît XIII il ne se sentit pas le courage de rendre à l'« antipape » les hommages exigés par le protocole de la cour avignonnaise et, rebute par cette première difficulté, reprit, sans avoir rien fait, le chemin de l'Angleterre. Mais on affirme que Richard II adressa des lettres également sévères au « pape Boniface » et au « cardinal de Luna », leur fixant le terme de la Sainte-Madeleine (22 juillet 1397), passé lequel, s'ils n'avaient pas accepté la voie de cession, il userait de sa puissance pour terminer le schisme³.

Les mêmes dispositions s'affirmèrent mieux encore dans les jours qui suivirent l'émouvante entrevue de Charles VI et de Richard II (27 octobre 1396⁴). Dans les conférences que celui-ci, après son mariage (4 novembre)⁵, eut avec les oncles du roi de France, il promit de renouveler avant le 16 février sa

1. Ces conférences ne se firent pas, comme on l'a dit (Th. Müllcr, *Frankreichs Unionsversuch...*, p. 18), en Angleterre, mais à Calais, du 14 au 21 août 1396 (E. Petit, *Itinéraires de Philippe le Hardi...*, p. 16).

2. William de Colchester (Dugdale, *Monasticon anglieanum*, t. I, p. 375).

3. *Religiens de Saint-Denis*, t. II, p. 446, 448.

4. *Ibid.*, p. 450-470, cf. H. Wallon, *Richard II*, p. 124. V. aussi le *De subjectione obediencie* de Simon de Craunaud : « Et postmodum adhesit nobis rex Anglie non sine magna maturitate, ut consensuiter credendum est. » (Bibl. aut., ms. latin 14644 fol. 84 v°).

5. La bulle de dispense obtenue de Benoît XIII fut passée sous silence : Simon de Craunaud ne semble même pas en avoir eu connaissance (*ibid.*, fol. 104 r°). Par contre l'archevêque d'York, agissant en vertu de pouvoirs de Boniface IX, leva l'excommunication que Richard II avait pu encourir en contractant mariage « par paroles de présent, » avec une parente et une « schismatique. » Si le prélat agissait, en dépit de ses instructions formelles (Rymer, t. III, iv, p. 131), auprès de la jeune Isabelle du sennet d'obéissance au pape Boniface, c'est qu'il en fut bien convaincu la fille de Charles VI à raison de son âge (elle n'avait pas sept ans), comme exempté de participation au schisme clémentin (*ibid.*, p. 124).

démarche auprès des deux pontifes : quatre ambassadeurs anglais devaient, en compagnie d'envoyés de Charles VI notifier à Benoît XIII, ainsi qu'à Boniface IX, l'entente établie entre les deux monarques et insister pour l'adoption de la voie de cession, en telle sorte que l'union pût être réalisée avant la Saint-Michel (29 septembre 1397 ¹).

Charles VI s'empresse de faire porter ces nouvelles à la connaissance du roi de Castille ², sur le concours duquel il se croyait, à présent, sûr de pouvoir compter. Simon de Craudaud et Gilles des Champs étaient, en effet, revenus à Paris vers la fin du mois de septembre ³ et l'on savait, ou l'on devinait, le sens de la réponse que la noblesse et le clergé de Castille avaient dictée à Henri III ⁴, bien que le texte en fût enfermé dans un pli scellé que les ambassadeurs avaient promis de ne pas laisser ouvrir

¹ Cette convention, dont il existe à Paris et à Rome deux textes quelque peu différents, porte la date du 3 novembre 1396 (Bibl. nat. ms. Dupuy 565, fol. 260^{re} : P. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VI, p. 213) Le *Religieux de Saint-Denis* en a donné l'analyse (t. II, p. 470, 472). Cf. les notes très données, au point de vue de 1396 à Nicolas Paynel et à Jean Courtecoisse (Bibl. nat., ms. cl. 14 260^r). Au moment où Richard II changeait ainsi l'orientation de sa politique religieuse, il écrivit à l'Université de Paris combien il désirait le rétablissement de l'unité. Cette lettre lui valut, à la date du 20 novembre 1396, les remerciements des universitaires. Desile et Châtelet, *Actarum Chancellarii*, t. I, c. 730. Il me paraît impossible de confondre cette lettre, comme le font les savants éditeurs, avec celle que l'Université avait reçue du même roi le 19 octobre 1395 (Du Boulay, t. IV, p. 772).

² Il faut, en effet, que celui-ci ait eu le temps de recevoir l'avis de Charles VI et d'y répondre, et même que sa réponse ait eu le temps de parvenir à Paris avant le 1^{er} décembre 1396, date d'une lettre du duc de Berry qui fait mention de cette correspondance (Arch. nat. B. 1482, n° 25). Charles VI revint ensuite sur les conventions passées avec Richard II dans une lettre qu'il écrivit à Henri III le 18 janvier 1397 (J. 512, n° 2, J. 513, n° 3).

³ Et non vers le milieu du mois d'octobre, comme le raconte le *Religieux de Saint-Denis* (t. II, p. 472). Gilles des Champs retourna le 24 septembre 11 Moranville, *Relations de Charles VI avec l'Allemagne en 1400* dans la *Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XLVII, p. 481, note 6; Simon de Craudaud était à Paris le 29 septembre, jour où il apposa sa signature sur le traité conclu par Charles V avec les Florentins (Arch. nat., J. 503, n° 1 et 27).

⁴ Lettres de Henri III du 12 décembre 1396 (*Impressum collectio*, t. VII, p. 614). Cf. le traité de Simon de Craudaud *De subtractione obsidentium* (n° 81) in *présentia domini regni Castelle, cardinalium et nobilium sacientium* qui utrum communem adimplerent et ad longum revocarent per ambasciatos solenniter regis fuerunt in presencia nuntiorum Pape et nuntiorum solenniter in presencia nuntiorum, struunt, doctorum et baronum regni Castelle quod rex conclusit in dicta actione eodem modo. » (Bibl. nat., ms. lat. 11613, fol. 21^{re}).

avant le mois de janvier suivant¹. Le roi de Castille proposait de combiner les deux systèmes connus sous les noms de « voie de convention » et de « voie de cession ». C'est-à-dire que les deux pontifes et leurs deux collèges de cardinaux s'aboucheraient en un lieu sûr et auraient trente jours pour se mettre d'accord, à l'expiration de ce délai, ils devraient abdiquer. Henri III ajoutait qu'en cas où Benoît XIII repousserait ce moyen terme, — hypothèse qui ne manqua pas de se réaliser — il était disposé à se rallier simplement au projet du roi de France.

Dès lors le gouvernement de Charles VI poursuivait la formation d'une ambassade française, anglaise et castillane qui s'entrait, de la part des trois rois, sommer les deux papes d'abdiquer². Mais ce projet ne put pas de si tôt aboutir³, et l'on

1. Ce pli se trouve aux Arch. nationales J 516, n° 37). Le parchemin est percé, au milieu, de quatre trous par lesquels devait passer un fil aboutissant au milieu de l'un et le sceau qui s'y trouve. Au dos de la pièce on lit : « *Henricus rex Castellie super hoc et circa faciente equitibus per litteras et bonorum iudicium de Calleville et aliorum* ». Le texte se compose de deux parties : la réponse en espagnol faite par Henri III à Simon de Gramaud et à Conrad de Calleville, et un *Modus procedendi cum eisdem* : « *his causis et si la signature du roi. Puis vient la formule suivante écrite de la même main que le reste de la pièce* : « *Et nos Henricus, pater et Alexander et Nicolaus de Calleville milites supereminentes jurissus et jurissus super venerabilem signum crucis et per sancta dei evangelia coram meritis predicti domini regis Castellie per nos corporales laci calidam non speret et ponit nos tunc usque ad tempus presentatum la presentis scriptum* ». Les lignes qui suivent sont autographes, ainsi que les signatures : « *Et juravi ego, Henricus, pater et aliorum*, et les autres par un script et signe compositum signum Henricus, pater et Alexander. Et nos Henricus, Conrad de Calleville, ay juré et signé cette ambassade de mon signé manuel acoustumé. G. Gramaud. » — Le texte de cette pièce a été transcrit dans le registre J 516 f. 4 v. 156 et 156 v. des Archives nationales, où l'on en trouve aussi une traduction française (fol. 157 et 158 v.) — Dès le 13 août 1396, dans les lettres renouvelant son alliance avec Charles VI, Henri III avait permis de poursuivre l'un ou le tout ou plusieurs et dans ce sens, de rendre ses efforts à ceux du roi de France. Arch. nat., J 504 n° 74. Rymer, t. III, iv, p. 121. Mais c'est seulement dans une lettre à Henri III, du 16 janvier 1397 (que Charles VI renouvèle le roi de Castille de la réponse qu'il lui a envoyée par Simon de Gramaud et ses autres ambassadeurs. J 517, n° 3).

2. Lettre du duc de Berry à Henri III, du 1^{er} décembre (1396) : « *Monsigneur le Roy vous envoie par le porteur de ces presentes les noms de ceulx qui s'entrent en deviser pour le fait de l'Espagne et vous leur fait savoir de quel esgal ils sont, tout ainsi que vous l'avez requis et demandé* ». (Arch. nat., K. 1432, n° 24 original signé et scellé.)

3. La cour de France s'impatientait de ces retards. V. une lettre de Henri III à Charles VI datée de Tolède, le 15 février (1397) : « *Ce bien longe que les nos ambassadeurs que nos ambassadeurs par que vos ambassadeurs ys allés con vos* ». (Arch. nat., J 516, n° 12, original signé et scellé, traduction française dans J 517,

devine quelle intervention ingénieuse mais qu'intéressée tenait à en retarder la réalisation.

Les ambassadeurs que le roi de Castille envoyait à Charles VI furent longtemps retenus en Avignon. Cependant le pape faisait repandre à Paris la nouvelle que Henri III avait chargé d'avis¹. Les envoyés castillans finirent par arriver (vers le commence-

n° 2). — Une autre lettre du roi de Castille, du 8 mars 1397, fut probablement alléguée à une seconde de marche de Charles VI : « Depuis que j'en eus les autres six lettres en quey les ambassadeurs prout que je les fuses envoyer leur charmes, j'en eus si bien par d'aut fues et envoi mander aux dix mes ambassadeurs que, le plus tost qu'ils peussent, partissent d'Avignon et fussent d'avers vous à Paris, et bien loing que ils n'eussent esté par leost ce mes de janvier à Paris » (J 515, n° 2). — Dans la même lettre, d'une nouvelle plainte adressée par Charles VI à Henri III le 14 janvier 1397 au sujet du retard présumé des envoyés de Castille en Avignon (J 515, n° 2, original en espagnol, signé et scellé, traduction française dans J 517, n° 2). — Vers le même moment, le roi de Castille recommandait à ses envoyés de se joindre à l'ambassade française, et, en attendant de faire comprendre aux envoyés aragonais, qui devaient se trouver alors à la cour de France, à quel point il y avait accord sur la question religieuse entre lui et Charles VI, de devantant de leur d'annoncer les Aragonais à accéder à la politique franco-castillane : « Aussi la royne d'Aragon n'a fait savoir que elle enverroit sur ce fait de l'Eglise ses ambassadeurs en France, et me prie que je envoi mander à vous autres que vous communiquiez avecques eux », et que, en temporel et en spirituel fusionne tous uns. » (J 517, n° 2). — De son côté, Richard II tardait à envoyer l'ambassade promise, et la lenteur des pourparlers de la France avec la Castille était un des prétextes dont il se servait pour justifier ce retard. V. les excuses que présentèrent, au mois d'avril 1397, ses ambassadeurs : « Touchant leur excuse, qu'ils devoient avir esté envoies à la chancellerie de la Chastelle deversièrement passée à N. S. P. de Rome et à celle d'Avignon, comme fu approuvé : les instances des dix messages si a esté premierement pour l'aloingement de l'ouverture de l'ouverture trois autres, et quels des vers, pour ce que l'ouverture de marches de Calais à ceste milquarisme derrenierement guerdé, comme fu approuvé, et aussi fu del que certains messages d'Espagne y fussent venus en avant pour le fait de l'Eglise, et pour ce furent les dix messages tardés. » (J 517, n° 20).

1. Ces bruits ne tardèrent pas à être démentis de la façon la plus formelle. Lettres de Henri III, du 8 mars (J 515, n° 2; J 517, n° 3), et de Pierre Temerin, archevêque de Tolède, du 5 mars 1397 (J 516, n° 45). — « De la que Vostre Magnéte des lettres que fuses decha de France qu'il Roy me vint avir mander de la determination que fust chose si ferbe de la union de la Eglise. » (Lettre de Pierre Loper à Charles VI, du 10 mars [1397], J 516, n° 46) et la lettre de Henri III à ses ambassadeurs, J 517, n° 3. — Lettre de Pierre de Vras, cardinal d'Espagne, du 8 mars J 516, n° 10. — Pierre Temerin de plus envoies à Paris un message par lequel il combattait la cour de Henri III : « Le par plus de Lestrange, le 27 juin 1396, J 517, n° 57). Charles VI, le 17 avril, protesta qu'il n'avait jamais douté des sentiments du roi de Castille : « Nous ne eumes oncques ymagination que, en ce que vous aviez accordé, vous voudrissiez aucunement varier, et tirassent fermement que vous passassent jusques à la fin d'ordonner ce que si mouvement et par si grant conseil et par vous esté conseillé... Ne voudrissiez donner à y à nous que aucun chose nous voulent dire contre vostre honneur » (Arch. nat., B. 1405, n° 66).

que ce système fut incontestablement plus propre à amener une solution, il ne trouva pas grâce devant la cour. Le roi de Castille s'était prononcé contre toute combinaison qui risquait de laisser l'« intrus » en possession de la tiare; le gouvernement de Charles VI n'envisageait peut-être pas avec plus de plaisir la perspective de voir Benoît XIII maintenu sur son trône. En tout cas, il s'empressa de faire savoir en Avignon qu'il n'admettait pas plus la nouvelle forme de compromis que la précédente¹.

Le pape n'était jamais à court d'expédients. Au mois d'avril², l'évêque d'Avila apporta, de sa part, avec sa « pratique » déjà transmise par les envoyés de Henri III, un nouvel article additionnel. Cet article prévoyait le cas où les arbitres ne parviendraient pas à s'entendre sur la question de droit, et leur fournissait le moyen de trancher au moins la question de fait : ils se contenteraient de pourvoir l'Église *ad cautelam*, et l'on prendrait d'avance de tels arrangements, les deux pontifes abdiqueraient éventuellement de telle manière que celui des deux que désignerait la sentence arbitrale acquerrait par cela seul, s'il ne les avait pas déjà, tous les droits de pape légitime³. Par là même se trouvait écartée la principale objection faite à la voie de compromis. Jamais, avait-on dit, le roi, les grands, le clergé ne consentiraient à remettre leur honneur aux mains d'arbitres appelés à décider s'ils étaient schismatiques⁴. Mais Benoît XIII leur montrait que

1. C'est ce qu'apprirent les cardinaux à Martin, roi d'Aragon, au mois d'avril 1397. « Sed in illa cedula delictatur quicquid boni continetur in predictis in cedulis. Quam quidem cedulam Rex reputat prout Rex significavit per suas litteras, in quibus omnia que acta sunt per regem Castelle cum eo significant, prout ipsi regi Aragonie, si placeat, poterit intendi. » J. 318, fol. 172 v°, ms. latin 1461, fol. 39 v°. — On peut lire d'ailleurs, les objections des cardinaux dans le ms. latin 1479 fol. 163 v° et dans le *Thesaurus novus anecdotorum* t. II c. 1147 Cf. un mémoire composé en 1400-1401 sous le titre *Quendam rationes de restitutione et non restitutione obedientie* *Ibid.* c. 1175 et sq.

2. *Ibid.*, c. 1149, 1149, F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VI, p. 360, note 3. — L'évêque d'Avila ne put partir qu'après l'arrivée du roi d'Aragon, qui eut lieu le 31 mars 1397. D'autre part, une note nous apprend que ce prélat se trouvait à Paris aux environs de Pâques (22 avril) (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1140).

3. *Ibid.*, c. 1142 et sq., Arch. nat., J. 318, fol. 181 v°, Bibl. nat., ms. latin 1461, fol. 37 v°, ms. latin 14614, fol. 353.

4. Lettre écrite d'Avignon, le 12 juillet, au roi de Navarre par les ducs de Berry, de Bourgogne et d'Orléans. Arch. du Vatican, *Armarium* L41, t. XXIV, fol. 42 r°, cf. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 528.

La France et le Grand Schisme.

5

l'arbitrage pouvait avoir lieu et mettre effectivement fin au schisme sans imprimer à aucun des deux partis la stérilité d'une condamnation.

Pour comble d'adresse, le pape présentait cet ingénieux article comme une invention du nouveau roi d'Aragon. Il est temps de dire quel auxiliaire précieux Benoît XIII avait recruté en la personne de ce monarque ¹.

Martin, duc de Montblanc, frère et successeur du roi Jean I^{er} avait épousé une proche parente de Pierre de Luna. Occupé à maintenir son fils en possession de l'île de Sicile, il avait attendu près de deux ans avant de regagner son royaume ². C'est alors qu'il sautait l'occasion d'aller saluer, dans Avignon, le pape qui était à la fois son allié et son compatriote (31 mars 1397). Dans quelle mesure concourut-il à l'élaboration de l'« article additionnel » ? Il serait téméraire de le dire. On prétend qu'il était incapable d'en comprendre les termes. En tout cas, il se donnait comme en étant l'auteur, et, quand il le communiqua aux cardinaux, il soutint que Benoît XIII n'en avait même pas eu connaissance ³. Il employa les six semaines qu'il passa en Avignon, non seulement à essayer, par le raisonnement ou par la menace ⁴, de convertir les cardinaux à ses vues ⁵, mais aussi à concerter,

¹ Peu après la mort de Jean I^{er}, la nouvelle reine, Marie Lopez de Luna, se conformant, à un vœu des cortès, avait écrit au roi de Castille qu'elle comptait suivre la voie de cession (*Thesaurus novus arcidatorum* t. II, p. 1100).

² Déjà, durant l'été de 1396, Benoît XIII lui avait adressé son Sicile Autrino de Luna et Bernard de Cervera (Martin d'Alpertil).

³ Journal de B. Boyssel, éd. F. Ehrle, p. 358. Martin d'Alpertil; F. Ehrle, *Archiv für Literatur*., t. V I, p. 1, cf. t. VI, p. 204.

⁴ C'est ce qu'ont prétendu certains cardinaux, *ibid.*, p. 261.

⁵ C'est alors qu'ils rédigèrent la *Gestorum a tempore intrusionis B. regis ad presentem summarii narratio* f. 518, fol. 171-173; ms. latin 1481, fol. 28-30, à laquelle j'ai fait déjà plusieurs emprunts et dans laquelle tout en priant le roi d'user de son influence auprès du pape pour qu'il se ralliât à la voie « plus obligeante », ils firent la critique de la voie de justice et de la voie de compromis : « Certe pauci notabiles hujus obediencie, et item credulæ de alio, hanc vie tam particulare assentirent, nec ideo per quam possemus subici obediencie alterius partis contra propriam consuetudinem... de rege Francie et Castille et de sacre collegio certum est. Et alibi de illo et Anglie, et multi alterius obediencie... » U. A. *Procurator sententia in causa Romana per regem Aragonum*, recit. et supposé par l'un des sept cardinaux qui furent catalogues le 9 avril pour parler avec le roi d'Aragon f. 518 fol. 143 v^o ms. latin 1481 fol. 32 r^o avec des notes manuscrites in *Textus Amplius collectus* t. VII, p. 470-473. A. *consuetudines Dubia facta per cardinales ad Practicum domini regis Aragonie* ms. latin 1479 fol. 163 r^o;

d'accord avec le pape, le plan d'une démarche auprès de Boniface IX. Est-il nécessaire d'ajouter qu'il s'agissait de prémunir l'« intrus » contre la tentation de prêter l'oreille aux ouvertures du roi de France, et qu'on devait, au contraire, lui énumérer les avantages de la voie de « convention et de compromis » ?

Ces ouvertures n'eurent probablement pas grand succès auprès de la cour de Rome, non plus que les démarches analogues que se chargea de faire, de la part de Benoît XIII, l'évêque normand Robert le Meenot, dit l'Ermite¹. Ce vieillard, auquel ses voyages en Terre sainte et certaine apparition miraculeuse avaient acquis une haute considération, dépensait alors le reste de ses forces en ambassades bénévoles qu'il entreprenait toujours pour les plus nobles causes. Précédemment il avait accepté la mission d'annoncer aux deux papes l'ambassade que comptaient leur adresser les rois de France et d'Angleterre². C'est en accomplissant la première partie de ce voyage

Thesaurus novus anecdotorum, t. II, c. 1136 et la *Responsio sacri collegii ad ultimam datam per regem Aragonum* (ms. latin 1479, fol. 168 v^o, ms. latin 1481, fol. 38 r^o). — Le 26 avril, le pape fit répondre aux objections des cardinaux, portées par Pierre Ravat, qu'on accusa plus tard d'avoir tenu, à ce propos, un langage injurieux tant pour le roi de France que pour le sacre college. V. Ehrle, *Archiv für Literaturg.*, t. VI, p. 360. Au surplus un partisan du pape écrivait vers 1396, que les cardinaux, pleinement ralliés au projet du pape complété par le roi d'Aragon, avaient offert de « employer à le faire agréer au roi de France. C'est le pape lui-même qui les aurait priés d'en faire l'objet d'un plus ample examen. » Et fuerunt super hoc deputati vi cardinales, qui aliquas dietas tenuerunt, et quilibet dixit quod sibi videbatur » (Ms. latin 1479, fol. 32 r^o).

1. V. le projet d'instructions rédigé pour les envoyés aragonais par le cardinal de Pampelune (F. Ehrle, *Archiv für Literaturg.*, t. VII, p. 11-14; et p. 4, 7, 1; t. VI, p. 261, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1185).

2. Relation faite devant Charles VI par Robert l'Ermite le 15 janvier (1394, texte français aux Arch. de Vienne, *Armarius 273*, t. XXVI, fol. 7, texte latin, *ibid.*, fol. 13, et Bibl. nat., ms. latin 1477, fol. 1-5). Elle a été publiée, d'après ce dernier ms., dans l'*Amplissima collectio* (t. VII, c. 641), puis par Kervyn de Lettenhove, *Froissart*, t. XVI, p. 311, qui la croyait inédite.

3. Il résulte de la déposition que Robert le Meenot fit à Pise, le 30 mars 1398, qu'il avait reçu cette mission des deux rois lors de leur entrevue, par conséquent vers le 27 octobre 1396. « Ipse testis fuit missus per reges Francie et Anglie qui cum nuntiis de loco dicto Langhelaunt p. e. pour Balinghem, entre Ardres et Grines), sito prope Calenum, Mariniensis diocesis, pateri ad dictum Petrum de Luna ridendo ad Bonifacium, cum litteris de forum denuntiorum regum facitibus mentionem de concordia inter ipsos reges facta, et qualiter ipsi volebant laborare ad unionem Christiane et nullius dictis Petri et Bonifacio plenius ambassatorem. Quam litteras ipse testis primo portavit dicto Petro de Luna, et deinde alias litteras presentavit dicto Bonifacio, tunc Rome residenti. » (Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 2338, fol. 362 r^o). — A son retour de Rome, Robert l'Ermite prétendit y avoir eu connaissance d'une négociation entamée directement par

qu'il se chargea des commissions de Benoît XIII pour Boniface IX. Les deux messages tendaient à des buts opposés; mais le vieil écuyer n'y regardait pas de si près. De la part de Benoît XIII, c'était une habileté de plus que d'utiliser en vue du succès de sa politique un diplomate accrédité par Richard II et par Charles VI¹.

En tout cas, ni ces démarches tentées du côté de Rome, ni ces propositions présentées à Paris ne réussirent à retarder au delà de l'été de 1307 l'imposante démonstration que préparait la cour de France².

Dès le mois de mars le roi de Castille avait pris ses mesures pour que ses envoyés se joignissent à l'ambassade franco-anglaise³. Le comte de Rutland et Wilham Scroop, venus à Paris pour excuser Richard II de sa lenteur, furent suivis de

Benoît XIII et par le roi d'Aragon avec Boniface IX, le comte de Fondi et quelques autres seigneurs italiens. Il n'était question de rien moins que d'obtenir l'abdication du pape de Rome, qui demeurerait, sa vie durant, légal du pape d'Avignon dans toute l'étendue de son ancienne obédience. A cette occasion les deux pontifes ne seraient livrés nupts des seigneurs italiens à un véritable marchandage. Benoît XIII était en ce moment de retour, mais il avait dû renoncer à sonner sa retraite en raison de Robert le Meunier du 25 janvier 1306, *ibid.* col.

1 « *Instructio dala Roberto Heremite, qui vadit Romam.* Prius prædicti dicens Robertus qualiter... reperit eum [Benedictum XIII] valde homo intenciu et boni propositi ad negotium predicta unionis et pacis Ecclesie. Bernardus dicit quod libenter vult quod dicitur de iustitia et veritate juris amborum ad hoc et verum pacis recognoscatur et recipiatur, et qui verus non est desinit, ut fieri debet, nec decipiantur anime. » Si, au projet d'entrevue des deux papes et des deux rois, Boniface IX insiste qu'il doit au préalable être remis en possession des droits dont il prétend avoir été spolié, Robert l'Érmitte répondra que cette question devra être tranchée par les commissaires auxquels sera confiée l'enquête. « Si te peut fier de ce point une bonne réponse, il m'importe du moins à proposer une voie. » Si plus vel aliud non possit ab eo obtinere, saltem habere idem Robertus cum eo ut pro unione tractanda... deputat de suis aliquibus conveniant in hoc aliquo contententi cum gentibus domini nostri, et per eis tractetur de materia, forsan aperientur aliqua media promouenda... » Arch. du Vatican, *Armarius IIV*, t. XXIV, fol. 20 r., de la main du cardinal de Pamplune.

2 Charles VI repousse la conclusion du roi Martin, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1389 et fit immédiatement connaître son refus aux cardinaux, en même temps qu'il les mettait au courant de son entente avec le roi de Castille (Arch. nat., J 515, fol. 175, Bibl. nat., ms. lat. n. 1411, fol. 20 v°).

3. Lettre de Henri III à Charles VI d'après de Talavera, le 2 mars 1307 (Arch. nat., J 515, n° 1; J 517, n° 3); lettre du même à ses ambassadeurs J 517 n° 1. — Tous doivent se rendre près de Benoît XIII. Alphonse Rodriguez veut peut-être aller jusqu'à Rome. Si cet ordre arrivait à Paris trop tard, Charles VI serait peut-être faire parler aux deux papes au nom de Henri III, comme au sien.

prés par un chevalier et deux clercs envoyés d'Angleterre avec mission de se rendre auprès des deux pontifes ¹. Enfin, le 13 juin 1397, Jean Courtecuisse, Gilles des Champs et Colard de Calleville (ce sont les noms des représentants de la France) ² firent leur entrée en Avignon accompagnés des ambassadeurs castillans et anglais ³.

C'est Gilles des Champs qu', le 16 juin, exposa devant le pape l'objet de la triple ambassade Benoît XIII étant supplié, non plus seulement au nom de la France, mais également aux noms de l'Angleterre et de la Castille, d'accepter la voie de cession.

Alors recommença toute une série d'entrevues. Comme si ces mots retenaient pour la première fois à son oreille, Benoît XIII éprouva le besoin de consulter ses cardinaux. Par le fait, il attendit vingt jours avant de leur demander avis ⁴. Entre temps, il fit combattre la voie de cession par un de ses avocats, Boniface degli Ammanati, auquel, en récompense, il donna plus tard un chapeau de cardinal, mais dont, dès le lendemain, Gilles des Champs réfuta toutes les objections ⁵. Cepen-

1. Les instructions du comte de Rutland et de William Segrave sont datées du 27 février 1397 (Rymer, t. III, re, p. 126, mais ils tardèrent à se rendre en France : c'est seulement le 11 avril que Charles VI répondit à leurs communications (J 514, n° 30). Aux termes de ces instructions, l'ambassade anglaise envoyée aux deux papes devait se composer d'un abbé, d'un clerc et de deux chevaliers; dans la réponse de Charles VI il n'est plus question que d'un chevalier et de deux clercs. Mais Martin d'Alipart affirme que Benoît XIII vit venir un maître en théologie et deux chevaliers, sans doute Henri Ratford et William Murray. « Record Office, French rolls, Ric. II ann. XX, n° 4. Le 17 avril, Charles VI s'attendait à voir arriver les envoyés anglais incessamment (Arch. nat., h. 1397, n° 16).

2. A ces noms se trouve joint celui du chambellan Regnault de Foileville dans des lettres de créance adressées par Charles VI à Pierre Tomacelli (Boniface IX), le 14 mai 1397 (Bibl. nat., nouv. acquit. latines 1792, fol. 178 r°).

3. Les Castillans y étaient arrivés dès le 1^{er} juin. Les Français et les Anglais n'étaient parvenus que le 11 à Villeneuve-lès-Avignon. — C'est peut-être vers ce moment que fut écrite à Benoît XIII, au nom de Charles VI, la lettre publiée par Du Boulay t. IV, p. 183).

4. *Processus auctororum Francie, Anglie et Castellæ*, relation composée le 5 août 1397 par quelques personnages d'Avignon, partisan de la cession, peut être un cardinal (J 514, fol. 173 ms latin 1408, fol. 30 v°, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 334. *Religiosa de Saint-Denis*, t. II, p. 538; actes du concile de Perpignan F. Ehrle *Archiv für Literatur* .., t. V, p. 432). Lettre de Henri III du 12 décembre 1396. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 616.

5. *Processus auctororum* .., c. 536, 557, discours de Jean Petit (Bourgeois du Chastenet, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 111), appelé le

dant les cardinaux, sauf trois ou quatre, se prononcèrent pour l'acceptation pure et simple de la proposition des puissances. Alors Benoît XIII répondit que la matière lui semblait ardue, que sa religion était encore insuffisamment éclairée, bref, qu'il ferait connaître dans la suite sa réponse : elle serait, d'ailleurs, de nature à contenter les rois (7 juillet) ¹.

Les envoyés se concertèrent. Puis, au nom des Français, Colard de Calleville exprima au pape son vif désappointement. Il y joignait comme une menace : « Si, passé la Chandeleur, l'union n'était point faite, Charles VI veillerait à supprimer les causes qui avaient jusque là contribué à la prolongation du schisme. » En bon français, cela voulait dire qu'à partir du 2 février 1398, Benoît XIII cesserait de percevoir ses revenus et de conférer les bénéfices en France ². Custilans et Anglais parierent dans le même sens. Pierre Lopez d'Avila renchérit même sur Calleville, et le pape ne put sans émotion l'entendre déclarer que la résolution du roi de Castille était définitive.

N'enquêlé qu'au bout d'un mois, Benoît XIII, débarrassé de

¹ Université de janvier 1407, *Quædam rationes de restitutione et non restitutione abdicentur* (Thesaurus novus auctoritatum, t. II c. 1300, § 180 : *memoria de duobus cardinalibus de mai 1398* (F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. VI, p. 263).

1. D'après un *Factum* composé par les cardinaux en 1399, la réponse de Benoît XIII aurait été, non pas plus satisfaisante, mais plus précise : « Item est notandum quod, licet dominus Benedictus dominis ductibus post viam iustitiam et compromissi quoniam appellat iudicio, obtulisset aliam viam rationabilem et ultimam quod servaret eorum in conclusu iuriam tamen ex parte illa duntaxat, scilicet de alia via rationabili illam et de stando eadem iuste et multa via subtraxit, quoniam in responsione quam fecit ambaxiatoribus trium regum hoc eulius acuit viam solum conventionis et compromissi iustificando, et cum a nonnullis sibi decretum quod « scandalum plurimum de alia promissione iniecit, respondit quod aliud non faceret nec offerret nisi solum viam iusticie antedictam » (Bibl. Mazarine, ms. 1419, fol. 43 v°) — Je citerai encore un traité, écrit vers ce moment, qui démontre l'avantage de la « voie de justice » et qualifie la voie de violence d'odéreuse. Il est intitulé tantôt *Fundamenta via iusticie*, tantôt *Quædam brevia perscrutatio et deductio quæ via iusticie est brevior et securior quam via cessionis*. J'en connais trois exemplaires (Bibl. nat., ms. lat. 14614, fol. 324 v°, ms. Balth. 169^a d'Oxford, fol. 144 r°; Arch. nat. J 513, fol. 329 r°; dans le dernier, ce mémoire est accompagné, en marge, d'une réfutation.

2. C'est alors que, suivant Martin d'Alpartil, Benoît XIII répondit aux envoyés français par la parole de l'Ecriture (Jér. A VIII 11-13) : « Id quod est » *via qui tentatis Dominum* ? *Postulatis vos tempus mutationis Domini, et in arbitrium vestrum diem constitutis ei* ».

la présence des ambassadeurs, n'avait même pas encore leau de consistoire¹.

Le premier et décourageant insuccès n'empêcha pas la triple ambassade de poursuivre sa mission. Parti d'Avignon le 10 juillet, les négociateurs, après avoir cheminé sans arrêt, recueillant l'adhésion des Génois², parvinrent à Rome avant le 12 septembre³.

Devant Boniface IX, ce furent les Anglais qui, en leur qualité d'urbanistes, prirent les premiers la parole. Il se peut qu'ils eussent, dans une certaine mesure, trompé l'attente de leurs collègues et reçus avec mollesse, ou même ornés de requêtes l'acquiescement du pape de Rome à la voie de cession⁴. Les

1. *Procurator noster...*, c. 337, 338; Martin d'Alparil. Cf. *Reliques de Saint-Denis*, t. II, p. 324, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 416. F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 422. — En réponse aux exhortations des ambassadeurs français, les cardinaux leur avaient fait savoir, le 8 juillet, qu'ils demeuraient fidèles à la voie de cession.

2. Lettre des Génois à Charles VI, non datée (Bibl. nat., ms. latin 13942, fol. 60 r^o que Martène et Durand ont eu le tort de reporter à l'année 1390. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 716).

3. Ils parvinrent, le 14 août, à Pictoussaint, d'où ils reprirent la mer, le 21, pour accomplir la dernière partie de leur voyage (cf. *Bureau de la Croisade*, éd. S. Mongi, dans *Foires par la storia d'Italia*, t. II, p. 37. cf. Minorette), c. 318). Leur présence à Rome est mentionnée dans une lettre adressée le 1^{er} septembre, par la municipalité romaine à l'Université de Paris (Bibl. de Grenoble, ms. 704 fol. 220 r^o). Certaines chroniques racontent à tort cette arrivée jusqu'au mois d'octobre (par Guérro de mar Silvestre, dans *L'Archives storice par la Marche a par l'Imbera*, t. I, p. 104, ou même jusqu'après la fin de l'année 1397 (Buonincontro, dans *Monumti*, t. XXI, c. 76. Ils auraient été accompagnés ou rejoints d'après Minorette par des ambassadeurs de Navarre d'Aragon, etc. d'après Guérro de mar Silvestre, par des envoyés de l'Empereur, du roi de Navarre, etc., enfin, d'après Jean de Pontise (*Scriptores rerum Prussicarum*, t. III, p. 207), par des envoyés des Electeurs, qui d'accord avec les ambassadeurs de France et d'Angleterre, auraient sollicité de Boniface IX la réunion d'un concile, le pape ne leur aurait fait qu'une réponse dilatoire, accompagnée d'une distribution de pièces et de bénéfices. V. plus loin, p. 125).

4. Actes du concile de Perpignan. F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 121. Cf. les discours de Pierre le Roy (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1108) et d'Arnaud de Corbie (Du Boulay, t. IV, p. 840). — Je les en fin, à ce sujet, dans des instructions remises, au mois d'août 1398, à Nicolas Paynel et à Jean Gaucelme, qui étaient alors envoyés par Charles VI vers Richard II. « ... Item, que autrefois, quant ils parlerent ensemble en marches de France, fu faite mention de ceste besoigne, et furent d'accord ensemble de sonner et ravoir ces deux contredans du pape, ou du metissent paix en l'Eglise deus la Saint Michael pour les prochains ensuivant, et depuis fu ce terme aboie, ou vers à la Chandeleur derrenier passée; et au cas que, dedens ce terme ilz ne mettroient paix en l'Eglise, nuls deux en leurs royaumes leur denassent toute aideance, si comme il puet bien estre recort, s'il lui plaist, et ainsi en fu faite une chartre partie m'entreux deux, de la quele le Roy a et garde bien au part. Item, que, depuis

seulement pour Boniface IX, mais aussi pour ses cardinaux¹ spécialement pour le français Philippe d'Acençon, pour le préfet et pour les magistrats de Rome². A ces derniers ils apportèrent également des lettres de l'Université de Paris. De tous côtés ils rencontrèrent la même opposition³. Le candide aveuglement de la municipalité romaine apparut dans sa réponse aux universitaires. Que le roi de France persuadât donc aux gens d'Avignon de se soumettre : c'était là, suivant elle, un moyen d'union bien préférable à la cession⁴.

S'il avait pu rester quelque doute sur les dispositions de Boniface IX, il aurait été levé par les réponses de ce pape à Robert l'Ermite⁵. On ne voit pas bien clairement dans la relation du vieux diplomate s'il s'acquitta successivement auprès du pape de Rome des commissions contradictoires dont il était chargé par les deux rois et par Benoît XIII. Mais si, quand il se vante d'une sorte de demi-succès, il peut être taxé d'exagération, il mérite, au contraire, d'être cru sur parole quand il avoue que la réponse définitive de Boniface IX ressembla fort à celle que ce pape avait donnée aux ambassadeurs de France, d'Angleterre et de Castille. Boniface IX manifesta la même antipathie pour les voies de concile, de compromis et de cession. Son dernier mot, bien propre à dissiper toute illusion, fut celui-ci : « Robert, « qu'on dise ce qu'on voudra ! qu'on essaie d'user envers moi de « violence ! Jamais je ne remettrai mes droits aux mains de per- « sonne. Vous pouvez le dire à votre roi. Je consens, dans le

1. La première de ces lettres est datée du 31, les autres du 31 mai 1397 (Bibl. nat., nouv. acquis latines 2783, fol. 178^{re} et v^{re}).

2. L'opinion des confédérés de Boniface IX était que les princes et l'Université se méfiaient de ce qui ne les regardait pas. Écrivait Robert le Moine : « Plures praelatis fuit cum domino Petro de Bono, tunc episcopo Aquensi, qui erat factor regium gubernator factorum dicti domini Bonifacii, et plures a dicto episcopo audierunt quod predicti reges et Universitas Parisiensis in unum laborabant pro unione Ecclesie, et quod ad eodem hoc non spectabat. » (Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 2326, fol. 283^{re}).

3. Lettre de la municipalité romaine à l'Université de Paris datée du Capitole, le 12 septembre 1397 (Bibl. de Grenoble, ms. 908, fol. 229^{re}) : « Igitur tantis principibus hinc [et] abis divinis allegacionibus, quesumus, velitis inducere ut obtemperetur huic sancte postulationi nostre, jmo divinis, sublimibus auctoritate annuere. »

4. Il dut arriver à Rome peu avant le mois de septembre 1397, et son séjour s'y prolongea après le départ de sa triple ambassade.

« cas contraire, à ne plus manger ni boire, à ne plus rien faire
 » qui plaise à Dieu : je renonce à ma part du Ciel ¹. »

IV

Ces desolantes paroles auraient pu mettre fin aux tentatives d'union, si la France n'avait pas eu à cœur de tenter l'impossible.

L'appui que venaient de lui prêter la Castille et l'Angleterre n'avait pas suffi à triompher de l'obstination des deux pontifes. C'est donc qu'ils se sentaient soutenus par ailleurs. On en tira cette conclusion qu'il fallait obtenir à tout prix le concours des autres puissances. Et la diplomatie se remit en campagne.

La Navarre et l'Écosse, je me hâte de le dire, soumises de longue date à l'influence française, ne tardèrent pas à adhérer au programme de la cession ².

En dehors de ces conquêtes faciles, le principal effort de la France se porta sur l'Aragon et sur l'Allemagne.

Des envoyés du roi Martin étaient venus à Paris présenter à Charles VI le projet de compromis soi-disant imaginé par leur maître ³. Il était naturel de répondre à cette ouverture : de là

¹ C'est à peu près ce qu'écrivit, vers 1501, un partisan de Benoît XIII : l'intrus, disait-il, avait formellement repoussé la voie de cession, « et quandoque se nunquam totam viam acceptaturum iurejurando firmavit » (*Bibl. nat.*, ms. lat. 1478, fol. 68 r^o). — En s'en retournant Robert l'Érmitte passa par Avignon et soumit à Benoît XIII un projet de congrès entre princes séculiers, d'où pouvaient, disait-il, résulter l'union et la réforme de l'Église vers la délivrance des Latins saints. Le pape, feignant de se rallier à ce projet, chargea, en réalité, Robert le Mennot de proposer de nouveau la « voie de convention » aux rois de France et d'Angleterre. La relation de Robert l'Érmitte, d'où sont ex traités tous ces détails, fut faite devant Charles VI et les princes, à l'hôtel Saint-Paul, le 15 janvier 1398 (*ibid.*).

² Leur adhésion, qui n'eut pas encore eu lieu à la fin de l'année 1398, est affirmée par Pierre le Roy vers la fin de 1397 (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1168, et dans des lettres de Charles VI du 28 octobre 1397 (*Arch. nat.*, LL 168^b, p. 343) et du 7 mars 1398 (*F. Ehrle Archiv für Literatur...*, t. VI, p. 274).

³ *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1169; Martin d'Alpartid; cf. F. Ehrle, t. VII, p. 14. — Plusieurs cardinaux avaient fait parvenir aux conseillers de Charles VI l'avis de ne pas répondre directement aux envoyés aragonais.

l'envoi en Aragon d'une ambassade, conduite par un religieux nouvellement retenu du Conseil ¹, Pierre le Roy, abbé du Mont-Saint-Michel ². Il réfuta, bien entendu, les arguments du pape, prouva l'insuffisance de la voie de compromis et s'efforça de gagner Martin au système de la cession, adopté par tant de puissants monarques. Le roi d'Aragon, au fond, s'il faut en croire un universitaire ³, n'était pas éloigné d'approuver cette voie. Il s'en était ouvert à Benoît XIII lui-même, mais avait constaté son invincible répugnance ⁴. Elle n'était que trop réelle : le pape venait encore de déclarer, en présence de Guillaume de Tignonville, que, plutôt que d'abdiquer, il se laisserait écorcher vif. Cette opposition et le langage des émissaires pontificaux ruinèrent tout l'effet de l'éloquence de Pierre le Roy ⁵. On eut, avant la fin de l'année, une nouvelle preuve de l'accord qui se maintenait entre le roi Martin et Benoît ⁶ : sur les six cardinaux auxquels, bon gré mal gré, le sacré collège avignonnais dut ouvrir ses portes trois appartenaient au royaume d'Aragon, un au royaume de Trinacrie ⁷.

Du côté de l'Allemagne, l'attention de la France n'avait pas

¹ *Amplissima collectio*, t. VII, c. 632. Ils leur avaient expédié, en même temps, tout un lot de pièces se rapportant aux relations du sacré collège avec le roi Martin. V. une note du ms. n^o 1611 : « *Premissa fuerunt missa Parisius per aliquos ex cardinalibus contra Papam.* »

² Lettres de Charles VI, datées de Paris, le 23 octobre 1397, retenant Pierre le Roy du grand et étroit Conseil aux gages annuels de 1 000 francs d'or habilant, *Titres scellés de Clairambault* 99, n^o 24.

³ Discours ou projet de discours de Pierre le Roy au roi d'Aragon (Bibl. de Rouen, ms. 1335, fol. 243-247, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1165-1172). Il contient (c. 1169) une allusion aux réponses dilatoires données par Benoît XIII et par Boniface IX, l'envoi de l'abbé du Mont-Saint-Michel ne peut donc être antérieur au moment où l'on connaît l'échec de la triple ambassade auprès du pape italien : il doit se placer vers la fin de l'année 1397.

⁴ Jean Petit V un de ces discours (Bourgeois du Chastenet, *Preuves*, p. 416).

⁵ Cf. *ibid.*, p. 31, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 632, *Labbe-Mansi*, t. XXVII, p. 840.

⁶ Bourgeois du Chastenet, *Preuves*, p. 35, 36, 38, 116.

⁷ Une bulle de Benoît XIII du 7 août 1397 porte concessions de décimes en faveur du roi d'Aragon (*Arch. du Vatican. Reg. Avenion. XXVI Bonedicti XIII*, fol. 513 r^o).

⁷ Promotions du 22 septembre et du 21 décembre 1397 (F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VI, p. 382). — Les premières ouvertures que le roi Martin avait faites au sacré collège pour obtenir la création de cardinaux aragonais remontent au 13 avril 1397 et jours suivants, elles avaient été renouvelées, avec plus de succès, du 26 au 30 (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 631, 632).

un moment cessé d'être en éveil. À peine l'annonce d'une diète parvenait-elle à Paris que le roi donnait à quelque prélat le signal du départ. C'est ainsi qu'une première ambassade avait fait, inutilement d'ailleurs, le voyage de Bergen¹. Une autre, plus imposante, à laquelle s'était jointe une députation de l'Université, avait assisté à la diète de Francfort du mois de mai 1397², dont le résultat fut une démarche de deux ou trois des Electeurs et de plusieurs prélats et barons de l'Empire auprès de Boniface IX pour l'exhorter à s'occuper de l'union³. La France s'étant flattée d'obtenir quelque chose de plus⁴. Mais l'absence perpétuelle du roi, des Romains Wenceslas, dont Richard II avait en vain promis de secouer la torpeur⁵, rendait inutiles les voyages

1 Discours d'Honoré Bonet (*Fontes rerum Austriacarum*, t. VII 3^e partie, p. 171). — Il s'agit peut-être ici de la diète dont il fut question durant l'automne de 1396. Dans un registre de la Faculté de médecine de Paris, on lit, à la date du 4 novembre 1396 : « Plus, sont dus au dit M^r Bouchier les ditz 27 livres prestées pour l'argent envoyé par l'Université en Allemagne pour le concile. » (Arch. nat., M 70, n^o 11 bis.)

2 J. Weissbaker *Deutsche Reichstagen* t. II p. 119, t. III p. 187 *Fontes rerum Austriacarum*, loc. cit.; Denifle et Chérelin *Austriacum Chartularium*... t. I, c. 137, 138, Th. Lindner, *op. cit.*, t. II, p. 359 et sq. Cf. Zanflet *Amplissima collectio*, t. V, c. 247. — M. E. Jarry (*La vie politique de Louis de France*... p. 198) nomme comme ambassadeurs du roi à cette diète, Simon de Craon et Guillaume de Tignonville, mais les deux lettres sur lesquelles il s'appuie, tirées d'un protocole conservé à la Bibl. nat. (ms. français 21311, fol. 125^{re}), peuvent se rapporter aussi bien à la diète de l'année 1400 (v. H. Moravville, *Notations de Charles VI avec l'Allemagne en 1400*, dans *la Bibliothèque de l'École des Chartes*, t. XLVII, 1906, p. 301).

3 Thierry de Nieu, *De Sciencia* éd. G. Erius, p. 287-288, déclaration des Légats, *Thesaurus novus annodatorum*, t. II, c. 1253; Jean du Pontge *Scriptores rerum Prætoriarum*, t. III, p. 297 V, avec un passage inédit du traité de Simon de Craon *De subtractions obedientie* : « Et dominus Electorum Imperi valdeolempaster requisiverunt Bonificum quod vellet recipere viam pacis et quid ipse responderet aciat ipse. Et ego qui vidi responsiones suas in scriptis, testiflor quod pessime non tanquam pastor sed ut mercenarius. » Bibl. nat. ms. latin 1044, fol. 91^{re}. Cf. J. Weissbaker, *op. cit.*, t. II, p. 121, 122; Th. Müller, *Frankreichs Unionversuch*... p. 27; G. Erius, *op. cit.*, p. 183, note 1; Th. Lindner, *op. cit.*, t. II p. 362, et plus haut, p. 119, note 2.

4 L'Electeur de Cologne et le margrave du Bade avaient récemment réussi à faire élire un archevêque de Mayence favorable à la politique religieuse de la France, mais le succès même de Geoffroy de Leiningen amena le parti hostile des princes Palatins à se rapprocher de Boniface IX, qui patronait l'autre candidat, Jean de Nomen (ibid., p. 359 et sq., H. Haupt, *Markgraf Bernhard von Baden kirchliche Politik*... dans *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, nouvelle série, t. VI, 1891, p. 313-315, cf. Th. Müller, *op. cit.*, p. 18).

5 Lors de son entrevue avec Charles VI à Thoiry le 15 août 1396 (*Reignum de Saint-Louis* t. I p. 172). — C'est sans doute à la requête des deux rois que Wenceslas écrit à Henri XIII le 30 décembre 1396, mais il ne lui parla pas de cession (J. Weissbaker, t. III, p. 61, 66).

des ambassadeurs royaux et des universitaires : à cet égard il en fut au mois de juillet comme au mois de mai ¹. Le maître en théologie Jean d'Autriche prit alors le parti de demeurer en Allemagne pour y attendre l'occasion favorable ².

Elle se présenta l'année suivante, non pas en Allemagne, mais en France. Wenceslas, rubroné d'importance par les Electeurs ³, finit par comprendre la nécessité de donner quelques moments d'attention au schisme : il convint de se rencontrer, à Heims avec Charles VI ⁴.

L'annonce de ce colloque ne laissa pas de jeter l'émoi dans le parti urbaniste. Les Electeurs recommandèrent à Wenceslas d'éviter de prendre aucun parti préjudiciable au pape de Rome ⁵. Boniface IX, de son côté, lui exprima la crainte de le voir passer à l'ennemi ⁶. On tâcha même d'ameuter l'opinion en Allemagne au moyen d'un factum présenté tour à tour comme

1. Benoit VIII paraît aussi avoir été représenté à la diète du mois de juillet 1397. Ceci, ce qui résulte du passage suivant d'un traité ou est mentionné comme survenu l'année précédente *anno preterito*, le désastre de Nicopolis : « Ex quibus omnibus sequitur hoc conclusum quod dominus noster [Bonifacius IX] non teneatur accipere oblationem factam per Antipapam coram principibus Almania in parlamento facto Francofordie de mense julu ultimo. Nam in illa oblatione dum taxat tangitur peccatorum, et nichil de possessione. » *Tractatus de seditione germanicus editus in cartis. bus per domnum Richardum Ingh Bibl. du Vatican, ms. 16* (Vauq. 4153. fol. 97 v°.)

2. *Fontes rerum Austriacarum, loc. cit.* Denifle et Châtelet, *Auctarium Charfolariu*, t. I, c. 143, 151, 153, J. Weisäcker, t. II, p. 459, 462, 466, 473. — Sous le titre de *Cedula Anglicorum*, M. Weisäcker a publié (t. II, p. 144) des instructions pour des ambassadeurs qu'il crut envoyés par Richard II à la diète de juillet 1397. Plus tard, j'ai oublié qu'il avait déjà utilisé ce document; il en réimprima une partie (t. III, p. 94, note 1), en le donnant cette fois comme adressé à une ambassade française.

3. Th. Lindner, *op. cit.*, t. II, p. 363.

4. On prévoyait déjà cette conférence au moment où Pierre le Roy fut envoyé en Aragon (*Thesaurus norm. anecdotorum*, t. II, c. 1164). Le lieu et la date en étaient connus, à Paris, le 21 février 1398. Denifle et Châtelet, *Auctarium Charfolariu*, t. I, c. 162. Un urbaniste reprocha plus tard à Charles VI d'avoir transféré à Heims la diète qui devait primitivement se tenir à Metz, afin de pouvoir plus aisément séduire Wenceslas (*Herpennus Unitatis filium ad processum regis Francie ubi directum*, Bibl. Bodléienne, ms. Digby 116, fol. 43 r°).

5. J. Weisäcker t. III p. 62.

6. C'est du moins ce que l'on peut supposer, si l'on place à cette date une lettre de Boniface IX que Kervyn de Lettenhove (*Œuvres de J. Froissart*, t. XIV, p. 107, 108) a publiée sous la date de 1399. En ce cas, Wenceslas aurait prié le pape d'envoyer à Heims quelques-uns de ses cardinaux.

l'œuvre d'un des conseillers ecclésiastiques de l'Empire¹ et sous la forme d'une épître du comte Palatin Robert², mais dont la rédaction a été récemment attribuée, avec grande apparence de raison, à quelque clerc de l'entourage du pape italien³. Saboucher avec Charles VI? le roi des Romains y pensait-il? C'était achever de ruiner son crédit, c'était travailler à grandir l'importance du roi de France. Il avait suffi à Charles VI d'un entretien de quelques instants pour entraîner le roi d'Angleterre dans son parti : voici à présent, dirait-on, le tour du roi des Romains. Les Français allaient amener à Reims quantité de savants et de lettrés : qui avait-il auprès de lui pour leur tenir tête? Puis c'étaient les anciens griefs de l'Allemagne qu'on exhumait complaisamment : les prétendues visées de Charles V à la papauté, de Louis I^{er} d'Anjou et de Charles VI à l'Empire, l'invasion de l'Italie, la prise d'Arezzo, l'annexion plus récente de Savone et de Gênes, autant de preuves de l'ambition insatiable des Valois, autant d'attentats dont Wenceslas devait demander réparation. Mais l'intérêt de l'Église, répondraient les Français, réclamait, pour le moment, l'union de tous les efforts. Cela leur était facile à dire : auteurs du schisme c'était à eux qu'il appartenait d'y remédier. Ils proposaient la double cession : autant dire que, las de leur isolement, ils cherchaient à faire partager leur erreur aux autres. La voie de cession n'était pas moins dangereuse pour le chef de l'Empire qu'offensante pour le chef de l'Église : par

1. C. Zantfliet (*Amplurima collectio*, t. V), c. 338.

2. *Thesaurus novus arcedatorum*, t. II, c. 1173-1174, et J. Weinsäcker, *op. cit.*, t. III, p. 51-58. — On s'est longtemps demandé de quel comte Robert il s'agissait. MM. Hüffer (*Ruprecht von der Pfalz. Erlanger-Berger*, 1841, in 8° p. 132) et A. Leroux (*Nouvelles recherches critiques*...), p. 22¹ penchaient pour Robert II, Palatin (*Lebensgeschichte des römischen und böhmischen Königs Wenzels*, Prague, 1799, in-8°, t. II, p. 369), Hoyer (*Geschichte der rheinischen Pfalz*, Heidelberg, 1845, in-8°, t. I, p. 211), MM. Lindner *op. cit.*, t. II, p. 503 et E. Jarry (*La vie politique de Louis de France*...), p. 199. Les origines de la domination française à Gênes, p. 312, tenaient, au contraire, pour Robert III, qui devint roi des Romains, tandis que MM. Weinsäcker *loc. cit.*, A. Koch et J. Wille (*Regesten der Pfalzgrafen am Rhein*, Innsbruck, 1856, p. 337), refusaient de se prononcer.

3. G. Feller, *Das Gutachten des Pfalzgrafen Ruprecht von der Pfalz über die zwischen K. Wenzel von Böhmen und K. Karl VI von Frankreich geplante Zusammenkunft zu Rheims*, dans *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins* t. X, 1892, p. 1-26.

une conséquence logique, la révolte de Wenceslas contre le souverain pontife entraînerait le soulèvement de ses propres sujets ¹.

Du côté clémentin, l'approche de la conférence réveille, au contraire, l'espérance d'une entente. L'Université de Paris se mit en devoir d'envoyer à Reims des délégués et de fixer le programme qu'elle entendait y faire adopter ².

Ce n'était pourtant ni l'influence de l'Université, ni, à proprement parler, celle du gouvernement que Wenceslas allait subir au cours de son voyage en France. A cet égard, il faut se défaire de préjugés courants que Froissart, plus que d'autres, a contribué à répandre.

Il y avait alors un prince qui envoyait, depuis un an, message sur message au souverain de Bohême ³, qui, entre autres mystérieuses affaires, négociait le mariage de son fils aîné avec la nièce de Wenceslas ⁴, et qui attachait tant d'importance à la venue du roi des Romains qu'il lui avançait 30 000 francs pour les dépenses de son voyage : c'était Louis d'Orléans ⁵. La visite de Wenceslas à Charles VI pourrait plus justement s'appeler la conférence du roi des Romains avec le frère du roi de France.

Wenceslas n'était encore qu'à Luxembourg que le duc d'Orléans quittait Paris pour se rendre à sa rencontre. Il le joignit à Mouzon (5 mars 1398) et ne le quitta plus jusqu'à Reims, où ils parvinrent le 23 mars ⁶. Charles VI y était arrivé déjà, en com-

1. Je doute très fort de l'exactitude du renseignement fourni par Jouvenel des Ursins (p. 412) que, pendant le séjour de Charles VI à Reims, « survint une ambassade d'Allemagne pour avoir union en l'Eglise, disant qu'il avoient eü le voye de cession comme luy, dont le Roy fut moult joyeux ».

2. Denifle et Châtelet n., *Arctarium Chartularii*..., t. II, c. 782, 783, note 3, 784.

3. Bibl. nat., ms. français 16151, p. 484, ms. français 26029, n° 2625, 2643-2644, E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*..., p. 190-197, 200.

4. Et non de sa fille avec un neveu de Wenceslas, comme le prétend Froissart (éd. Kervyn de Lettenhove, t. XVI, p. 33).

5. A. de Circourt, *Documents luxembourgeois à Paris concernant le gouvernement du duc Louis d'Orléans*, dans les *Publications de la section historique de l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg*, t. XL (1909), p. 63, E. Jarry, *op. cit.*, p. 382.

6. Et non le 23 mars, comme on l'a prétendu. Je surs et le *Relateur de Saint Denis* t. II, p. 546, dont la chronologie est singulièrement précise : ce qu'il dit par exemple, de la « dimanche Annus mianus » se réfère parfaitement au dimanche 24 mars, veille de l'Annonciation. Pour adopter le système de M. E. Jarry (*op. cit.*, p. 203, 205), il faudrait admettre que l'entrevue des deux rois et les bombances qui s'ensuivirent eurent lieu pendant la semaine sainte,

pagne des ducs de Berry et de Bourbon et du roi de Navarre; mais le duc de Bourgogne et le comte de Nevers s'attardaient en Brabant; comme en 1396, leur éloignement laissait le champ libre à Louis d'Orléans¹.

Le roi lui-même ne retint pas Wenceslas plus de trois jours, et ce court espace de temps fut loin d'être consacré entièrement aux affaires. Wenceslas fêta par de tels excès de boisson son arrivée dans le monastère de Saint-Remi qu'il se trouva hors d'état, le lendemain, de se rendre au repas auquel Charles VI l'avait fait convier. Ce n'est que le 25 mars, à l'issue d'un dîner de quarante services, qu'il eut avec le roi un entretien particulier: on peut douter de la netteté des vues qui purent être, à ce moment, échangées entre les deux monarques. Dès le 26, Charles VI, sentant sa folie le reprendre, mit fin par un brusque départ à une conférence depuis si longtemps attendue et sur laquelle on fondait généralement tant d'espérances.

Mais il laissait son frère derrière lui. Celui-ci reprit avec Wenceslas ses entretiens interrompus² et put notamment diriger les conférences secrètes que semblent avoir tenues les conseillers des deux rois. Le 30, il conduisit le roi des Romains à Epernay, auprès de la duchesse, sa femme, lui présenta son fils Charles, destiné à devenir l'époux d'Élisabeth de Gorlitz, enfin ne le quitta qu'après avoir, le 31, conclu avec lui un traité d'alliance³.

On a donné, sur les mesures arrêtées dans les conférences de

supposition assez invraisemblable en elle-même, et qui faut d'autant plus sûrement écarter que la présence de Louis d'Orléans durant les mêmes jours est constatée à Saint-Pierre-en-Chartraine, comte de Laborde, *Les ducs de Bourgogne*, 1852, in-8°, 2^e partie, t. III, p. 157.

¹ Bibl. nat., collection de Bourgogne, ms. 65, fol. 70 r^o, E. Petit, *Itinéraire de Philippe le Hardi*, p. 212, E. Jarry, *op. cit.*, p. 202. Cf. *Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 166, 167. — Faut-il admettre l'explication que Froissart donne de cette absence? « À ces assemblées... occupés le duc de Bourgogne ne fut, ne vult estre; et avoit bien dit en devant que on perdrait ses parties et tout ce que on mettoit en des Allemands... car jà ne feroient chose qui eussent promis... »

² V. notamment l'entretien que rapporte Pierre d'Ailly dans un discours de l'année 1406. Il y est question des devoirs de Wenceslas envers l'Église, supérieurs, suivant le duc, à ceux que le roi des Romains peut avoir envers Rodolphe IX Bourgeois du Châtenet, *op. cit.*, Preuves, p. 10^r.

³ A. de Circourt, *loc. cit.*, E. Jarry, p. 203, 204. — Au mois de juin, il renvoya deux émissaires vers Wenceslas *ibid.*, p. 20^r.

La France et le Grand Schisme

9

Reims, beaucoup de renseignements précis. Froissart, qui semble, à cet égard, le mieux informé des chroniqueurs, avoue pourtant que rien ne transpara des décisions de Wenceslas, et que, pour en parler lui-même, il s'en est tie aux apparences¹. N'attachons donc pas grande importance aux récits d'après lesquels le roi des Romains aurait, suivant les uns², projeté de déposer Boniface, suivant les autres³, adopté la voie de cession, ou simplement promis de consulter à ce sujet le clergé de l'Empire⁴. Mieux vaut ne juger de ces mystérieux colloques que par les actes qui en résulteraient et, là encore, écarter tout ce que les chroniqueurs ont débité d'in vraisemblable. A ces conditions, on reconnaitra, je pense, le profit que retira Wenceslas des leçons que, durant vingt-six jours, il reçut de Louis d'Orléans.

Tout d'abord on ne peut s'empêcher de remarquer dans ses rapports avec les clémentins une tolérance inusitée. Son premier acte après avoir repassé la frontière fut de recevoir le serment de l'évêque de Cambrai; sans mentionner la bulle de Benoît XIII à laquelle ce prélat devait sa nomination, il lui donna l'investiture, comme à l'évêque réputé tel et présent, en cette qualité, par le clergé et par le peuple (3 avril 1398)⁵. Or, ce prélat n'était autre que le fameux Pierre d'Ailly, que nous

1. T. XVI, p. 86.

2. Eberhard Windeck (Mecken, *Scriptores rerum Germanicarum*, Leipzig, 1724 t. I, p. 187.

3. E. de Wynter, *Chronica duces Lotharingum et Brabantium* (éd. de Ham, Bruxelles 1551-52, in-1°, t. III, p. 78, *Zantfluct Amplissima collectio*, t. V, c. 332. — Le gouvernement de Charles VI s'exprime ainsi dans des instructions écrites, au mois d'août 1394, à des ambassadeurs qu'il envoyait vers Richard II : « Item, lui diront comment le Roy a, parlé au roy des Romains, au quel semble, et se fait il à tout le monde que la voie de cession de tous les deux contendans est la meilleur pour mettre paix en l'Eglise, et que par nulle autre voie ce acisme ne puet estre honnêtement effacié, » (Bibl. nat., ms. Dupuy 561, fol. 367 r°).

4. *Reliquiez de Saint-Denis* t. II p. 370 Cf. Weizsäcker op. cit. t. III p. 162. — M. E. Jarry *Les origines de la domination française à Gènes*, p. 319, suppose que Wenceslas plaide chaudement à Reims la cause de Jean-Galeas Visconti.

5. Acte daté d'Ivoy sur-Seine (origina Bibl. nat. ms. Moreau 242, fol. 135; Mutte *Mémoire pour M. l'archevêque de Cambrai*, Paris, 1772, in-4°, p. 106; cf. Bohmer *Acta Imperii selecta* 2^e partie, p. 592-593. — Le 7 avril 1398, étant en l'abbaye d'Orval, Wenceslas déclara que même les princes, ducs et comtes étaient tenus d'observer la constitution de l'empereur Charles IV relative au Cambrésis, et il s'éleva contre certaines violences commises dans le pays ms. Moreau 242, fol. 138, 140.

avons laissé, au grand scandale des universitaires, en possession de l'évêché du Puy¹, et sur lequel avaient continué de pleuvoir les faveurs de Benoît XIII. A la mort d'André de Luxembourg, ce pape avait refusé obstinément de donner l'évêché de Cambrai à Louis de la Trémoille, recommandé par le duc de Bourgogne², il avait transféré Philippe de Mouhns de Noyon à Cambrai et Pierre d'Ailly du Puy à Noyon; puis, sur le refus timide du premier, Pierre d'Ailly avait été nommé directement à Cambrai (15 novembre 1396-19 mars 1397)³, du coup, le fil d'obscure

1. Son administration donna lieu à de vives critiques. Son successeur Étie de Lastrage lui fit un procès, qui durait encore en 1402; et, comme Pierre d'Ailly prétendait n'avoir été évêque du Puy que pendant dix-sept ou dix-huit mois, Étie de Lastrage lui répondit : « *Imo ipse Cameracensis esset dictum episcopatum Amiensensem per xxviii menses, videlicet, ante adeptam possessionem, per vii menses et, post adeptam possessionem, per xi menses, et in penderibus semper recepisset fructus et habuit fructus trium annorum, et tamen ibi nihil fecit de bono, nec notum per deputatos suos levavit de ecclesia quocumque pretuit. Imo, in quadam die jovis sancti, non viduit ipse Cameracensis solvere a libris sui corporis qui volebant cooperire auditorium officialis. Et plus habuit et recepit ipse Cameracensis pro laudemio nunciis castri. Nec unquam prout in reparationibus ecclesie sue: ut solidos cum dimidio. Nec servavit illi ecclesie, nec fecit ibi condonatum nec prosequutus est jura ecclesie* » (Mém. nat. ms. Noyon 1263 fol. 120 r^o, 121 v^o).

2. Cette histoire est racontée tout au long par un auteur qui écrivait vers 1460, l'abbé Jean de *Histoire ecclésiastique et civile de la ville de Cambrai et de l'abbaye de Cambrai* t. I, in-12, B. M., p. 26, d'après un ms. du xv^e siècle où l'abbé *raconte les difficultés que Pierre d'Ailly eut pour se priver de possession de l'évêché de Cambrai et pour ses ordonnances concernant les monastères*. Ce ms. était alors conservé dans la bibliothèque de l'évêché de Cambrai (v. *ibid.*, p. 26). En 1822, on en avait perdu la trace (v. A. DUBUS, *Bibliographie Cambrésienne*, dans les *Mémoires de la Société d'émulation de Cambrai*, 1822, p. 232), je n'ai malheureusement pu découvrir ce qu'il est devenu. L'exactitude du récit est, d'ailleurs, confirmée sur plusieurs points par des documents authentiques, et il me paraît difficile de partager, à l'égard de ce document, la méfiance d'Arthur Denez (*Mémoires de la Société d'émulation de Cambrai*, 1844, p. 235).

3. La double translation de Philippe de Mouhns à Cambrai et de Pierre d'Ailly à Noyon avait été faite par bulle du 15 novembre 1396. Le 19 mars 1397, Benoît XIII fit savoir que, si Philippe de Mouhns n'y donnait pas son consentement, il avait l'intention de transférer directement Pierre d'Ailly du Puy à Cambrai. Arch. du Vatican, *Reg. Avignon. XIV. Benedicti XIII*, fol. 461 r^o. Effectivement il envoya une bulle antérieure du 15 novembre 1396 nommant directement Pierre d'Ailly à Cambrai (*Reg. Avignon. XIV. Benedicti XIII*, fol. 101 r^o, 24 mai 1396), Benoît XIII, pour éviter à Pierre d'Ailly le soin de venir en Avignon, charges les évêques de Sens et d'Auxerre de recevoir son serment de fidélité (*Reg. Avignon. XXV*, fol. 461 r^o). Ce serment fut, en effet, prêté le 3 juin, dans la chapelle de l'évêché de Sens (*Instrumenta mensehana ad ann. 1394-97*, n^o 22). Cf. une autre bulle, du 30 décembre 1397 concernant à Pierre d'Ailly par un *breve* la collation de deux canonicats en l'église de Cambrai (*Reg. 273*, fol. 206 r^o *Reg. Avignon. XXVII*, fol. 130 r^o).

bourgeois de Compiègne passait au rang de prince de l'Empire¹. Mais, pour prendre possession de son nouvel évêché, Pierre d'Ailly avait dû braver la défense de Philippe le Hardi², forcer la résistance du clergé et de la bourgeoisie, amentés par le duc, s'exposer aux insultes, sinon aux coups, des affidés du prince; plus tard, il eut à soutenir l'attaque à main armée de plusieurs seigneurs du Cambresis. La crainte du duc de Bourgogne l'avait également empêché de venir chercher à Reims l'investiture de son temporel, et, au retour d'Ivoy, où il joignit Wenceslas, peu s'en fallut qu'il ne tombât aux mains d'un officier du duc qui avait ordre, dit-on, de le prendre mort ou vif. Il est probable qu'en étendant ainsi sa protection sur un favori de Benoît XIII et sur une victime du ressentiment de Philippe le Hardi, le roi des Romains ne faisait qu'exaucer une demande de Louis d'Orléans³.

Les dispositions conciliantes de Wenceslas éclatent jusque dans le langage qu'il tint aux habitants de Metz le jour où, amené à user de contrainte à leur égard, il protesta que le schisme n'était pour rien dans son mécontentement, et qu'il ne prétendait nullement les convertir à la foi urbaniste⁴. Je citerai encore le témoignage des chanoines de Toul : Wenceslas leur réclamant trois années de revenus, ils lui rappelèrent qu'à Reims on était convenu de ne molester personne pour cause d'adhésion à un pape plutôt qu'à l'autre⁵.

1. Au sujet de l'origine de Pierre d'Ailly, la théorie de P. Tschackert (*Peter von Ailly*, p. 8) a été déjà réfutée par MM. Lenz, *Revue historique*, t. IX, p. 479 et l'abbé L. Salambier, *Petrus de Alliaco*, p. 357 et sq. On trouve un texte tout à fait concluant dans le *Journal de Nicolas de Baye* (I, I, p. 52).

2. V. P. Tschackert, *op. cit.* p. 56.

3. L. Salambier, *op. cit.*, p. 363-366, G. Servois, *Mémoires des Sociétés savantes*, 1^{re} série, t. V II (1864), p. 119, Dupont, *ibid.*

4. F. Palacky, *Leber Formelbücher*, p. 34, cf. Th. Lindner, *op. cit.*, t. II, p. 312. — Le 31 février, en passant par Luxembourg, Wenceslas avait même occasion d'envoyer à Metz Thilmann Vase de Bettlenbourg, l'évêque urbaniste (Wurth-Paquet, *Table chronologique des chartes et diplômes relatifs à l'histoire de l'ancien pays de Luxembourg*, dans les *Publications de la section historique de l'Institut royal grand-ducal de Luxembourg*, t. XXV, p. 14, cf. plus haut, t. I, p. 299, t. II, p. 300). On a cru voir dans cette démarche une nouvelle tentative pour lui assurer la possession de ce siège (N. van Werveke, *Les relations entre Metz et Luxembourg*, dans *Jahr-Buch der Gesellschaft für lothringische Geschichte und Altertumskunde*, 1891, p. 299). En tout cas, cette tentative était vaine à l'entrevue de Reims.

5. D. Cahnel, *Histoire de Lorraine* (1758), t. III, c. 501.

A ces marques de tolérance envers les clémentins, Wenceslas, au sortir de l'entrevue de Reims, joignit une démarche en faveur de l'union. Mais le choix de son ambassadeur tendrait à indiquer qu'il n'entendait pas adresser aux deux papes la sommation hautaine que, sur la foi de Froissart, les historiens lui prêtent¹. Ayant regard peut-être encore à un desir exprimé par le duc d'Orléans, il jeta les yeux sur Pierre d'Ailly. Celui-ci partit directement pour Avignon², accompagné, à ce qu'il semble, d'un secrétaire et du propre confesseur de Wenceslas³. Reparaissant devant Benoît XIII, auquel il devait sa fortune, je doute fort que l'évêque de Cambrai ait affecté, comme on l'a dit, de ne lui faire qu'un salut peu profond⁴. Je constate, au contraire, qu'il enveloppa ses conseils dans le langage le plus onctueux, le plus caressant, le mieux fait pour chatouiller l'amour-propre du pape. Dans son discours⁵, — je l'ai lu attentivement — il ne prononce même pas le mot de cession; il parle d'accord régissant entre Wenceslas et Charles VI, mais seulement sur le terrain politique⁶; il n'indique qu'au moyen de très vagues formules cette « sainte intention » depuis long-

1. Froissart (t. XVI, p. 85, 116 se trompe quand il donne Pierre d'Ailly comme ayant été trouver les deux papes aux noms de Wenceslas et de Charles VI. Cf. *ibid.*, p. 122.

2. Contrairement à ce que conte Froissart. Dans son discours prononcé, à Paris, le 29 mai 1398, Pierre Ravat fait allusion au langage tenu en Avignon par l'évêque de Cambrai Bourgeois du Chastenet, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 131. Or, Pierre d'Ailly n'avait commencé son voyage qu'après le 3 avril; il n'aurait pas eu le temps de se rendre de Cambrai à Rome, puis de revenir en Avignon avant le moment où Pierre Ravat prit le chemin de Paris. D'ailleurs, il résume des actes d'accusation lus aux conciles de Pise et de Constance que, quand Pierre d'Ailly vit Benoît XIII il ne faisait encore que projeter une visite à Boniface IX. Labbe-Mansi, *Collectio conciliorum*, t. XXVI, c. 1198 et XXVII, c. 1003.

3. E. de Dintev, t. III, p. 76. Dupont, *op. cit.*, p. 37. *Thesaurus rerum anecdotorum*, t. II, c. 1180.

4. Froissart, t. XVI, p. 111.

5. Bibl. de Cambrai, ms. 531, fol. 205 v^o 208 r^o : « Alla [collatio] ex parte regis Romanorum. » — Tschackert *Peter von Ailly*, p. 253 ne connaît que le titre de ce discours pour l'avoir vu mentionné dans Pertz *Archiv*, t. VIII, p. 31. M. l'abbé L. Salmier (*Petrus de Albiaco*, p. xiv) semble rapporter cette harangue à l'année 1394.

6. « Sic omnia decore et expedienti judicavi ut his duobus regibus inclitis esset consonans verborum sermonumque conformitas, quibus est inter se et, quantum ad ea que nos concernunt regna, conformis mentium ac animorum concordia concors unanimes et unanimis confederatio. » Ms. cit., fol. 205 v^o.

temps sans frétée par Benoît XIII, et que celui-ci, si l'en doute pas, eût réalisée spontanément¹. Une des vertus dont il se permit de lui recommander la pratique est la miséricorde, et l'on croit comprendre que Benoît XIII en a besoin pour pardonner les injures de ses adversaires². Il prend pour texte un passage des *Psaumes* analogue à celui dont il s'était servi en 1291, et il semble que son discours soit la continuation de celui qu'il avait prononcé au man de Charles VI comme si rien n'était changé ni à ses sentiments, ni à ses espérances depuis le jour où il avait salué avec tant de confiance, au sein du pontificat nouveau³.

A vrai dire, après cette harangue, les envoyés de Wenceslas engagèrent Benoît XIII à accepter la vassalité de couronne, mais en ayant soin de spécifier qu'il n'en deviendrait obteneur de lui qu'une indication toute volontaire⁴. Le pape, d'ailleurs, renouvela son

1. « Cogit, loquens, le veritas ut secretissimum illam voluntatem tanto tempore conceptam aliquos verbia demonstratam jam tandem etiam factis verbis fieri publica, ipsaque spontaneo suo tempore operibus exsequens. Sed quid ista circumstantibus iudicemus? Hoc te sponte facturum est, quicquid intant evah, facilliter impleturum fuisse tenes et molliorem dubitamus. » Ms. lat., fol. 207 r°.

2. *Ibid.*, fol. 206 v°.

3. V. les premières phrases du discours : « Jam dudum, beatissime pater in christo acito et incomptum ac promerendum curam a deo deo beatus Benedictus a suis christianissimis regi Francie et regibus ad exhibendum e deo sume statu reverentiam quomodo me reverentem ad patrem et beatus unumquemque tunc in alio alio me fuisse benevolentem illam merita regni ac etiam propter deo. Domine, in virtute tua belialiter rex. Nunc vero, ex parte serenissimi principis Romanorum semper augusti et Boemie regis, una cum venerabilibus domibus meis nuntiis cum hoc mandati hoc ad eandem hoc esse paria et reverentiam reverentiam commendat, vos exhortari iterum dignum duxi per alia, sed sola commendat aliquem confirmat ejusdem prophete verba. Fiat pax in virtute tua. » Ms. lat., fol. 203 v°.

— Le langage ne fut sans doute pas du goût de tout le monde. Dans un autre discours que Pierre d'Ailly prononça devant Benoît cinq ans plus tard, il s'efforça ainsi de démontrer l'unité de sa conduite : « Et in eorum utrumque legitimum, quicquid in his parte adversum me latuerint emuli, ego prophetici hoc verbi de laqueis meos et munera retorquens, cum de multis... » etc. On a donc cru, comme citation tamen ad hoc per... et un... prosecutionem deo deo deo... terminandum... pro... aliquem... » Ms. lat. fol. 203 v°. D'ailleurs, toute d'... ce discours et pour s'être laissé induire en erreur par Froissart, certains auteurs ont jugé la conduite de Pierre d'Ailly parfaitement incohérente. « Devenu tout à coup, dit M. Lema (*Revue historique* t. IX, 1878, p. 447), depuis la fin de 1291 partisan de Benoît, il fut cependant le chargé d'affaires et le principal représentant du gouvernement français, lorsque quatre ans plus tard, celui-ci rompit avec le pape. »

4. Discours de Pierre Baya, du 29 mai 1398 (*Arch. lat.*), mémoires contre la révolte des obédiences. *Thesaurus rerum anecdotorum*, t. II, 2, 1190. Actes d'occupation lus à Bise et à Constance (Janke-Kunst, t. XXVI, c. 3196; t. XXVII, c. 1043).

refus — il déclare en comestoire que, s'il acceptait la voie de crisma, il entrerait, même dans le cas où l' « intrus » l'accepterait de son côté, commettre un péché mortel ¹.

Wenceslas comptait tenter même démarche auprès de Boniface IX : du moins, il le fit dire à Avignon ². Mais je crois bien qu'il s'en tint là ³. Le prétendu voyage de Pierre d'Ailly en Italie ne serait qu'une invention du chroniqueur, aussi bien que l'inquiétude manifestée par les Romains et que les égyptes proposées dans la bouche de Boniface et de ses cardinaux ⁴. Effectivement, la vaine démonstration faite auprès de Benoît XIII ne suffisait-elle pas pour rassurer les Français sur le zèle du roi des Romains ? Au lieu qu'en proposant à Boniface IX d'abdiquer, Wenceslas eût risqué de soulever contre lui de redoutables colères tant en Italie qu'en Allemagne.

1 Mémoire contre la restitution *lors est* ¹, apertine digne par le duc de Bourgogne en juin-juillet 1396. Douët d'Arcq, *Choix de pièces inédites...*, t. I, p. 145), actes d'accusation *lors est*, mémoire de Pierre de Thury composé vers la fin de 1396. Arch. du Vatican, Armarium LIV, t. XXIII, fol. 78 v^o. Déposition faite à Paris, en 1449, par Pierre Candon, chancelier du duc de Bourbon. « Dixi per me parlati orationi verum esse, videlicet quod Benedictus refutavit viam communis de qua facta requisitio per dominum regem Henricum secundo se credere per nos mortales non quo remaneret, et petebatur ab ipso Benedicto per numerum duci regis. » Bibl. du Vatican ms. Ottoboni 2754, fol. 111 r^o. — On verra plus loin les explications que Benoît XIII donnait au sujet de cette déclaration.

2 « Et pro ista acceptanda et prosequenda supplicabat instantius, intendens simul instantiam facere domino Bonifacio. » Labbe Manus. *lors est*.

3 A part Froissart, dont le récit est plein de faibles, Dyster *Chronica domini Lutharici et Brandenburg*, t. III, p. 74 est le seul chroniqueur qui parle de cette démarche — encore le fait-il en termes vagues. On y trouve aussi une allusion succincte dans les lettres de construction de la ville de Liège. *Thesaurus scripte anecdotalium*, t. II, c. 1233. Dans son discours du 22 mai 1396, Simon de Grammont indique que le projet forme par Wenceslas, « Rex Romanorum inter nos cunctos suscepit nunc tractare cum nos Antipapa quare rex Francie sibi est super hoc loquitur. » Y. Émile *Archiv für Literatur*, t. V, p. 277. Puis comme ce projet avait été abandonné, il n'en est plus aucunement question dans les lettres de construction du 27 juillet, où l'on rappelle seulement les démarches des électeurs auprès de Boniface IX. *Religions de Saint-Denis*, t. II, p. 612).

4 Il n'est pas besoin de faire remarquer l'inexactitude du séjour de Boniface IX à Fondi, chez Onorato Caetani (cf. K. Eubel, *Das Ainar der Päpste von Leo des grossen Schismus*, p. 169). — Teichacker, qui trouve Froissart particulièrement bien renseigné dans ce passage, et qui suppose qu'avant lui on va à Combrépy, le chroniqueur a pu recueillir ses détails de la bouche même de Pierre d'Ailly (p. 103). Teichacker, du-jc, admet lui-même que Froissart prête à ses personnages des discours inventés, à la manière de Tit-Live (p. 105). L'invention est évidente d'ailleurs, jusque dans les formules auxquelles recourt le chroniqueur : « Et in eis advenit que la respuesta de ce dit Bonifacio fut touz-jours le... » t. VII, p. 119.

Au surplus, ses rapports avec le pape d'Avignon n'en demeurèrent pas là, et l'on vit Benoît XIII lui envoyer une ambassade qui n'eut qu'à se louer de son accueil¹. En sorte que, de toutes les paroles prononcées au nom du monarque allemand, Benoît XIII semble n'avoir retenu que les compliments de Pierre d'Ally. Wenecelan lui-même, pénétré, si je l'ose dire, de l'esprit de Louis d'Orléans, emporta de Reims moins une résolution de poursuivre la voie de cession qu'une disposition à se rapprocher, à se servir au besoin du pontife d'Avignon.

À quelque temps de là, une ambassade française repartit pour l'Allemagne. Suivant Apartil, elle n'essaya que des déboires; elle rapporta, au dire du *Religieux de Saint-Denis*², l'assurance que le clergé était, en principe, favorable. En tous cas, aucun engagement n'avait été pris, aucun programme arrêté : l'on prétinait sur place.

En dépit des efforts sans cesse renouvelés de la diplomatie française, la situation, à l'étranger, ne s'était guère améliorée depuis l'échec de la tentative des trois rois de France, d'Angleterre et de Castille.

À certains égards même, elle avait empiré. Le groupe des trois royaumes unis dans la poursuite de la double cession tendait à se désagréger. En Angleterre, le roi Richard avait été « peu près seul à épouser la politique religieuse de son beau-père »³, soit découragement, soit intérêt, ses intentions devenaient vacillantes⁴. On en peut juger par l'entret en qu'eut avec lui vers cette époque, Aymard Broutin, dit Talebart, chevalier de Saint-Jean-de-Jerusalem⁵. Non seulement ce clémentin mil tant

1. Martin d'Apartil. — Sur la protection promise aux emissaires de Benoît XIII par le duc d'Autriche Guillaume, v. Th. Lindner t. II, p. 313. D'jà, le 13 octobre 1397, Boniface IX, dont les envoyés venaient d'être arrêtés par le comte Ertch de Leiningen, se plaignait que ceux de son rival pussent, au contraire, parcourir impunément toute l'Allemagne. H. Haupt, *Margraf Bernhards von Baden kirchliche Politik*, p. 215.

2. T. II, p. 576.

3. V. les judicieuses observations de Th. Müller (*Frankreichs Unionsversuch*, p. 18). Cf. le discours de Pierre Ruvel du 24 mai 1398 : « Audistis a valentibus viris regem Anglie dixisse quod nunquam subtrahet. » (Bourgeois du Châtenet. Preuves, p. 32. Ce que rapporte Froissart (t. XIV, p. 88) des promesses faites par Richard II vers cette époque est plein d'in vraisemblance.

4. V. à la fin de ce volume l'*Éclaircissement* V.

pût lui retracer, à sa manière, les origines du schisme sans soulever d'objection de la part d'un prince qui évidemment possédait mal ce point d'histoire contemporaine; mais, aussi incapable de se tracer un plan que de se former une idée nette des droits respectifs des parties, le roi d'Angleterre parut renoncer à toute nouvelle tentative en faveur de l'union, tant la force d'inertie qu'opposait Boniface IX lui semblait, avec raison, être un obstacle insurmontable.

V

À part l'Écosse et la Navarre, dont l'importance était secondaire, la cour de France ne pouvait plus compter que sur un seul auxiliaire, le roi de Castille, mais qui semblait alors, par son zèle empressé, vouloir compenser son adhésion tardive¹.

À son oncle le roi d'Aragon, qui s'efforçait de lui faire partager ses vues², Henri III répondait que le compromis était un leurre, et qu'il n'avait choisi la voie de cession qu'à bon escient (10 septembre 1397)³. À Charles VI il écrivait qu'aucun agent pontifical ne serait capable de l'en détourner (4 janvier 1398)⁴. Il exprimait l'intention de ne pas laisser le pape choisir de nouveau cardinal en Castille⁵. Ayant reçu des lettres de deux des cardinaux créés le 22 septembre 1397, il se hasarda à répondre à l'un d'eux, mais, quand il sut que cette promotion n'avait

1. C'est ce que vont mettre en lumière des documents nouveaux. On croit généralement que la Castille, au contraire, suivit avec une certaine retenue la politique religieuse de la France. v. P. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 7.

2. Instructions d'une ambassade aragonaise envoyée au roi de Castille : elles sont datées du 2 septembre [1397], (Arch. nat., J 515, n° 3; Arch. du Vatican, *Ars. rom.* LIV, t. XXVIII fol. 26; fragments publiés par le P. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 4-5).

3. Réponse datée de Salamanque (Arch. nat., J 515, n° 3, fragments publiés par Rinnals, t. VII, p. 590, t. VI, p. 6-10, et par le P. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 3-7).

4. Sur les intrigues nouées en Castille par des emissaires de Benoît XIII v. un mémoire rédigé par deux cardinaux vers le mois de mai 1398 P. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VI, p. 263, 264.

5. Vers le 9 mars 1397 (Arch. nat., J 517, n° 3).

l'agrément ni de Charles VI, ni du sacré collège, il prit soin de s'excuser et calqua sa conduite sur celle du roi de France.

Il eût même volontiers devancé Charles VI dans le recours aux moyens extrêmes. Deux mesures prises en France, dont il sera question plus loin, furent portées à sa connaissance : il les jugea insuffisantes¹. Il se plaignit de la mollesse dont la France, suivant lui, faisait preuve à l'égard de Benoît. On avait fixé au pape d'abord le terme de la Saint-Michel 1397, puis celui de la Chandeleur 1398, et certaines expressions des dernières lettres de Charles VI pouvaient faire craindre encore une nouvelle prorogation : Henri III réclamait la soustraction d'obédience à partir du 2 février. Pour lui, il n'avait qu'un regret, celui de n'avoir pas songé plus tôt à un remède aussi salutaire².

La France, au commencement du schisme, avait reçu de la Castille des leçons de circonspection qu'elle semblait à présent disposée à lui rendre. Soit que son gouvernement, tiraillé de droite et de gauche, ne sût pas bien lui-même de quel côté pencher, soit qu'instruit par le vote de 1396, il doutât des véritables intentions du clergé, il hésitait à passer outre à la soustraction d'obédience.

On eût dit qu'il cherchait lui-même à s'éclairer. Comme pour fixer le souvenir des brillantes discussions qui avaient eu lieu du 26 au 31 août 1396, ordre fut transmis par le Chancelier à plusieurs membres du Conseil de rédiger des mémoires consultatifs à ce sujet³. Cinq exemplaires au moins subsistent du traité le plus remarquable composé dans cette circonstance : l'auteur qui n'est autre que Simon de Gramaud, fait abstraction de ses idées personnelles, et développe successivement les arguments pour et contre la soustraction d'obédience⁴.

1. Il s'agit des circulaires royales du 19 septembre et du 24 octobre 1397.

2. Lettre datée de Madrid, le 4 janvier 1398, Arch. nat. J 316 n° 40, original espagnol signé et scellé.

3. Cet ordre fut donné après le retour de Simon de Gramaud d'Espagne (v. plus haut p. 108) comme en témoigne le patriste d'Alexandrie lui-même dans son discours du 30 mai 1398. Il se défend d'avoir en rédigeant ce traité pris parti dans un sens ou dans l'autre. Bourgeois du Chastenet, *Preuves*, p. 251.

4. Arch. nat., J 314, fol. 227-266; Bibl. nat. ms. latin 24614 fol. 83-103, 177-204; ms. latin 1473, fol. 93-128 exemplaire surchargé de notes marginales; ms. 165^h du Balliol College d'Oxford, fol. 1, Arch. du Vatican, Armarium LIV, c. XXXIII,

L'n nouveau débat oral fut institué par le gouvernement au mois de février 1397, quand l'Université, revenant à la charge, eut insisté auprès du roi, par la bouche de Jean Courtecuisse, sur l'opportunité de supprimer taxes et provisions apostoliques¹. Des orateurs en nombre égal furent désignés pour plaider le pour et le contre devant le roi, les princes et le Conseil. Parmi ceux qui parlèrent contre la soustraction², je citerai Raoul d'Oulmont³, dont le long plaidoyer, morceau de rude dialectique, fait autant honneur à la hardiesse qu'à l'éloquence de l'avocat⁴. Il osa s'attaquer jusqu'à la voie de cession, et lit entendre aux

fol. 130. Inc. : « Nunc, reges, intelligite, » c. Quia omnes regnum in se divinum non habent. » — La date de la composition du traité est fixée par cette phrase : « Ecclesia Dei jam per decem et nonam annos in scismate stetit. » Ms. latin 1046, fol. 83 r^o; cf. fol. 97 v^o, 99 r^o, 102 v^o. Simon de Crazaud dut le rédiger entre le mois d'octobre 1396 et le mois d'avril 1397, date de son premier départ pour l'Allemagne. Du Boulay a publié (t. IV, p. 747, 872, 873) quelques passages de cet important traité, dont il ignore l'auteur et qu'il attribue p. 471 à un « doctor quidam Flander Hannonicus. » — Un autre traité composé vers le même temps, et où la thèse de la soustraction est tour à tour défendue et combattue, est celui du docteur en droit Pierre « de Muris. » J'en connais un exemplaire à la Bibl. nat. ms. latin 1475, fol. 4-31 et un autre à la Bibl. Barberian ms. XVI 80, fol. 17 et sq.

1. C'est quelque temps auparavant sans doute que l'Université avait voté la soustraction d'obédience « partielle » à l'unanimité moins une voix (F. Ehrle, *Arch. für Literatur*, t. VI, p. 261. Du Boulay t. IV p. 81). Pierre Placoul désigné pour faire la proposition devant le Conseil « était recusé et vers le 20 novembre 1396 il n'était question de rien moins que de l'y contraindre par la peine de la « privation » (Denife et Châtelain, *Ancientum*, t. I, c. 730).

2. Le Religieux de Saint-Denis t. II, p. 328 nomme Jean Canard, illec de Martreuil, Guichard de Moulins et Pierre Placoul.

3. Sur ce personnage v. notre t. I, p. 121 et H. Denife, *Chartularium Universitatis*, t. III, p. 254, note 20. Il faut le distinguer, je pense, d'un avocat au Parlement du même nom qui apparaît entre les années 137 et 1395 (H. Delachenal, *Notice des avocats au parlement de Paris*, 1885, in-4° p. 263, Arch. nat. X 1° 42, fol. 111 r^o).

4. Bibl. nat. ms. latin 1475, fol. 49-80, ms. latin 1780, fol. 90-112, ms. latin 1651, fol. 329-338; Arch. du Vatican, Armarium LIV, t. XXIV, fol. 86, et t. XXXIII, fol. 51-61. ms. 1653 du Balliol College d'Oxford fol. 297. Inc. : « In nomine Patris et Filii et Spiritus Sancti, Virginia gloriose ac totius curie celestis. Primo ponam leas maximas. » « Dea : » « Predicta et plura alia responsiva ad argumenta contraria proposita coram Rege et principibus nostris dominis avunculis et fratre, dominis, prelati, baronibus et aliis de Magno Consilio regis, ac impugnantiam certam requestam Regi factam supra tactam presentem in xist conclusione et prosecutione ipsius et immediate statim Ruy alphon de l'inciale licentiat in utroque jure et magister in artibus indignus, ad hoc faciendum et partem istam sustinendum per Regem, principes, prelatos et totum Consilium ordinatus, quam vero Dei auxilio sustinuit, ut scriptum est, et de gratia obtinuit, anno Domini M^o CCC^o XC^o VII^o a Nativitate computando, in mense februarii. »

princes cet avertissement frappant : « Prenez-y garde ! Vous « allez suggérer au peuple l'idée de vous traiter de même « manière, si vous tardez à rendre la paix au royaume : vos « guerres, certes, ont commence bien avant le schisme de « l'Église ! »

D'autres clercs, spontanément, développaient des arguments semblables et s'efforçaient de modérer l'impatience de l'Université¹. Ils lui reprochaient de pécher par présomption, inflatée de sa science, elle oubliait qu'en dehors d'elle il y avait des hommes experts dont l'opinion pouvait compter. Un peu plus d'attention de grâce, aux objections faites ailleurs ! Un peu plus de tolérance pour les contradictions qui se produisaient ! Et surtout qu'elle n'ellât pas exclure de son sein ceux qu'un zèle charitable portait à argumenter contre la soustraction² !

En effet, il fut alors question, dans l'Université, d'imposer à tous les dignitaires — non à tous les suppôts, le serment de poursuivre l'union par les voies de *cession et de soustraction*³. Cette motion, à vrai dire souleva des tempêtes. Le roi intervint pour se réserver le jugement de l'affaire, et, au mois de décembre 1397, l'Université, momentanément assagie, résolut

1 « Attendunt principes : Nunquid, quod abest, dabitis occasione vestro populo vobis pariter faciendo non pacem in regno etiam celeriter procuratis ? Nunquid plus duraturus pueri venire quam schisma Ecclesie ? Certum est quod sic plus in triplo. »

2. V. le traité anonyme, en six chapitres, composé vers 1397 ou 1398 par un membre de l'Université de Paris, qui se trouve à la Bibl. nat., ms. latin 1181, fol. 131-163 *Inv.* : « Quia ad quæstiones christianum spectat... »

3. « Pensa, pensa, o Universitas tuum honorem acutus illeum, et vide ne in te gloriæ maculam ponas in oprebitum sempiternum ! Noli de tuis viribus presumere. Quamvis enim scientia multum habundes, tamen alibi clerici notabilissimos nec non ignores, nudi aliorum calores, nec despicere, sed eos in equilibris contra tuos rationes, non contra tuam voluntatem, pone. Et si aliqui solo caritatis motu rationes contra tuam subtractionem ferunt, noli eos suspectos habere et a tuo consorcio separare. » *Ms. cit.*, fol. 163 r.

4. Dans le mémoire qui remplit le 26 juin 1398, l'archevêque de Tours parle de ces serments. Quand le roi, dit-il, voulut résoudre cette affaire, il s'aperçut que la plus grande et la plus saine partie de l'Université était opposée à la mesure qu'on prétendait avoir été votée, « sicut dicunt quod reperitur in quibusdam aliis que vel per alios deputatos facta sunt, vel aliunde viis talibus qualibus non peritus ignotis processerunt. » *Arch. nat.*, J 517, n° 16^b, J 518, fol. 426 r. — Martin d'Alipartil rapporte que dans toutes les facultés il fallut pour obtenir des grades, se rallier à cette voie, et qu'un grand nombre de suppôts furent en butte à des menaces et à des persécutions pour avoir refusé de prêter un tel serment.

de ne plus soulever, pendant un an, cette question brûlante. Elle n'en demeurait pas moins, en majorité, fidèle à la « voie de soustraction. » Malgré l'opposition de son nouveau recteur ¹, elle renouvela, au mois de février 1398, la démarche tentée un an auparavant : Guillaume du Jardin parla devant le duc de Berry, et Jean Luquet devant le roi sans doute pour réclamer, comme le roi de Castille, l'exécution de la menace qu'on avait faite au pape et qui aurait dû se réaliser au terme, dès lors échu, de la Chandeleur 1398 ².

Quelque scrupule ou quelque hésitation qu'éprouvât le gouvernement royal, il lui était difficile de résister longtemps au courant de plus en plus violent qui l'entraînait vers les mesures radicales. Benoît XIII lui-même, après avoir, au début de son règne et jusque vers l'époque de la seconde assemblée de Paris, cherché à regagner par des grâces prévenantes la faveur de la cour, paraissait maintenant, par l'effet du dépit, résolu à ne plus ménager un gouvernement hostile. Dans l'état d'indignation croissante où ses refus entretenaient les esprits en France, certains de ses actes durent y produire l'effet de véritables provocations.

Il trancha, en consistoire public, une question qui devait longtemps encore diviser les canonistes et déclara qu'il n'était point possible d'en appeler du pape ³. En conséquence, il annula le

1. Henri Poelman, qui appartenait à la nation anglaise. A ce propos, le procureur de cette nation pria Guillaume du Jardin de faire remarquer au duc de Berry qu'elle désapprouvait la conduite du recteur. Elle prit soin de le désavouer également devant le roi. Les nations française et normande n'étaient pas moins irritées contre Poelman, qui se refusait à conclure dans le sens de la majorité. Le 2^e février, la nation anglaise, à l'unanimité, décida de joindre ses efforts à ceux des autres nations et de poursuivre l'exécution de la décision déjà prise. Des maîtres qui avaient été absents lors du premier vote se prononcèrent, ce jour-là, en faveur de la soustraction. Poelman finit par être expulsé comme parjure et infâme.

² Denifle et Châtelet, *Auctorium Chartularum* t. I, c. 753, 758, 763, 767.

³ C'est avis d'un membre de l'Université de Paris auteur d'un remarquable ouvrage contre la soustraction composée vers 1397 ou 1398. Il prêche la réconciliation avec le pape : « Quod videtur nullum expedire primo pro natione ecclesie, secus prius factum est. iterum propter appellationem nostram, que sine dubio difficilis est ad sustinendum. Et ita bonum esset habere amicitiam cum Papa : ita quod ipse contra nos crimine vellet procedere et ipse etiam illam condemnationem moderaret et declararet taliter quod honor noster salvaretur. » (Bibl. nat. ms. latin 1161, fol. 162 v^o.)

second appel interjeté par l'Université de Paris et défendit que nul désormais ne renouvelât pareille faute sous peine d'être suspendu de tout office ecclésiastique, de devenir inhabile à recevoir les ordres, d'encourir une excommunication que seul le pape pourrait lever, seulement à l'article de la mort (6 novembre 1396) ¹.

Aux menaces de suppression des provisions apostoliques, il répondit par une nouvelle affirmation des réserves de bénéfices et par une annulation des dispenses qu'il avait précédemment octroyées (8 août 1397) ².

A ses cardinaux qui lui représentaient le danger imminent de la soustraction : « Peu importe, répondit-il ! Saint Pierre n'en était pas moins pape, parce qu'on ne lui obéissait pas en France ³. »

Certain vendredi saint, le dominicain Jean le Gay lui remontra, au cours d'un sermon, qu'il ne pouvait tarder davantage à accepter la voie de cession sans encourir les reproches de négligence et de dureté. Benoît XIII destitua aussitôt Jean le Gay de l'office de maître du sacré Palais et le soumit à un emprisonnement qui dura deux années ⁴.

1. Arch. nat., J 212, fol. 106 v^o (sous la date du 6 novembre de l'an 1^{er} sec) du pontificat et avec celle rubrique fautive : « Adnullatio appellacionis facta per Regem [sic] data per Papam ». Cf. Martin d'Apartil.

2. Interprétant une bulle du 21 novembre 1395, il déclare vouloir se réserver tout bénéfice, séculier ou régulier, curé ou non curé, qu'un clerc détient actuellement ou détiendra par la suite en vertu d'une provision apostolique (Arch. du Vatican, Reg. Avenion, XXIV Benedicti XIII fol. 14 v^o).

3. Déposition du cardinal Nicolas Brancacci du 12 mai 1409 : « Respondit quod non curabat quid sibi foret arbitratu obedientie : nam B. Petrus priusquam non fui, minus papa quod non habuit obedientiam in regno France » Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 2256, fol. 284 v^o.

4. Factum rédigé par les cardinaux en 1400 (Bibl. Mazarine, ms. 1609, fol. 64 v^o : *Quedam rationes de restitutione...* (Theaurus novus anecdotorum, t. II, c. 4186) réponse à l'épître de l'Université de Toulouse Du Boulay t. V p. 12. Épître de Pierre de Thury-Roualdi, t. VIII p. 21, discours de 1400. Joungrou du Châteauf, Preuves, fol. 225 v^o) Acte d'accusation contre Benoît XIII lu, à Pise, en 1409, art. supplémentaire : « Item, contra Johannem Gay, sacre theologie professorem, magistrum Palatii ex eo quia quidam die veneris sancta, cum ipse pontifex preberet quod iam cessans debebat acceptare et quod nullo modo debebat differre, quod si differret, de negligencia et cordis duricia in facto et non in excusatione redargueretur, ipse dictus frater Johannem ab officio magistrum Palatii privavit et quoniam per duos annos sine inchoatione quoniam arrestatum tenuit, ex quo omnes dubitarent pontem vocari ipso de facto unius loqui et producere » (Arch. du Vatican, Armamentum LXII, t. LXXXV, fol. 48.) —

Charles VI avait annoncé que, tant que durerait le schisme, il ne laisserait créer aucun nouveau cardinal de son royaume, et avait repoussé les ouvertures de Benoît XIII qui lui offrait de donner le chapeau à son cousin Louis de Bar¹. Benoît se dédommagea, comme on l'a vu, le 22 septembre 1397, en créant quatre cardinaux étrangers; puis, le 21 décembre, il fit passer Louis de Bar dans une promotion nouvelle².

Depuis le 6 novembre, il avait quitté Avignon pour le Pont-de-Sorgues. Le bruit courut qu'il projetait de se retirer à Marseille, de s'embarquer pour la Catalogne. Ses cardinaux ne répondaient plus à ses convocations. Lui, se croyant menacé de quelque attentat, de quelque attaque à main armée, ne rentra dans Avignon que le 19 janvier 1398, mais ce fut pour s'entourer de précautions insolites, introduire dans le Palais des archers, des pirates, faire peser sur sa cour une sorte de terreur³.

Enfin, et ce fut peut-être la goutte d'eau qui fit déborder le vase, il refusa de proroger à partir du 1^{er} avril 1398 la concession, dont les rois de France jouissaient depuis près de trente ans, en vertu de laquelle le clergé contribuait aux aides, et qu'il avait lui-même renouvelée d'abord pour deux ans le 5 février

Le P. Pages *Histoire de saint Vincent Ferrer*, t. I, p. 121, a identifié à tort le maître du Palais avec le frère prêcheur Sancho « de Porta ». Sur Jean le Gay : H. Denifle, *Chartularium Universitatis Parisiensis* t. III p. 287. — Le même acte d'accusation lu au concile de Pise contient l'article suivant : art. supplémentaire (m) « Item, cum requireretur quod daret pacem Ecclesie ipse rexius mandavit regi Francie quod, si fierent sibi aliquæ novitates, ipse tanta mandata poneret in Ecclesia sancta Dei quod nunquam posset reparari ». — On peut rapprocher de cette menace le propos qu'avait entendu Ilar de Martreuil, évêque de Poitiers, et que rapporta, d'après lui, en 1449, Guillaume Boissatier : « Per Deum, ego non recipiam viam cessationis, sicut petunt et prosequuntur, et, si volent me cogere ad illam, ego puniam Ecclesiam Dei in tanta mandata la qua non fuit a tempore B. Petri » Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 2358, fol. 189^r.

1. Le roi de Castille Jean III « exprime aussi au sujet de Charles VI dans une lettre qu'il écrivit, vers le 8 mars 1397, à ses ambassadeurs en France : « Aussi, pour ce que le dit Roy, mon frere, m'a envoyé dire qu'il avoit acorde de non souffrir ne consentir... que le Pape ne feist ne creast cardinaux aucuns jusques l'en eust union en l'Eglise, — car le Pape offroit de faire cardinal le fil du duc de Bar, son prochain, et il ne le vouloit consentir... — et me prout que je voulsisse ce mesme faire en mes royaumes... » Arch. nat., J 517, n° 3.,

2. K. Eubel *Hierarchia catholica*, t. I, p. 29.

3. Marlan d'Alpartid : Arch. du Vatican, *Intritus et exitus*, n° 375 fol. 169^r ; P. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. V, p. 363.

1393¹, puis seulement pour un an le 31 janvier 1397². Cette ressource indispensable venant à lui manquer, la royauté se trouvait hors d'état d'équilibrer son budget. Elle le sentait si bien que, malgré la froideur de ses relations avec Benoît XIII, elle lui adressa, dès le commencement de l'année, dans l'espoir d'obtenir une prorogation, un des principaux administrateurs de ses finances, Guillaume de Dormans, archevêque de Sens, accompagné de deux chevaliers³. Le pape, comme d'habitude, enveloppa son refus de circonlocutions, mais les princes ne se trompèrent pas sur le sens de sa réponse et quand, pour apaiser leur mécontentement, il dépêcha vers Paris l'évêque de Huecas, ce prélat reçut un tel accueil qu'il se hâta de rebrousser chemin⁴.

On ne tardera pas à voir à quelles mesures extrêmes se porta la cour de France sous le coup de ce nouveau débâcle. Il convient, pour le moment, de revenir de quelques mois en arrière afin d'embrasser la série des actes royaux qui préparèrent la soustraction d'obédience.

Rien de bien menaçant encore dans l'ordonnance du 12 septembre 1397. Le projet de cession était, paraît-il, attaqué, de

1. Je n'ai retrouvé que la bulle relative à la prorogation des aides en Langue d'Oc. Elle est expédiée sur l'humble supplication du roi, qui faisait remarquer l'approche du terme stipulé dans la dernière concession triennale de Clément VII (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. IV Benedicti XIII*, fol. 57 v°, v. plus haut, t. II, p. 378, note 5).

2. Il existe deux bulles du même jour accordant à Charles VI sur sa demande, jusqu'au 1^{er} avril 1398, des aides de Langue d'Oïl et de Langue d'Oc. D'un côté comme de l'autre ces aides consistent dans la taxe des 20 francs d'or par muid de sel, dans celle du huitième des boissons et dans le sol pour livre des autres marchandises (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XXVI Benedicti XIII*, fol. 532 r° 536 r°). Elles étaient alors décorées du nom d'« aide nouvellement mise sus pour le secours de la chrétienté et la poursuite de la paix et union de l'Église » (Bibl. nat., ms. français 26029, n° 2658). Au mois de juillet 1397, Guillaume Maubert était « élu pour le clergé de l'évêché de Troyes pour deniers du Roy » c'est-à-dire pour impositions et autres subventions que le Pape veut que le clergé paie » (Arch. de l'Aube, G 1633, fol. 23 r°).

3. L'un d'eux devait être Jean de Trie, seigneur de Latainville (r. P. Anselme, t. VI, p. 613), frère de l'amiral de France Jean de Trie. Je lis, en effet, dans un compte du chapitre de Sens pour l'année 1397-1398 : « Pro uno scolaro viro ruber de Valera presentato fratri Amiraudo Francie qui erat Avinionem cum domino archiepiscopo Senonensi, die sexta februarii » (Arch. de l'Yonne G 964).

4. Martin d'Alipartid (Gilles Bellemere, *Councils CXVIII* (Labbé Mouton, t. XXVI, c. 65).

vive voix ou dans des mémoires et épîtres, par des clercs qui se dédommageaient ainsi du silence imposé sur ce sujet lors de l'assemblée de 1396 : défense fut publiée dans toutes les villes et « lieux notables » d'oser rien dire ou écrire, même secrètement, contre le programme officiel. Le délinquant s'exposait à de très grosses amendes, et les officiers du roi avaient ordre d'expédier sous scellé à Paris tous les écrits de ce genre qu'ils pourraient découvrir¹.

À cette mesure intolérante, qui n'était que la réalisation d'un vœu émis par l'Université dès le 25 août 1395², se joignit, le 28 octobre 1397, une décision d'un caractère plus grave³. Considérant que Benoît XIII n'usait de son droit de nomination aux prélatures que pour avancer ses partisans, la royauté faisait observer que, « s'il continuoit à ce faire, ce seroit empeschier de tout l'union de nostre mere sainte Eglise. Car, par l'affection naturelle que chascun a à estre pourmeu, plusieurs changeront leur bonne et sainte opinion, *si comme jà aucuns ont fait* qui estoient de l'opinion desusdictc, et, par la promotion qu'ilz ont eue, *se sont muez au contraire.* » Allusion assez transparente à la défection de Pierre d'Ailly, que Benoît XIII avait nommé successivement aux sièges du Puy et de Cambrai. En conséquence, le roi signifiait au pape et au sacré collège que, tant que durerait le schisme, il ne souffrirait plus la réception d'aucun prélat, s'il n'avait été élu ou postulé régulièrement, ou si ce n'était une personne animée de dispositions favorables pour laquelle il eût lui-même écrit des lettres de recommandation. La même résolution était portée à la connaissance des chapitres; si le pape tentait de leur imposer désormais des prélats, ils devaient immédiatement en aviser la royauté⁴.

1 Exemplaires adressés au sénéchal de Rouergue (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1151) et à celui de Beauvais (*Recueil des ordonnances*, t. VIII, p. 157), mandement conforme de ce dernier (Arch. du Vatican, *Armarium* 411, t. XXIV, fol. 81 r^o).

2 V. plus haut, p. 14.

3. Le duc d'Orléans pourtant se tenant à la cour, V. une lettre de lui datée de Paris, ce même 28 octobre 1397 (Arch. nat. K 11, n^o 9^o).

4. « Et pour ce avons deliberé de non receivre ne souffrir estre receu de nous le dit schisme aucun aux prelatures de nostre royaume, si n'est esleu ou postulé ainsi comme de droit doit estre fait. Et si ce se sont aucuns nôtres royaumes par-

Ainsi ne trouvait en partie supprimé le droit de nomination réservé au saint-siège; il ne subsistait plus que sous le contrôle du gouvernement, les chapitres reprenant, pour la durée du schisme, l'exercice de leurs anciens droits.

Si cette ordonnance, que les historiens passent tous sous silence, avait été exécutée, le commencement du régime de la « soustraction » remonterait au 28 octobre 1397. Mais la routine et le laisser-aller, joints à l'intérêt personnel et sans doute aussi à quelque reste de respect pour les droits du saint-siège, triomphèrent de cette volonté de réforme autoritaire. À quelque temps de là, l'évêque de Saint-Pons étant venu à vaquer, Benoît XIII y transféra sa créature Pierre Havat, évêque de Mâcon¹, et Charles VI n'intervint que pour solliciter du pape lui-même l'attribution de ce dernier siège à Gilles le Jeune, dont les dispositions n'étaient rien moins que favorables à la voie de cession. Le roi, les ducs, les grands continuèrent, comme devant, d'assu-
ger le pape de demandes « humbles et affectueuses » en faveur de candidats que ne désignaient nullement les suffrages des cha-
pitres².

semes convenables pour ledite union pour qui nous escrivons. Et ainsi l'avons
requerru encript à N. S. P. et au saint College des cardinaux, et aussi le vous fai-
sons avoir. Et vous prions et requerrons que nullement ne veuillez faire le con-
traire car ce pourroit estre la perpetuation du dit schisme, comme vous pouvez
estre convaincu. Et se aucun vous eussent envoie pour estre vostre prelat par
notre voie que il est et le nous faires incessamment savoir afin que nous y pour-
royons. » (Arch. du Vatican, *Armarius* LVI, t. XXIV, fol. 82 r., Arch. nat.,
LL 166³, p. 213). Ces lettres ne furent pas envoyées tout de suite. Ce sont, je
suppose, que le chapitre de Troyes reçut le 4 janvier 1398. — A Etienne Aude-
lin chancelier du Roy, qui apporta, le vingt-jour, une lettre close touchant
le fait de l'Église universelle adressée à Messigneurs, à lui baillé don commande-
ment de Messigneurs, ix. mots. » (Arch. de l'Aube, G 1833, fol. 81 r.). Le cha-
pitre de Notre-Dame de Paris n'en eut communication que le 25 janvier (Arch.
nat., LL 166³, p. 2184). — À quelque temps de là, le 30 avril 1398, le roi autorisa
les moines de Saint-Jean à procéder à l'élection d'un abbé, mais en la présence
de quelques-uns de ses conseillers. Arch. nat., K 34, n° 46.

1. Bulle du 29 mars 1398. h. Eubel, *Hierarchia catholica*,..., p. 426).

2. Mémoire composé par deux cardinaux au mois de mai 1398. F. Ehrle, *Treasures of the Vatican*, t. V, p. 209-210. (L'opinion exprimée par l'évêque d'Arles Jean Lannard, dans le concile de 1398, « Quod ordinationes factis per Regem super
indebitis creationibus novorum cardinalium (si tales nominari debeant post
obitum domini Clementis, et etiam de non recipiendis de novo promotis contra
formam electionum vel postulationum per capitula vel collegia factarum diligen-
tius debet fieri ut ab eis cesset, Aliis enim via creditur quod ordinationes factis
vel benedictis per Regem in hac materia debeant observari » Arch. nat., J 317,
n° 22.

Sur ces entrefaites, un chambellan du roi, Guillaume de Tignonville, se présenta en Avignon — Benoît XIII résidait alors au Pont-de-Sorgues —; il s'adressa aux habitants, il leur annonça que le roi plaçait sous sa sauvegarde les cardinaux anciens, ce qui revenait à dire que Charles VI s'inquiétait peu du sort des cardinaux nouveaux. Il insista pour que les premiers jouissent d'une pleine sécurité, sans risquer d'être « domagiés » ou insultés d'aucune manière. Il invita les habitants à organiser en conséquence le gouvernement de leur cité, Charles VI, de son côté, envoyait un chevalier qui veillerait avec eux sur le sacré collège¹.

Ainsi les cardinaux couraient quelque danger? Le pape en était cause, apparemment? et le roi profitait de l'occasion pour s'immiscer dans le gouvernement de la cité pontificale. La fidélité et le sang-froid des bourgeois d'Avignon déjouèrent ce calcul. Il n'en était pas moins inquietant : c'est ce qu'un des confidents de Benoît XIII appelle le commencement de la « passion » de son maître².

A une date que je ne saurais préciser, de nouvelles démarches furent faites auprès du pape aux noms des rois de France et de Castile : les sommations succédèrent aux supplications; un nouveau terme fut fixé, postérieur à la Chandeleur, avant lequel les deux pontifes devaient ou se mettre d'accord ou démissionner ensemble. Ce fut en pure perte. Benoît XIII ne prit même pas la peine de répondre aux derniers messages de Henri III, qui le conjurait de suivre une voie quelconque pourvu que ce fût dans le délai fixé. Il ne répondit pas davantage, non plus que le cardinal de Pampelune, aux véhémentes exhortations de l'archevêque de Tolède³.

¹ Sans doute Guichard Dauphin dont, plus tard (mai 1398), deux cardinaux exploitèrent l'absence (E. Ehrle, *Archiv für Literatur*, p. 268).

² *Ibid.*, p. 245, 246; Martin d'Alpartid.

³ V. les lettres de Henri III du 12 décembre 1398 (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 617, 618, 619).

VI

Nous touchons enfin au moment décisif. Des lettres de Charles VI du 7 mars 1398 convoquèrent de nouveau le clergé pour le 7 mai. L'invitation était pressante¹, l'objet des délibérations ainsi spécifié : « Adviser comment l'en aura à procéder au surplus pour l'abregement du fait de l'union² ». La réunion de ce troisième concile présageait de graves résolutions.

Benoît XIII voulut trop tard conjurer le péril. Deux évêques, ses confidents, Dominique de Florence et Pierre Raval, se rendirent à Paris pour tâter le terrain, élucider le Conseil, circonvenir les princes. Ils emportaient tout un chargement de mémoires et de documents favorables à leur thèse, et ils devaient être suivis de près par deux négociateurs de haut rang, Guy de Malesherbes, un des esprits les plus modérés du sacré collège et le cardinal de Pampelune, le plus dévoué partisan de Benoît XIII³.

Mais, d'autre part, d'Avignon même était adressé au roi un mémoire destiné à l'inciter aux mesures extrêmes. Je le crois volontiers rédigé par les deux cardinaux de Thury et d'Amiens⁴. Le pape parjure à son serment, et qui, malgré son indignité,

1. « Et sur quel que vous nous doniez à courroucier, garder qu'il n'y ait defaulte. Quar, se fault y est, il nous en desplaist tres fort et y pourverrons ainsi comme nous verrons qu'il appartient. »

2. F. Ehrle, *Archiv für Literatur.*, t. VI, p. 274.

3. *Ibid.* t. VI, p. 267-268, 267-270; t. V, p. 421, *Religions de Saint-Denis*, t. II, p. 572. Martin d'Aipertis. — Ce dernier prétend que les ennemis du pape voulaient faire d'eux comme ambassadeurs les cardinaux de Giffone et de Thury, et que le roi, dans ce dessein, envoya l'un de ses secrétaires en Avignon.

4. Le R. P. Ehrle, qui publie ce mémoire (*Archiv für Literatur.*, t. VI, p. 266-271), pense qu'il peut être l'œuvre de Pierre de Thury et de Guy de Malesherbes ou bien de Pierre de Thury et de Jean de la Grange (p. 264, 265). Je préfère cette dernière hypothèse, attendu que Guy de Malesherbes se trouve nommé dans le mémoire (p. 270) et que sa mission semble y être envisagée avec quelque méfiance. Pour préciser la date de la composition de ce mémoire, il me semble important de remarquer que les évêques de Saint-Pons et d'Albi et le frère prêcheur Sanche Munier y sont mentionnés comme s'acheminant alors vers Paris (p. 261, 262, 263) or, Pierre Raval et Sanche Munier parvinrent à Paris avant le 7 mai (v. *ibid.* p. 277. Il est possible que ce mémoire eût été lui-même apporté en France par certains des cardinaux de la Curie des Champs signalés la présence à Paris dans son discours du 1^{er} juin 1398 (Hougeouls du Chastellet, *Œuvres*, p. 9).

osant monter à l'autel chaque matin, l'adversaire entêté de l'union qui venait de défendre à ses cardinaux de jamais lui reparler de cession¹, était représenté comme un être dangereux qu'il fallait mettre hors d'état de nuire. Plein d'astuce, il dirigeait vers Paris des agents de corruption, et paraissait fonder grand espoir sur plusieurs des conseillers du roi. Avis au gouvernement, qui, s'il était sage, écarterait du Conseil tous les clercs pourvus par Benoît XIII, prohiberait les réunions suspectes, préserverait le clergé des influences néfastes. Il fallait faire plus : défendre à aucun membre du concile de revenir sur son vote de 1396, à moins que ce ne fût pour l'amender dans un sens favorable à la voie de cession ; barrer le chemin aux cardinaux de Pampelune et de Malisset, s'ils ne s'engageaient pas à discuter seulement l'application du projet de cession ; fermer la bouche aux orateurs qui entreprendraient de défendre la voie de compromis ; enfin faire agir le roi de Navarre pour vaincre la résistance de Martin de Sulva (le cardinal de Pampelune) et, au besoin, punir l'obstination de ce dernier par le sequestre des revenus de son évêché de Pampelune. Le clergé de France ne pouvait pas se séparer avant d'avoir voté la soustraction. Toutefois les revenus de la Chambre apostolique devaient être réservés au futur pape ou dépenses dans l'intérêt de l'union, et l'on stipulait que les cardinaux ne seraient dépouillés de leurs droits

1 V. la *Constitutio de recensenda obedientia Petri de Luna Thomarus* *verus antedictorum*, t. II, c. 1181 et les *Allegationes* du cardinal de Giffone : « Et licet se cardinales abstinuerint a curia usque ad presentem quas rationes tunc propter potentiam, tamen mandatum per totum concilium (tunc reverso) potius potenter intra suam viam permissum. Ipse tamen cardinalis marchionis fecit eis de disputacione licentia de via cessionis vel alia sed in primo concilio non aperiunt quod, quia intrusus negavit, et solo viam cessionis. Cardinales erant absoluti a promissione quam fecerant dominis duobus super dicta via cessionis proseguenda. Propterea non sequuntur quod via cessionis a modo pretermissa, cardinales essent secum. Et cum sibi per dominos diceretur tunc iterum quod in disputa- tione de utraque via, ipse tamen negavit et contrahit expresse se velle de via cessionis aliquid tangere. Et cum sibi diceretur tunc iterum quod in via pre- dicta erant multa inconvenientia, tunc dicit quod depularentur tres cardinales pro una parte, videlicet Pampelune scilicet S. Angeli et dominus Bonifacius, et pro parte Collegii Penestrensis Albanensis et de Thurro, promissio per dominos deputatos. Qui tenentes plures dictas super improbabilitate sua previdebat non quoniam tamen eis aliquid voluit removere de erroribus dicte vie repertes in eodem per dictos magistrum pro parte Collegii deputatos. » *Br. d. nat.*, ms. lat. 1480, fol. 166 v^o.)

que « ils s'écartaient de la voie tracée par le gouvernement. Au surplus, leur adhésion, celle du moins de la plupart d'entre eux, était certaine, la terreur seule les obligeait de garder le silence, et l'une des mesures les plus urgentes consistait à leur désigner comme protecteur le chevalier Geoffroy Boucicaut, frère du maréchal, qui se tiendrait à portée dans son château de Boulbon ou à Villeneuve-la-Comptessonne.

Avant même la réception de ce factum, la royauté avait pris le parti d'écarter à Benoit XIII qu'elle voyait venir volontiers le cardinal de Malouet, mais qu'elle ne recevait pas le cardinal de Pampelune. Benoit XIII, d'après, contremanda le départ de l'un comme de l'autre¹.

L'affluence du centième au troisième concile fut plus grande qu'aux deux assemblées précédentes. Un journal des séances y compte à peu près le même nombre de prélats qu'en 1396, c'est-à-dire quarante-quatre archevêques ou évêques, mais, de plus, de très nombreux abbés, deux représentants de chaque chapitre, deux docteurs de chaque Université et quelques membres non docteurs². Des deux cent quatre-vingt-deux suffrages expré-

¹ *Reliques de Saint-Denis* t. II, p. 77. P. Vély, *Archiv. für Literatur.*, t. V, p. 214. Vély, t. VI, p. 215. — Martin d'Aquino, insinuant dans l'assemblée qu'on voulait lui ôter le gouvernement, obéissant par les universitaires. V. Du Boulay, t. V, p. 439, soulève de autre part, de vives protestations. Jean F. l'envoie à ce propos, quelques années plus tard, « Nec Ecclesia universalis fuit concilio, aliter ipse Benedictus fuit conventus coram quocunque iudice nec auditis in suis responsionibus ymo, ut fectur, cum ad consilium Ecclesie Gallicane non esset cum maxime Pampilonensem, legatum a latere ad eum excusandum iustitiam habuit doli et fraudis quod non temere quia non recipere nec audire ». *Bibl. nat., ms. lat. 415*, fol. 191^{re}. — Au sujet des précédents remontant au commencement du xiv^e siècle, v. P. Vauclat, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France* t. II, Paris 1899, in 8°, p. 399.

² *Le Processus trecento* (édité textuellement) Paris 1884 a été publié par le P. F. de (Archiv. für Literatur.) t. VI, p. 215-8, d'après un registre des Arch. du Vatican (Armarium 113, 4. XLV B). C'est un compte rendu tenu au jour le jour des séances de l'assemblée. A cette source fut importante pour l'histoire du troisième concile il convient de joindre l'ouvrage de Guillaume de Langueac, de Digne, un laïque en droit qui assista à toutes les séances. Ses efforts de prendre par écrit tous les discours de l'assemblée nous les a fournis avec celles d'autres lettrés qui assistaient également aux séances. Son recueil (*Bibl. nat., ms. lat. 11414*, fol. 51-82) est le plus précieux de ces sources. La 1^{re} édition, Paris 1884, t. I, p. 123-251. J'ai été également grand p. et comme tel, car on cite en son nom que Ferrand, ambassadeur de Louis le Grand, pour le roi son maître. *Bibl. nat., ms. lat. 1479*, fol. 104.

més par écrit, il convient, il est vrai, de défalquer, comme on le verra plus loin, ceux des personnes qui, en réalité, n'appartenaient pas à l'assemblée¹. Je ne crois pas me tromper beaucoup en évaluant à un peu plus de deux cents le nombre des ecclésiastiques qui répondirent à l'appel du roi.

Pour la plupart, ce déplacement entraînait de lourds sacrifices. Aussi, dès la première réunion, le 14 mai, commencèrent-ils à adresser des députations au roi afin d'être expédiés promptement. Huit jours pourtant furent perdus : la messe du Saint-Esprit n'eut lieu que le 22. Nous retrouverons ces ecclésiastiques, deux mois plus tard, à la même place, sollicitant vainement l'autorisation de repartir.

La cour, qui avait cette fois son projet arrêté, ne laissa à aucun prélat le soin d'exercer la présidence. Dès la première séance, les gens du clergé virent s'asseoir au-dessus d'eux, comme tenant la place du roi, Charles III, roi de Navarre, les ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orléans et de Bourbon, le comte de Nevers, le sire d'Albret, le Chancelier, le Conseil².

Pour que personne ne pût se méprendre sur les désirs du gouvernement, le discours d'ouverture que prononça, par ordre du roi, Simon de Cramaud, devant des milliers d'auditeurs³, fut

115), à laquelle, à vrai dire, manquent le commencement, peut-être aussi la fin. Elle mérite d'autant plus d'attention que cet ambassadeur assista « à tous les conciles et ordonnances fait sur le fait de l'Eglise, » aussi bien aux délibérations du concile de Paris qu'à l'entrevue de Jean II entre Charles VI et Wenceslas, ainsi qu'en témoigne le duc de Berry dans une lettre du 6 août 1398 (Arch. nat., K 1487, n° 19). Je citerai encore les quelques pages consacrées au troisième concile de Paris par le *Religieux de Saint-Denis* (t. II, p. 378-381). Le texte de plusieurs discours se trouve soit dans un ms. liégeois (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 712 et sq.), soit dans un recueil (Arch. du Vatican, *Armarium* L13, t. XXI, fol. 145-150) qui paraît être, au moins en partie, l'œuvre de Pierre Ruval, évêque de Saint-Pons (v. fol. 215, 225). Un grand nombre d'actes de lettres etc. se rapportant à cette assemblée sont conservés dans la layette J 518 du Trésor des chartes. Enfin j'aurai lieu de reparler des cédules ou bulletins de vote de tous les membres du concile, dont il existe encore les originaux et des copies.

1 Le nombre des ecclésiastiques présents ne correspond pas, d'ailleurs, exactement au nombre des bulletins déposés. Cela tient à ce qu'il y a des bulletins collectifs et à ce que, d'autre part, certains clercs représentant plusieurs chapitres, plusieurs prélats, déposent plusieurs bulletins chacun.

2 C'est ce qui permit à Élie de Lesurange de récuser l'autorité de ce concile : « in quo Ecclesia vel viri ecclesiastici non president » (Arch. nat., J 517, n° 571).

3 Dans la salle, les portes furent fermées aux laïques autres que les princes et aux personnes étrangères à l'assemblée.

consacré à la démonstration du « parjure » de Benoît XIII, l'orateur concluant que les fideles n'étaient plus tenus d'obéir au souverain pontife. Il attribua aux rois de France le rôle de tuteurs et, par moment, de guides spirituels du saint-siège¹; il traça un tableau optimiste des dispositions des puissances². Enfin, après avoir produit de nombreux arguments juridiques, il restreignit le plus possible le champ de la discussion : « Le roi, » dit-il, vous a convoqués pour voir s'il convient de poursuivre « la cession en recourant à la soustraction d'obédience ou par « quelque autre mode. Bien qu'il pût décider la chose de lui-même, il a voulu vous consulter. Pour Dieu, soyez diligents³ » car, en cas de négligence, il saurait aviser. Défense de « remettre en discussion la voie de cession, dont le principe a « été adopté de façon irrévocable⁴ ».

Ce fut encore le gouvernement qui, par l'entremise de deux maires des requêtes, procéda à la vérification des pouvoirs. Ce fut lui qui décida que six orateurs seraient désignés pour combattre la soustraction, six autres pour la défendre.

Quand, au bout d'une nouvelle semaine d'attente, les débats commencèrent, les princes, comme pour se débarrasser d'une formalité gênante, voulurent entendre de suite trois des orateurs chargés de la défense du saint-siège, Pierre Ravat, Sanche Mulier et Jean de la Coste. 29-30 mai⁵. Aussitôt après eux,

1. Ainsi le roi Philippe le Long avait ramené Jean XXII à la vraie foi.

2. V le doute exprimé par l'archevêque de Tours : « *Disunt insuper quod multa falsa data sunt intelligi ad partem et in publico de opinionibus aliorum principum, super quibus facta sunt deliberationes.* » (Arch. nat., J 517, n° 16^b.) Cf. le discours de Pierre Ravat du 29 mai 1320 dont il est question plus loin.

3. Arch. du Vatican, *Armarium* LIV, t. XXI, fol. 303-304. *Amplissima collectio* t. VII, c. 74, 717 (la anecdote que Madéno et Durand publient à la suite n'est pas, comme ils le croient, un discours de Pierre Ravat, mais une analyse en treize articles du même discours de Simon de Cremona). *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 572, 580. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*., t. V, p. 222, t. VI, p. 276, 277.

4. Arch. du Vatican, *Armarium* LIV, t. XXI, fol. 307-321, 320-318, Bibl. nat., ms. latin 1170, fol. 108^{re}, D. Boulay t. IV p. 831-833. Bourgeois du Chastenet, *Preuves* p. 5-20, F. Ehrle, *Archiv für Literatur*., t. VI, p. 278, 279. — On peut lire aux Arch. du Vatican d'autres « Allegations » du frère Sanche Mulier. Inc. « *De vi determinationis sancti asini domini nostri, episcopi, fratris Sancus Mulieris, ordinis Predicatorum, province Tolosane, contra conclusiones sequentes. Prima conclusio est. — La Bessule est papam esse schismaticum.* » *Armarium* LIV,

Simon de Cramaud reprit la parole, encore plus véhément et violent que le premier jour, mettant à célébrer le projet de soustraction une telle chaleur qu'on fut tenté d'y voir l'effet d'un calcul ambitieux, une fois l'autorité du pape supprimée, son titre de patriarche lui aurait assuré la suprématie sur le clergé de France ¹.

Les deux journées suivantes furent encore remplies par des apologies du projet de soustraction, les orateurs, Pierre le Roy et Gilles des Champs, ne s'interrompant que pour laisser un chambellan du roi, Guillaume de Tagnonville, révéler de nouveaux traits d'obstination du pape ².

Le 3 juin, réplique de Pierre Ravat, suivie, le 4, d'une réplique en sens contraire de Pierre le Roy ³. Avec une amertume bien justifiée, le premier se plaignit de ce qu'on laissât publiquement flétrir Benoît XIII des noms de schismatique et d'hérétique ⁴. Mais lui-même, par des affirmations faites à la légère, s'attira de fâcheux démentis. L'ambassadeur de Castille lui déclara — ce qu'il avait paru contester — que Henri III n'avait agi qu'après mûre délibération ⁵, et l'Université lui apprit qu'elle avait

1 XXII, fol. 41-42.) — Les défenseurs du pape avaient arrêté d'avance le langage qu'ils comptaient tenir : il existe aux Arch. du Vatican (*ibid.*, t. XLVII en tête du volume) un petit cahier intitulé : *Memoriale factum in principio consilii per illos qui erant pro parte Papæ*; on y prévoyait tous les arguments qui devaient être employés.

2 Bourgeois du Chastenet, *Preuves*, p. 20-21, Bibl. nat., ms. latin 1479, fol. 104 v°; cf. F. Ehrle, *loc. cit.*, p. 279.

3 Arch. du Vatican, *Armarium* LIV, t. XXI, fol. 191 v°-191 v°, 201-205. Bibl. nat., ms. latin 1479, fol. 119 r°. Du Boulay, t. IV, p. 831, 835, Bourgeois du Chastenet, *Preuves*, p. 29-36; cf. F. Ehrle, *loc. cit.*, p. 279, 280. — Cependant Gilles des Champs, à en juger par son vote (Arch. nat., J 511, n° 151), préférait personnellement l'emprisonnement du pape à la soustraction totale.

4 Arch. du Vatican, *Armarium* LIV, t. XXI, fol. 223-238, Bourgeois du Chastenet, *Preuves*, p. 40-63, F. Ehrle, *loc. cit.*, p. 280.

5 C'est ce que nous apprend l'envoyé de Castille : « Otros dixo a los señores que la su may alta señoría non devia consentir delante si et en tan grand plaza llamar al Papa scismatico et herege, et que devian en ello meter remedio. » Bibl. nat., ms. latin 1479, fol. 111 r°.)

6 « Otros dia siguiente [4 juin], yo pedi licencia para hablar et, avida, puse a dize a los dichos señores que bien sabia la su may alta señoría en como el rey de Francia avia enbiado al rey de Casti la un señor sus embaradores a tempores sobre este negocio de la union, : al Patriarcha et a mossen Collart de Canavilla et a maestro Gil de Campos et a maestro Johan Loquete et a otros que y estavan presentes, et en como sobre ello avia juntado todos los señores et prebados et letrados de sus reynos, et como en este negocio avia procedido con

adopte le projet de cession et de soustraction à l'unanimité moins une voix : en conséquence, elle le sommait de nommer les personnages soi-disant considérables qui lui avaient représenté ses votes comme illusoires et la plupart de ses membres comme hostiles à la soustraction¹.

Sous l'impression causée par ces incidents pénibles, les débats furent clos, après toutefois que la note finale eut été donnée par Pierre Placoul. Trois heures durant, cet orateur, un des plus forts de l'Université réclama la soustraction d'obédience, obligatoire pour tous sous peine de confiscation des biens².

En somme, en dépit de la pression trop visible du gouvernement, malgré la présence continue des princes et leur façon partielle de diriger les débats, les avocats du pape avaient fait leur devoir. Le clergé pouvait se prononcer, au moins en toute liberté, du moins en connaissance de cause.

On sait l'argument favori des partisans de la soustraction. La jouissance des revenus apostoliques et la disposition des bénéfices réservés au saint-siège étaient dans les mains de Benoît XIII une source de puissance, un instrument de domination dont il ne se servait que pour prolonger la durée du schisme. Ayant de l'or à discrétion, il prodiguait les présents, multipliait les ambassades et, tant en France qu'à l'étranger, s'achetait des amis ou s'appliquait à ruiner l'œuvre de ses adversaires. Ayant tous les bénéfices de quelque valeur à sa disposition, il tenait le clergé dans sa main, maître de peupler les évêchés de

maestre conseyo et grand del herçien... de lo qual me reportava a otros que fueran presentes, el como esto era publico el notorio, que me maravillava con que entencion el obispo de Saint Pierre avia dicho aquellas palabras, que sabido era como el rey de Castilla procedia en este negocio el como era aconsejado... » (*Ibid.*)

¹ Dès le 28 mai, les murmures de plusieurs membres de l'Université avaient suscité cette insinuation. Denifle et Châteaun, *Anstariam Charolarii*, t. I, c. 742, note 3. — Si l'on disait au roi, disait Pierre Ravat d'examiner un à un les votes de l'Université, il s'apercevrait qu'il n'y en avait pas la moitié, ni même le tiers qui fussent partisans d'une soustraction quelconque : c'est du moins ce qu'il avait entendu dire à des personnes considérables. Au sujet de l'opposition de beaucoup d'universitaires à la soustraction, v. un passage d'une lettre de Nicolas Bechener (Weizsäcker, *Deutsche Reichstagsakten*, t. V, p. 36).

² Arch. du Val-de-Aisne, *Armement L. V. t. XXI* (fol. 10, 90). Du Boulay t. IV, p. 835-838, Bourgeois du Chastenet, *Preuves*, p. 83-84. Cf. Bibl. nat., ms. lat. n. 1. 74 (fol. 141 v°).

ses créatures et de condamner à la misère les hommes dévoués à l'union ; de là tant de platitude chez les uns, et chez les autres tant de pauvreté ; de là ces defections intéressées ¹, cet attachement servile à la politique pontificale non seulement de la part de ceux qu'il avait pourvus, mais aussi chez tous ceux qu'il retenait par l'appât des expectatives ². Il fallait à tout prix lui ôter les moyens d'exercer cette double influence corruptrice. Quand ses coffres seraient vides et que les bénéfices ne lui appartiendraient plus, la déroute se mettrait parmi ses défenseurs, abandonné de tous, il se laisserait lui-même plus facilement amener à déposer une souveraineté qui aurait beaucoup perdu de son prestige. Telle était la thèse qu'on appelait alors celle de la soustraction *particulière*, justifiant la suppression des taxes et des provisions apostoliques par le besoin d'obtenir l'abdication de Benoît XIII.

A cela les adversaires de la soustraction répondaient, avec grande apparence de raison pour qui connaissait le caractère du pape aragonais que cette abdication, on ne l'obtiendrait pas, du moins de cette manière ³. Benoît XIII était homme à se laisser tuer plutôt que de céder à la violence ⁴. Était-on même sûr de modifier dans un sens favorable les dispositions du clergé ? Les prélats et chapitres, à qui l'on allait rendre provisoirement les droits de collation et d'élection, seraient intéressés à faire durer le plus possible un état de choses qui leur assurerait de tels avantages et, par conséquent, moins pressés de mettre fin au schisme ⁵. Quand bien même il en serait autrement, quand

1. V., notamment, dans le discours de Pierre Plaoul une allusion assez transparente à la defection de Pierre d'Ailly (Du Boulay, t. IV, p. 810).

2. Cf. le traité de Simon de Craonand : « Ponunt enim in prelatis prelatos ubi propitios et aliquos qui, licet ante promotionem essent bene voluntatis, mutantur propter incrementum accepti beneficii. Unde, si Clemens viaticus, qui fecit omnes prelatos sue obediencie crearent, nulli forsitan non ita pure loquerentur in materia. » (Bibl. nat., ms. latin 14641, fol. 76 r°).

3. C'est ce qui fait dire, par exemple, à Valentin du Puy, prieur de la Charité-sur-Loire, qu'il ne peut « percevoir comment par la soustraction nous aurons union » (Arch. nat., J 517, n° 290). Même observation dans la bouche de Laurent de Hue, abbé de Chaalis (n° 336).

4. Mémoire remis, le 26 juin, par l'archevêque de Tours (J 517, n° 16°).

5. Cette idée, déjà exprimée par Raoul d'Orléans, au mois de février 1397 (Bibl. nat., ms. latin 14644, fol. 337 r°), et par l'anonyme du ms. latin 1481 fol. 160 r°, puis par Pierre Raval, dans son discours du 29 mai 1398, reparait

même la soustraction devrait fatalement amener la démission de Benoît XIII, on ne trouvait sous l'empire de la loi évangélique, et non sous celle de la loi de Moïse¹ : le but ne justifiait pas les moyens. Or, même dans la dessein de pacifier l'Église, on n'avait pas le droit de désobéir au pape. Benoît XIII était le pape : sur ce point, Gilles des Champs seul avait paru émettre une sorte de doute², que nul encore n'osait s'avouer à soi-même³. Donc, quelles que fussent les fautes du pape d'Avignon, il n'y avait qu'à courber la tête : fût-il de mauvaises vie et mœurs, parjure à son serment (ce que l'on contestait⁴) fût-il même hérétique on arrivait sans peine à prouver le contraire), il n'était pas permis de lui refuser l'obédience, tant qu'un concile œcuménique ne l'aurait pas frappé d'une condamnation régulière⁵.

Cette difficulté était sérieuse; les défenseurs de la soustraction cherchaient à la tourner d'abord. Cesser de payer à Benoît XIII des taxes dont l'établissement ne remontait pas au delà d'un siècle et dont la charge s'était accrue depuis le commencement du schisme, restituer, d'autre part, aux colle-

dans la cédula remise le 29 juin par Arnault de Breuil, archevêque de Tours : « .. Experiencia hoc docet, in patriis nostris, ubi ordinarii conferunt beneficiis, illa maxime non curant de unione. » Arch. nat., J 517, n° 16^b; J 518, fol. 434 r°.

1. V. le bulletin de vote du Monalde de Barbanson, évêque de Comminges (J 511, n° 35).

2. Discours du 1^{er} juin.

3. V. pourtant le bulletin de vote du maître en arts Roland Ramier : « Le cas des deux qui contendent du papat en soy est doubleux, et que tout homme peut habilement doubler du droit de chascune partie. » (J 517, n° 317) Et les cédulas identiques d'Élie, abbé de Marmoutier, et de Bertrand, abbé de Saint-Maur : « Tous ceulx qui sont de la partie de N. S. P. ne croient pas qu'il soit vray pape; et ains, pour ceuent ceulx de la partie de l'unique le leur. » J 517, n° 281 et 284; V. enfin les *Rationes instantie dicti Parmentis ex prius scriptis recollecte per propositum Roanensem*, lib. nat., ms. lat. 1440 fol. 153 r° (J. Fournier, t. XVI, p. 67).

4. V. surtout le discours de Jean de la Coste du 30 mai.

5. Cf. l'opinion de Dominique de Florence, évêque d'Albi, rédigée le 14 juil. 1398 : « Intellectum lumen meum nec intelligere nec capere potest, nisi ubi preceperit quam que huc usque proposita sunt, quod, remanentibus clavibus et potestate ipsius aliquis solvendi summo pontifici approbato, sentio et reputato, nobis eadem hoc compungit licet ut in summo pontifice obedienciam subtrahere. » J 517, n° 16. Et celle de Bertrand d'Ormetan, évêque de Pamiers : « Non credo absolutionem fore subtrahendam domino nostro pape Benedicto, qui reputatur per nos et eos pape. » J 517, n° 33. Et celle d'Élie de Lestrange, évêque du Puy : « Tamen vel particulare absolutione subtrahere solentem inhonestam, invidiam, amissionem animarum et impossibilitatem omnis juris impartialitate aperte est, ut mihi vide ut in terminis nostris. » J 517, n° 104.

leurs ordinaires, aux couvents ou aux chapitres leurs pouvoirs séculaires, cela ne s'appelait plus une désobéissance au pape, mais bien un retour au droit commun. Il semblait qu'on n'eût laissé que par tolérance les souverains pontifes puiser dans la bourse des clercs et accaparer les nominations aux bénéfices ecclésiastiques¹; du moment que l'occasion se présentait de mettre un terme à cette usurpation on ne faisait qu'user d'un droit en rétablissant ce qui se désignait déjà par le terme fameux de *libertés de l'Église de France*. Du même coup on sauvait de la ruine églises et monastères; on assurait l'exécution des intentions des fondateurs, on restaurait l'usage de la visite épiscopale, interrompu, au grand détriment des âmes, depuis que les papes avaient fait main basse sur les droits de procuration. En un mot, prêcher la violation des bulles de réserve tout en protestant de leur respect pour les droits du saint-siège, telle était la tactique des partisans de la soustraction. A vrai dire cela les entraînait plus loin qu'ils n'avaient songé; par-dessus la tête de Benoît XIII, leurs arguments atteignaient Clément VII et tous les papes légitimes qui l'avaient précédé, ils se voyaient amenés à proposer, au lieu d'un expédient provisoire, une réforme définitive².

1. « Il n'est pas au pouvoir d'un seul homme observe Pierre le Roy de gouverner un si grand peuple et de pourvoir dûment à tous les bénéfices. » Discours du 21 mai.

2. L'idée qu'au point de vue des taxes à payer au saint-siège la situation de la France était moins favorable que celle d'autres royaumes parut avoir chagriné beaucoup d'esprits (v. les votes de Simon du Bosc, abbe de Jumièges et de Guillaume Anger, évêque de Saint-Brieuc; J 317 n° 350 et 351). Plus d'un membre de l'assemblée jetait un regard d'envie du côté de l'Angleterre. Mais à cela l'on répondait que les insulaires avaient de grandes fautes à pourvoir à leur église une sorte d'indépendance (*Ibid.* nat., ms. latin 1081, fol. 160 r°) puis que leur réputation d'orthodoxie était loin de valoir celle des Français. « Propter hoc ipsi Angli non sunt ab omnibus reputati de ecclesia nec sancti catholici et fuerant apud nos hac occasione nonnulli martires effecti. » (Opinion d'Amoith de Breuil, archevêque de Tours, Arch. nat., J 317 n° 14.) Toutefois l'illie des Champs faisait valoir que si on laissait échapper cette occasion d'opérer les réformes elle ne se retrouverait plus : « Et se à cette fois on n'a regard à la franchise de l'Eglise de France garder en regard du pape, jamais on n'y recouvrera, puisque la possession sera ainsi levée au pape depuis quelle aura esté mise publiquement et sollemnellement debatue et mise en deliberation entre les prelates de France. » (*Ibid.*, n° 151.) Jean Canart, évêque d'Arras, est aussi d'avis que le roi ramène l'Eglise de France à ses anciennes franchises (*Ibid.*, n° 22.) Guillaume Anger, évêque de Saint-Brieuc, entend bien que ce soit une réforme définitive (*Ibid.*

Cependant leurs contradicteurs n'avaient pas de peine à démontrer, sinon les avantages, du moins la validité des constitutions qui depuis plus d'un demi-siècle formaient la base du droit canonique, ils rappelaient les révoltes, les guerres, les schismes enfin qui avaient forcé le saint-siège à se créer des ressources. Le roi de France, disaient-ils, était bien mal venu à contester au pape le droit de taxer les clercs, lui qui sollicitait du souverain pontife l'abandon d'une partie de ces taxes à son profit¹. Donc la prétendue réforme projetée constituait bel et bien une révolte contre l'autorité apostolique. Ils en contestaient, d'ailleurs, une partie des avantages : aux créatures du pape seraient substitués dans le partage des bénéfices les créatures des évêques : les familiers, les domestiques des prélats ou encore les favoris des princes, les courtisans du roi, dont les recommandations auprès des corps électoraux seraient toutes puissantes ; le niveau du personnel ecclésiastique serait abaissé, et la science, le mérite encore plus méconnus qu'avant. Ce que l'on décorait du nom de liberté n'était qu'une plus lourde servitude².

Le 20, Jean de Buxy, évêque de Laon, spécifie que, même si le pape acceptait la cession, il ne faudrait lui rendre ni les collations de bénéfices, ni les émoluments de la Curie apostolique (*ibid.*, n° 41). C'est aussi l'avis de Charles de Poitiers, évêque de Chalon, qui consentirait seulement à rendre au pape en ce cas les « vacantes » des archevêchés, des évêchés, des abbayes (*ibid.* n° 33).

Cet argument est employé notamment par Raoul d'Outremont (*Ibid.*, nat., ms. lat. 11644, fol. 376 r°), qui insiste, d'autre part sur la détresse du saint-siège et sur les ruses causées par Raymond de Turenne.

1. Rien de plus commun que le développement de cette idée. V. les traités de Gerson : *De sacramento* t. II c. 16 et de Sureau de Lamoignon ms. la m. 1504 fol. 86 r°. Le d. s. sur le Raoul d'Outremont : « Electiones et collationes non sunt libere, sed precipue principum et potentum etiam frequenter importuni. Sic faciunt indignos servitores suos symoniacos seu per impressionem illius promovendi. Prolixi conferunt beneficia suis consanguineis, servitoribus indignis et suis deferrunt. Studenten et alii viri litterati nichil habebant. » — Cf l'anonyme du ms. lat. 1461 fol. 100 r° : « Nec valet si dicatur quod per Regem remediabitur, quia deus cuilibet ordinario aliquos per modum rotuli recommendabit, ut e de p. non beneficia vacantibus provident. Nam, postquam vacantibus beneficiis, ventur ad ipsos non occupant, sed clero qui primo petant aliud beneficium, et tunc veniat ille qui a Rege fuerit recommendatus, respondabit : Quare non ventisti tuus ? Nec poterit de hoc esse recursus ad Regem, quia Rex, in multis alios occupatus, in talibus modis minime poterit occupari. Et pro certo credo quod non poterit bonos apponi remedium, visio quousque interpretati, saltem aliqui, non sunt qui perfecti sunt deceret. » — Voici encore comme s'exprime Laurent de Huo, abbe de Chaalis : « Cler est quod p. abus et excoz les collations de bene-

Cette fois, les partisans de la soustraction se voyaient forcés de faire encore un pas de plus en avant et d'attaquer de front l'obstacle qu'ils avaient d'abord cru éviter. Oui, c'était bien d'une révolte contre Benoît XIII qu'il s'agissait ; et on la justifiait, soit par son impuissance à triompher du pape de Rome, soit par son indignité. Dans le premier cas, on alléguait un texte autorisant le recours au concile pour décider entre deux pontifes rivaux¹. Dans le second cas, on prétendait que, parjure à son serment, fauteur de schisme obstiné, par suite suspect d'hérésie Benoît XIII avait perdu le droit de gouverner l'Église : s'écarter de lui, cesser de lui obéir, alors qu'il ordonnait le mal, n'était pas seulement un droit, mais un devoir, j'entends un devoir rigoureux, qui s'imposait à tout chrétien, sous peine de péché mortel². Pour un peu, l'on eût déclaré Pierre de Luna d'ores et déjà déchu de la papauté, en rééditant le mot d'Occam : « Un pape cesse d'être pape, quand il se met hors de l'Église »³.

Acces furent ostendés aux prelates. Cler est aussi que vivans ou plus en ont abusé les papes, meus de leur affection charnelle ou de l'infestation des seigneurs temporels. Mais vraisemblable est que, plus que Jacques mais et plus hardement en abusent les prelates, se rendues les sont : car les ditz monnaies ne se multiplient point disposés de cesser. » (Arch. nat., J 517, n° 324). Et Pierre d'Aure, maître en théologie : « Plusieurs sont évesques et autres patrons d'eglises lespiteils, et avoient à conferer les benefices à leur volenté, si les donnaient à leurs parents et servileurs et à plusieurs non clers et ainsi seroit greigneur erreur que devant, et perissent les estudes, et finalement verroit l'en que peu ou nul aucunsment multipliant seroit pourvus en l'Eglise. » *Ibid.*, n° 361. Celui-là cependant vote la soustraction totale. Il s'est pas jusqu'à Jean Courteuaise qui se demande « qu'il soit pourvus par la disposition des benefices tellement que les ordinaires ne les conferent mie à leurs chamberlains ou barbers, qui riens ne scevent, mais à clercs et preudhommes qui les benefices sachent deservir et gouverner selon l'intencion des fondeurs. » *Ibid.*, n° 374.)

1. Discours de Simon de Crausaud du 30 mai.

2. Discours de Pierre le Roy du 31 mai. — Pierre Ravat répondait que, lors même qu'on prouverait que Benoît XIII représentait la voie de cession ou se pouvait en conclure qu'il fût hérétique, ce n'était point là « erreur ni intellectuel contra fidem et persévérance in opinione et voluntate. »

3. Discours de Gilles des Champs du 1^{er} juin. C'est ainsi que l'évêque et le chapitre de Condom, les maîtres de arts Étienne de Sury Jean Bourruilliet et Jean le Petit vont jusqu'à soutenir que Benoît XIII ne devrait pas même être reçu à accepter la voie de cession. Arch. nat., J 517, n° 36, 95, 149, 171, 188. Les abbés de Saint-Germer-de-Fly et de Saint-Gilles en Provence estiment qu'on ne devrait pas lui restituer l'obédience même au cas où il annoncerait l'intention de céder. *Ibid.*, n° 375, 376. « Aussi comme les berbers doivent fuir le loup qui les veut tuer et estrangier, ainsi nous devons fuir de l'obéissance de celui qui nous avons tenu pour vray pape, lequel nous veut tuer les âmes : » c'est ainsi que s'exprime Guillaume Chastre, procureur de l'évêque de Lavaur. *Ibid.*, n° 41.

Il restait bien une difficulté : c'est que cette indignité et cette déchéance n'avaient été, en somme, proclamées que par la bouche d'un Gilles des Champs ou d'un Simon de Craudaud. L'on s'en tirait tant bien que mal en affirmant que le concile réuni dans le Palais de la Cité était *virtuellement* oecuménique, ou bien en invoquant l'autorité du roi de France, sauveur providentiel appelé à intervenir dans les circonstances critiques. Charlemagne, plus d'une fois, avait revêtu l'habit sacerdotal : Charles VI son successeur, possédait même qualité pour s'imposer en cas de besoin dans les affaires de l'Eglise. Cependant, on le voit, il n'était plus question d'opposer seulement à certains commandements du pape une résistance limitée, mais bien de secouer complètement le joug de Benoit XIII. La soustraction *particulière* ne pouvait plus se défendre qu'à la condition de se transformer en soustraction *totale*.

Je n'ai pas besoin de faire remarquer ce que de pareils sophismes avaient de dangereux pour la constitution de l'Eglise. Si le clergé ou le roi de France avaient le droit de s'ériger en juges du souverain pontife, s'il leur appartenait de déclarer que tel acte, telle disposition, qui leur déplaisait chez le pape, emportaient déchéance, s'en était fait de l'indépendance du saint-siège. Le vicare de Jésus-Christ n'était plus qu'une sorte de métropolitain national, révocable à la volonté du prince.

Les adversaires de la soustraction avaient beau jeu, d'ailleurs, à énumérer les conséquences fâcheuses que ce principe faux entraînerait dans l'application : désaccord entre les différents royaumes qui composaient l'obédience clémentine, anarchie dans l'Eglise, où l'on ne saurait plus par qui faire confirmer les

Guillaume du Jardin veut qu'on poursuive immédiatement Benoit comme schismatique (*ibid.*, n° 157), et Bernard Alamanni ajoute que Pierre de Luna est déchu de tout droit, s'il en a jamais eu, et ne saurait plus en acquérir aucun (*ibid.*, n° 30). Pierre Florio estime que Charles VI doit et peut, « par soy ou par autres, les deux contendans du papat bouter hors sans delay, le plus tost qui bonseront faire se pourra, et faire que les cardinaux des deux contendans qui seront de ceste opinion assemblés en certain lieu eslevent un tiers pape universel... et punir les autres comme schismatiques. » (*ibid.*, n° 301). Gilles des Champs admet que Benoit XIII ne soit déposé comme schismatique que s'il persiste dans son obstination, et par un concile de l'obédience. Mais il veut que s'il lui le matin et lance des excommunications au sujet des provisions de benefices, on l'enferme. « sans ce qu'il peut envoyer nulles lettres hors. » (*Ibid.*, n° 154).

archevêques, par qui faire nommer les patriarches, par qui faire juger certains procès ou octroyer certaines dispenses, empiétements des détenteurs du pouvoir séculier sur les droits et possessions de l'Eglise, privée de son chef¹; trouble dans les évêchés, dans les monastères, que disputeraient aux candidats élus les candidats nommés par Benoît VIII; opposition enfin de tous ceux que leur conscience obligerait à obéir au pape plutôt qu'au roi². A cette dernière objection, il est vrai, les Gramaud et les Plaoul répondaient, d'une façon brutale, que le clergé était tenu d'exécuter la soustraction, et qu'on saurait bien l'y contraindre.

Le gouvernement fit annoncer, le 10 juin, l'ouverture du scrutin. Il semblait déjà que la soustraction fût faite. Le Chancelier vanta les avantages du nouveau régime, se portant fort pour la royauté qu'elle ne violerait aucune des libertés de l'Eglise et ne toucherait pas un sou de l'argent du saint-siège. Mais quiconque persisterait à obéir à Benoît VIII serait puni, comme schismatique, de façon exemplaire. On parlait bien de garantir l'indépendance des votants; mais j'ai lieu de croire que le gouvernement n'entendait s'obliger par là qu'à défendre contre le courroux du pape ceux qui voteraient la soustraction³.

Le scrutin s'opéra, du 11 au 20 juin, de la façon suivante. Chaque membre, à l'appel de son nom, pénétrait dans la salle du Conseil. Là, en présence des ducs, d'Arnauld de Corbie, de Pierre de Giac et de deux secrétaires, il prêtait serment et exprimait son opinion de vive voix; après quoi, pour couper court à toute variation, il remettait une sorte de bulletin signé contenant son vote⁴. Ce n'était pas le scrutin secret, puisqu'il fallait,

1. Cf. la cedula de l'archevêque de Tours : « Et advertant obsecro, lex terribilis in hac materia cum quali et quanta sanguine mactatum cum qualitate actione princeps inquisita sunt libertates ecclesie que non actum quasi tote subvertitur, capite spreto, contempto vel remota? » J. 517 n° 16^b.

2. V. le traité de Raoul d'Orléans ms. latin 14611, f. 32 v° et le mémoire de l'archevêque de Tours (Arch. nat., J. 517 n° 16^b J. 518 fol. 476 r°).

3. Bibl. nat., ms. latin 1479, fol. 112 r°; Du Boulay, t. IV, p. 813. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*..., t. VI, p. 282.

4. *Ibid.*, p. 283. Bourgeois ou Clastenet, *Preuves*, p. 75; Du Boulay, t. IV, p. 814, 817. Ms. latin 1479 fol. 112 r° : « Et enant toutes les seniores dignites de Berri et de Bergonne et de Carliens al Palais cada dia des vices, ou en la chambre d'elles en la tarde a examiner les... Les bulletins de vote ou ronds neufs ont

en présence des ducs, dévoiler sa pensée; ce n'était pas non plus le scrutin découvert, puisque le vote restait ignoré du clergé. D'une part, intimidation résultant de la présence des princes d'autre part, impossibilité pour les votants de s'entendre, de se compter, de s'entraîner mutuellement — ce système, inauguré peut-être en 1396, favorisait merveilleusement la pression gouvernementale.

Une seule exception fut faite pour le vote de l'Université de Paris. De ce côté il n'y avait point de surprise à craindre. La « soustraction particulière » avait eu, depuis longtemps, l'approbation des maîtres; on savait, en outre, que, le 11 juin, ils avaient en plus grand nombre encore que d'habitude, résolu de soutenir la « soustraction totale, » la faculté de médecine à la majorité, les facultés de théologie et de droit à l'unanimité, la faculté des arts du commun accord de ses quatre nations. A cette décision conforme aux desirs de la cour on ne pouvait donner trop de publicité. Clercs et laïques furent en effet admis, le 14 juin, à entendre lecture de la déclaration de l'Université¹.

Ce fut même l'occasion d'un nouvel affront fait au pape en la personne d'un de ses défenseurs. Revenant sur un incident qu'on pouvait considérer comme clos, le recteur supplia les princes d'obliger Pierre Ravat à nommer ceux qui l'avaient fausement renseigné sur les votes de l'Université. L'évêque de Saint-Pons ayant consenti alors à prononcer plusieurs noms à l'oreille des princes, on vit des prélats tels que l'archevêque de Tours, l'évêque du Puy, le prieur de Saint-Martin-des-Champs, mandés au banc des ducs et mis en demeure de s'expliquer sur l'origine d'un bruit jugé calomnieux². Ils s'en tirèrent probable-

die conservée — quelques-uns sont du es, parfois même d'une manière très précise, comme celui de l'évêque d'Albi, qui fut écrit de la main du prélat, chez lui, en la maison de la Croix de fer, rue Saint-Martin, le 14 juin 1398. J 517 n° 18.

1. L'original en latin subsiste, muni des huit sceaux réglementaires (Arch. nat., J 515, n° 14, copie dans J 518, fol. 353, publ. par Du Boulay, t. IV, p. 346). Une cédule en français, beaucoup moins développée, véritable bulletin de vote, fut adressée à « Messigneurs, » elle est scellée d'un seul sceau et revêtue de cinq signatures. J 517, n° 140 — copie dans J 518 fol. 360 v°, publ. par Du Boulay t. IV, p. 343). — Mathis d'Alparil nomme la nation normande comme étant à la tête de ce mouvement.

2. F. Eschle, *Archiv für Literatur*, t. VI, p. 383, 384.

nient en désavouant Pierre Ruvel¹. C'est peut-être à la suite de cette pénible scène que l'évêque de Saint-Pons fut tiré par sa chape et malmené de mille manières, plus tard on prétendit qu'il y avait failli périr².

Cependant presque tous les membres de l'assemblée avaient voté; le clergé se consumait dans une attente ruineuse.

Pour faire passer le temps, Simon de Gramaud développait le projet d'une sorte de concile des deux obédiences qui, une fois l'accord établi au sujet de la cession, pourvoirait à la restauration de l'unité dans l'Église avec ou sans le concours des deux papes et de leurs cardinaux. 20 juin³. Toute vague qu'elle était, cette proposition soulevait au plus grand nombre, et, comme si la chose dès lors eût été faisable, on s'occupait de désigner dans chaque province deux évêques, deux abbés, deux chanoines, etc.,

1. « Et illego al escato do estaran los señores duques asenlados, et fablo con ellos; et allí llamaron luego a algunos prelados que el traxo por testigos, et ellos negaron gelo. Et así quedo con vergüesa. » (ibid. aul., ms. latin 1479, fol. 12 v°.)

2. F. Morel, *Archiv für Literatur...*, t. VII, p. 71. On lit dans l'épître présentée à Charles V, en 1402, de la part de l'Université de Toulouse : « Quidam enim ex episcopis, etiam in presentia vestri Consilii, inter premissas quorundam prout nro fuisse sermoneurum patrum vestrorum et fratris presentis, per eos quasi opprobriantur testiter. » Du Boulay t. V, p. 5, passage relatif au d'après le ms. latin 9794 fol. 1 v° de la B. H. nat. Les faits ne sont point contestés par l'auteur d'une réponse à l'épître toulousaine qui n'est peut-être autre que Gerson : « Quis timet? — Timor cadens in viros constantes. Unde ortus? — Unde ortus quod, sicut scribitis, vir quidam legatus ex vestris fore natus est in concilio Parisius celebrato... Quis timori locus servabitur, ubi tam promptos defensores et propulsores injurie episcopus ille mox invenit dominos duces, sicut testamini? Quid, si cerebratus si capitosus, si presumptuose inquietus aut minax vult vester episcopus? Non est nostrum delirare; sed neque est usquequaque incredibile, si talis erat, dum in turbam alacrum ingenioque vivacium juvenum incensus impetit, quod exagitatus ab eis secundum meritum suum et exhibitus existit. » Du Boulay, t. V, p. 24.

3. *Ibid.*, t. VI, p. 204. — Dans son vote Simon de Gramaud développe une idée analogue : « Me semble que, pour avoir un pape, on devrait assembler de chacun Royaume certains quantités de princes et de prelatz, ayans povoir de tous les autres en petit nombre, et adviser un lieu pour assembler avecques le college des cardinaux d'Avignon et ceulx de Rome, et les deux contendans veuillent ou non et lors l'Église toute ainsi assemblée par representation pourroit faire un pape juste et paisible et faire renoncer ces deux contendans ou les punir comme schismatiques » Arch. nat., J 517, n° 9. Cf. les votes de l'Université d'Orléans (*ibid.* n° 139, de Gilles des Champs n° 151, de Jean Caracé n° 22) et de l'université d'Angers n° 59). — On verra plus loin comme Charles VI fit valoir après du roi d'Angleterre cette partie des décisions de l'assemblée de Paris.

qui, avec le métropolitain, composeraient la section française du concile ¹.

Mais les semaines succédaient aux semaines. Qu'attendait-on pour proclamer le résultat du scrutin? Le gouvernement hésitait-il, après avoir tant insisté ²?

Le fait est que la question déjà tant discutée dans le concile l'était alors dans le Conseil du roi; chacun des princes y donnait son avis motivé. C'est là qu'on surprend la pensée politique que dissimulent mal les oracles de Charles VI, et qui, plus peut-être que les considérations d'ordre religieux, influant sur leur manière d'envisager la soustraction. Sans doute il leur restait dans l'esprit quelques bribes des discours entendus; ils savaient répéter que Benoît XIII était parjure, que son refus le rendait inligne du souverain pontificat, ils réclamaient la fin du schisme dans l'intérêt de l'âme des « chrétiens qui chaque jour trespassent de ce meule, » et jugeaient glorieux pour Charles VI de devenir le restaurateur des « libertés de l'Église. » Mais leur langage prenait un accent plus personnel, quand ils abordaient la question par un autre côté : « Les aides sont en voye de fail-
-lir, observa-t le duc de Bourgogne. Et se les aides fail-
-loient, l'en ne pourroit faire les grans faiz de ce royaume... » Ce que le duc de Berry répétait presque dans les mêmes termes : « Les aides sont en voye d'estre abatues, et, s'elles obéent une
« fois, elles sont en voye de jamais estre remises sus; qu

1. À ce projet du concile se rapporte sans aucun doute une liste formée exactement comme le proposait Simon de Gramaud le 20 juin 1398, et qui se trouve transcrite dans un registre du Vatican parmi les documents relatifs au premier concile de Paris : « Sequuntur nomina prelatorum qui videntur bene propere pro concilio de quo agitur pro executione vie cessationis et electione unius pontificis. » V. *Charte Archiv. fur Literatur*, t. VI, p. 132. Cette liste comprend, en général, pour chaque province, l'archevêque, deux évêques, deux abbés et deux chanoines ou clercs notables. Ce n'est donc pas du tout, comme on l'a dit, une liste des prélats favorables à la voie de cession que le gouvernement se proposait de convoquer, en 1395, à l'assemblée de Paris. Le même texte de source italienne nous en fait voir en vue du même projet de concile des pouvoirs qu'on peut lire dans le t. XXVI de *Armarius II* (fol. 146 r°) aux Archives du Vatican.

2. V. les réponses faites au clergé le 7 juin et le 7 juillet. V. *Charte Archiv. fur Literatur*, t. VI, p. 243. — À lire la note fort exacte du *Histoire de Saint-Denis*, t. II, p. 300, on sent tout de suite que le clergé assemble au mois de mai se séparait le jour d'une assemblée pour se réunir de nouveau au mois de juillet (cf. t. II, p. 301), la vie politique de Louis de France. — p. 304.

« serait une moult dure chose pour ce royaume, considere comment les Englois se gouvernement ! » Et le même prince revenait, avant de terminer, sur cette pensée obsédante « Se les aides estoient failliz, ce pourroit estre la destruction de ce royaume ¹. » On se souvient du refus oppose par le pape à une demande de prorogation des aides levées sur le clergé. La royauté ne pouvant se passer de ces subsides, il ne lui restait plus qu'à les obtenir du clergé lui-même. Mais les clercs ne donneraient au roi l'argent dont ils étaient comptables envers le chef de l'Eglise que le jour où ils se seraient affranchis de l'autorité du saint-siège. De là l'urgente nécessité de faire soustraction d'obédience ². Tel était le raisonnement qui, dans l'esprit des princes, réduisait le problème de l'union à une question d'intérêt national ou, pour mieux dire, à une question d'argent : les chiffres, à leurs yeux, avaient plus d'éloquence que tous les arguments canoniques.

Seul le duc d'Orléans blâma cette façon de mêler aux affaires religieuses une question financière — il fallut, à l'entendre, « avoir Dieu seulement devant les yeux. » Il se plaça pourtant lui-même à ce point de vue pratique quand il fit espérer que Benoît XIII accueillerait mieux de nouvelles ouvertures au sujet des aides, et quand il indiqua que les demandes de subsides rencontreraient de l'opposition dans une partie de l'assemblée.

Bref, les ducs de Berry et de Bourgogne se prononcèrent énergiquement, dans le Conseil, pour la « soustraction totale. » Le duc de Bourbon, moins rassuré sur les conséquences de cette mesure, troublé surtout à la pensée des excommunications qu'allait sans doute fulminer Benoît XIII, tint pourtant par consentir à ce que voudraient ses cousins. Quant au duc d'Orléans, il demanda qu'on sommât le pape, une dernière fois, d'accepter

¹ Douët d'Arcey, *Choix de pièces inédites relatives au règne de Charles VI*, t. I, p. 114-118.

² C'est ce qu'indiqua fort bien, plus tard, Colles Belliere. Et nul doute que cela interviut comme un argument décisif dans les négociations. « La soustraction d'obédience, » (Fabre-Magnan, t. XXVI, p. 907) — M. Louis Binet semble avoir entrevu le lien qui y avait entre la question des aides et la soustraction d'obédience, si j'en juge par les positions de sa thèse de l'École des chartes. *Positions des thèses soutenues par les élèves de la promotion de 1828*, p. 68.

la « cession ¹. » En cas de refus, il était d'avis qu'on lui ôtât la jouissance de tous biens et même, ajoutait-il assez étourdiment, qu'on procédât à des voies de fait contre sa personne ².

Cette modération relative eut pour effet de retarder la décision du gouvernement. Les princes se sentirent divisés : ils attendirent.

D'ailleurs, Louis d'Orléans l'avait bien fait sentir : on ne pouvait frapper un tel coup à l'insu de Charles VI, et le malheureux roi n'avait eu que de rares éclairs de raison depuis l'ouverture de l'assemblée. L'on résolut de guetter un intervalle lucide.

Cependant rien n'était négligé pour préparer la solution souhaitée par les oncles du roi. Ils y mettaient même une passion dont un incident jusqu'ici tout à fait inconnu fera mieux comprendre la violence. Le 18 juillet, — plus de deux mois après sa première réunion — le clergé avait été assemblé au Palais pour entendre le doyen de Rouen exalter le zèle des princes et réclamer une fois de plus, au nom de l'Université la « soustraction totale. » Les ducs, qui avaient sans doute arrangé cette scène, firent mine de délibérer, puis répondirent qu'ils se tarderaient pas à clore le concile et pourvoiraient aux requêtes de l'Université ³. Le silence gardé sur les votes émis depuis quatre semaines commençait à devenir inquietant. La séance toutefois allait être levée sur l'annonce d'une décision dont il était facile de préjuger le sens, quand se produisit une sorte d'interpellation qui ne figurait pas au programme. Guy de Roye, archevêque de Reims, hâarda timidement une proposition identique à celle que Louis d'Orléans avait présentée dans le Conseil : « Benoît XIII ne montrait ni sincérité, ni raison, ni justice. Il ne laissait pas d'être le vicare de Jésus-Christ. Mieux vaudrait, avant la sous-

1. Plus tard (19 octobre 1358) il expliqua son vote par trois considérations : il voyait beaucoup de personnages considérables refuser leur assentiment à la soustraction ; il ne lui semblait pas qu'on eût bien pris les précautions nécessaires pour parer aux inconvénients de la soustraction ; enfin le roi lui-même ne s'y était pas encore prononcé. E. Jarry, *La vie publique de Louis de France*, t. V, 375.

2. Douet d'Arq. *op. cit.* t. I, p. 127-128. — Ces votes furent exprimés au plus tard vers le commencement du mois de juillet : car le roi y fit à Paris dans une lettre au comte d'Artois, on a la quelle celui-ci répondit, d'Argentan le 12 juillet. Arch. nat. J 415 n. 14 J 518 f. v. 32 r.

3. F. Ebeler, *Archev. für Literatur*, t. VI, p. 255-306. nat. ms. lat. 1679 fol. 102 v.

traction, le requérir encore une fois. » Avec une brusquerie qui decelait son mécontentement, le duc de Berry imposa silence à l'archevêque : « Taisez-vous, lui dit-il ! Votre langage est « insensé. Ne faut-il pas que nous examinons les opinions de « l'assemblée et que nous nous conformions au vœu de la majo- « rité ? » Mais Guy de Roye n'en fut pas quitte pour cette humiliante algarade. Le Chancelier s'adressa aux prélats pour savoir s'ils l'avaient chargé de porter la parole en leur nom. Ils s'en défendirent, et plusieurs furent assez peu généreux pour siffler l'archevêque : c'est le Chancelier qui dut les rappeler aux convenances. Enfin, tandis que Guy de Roye s'approchait du banc des princes pour s'expliquer, on entendit cette observation tomber de la bouche du duc de Bourgogne : « Le roi mon père « a commis un péché le jour où il a fait archevêque qui ne « mérite pas d'être curé ! Cette manière de défendre Benoît, en « disant qu'il ne montre ni sincérité, ni raison, ni justice ! C'est « un fou ! » L'archevêque de Reims ne trouva rien à répondre. L'opposition était en fuite¹.

Deux jours après, le duc de Berry écrivait au roi de Castille que les travaux du concile touchaient à leur fin, et que la conclusion en serait, s'il plaisait à Dieu, conforme aux vœux, que nous connaissons, du monarque espagnol².

1. Toute cette scène nous est révélée par la relation de l'envoyé castillan, « Et este día luego propuso el arçobispo de Berris et dixo, « Señores, como quier que en nuestro señor el Papa yo nunca falle verdat nin razon nin justicia, antes lo veo en grand pertinacia, en la qual yo non querria estar, antes querria perder mi estado pero, por ser vicario de Dios que nos ha de salvar seria bien que fuesse requerido otra vez. » Et luego el duque de Berry dize que callase, que dizea una grand folia. Ca el Rey su señor et ellos verrian lo que todos avian dicho et farian lo que la mayor parte dixessen, et que lo que el dizea non valia renn *alc*. Et luego el Chancelier dize a todos los prelados que si avian comendo al dicho arçobispo que dixesse por ellos alguna cosa, et dixessen todos que non. Et començaron muchos a salvar al arçobispo et el Chancelier fizo los todos callar. Et dize al dicho arçobispo que, si alguna cosa quierá decir, que lo dixesse ante los señores apertada mente. Et así se levantaron todos et el dicho arçobispo fuesse al estranno de los señores duques. Et como luego, dize luego el duque de Borgona que pecado onera el alma de su padre el Rey en lo fazer arçobispo que non mereçia ser don de una pequeña eglia *etc* que si el quierá hablar por el Papa como theneva tal thena diciendo que en el non fallara verdat n razon ni justicia, et que el nunca pensara, que así era fol. Et el arçobispo non pudo mas decir, et así se fue con grand vergueña. » Ms lat n 1479, fol 312 v^o.)

2. « Quant est mes nouvelles de pardeçà, dont je scé que voulez bien

Les manœuvres perfides auxquelles, à ce moment, se livraient certains agents du pape ne pouvaient que précipiter le détournement. On faisait circuler dans Paris des pièces soi-disant envoyées de Castille d'où il résultait que Henri III n'était rien moins que décidé à faire soustraction et rappelait son ambassadeur accrédité près de Charles VI. Le premier mouvement de ce diplomate fut de prendre, en effet, congé; mais on le retint, et bientôt l'opinion fut fixée : c'étaient des faux, de provenance sans doute avignonnaise¹.

Quant aux protestations qu'élevait Benoît XIII et contre le refus d'entendre le cardinal de Pampelune et contre les injures proferées dans le concile par Pierre le Roy et Simon de Craudaud², on peut juger du peu d'effet qu'elles produisirent par une réponse hautaine du duc de Berry : il appartenait au roi de « pourchacier l'union, » du moment que le pape faisait si « petitement » son devoir; la royauté n'avait à recevoir de Benoît aucune leçon de modération, non plus que les dignes orateurs dont il parlait de façon si peu convenable, mais meilleur

savoir, plaise vous savoir que Monseigneur le Roy a fait assembler les prelatz et clergé de son royaume pour le fait et union de l'Eglise, et a eue vostre advis et deliberacion, que pardevant vous envoïe, leue généralement, la quelle a esté tenue pour tres bien, grandement et sagement euvre faicte et ordonnee. Et chascun jour procede l'un en la besoingne, en la quelle conclusion sera mise briefvement, se Dieu plant, en ensuyvant vostre bonne et vraye opinion. Et icelle prinse, Monseigneur le Roy et moy le vous ferons savoir auyt et pour hastivement... » (Arch. nat., K 1482, n° 17; original signé.)

1 Relation de l'envoyé castillan : «... Lo quales traslados publicados, fur grand escandal en Paris. Lors desun. El rey de España ha variado del primero proposito, thror desun que en Avinion avian fecho aquellos traslados falsamente, en non era de presentar nra persona ser que rey tan grande et tan poderoso varasse, et que, si el alguna cosa queria en este negocio fazer que lo elima a deus e rey de Francia, su lo mas... » (Arch. nat., ms. lat. n° 1479, fol. 13 v°).

D'après une lettre du duc de Berry du 6 août 1478, la troisième de ces pièces fut produite par Pierre Ilvalet en présence des ducs de Berry, de Bourgogne, de Bourbon et du Chancelier. Mais renseignements sur l'intention manifestée par l'ambassadeur de Castille : on le décide à demeurer jusqu'à ce que la soustraction fût prononcée (Arch. nat., K 1482, n° 19).

2 Lettres adressées, le 6 juin, au roi et au duc de Berry (ms. lat., fol. 34 r°, Du Boulay t. IV, p. 158, f. f. de *l'abbé f. de l'abbé*, t. VI, p. 249, *Reliquens de Sacel Denis*, t. I, p. 2). Henri III se e fusa à croire que la lettre interdisant, sous peine de la cour au cardinal de Pampelune si produite envoyée sur l'ordre de Charles VI. Dans son est a ce... on parlait encore en 1599 de la fausseté de cette lettre (f. f. de *l'abbé f. de l'abbé*, t. VI, p. 21).

à quiconque maltraiterait les chrétiens zèles et à quiconque, par des flatteries, égarait le jugement du pape¹!

Enfin, le 27 juillet, le roi se trouva mieux. Les ducs de Berry, de Bourgogne et de Bourbon se rendirent aussitôt à l'hôtel Saint-Paul. On ne reparle plus de Louis d'Orléans : renonçant à la lutte, il avait quitté Paris, ou se confinait dans son hôte².

Grâce au témoignage inédit de l'envoyé castillan, qui semble avoir assisté à cette scène, on peut se représenter — ce qui n'est pas sans importance — de quelle manière le pauvre roi fut mis au courant des événements. « Sire, fit le Chancelier, votre très haute seigneurie sait comme vous recommandâtes à mes seigneurs de votre sang l'affaire de l'union de l'Eglise. Ils y ont procédé avec beaucoup de travail et de diligence. Ducs, comtes, prélats, lettrés, procureurs de chapitres et d'Universités ont tous été examinés. » Sur ce, le roi remercia grandement ses oncles pour toute la peine qu'ils avaient prise, mais demanda que chaque opinion fût consignée par écrit, afin qu'il pût en faire prendre connaissance. « Sire, reprit Arnauld de Corbie, tout est écrit déjà, et les cédulas examinées. Et voici que la plus grande et la plus saine partie estime que vous devez retirer l'obéissance au pape. Mais votre frère, monseigneur le duc d'Orléans, avec seize autres, estime qu'il faut premièrement le requérir. » A quoi le pauvre Charles VI aurait simplement répondu par cet aveu de son impuissance : « Vous savez bien, Chancelier, qu'en une si grande affaire je dois m'en fier à mes oncles... et aux autres³. » Insouciance de

1. Bibl. nat., ms. latin 1479, fol. 34 v°; F. Ehrle, *docs. cit.*, t. VI, p. 151. — Cette lettre du duc de Berry ne serait pas parvenue à son adresse, s'il fallait en croire une note du cardinal de Pampelune.

2. « Et después desta viernes xxvj. dias de julio, vinieron todos los señores a consejo, salvo el duque de Orleans, que partió de Paris et se fue a su tierra. Et los prelados quexaron se que avian estado en Paris tres meses gustando se, et pluriéron a los otros señores duques que los librasen por que se fuesen a sus casas. Et otro día sábado los duques de Berri et de Borgoña et de Borbon et el Chancelier et el Almirante fueron a Sant Polo al Rey. » Ms. latin 1479, fol. 113 v°. Cf. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, t. I, p. 398.

3. « Et el Chancelier dixo la así. — Señor, bien sabe la v.stra muy alta señoría en como encomendastes a mis señores de vuestro sangre el negocio de la unión de la Eglise. Et ellos con grand trabajo et grand diligencia han procedido, et son examinados todos los duques, condes et prelados et letrados et procuradores de cabillas et de Universidades. » Et luego dixo el Rey que agradecería mucho a sus

malade, que Martin d'Alpartil traduit par d'autres paroles assez peu différentes : « Laissez-moi y penser, et faites comme vous voudrez ! » C'est là ce qu'on appela dans le langage officiel la décision du roi, et c'est ce qui permit de dire que Charles VI, se ralliant au vœu de la majorité, avait commandé de publier dès le lendemain l'ordonnance de soustraction d'obéissance.²

Effectivement, le dimanche 28 juillet, les portes du Palais de la Cité furent ouvertes toutes grandes au clergé et à une foule qu'un contemporain évalué à plus de dix mille personnes.³ Le Chancelier prit la parole.⁴

Il remonta dans l'exposé des faits jusqu'à l'année 1393. Mais son récit devint tout d'un coup singulièrement intéressant quand il se mit à rendre compte des résultats du concile. Les eues avaient recueilli les votes de plus de trois cents personnes, sans compter les Universités de Paris, d'Orléans, d'Angers, de Montpellier et de Toulouse. Ils les avaient ensuite revus soigneusement et classés. Sur ces trois cents et quelques personnes, une majorité énorme de deux cent quarante-sept votants, dans laquelle les Universités de Paris, d'Orléans, d'Angers et de Montpellier n'étaient comptées chacune que pour une voix, s'était prononcée en faveur de la soustraction immédiate et totale, devant durer jusqu'à ce que Benoit eût accepté la voie de cession. La minorité, réduite à environ cinquante-trois voix, se décomposait de la façon suivante : dix-huit personnes, vingt au plus, votaient d'ores et déjà la soustraction, mais deman-

tes el grand trabajo que avian auido en aquel negocio. et que le pusiesen en escripto lo que cada uno avia dicho por que no mandasse ver. Et el Chancelier dixo : « Señor, ya todo es escripto, et los dichos examinados, et la mayor et mas sana parte tienen que devenedes tirar la obediencia al Papa, el vuestro hermano el duque de Orleans mi señor con xij tienen que devener primeramente requerido. » El luego dixo el Rey : « Bien sabedes vos, Chancelier, que en tan grand negocio como este no devea creer a nosotros el a los otros. » Ms. en fol. 113 v.¹
Cf. *Religieuses de Saint-Denis*, t. II, p. 361.

1. « Laissez-moi pincer et faites à la que volordis. »

2. *Religieuses de Saint-Denis*, loc. cit.

3. *Ibid.*, Du Houlay, t. IV, p. 267. — F. Eberle, *Archiv für Literatur.*, t. VI, p. 282.

4. Son discours nous a été conservé en latin dans le procès-verbal de la séance du 28 juillet (fol. 101 v.), que la notice (t. I, p. 14-15), Du Houlay, t. IV, p. 248, au *Moniteur* (1809), nous a conservé en français (fol. 102 v.). Son analyse dans la relation du Vatel au P. Eberle, *loc. cit.*

daient que l'exécution en fût ajournée jusqu'à ce qu'une dernière sommation eût été faite à Benoît XIII, seize ou dix-huit voulurent qu'après la sommation, la conduite à tenir fût discutée dans un conseil de l'obédience, le reste avait émis des opinions divergentes dont il n'y avait point lieu de tenir compte. À la majorité s'étaient ralliés les ducs de Berry, de Bourgogne, de Bourbon, de Bar¹ de Lorraine, les comtes d'Alençon², de Nevers de Savoie³ plusieurs autres nobles, enfin le roi, qui, la veille même, avait ordonné l'expédition des lettres exécutoires. S'y ralliaient également les cardinaux anciens, sauf trois, et l'on avait lieu d'espérer que ce trio d'opposants se réduirait bientôt à une personnalité unique, de plus le roi de Castille dont les faux récemment mis en circulation avaient fait bien à tort suspecter les sentiments, à cet égard, la déclaration du Chancelier reçut aussitôt une confirmation dans le témoignage d'un chevalier espagnol récemment arrivé à Paris⁴. Arnauld de

1. Pour venir suivre les délibérations du conseil de Paris, le duc de Bar avait, le 22 mai, délégué à des lieutenants ses pouvoirs dans le pays d'Outre-Meuse. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France...*, p. 208. Il avait assisté au conseil dès la séance du 29.

2. Dès le 27 mai, répondant à l'évêque de Chartres, qui l'exhortait à se faire représenter à l'assemblée de Paris, Pierre II, comte d'Alençon, s'était excusé sur ce qu'il n'avait pas reçu d'invitation officielle; mais il avait aussi cette occasion de s'affirmer une fois de plus partisan de la soustraction: « Car, disait-il, je bien que entre Notre Saint Pere et l'Intens n'est pas debat seulement du nom papal, et que s'il n'y avoit autre profil que le nom, le debat seroit brief ». Douët d'Arcq, *Choix de pièces inédites relatives au règne de Charles VI*, t. I, p. 140. Plus tard, le roi lui écrivit que tous les princes qui avaient assisté aux débats avaient baillé leur opinion par écrit, et il lui demanda d'en faire autant, le comte alors adressa à Charles VI, d'Argentan, le 13 juillet, une déclaration analogue, scellée de son grand sceau, qui est encore conservée aux Archives nationales (J 515, n° 12; J 516, fol. 257 r°).

3. Arrivé à Paris le 2 juin au soir, avec cinq de ses chevaliers, le comte de Savoie avait assisté à la séance du 3.

4. Du Boulay, t. IV, p. 151, Bourgeois du Châtelet, Preuves, p. 78. Cf. une lettre écrite au roi de Castille par le duc de Berry, de son hôtel de Chanteloup, le 2 août 1398: « Votre ambassadeur M^r Fernand, me est très grandement, noblement et prudemment maintenu et gouvernez au gre de mondit seigneur. Et moy ven pardeçà venir ambassadeur de mon seigneur plus gracieusement et plus noblement poursuivre la dicta chose. Veuillez savoir que l'évesque de Saint-Pons, en la présence de beau frere de Bourgongne, de beau cousin de Bourbon, de moy, et du chancelier de France présents avecques de par vous à vostre dit ambassadeur, contenaient que il y avoit esté dit et rapporté que vostre dit ambassadeur avoit dit en la présence de mondit seigneur le Roy et de son conseil que vous estes d'opinion que l'en fust substruction au Pape, et ce il estoit ainsi il en est si moi li esmerveilles car, selon ce que disoit le dit evesque, vous ne l'aviez pas ordonné

Corbie finit en donnant au clergé rendez-vous pour le dimanche suivant : après publication de l'ordonnance, on se rendrait, par manière d'action de grâces, processionnellement à Sainte-Benevise.

Vainement un membre de la majorité demanda que, pour plus de sûreté et afin de tranquilliser les « simples » appel fût interjeté des futures sentences de Benoît XIII. Arnould de Corbie répondit qu'on y avait suffisamment pourvu ¹.

Il ajouta que le roi défendait que nul n'osât dire un mot, faire un acte contraire à l'ordonnance. Et le duc de Berry, après lui, répéta que telle était la volonté du roi, par lui exprimée à ses oncles ².

Il n'y avait plus qu'à s'incliner. Ceux-là mêmes qu'avait peut-être quelque peu étonnés la proclamation des résultats du vote ne conservaient aucun moyen de contrôler les affirmations du Chancelier, appuyées par la présence et par l'assentiment tacite des princes ³.

Notre situation est meilleure. Les bulletins de vote sont demeurés dans les archives royales. J'ai vu naguère encore ces carrés de papier de grandeur inégale dans les sacs de toile où ils avaient dû être originairement enfermés, pour mieux en assurer la conservation, l'administration des Archives nationales les a fait retirer de ces sacs, il y a quelques années monter sur onglets et relier ⁴. Nous pourrions même, à la rigueur, sans

à vosre dit ambaxeur, sirois eslies d'opinion contraire, et pour tant que le mandier pour retourner par delà. Si vusliez savor que, pour obeir toujours à vos bonz plaies et mandemens combien que vostre dit ambaxeur accust assez que le dictes lettres se procedoyent aucunement de vostre entencion et conscience toutvroyes vout il prene congé de mondit seigneur et de nous tous de son une. Mes mondit seigneur le fist demourer et la retenu parcyà jusques apres la esclusion de abstraction. Si vous prie que le dit M^r Ferrant, vostre ambaxeur, vueillez avoir excusé de sa longue demeure, veu et considéré ce que dit est... » Arch. nat., K 1462, n^o 19; original signé ⁵.

1. Le Chancelier n'interjeta, quoi qu'on ait dit, l'obase, t. II, c. 1422, cf. P. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. V, p. 322; aucun appel.

2. Du Boulay, t. IV, p. 831, Bougeois du Chastellet, *Œuvres*, p. 83, P. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VI, p. 284.

3. Actes du concile de Perpignan *ibid.*, t. V, p. 324. Cf. un mémoire du mois d'août 1398 : « Non fuerunt publicato voces in abstractione, quando facta facta, quia multi, et die tunc, esset contradictiones. » *Ibid.*, t. VII, p. 70.

4. Arch. nat. J 537.

recourir à ces originaux, en lire le texte dans un registre ancien du Trésor des chartes qui en contient la transcription ¹.

Qui a donc empêché jusqu'à présent les historiens à commencer par Pierre Dupuy, si versé dans la connaissance des documents du Trésor des chartes, de vérifier d'après cette source le rôle du clergé? — La longueur d'un examen portant sur près de trois cents bulletins, quelques-uns fort développés? La similitude apparente d'un grand nombre de ces cédules, qui a fait dire à l'auteur d'un ouvrage récent que les votes du clergé avaient été presque tous uniformes? En tout cas, ce recensement n'a jamais été fait. Je me hâte d'ajouter que le résultat en modifie singulièrement les conclusions auxquelles semblaient devoir conduire les « révélations » du Chancelier, et qu'il éclaire d'un jour étrange les procédés du gouvernement.

En ce qui concerne le groupe des clercs qui réclamaient une nouvelle démarche auprès du pape et, en cas d'insuccès, la réunion d'un concile de l'obédience, il n'y a guère à reprendre aux dires d'Arnauld de Corbie : son évaluation (seize ou dix-huit voix) est même peut-être un peu au-dessus de la réalité ².

Mais il me paraît avoir grandement diminué l'importance du groupe de ceux qui se bornaient, comme Louis d'Orléans, à demander qu'une nouvelle sommation fut faite à Benoît XIII. Ce groupe, qui se composait, d'après lui, de seize clercs ³, de

1. J 518, fol. 360 v^o-391.

2. E. Jarry *La vie politique de Louis de France*..., p. 206.

3. Je ne trouve, à proprement parler, qu'une douzaine de votants dans ce groupe : Amelb du Breuil, archevêque de Tours (J 517, n° 16^o), qui a rédigé, outre son bulletin de vote, un mémoire développé, remis le 26 juin (n° 16^o), dans lequel il regrette qu'on n'ait pas accepté la « voie de convention » proposée par Benoît XIII; Henri le Barbu, évêque de Vannes n° 72, G. de Brolio, évêque de Combrays (n° 37, le procureur de l'évêque de Laon n° 45, les chapitres de Mecon (n° 107, de Saint-Flour (n° 123, de Louviers n° 103, de Saint-Papoul n° 124, de Narbonne (n° 112) et de Montauban (n° 131), Jean Gaudon, abbé de Saint-Florent-lez-Sauvignat (n° 273), enfin l'Université de Toulouse n° 141. Cette dernière cédule porte, il est vrai, les approbations de l'abbé de Saint-Sern n° Aimery Nadal, nommé par Benoît XIII le 10 septembre 1397 (Arch. du Vatican, *Reg. Arsenon. XXIV Benedicti XIII*, fol. 57 r^o), de Sanche Mulier et de Jean de la Coste « nominibus privatis ». Plus tard l'Université de Toulouse se plaindra de ce qu'elle avait ignoré complètement les questions qui devaient être posées à ses délégués dans le concile (Du Boulay, t. V, p. 6).

4. Communication faite par Arnauld de Corbie au roi.

dix-huit, de vingt au plus¹, n'en comprend pas, en réalité, moins de trente, et, parmi eux, je remarque des personnalités importantes, telles que Guillaume de Dormans, archevêque de Sens², Ilér de Martreuil, évêque de Poitiers³, Étienne de Civry, évêque de Troyes⁴, Jean Tabari, évêque de Thérouanne⁵, et Pierre d'Orgemont, évêque de Paris⁶. Encore en est-il quelques-uns dans ce groupe, qui se prononcent bien plus énergiquement qu'on ne semblait le dire contre le projet de rupture⁷, ou qui mettent à leur soustraction d'obédience diverses autres conditions difficilement réalisables : consentement des cardinaux⁸, participation de tout le clergé de l'obédience à la démarche projetée⁹, identité de traitement à l'égard des deux papes¹⁰, etc.

Quant au reste des opposants, je me demande comment Arnould de Corbie a pu réduire leur nombre à quinze environ. Faut-il donc considérer comme favorables à la soustraction

1. Déclaration faite par le pape devant le clergé et le peuple.

2. J. 517, n° 11. J. 518, fol. 391 v°.

3. J. 517, n° 36.

4. J. 517, n° 67.

5. J. 517, n° 68.

6. J. 517, n° 51. — Surcoint suivant son habitude, Proussart t. XVI, p. 1201 prétend que « aucuns prélats de France tels que l'archevêque de Reims, messire Guy de Boye, l'archevêque de Rouen, l'archevêque de Sens, l'évêque de Paris, l'évêque de Beauvais, avoient trop soutenu l'opinion du pape d'Avignon et par especial de Clément, pour ce quil les avoit avancés, et ne furent point appelés à ce conseil. » Or, tous les prélats qui nous sont présentés par le concile Par contre il y fait penser Pierre d'Ally qui n'y paraît pas.

7. Dominique de Florence, évêque d'Albi J. 517, n° 16, Monade, évêque de Cambray, n° 49.

8. Le procureur de l'évêque de Cambrai J. 517, n° 53, l'évêque de Troyes, celui de Thérouanne, la chapelle de Saint-Pons-de-Thomères (n° 124), Hardouin de Bueil, évêque d'Angers, n° 20.

9. Les évêques d'Albi et de Comminges, le procureur de l'évêque d'Autun J. 517 n° 25.

10. Les évêques de Troyes et de Thérouanne; Pierre, abbé de Beaulieu-en-Arroun J. 517, n° 228; Pierre d'Agneville, abbé de Saint-Éloi de Noyon n° 201, Valentin du Puy, procureur de la Chartre sur Loire (n° 290), Philibert de Saint, procureur de l'évêque d'Autun n° 22, Antoine de Lavier, évêque de Saint-Omer, n° 17, Laurent de Hug, abbé de Chaulgny n° 230, la chapelle de Sens n° 1. Dans ce groupe figurent encore le procureur de l'évêque de Caen n° 31, Hugues de Mont-de-Cassel, évêque d'Agde, n° 17, Pierre de Sauvigny, évêque de Bayeux n° 28, l'abbé de Honay n° 24, Florentin, abbé de Bonneval n° 63, la chapelle de Lantier n° 99, la chartre n° 304 de la n° 106 de Chartres n° 10, de Tournai n° 118, de Sens n° 138 et d'Arras n° 49. Henri de Marle, présent au Parlement, n° 16.

d'obédience *immédiate* ceux qui exigent le consentement préalable des cardinaux, ou du moins de la plupart d'entre eux ? Huit suffrages ont été exprimés dans ce sens et, parmi eux, se trouve celui de l'Université d'Angers, qu'Arnauld de Corbie fait figurer au compte de la majorité¹. Et que penser de cinq prélats ou chapitres qui proposent de se remettre entièrement aux cardinaux du soin de pacifier l'Église² ? De huit autres qui veulent bien cesser d'obéir au pape d'Avignon, mais à condition que les urbanistes, en même temps, cessent d'obéir au pontife de Rome³ ? Ne sont-ils pas opposés à la soustraction *totale* ceux qui, desirant seulement de reconquérir ce qu'ils appellent les libertés de l'Église de France, se promettent, à tous autres égards, de demeurer soumis à Benoît XIII ? Ils sont encore huit dans ce groupe, et non des moins considérables : je citerai parmi eux l'archevêque de Bourges⁴, les évêques d'Amiens⁵, d'Auxerre⁶ et de Laon⁷. L'un d'eux se contente même de demander la suspension des levées apostoliques, après qu'aura

1. J 517, n° 37. — (Cf. la protestation que fera entendre cette Université au mois de mai 1443 (*Reliquens de Saint-Denis*, t. III, p. 90). — Les autres voix sont celles de Hugues de Nagnac évêque de Saint-Flour (n° 60), de Pierre évêque de Lombes (n° 43), du chapitre de Tours (n° 133), de Guy, abbé de la Grasse (n° 218), du représentant de R., abbé de la Cause-Dieu (n° 237), de Gilles des Champs (n° 154), de Simon du Bosc, abbé de Jumièges (n° 250). Ce dernier veut qu'au préalable on s'assure également du consentement de la plupart des rois de l'obédience avignonnaise. Quant à Gilles des Champs, il se propose plutôt pour la détention de Benoît XIII « sans ce qu'il peut envoyer autres lettres hors ». Et cette manière de garder sans le Pape strictement qu'en cas on semble assez raisonnable, pour que on se cessât pas du tout de son obéissance et par aventure, aussi ou plus honorable que la pleine cessation. »

2. Les chapitres de Laon (J 517 n° 100^a et 100^b) de Poitiers n° 146 et d'Alai n° 74, le procureur de l'abbé de Saint-Vaast (n° 239) Nicolas du Bosc évêque de Bayeux (n° 26). Ce dernier veut même qu'on assemble les cardinaux, et qu'on leur fixe un délai dans lequel ils devront trouver un moyen raisonnable de terminer le schisme, s'ils ne s'y prêtent pas, on leur enlèvera la puissance de leurs revenus.

3. Jean Teste, procureur de l'évêque de Beziers et du chapitre de Vienne (J 517 n° 27), les chapitres de Châlons n° 92 et de Noyon n° 113, le procureur du chapitre de Castres n° 90, Henri de Vienne, abbé de Saint-Faron de Meaux n° 236, l'abbé de Preuilly n° 208, Étienne, abbé de Saint-Thierry du Mont-Oly n° 271, le procureur de l'abbé d'Aurillac n° 225.

4. Pierre Aunery, J 517, n° 11.

5. Jean de Boissy (J 517, n° 10).

6. Michel de Crenay (J 517 n° 24).

7. Guillaume d'Estouteville (J 517 n° 11).

été adressée au pape une représentation courtoise¹, et un autre veut ne rien attenter contre les droits du saint-siège avant de s'être assuré de l'assentiment de tous les rois de la chrétienté²; autant dire qu'il écarte implicitement le projet de soustraction d'obédience. En bonne justice, ne faut-il pas inscrire aussi au compte de la minorité les voix indécises ou neutres, celle, par exemple, du procureur des chanoines de Lombes qui dit ne pas avoir de pouvoirs suffisants pour conclure³, ou celle de l'abbé de Sainte-Colombe-les-Sens, qui avoue ne pas bien saisir, attendu sa « simplicité, » les arguments développés pour ou contre la soustraction⁴? Enfin je découvre toute une catégorie de votes, dont Arnould de Corbie se gardant bien de faire mention, ceux de deux archevêques, de six évêques, de deux abbés et d'un représentant de chapitre qui avec une franchise égale à leur indépendance, condamnent, en principe, et repoussent, dans l'application, le projet de révolte contre le saint-siège. On ne sera pas surpris de rencontrer dans ce groupe les deux prélats investis de la confiance du pape, Pierre Ravat⁵ et Elie de Lestrangle⁶; ils proposent que le roi et le clergé du royaume adressent à Benoît XIII d'humbles supplications pour que celui-ci daigne récur un concile de l'obédience, l'assemblée de Paris n'en représentant peut-être pas le quart. À côté d'eux se retrouve prenant la « voie de convention, » un prélat qu'on a vu précédemment chargé d'une mission par Benoît XIII, Guillaume d'Ortolan, évêque de Rodez⁷. Puis viennent les

1. Telle est l'opinion du chapitre de Notre-Dame de Paris telle qu'elle résulte d'une délibération du 11 juin (J 517, n° 115).

2. L'évêque d'Auxerre. Je range dans le même groupe le chapitre d'Autun (J 517, n° 88 et 81^b), Étienne de la Pierre, abbé de Sainte-Genesviève n° 362, et Bertrand Menegouet, abbé de Joyenval n° 316.

3. J 517, n° 101.

4. J 517, n° 145.

5. V. son opinion développée (J 517, n° 67).

6. Sa cédula autographe datée du 27 juin (J 517, n° 27^b) est accompagnée d'un long manuscrit, en latin très remarquable, daté du même jour n° 27^c. Au défaut du pape, il est inc. que ce concile pourrait être convoqué par les cardinaux, le clergé et les princes.

7. Il admet seulement qu'on pourrait recourir à la soustraction des documents de la Chambre apostolique dans le cas où les deux papes refuseraient de suivre la voie de convention, encore ne faudrait-il pas il cesser d'avoir à Benoît XIII (J 517, n° 28).

évêques de Tulle ¹ et de Périgueux ², celui de Vabres, qui voudrait confier le jugement du conflit à un concile composé autant que possible de personnes neutres ³; les abbés de Cîteaux ⁴ et de Boulbonne ⁵, le chapitre de Vabres ⁶, enfin Jean d'Armagnac, archevêque d'Auch ⁷, et Guy de Roze, archevêque de Reims. On se souvient de l'avanie faite à ce dernier prélat, dans son vote, il proteste contre la défense de parler d'autre voie que celle de cession et déclare qu'il refuserait de répondre à la question posée, si un double serment ne le liait au roi ⁸.

Bref, le recensement des votes de l'assemblée du clergé révèle l'existence d'une autorité qui montre, d'une manière générale, beaucoup plus d'éloignement qu'on ne disait pour le procédé radical de la soustraction, et qui, au lieu d'être réduite à une cinquantaine de voix, n'en compte pas moins de quatre-vingt-quatre ou de quatre-vingt-dix ⁹. Je dois ajouter pourtant que neuf de ces pré-

1. Ainsi du moins opine son vicaire, Raymond de Cosnac, licencié en lois J 511, n° 70.

2. Pierre de Fontaines J 517, n° 55.

3. Étienne de Vassignac, évêque de Vabres, paraît avoir envoyé cet avis, sous lettre close, à Béranger Peire son official J 517, n° 136^b. Celui-ci exprime un avis conforme, qui se trouve au n° 71 du même carton.

4. Jacques de Flogny (J 517, n° 310). — Il est cependant fort desirieux de voir cesser les levées et provisions apostoliques. « Item, michi videtur quod istud qui ante servatur in Romana curia in et super beneficiis ecclesiasticis conferendis est valde dampnosus et quasi omnibus bonis hominibus duphecens, et in magnam lesionem fidei et religionis christiane. Et utinam Deus daret dominis nostris Regi et dominis nostris de sanguine Regis gratiam et super premissis malis de bono et ceteri remedia providendi. »

5. Représenté par un procureur (J 517, n° 233).

6. J 517, n° 136^b.

7. La soustraction ne lui paraît possible qu'après nouvelle sommation avec l'assentiment d'un concile de l'obédience et après que le pape aura révoqué toutes les sentences portées par lui ou son prédécesseur, confirmé les promotions faites par les papes de Rome, etc. Autant dire qu'il la juge irréalisable (J 517, n° 19, J 518 fol 482 r°).

8. « Suppositis ut sunt in facto, si bene concepit, inhibitionis facta de non dando verbo nisi de via cessionis, quod admodum michi durum est, et non dato dato de consilio dando Regi super executione via prebete juramento duplici et adstrictas, alias super tali processu quem video non responsurus nisi cum prudentia, propter multa jura intellectum. » Deo michi datum pro presenti clausulam premissam sub tali forma tradidi. » (J 517 n° 13, J 518 fol 407 r°).

— Ainsi que beaucoup d'autres prélats, Guy de Roze avait dû prêter au roi l'hommage lige outre le serment de fiefauté (cf P. Viollet *Histoire des institutions politiques et administratives de la France*, t. II, p. 34).

9. Vital de Castel-Moron, docteur en droit et prêtre de Toulouse, représentait à la fois dans le concile Pierre de Saint-Martial archevêque de Toulouse.

lais ou de ces clercs ont écrit timidement, après avoir énoncé leur opinion, qu'ils s'en rapportaient au roi, ou bien qu'ils se réservaient au vu et vu de la majorité¹, ce qui a pu, à la rigueur, autoriser le gouvernement à les compter comme partisans de la soustraction. Leurs sentiments réels n'en sont pas moins connus. Et quand bien même il faudrait défalquer ces neuf voix du compte de la minorité, il resterait encore, entre les chiffres fournis par Arnould de Corbie et ceux que donne le recensement des bulletins, un écart trop sensible pour qu'on puisse l'attribuer à une distraction involontaire.

La vérification des votes qui composent la majorité ne donne pas lieu à des constatations moins instructives. Un patriarche², deux archevêques³, vingt-six évêques, quarante-huit abbés, trois prieurs, quarante chapitres et trois Universités⁴ ne forment jamais qu'un total de cent vingt-trois suffrages, c'est-à-dire à peu près la moitié de celui que proclamait Arnould de Corbie. Tel était, en réalité, parmi les représentants du clergé de France le nombre des partisans de la soustraction totale ne dépassant guère que d'une trentaine ou d'une quarantaine de voix celui des partisans de l'opinion contraire. Un gouvernement

Pierre de Gros, évêque de Saint-Papoul, Bertrand de Maumont, évêque de Meaux, Bernard de Chevenon, évêque d'Agén, les chapitres de Toulouse et de Nîmes. Il ne borna à adhérer de nouveau à l'opinion qu'il avait exprimée dans le précédent édit. J. 512, n° 85. Quelle était cette opinion ? Je l'ignore. Je doute pourtant qu'il eût reconnu à pareille occasion, s'il eût voté dans le sens du gouvernement. C'eussent donc ses votes à porter à la minorité.

1. Hardoin de Brie, évêque d'Angers, Hugues le Moineur, évêque d'Arles, Ruer de Martreuil, évêque de Poitiers, Valentin du Puy, procureur de la Charité, le vicair de l'évêque de Tulle; le procureur du chapitre de Noyon, Pierre Amery, archevêque de Bourges; l'abbé de Sainte-Colombe de Sens, Guy de Huye, archevêque de Reims, se sert de cette formule énigmatique : « Id quod Ecclesia regni Francie deservit super his per Rogerum de idem, Rex nosse vult et nosse debet, ad futurum salu et utile visum ei fuerit, ad effectum deducere non parvipendat. » Guillaume de Dormans, archevêque de Sens, propose timidement une nouvelle nomination : « Item, se il plaist au Roy tant comme en sera les lettres et mandemens, il pourra envoyer encoir et briefs et le donner pour l'onneur de la dignité papal. »

2. Simon de Craonard.

3. Guillaume de Auxerre, archevêque de Rouen, et Philippe de Thury, archevêque de Lyon.

4. Clément de Paris, de Meaux, de Sens et d'Orléans. Ce la dernière fera entendre une protestation le 5 septembre 1564. Bib. nat. ms. lat. n° 479, fol. 37 v°, et d'Orléans. Le même 1. ms. l'et quelques jours après consent à la soustraction. *Reliquia de Saint-Denis*, t. III, p. 90.

scrupuleux ne fût contenté de constater cette faible différence, qui permettait, au bout du compte, de rejeter sur le clergé la responsabilité de la rupture. Mais, pour faire taire tout murmure, pour décourager toute opposition, il était, paraît-il, nécessaire que le projet de soustraction parût réunir la presque unanimité des suffrages. Aussi ne se borna-t-on pas à limiter, comme on l'a vu, le nombre des opposants : il existe, d'autre part, une longue série de bulletins, tous favorables à la soustraction, qui ont été additionnés aux votes de l'assemblée pour faire nombre et grossir, d'une façon indue, le chiffre de la majorité. On avait déclaré, en effet, que chacune des Universités représentées dans le concile n'avait droit qu'à une voix. Or, cette règle fut bien appliquée aux Universités de province, à celles du moins qui professaient pour le pape un fidele attachement : il en fut autrement pour l'Université de Paris, dont on connaissait les sentiments hostiles à Benoît XIII. Je trouve joints aux bulletins des membres de l'assemblée ceux de vingt-trois maîtres en théologie¹, de quatorze docteurs², de sept licencés en droit³, de trois docteurs en médecine⁴, de vingt-

1 Adam la Baucher (J 317, n° 117), Arnoul de la Fontaine n° 111, Dominique Petit n° 147, Étienne du Mesnil-Pouchart, ministre des Mathurins (n° 118), les carmes Eustache le Grant n° 151 et Gualier de Leneville (n° 152), Geoffroy Lala-chier (n° 153), Guillaume du Jardin (n° 157), Guillaume de Buiville n° 158), Jean de Blois, ermite de Saint-Augustin n° 160, Jean Brizey, conseiller (n° 172), Pierre le Maître n° 263 et Jean de Chaumes augustins n° 173, Jean Guimennet et Pierre Salomon, frères mineurs (n° 176, 207), Jean Laquet (n° 181), Jean Marchon (n° 182), Jean Noblet (n° 187), Pierre Florie (n° 204), Pierre Placé (n° 208), Pierre Warré n° 209), Yves de Lanmeur, prieur de Lochrist (n° 220), Jean Guerechame (n° 174). Le suffrage de ce dernier dut compter pour trois, car il opina tant en son nom que comme procureur des chapitres du Mans et de Laval.

2 Lambert Destache (J 317, n° 144), Guillaume de Cantiers n° 190), Henri de Borne (n° 162), Isambert Martel, conseiller au Parlement (n° 106), Jean Guet n° 177, Jean Roussel (n° 192), Pierre de Lovement (n° 201), Raoul de Leyre n° 211, Richard Bellet (n° 219), Richard de la Fontaine (n° 213), Robert la Niep n° 215), Robert du Quesnoy (n° 216), Yvon de Barenge n° 221), Pierre de Thémecourt n° 206.

3 Adam de Baudribre (J 317, n° 142), Aulroy Sirey n° 111), Florent de Sury (n° 149), Eustache de Fauquembergue (n° 150), Jacques Bonin n° 166), Martin de la Mare n° 114, Jean des Ponts, archiprêtre de l'le-Bouchard, chanoine de Soissons, vicaire général de l'évêque de Luçon, mais non procureur de ce prélat, qui lui-même est présent, n° 47.

4 Jean Richard (J 317, n° 190), Nicolas Durescu n° 196 et Pierre de la Cheslayne (n° 200).

sept maîtres en arts¹ et du propre recteur de l'Université², sans compter le délégué d'un groupe de docteurs de Montpellier³, tous réclamant avec un parfait accord la soustraction d'obédience immédiate. Il est à remarquer que les hommes d'opinion modérée que comptait dans son sein l'Université de Paris s'abstenirent : je citerai Gerson⁴. Par contre, les Pierre Plaoul et les Jean Courtecuisse, qui se sont fait un nom par la hardiesse de leurs doctrines ou par l'emportement de leur parole, figurent au nombre des votants. Ce n'est pas tout encore : je relève les bulletins d'un conseiller au Parlement⁵ et de trois maîtres des requêtes de l'Hôtel⁶. Leur qualité de clercs n'eût certes pu être un titre suffisant pour leur permettre de participer au vote du concile, si le gouvernement n'eût été sûr de trouver en ces officiers royaux de complaisants auxiliaires de sa politique religieuse. Un certain nombre de ces bulletins que je n'hésite pas à qualifier d'irréguliers portent des dates : elles sont toutes comprises entre le 1^{er} et le 5 juillet. A ce moment la plupart des votes étaient acquis ; les princes savaient à quoi s'en tenir au sujet des sentiments du clergé. C'est alors que, sentant la victoire prochaine, ils éprouveront sans doute le besoin de faire

1. Gilles de Joffres (J 317, n° 155), Gilles de la Place (n° 154), Guillaume de Langueil (n° 160), Henri de Breuille (n° 162), Henri de Fontaine (n° 161), Yves Housset (n° 167), Jean Bourrillet (n° 171), Jean de Dompmartin (n° 175), Jean de la Jalousie (n° 176), Jean le Comte (n° 179), Jean Marchant (n° 183), Jean Mathis (n° 184), Jean Moraine (n° 186), Jean le Petit (n° 188), Jean Roussel (n° 189), Jean de la Ruelle (n° 191), Macé le Mercier (n° 193), Nicolas du Val (n° 197), Nicolas d'Estrees (n° 198), Pierre Cauchon (n° 199), Pierre Gochet (n° 200), Pierre Mahille (n° 203), Pierre d'Elmont (n° 216), Roland Harner (n° 217), Ursin de Tallevende (n° 218), Nicolas de Beaurain, délégué de la nation picarde (n° 223), et Walter Forest er, écossais, procureur de la nation anglaise (n° 230). Le P. Denifle fait observer *Anecdota Cartularia*, t. I, p. LXXIV que ce vote n'empêcha pas Walter Forestier d'accepter ensuite de Benoît XIII l'évêché de Brechin.

2. Jean Mion (J 317, n° 165).

3. Jean Aguilhon (J 317, n° 139).

4. A ce moment, Gerson devait être en Flandre, où le duc de Bourgogne l'avait nommé d'ordonnateur des finances. J.-B. Schwab, *Johannes Gerson*, p. 9-102 : « In conclusionem subtraxit omnia affata, et venit ille postmodum le 5 janvier 1408 *J. Gersonis opera*, t. II, c. 7 ». Dans son traité *De Schismate* (ibid., p. 14-17) il n'est pas question d'une telle soustraction et même d'un vote, mais seulement de la publication d'un décret N 31 au moyen duquel le reproche de parjure.

5. Jean de Longueil (J 317, n° 150).

6. Jean le Prieur (J 317, n° 150), Robert Gouchier (n° 214) et Tristan du Bos (n° 219).

appel aux troupes de renfort, je veux dire aux officiers royaux et aux universitaires dont la bonne volonté ne pouvait être douteuse¹.

Renforcés de la sorte, et par un procédé sur lequel on n'eut garde d'attirer l'attention, la majorité n'atteignit certes pas le chiffre de deux cent quarante-sept voix que proclamait Arnould de Corbie, mais du chiffre réel de cent vingt-trois voix, elle s'éleva à celui de deux cent trois. On la grossit encore de toutes les voix des princes, excepté celle du duc d'Orléans, puis, comme on l'a vu, de toutes les voix retranchées arbitrairement à la minorité. Et c'est ainsi qu'on put faire croire que, sur trois cents suffrages représentant les opinions de tout le clergé de France, une minorité infime, environ le sixième, avait seule soulevé de timides objections contre le projet de soustraction d'obédience. Les contemporains furent convaincus, ou feignirent de l'être. Personne ne remarqua, personne du moins ne releva l'étrangeté du procédé. Le duc d'Orléans lui-même passa condamnation². Avec le temps l'imagination opérant son travail accoutumé de grossissement, il arriva qu'au bout de huit ans, la majorité du concile avait encore enflé : si l'on s'en tint à un discours inédit prononcé, le 8 juin 1406, par l'avocat du roi Jean Jouvenel, ce ne seraient plus trois cents, mais trois cent quarante-sept prélats qui auraient composé le concile de 1398 ; ce ne seraient plus deux cent quarante-sept voix, mais trois cent vingt qui auraient voté la soustraction d'obédience, et la minorité, au lieu d'être d'un sixième, n'atteindrait même pas un treizième de l'assemblée³. Ces chiffres fantastiques, résultat

1. Un grand nombre de ces personnages indiquent dans leur bulletin de vote qu'ils ont été « appelés par le Roi au concile » ou bien « requis par le Roi et les princes ». L'un d'eux, Guillaume du Jardin, vote sur l'ordre du roi le 22 juillet, après avoir voté une première fois le 19 juin comme procureur de l'évêque de Meaux (J 317 n° 15 et 127). Le président Henri de Male qui d'ailleurs se prononce comme on l'a vu pour la soustraction particulière ne fut appelé qu'au dernier moment. « Considère que je ne fus oncques appelé ne present au la matière en fut discutée » *Ibid.* n° 162.

2. Le 19 octobre 1398, il déclare que la soustraction a été votée par la « multitude major pars » de l'assemblée. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 343. La minute de cet acte portait même les mots suivants, qui, à vrai dire, ont été raturés : « Ymo fere omnes, paucis exceptis », Arch. nat., J 319, n° 18.

3. « Car il y furent ccc xlvj. prelatz, à compter une université pour un prelat et furent presque tout un, excepté xxvij. Ce furent ccc et xx. à la conclusion de la soustraction contre xxvij. » Arch. nat., X¹ 4387, fol. 201 r., 202 v.

d'altérations successives, dont la dernière seule est peut-être inconsciente, ont été consacrés par un arrêt du Parlement rendu un mois après le discours de Jean Jouvencel, et qui n'a cessé d'être invoqué comme un des monuments les plus vénérables des antiques libertés de l'Église gallicane¹. C'est assez dire que le mensonge a triomphé jusqu'à nos jours².

Rétablissons la vérité. Ce ne sont ni le treizième, ni le sixième, mais bien les deux cinquièmes de l'assemblée du clergé qui repousseront le projet de rupture immédiate. Le haut clergé se portera à peu près par moitié. Ce sont les couvents, les chapitres et les Universités qui firent quelque peu pencher la balance du côté révolutionnaire. Si faible fut la majorité favorable à la soustraction d'obédience totale qu'on peut se demander si le résultat du concile n'eût pas été tout autre sans la pression exercée dès le premier jour par le gouvernement³.

Pour quelques-uns des membres de cette minorité, le souvenir des bienfaits reçus de Benoît XIII ou l'espérance d'en obtenir de nouveaux ont pu entrer en ligne de compte⁴. La plupart ont dû se laisser toucher par les forts arguments qu'on avait fait valoir, au cours de la discussion, contre une mesure non moins inutile que dangereuse. Le reste de l'assemblée, soit intimidation, soit intérêt, soit ressentiment contre Benoît XIII, besoin d'affranchissement ou illusion sincère, se laissa entraîner à courir la grande aventure⁵.

¹ Arrêt conseillé le 10, prononcé le 17 juillet 1406 (X. 1^{re} 53, fol. 238 v^o; Du Boulay t. V, p. 130. *Preuves des libertés de l'Église gallicane*, t. II, p. 174; Bourgeois du Chastenet, *Preuves*, p. 234).

² V. G. Erler *Zur Geschichte des Päpstlichen Anstalts Programm des Aloysianums in Leipzig* (Leipzig 1884, in-4^e), p. 23. F. Hocquart, *La cour de Rome et l'esprit de réforme avant Luther*, t. III (Paris 1887, in-8^e), p. 42, etc.

³ L'archevêque de Tours s'en plaint dans son mémoire remis le 26 juin : « Item quedam conclusiones facte sunt per contumaciam et infamaciones, etc. Et oportet ut in fine deservat. Nullum enim violentum alio dicitur. » J 517, n^o 36^a.

⁴ C'est ce que ne manqueraient pas de dire de Pierre Bayet et consorts les membres de la majorité. J 517, p^{tes} 59 et 267.

⁵ Cf. la note déjà citée de l'archevêque de Tours et un mémoire composé en 1399. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 71). — L'archevêque parle encore de ceux qui cèdent au goût de la nouveauté, de ceux qui se laissent influencer, de ceux qui constatent que le pape a fait de mauvais choix, mais ne se rappellent pas que les ordinaires en faisaient de pires encore, de ceux enfin qui n'ont jamais appartenu de cœur à l'obédience papale. Parmi ces derniers, il aurait pu citer l'allemand Gilles de Jusfame et Demisse et Châtelain, Augustinus Char-

Jugeons donc plus sainement de l'état des esprits en France à cette époque, et, quels que fussent l'ébranlement résultant du schisme, la désaffection presque générale à l'égard de Benoît XIII, reconnaissons la persistance et la puissance du lien qui retenait encore le clergé français dans la dépendance du saint-siège ¹.

L'ordonnance de subtraction fut expédiée quelques jours plus tard sous la date du 27 juillet 1398 ². Elle flétrissait l'exécrable égoume des deux pontifes, qui sacrifiaient les âmes à leur amour déordonné du bien-être. Protestant contre l'intention prêter à Charles VI de viser à l'élection d'un pape originaire de France, elle affirmait que le roi, au besoin, s'accommoderait d'un arabe, pourvu qu'il fût bon catholique. Elle alléguait, avec assez peu d'à-propos, des exemples empruntés à l'histoire ecclésiastique. Enfin elle annonçait que, sur le conseil de l'assemblée, le roi, le clergé et le peuple se retireraient totalement de l'obédience de Benoît XIII sans même spécifier, comme l'avait fait Arnould de Corbie, que cet état de révolte consacrait le jour où le pape accepterait la voie de cession ³. Défense était donc faite à

loc. cit., t. I, p. 13319 et s. 179. On trouve une énumération analogue dans le discours prononcé devant le roi, au mois d'avril 1402, au nom de l'Université de Toulouse. Bibl. nat., ms. latin 1479, fol. 120 r°. Certains membres de la majorité croient devoir protester de la pureté de leurs intentions, par exemple, l'archevêque de Rouen : « Et cecy je ne le dy pour faveus, ne pour layne, ne pour corruption, ne augmentation de mon estat, fors que pour le bien de l'union de l'Eglise. » J 517, n° 14.)

1. Nul n'alla, heureusement, aussi loin que Jean de Montaigu. Le projet soutenu de cet évêque de Chartres consistait à faire déclarer par les deux collèges Benoît et Benoît schismatiques, puis à faire élire par les cardinaux deux autres pontifes bien disposés, ceux-là, à suivre la voie de cession (J 577, n° 30). Il ne dépendit pas de ce projet qu'il n'y eût quatre papes au lieu de deux.

2. Arch. nat., J 518, n° 4 (original scellé du grand sceau de curie velle. F 51 n° 48 (original autrefois scellé provenant de Saint-Denis. J 52, fol. 94 r° V 1° 407 fol. 140 r° V 2. fol. 143 r° LL 1132, p. 299. Bibl. nat. ms. latin 14512 fol. 33 r°, ms. latin 12544, fol. 199 r°; Arch. de Loire-Inférieure, E 44, n° 12, Bibl. du Vatican, ms. lat. Vatic. 1957, p. 102, Bourgeois du Châtelier, *Preuves*, p. 79, *Preuves des libertés de l'Eglise gallicane*, t. II, c. 155, *Ordonnances*, t. VIII, p. 128, *Religieux du Saint-Denis*, t. II, p. 510. — La même ordonnance porte la date du 28 juillet dans le t. XXVI de l'*Armarius LIV* des Arch. du Vatican (fol. 125 r°), elle a été imprimée sous cette date par Rinaldi (t. VII, p. 23) et par Du Boulay (t. IV, p. 83). Plusieurs phrases du discours prononcé par le Chancelier le 28 juillet prouvent qu'à cette date cette ordonnance n'était pas encore dressée. Du Boulay, t. IV, p. 830.

3. Le fait ne manqua pas d'être remarqué. Cf. F. Eble, *Archiv für Lateinisch.*, t. VII, p. 102.

tous sujets, clercs ou laïques, d'obéir aucunement à Benoît, s'ils ne voulaient encourir des peines exemplaires qui leur seraient infligées au nom de l'église et du roi de France. Quant aux complices et partisans du pape d'Avignon, les ordonnances disposaient immédiatement de leurs bénéfices, à moins qu'on ne se contentât d'en donner la jouissance à des commendataires¹. Cependant, sur ce dernier point, un mandement du même jour contredisait l'ordonnance en statuant que les bénéfices des partisans de Benoît seraient simplement mis sous séquestre et gouvernés au nom du roi².

Il fut entendu que les juges et commissaires apostoliques interrompraient immédiatement le cours de leurs procédures contre les sujets du royaume, faute de quoi la prison et la saisie de leurs biens ou, s'ils étaient ecclésiastiques, la saisie de leur temporel puniraient leur désobéissance³. Toutes bulles ou lettres du pape devaient être envoyées au roi, et le porteur même emprisonné, s'il s'agissait de sentences ou de bulles contraires à l'ordonnance⁴.

Le roi, d'ailleurs, protestait qu'il ne voulait retirer aucun

1 La publication de cette ordonnance eut lieu, à Paris, le 1^{er} août comme il résulte de la chronique inédite de Laurent Pignon : « Eodem anno facta fuit subactio obedientie a papa Benedicto per totum regnum Francie et Castellæ, et publice Parisius 1^o die augusti per mag. Epianum de Campis predicatorem in quibus Pallaci super Mensam magnificam ex parte Regis autentice proclamata. » (Ibid. nat., ms. lat. 14547, fol. 145 v^o.) — Au Parlement, l'ordonnance fut enregistrée le 19 (Arch. nat., X 1^o 3602, fol. 153 v^o), et non le 29 août comme l'imprime Du Boulay (t. IV, p. 311). En province la publication eut lieu plus tard encore : ordonnée seulement le 5 septembre par le bailli de Tours, elle ne se fit que le 9 septembre, par exemple, à la foire de Laon (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 300). Certains officiers royaux défendirent, notamment à Nîmes, que l'on désignât Benoît VIII autrement que par le nom de Pierre de Luna. La curie romaine n'aurait pas remarqué du tout pareille attitude : « Cento-deux Jours en France, annonçant partout qu'il n'y avait plus de pape, que Charles VI avait destitué Benoît XIII. » (Hérel, *Archiv. fôr. Littératur* .., t. VII, p. 30.)

2. Un mandement du même jour, en français, fut adressé à tous les justiciers et officiers du royaume (Arch. nat., J 515, n^o 10, original scellé; Arch. du Vatican, *Armarium* LII, t. XXVI, fol. 137 v^o, *Ordinances*, t. VIII, p. 305, *Amplissima collectio*, t. VII c. 30^o).

3. Autre mandement en latin, du même jour (Arch. nat., J 515, n^o 2, original nat., J 518 fol. 294 v^o 295 v^o 296 v^o 297 v^o Arch. du Vatican, *Armarium* LII, t. XXVI, fol. 113 v^o, *Ordinances*, t. VIII, p. 271, *Preuves des libertés de l'église gallicane*, t. II, p. 162).

4. Autre mandement, en français, du même jour (*Ordinances*, t. VIII, p. 271 et, D. Vasquez, t. IX, p. 92 note 2).

profit personnel d'une mesure dictée par l'intérêt de l'Église en conséquence, les élections, postulations et collations se feraient en toute liberté; et, s'il arrivait que, par impossible, des faits de pression se produussent, recommandations ou menaces, il défendait d'en tenir compte¹.

Le clergé se réunit encore le 8 août pour prendre une série de dispositions complémentaires. Il fut décidé que, jusqu'à la fin du schisme, les élections des monastères exempts seraient, comme les autres, soumises à la confirmation du diocésain, qui donnerait à cette occasion des lettres de non-préjudice; en outre, qu'on ne tiendrait nul compte des grâces expectatives octroyées par Benoît, à moins qu'elles n'eussent déjà fait acquérir quelque « droit en la chose² ».

Les dispositions suivantes sont prises dans un règlement postérieur³. Dans les cas où le pape seul avait coutume de donner l'absolution, on se proposait de recourir aux pénitenciers de la cour d'Avignon, s'ils se séparaient de Benoît XIII, sinon, aux évêques diocésains, qui imposeraient au pénitent l'obligation d'aller trouver, si tôt qu'il serait élu, le pape unique et incontesté. Les dispenses de mariage, si le cas était urgent, s'il y allait par exemple de la paix des royaumes, seraient octroyées par les évêques, sinon par le sacré collège⁴. Les appels seraient

1 Déclaration également datée du 27 juillet 1303. Arch. nat., J 513, n° 21, original scellé; J 518, fol. 297 v°; X 1 4602 fol. 106; Arch. du Vatican, *Armarium Lit.*, t. XXVI fol. 130 r°, 132 v°; *Preuves des libertés de l'Église gallicane*, t. II p. 182. Ordonnances, t. VIII p. 275.

2 Procès-verbal de la séance du 8 août (Arch. nat., J 518, fol. 291 r°; cf. *Neuquies de Saint-Denis*, t. II, p. 397; *Lettres royales* cat. ex. du même jour (J 513, n° 9, original scellé, J 518, fol. 296 v°; Arch. du Vatican, *Armarium Lit.*, t. XXVI, fol. 132 v°, 136 r°; Du Boulay, t. IV, p. 853, *Thesaurus apertus anecdotorum*, t. II, c. 1131; Ordonnances, t. VIII p. 291). — Par déclaration du mois de novembre 1306, il fut dit que l'ordonnance de soustraction ne porterait pas préjudice aux exemptions et privilèges de l'ordre de Cîteaux. *ibid.*, p. 306.

3. « Sur les inconveniens qui pourroient avenir à cause de la substruction de obediencia totale ont esté avésés les provisions et remèdes qui suivent... » Bibl. nat., ms. latin 1463, fol. 330; Du Boulay, t. IV, p. 831, *Bourgeois de Chanteneil*, *Preuves*, p. 291. — Dans cette dernière édition, le règlement en question est placé fort mal à propos à la suite de l'ordonnance du 17 avril 1310. Il se postérieur au 23 août 1308, car il contient une allusion à la charte de non-préjudice qui fut délivrée par l'évêque de Paris à l'occasion de la confirmation du nouvel abbé de Saint-Denis; et cette charte est datée de ce jour. Arch. nat., Lf 5192, p. 362.

4 Il fut encore question, dans une assemblée tenue à Paris aux mois de février

portés de l'évêque à l'archevêque, et de celui-ci à un concile provincial annuel. On expliquait très bien que, parmi ces réformes, il y en avait de provisoires et de définitives. L'Eglise de France recouvrait pour toujours ses franchises; la royauté ne laisserait plus le saint-siège éternuer, comme il faisait alors, la puissance des prélats. Plus d'annates, plus de procurations, plus de taxes apostoliques! En cas de détresse exceptionnelle, on trouverait bien d'autres moyens de venir au secours d'un pontife qui aurait fait son devoir. Enfin on s'efforçait de rassurer les consciences. Nulles étaient les sentences que le pape prononcerait, pour plus de sûreté cependant les personnes timorées auraient la permission d'interjeter appel. Nulles, les obligations que les ecclésiastiques avaient contractées envers le saint-siège sous la foi du serment, ou tout au moins l'effet en était suspendu. Au surplus, le gouvernement avait une façon singulière de lever les scrupules des catholiques troublés : il leur disait qu'ils étaient « tenus » de se conformer à la détermination du roi. Un bien plus grand nombre, ajoutait-il, se fussent fait scrupule de continuer à obéir à Benoît XIII. Quant à laisser chacun agir suivant son inspiration, l'idée de cette tolérance ne lui était pas venue.

Je mentionnerai encore un règlement puéril. Les notaires reçurent l'ordre de ne plus dater les actes par la « quatrième » ou « cinquième année du pontificat de Benoît XIII, » mais bien par la « quatrième » ou « cinquième année à partir de l'élection de Monseigneur Benoît, dernier pape élu¹. »

Il va sans dire qu'on ne laissa pas repartir le clergé avant le règlement de la question financière qui préoccupait tant les

¹ et de mars 1799, des moyens de suppléer dans ces circonstances, à l'intervention pontificale. Le clergé paraît s'être montré fort embarrassé. L'auteur d'une relation favorable aux cardinaux dit avoir eu sous les yeux un mémoire rédigé à ce sujet dans une assemblée précédente « sans doute le mémoire *Sur les incertitudes* » et y avoir constaté la présence de plusieurs dispositions puériles (V. Elie, *Archiv für Literatur- u. b. VII*, p. 44).

² Lettres du 23 août (Arch. nat., J 515, n° 7, original scellé; Arch. du Vatican, *Armamentum* LIV, t. XXVI, fol. 142^{re}, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1154, *Ordonnances*, t. VIII, p. 283). — On alla plus loin encore : un acte dressé, en 1796, devant la cour du vicomte d'Azès porte la formule : « Sancta Sede apostolica Romana hucusque vacante » Besnot de Lamoignon et Bigny-Bondurand, *Juriste titulaire des archives du département du Gard. Serie 2. Supplément*, Nîmes, 1888, in-4°, p. 269.

princes. La certitude de ne plus avoir à compter avec le pape, les instances de la cour¹, la hâte d'être licenciés déterminèrent les prélats à une concession exceptionnellement large. Le clergé continuant d'être soumis à la taxe du sel pour livre sur toutes les marchandises mais il accepta de payer au roi 30 francs d'or, au lieu de 20, par muid de sel vendu ou distribué, et non plus le huitième, mais le quart du prix des bouillons débites au détail². La royauté se contenta de déclarer que cette concession faite pour trois ans ne tirait pas à conséquence et de promettre que, dans l'intervalle, elle ne lèverait aucun autre impôt sur les ecclésiastiques³. Le marché lui était avantageux; l'opération réussissant, au point de vue financier, peut-être au delà de ce que les princes eux-mêmes avaient espéré.

1. Gilles Beffessière affirme que les gens du clergé furent alors « par partie Regis instanter requis (i et nimis arcti) ». (Laloue-Mandé, R. XXVI, c. 958.)

2. Acte notarié constatant la réponse faite au nom du clergé par l'évêque de Bayeux, le 1 août 1397 aux ducs de Berry, de Bourgogne et de Brabant, au Chancelier et autres conseillers présents (Bibl. de Rouen, ms. 1335, fol. 232 r°). Lettres patentes du roi du 21 septembre 1400 : « Comme les prélats et autres gens d'Eglise de nostre royaume, négatives en conseil leus en nostre Palais à Paris et ailleurs, ont consenti et accordé que jusqu'à la fin des années venissint, toutes gens d'Eglise, de quelque estat et condition qu'il soient, contribueront et paieront les aides par nous levées en nostre dit royaume pour le fait de nos guerres... » (Bibl. nat. *Partesentidas Fontaines* 105-106, fol. 280 v°.)

3. L'insertion du Chancelier relatée dans le même acte : lettres royales de nomination du 2 août 1396 (Arch. nat., J 515, n° 12, original scellé, J 543, fol. 395 v° Arch. du Vatican, *Armarius II V*, t. XXVI, fol. 140 r°, 141 v°; Arch. de l'Abbe, G 2614, expédition fausement datée de 1397 dans l'*Inventaire imprimé*, *Ordonnances* t. VIII p. 290 — mandement royal du même jour adressé aux évêques sur le fait des aides (ibid., p. 288). — Le clergé avait stipulé que chaque évêque nommerait les agents chargés dans ses diocèses d'exercer des contraintes contre les ecclésiastiques la justice laïque devant demeurer complètement étrangère à ces poursuites (Bibl. de Rouen, ms. 1335, fol. 243 r°). Il fut convenu que ces agents seraient en effet désignés par les évêques, puis institués par certains seigneurs « à ce députés et ordonnés de par l'Eglise du royaume, » et que le roi se bornerait à les nommer et à leur payer leurs gages (lettres du 2 août 1396 et du 21 septembre 1400 citées ci-dessus). En effet, dans le diocèse de Lisieux, par exemple, on voit, le 22 août 1397, M. Hovet Sublet, chanoine de Lisieux, qui est le fils d'un sur le fait des aides de la guerre « en tant qu'il regarde le clergé, » ne se renouveler le 18 septembre et, dès le 6 octobre, toucher le premier terme de ses gages (Bibl. nat., ms. français 20429 n° 1728, 1729, 1730, des lettres du 6 mars 1404 rendues sur la requête d'un certain Henri de Pecamp qui avait exercé longtemps les fonctions d'« esleu à Rouen sur le fait du clergé » « ainsi et tel le remplace à l'époque de la soustraction » Lequel temps durant de lui le sublet (ou les prélats de nostre royaume ont mis leurs esleus de leurs diocèses et mis d'autres tels comme il leur a plu, » Ms. français 25 08, n° 536.)

CHAPITRE III

BENOIT XIII ASSIEGE, ENSUITE GARDÉ A VUE DANS LE PALAIS D'AVIGNON

(1398-1403)

La responsabilité du gouvernement royal dans les graves événements qui vont suivre est suffisamment engagée par ce seul fait que l'acte de soustraction d'obédience du 27 juillet 1398 surexcita toutes les passions, fut le point de départ de toutes les violences.

Il importe cependant de ne pas exagérer la part effective et volontaire des princes dans les tragiques attentats que provoqua leur détermination. De nombreux documents mis au jour dans ces dernières années ou demeurés inconnus jusqu'ici nous aident peut-être à discerner dans quels cas ils se mêlèrent, et dans quels cas ils se bornèrent à assister comme spectateurs aux événements dont le Comtat-Venaissin fut le théâtre.

I

On ne saurait juger des dispositions réelles du sacré collège par les indications qu'avaient fournies, au mois de mai, deux de ses membres les plus ardents¹, non plus que par les assurances que prodiguèrent, durant le concile de Paris, les porte-paroles du gouvernement². Sans le vote de la soustraction, contre laquelle,

¹ V. plus haut, p. 148.

² Discours de Gilles des Champs du 1^{er} juin de Pierre Placot du 7 juin, l'Arnauld de Corbeil du 28 juillet. Interrogé par les princes sous la fou du sergent l'abbé de Saint-Gilles affirma qu'avant de se rendre au concile il s'était

d'ailleurs, ils s'étaient plus ou moins manifestement prononcés¹, on ne peut dire quelle aurait été la conduite des cardinaux². Mais nous savons déjà qu'il était un effort dont leur courage se sentait incapable, celui qui consistait à opposer une résistance quelconque aux volontés de la royauté.

Une lettre de Charles VI datée du même jour que l'ordonnance de soustraction les avait exhortés à suivre l'exemple du roi leur promettant sa protection, leur garantissant la jouissance de leurs bénéfices et de leurs droits³. En même temps, les ducs de Berry et de Bourgogne avaient cru devoir demander conseil à Pierre de Thury à Jean de la Grange et à Nicolas Brancacci, ces trois cardinaux s'étaient empressés d'envoyer à Paris leurs « petits advisemens des choses qui leur semblaient à faire⁴ ». Le sacré collège est même volontiers defersé à une autre demande du roi et lui eût adressé une délégation, sans la défense expresse du pape⁵.

entré dans, à Villeneuve-lès-Avignon, avec les cardinaux d'Amboise, de Thury et de Marsol et ils approuvèrent la soustraction et que, devant eux cette opinion était partagée déjà par la majorité du sacré collège. Depuis son arrivée à Paris, le même abbé avait appris, par une lettre du cardinal de Marsol, que tous les cardinaux suivaient le roi, à l'exception de deux (Arch. nat., J 317, n° 276).

¹ R. Kiehl, *Archiv für Literatur*, III, t. VI, p. 286, t. VII, p. 78.

² On lit dans un mémoire rédigé, en 1494, sous duclat par Benoît XIII : « Pro cuius declaratione premissa quod, sicut a fidelibus audiri et multis procerum, quavis, eo tempore quo ista materia per nouellas agitabatur et disputabatur etiam extra curiam, scilicet utrum Papa de quibus obligationibus essentis, ut prebatur, esset[?] obedientia subtrahenda, cardinales in diversis consiliis coram Papa et alijs ad deliberandum super eorum Ecclesie congregati frequenter, etiam non interrogati, affirmaverint quod non poterat licite fieri substractio obedientie Papa, nec ipsi illam facerent, etiam si operaretur eis periculum mortis incurrere tamen postquam fecerunt oppositum ne ab quo obedientia subtrahenda, ... prelatum in alia nequiditatem occiderent » (Ibid. nat., ms. latin 1174, fol. 97 v°).

³ Arch. nat. J 55 n° 6 original ms. R. Kiehl, loco cit., t. VII, p. 177.

⁴ Lettre adressée de Villeneuve-lès-Avignon, le 6 août 1406 par les cardinaux d'Amboise et de Thury aux ducs de Berry et de Bourgogne : « Pour ce qu'il a plu à vos seigneuries nous escrire par vos lettres adrequies à M. le cardinal d'Albane et à nous que nous vous signifussions nos avis et ce qui nous sembloit à faire pour le present sur le fait de l'Eglise... nous envoions par manière de memoire nos petits advisemens des choses qui nous semblaient à faire presentement à aucuns nos vassals et serviteurs estans de par de là, lesquels, avecques M. le patriarche d'Alexandrie, vous bailleront en expressement selonc vos bonnes graces et selonc l'avis d'eux... Ne vous en peult nullement que l'un de nous ne le fait de l'Eglise et de son digne conseil ne nous en eussions fait aucun que l'un d'eux avec nous soit et à nous ne nous eussions serviteurs mander semblablement vos bons paires et lesquels nous requerrons de nos pères... » (Arch. nat. J 316^h, n° 407).

⁵ R. Kiehl, *Archiv für Literatur*, t. VI, p. 286.

Sur ces entrefaites arrivèrent à Villeneuve-les-Avignon deux commissaires royaux, Tristan du Bos et Robert Cordelier¹. Ces deux maîtres des requêtes y publièrent, le 1^{er} septembre, l'ordonnance de soustraction. Le commentaire qu'ils joignirent à la pièce indiquant, paraît-il, de la façon la plus nette, que les clercs français devaient sortir d'Avignon sans retard, s'ils ne voulaient perdre leurs bénéfices, et que les étrangers eux-mêmes devaient quitter le service de Benoît XIII, sinon ils se verraient exclus du royaume ou privés des biens qu'ils y possédaient. Parmi les officiers et familiers de la cour du pape, ce fut aussitôt comme un coupe-qui-peut². Quant aux cardinaux, soit défavorisés aux désirs de la cour, soit terreur inspirée par l'attitude menaçante du pape³, dès le lendemain, dix-sept d'entre eux passèrent le Rhône pour établir leur résidence à Villeneuve⁴.

Le sacré college se retirait en France; mais il entendait bien garder la haute main dans le gouvernement de l'Eglise. Le 8 septembre, des hommes d'armes occupèrent, au nom de la ville, l'évêché d'Avignon, situé entre le Rhône et le Palais des

1. Ils se trouvaient encore à Paris le 1 août (Arch. nat., J 516, fol. 200 v^o). Le *Chronographia regum Francorum* t. II, p. 150 indique le 21 août comme date approximative de leur départ.

2. Actes du concile de Perpignan (F. Ehrle, *loc. cit.*, t. V, p. 124; note du cardinal de Pampelune *ibid.*, t. VII, p. 179); *Información seriosa* (ibid., t. II, p. 112). Martin d'Alparil, *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 453, 454; *discours* de G. Filastre Bourgeois du Chastellet, *Proverbes*, p. 131. — Aulnay F. Ehrle, *loc. cit.*, t. VII, p. 40, 70, il est question d'un certain Guillaume Garnas homme lige du roi de France qui serait venu sur le pont d'Avignon, défier le pape et l'abbé gouverneur du Comtat.

3. D'après sa déposition du 16 mai 1400, Nicolas Brancacci, cardinal d'Albano, fut averti que Benoît XIII avait l'intention de le faire arrêter. Le cardinal de Saint-Ange en donna avis à son frère. Il alla cependant au Palais et y trouva beaucoup d'hommes d'armes. Le cardinal d'Amiens, en les apercevant, se retira et se cacha. Dans la *Chambre de Rome* Benoît XIII prit à part le cardinal d'Albano pour se plaindre vivement à lui de la conduite des cardinaux de Thiery et d'Amiens, menaçant tout au moins de faire arrêter ce dernier et de le faire punir de mort, comme Urbain VI avait fait pour ses cardinaux. C'est alors que Nicolas Brancacci se retira d'Avignon etagna Beaucaire, où il demeura plusieurs mois avant de rejoindre ses collègues (Arch. nat., ms. Ottoboni 2709, fol. 279 v^o).

4. Martin d'Alparil. Parmi eux figuraient Pierre Blau, bien qu'il eût été créé par Benoît XIII (F. Ehrle, *loc. cit.*, t. VII, p. 17). Au sujet des lettres supposées qui auraient été écrites alors et de l'attribution en fait faite des mêmes lettres à un v. *ibid.* p. 71. 76. D'autre part le cardinal Blau accusait les seigneurs de la ville d'Alparil que les commissaires du roi des avaient appelé pour somme de 12 000 francs.

papes le cardinal Jean de Neuchâtel, trois jours après, passa en barque pour en aller prendre possession. Ses collègues l'investissaient des fonctions de capitaine d'Avignon. Fait plus grave et ne tendant à rien moins qu'à paralyser l'action de la chancellerie pontificale : le 10 septembre, les cardinaux de Brogny et de Neuchâtel firent prendre et transporter à Villeneuve la bulle dont Benoît XIII se servait pour sceller ses actes ¹.

Pour la forme, le sacré collège se hâta pas d'envoyer encore à Benoît XIII une députation de quatre cardinaux, qui le mirent en demeure, une dernière fois, d'accepter la voie de cession. À cette condition, ils se hâtèrent fort d'obtenir de la France la restitution de l'obédience. La réponse à cette sommation était facile à prévoir, d'autant que le confesseur du pape, Vincent Ferrier, venait par son ordre, de combattre en chaire la voie de cession. Benoît XIII cependant prit trois journées pour réfléchir, au bout desquelles il déclara qu'il préférerait la mort ².

C'est alors que dix-huit cardinaux, retirés à Villeneuve, adhérèrent solennellement à la soustraction d'obédience en prenant soin de la faire savoir à Charles VI (17 septembre) ³, puis

1. Martin d'Apartil, acte du cardinal de Pampelune F. Elrie, *loc. cit.*, p. 179; *Informatio servoni*, c. 1123; *Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 122. — Gilles Bellemere Labbe-Mars, t. XXVI, c. 219, 223, alors évêque d'Avignon, explique lui-même comment il se crut obligé de refuser à Benoît XIII les clefs de son palais : étant donné le soulèvement de la ville, la position pour lui n'aurait plus été tenable.

2. Rimski, t. VIII, p. 21; *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1142; Dougeon du Chastenet, *Œuvres*, p. 111; E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 442-447, *factum* ordonné par les cardinaux après leur soustraction d'obédience (Bibl. Mazarine ms. 1039, fol. 61 r; art. vii de l'acte d'accusation lu au concile de Pise; glose sur l'épître de l'Université de Toulouse : « Fecit per suum confessorum publice predicari in Avinionis quod citius permitteret se auctoritate solvendi quam quod ex parte sui predicti. » *Quod volentes domini cardines recesserunt ab obediencia sua* » Bibl. nat. ms. lat. 9105, fol. 24 r; J. V. Elrie, *Archiv für Literatur*, t. V, p. 422. — Au surplus, Vincent Ferrier ne vint pas à se séparer du pape pour aller habiter le couvent des Dominicains d'Avignon. P. Pages, *Discours de saint Vincent Ferrier*, t. I, p. 136, note 1, ce qui fit dire à un adversaire de Benoît XIII : « Hoc nullum excohibet sed ratum est omnium dissonantia veritatis ita ut omnes fuerint fere omnes unum cum, cientes hoc et inconstanter in responsionibus et indentes, sicut confessor ait scilicet » Ms. lat. n. 9109, fol. 20 v.

3. Martin d'Apartil, *Œuvres*, cités le 17 septembre 1380 par dix-huit cardinaux à Charles VI (ordonn. de Berry & Simon de Craon) Bibl. nat. ms. lat. 9102, fol. 24 r; Arch. nat., J 516, fol. 200 r; ms. 165^h du Bénédictin de l'Ordre fol. 492; *supplementa collectio*, t. VII, c. 109; *Notae*, t. II, c. 1141.

dromèrent un *factum*, sorte d'exposé des faits qui justifiait pleinement, suivant eux, leur manière d'agir¹. L'un d'eux, Léonard de Giffone, rédigea, dans la suite, un mémoire où il comparait Benoît XIII à Julien l'Apostat et à Simon le Magicien². Un autre, Pierre de Thury, ne tarda pas à écrire un traité qui rangeait également le pape au nombre des hérétiques, mais qui laissant à un concile de l'obédience avignonnaise le soin de prononcer sa condamnation définitive³.

Cependant les cardinaux Guy de Malesset, Hugues de Saint-Martial⁴ et Jean Flandrin, ou seulement deux d'entre eux, n'auraient pris aucune part à la déclaration de soustraction, s'il fallait en croire les écrivains de l'entourage du pape⁵. En tout cas, cinq cardinaux restèrent fidèles à Benoît XIII : non confi-

Cf. *Religions de Saint-Denis*, t. II, p. 352. — Guy de Malesset fera remarquer plus tard que le sacré collège ne se sépara de la soustraction que sur la requête de Charles VI à lui transmise par les envoyés royaux (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1130).

1. Bibl. Manusc., ms. 1009, fol. 42-47, Bibl. nat., ms. latin 1040, fol. 171-174, Arch. du Vatican, *Armarium LIV* t. XXII fol. 89 et sq. Inc. : « Quis noviter, sanctissimos domini M. CC. XC. V. II. et de penultima julii... » — Burdett t. VII, p. 212, t. VIII p. 21, 31, 71 a cité ou publié quelques passages de ce *factum*, sous le nom de Pierre de Thury.

2. Bibl. nat., ms. latin 1040, fol. 139-140. Inc. : « Pro fundacione vii rationum propter quod hunc hominem esse hereticum... » — La mémoire doit être rédigée dans les derniers mois de 1398 ou au commencement de 1399, ainsi que le prouvent les deux passages suivants : « Nec etiam domini cardinales per aliquem ex eis quorum compellunt hunc hominem ad cedendum licet ipsam arceam no fugiat. » (Fol. 140 v°) « Sed iste homo fuit per tri annos, non obediens quod fecit... requisitus ut viam suam hereticam vellet relinquere et viam omnium juratum augere... nichilominus semper et suis erroribus pertinaciter permanens ambula vit. » Fol. 143 v°).

3. Cet ouvrage inédit peut se lire dans le ms. 1009 fol. 67 v°-70 v° de la Bibl. Manusc., dans le ms. latin 1040 fol. 171-181 de la Bibl. nat. ou dans le t. XXIII de l'*Armarium LIV* (fol. 90-11), aux Arch. du Vatican. Inc. : « Nunc est descendendum ad conclusionem ex premissis inferendam... » Il a été distingué du *factum* des cardinaux, auquel il fait suite, que dans le premier de ces manuscrits : « Sequitur Conclusum consensus cum iunctis quorundam tractatum, cujus prima pars factum continens dicitur per unum dominos cardinales qui fecerunt substructionem concordatis, et secunda pars continens allegaciones dicitur a domino cardinali de Thureyo processisse ».

4. Hugues de Saint-Martial ne survécut point longtemps (v. Baluze, *Vita paparum...*, t. I, c. 100). Le 2 septembre 1401, se trouvant dans le diocèse de Metz, il déclara, par acte public, reconnaître toujours Benoît XIII pour le pape légitime (Arch. du Vatican, *Armarium D*, fascic. 2, divisione 3^e n° 2).

5. Martin d'Alportil; cf. les actes du concile de Perpignan (F. Elie, *Archives de la Littérature*...), t. V, p. 421.

dent intime, le cardinal de Pampelune, puis, sauf deux exceptions (Pierre Blau et Louis de Bar), ceux qui lui devaient le chapeau. Fernando Perez, Geoffroy Buyt, Bérenger d'Angle-sola et Boniface degli Ammanati.

Mais déjà le sang avait coulé. Dès le 4 septembre l'abbé d'Issoire, Pierre de Vimenet, qui depuis longtemps exerçait, à titre de suppléant, les fonctions de recteur du Comtal¹, avait fait, en s'en revenant de Miramas, la rencontre d'une troupe d'hommes d'armes appartenant à Geoffroy Boucicaut. Une rixe éclata; sous quel prétexte, on l'ignore. L'escorte de l'abbé fut faite prisonnière. Pierre de Vimenet lui-même reçut un coup de lance, dont il mourut presque aussitôt, après avoir vainement réclamé l'assistance d'un prêtre².

Turbulent, batailleur, moins avisé qu'avidé, fils et frère de deux maréchaux de France, lui-même chambellan du roi, maître enfin de plusieurs places voisines d'Avignon, entre autres des châteaux d'Aramon et de Boulbon, Geoffroy le Meingre, dit Boucicaut³, dont les gens venaient de commettre ce forfait peut-être prémédité, entretenait malheureusement des relations indéniables avec une partie des cardinaux. Au mois de mai précédent, deux d'entre eux avaient proposé à Charles VI de lui confier la garde du sacré college⁴. Immédiatement avant le meurtre, on prétendit qu'il avait eu un entretien secret, dans son château de Boulbon, avec un cardinal venu exprès de Villeneuve.

Le bon accord, dans tous les cas, ne fut nullement troublé entre les cardinaux et ce violent personnage. Il devait avoir également leur assentiment, le lendemain, quand, à la tête de deux cents chevaux, il envahit le territoire d'Avignon, blessant,

¹ Cf. Ch. Courton, *Notes historiques concernant les recteurs de l'ancienne Comté Venaissine* (Carpentras 1896 in-8°, p. 101-102).

² Martin d'Aliphan, Boniface Perver, *Thesaurus rerum antedictorum*, t. II, c. 1491. Cf. E. Bartsch, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 67.

³ Sur ce personnage, v. notamment J. Guichard, *Le II^e des, la France en tricot au XV^e siècle*, t. I, p. 187-188. — E. Bartsch, *Archiv für Literatur*, t. V, p. 83. — Il avait gagné un jour au jeu une somme de 100 francs au duc d'Orléans (Bibl. nat., ms. français 6210, f. 26^v).

⁴ V. plus haut, p. 180.

chemin faisant, et tuant plusieurs personnes, opérant des razzias jusque sous les murs de la ville ¹.

Au surplus, agissait-il par ordre de Charles VI, au nom des cardinaux, ou pour son propre compte ? Personne ne le savait au juste. On comprenait seulement qu'un avenir de guerres, de ruine et de pillages était réservé au Comtat, s'il ne secourait au plus tôt l'autorité de Benoît XIII. A entendre les soudards de Boucicaut, telle était la volonté du roi : ils ne se faisaient pas faute d'annoncer que Charles VI avait déposé cet « hérétique, » ce « patarin, » ce « Pierre de la Lune et du Soleil, » comme ils trouvaient plaisant d'appeler Benoît XIII, et que le roi projetait de créer prochainement un nouveau pape ². De leur côté, les commissaires royaux Tristan du Bos et Robert Cordelier faisaient, dit-on, entendre aux habitants d'Avignon que le roi fermerait le pont, affamerait leur ville, leur déclarerait la guerre, s'ils ne prenaient prompt parti contre Pierre de Luna ³.

Cette série de mensonges, de menaces, de violences finit par ébranler la fidélité de la population. En vain, dans un élan de bravoure, les syndics et notables promirent au pape de sacrifier leurs vies, leurs femmes, leurs enfants plutôt que de se séparer de lui. En vain le viguer, à l'aide d'une force armée composée de soldats et de serviteurs du pape, tâcha de maintenir encore quelque temps l'ordre dans Avignon. La menace d'un nommé Jean Tronchin suffit, le 9 septembre, pour disperser cette troupe. Les syndics eux-mêmes mirent la main sur les greniers du pape. Puis, à l'issue d'une assemblée tenue en l'église Saint-Dudier, au cours de laquelle se fit entendre un professeur de droit, ancien

1. *Informatio series* (Baluz, t. II, c. 1123), cf. un mémoire du mois d'août 1399 (F. Ehrle, *Archiv für Literatur* ..., t. VII, p. 96).

2. Martin d'Alperté.

3. *Mémoire composé au mois d'août 1399* (F. Ehrle, *Archiv für Literatur* t. VII, p. 61, 62). — La répugnance des Avignonnais à se révolter contre Benoît XIII apparaît bien dans le récit de la *Chronographia regum Francorum* (t. II, p. 154). Bonifacio Ferrer, d'autre part, prétend que les cardinaux, ayant fait venir les Avignonnais dans la chapelle de Villeneuve et ne pouvant les décider à se joindre à eux, leur déclarèrent qu'en leur âme et conscience ils ne pouvaient reconnaître plus Benoît XIII comme pape. Plus tard ils firent eux-mêmes épouvantes de ce qu'ils avaient dit et ordonnèrent au notaire de supprimer la mention de cette circonstance dans son procès-verbal (*Thesaurus novus anteauctorum*, t. II, c. 1440).

grossateur de la chancellerie apostolique, un grand nombre d'habitants jurèrent de faire cause commune avec les cardinaux¹.

C'en était fait : le 15 septembre on s'empara des clefs des portes. Le 16, vêtu de rouge, une épée au côté, une baguette à la main, le cardinal Jean de Neuschâtel, « gouverneur de la ville pour le sacré collège, » chevaucha par les rues, escorté d'hommes d'armes, suivi des cris de « Vive Avignon ! vive le sacré collège ! »

Dans la ville ainsi soulevée, il n'y avait plus de place pour les partisans de Benoît XIII. Un ordre publié, dès le 13, à Villeneuve avait fixé aux étrangers un délai de trois jours pour quitter le service du pape aragonais. Déjà les Espagnols et les Catalans attardés dans la ville se voyaient en butte à toute espèce de vexations. Quant aux cinq cardinaux demeurés fidèles au pape, deux avaient anciennement leur résidence dans le Palais, les trois autres furent contraints d'y chercher un refuge à partir du 17 septembre.

Bientôt on s'aperçut que le Palais ne serait même pas un asile sûr pour Benoît XIII. Les vivres qu'on y portait furent saisis au passage plusieurs jours de suite. Quand Geoffroy Boucicaut eut pénétré avec sa troupe dans la ville, étendard déployé (22 septembre), et quand cet homme de guerre eut été substitué comme capitaine d'Avignon au cardinal Jean de Neuschâtel, on ne douta plus que le Palais des papes ne fût destiné à soutenir un siège².

1. Martin d'Alpartil, Jérôme d'Ochon (communication du R. P. Ehrle), note du cardinal de Pamplune F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. VII, p. 170.

2. *Ibid.*, *Informatio seriosa* Baluze, t. II, c. 1133) Martin d'Alpartil. — Dans une charte du 17 septembre 1399, le cardinal de Neuschâtel prend le titre de « protector civitatis Avinionensis ac ejusdem pro sacro collegio eidem civitati presidente rector, gubernator et administrator » Remarquant que les ressources de la ville d'Avignon ne peuvent actuellement lui suffire, il ordonne au primicier de l'Université de lui prêter l'argent qui se trouve actuellement dans les coffres de l'Université (Bibl. nat., ms. lat. 3971, fol. 149 v°).

3. Martin d'Alpartil, Jérôme d'Ochon, note du cardinal de Pamplune (loc. cit. p. 180). — Jusqu'à ces dernières années, sur la foi de Froissart, on attribuait tout ce rôle au maréchal Boucicaut, et non à Geoffroy, son frère. C'est au R. P. Ehrle que revient l'honneur d'avoir établi ce point d'histoire. *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 485 et sq. — Un mémoire composé au mois d'août 1399 parle aussi de gens d'armes introduits dans Avignon, avec la connivence des cardinaux de Thury et d'Amiens, par Jean de Foichierens, lieutenant du sénéchal de Beaucaire. *Ibid.*, t. VII, p. 80.

En effet, loin de rétablir l'ordre, comme les cardinaux le prétendirent¹, l'arrivée de Boucicaut donna le signal du commencement des hostilités. Tandis que la maison du cardinal Perez, contiguë au Palais, était occupée, puis reprise, et qu'une première victime demeurait sur le terrain², Boucicaut et les Avignonnais serraient de près les gens du pape restés maîtres de quelques tours de l'enceinte et de la tour du pont. Ceux-ci manquèrent peut-être de sang-froid, ce qui fournit à leurs ennemis, plus tard, un prétexte pour leur reprocher d'avoir attaqué les premiers : ils mirent le feu au pont Saint-Bénézet³; d'autre part, à un signal d'alarme parti de la tour de ce pont, un des soldats de garde sur les tours du Palais fit éclater une bombe⁴. A dater de ce moment, la guerre fut déclarée.

Maîtres de l'hôpital Saint-Bénézet et du palais épiscopal, les assaillants eurent bientôt, par le jeu des mines et le feu des bombes, rendu intenable la position de la petite garnison du pont. La tour capitula, sans doute le 24 septembre, fut évacuée le 27. Les bourgeois y entrèrent; sur le faite furent arborées les bannières de la ville, de Geoffroy Boucicaut et du sacré collège⁵. Des lors la guerre se concentra autour du rocher des Doms.

Benoît XIII, de longue date, — ses cardinaux ont mauvaise grâce à lui en faire un reproche⁶ — avait muni le Palais de vivres, d'engins et de munitions. Il ne manquait ni d'artilleurs, ni d'arbalétriers⁷. Au commencement du siège, il établit

1. Mémoires composés au mois d'octobre 1596 (*ibid.*, p. 19).

2. Martin d'Alpartil.

3. Ce fait, affirmé par les cardinaux (F. Ehrle, *Archiv für Literatur.*, t. VII, p. 19, 182) et par divers autres contemporains (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1181, G. Scarambi, t. II, p. 231, *Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 155), est admis implicitement par les partisans de Benoît XIII (F. Ehrle, *ibid.* cit., p. 73).

4. Note du cardinal de Pampelune (*ibid.*, p. 186), Martin d'Alpartil.

5. *Chronographia*, *ibid.* cit., Jérôme d'Orban (communication du R. P. Ehrle; Martin d'Alpartil — La chronologie de ce dernier doit être ici fautive : il semble rapporter la fuite du gardien de la tour au 15 septembre, puis il date du 14 la capitulation. — Cf. *Informatio perona* (Baluze, t. II, c. 1171).

6. F. Ehrle, *Archiv für Literatur.*, t. VII, p. 18. Cf. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1181.

7. F. Ehrle, *ibid.* cit., t. VI, p. 263, note 1. — Un paiement de 5 florins fut fait au mois de février 1597, « Bernardo Bonno, balistario, pro certis reparacionibus

à l'intérieur de cette vaste forteresse, que Benoît XII et Clément VI n'avaient certes pas construite en prévision d'une lutte contre le sacré collège, une discipline très rigoureuse. Des gardes, relevées toutes les huit heures, veillaient jour et nuit dans les tours, dans les couloirs, aux points menacés; des rondes, à certaines heures, se faisaient du haut en bas, les cinq cardinaux se relayaient avec des abbés ou des évêques pour exercer sur les soldats une surveillance continue. La sentence révolution du pape semblait presque avoir gagné ses défenseurs, auxquels, d'ailleurs, il ne manquait pas de prodiguer les promesses de gloire temporelle et de célestes récompenses¹.

Moins exaltée ou mieux contenue, la garnison du Palais ne fût renfermée dans un rôle défensif qui eût mieux convenu peut-être à une troupe pontificale. Mais d'une position dominante telle que celle qu'elle occupait, la tentation était forte de faire pleuvoir les boulets, les traits, les projectiles incendiaires sur la ville. Frondes, arbalètes et bombardes firent, surtout parmi les femmes et parmi les enfants, des victimes dont un cardinal évalue le nombre à près de cent. Un commencement de feu se déclara dans l'église Notre-Dame-des-Doms et, ce qui contribua le plus à effrayer les habitants, les incendies, à plusieurs reprises, continuèrent ou se rallumèrent pendant la nuit².

factis in arboribus Palatii. » (Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1394-99*, n° 15.) — Le *Chronographus regum Francorum* (t. III, p. 155) évalue la garnison à plus de trois cent cinquante hommes d'armes, chiffre sans doute exagéré. Martin d'Alpartid donne une liste de deux cent vingt-sept prélats, clercs ou soldats, qui moururent le 24 octobre 1398, pris part à la défense du Palais, mais comme cette liste comprend les noms de deux cardinaux qui se trouvaient, à cette date, prisonniers à Beauvais, je presume qu'elle correspond plutôt à l'état de la garnison dans ses premiers jours du siège. Elle comprend, entre les aragonais, catalans, castillans, navarrais etc., deux italiens, cinq allemands, six anglais ou gascons, sept français. En tout cela, on a parlé à tort de neuf cents soldats que le roi d'Aragon Martin aurait, lors de son passage, laissés à Benoît XIII (t. II, Lahande, *Pierre Blau, cardinal de Saint-Ange*, dans les *Annales du Midi*, 1895, p. 163, d'après un ms. moderne du Musée Calvet). Cf. Zurita, *Los Anales de la Corona de Aragon*, t. II, fol. 434 v°.

1. Martin d'Alpartid. — Cet auteur a inséré dans sa chronique une bulle de Benoît XIII du 27 février 1398 au content d'expressions grâces aux gloires et religieux qui furent conférés aux vaincus du Palais. Ces derniers furent reçus au nombre de ses favoris et les 400 marcs d'or promis furent à distribuer diverses catégories de fonctionnaires, de soldats, de religieux, de bourgeois et de demandeurs d'indemnités, etc. (t. II, p. 102).

2. F. Focke, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 38, 39, 102, 108. *Thesaurus*

De leur côté, les assaillants avaient élevé des barricades, mis en batterie toutes les machines qu'ils avaient pu trouver, notamment celles qui étaient restées dans les greniers du pape, occupé l'évêché, les maisons rapprochées du Palais, les tours des demeures fortifiées que les cardinaux avaient construites en si grand nombre dans la ville, jusqu'au clocher de la cathédrale, dominant, comme l'on sait, une partie du Palais : de partout ils ouvrirent un feu nourri contre la garnison, et la faible distance qui les séparait du Palais leur permettant de faire parvenir aux oreilles des assiégés les propos les plus outrageants « Votre Pierre de Luna y restera, criscent ils, ou, s'il en réchappe, il sera conduit à Paris la chaîne au cou ! »

La première de ces éventualités ne fut pas loin de se réaliser. Le 29 septembre, jour où peut-être deux bombes placées dans le palais épiscopal commencèrent à tirer, quelques éclats d'un boulet de pierre frappèrent le pape à l'épaule. C'était la fête de saint Michel : par respect pour l'archange, Benoît XIII défendit à son artillerie de répondre².

De courtes suspensions d'armes interrompaient les hostilités; mais, dans le Palais, on se plaignait de la mauvaise foi, avec laquelle les assaillants observaient ces trêves. Durant l'une d'elles, des gens du pape faillirent être enfumés dans le clocher de la cathédrale. Il est vrai qu'ils étaient coupables de s'y être aventurés³. Une autre fois, on mit le feu à la provision de bois adossée à la tour de Trouilhas : un des angles du Palais se trou-

novus anecdotorum, t. II, n. 3181. — Suivant la *Chronographia regum Francorum* (t. III, p. 156), les gens du pape faisaient usage d'un feu grégeois trop vieux qui n'allumait pas d'incendie une fois sur vingt.

² F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VI, p. 67-71, 140-194; *Reliquiae de Saint-Denis*, t. II, p. 631; Martin d'Alparil, *Informatio serena*, c. 1124, *Chronographia regum Francorum*, loc. cit.

³ Actes du concile de Perpignan. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. V, p. 429, 428. Cf. un mémoire rédigé, en 1501, peut-être par Benoît XIII lui-même : « Non est dubium [cardinales] percussisse Papam, semel saltem existentem prope quandam fenestram, assistentibus pluribus aut cardinalibus quam etiam de reclusis cum eis, et quibusdam militibus fractis de quodam lapide bombardo prope dictam fenestram percussentem, qui ipsorum in humeris percussit. Cum quo bombardum cardinalis de Nova Castella... percussit... meus, de hospicio episcopi Avinionensis Eusebii... tunc cum apertis... in prohemio... » Bibl. nat. ms. du 15^e s. fol. 87 v.

⁴ 1^{er} octobre 1398. Martin d'Alparil.

vant ainsi menacé, les assiégés, en toute hâte, montèrent de la terre, de l'eau, de la chaux, des pierres : en dépit de la chaleur suffocante du brasier ils parvinrent à boucher les orifices de la tour¹. Un autre jour encore une fleche partie de Notre-Dame-des-Dois vint atteindre un palefrenier de Fernando Perez durant une manœuvre d'affût². Enfin les trêves permirent à trois hommes de guerre de pénétrer dans le Palais sous prétexte de négociations, ils en profitèrent pour noter les dispositions intérieures et rectifier ensuite le tir de leurs machines, une surtout, celle qu'ils avaient postée dans le cimetière de Saint-Symphorien, cause, à partir de ce jour, d'importantes dégâts matériels³. Mais aucun de ces incidents n'eut l'importance de celui qu'il faut placer au 24 octobre.

Une conférence devait avoir lieu, dans un des hôtels d'Avignon, entre cardinaux délégués en nombre égal de part et d'autre. Des gages, ou tout au moins des promesses, furent échangés. Le sacré collège envoya Guy de Malenest, Pierre de Thury et Arné de Saluces⁴; le pape Martin de Salva, Geoffroy Buyl et Boniface degli Ammannati. Après d'assez longs pourparlers, interrompus par le dîner, on se sépara sans avoir pu s'entendre⁵. Les représentants du pape connaissaient bien la violence de Geoffroy Boucicaut, qui, précédemment, avait parlé de massacrer tous les habitants du Palais : quelle ne fut pas cependant leur surprise, quand, au sortir de la conférence, ils se virent arrêtés soudain par ordre du capitaine⁶. Ils purent (ou du moins

1. Martin d'Alpartil, Bertrand Baymet. Cf. F. Ehrle, p. 331, *Reliquiae de Sancti-Denis*, t. II, p. 454; *Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 158; mémoire du mois d'août 1399 (F. Ehrle, *Archiv für Literatur*..., t. VII, p. 88).

2. 4 octobre (Martin d'Alpartil).

3. Martin d'Alpartil.

4. Et non Nicolas Brancacci, Jean de la Grange et Pierre de Thury. Le récit d'Alpartil est ici corrigé grâce à l'acte inédit du 23 octobre 1399 dont il va être question plus loin (Arch. du Vatican, *Armamentum* U, fascic. 79, n° 1).

5. D'après le même acte, les cardinaux de Pampelona et degli Ammannati retourneront au Palais pour dîner, tandis que le cardinal Buyl restait à dîner avec Boucicaut. Après la seconde conférence, Pierre de Thury s'en alla chez le cardinal de Verzy, Guy de Malenest chez son propre doreur et Arné de Saluces demeura chez lui. Ces dernières nuances nous font à penser que la seconde conférence avait eu lieu dans la demeure du cardinal de Saluces. Tous trois, au se séparant des cardinaux fidèles à Benoît VIII, eurent les lances jousant de leur pleine liberté.

deux d'entre eux, en laissant le troisième comme otage) remonter plusieurs fois au Palais. Mais, les démarches auprès de Benoît XIII n'ayant pas abouti, ils demeurèrent prisonniers. A ce moment ou plus tard, pour justifier cet attentat, Boucicaut prétendit qu'on avait, du Palais, pendant la conférence, lancé des traits qui avaient fait un certain nombre de victimes ¹ : ces traits, s'il faut en croire un confident du pape, étaient, au contraire, partis de la propre maison de Boucicaut ². Au surplus, le cardinal Bayl, conduit à Villeneuve, fut peu de temps après ramené à Avignon et chargé de faire connaître à Benoît XIII les conditions du capitaine : il retourna ainsi dans le Palais des papes, et, s'y trouvant bien, y resta ³. Tout autre fut le sort de ses deux compagnons. Dépoüllés de leurs vêtements de cardinaux (on se contenta, suivant une seconde version, de rogner leurs soutanes à la hauteur des genoux), Martin de Salva et Boniface degli Armanati furent, la nuit venue, jetés dans une barque. Ils crurent qu'on voulait les noyer dans le Rhône ; on les conduisit à Boulbon, où ils furent emprisonnés dans un humide cachot. Ils ne recouvrèrent la liberté qu'après plus de cinq mois, en payant une rançon de 11 ou de 12,000 écus ⁴.

Il faut ajouter, pour la décharge du sacré collège, que Guy de Malesset, Pierre de Thury et Amé de Saluces apprirent avec stupéfaction, dans la matinée du 25, l'arrestation de leurs collègues. Ils réclamèrent aussitôt auprès de Boucicaut. Celui-ci, tout en refusant de relâcher ses prisonniers, n'alléguait aucun fait de nature à justifier son attentat. Les délégués, retournés à Villeneuve, firent alors leur rapport à huit autres cardinaux, et tous ensemble s'efforcèrent de dégager leur responsabilité, en protes-

1. La *Chronographia regum Francorum* (t. III, p. 127) donne une version assez semblable.

2. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 70.

3. Acte déjà cité du 25 octobre. Bertrand Boyssot, p. 324. — C'est à tort que Martin d'Alpertil donne les trois cardinaux comme ayant été emmenés à Boulbon.

4. Martin d'Alpertil, *Saluce*, t. II c. 1125, F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. V, p. 128 t. VII p. 70; *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II c. 3101; *Chronographia regum Francorum*, t. III p. 128. — Trompé par une mention trop concise de Casconus (t. II, p. 487), M. E. de Salvo *Le pape Benoît XIII et le cardinal Martin de Salva à Avignon*, dans la *Revue Sévignienne*, 1882, p. 111 s'est figuré que le cardinal de Pamélane avait été fait prisonnier par Charles VI à Paris.

tant devant notaires qu'ils n'avaient été, à ce sujet, ni consultés, ni prévenus, en désavouant les auteurs de ce coup de main brutal, en promettant d'en poursuivre la réparation et en annonçant l'intention de faire parvenir leur désaveu à la connaissance de la chrétienté tout entière ¹.

Il existait depuis longtemps sous les murs du Palais un égout servant à l'écoulement des eaux de vaisselle vers le Rhône ². À la faveur des trêves, et sous la direction du maître des ports de Villeneuve, Geoffroy Boucicaut entreprit d'en faire dégager l'orifice. Le 26 octobre, de grand matin, un de ses parents du nom de Hardouin, deux autres chevaliers, un bourgeois d'Avignon, trois ou quatre capitaines et le maître des ports lui-même — on remarquera la présence de cet officier du roi — pénétrèrent dans le souterrain avec cinquante-trois hommes d'armes. Parmi eux se trouvaient, dit-on, les meurtriers de Pierre de Vimenet et l'un des auteurs de l'arrestation des cardinaux Buri, de Salva et degli Ammanati ³. Je ne sais s'ils se proposaient de prendre le pape ou de le tuer. Mais ils n'étaient munis de haches, de tenailles, de maillets, en un mot de tous les outils propres à forcer un passage, en outre, de cordes pour lier les prisonniers qu'ils feraient, de sacs pour enfermer l'argent qu'ils découvriraient, et même de penceons fleurdelisés pour prendre, au nom du roi, possession du Palais. Tout alla bien jusqu'au débouché de l'égout dans la cuisine commune. Mais avant que tous les assaillants fussent sortis du souterrain, un maître huissier les aperçut. À ses cris, la trompette, la cloche d'alarme retentirent : soudain des hommes d'armes surgirent de tous côtés. Un témoin de cette scène cite avec admiration la promptitude avec laquelle accoururent des soldats surpris dans leur sommeil, et dont un grand nombre avaient passé une partie de la nuit sur pied : ils se diri-

¹ L'acte du 25 octobre, que j'ai retrouvé au Vatican, est le procès-verbal notarié de cette séance. Il se tint à Villeneuve-les-Avignon, dans l'Hôtel du roi, « qui servait alors d'habitation au cardinal de Salva et étaient réunis avec les trois regentiers les cardinaux Burescon, d'Amiens et Agreuillette de Cuf-fine, de Brogne, Pierre Gérard, de Saint-Martial et Pierre d'Alu et l'archevêque de Narbonne, camerlingue ».

² F. Hude, *Historia Diocesis et Romanorum pontificum*, t. I, p. 427-428.

³ M. de Ser composa en 1501, postérieurement, par Benoît XII l'historique de l'Hôtel, *Die hiesigen herrenliche kam Schrifften Peters von Lanna*, 1808, in 4, p. 29.

geaient vers les cuisines, dit-il, avec un tel empressement qu'on eût cru que quelque bon repas les y attendait. Raoul XIII, de son côté, gardait tout son sang-froid. « Retournez vite, dit-il à celui qui vint l'avertir du péril, et combattez courageusement. Ils sont à vous ! » Effectivement, les uns, se précipitant au-devant des assaillants, les arrêtaient au seuil de la cuisine commune, les autres, cernant ou encoulant ce petit corps de bâtiment séparé, se disposèrent à les brûler, à les lapider ou à les écraser en faisant tomber la cheminée sur leur tête. Le combat ne dura que peu d'instant. Quelques-uns des assaillants se sauvèrent par l'égout; tous les autres, au nombre, dit-on, de cinquante-six, se rendirent, et furent enfermés, les chefs dans le bâtiment de la Trésorerie, les simples hommes d'armes dans la tour de Trouilhas¹.

Après cette journée, dont plusieurs des défenseurs du pape remercièrent Dieu en s'assujettissant à un jeûne volontaire, les efforts de Boucicaut ne se ralentirent point. Le Palais ne pouvant être envahi que par la voie souterraine, il entreprit de pratiquer cette fois des mines artificielles, l'une sous la tour de Perolene, l'autre sous celle de la Gache, une troisième sous celle de Notre-Dame. Afin d'éviter cette dernière, les assiégés, de leur côté, creusèrent trois contremines. De rudes combats se livrèrent sous terre. L'assaillant fut tour à tour criblé de flèches, balayé par la mitraille, couvert de chaux, de pux enflammée et d'huile bouillante. Le feu fut mis aux mines tantôt par l'assiégé, — et, dans ce cas, l'assiégeantamoncelant, de son côté, tout ce qui pouvait le garantir, empruntait au besoin, les portes de fer de Notre-Dame-des-Doms — tantôt par l'assiégeant lui-même, dans l'espoir de faire crouler les défenses du Palais. Un jour, pour fortifier un point spécialement menacé, l'on vit toute la population

¹ Martin d'Alparid, *informatio personarum* c. 1124, Bertrand Raysses p. 354 mémoire du mois d'août 1399. F. Héric. *Archiv für Literaturw.*, t. VII, p. 70 note du cardinal de Pampelune *ibid.* p. 180. *Religieux de Saint-Denis*, t. II p. 654. Cf. Zurita t. II fol 430 v^o. — Cet épisode a été quelque peu orné par l'auteur de la *Chronographia regum Francorum*, t. II p. 166 qui ne paraît pas connaître les lieux et rapporte des détails entièrement fantaisistes. A noter cependant ce qu'il dit p. 161 que les prisonniers furent enfermés dans une des tours pour empêcher les assiégeants de continuer à la miner.

assiégée se mettre à l'œuvre, clercs aussi bien que laïques, abbés, un évêque même : le travail indispensable fut fait en un moment. Et, pendant tout ce temps, les machines de guerre ne cessaient de lancer contre le Palais des pierres de trois à dix quintaux¹.

Je ne sais si Boucicaut se fût lassé du siège ; mais les Avignonnais se lassèrent de lui. Il s'étant trop vanté de faire, avant peu de jours, dans le Palais les bourgeois de la ville. Le succès répondait mal à ses fanfaronnades ; sa brutalité ne contribuait pas à lui ramener les esprits. Vers le milieu du mois de novembre, cardinaux et citoyens s'entendirent pour le remplacer dans les fonctions de capitaine par Georges de Maris, sénéchal de Provence².

Ce ne fut pas encore la fin des hostilités. De part et d'autre, on continua de pousser mines et contremines. Un jour même, la garnison opéra une sortie : les soldats du pape, protégés par des manteaux de bois descendus le long de la muraille, attaquèrent une des mines, incendièrent les échoppes et les maisons environnantes. Ce n'est que le 24 novembre qu'une trêve, demandée par un nouveau viguer, mit fin à une lutte aussi scandaleuse qu'inutile. Au bout de deux mois, le seul résultat acquis était la certitude que Benoit XIII disposait d'une force morale et de ressources matérielles bien supérieures à tout ce qu'on avait imaginé³.

L'intrépide résistance opposée par le pape à ses cardinaux et à ses sujets rebelles n'allait pas tarder à devenir le thème de légendes merveilleuses. On avait aperçu, dit-on, des terrasses de

1. Martin d'Apartil, *Informacio seriosa*, c. 1125, *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 441 (note du cardinal de Pampluna [Archiv für Literatur...], t. VII, p. 100) ; notes du concile de Perpignan (ibid. t. V, p. 420), *Chronographus regum Francorum*, t. III, p. 481.

2. Il ne laissa pas de conserver de bonnes relations avec les Avignonnais. III. *Roy Louis XI et les États pontificaux de France au XV^e siècle*, dans le *Bulletin de l'Académie des sciences*, 4^e série, t. XII, 1898, p. 213-215. Mais on voit qu'il n'y a rien de fondé dans ce que rapporte le *Religieux de Saint-Denis* (t. II, p. 480) que Charles VI enjoignit à Boucicaut de cesser ses attaques, et que celui-ci se borna à partir de ce moment, à faire garder le pape. D'ailleurs, comme si la cour avait voulu récompenser Boucicaut de sa violente initiative, elle le nomma, le 1^{er} avril suivant, gouverneur du Dauphiné. Celui-ci, à vrai dire, ne tarda pas à s'aliéner toute la noblesse de la province (P. Anselme, t. VI, p. 934, A. Prudhomme, *Histoire de Grenoble*, Grenoble, 1882, in-8°, p. 234).

3. Martin d'Apartil, *Informacio seriosa*, c. 1125, *Religieux de Saint-Denis*, t. VII, p. 100.

Villeneuve, une langue de feu qui passait le Rhône et s'étendait jusqu'au rocher des Doms. Une religieuse du couvent de Sainte-Catherine avait eu la vision d'une croix penchée au-dessus de la tour de Plomb, et, peu après, un boulet, en effet, l'ordit la croix fleurdéliée qui surmontait cette tour. Plus tard, des formes blanches et des lumières resplendissantes furent vues, au milieu de la nuit, sur les combles du Palais ¹. Mais, mieux que ces apparitions, la mort soudaine de Jean de Neuschâtel sembla montrer la main de Dieu s'appesantissant sur les ennemis du pape. Ce cardinal qui, pour mieux braver l'autorité pontificale, était venu s'installer dans le palais de l'évêque, et qui avait si activement coopéré au soulèvement de la ville, fut, dès le 1^{er} octobre, atteint d'une fièvre pestilentielle qui l'emporta en quatre jours. On ajoutait que le religieux venu pour l'assister n'avait même pu, intimidé par une soldatesque fanatique, l'exhorter au repentir ².

II

Du dehors cependant les secours commençaient à venir ³.

A la première nouvelle des attentats commis contre le pape et des persécutions subies par un grand nombre de ses sujets, le

¹ Martin d'Alpartid; v. encore cette chronique sous les dates des 22 et 23 octobre 1400.

² Martin d'Alpartid, *Informatio seriosa*, c. 1121, *Brief des chroniques* (Bibl. nat., ms. lat. 8975, p. 169); Amery de Peyrac (Baluze, t. I, c. 1316), Boniface Ferrer *Thesaurus novus anticholorum*, t. II, c. 1491, *Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 157, C. Le Couteux *Annales ordinis Carthusiensis*, t. VII, p. 70.

³ Si l'on en croit la *Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 158, un des allies dont Benoît XIII attendait du secours n'était autre que Raymond de Turenne, auquel il avait envoyé l'absolution et une importante somme d'argent. Raymond, dont le château des Baux était alors assiégé par les Provençaux se serait porté avec sept cents lances sur Baux (Ardèche), avec l'intention de passer le Rhône pour secourir le pape, mais des forces imposantes gardaient la rive gauche, le maître des ports avait eu soin qu'il n'eût aucun bateau à sa disposition, enfin trois galères amonèrent sur ce point, à l'improviste, des troupes qui infligèrent à celles de Raymond une sanglante défaite. Ce récit à vrai dire, est en contradiction avec celui de Broussard, qui ne le regarde Raymond comme un allié du pape, le nomme parmi ceux qui se joignirent à Beaucaud (t. XVI, p. 128). A l'appui de cette dernière version j'ai cité jadis un document assez probant *Raymond de Turenne et les papes d'Avignon* dans l'*Annuaire-Bulletin de*

roi d'Aragon s'était plaint. Il avait invité les cardinaux à châtier les auteurs de tant d'« atrocités » et à réparer le mal qu'ils avaient fait eux-mêmes, sinon, il y aviserait. Les cardinaux aussitôt de crier à la calomnie : l'attaque, c'est Benoît XIII qui l'avait commencée, eux, n'étaient intervenus que pour faire cesser les troubles et protéger les habitants¹. Mais, sans attendre même cette réponse, le roi Martin avait fait partir des envoyés qu'il fallut bien, le 25 novembre, laisser entrer dans le Palais.

Obtenir que Benoît XIII s'en remit à l'arbitrage de Charles VI et du roi Martin, le premier devant être suppléé, en cas d'empêchement, par un des ducs de Berry, de Bourgogne ou d'Orléans, tel était le but de l'ambassade². Tel fut aussi le résultat de la négociation, bien qu'un seul de ces princes, à vrai dire, inspirât désormais confiance à Benoît XIII, Louis d'Orléans, auquel il venait précisément d'adresser un de ses dévoués serviteurs, Raymond de Perillos, vicomte de Rodes³. Les envoyés aragonais s'éloignèrent dès le 29, non sans que leur courte apparition eût procuré quelque soulagement aux assiégés du rocher des Doms⁴.

Il est vrai que l'intervention aragonaise empêcha celle de Louis d'Orléans de se produire. Le duc projetait alors un voyage

La Société de l'Histoire de France, t. XXVI, 1889, p. 215. On pourrait faire encore observer que rien dans la conduite de Raymond durant les années précédentes ne pouvait faire prévoir un tel changement de front. Benoît XIII, as de ses bravi-gardes, l'avait excommunié lui et ses complices en conséquence le 19 octobre 1397, l'interdit avait été mis, le 15 février 1398, sur les lieux où ils résidaient. Un compromis intervenu, il est vrai, au mois de juin suivant (*ibid.*, p. 247), mais il n'existe aucune preuve que la paix ait été conclue.

1. F. Ehrle, *Archiv für Liturgik*, t. VII, p. 17-22.

2. Il est peu vraisemblable que l'ambassade ait eu pour but, comme le dit Alphonse, de faire remettre l'affaire aux mains du seul duc de Bourgogne.

3. Ce personnage, dont le nom sera souvent prononcé, appartenait à une famille du Roussillon, était fils d'un amiral de France et avait lui-même longtemps servi le roi d'Aragon. P. Anselme, t. VII, p. 758; Moréri, t. VIII, p. 193. On le voit souvent adresser des suppliques à Benoît XIII en faveur de divers clercs (*Arch. du Vatican. Liber supplicationum Benedicti XIII anteq.*, ann. 1 pars II, fol. 35 v°, 43 r°, 44 r°, 45 r° et v°, 138 v°). L'une de ces requêtes nous apprend qu'il avait un frère du nom de Pons et un autre appelé François Pons, prêtre du diocèse d'Elne et officier d'armes (*ibid.*, fol. 108 r°). L'année précédente, Richard II lui avait accordé, en considération du roi de France, un sauf-conduit pour aller en Irlande, avec une escorte de trente chevaux, visiter le fameux Purgatoire de saint Patrick. Rymer, t. III, iv, p. 135.

4. Martin d'Alparth.

à Avignon, en vue duquel il s'était composé la plus brillante escorte¹, le comte de Nevers, Jean de Bourbon, Charles d'Albret, puis des docteurs de l'Université de Paris, Gilles des Champs, Pierre Placoul et Guillaume Fillastre. Il leur avait compté d'avance des sommes s'élevant à un total de 8,500 livres. Déjà il s'était mis en route, quand parvenu à Melun, la rencontre qu'il fit de l'ambassade aragonaise produisit dans ses projets un changement soudain qu'on ne crut pouvoir trop déplorer dans l'entourage de Benoît XIII².

Au surplus, le duc d'Orléans eût-il été le libérateur qu'attendait le pape prisonnier? Cela n'est pas bien certain. Moins que jamais son influence était prépondérante. Circonvenu par ses oncles, Charles VI, au sortir d'une de ses crises, venait d'approuver la politique de soustraction³. Par son ordre, Bernard Alamant, évêque de Condom, écrivait un traité aussi dur pour le pape qu'élogieux pour le gouvernement⁴. Parmi les membres

1. Martin d'Alparit prétend que cette escorte comprenait quatre cents personnes nobles et plus de quinze cents chevaliers. Il évaluait la dépense totale à 64 000 francs.

2. Si l'on se réfère aux quittances délivrées par le comte de Nevers, le 16 décembre (Bibl. nat., ms. français 10432, p. 147), par Charles d'Albret, le 11 *ibid.*, p. 148; par Taupin de Chanemerle (*Catalogue analytique des Archives de M. le baron de Sancerre*, t. I, p. 79), par Pierre Beaubié et Laurent de Hue, le 12, ms. français 20029, n° 2814, 2815, par Mathieu Beignault, ms. français 10132, p. 142) et par Pierre Placoul le 13, *ibid.* p. 68, enfin par Gilles des Champs le 14 ms. français 26030, n° 2170, on acquiert la conviction que le projet tenait encore à cette dernière date. Mais il dut être abandonné avant le 15 décembre. En effet, Guillaume Fillastre, qui était venu de Reims attendre Louis d'Orléans à Nevers, avait rejoint le duc à Melun et s'apprêtait à son retour à Reims, le voyage étant continué (ms. français 10 32, p. 145). Louis d'Orléans lui-même quitta Melun, le 21 décembre, après un séjour de huit jours; dès le 22, il était de retour à Paris (E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*..., p. 220, cf. p. 222, 243).

3. C'est ce que Simon de Grunaud appelait une guérison providentielle : « Jamais, disait-il, ceux qui assignaient le roi ne l'avaient encore trouvé en si bon état. » F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. VI, p. 281.

4. *Inc.* « Christianissimo Dei gratia Francorum regi. » La phrase suivante denote l'inspiration officielle : « Modicus interdotissimus et capellanus vestrus, de vestro precepto et regia personis, scilicet petri quodam a rna domini nostri Jesu Christi, quodam alio scilicet de pace et concordia bonorum excepti, recepit la poutre present l'os carter os carter et le monde en vert. » L'auteur termina son traité en 1398, comme l'on voit de la Bibl. nat. et, plus précisément, le 15 février 1398 (vieux style) comme nous l'apprennent les mss. de Munich et de la Mazarine. Voici un exemple des aménités qui contiennent cet ouvrage à l'adresse de Benoît XIII : « Si vero romanes pontifex, id est qui aut qui consilio et avas christendomi aut iniquitate compregens differantur... lunc

du clergé qui avaient semblé partager les vues du frère du roi, les uns s'étaient dispersés, d'autres, en grand nombre, s'étaient ralliés à l'avis de la majorité. Découragé, isolé, le duc lui-même venait de renoncer à toute opposition. On l'avait entendu, en présence de ses oncles, de prélats et d'universitaires, déclarer qu'ayant beaucoup réfléchi, observé le mouvement de l'opinion, constate l'accord des cardinaux et sondé les sentiments du roi, il se rendait tout simplement à l'avis du concile, il avait promis son plein concours à l'œuvre de la soustraction et offert de mettre au service de la politique officielle l'influence qu'il pouvait avoir sur le roi des Romains et sur le duc de Milan (19 octobre) ¹. Simon de Craon, en transmettant à plusieurs cardinaux le texte de cette déclaration, n'avait pu s'empêcher de laisser éclater sa joie ². Dans ces conditions, même en supposant chez le prince une dissimulation peu conforme à son caractère, il lui eût été bien difficile de prendre hautement fait et cause pour le pontife persécuté, et la présence parmi ses compagnons de voyage de son cousin le comte de Nevers, qui avait été témoin de sa déclaration, suffisait seule à indiquer qu'il ne comptait user de son crédit près du pape que pour lui persuader de souscrire aux volontés de la cour. Les propositions qu'apportaient

Petrus non Petrus, sed Sathan pastor non pastor sed fur et latro, non romanus pontifex sed fuit romanus petrus dico debet. » L'auteur explique que Dieu a voulu, de toute éternité, que le sceptre fût, en ce moment, aux mains de Charles VI, afin que son peuple fût délivré, comme par un nouveau Moïse de l'oppression égyptienne. Je ne connais pas moins de six exemplaires du traité de Bernard Alamant. Bibl. de Munich, ms. latin 15125, fol. 42-94, Bibl. nat., ms. latin 14644, fol. 13-49, Bibl. Mazarine, ms. 1651, fol. 1-42; Bibl. de Grenoble, ms. 200, fol. 164-226, Arch. du Vatican, *Armarium* LII, t. XXVI, fol. 21-44, Musée Britannique, Addit. mss. 15164).

¹ Acte dressé par deux notaires à la requête d'Arnaud de Corbie et de Simon de Craon (manuscrit autographe, Arch. nat., J 514, n° 18, original, J 515, n° 16 bis, copie contemporaine, J 514, fol. 491 v°; E. Jarry, *op. cit.*, p. 439).

² Lettre du 28 octobre 1394 à Bertrand de Chaux. P. Ehrle, *Archiv für Lit. rat.* t. VI, p. 32. Un mandement royal en la requête de Benoît XIII est approuvé dans les termes les plus durs fut expédié le 29 décembre 1394, dans un conseil auquel assistait le duc d'Orléans avec ses deux oncles de Bourgogne et de Bourbon (Bibl. nat., ms. Deluc 26, fol. 89 r°). Je remarque, en outre, qu'à l'occasion de la fête de Noël de 1396, le duc d'Orléans fit distribuer des draps et des fourrures non seulement aux évêques de Poitiers et d'Amiens chanceliers de ses oncles les ducs de Berry et de Bourgogne, mais à deux maîtres en théologie qui s'étaient fait remarquer par la violence de leur langage : ses « biens amez » Pierre Placul et Jean Courtecuisse, ms. français 6132, p. 36.

les envoyés aragonais rendaient sa démarche inutile : il reprit le chemin de Paris¹.

Si l'on s'y attendait pas les envoyés du roi Martin, depuis longtemps on s'étonnait de n'y pas voir venir les envoyés des cardinaux. Annoncés dès le 17 septembre², Simon de Craudaud, le 28 octobre, ne payant de leur retard³ : « Ce n'est pourtant » pas, écrivait-il, le moment de regarder en arrière. » Les cardinaux regardaient amplement autour d'eux, et, peu fiers de la besogne qui s'accomplissait en leur nom n'étaient peut-être pas pressés d'en informer la royauté. Si l'on prend à la lettre l'affirmation du Patriarche, la cour de France se trouvait depuis un mois sans nouvelle⁴. Cela donnerait à penser que tous les excès dont Avignon fut alors le théâtre, y compris ceux auxquels prirent part certains officiers du roi, s'accomplirent en dehors et à l'insu de la royauté⁵.

Quand arrivèrent enfin, au mois de janvier 1399, Guy de Malessot, Amé de Saluces et Pierre de Thury, délégués du sacré collège⁶, on put se rendre compte que l'hésitation des car-

1. C'est alors sans doute qu'il écrivit au pape, de sa main, deux lettres dont celle-ci la remercia chaleureusement par deux réponses la première entièrement autographe) écrites, du Palais d'Avignon, le 24 et le 29 janvier (1399). Benoît XIII se montrait on ne peut plus touché de ce que le prince eût, au vent son expression unie Jésus-Christ qui, pour répondre à l'Abgar d'Édesse, n'avait emprunté le secours ni de Jean ni de Jacques. Le pape promettait d'avoir égard aux demandes aux recommandations de Louis, et il ajoutait : « Vale, dilecte fili et causam dei provequere viriliter, quam cepisti. Valeas fili, et, qui te la pericula providem ita obvia sicut prevales, et felicitate rumpere moras. » Bibl. nat., sous acquis latines 1193, fol. 191 r^o. La première tout au moins de ces réponses du pape était confiée au chevalier Guillaume de Lamoignon un des messagers du duc d'Orléans, et c'est ce qui me porte à croire qu'il faut leur assigner la date de 1399 : Guillaume de Lamoignon en effet, se trouvait alors à Avignon (v. E. Jarry, *op. cit.*, p. 221).

2. Lettre des cardinaux à Charles VI v. plus haut, p. 192, note 3.

3. Lettre déjà citée à Bertrand de Charac. — On voit comme Froissart est bon de la vérité, « Et toutes les semaines avoit le mareschal Bouchiquart avec Geoffroy Boucicaut nouvelles du roy de France et le Roy pareillemen de lui et de l'estat de ce Benoict... » (T. XV, p. 131.)

4. Guillaume Fallaure disait au roi, en 1400 : « De la manière comment il fu assiege au romilly, je m'en deporto. Je sai bien que la manière de faire au vint pas de vostre connoissance ne par vostre ordonnance. » *Bourgeois du Chastellet. Nouvelle histoire du comte de Comstance* Presses, p. 141.

5. Dès le 7 novembre, ces trois cardinaux étaient attendus à Vienne (l' *Chevalier Choix de documents historiques imprimés par le Dauphiné* Lyon 1875, in-8°, p. 220. Martin d'Alparut écrivait leur départ au 21 novembre. Bertrand Boyssel, plus vraisemblablement, au 25 décembre. *ibid.* Elzévir, p. 83. Ils durent le 30 jan-

La France et le Grand Schisme.

dinaux ne provenait d'aucun scrupule intempestif. Loin de vouloir retourner en arrière, ils annonçaient une telle hâte d'aller plus loin dans la voie de la révolte, que le gouvernement éprouva quelque peine à les suivre. Ne parlaient-ils pas de déclarer Benoît XIII hérétique ? Ne rappelaient-ils pas avec intention le caractère conditionnel de son élection ? Il semblait qu'il n'y eût plus que deux partis à prendre : ou considérer Pierre de Luna comme n'étant plus pape, ou le déposer régulièrement. Tout en montrant pleine déférence aux volontés du roi, ils parlaient, soit de convoquer un concile de l'obédience qui constaterait ou prononcerait la déchéance de Benoît XIII, soit de provoquer la réunion d'un concile général qui procéderait, en même temps, contre les deux pontifes ¹.

La cour fut presque épouvantée du succès des idées qu'elle avait tant contribué à répandre. Elle n'osa sanctionner de son approbation un programme qui ne tendait à rien moins qu'à décréter contre Benoît XIII la peine de l'emprisonnement. Pour la première fois, on la vit alléguer son incompétence. Dans le public, même sentiment de malaise, sinon de répulsion. On en voulait aux cardinaux de leur recours à la force brutale, peut-être aussi de leurs préoccupations trop visiblement intéressées ². Thury, Saluces et Malesset furent insultés dans la rue ³.

voir chez le duc de Bourgogne, le 8 février chez le duc d'Orléans (E. Petit, *Itinéraires de Philippe le Hardi...*, p. 283, E. Jarry, *La vie politique de Louis de France...*, p. 322; cf. *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 474).

1. Tel est du moins le sens de leurs instructions. V. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. VI, p. 394-300, cf. *Religieux de Saint-Denis* t. II, p. 474.

2. Les cardinaux désiraient être maintenus en la jouissance de leurs droits, pensions et bénéfices. Ils voulaient pouvoir exercer des contraintes contre leurs débiteurs, continuer les poursuites qu'ils avaient commencées, etc. Ils complaisaient que, si la soustraction leur causait quelque préjudice, le roi consentirait à les indemniser. Ils le priaient d'intervenir auprès du roi d'Aragon, pour qu'il pût continuer à jouir de leurs bénéfices dans son royaume, et auprès du roi de Castille, pour qu'il levât les empêchements mis depuis longtemps à la jouissance des étrangers pourvus de bénéfices. C'est assez dire que le sacré collège ne se montrait rien moins que favorable au rétablissement des libertés de l'Église gallicane (instructions de Guy de Malesset, etc).

3. *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 481, cf. Juvénal des Ursins (éd. Michaud et Poujoulat, p. 412). En ce qui concernait la guerre faite au pape, le premier mouvement de la cour avait été d'adopter sans réserve la version des cardinaux. C'est ce que prouve le mandement du mandement royal adressé, le 29 décembre 1380, au sénéchal de Beaucaire : « Exposé nous a naguères este de la part des cardi-

Trois ambassadeurs que les Avignonnais avaient députés vers Charles VI participèrent à cette disgrâce. leurs demandes furent, dit-on, jugées inadmissibles : l'odieux qui s'attachait à leur rôle de traîtres les obligea de ne point se montrer durant leur séjour à Paris¹.

Ce courant d'opinion devait favoriser la médiation aragonaise. Effectivement le gouvernement prêta l'oreille aux ouvertures des envoyés du roi Martin. On se flatta bientôt de sceller un accord sur les bases suivantes. Tout d'abord, et c'était le triomphe de la politique française — acceptation par Benoît XIII de la voie de cession; de plus, licenciement des troupes pontificales; à ce prix, cessation des hostilités, sauvegarde royale s'étendant à la personne du pape, à ses biens, aux personnes et aux biens de cent de ses serviteurs².

Mais, avant tout, il s'agissait de ne pas être dupe. Vis-à-vis d'un pontife aussi retors que Benoît XIII, on ne pouvait trop prendre de précautions. On convint que, sur les pas des envoyés aragonais, Pierre le Roy Gilles des Champs et Guillaume de Tignonville se rendraient en Avignon. Avant de faire

maux du saint college de l'Eglise de Rome estoit à Avignon que, combien que, pour l'honneur de Dieu et le bien de toute chrestienté et pour apaiser plus tost ce douloureux scisme ... Il se soient du tout départis de l'obéissance de Benedic..., et les bourgeois et habitants de la ville d'Avignon, en ensuyvant la bonne et sainte conclusion qui par nous et le saint college des cardinaux et les autres... a esté prisee, se soient aussi départis de l'obéissance dudit Benedic, et en hayne de ce, ledit Benedic, qui avoit paravant, pour ruseulx pavor perserverer en sa malvaice rébellion et dur propos et pour toujours plus enjeschier la pais et union de l'Eglise garni le palais apostolique d'Avignon de pirates et gens de guerre de diverses nations, leur a fait longtamps guerre mortelle de feu et de sang aussi cruelle et inhumaine comme les ennemis ce la loy pourroient faire aux chrestiens, et tellement qu'il a convenu que pour eschiver la perdition de leurs corps, femmes et enfans et de leurs biens, ils se soient mis à defense et aient obyzé, si comme ils ont peu, à la grant malice et malmarité dudit Benedic et de ses complices... » (Bibl. nat., ms. Baluze 70, fol. 89 r°).

1. Martin d'Alpartil. Note prise par Henri Suarez in *Brève chronique manuscrite*, « Item, au susdict an 1398, allèrent les ambassadeurs d'Avignon à Paris, le 12 decembre, y estant M^r Pierre Candon, sire Jean Trochin et sire Andre Desipondi, ces trois allèrent à Paris pour la ville d'Avignon. » (Bibl. nat., ms. latin 8973, p. 167).

2. Ils avaient apporté une pétition rédigée et signée par Benoît XIII (*Asplumma collecta*, t. VII, c. 838). De plus, ils renvoyèrent à Avignon les articles en question, que le pape accepta *ibid.*, c. 833. A cet égard, le cour de France dut être fixé probablement pendant le séjour des envoyés aragonais mais au plus tard avant le 26 mars 1398 (*ibid.*, c. 842). Cf. Martin d'Alpartil.

cesser les voies de fait, ils exigeraient l'acceptation du projet de cession, ils n'entreraient dans le Palais qu'après avoir sondé, par l'entremise des Aragonais, les dispositions du pontife et juré, sous serment de ne point s'y laisser retenir au delà de trois ou quatre jours. Une série de serments tendant à assurer l'exécution de la voie de cession seraient alors imposés au pape et à ses serviteurs. Après quoi ces ambassadeurs français feroient usage de lettres royales préparées à l'avance, qui instituaient comme gardiens, pour veiller au nom du roi à la sécurité du pontife, l'archevêque de Narbonne, François de Vinay, Louis de la Voulte, les senéchaux de Beaucaire et de Provence¹. Il était bien expliqué que cette protection toute matérielle ne comportait aucunement restitution de l'obédience, et, pour mieux caractériser la démarche du roi, ses envoyés avaient défense de rendre à Benoît XIII les honneurs dus au souverain pontife².

Trois semaines après le retour des envoyés aragonais, Pierre le Roy, Gilles des Champs et Guillaume de Tiquonville arrivèrent à Villeneuve-lès-Avignon (26 mars 1399)³.

L'attaque contre le Palais ne s'était pas renouvelée. Avignonnais et cardinaux avaient fini par comprendre, sans l'odieux, au moins le danger de cette guerre inutile. Le roi d'Aragon, en effet, loin d'être dupe de leurs excuses, leur avait de nouveau adressé, les 4 et 6 décembre, l'expression menaçante de son mécontentement⁴. En même temps, sur l'initiative de quelques

1. Un feuillet de papier, au verso duquel se lisent les mots « Minuta litterarum procuratorie Benedicti etc. », contient les minutes ratées de quatre lettres royales la première faisant savoir que Benoît XIII a accepté les conditions du roi, la seconde confirmant la garde du pape aux cinq personnages en question, la troisième et la quatrième notifiant cette résolution aux rois d'Aragon et de Castille. Les deux premières de ces minutes portent les dates du 19 février 1399 (v. et) Arch. nat., J 327, n° 1). On sait d'autre part, que ces lettres avaient été préparées à l'avance, « ut brevis ambasciatorum posset esse expediti. » (*Anglo-normanna collectio*, t. VII, c. 410).

2. *Ibid.*, c. 420-440; Rinaldi, t. VIII, p. 41-49.

3. Cette date (le mercredi saint) est fixée par Martin d'Alpatri et par des instructions de Guerau de Lersellan et de Raymond de Perillos reproduites dans la même chronique.

4. Lettre aux cardinaux (Bibl. nat. ms. lat. 14643, fol. 354^{re}, Döllinger. *Beiträge zur Kultur-Geschichte*, p. 363), lettre plus courte au capitaine, au recteur et aux syndics d'Avignon (ms. lat., fol. 35, ^{re}, et ms. 145^{re} du Balliol College d'Oxford, fol. 101).

agents du pape, une expédition de secours s'organisait en Catalogne¹. Le clergé de la province de Tarragone y avait affecté une demi-année de dîmes, un parent de Benoît XIII en avait pris le commandement². Le 10 janvier 1399 bravant une défense du roi de France³, dix huit galères et huit bâtiments à rames plus petits remontèrent le Rhône jusqu'au port d'Arles⁴. Tandis que le sénéchal de Beaucaire rassemblait des troupes pour secourir ses aux Catalans répandus sur le rive droite du Rhône⁵, que les cardinaux faisaient fortifier le pont d'Avignon et barrer le fleuve au moyen d'une chaîne, les Arlésiens, non moins inquiets, députaient vers le commandant en chef, qui, établi dans le château de Trinquetaille, leur déclarait son intention de délivrer Benoît XIII et de tirer vengeance des Avignonnais. Le 25 janvier, il se rapprocha, en effet, d'Avignon; mais les

1. *Informatio series*, c. 1125, D. Vaissete, t. IX, c. 276, Fages, *Histoire de saint Vincent Ferrer*, t. I, p. 134, note 2.

2. Pierre de Luna prévôt de Valence et non évêque en la dévot (Ch. Cottare, *Notes historiques concernant les recteurs de ce diocèse comté Venaissin* p. 183). Antoine de Luna, recteur du Comtat. — A la date du 9 décembre 1398, une partie de la flotte mouillant dans le golfe de Rome tandis que plusieurs galères, chargées d'argent, s'attardaient à Barcénone. *Il s'ensuivit luyz infernos* t. XII, p. 20.

3. Les cardinaux et les Avignonnais avaient imploré le secours des princes, qui leur répondirent en adressant le 19 décembre 1398 un mandement royal ainsi conçu au sénéchal de Beaucaire ou à son lieutenant : « ...En accusant mal sur moi, ycelui nommé Benedic a pourchassé tant que, pour plus fort grever ledits cardinaux et les habitants il fait venir, et comme l'en dit, grant nombre de galles et autres navires du port d'Arles en garni de gens d'armes archibouteurs et autres gens de guerre pour monter contrement le Rome qui est de nostre royaume et prendre et destruire la ville d'Avignon... Pour ce est il que nous... vous mandons que vous fassiez faire commandement par cry public et autrement... aux gens desdictes galles et navires que, sur tout ce qu'il doubtent à nous courroucier nous l'exprime licence de nous il ne montent en la dicte rivière pour porter dommage ou desloier aucun d'aucuns cardinaux du saint college aux habitants de ladite ville, ne aucun d'eulx, ne autre part en nostre royaume ne sur nos subgites. Et ce cas que vous verriez ou sentiriez qu'il s'efforceroient... de faire le contraire... a fassiez assembler le plus grant nombre de gens de deffence tant milles que autres des villes et pais de nostre dite seneschauce de Beaucaire et autres parties plus prochaines et le plus efforcement que vous pourrez obtenir et résister à la malice et male violence des gens desdictes galles... en contrainquant à ce tous nos subgites, et comme contrains entre devroient contre nos ennemis... » (Bibl. nat., ms. Baluze 20, fol. 89 v°.)

4. Bertrand Boyssel (éd. Ehrle), p. 326, *Informatio series*, c. 1125, *Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 161-162.

5. D. Vaissete, t. IX, c. 276. — En même temps, Jean de Fouchères, Gualbaud et Humbert de Balencoure emmenaient des gens d'armes pour la défense du saint college (Arch. nat., L 379).

eux étaient bonnes : la flotte catalane ne put pas dépasser Lanasac, près de Tarascon. Elle y séjourna au complet une vingtaine de jours. Puis, le terme des enrôlements venant à expirer, les galères et les fustes reprirent les unes après les autres le chemin de la Catalogne. Le but de l'expédition sans doute était manqué : elle n'en avait pas moins tenu en respect, durant trois mois, les ennemis de Benoît XIII¹.

À part cette incursion, la tranquillité du Comtat, presque entièrement soumis à l'autorité du sacré collège, n'avait été troublée que par le seigneur de Sault, qui, à la tête de cinq cents hommes, avait tenté de soulever le pays au nom du pape².

Le Palais cependant restait toujours bloqué. On n'y souffrait peut-être point encore de la famine; car le blé n'y manquait pas, et le moulin fonctionnait³ ; mais la gêne s'y faisait cruellement sentir. Parfois, en faveur des prisonniers, dont quelques-uns étaient tombés malades, la garde laissait passer les vivres, les gens du pape en profitaient⁴. D'ordinaire, il fallait se contenter de viande salée ou gâtée, de légumes secs et, à défaut de vin, dont la provision avait été quelque peu gaspillée, d'eau mêlée de vinaigre. Je ne parle pas des ressources exceptionnelles que fournissait la chasse aux chats, aux rats et aux moineaux. Ce dernier gibier paraît avoir été réservé à la table du pape. Benoît XIII s'en montrait aussi friand que de volailles grasses⁵.

1. Bertrand Boyssel, *loc. cit.* ; Martin d'Alpertil ; *Informatio veriorum*, *loc. cit.* ; F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 430, t. VII, p. 24, 39, Zurich, t. II, fol. 431^{re}. — Par acte daté de Trinquetaille le 19 janvier 1399, le capitaine Pierre de Luna avait promis de ne causer aucun dommage aux terres du roi Louis, non plus qu'aux sujets du roi de France (R. Rey Louis XI et les États pontificaux, p. 215. — Suivant la *Chronographia regum Francorum* (t. III, p. 442), une moitié de ces Aragonais et Catalans seraient morts de maladie.

2. Bertrand Boyssel, op. 351, rapporte cet incident à la date du 27 décembre. Cf. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1181 ; F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. VII, p. 46.

3. L'emplacement de ce moulin est bien connu (F. Ehrle, *Historia Bibliothecae Romanorum pontificum*, t. I, p. 672, 782 et planche XI).

4. Benoît XIII fut cependant remarquer la générosité avec laquelle il faisait part de ses provisions aux prisonniers : « Feol etiam eos in infirmitatibus curari per suos medicos, et aliquos permisit pro cura exire ad civitatem sub fide prestita. » F. Ehrle *Die kirchenrechtlichen Schriften Petrarca von Luna*, p. 36.

5. Martin d'Alpertil et F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 439, *Informatio veriorum*, t. II, p. 112^o, 113^o. Les mauvais traitements paraissent déterminer des cas de scorbut, le frisson, des maux de pieds et de jambes. Suivant la *Chrono-*

Aux privations matérielles s'ajoutait l'ennui de l'isolement. A part de rares exceptions, le pape ne correspondait plus avec le monde du dehors. Le roi Martin se plaignait de ne pouvoir lui faire parvenir ses messages; à leur retour de Paris, les envoyés aragonais attendirent huit jours et n'obtinrent qu'une seule fois, avant l'arrivée de l'ambassade française, l'autorisation d'entrer au Palais¹. Il n'est pas jusqu'aux personnes chargées des commissions de la cour de France qui ne se soient vu refuser le passage, si j'en juge par Marie Robine. Cette pauvre femme dont la guérison soudaine avait été, l'on s'en souvient, attribuée aux mérites de Pierre de Luxembourg et à l'intervention de Clément VII², avait, sous je ne sais quelle inspiration, entrepris le voyage d'Avignon à Paris pour détourner Charles VI du parti de la soustraction³; elle avait échoué auprès du roi, mais réussit à gagner la confiance d'Isabeau de Bavière. La reine ne la renvoyait qu'escortée d'un maître en théologie et d'un clerc, en la chargeant pour Benoît XIII d'une mission relative à l'union. Les cardinaux ne crurent pas devoir lever la consigne en faveur de la voyante, et Jean de la Grange fit arrêter le clerc et le théologien, qui reprirent d'ailleurs bientôt le chemin de Paris⁴.

Telle était la situation intolérable au point de vue matériel, et plus encore peut-être au point de vue moral, qui allait sans doute prendre fin au moment où se rouvrait, par suite de l'arrivée de Pierre le Roy, de Gilles des Champs et de Guillaume de Tignonville, la période des négociations.

graphia regum Francorum (t. III, p. 167) et le *Reliquaire de Saint Denis* (t. II, p. 434), on en fut réduit à brûler la toiture des bâtiments. — Les *Allegaciones de 1481* P. Ehrle, *Die kirchenrechtliche Schriften*, p. 52 et l'*Informacion seriosa* (c. 1123) parlent d'une grande mortalité résultant soit des blessures, soit du manque de vivres et de médicaments. Alpartil, au contraire, prétend qu'il n'y eut qu'un cas de mort, celui d'un prêtre presque guéri d'une blessure, mais qui eut le tort de ne pas observer la diète. Tous les autres blessés, dit-il, guérissent presque miraculeusement, tandis qu'une épidémie terrible sévissait dans la ville, et que des gens qui ne manquaient de rien y mouraient « comme des porcs ».

1. Instructions de Guérau de Cervillon et de Raymond de Périlles, dans la chronique de Martin d'Alpartil.

2. V. plus haut, t. II, p. 203.

3. C'est ce qu'elle reconnaît elle-même dans un livre qu'elle rédigea plus tard sur ses révélations, livre dont je ferai l'objet d'une étude spéciale.

4. Martin d'Alpartil place cet incident au mois de mars 1399. Il se produisit sans doute avant le 26 mars, date de l'arrivée des ambassadeurs de Charles VI.

Celles-ci semblaient, d'ailleurs, devoir promptement aboutir. Benoît XIII, lors de la première visite des envoyés aragonais, en avait accepté les bases. Il avait renouvelé cette acceptation par lettres encore tout récemment, charges de le sonder, les ambassadeurs d'Aragon l'avaient trouvé dans de bonnes dispositions¹. Cependant, à la lecture des « chapitres » du projet de traité, le pape, dit-on, changea de couleur; il aurait même laissé entendre qu'il aimerait mieux mourir que deshonorer ainsi ses vieux jours et rabaisser de la sorte la dignité pontificale. On peut se demander si le texte des « chapitres » contenait quelque clause nouvelle qu'il ne s'attendait pas à y trouver, ou si, au moment de consommer son sacrifice, un dernier combat qu'il ne put dissimuler, se livra dans son âme, ou plutôt si cette petite scène de désespoir ne fut pas calculée pour lui permettre plus tard d'établir qu'il avait subi une sorte de violence². Dans tous les cas, quelques mots prononcés par ses cardinaux triomphèrent de sa répugnance. Devant les ambassadeurs de France et d'Aragon, il fit donner lecture d'un acte préparé à l'avance par lequel il promettait et d'observer lui-même le contenu des « chapitres » et de le faire observer par tous les gens de son entourage. Il ajouta — et cette déclaration, évidemment exigée de lui, montre à quelles précautions on croyait nécessaire de recourir — qu'il renonçait au bénéfice de toutes les protestations qu'il avait pu faire d'avance contre un tel acte d'acceptation. De leur côté, les ambassadeurs de Charles VI s'engagèrent à lui remettre les lettres de sauvegarde expédiées par le roi et à pourvoir, en ce qui les concernait, à l'exécution des « chapitres » (10 avril 1399)³.

1 Martin d'Apartil. Procès-verbal de l'audience du 4 avril 1399, au cours de laquelle Pierre Jacobi parla au nom des envoyés aragonais, Pierre le Roy au nom des envoyés français, puis, Benoît XIII ayant répondu par une acceptation des « chapitres », Pierre le Roy reprit la parole pour lui adresser un remerciement (Arch. nat., J 515, n° 197; J 518, fol. 211 r°; *Amplius una collectio*, t. VII, c. 413, et Baluze, t. II, c. 1137. F. Ehrle *Archiv für Literatur*..., t. V, p. 431).

2 Il ne faut pas se déplorer cette faiblesse, si j'en crois un des articles supplémentaires (art. xi) de l'acte d'accusation lu au concile de Pise, « Item, ipse B., priusquam vitam cessantis acceptavit in causa cessantis vel mortis seu dejectionis adversarii sui dixit sepe quod nunquam fuerat ita turbatus sicut de acceptatione dictæ ræ, et quod non excoletat fecisse rem ita vilem nec de qua Deum tantum offere solet » (Arch. du Vatican, *Armarium* LXII, t. LXXXV, fol. 41).

3 Procès-verbal de l'audience du 10 avril. Arch. nat., J 515, n° 227 et 228.

Ils se mirent aussitôt à l'œuvre. D'abord eut lieu l'échange des prisonniers. A dire vrai, les conditions ne furent pas égales. Benoît XIII dut relâcher gratuitement les capitaines et soldats pris régulièrement dans la bagarre du 26 octobre au lieu que les cardinaux de Pampelune et Boniface degli Ammanati, capturés trahisonnellement le 24, ne recouvrèrent une liberté relative qu'après avoir assuyé de graves pertes et payé une forte rançon¹.

Ensuite onze cardinaux s'engagèrent par écrit, de même que les Avignonnais, à faire cesser toute voie de fait et à laisser passer les vivres (23, 26 avril)². Mais ils y mirent deux conditions : le licenciement immédiat de la garnison pontificale et, autant qu'il dépendait du pape, l'éloignement des troupes de Réforciat d'Agout. En effet, du 29 avril au 6 mai, un des envoyés de Charles VI se tint, avec des représentants du pape et du sacré collège, au seuil d'une des portes du Palais; devant eux défilèrent cent quatre hommes d'armes qui, en s'en allant, jurèrent d'abandonner tout projet de vengeance, de respecter le territoire français, de ne s'approprier aucun bien de l'Eglise, de ne rien faire pour empêcher la double cession d'avoir lieu³. Pour Réforciat d'Agout, nommé par Benoît XIII capitaine du Comtat, il s'était établi dans la région comprise entre Cavaillon, Colonneille et Tallades et avait commencé, au nom du pape, une

J 516, n° 40 J 518, fol. 340 r° 315 r°, Bibl. nat., ms. alim 1401 fol. 22, Arch. du Vatican, *Armamentum* LII, l. XVIII, fol. 90 r°; *Amplissima collectio*, t. VII, c. 634. Martin d'Alpartil ne distingue pas les deux audiences du 4 et du 10 avril. Cf. Baluze, l. II, c. 5126, et les instructions de Raymond de Périllon et de Guerau de Cervellon dans la chronique d'Alpartil, qui placent l'acceptation des « chapitres » au samedi de Pâques (8 avril). — Les mêmes instructions placent le 7 avril un autre incident qui eut lieu, en réalité, le 10. Les ambassadeurs de France donnèrent lecture à Benoît XIII de lettres à eux adressées par Charles VI le jour de Pâques (30 mars), le roi avait compris que le pape désirait se placer sous la garde du sacré collège, et en exprimant un vœu, Benoît XIII dérompa à cet égard les envoyés français (Arch. nat., J 515, n° 22^a J 519, fol. 318 r°, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 643, 642).

¹ Martin d'Alpartil; Baluze, l. II, c. 5127, cf. P. Ehrle, *Archiv für Litteratur* t. V p. 431.

² Arch. nat., J 515, n° 22^a et 22^b J 518, fol. 303 v°, 237 v°, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 644-647. — M. H. Rey *France XI et les États pontificaux...*, p. 316 a été, d'après la collection Massillon, un engagement qui aurait été pris dès le 14 avril 1379 par la ville d'Avignon.

³ Arch. nat., J 515, n° 22^a J 518, fol. 32 r°, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 650, 651.

guerre qu'il continuait soi-disant pour recouvrer les sommes que lui devait le saint-siège¹. Une sentence arbitrale fixa à 6.000 florins l'indemnité qui lui serait allouée, à savoir 3.000 florins par Benoît XIII et 1.000 florins par le Comtat, la ville et le sacré collège; moyennant quoi la reddition de toutes ses places aurait lieu, ainsi que l'évacuation de ses soldats étrangers, dans un délai de quinze jours. Le pape s'exécuta sans retard², et ses ennemis, qui avaient, dit-on, encouragé sous main la résistance de Réfort et d'Agout³, cessèrent enfin de mettre obstacle au ravitaillement du Palais⁴.

Il ne demeurait alors auprès de Benoît XIII qu'une centaine de serviteurs⁵ qui, eux aussi, avaient été forcés de prendre divers engagements : celui de ne pratiquer ou de ne tolérer aucune manœuvre préjudiciable à l'union et d'empêcher, au besoin, le pape de s'évader, ceux aussi de bien traiter les cinq gardiens qui avaient été désignés par le roi⁶.

En somme, il ne restait plus qu'à introduire ces gardiens dans le Palais. Mais ce fut la pierre d'achoppement. Tous les efforts des envoyés de Charles VI y échouèrent. Sous prétexte que ce prélat et ces quatre chevaliers n'étaient pas à la hauteur de leur rôle, en réalité parce qu'il croyait avoir de graves raisons de se méfier d'eux⁷, et peut-être aussi pour d'autres motifs qu'on ne tardera pas à entrevoir, Benoît XIII refusa obstinément de les admettre. Charles VI, à l'entendre, était tout disposé à faire un autre choix : c'est ce qui ressortait d'un entretien que les envoyés aragonais avaient eu, à Paris, avec les conseillers

1. Arch. de Châteauneuf-du-Pape, AA 1; F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. VII, p. 48.

2. Sentence arbitrale du 13 mai 1398 ratifiée le 26 par les deux frères d'Agout et le 27, par Benoît XIII (F. Ehrle, *ibid.*, p. 50). Cf. un traité passé entre Réfort et Agout et la ville de Châteauneuf-du-Pape (Arch. de Châteauneuf-du-Pape, AA 1).

3. Instructions de Raymond de Perillos et de Guzman de Cervellon, dans la chronique de Martin d'Alpartil.

4. Martin d'Alpartil.

5. Le 4 avril, Benoît XIII avait encore auprès de lui cent soixante-seize clercs, presque tous espagnols, ainsi qu'il résulte d'un cîte signé à cette date (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum Benedicti XIII antip.*, ann. I pars III, fol. 208-213).

6. Arch. nat., J 515, n° 32^v; J 515, fol. 312 v^v, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 451, 452.

7. V. F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 403.

du roi. Bref, il ne voulait d'autre gardien que le prince en qui il persistait à placer son espoir, et sur lequel il se flattait d'exercer un souverain ascendant, le duc d'Orléans lui-même. Il lui avait déjà écrit¹, se proposant de lui récrire. Comme il ne convenait pas qu'un si haut personnage trouvât la place occupée avant lui, les gardiens provisoires nommés par Charles VI n'avaient, en l'attendant, qu'à s'installer dans Avignon (4 mai)².

Ainsi, faute d'entente sur le choix des gardiens, l'œuvre de pacification allait être entravée. N'était-ce pas un peu ce que voulait Benoît XIII ? Il avait reconstruit, provisoirement du moins, une sorte de sécurité. Achèvement l'exécution des « chapitres » du traité, c'était hâter le moment où il se verrait contraint de faire un pas décisif dans la voie de cession. Or, on l'a deviné peut-être, en dépit de sa promesse, il n'était rien moins que décidé à remplir cette obligation.

Il est temps de pénétrer dans les replis de cette conscience étrangement artificieuse. Certains actes destinés à demeurer secrets nous en fournissent le moyen. Le 9 mai 1399, Benoît XIII réunit dans une des chambres du Palais deux de ses intimes et un notaire. Après s'être assuré de leur discrétion, il fit entendre une de ces commodes protestations dont abusèrent les politiques d'alors, et qui trop aisément dispensent de tenir la parole donnée. Les négociateurs du traité s'étaient naïvement contentés d'exiger de lui l'annulation de toutes les protestations antérieures au 10 avril, mais ils ne lui avaient pas fait promettre de n'en plus élever à l'avenir ; or, celle du 9 mai avait, dans sa pensée, un effet rétroactif. A la formule d'acceptation qu'il avait primitivement arrêtée, on avait ajouté, paraît-il, deux mots : « volontairement » et « spontanément. » Devant les ambassadeurs, il s'était bien garde de réclamer contre cette addition : o'edt été convenir que son acceptation n'était ni spontanée ni volontaire. Mais, après coup, il croyait devoir supprimer men-

1. Auparavant, en effet, inséré dans sa chronique des lettres écrites par Benoît XIII à ce sujet, le 25 avril 1399, à Charles VI, aux ducs de Berry, de Bourgogne, de Bourbon et d'Orléans, puis le texte d'une autre lettre, qui était autographe, également adressée à Louis d'Orléans.

2. Arch. nat., J 515, n° 22'; J 515, fol. 319 v°, *Amplissima collectio* t. VII, c 436.

talement ces deux mots ; il décidait qu'il n'en tiendrait pas compte.

Ses gens ne circulaient pas encore librement ¹ ; le ravitaillement de son Palais ne s'opérait pas sans entraves ² ; on ne lui avait pas encore remis, comme il était convenu, les lettres de sauvegarde et d'assurance ³ ; on avait même, paraît-il, menacé de recommencer la guerre ou tout au moins de renouveler les tracasseries à son endroit ⁴. Il eût pu se dire que, de son côté, il n'avait pas encore satisfait à toutes ses promesses et que ces retards, au bout du compte, et cette émotion s'expliquaient par la prolongation de la résistance de Reforciat d'Agout. Mais non — il préférait ne hâter d'en conclure qu'il n'était plus tenu de remplir ses engagements ⁵.

Il s'arrangeait aussi pour infirmer d'avance les concessions nouvelles qu'il prévoyait devoir faire. Ainsi l'on insistait pour la levée des censures lancées contre les meurtriers de Pierre de Vimenet ⁶. Le 24 mai, de la même façon mystérieuse, il déclara que cette levée de censures, s'il la faisait, n'aurait aucune valeur, car elle lui serait inspirée par la crainte d'avoir les vivres coupés.

Les envoyés royaux lui demandaient de renoncer encore une fois au bénéfice de toutes protestations. Prévoyant que sur ce point également il céderait, il déclara maintenir lesdites protestations, indispensables, suivant lui, à la sauvegarde de ses droits, quand bien même il lui arriverait de les annuler dans un acte public soi-disant libre et spontané ⁷.

1 Raymond de Périllon, vicomte de Rodès, qui avait été envoyé par le pape vers le mois de décembre, à Paris, était revenu à Avignon peu avant le 25 avril 1399 — on ne le laisse pas entrer dans le Palais — lettres du pape à Charles VI et au duc d'Orléans, dans la chronique d'Alpertil.

2 Cf. les instructions de Raymond de Périllon et de Guéreau de Cerdagne, dans Alpertil, *mémorial* du mois d'août 1399. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 100.

3 Cette promesse avait été renouvelée par les ambassadeurs royaux le 4 mai. *Amplissima collectio* t. VI c. 856.

4 Cf. F. Ehrle *Archiv für Literatur*, t. V p. 133.

5 Bihl. nat. ms. latin 1579. fol. 69 r°. F. Ehrle *ibid.*, t. VI, p. 343.

6. Le *Rel gieux de Saint-Denis* (t. II p. 85) donne à entendre que Benoît XIII avait enduré les souffrances du siège sans faire usage contre personne de ses armes spirituelles.

7 Bihl. nat., ms. latin 1579, fol. 71 r°, F. Ehrle, *ibid.*, p. 365.

Le 11 juin, à l'issue de la messe, répétition de la même scène. On voulait obtenir de lui, cette fois, un acte par lequel il acquiesçât expressément aux deux « chapitres » relatifs à l'adoption de la voie de cession. Il se laisserait peut-être entraîner à faire, à cet égard, une promesse que sa conscience réprouvait. Pierre le Roy et Gilles des Champs avaient menacé, en cas de refus, de suspendre l'entrée des vivres, de provoquer l'envahissement du Palais, déjà régnait en ville une effervescence inquiétante. En présence d'un pareil danger, que valait un acte même signé de sa main, même corroboré par son serment? Il l'annulait d'avance.

Il poussa la prévoyance jusqu'à avertir le notaire qu'il se réservait le droit de corriger, d'allonger, d'abrégier à sa guise le texte des actes de protestation qu'il lui avait dictés. En sorte que les rares témoins de ces protestations ne savaient pas eux-mêmes jusqu'où s'étendaient les réserves qu'il faisait au sujet de ses engagements passés ou de ses promesses futures. En somme, il entendait s'affranchir de toutes les obligations qu'il avait pu ou qu'il pourrait encore contracter étant à la merci de ses adversaires. Système défendable en principe : car, s'il y a danger de mort, — c'est ce qu'il prétendait — l'opprime, certes, est excusable de penser d'une sorte, de parler d'une autre, et la responsabilité de son mensonge ne pèse pas tant sur lui que sur son oppresseur. Système bien dangereux cependant, — car quoi de plus tentant que de s'exagérer le péril et d'abuser du subterfuge? — et qui, entre autres inconvénients, a celui de faire naître dans les esprits les moins prévenus une insurmontable méfiance.

C'est ce qui arrivait déjà pour Benoît XIII. Dans le dernier concile, plusieurs membres avaient émis l'opinion qu'il ne devait pas être reçu à accepter la voie de cession, attendu que, quel que fût le sens apparent de ses promesses, il saurait toujours leur donner une interprétation différente¹.

1 Ms. ccl., fol. 72 r°; F. Ehrle, *loc. cit.*, p. 306. — Le 21 juillet encore, Benoît XIII eut devoir protester contre la contrainte générale à laquelle il se trouvait soumis et contre une main forte lui ayant été faite par un bourgeois de Avignon (Arch. du Vatican, *Armarius* XXXV, t. IV fol. 323. F. Ehrle *loc. cit.*, p. 302, note 2).

2. Telles sont les opinions de Jean le Petit (Arch. nat. J 517 n° 186, de Jean

Somme toute, il rétractait déjà secrètement ou s'apprêtait à rétracter la concession que la France lui avait arrachée. La nécessité excusait peut-être, dans une certaine mesure, sa conduite, singulier mélange de prudence et de duplicité. Dans tous les cas, nul ne plaindra le gouvernement royal d'avoir été trompé dans ses calculs. La faute des princes avait été, non d'employer eux-mêmes la force, mais de prétendre tirer parti de la violence des autres, pour imposer leurs conditions et vaincre une volonté libre. Benoît XIII, au contraire, — et c'est le seul côté vraiment grand de son caractère — avait le sentiment inné de l'indépendance du pouvoir spirituel : il était résolu à tout souffrir et à tout faire plutôt que de soumettre son libre arbitre aux puissances de ce monde ¹.

III.

La difficulté soulevée au sujet des gardiens ne pouvait être résolue qu'à Paris. On y vit accourir un émissaire du pape ² sur ses pas un des envoyés de Charles VI ³, puis un des ambassadeurs aragonais ⁴; ils apportaient des renseignements contradic-

Bourréliot (n° 171) et d'Étienne de Sury, maîtres en arts (n° 118), de Bernard Alamant, évêque de Condom (n° 36), et du chapitre de Condom (n° 96) « Quar, comme il a volu interpreter la volenté . . . de cardinaus, par plus fort il interpreta-eul la sienne, en disant : J'entendons cōray ».

1. Je crois qu'il faut rapporter à l'année 1399 une lettre adressée par Benoît XIII, d'Avignon le 35 juin à l'archevêque d'Auch et à ses suffragants. Ce paraît être une circulaire destinée à être mise sous les yeux de tous les prélats de l'obédience avignonnaise. Le pape rappelle qu'il en a jamais rien négligé pour terminer le schisme et qu'il a fait au roi de France une concession que l'on disait propre à faciliter l'union, cependant sa captivité qui dure toujours l'empêche d'y mettre la main personnellement, il supplie les prélats d'agir de leur côté de manière à empêcher la ruine complète de l'Église (Bibl. nat., nouv. acqu., latines 1793, fol. 192 v°).

2. Raymond de Périllos, vicomte de Buzès, reparti d'Avignon postérieurement au 25 avril (v. les lettres attendrissantes écrites à cette date, par Benoît XIII à Charles VI et à Louis d'Orléans, dans la chronique d'Alportil et dans Du Boulay, *Historia Universitatis Parisiensis*, t. IV p. 478).

3. Guillaume de Tignonville, qui dut s'écarter d'Avignon entre le 1 et le 21 mai (cf. *Anglo-normannica collectio*, t. VII, c. 456, F. Kluge, *Archiv für Literatur...*, t. VI p. 303).

4. Guéreau de Cervellon, qui s'attacha aux pas de Guillaume de Tignonville, lui donna de faux renseignements devant le Conseil du roi et chez le duc de Bourgogne, le força même de se rétracter.

loires, réclamaient les solutions les plus opposées. Transfert de Benoît XIII dans un château situé en France, réduction à trente du nombre de ses serviteurs, remise du Palais d'Avignon et du trésor pontifical entre les mains du camerlingue, telles étaient les mesures de rigueur que la mauvaise foi du pape rendait nécessaires au dire de Guillaume de Tignonville, dont le langage reflétait toutes les furieuses passions des meneurs avignonnais et du sacré collège¹. Au contraire, suivant d'autres, il importait de mettre fin à une situation d'autant plus scandaleuse que Benoît XIII, en acceptant la voie de cession, avait poussé jusqu'à l'extrême limite la condescendance envers le roi : il fallait que les fidèles pussent avoir libre accès auprès du souverain pontife, que les cinq cardinaux de son parti jouissent d'une entière sécurité, que Benoît XIII pût les entretenir à son gré, congédier, remplacer ses serviteurs comme bon lui semblerait, approvisionner son Palais, et même se transporter dans une autre résidence, si l'envie lui en prenait, pourvu qu'elle ne fût point hors de France ou du Comtat-Venaissin².

La question des gardiens donna lieu à de vives altercations devant le Conseil; mais on finit par reconnaître que, lors des premiers pourparlers entre Simon de Crausod et les Aragonais, on était convenu de s'en rapporter au choix de Benoît XIII³. De vives instances furent alors faites, de la part du pape, près du duc d'Orléans pour le décider à assumer la charge de gardien⁴.

1. Martin d'Alparbi.

2. Mémoire rédigé vers le commencement du mois de mai 1399 pour l'ambassadeur aragonais Guérard de Cervellon (dans la chronique de Martin d'Alparbi).

3. Projet d'instructions du printemps de 1400, F. Ehrle, *Archiv für Literatur* .., t. VII, p. 119; cf. p. 118.

4. Les arguments qui suivent sont extraits d'un très long et curieux mémoire que publie le R. P. Ehrle (*ibid.* p. 85-97). Il en place la composition au mois de septembre 1399 (p. 41-42), je la crois quelque peu antérieure. C'est l'œuvre d'un agent de Benoît XIII en résidence à Paris. Il s'adresse soit au pape ou à ses conseillers, soit au duc d'Orléans, mais, en trois fois (p. 84), il envoie les diverses parties de son mémoire au Avignon pour y être soumises à l'examen et à la correction des conseillers du pape, particulièrement du cardinal de Pampelune. Un passage (p. 90) montre que l'auteur ignore encore l'arrestation mai 1399 et la mort 19 juillet du cardinal de St-Amant, celle partie et les suivantes, jusqu'à la p. 92, doivent avoir été écrites vers le mois de mai 1399. Quant aux dernières parties (p. 92-97), elles me paraissent appartenir au commencement du mois d'août. On y annonce, en effet (p. 97) le prochain envoi de Guillaume le Breuteller et

Il y allait, semblait-il, de l'honneur de la maison de France. Non seulement tous les actes du pape se trouvaient actuellement frappés de nullité à raison de la dépendance dans laquelle il vivait, mais il risquait à tout moment de mourir de désespoir ou de péris empoisonné — la France en serait rendue responsable. Ce que Boniface VIII avait souffert jadis des Colonna, ne l'avait-on pas attribué à Philippe le Bel? Et ne disait-on pas que le désastre de Poitiers était le châtiment infligé pour ce crime à la maison de France? Sans se laisser des envieux, que le duc s'inspirât donc des exemples de ses ancêtres! Que le frère de Charles VI fit comme le frère de Louis Hutin¹, qu'on avait vu intervenir ou heureusement en Avignon après la mort de Clément V! Qu'il acquittât enfin sa dette de reconnaissance! Les avocats de Benoît XIII allaient jusqu'à rappeler le bruit communément répandu à cette époque suivant lequel les naissances de Charles VI et de Louis d'Orléans étaient dues aux prières d'un pape d'Avignon, Urbain V, de sainte mémoire².

de Pierre Beuchlé ambassadeur du duc d'Orléans. Or Pierre Beuchlé et Jean de Fontenay qui remplaça Guillaume le Bouteiller, étaient parvenus à Avignon le 15 septembre, par conséquent, partant sans doute de Paris dans les premiers jours du même mois. Il faut que l'auteur ait écrit non seulement avant ce départ, mais même avant ce changement dans le personnel de l'ambassade. Au moment où il écrivait Raymond de Perille et l'ore ou le Lercellien se trouvaient encore à Paris (v. p. 11); or, ils revinrent à Avignon peu après le 15 août; donc la composition de cette partie du mémoire ne peut être postérieure au commencement du mois d'août. Comme il y est dit, à autre part (p. 79), que le désordre de la construction a déjà duré « per annum et ultra », on ne peut reculer la date de cette rédaction au delà de la fin du mois de juillet 1399.

1. Philippe, comte de Poitiers, qui, à la mort de Louis Hutin, devint Philippe V le Long (v. F. Lehoucq, *Mémoires de Philippe le Long*, Paris, 1897, in-8°, t. II, p. 22).

2. Le fait qu'Urbain V aurait eu révélation de la future naissance de Charles VI est affirmé dans une prière composée par Alexandre V pour la guérison de ce monarque, *Mémoires de P. Salmon*, dans la *Collection des chroniques de Buchon*, *Suppléments de Froissart*, p. 199. G. Zantfliet raconte que Charles V était au moment de repasser sa femme quand Urbain V lui annonça qu'elle concevrait un fils dans les sept jours, la lettre par laquelle le pape rassurait ainsi Charles V a été lue et est peut-être encore une copie de la lettre de l'évêque J. H. Albanès, *Actes anciens et documents concernant le P. Urbain V*, Paris, 1897 in-8°, t. I, p. 86. D'après un autre chroniqueur peu après l'année 1400, probablement en Angleterre, c'est en célébrant la messe à Saint-Jean de La rue qu'Urbain V aurait obtenu que Dieu exauçât le vœu du roi de France « à l'un genitour » Hen, prouvant en la Quinzaine comment survenant après quatre et de que lui mesme, du digne où il se regnoit au berceant estoit devenu Urbain pape V, sainte mémoire interprétation prouvée. Rome, au sainte sainte sans

Soit que ces arguments aient produit leur effet, soit qu'on ait aperçu un parti à tirer des dispositions nouvelles de Benoît XII, on résolut de lui accorder, en principe du moins, la satisfaction qu'il réclamait; mais on se promit bien de la lui faire payer cher. Le duc d'Orléans, n'en déplaise au duc de Berry, accepterait la garde du souverain pontife. Il ne l'exercerait pourtant que par l'entremise de délégués — Benoît XIII lui-même avait prévu cette hypothèse? — qui seraient payés de leurs gages sur le trésor pontifical. Rien, d'ailleurs, ne serait changé au contenu des « chapitres » précédemment acceptés par le pape, si ce n'est que celui-ci devrait s'en rapporter, pour toute décision à prendre relativement à l'union, au duc d'Orléans, lequel lui-même se concerterait avec le Conseil du roi. Si le pape se soumettait à cette dernière clause, le duc ne tarderait pas à venir en personne lui offrir ses conseils, disons mieux, lui dicter ses ordres.

Tel fut l'ultimatum qu'osèrent apporter au pape, vers le mois de septembre, deux ambassades envoyées par Charles VI et par son frère¹. Encore commencèrent-elles par lui offrir, si j'en crois la chronique², des conditions plus dures encore : celles que les cardinaux et le duc de Berry lui eussent imposées sans doute, si le duc d'Orléans ne fût intervenu : défense d'exercer

torum Laterani basilica celebrantis, pie intercessionibus, in te heredem promitterent exaudiri. » (*Responsum Unilatè Actum ad processum regis Francie*, Bibl. Bodléienne, ms. Digby 148, fol. 12 v.) Effectivement, la messe que célébra Urbain V, au Latran, le 5 mars 1368 (Baluze, *Vita paparum*..., t. I, c. 381, qui précède de peu la conception de l'enfant qui naquit le 3 décembre suivant et devint Charles VI) ajournerait qu'il n'est aucunement question de cette circonstance dans les procès-verbaux des miracles, non plus que dans l'enquête sur la vie et les miracles d'Urbain V.

1 Il faut lire dans le mémoire composé au mois d'août 1369 le récit de la scène dans laquelle Jean de Berry, à l'instigation du cardinal de Thury, s'éleva contre le projet de confier la garde du pape à Louis d'Orléans. On y verra la réponse boudeuse de celui-ci et l'intervention de Pierre de Thury qui s'agenouillant successivement devant l'infant et le seigneur : « Pour Dieu, leur disait-il mes seigneurs, que je (ai) de l'union ne soit pas empêché! » (F. Klrie, *Archiv für Literatur*..., t. VII, p. 83).

2 V., dans la chronique de Martin d'Alpartil, un mémoire très secret destiné à Guérou de Carvelon.

3 Pierre le Roy, Gilles des Champs et Guillaume de Tignonville, ambassadeurs du roi, Jean de Fontaines et Pierre Beaublé ambassadeurs du duc d'Orléans. Celui-ci avait précédemment adressé au pape un prieur de Charteux, son confesseur (Martin d'Alpartil).

4 Martin d'Alpartil.

La France et le Grand Schisme.

15

aucune autorité même dans les pays qui n'avaient point fait soustraction, comme des archives et du trésor pontificaux aux mains du camerlingue et du sénéchal de Provence, obligation de se rendre dans un château qui serait ultérieurement désigné (17 septembre 1399) ¹.

(On imagine sans peine les sentiments que de telles ouvertures durent éveiller chez Benoît XIII. D'autres eussent répondu immédiatement par un refus : il ne consenta de ne pas répondre ².

La situation cependant ne faisoit qu'empirer. Même isolement ³,

1. Une page dont il existe deux exemplaires identiques au Trésor des chartes (Arch. nat., J 517, n° 2 et 4) commence ainsi : « Sur ce que par B. a esté escript devant le Roy nosseigneurs les ducs de Berry de Bourgogne et d'Orléans sur la parole de sa personne et de ses biens le quel requiert au Roy en son royaume que il vueille envoyer ledit M. d'Orléans par devers lui pour ledite garde, semble quil est à dire et signifier au dit B. ce qui s'en suit tant seulement... » Suivent sept articles, dont les cinq premiers ressemblent beaucoup à ceux qui, d'après Alportil furent débattus avec Benoît XIII à la couronne de Benoît XIII. La principale différence consiste en ce que le duc d'Orléans doit conseiller le pape « par l'ordonnance de Charles VI et du roi de Castille et par la délibération du sacre collège, des oncles du roi et de son Conseil. » Les deux derniers articles que je transcris d'après un texte plus développé (J 517, n° 2^b), mentionnent que les princes « n'ont fait aucun Alportil le 11 septembre avaient été respectés sans doute dans l'entourage du duc d'Orléans et par les personnes qui s'y trouvaient. » Il semble que des articles existaient en une cédula naguère adossée par erreur sans doute mention du nombre des personnes qui seraient en la compagnie de B. que celles personnes ne partent aucunement d'avecques le dit B., que B. ne use aucunement d'office de par le roi et de ceux qui ne lui ont fait des requêtes d'obéissance que le Collège des cardinaux et le Chambellan puissent pourveoir aux chartres, privilèges et autres choses que B. a pardevers lui en le depprochant aucunement, ne d'ad autre fait aucunement et d'ad autre ce qui a été advenu et sera en ceue nature. Car il sembleroit que les rois plus les rois seigneur et seigneur en baillant la garde de par le Roy Armon dit seigneur le Duc que l'en n'a fait en la voulant baillier à ceux qui ont été nommez de par le Roy au dit B. pour sa garde. — Item, et quant aux services que demandent MM. les cardinaux, il semble que n'est pas le Roy le Roy de présent, jusques à ce que on ait avec la volonté et l'assent du dit B. que les choses demandées. » On apprenait d'ailleurs, par une autre page de Martin d'Alportil, que le duc de Berry pour avoir l'exécution des chapitres apportés par Tignonville de la part des cardinaux, que le duc d'Orléans n'y opposa, et qu'il en résulta quelques broutilles entre les deux princes.

2. V. les discussions auxquelles se livrèrent à ce moment les conseillers du pape, Martin d'Alportil.

3. Raymond de Périlleux, à son retour de Paris peu après le 15 août 1399), bien qu'il fût chargé de commissions du roi, obtint à grand peine la permission de pénétrer dans le Palais, et dut en ressortir au bout de peu de jours et même se retirer à Villeneuve les-Avignon jusqu'à l'arrivée des ambassadeurs de Louis d'Orléans (Martin d'Alportil).

mêmes tracasseries à l'égard de ses serviteurs¹, principalement des Aragonais². Son parti comptait même une victime, pour ne pas dire un martyr de plus. Un des deux cardinaux relâchés par Geoffroy Boucault, Boniface degli Ammanati, n'avait pu longtemps supporter la situation humiliante qui lui était faite en Avignon : défense de porter le chapeau, de marcher précédé d'une clochette ; on lui refusait le rang de cardinal, sous prétexte qu'il avait été créé en l'absence du sacré collège³. Soit que le pape lui eût confié une mission en Aragon⁴, soit qu'il y cherchât une retraite pour finir ses jours, il sortit d'Avignon sous un déguisement (3 mai 1399). Reconnu au moment où il allait s'embarquer, les officiers de la senéchaussée de Beaucaire le firent enfermer dans une des tours d'Aiguës-Mortes⁵ ; il y mourut au bout de deux mois (19 juillet). Des miracles, dit-on, se produisirent sur sa tombe tandis qu'un de ses persecuteurs, le maître des requêtes Robert Cordelier, ne tardait pas à expirer au milieu des transports d'une folie furieuse⁶.

1 Cf une série de grâces expectatives conférées, vers le 14 octobre 1399, par Benoît XIII à trente-deux clercs espagnols « qui pro defensione persone nostre nobiscum obcessi fuerant et sunt in palatio nostro apostolico Avinionensi, quique nobis et Romano Ecclesie fideliter legatione ac strenue servierunt, prout etiam servunt de presenti ». Arch. du Vatican, *Liber supplicationum Benedicti XIII antipape*, ann. I pars II, fol. 29 v°.

2. V. une nouvelle lettre de plaintes du roi Martin, écrite de Saragosse le 26 août 1399 (F. Euse, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 31) que ses cardinaux de Giffone et de Chénac commencent par jeter à terre de dépit, si l'on en croit Alpartil, à laquelle cependant on répondit par de belles protestations.

3. Martin d'Alpartil.

4. Aimery de Peyrac (Bakum, t. I, n. 3316).

5. Registres de la senéchaussée de Nîmes (D. Vaissete I, IX, p. 375). — A l'occasion de cette arrestation Benoît XIII fut sur la ville d'Aiguës-Mortes en siértil qui ne fut, d'ailleurs, jamais observé. le conseil de la commune jugen même inutile, au mois de décembre 1463, d'en poursuivre l'annulation (F.-E. de Pietro *Histoire d'Aiguës-mortes*, Paris, 1843, in-8°, p. 172). — Le Religieux de Saint-Denis (t. II, p. 383) confond les deux arrestations du cardinal degli Ammanati. D. Vaissete (loc. cit.) se figure que c'est ce cardinal qui a payé rançon, et le cardinal de Patapélune qui fut mort en prison.

6. *Informatio per nos Baluz* (II, c. 1129). — D'après un parlman du pape Charles VI aurait prisent une enquête au sujet de la mort de Boniface degli Ammanati (F. Euse, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 161). Quant à Robert Cordelier, auquel Charles VI fit compter encore 320 livres parisis le 29 janvier 1400 (Arch. nat., Kk II 64 31r. Martin d'Alpartil et Boniface Ferrer *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 119), 1192, donnent au sujet de sa mort des détails terrifiants. Par contre, Blanchard (*Les généalogies des maîtres des requêtes ordinaires de l'Hôtel du roy*, p. 61) énumère les fondations pieuses qu'il fit dans son testamen-

D'ailleurs, les envoyés français s'impatientsaient. Les gens d'Avignon reparlaient de couper les vivres, de rouvrir les hostilités¹. Le 11 octobre, force fut à Benoît XIII de rompre le silence.

Il donna aux ambassadeurs une réponse favorable sur tous les points, sauf un qu'il s'abstint même de mentionner : je veux parler de la clause relative à l'obligation de se conformer aux avis de Louis d'Orléans. Par contre, Benoît XIII reclama la publication des lettres royales de sauvegarde². Sur la remarque des ambassadeurs que ce n'était pas là répondre, il prétendit, le 14, qu'il était disposé à en conférer avec eux, puis renouvela sa réclamation. On lui objecta qu'il n'avait pas pris encore tous les engagements qu'il devait prendre : il demanda à réfléchir³. Le 21 octobre, souffrant des dents, il ne lascia pas de sortir du lit pour aller signifier que, somme toute, il acceptait les « chapitres » qui lui avaient été présentés au mois d'avril, si ce n'est en ce qui concernait le choix de ses gardiens : c'est ce qu'on savait depuis plus de cinq mois. Il crut cependant devoir le répéter, le 22, aux cardinaux et aux Avignonnais. Ainsi refusait-il à gagner plus d'un mois. Et son but fut atteint, puisque les ambassadeurs finirent par se délivrer de leur présence importune⁴. Avant de repartir, ils exigèrent des cardinaux — sans doute aussi des Avignonnais — la promesse écrite de procurer au pape le nécessaire et de s'abstenir de toute voie de fait, jusqu'à ce que la cour de France eût dit son dernier mot⁵.

A vrai dire, Benoît XIII avait dû s'engager à faire parvenir à Paris une réponse plus claire. Telle fut la mission confiée succe-

1. Martin d'Alpertil. — Le mémoire écrit à Paris au mois d'août 1399 recommandait au pape d'accepter tout ce que lui proposeraient les ambassadeurs de Louis d'Orléans, sinon le cardinal de Thury et ses collègues feraient attaquer le Palais, prendre et tuer Benoît XIII. Si le pape s'écartait en quoi que ce soit, de la ligne qui lui était tracée par le duc d'Orléans, il était un homme mort. (P. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 32.)

2. Arch. nat. J 515, n° 229. J 518, fol. 329 v^o, Musée Calvet d'Avignon, ms. 1810, ms. 185^o du Balliol College d'Oxford fol. 183. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 661.

3. Arch. nat. J 515, n° 229. J 518, fol. 332 v^o; *Amplissima collectio*, t. VII, c. 666.

4. Martin d'Alpertil.

5. Actes notariés du 31 octobre 1399 (Arch. nat., J 515, n° 229, J 518, fol. 336 r^o; *Amplissima collectio*, t. VII, c. 671).

vement à Raymond de Périllos et à Guérou de Cervellon¹. Il s'agissait de faire comprendre à Louis d'Orléans l'impossibilité absolue où était le pape de se soumettre d'avance à ses avis. Laïque, le duc n'avait pas autorité pour gouverner l'Église; français, son ingérence risquait de déplaire aux étrangers; prince enfin, il était obligé de consulter le Conseil dans lequel Benoît XIII comptait des adversaires. Si, au contraire, il voulait bien venir sans poser de condition, il y avait certitude que Benoît XIII et lui se mettraient promptement d'accord. S'il se contentait d'envoyer des gardiens le pape payerait leurs gages, acquitterait leur dépense, quelque lourdes que fussent pour lui ces nouvelles charges².

En présence de ces communications, le duc d'Orléans se dit à lui-même que Benoît XIII n'avait que faire, s'il ne pouvait suivre ses avis, de solliciter son intervention. Cependant les messagers pontificaux lui répétaient que le pape avait confiance en lui, que sûrement il exaucerait ses vœux. Il résolut de tenter une dernière démarche : sans démordre de ses prétentions, il renvoya en Avignon son chancelier Pierre Beublé avec ordre de renouveler textuellement les offres du mois de septembre précédent (mars 1400)³.

1. Ce dernier fut accredité, le 26 novembre 1398, par le roi d'Aragon auprès du roi Louis II de Sicile, avec mission d'insister pour que non seulement la liberté, mais aussi l'obédience fussent rendues en France à Benoît XIII. Le roi Martin se montrait surpris qu'on exigeât, du pape l'acceptation de conditions nouvelles et déploreait que sa situation ne se fût nullement améliorée. Des ouvertures avaient été récemment faites en Aragon de la part de Boniface IX : on ne pouvait y donner suite tant que l'obédience avignonnaise donnerait le spectacle de la désunion (Döllinger, *Beiträge zur Cultur-Geschichte*, t. II, p. 359).

2. Martin d'Alparut. Acte du 25 mai 1400. F. Ehrle *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 123. La question de la légitimité de la rétrocession exigée de Benoît XIII avait été débattue dans l'entourage du pape, un grand nombre d'opinions émanées à ce sujet par des canonistes avignonnais se retrouvent dans la collection du cardinal de Pampelune (Arch. du Vatican, *Armarius* LIV, t. XXVIII, fol. 119-173).

3. Acte du 25 mai 1400 (F. Ehrle, *ibid.*, p. 127, 128). — Vers le même moment, Charles VI dut intimar aux cardinaux la défense de s'éloigner d'Avignon ou d'ordre d'y revenir. C'est, en effet, à l'année 1400 que je crois pouvoir rapporter une lettre du 2 avril que le R. P. Ehrle a publiée (p. 301) sans oser la dater d'une façon précise. Le 10 avril suivant, les cardinaux firent savoir au roi de Castille et au cardinal d'Espagne Pierre de Prie que, Charles VI les ayant invités à se rassembler en Avignon, ils jugeaient nécessaire que ce dernier vint les rejoindre (Arch. du Vatican, *Reg. Avinion. XXVIII Benedicti XIII*, fol. 317^{rs} et ^{vs}).

Le pape recourut, de son côté, au même système de temporisation. L'audience de Pierre Beaublé eut lieu le 10 avril; la réponse de Benoît XIII ne fut lue que le 25 mai. Elle eût tardé peut-être encore davantage, si les Avignonnais, dans l'intervalle, n'eussent pris le parti d'élever de nouvelles barricades¹. Au surplus, Benoît XIII parla pour ne rien dire. Dans son discours, il fut question des « chapitres » qu'il avait acceptés, des gages qu'il payerait aux gardiens, de son zèle pour l'union, de l'intégrité de sa foi, de tout enfin, sauf du point capital qui faisait l'objet de la négociation : pour ce qui était de se soumettre aux avis du jeune prince, il supplia qu'on lui permit encore d'ajourner sa réponse, il l'envierait sous peu par quelque personne de confiance. Et, devant l'insistance de Pierre Beaublé, il ajouta que ce serait avant la fin du mois de juillet².

Excédé de ces atermoiements, le chancelier prit congé, mais, en se retirant, il fit une croix, dit-on, sur une des barricades en se jurant à lui-même qu'il ne remettrait jamais les pieds dans le Palais d'Avignon. dépit trop facile à comprendre, lors même qu'au ressentiment du diplomate éconduit ne se serait mêlée aucune déception personnelle³.

Pour envoyer la réponse promise, — et l'on se doute qu'elle ne différerait point de celle du mois de novembre — Benoît XIII attendit jusqu'à l'extrême limite du délai qu'il s'était fixé : ses ambassadeurs quittèrent Avignon le 31 juillet⁴. Il n'est point,

1. Martin d'Alpartit. — Le même chroniqueur rapporte, vers ce moment, d'utiles propos tenus par les hommes préposés à la garde des barricades. L'un avait déclaré qu'il ne serait satisfait que le jour où il cuirait et mangerait un œuf cuit du pape, un autre se permettant de décorer le fers de Benoît XIII.

2. P. Khola. *Archiv für La. eratur*. — t. VII, p. 130; cf. p. 107.

3. Martin d'Alpartit raconte qu'ayant peu possession de l'évêché d'Albi, Pierre Beaublé avait voulu se le faire confirmer par le pape. Benoît XIII craignit d'abord qu'il renoncât à tous les droits qu'il prétendait avoir sur ledit évêché, ce à quoi Pierre Beaublé se refusa. « Eh quoi, reprit le pape, vous refusez de renoncer, dans l'intérêt de votre âme, un évêché que vous ne possédez que malicieusement, alors qu'il n'en résulterait pour vous aucun dommage, et vous ne demandez de renoncer au souverain pontificat, ce qui risque de causer un schisme perpétuel ? »

4. C'étaient les peuples de la Chartreuse de Valcava, des Celestins d'Avignon et de la Chartreuse de Porta San Bonifacio Ferrer), comme nous l'apprend Alpartit. Sans aucun doute, ces ambassadeurs ne sont autres que les « trois légats » dont le B. P. Pierre a publié les instructions (t. VII, p. 112) sous la date, quelque peu trop récente, du mois d'août ou du mois de septembre 1400. — La curieuse lettre suivante, que Benoît XIII écrivit, le 31 mai [1400], à son

il avait, par bonne intention, accueilli une idée qui lui était étrangère. Le pape ne lui en voulait pas, d'ailleurs; il l'en remerciait même et priait Dieu de l'en récompenser. Mais Louis ne comprenait-il pas ce qu'avait d'humiliant pour le saint-siège, de peu honorable pour la royauté, de dangereux pour l'union une proposition pareille ? Ce refus ne provenait d'aucun sentiment de méfiance. Benoît XIII n'eût pas demandé à se confier au prince, s'il ne se fût proposé de suivre ses avis; car, en ne les suivant pas, il s'exposait à de graves dangers. Que le duc vint donc, sans plus tarder s'assurer par lui-même des bonnes dispositions du pape. Point n'était besoin de longs préparatifs; mieux valait même qu'il survint inopinément. Encore moins devait-il s'embarrasser d'une forte troupe: toute résistance céderait devant lui. Il serait logé dans le Palais, défrayé par le pape; Benoît lui ouvrirait son cœur; les négociations avec le sacré collège faisaient espérer une prompte issue. Au bout de deux mois, le duc d'Orléans pouvait être de retour, après avoir fait bonne et glorieuse besogne ¹.

On s'efforçait, du même coup, d'attendrir les ducs de Berry et de Bourgogne, surtout en faisant agir auprès d'eux des ambassadeurs aragonais qui, on l'espérait, allaient reprendre le chemin

¹ J'utilise ici, non seulement les instructions ci-dessus mentionnées, mais un *Memoriale circa instructions dandas eis qui debent ire in Franciam* (ibid., p. 144-154), pour lequel le R. P. Ehrle propose la date du printemps de 1400, bien qu'il hésite avec raison entre les années 1399 et 1401 (p. 144-146). Je crois que ce projet d'instructions a été rédigé vers le fin du mois de mai 1400 pour l'ambassade qui ne partit que le 31 juillet. En effet: 1° Il semble résulter de deux passages (p. 147-151) que le cardinal de Malisset se trouvait alors à Paris (or il fut de retour à Avignon dès le commencement du mois de janvier 1401 (Alparill), 2° Pierre Beaulieu était encore à Avignon et s'app préparait à en repartir (v. p. 146) or il en repartit pour la dernière fois peu après le 30 mai 1400 (Alparill). 3° La phrase « instrumenta concessit de capitulis separatim » (p. 149), où cP Ehrle (p. 144, 145) voit une allusion à un acte du 20 mars 1401, s'explique aussi bien par une allusion à la réponse écrite du 23 mai 1400, 4° C'est vers les mois de mai ou de juin 1399 (Alparill) et non le 11 février 1401, qu'on redemanda au pape les lettres de sauvegarde sous péctacle de les montrer aux cardinaux et aux Avignonnais (v. p. 147), 5° Un long passage du *Memoriale* (p. 152, l. 20 — 153, l. 25) se trouve textuellement reproduit dans d'autres instructions du printemps de 1400 (p. 119-121), 6° Le *Memoriale* est rédigé un certain temps d'avance pour une ambassade qui n'est pas en ses près de partir: en préalable on doit se procurer des lettres du roi d'Aragon (p. 147). 7° Un reconnaît (p. 148) une allusion à la soumission aux armées du duc d'Orléans qu'on ne pouvait imposer au pape: il n'en fut plus question en 1401.

de Paris. A ce propos, on multipliait les instructions, les notes confidentielles. Prudent et méticuleux, le cardinal de Pampelune se livrait ensuite sur ces mémoires à un travail de correction ou d'atténuation qui fait bien comprendre l'inquiétude à laquelle, en ce moment critique, la petite cour du pape était en proie. On réclamait toujours contre la soustraction; mais on s'avouait à soi-même qu'il faudrait s'estimer heureux, si l'on obtenait pour Benoît XIII la liberté jointe à la sécurité. Toute exigence trop grande, toute récrimination, tout reproche étaient provisoirement laissés de côté dans la crainte de provoquer une nouvelle rupture, cette fois désastreuse¹.

Bien plus que sur l'habileté de ses négociateurs, Benoît XIII avait compté sur le temps : la justesse de son calcul allait se vérifier. A force de lenteur et de ruse, il avait réussi à gagner une année; c'était une demi-victoire.

A la longue, en effet, on se lasse de tout, en particulier de la lutte contre le pouvoir spirituel. De Paris à Avignon il commençait à circuler je ne sais quel souffle de conciliation. Symptôme bien significatif : dès le mois de novembre 1399, les cardinaux avaient éprouvé le besoin de démentir le bruit qui courait d'une prochaine restitution de l'obédience. Sur le refus des religieux d'Avignon de faire prêcher dans ce sens, ils avaient organisé, le jour de la Sainte-Catherine, une cérémonie au cours de laquelle un prédicateur affirma l'intention du roi, de la ville, des cardinaux de persister jusqu'au bout dans la soustraction. Le 8 décembre, un sermon analogue fut prêché en l'église des Carmes d'Avignon, partie en latin, partie en provençal, et l'on lâcha de persuader au peuple, peut-être sans grand succès, que Benoît XIII mourrait avant que les cardinaux lui eussent rendu l'obédience. Un autre jour, on crut savoir que le duc de Berry, à l'instigation du roi Louis II de Sicile, avait proposé devant le Conseil de rendre l'obéissance à Benoît XIII², l'ait beaucoup plus certain, un frère Mineur osa prêcher, en pleine ville d'Avignon, le dimanche de la Septuagesime (15 février 1400,

¹ F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 103, 107, 110-123, Arch. du Vatican, *Armarium Lit.* t. XXVI f. fol. 179^{re}.

² 27 ou 28 janvier 1400.

que les auteurs de la soustraction étaient des schismatiques. Menacé du bûcher, s'il ne se retractait, il déclara être prêt à subir le martyre. Il n'avait fait, disait-il, que suivre les leçons des docteurs de l'Église : si elles étaient fausses, qu'on brûlât leurs écrits. On se contenta de le mettre aux fers. Le clergé breton, vers le même moment, refusait d'obéir à des évêques qui eux-mêmes avaient cessé d'obéir à Benoît XIII, et, à la suite d'une assemblée d'états tenue le 11 février 1400, la Bretagne donna l'exemple d'une sorte de demi-soumission au pape¹. Enfin les cardinaux, le 18 février, furent obligés de faire crier dans Avignon la défense de donner au « seigneur du Palais » d'autre nom que celui de Pierre de Luna². Cette recommandation n'eût pas été inutile, même à la cour de Charles VI³.

Là surtout, en effet, le vent avait tourné. Je n'en veux pour preuve que l'acte royal du 18 octobre 1400 chargeant le duc d'Orléans du soin de veiller sur Benoît XIII et l'autorisant à se faire suppléer dans cette garde par deux ou trois chevaliers de son hôtel⁴. Comment ces lettres, qui donnaient satisfaction au vœu du pape, recueillirent-elles l'assentiment même du duc de Bourgogne? C'est ce que l'on comprendra mieux quand on se sera rendu compte de l'intérêt qu'avait alors Philippe le Hardi à détourner de l'Allemagne l'attention de son neveu.

Les adversaires de la soustraction s'hardissaient peu à peu

1. Martin d'Alpert; F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. V, p. 448; Nicolas de Clamanges, *ép.* xvii, p. 70. Cf. des lettres du cardinal de Pampelune, datées de Châteaurenard, le 23 juin 1402, autorisant de la part de Benoît XIII la duchesse de Bretagne à communiquer ainsi que les personnes de sa suite, avec des schismatiques, attendu qu'elle se dispose à se rendre en pays urbainale etc (Arch. de Loire-Inférieure, E 34).

2. Martin d'Alpertil.

3. « In Francia Rex et omnes reputant dominum Benedictum papam et vocant eum dominum Benedictum et non Petrum de Luna » — Ce passage est extrait d'un mémoire (F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 101 107) que je crois pouvoir dater des mois de septembre ou d'octobre 1399. En effet, il est postérieur (v. p. 103) à la mort du cardinal degli Annibaldi († 19 juillet 1399), et même à l'envoi des articles qui furent présentés au pape au mois de septembre 1399 (v. p. 101, 107). D'autre part, l'auteur ignore encore la soustraction d'obédience du clergé liégeois qui eut lieu, comme on le verra plus loin, le 6 octobre 1399 (v. p. 103).

4. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 143.

Il existe une longue lettre d'un évêque de Tarbes¹ Toulouse, 19 octobre 1400) chargeant Raymond de Bretenoux, évêque de Sarlat, de communiquer d'abord au duc d'Orléans, puis offrant d'aller lui-même soutenir devant le roi les propositions suivantes² :

« L'Eglise universelle n'a pas le droit de déposer un pape
 « légitime, même s'il professe des hérésies. Le pape est maître
 « du monde entier, au temporel et au spirituel... Un empereur
 « et un roi lui sont soumis, aussi bien que le dernier des hommes...
 « Quiconque obéit à l'ordonnance de soustraction est traître non
 « seulement à Dieu, non seulement au pape, mais au roi de
 « France lui-même... Tous les chrétiens, clercs et laïques,
 « surtout les princes, auraient dû se porter au secours du sou-
 « verain pontife... » Et, prévoyant le cas où ces thèses scholasti-
 ques ne seraient pas goûtées en haut lieu, le généreux prélat cherchait
 déjà dans le souvenir de Thomas Becket des encouragements
 au martyre³.

Beaucoup plus modéré, et d'autant plus persuasif, était le

1. Un certain Bertrand nommé évêque de Tarbes par bulle de Benoît XIII du 25 février 1400 (K. Eubel, *Hierarchia catholica*, t. 1, p. 340). Il signe « B. electus confirmatus ecclesie Tarbiensis, olim prænominatus de Acomania. »

2. « Copia litterarum missarum domino Sarlatensi per dominum electum Tarbiensem, prænominatum de Acomania. Reverende pater et domine mi carissime, de presenti vobis transmittimus aliquas veras ac catholicas conclusiones. Primo, ut attendatis per ipsas in quibus ambulant moderni homines, et quantum constent, et quanta incurant scienter vel ignoranter. Secundo, ut loquamini domino duci Aurelianensi expresse de iure et quod, si ipse et vos consulatis michi, pariter vero si Domino placeverit, ire Parisius et proponere ac tenere ipsas et veras et catholicas coram Rege et toto Consilio ejus. Tercio et ultimo ut communicetis vris propriis eas prout videbitur vobis debere fieri ac iudicio Dei et salutem audientium animarum... Alia ad presens non habeo scribere vestre reverencie, sed, quod agnoscit eadem me scribere de presenti premissis domino Aurelianensi de his supradictis sub brevibus litteris salutem et qualiter nullo vobis aliquam conclusionem... insuper quid mandavi presentis litteris ut traderet eadem litteram vestram... si forte aliter fuerit a Parisius sepedicta plenitas vestra. » (Bibl. nat., ms. latin 1479, fol. 122-123.)

3. « Unde, domine mi, loquamini expresse de iure, ut predictum est, domino duci Aurelianensi, sibi ostendendo ad oculum et legendo omnia predicta de verbo ad verbum ac declarando sibi vulgariter, si bene non intelligit latinum. Et, si consulatis, ut predixi, concedente Domino, ibi illic libenter. Nam aut acceptabuntur ibi que dixi et dicam catholice ad animarum salutem, ut debent, et sic michi gloriosum est bonum commune; aut recipiantur iramur, et paciar, et sic michi haud ingratum erit. Reverti enim sepe in mentem et dixi pluries quod B. Thomas Cantuariensis, non per infideles nec pro catholica fide, sed pro christiano et pro defensione libertatis solius ecclesie Anglicane qui mortuus est, gloriosus martir existat in regno celesti. » (Ms. cit., fol. 127 v°.)

langage que fit entendre aux ducs et au Conseil, le 30 novembre 1400, au des trois cardinaux délégués à Paris par le sacré college. Sans doute Guy de Malessot, dont l'esprit conciliant se trouvait souvent en désaccord avec la violence de ses collègues, avertit qu'il parlait en son nom personnel. L'un des rares survivants de la cour de Grégoire XI n'en avait pas moins une autorité singulière pour reprocher au gouvernement royal d'avoir décidé la soustraction sans l'avis des cardinaux, pour montrer les inconvénients d'un régime qui supprimait, dans certains cas, les absolutions et les dispenses, qui augmentait la division, qui faisait retomber sur le clergé de France tout le poids des dépenses de l'union. Il déclara surtout les conséquences imprévues de la soustraction, cette captivité infligée à un pape qu'une minorité même accusait d'hérésie et qui, en tout cas, n'avait été condamné par aucun concile, scandale qui se prolongeait depuis plus de deux ans, malgré les concessions du souverain pontife, si bien que, pour trouver un exemple analogue, il fallait remonter à l'âge des persécutions. Il indique l'irréparable anarchie qui dans les conditions actuelles, résulterait pour l'Eglise de la mort de Benoît XIII, événement d'autant moins difficile à prévoir qu'une épidémie venait de faire plusieurs victimes dans le palais d'Avignon, entre autres le cardinal Bayl¹. Il protesta enfin contre l'expédient, auquel on songeait, paraît-il, qui eût consisté à nommer un vicaire pour gouverner l'Eglise, à la place de Benoît XIII².

1. L'auteur d'un mémoire adressé vers 1402 au roi de Castille développe la même idée. La mort de Benoît XIII donnerait lieu à une double élection l'une exaltée par les cardinaux rebelles, l'autre par les cardinaux qui lui sont demeurés fidèles. Le roi de France obtiendrait au pape élu par les premiers, le roi d'Aragon un pape élu par les seconds, tandis que le roi de Castille, ayant promis de ne se soumettre qu'à un pape unique et incontesté, demeurerait seul de son bord (Bibl. nat. ms. lat. 14614 fol. 327 vr) — Gerson envisage également avec effroi l'hypothèse de la mort de Benoît XIII (*J. Gersonii opera* t. II, c. 22).

2. Il était mort le 7 novembre 1401. Martin d'Alparid.

3. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 179-180. — L'évêque du Puy Élie de Lastrange mentionne et combat ce dernier projet dans un mémoire écrit, à la hâte, vers les mois de janvier ou de février 1401 : « Audivi quod alia adinventio est via, sed non noviter, quia jam a dicitur hoc conquisitum est... quod fieret vocare electum, et non nominatum et per hoc deus non gauderet amare... » (Bibl. nat. ms. lat. 14614 fol. 62 v). Les misérables des trois cardinaux de Malessot, de Saluces et de Thury portaient déjà qu'il ne fallait traiter d'aucune élection du pape ou de

Ce langage était un signe des temps¹. Les lettres confiant la garde du pape à Louis d'Orléans ne tardèrent pas, en effet, à être portées en Avignon : Communication en fut donnée aux cardinaux (11 février 1401). Les ambassadeurs du duc profitèrent de la circonstance pour déclarer que la cour de France désapprouvait la guerre, désirait mettre fin à la détention de Benoît XIII, et que le duc et le roi verraient avec plaisir un accord se conclure au sujet de l'union². Auprès du pape ils se gardèrent de repa- rer de soumission aux avis du jeune prince, ils se contentèrent de demander une nouvelle acception écrite de quelques-uns des « chapitres » que le pape avait approuvés en bloc deux ans auparavant. A cet égard, Benoît XIII avait déjà fait son sacrifice plus ou moins sincère ; il le renouvela bon gré mal gré le 30 mars 1401³ : dans un acte sur lequel il apposa sa signature, il promit d'abdiquer en cas de mort, de cession ou d'expulsion de l'« intrus », « de ne rien faire contre l'union, de se rendre, au moment voulu, à l'assemblée qui se tiendrait pour la pacification de l'Eglise ; il annula, de plus, toutes les protestations qu'il avait de nouveau pu faire. On sait ce que valaient, dans sa bouche, de telles déclarations⁴.

vicaire avant que la situation de Benoît XIII fût réglée. (F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. VI, p. 297.). Il ne convient donc d'attacher aucune importance au propos de Martin d'Alpartil suivant lequel l'envoi de ces cardinaux tendait à l'institution d'un vicaire général poste créée par Pierre de Thury.

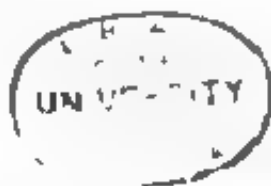
1. Je relève encore le passage suivant dans un mémoire composé vers 1400 ou 1401 : « Sed dicunt aliqui : Si fiat Concilium restituetur in obedientia. Et ego puto magis reconciliabitur quoniam concurrem quod, si non fiat Concilium, et restituetur et hoc est magis verisimile » (Bibl. nat., ms. latin 14644, fol. 320 v°).

2. Par les envoyés du pape Raymond de Perillon et Boniface Perrier auxquels le duc d'Orléans joignit Guillaume de Laet et Jean de la Coste, chancelier de Bayeux, les seigneurs réunis au Palais le 3 janvier 1401. Martin d'Alpartil. F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 431. Je ne sais pourquoi un mémoire composé durant la soustraction eût le vicarisme de Rodas parmi ses amis de Benoît XIII qui avaient abandonné (Bibl. nat., ms. latin 9789, fol. 89 v°).

3. F. Ehrle, *ibid.*, t. VII, p. 139-140, *Die kirchenrechtlichen Schriften Peters von Luna*, p. 48. — Martin d'Alpartil a le tort de placer cette scène dans le courant du mois de janvier et de fixer au 29 de ce mois l'audience de congé des ambassadeurs du duc d'Orléans.

4. Bibl. nat., ms. latin 14644, fol. 31 r°, ms. latin 12642, fol. 90 r° ; ms. latin 12643, fol. 75 v° (sous la date fautive du 17 mars 1401) ; Bibl. de Dijon, ms. 379, fol. 33 r° (sous la même date) ; Arch. nat., J 536, n° 36 ; Rinaldi, t. VIII, p. 58. (Mauv. propos à tort de reporter cet acte à 1403). F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 434.

5. Un écrivain montre bien comme, du côté de Benoît, on était alors peu résigné



IV

Il s'ensuivit nécessairement une accalmie, moins générale cependant et moins durable qu'on s'eût pu le croire. Les ennemis de Benoît XIII ne désarmèrent pas encore. Ils avaient placardé une affiche annonçant que l'arrivée de l'ambassade ne présageait nullement la restitution d'obédience¹. Bien que les négociations se poursuivissent² et que la démolition de deux barricades rendit libre l'accès d'une des portes du Palais³, de nouvelles complications étaient toujours à craindre.

Marie de Bretagne, reine de Sicile, au nom de son fils Louis II d'Anjou, avait, le 30 novembre 1398, rendu, à Tarascon, une ordonnance de soustraction calquée sur celle du roi de France⁴. Vers le mois de mai 1401, les Provençaux, las d'un

à accepter la voie de ceasing — et sont les Allégations comprises, en est au sept heures — une aliqua provisione et in librorum absentia, » par un des partisans du pape l'évêque du Fay *Episcopus de la Haye* alors que l'emprisonnement de Benoît durait déjà depuis vingt-huit mois, c'est-à-dire vers les mois de janvier ou de février 1401 (Bibl. nat., ms. latin 1473, fol. 57-58. *In* : « Pro istius uniusmodi expeditis et brevibus habende » L'auteur expose que cette voie est une invocation diabolique, que l'abdications de Benoît XIII, dans ces conditions, ne serait ni libre, ni valable, que les cardinaux sont déchus du droit d'être ou d'être élus et que suivant toute vraisemblance après avoir obtenu la démission du pape, en déclarant son emprisonnement perpétuel au 11 mai.

1. 15 janvier 1401. Martin d'Alpartil).

2. Par l'entremise de Jean Beaufort, évêque de Huesca, revenu de Paris le 13 avril 1401 et avec le concours des ambassadeurs aragonais et des envoyés du duc d'Orléans. Martin d'Alpartil).

3. 15 avril 1401. Martin d'Alpartil).

4. La reine y déclarait suivre l'exemple de Charles VI et se rendre aux exhortations des cardinaux, elle avait réuni à Tarascon quelques représentants des trois États de Provence et obtenu leur assentiment. Arch. nat., J 515, n° 3 orig. nat. scellé, J 518, fol. 282 v°. *Amplumma collectio*, t. VII, c. 692). Robert Cardotier et Tristan du Bos avaient été, dit-on, la menacer de la colère du roi au cas où elle ne ferait pas soustraction (F. Bâle, *Archiv für Literatur*, t. VIII p. 71). Les cardinaux, d'autre part, si l'on en croit Alpartil, lui avaient offert d'assister avec les seigneurs de Roussillon IX avaient promis, de leur côté, de faire soustraction à Lézard. A l'appui de la première de ces allégations, je citerai une requête adressée à Louis II par les États de Provence; ils expliquent de la manière suivante la détermination de la reine : « Partim propter devotionem quam semper habuit ad universam Ecclesiam, partim propter timorem gentium armorum tunc in senescalia Bellandi existentium quas dominus Robertus Cardotier assererat venturas in dictos comitatus, nisi ipsa dominus Regina, assente nobis, extenso trium statuum Provincie et reginali regno consilio, existeret in recta substructionem, partim etiam iudicia precibus sacri collegii Romanorum cardinalium... » (Bibl. nat., ms. Dupuy 164, fol. 290 r°).

régime auquel ils ne s'étaient peut-être jamais accoutumés, restituèrent spontanément l'obéissance¹. L'alarme se répandit aussitôt dans le Comtat : on s'attendit à une nouvelle attaque des frères d'Agout et du seigneur de Sault combinée peut-être avec un retour offensif des Aragonais²; les gens d'Avignon voulurent croire qu'au mépris des conventions, le pape avait conservé des hommes d'armes cachés dans son Palais; des placards menaçants s'étalèrent dans la ville; des perquisitions s'opérèrent; le cardinal de Pampelune fut obligé de chercher un refuge dans l'archevêché d'Arles. Vainement, au mois d'août, le renouvellement du syndicat amena au pouvoir des magistrats plus favorables au parti de Benoît XIII: on leur adjoignit des coadjuteurs qui perpétuèrent la tradition des tracasseries mesquines. L'entrée des visiteurs, l'introduction des vivres dans le Palais continuèrent d'être subordonnées au bon plaisir des habitants et du sacre college³.

Cette animosité persistante prouve assez que de hautes influences s'exerçaient toujours dans un sens hostile à Benoît XIII. Sera-t-il nécessaire de les chercher bien loin? Le rapprochement accidentel des deux noms des ducs d'Orléans et de Bourgogne au bas de l'acte du 18 octobre 1400 ne doit pas donner le change sur la nature des sentiments qu'éprouvaient alors Louis d'Orléans et Philippe le Hardi. C'était le moment où, sous les yeux d'un monarque impuissant, éclatait entre l'oncle et le neveu cette triste rivalité qui devait conduire la France aux pires catastrophes. Dès lors la question religieuse fut une de celles qui

1. Martin d'Alparil, lettre de Simon de Gramaud du 3 juin 1401 (P. Ehrle, *loc. cit.*, p. 137). Le 25 avril 1401, les états de Provence avaient adressé à Louis II une supplique en faveur de la restitution d'obéissance; ils énumèrent les nombreux maux résultant de la soustraction prouvée l'illégalité de cette mesure, et démontraient que les vassaux auxquels on avait refusé secours et aide par avance les subventions qu'on prétendait obtenir et de Benoît XIII et de Boniface IX (Arch. des Bouches-du-Rhône, B. 100, fol. 11 v°, Bibl. nat., ms. 414; cf. Papon, *Histoire générale du Provence*, t. III, p. 300, J.-H. Albanès et U. Chevalier, *Gallia christiana novissima*, Marseille, 1899, in fol., t. 304).

2. V. une lettre fort énergique écrite au nom de Charles VI, le 1^{er} juin 1401, à Adhémar de la Garde, aux seigneurs de Grignan et de Sault pour leur défendre d'envahir le Comtat Venaissin ou d'attaquer les cardinaux. Pithon-Lart, *Histoire de la noblesse du Comté Venaissin*, t. IV, p. 49.

3. Pierre Blau, cardinal de Saint-Ange, avait alors le gouvernement de la ville (Martin d'Alparil).

divisèrent fatalement les deux princes¹. Tandis que l'un, cessant d'avoir pour la politique de ses oncles la complaisance qu'on a remarquée, se rapprochant résolument du pape, l'autre défaisait sous main ce qu'avait fait son neveu, s'appliquant à brouiller les cartes, excellent à réveiller les colères assoupies.

De là l'incohérence étrange de la politique française à cette époque, ou plutôt l'existence simultanée de deux politiques qui se combattent et s'annulent.

Le 22 avril 1401, pendant une courte absence du duc d'Orléans, le duc de Bourgogne s'empresse de faire expédier un acte royal ordonnant au senéchal de Beaucaire de publier à nouveau l'ordonnance de soustraction, de s'enquérir des habitants, clercs ou laïques, qui commettaient le délit d'obéissance à Benoît XIII, et de les punir de manière à terrifier ceux qui eussent voulu suivre leur exemple². Le même jour, il fit écrire, au nom de Charles VI, aux consuls d'Avignon que le roi était fort satisfait de leur bonne attitude et leur recommandait de n'y rien changer : à ce prix, ils pouvaient compter sur la protection royale. Rien de plus faux, d'ailleurs, que le bruit, répandu par le pape en Languedoc, que le gouvernement se disposait à lui restituer l'obéissance³.

Mais le duc d'Orléans revient, et la scène aussitôt change. Désireux de tirer parti des relations renouées avec le pape, le frère du roi sollicite l'union d'un prieuré à un monastère, ce qui n'était déjà guère dans l'esprit de l'ordonnance, mais, en outre, il implora la faveur d'une dispense pour un mariage qui lui tenait au cœur, celui de sa fille Marie, âgée d'un mois, avec le second fils du roi, Louis, que la mort de son frère venait de faire hériter du titre de Dauphin. Ce fut l'objet d'une lettre probablement

¹ Cf. *Comment, Geste des nobles* (éd. Vallet de Visville, p. 100) : « Et tant pour son hault estat comme pour la garde à luy baillée du Pape, a eust debat entre uy et le duc de Bourgogne. » — Les Florentins contribuaient alors à répandre le bruit que Louis d'Orléans se proposait de livrer Boniface IX à Benoît XIII, dans l'espoir que la couronne impériale serait la récompense de son dévouement. « Il n'y a qu'un seul espoir, ajoutaient-ils gravement, c'est que le Dauphin de France ne retire point ce projet. » H. Jarry, *La vie politique de Louis de France...* p. 217, 219.

² *Ordonnances*, t. VIII, p. 431.

³ R. Rey, *Louis XI et les États pontificaux de France au XV^e siècle*, p. 226.

autographe dont le ton général de respectueuse déférence laisse à peine percer le désir de voir le pape s'occuper de l'union (23 mai 1401).¹ Le plus curieux est qu'à cette lettre du duc d'Orléans en fut jointe une de Charles VI, également adressée au pontife auquel on prétendait refuser l'obéissance, relative au même objet et transmise par le même messager, Hubert de Bracquemont. Il faut ou que le roi ait recouvré la santé plus tôt que ne le rapporte le *Reliquaire de Saint-Denis*², ou que son frère ait disposé de son nom dans cette circonstance, comme il le fit dans plusieurs autres. Benoît XIII n'eut garde de refuser les dispenses³. Toutefois le parti de Bourgogne, doublement irrité de cette violation flagrante de l'ordonnance de soustraction et de cette façon de contester le trône au profit de la branche cadette, mit tout en œuvre pour faire échouer cette combinaison matrimoniale : il fit agir le roi des Romains ; il s'appuya sur Imbert de Ravenna⁴. Bref, le dauphin Louis fut fiancé, non pas à Marie d'Orléans, mais à une petite-fille de Philippe le Hardi⁵.

1. « Sanctissime pater, humiliter Christi recommendacione premissa. Venerit Sanctitas vestra quod plerumque amicum meo Regi dare filiam meam amicum meo principem suum. Jam propter nullam apud Sanctitatem vestram caritativam moram, tam ad utilitatem Sancti tibi vestre predictum via communem quam oram ad dispensationem vel coniugii convenientem habendam, sunt perichetis exilium meum Robertus de Bracquemont ostendit plenius vos certificavit, cui filium adhibere valide Sanctitas pater dominus meus Rex per predictum colat. Itaque meum pro eodem re eadem rescribit vobis. Supplicamus ergo ut quo sancter per nos efficitur ut sanctissime scriptum Patris. die sancti Pauli apostoli, quo Spiritus Sanctus apostolorum corde septiformi munera gratie dedit, eujus diem gratia docuit vos unum suam facere voluntatem, ad proprio meo salutem et letitiam Ecclesie sui unumquem. Sanctissime pater, dignetur eadem Sanctitas vestra cunctis principibus de Laudano ecclesie Celestiorum de Avinionensi et unius bullis per manus vestras. Humilis et devotus vester filius. amoris Heron. » (Lettre close originale, d'une grosse écriture ; seul le nom de « Heron. » me au crayon inférieur de droite semble avoir été écrit par une main de scribe. Arch. du Vatican. *Manuscr. lat. additamentum ad caputem* [Armaria] 1. n° 7. Au bas de la lettre on lit : « fuit recepta de monacho jussu anno CCCC^o primo »).

2. La crise n'aurait pris fin que vers le 2 juin (t. III, p. 10).

3. Robert de Bracquemont repartit d'Avignon avec ces dispenses le 7 octobre 1401 (Hervé d'Adoré). Il y avait été relâché dans le t. XX de la collection de *Neumale* (*Manuscr. lat.* des Arch. d., v. 1. en « si quis alitermentis per ducem nostrum super dispensacione via communem inter Dauphinum et filiam ducis Auchenorani »). (Cf. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 18).

4. Instructions secrètes remises, vers le 6 mai 1401, par le roi des Romains Robert à M^r Albert, curé de Saint-Sébauld de Nuremberg (J. Weizsäcker, *Deutsche Reichsgeschichte*,... t. IV, p. 358). Cf. Jarry, *La vie politique de Louis de France*,... p. 354.

5. S'il faut en croire le *Reliquaire de Saint-Denis* (t. III, p. 76), Charles VI. *La France et le Grand Schisme*.

Continuons à suivre le jeu de bascule auquel se livrent les deux princes. Voici une lettre de Charles VI aux cardinaux leur signifiant qu'il prend le pape sous sa protection et qu'il envoie, pour le garder, Robert de Bréquemont¹. Le duc d'Orléans obtient encore de son frère un acte déclarant que le roi n'a été pour rien dans l'emprisonnement du pontife, ni dans la guerre qu'on lui a faite. Ces dernières lettres sont datées du 1^{er} août 1401². Or, le 4 août, trois jours après, d'autres lettres, rédigées sous une tout autre inspiration³, expriment aux cardinaux le profond étonnement qu'aurait ressenti le roi en apprenant qu'ils avaient été exhortés de sa part à restituer l'obédience. Jamais pareille pensée ne lui a traversé l'esprit. Il s'efforce, au contraire, les cardinaux de leur fermeté, et, pour éviter désormais de tels malentendus, il les prie de ne croire à son changement de résolution que le jour où celui-ci leur sera attesté par des lettres patentes expédies dans le Conseil avec la même solennité que l'ordonnance de soustraction. Remarquez qu'un moyen de je ne sais quel artifice, on réussit à faire apposer la signature de Charles VI au bas de ces lettres qui sans doute traduisaient assez mal ses sentiments véritables, peut-être profita-t-on, comme le conte Alpartil, du singulier plaisir qu'éprouvait le pauvre roi à tracer machinalement sur le papier des caractères.

Louis d'Orléans pourtant ne se décourageait pas. Dans le Conseil où il prenait résolument le parti du pape, il avait trouvé un auxiliaire en la personne de Louis II d'Anjou⁴. En Provence,

apparaît peu après le 25 avril 1402 ce nouveau projet, pour lequel Benoît XIII avait également accordé des dispenses.

1. F. Euse, *Archiv für Literatur* — t. VII, p. 187. — Le 1 juin 1401, Charles VI avait fait savoir aux seigneurs de Gruy, de Saull et de La Garde qu'il prenait également sous sa protection les cardinaux, les terres et les sujets de l'Église (p. plus haut p. 230, note 1).

2. Lettres n. 1005 : l'ex Regent ad in quendam domum ducis Aurlianensis et ipsius prelati, « (Louis d'Orléans) *Libre de pièces inédites*... t. I, p. 191. — Cf. un mandement du duc d'Orléans à Paris, 17 mars 1401 assignant 1 000 francs à son conseiller et chambellan Robert de Bréquemont, en récompense de ses services et pour « certaines causes » (Bibl. nat. *Pièces originales* 196, v^o Bréquemont n^o 27).

3. Sans doute celle du duc de Berry. Le duc de Bourgogne, ce jour-là, se trouvait à Abbeville. F. P. 1 *Diarrhea res le Philippe et Harde*... p. 316. C'est de ces lettres que le cardinal le Papeclaire écrivait : « Aliqua diebus quod ex amote infusa transiverunt per obsequium Nostro certum Pannus poterit sciri. » F. Euse, *loc. cit.* p. 150.

4. Communication faite à Benoît XIII, le 8 ou le 9 septembre 1401, par des ambassadeurs du roi Louis II et du pays de Provence (Martin d'Alpartil).

il s'efforçait d'intéresser à la même cause le frère cadet du roi Louis, Charles, prince de Tarente ¹. En Avignon, ses représentants, auxquels il avait confié la garde de Benoît XIII, Robert de Braquemont ² et Guillaume de Meillon ³, ne restaient pas inactifs ⁴. Par leurs soins, les lettres de sauvegarde furent publiées, le 6 septembre, à Villeneuve et sur le pont d'Avignon ; il ne tint pas à eux qu'il n'en fût de même dans la ville et dans tout le Comtat. L'un d'eux signifiâ aux cardinaux, non sans exhiber à l'appui de son dire des lettres de créance, que le roi serait satisfait de les voir traiter avec le pape et recommencer à lui obéir comme de bons vassaux ⁵. Jean de la Grange, cardinal d'Amiens, se distinguant par sa violence, ils refusèrent de dîner avec lui ⁶ : ils lui déclarèrent même que le duc avait son hostilité systématique et s'arrangerait dorénavant pour déjouer ses manœuvres. Ils réclamèrent enfin les clefs des baricades ⁷, et ne se firent point scrupule de traiter avec le pape, malgré la soustraction, de la nomination aux bénéfices dans les domaines du duc d'Orléans ⁸. Faut-il une dernière preuve de l'ardeur avec

1. Le 12 novembre 1401, il écrivait à Benoît XIII : « Maxime persone vostre protectio et custodia cor meum sollicitat et perurit ; cui rei sum vigili et semper intentus et inquietus miratur affectum vestrum verisimile et bene opportunitate indiget, quoniam per vosdem spero salutem. Super quo scribo communi vobis meo principi Tarentino et plerisque aliis cum majori quo possunt affectu. » (Arch. du Vatican, Armarium C, fascio, 79.)

2. Qui devint, en 1417, amiral de France (P. Anselme, t. VII, p. 117).

3. On trouve la généalogie de ce seigneur dauphinois dans une brochure de M. E. Maignien (*Faits et gestes de Guillaume de Meillon, publiés d'après le manuscrit original, Grenoble 1887, in-8° p. 6*). Il avait pris part à maintes expéditions, notamment à celle de Louis I^{er} d'Anjou en Italie.

4. Ils étaient arrivés à Avignon le 17 août 1401 apportant des lettres de sauvegarde du roi et du duc d'Orléans et des lettres aux grappes de Charles VI pour le pape, pour les cardinaux et les Avignonnais. Martin d'Alpartil, F. Ehrle, *Archiv für Literatur.*, t. V, p. 432, t. VII, p. 167. Cf. F. Ehrle, *Die kirchenrechtliche Schriften Peters von Luna*, p. 48.

5. Martin d'Alpartil; F. Ehrle, *Archiv für Literatur.*, t. VI, p. 173, 174 — « Messire Robin de Braquemont, et messire Guillaume de Meillon, se en vinrent en Avignon par le commandement du Roy et dudit Mgr d'Orléans pour traiter l'accord entre ledit pape et le Collège et pour luy faire bailler breves (brevés) et autres choses nécessaires. Et là demourerent environ deux ans. Et y convint avoir plusieurs manieres à honneur du roy. » (E. Maignien, *Faits et gestes de Guillaume de Meillon*, p. 14.)

6. Le 30 août 1401. Le cardinal aurait envoyé à Paris une lettre dans laquelle il calomnialit Braquemont. Martin d'Alpartil.

7. *Ibid.* F. Ehrle *loc. cit.* t. VI, p. 174, 175.

8. Pièce datée d'Avignon le 19 septembre. Arch. nat. F. 15.

laquelle le frère du roi embrassant la défense du pape persécuté? Qu'on jette les yeux sur ces deux lettres qu'il écrivit de Compiègne le 12 septembre 1401. Dans l'une, il se plaint aux cardinaux, en termes des plus sévères, de leur indigne conduite à l'égard du Benoît¹, dans l'autre, il prodigue au pape d'affectueuses consolations. On y lit notamment ces mots : « De toutes façons, je vous l'affirme, je ne laisserai pas cette œuvre inachevée² ».

Au tour des partisans du duc de Bourgogne d'exercer l'influence directement contraire, d'attiser les colères, de souffler la discorde, et jugerons de leurs efforts par les résultats qu'ils obtinrent³. Les cardinaux auraient voulu barrer aux deux gar-

¹ *Epistolam litterarum que dirigatur continetur ex parte domini me. Aurelianensis Reverendissimi patris in Christo et carissimi ac speciales amici nostri, presentibus inter alia Avinionensi de vobis bene iam grata.* « Les lettres furent reçues à Avignon le 16 septembre (Arch. du Vatican, Armarium C, fascic. 79). »

² « Sanctissimus pater ac carissime et beatissime domine nostre. Premissa ergo Sanctitatem vestram recommendationis humiliter et devota, licet in facto vestre protectionis et salvaguardie michi laque non super scripta sint non bene grata nec quibus gratulabor. Ergo laque non quibus gratulabor non bene diffidit de vobis, et eo major et fortior accipit ad incipiam per quibus obstantis perpendum, in his omnes accipit et beatorum caritatem et michi non libenter de frequenter et Guillemus de Modulatione michi scripsit cognovi quoniam quidam cardinales etiam videri Avinionensi diffidit et hesitationem faciunt ad ipsum salvaguardiam aliquid. Perperam nempe displicentiam et utrumque inde perpetuo, eo maxime quod litteram vos nimium laque tristari, de qualibet vestra turbitur turbatus. De hoc quoniam et amicum habere patientiam, ut solent. Confortetur velle cor vestrum, ne certa spe et fiducia in Domino refovetur. Vultis etiam in hoc rem in ista rem, hoc velle affirmare relinquere. Hanc quoniam de et bene incipit grata laque de in in meo Regis ope ac aliorum nobilium amorem suffragis. Constantiter persequar et ad maximum periculum effectum in giro in hoc. Ecclesia que in meo ac vestrum gaudium et sedam. Et ne laque rati domine in hoc non apium apendi tempus habet et vestre mentem; non citius uti oportum et efficacius remedium neque, prout vellem. Viam tamen michi facti expeditum et comitum et caritatem et michi in meo in hoc quoniam videtur laque et in meo quoniam quoniam prohi videri laque que vobis videtur quibus amorem transmittit impio litterarum. Et super ista vestre magnanimitatem in hoc vobis non refecto, et, et ad velle istud persequar non accipit michi propius debetis.

Inter principia litterarum istarum sequitur

« Quod vobis de presentibus litteris non decesset, nisi quod ille regis dux et spe mecum est in me bene accipit. Confortetur et illud, vos in benedicta ejus custodiam velle et ad incrementum amoremque pie matris Ecclesie omnia faciat secundum. Scriptum Compiègne, die XII^{te} septembris. Sanctitatis vestre devotus et humilis filius, dux Ane nannensis, Erasmus. » Arch. du Vatican, Armarium C, fascic. 79. Le texte est original.

³ Marten d'Alpartid mentionne pourtant, sous la date du 25 septembre 1401,

diens l'accès du palais d'Avignon. Ils prétendirent du moins que Braquemont avait dénaturé la pensée de Charles VI. Pour admettre que la possibilité de restituer l'obédience fût sérieusement envisagée en France, il leur fallut entendre le témoignage peu suspect de Geoffroy Bousolet, qui arrivait de Paris. Sous prétexte que la ville avait besoin d'être protégée contre l'innoffensive garnison du Palais, ils refusèrent de se dessaisir des clefs des barricades¹. Des enfants reçurent le foin pour avoir proféré le cri séditieux : « Vive le pape, au nom du roi ! »² Le 18 septembre, on opéra la translation du corps de Clément VII dans son tombeau définitif, et ce pompeux cortège se déroula sous les murs du Palais comme pour établir un insultant contraste entre le pape captif et son glorieux prédécesseur³.

Un incident beaucoup plus grave survint le 4 octobre. Sur des dénonciations que la torture avait arrachées à un serviteur du cardinal de Girone, on admit l'existence d'un complot qui aurait tendu à restaurer dans Avignon l'autorité pontificale : des Catalans devaient, disait-on, s'emparer des cardinaux, mettre la ville à sac : le pape s'empresserait de lever la gabelle et préluderait au rétablissement de son pouvoir par de nombreuses exécutions. Immédiatement, diverses personnes suspectes furent arrêtées, entre autres François de Cario, assesseur de la ville⁴. Tandis que se répandait jusqu'à Paris le bruit que les accusés avaient déjà avoué leur crime, et que l'intention du pape d'incendier la ville et de massacrer la population se trouvait par

l'arrivée d'un Chartreux de Paris que le duc de Bourgogne avait envoyé à plusieurs reprises vers Boniface IX, qu'il envoyait secrètement, cette fois, vers Benoît XIII, et qui apportait, paraît-il, les meilleures nouvelles que le pape eût encore reçues depuis le commencement du siège.

1. Martin d'Alpartil, F. Ehrle, *loc. cit.*, t. VII, p. 174, 175.

2. Le 7 septembre 1401.

3. Bibl. nat., ms. latin 1473, fol. 1 v^o, Martin d'Alpartil, *Relace*, t. I, c. 531.

— Vers le même moment, on avertit le pape, suivant Alpartil, de se tenir sur ses gardes, de se méfier du poison : les cardinaux et les Avignonnais, à ce que l'on prétendait, voulaient se débarrasser de lui.

4. Martin d'Alpartil, F. Ehrle, *Archiv. für Literatur.*, t. V, p. 437, Berliand Boymet, p. 364 *Brief des chroniques* : « 4 octobre 1401) M. François de Cario docteur es loiz et assesseur pour lors d'Avignon, fut prisonnier pour ce qu'il vouloit trahir la ville et faire crier : Vive le pape Benoist XIII et faire abolir la gabelle et faire mourir plusieurs personnes » (Copie de Henri Suarez, Bibl. nat., ms. latin 1473, p. 182.)

la même établie¹, des forcenés se portaient vers la demeure d'un syndic pour réclamer la mort des prisonniers². En effet, le 24 novembre, en dépit des assurances contraires données par le camerlingue, François de Cario fut condamné à la decollation. En marchant au supplice, il conjura ceux de ses amis qui se dissimulaient dans la foule d'aller demander pour lui au pape l'indulgence plénière. Son corps, coupé en six morceaux, fournit autant de sanglants trophées pour la décoration des portes et des places de la ville (26 novembre 1401)³. Le surlendemain, deux prisonniers furent promenes coiffés de mitres sur lesquelles étaient représentés le Palais, la ville et les victimes qu'ils devaient soi-disant immoler⁴. Puis, le 7 décembre, on procéda à une nouvelle exécution. Le condamné protesta jusqu'au bout de son innocence : « Dieu sait bien, » écria-t-il, en baissant l'échafaud, « que je n'ai travaillé qu'en vue de l'union de l'Église⁵. »

Les partisans du pape ne se lassèrent pas de dénoncer l'irrégularité de ces poursuites, imaginées, prétendaient-ils, pour mettre obstacle à la restitution d'obédience, et l'iniquité de ces jugements, dictés par la terreur⁶.

Il va sans dire qu'on faisait payer au pape de nulle manière

1. Lettre d'Élie de Lestrangé du 18 novembre 1401. F. Ehrle, *Archiv für Literatur* .., t. VII, p. 232.

2. 22 novembre. Le lendemain, un juge offre sa démission, estimant que les prisonniers ne méritent pas la mort (Martin d'Alpartil, cf. F. Ehrle, *ibid.* cit., p. 236, 239).

3. Martin d'Alpartil, Bertrand Boyssel, p. 364, F. Ehrle, *ibid.* cit., p. 238. *Brief des chroniques* : « Dont le dict de Cario assesseur eust la teste tranchée le xxvj. de novembre et mis en un quartier, et le quartier du bras droit mis au portal S. Lazare et au portal Isbert la jambe droite, et à la porte S. Michel le quartier du bras senestre, et à la porte de Miracles la jambe senestre, et un teste fut mise sur un baston au milieu de la place de S. Didier, et ses entrailles furent mises à la sacre de S. Pierre dans un cubas. » Ms. cit., p. 185.)

4. Martin d'Alpartil ; F. Ehrle, *ibid.* cit., t. V, p. 437. *Brief des chroniques* : « M. Raymond Tranquer et le prieur de S. Antoine furent mis à l'eschelle et mitrés et pour portés à cheval par toute la ville avec la mitre et une robe peinte devant eux où estoit peint le Palais et cité d'Avignon et ceux qu'il devoit faire mourir... » Ms. cit., p. 185.)

5. Martin d'Alpartil. *Brief des chroniques* : « Fut derapé M. Augustin Vanal, procureur, et son corps fut pendu au greuet pour ce qui mesle tenoit le dict pape Benoit et à son instigation, voulant trahir la ville et la mettre à sec, et sa teste mise sur un pilier. » Ms. cit., p. 185.)

6. Martin d'Alpartil, F. Ehrle, *Archiv für Literatur* .., t. VII, p. 235, note 3, p. 191, 236.

l'émotion produite par la découverte de cette prétendue conspiration. Ses serviteurs n'osaient plus se risquer hors du Palais, ses compatriotes peuplaient les prisons de la ville; ceux qui n'étaient pas pris se trouvaient épouvantés. On força jusqu'aux ambassadeurs du roi d'Aragon à partir¹. Les fournisseurs étaient fouillés à l'entrée du Palais. On prétendit obliger le pape à renvoyer vingt serviteurs. Et, à tout propos, la menace de lui couper les vivres revenait dans la bouche de ses adversaires².

Au milieu de cette effervescence, quel pouvait être le rôle des gardiens envoyés par le duc d'Orléans ? L'un d'eux, Braquemont, avait, depuis plus d'un mois, repris le chemin de Paris¹, et,

1. Martin d'Azpilicuete, V. la protestation faite par ces ambassadeurs et par le cardinal de Pamplune, le 8 novembre 1521, en l'archevêché d'Arles (V. Ehrle, *loc. cit.*, I, V), p. 30, 37).

1. *Ibid.* p. 114-115 : Martin d'Aigues — C'est peut être vers ce moment que fut dressé contre Benoît XIII un foudroyant réquisitoire dont je puis citer deux exemplaires (Bibl. nat., ms. latin 9789, fol. 99-100 ms. latin 14614, fol. 333-334). *Inc.* : « Videtur quod cito pendus esset processus contra Il. ad ejus depositionem et condemnationem super horribilius et perjuris et iniquis... L'auteur raisonne que le pape et de ses adherents s'étaient fait devant le sacré concile à la requête, par exemple, de l'Université de Paris, il refuse à Benoît XIII l'absolution d'un excommunicé ainsi que le droit de appeler au concile général. Il ne se laisse point arrêter par cette considération que l'Espagne ne valût pas la condamnation de Pierre de Luna : « Facimus quod est in nobis, et in reliquis Deus de victimis providetis. » Enfin il donne cette raison curieuse, qui est, au même temps, un aveu : « Advertatur quod substractio facta non potest justificari quia redundet in perpetuum scandalum ecclesie qui fecerunt substractioem, non convincatur non esse papa ille a quo facta est substractio. » A la même date 1461 appartient un mémoire où se trouvent relevées contre Benoît XIII de nombreuses charges : *Quandam casus seu de constitutiones non constitutiones asseruntur fuisse papae Benedicto XIII et inique juri eo occasione de fuisse de frequentis oppressio* (ms. latin 9789, fol. 136 v°-137 r°, ms. latin 14614 fol. 194-201 Du Boulay t. V, p. 36-43, sous la date fautive de 1483, *Themurus accusaciones eiusdem*, t. II, c. 1173-1183; Labbe Mansi t. XXVI c. 84).

2 Il y parait avant le 20 octobre 1811 pour ce le duc d'Orléans d'après le
 fleur de 11 en ces termes : « Par un assez bon digestum hum. attaqu. carmines
 et acris. antihist. en us. de quibus Robertus de Empiricis. » y a ad cultu
 multum utilis et michi proinde non modicum gratus fuit. Ex ipso namque ore,
 quod epistolum maxime, volui persone vestre michi innotuit valitudo, ejus
 quidem proprietates, praestantiss et intimo officio ex amore, ut vobis proferre
 illis insinuationibus ineffabiliter letis humis. Ipse porro de mox et a castis et
 suo currentibus in digestum, aliter longe quam hic vulgare ut ore recte
 verissime certiorum. To am. chaque jour mes vœux ex ipso hinciter alimen
 cupidoque cognovi, ut adveniens vobiscum pariter et omni quibus parum et
 utrum oportuna obicibus et remedia, per totum et distula omnia per totum
 videtur. Praestatum autem de morbo. Et de hoc hic michi ex ore. Le ore
 multum innotuit quibus. » a gros pain. » et de ce que j'en dis. » et de
 effluence obis congruente recte et apud me. » quod ex ore et a comitibus. »

malignement, on sema le bruit qu'il s'était sauvé pour échapper à une prison certaine, que Charles VI, d'ailleurs, l'avait reconnu coupable en lui faisant trancher la tête. L'autre, Meuillon, renouvela vainement ses plaintes aux cardinaux, en les accompagnant, paraît-il, de menaces. La réponse que sept d'entre eux lui firent, le 3 novembre, empreinte d'une ironie cruelle et d'un dédain étrange pour ce qu'ils appelaient son « ignorance laïque, » ne lui donna satisfaction sur aucun point. Se retranchant derrière la recommandation que leur avait faite Charles VI de se méfier des lettres non revêtues de la forme solennelle, arguant en outre du silence des instructions remises de la part de Louis d'Orléans, les cardinaux prétendirent connaître beaucoup mieux que Guillaume de Meuillon les intentions du roi et celles de son frère. Quand ils étaient rentrés dans Avignon pour empêcher Benoît XIII de « détruire la ville de fond en comble, » ils avaient reçu des envoyés et des officiers du roi conseils et encouragements; la protection, la faveur du monarque ne leur avaient nullement fait défaut. Si Louis d'Orléans, dans ses lettres, se gardait de souffler mot des clofs des barrières, c'est qu'un prince circonspect il comprenait que le maintien de ces clôtures était indispensable à la sécurité des habitants. Le mécontentement du duc et du roi serait grand quand ils sauraient que leur cédégué s'était permis d'élever des réclamations aussi peu raisonnables. Puis, malicieusement, ils faisaient remarquer que Benoît XIII voulait bien avoir Meuillon à portée de sa voix, en ville, prêt à lui rendre toutes sortes de services, mais refusait obstinément de le recevoir dans son Palais, et ils faisaient ressortir ce que cette exclusion avait d'injurieux pour un homme qui prenait si chaudement la défense du pape persécuté¹.

¹ Trapani Dominus. sonhetis. Arch. la Vaticane. Armamentum C. fascie 79.) Cette lettre est suivie d'un post-scriptum de la main du duc d'Orléans relatif à une affaire déjà traitée. L'union du prieuré de Laon au monastère des Célestins d'Avignon.

² Martin d'Apart.

³ F. Hele. *loc. cit.* VII. p. 175-180. (On remarquera que cette dernière circonstance n'est nullement contestée par le cardinal de Pampelune *ibid.*, p. 183-186.) De lieux des instructions aux cardinaux d'Aragonais *ibid.* p. 119, 120 et un *Memoriale circa instructions dandis eis qui debent ire in Franciam*, *ibid.*, p. 123 nous apprennent qu'avant même l'arrivée des cardinaux, le pape se

En réalité, Guillaume de Meillon ne faisait qu'interpréter très fidèlement les sentiments de son maître¹. Mais la bonne volonté de Louis d'Orléans était paralysée par l'animosité de ses oncles et, dans une certaine mesure aussi, par l'opiniâtreté du pape.

Il se présentait alors un moyen de sortir de l'impasse où l'on s'était fourvoyé. L'idée d'un concile ou serment représentés tous les pays de l'obédience avignonnaise, et qui réglerait la situation de Benoît XIII, soulevait à des esprits de tendances très diverses. Les adversaires du pape y voyaient un moyen d'obtenir sa déposition. S'il ne se ralliait pas à un projet si modéré, si sage, si malice, pensaient-ils, écarterait au grand jour, et sa condamnation s'imposerait d'autant mieux². D'autres, moins irréconciliables, espéraient que le concile ramènerait un peu d'accord entre les diverses fractions de l'obédience avignonnaise. On s'entendrait pour suivre la voie de cession, peut-être même pour appliquer d'une façon générale le système de la soustraction : en tout cas, la France cesserait d'être seule de son bord, et l'apaisement des dissensions intestines préparerait la pacification universelle³. Le projet

préoccupait de faire comprendre que leur place était bien plutôt dans la ville que dans le Palais, de y sentirait plus à l'aise pour surveiller les mouvements papaux, à y approvisionner mieux, y jouirait de plus de liberté, y trouveraient plus facilement leur « soules », etc. Cette insistance donne à penser que le pape craignait leur surveillance et méditait déjà une évasion.

1. V. F. Ehrle, *ibid.*, p. 204.

2. Simon de Gramont parlait déjà de ce projet de concile dans une lettre du 6 juin 1401 (F. Ehrle, *ibid.*, p. 150). Cf. une lettre d'Élie de Lestrangis du 11 octobre suivant (*ibid.*, p. 102, 103, et une glose composée au mois d'avril 1401 sur l'épître de l'Université de Toulouse : « Ad condemnationem super omnibus criminibus contra ipsam nos processimus, credentes quod ad condemnationem omnem formalem nos habet, id est comprehensionem nos Concilium Ecclesie ubi obediunt. » (Bibl. nat., ms. latin 17385, fol. 2 v°).

3. V. un mémoire rédigé vers 1400 ou 1401 : *Ad finem quod apparet quod, antequam fiat congregatio universalis utriusque partis, est expedientius, et pro necessarium quod convocetur et teneatur Concilium generale super Ecclesia catholica* (ms. latin 4844 fol. 317-321; ms. latin 9700, fol. 224 v°-229, publié dans le *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1193-1200, sous le nom du cardinal de Poitiers. L'auteur est le n° de cuir pier vers les amis de Benoît XIII. Il admet qu'on relègue le pape en Avignon et fait valoir que le concile pourra le condamner comme hérétique. Toutefois il avoue que la voie de fait a été universellement condamnée, reconnaît la légitimité des réserves apostoliques et déplore les conséquences de la soustraction d'obédience. — Je citerai aussi, dans le ms. lat. 9700 (fol. 94 v°-94 r°), un mémoire commençant par ces mots, qui en indiquent exactement le sujet : « Esset inquirendum an Papa deberet condescendere ad viam

le concile avait recruté même des adhérents parmi les plus fidèles partisans de Benoît XIII : je citerai un de ses agents, actif autant que capable, Elie de Lastrange, évêque du Puy. Il croyait qu'étant donnés les sentiments des Espagnols, la conversion des Provençaux, la lassitude de la plupart des Français, le pape trouverait dans le concile une majorité favorable; suivant ses supputations les deux tiers au moins des voix françaises étaient acquises à la restitution d'obédience; la noblesse et le peuple penchaient de ce côté; il en était de même de la plupart des membres de l'Université de Paris, convaincus à présent qu'on les avait trompés¹.

Cette faveur générale semblait présager une prompte réalisation du projet. Sans doute on n'était pas entièrement d'accord sur la manière de procéder. Les ennemis du pape avaient d'abord voulu que Benoît XIII s'obligeât d'avance à se soumettre aux décisions du concile, puis qu'au moins dans les pays soustraits à

Concilio hujus partis... » L'auteur donne un certain nombre de raisons contre, puis un nombre plus grand encore de raisons pour l'acceptation de ce projet. Il admet, d'ailleurs, que le concile puisse : 1° discuter les accusations de parjure, de schisme, d'hérésie lancées contre le pape. 2° s'occuper de la réforme des mœurs de clergé et remédier aux abus dont les mœurs de la courtoisie. 3° pourvoir à l'union soit en maintenant des arbitres pour trancher la question, soit en convoquant des deux papes une réunion volontaire soit en les expulsant l'un et l'autre pour procéder ensuite à l'élection d'un pape unique. — Voilà la même question de l'opportunité d'un concile de l'obédience est discutée, mais non tranchée par Pierre d'Ailly dans son *Summa de Concilio generali in causa schismatis*, ms. lat. 1046 fol. 234-272 ms. lat. 1124, fol. 27-32, ms. lat. 1211 copie de la main de Baluz qui l'auteur remonte plus tard, à l'époque du concile de Constance (*J. Gersoni opera*, t. II, c. 983 et sq.), mais qui, sous sa forme primitive, ne peut appartenir qu'à la fin de l'année 1402 ou au commencement de l'année 1403, comme le prouvent les phrases suivantes : « Volentur magis pones arqui de servi et crudeli odio illi qui cum in domo sua propriis hostilibus invasione et adhuc incarcerationum detinere... » (fol. 254 r°). *Facile est res vestra habere et redire tractari poterit in solo regno Francie, si verum sit quod caput estis jam reddiderunt obedientiam nos » en permanence (fol. 252 v°) » (J. L. Balmès, *Précis de l'histoire*, p. 204-205, *Le Grand Schisme d'Occident* Paris, 1846, t. II, p. 196-200).*

1. Lettre d'Elie de Lastrange du 11 octobre 1401. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 162-166. — D'après des *Allegations* rédigées à la suite vers les mois de janvier ou de février 1401, dont il a été question plus haut, la même prière réclamait la convocation d'un concile : « Queritur cur ad hoc non vocatur rex Castellæ et alii reges nostri, seu in tanto Ecclesie et christianitatis negotio non congregetur concilium » « quidem particulare et fabricatum sed verum omnium qui causam diffinire possunt, cur hoc in angulus et non super ecclia suscitetur, nisi quia qui male agit odit lucem, » Bibl. nat., ms. lat. 1175, fol. 62 v°.

son autorité, la convocation fût faite au nom des cardinaux¹. Mais, devant les protestations des amis de Benoît XIII, parmi lesquels le duc d'Orléans ne manqua pas de se faire entendre, ils résolurent de s'en remettre au jugement d'arbitres dont une moitié serait désignée par le frère du roi (4 octobre 1401). Ces dernières propositions furent faites au duc, de la part des cardinaux par deux prélats d'opinions modérées Jean d'Armagnac et Pierre d'Ailly. Louis d'Orléans, sans rien promettre, se montra favorable, et la résolution semblait à la veille d'être prise². Cependant Elie de Lestrangle, que le duc avait forcé de demeurer auprès de lui dans cette délicate conjoncture, pressant le pape de se rallier à un parti qu'il aurait dû, disait-il, suivre depuis longtemps, lui recommandait de ne pas se montrer trop difficile et, au lieu d'exiger, au préalable, la restitution d'obédience de la rendre possible par l'abolition d'une partie des taxes apostoliques, l'évêque du Puy sollicitait, d'ailleurs, des instructions précises et réclamait un renfort de canonistes et d'argumentateurs capables de se mesurer avec les chefs du parti adverse.

L'arbitrage n'eut pas lieu. Comme le constate Elie de Lestrangle dans une autre lettre, fort curieuse, qu'il convient de replacer à cette date³, la situation alors variait d'heure en heure, et les

1. Les cardinaux voulaient encore que le concile fût convoqué à Avignon, pour que les membres en fussent choisis d'une façon quelque peu arbitraire (F. Ehrle, *loc. cit.*, p. 163, 259).

2. *Ibid.* p. 164, 260.

3. Il s'agit d'une longue lettre écrite à Jean Beaufaix, de Paris, le 16 novembre, que Baluze (l. I, c. 133) a citée et croyait adressée, en 1403, au cardinal de Pampelune, et que le R. P. Ehrle a publiée (*loc. cit.*, p. 253-244 et datée de 1403 (p. 244, etc.). Je n'hésite pas à la replacer à la date du 19 novembre 1401. En effet :

1^{re} On y lit (p. 253) : « Videlicet enim jam anno quarto post ostendicionem portum effusionem magnam » (c. 7, la quatrième année de la construction commencée bien au 27 juillet 1401 et au 14 novembre 1401 il s'en était écoulé déjà une partie notable — 2^o La phrase « Nunc hic sunt Hispani » (*ibid.*) fait allusion à l'arrivée à Paris d'ambassadeurs castillans qui sont mentionnés dans une lettre du duc d'Orléans du 19 novembre 1401 (Arch. du Vatican, *Armarius C*, fasc. 79 — 3^o « Deliberaverunt cardinales in Silvanecio » p. 255 : il s'agit là de l'assemblée de Senlis qui se tint, comme on le verra plus loin, du 22 au 25 octobre 1401 et des trois cardinaux de Thury, de Saluces et de Malinasel, qui se trouvaient alors à la cour, mais dont les deux derniers retournèrent en Avignon bien avant le mois de novembre 1402 — 4^o Au sujet de la lettre envoyée par les cardinaux d'Avignon, mêmes renseignements p. 255 que dans la lettre du même Elie de Lestrangle du 11 octobre 1401. — 5^o C'est en 1401 bien plutôt qu'en 1402 que le projet de concile fut à l'ordre du jour, à cette dernière date, Benoît XIII avait désapprouvé ce

avis du pape paraissent incessamment par des alternatives d'espoir et de désespoir. Le projet de concile venait d'être voté, en principe, par une assemblée de prélats tenue à Sens sous les yeux mêmes des princes : le duc de Bourgogne y était absent de l'Artois¹. Seul, le duc d'Orléans, devenu soudain méfiant, s'était tenu à l'écart. Des entretiens qu'il avait eus avec les délégués du sacre collège n'avaient pas dissipé ses soupçons. Qui présiderait ce concile? De quelles matières y occuperait-on? L'on refusait de le lui dire. Ce qu'il voyait de plus certain, c'est qu'on parlait de confier la garde du pape aux cardinaux, au lieu de la lui laisser à lui-même. Refusé il résolut de ne se prononcer ni pour ni contre le projet jusqu'à ce qu'il eût pris, à ce sujet, l'avis de Benoît XIII, à lui écrit dans ce sens le 12 novembre 1401², puis se rendit à

projet. Duc de Lorraine ne s'y serait pas montré aussi favorable. — 2° « Carême pris fut quod. Tunc presentaretur episcopo Universitate Thonensis p. 236. » à l'ordre de l'évêque de Thonon se fit, en effet, protesté quod me de mare et de vii. 1401. — 3° Duc de Lorraine rapporte p. 232 un avis adverse lequel est une prétendue correspondance d'Aignan parvenue au duc par le bras d'un certain Jean puisqu'il ne s'est en fait que deux vicaires. On peut se demander que pendant l'intermission du pape au mois de novembre 1401. — 4° Le duc d'Orléans venait de partir pour Courcy (p. 237). Or, ce voyage peut trouver place en 1401 entre deux séjours à Paris : notons le 23 juin 1401 et le 10 novembre (Doutt d'Arcq, *Chron. de Paris* inédites. t. I, p. 236 ; mais il ne saurait être reporté à l'année suivante, attendu que l'on connaît la présence du duc à Thonon de fin d'octobre 1401 à fin de novembre 1401 à Jussy. La vie posthume de Louis de France. t. I, p. 235).

1. Le duc de Bourgogne qui se trouvait alors en Angleterre dans le nord parait avoir quitté Arras uniquement pour se rendre à cette assemblée. Il arriva à Sens le 29 octobre 1401, et en repartit le 25 pour se retourner à Arras. Le dimanche 23 il avait reçu à Meuse le roi Louis II les ducs de Berry et de Bourbon, le comte de Savoie, etc. (E. Petit, *Itinéraires de Philippe le Hardi*... p. 261).

2. Lettre latine, originale, datée de Paris : « Imprimis quoque vos id inter est pro certa et firma velim habere me, licet corpore longo absente, animo mecum presentem semper vobiscum adesse, necnon ad Ecclesiam et vestram Sanctitatem semper habere cor, oculum et mentem in agendis, pro viribus juxta laborando, et profecto volivim hinc rebus sanctis inponere (c. 1401) studium cum assuetudine, nec quiescam usque ad exitum totius constitutionis sperandi... Preterea, inter cetera que hic aguntur, id vos habere non volum quod cardinales hic existentes quærant et procurant super agendis Constitutionis generale et, et verbis ostendunt, juxta paria formam habere super que non solum meam intercessionem eliceat. Ego autem, tantum licetis eorum cordis affectus, eorum et adversis propositum et animum super forma et materia dicti Consilii meum aperire pectus. Quod quia facere noluerant, nec ego similiter de intentione mea que pectus vobis volui reservare, sed qualiter et in his et in ceteris procedetur vestre Sanctitatis significare semper intendo temporebus successivis, et sic vobis vice de intentione vestra et de consiliis que ibi vobiscum agentur poteritis me pariter reddere certiorum, ad providendum et adjuvandum agendorum... Duxit et vobis rebus

Coucy, pour y attendre qu'une amélioration dans la santé du roi lui permit de reconquérir son influence accoutumée.

En son absence, Élie de Lestrangle tenta, par un suprême effort, de regagner le terrain perdu. S'adressant à celui des délégués du sacré collège qu'il savait incliner vers le parti de Benoît XIII, il lui arracha, au cours d'un tête-à-tête de quatre heures, une série de concessions qui eussent assuré sans doute la victoire du pontife, si les autres cardinaux les eussent ratifiées. Le concile serait convoqué par le pape sous telle forme qu'il lui plairait, le duc d'Orléans veillant, en France, à la publication des mandements pontificaux. Le rôle des cardinaux se bornerait à recommander aux prélats et aux clercs l'exactitude au rendez-vous. À Benoît XIII appartiendrait aussi, quelle que fût, à cet égard, l'opposition du duc de Bourgogne, la présidence du concile. On n'exigerait du pape aucun engagement, ou du moins, devant son refus, on se garderait d'insister. Benoît XIII supplanterait recouvrerait sa liberté. Bien que l'opinion du cardinal de Malisset, honnête homme « environné de scorpions, » suivant l'expression de l'évêque du Pay, ne pût guère faire préjuger la décision du sacré collège, Élie de Lestrangle s'empressa de transmettre ces bonnes nouvelles à Avignon, avec le conseil de saisir au bond cette occasion inespérée. Benoît XIII, suivant lui, ne devait même pas attendre des offres qui peut-être ne se produiraient pas : sans perdre un jour, il devait notifier aux cardinaux son intention de convoquer un concile de son obédience, puis, avant qu'ils eussent même répondu, envoyer ses bulles. Cette initiative lui ferait grand honneur, ses ennemis seraient déconcertés, ne pouvant, sous peine de se contredire, combattre un projet qu'ils avaient mis eux-mêmes en avant. Dans le concile, Dieu ne permettrait pas que la fraude triomphât du bon droit¹.

servato secundo. Scio quidem quod desiderasti animo nichil satis festinatur ut quod bene fit vero factum esse non potest. Ad rem enim peragere consummandum tempus habere et capere idoneum necesse est, et hoc quidem prope sine confido nam dictum multi respiciunt et advertunt quoniam fuerit mendacium et fallacis involu. — Le pape répondit à cette lettre le 4 décembre. (Arch. du Vatican, Armarium C, fascic. 79.)

1. Le blâme perçus dans la lettre d'Élie de Lestrangle. Ce dévoué serviteur du pape se sent d'où cela vient. mais Benoît XIII n'a jamais pu se résoudre à tenir la promesse qu'il avait faite des la première année de son pontificat en présence

avoir à compter avec une assemblée dont il ne serait pas maître de diriger les débats, avait épouvanté l'homme méticuleux. Un concile, oui, sans doute, on en réunirait un, mais après que Benoît XIII aurait été remis en pleine possession de ses droits, quand serait effacée toute trace de soustraction d'obédience. Actuellement, ce ne serait qu'un embrouillement de plus, une occasion de débats stériles et de récriminations, dont la génération actuelle ne verrait pas la fin. Du reste, le souvenir de l'assemblée de Paris de 1398 rendait l'entourage de Benoît XIII singulièrement méfiant à l'égard d'un concile dont les membres français seraient pour la plupart, sans doute, à la discrétion du gouvernement.

Le but auquel visait directement Benoît XIII était la restitution d'obédience, et il se flattait d'y atteindre, d'une part, en confondant ses adversaires à l'aide d'une argumentation irrésistible ¹, d'autre part, en amenant le duc de Bourgogne à partager les vues de Louis d'Orléans ². Cette dernière espérance pouvait paraître chimérique au moment où Paris retentissait du bruit des armes, et où les deux rivaux, entourés de troupes nombreuses, semblaient être à la veille d'en venir aux mains ³.

V

À la satisfaction, je puis dire, à la surprise générale, une réconciliation eut lieu vers la Noël. Le dernier à ressentir les bienfaits de la paix ne fut pas Benoît XIII.

1. Un des plus redoutables réquisitoires contre la politique des cardinaux est un long mémoire rédigé, en 1401, sous le titre *Allegationes pro Papa et contra rebellantes per quendam venerabilem doctorem* (bbl. nat., ms. latin 1478, fol. 41-135, etc.), dont le R. P. Ehrle a cru pouvoir revendiquer la paternité pour Benoît XIII lui-même v. *Die kirchenrechtlichen Schriften Petrus von Luna*, p. 39-47).

2. Annotations jointes par le cardinal de Pampelune à une lettre de Simon de Cremauel du 6 juin 1401. F. Ehrle *Archiv für Literatur*, t. VII p. 158-160 et à la lettre d'Erlé de LeStrange du 18 novembre suivant *ibid.* p. 263-278, mémoire du même, rédigé à l'occasion de l'envoi de Pierre Raval à Paris *ibid.*, p. 212).

3. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 262, 263.

Tout d'abord la médiation des mandataires du duc d'Orléans put s'exercer, à Avignon, d'une façon plus efficace¹. Le pape offrit d'oublier tout, de bien traiter les cardinaux, et laissa espérer qu'une fois la paix conclue, il réunirait volontiers un concile de l'obédience, pour prendre d'accord avec lui des mesures en vue de l'union. Les cardinaux, à vrai dire, protestèrent qu'ils n'avaient nullement besoin de pardon, promirent, en revanche, l'oubli de leurs propres injures et se montrèrent disposés à faire leur soumission, mais à condition que le pape prit l'union à cœur : ils eussent voulu qu'il se soumit au « jugement de l'Église ».

D'autre part, le duc d'Orléans finit par faire sceller des lettres royaux obtenues dès le mois de novembre 1401, qui invitaient les cardinaux et les Avignonnais à remettre aux deux gardiens les clefs des barrières, menaçant de saisie, en cas de refus, les marchandises portées en Avignon et les revenus du sacré collége. Laissées longtemps de côté, ces lettres, très formes de ton, parvinrent à destination le 12 février 1402².

Il semblait déjà que Benoît XIII respirât plus librement. Le 19 février, en réponse à une allocution d'un ambassadeur aragonais, il exprima la certitude que l'Église ressortirait plus forte de cette épreuve, et, comme s'il eût perdu le souvenir des promesses qui le haient, il ajouta que la voie de cession lui avait causé beaucoup de tribulations, mais qu'il était prêt à combattre encore et à souffrir jusqu'à la mort, pour peu que l'indépendance de l'Église fût en jeu³. C'était assez faire comprendre qu'il sortait victorieux de cette lutte, sans avoir en aucune manière aliéné sa liberté.

En tout cas, de nouveaux symptômes présageaient la restitu-

1. Ces mandataires sont alors Jean Beaufaix, évêque de Huesca, Bonifacio Ferrer et Guillaume de Nemlizon. — Cependant le cardinal de Thury écrivait alors, de Paris, que les ducs de Berry et de Bourgogne étaient toujours décidés à maintenir la soumission d'obédience. F. Ehrle *ibid.* p. 191.

2. Martin d'Alpartil, F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. VII, p. 335 et sq.

3. Martin d'Alpartil. — Ce sont probablement les « littere missæ per dominum Regem Francie cardinalibus et civitati Avinionensi, comminantes eos nisi servarent obedienciam, » qui se trouvent autrefois dans la collection du cardinal de Faussetune. F. Ehrle, *ibid.* p. 198.

4. Martin d'Alpartil.

tion d'obédience. L'Université d'Orléans avait déjà, en 1401, protesté contre les termes de l'ordonnance royale qui la citait comme ayant concouru au vote de la soustraction¹. Elle fit plus le 26 février 1402 : non seulement elle déclara positivement qu'en 1398 elle n'avait pas consenti à la soustraction, mais elle affirma qu'il convenait actuellement de pourvoir la restitution d'obédience, et nomma une délégation pour aller entretenir de cette nécessité le duc d'Orléans².

Celui-ci avait, de son côté, l'œil ouvert. Il fit ajourner l'examen d'une nouvelle proposition des cardinaux relative au concile de l'obédience (2 mars 1402)³. Il voulait que le Conseil pût, en même temps, entendre le porte-parole de Benoit XIII, Pierre Ravat, évêque de Saint-Pons. Pour que le discours de ce prélat — le même qui avait été si maltraité dans l'assemblée de 1398 — eût plus de retentissement, il comptait faire assister à la séance les envoyés de Castille, les membres du Parlement, les délégués de l'Université.

Par le fait, ce conseil ne fut pas convoqué⁴. Mais, le jour même où il devait se tenir le 4 mars, Louis d'Orléans ménages à Pierre Ravat l'occasion de haranguer le roi, au moment où Charles VI se rendait à la messe.

Il y avait longtemps que la cour de France n'avait entendu

1. A l'instigation des procureurs de l'Université, Baudet de Mâcon, régent et remplaçant le recteur Jean de Mâcon, provoqua une assemblée générale de l'Université le 5 septembre 1401 : il s'agissait de s'expliquer au sujet des lettres royales qui présentaient la soustraction d'obédience comme ayant été ordonnée sur l'avis et avec l'assentiment de l'Université d'Orléans. Les procureurs affirment le contraire, et que l'Université n'avait pas même été consultée. On délibéra. Les professeurs de droit Vincent du Clocher et Raoul de Refuge qui avaient été délégués au concile de 1398, déclarèrent qu'ils y avaient opéré comme personnes privées, et nullement au nom de l'Université. Sur quoi, Baudet de Mâcon conclut que l'Université ne s'était pas prononcée (Bibl. nat., ms. latin 1479, fol. 37 r.).

2. Il est à remarquer que le recteur de l'Université d'Orléans était alors ce même Vincent du Clocher qui avait été l'un des délégués au concile de Paris (ibid.).

3. Lettre de Pierre Ravat à Benoît XIII, que Baluze donne à tort comme étant du 7 mai 1399 (L. I, c. 1152), et qui est, en réalité, du 17 mars 1402 (F. Ehrle, *Arch. v. für Literatur*, t. VII, p. 201). Cf. une réponse du cardinal Pierre Blou à une lettre que Pierre Ravat lui avait écrite le 24 février 1402 (ibid., p. 197-202).

4. « Sed concilium non mandatum fuit. » Ibid. nat., ms. latin 1479, fol. 36 r. Le mot non se trouve supprimé dans l'édition du P. Berte (p. 204), ce qui dénature entièrement le sens de la phrase.

pareil langage. Sans récriminer, sans reprocher aux princes une mesure qui avait pu, disait-il, être prise à bonne intention, l'évêque de Saint-Pons soutint que le devoir du roi était maintenant de restituer l'obédience à Benoît XIII. Entre autres raisons il alléguait que le pape acceptait la voie de cession même dans des cas qu'à l'origine on ne prévoyait point. Il énuméra les conséquences déplorables de la soustraction : le blâme jeté sur la maison de France, rejaillissant jusque sur Charles V ; Avignon frappé d'interdit ; les cardinaux excommuniés et vraisemblablement déchus du droit d'élire ou d'être élus¹. A défaut de restitution d'obédience immédiate, il demanda la délivrance du souverain pontife. Fort à propos, il évoqua le souvenir de Pépin et de Charlemagne et, en exhortant Charles VI à s'inspirer de ces grands exemples, fit remarquer que le roi n'avait, cette fois, qu'un pas à faire pour tendre une main secourable au pape persécuté. Quant au concile dont on parlait, tant que Benoît XIII demeurerait au pouvoir de ses ennemis, ce ne serait qu'une complication inutile : le temps s'y passerait en discussions oiseuses entre adversaires et partisans de la soustraction. Rien, d'ailleurs, ne pouvait être décidé à cet égard sans l'avis de tous les autres royaumes de l'obédience. L'évêque ne manqua pas, en terminant, de s'excuser si quelque une de ses paroles avait déplu au roi ou aux princes du sang.

Le fait est que, tandis que parlait Pierre Ravat, le petit groupe formé autour du roi s'était grossi, d'abord de quatre ou cinq prélats, puis de seigneurs, d'officiers, de courtisans en grand nombre ; la fin de ce discours fut entendue des ducs de Berry et de Bourgogne eux-mêmes. Mais Charles VI alors jouissait de ses facultés, il tint à répondre en personne. L'assemblée, stupéfaite, l'entendit déclarer qu'il voulait, comme ses aïeux, défendre

¹ C'est ce que Pierre Ravat avait déjà soutenu dans sa lettre du 24 février Bibl. nat. ms. latin 14641, fol. 357 ; Du Boulay, t. IV, p. 874, sous la date fautive de 1399, F. Ehrle, *loc. cit.*, p. 194), et ce que disait Pierre Blau. Ce dernier pour établir qu'Avignon n'était point frappé d'interdit, rappelle qu'on y avait vu célébrer Vincent Ferrer le propre confesseur du pape (*ibid.*, p. 280 ; cf. Pages, *Histoire de saint Vincent Ferrer* t. I, p. 130, 135). Gilles Beilemière évêque d'Avignon, expliqua plus tard que ni lui, ni personne n'avait observé cet interdit, dont les cardinaux, bien entendu, ne reconnaissent pas la validité (Labbe-Massol, t. XXVI, c. 203).

l'Église et le saint-siège, qu'en conséquence il aiderait et secourrait « notre saint père »¹ — c'étaient là des expressions depuis longtemps banques du vocabulaire de la cour. En attendant une réponse plus précise, que le roi lui faisait espérer, Pierre Ravat, se jetant aux genoux de Charles VI, le supplia d'avoir pitié d'un pape captif depuis plus de trois ans. Il réclama aussi, pour lui-même et pour tous ceux qui pensaient comme lui, une liberté que certains bruits répandus dans Paris donnaient lieu de croire compromise.

Charles VI toutefois n'était pas maître de suivre sa seule inspiration. Les délégués du sacré collège se montraient furieux de la façon dont l'évêque de Saint-Pons avait parlé des cardinaux. Les ducs de Berry et de Bourgogne, bien qu'ils eussent commencé par dissimuler leur dépit, demeuraient inflexibles². Des altercations violentes se produisirent dans le Conseil. Pour y mettre fin, le pauvre roi ne crut pouvoir mieux faire que d'adopter un moyen terme. Il s'agissait — car on allait d'abord au plus pressé — de pacifier Avignon. Le duc d'Orléans avait menacé de s'y rendre en personne, et le duc de Berry l'avait mis au défi de délivrer Benoît XIII³. Pour les contenter tous deux, le roi conserva à son frère la garde du souverain pontife, mais donna à son oncle celle des cardinaux et des Avignonnais. Il alla plus loin : deux chevaliers notables et d'une impartialité reconnue devaient se rendre, de sa part, en Avignon, se faire remettre les clefs des barricades et, en réalité, y exercer la charge de gardiens, d'arbitres et de pacificateurs. Le rôle des dix délégués que chacun des ducs d'Orléans et de Berry était autorisé à envoyer l'un vers le pape, l'autre vers les cardinaux et les Avignonnais, ne consisterait qu'à surveiller et à contenir les partis : ils jureraient de dénoncer aux représentants du roi toute tentative hostile et de joindre leurs efforts à ceux des « deux chevaliers » pour apaiser tous les conflits. Si ce régime assurait au pape quelque sécurité,

1. Dans ses intervalles lucides, dit Martin d'Alportel, Charles VI ne cessait de donner à Benoît XIII le nom de pape, bien qu'il en fût plusieurs fois hâimé par les princes. On se ferait une idée fautive des sentiments du roi, si l'on s'en était étonné (t. XVI, p. 6).

2. F. Ehrle, *loc. cit.*, p. 204-208.

3. *Reliques de Saint-Denis*, t. III, p. 24, 22.

il lui laissait peu de liberté, car personne ne pouvait pénétrer dans le Palais sans le consentement des « deux chevaliers » et même des cardinaux. La main dans celle du roi, chacun des princes jura solennellement d'observer ces articles, comme aussi de renoncer à toutes disputes, levées de troupes, voies de fait ou injures, et, en cas de différend, de s'en rapporter à l'arbitrage du roi ou de la reine et du Conseil. Ils se tendirent la main, ils se promirent d'oublier le passé (16 mars 1402)¹.

C'est leur promesse qu'ils oublièrent. La touchante tentative du pauvre roi fut inutile. On savait trop le peu que duraient ses heures de lucidité. Les mesures qu'il avait imaginées ne paraissent même pas avoir reçu un commencement d'exécution.

Se voyant disputer le rôle de gardien du pape, Louis d'Orléans s'en poursuivit que plus opiniâtrement la restitution de l'obédience. Dès le lendemain de la scène qui vient d'être rapportée (17 mars), il fit usage d'une arme que, depuis plusieurs mois, il tenait en réserve² : je veux parler d'un éloquent mémoire en faveur de la restitution d'obédience rédigé, sous forme de lettre au roi, par l'Université de Toulouse³. Le Parlement en eut communication et, en même temps, fut exhorté par un docteur de cette école à donner un avis favorable⁴. Plus hardi que le représentant du pape, les Toulousains ne craignaient pas de revenir sur le passé : ils rappelaient les scènes scandaleuses de 1398, le refus d'entendre Martin de Salva, les coups et injures prodigués lors du troisième concile, le silence imposé de force à la minorité. Ils montraient l'état de muette stupeur auquel avaient été réduits les « catholiques » depuis lors et l'impossibilité où ils étaient, à l'heure actuelle, de demeurer à Paris sans danger. Ils reproduisaient les arguments qu'ils avaient fait valoir déjà quatre ans plus tôt, énuméraient les peines

1. Douët d'Arq. *Choix de pièces inédites*, t. II, p. 237.

2. Dans une lettre écrite à Jean Nouflet, le 12 novembre 1401 (voir plus haut, p. 251, note 3), Ede de Lesclapart parle déjà de l'ordre de l'Université de Toulouse qu'on se propose de produire au moment le plus opportun (E. Ede, *Archives sur l'Université*, t. VII, p. 266).

3. L'Université de Toulouse n'avait jamais donné son assentiment à la soustraction d'obédience comme le déclare son auteur le 16 avril devant le roi. Bibl. nat. ms. lat. 1479 fol. 172 r.

4. A. Tuckey, *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 30.

spirituelles encourues par suite de la soustraction et présentaient une sombre peinture des maux qu'elle avait entraînés. Ils allaient, si je puis parler ainsi, jusqu'à porter la main sur l'arche sainte, s'attaquant au système officiel de la double cession, prenant parti pour Benoît XIII et pour sa voie de « convention, » prêts, d'ailleurs, à soutenir leur thèse devant tel juge que désignerait le roi ¹.

C'était la revanche du long silence gardé par les partisans du pape. Ses adversaires cependant n'étaient pas près de lâcher pied. Deux jours de suite (14 et 15 avril), l'Université de Paris obtint audience du roi — un docteur en théologie soutint d'abord que quiconque s'élevait contre la soustraction était fauteur de schisme et commettait un péché grave; Jean Courtecuisse ajouta que Benoît XIII, parjure et schismatique, s'était rendu indigne du souverain pontificat, question qui, au surplus, pouvait être tranchée dans un concile de l'obédience.

Après la première de ces harangues, Louis d'Orléans avait mandé les universitaires, et sur leur assurance que rien n'avait été dit qui n'eût été concerté d'avance, s'était promis de demander réparation au roi. Après le second discours, on comprit qu'il était temps de faire entendre à la cour un tout autre langage. Ce fut une heureuse inspiration de donner alors la parole aux ambassadeurs castillans ².

On se souvient de l'impatience avec laquelle le roi de Castille avait réclamé, en 1394, la soustraction d'obédience. Le concile de Paris ternagé, on lui avait dépêché l'abbé de Saint-Médard de Soissons pour lui en notifier le résultat et l'exhorter

1. Arch. nat., J 518, fol. 500-505, Bibl. nat., ms. latin 1573, fol. 5-24, ms. latin 3788, fol. 1-6 ms. latin 3789, fol. 139-136; ms. latin 1582, nouv. acquis. latines 1793, fol. 84-96, Bibl. de Rouen, ms. 1355, fol. 297-312, ms. 163^a du Baillol College d'Oxford, fol. 289, Du Boulay, t. V, p. 4-24.

2. Il semble bien, d'après le récit du *Religieux de Saint-Denis* (t. III, p. 20-22), que l'Université de Paris ait eu audience deux jours de suite, et que le discours de Jean Courtecuisse ait été immédiatement au vs de celui des ambassadeurs castillans. Or, le discours de l'évêque de Zamora nous a été conservé sous la date du 15 avril 1402 (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 474). C'est ainsi que j'ai cru pouvoir dater des 14 et 15 avril les deux audiences en question. Les ambassadeurs castillans étaient depuis longtemps à Paris, ils avaient dès le 18 mars dîné chez le duc de Bourgogne (*E. Petit Itinéraires*, p. 392). Mais ce n'est qu'après le départ de ce prince pour l'Artois (1^{er} avril) qu'ils ont eue leur audience.

à suivre, s'il ne l'avait déjà fait, l'exemple de Charles VI¹. En effet, après de nouvelles démarches infructueuses auprès du pape, Henri III, sur l'avis conforme d'une assemblée réunie à Alcalá de Henares avant, le 13 décembre 1396, promulgué une ordonnance de soustraction². Depuis lors, la cour de France n'avait rien négligé pour le maintenir dans ces dispositions. A la mort de Pierre Tenorio, archevêque de Tolède³, elle avait cruut quelque changement dans sa politique religieuse et lui avait renvoyé, entre autres diplomates, Jean Fillet, évêque d'Apt, neveu du cardinal d'Amiens⁴. Malgré le bon accord fait à cette

1. Lettre originale de Charles VI à Jean Furtado (de Mendosa), conseiller du roi de Castille, écrite de Paris, le 26 août [1396], signée, contreseignée et scellée : «... Pour signifier à nostre dit frere la conclusion que primum avons sur le fait de l'union de l'Eglise... et la publication que depuis en avons fait faire partout nostre royaume, en confiance que ainsi nostre dit frere l'avoit fait ou feroit. In re etiam in vobis certificatum que par nos et ces Rois en a par plus vraye et melle... ». Nous en avons le premier des exemplaires dans le dossier des « lettres au pape et au cardinal » de l'abbé de Saint-Maur de Soissons, docteur en decret, qui a été présent à tout ce qui a été fait en cette matiere. Si vous prions tres acertes que vous induisez nostre dit frere à ce que... il vueille nous perseverer avecques nous en la conclusion du dit fait. ainsi comme nous avons ferme esperance qu'il le face. En quoy vous serez chose plaignant à Dieu, et à nous tres grant et ung des plus grans. Paris, 1396, B. 1482, n° 20. — Pierre d'Amiens, archevêque de Saint-Maur de Soissons, doit quitter Paris peu après la date de cette lettre. L'opinion nous l'est par Henry de Berry, qui a remis deux lettres du cardinal et de ce cardinal au même d'Amiens du 8 septembre, l'une pour le même conseiller, l'autre pour Rodrigue Lopez d'Ayala également conseiller du roi de Castille (*ibid.*, n° 21 et 22).

2. Arch. nat., J 515, n° 29 (original scellé d'une bulle de plomb), J 516, fol. 100 v. *Ibid.* nos lettres de l'archevêque de Tolède du Vatican, Armarium 175, f. 133 v. fol. 117 r. *Historia* t. VIII, p. 7. *Amplius* ma collection t. V, f. 40.

3. Un règlement qui fut édicté en Castille fort analogue à celui qui était suivi en France (Arch. du Vatican, reg. cit. fol. 145 r°; Gil Gonzalez de Avila, *Historia de las antigüedades de la ciudad de Salamanca*, Salamanca, 1606, in-4°, p. 324).

4. Les historiens hésitent entre les dates du 8 mai (Gil Gonzalez de Avila, *Historia de la vida y hechos del rey don Henrique III de Castilla*, Madrid, in-fol., p. 140) du 20 mai (P. Barcenas Maldonado, *Crónica del rey don Enrique tercero desde su nacimiento en la casa de Castilla*, Madrid, 1908, in-16, p. 115) du 20 mai (F. Eirle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 101) K. Hubel *Hierarchia catholica* p. 214) et du 22 novembre 1396 (François de Pise, *Description de la imperial ciudad de Toledo*, Tolède, 1647, in-fol., fol. 159 v°).

5. Un partisan du pape conseillait, vers ce moment, de faire savoir en Castille ce qu'était ce Jean Fillet, hypocrite, usurpateur de l'évêché de Carpeniense, ennemi acharné de Benoît XIII après avoir été son confident. L'ambassadeur de France en Espagne, avec le vêque d'Apt, Henri d'Alley de Folleville, Jean de Carpeniense et Diego de... (Arch. nat., J 515, n° 29) et de l'ambassadeur de France en Espagne, avec le vêque d'Apt, Henri d'Alley de Folleville, Jean de Carpeniense et Diego de... (Arch. nat., J 515, n° 29) et de l'ambassadeur de France en Espagne, avec le vêque d'Apt, Henri d'Alley de Folleville, Jean de Carpeniense et Diego de... (Arch. nat., J 515, n° 29).

ambassade ¹, l'attitude de Henri III à partir de ce moment, avait trahi quelque incertitude. Benoit XIII, qui agissait de son côté en Castille et paraissait vouloir s'y servir de Ferdinand, frère de Henri III, comme il se servait en France de Louis d'Orléans, avait senti renaître ses espérances ². Qu'on juge de l'attention anxieuse avec laquelle il suivait les allées et venues des Castillans : à la nouvelle qu'une ambassade espagnole venait d'arriver à Paris, au mois de janvier 1400, on le vit, un jour entier, jeûner au pain et à l'eau. Vers le mois de juin 1401, il crut décidée en principe la soumission de la Castille ³. Dans le fait, quoi que prétendent les historiens de l'Espagne ⁴, les ambassadeurs castillans qui pénétrèrent dans le Palais d'Avignon le 12 septembre 1401 n'apportèrent encore à Benoit XIII que des offres douteuses ⁵, peut-être aussi des demandes, auxquelles celui-ci dut souscrire, quelque fâcheuses qu'elles paraissent être ⁶. Bref, on ne savait pas encore, au mois de novembre 1401, ce qu'avait résolu le roi de Castille. La cour de France le menaçait, dit-on, d'une rupture des alliances. Beaucoup de gens, à Paris,

arrivée est, en effet, constatée par une lettre de Jean, évêque de Burgos, datée de Burgos, « penultima die... » Une déchirure empêche de lire le nom du mois. Arch. nat. J 518, n° 40^o; mais, comme l'ambassade en question se rendit ensuite en Navarre et en rapporta une lettre datée d'Olite le 3 avril [1400] (J 518, n° 40^o), il est probable que la lettre mentionnant leur arrivée à Burgos est du 30 janvier ou du 28 février 1400.

1. V. la lettre de l'évêque de Burgos citée ci-dessus. On lit au dos : « Apporté par l'évêque d'Ap. le haut doyen de Hoen et messire Regnaut de Folleville ».

2. F. Ehrle, *loc. cit.*, p. 102. — En 1399, le roi de Castille, envoyant, à Rome, à l'occasion du jubilé, Jean de Tordesillas, évêque de Segovie, lui ordonna de voir Benoit XIII, celui-ci accorda en effet au pape castillan toutes les permissions et dispenses dont il avait besoin. Avila, *Historia de la vida y hechos del rey don Henrique III*, p. 147.

3. Martin d'Alpartil.

4. Ferreras, *Histoire générale d'Espagne*, t. VI, p. 30; Zurita, t. II, fol. 434 r°.

5. Martin d'Alpartil, cf. Avila, *Historia de las antigüedades de... Salamanca*, p. 218.

6. Il avait, le jour même, suivi son habitude protesté contre les concessions qu'il s'appretait à leur faire. Ces concessions, disait-il, sont préjudiciables tant à l'indépendance qu'à l'autorité du saint-siège. Jamais il ne s'y résoudrait, « il ne se trouvait pas en prisonnier en danger et abandonné de tous. » Vainement on alléguerait la nouveauté qui lui avait été octroyée par Charles VI : « enfermé dans le Palais, il ne saurait jouir de son libre arbitre. » La protestation fut recueillie par le notaire Pierre « Soriano » en présence de Jérôme d'Ochon et de Jean « Romano », « préchantre de Barcelone » (Arch. du Vatican. *Armarius D*, fascic. 2, divisione 2^a n° 23).

croyaient que ses ambassadeurs, suivant le mot d'Élie de Lontrange¹, apportaient l'eau et le feu, tout prêts à se tourner du côté du plus fort². Ce fut donc presque un coup de théâtre quand, le 15 avril 1402, l'un d'eux, l'évêque de Zamora, prenant la parole devant les princes, se mit à abonder dans le sens de Benoît XIII et, docile au mot d'ordre transmis d'Avignon, commença de réfuter le projet de concile présenté par Jean Courtecuisse, ainsi qu'aurait pu le faire un évêque de Saint-Pons ou un cardinal de Pampelune. Aux objections déjà connues il en ajouta d'autres; il s'attacha surtout à énumérer les questions sur lesquelles partisans et adversaires de la soustraction ne parviendraient pas à s'entendre. Qui convoquerait le concile? Le pape? Les rois? Les cardinaux? Où se tiendrait-il? A Avignon, comme le voulaient les cardinaux? A Perpignan ou à Barcelone, comme le demandait Benoît XIII? A Lyon, à Toulouse, à Tolède, comme le proposeraient les rois de France ou de Castille? Qui le présiderait? De qui se composerait-il? Les gens qui avaient pris part ou refusé de prendre part à la soustraction d'obédience se contesleraient mutuellement, comme à des schismatiques, le droit de délibérer. Benoît XIII y viendrait-il libre ou prisonnier? Qui aura t la garde du concile? Discuterait-on la soustraction? Il faudrait aboutir à condamner un des partis. Benoît XIII serait-il accusé d'hérésie? Qui s'arrogerait le droit de le juger? Quelle serait la procédure suivie? Qu'arriverait-il en cas de partage des voix? Au surplus, Charles VI — et il était difficile de ne pas concéder ce

1. Lettre du 15 novembre 1391 (F. Ehrle, *Archiv für Lit.-u. g. u. s.*, t. VII, p. 234).

2. Cependant le duc d'Orléans avait plus de confiance en leurs bonnes dispositions, qu'il se chargeait d'ailleurs d'entretenir. Il écrivait à Benoît XIII le 15 novembre 1401 : « Allegere autem istis nudis tercium Yapani legatum quos contra eorummodum et favorabilem legationem afferre, bene maturandis rebus et negociis profuturum. Dominus meus Rex ipse audiendis adhuc vacare sequitur, optum igitur ad id tempus et convenienter expectatur. Has autem et reliquis bene vult Ecclesie sumus in omnibus facienda bene et circumquaque proxima. Ipsum vero legatorum adventu domini Roberti de Braquemont, cancellarii mei regis, cum differre decrevi. Est enim ipse per multum eorum familiaris et domesticus et amicus et nationis eorum lingue et moribus assuetus qui cum errantibus simul et inveniendisque, modis, sermonibus et persuasionibus commendis, pacis in bonis et propitiis dispositione semper, prout expediet, continet, tempestive cum ampliori et integriori expeditione eorum iuncta regresurus. » (Arch. du Valcan, *Armarius C*, fascic. 79.)

point — était prié de ne rien conclure avant d'être informé plus amplement des intentions du roi de Castille ¹.

La question même de la restitution d'obédience fut reprise, le lendemain ², par les délégués de l'Université de Toulouse, qui, après avoir présenté au roi la longue épître ou manifeste dont il a déjà été parlé, traitèrent de vive voix le même sujet sous une forme pompeuse, imagée, quelquefois éloquente ³. Soigneux de ménager la susceptibilité des princes, l'orateur leur concéda que leurs intentions étaient louables; mais il chercha à les apitoyer sur le sort de ce « pape légitime » abreuvé d'opprobres, tenu à l'écart comme un lépreux, avant même que la médecine eût prononcé sur son cas, et d'autant plus à plaindre que l'« antipape, » au même moment, trônait dans toute sa majesté. L'évêque de Saint-Pons, Pierre Ravat, appuya aussitôt la conclusion des Toulousains, non sans prendre à partie de nouveau les cardinaux, qui se défendirent, comme ils purent, par la bouche de Guy de Malisset ⁴.

Aucune résolution ne fut prise. On s'abstint même, semble-t-il, d'instituer le débat contradictoire que réclamaient les Toulousains ⁵. Mais leur épître ne manqua pas de provoquer des critiques et des réfutations, qu'on voudrait plus courtoises. Un écrivain d'Isert, dont j'ai déjà eu l'occasion de citer plusieurs ouvrages ⁶, reprit la plume sur l'ordre du duc de Bourgogne ⁷.

1. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 674.

2. C'est bien ce que semble dire le *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 34.

3. Bibl. nat. ms. latin 1479, fol. 118^{rs} 122^{vs}, ms. 145^b du Bâle Colège d'Oxford fol. 269. « Regum serenissime ... cogit me quodam modo remanentem filia vestra humilima et mater mea dilectissima Universitas studii Tolosani et, licet imbecillis essem et inscram, sub pena et vii de juramento per me exdem multociens prestiti, solemniter requisivi quatenus vobis portarem presentandam quamdam jam presentatam epistolam et quoniam que latebant sub credentia reservem. » C'est à ce que Baluze (l. I, c. 111) appelle une épître adressée au roi par un docteur de Toulouse.

4. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 25.

5. « Quapropter, cum sint novum li qui prefatum incompetentem edent epistolam et occulte, ex parte Universitatis prefate supplico humiliter quatenus locum assignetis et item illi qui jam ipsam perperam relarguit et monordit et nos qui ipsam impetivimus velle cognoscere se actant. »

6. G., prévôt « Bonacensis » ou « Onacensis » V. plus haut, p. 28, n. le 1.

7. Ce traité *Super materia subtractionis et restitutionis obediencie et representationis epistolae Tolosane* est dédié à Philippe le Hardi. « Magnifice vestre inclitissime princeps, mee placuit inclitissime parvi atque qualis nos et considerata vel

indignation à la pensée que des français osaient, en matière religieuse, désobéir au roi, la même théorie classique de l'infailibilité royale¹. L'auteur soutenant, en s'appuyant sur de nombreux exemples, le droit pour le roi de France de convoquer des conciles nationaux et le droit pour ces conciles de promulguer des canons exécutoires dans toute la chrétienté². Vouloir restituer l'obédience sous prétexte que Benoît avait accepté la voie de cession, c'était grande naïveté, mais que penser des misérables qui prêchaient l'obéissance à Benoît XIII, même au cas où celui-ci refuserait de s'engager dans cette voie³! Le roi faisant maintenant sa soumission au pape, ce serait le chien retournant à son vomissement, le pourceau allant de nouveau se vautrer dans sa fange⁴. Et, bien que notre fougueux glossateur fût tenté d'attribuer la paternité de l'épître à quelque agent du pape dissimulé, tel que Pierre Revat, plutôt qu'à la totalité ou même à la majorité des membres de l'Université de Toulouse, qui comptait, disait-il, d'honnêtes gens et des hommes circonspects⁵, il appelait sur cette école les foudres de la vengeance royale : il demandait la lacération de l'épître, la punition sévère de ceux qui en seraient reconnus auteurs ou propagateurs, gens infâmes qui, en réalité, n'appartenaient plus à l'Eglise⁶.

Ce cri de vengeance répondait bien aux désirs d'un des oncles du roi. Le duc de Berry, se souvenant qu'il exerçait la charge de lieutenant général dans le Languedoc, trouva plaisant que des délégués de l'Université de Toulouse eussent, sans son agrément,

Ms. latin 1785, fol. 4 r°.

1. *Ibid.* fol. 6 v°.

2. *Ibid.* fol. 11 r°.

3. « Quid, si sic indiscrete ad suum obediunt am rebus, sicut canis rudens ad vultum et assidens tota in vultu? » *Ibid.* 12 *Pecc.* II. 2° 4 et nectis facilius in dolo fur et inexcusabiliter scissorem ex voce et in *Ibid.* fol. 21 v°.

5. « Ego in hac universitate sum multum et proxime et honeste non fallor credo quod universi vel ipsorum magis pars hanc fabulam verunt apostolum sic pinguiter. Sed potius credo quod in illa plurima duritiam qui aliquid de consuetudine salis a multis cognoscitur. Illi est qui a nat per matrem g. bene veritas malis garrulis in nos. » *Ibid.* fol. 19 v°.

6. « Et ad verum ista in schola se reducere f. lsa communis in dedecus et vituperium vestre regie. Multis itas de iure statum in iure, et in effluentes et publicantes sicut de libella diffamatorio. ut vide, et de iure p. mis gravibus et horrent. Tu es enim detractores, sicut in canone scribitur adversus vos armator, et idem iuste infames sunt et merito ab ecclesia excois sunt. » *Ibid.* fol. 3 r° 1/2.

pris la parti de Benoît XIII : il les fit mettre en prison à Paris ¹. C'était le même prince qui, quelques jours auparavant, avait écrit aux consuls de Narbonne de se méfier des conspirateurs, clercs ou laïques, qui complotaient la restitution de l'obédience et ne craignaient pas de conspérer Charles VI à Nabuchodonosor, traîtres coupables du crime de lèse-majesté, auxquels il réservait un châtiment « si aigre que ce serait exemple à tous. » Le duc prétendait même que le roi, résistant à toutes les sollicitations, avait, après mûre délibération de son Conseil, résolu de persister dans la soustraction d'obédience et de poursuivre, d'accord avec les cardinaux, la voie de concile ou quelque autre ². En tout cas, le duc de Berry chargea son secrétaire Guillaume Barraut de publier de nouveau en Languedoc l'ordonnance de soustraction, opération qui, à Toulouse, ne s'accomplit pas sans difficulté ³ et, après avoir obtenu de Charles VI un mandement qui lui enjoignait de sevir contre les transgresseurs, il en confia l'exécution à ce même Guillaume Barraut ⁴, que Martin d'Alportil, d'autre part, nous représente établi à Val-leneuve-lès-Avignon ou à Nîmes déblatérant contre le pape et s'appliquant à intercepter les lettres de provenance aragonaise ⁵.

Ce déchaînement de colère n'empêcha pas le mouvement de réaction de se propager. Après l'Université d'Orléans et celle de

1. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 24.

2. Lettre datée de Paris, le 3 avril (1402). Cf. *Manuscrits Inventaire des archives communales de Narbonne, Annexes de la série 41*. Narbonne 1871 in-4°, p. 379.

3. Je lis, en effet, dans une plaidoirie du 2 avril 1402 : « A Toulouse fu faite espandre diffamatoire contre icelle subtraction. Pour quoy [Barraut] fu commis par le Roy à aller à Toulouse pour icelle ancor publier et faire garder. » III. assemblée M^{re} Philippe Bonnet et le procureur du Roy avec la requier du Roy de parochie *extremis obediencibus*. Signifiée la subtraction à une vigile de Penthecoste [probablement le 13 mai 1402], pour ce qu'il ne fu usa aucun qui se vout nul faire dont plusieurs furent excom. Et ne se fist pour ceul estoit en peril de son corps. » Arch. nat., X^{te} 1^{re} 107 fol. 218 v^o.

4. Le mandement de Charles VI, expédié en la présence du duc de Bourgogne est daté du 26 juin 1402 et celui du duc de Berry du 2 août suivant. Cf. *Manuscrits Inventaire des archives municipales de Toulouse* t. I, p. 102. Cf. D. Vaissete *Histoire de Languedoc*, t. IX, p. 990 qui ajoute : Guillaume Barraut « Guillaume Barone ».

5. Dans le poëme d'Alportil Guillaume Barraut est désigné sous le nom de « Barral » Cf. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 60.

Toulouse, ce fut au tour de l'Université d'Angers d'émettre un vœu favorable à la restitution d'obédience. Toutes les nations séparément, celles de Bretagne et de Normandie à l'unanimité, votèrent l'envoi de lettres dans ce sens à Charles VI et au Conseil, et le recteur lui-même, au nom de l'école, conclut qu'il était nécessaire de se mettre énergiquement à l'œuvre (7 juillet 1402) ¹.

L'Université de Paris vit son propre chancelier rompre le silence qu'il avait gardé depuis la soustraction ² pour établir que Benoît XIII ne pouvait être considéré comme hérétique ou schismatique ³, et qu'il n'était nullement à propos d'entamer, de ce chef, une action contre lui ⁴. Gerson, bien que returé en Flandre ⁵, avait une singulière autorité pour expliquer que le concile dont les universitaires demandaient la réunion se prononcerait peut-être dans un sens contraire à leurs désirs, qui soit? les forcerait peut-être à effectuer bon gré mal gré cette

1. Acte dressé par trois notaires et mentionnant la huitième année du pontificat de Benoît XIII (Arch. nat., K 55, n° 102). — Dans la suite, la faveur de Benoît XIII à l'égard de l'Université d'Angers se traduit notamment par une bulle du 13 septembre 1404 (et non, comme le veut l'éditeur, du 16 septembre 1403) accordant aux membres de cette Université le privilège de pouvoir jouir de leurs bénéfices et d'en percevoir les revenus pendant vingt ans, sans être astreints à la résidence (Marcel Fournier, *Les statuts et privilèges des Universités françaises*, t. I, p. 343), puis par une bulle du 19 juin 1405 (et non du 17 juin 1404, comme l'écrit M. Fournier) retirant aux suppléants de la même Université le privilège de ne pouvoir être, durant dix ans, cités en justice hors de la ville d'Angers (*ibid.*, p. 344).

2. Un adversaire de Benoît XIII écrivait encore, vers 1401 : « Et cancellarius dicit se ipsum quod hereticus nec vellet autem Benedictum defendere. » (Hibl. nat., ms. lat. 9739, fol. 89 v°).

3. *J. Gersonii opera*, t. II, c. 74 et J. B. Schwab *Johannes Gerson*, p. 178. — Gerson lui-même précise la date de cette campagne, qui lui fit, dit-il, encourir haine des haïnes, dans sa lettre au duc d'Orléans du 3 janvier 1401.

4. Gerson révisait sur ce sujet dans une protestation (*J. Gersonii opera* t. II, c. 13) que l'éditeur Ellys du Pin place en 1396, J.-B. Schwab en 1403, Du Boulay (t. V, p. 161) et Ch. Jourdain en 1408, mais que M. B. Hess, *Frankreichs kirchenpolitik und der Prozess des Jean Petit Marbourg*, 1891 m-8° p. 48, paraît avoir revendiquée avec plus de raison pour l'année 1406. Au cas où l'Université porteurait contre Benoît l'accusation de schisme et d'hérésie, il proteste d'avance contre une démarche sur laquelle, en sa présence du moins, la faculté de théologie n'a jamais débattu et dont le roi lui-même a plusieurs reprises s'interdit de s'occuper.

5. C'est en 1400 qu'il avait voulu donner sa démission de chancelier (v. H. Denifle, *Chartularium Universitatis Parisiensis* t. IV, p. 43-44). A Paris, il n'eût pu sans doute exprimer aussi librement son opinion. Pour être resté fidèle à Benoît XIII, Henri Postmaus « Arnhem » était vu expulsé de l'Université (Denifle et Châteauneuf, *Ancientum*, t. I, c. 743, 745, 791.).

restitution d'obédience dont ils ne voulaient pas, mais que désiraient au fond la plupart des évêques¹. Il signalait quelques-uns des dangers auxquels on s'exposait en prolongant l'état actuel, et allait jusqu'à montrer l'ennemi fondant sur les Français, tandis qu'ils étaient occupés de leurs querelles, comme l'aigle sur le rat et la grenouille de la fable².

Un autre théologien qui avait été aussi l'une des gloires de l'Université de Paris écrivit au roi, vers ce moment, une lettre non moins remarquable par le fond que par la forme, pour prouver la nécessité d'effacer au plus vite l'œuvre « monstrueuse » des dernières années. Il la lut en secret, suivant lui, au point de départ, c'est-à-dire remettre le pape en possession de son indépendance et de son autorité, puis suivre tout simplement la voie qu'il indiquait³. Nicolas de Clémanges, que Benoît XIII avait attaché à son service le 16 novembre 1497 en qualité de *scriptor*⁴,

1. « Nec obstat forte ad reverendum nisi timor qui subleat et data modernis quod etiam coram nobis de curia et de rebus sanctis minus celebrarentur deinde tem. » (*J. Gersonii opera*, t. II, c. 22).

2. De Schismate *ibid.*, c. 17-21. La date de la rédaction de ce traité est surtout précisée par cette phrase (c. 18), « Adhuc augur quod annis que promissit [Benedictus] existeris in carcere super cessione refutabit dum erit liber. » V. l'analyse de J.-B. Schwab, *Johannes Gerson*, p. 136 et sq.). — Vers le même moment v. *ibid.*, p. 100. Gerson écrit à son *Teologus in materia Schismatis* (*J. Gersonii opera*, t. II, c. 83-103), note de dispute haineuse entre trois personnages, *Zelus*, *Benedictus* et *Discretus*. Il y prêche l'indulgence à l'égard de Benoît XIII (c. 89), la principale conclusion qui s'en dégage est qu'il importe au milieu des obscurités du temps présent, de se tourner vers Dieu — beaucoup plus belles sont ses *Considérations de restitution d'obédience* *Benedicti* *ibid.*, c. 12, 34. Après avoir examiné tour à tour les deux alternatives qu'il y serait convenu de faire, restitution complète et de l'ouïe l'autre part la déposition et d'empêcher donner Benoît XIII le pouvoir de se réhabiliter, et propose de faire restitution partielle, de manière à prévenir le mal aux dix-sept ans et à sauvegarder les intérêts de certaines personnes. — Enfin l'écrivit, à une époque où Benoît XIII était toujours en prison, mais où les pays autres que la France avaient déjà fait restitution d'obédience au roi. *Pro tunc dictis annis obedientia* *ibid.*, c. 24-25, où il s'attache uniquement à exposer les inconvénients qui résulteraient de la corroboration d'un complot de l'obédience.

3. *Verba de Clamengii opera* (op. cit. de Leyde), p. 61-75. — La date de cette lettre est très précise, nous savons qu'elle fut promulguée per obediencie en décembre 1498 (c. 10).

4. J'ai écrit, vers 1610, la nomination de Nicolas de Clémanges, dans le *Reg.* 322 fol. 30^r des Arch. de la Ville de Paris. Clémanges, clerc de Châlons, bachelier en théologie et maître ès arts, est nommé *scriptor* à la place de Gilles Vivien, lequel, de page fait remarquer que cette nomination n'a été sollicitée ni par Clémanges, ni par personne en son faveur, c'est de la part de Benoît XIII pure bienveillance. Clémanges, dans une de ses lettres (op. cit., p. 57), raconte le bon accueil que lui fit Benoît XIII.

devait être éloigné de la cour d'Avignon quand il rédigea cette épître ¹. Déjà, en 1398, il avait essayé de prévenir la soustraction ², il ne s'étonnait pas que le roi eût méprisé alors les avis d'un pauvre homme ; mais l'expérience de quatre années devait avoir appris à Charles VI quels fruits on pouvait retirer, tant au dedans qu'au dehors, d'une politique brutale qui compromettait l'union et inspirait partout une horreur mêlée d'ironique dédain.

Enfin je signalerai un long traité rédigé sous la forme d'un dialogue entre deux personnages, *Addens* et *Subtrahens*, qui discutent, en premier lieu, la légitimité de la soustraction en second lieu, l'opportunité de la restitution d'obédience ; l'avantage reste toujours au défenseur de Benoît XIII ³. Le qui double l'intérêt de cette ingénieuse plaidoirie, c'est que l'auteur, Jean Piot, prêtre du diocèse de Chalon, n'était pas seulement un maître en arts et un gradué en théologie, mais exerçait alors auprès du dauphin Louis, âgé de six ans environ, les fonctions de précepteur ⁴. On peut se demander si d destinait à être placée

1. Il nous apprend, dans deux de ses lettres (ép. xv et xvi), qu'il quitta Avignon à la suite d'une maladie très grave et retourna dans son pays, où il se fût trouvé sans ressource, s'il n'eût pu entrer pacifiquement en jouissance de la trésorerie de Langres. Cette dernière circonstance me paraît pouvoir être datée approximativement. C'est le 22 juin 1399 que Benoît XII conféra à Nicolas de Camanges, député chanoine de Langres la trésorerie de la même église, qui était sur le point de vaquer par le fait de la conservation du trésorier actuel, Adam Chastelain (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XII II Benedicti XIII* fol. 191 r. Or Benoît XIII venait de nommer, cinq jours auparavant, Adam Chastelain évêque du Maine (A. N., *Hierarchia catholica* p. 181) et il est probable que le nouveau prélat ne tarda pas plus de quelques mois à se faire consacrer. — D'autre part, Nicolas de Camanges continua de toucher 30 livres parisis par an comme « chapelain de l'une des trois chapelles de l'Université de Paris » (V. une quittance du 24 décembre 1401, Bibl. nat., *Titres scellés de Clairambault* 32, fol. 2391.).

2. Ép. xii, p. 51.

3. Inc. : « Gloria in altissimis Deo et in terra... » — Je connais trois exemplaires du *Dialogus subtractionis* de Jean Piot, un à la Bibl. nat. ms. latin 1481 fol. 172-220., un à la Bibl. de l' Arsenal ms. 499 fol. 90-139 et un à la Bibl. Barberini (ms. XVI 34, p. 1-56). Les allusions que cet ouvrage contient au siège du Palais d'Avignon et à la défection prononcée de Benoît XIII autorisent à croire que sa composition en est plus voisine de 1393 que de 1398.

4. Un rôle composé par Pierre d'Adly, et signé par Benoît XIII sous la date du 13 décembre 1394, contient le nom de Jean Yrache ou Piot, clerc du diocèse de Chalon, maître en arts et bachelier en théologie, le nom personnel n'est qualifié, en 1397, de licencié en théologie (Bibl. nat. *Ms. lat. 1481* fol. 172-220). *La situation de la situation* *Parlement*, t. IV, pp. 1716 et 1715. En 1398, le duc de Bourgogne fit donner 10 livres à « M^{re} Jehan Piot, maître en arts et bachelier en théologie et maître en art de M. le Dauphin », pour faire sa feste le maître en théologie. » Bibl. nat.

plus tard sous les yeux de son royal élève cette leçon d'histoire ecclésiastique.

La politique préconisée par tant de doctes personnages reçut bientôt d'un prince du sang la plus puissante encouragement. Non qu'il faille considérer l'évolution de Louis II d'Anjou comme faisant grand honneur à son caractère et comme prouvant, de la part de ce prince, une initiative bien hardie. Se trouvant en Italie au moment où sa mère avait fait soustraction d'obédience, le roi de Sicile s'était associé à cet acte au moins par son silence. La trahison des San Severino, la perte de Tarente, de Naples, de tout son royaume, son pitoyable retour en France (1399) avaient été considérés par les partisans de Benoît XIII comme un châtement du Ciel¹. Bien qu'il eût, à ce moment, accepté du pape captif une rançome de 5.000 francs², Louis II resta sourd aux prières du roi d'Aragon³ et, au lieu de tenter la délivrance du pontife, se borna à observer la plus stricte neutralité, un jour où il passait sous les murs d'Avignon (26 août 1400), 1. affecta de ne parler ni aux cardinaux ni au pape⁴. Toutefois son mariage avec Yolande d'Aragon (1^{er} décembre 1400) et le désir nettement manifesté par les Provençaux l'obligèrent d'incliner du côté de Benoît XIII. Au mois de septembre 1401, il voulut bien faire dire au pape que la résolution des États de Provence avait son approbation. Deux mois plus tard, son frère rendit à Benoît XIII une visite, à vrai dire, fort intéressée⁵.

collection de Bourgogne. ms. 160, p. 62.) Jean « Vischeri » alias Picti, « est qualifié de prêtre du diocèse de Chalons, de maître ès arts et en théologie et en outre de « domini Dauphin Viennensis introductor » dans une supplique qu'il adressa à Benoît XIII et à laquelle le pape fit une réponse favorable de Nalon le 13 octobre 1401. Arch. du Vatican, *Liber supplicationum Benedicti XIII antip.* n° 92.)

1. Martin d'Aliprat. — Les Italiens, au contraire, représentent Louis II comme ayant mérité sa disgrâce par son adhésion à l'« antipape » (*Le cronache di G. Serravalle*, t. II, p. 289).

2. « Item habuit dictus dominus rex quando venit de Napoli, a domino nostro Papa V^o francos. » (Arch. du Vatican, *Reg. Aragon.*, VIII *Benedicti XIII*, fol. 42 r°).

3. Lettre du 25 novembre 1399. Müllinger, *Beiträge zur Cultur-Geschichte*, t. II, p. 359).

4. Martin d'Aliprat.

5. *Ibid.* — Bertrand Boyssot, p. 340. — Benoît XIII répondit aux demandes d'argent du prince qu'il avait «ut donné au pape Louis II d'Anjou et il ne lui resta plus qu'à les bijoux de sa chapelle et les reliques de la vraie Croix. Le prince de Tarente repartit, le 13 ou le 30 novembre, assez peu satisfait.

Enfin, le 27 août 1402, Louis II lui-même dina et coucha au palais d'Avignon, offrit ses services, fit hommage, fut investi de nouveau du royaume de Sicile. Trois jours après, il restituait l'obédience à Benoît XIII². Par malheur, cette réconciliation avait été précédée d'un assez odieux marchandage. On se souvient de la prodigalité avec laquelle Clément VII avait répandu l'or pour assurer la possession du royaume de Sicile à Louis I^{er} d'abord, puis à Louis II d'Anjou. De plus, durant la soustraction, le gouvernement de Louis II ou de sa mère ne s'était point fait faute de mettre la main sur diverses catégories de biens appartenant au pape, tels que les dépouilles d'un archevêque d'Arles³, d'un collecteur de Tours⁴, d'un évêque de Clandevey ou d'un évêque de Gap⁵. C'est pourtant ce même Louis II qui osa repa- rer de sommes prêtées jadis à Grégoire XI⁶ et à Clément VII par son père et réclamer, de ce chef, 100.000 francs à Benoît XIII. Le saint-siège lui en avait, à lui seul donné à peu près cinq fois autant⁷, mais sans spécifier que ce fût à titre de remboursement. On discuta le principe⁸, on débatta les chiffres ; enfin, le 26 août,

1. Martin d'Alpert; cf. F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 430.

2. Bibl. nat., ms. latin 5013^r, fol. 143^{re}, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1303. Cf. Papon, *Histoire générale de Provence*, t. III, p. 308.

3. À la mort de Jean de Rochechouart, archevêque d'Arles (23 décembre 1395) la reine s'empara de toute la « dépouille » du prélat, évaluée à plus de 15 000 livres, puis fit planter la bannière du roi Louis sur une des tours de l'archevêché (Bertrand Boyssot, p. 353). « Et in istis veniunt in annate archiepiscopatus Arclensis et spolia archiepiscopi mortui... » (Bibl. nat., ms. latin 5013^r, fol. 113^{re}).

4. Sur les biens de Pierre de Saint-Hambert, archidiaque d'Angers et collecteur apostolique en la province de Tours, Marie de Bretagne et Louis II avaient reçu : 1^o 800 écus affectés au remboursement partiel d'un emprunt fait par le cardinal de Thury; 2^o 200 écus environ, en or, déposés entre les mains du chapitre d'Angers; 3^o 1000 francs dus au défunt par un marchand d'Angers; 4^o de la vaisselle d'argent d'une valeur de 51 marcs (mandement de la reine du 25 novembre 1398, quittance du cardinal de Thury du 17 août 1399, comptes et mémoires divers, Bibl. nat., ms. latin 5013^r, fol. 111-114; Arch. du Vatican Armarium G, fascic. 76-87 *Reg. Avinion XLIII Benedicti XIII*, fol. 40 et sq.).

5. Bibl. nat., ms. latin 5013^r, fol. 149^{re}. — Il s'agit des dépouilles de Jacques Artaud, évêque de Gap, mort avant le 2 septembre 1399, et dont le successeur, Raymond de Har, ne fut jamais reconnu par Benoît XIII (J.-H. Albanès, *Galles christiane novissima*, t. I, c. 105).

6. V. L. Nizol, *Les rapports financiers de Grégoire XI et du duc d'Anjou* dans les *Mémoires d'archéologie et d'histoire* publiés par l'École française de Rome, t. XVII (1897), p. 112-144.

7. V. plus haut, t. II, p. 12.

8. On lit dans un mémoire, quelque peu postérieur, du cardinal de Pampejuna

on convint que Louis II aurait 8 000 francs d'or immédiatement et 12 000 autres avant le mois d'avril, argent qui lui demeurerait acquis dans tous les cas, quand bien même les recherches ultérieures prouveraient l'insuffisance de sa réclamation. Au contraire, si l'on découvrait que sa créance dépassait 20 000 francs, le surplus, deduction faite de ce qu'il s'était approprié sur les biens du saint-siège, lui serait payé par le collecteur apostolique de Provence¹. De fait, la veille du jour où il restitua l'obédience, Louis II toucha 10.000 florins d'or (20 août 1402)², et il n'attendit guère le paiement du surplus³. Il n'était pas encore content⁴ car, le 3 octobre 1402, on le vit donner procuration pour percevoir les revenus apostoliques de Provence, jusqu'à concurrence, disait-il, d'une somme de 135.000 francs à lui due par le saint-siège⁵. Tout cela était fort mince et ne pouvait que

1. *Libro totius repertorio de libris Camere quod rex Ludovicus pater et iste rex bohemus et mater sua et alii quidam rex bohemus et Camera et gentilibus Camerae summae summae per camerae. Item, quando 140 per camerae debitorum non fuerit dictum per expressum quod debitor in dissolutionem debiti, nec via modicum debeat quod darentur pro dono, sicut ipsi videntur sumere. Et de hoc habent videtur dictis deputandis, quia, et regi insistenti probatio dant, probandi quod camerae dante de, ipsi non possunt probare et ut debitor esset solutus in eis, et nichil deberetur regi, et esset finita questio de qua contenditur. Item dicitur per gentes Camerae quod rex debet aliquas heredes summae et in magna summa, que esset summa dicti debiti...* (Bibl. nat. ms. latin 5013, fol. 113 r°).

2. On avouait, dans l'entourage du pape, que Louis I^{er} d'Anjou avait prêté à Grégoire XI ou à son trésorier 100.000 francs, puis 35 000 francs, en trois fois, au cardinal de Clément VII. Les gens de Louis II reconnaissent que sur ces 135 000 francs, 35 000 avaient été remboursés. Les gens du pape soutenaient que le chiffre des remboursements s'élevait à plus de 100 000 et à 160 000 au total époque de Grégoire XI (Bibl. nat., ms. latin 5013, fol. 109 r°, 111-114; Arch. du Vatican, *Reg. Aragon. XLIII Benedicti XIII*, fol. 160 et sq., cf. *V. Lhôte, Archives (dir. Lhôte)...*, t. VII, p. 146, note 3).

3. Arch. du Vatican, *Indice cronologico dell' Archivio di Castel S. Angelo*.

4. Bibl. nat., ms. latin 5013, fol. 109 r°. — La quittance définitive de Louis II est datée de Lucca, le 2 mai 1403 (*Reg. Aragon. XLIII Benedicti XIII*, fol. 114 r° *Reg. Aragon. XLIII* fol. 41 r° *Instrumenta miscelanea ad ann. 1400-1405*, n° 1). Cependant il donna encore quittance à Benoît XIII, le 30 juillet 1404, de 1.000 livres tournois et, le 26 mars 1405, de 200 florins d'or (*Indice cronologico dell' Archivio di Castel S. Angelo*).

5. Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1400-1405*, n° 20. Cf. *Reg. Aragon. XLIII Benedicti XIII*, fol. 42 r°. « Item reperturum in quodam quaterno transito per Simonem de Prodis, collectorem Provincie, pecuniarum et aliarum omnium summa et quantitas que fuerunt recepte per dictum regem et dictum pater et mater et alios in dicta Provincia de iuribus pertinentibus camerae apostolice in deductionem dicti mutui usque ad summam 18.713 florinorum Camerae. » Le *Reg. Aragon. XLIII* (fol. 173 r°-203 r°) contient le détail

suggérer des réflexions peu avantageuses au prince qui exploitait de la sorte un pontife aux abois ¹.

Cependant, à la nouvelle que Louis d'Anjou avait restitué l'obédience, les ducs de Berry et de Bourgogne laissaient éclater leur dépit. Le 13 novembre, les syndics et le peuple d'Avignon furent convoqués aux Frères-Prêcheurs pour s'entendre déclarer par deux envoyés de Philippe le Hardi que le roi de Sicile avait agi à la légère et que son exemple ne serait suivi ni par le roi de France, ni même par le roi de Castille ².

N'empêche que les Chartreux, vers le même moment, après avoir élu pour général un dévoué serviteur de Benoît XIII, recommencent à obéir au pape d'Avignon ³. La soustraction

des sommes ainsi perçues se reflète notamment dans les diocèses d'Arles, d'Aix, de Ries, du Pré au, du Grasse, etc. Le 11 avril 1402, à Tarascon, Louis II reconnaît avoir reçu 2 000 francs sur les certaines services de l'église d'Arles (*ibid.*, fol. 171 r°, *Reg. Annon.*, XXII, fol. 42 v°; *Instrumenta miscellanea ad ann. 1401-1402*, n° 2, cf. *Bibl. nat.*, ms. latin 5013⁴, fol. 113 r°).

1. Les autres difficultés survinrent dans les rapports du roi de Sicile et du ministre. L'état de troubles dans lequel vivait depuis longtemps la Provence faisait soupçonner au roi de n'avoir que de sûrs partisans parmi les évêques et archevêques. De là son mandement du 15 septembre 1402 défendant à tous les officiers de Provence de laisser aucun élu, même confirmé par Benoît XIII, prendre, sans son ordre expresse, possession de châteaux ou de places fortes, cet ordre s'appliquant spécialement aux châteaux dépendants de l'archevêché d'Arles, des évêchés de Toulon, de Grasse et de Glandève, tous vacants à ce moment (*ibid.*, fol. 215 v°). En ce qui concerne l'archevêché d'Arles, Martin d'Alpartil nous apprend qu'un envoyé du roi Louis II se présenta au pape, le 30 octobre 1402, pour négocier la nomination d'un candidat agréable à son maître, mais que ces ouvertures furent repoussées par Benoît XIII. Néanmoins que ce candidat ne soit le secrétaire du roi Jean de Sainne, que Benoît XIII, par sa lettre 17 décembre 1402, nomma évêque de Gap (Albanès, *Gallia christiana novissima* t. I, c. 506), mais que Louis II perça d'ennui, et, en même temps, le duc d'Orléans avait très hautement recommandé pour l'archevêché d'Arles : c'est ce qui résulte d'une série de lettres adressées au pape, aux cardinaux, à l'archevêque d'Auch, etc., et insérées dans un formulaire du commencement du xv^e siècle (*Bibl. nat.*, ms. français 14171, fol. 206 r° et sq.), Jean de Sainne, souvent appelé dans ces lettres « M^r Jehan » ou, par erreur, « M^r Pierre », s'y trouve deux fois au moins (fol. 216 v°) désigné en toutes lettres.

2. Un conseiller du roi de Sicile répondit que celui-ci n'avait agi qu'à bon escient et après avoir attendu pendant dix-huit mois le roi de France. Martin d'Alpartil, cf. D. Vaisset, t. IX, p. 950.

3. L'élection de Dominique Ferrer remonte au mois de juin 1402 v. c. Le C. de la *Annales ordinis Cartusienus*, t. VII, p. 82, 130, 131, 132. Le 16 février 1403 Benoît XIII lui donna les pouvoirs nécessaires pour « recevoir » tous les Chartreux qui, après s'être soustraits à son obéissance, l'accepteraient en sa personne (Arch. du Vatican, *Reg.* 1402, fol. 212 v°). A trois reprises au moins, il contribua par un don de 100 deniers d'or à la fête de chaque anniversaire de la Grande-Chartreuse manuellement du pape, le 21 juillet 1403 à Avignon le 21 juillet

d'obéissance avait eu pour effet d'opérer le schisme dans chaque province, dans chaque diocèse, dans chaque couvent, presque dans chaque famille¹. Mais déjà on l'on en avait Nicolas de Cammanges², tous, clercs, nobles et manants, désiraient se replacer sous l'autorité du saint-siège : cela était vrai même à Paris, plus particulièrement dans les provinces d'Auch et de Narbonne³. Je ne parle pas des habitants des comtés de Foul, d'Armagnac et de Comminges, qui n'avaient probablement jamais cessé d'obéir au pontife assaigé⁴.

Au surplus, le retour de deux des cardinaux délégués à Paris par le sacré collège (10 juin 1302) avait rouvert, à Avignon, une période de négociations⁵. Guy de Maletet, dont on connaît les tendances pacifiques, prit la parole au cours d'une procession qui se faisait pour obtenir de Dieu la grâce de l'union, et recommanda aux prières de l'assistance le succès des pourparlers entamés avec le pape⁶. Le même cardinal, accompagné de son collègue

1303, et de Marville, le 31 mai 1304, quittances de Boniface Ferrer, du 18 avril et du 14 novembre 1304; Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1304-1305* n° 17, 42, 53; Arch. nat., I. 370.

1. Épître de l'université de Toulouse lra Boulay I. V. p. 15. Lettre de l'élu de Tarbes à l'évêque de Narbonne du 13 octobre 1300. — Et inter alia mala predicta, pater carissime invenimus quod vix est domus in tota dominia Francie neque aliorum eorumque sequentium in hoc esse opinionem ubi non sit novum scisma. Mortis dicit quod bene factum est vix dicit quod male factum est. Pater dicit quod bene vadit, filius dicit quod male vadit. Dominus dicit unum servitor dicit oppositum. Verum est quod pro maiori parte unius dicit quod proximo factum est, tempus illis quo affectione locuntur. » (Bibl. nat., ms. latin 1419 fol. 177 v°).

2. Ép. xvii, p. 70.

3. Le cardinal de Tarazona, auquel Benoît XIII avait délégué tout pouvoir pour faire ces questions en son nom jusqu'à ce qu'il eût recouvré sa bulle, octroya au chapitre de Saint-Julien de Narbonne, le 14 janvier 1303, le droit de prendre possession de deux priorés dont Benoît XIII lui avait donné l'expectative (Bibl. nat., ms. Doul. 36, fol. 186, *Notul. Cardinale. de Carcassonne*, t. IV, p. 113).

4. Actes du concile de Perpignan (F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. V, p. 41). — Le 18 août 1303 les trois États de Rouen avaient exigé d'Isabelle de Foul et d'Archambaud de Craulle le serment qu'on ne les contraindrait pas à sortir de l'obédience de Benoît XIII. L. Flaurac, *Jean I^{er} comte de Foul*, p. 249.

5. Martin d'Alparil; *Brief des chroniques* (Bibl. nat., ms. latin 1975, p. 130, *Reliques de Saint-Denis*, t. III, p. 60. cf. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 71).

6. Le 4 juin 1303 n'est pas, comme le dit Alparil, la veille de l'Ascension mais le sixième dimanche après la Pentecôte. Cf. *Brief des chroniques* (loc. cit.) « Après firent faire une procession en Avignon, en laquelle porterent les banderolles, et tous M^{rs} les cardinaux furent après et fit l'office à ladicte procession M^{re} le cardinal de Prejols; firent le grand messe au couvent des freres Prescheurs, et M^{re} le cardinal de Postiers fit le sermon sur le fait de l'Eglise. »

Amé de Saluces, franchit, les 6 et 8 juillet, le seuil du Palais, et les baisers qu'ils déposèrent respectueusement sur le pied, sur la main, sur le visage de Benoît XIII semblerent sceller la réconciliation du pape et du sacré collège. Ces visites se renouvelèrent encore le 18 octobre, le 10 et le 12 décembre de la même année. Mais la paix, qui semblait alors près d'être faite, se trouva soudain compromise par suite de je ne sais quelle circonstance. Parmi les cardinaux, il y en avait encore d'irréconciliables ou, du moins, de sournoisement hostiles, qui cherchaient à gagner du temps et parfois faisaient révoquer, le lendemain, les concessions de la veille¹. Benoît XIII, de son côté, restait lui-même : c'est tout dire. N'est-il pas significatif, le 2 janvier 1403, à Amé de Saluces et à Guy de Malesset — ce qu'il se reprochait d'avoir longtemps gardé secret — que l'interdit était mis sur la ville d'Avignon et sur son territoire², que le grand pénitencier s'arrogeait vainement le droit d'octroyer des dispenses, que quiconque avait contribué à le retenir captif se trouvait excommunié *ipso facto*, qu'enfin les cardinaux s'étaient mis hors d'état, en cas de vacance du saint-siège, de lui élire un successeur³? La justice de sa cause s'imposait cependant avec une

¹ Martin d'Aliphan, *V. Elia. Archiv. fôr. Lateran.*, t. V, p. 427, 438, 447.

² V. plus haut, p. 258.

³ Un des articles supplémentaires (art. iv) joints à l'acte d'accusation dressé contre Benoît XIII à Pise est ainsi conçu : « Item tempore quo erat inclusus in palatio Avinionensi... ipse dixit quod, si tunc moreretur, erat impossibile quod imperpetuum posset haberi alius papa Christi vicarius, nisi iterum Deus incarnaretur, vel committeret alium vicarium, vel nisi Deus operaretur miraculose, et quod erat paratus hoc tenere contra omnes clericos mundi. » (Arch. du Vatican, *Armarium* LIII, t. LXXXV, fol. 48) — V. un mémoire tendant à prouver que les cardinaux ont encouru les peines réservées au parjure, à la désobéissance, à la rébellion, à l'homicide, qu'ils sont excommuniés, etc. (Bibl. nat., ms. latin 1572, fol. 1-4), un autre où l'on arrive à la même conclusion, après avoir lavé le pape de tous les reproches qui lui étaient adressés (ms. latin 1576, fol. 8 r°); un autre où l'on se demande si le pape peut et doit réintégrer en leur état primitif les cardinaux qui désertent rentrer sous son obédience (*ibid.*, fol. 128-129), un autre enfin où l'on établit que, dans les conditions actuelles, les cardinaux ne pourraient pas procéder à une élection valable en cas de mort ou d'abdication de Benoît XIII (*ibid.*, fol. 127-128). Au surplus, il n'y eut évidemment pas de condamnations prononcées contre les cardinaux nominativement par Benoît XIII. À cet égard pourtant les contemporains conservèrent un doute : « Item nescitur si tempore istius tribulationis durante, dum erat inclusus in Palatio, fecit aliquos processus qui possent esse imputationes parvi, videlicet si privavit cardinales dignitate sua vel inhabilitavit ad eligendum Romanum pontificem... Et quod processus fecerit suspicionem ponunt duo : primo consistoria que tenuit tunc,

telle évidence qu'au lieu de contester ces conclusions blessantes, les deux négociateurs, désavouant leurs collègues, ne cherchèrent qu'à présenter personnellement leurs excuses. Benoît XIII n'eut garde de les admettre : il maintint que Guy de Malesset et Amé de Saluces s'étaient associés, au moins par leur silence aux violences du sacré collège ; il fallut que ceux-ci expliquassent qu'ils avaient expressément blâmé la conduite de leurs collègues et comptaient la blâmer encore ¹. Le sacré collège eût bien voulu renouer les négociations : il recourut à l'entremise d'un envoyé du roi de Castille ². Mais Benoît XIII lui refusa la satisfaction qu'il réclamait : il ne pouvait rien retirer de ce qu'il avait dit ³; ce n'était, de sa part d'ailleurs, qu'un avis charitable, une bienveillante admonestation. Ce qu'il trouvait inadmissible, c'est que des cardinaux fissent dépendre leur soumission au pape du consentement d'un homme, cet homme fût-il le roi de France. Il exigeait d'eux l'engagement formel de restituer l'obédience dans un délai donné ⁴. Malgré ces exigences, cette fierté, cette roideur, les membres du sacré collège avaient si bien conscience de s'être mis dans leur tort, que, comme des enfants pris en faute, ils ne cherchaient plus qu'à reculer autant que possible le moment d'implorer leur pardon ⁵.

C'était peut-être aussi le sentiment dominant chez les Avignonnais. De là le soin avec lequel ils cherchèrent à effacer les traces de la condamnation du 24 novembre 1401 : restés exposés jusque là, les horribles débris du corps de François de Carc furent enlevés le 27 février 1403 et enterrés dans l'église des

ut patuit per pulsationem campanæ horis et diebus consistorialibus factam, et id quod dixit aliquibus nunciis Bepia, videlicet quod, si contingeret eum in tale tribulatione decedere, impossibile erat unquam in Ecclesia habere verum papam. » (Bibl. nat., ms. latin 14614 fol. 374 r.) Cf. le discours prononcé par Pierre Ravat devant le roi le 4 mars 1403 (F. Ehrle, *loco cit.*, t. VII, p. 303).

¹ *Ibid.*, t. V, p. 430, 444, 445.

² Alphonse d'Arguello, provincial des frères Mineurs de Castille (cf. Zurita t. II fol. 436 r°).

³ F. Ehrle, *Archiv für Literatur.*, t. V p. 438-443, 446.

⁴ *Ibid.* p. 443, 448.

⁵ Si l'on en croit Boniface Ferrer, le cardinal Brancacci lui aurait avoué, un jour, qu'ils étaient les plus grands traîtres du monde, ceux qui faisaient la guerre au pape par peur de perdre leurs bénéfices de France, *thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1491.

Carmes : on brûla les pièces de son procès ; ses enfants furent remis en possession de ses biens ¹.

Il n'était pas jusqu'au roi de France qui, revenu à la santé, ne parût entrer résolument dans la voie de la restitution d'obédience. On ne peut guère attacher d'autre signification aux lettres patentes du 28 février 1403 qui, sur l'avis du Conseil, convoquèrent à Paris, pour le 15 mai suivant, le clergé et la noblesse de France, avec promesse formelle que chacun pourrait s'y exprimer en toute liberté et que le roi exécuterait les décisions de l'assemblée ². Le même jour, il est vrai, Charles VI renouvelait la défense de prêcher contre la soustraction ³.

VI

Satisfaction causée par les concessions du pape, plus apparentes que réelles, scrupules survenus au sujet de la légitimité d'une mesure qui n'avait jamais eu de précédent en France, indignation produite à la vue des violences auxquelles le pape était en butte, à ces sentiments divers, qui expliquent en grande partie la réaction dont on vient de constater les symptômes, se joignait une double déception. Pour en pénétrer les causes, il

1. « L'an 1403, le vendredi 27 febvrier, à la gauche de la nuit, furent ostes les cartiers dudit M. François de Cario et reposés en certaine maison, et, le lendemain fut enseveli fort honorablement en l'église des Carmes, et le Colège des cardinaux retourna tout son bien à ses enfans. Et le xj. d'avril, en Avignon furent brûlées toutes les escritures et procédures que furent faites contre ledit François de Cario. » *Brief des chroniques*, Bibl. nat., ms. latin 8075, p. 191.)

2. « Avons ordonné une congregation general des princes, prelas, clergie et nobles de nostre royaume et de nostre Dalphiné estre faicte en ceste nostre ville de Paris au xv^e jour du mois de may prochainement venant, et que lors chascune personne püst dire liberelement ce fait tout ce que Dieu lui administrera. Selon la conclusion du quel conseil nous entendons nous employer à mettre à effect ce qui y sera advisé... » Les évêques sont mandés en personne, ainsi que les abbés des principaux monastères. Les chapitres doivent déléguer chacun deux chanoines, les Universités deux ou trois de leurs membres. Bibl. nat., ms. français 14271 fol. 141^r et v^r, cf. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 62, 64). Le *Chronographia regum Francorum* (t. III, p. 225) dit par erreur que le clergé était convoqué pour le 22 avril.

3. Mandement adressé aux sénéchaux de Toulouse, de Carcassonne et de Beaucaire. E. Roschach, *Inventaire des archives municipales de Toulouse*, t. I, p. 102).

suffit de promener quelque peu ses regards sur les pays étrangers, puis de les ramener sur le royaume.

Les hommes qui, de gaieté de cœur en 1398, avaient rompu tous les liens entre la France et Benoît XIII s'étaient flattés que ce mouvement d'émancipation se propagerait de diocèse en diocèse jusqu'au delà des frontières du royaume, et que, la contagion de la désobéissance gagnant même les contrées soumises au pape de Rome il viendrait un moment où les deux papes rivaux préféreraient les avantages d'une abdication lucrative à ceux d'un gouvernement s'exerçant dans le vide¹. L'unité de l'Église rétablie de cette manière, tels devaient être le fruit et la justification des procédés plus ou moins incorrects auxquels on se voyait forcé d'avoir recours. En somme, c'était toujours la même illusion qu'on a constatée chez Charles V et qui s'est prolongée presque jusqu'à la fin du règne de Clément VII, consistant à croire qu'il suffisait au roi de France d'ouvrir la bouche pour que son mot d'ordre fût répété d'un bout à l'autre de la chrétienté. Il fallut bien en rebattre.

Le double exemple de Charles VI et du sacré collège entraîna, on l'a vu, la tante du roi Marie de Bretagne. Mais on a vu aussi la hâte des Provençaux à se replacer d'eux-mêmes sous l'autorité de Benoît XIII et le dévauu infligé à la reine de Sicile par son fils Louis II d'Anjou lui-même.

Le roi de Castille avait donné son adhésion d'avance à la politique de soustraction. L'on se souvient pourtant de l'hésitation qu'il manifesta à partir de 1399 et de l'attitude nettement favorable à Benoît que prirent, au printemps de 1402, ses ambassadeurs à Paris². Au commencement de l'année suivante, le pape

1. V. par exemple le traité de Simon de Cramaud Bibl. nat., ms. latin 14614 fol. 97 r^o. — Les adversaires de la soustraction avaient en vain soutenu l'opinion, contraire, V. notamment le mémoire de l'archevêque de Tours : « Propter emulacionem que est contra regnum Francie potius nilentiar alii contramittere factis et verbis regis nostri » Arch. nat., J 507 n^o 143.

2. C'est évidemment au roi de Castille qu'est adressé un mémoire intitulé *Notiones quibus christianitas debet restitui ab ipso papa Benno* : ce que prouve notamment la phrase suivante : « Vos in litteris vestris ad nos scriptis apponi quid non eratis intentus ut obediuntis unquam levi se vel aliter aliter electo nisi unico pape et indubitate. » Bibl. nat., ms. latin 9789, fol. 92 v^o et ms. latin 14034, fol. 32 v^o. D'autre part, un docteur en décret de l'Université de Paris

d'Avignon comptait si bien sur sa soumission prochaine qu'il chargea, le 30 janvier, l'évêque d'Avila d'absoudre le roi et tous les sujets du royaume de Castille sitôt qu'ils auraient juré obéissance au saint-siège¹. Charles VI, de son côté, dépêchait vers Henri III le chevalier Morlet de Bethencourt et le docteur en droit Guillaume Bouratier, pour le supplier de surseoir à la restitution d'obédience jusqu'à ce que le clergé de France eût déclaré à nouveau. Mais le roi Henri ne crut pas devoir résister plus longtemps au cri de sa conscience, non plus qu'aux sollicitations que lui adressaient, depuis deux ans, la noblesse, le clergé et la bourgeoisie de Castille². Sa résolution fut notifiée par une

le même qui venait de composer une pièce ou édification de l'épître adressée en son nom par l'Université de Toulouse, entreprenant de demander le roi de Castille de faire restitution d'obédience ms. lat. 1572, fol. 32-37).

1. Arch. du Vatican, Reg. Arsenus. XXXI, fol. 41^r.

2. V. les instructions des ambassadeurs que Henri III adresse à Charles VI vers le mois de juin 1411 : *« Reverendissime princeps, prefatus super vestra regalis Majestas missi suos ambaxiatores dominum Maureletum de Bethencourt, militem, et magistrum Guillelmum Bouratier, in doctorem legum ad artem nostram prius perit et dominum eorum Casier et Legatus fratrem vestrum precavimus. Qui quidem ambaxiatores vestri dictum dominum regem, fratrem vestrum, cum magno timore et parte vestre serenitatis regerunt, quibus in facto restitutionis obediencie, quem pro tunc jam dictus dominus rex, frater vester, vobis facere domino nostro papa Benedicto, supersederet, quousque vestra regalis Majestas eum habuisset commisit ut et debitoris nostrum similiter sic ut eis de illi vestri ambaxiatores dicto domino regi, fratri vestro, latius retulerunt. Quod quidem, reverendissime princeps, prefatus dominus rex, frater vester, libenter faceret et vestre regis Majestati complacuisse, et bona mente et salva conscientia et sine scandalo facere potuisset. Sed quia morum erat consilium opprobrium et abstractio sua conscientia propter multa pericula dampna et scandala que jam fuerant secuta et sequebantur cotidie, et sperabantur neque majore in futurum propter abstractionem obediencie quam vestra regis Majestas et dictus dominus rex, frater vester, feceratis dicto domino nostro Pape, cum justa et bona intentione, credendo et informati quod propterea citius et melius habuissetis rationem in faciem sancti Dei, quod prout debet esse vestra directe solus oppositum opposuit, quousque cotidie demonstratum ut majore impedimenta et majore turbaciones ad prosecutionem unionis Ecclesie, et hoc pro tanto quia reges et principes partes vestre et illius obediencie poluerunt istam viam prosequi item quia reges et principes partes adverse, veluerunt etiam recedere ab obediencia interius quo non magis pertinacia et pericula sunt in suo opprobrio licet fuerint pluries requisiti per vestros solennes ambaxiatores et dicti domini regem, fratrem vestri, dicendo quousque vestra regis Majestas et dominus rex, frater vester, feceratis predictam abstractionem diffidendo de predicta parte vestre, item nec ipse intrusus voluit viam reconciliationis acceptare, ymo, quod deterius est, ipse intrusus allegabat dictam abstractionem in maximum testimonium et approbacionem sue fidei opprobrium indurate, item sperabantur multa pericula in conscientia fidelium parapheasus nullum quo cotidie adveniant et accidunt etc. ; item propter multam ecclesiam tam cathedrales quam metropolitanas que stante*

A Cambrai, au reçu des lettres du roi et du duc de Bourgogne ¹, les chapitres, les abbayes, les autorités municipales adhèrent à la soustraction d'obédience (5 et 7 décembre 1398) ². L'évêque lui-même, Pierre d'Ailly, quel que fût son attachement à Benoît XIII, finit, dit-on, par y souscrire ³ : je ne sais si c'est ainsi que le souple prélat parvint à rentrer en grâce auprès de Philippe le Hardi ⁴.

Prépondérante dans ces provinces, l'influence du duc de Bourgogne gagna encore au parti de la soustraction d'obédience Guillaume, comte de Namur, et Jeanne, duchesse de Brabant ⁵. Bientôt se trouva même entamée la région habituellement soumise à l'autorité du pape de Rome.

Le théologien Pierre Plaoul et le maître des requêtes Pierre Blanchet, s'étant rendus à Liège, unirent leurs efforts à ceux d'un conseiller de la duchesse de Brabant et obtinrent, sans grand'peine, l'adhésion des seigneurs, bourgeois, représentants de Liège et du pays liégeois (11 juin 1399) ⁶. Même succès, au retour, dans plusieurs villes du diocèse, Huy (16 juin) ⁷,

1. Elles furent apportées par deux maîtres des requêtes de l'Hôtel, Pierre Blanchet et Jean de Boissay. Les lettres du duc de Bourgogne aux gens de l'église de Cambrai sont datées de Paris, le 25 novembre 1398, celles de Charles VI du 28, elles se terminent par ces mots : « Si vous priez, chers et bien amez, que soi dis conseillers vous vueillez ouïr et croire pleinement de tout ce qu'ils vous diront sur ce et y faire tout le bien et avancement que pourrez, afin que plus plussienent puisse ceoïl besoigne venir à bone et breve conclusion. » (Bibl. nat., ms. Moreau 281, fol. 74.)

2. Arch. nat., J 515, n° 15 et 16; J 516, n° 51^a, ^b, ^c, 52^a, ^b, J 517, n° 8; J 518, fol. 353^r et 353^v; *Amplissima collectio*, t. VII, c. 810.

3. Mémoire composé, durant la soustraction d'obédience, par un adversaire de Benoît XIII : « Ymo et dominus Cameracensis, olim fautor eius, fecit substractionem ab eo. » (Bibl. nat., ms. latin 9789, fol. 89 v°.)

4. Boniface Ferrer (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1464); G. Servois, *Revue des Sociétés savantes*, 1868, 4^e série, t. VIII, p. 146; P. Tschackert, *Peter von Ailly*, p. 107.

5. Janfriet (*Amplissima collectio*, t. V), c. 354; cf. les lettres citées plus loin du 6 octobre 1399, Denise et Châtelain, *Auctarium Chartularum*, t. I, c. 794.

6. Telle est la date que porte la déclaration originale (Arch. nat., J 515, n° 201; celle du 12 juin figure dans diverses copies J 515, fol. 245, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 629) et dans le récit de Jean d'Outremerse Kervyn de Lettenhove, *Froissart*, t. XVI, p. 410. Je ne sais pourquoi *L'Art de vérifier les dates* (t. III, p. 121) place cet événement vers le fin du mois d'août. Cf. Gilles le Bel (Kervyn de Lettenhove, *Froissart*, t. XXII, p. 73).

7. Pierre Blanchet et Pierre Plaoul s'y virent grandement secondés par le chevalier Baudouin de Montbardin, « gouverneur en partie de toute l'évesché de Liège.

Dinant (18 juin),¹ et Thuin (21 juin).² Le pays se préoccupait sans hésiter pour le rétablissement des élections ecclésiastiques; il n'était question que de récupérer des revenus apostoliques et de faire main basse sur les biens appartenant aux cardinaux ou aux autres clercs demeurant soumis à l'autorité de Boniface IX.³ On s'était, il est vrai, passé du consentement de l'évêque de Liège digne mieux de l'élu non consacré ni ordonné, Jean de Bavière De Friae, ou guerroyait alors ce singulier prélat. Il écrivit aux chapitres et aux viles, les dissuadant de donner suite aux propositions françaises. Mais firent, de leur côté, son père, le duc Albert de Bavière⁴, son frère, le comte

et lequel était au roi de France, chevalier et de sa chambre » (Froissart, t. XVI, p. 238). Les habitants disputèrent que toutes les bulles et grâces obtenues jusqu'alors continuassent leur plein effet. Arch. nat. J 365 n° 39^e original scellé, J 316 n° 14 J 315, fol. 268 v°.

1. J 315 n° 101 original scellé, J 316 n° 55, J 317 n° 7, J 318, fol. 148 v°.

2. Cette fois, Pierre Flavel agit avec Pierre Marchet non étant retourné directement à Paris J 315 n° 104 original scellé J 316 n° 55, J 317, n° 8 et 9 bis; J 318, fol. 150 r. *Archives collation* t. VII, c. 154, sans la date du 21 juin). — Pour identifier Pierre Flavel, nos frs de ce voyage, le duc de Bourgogne lui envoya 50 écus par lettres du 12 septembre 1402 (Bibl. nat. collection de Bourgogne, ms. 95, fol. 73 v°).

3. C'est là ce qui permit à Pierre Caumon de déclarer, dans un sermon prêché à Avesnes le 15 novembre 1400 que 14 à beaucoup de villes et de pays d'Allemagne avaient fait reconnaissance à notre Martin d'Alpart.

4. La lettre suivante du 19 février 1400, extraite d'un recueil Apollinaire prouve que Charles VI fit avec plusieurs seigneurs pour entrainer Albert de Bavière, regent de Hainaut et de Hollande, dans le parti de la neutralité, « Comme plusieurs vous avons signifié par nos lettres, nous avions ordonné envoyer devers vous nos messages pour estre à la journée à laquelle vous avez ordonné faire assembler le clergé, nobles et autres de vos pays pour avoir avis sur ce dont plusieurs vous avons fait parler touchant le fait de l'union. Et les voyes et maniere que nous y avons tenues par deçà. Et ont été mesdits messages prêts de partir, Mais à aucun et eulx ont souvenus empeschement de maladie, pour lequel leur voyage a été retardé. Et pour ce que nous doutions qu'ils ne pussent être prêts à ladite journée, nous vous prions, tant acertes que plus pouvons, que non obstant leur absence, vous veuillez procéder et prendre en ladite affaire l'en poursuivant les dites voyes et manieres par nous l'estes par deçà. Et ont assavoir la voie de cession de chacun les confédérés du pape et après, pour ce qu'ils ne y ont voulu condescendre. À la voie de subordination de toute leur obediencia, de quelques choses nous avons procédé par lres conseil et nostre deliberation, et en telles voyes avons été ensuiv par plusieurs roys, princes, prelates et autres grans seigneurs. Et tost, au plaisir de N. S., nos dix messages seront devers vous pour savoir et nous rapporter votre bonne response sur ce... » (Bibl. nat., ms. français 11371 fol. 136 r°). — Les ambassadeurs de Charles VI dont il est ici question sont probablement le maître des requêtes de l'Hotel Tristan du Hoc et le bailli de Tournai Harry le Maistre. Albert de Bavière leur fit bon accueil, leur promit de tenir un conseil, au sujet des communications du roi, vers la quinzaine (24 avril 1400).

Guillaume d'Ostrevant. L'élu expédia même un courrier à Paris dans l'espoir d'empêcher la tenue d'une conférence où devait se sceller l'accord de Charles VI et des Liégeois. Ce fut en vain. Bandonin de Montjardin, avoué de Liège, et le bourgmestre Gilles Surlet vinrent à Paris eux-mêmes pour conclure un traité d'amitié avec le roi¹. L'élu, d'ailleurs, bien qu'il parût, dans cette circonstance, agir d'accord avec le clerge, ne permuta pas longtemps dans son opposition : allié du pres à la maison de Bourgogne², disposé par l'exemple de son père à se tenir en dehors des querelles religieuses, Jean de Bavière n'était pas homme à sacrifier ses intérêts à ceux du pontife auquel il devait

et de donner ordre à Charles VI une réponse dont il avait attendu. Pour avoir cette réponse Charles VI lui renvoya Tristan du Bas Pierre Marché et Mathieu de Lannoy, qu'il recommanda par lettre apostolique au prévôt de Mons (*ibid.*, fol. 126 v°). Il écrivit, en même temps, à la duchesse de Bavière d'unir de son influence sur son mari pour lui faire accepter la voie de conciliation (*ibid.*, fol. 124 r°). Ces deux ambassadeurs avaient une mission analogue à remplir auprès de l'évêque, du chapitre et de la ville d'Utrecht (*ibid.*, fol. 123 v°).

1. Lettre écrite par Bandonin de Montjardin à Pierre Marché et à Pierre Hucul, de Liège, vers le 16 ou le 17 juin 1389 : « Plaise vous savoir que le duc Albert, le comte d'Ostrevant et le pape de Liège ont, de par le nostre parlement, envoyé une chevalier à toute lettre de part aux adrechantz à capille, conseil de l'évesque, à la cité et à toutes les bonnes villes de pais de Liège, pour empêcher le fait que vous aviez fait par de ça de part le Roy ; et ad ce li des capille, conseil de l'évesque et li des chevalier sont grant pourkas, grandes malheristances, semences et grandes peours, contraires et labours. Mais nous marchés, nous el vous, bons amys, avons tellement rencontré laboureil et travailleil que leur dicte entreprise et pourkas est del tout faible et que li fais du Roy est plus embescheus que ondevant, car que briefement nous retournerons plus ad plus quant je auray de vous à Paris. Apres, plaise vous savoir que les des chevalier apportent lettres de l'evesque de Liège adrechantes au Roy, lesquelles ne partissent le jour S. Jehan Baptiste de Liège, et les empesche tout boutant nuit et jour à mesanger devers le Roy et ayz informen que les lement ad ce que le journée qui doit estre le premier jour de julle à Paris pour cause de l'introduit qui a esté entre le Roy et le pais de Liège soit mise en delay ou par subtilien, empêché adon que la bonne amitié et la bonne dilection que li pais de Liège a fait à Roy soit perloubée. Et pour ce est... que je soye tout boutant devers vous, priant que la dicte journée... vous plaise à soustenir. Quar nous y venrons toute et et nous parlerons en une chancelerie presche venant... que li cite et homes riches de pais de Liège m'en ont les atoursment priet, adon que l'un amour et amitié soit... faite entre le Roy et le pais de Liège... La dite cité de Liège ont requis à capille et à conseil de dit evesque que il volent envoyer suffisamment pour ladite journée à Paris. Ils respondirent que si n'en seroient riens... Et nous ce vœuils tellement laboureil que li dit messager de dit evesque me de comte d'Ostrevant aient une réponse ». Arch. nat., 2 316, n° 384, Cf. *Manuscrits Amplissima collectio*, t. V, c. 351, et Jean d'Ostrevant *loc. cit.*

2. Son frère et on sœur avaient épousé des enfants de Philippe le Hardi.

son évêché¹. Dès le 6 octobre 1399, il fit, ainsi que les chapitres, les abbés et le clergé de Liège, ce qu'avait fait la bourgeoisie quatre mois plus tôt, soustraction d'obédience à Boniface IX². Les revenus pontificaux furent saisis; les biens des cardinaux et des clercs résidant à la cour d'un des papes, partagés entre l'élu, la ville, le comte de Namur, la duchesse de Brabant et le duc de Bourgogne. De Cologne, où il s'était prudemment arrêté, un légat de Boniface IX avait envoyé à Liège un messenger. on menaça ce dernier, s'il revenait, de le jeter dans la Meuse³. L'élu, le clergé, la cité et les bonnes villes interjetèrent appel de toutes les sentences que le pape de Rome serait tenté de fulminer contre eux (12-24 mars 1400)⁴. Charles VI enfin promit d'étendre sa protection sur une église qui avait si bien profité de ses leçons (2 avril 1400)⁵.

Là, il est vrai, s'arrêtent les succès de la propagande française. Et que d'échecs à mettre en regard de ces avantages isolés! La contagion de la révolte fut loin même de gagner tous les pays de l'obédience avignonnaise.

Il suffit de signaler l'attitude de l'Aragon. Le roi Martin, dont on a vu les démarches réitérées en faveur de Benoît XIII, ne cessa de témoigner l'indignation profonde que lui causait la conduite du sacré collège. Il rappela les Aragonais qui résidaient en Avignon; il fit saisir les bénéfices des cardinaux rebelles et jusqu'aux biens appartenant à des marchands avignonnais⁶.

¹ V. plus haut, t. II, p. 291, note 4, et p. 295, note 2.

² Arch. nat., J 515, n° 26² (original scellé); Bibl. nat., ms. latin 14644, fol. 185 r°; Bibl. de Rouen, ms. 1355, fol. 208 bis. — Du Boulay, sans s'en apercevoir, a imprimé cette déclaration deux fois (t. IV, p. 288, 271). Cf. E. Bacha, *Catalogue des actes de Jean de Baudre* dans le *Bulletin de la Société d'art et d'histoire du diocèse de Liège*, t. XII, 1898, p. 41.

³ *Sancti* c. 234, Froissart ed. Kervyn de Lettenhove), t. XVI, p. 329; Jean d'Outremouss (*ibid.*, p. 416).

⁴ L'appel est interjeté, en présence et avec l'assentiment de Jean de Bavière, par le clergé et le peuple à l'unanimité (Bibl. nat. ms. latin 14644 fol. 185 v°; Bibl. de Rouen ms. 1355 fol. 201, *Thesaurus novus anecdotorum* t. II, c. 2750). E. Bacha *loc. cit.*, p. 45, 46. — Cf. ce passage d'un mémoire composé, en 1401, par un docteur en décret de l'Université de Paris: « Nonne Leodienses et Brabantini, Lombarcini » et Namurcenses, que christianitatis major pars est de multo quam regnum Aragonie ab ejus [Bonifacii IX] obedientia totaliter recesserunt? » (Bibl. nat., ms. latin 17585 fol. 19 v°.)

⁵ E. Bacha, *loc. cit.*, p. 47.

⁶ F. Bérle, *Archiv für Literatur* ... t. VII, p. 37-38. — Martin d'Alparill raconte que Jacques de Prades et autres ambassadeurs du roi d'Aragon, s'étant

Les princes croyaient pouvoir compter au moins sur l'adhésion du roi de Navarre, qui avait suivi les discussions de l'assemblée de Paris. Ce souverain avait effectivement promis d'imiter Charles VI dans une lettre qu'il remit à l'abbé de Saint-Médard de Soissons (Oïte, 14 janvier 1399) ¹. Mais ce ne fut pas précisément l'avis des États de son royaume; s'ils ne se prononcèrent pas contre la soustraction, ils ne l'approuvèrent du moins que sous certaines conditions malaisées à remplir : il fallait que le cardinal de Pampelune fût invité à conformer sa conduite à celle du pays dont il était originaire, puis que Charles VI s'engageât par lettres patentes à obtenir, dans la suite, pour le roi, l'église et le royaume de Navarre les mêmes pardons, les mêmes faveurs que pour lui-même, pour l'église et le royaume de France ². En fait, les Navarrais ne paraissent avoir jamais franchi le dernier pas ³. Benoît XIII put féliciter plus tard le roi Charles III d'être sorti vainqueur de l'épreuve à laquelle l'avait soumis la cour de France ⁴.

vo refuser l'entrée d'Arignon, le 13 septembre 1400, réclamant 10.000 florins de dommages-intérêts et déclarant laisser à leur maître le soin de venger cette injure. Ils ne purent pénétrer dans le Palais que le 20, à condition de n'y apporter que deux familiers et de n'y demeurer que deux jours.

1. Arch. nat., J 510, n° 39 (original signé); J 519, n° 21 bis; J 520, fol. 204 r°. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 479.

2. « Tota sunt que super hacten publicacione fecit per regem Navarre p[er]sonis tres dictis regi sui ante nuntia fieri et obtineri per ipsum regem » (Arch. nat. J 510, n° 34, original signé par le roi).

3. Quoiqu'en dise un partisan de la soustraction (Bibl. nat., ms. lat. 17502, fol. 21 r°). — V. un traité destiné à prouver la nécessité de réunir un concile de l'obédience aragonnaise : « Nulla enim regna sunt, nec Aragonum, Vicerre, Scutis et Cipi et ceteris in partibus Sabaudie, que se non subtraxerunt nec videntur disposita ad subtractionem faciendam » (*Thesaurus ap[osto]licar[um] anecdotorum*, t. II, c. 1184. — L'ambassade française, composée de Jean Furet, évêque d'Apt, de Hugues Lenousté et de Regnaud de Polleville, qui ont vu se rendre en Castille au commencement de l'année 1400, passe au retour par la Navarre; le roi Charles III lui remit, en la congédiant, une lettre missive pour Charles V., duc d'Orléans, le 6 avril : « J'ay oy et receu, de vous il, ce que par vosd[ic]s messages vous a plu moy faire savoir sur le fait de la union de l'Eglise. Leur ay respondu, le plus gracieusement que j'ay peu à vostre entencion, ma volenté et affection, pour la vous exposer plus au large... » (Arch. nat., J 510, n° 48, original signé.)

4. « *Proposita coram serenissimo domini rege Navarre pro parte domini nostri Pape super factis ipsius et Ecclesie...* Post monitus dictus dominus rex ad custodiendum primitiam innocentiam retentam Parisius et alibi usque ad hoc tempore in facili Ecclesie perseveranda sub obedientia Pape. Esset ridiculosum militi vincenti in campo, si vinceretur in palatio proprio, ubi utilius posset se defendere... » En même temps, Benoît XIII pria Charles III d'user de son crédit pour

La fidélité du jeune comte de Savoie ne fut pas moins remarquable. Amédée VIII avait paru, ainsi que le roi de Navarre, aux séances du conseil de 1398, et le Chancelier avait fait figurer au compte de la majorité la voix de cet enfant de quinze ans. Il resta pourtant à la pression de la cour de France, comme aux instances des cardinaux. L'ambassade qu'il dirigea vers Avignon au mois de mai 1400 se contenta de recommander la voie de cession à Benoit XIII, qui la paya de bonnes paroles¹. Amédée n'eut, d'ailleurs, qu'à se louer des procédés du pape à son égard². Quant aux États de Savoie, ils s'étaient prononcés formellement contre la soustraction³, et les gens du Comtat ne pouvaient plus, nous dit-on, sans s'exposer à des insultes, s'aventurer, même pour raison de commerce, dans le pays savoyard⁴.

Charles VI ne parvint même pas à entraîner à sa suite le roi de Chypre ou le roi d'Ecosse⁵. Aux portes de son royaume, il ne put empêcher les chanoines de Toul de conserver de bonnes relations avec le pape emprisonné : ceux-ci soumettaient à

que la France qui avait obtenu tout ce qu'elle réclamait de lui restituât l'obédience et lui fit rendre la liberté. Bibl. nat., ms. latin 15 3, fol. 30 v^o. — Je citerai encore un mémoire adressé vers le même temps, au roi de Castille : « Reges Francie et Castellie non obediunt B. ; Aragonie, Navarra, Scotia et Lancia, etc., obediunt ei. » Ms. lat. 14644, fol. 327 v^o. — C'est par erreur, sans doute, qu'Honoré Bonet range le roi de Navarre, de même que le comte de Savoie, parmi les princes ralliés à la voie de soustraction d'obédience (*Fontes rerum Austriacarum*, t. VI, 2^e partie, p. 176). Cf. les points de la thèse présentée à l'école des chartes par M. Ed. Privat, dans les *Festivals des thèses soutenues par les élèves de la promotion de 1898*, p. 125.

1. Martin d'Alpartid. Bonifacio Ferrer. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1455, discours de Guy de Malceset (jul. c. 1328), *Cedula data per cardinales ambasciatoresque Sabaudie* (Arch. du Vatican, *Armamentum ad*), t. XXIII, fol. 306. Cf. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 112.

2. Glens sur l'épître de l'université de Toulouse : « Et in regno Aragonie et patria Sabaudie ad captandam obedientiam fuerunt, ut dicatur imposita argumens inaudita. » Bibl. nat., ms. latin 7365, fol. 10 r^o.

3. Martin d'Alpartid.

4. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1194. Cf. un mémoire de la fin de 1399 : « Item advisetur quod rex Scocie nec comes Sabaudie, qui sunt confederati domini Francie, noluerunt condescendere ad viam subreccionis ymo dictus comes requisitus expresse renou. » F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VI, p. 187.

5. V. la note précédente et plus haut, p. 287 note 3; *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1228, F. Hatto, *Archiv für Literatur*, t. V, p. 45. Cf. VII, p. 204. — Honoré Bonet (*loc. cit.*, p. 181), qui en a déjà plusieurs fois pris en note, range le royaume de Chypre parmi les états neutres.

Benoît XIII le choix qu'ils avaient fait de Philippe de Ville pour succéder au cardinal de Neuchâtel, et leur nouvel évêque évita de passer par Paris en se rendant à Toul, de peur d'être obligé de souscrire aux conditions de la cour ¹.

L'influence française fut encore plus nulle dans les pays soumis à l'obédience romaine. A cet égard, on se faisait d'étranges illusions à Paris ². Le cas de Liège fut presque unique. L'Italie, par exemple, resta sourde aux sollicitations de la France. Ainsi c'est sans résultat appréciable qu'on écrivit à l'Université de Bologne pour lui tracer le sombre tableau des crimes reprochés aux papes, depuis l'époque de Formose jusqu'à celle de Boniface IX ³. C'est en vain que toute une ambassade, comprenant de hautes personnalités du monde universitaire, fut accréditée auprès du sénat de Venise ⁴. Non moins inutilement Charles VI renvoya à Florence, lui rappelant les engagements pris en 1396 :

1. *Benoît XIII*, *histoire ecclésiastique et politique de Toul*, p. 505-510 et Y. Sommer, *Die Bischofsurkunden in Deutschland* p. 52-53 — Le mandement de Charles VI du 29 décembre 1391, v. plus haut, p. 262, note 3, contiendrait donc une allégation inexacte.

2. V. une glaise rédigée, en 1406-1407, par un membre de l'Université de Paris, l'un de ceux qui avaient été employés par le roi en de nombreuses ambassades : « Et quia nos persequuti sumus tam cessante et ab obediencia Benedicte recessimus, quam vana cessante noluit acceptare, intrusus non exaltatur, sed debilitatur, taliter quod de novo una notabilis pars sue obediencie ab eius obediencia etiam recessit, videlicet diocesis Leodiensis in qua sunt quinque milia ecclesiarum parrochialium et viginti quinque milia beneficiorum. In residuum sue obediencie in ubi obediendo trepidat sic quod in regno sue obediencie valde medicina habet obediencia, et multo citius in brevi habiturus est. In Alamania futuris declarabit eventus. » Bibl. nat., ms. latin 1472, fol. 17 r.

3. La phrase suivante semble indiquer comme la fin de l'année 1398 : « Quanta autem abominacio... signis... annis tollerata fuerit in sancta Dei Ecclesia vulgo notum est. » (Arch. nat., J 818 fol. 341-342) — Antérieurement Boniface IX avait interdit aux Bolognais, sous peine d'excommunication, d'entrer en relations avec la France (C. Hippo, *Archives des Mixtures scientifiques*, 2^e série, t. II, p. 137).

4. Il semble qu'en 1400 Charles VI ait d'envoyé vers la Haute-Italie à peu près les mêmes ambassadeurs qu'il venait d'envoyer en Allemagne. C'est ce que prouvent les lettres datées de Paris le 1^{er} octobre 1400, adressées au doge et au conseil des anciens de Venise, et dans lesquelles, après avoir rappelé toutes ses démarches en faveur de l'union, le roi accredité Simon de Guzmud, Pierre le Roy, Jean de Fontaines, Guillaume de Tignoni de, Gilles des... (1400), Jean Courlecense et Guillaume Desentier, et fait savoir qu'ils vont arriver accompagnés, comme en Allemagne, d'ambassadeurs du roi de Castile (Bibl. nat., ms. français 14371, f. 112 v).

5. La ligue de cinq ans dirigée contre le duc de Milan avait été conclue par Charles VI, le 29 septembre 1395, avec Florence et ses alliés. L'unique clause

et cherchant à la séduire par la perspective de figurer dans cette sorte de concile ou de congrès international dont le projet avait été ébauché, à Paris, par Simon de Cremona¹. Le duc d'Orléans lui-même ne refusait pas mieux à s'aboucher personnellement avec le frere de Romuald IX. Giovanni Temacelli². Quant au duc de Milan, il déclara la construction d'un tel lien inopportune, et voulut même prendre l'avis de Wenceslas et de Sigismond avant de se prononcer pour la voie de concile, qui semblait avoir ses préférences³. La France revint à la charge, sans grande es-
1

relative aux affaires religieuses qu'il est digne de le traité consistait en une obligation de ne rien tenter contre ou en des de ses papes et en une promesse vague de secours, aussi que possible dans l'avenir, de l'union des troupes du sud de France (Arch. nat., J 563, n° 2^o et 3^o; cf. *I capitoli del comune di Firenze*, t. II, p. 466, Minichetti, c. 343; voir Noddi, *Indice degli eruditi Toscani*, t. XVIII, p. 158). Cette convention fut ratifiée purement et simplement, le 17 novembre, par la ville de Laques (J 563, n° 2^o), le 29, par la ville de Città di Castello (J 563, n° 3^o), le 12, par la république de Florence (J 563, n° 2^o et 3^o), le 15 décembre par la ville de Bologne (A. Desjardins, *Négociations de la France avec la Toscane*, t. I, p. 32; *I capitoli del comune di Firenze*, t. II, p. 416), le 19 par François de Gonzague, seigneur de Mantoue (J 563, n° 2^o) et le 30, par François de Carrare, seigneur de Padoue (J 563, n° 1 bis). Mais le marquis d'Este protesta qu'il n'entendait pas la ratifier et l'envoya au duc de Bourgogne et au duc de Bretagne à Brindisi (J 563, n° 5). L'empereur ordonna en conséquence à cette ligue ses effets politiques. Mais elle put sans inconvénient de se réunir auprès du pape de Rome qui, en repoussant son alliance avec un schismatique, chercha à se débarrasser de la menace des troupes françaises et une ligue contre la France, elle ne craignait de perdre son caractère de ligue de Brindisi (J 563, n° 5). L'empereur, *Archives des Missions*, 2^e série, t. II, p. 436; E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 172, 197. *Les seigneurs de la domination française à Gênes*, p. 266, 267-267; G. Romano, *I Visconti e la Sicilia*, dans *L'Archivio Lombardo*, 2^e série, t. V, p. 33. Elle donna également, à ce sujet, en janvier 1397, des explications aux Vénitiens (G. Bologna, *La relazione tra la repubblica di Firenze e di Venezia*, dans *Vuova archivio Veneto*, t. IX, 1893, p. 96). En somme, le traité de 1396 demeura lettre morte, bien que Charles VI, dans des lettres du 29 octobre 1397, ait compté Florence parmi les puissances alliées à la voie de cession (Arch. nat., J 1.106^o, p. 118).

1. Lettre de Charles VI aux Florentins du 2 janvier 1396 (Arch. nat., J 516, fol. 261 v^o; *Amplissima collectio*, t. VII, c. 62^o). — La ratification dans cette lettre le nom de Coluccio Salutati² en effet, le célèbre chancelier florentin très écouté dans sa confiance en la légitimité des papes de Rome était devenu un partisan ardent de la voie de cession. V. sa lettre au marquis de Josse de Moravia (Arch. nat., J 511 fol. 39. Bibl. de Rouen, ms. 935, fol. 72. Bibl. de Grenoble, ms. 638, fol. 238 v^o, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 11^o). — Le dernier éd. de M. Novati (*Epistolae di Coluccio Salutati*, t. III, p. 1^o), a cru devoir reporter à la date du 20 août 1397.

2. Lettre du 25 juillet 1399 (E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 361).

3. Arch. nat., J 56, n° 1^o et E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 77. — Le dernier projet d'alliance entre Jean-Galeas et Charles VI remontait

rance de succès, à un moment où se traitait le mariage d'une fille de Charles VI avec la fille aînée du duc de Milan¹. Mais la mort de Jean-Galéas Visconti (3 septembre 1402) ne tarda pas à rompre, d'une façon celle fois définitive, le cours de ces négociations².

À peine la soustraction votée, Nicolas Paynel et Jean Courtesuisse s'étaient rendus de la part de Charles VI auprès de son gendre, le roi d'Angleterre. Ils avaient cherché à lui persuader que sa défection entraînerait celle de tous les autres souverains soumis à l'autorité de Boniface IX, et s'étaient efforcés de lui démontrer la similitude existant entre la voie du concile, de tout temps préconisée en Angleterre, et le projet de convocation ou de congrès mis en avant dans l'assemblée de Paris, auquel on offrait de donner suite dès le printemps de 1399³. Richard II

au mois de décembre 1394 (E. Jarry, *La voie du fait*..., p. 535, 536) à cette date, on parlait, à la cour de Pavie, non d'obtenir l'abdication des deux papes, mais, comme au temps de Clément VII, d'expulser Boniface IX ou de conquérir les terres de l'Église de compte à demi avec la France. Mais le titre de beau-père du duc d'Orléans et le souvenir de la mort de Hernando au sentiment à Jean Galéas dans l'esprit d'une cour où prédominait désormais l'influence du duc de Bourgogne et celle d'Isabeau de Bavière, à la fin de la Visconti ne tarda pas à voir succéder l'hostilité, si bien qu'après une dernière tentative de rapprochement avec la France (août 1395), il ne chercha plus d'appui qu'auprès du roi des Romains, qui l'avait déjà gratifié du titre de duc héréditaire (J 505, n° 4, Letour, *Les ducs jadis gentils*, t. I, p. 249, cf. E. Jarry *op. cit.*, p. 546, 547, et Th. Landier, t. II, p. 320, 340, 341). Peu s'en fallut que les Florentins ne décidassent Charles VI à marcher contre le duc de Milan ou même à entraîner dans les plaines de Lombardie son gendre, le roi d'Angleterre (*Recueil Parlementaire*, t. III, p. 332, J. Froissart, t. XIII, p. 260, E. Jarry, *Les origines de la domination française à Gênes*, p. 277-298, 305 — cf. p. 347 et sq., G. Sercambi, dans *Fondi per la storia d'Italia*, t. II, p. 41, 177, C. Hippeau, *ibid. cit.*, p. 120). Le résultat de ces menées fut de rapprocher définitivement Jean-Galéas du pape de Rome.

1. Instructions du 14 août 1401 pour le maréchal Boucicaut et Guillaume de Tignoville (Douët d'Arce, *Choix de pièces inédites*, t. I, p. 201, cf. E. Jarry *op. cit.*, p. 558). — Les divisions de l'Italie furent encore, en 1402, éternisées par certaines espérances à un partisan de la soustraction : « Ecce jam Italia in seipsum divisa est. Si Lega ipsam Bonifacium IX foreat, ipsum sine dubio Galliam persequetur. » (Bibl. nat., ms. lat. n° 17385, fol. 19 v°.)

2. Sur la date et les circonstances de sa mort, v. G. Romano, *De una nuova ipotesi sulla morte... di Gian Galeazzo Visconti*, dans *Archivio storico Italiano*, série V, t. XX, 1897, p. 256 et sq.

3. « Copie des instructions baillées à messire Nicole Paynel, envoyé devers le roi d'Angleterre, au mois d'août mil^{les} cc. ij, pour le fait des treves de xxvij ans. Et aussi instructions pour le dit messire Nicole Paynel et pour M^{re} Jehan Courtesuisse pour parler au roi d'Angleterre du fait de l'Eglise. » (Arch. nat., J 41, n° 23. Cette pièce se conclut, en italique, que le pape p^{re}chaque des instructions

aussi peu favorable qu'en 1396 aux propositions françaises, a continué toujours au projet de réunion d'un concile général. L'idée que Richard II méditait, à l'instigation de son beau-père, de s'insurger contre l'autorité de Boniface IX surexcita le sentiment populaire. La démarche de Charles VI ne servit qu'à augmenter le discredit de ce prince, de ce « Richard de Bordeaux, suivant le mot de Froissart, qui estoit de cuer tout François, et qui honnroit tout, si on le laissoit faire ¹. » Au demeurant, le roi d'Angleterre fut bientôt réduit à l'impuissance. Le mois de juillet 1399 vit s'opérer dans le Yorkshire le débarquement de Henri de Lancastre, et déjà les prédicateurs anglais annonçaient que le bon droit du prétendant avait été reconnu par Boniface IX ². L'abdication forcée de Richard II (29 septembre), que suivit de près sa mort mystérieuse, acheva de rompre tout lien entre la France et l'Angleterre. Le fossé allait se creuser plus profond que jamais entre les deux royaumes; le temps était passé où l'écho des paroles prononcées à Paris avait chance d'être repercuté de l'autre côté de la Manche ³.

pendant aucun obstacle à leur Boniface... se terminant, la conclusion de la paix de l'Eglise ne sera du tout empêchée... car par promesses ou autrement, il empêchera l'assemblée et tous les biens qui en peuvent venir ensuir. — Item, est plaisir au roy d'Engleterre à condescendre à ceste conclusion en la maniere que le Roy y est condescendu, le Roy... sans nulle doute que tous les autres roys y condescendront... et par ainsi mettront paix et union en toute cristienté, qui leur sera le plus grant honneur et gloire qui ils puissent jamais acquerir. — Item, se l'on parle du temps et du lieu où l'assemblée ne pourra faire, l'en respondra que, quant au lieu, le dit roy d'Engleterre y avise de sa partie, et, quant au temps, il semble que ce pourront estre en quaresme prochain venant. » — *Supplément* (*ibid.*, fol. 264^{re} et ^{ve}) plusieurs lettres adressées par Charles VI à Richard II, à Isabelle de France, au duc de Lancastre, à l'évêque d'Exeter, chancelier d'Angleterre, et au pape ou au pape privé, soit pour accorder, soit pour recommander les deux ambassadeurs Payne et Courtesme.

1. Rymer, t. III, iv, p. 132, lettres de Richard II datées de Westminster le 24 février [lire: janvier] 1397, enjoignant à ses prélats « ad hoc et... » de se trouver à Oxford le lundi après la conversion de saint Paul 2^e janvier pour discuter leur avis au sujet de « ceste ou autres matières concernant le schisme (Macedonius, mo. Cotton, *Cicero, E. II*, fol. 23^{re} 2^o) »; réponses de l'Université d'Oxford du 4 février 1398 (Rinaldi, t. VIII, p. 35; Froissart, éd. Kervyn de Lettenhove), t. XVI, p. 132. — Rien n'était, d'ailleurs, changé dans la politique religieuse de Richard II et l'en juge par les nouvelles mesures qu'il prit. Le 21 mars 1399, contre les clémentins de Guyenne et par la permission qu'il donna le 21 avril aux membres de l'Université de Cambridge de se faire pourvoir de bulles par Boniface IX (Rymer, t. III, iv, p. 156, 161).

2. H. Wallon, *Richard II* t. II, p. 217.

3. On verra plus tard des ambassadeurs de Henri IV faire la leçon aux conseillers

Tandis que s'accomplissait la révolution d'Angleterre, une révolution analogue se préparait en Allemagne, sans que la France, spectatrice distraite des événements, cessât d'y renouveler ses impuissantes démarches. Le roi des Romains lui paraissait d'autant plus facile à entraîner dans la voie de la soustraction d'obédience qu'elle le croyait, depuis la conférence de Reims, gagné au parti de la cession¹. L'on sait ce qu'il faut penser de cette prétendue conversion de Wenceslas. Si quelque tendance nouvelle se manifesta, à cette époque, dans sa politique incohérente, ce n'était nullement l'envie de rompre avec le pape de Rome, mais le désir de se concilier le pape d'Avignon. On vit se produire alors ce phénomène étrange : Benoît XIII délaissé ou même violemment attaqué par ses plus anciens partisans, mais engagé par Wenceslas à lui adresser une ambassade et à lui fournir les preuves de sa légitimité. Je laisse à penser l'empressement avec lequel le pape d'Avignon répondit à cette invitation : ses envoyés plaidèrent chaudement sa cause auprès du roi des Romains², lui remirent la « Pratique, » qui contenait la « voie de convention : » Wenceslas les reçut à merveille, dit-on, et leur fit, quand ils reportèrent, l'honneur de les reconduire pendant près d'une demi-

de Charles VI et leur démontrer qu'un roi peut être déposé par le parlement de son royaume, comme un pape par le concile général : opinion, ajoutèrent-ils, bien différente de l'erreur damnable consistant à soutenir qu'on peut, hors du concile, forcer un pape à faire cession (lettre datée de Calais, le 24 septembre 1404; Arch. nat., J. 845^b, n° 53).

1. Dans les instructions rédigées, au mois d'août 1398, pour Nicolas Paynel et Jean Courtecoisse, il est dit que Wenceslas, lors de l'entrevue de Reims, s'était laissé convaincre des avantages de la voie de cession : « Et pour ce doivent estre ensemble le d'rois d'Allemagne qui a a cet des baliers et comme il est en ceste matiere le d'rois d'Angleterre le roy de Hongrie son frere et tout fermement le Roy qui a prenant ensemble la conclusion que le Roy a prisee en ceste matiere et sont à present les messages du Roy avec le roy des Romains pour ceste cause. » (Bibl. nat., ms. Dupuy 564, fol. 267 r°.)

2. Lettre de Wenceslas à Benoît XIII datée de Prague, le 20 décembre 1398. Instructions au sieur de X... à des ambassadeurs (J. Weisticker, *Deutsche Reichsgeschichte unter K. Wenzel*, t. III, p. 44) au point lesquels on range à tort le «*Wenzel*» de Guichard Alamand de Carville (p. 16, 17, 21). Le «*Wenzel*» dont il est question dans une note insérée p. 47 est un allemand du nom de L... dont parle Martin d'Alprecht. Mais ce message au roi des Romains par ces mêmes ambassadeurs (p. 47) est le «*Wenzel*» qui fut adressé, à l'époque de la soustraction, à des princes ou conseillers de l'empire par un émissaire qui n'était point, d'ailleurs, envoyé en Allemagne par Benoît XIII et qui se vantait de n'avoir jamais vu le pape d'Avignon (Bibl. nat., ms. lat. 1478, fol. 31-32).

lieux ¹. Cependant il amusait les Français au moyen de réponses dilatoires. A une première députation conduite par Guillaume de Tignonville il promit qu'il allait prendre sa résolution dans la diète convoquée à Breslau pour le mois de décembre 1398 ². Quand cette diète se fût tenue, hors de sa présence, comme d'habitude, il ajourna sa réponse au moment où la question religieuse pourrait être débattue dans une nouvelle diète dont la date serait ultérieurement fixée ³. Enfin il laissa croire qu'il se rendrait à celle qu'on avait convoquée à Francfort pour le mois de mai 1400 ⁴. Vainement un des ambassadeurs de la cour de France, Honoré Bonet, le gratifia, dans un discours aussi plat qu'ampoulé, du titre de « roi très chrétien » et appela Byzance la seconde ville de son empire ⁵. Vainement, aux approches de la diète de Francfort, Doninique Petit, Jean Mullinger et Jean le Marchant, délégués de l'Université de Paris, Simon de Craon, Pierre le Roy, Gilles des Champs, Jean Courtecuisse et Guillaume de Tignonville, ambassadeurs du roi, prirent le chemin de l'Allemagne, avec des lettres non seulement pour le roi des Romains, mais pour ceux de Hongrie, de Pologne et de Danemark, pour les Electeurs pour les principaux barons de l'Empire, pour les villes d'Aix-la-Chapelle, de Cologne et de Francfort, pour la diète elle-même ⁶. Ils emmenaient avec eux des ambas-

1. Martin d'Alparth. — C'est peut-être vers ce moment que Wenceslas eut l'idée étrange de mander près de lui les cardinaux des deux collèges (J. Weisäcker, t. III, p. 58 et *ibid.*, t. VI, p. 242).

2. J. Weisäcker *op. cit.* t. III p. 62. Th. Müller, *Frankreichs Unionsversuch*..., p. 25 et *Fastes rerum Austriacarum*, t. VI, 2^e partie, p. 177. — Je mets mal les raisons sur lesquelles se fonde M. A. Leroux *Nouvelles recherches critiques...*, p. 56 pour affirmer que Charles VI envoya des ambassadeurs à cette diète de Breslau. Plus tard il fut question que les ducs se rendissent eux-mêmes auprès des princes étrangers. Une lettre écrite de Paris, le 5 avril 1399, nous apprend que leur voyage était contremandé et qu'à leur place le roi comptait envoyer des ambassadeurs de condition moyenne, pour décider les princes de l'une et l'autre obédience à se réunir en vue de l'union dans un lieu qui n'était pas encore déterminé (F. Ehrle, *Archiv für Literatur*..., t. VII p. 45).

3. J. Weisäcker *op. cit.*, t. III, p. 63, Palacky, *Ueber Formelbücher*..., p. 90.

4. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*..., p. 227.

5. *Fastes rerum Austriacarum*, t. VI, 2^e partie, p. 180, 181. — M. Weisäcker place ce discours en 1399 *op. cit.*, t. VI p. 342, M. Knopler (*Heile, Concilien-geschichte*, t. VI, p. 609, note 1) à la fin de 1398 ou au commencement de 1399.

6. Ils avaient aussi des lettres pour les villes de Bruxelles, de Louvain, de

sadeurs du roi de Castille; leur suite ne comprenait pas moins de deux cents chevaux. Toute cette démonstration fut inutile; le roi des Romains manqua encore une fois de parole; l'éloquence des Français se déploya en pure perte¹.

Entre l'Empire et son chef, la rupture était alors imminente. Déjà les électeurs faisaient connaître à Paris leur intention de déposer Wenceslas. Feignant, pour se concilier la France, de partager ses vues, ils laissaient entrevoir une entente possible au sujet du schisme avec le futur empereur, et il semblait que la discussion des affaires religieuses dût tenir autant de place que le choix d'un nouveau roi dans la réunion qui allait avoir lieu à Oberlahnstein. Je ne sais si la cour de France fut dupe de cette manœuvre. Elle s'efforça d'abord de faire reculer la diète. Un oncle ou le frère du roi devaient y représenter la France mais bientôt il ne fut plus question que d'y envoyer deux personnages de mince importance, Hugues Lenvoisié et Renier Pot, qui, par la faute du duc de Bourgogne, partirent sans doute trop tard². Wenceslas fut déposé le 20 août 1400, Robert de Bavière élu le lendemain, sans que la question religieuse eût fait l'objet d'aucun débat. A vrai dire, la sentence de déposition reprochait à Wenceslas de ne s'être pas soucié de mettre un terme au schisme, ainsi que son devoir l'y obligeait³. Mais, loin d'abonder dans le sens de la France, les Électeurs faisaient un crime au malheureux monarque de s'être rendu à Reims en 1398, assuraient qu'il avait dû y prendre l'engagement de détacher l'Empire de l'obédience romaine et, par une tactique analogue à celle qui avait si bien servi les adversaires de Richard II, dénonçaient la connivence

Ménest. du Roy de Denant de Luce et de Saint-Trois. H. Moravville. *Relations de Charles VI avec l'Allemagne en 1400*, p. 300-302 et J. Weizsäcker, t. III, p. 190. Deuile et Chatehau. *Antiquum Charituarum*, t. I, c. 117.

1. J. Weizsäcker, t. III, p. 182, 183, 201-202. H. Moravville, p. 303. — Le duc de Bourgogne fut spécialement représenté à cette diète par Roger de Cologne, un de ses vassaux écuyers. *Bibl. nat., collection de Bourgogne*, ms. 63. fol. 70^{re}.

2. J. Weizsäcker, t. III, p. 189, 201. H. Moravville, p. 301-306, 306-313. — C'est cette ambassade de Renier Pot et de Hugues Lenvoisié, et non comme le prétend le *Bréviaire de Saint-Denis* v. II, p. 730, la grande ambassade conduite par Simon de Grammont, qui put, à peine sortie du royaume, se croiser avec l'armée de France.

3. J. Weizsäcker, t. III, p. 261.

de Wenceslas avec le roi de France, afin de se concilier à la fois les sympathies des urbanistes allemands et le concours du pape de Rome, pour lequel ils professaient un dévouement sans bornes ¹.

Paris vit bientôt accourir les ambassadeurs des deux princes qui désormais se disputaient l'Empire. Jean de Moravie représenta Wenceslas comme décidé à suivre les traces de Charles VI. Étienne de Bavière, le propre beau-père du roi de France, que les Électeurs avaient adroitement choisi pour s'acquitter de cette mission, rappela qu'il avait fait deux fois le voyage de Rome dans l'intérêt de l'Eglise et se porta garant des sentiments des autres princes de l'Empire ². C'était à qui afficherait le plus de zèle pour l'union, dans l'espoir de conquérir les sympathies de la France.

Sur cette question allemande, ainsi que sur tant d'autres, la cour de France était, d'ailleurs, profondément divisée. Le parti de la reine et du duc de Bourgogne inclinait vers Robert de Bavière; le duc d'Orléans prenait fait et cause pour le roi détrôné. On le vit, au mois de septembre 1400, lever des troupes, fixer le rendez-vous de ses gens d'armes à Grandpré, partir lui-même, après une visite au sanctuaire de Saint-Denis, pour combattre l'usurpateur ³. C'est le moment où il obtint l'agrément de son oncle de Bourgogne à l'acte royal lui confiant la garde de Benoît XIII ⁴. Il est permis de supposer que Philippe le Hardi eût accordé moins volontiers cette satisfaction au pape, s'il n'avait eu quelque intérêt à détourner vers Avignon l'attention de son neveu. Au surplus, les événements d'Allemagne concoururent au succès des plans du duc de Bourgogne: les rapides progrès de Robert de Bavière découragèrent Louis d'Orléans. Au bout de trois semaines, son projet d'expédition était abandonné.

1. V. l'acte d'accusation contre Wenceslas envoyé à Rome par les Électeurs vers le 7 février 1400. J. Weiss, *op. cit.* t. III, p. 162, 163.

2. *Ibid.*, p. 208, 209; *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 702, 704, et Deville et Châteauneuf, *Manuscrits de Saint-Denis*, t. I, c. 817, 819.

3. A. de Circourt, *Documents luxembourgeois*, p. 80; *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 706. E. Larré, *La vie politique de Louis de France...*, p. 311, 346, note 3.

4. V. plus haut, p. 231.

On ne voulait pas alors comprendre que c'en était fait de l'espoir d'entraîner l'Allemagne dans la voie de la soustraction d'obédience. Le duc de Bourgogne, au contraire, s'obstina à vouloir gagner le roi Robert à sa politique religieuse. De là cette ambassade renvoyée en Allemagne sans doute pendant l'absence du duc d'Orléans¹; de là ce discours prononcé, à Mayence, le 2 décembre 1400, par l'archevêque d'Auch Jean d'Armagnac, devant les Electeurs et le roi Robert, pour leur prouver la supériorité de la voie de cession sur les voies de compromis et de concile œcuménique et les exhorter à se soustraire à l'autorité de Boniface IX. Tout comme Wenceslas, le nouveau roi des Romains fit d'abord la sourde oreille, du moins ajourna sa réponse². Il finit par signifier au roi de France qu'il rassemblerait pour traiter de l'union, une diète à Metz ou à Strasbourg³, puis, que cette diète se tiendrait décidément à Metz vers le 24 juin 1401. C'était peu avancer, d'autant qu'au même moment il entra en pourparlers avec le pape de Rome⁴.

Boniface IX, quelles qu'aient été les menées des Electeurs⁵, et quoi qu'on ait tenté de faire croire dans l'entourage de Benoît XIII⁶,

* 1 En effet, comme l'a remarqué M. E. Jarry (p. 216), Robert de Bavière, dans les instructions qui appellent roi des Romains, et le duc d'Orléans n'aurait pas admis cette dénomination. L'ambassade ne quitte pas, d'après le *Heugene de Saint-Denis* (t. II, p. 761), de l'archevêque d'Auch (et non d'Aix, comme traduit Bellaigue) Jean d'Armagnac, du maître d'hôtel Taupin de Chantemerle et du secrétaire du roi Jean de Montreuil. Le second mouet pendant le voyage de retour (*ibid.*, p. 766; Jean d'Armagnac é. m. à Paris le 18 février 1401 (Arch. nat., X⁹ 1472, fol. 9^{re}).

2. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. I, c. 1659; J. Weissacker, t. IV, p. 210, 211. O. K. H. Kitzelike, *Ruprecht von der Pfalz und das Konzil zu Pisa* (Jena, 1899, in 8°), p. 2.

3. Lettre de Charles V aux synodes d'Avignon, du 1^{er} février 1401 (F. Rey, *Louis XI et les États pontificaux de France au XV^e siècle*, p. 219). Lettre de Simon de Grammont à l'archevêque de Cantorbéry (Bibl. de Rouen, ms. 1351, fol. 296^{re}; Bibl. nat. nouv. acq. lat. 10547, fol. 101^{re}). *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 171. Fol. dont être à peu près du même temps, en tout cas, elle est antérieure aux lettres de Charles VI du 2 avril 1401, où le lieu et la date de la diète sont indiqués d'une façon plus précise. *Ordinances* t. VIII, p. 411.

4. Sur l'ambassade, le L. v. p. de Velden. *Comité de Saint*, du mois de février 1401, t. II, c. 1 (t. VIII, p. 82; J. Weissacker t. IV, n° 1).

5. *Felzel Lebensgeschichte des Wenceslaus*, t. II, p. 359.

6. Un partisan de Benoît XIII envoya au confesseur de Wenceslas un projet de bulle de Boniface IX approuvant l'élection du roi Robert et chercha à représenter le pape de Rome comme l'auteur de la révolution allemande. J. Weissacker, *op. cit.*, t. IV, p. 26, et *Die Urkunden der Approbation König Ruprechts*, dans

était demeuré étranger à la déposition de Wenceslas¹. Toutefois, cherchant à profiter du besoin que le roi Robert avait de son assistance, il voulut l'obliger à lui prêter serment et à lui promettre pour une époque et dans des conditions déterminées, son intervention en Italie; il voulut lui imposer la défense, non seulement de traiter avec Pierre de Luna, mais de conclure aucune alliance avec la maison de France, tant qu'elle tremperait dans l'erreur, non plus qu'avec aucun prince du parti de « l'anti-pape; » le roi Robert ne devait même se mêler aucunement du schisme sans la permission du saint-siège, si ce n'est pour contribuer à consolider la situation du pape; par conséquent, il lui était interdit de se prêter aux expédients imaginés par les adversaires de Boniface IX, et sa politique ne devait tendre qu'à faire rentrer de gré ou de force les éléments dans le giron de l'Eglise². Le nouveau roi des Romains éluda la plupart de ces demandes indiscrettes³; mais les négociations qu'il poursuivait pour se faire reconnaître à Rome montrent assez qu'il ne nourrissait aucunement le dessein de rompre avec Boniface IX.

Cependant les oncles de Charles VI avaient une puissance d'illusion peu commune. Ne s'imaginèrent-ils pas que la diète de Metz annoncée par Robert deviendrait une sorte de congrès international où les puissances se mettraient d'accord sur la conduite à tenir? A deux reprises Charles VI invita le roi d'Aragon à s'y faire représenter⁴, il adressa la même requête notamment aux syndics d'Avignon⁵, et, par son ordre, Simon de

Philosophische und historische Abhandlungen der Akademie der Wissenschaften zu Berlin, 1888 t. II, p. 46, J. Loserth, *Zur Absetzung Wenzels*, dans *Mittheilungen des Vereins für die Geschichte der Deutschen in Böhmen*, t. XX, 1, 1884, p. 377. Le cardinal de Pampelune lui-même annonce prématurément la reconnaissance du roi Robert par Boniface IX (F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. VII, p. 373).

1. *Einige Streitfragen aus der Geschichte der Absetzung des K. Wenzel*, dans *Historisch-politische Blätter für katholische Deutschland*, t. XC, 1892, p. 185 et sq.

2. Instructions des ambassadeurs envoyés par Boniface IX vers le 15 mars 1401 (J. Weissäcker, t. IV, p. 24).

3. *Ibid.*, p. 39; Léopold Frey, *Verhandlungen mit der Curie über die Approbation Ruprechts von der Pfalz* (Leipzig 1888, in-8°), p. 29.

4. On voit, en effet, le 22 avril 1401 Guérin de Lorcillon prieur Benoît XIII de la part de son maître, de désigner lui-même quelques aragonais dignes d'être envoyés à Metz, Martin d'Alpartil.

5. 1^{er} février 1401 R. Hey, *Louis XI et les États pontificaux*, p. 219.

Cramaud informa les archevêques de Dublin et de Cantorbéry ¹. Il importait surtout que la voix de la France fût prépondérante au congrès. Aussi se mit-on en devoir de diriger vers Metz des délégations de toutes les provinces du royaume. Des lettres royales du 2 avril ordonnèrent à l'archevêque de Vienne de s'y rendre ou d'y envoyer, aux frais de la province, un ou deux de ses évêques suffragants, sans compter deux autres clercs notables, on le prévenait longtemps d'avance, pour qu'il pût lever tous les obstacles. Le désir de la cour était que les délégués vinssent d'abord à Paris se concerter sur l'attitude à prendre ². Il est certain que des mandements analogues furent adressés à tous les archevêques de France : celui de Rouen correspondit à ce sujet, du 16 avril au 28 mai, avec les évêques suffragants et deux des abbés de son diocèse ³; le clergé de la province de Narbonne se cotisa pour envoyer l'évêque et le sacriste de Maguelone et l'abbé de Saint-Polycarpe de Rieugrand ⁴.

Sur ces entrefaites, le roi Robert, ayant eu vent de ces préparatifs, fit savoir à Paris, après s'être entendu avec les Électeurs à Nuremberg, que la diète de Metz ne serait point du tout ce qu'on paraissait croire. Il n'y convoquerait même pas les princes et prélats de l'Empire, se bornant à y envoyer un évêque et six ou huit docteurs. Charles VI pouvait faire de même de son côté. Ce ne serait qu'une conférence secrète et préparatoire entre conseillers intimes des deux rois. On tâcherait d'y jeter les bases d'une entente, mais il fallait éviter à tout prix qu'une multitude de prélats et de princes d'Allemagne ou de France s'assemblaient pour ne réussir, après une discussion stérile, qu'à mettre en évidence leurs irréductibles dissentiments ⁵. Robert fit exhorter aussi le roi d'Aragon à envoyer à Metz tout au plus un secrétaire et blâma l'excès de zèle qui avait entraîné le roi de France à

1. V. plus haut, p. 298, note 3.

2. En exécution de ce mandement, l'archevêque de Vienne expédia à ses suffragants des lettres datées du 5 mai 1401. *Ordonnances*, t. VIII, p. 321.

3. Ch. de Rouen au duc de Bourgogne, *Inédits sommaires des Archives de Seine Inférieure. Archives ecclésiastiques*, t. I, p. 3.

4. H. Vissière, t. IX, p. 998.

5. Instructions de M. Albert, curé de Saint-Sebald de Nuremberg, envoyée par le roi Robert à l'archevêque de Bavière le 6 mai 1401. J. Weyssäcker, t. IV, p. 359, cf. *Amplissima collectio*, t. IV, c. 42.

lancer hors de son royaume de telles invitations. Il munit, d'ailleurs, que, s'il était disposé à porter remède au schisme, il ne laissait pas d'avoir des affaires plus urgentes, telles que l'expédition qu'il méritait en Italie et la leçon qu'il se promettait d'y donner au beau-père de Louis d'Orléans ¹.

Ce contre-ordre ne fit rien perdre aux Français de leur confiance. A vrai dire, les ducs de Bourgogne et de Bourbon, qui devaient se rendre à Metz, ajournèrent leur voyage; on convint de n'y envoyer, suivant le désir du roi Robert, que le patriarche Simon de Crémaud et six ou huit docteurs ². Déjà les délégués des provinces de France affluaient à Paris : leur rôle ne consista qu'à souscrire, au nom du clergé, au pavement des frais nécessités par le voyage du Patriarche ³. Mais celui-ci portait plein d'espoir : à l'entendre, les Allemands approuvaient les voies de cession et de soustraction, disposés à se débarrasser de Roméo IX, ils verraient même avec plaisir les cardinaux anciens procéder à l'élection d'un souverain pontife. Quant à Robert, il accéderait d'autant plus volontiers aux propositions de la France que son fils aîné allait sans doute épouser la jeune veuve de Richard II, Isabelle, fille de Charles VI ⁴. Simon de Crémaud aurait pu ajouter que le roi Robert négociait, en même temps avec Isabelle de Bavière, les ducs de Bourgogne et de Berry une alliance dirigée contre le duc d'Orléans et contre Jean-Galius Visconti ⁵.

1. *Thesaurus novus anecdotorum*. I. I, c. 1617; J. Weizsäcker I. IV, p. 377.

2. Lettre de Simon de Crémaud à un cardinal, du 6 juin 1401. F. Eicke, *Archiv für Literatur*..., t. VII, p. 193.

3. On envoyait avec lui Jean d'Armagnac, archevêque d'Auch, et plusieurs docteurs. Les délégués de la province de Narbonne prêtèrent aussi 500 francs au roi, qui ne dut en suite recouvrer sur le clergé de leur province; ils obtinrent, à cet effet, un mandement royal du 13 juillet 1401. *Ordonnances*, t. VIII, p. 455. Pendant ce temps les Avignonnais, d'une part, et les cardinaux de l'autre, ignorant le changement de programme, se disposaient à se faire représenter à la diète de Metz (Bibl. nat., ms. latin 8975, p. 184). « Item, le noble M. Estienne Candol et M. de Poitiers allèrent aussi à Paris pour le conseil qui se devoit faire à Metz, et partirent le 7 juin 1401. Item, le 11 an 1401 et le 17 de juin s'en allèrent les ambassadeurs d'Avignon, qui estoient M. Pierre Candol et Jean Labassole, au conseil qui se tenoit à Paris. »

4. Lettre déjà citée du 6 juin 1401. M. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*..., p. 300.

5. J. Weizsäcker, t. IV, p. 301.

Que n'avait-on, à Paris, connaissance des instructions que recevaient, à ce même moment, les conseillers du roi Robert envoyés à la diète de Metz ¹ ! Ils devaient proposer, en premier lieu, la reconnaissance de Boniface IX par toute la chrétienté et la comparution de l'« antipape » devant un concile qui déciderait de son sort ; ou bien la comparution des deux pontifes rivaux devant un concile qui prononcerait sur leurs prétentions réciproques ; ou enfin la réunion d'un concile auquel la France soumettrait ses projets, mais qui, s'il ne les approuvait pas, déterminerait lui-même la voie que tous, Français et autres, seraient obligés de suivre. Quant aux voies de cession et de soustraction d'obédience, Robert ne leur faisait même pas l'honneur de les discuter.

Il fallut bien enfin se rendre à l'évidence. Autant fut glorieux le départ de Simon de Cramaud, autant fut piteux son retour. La diète de Metz n'avait amené aucune entente, cela va sans dire ². Forcé fut de convenir que les Allemands n'étaient point convertis à la voie de cession, et que les illusions dont on vivait depuis un an ne reposaient que sur les mensonges du Patriarche ou sur des rêves qu'il avait trop aisément pris pour des réalités ³. Quelques-uns ne comprirent pas peut-être que les Electeurs avaient eu intérêt à flatter les désirs de la France, qu'ils s'étaient joués de Charles VI, et qu'il y avait encore plus de ruse de leur part que d'incapacité chez nos ambassadeurs ⁴. C'est alors, en tout cas, et non un an plus tôt, que le duc d'Orléans put faire à Simon de Cramaud l'algarade qu'a rapportée le *Religieux de Saint-Denis* ⁵, et qu'une sorte de disgrâce atteignit le Patriarche, bien

1 J. Wessicker t. IV p. 331; cf. *Amplissima collectio*, t. IV, c. 49.

2. Martin d'Alpartil put dire qu'elle n'avait point eu lieu, car ce ne fut pas, à proprement parler, une diète.

3. Dans l'entourage de Benoît XIII, on n'admet que l'hypothèse du mensonge. Simon de Cramaud était considéré comme poursuivant une vengeance contre le pape qui, du vivant de Clément VII, l'avait empêché d'obtenir le chapeau de cardinal (Martin d'Alpartil).

4. V. Th. Müller, *Frankreichs Unionsoversach*... p. 28, A. Leroux, *Nouvelles recherches critiques*..., p. 29. H. Mocmuydè, *Relations de Charles VI avec l'Allemagne en 1400*, p. 495.

5. T. II, p. 166.

que son départ de la cour et sa retraite dans l'évêché de Carcassonne soient très probablement une invention du chroniqueur ¹.

Boniface IX s'était alarmé de l'échange d'idées qui avait pu se faire, à Metz, entre Allemands et Français. Mais le roi Robert lui expliqua le dur échec qu'y avait subi le système de ses adversaires : de longtemps ils n'oseraient plus fatiguer l'Allemagne de leurs propositions subversives. Comme ils semblaient cependant disposés à se placer sur un nouveau terrain, et qu'il importait de les amuser par quelque semblant de pourparlers, durant le voyage que le roi Robert méditait de faire en Italie, on était convenu que quatre conseillers délégués de part et d'autre s'aboucheraient encore une fois, le 1^{er} septembre, à Metz ².

Les Français furent exacts à ce dernier rendez-vous. Ils y remirent en avant, semble-t-il, un projet de congrès entre prélats et princes de l'une et de l'autre obédiences ³. Est-il besoin d'ajouter que rien n'y fut résolu? Le public commençait à se lasser, en France et à Paris même, dans l'Université, de ces dispendieuses conférences qui aboutissaient à autant de mystifications ⁴.

Cependant, battu en Italie par Jean-Galeas Visconti et sentant plus que jamais le besoin de s'assurer le concours de Charles VI, le roi Robert fit encore mine, en 1402, de se concerter en vue de l'union avec le gouvernement de la France ⁵. Cette fois du moins

1. Cramaud assiste au Parlement le 16 février, le 20 mars et le 4 mai 1401. Arch. nat., X 1^{re} 1478, fol. 9^{re}, 14^{re}, 16^{re}, 17^{re}. Dans l'intervalle, il écrit, par ordre du roi et des ducs, aux archevêques de Canterbury et de Dublin (*Thezaurus novus anecdotorum*, t. II c, 1230-1230, cf. *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 127). Il assiste au grand Conseil le 22 avril (*Ordonnances*, t. VIII, p. 431) le 6 juin, il écrit, de Paris à un cardinal. *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 153. Après son dernier voyage en Allemagne, il expose au Conseil des le mois d'avril. Douët d'Arceq, *Choix de pièces inédites*..., t. I, p. 207, et au Parlement le 20 octobre, les 23, 25 et 26 novembre et le 17 le même 1401. *Arch. nat.* X 1^{re} 1478, fol. 16^{re}, 17^{re} et 18, 18^{re}. Enfin comme en la requête. F. Jarry, *Le roi politique de Louis de France*, p. 247, il devient conseiller du roi d'ici vers en 1401.

2. J. Weiszäcker, t. IV, p. 36, 37, cf. p. 41, 42.

3. Instructions du 14 août 1401 pour des ambassadeurs envoyés au duc de Milan. Douët d'Arceq, t. I, p. 284.

4. Lettre d'Élie de Lastrange du 1^{er} octobre 1401. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 162.

5. C'est Charles VI et Isabelle de Bavière qui lui avaient proposé leur alliance à cette condition. J. Weiszäcker, t. V, p. 280, 391, 394, 399. *Impressum collectum*, t. IV, p. 73, 304, 106, 107; K.-H. Kötzsche, *Huprecht von der Pfalz und das Konzil zu Pisa*, p. 3; A. Leroux, p. 32, 33; L. Frey, *Verhandlungen mit der Curie*..., p. 62).

les diplomates français purent se dispenser de se rendre en terre d'Empire : sous prétexte de poursuivre cette négociation politique et religieuse, une ambassade allemande, à la tête de laquelle se trouvait Louis de Bavière, le propre frère de la reine Isabelle, passa plus de six mois en France. On ne put s'entendre, par la raison que les préférences du roi Robert étaient pour la voie de concile, et que la voie de soustraction, dont les princes s'entêtaient à vanter les bienfaits, ne continuait à lui inspirer qu'une invincible répugnance¹. L'année 1403 verra Robert se retourner vers Boniface IX et souscrire à une partie des conditions posées par le pape de Rome²; celui-ci l'en récompensera en confirmant enfin son élection de roi des Romains³. C'en était fait : l'Empire s'écartait définitivement de la ligne tracée par le roi de France⁴.

Simon de Cramaud, le prélat intransigeant, le diplomate aux illusions tenaces, qui se flattait de convertir à la voie de cession et de soustraction d'obédience aussi bien Henri IV de Lancastre, en Angleterre⁵, que Robert de Bavière, en Allemagne, paraît avoir porté auprès de plusieurs de ses contemporains la responsabilité de ces échecs⁶. En réalité, c'était la politique des ducs de Berry et de Bourgogne, celle des cardinaux d'Avignon, celle de l'Université de Paris, qui, désavouée, à l'étranger, par la plupart des éléments et dédaigneusement repoussée par presque

1. Lettre du roi Robert au roi d'Aragon du 17 mai 1403 (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. I, c. 1705; J. Weizsäcker, t. V, p. 39a.).

2. J. Weizsäcker, t. IV, p. 93. L. Frey, p. 60, 63, K.-H. Kotschke, p. 4. — Le refroidissement survenu entre le roi Robert et Boniface IX avait été signalé par le cardinal de Tournay (P. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 191).

3. La lettre du 1403, en étant au public (Thierry de Niem, *De Scismate*, p. 143, cf. J. Weizsäcker, t. IV, p. 114). M. A. Lemeroy, *op. cit.*, p. 35, fait remarquer que la nouvelle de la restitution d'obédience faite dans l'intervalle par le France à Benoît XIII ne fut peut-être pas étrangère à la détermination de Boniface IX.

4. Wenckes démontre, en rapportant la lettre de Charles VI, avoir fait valoir les conférences qu'il préférait avoir tenues au sujet de l'union, avec Digsmund et les autres princes. Cf. sa notice J. Weizsäcker, t. V, p. 180.

5. A la fin, ne le fit qu'il écrivit vers le mois de février 1401 à l'archevêque de Canterbury. Hist. de Rouen, ms. 1353, fol. 287; *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1. — Il y prétend que le feu duc de Lancastre a toujours approuvé la voie de cession, et que Henri IV n'a qu'à suivre l'exemple de son père.

6. Cf. *Reliquiez de Saint Briga*, t. II, p. 688.

tous les urbanistes, se trouvait par là même irrévocablement condamnée.

VII

Si de l'extérieur on reporte ses regards au dedans du royaume, il y a lieu de se demander quels résultats avait donnés le curieux essai tenté en 1398 d'une Eglise autonome. Restauration des libertés antiques de l'Eglise de France, cette formule magique avait paru séduire un grand nombre d'esprits lors du dernier concile : il semblait que s'ouvrit devant le clergé du royaume tout un brillant avenir d'indépendance et de richesse, par cela seul qu'on retirait au pape le pouvoir de conférer les bénéfices ecclésiastiques et qu'on suspendait les levées faites à son profit.

Certains auteurs modernes ne sont pas loin de partager l'enthousiasme des promoteurs de la soustraction d'obédience quand ils enregistrent les résultats obtenus grâce au rétablissement de l'élection canonique¹. On ne vit plus, disent-ils, les évêchés, les abbayes devenir la proie des favoris du pape, pour la plupart étrangers au pays. Les religieux, les chanoines choisirent parmi eux les plus capables ou les plus dignes. De prévôt, de doyen, d'archidiacre on devenait évêque, par une sorte d'avancement régulier, sans changer de diocèse. Une garantie de plus était fournie par la confirmation des métropolitains, et l'influence laïque se trouvait écartée.

Ici, je crains que la peinture ne soit un peu flattée. Sans doute l'absence de documents rend impossible de critiquer plusieurs élections². Mais il est difficile de nier, dans d'autres cas, l'ingé-

¹ Kehrman, *Frankreichs innere Kirchenpolitik*, p. 35.

² Guillaume de Segalas est élu abbé de la collégiale de Saint-Astier, le 10 décembre 1399, et confirmé, le 1^{er} janvier, par l'évêque de Périgueux (Bibl. nat., collection de Périgord, ms. 31 fol. 29^v). Guillaume du Puy archidiacre de Rieux, est élu évêque du même siège et demande, en 1401, sa confirmation au métropolitain (*Galla christiana*, t. XIII, c. 149). A Condom, le successeur de Bernard Alamant († 9 mars 1401) est le vicaire général Jacques Rambaudi, élu par le chapitre, mais contre lequel s'élève un comploteur *ibid.* t. II, c. 161). A la date du 23 août 1402, un nouvel abbé de Saint-Jean-les-Sens, élu par les moines, partant à Paris, auprès de son archevêque le « fait de son election » (Arch. nat. J 364 *sublites II* n° 6). Le 7 octobre suivant, les religieux de Saint-Merent élisent comme abbe

nance des barons et des princes. Je ne parle pas de la Bretagne, où l'on a sans motif attribué au duc la nomination d'un évêque de Nantes¹. Mais à Evreux, le élu du chapitre, Guillaume de Cantiers, dut son succès peut-être moins à son titre de chanoine qu'à celui de conseiller au Parlement². Un serviteur du duc d'Orléans, Pierre Beublé, obtint l'évêché d'Uzès³. À Autun, le duc de

Pierre Bastien en remplacement de l'abbé défunt. Roger le Sain - Avil : A. Richard, *Charles et documents pour servir à l'histoire de l'abbaye de Saint-Maurice*, dans les *Archives historiques du Poulx*, t. XVIII, p. 186. La chancellerie d'Auxerre étant devenue vacante par la nomination de Jean Chanteprime au décès de Paris, les suffrages des chanoines se portèrent, le 1^{er} février 1403, sur Jean Alepte, sous-collecteur apostolique (Arch. de Yonne, G 1598). Enfin l'archevêque de Toulouse Pierre de Saint-Martial étant mort au mois de décembre 1401, le chapitre élut pour lui succéder le prévôt de la cathédrale, Vital de Castel-Moron, qui est ordonné par ses suffragants et consacré par l'archevêque de Bourges. *Gallia christiana*, t. XIII, c. 47. D. Vassette, t. IX, c. 1000, à ce propos, un docteur en droit de l'Université de Paris écrivait peu après : « Canonici habemus qui certam in processibus prechellis nobis dant canonice in bonum quodam super archiepiscopo Modestino legum non in utrumque contra ecclesiam statuerent, ut quidam de his in eorum conspectibus per multos annos in bonum per nos fecerunt » (Bibl. nat. lat. 1006, f. 140 v.).

1. *Gallia christiana*, t. XIV, c. 107. Les faits sont relatés par un auteur anonyme qui le recueille des plaidoiries des 12 et 13 août 1401. Arch. nat. X¹, f. fol. 106 v et 110 v. L'évêché de Nantes vint à vaucein, non pas le 10 août 1398 comme on le croit généralement. R. Eubel, *Hierarchia catholica media ævi*, p. 100, sous les leçons de 1398. La bulle de Benoît XII pour le Nivernais auquel il est écrit au ch. quatre pour l'inviter à élire un archevêque du diocèse. « Bernardus de Gascogne Bernard du Peyron, qui, au dire de son adversaire, « estoit bon homme à aucunes dames de l'ostel de la duchesse ». En effet, les suffrages se portèrent sur lui. Mais le 10 août 1398, jour de l'élection, l'archevêque de Sens et le cardinal de Bourges, se joignant à l'archevêque de Lyon, s'opposèrent à son élévation. Le 11 septembre 1398, le pape Léon IV, par la bulle « Cum ad nostram », déclara nul l'élection de Bernard du Peyron, et déclara que la soustraction d'obédience se produisit sur ces entrefaites, mais entre le 27 juillet 1398, où elle fut résolue à Paris, et le 1^{er} septembre où elle fut publiée à Villeneuve. Le 10 août le pape transféra en consistorie à l'évêché de Nantes Henri le Barbu, archevêque de Vienne. Malgré la soustraction, Bernard du Peyron eut pour lui-même tenu aucun compte de cette soustraction et se fit consacrer, non plus au pape, mais au métropolitain, l'archevêque de Tours, qui est son élu. Il fut donc mis en possession de l'évêché de Nantes et de ses biens le 10 août 1398. Les évêques de la province, parmi lesquels Henri le Barbu, évêque de Rennes, et Jean de Bédou, évêque de La Rochelle. R. Eubel, *op. cit.*, p. 101. Le 10 août 1398, le pape transféra en consistorie à l'évêché de Nantes Henri le Barbu, archevêque de Vienne. Malgré la soustraction, Bernard du Peyron eut pour lui-même tenu aucun compte de cette soustraction et se fit consacrer, non plus au pape, mais au métropolitain, l'archevêque de Tours, qui est son élu. Il fut donc mis en possession de l'évêché de Nantes et de ses biens le 10 août 1398. Les évêques de la province, parmi lesquels Henri le Barbu, évêque de Rennes, et Jean de Bédou, évêque de La Rochelle. R. Eubel, *op. cit.*, p. 101. Le 10 août 1398, le pape transféra en consistorie à l'évêché de Nantes Henri le Barbu, archevêque de Vienne. Malgré la soustraction, Bernard du Peyron eut pour lui-même tenu aucun compte de cette soustraction et se fit consacrer, non plus au pape, mais au métropolitain, l'archevêque de Tours, qui est son élu. Il fut donc mis en possession de l'évêché de Nantes et de ses biens le 10 août 1398. Les évêques de la province, parmi lesquels Henri le Barbu, évêque de Rennes, et Jean de Bédou, évêque de La Rochelle. R. Eubel, *op. cit.*, p. 101.

2. Grâce à l'intervention des cardinaux, suivant Mart. v. d'Alipart. Le 12 mai 1400, on lui donne déjà à Paris, le titre de « Leuensis » (*lesus electus continuus*). Arch. nat. LL 159, p. 99. On a vu plus haut, p. 29, note 3, ses vains efforts.

Bourgogne dépêcha vers le chapitre un de ses secrétaires, Pierre de Courlon, un de ses maîtres d'hôtel, Guichard de Saint-Seyne, le bailli de Dijon, Antoine Chuffain, et fit élire évêque son conseiller Jean Picard (janvier 1401¹ ; celui-ci étant mort au bout de quelques jours², le chapitre dut le remplacer, et le nouvel élu fut Miles de Grancey, parent d'un chambellan de Philippe le Hardi³. A Nevers, où le duc de Bourgogne intervint également auprès des chanoines⁴, le choix de son secrétaire et aumônier Robert Dangeul lui causa un tel contentement que le sacre du nouvel évêque se fit en sa demeure, et qu'il prit à sa charge tous les frais de la fête⁵. Au lendemain même de la soustraction, si les religieux de Saint-Denis portèrent leurs voix sur Philippe de Villette, un des plus jeunes d'entre eux, c'était, ainsi que l'avoue l'annaliste officiel, pour obéir aux suggestions de Philippe le Hardi : rien de surprenant dès lors à ce que les ducs de Bourbon et de Bourgogne aient reconduit le nouvel abbé, en grande pompe, de Paris à Saint-Denis, « comme s'il eût été de sang royal⁶. »

J'ajouterai que le bon usage de la liberté suppose chez ceux qui en jouissent des qualités qui n'étaient peut-être pas, à cette époque, l'apanage de tous les électeurs ecclésiastiques. Il existait dans chaque couvent ce qu'un contemporain appelle plaisamment

pour se faire confirmer son évêché par Benoît XIII. Le jour où il fut sacré Louis d'Orléans lui fit présent de sept hanaps d'argent doré et d'un anneau orné d'un gros balais carré, le tout valant 187 francs 16 sols 3 deniers (Bibl. nat., ms. français 10432, p. 237).

1. Cette première élection et les circonstances qui l'accompagnèrent sont ignorées des auteurs. Elles sont révélées par les comptes du trésorier Jean Chousat et du receveur général Guillaume Chenilly (Bibl. nat., collection de Bourgogne, ms. 65, fol. 79^{re} ; ms. 100, p. 65, 73).

2. *Gallia christiana*, t. IV, c. 418, E. Petit, *Histoire des ducs de Bourgogne de la race capétienne*, t. VI (Paris, 1898, in-8°), p. 549.

3. Bibl. nat., collection de Bourgogne, ms. 100, p. 45.

4. *Gallia christiana*, t. XII, c. 652, E. Petit, *Itinéraires de Philippe le Hardi*,..., p. 213. — Le 26 juin 1402, Philippe le Hardi donne à Robert Dangeul 200 livres pour l'achat d'une mitre (Bibl. nat., collection de Bourgogne, ms. 65, fol. 73^{re}).

5. *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 584-592. Cette élection doit avoir eue lieu entre le 12 et le 25 août 1399. Le *terminus ad quem* est fixé par le *Registre de Saint-Denis* p. 391 : quant au *terminus a quo*, je remarque que les lettres de non-préjudice expédiées, le 12 août, par l'évêque de Paris sont en faveur d'élection. C'est ce qui résulte non du fragment qu'en a donné le *Religieux* p. 590 mais de l'analyse détaillée qui en est fournie par le registre LL 1102 p. 362 des Archives nationales.

un « archimoine, » un religieux faisant la loi et le jour de l'élection, groupant à son gré les suffrages. Guillaume Fillastre raconte l'histoire peu édifiante d'un de ces tyrans de cloître qui, s'étant assuré des suffrages de ses frères, fit empoisonner, durant la constitution, l'abbé de son monastère, fut élu à sa place, puis empoisonné lui-même par le jeune neveu dont il s'était servi pour perpétrer son crime ¹.

D'ailleurs, la liberté annoncée au début se trouve singulièrement restreinte dans la pratique. Une des ordonnances datées du 27 juillet 1398 défendait qu'on tînt compte même des recommandations royales. Le gouvernement ne garda pas longtemps un tel respect pour l'indépendance des électeurs, encore moins pour celle des collateurs ordinaires.

L'intérêt des universitaires fut une des raisons principales qu'il invoqua pour justifier son immixtion. Le clergé s'était de nouveau réuni à Paris au mois de février 1399 ². Devant cette assemblée, d'ailleurs assez peu nombreuse, non seulement l'Université réclama vigreusement et importunément la récompense de ses services ³, mais les ducs de Berry, de Bourgogne, d'Orléans et de Bourbon appuyèrent fortement les demandes de ces maîtres qui, par zèle pour l'union, n'avaient jamais voulu présenter de rôle à Benoît XIII. Forcé fut au clergé de leur attribuer séance tenante mille bénéfices, dont quatre prélats devaient être chargés de leur faire la distribution, ou plutôt de leur assurer indirectement la possession en agissant auprès des collateurs ordinaires.

1. Discours de Guillaume Fillastre, du 7 décembre 1346. Bourgeois de Châtelet, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 206.

2. V. plus haut, p. 185.

3. Réuni le 20 février, le clergé prolongea ses délibérations jusqu'au 14 mars. *Ordonnances*, t. VIII, p. 326. D'après le *Reliquaire de Saint-Denis* (t. II, p. 488), il semble que cette assemblée ait compris, comme les précédentes, des représentants de toutes les provinces; mais l'auteur d'un rec. tout à fait contemporain ne parle que d'une vingtaine de « prélats » présents. *F. El. de. Archiv. lit. Littératur*, t. VII, p. 16.

4. *Ibid.* p. 43. — Au mois de décembre 1398 l'Université avait fait une démarche auprès du chapitre de Notre-Dame de Paris comme il résulte de la délibération suivante : « 21 d. cembre 1398. Concluse est quod responderetur illis de Universitate quod domini ipsos habebunt recompensatos dum tempus affuerit quodque domini habent bonam affectum cum eis pro quibus preut poterunt benemeritis. » Mais une prébende étant venue à vacquer, le chapitre, le 4 janvier 1399, envoya le candidat de l'Université. *Arch. nat.*, Feb. 1398, p. 45. *Il Denarii, Chartularium Universitatis Parisiensis* t. IV, p. 37.

Ceux-ci étaient obligés de pourvoir une fois sur deux au un vergetaire¹. Avant que cette source bienfaisante s'abâtît sur l'Université, celle-ci avait préparé son rôle², ceux de ses membres qui jouissaient des faveurs de la cour eurent, en outre, de hautes recommandations auprès des collateurs³. Néanmoins ces derniers continuèrent, dit-on, de donner la préférence à leurs « vassals », Le nouveau régime, loin de satisfaire les appétits des maîtres⁴, en vint à surexciter leur colère à tel point qu'ils suspendirent,

1. Lettres closes de Charles VI datées de Paris, le 30 mars 1400 [Bibl. nat., ms. français 1471 fol. 11 v^o, ms. Moreau 1023 n^o 64]. De Boulay les a publiées t. 5, p. 100, et avec l'avis par lequel on s'entendait sous la date de 1400 que Lb. Jourdais *Index chronologicus*, t. 1, p. 122 a adoptée [dans l'intervalle pendant lequel *Histoire de l'Université de Paris*, t. III, p. 195] avait proposé la date de 1406.

2. V., à ce sujet, la délibération de la nation anglaise du 7 août 1399, tous les maîtres inscrits au rôle jurant de suivre les voies de cession et de soustraction (Domke et Châtelein, *Aufzeichnungen der Universität von Paris*, t. I, c. 160). On s'occupait encore du rôle au mois de novembre dans la faculté de médecine : « [2 novembre 1399] Nos, domini et primus hodie pro confusione rotule magistrorum... » (Arch. nat., M 56, n^o 11 bis).

3. Je citerai une lettre du duc de Bourgogne au prieur de Saint-Martin-des-Champs, datée de Rouen, le 2 novembre [1399] : « Chier et bon ami, comme nous avons entendu que la cure de S. Lorenz les Paris, à présent vacante, soit due de droit à un des suppos de nostre mère l'Université à savoir M^r Estienne de Sury, nous être de son bon conseil en la chose et l'acheter en secret, honorable personne et de bonne vie, selon ce que nous en avons esté et sommes suffisamment informés, et à présent procureur de la nation de France, lequel... est signé le premier par les quatre prelatz ad ce commis, à la présentation ou collation de vous, qui avez à présent le dicte cure : nous, qui désirons toujours de tout nostre cuer le bien et advancement des suppos de nostre dite mère l'Université vous prions le plus acertes et affectueusement que nous pouvons, que, tant pour vous donner des choses de son droit et que vous M^r Estienne de Sury a en l'onneur d'icel, parvenant au autrement par vous par lequel il ne puisse vivre et subsister à l'estude ne de ses labours et peines avoir aucune remuneration temporelle... nous bien que au fait de l'Eglise, lui estant, lors procureur, au en travail de peines et travaux, comme pour contemplacion de nous et de nostre priere, vous veuillez expedier à ycelui M^r Estienne de Sury et non à autre ledit benefice... sachant véritablement que nous le reconnoissons bien volontiers à l'instance de vous et des vostres, quant le cas y escherra. » (Arch. nat. M 54, n^o 54) — L'Université si ardente pour la cession, écartée en 1399 au profit de Benoît XIII, n'y songea plus à présent et comme : «... nos... d'icelle... de ce point... de la... de la... » (Archiv für Literatur..., t. VII, p. 86).

4. V., un mémoire rédigé vers 1400 : « Item ordinatur quod proventus de beneficiis viris studentibus et aliis otiosis qui per multa preterita tempora fuerunt neglecti... Studentibus qui laborant in scientia acquirenda et viris litteratis non providetur de beneficiis sicut sufficiens eorum et necessitas exigit. » (Bibl. nat., ms. latin 1464 fol. 317 v^o, 319 r^o) V. également le discours de Pierre le Roy du 6 décembre 1406 : « Je dis qu'il y eust au temps de la soustraction plus de notables hommes et de clers pourvus qu'il n'y avoit eu par devant la soustraction par motif de temps. » (Bourgeois du Chastel, *Source d'histoire et du conseil de Conscience*, Preuves, p. 174).

durant le carême de 1400, tous cours et exercices scolaires¹. Les plaintes répétées de l'Université provoquèrent alors de nouveau l'intervention du roi. Ayant constaté que les gradués étaient loin d'avoir reçu, en cette année écoulée, leurs mille bénéfices, ce qui n'a rien de bien surprenant, Charles VI s'en montra grandement offusqué et menaça les collateurs de les priver des effets de la faveur royale, s'ils persistaient à tenir aucun peu compte des désignations des commissaires (20 mars 1400)².

Cependant le bon vouloir de la cour ne se déployait pas uniquement en faveur de l'Université. Parmi les prélats assemblés au mois de février 1399, plus d'un, paraît-il, exprima la crainte d'être exposé, de la part du roi, de la reine ou des princes à des sollicitations qui rassemblaient à des ordres³. De fait, dès le mois d'octobre 1398, un rôle de familiers du roi avait été dressé, Charles VI faisant remarquer que la peur de retarder l'union l'avait empêché de recommander ses serviteurs à Benoit XIII; plusieurs pourtant s'étaient signalés par un zèle pieux, par de lointains voyages, était-il juste qu'ils fussent privés de toute récompense⁴? Même langage fut tenu sans doute aux noms de la reine, du frère, des enfants et des oncles du roi. Les

1 *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 748, *Journal des Ursins*, p. 411.

2 Lettres closes déjà citées. — Les exercices scolaires reprirent sans doute aussitôt après. *Religieux de Saint-Denis*, loc. cit., par conséquent (le 20 mars était le samedi de la seconde semaine du carême), avant la fin du carême, pour qu'en disent les chroniqueurs.

3 F. Ehrle, *Archiv für Literatur.*, t. VII, p. 43.

4 Délibération du chapitre de Notre-Dame de Paris du 19 février 1399: «*Nodie presentatu litteris regis...*» — Ils par le Roy Chiers et bien svent comise «*vous nequiers fait substruction*», par quoy les collacions et provisions des benefices sont et appartiennent aux prelatz et autres collateurs ordinaires; et paravant, afin que un unement ne fust retardee ou empeschée ladite union de l'Eglise, nous vo de faire se souffrir presenter aucun rola de par nous audit Benedic pour nos familiers et serviteurs, desquelz plusieurs ont pour le fait dessusdit tres grandement traictez et labouré en plusieurs lointains voyages, où envoyés les avons a plusieurs en routes maritimes, et il se sçait que de present, nous, qui de fait n'obeyrre des uns leur bien et avancement nous fait pour la provision d'iceulz un rola aux archies et autres collateurs de nostre royaume et Dauphine, ou quel nous avons assigné à vos relevation nostre ami Pierre Sauvage, pour et es nomz de nostre amé eschevein Perreson de Faignon, c'est assavoir aux chanoines, prebendes, vicaires regies de S. Merrey nous vous priens les adrester que par ce rola sont lez et veulz de l'ap des choses dessus dictes, vous parvenez ou d'iceulz rola des benefices et prebendes quant vacans seront. Et de ce nous ferez sçavoir que vous avez que nous devons vous et vos fais

collateurs se virent assésés de demandes auxquelles, comme ils l'avaient prévu, il leur fut difficile d'opposer des refus. Prenons l'exemple du chapitre de Notre-Dame de Paris : il reçut d'abord des lettres très pressantes du roi en faveur de Pierre Sauvage une autre fois, il fut sollicité pour Olivier Gambelin de la part du Dauphin et du duc de Bourgogne¹ ou bien dut prononcer entre compétiteurs qui se réclamaient l'un du duc d'Orléans, l'autre d'Isabeau de Bavière², enfin il vit, un jour, venir un archevêque, deux évêques, un maître des requêtes, des chevaliers, des écuyers, des secrétaires du roi : cette imposante députation n'avait d'autre but que d'appuyer près de lui, aux noms du roi, de la reine et de leurs enfants, la candidature de Guillaume Chardonnel, médecin du Dauphin³. Les refus avaient parfois des conséquences fâcheuses : pour n'avoir point voulu recevoir en la cure de Hauville le confesseur du duc d'Orléans, l'archevêque de Rouen eut son temporel saisi par les officiers du roi⁴. D'ailleurs, les lettres du 20 mars 1400 donnèrent le pas aux favoris de la cour même sur les universitaires : alternativement, au fur et à mesure des vacances, les collateurs devaient

avoir pour bien recommandés. Et au dessusdit tant en faictesque nous en devons estre contents. Et nous rescripvons par le porteur de cestes vostre volenté et entencion sur ce. Donné à Paris, le xxix^e jour d'octobre. Sic signatum * CHARLES Freton. — Dominus deliberaverunt quod responderetur in terminis generalibus. » (Arch. nat., LL 109^e, p. 431.)

1. « [18 mars 1399] Hodie, presentatis litteris dalphini Viennensis et domini ducis Burgondie, fuit deliberatum quod domini faciant illud quod poterunt, quando casus occurrat, per magistrum Oliverio Gavella, magistrum in artibus, in ipsis litteris nominato. » (Ibid., p. 441.)

2. « [11 mai 1400] Hodie, presentatis litteris regis ex parte domine regine Francie super receptione magistri Johannis de Essoya ad canonicatum et prebendam ecclesie S. Medardi, quos obtinere solebat magister Petrus Beuchlé, Uticensis ecclesie electus confirmatus dicto magistro Johanni collato per magistrum Johannem Rollandi, canonicum Parisiensem, ratione turre sui, magister Matheas Reynaldi se opposuit nomine domini ducis Aurelianensis. Et assignata est dies ad iure post Ascensionem Domini ad dicendum causas oppositionis sue. » (LL 109^e, p. 46.) — Jean d'Essoye reparait, l'année suivante, avec le titre de chanoine de Saint-Merry (ibid., p. 143.)

3. Arch. nat., LL 109^e, p. 264.

4. Ch. de Robillard de Beaurepaire, *Inventaire sommaire des Archives de Seine-Mérieure; Archives ecclésiastiques* t. I, p. 4. — Parmi les chanoines qui furent, durant cette période, reçus chanoines de Rouen, je remarque les noms de plusieurs personnages appartenant au monde de la cour par exemple ceux de Jean de Boissy (4 décembre 1398) et de Guillaume Balsatier (20 février 1400), maîtres des requêtes de 1395 et 1404, t. II, p. 211.

pourvoir les clercs recommandés par le roi, la reine, le Dauphin, le frère ou les oncles du roi, puis les suppôts de l'Université de Paris désignés par les commissaires. On se demande ce que, dans ces conditions, devenait le prétendu privilège reconnu aux collateurs¹.

Il eût été encore plus ouvertement violé, si l'on eût tenu compte, comme le demandait le sacré collège, des expectatives octroyées par les papes aux cardinaux et à leurs familiers². Mais, à cet égard, une décision de l'assemblée du clergé du 11 mars 1399, sanctionnée par une déclaration royale du 7 mai suivant, ruina les espérances de tous ceux qui prétendaient se prévaloir de bulles antérieures à la soustraction d'obédience³.

Les cardinaux auraient voulu aussi faire maintenir les taxes levées au profit de la Chambre apostolique, sauf à en affecter le produit aux dépenses de l'union, et ils tenaient essentiellement à rester en jouissance eux-mêmes de la part qui leur revenait dans les « services communs⁴ ». C'est ce qu'ils tâchèrent de faire admettre par les ducs, notamment au mois de mars 1399 : de quel droit, au bout du compte, les débiteurs s'affranchissaient-ils de leurs dettes, et comment pensaient-ils échapper aux censures qui punissaient *ipso facto* de tels manquements de loi ? Les prélats assemblés à Paris, se sentant faibles sur le terrain

1. Nicolas de Clamanges avait prédit cet abus en 1396 : il avait annoncé que les clercs lettrés ne gagneraient rien au nouveau régime : « Estne quædam verisimilis existimandum ut cum omnia quæcumque principum arbitratu disponentur, quod, nisi sanctis rebus repositis atque postpositis, prebendes et dignitates, cum vacaverint, litteralis in studio desudantibus per patronos conferri faciant? ... Sane nuda principum universa gerentur, nec tam litteralis erit consultum hominibus quam ignavis et idiota et, ut ille dicam, coronatis astitis. » (Ep. xiii, éd. de 1613, p. 201.)

2. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VI, p. 303.

3. *Ibid.*, t. VII, p. 43; Arch. du Vatican *Armarius* LIV, t. XXVI, fol. 134 r; Du Joulay, t. IV, p. 264, *Ferme des libertés de l'Église gallicane*, t. II, p. 146, *Ordonnances*, t. VIII, p. 325, 326. — Dans une lettre datée d'Avignon, le 14 janvier, le cardinal Pierre d'Aux se plaint au duc d'Orléans de la cupidité qui pousse un si grand nombre d'ecclésiastiques à se faire pourvoir de bénéfices, même par des gens qui n'ont nul droit d'en disposer, et il le conjure de mettre un terme à cette chasse scandaleuse. Bibl. nat., nouv. acqu. latines 1702, fol. 175 v°.

4. Instructions des cardinaux de Malosset et de Saluces (F. Ehrle, *loc. cit.*, t. VI, p. 207; Cf. J. P. Kersch, *Die Finanzverwaltung des Kardinalkollegiums im VII und XIV Jahrhundert*, dans Kappeler, Schörs et Schäfer, *Kirchen-geschichtliche Studien*, t. II, 4^e fascicule, 1892.

du droit, se retrancherent derrière les décisions du précédent concile, « Ce qui est fait est fait, » dirent-ils, et ils prièrent les cardinaux de ne pas introduire dans le royaume un nouvel élément de discord. Le rétablissement des immunités anciennes de l'Eglise de France, en d'autres termes, l'abolition des procurations, annates et autres taxes levées au profit du saint-siège, fut décrété au mois de mars 1399, comme il l'avait été au mois de juillet 1398; seule la question des emoluments du sacré collège demeura provisoirement en suspens, pouvait payer qui voulait. Cette autorisation n'était peut-être pas de nature à rassurer entièrement les cardinaux¹.

Cependant, avant même la clôture du concile de 1398, le clergé avait pu se rendre compte que les exigences de la royauté le privaient en partie du bénéfice de l'abolition des taxes apostoliques²; on se souvient de la quotité exceptionnellement forte de l'impôt auquel il s'était vu amené à consentir. Ce fut bien autre chose quand, au mois de février 1399, le gouvernement, non content de cette première concession, réclama un subside, en faisant valoir les grandes dépenses auxquelles la poursuite de l'union l'entraînait³. Certains chapitres, tels que celui de Notre-Dame de Paris, passèrent en être quittes en abandonnant à la cour l'arriéré des sommes qu'ils devaient à la Chambre apostolique⁴.

1. F. Ehrle, *loc. cit.*, t. VII, p. 43-45, cf. *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 404. — Un mémoire rédigé dans l'entourage du pape vers la fin du mois de mai 1400 constate que les cardinaux demandent et obtiennent du roi de France une partie du montant des revenus apostoliques (F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 457).

2. V. cependant les paroles rassurantes qu'avait prononcées, à ce sujet, Simon de Gramaut le 30 mai 1398 (Bourgeois du Châtenet, *Preuves*, p. 27).

3. F. Ehrle, *loc. cit.*, t. VII, p. 42, *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 608. — Noter cependant que le roi paraît avoir, en outre, imposé sur ses sujets laïques sur tous ceux du moins qui avaient payé l'aide pour le mariage de sa fille, une taille extraordinaire « pro pace Ecclesie et auxilio fidei catholice » (D. Vaissette, t. X, *Preuves*, c. 1890) Mais, sur le produit de cette taille levée des 1398, le duc de Bourgogne se fit allouer une somme de 14.500 livres (Bibl. nat., collection de Bourgogne, ms. 65, fo. 100 v°).

4. Le chapitre de Notre-Dame s'assembla deux fois le 4 mars 1399. Dans la première séance, devant le lever du soleil, il prit la décision suivante : « Super eo si aliquod nunc petunt dominum Rex et duces pro facto unionis 3. milia. Ecclesie concessum est quod levetur in quo debita sunt Camere apostolice per tempus futurum, et, nisi sufficienter concedatur decem » (Arch. nat. LL. 1084, p. 409). Il est probable que l'affaire devait venir le jour même devant l'assemblée du clergé. Je ne puis donc admettre, suivant la version du *Religieux de Saint-Denis* t. II,

Cela ne suffit pas : il fallait octroyer au roi une décime entière que les princes acceptèrent, tout en protestant que le produit n'en couvrirait pas la moitié des dépenses de l'union. Le clergé demandait seulement que la levée et la distribution en fussent confiées à des ecclésiastiques à l'exclusion des officiers royaux, de façon à être bien sûr que tout l'argent passerait aux dépenses réclamées par l'intérêt de l'Eglise¹. C'est ce qui parut avoir eu lieu, du moins dans la Langue d'Oil². Levée en deux termes par des ecclésiastiques, le produit de la décime, réduite comme d'habitude au vingtième des revenus³, fut centralisée entre les mains de plusieurs commissaires dont le principal était l'évêque de Paris. C'est eux aussi qui en firent les distributeurs, et qui eurent à rendre compte de l'emploi qu'ils en firent devant la Chambre des comptes, en présence des députés de l'assemblée du clergé⁴. Mais cette organisation ne s'étendit pas sans doute

p. 499, 498 — qu'il y eut deux sessions, l'une avant, l'autre après Pâques 20 Mars, et que la demande d'argent du gouvernement ne se produisit que dans la seconde.

1. F. Ehrle, *loc. cit.* Cf. *Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 189, *Religiosi de Saint-Denis*, t. II, p. 461.

2. L. sire Guillaume écrivit le 3 juillet 1399 à l'abbé du Mont-Saint-Quentin par Jean du Floich, clerc, « receptor ejusdem decime ad preservationem actionis Ecclesie nuper per Concilium dominiarum prelatorum... concessa » (Bibl. nat., ms. Moreau 242, fol. 251).

3. *Ibid.* — Les ecclésiastiques, en cas de contestation avaient recours à la Chambre des comptes. C'est ce que fit, par exemple, l'abbé de Saint-Germain-des-Prés, qui, ayant payé au collecteur du diocèse de Paris la décime pour son abbaye et tous ses dépendances, se vit poursuivre par le collecteur du diocèse de Chartres pour le paiement de la décime de la prévôté de Dammarie-Grande et leur curé de Houssin. Les deux comptes, par mandement du 13 avril 1400, enjoignirent à ce collecteur de verser toute contrainte. Arch. nat. h. 221 n° 63.

4. A la ch. de ratification à laquelle prit part le 4 décembre 1400 en la Chambre des comptes, Simon de Gramud, archevêque de Sens, les évêques de Paris, de Chartres, de Tournay, etc. : « Sur ce que l'en faisoit question à sçavoir où et devant qui compteroient M. de Paris et ceux qui avoient receu et distribué les deniers de subs. ne ordonne sur les gens d'Eglise pour le fait de l'union de l'Eglise depuis la substruction et ou seront garcies les lettres desdits comptes et le double d'iceux, et disoient aucuns quilz devoient compter devant les quatre commissaires sur le fait de l'Eglise, appellez aucuns de MM. des Comptes tels comme le Roy y voudroit commettre, en lieu certain et special a leurs qu'en la Chambre des comptes, considère que ce n'est il pas les deniers du Roy, et que ainsi est il contenu en certain instrument sur ce fait, apres plusieurs opinions, fut déclaré que moult seigneur de Paris et autres receveurs semblablement compteroient devant luy fait sans prejudice du Roy ne d'autre, et qu'à ce cas le Roy ne se mettrait en compte, et apres seroient appellez les quatre commissaires demandés. » « y furent reféré et ainsi seront gardés les livres et leurs comptes, et le double d'iceux » Arch. nat., P²⁰⁹ p. 203, texte cité d'après un ms. de Rouen, par H. Morauville *Chronographia regum Francorum* t. III, p. 189, note 1).

aux provinces méridionales : dans le Languedoc et la Guyenne, où la levée n'eut lieu que plus tard, vers le mois d'août 1409, le receveur général de la décime fut un secrétaire du duc de Berry ¹. Cependant le *Religieux de Saint-Denis*, qui semble avoir en vue la levée faite en Langue d'Oïl, déplore le gaspillage des deniers destinés aux dépenses de l'union : ils servirent, dit-il, en grande partie, à défrayer le luxe de courtisans fastueux ².

Quant à la concession d'aides faite par le conseil de 1398, elle expirait en 1401 ³. La cour ne se hâta pas d'en demander la prorogation, peut-être dans la crainte que la réunion d'une nouvelle assemblée du clergé ne provoquât des explications fâcheuses au sujet de la sous-raction. Nommé peu de temps après souverain gouverneur des aides pour la guerre en Langue d'Oïl (18 avril 1402 ⁴, le duc d'Orléans préféra recourir d'abord à divers expédients : il essaya à l'instar des papes, d'un emprunt forcé sur les prélats ⁵, puis tenta de tirer encore quelques ressources des aides qui n'avaient plus cours : les ecclésiastiques refusant d'acquitter l'impôt sur les choses vendues, d'exiger des acheteurs. Enfin, ce qui était peut-être encore un moyen détourné de lever bon gré mal gré les droits sur les denrées, il prétendit, dit-on, faire prendre dans les greniers et celliers des prélats le quart des subsistances nécessaires à l'approvisionnement quotidien des maisons du roi et de la reine. Il est vrai que cette dernière mesure demeura sans effet par suite de l'opposition de prélats tels que Guy de Hoya, archevêque de Reims, appuyée par le duc de Bourgogne ⁶.

1. Gérard Roussin (lettres de Charles VI du 26 août 1409 accordant remise de la décime à l'archevêque de Narbonne, lettres de Gérard Roussin datées du Bénédictin, le 14 octobre suivant, Bibl. nat. ms. Roussin 309 n° 444).

2. Cependant, ajoute-t-il pour justifier la taxe ou envoya Pierre Planchet à Liège (t. II, p. 688). V. plus haut, p. 283.

3. Des 1399 ou 1400, la levée des aides souffrit parfois des difficultés : ainsi les ecclésiastiques demeurant à Autun refusèrent de payer l'aide sur les denrées (Bibl. nat., collection de Bourgogne, ms. 100, p. 68). Ceux de Nevers furent exemptés, pour l'année 1401, du paiement du quatrième du vin *ibid.*, p. 73.

4. Ordonnances, t. VIII, p. 494 — cf. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 26, 26, et E. Jarry, *La vie politique de Louis de France...*, p. 264, 265.

5. L'abbé de Saint-Germain-des-Près tout au moins s'exécuta. Douët d'Arceq, *Choix de pièces inédites*, t. I, p. 339.

6. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 26. — Si Guillaume de Dormans excommunia certains prélats récalcitrants, ce n'est peut-être pas comme archevêque de

Le plus simple était encore de faire renouveler la concession des aides, en évitant, s'il se pouvait, de rassembler tout le clergé. C'est ainsi que le gouvernement commença par provoquer la réunion successive de conciles provinciaux en Langue d'Oc. Devant chacun d'eux, un conseiller du roi et du duc de Berry, Pierre Neveu, représenta les charges énormes grevant le budget de l'État et insista pour le renouvellement de la concession de 1398¹. En effet, dans la province de Narbonne, par exemple, seuls les évêques de Saint-Pons et du Puy, Pierre Ravat et Élie de Lestrangé, dont les sentiments nous sont connus, refusèrent leur consentement et virent, pour ce motif, leur temporel saisi; le sequestre se prolongea même davantage pour le second, qui osait prendre ouvertement la défense du pape. Quant aux autres prélats de la province réunis ou représentés, le 3 avril 1402, à Saint-Thibéry, ils octroyèrent les aides, dans les mêmes termes qu'en 1398, pour une nouvelle période triennale, en stipulant toutefois que la concession serait caduque, si le clergé des autres provinces n'en faisait point de semblables, ou si l'on venait à restituer l'obéissance à Benoît XIII². Tandis que cet exemple était suivi par le clergé des autres provinces de la Langue d'Oc, les princes s'occupaient de faire voter les aides, à Paris, non pas précisément par une assemblée du clergé, mais par un certain nombre de prélats et de clercs, dont sans doute les dispositions étaient sûres et qu'on se plut, dans cette circonstance, à considérer comme représentant le clergé de tout le royaume³. Après quoi, ils s'efforcèrent au moyen de lettres du roi adressées à chaque prélat, à chaque chapitre à chaque monastère, d'obtenir des intéressés une ratification de ce vote. Le chapitre de Notre-Dame

Sens, mais comme conseiller sur le fait des aides ordonnées pour la guerre. Bibl. nat., *Titres des évêques de Comminges*, t. I, n° 3681, 3083². Le même prélat venait d'être relevé le 21 janvier 1400, de l'Étroit et secret Conseil *ibid.*, n° 3017.

¹ D. Vaissette, t. IX, p. 991. — Cf. X, c. 196a.

² Galles Bellocière, *CONCORDIA CIVITATIS* Talne Mons, t. XXVI, c. 832.

³ C'est ce qui eut lieu le 20 août 1402 devant le chapitre de Sens. M^r Nicolas de Vitry, vicaire général de l'archevêque. *Arch. nat.*, J 384. Subaudon, II, n° 6). Cf. des lettres du roi du 26 septembre 1402. *Et. Jarry. La collection de Louis de France*, t. I, p. 100. — Secret de ces lettres. *Le secret*, c. 908. — La proposition des aides fut donc adoptée sans opposition le 1^{er} août 1402, mais il semblerait se tromper quand il ajoute que cette décision se produisit au moment où approchait de son terme la précédente concession.

de Paris s'exécuta le 18 août¹; celui de Sens n'attendit même pas pour publier les nouvelles aides l'invitation du vicaire général de l'archevêque²; les abbés si j'en juge par ce qui se passa dans le même diocèse, ou s'en rapportèrent à l'archevêque, ou donnèrent leur consentement après avoir consulté les religieux de leur couvent³. Le 30 août 1402, Charles VI put écrire que les gens d'Eglise de son royaume lui avaient octroyé, « de franche et bonne volonté, » les mêmes aides qu'en 1398 pour trois années nouvelles commençant le 1^{er} octobre⁴.

On aurait tort pourtant de croire que cette complaisance ne causait point à quelques prélats, je ne dirai pas seulement une vive contrariété, mais de singuliers tourments de conscience. Rien de plus instructif à cet égard qu'un mémoire dans lequel le canoniste Gilles Bellemère, alors évêque d'Avignon, expose ses scrupules, fait part de ses perplexités, raconte ses ingénieux efforts pour éluder l'exécution d'une mesure qu'il jugeait attentatoire aux immunités de l'Eglise⁵. Elle ne l'atteignait que dans une très faible mesure : une infime portion du diocèse d'Avignon faisait partie du Languedoc. Il se garda toutefois de déférer à la demande des généraux sur le fait des aides qui, dès le mois de novembre 1402 l'invitèrent à déléguer un juge pour contraindre au paiement de l'impôt plusieurs de ses diocésains. Il n'obtempéra pas davantage aux avertissements du juge-mage de la senéchaussée de Beaucaire, chargé de lui exprimer le mécontentement des généraux (6 février 1403 : ceux-ci allaient, s'il tardait davantage, mettre dans ses châteaux de Saint-Laurent-des-

1. De subsidio concedendo domino nostro Regi usque ad triennium respectu subditorum Ecclesie plures domini. » Arch. nat. L.J. 109^b, p. 217.

2. Le chapitre de Sens avait reçu directement des lettres de Charles VI. Il put répondre, le 25 août, au vicaire général que, devant presque tous ses biens à des fondations royales, il avait cru devoir obéir avec empressement au roi (Arch. nat., J 381, Subsidien, II, n° 6).

3. L'abbé de Saint-Herme-le-Vif choisit le premier parti, l'abbé de Sainte-Colombe le second. Les religieux de Sainte-Colombe et de Saint-Paul-sur-Vanne supplièrent qu'on eût égard, en procédant à la levée, à l'exemption de leurs monastères (*ibid.*).

4. Gilles Bellemère *loc. cit.* c. 960. — Le choix des élus sur le fait des aides pour le clergé continua d'être abandonné aux évêques (E. Lamy *op. cit.* p. 366; D. Vaissete t. X, Preuves c. 600).

5. *Constitutum CXVIII* Bibl. du Vatican, ms. lat. Val. 3881, fol. 141 v^o, Bibl. nat., ms. Moreau 1262, fol. 81 et sq., La. de. Mansi t. XXVI, c. 952-998.

Arbres et de Saint-Genies-de-Comolas des mangeurs qui lui feraient en quinze jours un dégât supérieur au revenu d'une année, et dont il ne se débarrasserait qu'en leur payant une solde plus forte que la valeur des deux châteaux eux-mêmes. Heureux encore, si, avec le concours du recteur du Comtat, les généraux n'appliquaient pas un régime identique à ses places fortes situées en terre d'Empire¹. En tout cas, ils allaient le représenter au roi et au duc de Berry sous les traits d'un rebelle. Le lendemain et le surlendemain, nouvelles menaces, appuyées d'une lettre des généraux, et sommation faite en présence d'un notaire et de témoins. Bellemère alléguait le besoin qu'il avait de s'éclairer, d'examiner les précédents, de consulter les intéressés et les prélats qui étaient placés dans une situation analogue. Sans être dupe de ses excuses, le délégué des généraux voulut bien, par amitié pour lui, ajourner la saisie de Saint-Laurent-des-Arbres et de Saint-Genies-de-Comolas. Le 14 février, Bellemère reçut encore un message pressant et la nouvelle que son temporel allait être saisi. Notez qu'il était seul à résister encore. L'archevêque de Narbonne lui avait confié que les généraux n'avaient même pas voulu souffrir certaines protestations émises par le clergé de sa province. Le conseil de céder lui fut également donné par sept légistes auxquels il crut devoir soumettre son cas; ils lui firent observer que, pour une résistance analogue, l'évêché d'Avignon avait déjà perdu le château de Lirac¹. Les doyens de Villeneuve et de Saint-Didier furent du même avis, le chapitre d'Avignon se prononça dans le même sens à l'unanimité. Ainsi opinèrent encore le prieur de Saint-Georges, le doyen de Saint-Pierre, les évêques d'Apt et de Viviers; ce dernier assura Gilles Bellemère qu'il n'avait à redouter, s'il se soumettait, aucune excommunication, les prélats assemblés à Paris ayant discuté la question et conclu que la constitution d'Irbain V n'était pas applicable à ce cas. L'évêque d'Uzes lui fit dire que son opposition ne produirait point d'effet. Les cardinaux qu'il consulta, à l'exception de Pierre Blau, lui conseillèrent aussi de

1. « *Castellum de Alliraco*, » et non « de Alirco, » comme le porte l'édition (Gard, carton de Roquemare. Cf. Guérin-Durand, *Dictionnaire topographique du département du Gard*, Paris, 1868 in-4^e, p. 116).

céder. Enfin tous les membres, sauf un, du clergé de son diocèse, réunis le 15 février dans son palais épiscopal, votèrent, à l'issue d'une messe du Saint Esprit, l'exécution des ordres royaux et apportèrent à l'appui de leur opinion des textes de l'Écriture ou des arguments juridiques. Il ne restait plus qu'à prendre l'avis du pape lui-même, mais Gilles Bellemère recula devant le danger de cette consultation : les ducs l'eussent pour le coup, traité de *lunatique* ! Sa ruine eût été décrétée comme celle de l'évêque du Puy. Veut-on une dernière preuve de la brutalité avec laquelle les gens du roi poursuivaient le recouvrement de l'impôt ? A Montpellier, un prêtre, licencié en décret et chanoine régulier, se vit arrêter, enchaîner et conduire en prison dans le château de Roque-maure, pour en avoir appelé d'une sentence d'un juge, délégué par l'évêque de Maguelone, qui l'avait condamné à contribuer aux aides. Gilles Bellemère néanmoins demeurait encore perplexe. Finalement, il éluda, ce qui lui tenait le plus au cœur, l'obligation de nommer un juge pour punir des ecclésiastiques dont la résistance lui semblait légitime. La quote-part du clergé de son diocèse dans les aides fut évaluée à la somme dérisoire de 20 livres, qui, avec une autre somme de 10 livres pour les frais accessoires, fut répartie entre les clercs contributibles et versée aux mains d'un des élus du diocèse d'Uzès. Fier d'avoir si longtemps bataille, non pour cette misérable somme, mais pour le principe lui-même de l'immunité ecclésiastique, Bellemère s'estimait heureux d'avoir donné aux évêques de France l'exemple de la résistance aux empiétements du pouvoir séculier.

On voit dans quelle mesure se vérifia en France, durant les années 1398 à 1403, la loi générale qui veut qu'aucune église ne puisse s'affranchir de l'autorité du pape sans retomber sous le joug de l'autorité laïque. C'est ce qu'avoue un auteur peu suspect de sévérité excessive à l'égard de la royauté : « Le premier fruit « de la soustraction, observe l'annaliste de Saint-Denis¹, fut « d'exposer l'Église de France aux persécutions du bras séculier. » Résultat bien peu conforme aux promesses rassurantes qu'avait fait entendre le gouvernement lors du concile de 1398.

1 T II, p. 684.

Énumérons-je les autres inconvénients de la soustraction d'obédience : l'abaissement des cardinaux, ravalés au rôle d'agents et de courtisans des princes¹ ; l'oppression du petit clergé par des prélats exempts contre lesquels il n'y avait plus de recours au saint-siège² ; la rigueur employée contre des clercs dociles à la voix de leur conscience³ ; l'humiliation du pape tenu pour légitime concourant à relever la situation de l'« intrus »⁴.

Parmi les urbanistes, ce déchaînement de colère contre le pape d'Avignon ne faisait qu'affermir la croyance au prochain triomphe du pape de Rome⁵. Le royaume de Naples, on s'en souvient, venait de secouer la domination de Louis d'Anjou, et, en se soumettant à Ladislas, était rentré sous l'obédience de Boniface IX. Autour de Rome les principaux partisans de Benoît XIII avaient disparu ou jeté bas les armes : je citerai le comte de Fondi, Onorato Caetani, mort au mois d'avril 1406, après avoir sollicité le pardon de Boniface IX⁶, Buzio Savel-

1 Le roi accorda une pension de 2000 écus d'or aux trois cardinaux de Malisset, de Thury et de Saluces, délégués à Paris à l'époque de la soustraction *ibid.*, p. 204. Le cardinal de la Grange toucha vers le mois de mars 1397 les arriérés de sa pension de l'année 1392-93 (H. Merneville, *Extraits de journaux du Trésor*, Paris, 1886, in-8°, p. 112). V. des lettres royales du 11 octobre 1404 reprochant à certains cardinaux de faire passer à Avignon bien qu'ils n'y résident pas, des vins, denrées, bois et fourrages qu'ils de tout droit de sortie, et d'en faire l'objet d'un commerce illicite *Ordonnances*, t. VIII, p. 476. Cf. Kehrman, *Innere Kirchengeschichte*, p. 80, et celle éloquentie predicta « adressée aux cardinaux par Nicolas de Clamanges dès 1396 (ép. xiii, p. 54) : « *Parbat forum metu est curia, nullus vestra palatium vanitas vestimenta inter vos non mercedem implorat. huius. Delatorum ad vos attente citat vestra res familiaris omnia vobis auge magnifica. Huiusmodi denique et contemptus totum mundi exitu, non forte hoc munus queritis ubi non ut alicui fialis aliquo regum assensatores.* »

2 V. notamment le ms. latin 14441 de la Bibl. nat. fol. 217 r°.

3 Nicolas de Clamanges exagère peut-être quand il parle de supplices infligés aux Français coupables d'obéissance à Benoît XIII, mais il ne doit point s'écarter de la vérité quand il déplore les menaces et maillies employées pour imposer silence aux adversaires de la soustraction (ép. xvii, p. 61, 65).

4 A cet égard, Honoré Bonet essaya de dérouter Wenceslas (*Fontes rerum Austriacarum*, t. VI, 2^e partie, p. 182). Dès le 21 décembre 1396 Boniface IX se fut écrit à Richart II d'user « son influence auprès de son beau-père, pour le décider à rentrer dans le giron de l'Église : il se voyait déjà ouvrant ses bras au roi de France et à tous ceux qui avait entraînés l'exemple de ce monarque (Rinaldi, t. VIII, p. 25). Cf. *J. Gerson's opera*, t. II, c. 46.

5 Bulle de Boniface IX du 2 jan. 1397 en laquelle toutes les trahisons du comte de Fondi, qui avait notamment complotté avec Pierre de Luna l'emprisonnement du pape, avait feint une conversion, priant de révéler des secrets dont dépendait l'union, puis recommencé à favoriser les « schismatiques », à bloquer la cour de



li¹, le préfet de Rome Jean de Vico², Richard Ross, de Terracine, et Onofrio d. Giovanni de' Frangipani, amenés les uns après les autres à faire leur soumission³; les frères Jean et Nicolas Colonne enfin, qui, après une vaine tentative pour se rendre maîtres de Rome, jugèrent plus prudent de conclure la paix (17 janvier 1401)⁴.

On put craindre un moment que les élémentins vivant même en dehors de l'Italie ne se laissent éblouir par le prestige du trône dressé auprès du tombeau des Apôtres : ce fut quand l'année 1400 ramena la période jubilaire qui, suivant la volonté de Clément VI, devait se renouveler tous les cinquante ans. L'espoir de gagner l'indulgence plénière poussa vers Rome des multitudes de pèlerins appartenant à l'une et à l'autre obédience⁵. Les Français ne furent pas les derniers à donner des preuves de leur piété dans cette circonstance. Mais ils eurent à braver les défenses de la cour, effrayée à la fois de la quantité de numéraire qui, avec les pèlerins, sortirait du royaume, du nombre des seigneurs et des hommes d'armes dont l'éloignement affaiblirait la France à l'heure où ses ennemis se disposaient peut-être à l'attaquer, enfin du profit matériel et moral que Boniface IX pouvait retirer d'une telle affluence⁶. Baillis et sénéchaux

Roma, etc. (Arch. du Vatican, Reg. 316, fol. 101 r°; Rinaldi, t. VIII, p. 60, 63, Gregorovius, *Storia della città di Roma* t. VI, p. 440-443). — Dès le 4 juin 1399, Boniface IX avait partitionné la ville d'Anagni, qui avait abandonné le parti du comte Reg. 316, fol. 173 v°, 179 r°; cf. Rinaldi, t. VIII, p. 60. Theiner, *Codex diplomaticus domus temporalis S. Sedis* t. III p. 97).

1. La bulle d'absolution, du 19 juin 1399, mentionne l'adhésion de ce damoiseau romain au parti des « antipapes » et du comte de Fondi (Reg. 316, fol. 190 r°, cf. Rinaldi, t. VIII, p. 56).

2. En conclusion une trêve, le 12 octobre 1399, Jean de Vico s'oblige à ne correspondre avec la cour d'Avignon ni par lettre, ni par message, et à ne recevoir aucun nonce ou ambassadeur de Benoît XIII (C. Calise, *I prefetti di Vico*, p. 403, Theiner, op. cit., t. III, p. 62).

3. Bulles du 12 mai 1400 portant absolution en faveur de ces deux damoiseaux, qui, après avoir adhéré au parti de Robert de Genève et de Pierre de Lune, avaient contribué récemment à la réduction de Terracine (Reg. 317, fol. 14 v°, 14 v°).

4. *Ibid.* fol. 1 r°, 20 v°, 27 v°, 68 r°. Rinaldi, t. VIII, p. 66, Theiner t. III, p. 105, 111; Gregorovius, t. VI, p. 412-413.

5. Antonio di Niccolò *Cronache della città di Fermo*, éd. G. de Nino, p. 28, *La cronaca di G. Seregnoli Lucchesi* t. II p. 422, Bertrand Raynaud, p. 369 Monstrelet, t. I, p. 31.

6. Les Chartreux de l'abbaye avignonnaise se virent aussi défendre le pèleri-

requèrent donc l'ordre de publier dans tous les centres importants la défense expresse d'aller à Rome, ils durent empêcher les départs, faire rebrousser les pèlerins et infliger aux contrevenants des châtimens exemplaires (27 janvier 1400) ¹. Une ordonnance postérieure constatait que néanmoins les routes de Rome se couvraient de Français, clercs, nobles, bourgeois, manans, hommes et femmes de tous états et qu'un plus grand nombre encore se disposait à partir, elle édictait, d'une façon plus précise, la saisie du temporel contre les ecclésiastiques et la prison contre les laïques qui violeraient la défense royale. Rien n'y fit ². Les chroniqueurs sont unanimes sur ce point ³. Charles VI ne put que déplorer l'inexécution de ses ordres. Au maître des ports du bailliage de Mâcon, il exprima son vif mécontentement, et il l'invita en vain, sous peine de châtimement sévère, à se montrer moins négligent ⁴. Au bailli de Sens, il reprocha de laisser passer journellement quantité de pèlerins ⁵ : « Et par ce semble, ajoutait-il, que vous vilipendez nos ordonnances. » La cour d'Avignon constatait tristement, de son côté, le regain de ferveur procuré à l'« intrus » par l'année jubilaire et le grand nombre de conversions opérées au profit du parti urbaniste ⁶.

Tous ces inconvénients avaient été prévus et, dès l'origine,

sage de Rome par les deux chapitres généraux successivement tenus à la Grande-Chartreuse en 1399 et en 1400 (G. Le Gouteux, *Annales ordinis Cartusienus*, t. VII, p. 14, 15).

¹ Bibl. nat. ms. français 14371, fol. 223 r^e et v^e, ms. français 22702, n^o 48, Guisson *Inventaire des chartes de la ville d'Arras*, p. 176 Arch. nat., Y 2, fol. 151 r^e, et, d'après ce registre, *Ordonnances*, t. VIII, p. 363 (sous la date du 17 février).

Un exemplaire d'une rédaction quelque peu différente fut adressé au maître des ports de la sénéchaussée de Beaune ms. français 14371 fol. 225 v^e.

² *Ibid.*, fol. 224 r^e; *Preuves des libertés de l'Eglise gallicane*, t. II, p. 169; *Ordonnances* t. VIII, p. 363.

³ Jouvenel des Ursins, p. 411; Thierry de Niem, *De Scismate*, p. 154, qui parle des mauvais traitements auxquels beaucoup de ces pèlerins furent en butte en Italie. Cf. Eustache Deschamps (éd. Queux de Saint-Hilaire), t. VIII, p. 263.

⁴ Ms. français 14371, fol. 226 r^e.

⁵ « Nous sommes leuement informez que par les routes de vostre povoir sont passez et sont hors de nostre royaume et y passent et yssent chascun jour moult de personnes à moult grant nombre, la quelle chose est et doit estre reputée à vostre tres grant negligence... » *Ibid.*, fol. 223 v^e; A. Hospital de Saint-Léger de Nevers, en distribuant, cette année-là, des vivres aux « pauvres pèlerins » qui se rendaient à Rome. B. Bodl. Ox., *Inventaire sommaire des Archives communales de Nevers* Nevers, 1876, in-4^e, série 542, p. 41.

⁶ F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 116.

annoncés par les adversaires de la soustraction. Le moment était venu où plus d'un, même parmi les promoteurs de cette mesure radicale, reconnaissait que les prédictions les plus défavorables s'étaient réalisées.

S'ils ne disaient tout haut, beaucoup s'avouaient tout bas que la France avait fait fausse route.

CHAPITRE IV

RESTITUTION D'OBÉDIENCE LA FRANCE RÉCONCILIÉE AVEC BENOÎT XIII (1403-1405)

Il fallait en finir. Benoît XIII comprit que, pour empêcher les négociations de s'éterniser, il devait rompre le cercle dans lequel ses adversaires le tenaient, depuis quatre ans et demi, enfermé. Son évasion fut résolue.

Dans Avignon se trouvaient alors plusieurs ambassadeurs aragonais; Arles donnait toujours asile au cardinal de Pampe-lune, d'accord avec ces amis sûrs, le pape prit ses dispositions¹.

C'était le 11 mars 1403. Il commença par confier la garde du Palais à un évêque, à deux abbés et à deux chevaliers aragonais, investis des fonctions de capitaines². La nuit venue, il prit un déguisement, plaça sur sa poitrine une hostie consacrée et introduisit sous ses vêtements une lettre de Charles VI, celle sans doute qui désavouait la guerre et les violences organisées par le sacré collège³.

L'enlèvement de quelques moellons suffit à ouvrir un passage à travers une porte murée qui avait servi autrefois à faire com-

1. Martin d'Alparil.

2. François [de Nice], évêque d'Imola, Pierre, abbé de San-Juan-de-la-Peña suppléant du camerlingue, Bernard, abbé de Saint-Étienne de Bagnolles, au diocèse de Girone, les chevaliers Pierre Sanchez, de Canatayud, et Vital de Blanes (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion*, XXXI *Benedicti XIII*, fol. 48 r^o).

3. La lettre du 1^{er} août 1401 (Martin d'Alparil, cf. Bertrand Boysset, p. 367, *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 70). — On voit ce qu'il faut penser de la légende répandue plus tard. Benoît XIII, avant de quitter le Palais, conviant à un festin les notables de la ville, puis les faisant tous perir dans les flammes. On montrait encore, dans le Palais, les traces de cette vengeance barbare au temps de César de Nostredame (*L'histoire et chronique de Provence*, p. 338).

muniquer le Palais avec la maison du doyen de Notre Dame-des-Doms. Benoît XIII se glissa par cette ouverture, accompagné de son médecin, d'un de ses camériers et d'un seigneur aragonais.

Il retrouva dans la rue deux clercs, un chevalier et le connétable d'Aragon, Jacques de Prades, qui l'attendaient¹. La surveillance autour du Palais n'était sans doute plus bien active : sans attirer l'attention des sentinelles préposées à la garde des barricades, la petite troupe put gagner la maison de Saint-Antoine, où logeait l'ambassade aragonaise². Quelques seigneurs français s'y trouvaient, nous dit-on, et s'empressèrent de rendre à Benoît XIII les honneurs dus au souverain pontife³.

À l'heure où l'on ouvrait les portes de la ville, c'est-à-dire aussitôt après le lever du jour, le pape se remit en route et, sortant d'Avignon par la porte du Linas⁴, gagna la berge du fleuve. Une barque l'y attendait, envoyée par le cardinal de Pampelune et commandée par un moine de Montmajour. Il y prit place : quatorze vigoureux rameurs l'eurent bientôt mis, le courant y aidant, hors des atteintes de ses adversaires⁵.

Le succès de l'entreprise dès lors était certain. Dans sa joie, un des compagnons du pape demeura sur la rive n'attendant même pas que l'embarcation fût hors de vue : « Allez, dit-il à quelques » gens de sa connaissance qui passaient, allez conter le départ du » *Grand chapelain* au cardinal d'Albano, au risque d attrister son » déjeuner ! » La nouvelle se répandit de la sorte dans la ville : imprudence qui n'eut pas, d'ailleurs, de suite fâcheuse. Ce jour-

1. Martin d'Alparil, Zurita, t. II, fol. 410 v°. — Le pape reconnut les services de Jacques de Prades par un don de 20.000 florins d'or (Salon, 20 octobre 1403, Arch. du Vatican, Reg. Avénion XLII, fol. 23 r°).

2. Martin d'Alparil. — Cette version paraît plus digne de foi que celle de Bertrand Boyssel, p. 347 : « Et avel dormir à l'ostel d'un barbiere come un forestier, non faient si enoier que popa fou. » Zurita, loco cit. a compris qu'il s'agissait d'une église de Saint-Antoine.

3. *Reliqueux de Saint-Denis*, t. III, p. 70. — Suivant ce chroniqueur, le conseil de fuite aurait été donné à Benoît XIII par des chevaliers français, le plan d'évasion concerté avec Robert de Bréquençon. — Il n'y a pas lieu de tenir compte du récit fantaisiste de l'abbé de Nostredame (loc. cit.).

4. Plus connue sous le nom de porte de l'Ourle (ll. de Lancel, Avignon, le Comtal et la principauté d'Orange, Paris, 1812, in-12, p. 328).

5. Martin d'Alparil, Bertrand Boyssel, p. 36. *Brief des chroniques*, Bibl. nat. ms. lat. 4003, p. 191, & *Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 204.

la seulement les gens d'Avignon défendirent qu'on laissât introduire des vivres dans le Palais.

L'esquil cependant qui portait Benoît XIII, après avoir descendu le Rhône, remontait le cours de la Durance et accostait la rive gauche à la hauteur de Châteaurenard. Là se trouvait le cardinal de Pamplune, avec des chevaux et des hommes d'armes. Le pape foulait maintenant une terre provençale, hôte de Louis II d'Anjou, il n'avait plus rien à redouter de la part du sacré college.

Étant monté à cheval, il parvint, vers neuf heures du matin, au château de Châteaurenard¹, où le rejoignirent, dans la soirée, les trois compagnons qui, avec lui, s'étaient enfuis du Palais. Le 12 mars, l'Eglise célèbre la fête de saint Grégoire : en mémoire de son évasion, Benoît XIII dédia, plus tard, au saint pontife une chapelle qu'il fit construire à Châteaurenard².

Qu'en me permette de compléter le récit de cette délivrance par un trait de mœurs peu connu. Durant sa captivité, Benoît XIII avait laissé pousser non seulement ses cheveux, mais

1. Martin d'Alpartil. — C'est là qu'attendaient peut-être les quatre cents hommes d'armes dont parle le *Reliquaire de Saint-Denis*. Ce chroniqueur ne figure à tort qu'ils accompagnèrent le pape des portes d'Avignon jusqu'à Châteaurenard.

2. Guillaume de Melillon semble dire qu'il a contribué à faire remettre la place de Châteaurenard à Benoît XIII, « Et à la fin, écrit-il dans son journal, le pape se retira secrètement et s'en alla à Châteaurenard, où estoit marée la fille dudit messire Guillaume, et, pour honneur du roy, lay fit délivrer la place. » *F. Magnien Faits et gestes de Guillaume de Melillon*, p. 41.) D'après la généalogie dressée par M. Magnien (p. 7) la fille dont il est ici question ne pourrait être que Béatrice, successivement mariée à Jean Allouart, seigneur de Sechiennes, et à Jean du Grois-Montrevel.

3. Ce détail, fourni par Alpartil ne peut laisser aucun doute sur la date du 12 mars, qui est, d'ailleurs, également indiquée dans les actes du concile de Perpignan (F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 449), dans un obituaire du chapitre de Forcalquier (*Bibliothèque de l'École des Chartes* t. XLIX, 1908, p. 506) et dans les lettres que Benoît XIII adressa, le jour même, de Châteaurenard, à Charles VI, à l'Université de Paris, etc. (*Reliquaire de Saint-Denis*, t. III, p. 74. — L. d'Achery, *Spicilegium*, t. I, p. 880; *Le Brieux des chroniques* dont Henri Scares nous a conservé des extraits sur l'évasion de pape au lundi 22 mars 1368, voir son latin 52, t. p. 191 — ou le 12 mars, et non le 22, comme on l'a dit en 1908. Le *Reliquaire de Saint-Denis* ne se trompe qu'à l'heure — il place la fuite de Benoît XIII le 12 au soir — t. III, p. 74. Martin d'Alpartil, p. 367 fait erreur en avançant jusqu'au soir du 10 mars la sortie du Palais, mais il ajoute plus justement que la sortie d'Avignon eut lieu le lundi matin. Une date doublement fautive est celle du mardi 7 mars. Le 7 mars était un mercredi — donné par la *Chronique de Pierre de Arènes* — (H. Denifle, *Archiv für Literatur...*, t. III, p. 440.

sa barbe, qui, maintenant longue de deux palmes, le faisait, au dire d'un chroniqueur ¹, ressembler au patriarche Abraham. C'était une grave dérogation aux habitudes de l'Église latine, dont ses ennemis ne manquèrent pas de tirer avantage ². Redevenu libre, Benoît XIII n'avait nulle intention de garder cette barbe vénérable. Louis d'Anjou, venant le surindemain lui rendre visite, le pria de lui en faire cadeau. Le pape, de fort joyeuse humeur, livra sa tête au barbier du roi Louis — un picard — non sans faire observer que les Normands avaient menti, quand ils s'étaient vantés de lui couper la barbe : allusion sans doute à des propos irrévérencieux tenus, dans l'Université de Paris, par quelque membre de la nation normande, la plus acharnée contre le pape ³. Le barbier fut récompensé d'une façon magnifique ⁴, et Louis II emporta, enveloppés d'un linge fin, les précieux pous qui attestaient la longue captivité et la sombre résolution du pontife ⁵.

I

Comme il l'avait prévu, Benoît XIII, avec sa liberté, recouvra son prestige.

Autour du palais d'Avignon, il n'était plus question de surveil-

1. Martin d'Apartil.

2. Un partisan de Benoît XIII qui lui adressait divers conseils vers les mois de septembre ou d'octobre 1399 s'exprime de la façon suivante : « Multo obloquuntur quis tenet barbam, et reputant quod hoc facit vel in signum vindictæ vel ob unum memoriale in odium domini Francie. » *V. Ecole Archæ für Literatur*, t. VII, p. 107. Le 12 mars 1400, le procureur de la Chartreuse d'Asti put pénétrer jusqu'au pape : à la porte du Palais, les gardiens des barricades lui demandèrent ironiquement s'il avait conseillé au pape de se faire couper la barbe. Martin d'Apartil. Je lis cela dans un mémoire rédigé à l'époque de la soustraction par un adversaire de Benoît : « Item ut ejus obstinationem manifestandam videretur satis deservire longa detentio grandis comæ et barbe, quam alias horruerunt sancti Patres, in diversis Conciliis nec clerici prohibentes. » *Thesaurus acous anecdotorum*, t. II, c. 181.

3. *Reliquies de Saint-Denis*, t. III, p. 72 — La supposition de Papon *Histoire générale de Provence*, t. III, p. 303 que cette allusion se rapporte au représentant du duc d'Orléans Robert de Bréquemont est tout à fait invraisemblable.

4. Don d'une masse d'argent d'une somme de 100 francs, retenue au nombre des cautions d'armes du pape.

5. Martin d'Apartil.

lance : les serviteurs ou les prélats qui s'y tenaient enfermés ne tardèrent pas à rejoindre leur maître. Avignonnais et cardinaux ne songeaient plus qu'à traiter : ils furent heureux de recourir à la médiation du roi Louis ¹.

Dès le 28 mars, Benoît XIII vit arriver à Châteaurenard des notables qui lui apprirent la complète soumission du Comtat-Venaissin ² et trois cardinaux investis de pleins pouvoirs par le sacré collège. La paix fut à peu près conclue dès le soir même ³; le lendemain, les articles du traité furent jurés par Jean Beaufaix, au nom du pape, par quatre cardinaux, au nom du sacré collège, par deux syndics, trois conseillers et un assesseur, au nom de la ville d'Avignon ⁴.

Les Avignonnais, comme les cardinaux, avaient un délai de quatre mois pour rendre, avec l'assentiment de la cour de France, l'obédience à Benoît XIII ⁵. Le sacré collège s'engageait à mettre tout en œuvre pour que Charles VI, dans le même délai, en fît autant, et pour que son exemple fût suivi par ceux dont il avait provoqué la révolte. En attendant, les cardinaux garantissaient au pape pleine sécurité. De plus, amnistie des coupables, oubli de tous les torts causés durant la soustraction, confirmation des franchises reconnues aux habitants de la ville, renouvellement de leur serment de fidélité ⁶, validation des mesures prises par le camerlingue ou par le sacré collège, maintien des cardinaux et officiers de la curie en leurs offices et dignités, bref toute une

1. Martin d'Alparitil, *Reliquies de Saint Dengs*, L. II, p. 72; *Brief des chroniques* (Bibl. nat., ms. latin 2975, n. 197).

2. Ils étaient accompagnés de Guillaume de Mesillon, suivant Martin d'Alparitil *Brief des chroniques* : « Et fut fait grand procession, le 28 de mars, à Carpentras, ou fut portée la bannière du pape. » Cf. Bertrand Broyset, p. 368; Ch. Catlier, *Notes historiques concernant les recteurs du ci-devant Comté Venaissin*, p. 106.

3. Martin d'Alparitil.

4. Bibl. nat., ms. latin 1179, fol. 82^{re}, 83^{re}, 86^{re}, 87^{re}, ms. latin 12311, fol. 158^{re}, 165^{re}. F. Eirle, *Archiv für Literatur.*, t. V, p. 419. Cf. *Thesaurus rerum anecdotorum*, t. II, c. 1260, et Arch. de Vaucluse, C. 159.

5. Les cardinaux, d'abord, avaient demandé six mois, le pape ne voulut leur en accorder que trois. Martin d'Alparitil, qui fournit ce détail, se trompe cependant en croyant que les Avignonnais n'obtinrent aucun délai, parce qu'ils étaient hommes liges du pape.

6. Le conseil de ville fit hommage à Benoît XIII le 10 avril 1403 (R. Hey, *Louis XI et les États pontificaux de France au XV^e siècle*, p. 272).

série d'articles consacraient l'apaisement du conflit et le retour à l'ancien état de choses.

Cependant quel fruit les cardinaux recueillaient-ils de cette lutte? On se le demande en vain. Le pape promettait de leur donner acte des concessions qu'il avait consenties le 30 mars 1401, mais se gardait de ratifier celles-ci d'une façon plus expresse¹. Sans prendre d'engagement, il indiquait vaguement son intention de réunir un ou plusieurs conciles. Et c'est là tout ce qu'on obtenait de lui. Aucune explication sur la manière dont il comptait travailler à l'union; aucune promesse formelle de suivre la voie de cession à l'exclusion de toute autre. Au contraire, les délégués du sacré collège ayant protesté qu'ils entendaient conserver leur valeur aux engagements pris dans le concile, ainsi qu'aux offres faites par le pape en diverses circonstances, Benoît XIII s'empressa de signifier, à son tour, qu'il n'entendait rien ajouter à la valeur réelle de ces offres, de ces engagements, et qu'il n'admettait la protestation des cardinaux qu'autant qu'elle ne portait point atteinte à l'autorité du saint-siège : Il se réservait, d'ailleurs, la liberté de consulter ou non le sacré collège et de traiter comme il l'entendrait les bénéficiaires pourvus de façon irrégulière. Il ne garantissait même pas aux cardinaux la possession perpétuelle de leurs anciens bénéfices, il refusait de s'engager par serment à leur témoigner des égards, de l'affection ou de la bienveillance. Il déclarait hautement ne vouloir aliéner aucune parcelle de son autorité, ni approuver aucune révolte, aucune soustraction d'obéissance. On sait déjà le cas qu'il faisait des promesses qu'on lui avait arrachées durant sa captivité : libre, il se gardait bien d'en faire de nouvelles. Il triomphait, en somme, pleinement, et sa victoire, qu'il considérait comme celle du droit sur la force, celle du principe d'au-

1. Seul l'acte d'excommunication dressé contre Benoît XIII au concile de Constance porte qu'il renouvèle, en présence des cardinaux, au Pont de Sargues, le serment d'abdiquer en cas de mort, d'expulsion ou de cession de l'«*incuria*» (Lohse-Mansi t. XXII, c. 309).

2. Arch. du Vatican, *Armarium B. fascis 7 n. 9* acte à peu près illisible, Bibl. nat. ms. lat. 1459 fol. 90^{re}. Cet acte est, comme le traite lui-même, passé en présence du roi de Sicile. Un cardinal le Prampolone, des ambassadeurs ara, anglais et des deux envoyés duduc d'Orléans, Robert de Braquemont et Jean de la Costa.

torité sur les tendances anarchiques, satisfaisait sa conscience de prêtre, en même temps qu'elle exaltait son orgueil de souverain.

La ville d'Avignon n'attendit même pas, comme l'eussent voulu les cardinaux, l'assentiment de la cour de France. Dès le 31 mars, à la suite d'une assemblée populaire qui vota la restitution d'obédience immédiate, les clefs de la ville furent portées à Châteaurenard, les barricades brûlées, les maisons illuminées, les cris de « Vive le pape ! » proférés jusqu'au milieu de la nuit par les habitants, auxquels, du haut des tours et des murs du Palais, répondaient les gens de Benoît XIII. Le 2 avril, les syndics allèrent prêter serment, le 4, on arbora, au son de la musique les bannières du pape sur les tours de la ville, sur les monuments publics ; le 5, une grande procession se déroula dans les rues, marchaient en tête deux cents enfants portant chacun, au bout d'un jonc, l'écusson de Benoît XIII. Même spectacle dans les villes du Comtat-Venaissin, à Carpentras, par exemple, où le pape fit, le 5 mai, une entrée triomphale : toute la population se porta au devant de lui, les jeunes filles, les enfants implorèrent sa miséricorde¹. Attentif à témoigner sa sympathie aux serviteurs ou parents des victimes², Benoît XIII n'en pardonna pas moins aux auteurs des pires attentats, stipulant seulement que les gens d'Avignon répareraient les brèches faites aux murailles et tous les dégâts causés par leur artillerie dans le Palais. Il évita, d'ailleurs, de rentrer lui-même en Avignon, se contentant d'approvisionner le Palais de munitions et de vivres et d'y replacer une garnison aragonaise³.

Ce fut au tour des cardinaux de faire leur soumission, sans

1. Martin d'Alpartil, Bertrand Boyssel p. 368 notes du comte de Perpignan. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. IV, p. 463. *Brief des chroniques* Bibl. nat., ms. latin 8875, p. 194. — Dès le 4 avril 1368, Raymond de Perillos, vicomte de Rodos, figure dans un acte passé à Avignon comme capitaine général de la ville pour le pape (ms. latin 14.9, fol. 92 r°).

2. Benoît XIII accorda une pension d'annates à Adhemar de Dambes, prieur de Saint-Pierre d'Agoult, en souvenir de son oncle l'abbé Pierre de Vignot, si vaillamment assassiné, et en considération des persécutions que son oncle avait souffertes par suite de son dévouement au saint siège. Il accorda également une pension à l'un des chapelains du cardinal degli Annibaldi qui habitait l'enceinte à l'Isle-sur-la-Sorgue le 20 avril 1368, par Piecy, dans un *Don d'annates* la 1^{re} supplément du *manuscrit*, Arch. au Vatican, *Reg. Accense* XXX, fol. 12 v°.

3. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 86.

même en demander, comme ils voulaient d'abord, la permission au roi de France. Dès le 1^{er} avril, le cardinal de Viviers avait rendu au pape la bulle pontificale et les clefs du château du Pont-de-Sorgues¹. Tous ratifièrent, du 4 au 10, le traité du 29 mars². Le 29 avril enfin, si l'on en croit le *Religieux de Saint-Denis*³, Benoît XIII eut la joie de les voir agenouillés à ses pieds, très humbles, très suppliants, très larmoyants et promettant de lui obéir toute leur vie avec un dévouement parfait. C'est même en pleine rue, au dire de Boniface Ferrer, et dans la boue que le cardinal de Giffone se prosterna, s'accusant d'avoir gravement péché et avouant que les récents dont il était l'auteur avaient été écrits d'une façon mensongère⁴.

Fallait-il donc tant proclamer la déchéance de Benoît XIII, l'accuser au haut de perjure et d'homicide, le ranger au nombre des schismatiques ou hérétiques avérés et requérir contre lui la peine de l'emprisonnement, pour en venir ensuite à ces protestations de fidélité contrainte? Je dois dire que le sacré collège qui se jetait, repentant, aux pieds de Benoît XIII n'était plus tout à fait celui qu'on avait vu présider à l'attaque du Palais apostolique. L'absence de Pierre de Thury, qui prolongeait encore son séjour à Paris, le privait d'une de ses têtes, d'un de ceux qui par violence naturelle ou dépit, l'entretenaient dans des idées de révolte⁵. La mort, d'autre part, lui avait enlevé plusieurs de ses membres les plus entreprenants. Jean de Neuschâtel, dont on se rappelle le rôle actif dans le soulèvement, Jean de Muroi

1. Martin d'Alqueril.

2. *Arch. nat.* — ms. lat. n. 1170, f. 92 r. 92 v.

3. T. III, p. 81.

4. *Thesaurus novus archidiaconi*, t. II, c. 1423.

5. Évoquant un des incidents de Benoît XIII au eve, l'un m'écrit que j'ai cru devoir dater du mois d'avril 1309. P. E. Morel, *Archiv. für Literatur*, t. VII, p. 74, 75-81. La jeunesse de Pierre de Thury remontrait à l'époque des succès diplomatiques de Pierre de Luna en Espagne. Au vivant de Clément VII il eût voulu être clerc pour se loger au Louvre, il organisa alors la papauté et cherchait dans ce dessein à se gagner l'appui de l'université de Paris. Par ses insinuations, par ses fausses nouvelles, et les fausses bulles qu'il avait répandues, il avait pu se rendre à son égard favorable la cour contre le pape et à amener la soumission de Montfort, venant en aide à la papauté ou tout au moins au vicar-général de Paris, ou n'importe. Une flatterie de gouvernement obéissance, et il cherchait à exciter d'Avignon ceux de ses collègues qui eussent pu gêner son influence.

(mort 1399¹, qui passait pour un des inventeurs de la voie de soustraction², Guillaume d'Aigrefeuille (13 janvier 1401), Guillaume de Chenac, un des grands ennemis de Benoît XIII³; enfin Jean de la Grange (16 ou 24 avril 1402, ce cardinal d'Amiens si intrigant, si opulent, si peu ecclésiastique de mœurs et de tendances et si acharné contre le pape, dont il avait ruiné l'autorité dans le Comtat⁴).

Benoît XIII leva, dit-on, les censures encourues par les cardinaux rebelles, les remit en possession de toutes leurs prérogatives. Sa seule vengeance, au dire du *Religieux de Saint-Denis*, consista à les faire asséoir à dîner, entre des hommes d'armes dont l'apparition soudaine leur causa une frayeur mortelle mais dont le rôle, en vertu d'un règlement nouveau, se bornait à suivre le pape en tous lieux pour m.eux veiller sur sa personne⁵.

1. Baluze, *Vite paparam*, t. I, c. 144.

2. Martin d'Alparth. Son corps, transporté en Auvergne, dans le couvent des frères Mineurs de Clermont, en fut ensuite enlevé par des démons : c'est ce que raconte sérieusement Boniface Ferrer, qui dit avoir vu à Clermont même le bruit qui en courut en France (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1492).

3. Martin d'Alparth; K. Eubel, *Hierarchia catholica*., p. 20, 21, 27, cf. Boniface Ferrer, *loc. cit.*, — Baluze, t. I, c. 1334) place en 1401 la mort de Guillaume de Chenac.

4. Martin d'Alparth prétend qu'il laissa quantité d'enfants naturels. Il ajoute que le diable emporta son âme et son corps. Ce qui donna peut-être lieu à cette dernière légende, c'est que le cardinal d'Amiens, par une fantaisie singulière, avait ordonné qu'après sa mort son corps fût déossé : le squelette devait être gardé à Avignon, les parties charnelles envoyées à Amiens (v. E. Muntz, *Le marssais du cardinal de Lagrange à Avignon*, dans *L'Année des Monuments*, 1890, p. 80). Jean de la Grange, quoiqu'il ait été bienfaiteur des Chartreux (C. Le Cousteur, *Annales ordinis Cartusiensis*, t. VII, p. 141, 142), est traité par Boniface Ferrer avec un étrange mépris (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1490). Son testament, daté d'Avignon, le 12 avril 1402, est au contraire d'une lecture édifiante. Jean de la Grange y jure, sur son salut, que sa conduite dans les affaires de l'Église depuis 1376 lui a toujours été dictée par le désir de terminer le schisme; il déclare être prêt à reconnaître celui auquel l'Église catholique et le collège des cardinaux décideront qu'il faut obéir, et il soumet lui-même ses paroles et ses actes à la correction de l'Église (Du Chesne, *Histoire de tous les cardinaux français*, t. II, p. 461).

5. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 84. — Dans un testament qu'il rédigea, à Avignon Pierre Carani, cardinal de Florence, le 19 octobre 1403, il répéta ce qu'il avait déjà dit, lors de la mort du cardinal de Milan, que l'élection d'Urban VI avait été irrégulière, et que Clément VII était un pape légitime. Il soumit toutefois ses paroles, comme ses écrits, à la correction de l'Église et déclara s'en rapporter au jugement d'un concile général des deux obéïssances qu'il conjura le pape, le clergé et les princes de faire réunir. Ses exécuteurs testamentaires avaient ordre de multiplier les copies de son traité sur le Schisme et d'en gloser sur la Glose des cardinaux italiens et d'en adresser notamment des

Vers le même moment, à Valladolid, le roi de Castille réalisa le projet que, dès le mois de février, il avait annoncé à Charles VI¹ : il restituait solennellement l'obédience à Benoît XIII². Ce dernier en témoigna sa joie en ordonnant des processions et des réjouissances publiques³. Je ne parle pas des diverses faveurs qu'il octroya au roi de Castille⁴.

Il restait à obtenir la soumission de la France⁵, ou plutôt de la

manuscrits aux Universités de Paris de Bologna d'Oxford et de Salamanque (Arch. du Vatican, Armarium C. fascic. 36-37, n° 35). Avant sa mort, qui ne survint que le 16 août 1405 (K. Eubel, *Hierarchia catholica*... , p. 20). Pierre Carpentier eut le temps de rédiger, à Avignon, le 5 septembre 1404, une nouvelle profession de foi en faveur de la légitimité des papes d'Avignon *vidimus* dressé, à Orléans, le 10 juin 1405, à la requête du procureur de Benoît XIII, Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1404-1405*; publié sous cette date fautive par Du Boulay, t. V, p. 111). Cette dernière déclaration doit avoir été provoquée par Benoît XIII, qui en obtint une toute semblable le 26 octobre 1404 du cardinal Guy de Malençon (*Ibid.*, p. 110).

1. V. plus haut, p. 301.

2. Le ms. latin 1572 (fol. 30-31) de la Bibl. nat. contient une copie de l'ordonnance de Henri III, datée de Valladolid, le 20 avril 1403. La date du 20 avril est fournie par Martin d'Ayral et acceptée par Ferreras *Histoire d'Espagne*, t. VI, p. 361.

3. *Brief des chroniqueurs* : « Item, audit an, le 12 de may, feut fait grand feu de joye, et le lendemain, procession generale, portant les cycles bannieres, pour ce que le roy d'Espagne rendit obeysance audit pape Benoist 13. » (Bibl. nat. ms. latin 8975, p. 193).

4. Bulle datée du Pont-de-Sorgues, le 22 juillet 1403, accordant de nouveau à Henri III les deux neuvièmes des décimes levées sur le clergé de son royaume (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XIII Benedicti XIII*, fol. 41 r°; cf. plus haut, p. 31, note 2). Cf. une bulle datée de Carpentras, le 17 juin précédent, maintenant en possession de leurs bénéfices les clercs de Castille pourvus durant la construction (Reg. Avenion. XXX fol. 43 r°). — A vrai dire Benoît XIII ne tarda pas à mécontenter vivement le roi et les grands de Castille en nommant son neveu archevêque de Tolède (François de Pise, *Description de la imperiale ciudad de Toledo*, 1^{re} partie, fol. 198 v°. Ferreras, t. VI, p. 36. V. surtout une lettre d'Alphonse d'Ejéa, archevêque de Seville à Benoît XIII dans laquelle il lui fait part du mécontentement du roi et des grands de Castille : « Ad que ipse (rex Castellie) cum gestis malentonicis responsibil, actandis se de his que fecerat in restitacione obediencie, et scripserat danieli Francie et specialiter Bituricensi, et de his que sub pro parte Sanctitatis vestre fuerant dicta scriptis et promissa, in quibus reperchat se non deceptum habuisset et frustratum. » Bibl. nat., ms. latin 5956*, fol. 104 v°).

5. Dès le jour même de sa évasion, Benoît XIII avait adressé, de Châtouarnard, des lettres à Charles VI à ses conseillers, à l'Université de Paris, leur notifiant ses intentions, ses vues et son intention de travailler désormais plus étroitement et plus efficacement au rétablissement de la sainte Église. Cette évocation devait être évidemment profitable à la personne de Charles VI et à l'honneur de la maison de France. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 7. L. d'Achery, *Springer*, t. I, p. 200.

cour de France, où les ennemis du pape ne désertaient pas encore. Un exemple le prouvera.

L'usage était de fixer au dimanche pascal, dans les églises, une pancarte fournissant diverses indications chronologiques ¹ : la mention de la neuvième année du pontificat de Benoît XIII figurait ainsi, de façon apparente, dans le chœur d'un certain nombre d'églises ou de chapelles de Paris. Vers les derniers jours du mois d'avril, des personnages en qui l'on crut reconnaître des seigneurs s'introduisirent, avec des sergents du roi, dans ces sanctuaires et, prétendant agir par ordre des princes, arrachèrent les tables de comput où se lisait le nom de Benoît XIII. On supposa que le coup partait de l'entourage du duc de Berry ; de nombreux suppôts et des docteurs de l'Université allèrent se plaindre au prince, qui leur fit des excuses et promut de rechercher, puis de punir les coupables : il va de soi qu'on n'entendit jamais reparler de cette affaire ².

Cependant les circonstances devenaient plus favorables. Le roi, le 25 avril, recouvra la santé ³. Le clergé, d'autre part, convoqué à Paris, ainsi qu'on se le rappelle, pour le milieu du mois de mai, commençait à arriver ⁴. La question de la restitution d'obédience était partout à l'ordre du jour, suscitant de vives controverses,

1. Du Cange, *Glossarium*, v° *Cerens paschalis*, cf. une lettre de M. F. de Mely, dans les *Comptes rendus de l'Académie des inscriptions et belles-lettres*, année 1896, p. 1.

2. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 78-80, Jouvenel des Ursins, p. 424.

3. *Religieux de Saint-Denis*, t. LII, p. 74.

4. C'est le 11 mai que le chapitre de Notre-Dame désigna ses délégués : « Super convocatione prelatorum regni Francie ex parte domini apostolice sedis facta ad XLIIII diem mensis presentis pro facto > M. Ecclesie, deputati sunt ad comparandum in consilio una cum dictis archiepiscopis et ad audiendum et referendum dominici et magistri Johanne hantepone, fratris archiepiscopi Brye et Mathieu Reginaldi et duo ex ipsis » (Arch. nat., J. 1897, p. 305.) — Le même jour, je remarque la présence à la Chambre des comptes de Simon de Craon, des évêques de Paris, de Bayeux, de Chartres et de Saint-Flour (Arch. nat., P 779², p. 413). Le 22 mai, la liste des prélats présents au Parlement est beaucoup plus longue, elle comprend Simon de Craon, les archevêques de Reims, de Rouen, de Sens, d'Auch et de Tours, les évêques de Paris, de Noyon, d'Amiens, de Meaux, de Beauvais, de Meaux, de Chalon, de Saint-Flour, d'Orléans, d'Avranches, de Troyes, d'Autun, d'Uzes et de Nîmes (Arch. nat., X 1-1474 fol. 112 v°). Quatre-vingts évêques ou archevêques étaient réunis à Paris au bout de deux semaines. Nicolas Becherer, qui arrivait le 10 juin, et envoya cent soixante abbés sans compter les députés des évêques et les Chanoines des Universités (J. Weissicker, *Deutsche Reichstagsakten*, t. V, p. 287).

particulièrement parmi les membres de l'Université de Paris. Dès lors, il était facile de se rendre compte que la faculté de théologie, la nation picarde et la nation française appelaient de leurs vœux cette solution, qui répugnait au contraire à la nation normande et à la faculté de droit; j'ajouterai même à la nation anglaise, bien que composée en majorité d'urbanistes, elle eût résolu de demeurer étrangère à un débat qui intéressait surtout les clémentins ¹.

Enfin arrivèrent à Paris Pierre Beaulé, que le duc d'Orléans avait renvoyé près du pape ², et les deux cardinaux de Saluces et de Molesset, députés par le sacré collège. Pour ménager sans doute la susceptibilité des princes, on avait fait partir ces cardinaux un peu avant la journée décisive qui vit le sacré collège aux pieds de Benoît XIII ³. De la sorte, Guy de Molesset, dans le discours qu'il prononça, le 25 mai, devant le roi, put annoncer que comme un projet la soumission de ses collègues qui, depuis près de quatre semaines, était un fait accompli. Il n'en indiqua pas moins avec netteté la ligne à suivre. Si les cardinaux, dit-il, avaient, durant quelque temps approuvé la soustraction d'obédience, c'était dans l'espérance qu'elle contribuerait à mettre un terme au schisme. S'étant aperçus qu'elle ne faisait qu'augmenter le désordre, ils avaient résolu de retourner vers leur chef. L'union ne pouvait se réaliser tant que durerait la soustraction. Il importait de mitiger, sinon de révoquer cette mesure. Le pape, dont Molesset loua fort la mansuetude, était disposé à suivre les avis des princes, comme en témoignant sa correspondance avec le duc d'Orléans. Bref, le cardinal adjurait toutes les personnes présentes de travailler à restituer l'obédience à Benoît XIII. Charles VI répondit que le clergé en déciderait ⁴.

Le clergé cependant pouvait se laisser encore une fois intimider

¹ Denifle et Ullrich, *Auctorium Chartularum*, t. I, p. 850.

² J. Domel, *Facultaire sommaire des Archives départementales du Lot-et-Garonne*, t. II, p. 78. — Le voque d'Uzès, on vient de le voir, p. 335, note 4, etait, pour qu'en dise M. Domel, de retour des le 23 mai.

³ Martin d'Asperté, *actes du conseil de Perpignan*, F. F. 100, *Archives de la ville de Perpignan*, t. V, p. 463. — *Le Belfort de Saint-Denis*, t. III, p. 36, représente ces deux cardinaux comme envoyés par Benoît XIII, non par le sacré collège.

⁴ *Ibid.*, p. 49, 81.

entonna lui-même le *Te Deum*, que poursuivait l'assistance, au milieu de la plus vive émotion. La nouvelle allait bientôt se répandre au dehors, les cloches sonner dans toutes les églises de Paris, et les chants d'actions de grâces des fideles répondre à ceux des ecclésiastiques réunis dans la chapelle royale ¹.

A quels excès de dépit cependant durent se porter les ducs de Berry et de Bourgogne en apprenant cette brusque détermination ? Un tel desaveu infligé à leur politique, sans qu'ils eussent même été appelés à la défendre, cette absence de débats, ce mystère, cette précipitation, quoi de plus mortifiant pour leur orgueil ? Il semble que Louis d'Orléans ait tenu en réserve ses meilleures armes pour le moment où il aurait à soutenir l'attaque de ses oncles. Quand le 28 au soir, les ducs de Bourgogne et de Berry accoururent chez le roi, la bouche pleine de fiel, Charles VI put leur répondre, non seulement que son frère avait suivi l'inspiration d'un zèle pieux et que lui-même s'était conformé au sentiment de la majorité des prélats, mais aussi qu'il existait des engagements pris par le pape envers le duc d'Orléans, et que Benoît XIII réaliserait ses promesses, il en était certain. Puis, pour achever de confondre ses oncles, il fit donner lecture d'un acte énumérant toutes les concessions que son frère aurait arrachées au pape sans doute par l'intermédiaire de l'évêque d'Uzès ². Benoît XIII renouvellerait dans une bulle sa déclaration du 30 mars 1401 par laquelle il s'engageait à abdiquer en cas de mort, de cession ou d'expulsion de l'« intrus. » Il révoquerait toutes les protestations qu'il avait pu faire contre la voie de cession et toutes les procédures qu'il avait pu entamer à l'occasion de la soustraction. Il confirmerait par une bulle ceux des articles de son traité avec le sacré college qui pouvaient intéresser le roi ou le royaume. Il promettait également par bulle de ne jamais revenir sur les outrages, attentats ou autres incidents contempo-

¹ *Religieuses de Saint-Denis*, t. III, p. 92. *Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 225; cf. Arch. nat. X 241, fol. 32 v.

² *Ibid.* — Cet acte est sans doute le même qui fut lu à Notre-Dame de Paris le 30 mai (Bibl. nat. ms. latin 1561, fol. 202 r. ms. latin 9789 fol. 165 v. ms. latin 1179 fol. 14 r. Bibl. de l'ancien ms. 1136 fol. 31 r. Du Boulay, t. V, p. 64. *Bourgeois du Chastellet*, Preuves, p. 80. J. Hele, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 280. Cf. *Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 225.

rains de la soustraction. Enfin il célébrerait dans le délai d'un an un concile de l'obédience, où serait traité de l'union, de la réforme et des libertés de l'Église des taxes et autres charges pesant sur le clergé de France, et il se conformerait aux décisions de ce concile ¹.

Dans ces conditions, la démarche du roi n'était pas un coup de tête irréfléchi : les intérêts de l'union et de la France semblaient sauvegardés, les oncles de Charles VI n'avaient plus qu'à s'incliner devant le fait accompli. Non seulement le duc d'Orléans se portait garant de l'exécution des engagements pris par le pape, mais il se faisait fort, si on le voulait, d'obtenir de lui des concessions plus importantes encore. Ainsi fut-il dit que le roi supplierait Benoît XIII de vouloir bien modérer les taxes qui pesaient sur l'Église de France ; on ajouta que les collations de bénéfices faites par les ordinaires durant la soustraction seraient maintenues ou confirmées, nonobstant toutes réserves apostoliques, à moins qu'elles ne fussent entachées de simonie ou viciées par quelque autre cause juridique de nullité.

Tant d'assurance de la part de Louis d'Orléans paraît avoir impressionné le duc de Berry, sans dissiper tous ses soupçons. La résistance de ce prince prit fin dans la journée du 29 mai, et il agit, à son tour, sur le duc de Bourgogne qui donna bon gré mal gré, lui aussi, son consentement à condition que le pape se montrât fidèle à ses promesses ². Ce même jour, les oncles de Charles VI laissèrent publier en leur présence le traité conclu par Benoît XIII avec ses cardinaux ³, et il fut décidé que le peuple recevrait le lendemain, à Notre-Dame, notification officielle de la résolution prise par le roi.

Cependant des lettres de Charles VI avaient été immédiatement adressées à l'Université de Paris pour l'inviter à faire aussi

1. L'article relatif à la célébration d'un concile ne se trouve pas dans le ms. latin 1479. Cf. la lettre de Nicolas Bucherer J. Weizsäcker, *Deutsche Reichstagsakten*..., t. V, p. 397.

2. *Requiesce de Saint-Denis*, t. III, p. 61.

3. La copie de ce traité est en effet, précédée du titre suivant dans le ms. 1334 de la Bibl. de Rome (fol. 30^{re}) : « *Tractatus et concordia habita inter dominum R. et cardinales, publicatus in presencia domini regis Burgundie et Blacie Parisiensis in domo Luceffarum, anno Domini M CCCC LII^o, die xxix maii.* »

restitution d'obédience. Les facultés et les nations délibérèrent, à ce sujet, les 29 et 30 mai. L'on sait déjà les sentiments de la faculté de théologie; celle de médecine se prononça dans le même sens à l'unanimité¹; les nations de France et de Picardie donnèrent aussi leur consentement. Je ne sais quelle fut l'attitude de la faculté de droit; mais la nation anglaise vota pour qu'on gardât la neutralité entre les deux pontifes, et la nation normande pour qu'on maintint la soustraction d'obédience².

Ces divergences n'existaient pas ou, du moins, n'apparaissent pas aussi nettement dans le clergé. Assemblés dans la matinée du 30 mai chez le duc de Berry, les prélats et représentants des chapitres, Universités et monastères de France apprirent de la bouche du Chancelier la résolution du roi, comme aussi les avantages que le duc d'Orléans se flattait d'obtenir du saint-siège. Ils se virent même invités à proposer des amendements ou des additions aux futures concessions de Benoît XIII. Quant au fait même de la restitution d'obédience, l'acquiescement silencieux des ducs de Berry et de Bourgogne, présents à la séance, montrait que le temps de la discussion était passé : parmi les membres de l'assemblée, les uns répondirent qu'ils se conformeraient aux volontés du roi, les autres se bornèrent à demander un délai pour en conférer avec le clergé de leurs provinces. La séance, d'ailleurs, fut écourtée, les ducs ayant reçu avant onze heures l'ordre de se rendre auprès du roi.

Ils le trouvèrent prêt à monter à cheval. On prit le chemin de Notre-Dame³. Là, au cours d'une grand messe dite par le cardinal de Malesset, Pierre d'Ailly dont j'ai déjà signalé la présence

1. Le 27 mai, la faculté de médecine s'assemble pour délibérer sur des lettres du roi qui l'invitent à restituer l'obédience au pape. « Et du factum est concordat. » Le lendemain, assise la générale de l'Université au sujet de la même affaire, les maîtres de la faculté de médecine s'y trouvent également unanimement extruits d'un registre de la faculté de médecine. Arch. nat. M 70 n° 13 fol. 1.

2. *Religieux de Saint-Denis*, *ibid.* cit., lettre de Nicolas Berchorius (*ibid.* cit. Denis et Châteauneuf, *Antiquaria Chastulana*), t. I, c. 137.

3. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 12^o, P. Héro, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 232-47. In ms. latin 0789 fol. 132 et Journal d'un Urologiste, p. 424. — Baluze t. I, c. 3133. La loi de fixer au 23 mai la date de cette assemblée.

à la cour¹, commenta en français la détermination du roi ; puis lecture fut donnée de la pièce qui contenait les promesses du pape, et dont les princes d'abord et le clergé ensuite avaient eu communication².

A la suite de cette cérémonie et en présence des manifestations de l'allégresse générale, l'opposition se sentit définitivement vaincue. Le plus haineux adversaire du pape Pierre de Thury, vint trouver Charles VI pour approuver sa décision. Il n'est pas jusqu'à la nation normande de l'Université de Paris qui n'ait, dans les trois jours, donné son adhésion, à condition que le pape remplirait ses promesses³.

Alors reparurent les uns après les autres les partisans d'une politique modérée que le régime violent des années précédentes avait réduits à la fuite ou au silence. On vint de voir le gouvernement lui-même redonner la parole à l'évêque de Cambrai : le plus illustre élève de Pierre d'Ally, Gerson, se fit entendre, à son tour, à la grande procession du lundi de la Pentecôte (4 juin) ; il parut également sur un ordre du roi. Il eût craint, disait-il, de troubler la joie universelle par le triste récit des souffrances du pape ; mais il constatait qu'à l'école du malheur, Benoît XIII (combien il le connaissait peu, hélas !), avait appris l'humilité la douceur, et, comme Antée au contact de la terre, avait pu se, au contact de l'épreuve, une force capable de triompher du schisme. Il en donna des preuves touchantes : un misérable,

1 V. plus haut, p. 337. — Dès le 17 mars 1403, il assista à une séance du Parlement (Arch. nat. X 1^{re} 148 fol. 101 r^o). — Dans son récent traité *De Concilio generali de causa servanda*, il avait tout en s'abstenant prudemment de prendre parti, exposé les raisons qui militaient en faveur : 1^o d'une restitution complète d'obédience ; 2^o du maintien de sa soustraction ; 3^o d'une restitution partielle d'obédience ne comprenant le relâchement ni des réserves, ni des taxes apostoliques. V. La Salambier, *Le Grand Schisme d'Occident*, p. 190.

2 Arch. nat., 14, 10^{re}, p. 103. *De scriptis de Sancti-Benoii* L. II, p. 26. *Chronographia Regum Francorum* t. III, p. 275. — La discussion présentée par Pierre d'Ailly devant Henri XLI au mois de septembre suivant est tout entière une allusion à cet acte, et qu'on observe bien au premier vers des *Legis mandata* qui est présentée sous quelque patenôtre de maxima prelatorum et principum ecclesie et populi christianissimi. *Legis mandata* sunt que de sancto benedicti de pape benedicto cum armonia innotum ab ipso divina scripture verbo expressis sunt. *Benedicti tunc deca qui dedit hunc commentum in corde regis christifidei romani annu*. 11^o bndre, vint enq. *Index de la bibliothèque*, no 531, fol. 200.

3 *Religieux de Saint-Benoît* t. III, p. 38. Cf. Nicolas Bechever, *loc. cit.*

étant venu s'accuser au saint-père d'avoir deux fois cherché à le tuer, avait obtenu son pardon. En ce sens, — et c'était une sorte de concession faite aux oncles du roi — la soustraction n'avait pas été complètement inutile. Gerson n'en félicita pas moins la royauté d'avoir changé de tactique. Il célébrait la fin des dissensions de l'Église de France, comparables aux querelles des Guelfes et des Gibelins, le rapprochement des ducs de Berry, de Bourgogne et d'Orléans, le retour prochain à l'unité, l'aurore enfin d'une réforme qui, comme permettaient de l'espérer les promesses du pape, renouvellerait, avec l'Église de France, l'Église universelle¹.

Les lettres ordonnant la restitution d'obédience furent expédiées les unes sous la date du 28, les autres sous celle du 30 mai². Elles passaient sous silence les promesses que le pape aurait faites au duc d'Orléans, mais rappelaient l'acceptation de la voie de cession par Benoît XIII, citaient l'exemple du roi de Sicile, des cardinaux, du roi de Castille, invoquaient les traditions de la royauté française, alléguaient le vœu presque unanime des sujets du royaume. Entre autres avis conformes, le roi mentionnait, à la date du 28, celui des membres les plus fameux et les plus modérés de l'Université de Paris; plus affirmatif le 30, il constatait l'acquiescement de toutes les Universités de France, y compris celle de Paris. L'opposition de la nation anglaise, dont la plupart des membres entendaient demeurer fidèles au pape de Rome, retarda cependant le scellement des lettres par lesquelles l'Université de Paris se replaît sous l'autorité de Benoît XIII³.

Au surplus, la volonté du roi n'était pas moins formelle quand il prescrivait l'obéissance que quand il ordonnoit la révolte. Des lettres, publiées dans toutes les justices de France, dictèrent à

1. J. Gersonii opera, t. II, p. 33-33.

2. Ordonnance de restitution d'obédience du 28 mai 1403. *Impressum collectio*, t. VII, c. 67. *Ordonnances*, t. VIII, p. 503 note. Mandement du même jour adressé aux archevêques et à leurs suffragants. *Impressum collectio*, t. VII, c. 680. Lettres du 30 mai enjoignant à tous les sujets du royaume d'obéir à Benoît XIII; elles ne furent enregistrées au Parlement que le 29 juin 1403. Arch. nat., J 314, n° 16, originaux scellés, X^e s. 1403, fol. 170, 3 bl. nat., ms. lat. n° 12342, fol. 38 v°; *Ordonnances*, t. VIII, p. 503.

3. Denisse et Châteauneuf, *Anetarium Charitatum*, t. I, c. 400, 685. *Bibl. nat.*, nouv. acquis. latines 1793, fol. 20 v°.

chacun son devoir; les archevêques et les évêques furent chargés d'en assurer l'exécution dans leurs diocèses : « Et, ajoutait le roi, gardés qu'il n'y ait faute, sur laquelle vous doutez » encourir notre indignation ¹ » Il est vrai qu'avant même que ces ordres eussent pu être transmis ², la raison du souverain duquel ils émanaient s'était de nouveau obscurcie, une lettre écrite, de Paris, le 10 juin 1403 parle des transports funeux auxquels était en proie le malheureux Charles VI ³.

Cependant, au retour de leurs délégués, les cardinaux, rassurés désormais sur les dispositions de la cour de France, accomplirent les dernières formalités de la restitution d'obédience (19 juillet 1403), ⁴ le délai de quatre mois stipulé par le traité du 29 mars n'était pas encore expiré.

II

La France était rentrée dans l'ordre; du moins elle avait recommencé d'obéir au pape qu'elle croyait légitime.

Elle s'était soumise sans condition. Qu'on le remarque en effet, si la nation normande de l'Université, si le duc de Bourgogne avaient stipulé que le pape tiendrait ses engagements, le roi s'était borné, dans ses lettres, à rappeler un fait acquis, incontestable, quel qu'en fût le peu de valeur aux yeux de Benoît XIII, l'acceptation de la voie de cession. Quant aux promesses mises en avant par le duc d'Orléans, de quelque poids qu'elles eussent pesé sur la détermination royale ou sur le consentement du clergé Charles VI ne se croyait pas en droit d'en réclamer l'exécution. Il ne signait pas un concordat, mais une capitulation.

De la part du pape, il eût été pourtant de bonne politique de contenter les désirs, ou partiellement légitimes, du clergé et des oncles

1. Dès le 28 mai 1403, les notaires recommencèrent à dater leurs actes de l'année du pontificat de Benoît XIII (A. Tuetey, *Testaments enregistrés au Parlement de Paris*, p. 313).

2. La restitution d'obédience ne fut publiée à Nîmes que le 4 août 1403 (Bertrand Boyssel, p. 308).

3. Nicolson, *Le duc de*, *ibid.* cit. V.

4. P. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. V, p. 463.

du roi, de dégager la parole, de justifier la confiance du duc d'Orléans, son défenseur. Mais il fallait compter avec la raideur inflexible d'un pontife qui, en dépit des assurances de Jean de Gerson, restait très sensible à lui-même. Combien de temps durerait l'harmonie établie, pour la première fois d'une façon si complète, entre le roi de France et Benoît XIII? Cela dépendait surtout de la manière dont le pape allait user de sa victoire.

Les relations étaient reprises avec la cour de France. Celle-ci, dès le mois de juin, avait envoyé à Benoît XIII l'archidiacre d'Arras et l'abbé de Saint-Denis tant pour lui nouer la restitution d'obédience que pour le supplier de tenir les promesses rapportées par le duc d'Orléans¹.

Un peu plus tard, le duc de Berry vint se mettre à la disposition du pape pour le ramener, s'il le voulait, en sa ville d'Avignon². Sur ces entrefaites, arrivèrent deux nouveaux ambassadeurs du roi, Jean d'Armagnac et Pierre d'Ailly (1^{er} septembre 1403)³. Jamais l'évêque de Cambrai n'avait eu encore une si

1. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 100. — L'archidiacre d'Arras était Mathieu Regnault, l'abbé de Saint-Denis Philippe de Villette. — Jean de Montreuil parle d'ambassadeurs envoyés à Avignon par le duc d'Orléans pour parler au roi : les uns et les autres auraient également échoué dans leurs démarches. *Amplissima collectio*, t. II, c. 1343. — Le jeune duc de Bretagne Jean V suit l'exemple de la cour de France : il envoya deux messagers à Benoît XIII pour l'assurer de son obéissance filiale. D. Morice, *Histoire de Bretagne*, t. I, p. 433.

2. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 102. — Le H. P. F. Ehrle (*Archiv für Literatur...*, t. VII, p. 203, note 1) ajoute peu de foi à ce récit. Mais la présence du duc de Berry auprès du pape est attestée par Pierre d'Ailly dans le discours dont il va être question : « Hoc ergo omnia, beatissime ac benedictè pater, que per me nunc in publico a tua Benedictane generaliter petitum sunt et per majores meos in secreto specialius declaranda, rogat, expostulat et obsecrat sepefatus christianissimus fidelissimusque tuus et Ecclesie filius Francorum rex; et per quem supplicat recte in presentia, quia per nobilissimum principem patrum suum senorem. » (Bibl. de Cambrai, ms. 531, fol. 211 r^o. Jean de Montreuil, dans une de ses lettres, parle aussi de ce voyage du duc de Berry et nous apprend que lui-même accompagnait le prince : « et nos quoque plures consilium duos » (*Amplissima collectio*, t. II c. 1346). Les rôles divers rois au supplicium présentés, vers cette époque, par le duc de Berry à Benoît XIII (*Arch. du Vatican Liber supplicationum Benedicti XIII antip.*, n^o 93, fol. 136 r^o, n^o 93 fol. 138, 264 v^o).

3. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 102. — Le compagnon de Pierre d'Ailly est l'archevêque d'Auch, et non celui d'Aix, comme l'imprime par erreur le traducteur Bellaguet. Les rôles présentés au pape par Pierre d'Ailly se trouvent aux Arch. du Vatican (*Liber supplicationum Benedicti XIII antip.*, n^o 93, fol. 114 r^o, n^o 93, fol. 254 v^o).

belle occasion de déployer les grâces fleuries de son éloquence onctueuse¹. Les exhortations qu'il était chargé d'adresser au pape de la part du roi revêtirent dans sa bouche la forme de félicitations joyeuses : il ne demandait à Benoît XIII que de mettre le comble à sa gloire en réalisant promptement l'union. Pour cette grande œuvre, le souverain pontife avait-il besoin d'aide ? le concours de Charles VI lui était assuré, le roi, à l'exemple de ses prédécesseurs, voulant être le soutien et la consolation de l'Église. Quant aux moyens à prendre, Pierre d'Ailly n'avait garde de les spécifier : trop longtemps cette question avait fait l'objet de disputes qu'il fallait maintenant ensevelir dans l'oubli². Tout au plus insistait-il, au nom du roi, pour la convocation d'un concile général de l'obédience avignonnaise. Outre l'union, il y avait encore la réforme de l'Église sur laquelle le roi appelait l'attention du pontife, ainsi que sur le besoin de soulager le clergé. Certes, il ne méconnaissait pas le droit divin en vertu duquel le grand prêtre de l'ancienne loi touchait la dîme des dîmes³ : mais n'y avait-il pas une mesure à garder ? Appauvrie, épuisée, l'Église de France enait grâce. Pour l'exposé détaillé de ces demandes, qu'appuyant de sa présence l'une des oncles de Charles VI, Pierre d'Ailly renvoyait aux explications ultérieures qui devaient être données dans une audience moins solennelle. Ce langage déférent ne ressemblait guère à celui qu'avait jusque là fait entendre la cour de France à Benoît XIII. Cependant cette ambassade, pas plus que la précédente, ne semble avoir obtenu de réponse satisfaisante. La patience du duc de Berry finit par se lasser; les autres ambassadeurs ne tardèrent pas à le suivre⁴.

1. Le discours de Pierre d'Ailly nous a été conservé dans le ms. 551 (fol. 208-211), de la Bibl. de Cambrai : « Sequitur alia quedam collata facta ab eodem ex parte Regis Francie coramque eodem papa Benedicto XIII. Pater, clarissime non en tuam Joh. sur cap. Exultat nimis beatissime pater exultat numerum et letis quodam amicitias spiritus videntur et relictur, dum apud me recogito aliquem et ex parte tuas super quibus et coram quibus sermone habiturus sum. »

2. « Si autem vis et modis ad lumen christi vel faciem angelorum non nos ducere es ritus, que beatus christus per suam ecclesiam et per sanctos vel ipsam ecclesiam transmittit, et ubi non est ad nos et faciem angelorum, lumen potius omnia per Deum conceptus, et non solum per nos, sed per omnes et per omnes, et per omnes, sed tu bene nram, mon, et per nos, et per omnes et per omnes. » (Ms. cit., fol. 210 v.)

3. *Yves*, loc. cit., p. 24.

4. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 403.

Des démarches d'une nature moins désintéressée étaient faites en même temps, auprès de Benoît XIII. Le chancelier de France par le canal de l'archevêque d'Auch¹, le parlement de Paris, par l'entremise d'envoyés spéciaux, lui recommandaient des serviteurs, des membres à pourvoir². Une quantité de personnages de la cour suivirent cet exemple³. On se souvient de la réserve que s'était imposée, lors de l'avènement de Benoît XII, l'Université de Paris : elle s'en était départie pendant la période de construction. L'ample distribution de bénéfices faite alors à ses membres ne l'empêcha pas, une fois l'obédience restituée, de

1. Le rôle d'Arsenal de Corbin contenait sept noms, entre autres, ceux d'un fils et d'un des parents. Il y avait joint des lettres pour le pape d'un style fort pressant : « Et de ce, très saint pape, ne vous plaise me faillir. Et de je ne say chose en quoy je me puisse employer à vous faire service, je le feray très volontiers et de bon cuer. » Jean d'Armagnac était aussi chargé de solliciter un nouveau bénéfice pour un neveu ou chancelier, bachelier en lois de l'Université d'Orléans, qui pourtant cumulait déjà des prébendes à Paris et à Cambrai, dont l'avait pourvu Benoît VII, sans compter les bénéfices qu'il avait eus pendant la construction : par la relation des cardinaux. Bib. nat. ms. fr. 405 1471, fol. 142 v°.

2. Guillaume de Gaucier, doyen de Saint-Germain-l'Auxerrois, l'un des messagers désignés par le Parlement, le 1^{er} septembre pour porter ce rôle (*Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 4) fut assis aux séances jusqu'au 7 septembre (Arch. nat., X. 1^{re} 148, fol. 127 r°). La réponse du pape est datée de Salon, les 20 et 21 octobre 1403. Il répand ses grâces sur les conseillers clercs et sur ses enfants, frères ou parents des conseillers laïcs (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum Benedicti XIII antip.*, n° 93, fol. 34 v°-38 r°). Le 15 avril 1405, le légat Pierre de Luna, s'étant rendu au Parlement, en exposa l'affection que le Pape a à la court, à laquelle a recommandé les causes touchant les eglises et personnes d'Eglise, et outre s'est offert à parler à N. S. P. sur ce que la court voudra, laquelle court a remercié en la personne dudit archevesque, le dit S. P. et de sa bonne affection qu'il a devant la court, ce qui est apparu en especial es propositions qu'il a données à ladicte court en son roide, et, après ce, s'est offerte audit S. P. (*Journal de Nicolas de Baye* t. I, p. 131). Le Parlement recommanda notamment Philippe de Bourgogne pour l'évêché de Tournai. *Ibid.* p. 17.

3. J'ai noté un peu au hasard Guillaume de Yerville, baron de Creully, Jean de Calleville, seigneur de Dour, seigneur de Rochefoucauld, Pierre de Havesquerque, seigneur de Bussy, Jean de Layen, seigneur de Vaux, Louis de Longny, Robert Hout, chevaliers des Quenes, chambellans du roi ou du duc d'Orléans (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum Benedicti XIII antip.*, n° 93, fol. 34 v°-38 r° et 38 r°-40 r° et 40 r°-42 v°), Charles d'Albret, comte able de France (*ibid.* n° 92, fol. 130 r°, n° 93, fol. 136), le comte de Saint-Pol, le comte de la Marck (*ibid.* n° 92, fol. 137 v°). Le maître des requêtes de l'Hôtel Jean de Bessac (*ibid.* fol. 149 v°), le comte de la Roche-Trahan de Méneray (*ibid.* fol. 121 r°), Antoine Chauson, comte de la Roche-Trahan (*ibid.* fol. 131 v°), Germe de Bourbion, seigneur de M... ses seigneurs chanceliers du duc de Bourgogne (*ibid.* fol. 141 v°-143 r°), et d'autres seigneurs, les chevaliers et ecclésiastiques du duc d'Orléans, l'abbé de la Roche-Moreau du roi et de la reine, etc. (*ibid.*, n° 93 fol. 141 r°, 142 v°, 143 r°).

recourir à Benoît XIII. Elle composa un vaste rôle, le plus considérable de tous ceux qui nous sont parvenus, dans lequel ne figurent pas moins de trente-neuf maîtres en théologie, de vingt-deux docteurs en droit, de quarante-huit maîtres en médecine et de mille soixante-dix-neuf maîtres en arts des nations de Normandie, de Picardie et de France; la nation anglaise, que son attachement au pape de Rome empêchait de s'associer en corps à cette démarche, n'y était représentée que par dix-huit membres ¹. Je ne parle pas de cinquante-sept licenciés et de cent quatre-vingt-treize bacheliers en droit canon qui, désireux de se faire inscrire en première ligne pour les expectatives, commirent l'inconvenance de devancer la démarche de l'Université ². Celle-ci fit choix pour transmettre son rôle, en même temps que ses vœux relatifs à l'union, du chancelier Gerson et de six autres maîtres, parmi lesquels on distingue Foulque de Blandy, prieur de Saint-Martin-des-Champs ³. Il était du petit nombre de ceux que leur fidélité au pape avait fait expulser de l'école durant la soustraction et qu'un vote du 11 juillet 1403 venait de réintégrer ⁴. L'Université montrait par là son soin à repudier ses erreurs passées. Au reste, son orateur rivalisa de déférence avec celui du roi. A Marseille, où s'était transporté Benoît XIII, Gerson loua de la façon la plus hyperbolique la douceur et la générosité du pape, sujet d'attendrissement pour tous ceux qui en avaient connaissance, exemple admirable proposé aux générations futures ⁵. Pierre de Luna évadé du palais d'Avignon, c'était Jonas sorti du ventre de la baleine, c'était David lui-même ou Jadas Machabée. Avec mille précautions, le chancelier hasardait de timides conseils, mais sans oser se prononcer plus que Pierre d'Ally sur le choix d'un remède propre à terminer le schisme. L'Université, devenue tout d'un coup circospecte, refusa t, à cet égard, de donner son avis avant d'en-

¹ H. Denife *Charitularium Universitatis Parisiensis*, t. IV, n° 1792-1793. — La nation anglaise eût bien voulu envoyer son rôle à Boniface IX. Denife et Châteletin *Asclarium Charitularium* t. I, c. 863, 864, 870.

² H. Denife *Charitularium* t. IV, p. 80, cf. note 3 et n° 1790.

³ *Ibid.*, p. 58 et sq., 73.

⁴ Il y avait, entre autres, Henri Pielman d'Arnhem et Jean de Morvie (Denife et Châteletin, *Asclarium Charitularium* t. I, c. 861, 862).

tendre celui du pape, celui de Charles VI. Son seul souci, pour le moment, était de rentrer en grâce auprès du souverain pontife. Qu'avait-elle fait, au bout du compte, que suivre l'exemple de Paul dans sa résistance à Pierre? La présentation de son rôle, si tardive qu'elle fût, ne constituait-elle pas un acte de foi méritoire? Puis, pour être agréable au pape, elle venait de se réconcilier avec les frères Prêcheurs¹. Gerson voyait, à ce moment même, Satan souffler à l'oreille de Benoît des conseils de vengeance; mais Pierre de Luna, loin de les écouter, répandrait, au contraire, sur l'Université la rosée de ses grâces, semblable à cet astre dont il portait le nom, la lune, qui produit la rosée, au dire des philosophes anciens². 9 novembre 1403)³.

En ce sens Pierre de Luna s'apprêtait à justifier son nom. Il avait décidé d'attribuer à toutes les grâces expectatives qu'il octroierait en 1403-1404 la même valeur que si e les eussent remonté à la première année de son pontificat⁴, l'Université de Paris allait être des premières à profiter de cette faveur: son grand rôle fut signé sous la date du 21 octobre 1403⁵. Ses messagers, d'ailleurs, se louèrent de l'accueil du pape, ils furent admis à s'entretenir familièrement avec lui. Gerson vit unir à son office de chancelier la cure de Saint-Jean-en-Greve⁶. Le contentement de l'Université éclata dans une nouvelle lettre qu'elle

1. En effet, dans les lettres du 21 août 1403 par lesquelles l'Université admit de nouveau les frères Prêcheurs dans son sein, elle rappelle les efforts tentés par Pierre de Luna lors de sa légation en France pour amener cette réconciliation, et elle exprime le désir de satisfaire un pontife « cui tenetur obnoxii. » (H. Denifle, *Chartularium...*, t. IV, p. 36.)

2. Isidore de Séville, *De natura rerum*, xviii, 6. Cf. Pierre d'Ailly (*J. Gersonii opera*, t. II, c. 920.).

3. *Ibid.*, c. 43-44. Cf. les mss. indiqués par le P. Denifle, *loc. cit.*, p. 73.

4. Constitution du 12 octobre 1403, « Item voluit quod gratie expectative dicto anno a durante per ipsum concedente et signande habeantur periode ac si essent datate sub data pontificatus anno primo. » (Arch. du Vatican, Reg. Avignon, t. *Benedicti XIII*, fol. 32.) — Gerson, dans son discours du 9 novembre, avait sollicité expressément cette faveur au moins pour le rôle de l'Université.

5. H. Denifle, *Chartularium...*, t. IV, p. 110. — Les autres Universités présentèrent aussi leurs rôles à Benoît XIII; tous furent signés sous les dates de Salon. 19-23 octobre 1403 (H. Denifle, *Les Universités françaises au moyen âge*, 2^e éd. à M. Marcel Fournier, p. 30-32). Benoît XIII signa également sous la date du 23 octobre divers rôles dans lesquels figuraient six cent vingt-deux bacheliers ou écoliers de l'Université de Paris (H. Denifle, *Chartularium*, t. IV, nos 1797-1799).

6. Bulle du 10 novembre 1403, *ibid.*, p. 126.

adressa à Benoît XIII et dans celle qu'elle envoya, en même temps, au cardinal de Soanen¹.

Foulques de Blandy était, en outre, chargé par Charles VI d'une mission confidentielle. A la veille du départ des universitaires le pauvre roi avait profité d'un de ses rares intervalles lucides pour faire écrire et pour signer de sa main une lettre de créance adressée à Benoît² 5 octobre 1403. Pour le repos de sa conscience et le salut de son âme il désirait faire dire par le prieur de Saint-Martin, ce qu'il eût bien voulu expliquer de vive voix : c'est qu'il comptait se conformer aux volontés du pape, particulièrement de la l'affaire de l'union, et qu'il mettait sa personne et ses biens à la disposition du saint-père. Jamais, d'ailleurs, il n'avait cessé de lui obéir au fond de son cœur, il avait deplore les tribulations de Benoît XIII, n'en avait point entendu parler une seule fois sans s'enquérir « cordialement » de « l'état » du saint-père et sans blâmer ceux qui osaient le tourmenter de la sorte, à plusieurs reprises, étant « bien avisé, » il avait, à cet égard, pris soin de dégager sa responsabilité. Enfin, le plus vite qu'il avait pu sans causer de scandale ou provoquer de discordes, mais bien moins tôt qu'il n'eût voulu, il avait porté remède à cette situation. Toutefois les apparences, les faux bruits répandus lui faisaient craindre que sa réputation n'en fût atteinte : il priait le pape de lui pardonner, en tant que besoin serait et de le réhabiliter dans l'opinion du monde chrétien au moyen d'une bulle qu'il lui accorderait l'absolution plénière et proclamerait son innocence à l'égard du saint-siège. Puis, pour donner un caractère intime à ses relations avec le souverain pontife, il prétendait se passer désormais du concours des intermédiaires habituels : il voulait convenir avec Benoît XIII de certains signes qui leur permettraient de reconnaître les demandes aux

1. H. Denifle, *Chartularium*, t. IV p. 69. — C'est vers ce moment que Gerson et Nicolas de Clémanges arrêtèrent au passage une lettre adressée à Benoît XIII par Jean de Montreuil. Les avis qu'elle contenait leur parurent présentés sous une forme trop respectueuse. *V. de Clémanges in opera*, op. xxviii p. 151.

2. Charles VI retrouva la raison pendant le mois de juillet, puis du 1^{er} octobre au 24 décembre 1403. *Religieux de Saint-Denis*, t. III p. 104, 105 dans le procès de ses passages, « ad mensum decembrem » dont se lire sans doute : « ad iuvenem octobris ».

quelles chacun d'eux attachait une réelle importance. Mieux encore il rêvait d'avoir auprès de lui deux bons serviteurs de Benoît, et, de son côté, il se promettait de placer près du pape des confidents bien sûrs : de la sorte, ils correspondraient tous deux directement et « sans adjouster foy aux paroles frustratoires de plusieurs malveillans, » Il n'oubliait pas de recommander les intérêts du culte et la réforme des églises, surtout des monastères. Enfin ses démarches ne s'adressaient pas seulement au pape, mais au prêtre : il demandait des prières pour lui, pour Isabeau de Bavière, pour ses enfants, pour son gouvernement¹. Touchant épanchement d'un malade que trop souvent on n'entendait parler que par la bouche des autres, et qui, quand il pouvait faire jaillir le cri de son cœur, ne savait témoigner qu'affection pour l'Eglise, que dévouement au pape, au pontife du moins qu'il regardait comme tel².

Le 8 décembre, Foulque de Blandy ne s'étant pas encore acquitté de sa mission, Charles VI adressa à Benoît XIII une autre lettre, écrite cette fois tout entière de sa main, pour le prier d'accueillir avec bienveillance les communications que lui ferait, de sa part, le prieur de Saint-Martin-des-Champs. Il envoyait, en même temps, un de ses serviteurs pour remplir près de Benoît XIII ce rôle d'intermédiaire dont il vient d'être parlé³. Le pontife ne manqua pas de faire droit tout au moins à celles de ces demandes qui flattaient le plus son amour-propre : il tint compte des intentions du roi, des obstacles bien connus qui s'étaient opposés à la réalisation de ses vœux, il proclama son innocence lui donnant toutefois, pour calmer ses scrupules, l'absolution *ad cautelam*; en d'autres termes, il leva l'excommunication que Charles VI avait pu encourir et le réintégra dans la jouissance des dignités, royales ou autres, dont il avait pu déchoir,

1 F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 264-297. — Que la signature de la lettre de exaucée soit autographe, c'est ce qui résulte d'une lettre de Benoît XIII du 1^{er} février 1404 (ibid., p. 297).

2 Charles VI avait chargé en 1402 à Benoît XIII son ambassadeur Hugues Blanchet, archevêque de Sens. Le rôle de ce dernier, signé sous la date du 23 octobre 1403, *Arch. du Vatican. Liber cappituli beati Benedicti VIII antip.* n° 93 fol. 5^o v^o).

3 « Mon seigneur le pape » p. 107, lettre recueillie par le *Mémorial de l'Ermité*. F. Ehrle, loc. cit., p. 294 et p. 297.

mais à condition que sa désobéissance ne se renouvelât pas (4^e février 1404) ¹.

D'une tout autre nature devaient être les demandes que Philippe le Hardi adressait à Benoît : car les relations étaient renouées aussi entre le pape et son plus redoutable adversaire². Attentif à plaire au duc de Bourgogne, Benoît XIII expédia, le 3 janvier 1404, trois bulles de dispenses pour les mariages projetés entre le dauphin Louis et Marguerite, fille du comte de Nevers³, entre Jean, duc de Touraine, second fils du roi, et Catherine, seconde fille du même Jean sans Peur⁴, enfin entre Michelle, fille de Charles VI, et le futur Philippe le Bon alors âgé de sept ans⁵ : il y joignit une quatrième bulle de dispense pour un mariage intéressant moins directement Philippe le Hardi, celui qui était projeté entre la dernière fille du roi, Catherine, et Charles, fils du comte de Clermont, l'un et l'autre âgés de deux ans⁶. Cependant — à ce trait, on reconnaît Benoît XIII — une cinquième bulle, destinée sans doute à demeurer secrète, fut expédiée le surlendemain : elle contenait des restrictions assez significatives. N'étant pas bien certain que les parents de ces enfants eussent tous fait restitution entière d'obédience, le pape stipulait que les dispenses seraient nulles, s'ils ne rentraient

1 F. Ehrle, *loc. cit.* p. 297-298. — Le même jour furent expédiées, également en réponse à des demandes du roi, *ibid.*, p. 298, une série de bulles accordant à Charles VI et à Isabeau de Bavière la permission de se choisir des confesseurs, puis donnant à ces confesseurs et à ce ix de leurs successeurs le pouvoir d'annuler ou de continuer tous vœux contractés par le roi ou la reine de France, excepté le vœu de croisade et le vœu de chasteté. Arch. du Vatican, *Reg. Vicensis* XXXI, fol. 57 vr. Par suite d'une erreur, ces bulles sont datées, dans le registre, non de Tarascon mais d'Avignon.

2 Dès le 13 oct. 1403 le duc de Bourgogne envoya à Benoît XIII un de ses conseillers, Jean Mervin, qui repré- senta le pape à Tarascon. L. Petit, *Instructions de Philippe le Hardi* (p. 107). Philippe le Hardi venait d'obtenir la reine au lieu de Michelle. Florio, *action des* les p. 108-110. L'écuyer de la Chambre pour un croisé, *comptes* 1403-1404, fol. 104 v. Le duc de Bourgogne, *ms. B*, fol. 78 r.

3 Le mariage fut célébré le 31 août 1404. *ibid.* ms. B, fol. 78 v.

4 C'est Isabeau de Bavière qui épousa plus tard le duc de Touraine.

5 Le mariage eut lieu à Paris le 31 août 1404, avant d'être ratifié par le pape. *ibid.* ms. B, fol. 78 v. Florio, *action des* Bourgogne, ms. B, fol. 78 v. *Le duc de Bourgogne* les *Charles VI* p. 108.

6 C'est Jean sans Peur qui épousa Michelle d'Anjou en 1404 en faisant Charles son vicaire. L'écuyer de la Chambre, *comptes* 1403-1404, fol. 104 v. *Le duc de Bourgogne* les *Charles VI* p. 108. Quant à Catherine de France son aînée, elle était destinée à épouser Henri V, roi d'Angleterre.

cune le devoir au plus tard à la réception de ces bulles, et s'ils n'y persévéraient au moins jusqu'au moment où les enfants seraient en âge de contracter mariage¹.

Cependant les concessions d'ordre plus général sur lesquelles comptaient le clergé et les princes se faisaient toujours attendre. Au duc d'Orléans, qui s'était flatté de les obtenir, incombait le devoir d'en poursuivre la réalisation. Le frère du roi, à vrai dire, avait alors bien d'autres projets en tête : guerre contre Robert de Bavière, à laquelle il préludait par des opérations militaires dans le Luxembourg; guerre contre le roi Henri IV d'Angleterre, auquel il envoyait défi sur défi et reprochait outre le meurtre de Richard II, sa conduite peu chevaleresque envers la jeune Isabelle de France; guerre enfin en Lombardie, où la mort de Jean-Galeas Visconti avait ouvert une ère de troubles, et où le seigneur de l'Ascléon n'avait pas seulement des prétentions à faire valoir mais des possessions à défendre. C'est de ce dernier côté qu'il dirigeait ses troupes au mois de novembre 1403, et déjà le bruit courait qu'il irait jusqu'à Rome y installer Benoit XIII, pour se faire couronner empereur. Des nouvelles lui parvinrent à Lyon qui l'obligèrent d'ajourner son expédition d'Italie. Alors il pro-

1. « Sed quia nobis et Ecclesie in predicti supplicantes et alii predictorum impuberum et infantum utrique parentes sunt veraciter et integre reversi ad nostram obedientiam... et in ea perseverantur de cetero, non constat ad plenum cumque juri non sit consensum... quod nos cum aliis impuberibus et infantibus, eorum parentibus, qui ipsos tenent sub corrupto regimine et tutela... in nostram veram et plenam obedientiam non convertantur, nec ad eam revertantur... » Les lettres mentionnées nous nous rendent compte que predicti supplicantes et alii predictorum impuberum et infantum utrique parentes non solum veraciter et integre reversi val, litteris dispensacionis receptis, absque prolixius nostra dispendio non revertantur ad nostram veram et plenam obedientiam, vel sic reversi in ea fluctiter et instanter non permanserint, saltem usque ad eam usque ipsa dissolventur per consensum a plurimum de presenti contracta... » Arch. du Vatican, leg. Aragon, VV, Benoit XIII, fol. 104 et sq., Bibl. nat., ms. latin 478 fol. 163 v^e et sq. — La première de ces bulles de dispense se trouve aussi à la Bibl. nat., dans le ms. français 4628 fol. 22 r^e et dans les mss. 12 fol. 75 v^e et 110 fol. 39 r^e de la collection de Bourges. — Le *Beaupre de Saint Denys* t. III, p. 100 contient cette dispense adressée à l'archevêque du 3 mai 1404.

2. R. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 294-297, II. M. Luchet, *Le Sempereur de France*, p. 100. — M. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, t. XVII, 1404, p. 212. Cf. des pages du 18 novembre 1403 où il est encore question du voyage de Landaulde. Bibl. nat., ms. français 8219, n^o 276-277.

3. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. V, p. 363 et t. VII p. 282.

remarquera ce moyen assez ingénieux d'intéresser le frère de Charles VI au recouvrement des créances pontificales¹. Ce projet était, d'ailleurs, la récompense du dévouement de Louis maintes fois éprouvé, et le prix aussi peut être des services nouveaux qu'on attendait de lui. In bulle visant le projet de descente en Italie comme s'il était lié à quelque plan mystérieux d'attaque contre l'« intrus, » usurpateur du siège de Rome².

Quoi qu'il en soit, ces affaires personnelles traitées par le duc d'Orléans ne lui faisaient pas entièrement perdre de vue la mission d'intérêt général dont il était chargé par le gouvernement. A plusieurs reprises, il supplia Benoît XIII de réaliser les concessions dont il s'était porté garant³, et il obtint enfin remise de cinq bulles datées du 8 janvier 1401, dont il déclara se contenter⁴.

secutionem et promotionem negotiorum universalium Ecclesie, presertim circa relationem et extirpationem presentis pestiferi scismi is que ipsam car. dau. p. 1. color vexavit et vexat Ecclesiam, multis et infatigabilibus laboribus in Galliam et aliis partibus munduli, multaque alia magna et laudabilia memoratque et remuneratione dignissima nobis et ipsi Ecclesie servicia finaliter ac fideliter impendisti; necnon quoad ad Italiquas partes per negotiorum curandam alteram prosecutionem et per Dei gratiam vixit consummatione in brevis, prout inter nos et te conveniunt et actum est, personaliter profecturus, pro quibus aliqua jam subisti et nobis majore subiturus et] opera expensurus, volentesque tibi propterea de aliquis remunerationis et relevacionis auxilio subvenire, summam L^m francorum ann. de curia Francie de et super arrangementis fructuum, proventuum et emolumentorum nobis et Camera apostolice in regno Francia et Delphinatu Viennensi a quibuscunque personis ecclesiasticis et secularibus et ex quibuscunque eorum de tempore pecturis, videlicet usque ad principium anni decimi pontificatus nostri debitorum tibi vel te super hoc mandatum habenti vel habentibus dandam, tradendam, expediendam ac assignandam, per modum et formam in aliis nostris litteris plenius annotatis, tibi, ex nostra certa scientia, speciali gracia et apostolica liberalitate donamus, concedimus et tenore presentium assignamus. »

1. Le paiement des 30.000 francs d'or ne put se faire de si tôt. Il en est encore question dans une note datée de 1402. de 1404 et de 1407. *Reg. Ardenon. AII*, fol. 60^{re}, *Reg. Ardenon. LI*, fol. 28^{re}, 46^{re}, 51^{re}, 55^{ve}.

2. Dans un mandement du 16 décembre 1403, Louis d'Orléans parle encore du « voyage que presentement en endons faire es parties de Lombardie et d'Italie » (Bibl. nat., *Pièces originales* 402, v^o Bourbon, n^o 79). Cette même phrase est reproduite dans les quittances que donnent, les 17, 18 et 20 décembre de la même année ses compagnons de voyage le comte de la Marche et Louis de Bourbon. *Ibid.*, n^{os} 20, 21, 22, cf. E. Jarry, op. cit. p. 134.

3. Dans une lettre écrite à Benoît XIII vers ce moment. *Jour. de Montroult* insiste sur la nécessité de faire droit aux demandes du duc d'Orléans et de l'Université « en cas de refus, il faudra l'entreprendre du l'un ou sous un tel pont le *Amplissima collectio*. 1. 1. c. 134b.

4. F. Ehrle. *Archiv für Literatur*, t. VII, p. 296, cf. *Religieux de Saint Denis*, t. III, p. 122.

C'était bien, en effet, quelque chose d'analogue aux déclarations annoncées, à Paris, le 28 mai mais les modifications qu'on y avait introduites en avaient entièrement changé le caractère. Au lieu de promettre d'abdiquer dans les trois cas bien définis de mort, de cession ou d'expulsion de l'« intrus, » Benoît se bornait à signifier que son intention avait toujours été et était encore de résigner spontanément le pontificat quand cette mesure serait de nature à procurer l'union, il ferait au besoin le sacrifice de sa vie, mais n'excluait, ajoutait-il, aucune des autres voies juridiques, n'entendait aucunement restreindre sa liberté, ni se soumettre au jugement des hommes : ce qu'il en faisait, c'était pour rassurer le roi, contenter le duc d'Orléans et imposer silence à ses calomniateurs¹. C'est-à-dire qu'il regardait comme nulles toutes les promesses qu'on lui avait arrachées de 1399 à 1411, et considérait son acceptation de la voie de cession comme une formalité sans importance. Tel il avait été dès le début de son règne, tel il se retrouvait au sortir de l'épreuve, immuable dans son obstination. Et, de peur de n'être pas bien compris, il insistait encore, de vive voix, sur ce qu'aucun des expédients qu'on lui avait proposés n'avait sa préférence, sur ce qu'il ferait son choix en temps opportun : le duc d'Orléans acquiesçait à cette déclaration². Les seules protestations que Benoît XIII consentit à retirer étaient celles qu'il avait pu faire contre le projet d'abdication entendu de cette façon vague et conditionnelle. Il annulait aussi les procédures faites à l'occasion de la soustraction d'obédience, et promettait de n'en pas entamer de nouvelles ; il pardonnait aux révoltes, mais à condition que ceux-ci ne s'écartasse et plus de la ligne du devoir³. Il confirmait ceux des articles du traité de Chateaufrenard qui intéressaient le roi et le royaume pourvu que la France et Charles VI lui demeurassent fidèles⁴. Quant au concile, s'il consentait à en réu-

¹ Arch. nat. J 516, n° 29. Ibid. nat. ms. lat. n° 1479, fol. 96 v°, ms. lat. n° 12541, fol. 35 v°. Bn 41, t. VII, p. 12. E. Jarry, *op. cit.*, p. 415.

² F. Eschle, *loc. cit.*, p. 287.

³ Arch. nat. J 516, n° 29. Ibid. nat. ms. lat. n° 1479, fol. 99 v°. ms. lat. n° 12541, fol. 36 v°. *Amplissima bulla*, t. VII, c. 68.

⁴ J 516, n° 29. ms. lat. n° 1479, fol. 100 v°. ms. lat. n° 12541, fol. 35 v°. *Amplissima bulla*, t. VII, c. 68. E. Jarry, *op. cit.*

nir un prochainement, ce qui, disait-il, correspondait à l'un de ses anciens desirs, il ne s'engageait nullement à le faire dans le délai d'un an, encore moins à soumettre aux décisions de cette assemblée les questions de la réforme et des libertés de l'Eglise ¹. Il annonçait, au contraire, que, si l'on venait dans le concile à attaquer son honneur, ses réserves, sa liberté, ses droits, il les défendrait par tous les moyens ouverts et contre tous, et le duc d'Orléans ne trouvant rien à redire à cette énergique protestation ².

La résolution du pape de convoquer un concile de l'obédience pouvant paraître d'autant plus douloureuse qu'il avait essayé de passer cet article sous silence, quand avait eu lieu, au Pont-de-Sorgues, la ratification des conventions de Châteauneuf : il ne l'avait rétabli, semble-t-il, à contre-cœur, que sur une observation du cardinal d'Albano ³. Durant son séjour à Tarascon, il

¹ J 310 n° 25 des bulles 1479 fol. 109 v° 50 r°, ms. lat. 12342, fol. 28 r° et v°. Amplissima collectio. t. VII c. 682, 683 (Martène et Durand *Joannis et c.* 681 des aux quatre bulles du 6 janvier 1504 qu'ils impriment deux autres actes qui sont en réalité, de l'éta. de 1495), E. Jarry p. 449. — Il est possible que Benoît XIII ait eu, dès le 6 janvier, comme on l'a supposé F. Buequais, *La cour de Rome et l'esprit de réforme avant Luther*, t. II, p. 701, connaissance de l'ordonnance, dont il sera question plus loin p. 366, du 28 décembre 1503.

² F. Ehrle, *luc. cit.*, p. 269. Cf. un morceau intitulé *Quedam assensum in factis lertorum* = Item, in Ponte-Sorgie, domini cardinalibus et deinde in Tarascone domini Aurelianensi et ipse domini cardinalibus promissis celebrare Consilium generale obediencie sub infra certum tempus et super hoc, in Tarascone, etiam dedit huiusmodi tempus in ea ambobus taceatur = (ibi aut. brev. acquit latines 1793, fol. 293 r°.)

³ Cette curieuse scène est racontée par le cardinal lui-même dans la déposition qu'il fit, à Pise, le 14 mai 1509 : « Item essent domini Benedictus et domini cardinales in Ponte-Sorgie, domini cardinales institerunt pro ratificatione dictorum instrumentorum in lerano statuto. Prærogavit, dicens se non plene esse informatum. Et, quia domini cardinales instabant, ipse fecit subiceri parva facta in Castro Raynaldi et fecit fieri informari super capitulum de novo, ubi fecit subiceri et supprimi articulum de dando instrumentum de cessatione la pluribus casibus et de Comitiis tunc ad. Quia tunc erant nati qui erant deputati quatuor pro parte ipsorum discesserunt cardinalium non audierunt fieri mentionem in lectura de articulo Comitiis ipse testis dixit ad aures domini Penestrini, qui sedebat supra eum : « Hic deficit articulus Comitiis. » Dominus autem Benedictus videns intem testem loqui ad aures : « Quid dicitis Albansensis ? Quid dicitis ? Albansensis habet aliquid in sacco. » Cui respondit ipse testis : « Pater sancte hic deficit articulus Comitiis promissus et juratus in Castro Raynaldi. » Ipse dom. nux Benedictus, molis supra melancholicus, dixit : « Istud facit magis pro me quam pro vobis. » Cui respondit ipse testis : « Pater sancte, etiam ego pro honore vestro dico. » Ipse dom. nux Benedictus turbatissimus voluit se ad IV notarios qui ad istud erant vocati, quorum duo erant sui et alii duo ex parte romanorum

renouela cette tentative étrange. un de ses secrétaires s'efforça de faire souscrire par les notaires du sacre collège une expédition du traité de Châteaurenard où avait été supprimé l'article relatif au concile. La résistance qu'opposa à cette prétention un des notaires lui valut d'être gardé à vue pendant plus d'une année et de se sentir menacé du bâcher¹.

Ainsi a en allant à peu près en fumée les promesses garanties par la parole de Louis d'Orléans. A voir avec quelle étrange facilité le prince se résignait à ce fâcheux démenti, l'on peut se demander s'il ne s'y attendait pas, et l'on est tenté d'en conclure qu'il se fiait peu lui-même aux prétendues promesses qu'il avait, pour les besoins de sa cause, mises dans la bouche de Benoît XIII².

Il s'était fait fort d'obtenir également du pape une réduction des taxes apostoliques et le maintien des bénéficiers pourvus durant la soustraction. Il aborda tout au moins le premier de

cardinalum et dicitur : « Placet, placet » ponitur articulus Concilii³. De articulo autem subscripto continetur renuntiatio in nulla facta mencio. » Bibl. du Vatican ms. 14600m. 326 fol. 36^v.

1 Suite de la même exposition : « Postquam fuit in Torosense Petrus Seriani secretarius domini Benedicti qui fuerat unus de notariis rogatus fecit instrumentum ingrossari, et se subscripsit, ubi non erat articulus de Concilio, et, quasi ex improbitate, venit ad notarios qui fuerant pro parte Collegii quod dictum instrumentum subscriberent. Quod, videns instrumentum et perlegentes dixerunt quod non fa. erant quod describat articulus Concilii. Ille notarius Benedicti fecit letum posse eum cum aliis notariis, variis promissionibus et persuasionibus, quod se vellet dicto instrumento subscrivere. Quod autem nullo modo facere voluerunt. Et quia camerarius dicti loci erat principalis notarius, et alius erat cellarius, fecit eundem camerarium arrestari et arresto teneri per duos annos vel excoctos. Et dum ipse camera rui esset in Marzocca, dominus Benedictus fecit eum cum vicariis suis et multis requirere et rogare eum quod dictum instrumentum vellet subscrivere et signare, qui humiliter se excusavit quod non posset facere. Tunc ipse dominus Benedictus turbato vultu quod non subscriberet, faceret eum arrestari, et deinde commisit Camerario suo quod procederet contra eundem. » — Le 7 fol. 1 imp. au verso. Le notaire est arrêté par Richard Halal ex v. de la. r. ms. et. 60 fol. 1^v et par Gilles le Jeune, évêque de Fréjus. *Ibid.* fol. 11^v pp. 431. une bulle de Benoît XIII du 1^{er} juin 1460 ordonnant au camerlingue d'héberger les notaires à se mettre d'accord et à rédiger un texte sur quelques conventions de Châteaurenard. Arch. du Vatican, Reg. de roman. XXXI *Benedicti XIII* fol. 21^r.

2 Voir pourtant en quels termes Jean de Mortreux parle des promesses faites au nom du pape par le duc d'Orléans : « Que quam fideliter et sincere, quibusque eorum digestis milibus, alteracionibus revisionibusque pluribus conclusa sint, remittimus tibi ego, qui me rogaveris in eorum, » *implisima collectio* t. II, c. 1443.

ces sujets dans ses entretiens avec Benoît ¹, mais ne recueillit, apparemment, que d'assez vagues assurances.

Au surplus, les intérêts du clergé de France le touchaient peut-être moins que ceux du fief royal. La dernière concession d'aides faite à Charles VI par le clergé ne devait expirer que le 1^{er} octobre 1403, mais, obtenue sans le consentement du pape, elle n'avait aucune valeur à ses yeux : il s'agissait de la lui faire ratifier. Ce fut l'objet d'une bulle du 9 janvier 1404 qui, accordée aux instances de Louis d'Orléans, désigna sept prélats pour contraindre le clergé à l'acquiescement des aides ². Il semble même que, désireux d'effacer toutes les traces du précédent régime, le pape ait supprimé une garantie stipulée par le concile de 1318 et rendu à la royauté « la faculté de nommer elle-même les « élus sur le fait du clergé » ³.

En tout cas, le duc d'Orléans paraissait pleinement satisfait ⁴. Dans une des dernières audiences qu'il eut à Tarascon (16 janvier), il éprouva le besoin de conclure avec le pape un traité d'alliance perpétuelle. Benoît promit de défendre les droits du duc et de la duchesse et ceux de leurs enfants; Louis, de

1. C'est ce que nous apprend Benoît XIII dans diverses bulles du 19 juillet 1404 (Arch. du Vatican. *Reg. Armen.*, XXXI *Benedicti XIII*, fol. 18 v^o, 20 r^o, 21 v^o).

2. En langue d'Oc l'archevêque de Sens, les évêques de Paris, de Noyon et de Bayeux; en langue d'Oc l'archevêque de Narbonne, les évêques de Comminges et de Nîmes. Cette bulle adressée à Charles VI stipule qu'aucune autre lettre ne sera faite sur le clergé jusqu'au terme du 1^{er} octobre 1403, et qu'on ne recourra en aucun cas, pour contraindre les ecclésiastiques, à l'aide du bras armé (*ibid.*, fol. 58 r^o).

3. Lettres royales, données de Paris, le 6 mars 1404, renouvelant du à Rouen sur le fait du clergé le chanoine Henri de Fécamp, qui avait perdu sa charge durant la soustraction à l'obédience. « Et il soit ainsi que nostre dit Saint Pere nous ait pagées toutes lesdites aides a prendre sur les gens d'eglise en nostre royaume jusques à certain temps... A yeellui... donnons de nouvel, se meslier est, ledit office... » (Mss. nat., ms. France 15703, n° 534).

4. La réert corrigé vers 1407 par un partisan du pape insiste beaucoup sur la reconnaissance du duc d'Orléans, « De qua quidem responsione et bulla et quomodocumque et quocumque ex parte Regis et suo prefatus dominus Aurelianensis contentus et letus est et cum actum fuit in recessu suo, in presencia dominorum cardinalem et aliorum, et peractis congratulatus fuerat in presencia de totius et de omnibus cardinalium et centum forsan personarum et aliorum » (Arch. du Vatican. *Armario*, LII, f. XXXVII, fol. 118 v^o). A l'occasion du 1^{er} janvier 1404, Louis d'Orléans fit don de six tonnes d'argent à l'un des cardinaux du pape Pierre de Lucence. Voir le I^{er} de *Recueil des chartes imprimées sous les auspices de l'Académie des travaux historiques*. Section d'archéologie. L. à Paris, 1896, n° 15 p. 30.

demeurer toujours fidèle au pape d'Avignon, de lui faire rendre l'obéissance par ses propres sujets, de lui soumettre, autant que possible, le reste de la chrétienté, de prendre partout sa défense, sauf contre le roi, la reine et leurs enfants. Après cet échange de serments, le duc d'Orléans repartit et, les circonstances ne se prêtant plus à l'exécution de son voyage d'Italie, reprit le chemin de la capitale¹.

Il y rentrait à peu près les mains vides. Ce piteux échec, étant données les assurances qu'il avait prodiguées, risquait de porter un coup fatal à son crédit. Il résolut de payer d'audace. Je ne puis du moins expliquer autrement sa conduite dans cette circonstance.

Le roi ayant voulu l'entendre en présence de ses oncles de Berry et de Bourbon, des membres du Conseil et d'une délégation de l'Université, il se mit à parler de la « bonne et entière volonté du pape à poursuivre l'union ». Triomphalement il exhiba et fit lire les bulles qu'il rapportait de Tarascon. Il affirma que Benoît XIII avait consenti à alléger les charges pesant sur l'Eglise de France, et cita de lui des propos prouvant son intention de réaliser ses promesses². Il n'en fallut pas plus. L'assemblée fut charmée, ou du moins parut l'être. Le roi avait-il bien saisi le

1 F. Ehrle, *loc. cit.*, p. 307 et Maréchal d'Alpéril. « Louis d'Orléans parvint à Paris avant le 14 février 1403 » (J. Jarry, *op. cit.*, p. 303). — Il est impossible d'inventer rien de plus invraisemblable que ce que rapporte le vénitien Antoine Morosini. Le duc d'Orléans, assistant un jour à la messe de Benoît XIII, l'aurait saisi par le bras au moment de l'élévation, et l'aurait conjuré, par le Christ trinité-passant, présent entre ses mains, de lui dire si, oui ou non, il était le vrai pape. Benoît XIII aurait avoué que c'était le pape de Rome. Le duc, s'en étant allé retrouver Charles VI, lui aurait raconté cette scène et déclaré qu'il se trouvait en état de péché mortel, du moment qu'il favorisait un intrus (*Chronique d'Antonio Morosini*, éd. H. Lefèvre-Fontaux et L. Dorez, t. II, p. 186-193).

2 Lettres royales du 9 juin 1403 (*Ordonnances* t. IX, p. 14). Cf. *Relatio eorum que a Benedicto XIII acta anno Ab anno 1403*. — Redensque Parisius, [dux Aurelianensis] Regi et dominis de Consilio. Universis de eam presente relationem veram et plenam fecit et expositio suorum bonorum officiorum quam dominus noster habebat et semper habuit ad amicum Benedictum sancte Dei. Quo relatione audita et bullis perfectis, dominus Rex contentus existens de concessis, Deo gratias grandes reddidit de sinceritate, zelo et pura intentione ac magna affectione quam exordit et acerbabat dominum nostrum habere ad unionem. — *De bullas predictas commendavit per eorum in camerarium Francie regem in Thesaurum.* — Arch. du Vatican. *Armes. rom. XV* f. XXXVII, fol. 130 v°. Ce récit — qui est composé dans l'entourage de Benoît XIII a été ensuite abrégé à l'époque du concile de Perpignan (F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. V p. 464).

sens des textes latins dont on lui avait donné lecture ? Plus tard, l'archevêque de Tours rappelait à Charles VI la joie que lui avait causée la relation de son frère, mais le même prélat croyait se souvenir que Benoît XIII avait promis alors de faire cession dès qu'il plairait au roi ¹. Non seulement Charles VI, mais les princes, le Conseil et, ce qui est moins facile à comprendre, l'Université de Paris se montrèrent satisfaits : c'est ce qu'atteste Monstrelet ² ; le même chroniqueur prétend que Benoît XIII se soumettait des lors aux décisions du futur concile. Je ne vois que l'annaliste de Saint-Denis ³, plus perspicace, quoi qu'on en dise ⁴, qui reproche au duc d'Orléans, avec quelque exagération sans doute de n'avoir rien obtenu du pape qui importât soit au bien du royaume, soit aux intérêts du clergé.

Peu de temps après, le roi, jaloux de l'affection témoignée par le pape d'Avignon à son frère, voulut conclure lui-même avec Benoît une alliance, en son nom, aux noms de la reine et de leurs enfants. Il donna, à cet effet, procuration séparément à Isabeau de Bavière, aux ducs de Berry, de Bourgogne et d'Orléans (2 avril 1404). Son vœu se réalisa, le 13 juin, à Marseille. En vertu d'une délégation donnée par le duc de Berry, Jean d'Armagnac et Pierre Troussseau communiquèrent à Benoît XIII les intentions de Charles VI ; le pape, de son côté, promit, dans une bulle, d'être toujours pour le roi, la reine et leurs enfants un père véritable un bon et fidèle ami, traité que ratifia ensuite Isabeau de Bavière par lettres du 26 février 1405, en jurant sur l'Évangile qu'elle et ses enfants seraient toujours fidèles à Benoît XIII, lui dénonceraient les entreprises de ceux qui voudraient le molester en sa personne ou en ses droits, et le défendraient de toutes leurs forces ⁵.

1. Bourgeois du Chasneul, *Nouvelle histoire du concile de Constance*. Preuves, fol. 221 v^o.

2. T. I, p. 90. — Recit très sensible dans la *Chronographia regum Francorum* (t. II, p. 230).

3. T. III, p. 128.

4. Le 3 P. Erle *Archiv für Literatur*, t. I, VII, p. 366, estime que le duc d'Orléans avait obtenu sur tous les points des solutions satisfaisantes, sauf sur la question des bénéfices et sur celle des taxes apostoliques, M. E. Jarry, *op. cit.*, p. 362, va jusqu'à dire que le pape obtint tout ce qu'il avait promis.

5. *Arch. nat.*, J. 516, n^o 28. *Lehrer loco cit.*, p. 305, 306, et p. 301. — Je citerai une bulle de Benoît XIII datée de Nice, le 25 avr. 1405, autorisant Isabeau

A aucune autre époque peut-être la famille royale ne s'était aussi intimement liée à la personne du pape. Il fallait que ce phénomène, presque unique dans l'histoire de France, se produisît juste au lendemain d'une complète rupture, et alors que les doutes les plus fondés planaient sur la légitimité du pontife. Telle était la puissance de la réaction amenée par les fautes des années précédentes. Que devenaient cependant, au milieu de cette réconciliation, les préoccupations légitimes causées par l'état de l'Eglise ? On semblait se reposer désormais sur Benoît du soin de terminer le schisme. Après tant de défiance, pourquoi tant d'abandon ? Et quelle place tenaient maintenant dans la sollicitude royale ces libertés de l'Eglise de France dont naguères on proclamait la restauration définitive ?

Non seulement il n'était plus question de contester le principe des réserves apostoliques¹, mais on avait perdu tout espoir de faire ratifier les élections et collations contraires à ce principe qui remontaient à l'époque de la soustraction². Le clergé de France, à cet égard, avait su vite à quoi s'en tenir. Des le mois de juin 1403, un des ambassadeurs du roi, Philippe de Villetta, élu abbé de Saint-Denis par les religieux de ce monastère, s'était vu, au Pont-de-Sorgues, traité comme un intrus.

de Bavière à fonder un couvent de Carmes à Melun d'accord avec deux bourgeois de cette ville Yves Lemaître et Adam Grouier Arch. du Vatican, Reg. Aræxon. XLIII *Benedicti XIII* fol. 361 r^o. Cette fondation, d'ailleurs, paraît avoir eu lieu vers 1404. Arch. municipales de Melun. Let. à P. Quersera et à M. de la Poudrière de l'ancien diocèse de Sens. Paris. 1896, n-4^e, p. 227.

¹ Ainsi les chapitres n'avaient plus le droit d'élire les archevêques ou les évêques. Une tentative dut cependant être faite, à cet égard, à Sens après la mort de l'archevêque Guillaume de Dormans † 2 octobre 1403. Je relève l'article suivant dans les comptes du chapitre pour l'année 1404-1405 : « A messire Jehan Baudin, doyen de Bray, xv d'octobre pour aller avec lui à Dijon, à Baume et Meilly, à Paris, à Angers et à Tours, les aucuns de MM. de l'eglise à certain jour pour venir à la election d'un archevesque en ycelle eglise de Sens » Arch. de l'Yonne, G. 21. Le nouveau métropolitain, Jean de Montagu, fut transféré de Chartres à Sens par Benoît XIII le 11 avril 1407.

² J'entends, par exemple, un arrêt du Parlement, du 18 mai 1405, défendant à Geoffroy de Puy-Loup, sous peine de perte de ses biens temporels et de privation de son fief le conseiller de l'entrepreneur de bâtir sans autorisation d'évêcher. Geoffroy de Puy-Loup, accusé de simonie et un archevêque malade de Tours à Henri de Pevenesse qui en avait été pourvu durant la soustraction par la collation de l'archevêque de Tours, il avait fait élire, à cette occasion, son complice Pierre de Courcy de Luncy Arch. nat. X. 52, fol. 221 v^o et X. 52 v^o fol. 92 v^o et X. 514 v^o fol. 361 r^o.

Benoît XIII avait soumis sa vie, ses mœurs et sa capacité à une enquête humiliante¹, et la bulle qui l'avait, le 30 juillet, replacé à la tête de son monastère n'avait pas même fait mention de l'élection célébrée en 1398².

Ce cas se renouvela journellement. Benoît XIII considérait les élections et collations faites au préjudice de ses droits comme radicalement nulles, les clercs qui en avaient profité comme schismatiques et « inhabiles ». Pour avoir quelque chance de conserver leurs bénéfices, les prélats devaient commencer par renoncer à leurs titres : il fallait, suivant l'expression de Jean Petit, qu'ils « se depouillassent de leurs dignité et promotions et que ils se moissent *in puris et nudis*, » puis « qu'ils composassent de *fructibus medii temporis*, les uns à 2.000, les autres à 3, etc. Et quant ils eussent avoir tout fait envers le trésorier ou vers le Chambellan l'on leur demandoit s'ils estoient reconciliez à Nostre Saint Pere de *amicante contracto propter subtractionem* »³.

Heureux encore quand le choix du pape finissait par s'accorder avec celui des électeurs ou des collateurs ordinaires ! Le contraire arrivait trop souvent⁴. Les registres du pape, à ce moment,

1. *Reliquary de Saint-Denis*, t. III, p. 100-102.

2. Bulle adressée au roi de France (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion* XXX *Benedicti XIII*, fol. 67 v).

3. Discours du mois de novembre 1166. Bourgoing du Chastenet, *Nouvelle histoire du comte de Constantine*, Preuves, p. 111. — Dans un discours antérieur, du 7 juin de la même année Jean Petit avait dit sur les mêmes circonstances en faisant beaucoup les affaires : « Quant les abbés et évesques et prestres sont alés devers lui *pro amplexu consensu et autoritate* pour avoir confirmation de leur profit, volent que prima rem deussent simplement et par la digne composition de *fructibus medii temporis* contrepart de la digne de Saint-Denis et du Hoch-Hecyn (cathédrale d'Avranches, en abbe du Hoc t. I, f. 102 et 103, v. *Gallia christiana* t. XI, c. 235) et autres desouch. L'un a esté reconcu le 25^e l'autre le 25, ou 25, l'autre le 25, et se de la 1^e par leur digne fait, en val estoient reconciliez *domini nostri* et par seil avoient composé, il avoient la benison de la grant main. Et se eussent. De qui a reconciliez? De ce l'estal l'en, que vous avez esté reconcu. Et par especial, n'est de l'abbé de Saint-Omer de Reims (Jean II Jarry c. 10 en 1406, v. *Gallia christiana* t. XI, c. 13) — qu'il a volu qu'il renonçast et qu'il composast, d'où il n'a vu n'en finit. » Arch. nat., X^e 1^{re} 487 fol. 30, v.

4. Jean II Jarry, p. 105, haut p. 136. — De la dévotion et des effets de Pierre de la Pierre se fait reconcu par Benoît XIII et ratifié, selon l'usage, par le roi de France et Louis II ne fut pas plus le roi d'Angleterre. — Lettres de Benoît XIII de 1398 dans l'annuaire de la France de Jean Petit, t. 7, p. 102. — Jean II Jarry, p. 105, haut p. 136. — De la dévotion et des effets de Pierre de la Pierre se fait reconcu par Benoît XIII et ratifié, selon l'usage, par le roi de France et Louis II ne fut pas plus le roi d'Angleterre. — Lettres de Benoît XIII de 1398 dans l'annuaire de la France de Jean Petit, t. 7, p. 102. — *Gallia christiana* t. XI, c. 619. t. XI, c. 619. k. *Fabell. Hierarchia catholica* p. 430. non pag.

sont pleins de translations, de nominations, de suspensions. Le trouble était universel. Autant Benoît conservait de préventions contre les clercs pourvu durant la construction, autant il favorisait ouvertement ses serviteurs. Je citerai parmi ceux qui eurent alors part à ses libéralités, le dominicain Jean Hayton, dont les promotions injurieuses avaient soulevé tant de colères en 1351¹. Nombre de grâces expectatives avaient été octroyées par le pape à ses familiers, à l'époque de la construction, mais, faute de bulle, on avait dû les passer sous le sceau du cardinal de Tolosane. On convint, d'abord, qu'elles acqueriraient leur plein effet à condition que, dans un délai de cinq mois à partir de la restitution de la bulle, les intéressés se feroient délivrer des lettres apostoliques. Puis, se ravant, le pape dispensa ses

certains évêques d'Uzes, mais comme M^r Pierre Beuchief, mort de S. Lou et S. Lou et un autre a fait évêque d'Uzes (cf. K. Hubel, p. 518), non pas par la remission dudit Beuchief, mais par le mort du predecessor dudit Beuchief » Arch. nat., X 1^{re} 47^{re} fol. 363 r^o. — Vicaire de Castel-Moron étant jadis nommé p. 366 l'élection au siège de Toulouse ne put pas non plus se faire confirmer son titre d'archevêque. Benoît XIII transféra à Toulouse, le 18 septembre 1405, ses titres, ainsi que Pierre Laval et ceux de Saint-Pons, et voulut nommer Vital de Castel-Moron au modesto siège de Saint-Pons (cf. Hubel, p. 426). C'est ce dont se plaint Jean Petit dans le même discours, « Similiter, vult faire le Pape de l'archevêque de Tholose que vult faire évêque de S. Pons, et recorra. » On verra plus tard ce qu'il en advint. — Enfin je citerai le cas, tout à fait ignoré (cf. *Gallia christiana* t. VI p. 371) de l'abbaye de Salve, au diocèse de Nîmes. L'abbé Hugues étant mort en 1388, les moines se mirent à élire pour le remplacer, Hugues Marqués, dont l'élection avait été confirmée par l'abbé de Saint-Victor de Marseille, et qui avait jadis paisiblement jusqu'à la restitution d'obédience. Mais alors un religieux de Caumont, et c'est de Caumont qu'il s'agit, se fit posséder de l'abbaye par Benoît XIII, et en fit remettre l'administration au sacriste Jean Vitale. Vainement Hugues Marqués obtint du roi un mandement adressé au sénéchal de Beaucaire pour le recevoir dans l'abbaye. Benoît XIII, soit qu'il fût irrité de cette résistance, soit qu'il eût de graves reproches à faire aux moines de Hugues Marqués, « estant moult incoutinenc, et larron...; il voloit avoir toujours esz kammes. » Il fit faire son procès par le procureur fiscal, celui-ci obtint un « jugement royal, en vertu duquel le vigier de Caumont Hugues Marqués d'en fut mult et grassement payé, et quoique Marqués en eût appelé au Parlement, le mal aux fers et aux ceeps, enfin le livra à Benoît XIII. Hugues Marqués, mort « tout be et doulx » à Avignon, fut enterré au cloître de Trinquart et condamné à la « mort perpétuelle. On lui reprochait, dit-il, d'avoir tenu son abbaye « d'annuel blentent » pendant trois ans, en sapuyant sur la puissance laïque, et on voulait l'obliger à reconnaître qu'il avait commis « une besance » de crime et rébellion » envers le pape. Brot. nat., ms. 15496 20 fol. 86 et 87; Arch. nat., X 1^{re} 47^{re} fol. 363 r^o.

¹ Bulle, datée du Pont-de-Sorques, le 18 août 1351, assignant une pension de 200 florins d'or à Jean Hayton, alors accusé de vieillesse, et venant à son zèle religieux, sa science, sa vertu. Arch. nat. Valeran. Reg. 323, fol. 334 r^o.

serviteurs de cette formalité : toutes les grâces expédées irrégulièrement à ceux qui avaient tenu compagnie au pape pendant le siège voire à leurs fils, frères ou neveux, furent ratuées en bloc ¹.

Sur le terrain fiscal, Benoît XIII gardait de même ses positions. Il n'entendait faire grâce au clerge d'aucune taxe, ni de celles qu'il aurait dû toucher durant la soustraction, ni de celles qui correspondaient à des époques plus reculées. Il choisit ainsi le moment où le duc d'Orléans se trouvait près de lui, à Tarascon, pour se réserver de nouveau les annates des bénéfices qui avaient vaqué depuis le 1^{er} août 1398 : toute la concession qu'il fit consista à promettre que le produit en serait affecté aux dépenses de l'union. 23 décembre 1403, ². Le même jour, il enjoignit aux collecteurs apostoliques de vaquer au recouvrement des revenus du saint-siège, en leur recommandant, il est vrai, de respecter les droits du roi de France (je ne sais ce qu'il entendait par là et de s'abstenir de toute exaction ³). Les collecteurs, qui n'avaient pas attendu ce mandement pour se mettre en campagne ⁴, réclamèrent, paraît-il, jusqu'à des restes dus depuis quarante ans et plus ⁵. On devine le douloureux étonnement des prélats, d'autant que les taxes dont le concile de 1398 avait voté l'abolition s'étaient trouvées en partie remplacées par d'autres taxes payées au roi, et que les bonnes paroles prononcées, le 30 mai,

1. Bulle du 3 août (*ibid.* fol. 278 v^o) et constitution du 11 octobre 1385 : « Item ordinavit quod omnes qui sub eo sub donum Tarasconensi vel ejusdemque aliterius sigille gratias obtinuerunt, cum ipsius domini nostri Pape familiaribus aut qui cum eo, tempore subtractionis, in Palacio apostolico remanserunt, vel filii fratres aut nepotes eorum qui cum eo remanserunt fuerint, litteris apostolicis sub ipsius domini nostri bulla infra sex menses facere licet teneantur » (*Reg. Avenion. L. Beneficiorum XIII*, fol. 52).

2. Cette réserve ne s'élève point aux bénéfices dont le revenu n'excède pas 10 livres tournois (*Reg. Avenion. XIII*, fol. 50 r).

3. Bulle adressée au collecteur des provinces de Sens et de Rouen, elle lui ordonne, en outre, d'envoyer un rapport à la Chambre apostolique (*ibid.*, fol. 51 v^o).

4. Dès le 11 novembre 1403, Sens avait reçu la visite du grand collecteur, auquel le chapitre eut à verser « Her quatre pintes de vin rouge Arch. de l'Yonne, G 104 R^o). Ce présent fut renouvelé le 29 mai 1404 (*ibid.*, G 102^o). V. une quittance de 160 florins d'or de Chambre payés à Avignon le 1^{er} août 1403, par Raymond de Cadoïne], abbé de Cluny pour certains services. Bibl. nat. ms. Baluze 585.

5. Je ne saurais citer d'exemple de réclamations semblables et de tentatives aussi audacieuses. Mais, le 17 septembre 1404, le chapitre de Troyes payait 10 livres au sous-collecteur Herve Gouffey, à titre de d'une somme de 23 livres restant due sur une décime de l'année 1382, Arch. de l'Yonne, G 1838 fol. 215 r.

à Notre-Dame au nom du gouvernement ne pouvaient en rien leur faire prévoir les poursuites dont ils étaient l'objet. L'écho de leurs plaintes retentit jusque dans le Conseil du roi : d'où l'ordonnance du 29 décembre 1403¹.

On remarquera cette date, qui n'est pas celle sous laquelle l'ordonnance est le plus souvent citée². Le 21 décembre, quatre jours avant, une rectule nouvelle avait réduit le pauvre roi à l'impuissance. Le duc d'Orléans était absent, et le bruit courait qu'il venait d'échouer dans sa mission près de Benoît XIII³. Les ennemis du pape sauront cette occasion de prendre leur revanche. Les agissements de Benoît XIII constituaient, dirent-ils, un outrage à la royauté, l'oppression du clergé, l'interruption du culte, le retardement de l'union résultant immédiatement de la prolongation de cet état de choses. Le Grand Conseil, composé ce jour-là du roi de Sicile, des ducs de Berry, de Bourgogne, de Bourbon de Bretagne etc., décréta donc que les prélats pourvus d'un titre de soustraction conserveraient leurs bénéfices, qu'ils n'aussent à payer aucune taxe à Benoît XIII, qu'au surplus les poursuites des collecteurs apostoliques ne s'exerceraient qu'au sujet des créances postérieures à la restitution d'obédience. Si le pape élevait d'autres réclamations, le clergé avait ordre de n'en point tenir compte. Cette ordonnance fut publiée au Parlement le 10 janvier et notifiée, dit-on, à Benoît XIII par messagers spéciaux⁴. On eût pu se croire revenu au temps de la soustraction.

¹ Arch. nat., J. 169, n° 27. Original scellé, X. P. 1602 fol. 173, Bibl. nat., ms. français 5708 fol. 17 v°, Bibl. de Rouen, ms. 1806 fol. 50 r°. Ordonnances, t. VI fol. p. 927.

² Elle est transcrite, sous la date fautive du 19 décembre 1403 dans le ms. français 287 fol. 45 de la Bibl. nat. et paraît sous la même date par Du Boulay (t. V, p. 47) et dans les *Preziers des filles ex de l'Eglise galic* n° 6, t. I, p. 171. Une traduction latine recueillie par se trouve insérée dans la chronique de *Reliquens de Saint-Denis* (t. III, p. 37) et par le même par le par d'Anselme (*Apologie* t. I, p. 298). Elle se trouve aussi dans l'index de t. V, II, p. 378 (col. 1) par lequel on voit la date fautive du 19 décembre 1403. Il est à remarquer que quoique s'occupant plus ou moins adéquatement du *Reliquens de Saint-Denis*, Joinville des Leiris p. 125 ne fait aucune mention de sa rédaction.

³ C'est ce qui est expliqué dans l'ordonnance du 5 juin 1404 (*Ordonnances*, t. IV, p. 41). Cf. *Reliquens de Saint-Denis* t. III, p. 37. Joinville des Leiris n'en fait mention qu'à la fin d'un chapitre sur le duc d'Orléans.

⁴ Le roi de Berry en donna l'exécution dans le Lan 1404, par un mandement du 4 janvier 1404. Un vidimus en fut expédié à Toulouse le 4 février suivant.

Ce ne fut qu'une courte bourrasque : on sait quelle accalmie suivit le retour de Louis d'Orléans. Charles VI avait recouvré momentanément l'usage de sa raison ¹. Une maladie de quelques jours enleva le duc de Bourgogne (27 avril 1404) : avec le plus puissant et le plus capable des oncles du roi disparaissait le plus redoutable des adversaires de Benoît XIII. L'influence du duc d'Orléans allait pouvoir s'exercer sans partage.

Aussi le pape d'Avignon fut-il vite rassuré. Usée avant que d'avoir servi, l'ordonnance du 29 décembre 1403 fut officiellement révoquée le 9 juin 1404. Le duc d'Orléans avait profité d'un des intervalles lucides du roi pour expédier ces dernières lettres qui, en même temps, célébraient les excellentes dispositions du pape, déclaraient ses réponses satisfaisantes et prescrivaient la publication, l'exécution dans tout le royaume de l'ordonnance de restitution d'obédience². Docilement le Parlement enregistra ces lettres (19 juin), comme il avait enregistré celles du 29 décembre ³.

Benoît XIII, je dois le dire, quand il vit que ses droits n'étaient plus contestés, s'efforça de donner, dans une certaine mesure, satisfaction aux vœux de la France. Pour rien au monde il n'eût cédé sur la question de principe : il apporta, dans la pratique, quelques tempéraments. Il s'appliqua surtout à rétablir dans son administration financière un ordre également profitable aux contribuables et au trésor.

Ainsi une série de bulles rappelèrent aux collecteurs la nécessité de faire rentrer exactement le produit de toutes les taxes dont il s'était réservé la jouissance ⁴. En même temps, pour

¹ Rosebath, *Inventaire des Archives communales de la ville de Toulon*, t. I, p. 179.

² *Requêtes de Saint-Denis*, t. III, p. 173, 173.

³ *Ordonnances*, t. IX, p. 14.

⁴ Arch. nat. X 1^{re} 8002, fol. 130.

Bulle datée de Saint-Victor de Marseille le 17 juin 1404, adressée au collecteur Pierre Brocas, sa note de fol. 2. Autres en 21 août adressées à d'autres collecteurs Arch. nat. Valenciennes, *Reg. Lethron*, XXXI, fol. 19 v^o, 25 r^o. — Le 20 septembre 1404 le trésorier du pape envoya en diverses parties du royaume le curé espagnol Sancha Lopez « le Avesen », pour recouvrer les revenus de la Chambre apostolique par voies valables pour un an. Missions analogues confiées à Bertrand « Bortuato » ambassadeur au saint Palais, et à François de Pourques aux finances de Cordogne en l'église de Ligeil, envoyés en diverses provinces pour concilier avec les débiteurs, faire des coupures, etc. — comme royal ou la H. P. F. Echele. — Cf. la note suivante jointe à l'ordonnance du 29 décembre 1403 dans le ms. 1400 de Rouen (fol. 35 v^o), « Depuis environ un an après la date de la lettre cy dessus

surveiller la gestion des collecteurs et des sous-collecteurs, parfois suspects de négligence, de maladresse ou de malhonnêteté, il institua des enquêteurs¹. Il leur donna mission de rechercher si certaines églises n'étaient pas taxées outre mesure pour certains services ou dîmes — c'est ce que lui avait représenté le duc d'Orléans, — si certains ecclésiastiques n'étaient pas, faute de ressources, hors d'état de s'acquitter — c'est aussi ce que le duc lui avait remontré de la part du roi — Dans le premier cas, les commissaires devaient adresser au pape leurs observations sous scellé, dans le second, ils étaient autorisés à transiger à l'amiable, à accorder des suris, des modérations, et ils pouvaient lever la suspension encourue par les clercs qui avaient manqué à leurs serments². Somme toute, le pape admettait parfaitement le principe des remises³, pourvu qu'elles ne fussent données qu'à bon escient et qu'elles ne s'appuyassent qu'à des dettes antérieures à la dixième année de son pontificat. Il faisait, d'ailleurs, une différence entre les *communis services*⁴, sans réelle

transcription, du publiée une autre lettre du Roy au contraire, et, depuis ce, les collecteurs ont levé et commencé à cueillir les arrerages et les autres subces et vus ans comme faisoient au temps de devant la substruction.

1. Guillaume de Gaulme, choyen de Saint-Germain-l'Auxerrois, et Bernard de Canale, sacriste d'Étue, doivent s'enquérir de la manière dont les collecteurs et sous-collecteurs font leur devoir dans les provinces de Rouen, Sens et Reims. Jacques de Massieu, bailli auditeur des causes du sacré Palais, et Michel Faucon, docteur en droit canon, doivent remplir la même mission dans les provinces de Tours, Bourges et Bordeaux, Sicard de Bengayrosto, « clerc de la chambre du pape, et Jacques Gil, chanoine de Bourges, dans les provinces de Narbonne, Toulouse et Auch. Bibles du 18 juillet 1484. Reg. tires ou XXX fol. 11 v^o et r^o 13 v^o.

2. Bibles du même jour, les unes pour les provinces de Rouen, Sens et Reims (fol. 13 v^o, 13 v^o et 13 v^o) les autres pour les provinces de Narbonne, Toulouse et Auch (fol. 14 v^o et 14 v^o).

3. Des 1485. Bibles du XIII^e ayant regard à une requête du cardinal d'Algerfenille et prenant en considération les pertes que la guerre d'Italie etc. avaient fait subir au sacré collège, sous le pontificat de Sixte le 4^e etc. etc. ont arrêté certains des articles de ce règlement et les a envoyés lettres ou courrieres datées d'Avignon le 31^e d'octobre 1486. Bibles du XIII^e fol. 126, p. 142.

4. Cette taxe, dont la réglementation remonte presque au milieu du XII^e siècle (J. P. Kirsch, *Die Finanzverhältnisse des Kardinalkollegiums im XIII und XIV Jahrhundert*, dans Knipfler, *Selbstes et Schatz. Kirchenrechtliche Studien*, t. II, 4^e fascicule, Münster-en-Westphalie, 1895, in 8^o, p. 61), n'avait, paraît-il, jamais été redoublée, si ce n'est par Clément VII pour quelques prélatures. Les commissaires du pape s'en rendirent compte, d'où la lettre de modération remise quant à la moitié des communis services qui constituait un revenu pour le sacré collège. Ils ne s'accordèrent pas non plus d'autre suris aux « communis services », affectés, en principe, aux frais de la Curie apostolique et du sacré collège.

5. Le caractère réel de cette taxe n'est pas affirmé seulement par le pape. Cf. la

frappant les possesseurs des plus gros bénéfices, patriarches, archevêques, évêques et abbés, pour laquelle, ainsi que pour les annates, il n'entendait accorder de remises qu'exceptionnellement¹, et les subvendes extraordinaires tels que les dîmes, les cens, les procurations, les visites biennales, dont il consentait plus aisément à décharger les contribuables. Ce qu'il voulait, c'est qu'on ne confondit pas les clercs vraiment dignes de pitié avec les prélats fastueux qui se ruinaient en chevaux, repas, chiens et oiseaux, avec ceux qui entretenaient frères, sœurs, neveux ou autres enfants naturels, avec ceux qui négligeaient l'administration de leurs bénéfices par indolence, par incurie ou pour se consacrer au service des seigneurs. Il exigeait que les enquêteurs se renseignent de visu, qu'il y eût partout des écritures régulièrement tenues et que la lumière fut faite sur les abus, les exactions et les détournements².

pices intulibus Gravamina aliqua de quibus multi conquerantur de Papa: « Item, licet prelati novus de bonis predecessoris nihil habuerit, quando papa ibi potest munus apponere et defuncto ponit, vel quando sunt heredes qui de more succedunt, quanquam eorum nichil habuerit, de fructibus olivensibus solum vacante, quanquam etiam tunc papa vel fuerit obligatus pro vacante (largis munitis) oportet eam recognoscere et solvere quocumque arregeris per ipsum predecessorem debita alius bullas non habebit sine quibus administrare non potest, et excommunicatus noster et suspendetur vel alius per censuram ecclesiasticam contra eum procedetur. » Bibl. de Rouen, ms. 1356, fol. 24 r°.

1 Cf. une bulle du 11 avril 1445 autorisant l'abbé de Saint-Sernin de Toulouse à hypothequer les sommes dues et à engager les moines les plus présents de son monastère pour armer le pape, au nomme de 30 000 francs qui lui devaient pour « vacantes » et autres services (Reg. Avenion. XLIII, fol. 221 r°).

2. Je dois à une communication de M. F. Lottin la connaissance de très importantes lettres sous sceux et sigilla, vers le mois de septembre 1461, par les commissaires-enquêteurs, et peut-être aussi par d'autres officiers de la Chambre apostolique. — Les commissaires du pape étaient à Sens au mois d'octobre 1461, ils reçurent du chapitre, le 16, un setier de vin rouge et deux setiers de vin blanc, d'autres présents analogues, chacun des huit jours suivants. Ils dînèrent chez l'archevêque, le 11, et à l'abbaye de Sainte-Colombe, le 20; puis les présents de vin recommencèrent du 27 octobre au 1^{er} novembre. Le 2 novembre ils dînèrent chez l'archevêque et furent dîners au chapitre qu'ils ne voulaient plus recevoir aucun présent. Arch. de l'Yonne (ms. fol. 12 v°). — Dans le Languedoc les enquêteurs recommencèrent leurs opérations au mois de décembre 1461. Arch. de Vaucluse. Reg. Avenion. XLVI Benedicti XIII fol. 33 v°. On trouve dans le même registre divers états, qu'ils dressèrent, des sommes restées dues à la Chambre apostolique dans les diocèses d'Arles fol. 35 et sq.), de Nîmes fol. 48 et sq.), de Mâcon fol. 64 et sq.), de Mâcon fol. 70 et sq.), etc. — Vers le commencement le centre 1462 on revint à ces visites et procès par les commissaires le trésorier du pape et les autres officiers de la Chambre apostolique pour faire passer d'intéressantes recommandations le devant autant que possible, régler

Afin de compléter sa victoire, Benoît XIII s'efforça, dans le courant de l'année, de se concilier les princes qui avaient plus d'une fois contrecarré Louis d'Orléans. Le duc de Berry fut l'objet d'attentions nombreuses¹; le duc de Bourbon obtint, ainsi que la duchesse sa femme, certaines grâces spirituelles². Il n'est pas jusqu'au duc de Bretagne qui ne fût, par lettre du 18 octobre, supplié de soutenir le pape d'Avignon à la cour de Charles VI et d'agir en faveur de l'union³.

III

Benoît XIII ne pouvait plus se plaindre désormais qu'on paralysât sa bonne volonté. Il avait, à plusieurs reprises, assuré qu'aussitôt libre il se consacrerait à la pacification de l'Eglise. Le moment était venu de tenir sa promesse.

1. Toutefois, qui s'attendrait à le voir inaugurer une politique nouvelle méconnaîtrait son invincible ténacité. Qu'on se souvienne des tentatives qu'il avait faites, avant la soustraction, pour réaliser l'union de la chrétienté à son profit, et que l'on

les questions aux mêmes. Cependant on estiguait les transactions passées dans le diocèse de Sens, où les vases accordés étaient d'une longueur démesurée, les rentes d'une importance excessive. On se demandait si ne valait pas mieux laisser agir les collecteurs. L'opportunité du rappel des enquêteurs devait être débattue avec les amis que le pape avait en France. L'archevêque d'Auch, les évêques de Tolède et de Lisieux, l'évêque de Noyon, Philippe de Moulins, et surtout le duc d'Orléans, éventuellement on du R. P. Laine.

1. Bulles du 13 juillet 1304 renouvelant au duc l'autorisation de fonder une Sainte-Chapelle dans son palais de Bourges, l'autorisant à fonder une nouvelle collégiale à Saint-Austrille-au-Château, près Bourges, et *Ga. fr. christiana*, t. II, p. 110. Lettres du 21 août suivant autorisant le trésorier de la Sainte-Chapelle de Bourges à porter les ornements pontificaux au saint le monastère de Saint-Hippolyte de Bourges à l'une des chapelles de ladite Sainte-Chapelle concernant divers privilèges à cette Sainte-Chapelle, etc. (Arch. du Vatican, *Reg.* 326, fol. 176 r°-187 r°, 151 r° et sq. et A. de Guichet, *La Sainte-Chapelle de Bourges*, dans les *Mémoires de la Société des Antiquaires de France*, 1850, p. 101 et suiv.)

2. Bulles du 29 juillet 1304 autorisant le duc à se choisir un confesseur, donnant à son confesseur le pouvoir de commander ses vœux, autorisant tous prêtres à administrer les sacrements au duc et à la duchesse sa femme. Arch. du Vatican, *Reg.* 326, fol. 466 r°.

3. Arch. du Louvre Inférieure E 43. 4. dans le même carton une bulle du Ben. N. II du 10 mars 1304 autorisant le duc de Bretagne à fonder un couvent de Dominicains à Guemenez.

compare à ses démarches de 1396 et de 1397 celles qu'il renouvela en 1404 auprès de Boniface IX, dont il nous reste à faire le récit : c'est le même but poursuivi, les mêmes expédients proposés et, sous prétexte d'assurer le triomphe de la justice, le même attachement au pouvoir. Plusieurs royaumes, une grande partie du clergé, presque tous les cardinaux s'étaient, pendant cinq ans, conjurés contre lui, ils avaient cru lui arracher des promesses positives : on célébrait déjà un heureux changement survenu dans ses dispositions. Lui, reprenait simplement le cours de ses négociations au point où il les avait laissées. Rien ne paraissait changé autour de lui ¹, rien ne l'était en effet, si ce n'est que le schisme venait d'entrer dans sa vingt-septième année ².

De l'abbaye de Saint Victor du Marseille, où il avait fixé sa résidence, Benoît XIII s'occupa, dès le mois de mai 1404, de frayer le chemin à quatre ambassadeurs qu'il comptait envoyer vers Boniface IX, à Rome ³. Pierre Ravat, évêque de Saint-

1. Benoît XIII cependant avait perdu celui de ses conseillers qui l'encourageait le plus dans sa politique intransigente. Martin de Saba, cardinal de Perpignan, était mort, à Salon, le 27 octobre 1403. Martin d'Alparli, lui leguant sa vaste collection de manuscrits sur le schisme. Son superbe tombeau se voyait à la Chartreuse de Bonpas (v. E. de Saba, *Le pape Benoît XIII et le cardinal Martin de Saba à Aignon*, Aix, 1882, in-8°, p. 48, Gayet, *Monographies de trois monastères fortifiés*, dans les *Mémoires de l'Académie de Vaucluse*, t. V, 1886, p. 79; et *Religieuses de Saint-Denis*, t. III, p. 122; Baluze, *Vita paparum*, t. I, c. 124). Le 9 mai 1404, Benoît XIII créa deux nouveaux cardinaux, Michel de Saba, neveu de Martin, et Antoine de Chalan, chancelier du comte de Savoie, et c'est tout ce que cette prudence ou mollesse protestataire de la part du roi de France.

2. Dans la bulle in *Cura* du 27 mars 1404, Benoît XIII avait encore une fois renouvelé l'anathème misé par Clément VII contre Boniface IX (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion* XXXI *Benedicti XIII*, fol. 1^{er}). Cf. plus haut, p. 12 note 1.

3. D'après le récit que Benoît XIII fit lire au concile de Perpignan, cette démarche lui fut conseillée par tous les cardinaux assemblés à Narbonne en la présence du roi Louis II d'Anjou. Le pape ne put s'empêcher de faire allusion à ce que c'était précisément le projet de « convention » qu'il avait mis en avant dès 1393, et qu'on eût mieux fait de l'accepter tout de suite, plutôt que d'y avoir reculé après lui avoir infligé tant de tribulations (F. Ehrle, *Aus den Acten des Aftersconcils von Perpignan*, [1900], in-8°, p. 61. — Cependant, aux termes de l'acte d'exécution lu au concile de Pise art. ix), Benoît XIII se serait gardé de communiquer à ses cardinaux l'objet de son ambassade auprès de Boniface IX. Mais nous les trouvons, cardinaux d'Albane, avec les instructions des ambassadeurs en la forme rédigée par lui-même et par le cardinal de Saint Arge. Le texte se trouvait aux quatre envoyés de ne pas s'y être conformés, déposition du 18 mai 1409, Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 2356, fol. 287^{re}.

Pons¹, Pierre de Zagariga, évêque de Lerida, Antoine, abbe de Saint-Facond de Sahagun, et Bertraud Raoul, procureur de l'ordre des frères Mineurs². Les sepoans lui arrivèrent d'Italie assez tôt pour que ceux-ci pussent partir vers la fin du mois de juin³. Le maréchal Boucicaut, qui gouvernait Gênes au nom du roi, s'employa à faciliter leur voyage, même en les accompagnant jusqu'à Florence⁴, du moins en leur donnant des lettres de recommandation⁵. Leur arrivée jeta la seigneurie dans une

¹ Cependant, malgré les nombreux services que lui avait rendus, à Paris, Pierre Royot, Benoît XIII, lui avait fait un accueil maussade quand celui-ci était venu le saluer après sa révolte : « une lettre de Jean de Montreuil. Amplius non videtur. » Co. L. II c. 134.

² Lettre close de Benoît XIII à Paul Guinigi, seigneur de Lucques, datée de Marseille, le 3 mai [1404] : « Dilecte fili, quia ad partes ipsas pro pace et unitate Ecclesie sancte Dei carissimos ambaxatores nostros de proximo destinare decrevimus, pro obtinenda pace conductis pro dictis ambaxatoribus, dilectum filium Johannem de Burgis litterarum apostolicarum scriptorem, hunc peritorem, priorem fratrum Minorum » Sur un petit carré de papier attaché avec de la cire à cette lettre close se lisent les noms des ambassadeurs : « Petrus, episcopus S. Ponsii Toneriarum, et Petrus, electus Herdensis, et Antonius, abbas monasterii S. Facondi Legionensis diocesis, et Bertraudus Radulph, ordinis fratrum Minorum » in *Luna generalis procurator* : Arch. d'Etat de Lucques, *Governo di Paolo Guinigi*, n° 10. — Le chroniqueur de Martin d'Alpartil et les notes du concile de Perpignan fournissent les mêmes noms. Cf. *Reliquies de Saint-Denis*, t. II, p. 114.

³ *Crónica del granma* : *Veritas storica italiana*, t. XVI, p. 707. — Bertraud Boyssel (p. 376) avance jusqu'au 6 mai le départ de ces ambassadeurs, tandis que Martin d'Alpartil le recule jusqu'au mois de juillet. — Leur pourvoyement était du 1^{er} juin. Ils comportent notamment le droit d'aborder : « saltem, » les « ambaxatores, » les Romains de leur adresser des exhortations, des suppléments de secours ou d'offres, de conclure avec eux des conventions, ou, en cas de refus de leur faire entendre une protestation, le droit aussi de prendre la garnison de châteaux ou de villes appartenant à l'Eglise, d'y instituer des capitaines ou gouverneurs, d'en toucher les revenus, d'emprunter jusqu'à 2,400 florins d'or, etc. Pour qu'ils pussent dresser aux mêmes les notes et procès-verbaux de leur ambassade, Benoît XIII leur confère l'office de notaires, et les autorise à se servir de leurs écrivains, ou, s'ils ne peuvent en trouver d'autres, en s'en faire en requérir. Arch. du Vatican, *Reg. Avinion.* LXXV *Benedicti XIII*, fol. 453 r°-453 v°.

⁴ Martin d'Alpartil.

⁵ Lettre close de Boucicaut au seigneur de Lucques, datée de Gênes, le 26 juin 1404 le priant de recevoir bon accueil et d'assurer les ambassadeurs et de leur procurer le conseil et l'aide pour l'avancement de leur mission. Il ne dit pas qu'ils envoient, mais les représente comme se disposant à se rendre incessamment à Rome et dans d'autres parties de l'Italie pour cette œuvre de mission à laquelle les chrétiens devraient, dans l'intérêt de leur salut, sacrifier toute autre préoccupation. Arch. d'Etat de Lucques, *Governo di Paolo Guinigi*, n° 8. — C'est à tort que le chroniqueur Jacques de Kompschoten (éd. E. Hege, *Die Chroniken der deutschen Städte*, t. IX, 1871, p. 602, mentionne l'envoi d'ambassadeurs de Charles VII, en même temps que d'ambassadeurs de Benoît XIII,

certaine perplexité, les Florentins se hâtèrent d'aviser Boniface IX¹, ils hésitaient à témoigner aux envoyés de l'« intrus » autre chose que de la politesse, dans la crainte de se compromettre auprès du pape de Rome². Néanmoins, ils finirent par solliciter de Boniface IX les sauf-conduits réclamés par une ambassade dont la mission, à l'en croire, était de nature à contenter tous les chrétiens³; ils consentirent même à faire accompagner ces ambassadeurs jusqu'à Rome par l'envoyé qui venait de négocier avec succès leur admission sur le territoire de l'Église⁴.

L'accueil de Boniface IX ne laissa rien à désirer : deux évêques s'avancèrent hors des murs pour saluer, de sa part, les envoyés de Benoît. La nouvelle que ceux-ci ne comptaient lui rendre que les honneurs dus à un seigneur quelconque le troubla, dans le premier moment; il se décida cependant à les recevoir, le 22 septembre⁵, sur la remarque d'un de ses cardinaux que, s'il avait envoyé des ambassadeurs à Pierre de Luna, leur attitude eût été probablement la même⁶. Alors Pierre Ravat ou Pierre de Zugarriga remirent en avant, comme moyen sûr de terminer le

1. Lettre écrite le 12 juillet, par la seigneurie au cardinal Acciaiuoli : « Et nichil vestris Reverentie mandamus, ut eidem sanctissimo domino nosterque presentis, quod quatuor milia de centores Antipape die X^{te} mensis hujus Florentiam intraverunt, nos vestris venire pro salute Ecclesie sancte Dei, et esse eorum ratione habeam et iam prefectorum. Subsequently lettre de Janus quandam litteram ab eorum litteris nostris eidem constitutis recepit, eorum copiam nos tunc hic incussum. » — Elle subitait pas de faire remarquer combien elle avait soulevé l'honneur du saint-père, quoiqu'elle eût à se plaindre des officiers de l'Église (Arch. d'État de Florence, *Diocesi di Italia* 2, fol. 68 v°).

2. Délibérations des 11 et 14 juillet : les avis sont partagés; les uns veulent se contenter de donner aux ambassadeurs un sauf-conduit, les autres veulent écrire au pape (Arch. d'État de Florence, *Consulte e pratica*, n° 37, fol. 71 v°, 72 v°, 73 v°).

3. F. Ehrle, *Aus den Acten des Afterconcils von Perpignan*, p. 7, Minerbetti (Tuchow 1. II), c. 519. Cf. Muratori d'Aliperti.

4. Ces négociations n'eurent été longues. Le sauf-conduit de Boniface IX n'est daté que du 16 août. Il est adressé aux quatre ambassadeurs et à leur escorte composée de 40 cavaliers et de 70 hommes de pied sous la commandement d'un capitaine français, le Pape. Il les autorise à venir à Rome et à aller comme ils voudront (Arch. du Vatican, *Reg.* 357. 1. 160 p. 10). Les ambassadeurs ne parvinrent que le 22 septembre à Perouse et en repartirent, le lendemain, pour Rome (*Cronaca del 1600*, p. 75).

5. Le 20, suivant les actes du concile de Perpignan (F. Ehrle, *loc. cit.*).

6. Benoît X II *Amulussorum collectio*, t. VII c. 687 est ici d'accord avec Muratori. Le *Religieux de Saint-Denis* 1. III, p. 218 prétend, au contraire, que les ambassadeurs se respectèrent à rendre à Boniface IX les honneurs dus au souverain pontife.

schisme, un projet de rencontre entre les deux papes et les deux collèges de cardinaux. Ils ajoutèrent — mais ce souvenir, plus tard, parut gênant à Benoît XIII — que celui-ci avait l'intention de profiter de son rapprochement avec le pape de Rome pour s'engager dans la voie de cession ¹.

La réponse de Boniface IX se fit attendre huit jours. Le 29 septembre, en présence de la plupart de ses cardinaux, il protesta de son désir de mettre fin au schisme, mais objecta que, le triste état de sa santé ne lui permettant aucun déplacement, la rencontre dont on avait parlé se trouvait irréalisable. La maladie de la pierre dont il était atteint, et qui le compaignait de crises de goutte avait mis déjà, en effet, ses jours en danger et venait tout récemment de le faire cruellement souffrir ². Les envoyés de Benoît eurent beau insister, il les pria de lui proposer quelque autre expédient.

Ils firent remarquer alors qu'il suffirait que les deux collèges, munis de pleins pouvoirs, s'assemblassent l'un avec l'autre.

¹ Bertrand Raoul, un des ambassadeurs de Benoît XIII, dans une lettre écrite, de Florence, le 29 octobre 1404, affirme qu'ils ont offert à Boniface IX « vias conventionis, informationis active et passive, discussionis juris et iusticie, etiam cessationis. » (Bibl. nat., nouv. acquis. latines 1793, fol. 261 v^o.) Mais il est aussi tout explicite dans sa déposition du 21 mai 1405 : « Dum dicti nuncii essent in civitate Pistorii, de mense februarii, post mortem Bonifacii, ipse Benedictus misit ad eundem quemdam nuncium cum quadam sua littera, eisdem nuntiis directa in qua continebatur quod in loco Draguniani viderent processum continuationis in quo Roma gesta fuerunt, sibi missum per dictos nuntios, et inter alia legere in dictis processu quomodo ipse dixerant domino Bonifacio quod in conventu ne cessata ipse erat intentionis de qua supra est mentio facta violenter de via cessionis, et quod ipse dominus Benedictus in eadem littera restatibatur eandem suorum nuncios quod illud quod dictum fuit de via cessionis deleverit et tolloverit de processu. Quod dicti nuncii noluerunt... » Il ajoute que Benoît XIII ne les reçut pas bien à leur retour. (Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 2358 fol. 128 r^o.) De là vient que l'antipape Filastre le 7 décembre 1406 affirmait que Benoît XIII avait fait offrir la voie de cession à Boniface IX par la bouche de Pierre Raoul, « Et respondit l'Antipape : « Que je met en la main des hommes la puissance que je commande de Dieu ? » Il est « l'antipape Filastre ne sce pas au » de mes au positif qu'il la fit offrir. Et pource que l'en me dit que je ose débouder, je vous baille par escript pour vous informer » (Bougeon du Chastellet, Preuves, p. 210.) Cf. F. Flade, *op. cit.*, p. 7, 8.

² Cf. les déclarations de l'antipape le 7 juin 1406 : « A fait l'Université ce qu'a pu convenir à l'Université pour servir la noblesse, mais certains se sont efforcés de l'opposer et de nuire à la noblesse, et de nuire à l'Université. Toutefois on voit que l'Université a fait ce qu'elle a pu pour servir la noblesse. » (Bibl. nat., ms. lat. 1006, fol. 100 v^o.)

Boniface IX repoussa aussi cet amendement, sans donner cette fois aucune raison valable.

A défaut de conférence ou, comme on disait alors, de « convention » il rentrait dans le programme bien connu de Benoît XIII de se prêter à un compromis. C'est ce qu'indiquèrent ses ambassadeurs investis de pleins pouvoirs par les deux papes et par leurs cardinaux, des arbitres choisis de part et d'autre s'enfermeraient dans quelque lieu offrant toute sécurité : leur sentence ferait loi. Même refus, aussi peu motivé, de la part de Boniface IX ¹.

Les envoyés de Benoît XIII, si j'en crois ce pontife, auraient même prié, non moins inutilement, Boniface IX d'ordonner que s'il venait à mourir, ses cardinaux s'abstinsent d'élire un nouveau pape avant d'avoir pris des mesures favorables à l'union ; le pape d'Avignon était, disaient-ils, disposé à faire à ses cardinaux pareille défense de son côté.

Mais non. Boniface IX était toujours le même. Ni la leçon de l'expérience, ni le péril de l'Église, ni l'approche de la mort n'avaient rien changé à ses dispositions : toujours cette confiance inaltérable en son bon droit ; toujours ce refus de traiter sur le pied de l'égalité avec un rival qu'il jugeait à peine digne de pardon. Comme en 1396, la conférence avec les émissaires de Benoît XIII se termina péniblement par un échange de paroles vives. Le pape désignant quatre cardinaux pour continuer les pourparlers, un des envoyés de Benoît XIII fit remarquer que c'était bien inutile, puisque Boniface IX refusait d'accomplir ce qu'il avait jadis promis par la bouche de ses ambassadeurs. Le pape de Rome répliqua qu'il n'y avait plus de mesure à garder vis-à-vis d'un hérétique avéré tel que Pierre de Luna, et il prononça, dit-on, les mots de prison perpétuelle. A quoi les envoyés de Benoît XIII répondirent qu'au moins leur maître ne pouvait être accusé de simonie. Ce reproche indirects accordait bien avec

¹ F. Ebele, *op. cit.*, p. 89. Menzobelli *loc. cit.*, Sotomero (Muratori, t. XVI, c. 1182). Thierry de Niem, *De Scismaticis*, p. 163. *Reliquiez de Saint-Denis*, t. III, p. 216, lettre de Benoît XIII à Charles VI du 27 juin 1395 (*Amplissima collectio*, t. VI, c. 687, 688), bulles d'Innocent VII du 17 février *Reliquiez de Saint-Denis*, t. III, p. 231 et du 23 avril 1395, *Li nuadi*, t. VIII, p. 137.

la réputation que les chroniqueurs ont faite à Boniface IX; il eut pour effet d'exaspérer le pape de Rome, qui enjoignit aux ambassadeurs de partir sur-le-champ. Ceux-ci répondirent hardiment qu'ils avaient un sauf-conduit — les Romains et lui-même le leur avaient octroyé, ¹ — et qu'ils en profiteraient ².

À ce moment solennel, les heures de Boniface IX étaient comptées. Au sortir de l'audience qu'il venait d'accorder à ces ambassadeurs, les douleurs le reprirent, la fièvre s'alluma. Les médecins le condamnèrent le 30. Il perdit connaissance dans la matinée du lendemain, et expira dans l'après-midi (1^{er} octobre 1404) ³.

Eut-il conscience, avant de mourir, du bien qu'il aurait pu faire à l'Église, et qu'il n'avait pas fait, particulièrement dans cette dernière circonstance, où il avait laissé échapper une occasion non d'opérer l'union le temps lui eût manqué, du moins de tracer à ses cardinaux leur devoir? Le plus probable est que, semblable en cela aux pontifes d'Avignon, il n'eut jamais de doute ni sur sa légitimité, ni sur le triomphe final de sa cause — à ce dernier point de vue, il faut reconnaître que le spectacle que lui avait offert, durant les dernières années, l'obédience de son rival avait pu fortifier sa confiance; — il crut assez faire pour l'union en consolidant son trône, ébranlé par les excès furieux de son prédécesseur, et il compta sur le temps plus encore que sur lui-même pour réduire Benoît XIII, dont il ne prit au sérieux aucune des offres d'accommodement. Plus que sa prétendue avarice, plus que sa « simonie, ⁴ » l'histoire reproche à Boniface IX ce défaut d'abnégation. Ses quinze années de pontificat, venant s'ajouter aux onze années du règne d'Urban VI, n'avaient servi, en somme, qu'à rendre le schisme plus irrémédiable.

Sa mort cependant fut le signal de désordre dans Rome : le

¹ V. plus haut p. 373 note 4.

² Thierry de Niem, *op. cit.*, lecture des envoyés de Benoît XIII à leur maître, du 1^{er} octobre 1404. Bibl. nat., nouv. acquis. latines 1793, fol. 179^r°; actes du concile de Perpignan. F. Elie, *op. cit.*, p. 9.

³ Minerbelli (Turin, t. II, c. 51a, Thierry de Niem, p. 164; Solomon, *loc. cit.*, *Libri obligationum*, c. 6 par Denifle et Gladelain, *Auctarium Chartularii*, t. I, c. 387, cf. Lohseius Persona, p. 323, *Reliquies de Saint-Denis*, t. III, p. 217; Bertrand Rayssot, p. 372, F. Elie, *op. cit.*, p. 10.

⁴ Thierry de Niem, *De Schismate*, p. 130, 137, 138 et les textes cités en note par l'éditeur G. Elie, Gabelius Persona, p. 310, 317, 329, 331.

peuple prit les armes, les barons armèrent des combats se livrèrent entre Gibelins et Guelfes, entre amis des Orsini et partisans des Colonna. Avant même que Boniface IX eût rendu le dernier soupir les envoyés de Benoît XIII avaient demandé aux cardinaux de leur procurer un asile sur Monte Mario, comme dans l'après-midi du 1^{er} octobre, ils s'apprêtaient à sortir de Rome Antonello Tomacelli, parent du pape défunct et châtelain du Château-Saint-Ange, trouva bon de s'emparer de leurs personnes¹. Le même college qui n'était pour rien dans cette violation du droit des gens, envoya des délégués au châtelain pour obtenir leur désarmement², tandis que les Florentins adressaient leurs représentations aux cardinaux, qu'ils rendaient responsables de

1. Minerbetti, c. 116; Martin d'Aliphan; lettre de Benoît XIII à Charles VI (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 600); bulle d'Innocent VII du 17 février 1404 (*Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 246); lettre de Charles VI aux cardinaux L. d'Achéry, *Spicilegium*, t. I, c. 601; *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 214, J. Voigt, *Stimmen aus Rom*, dans von Raumer, *Historischer Taschenrechner*, t. IV, 1833, p. 371 et suiv. — Les actes du concile de Perpignan (F. Ehrle, *op. cit.*, p. 21) doivent faire croire en revanche que le frère mineur Bertrand Naudal ne fut pas un membre des grimmistes. — Les documents les plus probants et les plus curieux sont deux lettres écrites à Benoît XIII et à Boucicaut, dans la nuit même du 1^{er} ou 2 octobre, après la tragique heure de mort par les quatre ambassadeurs et par le chancelier François de Pau, qui avait été arrêté avec eux. B. n. lat. 10139, fol. 179 r^o et 200 r^o. Je détache de la première de ces lettres le passage suivant : « Et tandem die [1^{er} octobre], de mane, audientes gravitatem infernalium vis, dubitantes, si ipse moreretur, simul mortuus est, de commotione hujus populi Romani et multis scandalis que hoc evenire poterat, ordinaverimus recedere dicta die mercurii post prandium de Urbe ad aliquem locum propinquum quem nominare non vult de presenti docet valdecuriam quid dicitur, portas ad ipsam Urbem, si esset expediens, reversuri Et cum predictis die et hora recederemus de dicta Urbe, ignorantes tantum dicti N. et compages in portali Castri S. Angeli, inter duas portas, fuimus capti et arrestati per castellanos dicti Castri S. Angeli, et ducti salis viloperose, et reclusi in dicto Castrum cum eis arte salis constituta barri quem ad instantiam communitatis florentine dirimeramus et per nos habebamus et dulo capere valeamus. Ac etiam bona nostra, vasle et animalia capta fuerunt et sunt, ibidemque jam incipimus male tractari et viloperose, nec fuit permissum nocte ista aliquem familiarem nostrum nobiscum committere. Cujus consilio ista facta sunt et sunt, novit Qui nichil ignorat Unde suppliciter rolemus, quia nunc, cum locus erat et credebamus pro utilitate totius christianitatis aliquid operari circa unionem dicti capituli, propter captivum et detinendum nostrum nichil poterimus, nisi aliter Deus provident Quapropter in his et aliis malis actum tangentibus dignetur Summus vester providere celeriter, prout et sem expediens visum fuerit et negotiorum qualitas requirit. » — Benoît XIII s'empressa d'écire le 11^{er} de novembre pour indiquer sa réprobation de la violation du droit des gens aux trois le franc de Saint de Noyon, de Saint de Noyon et de Saint de Noyon. (F. Ehrle, *op. cit.*, p. 21).

2. Thierry de Nyon, p. 163, bulle d'Innocent VII déjà citée.

cette arrestation¹. Mais Antonello Tomacelli entendait tirer profit de l'aventure : il réclama aux ambassadeurs le paiement d'une rançon de 10 000 florins d'or², qui, après de longs marchandages, se trouva réduite de moitié. Avancée par les Florentins³, la somme fut, dans la suite, remboursée par Benoît XIII, qui crut devoir, à ce propos, faire un emprunt dans le Langue-doc⁴. Bref, l'emprisonnement des envoyés du pape d'Avignon dura, au plus, une dizaine de jours ; il se termina beaucoup plus tôt qu'on ne le raconta en France⁵.

Ces ambassadeurs avaient recouvré déjà leur liberté le 12 octobre, quand neuf cardinaux, rassemblés près de Saint-Pierre, dans la maison de l'archiprêtre⁶, mandèrent les deux évêques de Saint-Pons et de Lérida. De la part de Benoît XIII, ceux-ci représenteront aux cardinaux romains les nuux qui résultaient de la prolongation du schisme, et les conjurèrent de renoncer, dans l'intérêt de l'union, à élire un successeur à Boniface IX, d'autant, disaient-ils, que Benoît leur proposait la voie de « convention » et de « déclaration de justice, » consistant

1. Lettre écrite par la seigneurie, le 6 octobre, aux cardinaux « tout en leur adressant ses compléments de condoléance au sujet de la mort de Boniface IX, où les prie de renvoyer les envoyés de Pierre de Luna en liberté comme le vouloit le droit des gens. Instructions du même jour données aux ambassadeurs envoyés à Rome à cet effet, Laurent Rastarus et Mathieu de San Tomaso Arch. d'Etat de Florence *Nejauri, Legationis communiæ* 2, fol. 37 v°, et 3, cf. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France...*, p. 236).

2. Les actes du concile de Ferrignan portent d'une promesse de 5.000 ducats qui aurait attachée aux ambassadeurs la crainte de la mort (F. Ehrle, *op. cit.*, p. 11).

3. Minerbetti, Supplément, Thierry de Saint-Denis *Reliquens de Saint-Denis*, Douvres-contre-Muratori, t. XVI, p. 91, Marlon d'Alparil, cf. Bertrand Roywet, p. 372.

4. Bulle datée de Nice, le 13 janvier 1405, ordonnant à Aimery abbe de Saint-Seurin de Toulouse, d'aller solliciter auprès des clercs et des laïques de Langue-d'Oc des prêts et p. tiques sur les collections des provinces de Narbonne, Toulouse et Auch et des diocèses de Rodez et du Puy, le produit en devant être employé aux dépenses de l'union et spécialement au paiement de la rançon de Pierre Baval, de Pierre de Zaparriga et de l'abbe de Saint-Pacond de Sahagun (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XII H Benedicti XIII* fol. 34 v°). Le remboursement s'effectua, en effet, avant le 3 mai 1405 (communication du R. P. Ehrle). — Le 1^{er} juin 1407, Benoît XIII attribua une gratification de 15.000 florins au chevalier François de Pau, maître de son hôtel, le même qui l'avait assisté, en 1403, lors de son éviction du palais d'Avignon. *Reg. Avenion. LJ*, fol. 23 v°.

5. Le *Requens de Saint-Denis* II, III, p. 216) prétend que les envoyés de Benoît restèrent en prison jusqu'à l'élection d'Innocent VII.

6. Cf. Thierry de Nem, *De Scismate*, p. 163.

en un rapprochement des parties, en une enquête et en une discussion contradictoire qui aboutiraient à la découverte de la vérité. Au besoin même, ajouteraient-ils, le pape d'Avignon leur offrait la voie de cession. Il promettait, dans tous les cas, de transférer à jamais le siège de sa cour en Italie, et il se tenait prêt à venir à Rome incessamment, pourvu que l'élection n'eût pas lieu¹.

Ainsi, à en juger par le document auquel j'emprunte ces détails — un procès-verbal notarié, rédigé le jour même, à la requête des envoyés avignonnais, — le mot de cession fut prononcé devant les cardinaux romains, et cet expédient indiqué, comme dernière ressource, d'une façon plus ou moins évasive. Benoît XIII avait été bien plus affirmatif quand il avait promis, durant la soustraction, d'abdiquer *en cas de mort*, de cession ou d'expulsion de l'intrus. Mais on sait le peu de cas qu'il faisait d'engagements qu'il ne considérait point comme libres et que, d'ailleurs, il s'était gardé de renouveler après son évasion.

Si l'on s'en rapportait au même procès-verbal, l'audience du 12 octobre se serait brusquement terminée sur la proposition des deux ambassadeurs : les cardinaux se seraient bornés à dire que d'autres affaires les occupaient pour l'instant, qu'ils délibéreraient à un autre moment sur les ouvertures de Pierre Ravat et de Pierre de Zagarriga et leur feroient parvenir leur réponse². Au dire même de Benoît XIII, plusieurs des cardinaux auraient fait entendre que cette réponse serait donnée par le pape qu'ils allaient incessamment élire. Cependant il est certain qu'au cours de la conférence le mot de cession fut relevé par les cardinaux romains. Benoît XIII l'avoue lui-même : un seul des cardinaux, dit-il, paraissait incliner vers la voie de cession ; encore stipulait-il que le futur pape serait italien ; ses collègues, d'ailleurs, le blâmèrent³. Les ambassadeurs sont plus explicites encore : ils

1. « Offerebat, . . . vias conventionis, informis, oris, mutue discussionis et declarationis justicie, cessionis, et expediret in latens et perpetuam. Curie, » Arch. du Vatican, *Instrumenta miscelanea ad ann. 1400-1499*, n° 58 } 3, aussi P. Ederle, *op. cit.* p. 11.

2. Arch. du Vatican. *Ioco cit.* — Ben. et. XIII ne fait que résumer ces faits dans sa lettre à Charles VI. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 698.

3. Suite de la même lettre, Ederle, *op. cit.*, p. 12.

avouèrent plus tard à Pierre d'Ailly que l'un des cardinaux romains les avait priés de faire cession au nom de leur maître¹. Un seul, je le veux bien — mais, bien qu'il dit parler en son nom personnel², il exprimait peut-être le vœu de tout le sacré collège. Il n'est plus en question du blâme que ce cardinal se serait attiré de la part de ses collègues. Les ambassadeurs ajoutent que ce cardinal leur proposait de « céder absolument, » c'est-à-dire, à ce que je crois comprendre, purement et simplement, sans condition et précaution préalable. De la façon dont ils rappellent cette proposition, il est clair qu'ils l'avaient repoussée comme injurieuse³. On arrive de la sorte, en s'aidant seulement des témoignages avignonnois, à reconstituer les faits d'une manière qui concorde presque avec la version italienne. Il fut demandé, d'après celle-ci, aux envoyés de Benoît XIII s'ils avaient de pleins pouvoirs pour abdiquer au nom de leur maître, s'ils étaient disposés à le faire. La réponse de Pierre Ravat et de Pierre de Zagarriga fut forcément négative. Alors les cardinaux insistèrent et offrirent — c'est du moins ce qu'ils affirment — de retarder l'élection si les ambassadeurs voulaient envoyer demander des instructions à Benoît XIII. Mais, comme il ne s'agissait, encore une fois, que d'obtenir son abdication sans condition, les envoyés répondirent que cette démarche était inutile, et que leur maître ne consentirait pas à une renonciation qu'ils ne trouvaient eux-mêmes ni convenable ni juste⁴. A ce langage, je ne trouve rien que de

1. Discours prononcé par Pierre d'Ailly le 31 décembre 1409 : « Et est vérité, je demandé à part aux ambassadeurs, à Nice, se les cardinaux les avoient requis de céder, pour ce que l'en parloit. Mais il respondirent qu'il n'en y eust onques que un, qui requeroit de céder absolument » (Bibl. nat., ms. français 21478, fol. 26 v^o).

2. « Loquens, ut dixit, a se ipso. » F. Ehrle (loc. cit.).

3. C'est bien ce qu'indiquent les actes du concile de Perpignan (*Ibid.*).

4. Bulles d'Innocent VII du 17 février (*Reliquiae de Sancto Denys*, t. III, p. 244 et du 22 avril 1405 (Russett, t. VIII, p. 127, *Amplissima collectio*, t. VII, p. 712). — C'est la version admise par Jean Petit en 1406 (Bourgeois du Chastenet, *Notice historique du Concile de Constance* Preuves, p. 112). V. encore le discours prononcé par Pierre d'Ailly le 15 septembre de la même année : « Et le nous lient d'ice par nous ce de ceder par leon de leurs colleges que il avoient offert aux cardinaux de Benedic de céder de non plus mais qu'il eussent puissance de céder, ou que si euns d'eulx refusassent en quel r puissance et les uns demourassent. Et encore ne demandoient pas qu'il cessassent, mais seulement qu'il effussent ceste voie de cession. » (Bibl. nat. ms. français 21478, fol. 54 r^o.)

très vraisemblable, étant donnés les sentiments connus de Benoît XIII, que ses envoyés ne firent sans doute qu'interpréter fidèlement. La version italienne, on le voit, si différente qu'elle paraît, n'est pas formellement contredite par les témoignages des Avignonnais. Quant aux réticences de Benoît XIII et de ses ambassadeurs, elles s'expliquent fort bien par la crainte de donner prise aux attaques des partisans de l'union. Ceux-ci lui eussent reproché, et lui reprochèrent en effet, d'avoir manqué à ses engagements du 30 mars 1401 en refusant d'abdiquer après la mort de Boniface IX¹. La lumière se fait ainsi peu à peu sur un point qui demeurait plein de mystère pour les contemporains et souleva plus d'une controverse. En somme, si, au mois d'octobre 1401, on laissa échapper une nouvelle occasion de terminer le schisme, la faute en peut être imputée également aux deux partis. Les Italiens ne demandèrent l'abdication de Benoît XIII que dans l'espoir de demeurer seuls maîtres du terrain; les Avignonnais n'insistèrent pas pour obtenir des garanties qui, en cas de résignation de leur maître, eussent assuré la réunion des deux collèges et l'élection d'un pape unique. La vérité est que ni les uns ni les autres n'avaient envie de s'engager pour tout de bon dans la voie de concision.

Presque aussitôt sans doute après l'audience du 12 octobre, les envoyés de Benoît XIII quittèrent Rome, sous la protection d'une escorte fournie par le sacré collège, et cherchèrent un asile dans le château de Soriano², tandis que les cardinaux, sans plus se soucier des ouvertures des évêques de Saint-Pons et de Lérida, se décidaient à entrer en conclave.

L'exemple donné jadis par le collège d'Avignon piqua pourtant d'émulation le collège de Rome. Chacun des cardinaux enfermés dans le conclave jura, le 15 octobre, que, s'il était élu, il ferait son possible pour procurer l'union, et qu'il irait jusqu'à renoncer

1. V., par exemple, la discussion qui s'engagea à ce sujet, entre Simon de Grammaté et Guillaume d'Illyria le 7 décembre 1400. Bourgeois du Clastenet, *op. cit.*, Preuves, p. 305.

2. Ils y attendirent durant sept jours la réponse des cardinaux. La nouvelle qui leur parvint fut celle de l'élection d'Innocent VII. Ils se retirèrent alors à Florence (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 600; M. herbetti, c. 524; Buonincontro, c. 92; Sommenus, c. 1182; Martin d'Apartil; F. Ehrle, *op. cit.*, p. 12).

spontanément au titre de pape pour peu que cette abdication offrit des avantages ¹. Ce n'était pas tout à fait l'engagement précis que les cardinaux avignonnais avaient souscrit le 27 septembre 1394, et que Benoît XIII d'ailleurs, avait si bien su éluder. Cela ressemblait, au contraire, beaucoup aux assurances vagues que le pape d'Avignon avait énoncées le 8 janvier précédent.

Les deux pontifes n'allaient plus rien avoir à se envier l'un à l'autre. Le scrutin du 17 octobre éleva, en effet, au siège vacant par la mort de Boniface IX un des neuf cardinaux qui venaient de se lier par ce serment.

Côme Migliorato, cardinal de Bologne, s'était déjà acquis sous le précédent pontificat une influence prépondérante, qu'il devait à ses vertus, à son goût pour les sciences, à son expérience consommée. Il n'était guère probable que la pontique d'Innocent VII (c'est le nom que prit le nouveau pape) s'écarterait sensiblement de celle qu'il avait dirigée comme confident de Boniface IX et comme président du consistoire ².

On crut pourtant qu'il allait rouvrir les négociations avec les ambassadeurs de Benoît XIII. Il leur fit écrire, à Florence, par un de ses cardinaux pour les inviter à revenir à Rome et leur offrir un sauf-conduit, il écrivit lui-même dans ce sens aux prieurs des arts et au gonfalonier de Florence : sa conviction paraissait être que l'entente finirait par s'établir entre eux ³. Mais

1. Bibl. nat., nouv. acqu. latines 1793 fol. 202 r^o sous la date fautive du mardi 23 octobre 1404, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1274, et surtout M. Souchon, *Die Papstwahlten in der Zeit des grossen Schismas*, t. I, p. 210. Cf. Thierry de Niem, *De Schismate*, p. 186, Grobenius *Personæ*. Meribon, t. I), p. 323.

2. Il ne fut couronné que le 11 novembre (Denzke et Châtelet, *Anciarum...*, t. I, c. 28, K. Hubel, *Das Itinerar der Päpste zur Zeit des grossen Schismas*, dans *Historisches Jahrbuch*, t. XVI, p. 339, Minerbetti, c. 517, Buonincontro, c. 92, Monfort, t. III, 2^e partie, c. 833). — Voici en quels termes un des ambassadeurs de Benoît XIII, le frère mineur Bertrand Raoul écrivait, le 28 octobre 1404, sur le compte du nouveau pape de Rome, l'éloge d'une source publique à l'oreille de cette bouche : « Anticardinalis Bononiensis, qui ceteris vita et auctoritate d' un commun in Italia, est famulus communis reputationis, cum quo sepe secum dialogus, est factus intrusus, vocalis Innocentius sextus. Si Induratus in eis supervixisset, attente supra obitus, sua responsione negativa, eos de omni vilissima et odio generali sperantia erat magna revelatio pariter sue sed docto ne propter bonum finem istius oblaurentur corda multorum. » Bibl. nat., nouv. acqu. latines 1793 fol. 20 v^o.)

3. *Commentarii de vita et regni Albani*, t. I, p. 68; F. Ehrle, *op. cit.*, p. 12.

quand les ambassadeurs envoyèrent chercher leur sauf-conduit, il avait déjà changé d'avis : il refusa de le leur donner, malgré l'intervention de plusieurs bourgeois et princes romains, et en dépit des instances réitérées de la république de Florence¹.

Les ambassadeurs cependant avaient fait renouveler leurs pouvoirs par Benoît XIII (22 novembre)². Ils promettaient que leur maître viendrait en Italie, pour s'y aboucher avec Innocent VII dans un lieu neutre et sûr : c'était toujours le même projet de conférence comportant la discussion contradictoire dans laquelle le pape d'Avignon se flatte d'avoir le dessus. Subsidiairement, les envoyés offraient encore la voie de cession de la même manière évasive. Mais Innocent VII n'eût consenti à les laisser revenir à Rome que s'ils eussent eu à lui communiquer des propositions nouvelles. D'ailleurs il convoqua, à ce moment, princes, prélats et représentants des divers états à une sorte de concile qui devait s'ouvrir à Rome le 1^{er} novembre 1403, et il ajournait jusqu'à toute résolution³. Les ambassadeurs de

1. C'est vers le 16 novembre 1401 que les ambassadeurs de Benoît XIII en voyèrent à Rome deux de leurs familiers pour obtenir un sauf-conduit. Quant aux Florentins, une de leurs démarches date du 10 décembre 1401 (Arch. d'État de Florence, *Signori, Ministri, 1^a Cancelleria* 25, fol. 70 et 78), une autre du 21 janvier 1402, ils s'occupaient encore à ce moment de faire rendre aux ambassadeurs ce qui leur avait été pris et de leur obtenir un sauf-conduit. « E perche egli no desideramo tornare a Roma per seguitare la nostra commissione, on se per trattate che abbiamo salvo condutto a nostra richiesta e on con compagnia del Papa, on che prima venire, stano a parte. Ma non che a non alcuni appellamenti » Instructions de Jacques, évêque de Liège, de Thomas barthelemy etc., *ad Regem Legationis* 2 fol. 47 v^o et *l'ambasce e protette* 27 fol. 30 v^o et la lettre de Benoît XIII à Charles VI et les actes du concile de Ferraras.

2. Il les accablait ensuite de l'ame Negociata et les adressait à négocier, à traiter avec lui comme avec son prédécesseur (Arch. des Vénitiens, *Reg. Apostolice 14 VIII Benedicti XIII*, fol. 40 v^o). Cependant l'un de ses ambassadeurs, Hieronymus Herold, a été plaint le 7 octobre du traitement dans lequel il se trouvait : « Sum in paupertate perambulans, sperans ut pauper frater redire in mundum cum baculo sine peris, nam hodie vendidi unum equum pro victu cotidiano, a labi. nob. non acquiescitur » 1^{er}, fol. 203 v^o.

3. Lettre d'Innocent VII aux Florentins, Rome 1^{er} février 1402 : « Recipimus vestre litterarum litteras per quas plures et solones et militum per litteras vestras qui ad preces suas habentur ad nos de hunc pontificem papa IX, predecessorem nostro circa quibus vultu fecerunt de Avinionensi pontifice ut hunc peregrino valeant in forma nostra dirigamus. Ad quod nos non debemus respondere nisi per regibus per litteras et non per litteras vestras et a non debemus habere de bonis litteris per litteras quam nuncios vestros prout infirmare per litteras vestras. Immo requiritur ut regibus et litteris pontificis de Avinionensi pontifice ad nos presentiam nostram veniant vel mittant, ad consulendum de eo super viis,

Benoît XIII virent aussitôt le parti qu'ils pourraient tirer de ce refus : ils en firent part aux Florentins, en présence d'envoyés du roi de France se plaignurent amèrement d'un procédé inconnu, disaient-ils, chez les païens et chez les barbares, et se promirent d'invoquer, au jour du jugement, le témoignage de Florence pour prouver devant Dieu et à la face du monde qu'eux et leur maître n'étaient pour rien dans la prolongation du schisme. La chaleur avec laquelle ils débitèrent ce discours produisit sur l'assistance l'effet qu'ils en attendaient : les Florentins, peu de jours après, envoyèrent à Rome en blâmant hautement la conduite du saint-père (13 février 1405) ¹.

Avec plus de raison encore, les envoyés de Benoît XIII eussent pu reprocher au nouveau pape romain de subordonner à des intérêts politiques la pacification de l'Eglise. Originaire du royaume de Naples, ainsi que ses deux prédécesseurs, Innocent VII n'avait pu se soustraire au patronage du roi de Sicile, Ladislas de Durazzo, qui accouru dès la première nouvelle de la vacance du saint siège, était intervenu dans les débats du pape avec le peuple de Rome : pour prix de sa médiation, Innocent VII lui avait confié le rectorat des provinces de Campanie et de Meritime ² et, qui pis est, avait promis, avec l'assentiment de ses cardinaux, de ne conclure aucun arrangement au sujet de l'union sans stipuler que Ladislas serait, d'un commun accord, maintenu en la jouissance du royaume de Sicile ³ : acte de faiblesse étrange, qui compliquait encore une question déjà singulièrement difficile à résoudre.

modis et formis honestis, congruentibus atque iustis circa remotionem hujusmodi schismatis per nos teneritis... Et quoniam... regum, prelatorum, principum, vestra et aliorum devotum concilio requisitorum auctore decrevimus, quos hoc etiam tamq. negotium, eodem de Avinionis directos rursus audire super aliis expositis, nos de novo, pro utilitate rei conveniret eos habere noscimus, super vacante archiepus et saluum conductum propterea destinare. Si autem circa materiam hujusmodi effectivum aliquis habere noverimus... tam ipsis quam aliis ecclesiasticis pro hac rei causa venire volentibus... saluum conductum curabimus destinare. « Bibl. nat., ms. lat. n. 140, fol. 11 r. »

¹ *Commissione di Bonalife degli Alducci*, t. I, p. 68.

² P. G. P. vivius, *Storia della città di Roma*, t. VI, p. 631-638.

³ Bule du 13 novembre 1403, *Arch. du Vatican, Reg.* 367, fol. 166 r. ; Bonaldi, t. VIII, p. 128. — Le même jour, Innocent VII li renvoya du congé à Ladislas pour tout l'arrière d'été et pour trois années à venir. *Reg. cit.*, *ibid.*.

[V]

L'éventualité d'une abdication tenait alors si peu de place dans les projets de Benoît XIII qu'il ne songeait, au contraire, qu'à reculer les limites de son obédience : exemple frappant de fidélité à une politique qu'avait toujours suivie ouvertement son prédécesseur, et qui n'avait, en réalité, jamais cessé d'être la même, quelque difficile, quelque impossible même qu'en eût été pour lui parfois l'application.

Grâce aux bons offices du roi d'Aragon, il étendait peut-être son autorité spirituelle sur une plus grande partie de la Sardaigne et de la Corse¹. En tout cas, la soumission de la nouvelle maison de Foix-Bearn lui avait fait gagner du terrain en Gascogne². Il n'eut garde de laisser échapper l'occasion, qui s'offrit bientôt à lui, d'arrêter et d'emprisonner l'évêque urbaniste de Bayonne³.

1. Pour obtenir de Benoît XIII une nouvelle concession de décimes, le roi d'Aragon avait fait valoir les dépenses auxquelles il s'était laissé entraîner en vue de convertir la Sardaigne et la Corse. Bulle du 12 septembre 1363, *Reg. Avenion. XLII Benedicti XIII*, fol. 31 r°.

2. Mandement de Richard II du 31 mars 1369, prescrivant des mesures de rigueur contre les habitants du Béarn et du Marsan qui ne reconnaissent pas l'autorité de Boniface IX (*Raynor*, t. III, iv, p. 154). En 1404, eut lieu la conversion de l'évêque urbaniste d'Aix Arnould Guillelm de Lascun. H. Eubel, *Der Josephthal des grossen abendlandischen Schismas*, dans *Römische Quartalschrift*, t. VIII, 1901, p. 200 et J. J. C. Tassin, *Les Anarches d'Aix et de Dax pendant le Schisme d'Occident*, dans la *Revue de Gascogne*, t. XXXIII, 1892, p. 231, 232, 233. Je signalerai enfin une très curieuse lettre écrite à Boniface IX, de Bordeaux le 12 mai 1401 par l'archevêque François Igernose. En lui recommandant deux personnages pour les charges de collecteurs apostoliques dans les provinces de Bordeaux et d'Auch, il ajoute que ce sont les seuls qui soient disposés à accepter à sa prière, cette mission difficile. Le siège de Dax se trouve vacant par suite de la mort de [Pierre du Bos], survenue à Barcelone le 17 avril précédent (d'après un document cité par l'abbé Tassin, p. 254 le siège aurait été pour ainsi dire le 21 avril, considéré comme vacant). A la place de ce prélat, dont François Igernose entique vivement l'administration, il propose de mettre le très fameux docteur en décret « Pelagius de Fabo », qui a professé onze années durant en l'Université de Toulouse et jouit de la plus grande influence auprès du comte et de la comtesse de Foix. « Et cerdo trinitate quod, si patria illa Bearnii, maxime que est ejusdem diocesis, possit per ministerium alicujus hominis rectius ad obediendum vestram, per alium licet. » (Arch. du Vatican, *Reg.* 317, fol. 42 v°).

3. Sauf- conduit, daté de Gênes, le 15 août 1404, pour François Boyers, chargé de conduire à Avignon « quendam Melandum, de ordine fratrum Minorum, qui se

l'aide de ce personnage, ses deux neveux, le roi de Bohême Wenceslas¹, avec lequel il était entré en pourparlers dès la fin de l'année 1398, et le roi de Hongrie Sigismond. Cette tâche devait être facilitée par le ressentiment que nourrissaient ces monarques à l'égard des papes de Rome, l'un pour avoir vu reconnaître l'élection de Robert comme roi des Romains, l'autre pour s'être vu dépouillé de sa couronne de Hongrie au profit de Ladislas de Durazzo².

La maison de France unissait ses efforts à ceux de Benoît XIII. Charles VI, les ducs de Berry, de Bourgogne et d'Orléans recommandaient aux Fribourgeois de demeurer fidèles au pape d'Avignon, en dépit des menaces de l'évêque de Constance, et promettaient d'intervenir en leur faveur auprès des ducs d'Autriche³. Ils s'empêchèrent pas le parti clémentin de s'effondrer dans cette région de l'Allemagne méridionale.

Ils furent plus heureux dans le pays de Galles. En réponse à

profundis iusticiis reuerentis et, omnium periculo et religioso decubito principem, deplorato, quo ad vestrum nobilissimum propositum veris maxime laudibus inductione laudamus! » (Bibl. nat., nouv. acquit latines 1782, fol. 296 v^o.) — Les mots « germanus, germanicus » semblent indiquer plutôt un frère qu'un oncle de Wenceslas et de Sigismond. Mais Jean de Gêlitz, l'unique frère de ces deux rois, était mort dès le 1^{er} mars 1394 H. Geibe *Hersog Johann von Gêlitz Gêlitz*, 1881, m. 8^o, p. 133. Il est impossible dans ces conditions de ne pas songer aux frères de l'empereur Charles IV Jussé et Procope de Moravie qui, un oncle vivant encore en 1445 v. Brandl, *Codex diplomaticus et epistolarius Moraviae*, Bréna, 1897, in 4^o, t. XIII, p. 10, et qui tous deux, Procope surtout, avaient paru incliner vers le parti du pape d'Avignon, v. plus haut, t. I, p. 290, t. II, p. 263, 264, 269.

1 Vers le 25 février 1400, il fait donner 20 écus d'or et un cheval à un envoyé de Wenceslas, Pierre, évêque de Natzech, qui se rendait à Paris pour les affaires de l'union (communication du R. P. Ehrle). — Par bulle du 5 août 1400, il donne à Henri Bayle le pouvoir d'absoudre Wenceslas, dès que celui-ci aura fait abjuration, de le rétablir dans son état primitif et d'effacer en lui toute marque d'infamie (Arch. de Vellein, *Reg. Avenion XIII Benedicti et XIII*, fol. 16 v^o, cité par K. Eubel, *op. cit.*, p. 299).

2 Thierry de Niem, *De Scismate*, p. 151, 152, Palacky, *Ueber Formelbücher*, p. 70; Bourgeois du Chastenet, *Prouves*, p. 494. Ces faits sont rappelés dans une note présentée au prince de Galles, de la part de Charles VI, le 2 mars 1406, et le roi ajoute : « Principes Alamanie... licet ad hoc tempore non essent admittentes et audire nuncios et ambaxiatores dicti domini Benedicti et informationem iustitiam recipere, obtulerunt tunc ne paratos epus nuncios admittere et audire et informationem iustitiam recipere. Et ultra reges Boemie et Ungarie ab obedientia dicti intrusi iam se subtraxerunt. » Arch. nat., J 516 n^o 25.

3 Lettres des 28 août, des 2, 13 et 16 novembre 1400 H. Haupt, *Das Schema des ausgehenden 14. Jahrhunderts*, dans *Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins*, nouvelle série, t. V, p. 240, 266.

une ambassade de son nouvel allié, Owen Glyndwrdu, mortel ennemi de la maison de Lancastre¹, Charles VI témoigna à ce prince le plus vif désir de lui voir embrasser la foi clémentine². Il l'instruisait des principaux arguments que, depuis le commencement du schisme, on faisait valoir en faveur de la papauté avignonnaise, lui énuméra complaisamment les princes clémentins, soutint qu'on n'avait jamais vu de conversion au parti urbaniste et mit en regard de l'obédience d'un Boniface IX ou d'un Innocent VII le zèle infatigable d'un Benoît XIII. Si le devoir de tous les princes était de concourir à l'exaltation du « pape » et à l'expulsion de l'« intrus », Owen Glyndwrdu y trouverait aussi, à plusieurs points de vue, son avantage : il fortifierait son alliance avec Charles VI, d'autant plus disposé par là même à lui être agréable; il secourrait le joug d'un pontife dévoué à Henri de Lancastre, et qui pouvait remplir de sujets anglais les bénéfices du pays de Galles, de Benoît XIII, au contraire, il obtiendrait facilement, par l'entremise du roi de France, la confirmation des anciens charters ou d'autres chartes plus favorables encore. Sur ce, Owen, ayant convoqué les nobles de sa race et les prélats de sa principauté, reconnut, après mûre délibération, la justesse de ces observations, son affection pour Charles VI acheva de le décider, lui et son peuple à se convertir. C'est ce qu'il fit savoir au roi par une lettre du 31 mars 1406, dans laquelle il le priait de lui obtenir une série d'avantages : l'érection en métropole de l'église de Saint David's, l'établissement de deux Universités dans le pays de Galles, la prédication d'une croisade contre le roi d'Angleterre, etc.³ On vit, en effet, Benoît XIII,

1. Sur lui, v. J. Williams, *A history of Wales derived from authentic sources* (Londres, 1869, in-8°), p. 454. Wylie, *History of England under Henry the Fourth*, t. I, p. 448 et sq.; t. II, p. 296 et sq.; *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 164, 222; E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 304; Musée Britannique, ms. Cotton, *Telus A. 121*, fol. 29 v°.

2. Le prince de Galles avait envoyé à Paris le frère prêcheur Hugues Eddoway et Maurice Lerry, qui lui rapportèrent, le 3 mars 1406, le 6, suivant Wylie, t. II, p. 312, les propositions du roi de France. Arch. nat., J 516, n° 29, original scellé, analyse dans Wylie, *loc. cit.*

3. Les demandes du prince Owen sont contenues dans onze articles dont six seulement paraissent connus de M. Wylie. — Sous les dates du 20 mai et du 3 juin 1406, puis du 8 janvier 1407, Benoît XIII répondit à des suppliques de divers prélats, évêques ou prélats du pays de Galles (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum*, n° 92, fol. 255 v°, 290 r°).

l'année suivante, pourvoir aux sièges de Bangor et de Llandaff, mettre à l'étude la reconstitution de la métropole ancienne de Saint-David's, autoriser l'institution d'une Université galloise, enfin octroyer conditionnellement l'absolution et diverses faveurs au prince Owen, dont la soumission ne paraît pas encore avoir été accomplie à la date du 26 avril 1407 ¹.

Le champ d'action de Benoît XIII s'étendait jusqu'en Orient, où l'empereur Manuel implorait son assistance ², où un évêque de Kassa (en Crimée) reconnaissait son autorité ³, où les affaires de la maison royale de Chypre nécessitaient son intervention ⁴. Presque au dehors du monde connu, dans l'archipel des Canaries, il suivait d'un œil attentif les progrès de la foi, encourageant l'œuvre entreprise par les fameux Jean de Béthencourt et Gadifer de la Salle ⁵, et érigeait en l'île de Lanzarote un nouvel évêché ⁶.

Mais Rome était surtout le but de ses efforts. Profitant des

1. Bulles du 12 mars du 15 et du 26 avril 1407. K. Eubel, *Die Privilegienpontificorum*, p. 425, *Zur Geschichte des grossen abendländischen Schismas*, p. 285.

2. Un envoyé de Manuel avait pu, au mois de juillet 1391, parvenir jusqu'à Benoît XIII, assaigé dans le palais d'Avignon (Martin d'Apartul). Par bulles du 6 décembre 1393, ce pontife chercha à provoquer l'envoi de secours à l'empereur. Arch. du Vatican, *Reg. 326 fol. 299 et sq.* V, dans le *Reg. Avignon. XI de Benoît XIII*, une bulle datée de Gênes, le 4 août 1405, confiant l'administration de l'église de Constantinople à Jean, « de Marmia » récemment nommé évêque de Mytilène. cf. K. Eubel, *Hierarchia catholica*, p. 372.

3. *Ibid.*, p. 180.

4. K. Eubel, *Zur Geschichte des grossen abendländischen Schismas*, p. 270. V. aussi Arch. du Vatican, *Reg. Avignon. XLVII Benedicti XIII*, fol. 256 v°.

5. Bulles du 22 janvier 1404 concédant des indulgences aux fidèles qui contribuèrent à la conquête de la Canarie et par là même à la conversion des infidèles (*Reg. Avignon. XXIX* fol. 121 v° 125 v° *Reg. Avignon. XXX*, fol. 34 v°, *Reg.* 323, fol. 428 v° et v°, 431 v°, K. Eubel *op. cit.* p. 26).

6. Bulles du 1^{er} juillet 1404 (*Reg. 326 fol. 33 v°*, citées par K. Eubel, sous la date du 5 — C'est évidemment à Benoît XIII et non à Innocent VII, comme l'ont cru les éditeurs du *Canarien* (cf. Charlon, *Voyageurs anciens et modernes*, Paris 1853, in-4°, t. III p. 71, G. Gravier, *Le Canarien*, Rouen, 1874, in-8° p. 184) que s'adressa Jean de Béthencourt avec une recommandation du roi de Castille, pour obtenir la nomination de cet évêché. Le compilateur de cette partie de la relation paraît s'y être trompé lui-même. Il parle du voyage et du séjour de Béthencourt à Rome et, quand le chevalier s'en retourne en France, il le fait passer par Florence (cf. Gravier, p. 181 185 186, 192). Le plus probable est qu'il a maladroitement interprété un texte primitif où il était question de voyage en « cour de Rome », ce qui signifiait, dans l'espèce, voyage à Marseille. C'est un nouvel argument qui aurait pu invoquer M. L. Delisle (*Journal des Savants*, 1896, p. 634 et sq.) pour prouver la légèreté du rédacteur de la version représentée par le manuscrit de la famille de Béthencourt.

facilités qui résulteraient pour lui de sa réconciliation avec la cour de France, il résolut, sinon de l'atteindre, du moins d'en approcher. Pour y parvenir, la première condition était de se frayer une route, c'est-à-dire de se gagner des partisans au milieu des États de l'Italie septentrionale.

Tant que la république de Gênes avait été gouvernée par ses doges, elle avait résisté aux tentatives de la propagande avignonnaise. Quand, en 1394, la commune de Savone avait accepté la suzeraineté du frère de Charles VI, elle avait stipulé qu'elle pourrait demeurer sous l'obédience du pape de Rome¹. Et, après que le duc d'Orléans eut abandonné à son frère ses prétentions sur la Rivière, les Genuis, en se résignant à passer sous la souveraineté du roi de France, avaient encore exigé la promesse qu'on n'exercerait sur eux aucune pression religieuse². Gênes cependant avait trouvé un maître en la personne du gouverneur nommé par Charles VI. Le maréchal Boucicaut, depuis l'époque où on l'a vu épouser, en dépit de l'opposition de Clément VII, la fille de Raymond de Turenne, s'était couvert de gloire sur vingt champs de bataille. Au retour d'une dernière croisade en Orient³, c'est lui peut-être qui eut l'idée de réduire les Gênois à l'obédience avignonnaise⁴. Il fit savoir à Benoît XIII qu'il s'y emploierait volontiers, pourvu que le pape obtînt de roi un acte dégageant sa responsabilité⁵. Effectivement des lettres expédiées au nom de Charles VI, le 12 mai 1406, annoncèrent

1 E. Jarry, *Les origines de la domination française à Gênes*, p. 404.

2 *Ibid.*, p. 307, 313. Cf. G. Stella (Muralori, t. XVII, c. 1132. — Dans des lettres du 28 octobre 1397, Charles VI range la ville de Gênes au nombre des États ralliés à la voie de cession (Arch. nat., LL 108^v, p. 318).

3 Il était rentré à Gênes le 28 octobre 1402 (J. Delaville Le Roulx, *La France en Orient*, t. I, p. 457).

4 *Le livre des faits du maréchal de Boucicaut* (éd. Petitot, t. VII), p. 107. — Je pourrais citer vingt preuves de la reconnaissance de Benoît XIII. Le 31 octobre 1404, il lève les censures qu'auraient pu encourir le maréchal Boucicaut et sa femme en favorisant contre Clément VII les entreprises de Raymond de Turenne, et déclare en tant que cela pût être utile, leur mariage valide. Le 17 juin 1406, il autorisa Boucicaut à fonder un hôpital à Sainte-Catherine-de-Fierbois, priory des indulgences à ceux qui s'associeraient à son œuvre charitable, l'admet à participer au bénéfice des prières des moines de Montmajour, il est bon d'ajouter que le maréchal avait fait abandon d'une rente que lui payaient les religieux de ce monastère comme à l'héritier de Raymond de Turenne (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XLVII Benedicti XIII*, fol. 318 r°, 319 r°, 311 v°, 313 r°).

5 E. Magnien, *Faits et gestes de Guillaume de Neuillon*, p. 45.

aux habitants de la Rivière qu'un chevalier, Guillaume de Meillon, deux juristes, Michel de Salva et Guigon Flandrin, et un écuyer, Mérigot Brémont, viendraient leur faire des communications auxquelles le roi attachait une grande importance ¹.

Ces commissaires, chargés officiellement d'effectuer la conversion de la population ligurienne, commencèrent par opérer dans la banlieue de Gênes. A Savone, le 5 août, à Albenga, le 18, Guillaume de Meillon se présenta en compagnie d'un religieux de Tournay, Chrétien d'Hauterive ², et d'un légiste de Savone, Jacques de Gambarana. Ils exhibèrent des lettres du roi et du maréchal Boucicaut. Meillon expliquait en latin, d'abord, la pensée de Charles VI : cet attachement aux traditions de ses ancêtres qui lui faisait poursuivre l'union, ce sèle pieux qui l'incitait à provoquer la conversion de ses nouveaux sujets. Chrétien d'Hauterive ensuite, également en latin, développait des considérations historiques ou canoniques favorables à la thèse clémentine, que reproduisait, en italien, Jacques de Gambarana. Tous trois enfin insistaient sur l'avantage d'une détermination agréable en même temps à Dieu, à Charles VI, à Boucicaut ³. Ces discours ne s'adressaient pas seulement aux notables : à Albenga, tous les hommes de dix-huit à soixante-dix ans furent convoqués, et durent, sous peine d'une amende d'un florin, se rendre à la cathédrale dans la matinée du 20 août. Là, comme à Savone quand les commissaires mirent aux voix le changement d'obédience en posant les questions : « Qui le veut ? Qui ne le veut pas ? » presque tous, « l'on s'en fie aux actes officiels, répondirent : « Nous le voulons ! »

1. Guillaume de Meillon lui-même a indiqué comme ses compagnons que Guigon Flandrin et Mérigot Brémont, (E. Magnien, *loc. cit.*).

2. Maître en théologie de l'ordre des Ermites de Saint-Augustin prieur du couvent de Paris. Dans une bulle datée de Saint-Victor de Marseille, le 17 juin 1401, Benoît XIII mentionnant son envoi en Italie et lui conférant le pouvoir d'excommunier les urbanistes (Arch. du Vatican, Reg. Avenion. XXXI, fol. 11 r°).

3. « Ob Dei reverentiam atque in complacem sancti nostri regis ejusque locumtenentis. »

4. Arch. du Vatican, *Armamentum D.* fascic. 2, n° 15; fascic. 4, n° 7. Le 5 juin 1405, on verra Benoît XIII nommer un évêque de Savone le cardinal Philippe « Ogern » (E. Eubel, *Zur Geschichte des grossen abendländischen Schismas* p. 441) Au mois de juin 1407 il fera tenir sous bonne garde un certain Julien de Spinola « qui se disait évêque de Savone, » c'est-à-dire qui, apparemment, avait

Au même moment, quatre frères, Lazarino, Antoine et Louis del Carretto, marquis de Savone et de Clavesana, écrivirent, du château de Govone à Benoît XIII, pour mettre à sa disposition leurs personnes, leurs amis, leurs hommes, leurs châteaux et leurs terres, et pour saluer en lui un pape dont la légitimité leur avait été démontrée par des arguments péremptoirs. Guillaume de Meullon et Nicolas de Roncevaux, doyen de Gap, dont ils faisaient leurs interprètes, étaient sans doute les auteurs de leur conversion ¹.

A Gênes, le plus haut représentant du clergé, en même temps qu'un des principaux chefs du parti guelfe, était un cardinal urbaniste, Louis Fieschi, dont il fallait d'abord s'assurer le concours : triste négociation où la question d'intérêt luit peut-être autant de place que les considérations de droit. Le cardinal ne contestait pas l'autorité de Benoît XIII ; mais, avant de s'y soumettre, il voulait faire ses conditions. Une convention préliminaire avait été conclue entre lui et les évêques de Saint-Pons et de Lérida lors de leur passage à Gênes, vers le mois de juin 1404. Benoît XIII, le 12 septembre, fit dire à Louis Fieschi que sa situation serait réglée conformément à cet arrangement. Le cardinal, bien entendu, conservait le chapeau, ou plutôt ne faisait que passer d'un collège dans l'autre, d'importants avantages l'indemnisèrent des pertes qu'il devait subir d'un autre côté, et Benoît XIII en garantie de ses promesses, lui donna une hypothèque sur le prieuré de Bollène, sur les gabelles d'Avignon et sur les revenus apostoliques du diocèse de Carpentras ². La conversion de Louis Fieschi ne fut pourtant rendue publique que le 18 octobre. Renommé aussitôt cardinal, il reçut de nouveau le cha-

été nommé par un des papes de Rome Arch. du Vatican, *Neg. Avignon. Li. Benedicti XIII* fol. 388 r°).

1. Acte du 14 août 1404 (*Neg. Avignon. XXXIX*, fol. 137).

2. Brouillon ou copie d'une lettre adressée par Benoît XIII le 12 septembre 1404, à Nicolas de Roncevaux, doyen de Gap (Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1404-1405*, n° 30). A ce propos, je signalerai un paiement fait, par ordre du pape, le 30 décembre 1406, « domino Nicolo Lappi, alias de Roncevaux » c. enco. Camere apostolice Janue dudum existent. super reductione domini cardinalis de Fiesco et Januensium ad obedientiam domini nostri Pape » (communication du R. P. Ehrle). — *Le Livre des faits du maréchal de Boscarez* (p. 14) donne à entendre que Fieschi sacrifiait bien pour 10.000 francs de bénéfices en quittant l'obéissance romaine.

peau en son château de Torriglia ¹, et Benoît XIII commença de le combler de faveurs : dispense pour le cumul de bénéfices incompatibles ², confirmation du titre d'administrateur de l'évêché de Verceil ³, puis, tard, assignation d'une pension de 12.000 francs d'or ⁴, abandon des revenus pontificaux de Sainte-Cécile et de Villedieu ⁵, don du prieuré de Montaux ⁶, de l'évêché de Carpentras ⁷, etc.

Boucicaut, qui avait pris une part active aux négociations avec le cardinal Fieschi ⁸, s'était également fait entendre dès le commencement du mois d'août devant un conseil composé des principaux nobles et bourgeois de Gênes ⁹. S'il prononça exactement les paroles que lui prête son biographe, les Génois durent comprendre qu'il voulait seulement les éclairer, leur laissant toute liberté pour conclure à leur guise : « Car à chose qui touche « l'âme et la conscience, on ne doit homme contraindre par « force ¹⁰. » Le maréchal remonta dans son exposé jusqu'à l'origine du schisme, et s'efforça de leur démontrer qu'ils pouvaient « en tenir, en toute sûreté de conscience, à la décision de Charles VI ¹¹. Il est difficile de dire dans quelle mesure les Génois furent persuadés par les arguments du gouverneur ou des envoyés royaux ¹². Un certain nombre d'ecclésiastiques s'expa-

1. G. Stella, c. 1208. Cf. Miserbelli, c. 310.

2. Bulle du 17 novembre 1404 (Arch. du Vatican, Reg. Avinion. XLIII Benoît XIII, fol. 268 r°).

3. Bulle du 26 novembre 1404 (*ibid.*, fol. 268 v°). Cf. plus haut, t. II, p. 138, note 3. — Le même évêché avait été donné par Clément VII à Jacques de Cavalli, qui n'avait jamais pu en prendre possession. Cf. K. Eubel, *Hierarchia catholica*, t. I, p. 532.

4. Sur la messe épiscopale de Flou (bulle du 29 août 1405, reg. cilé, fol. 230 r°).

5. Bulle du 29 août 1405 (Reg. Avinion. XLVII, fol. 364 v°).

6. Bulle du 2 novembre 1405 (*ibid.*, fol. 399 v°).

7. Bulle du 21 octobre 1406 (K. Eubel, *op. cit.*, p. 176).

8. *Livre des faits*, p. 114, G. Stella, c. 1205.

9. *Ibid.* ; E. Magnien, *Faits et gestes de Guillaume de Neillon*, p. 15.

10. Dans un mémoire adressé plus tard à Charles VI, l'archevêque de Gênes dénonça, au contraire la violence de Boucicaut : « Tam feda illum servitute non oppressisse ut cogere extremi supplicii comminatione... contra conscientiam et voluntatem nostram malignissimo illi seductori Petro de Luna obedientiam et reverentiam exhibere... » (Bibl. de Lyon, ms. 478, fol. 305 r°).

11. *Livre des faits*, p. 108-113.

12. Si l'on en croit l'acte d'accusation lu contre Benoît XIII au concile de Constance (Labbe-Manni, t. XXVII, c. 969), ce pontife aurait renouvelé, à la demande des Génois et avant leur conversion, le serment d'abdiquer en cas de mort, de prison ou d'expulsion de son rival.

trèrent, prévoyant la contrainte qu'on ne tarderait pas à exercer sur eux¹. D'autres restèrent hésitants : ce fut sans doute le cas de Robert de Froszola, ce canoniste génois qui composa, au mois de juillet 1405, un traité où il conseillait à chacun de suivre l'inspiration de sa conscience². D'autres enfin, tels que les Chartreux, bien que continuant à vivre à Gênes, demeurèrent fidèles à la foi urbaniste³. Tels furent aussi, nous assure-t-on, les sentiments du gros de la population. Cependant une assemblée tenue le 22 octobre et dans laquelle on entendit successivement des docteurs des bourgeois et l'archevêque lui-même, vota presque à l'unanimité la reconnaissance de Benoît XIII⁴. La nouvelle de l'élection d'Innocent VII, qui survint sur ces entrefaites, ne changea rien à cette résolution. Le conseil des anciens et l'Office de la province la notifièrent à Benoît XIII, par lettre du 24 octobre, en implorant son pardon⁵. Le

1. G. Stella, c. 1304.

2. *Ibid.* : « Cum illorum sit intellectusque ignorancia... » (Dibl. vat., ms. vatic. 1470, fo. 207-232. — Il ne s'agit des ouvrages antérieurs de Jean de Legnano, de Baldo de Perussia et surtout de celui le *Tractatus Flandria* qu'il venait de lire pour la première fois. Il développe tout à leur des considérations favorables à Urbain VI et à Clément VII. Sa conclusion est latine : « In casu autem nostro, cum interi oportuit alterum eorum esse papam, volemus alicui eorum obedire. Nec ut ergo quaque probet consensum proprii dictaverit quam quaque caret bene informare tam in facto quam in jure suo posse. Et qui necit peritos interroget... » — Sur cet ouvrage, v. *Deutsche Reichstagsakten*, t. VI, p. 422, Kötzschke, *Rüprecht von der Pfalz und das Konzil zu Pisa* p. 4. G. Feller *Lehrer conseller a spandoc* p. 313. L. Schwab, *Die Geschichte des Konzils von Pisa*, *Römische Quartalschrift*, t. IX, 1895, p. 358, etc.

3. C. Le Gouteux, *Annales ordinis Carthusiensis*, t. VII, p. 179, 181, V., *ibid.*, p. 208, 210, 221 les persécution dont ils furent plus tard l'objet de la part de Benoît XIV Grégoire XII y fit allusion sur le 24 mars 1406 : « Quia... reconvenimus hinc dictus... », *regressionibus fratris Carthusiensis Romanam sedem destruxit non valentes de proprio consilio immunitate depulerit...* » (Dibl. du Vatican, ms. lat. Vatic. 3417 fol. 97 v°.)

4. G. Stella, c. 1304. Cf. Minerbetti, c. 519, Scammone, v. 3102, Bernardo Marangone Tarlati, t. I, c. 823. — C'est bien du 22 octobre 1405 qu'est daté l'acte constatant la soumission de Gênes à Benoît XIII et aussi celle de Savone, de Vimalle et d'Alghero (original en parchemin, très endommagé et difficile à lire, pourvu à la fin d'une attestation de Bonicciotti, datée de Gênes, le 4 février 1406, aux Arch. du Vatican *Instrumenta miscellanea ad ann. 1404-1405*, n° 30^o autre exemplaire aux mêmes Arch., *Armazum B*, caps. 1, fasc. 2, n° 17). — Jean Petit écrivit, en 1406, qu'il son sero les Génois croyaient plus en l'argent qu'en la loy de Benoit XIII, l'orgue du Chancelier, *Nouvelle histoire de concile de Constance*, Preuves, p. 316.

5. « Beatissime pater et domine noster, sanctissimus et christianissimus dominus noster Rex, opus primum summa cura et diligencia prosequens unione

dimanche 26, une grand'messe célébrée à cette occasion réunit dans la cathédrale l'archevêque, le clergé, les conseillers et les bourgeois : un orateur y expose une fois de plus les arguments militent en faveur de la papauté avignonnaise¹.

Ce grand succès encourage Guillaume de Meillon : l'envoyé de Charles VI passe de Ligurie en Toscane.

Après la mort de Jean-Galeas, Lavourne, Pua et Simons étaient échus en partage au jeune fils naturel du duc de Milan. Gabriel-Marie Visconti, qui, incapable de résister aux attaques des Florentins, avait dû recourir à la protection de la France. Par traité du 15 avril 1404, il avait déclaré tenir ses terres en fief de Charles VI, qui le plaçait sous sa sauvegarde et mettait garnison dans Lavourne. Le duc d'Orléans n'avait pas tardé à se substituer au roi, il avait obtenu le 24 mai la seigneurie de Pua et du pays puau, dont le gouverneur de Gênes commanda, en son nom, d'exercer la haute administration¹. La propagande évi-

[illegible]

1 De Mireville, le 11 septembre, le cartonnier avait donné l'ordre d'assigner 175 livres du Chancelier à l'entretien de Messieurs Archevêque de Vannes, Trésorier des universités ad ann. 1404-1405, n° 31. Benoît XIII lui fit compter encore 1 000 livres d'or plus tard (celle du 20 février 1406, *ibid.*, n° 54).

1. *Cratichneumon glaucus* Morella (publié à la suite de l'œuvre *Fauna Italica di*
Riccardo Malaspina, Florence, 1810, in-4°), p. 320. E. Jevy *La vie guidique de*
Louis de France, p. 287.

gonnisme avait chance d'aboutir dans cette région quasi-française et plus particulièrement soumise à l'influence du frère du roi. Guillaume de Meillon et ses compagnons s'efforcèrent donc, de la part du roi, de persuader à Gabriel-Marie, à sa mère, Agnès Mantegazza, et aux habitants de Pise d'abandonner, comme les Génois, l'obédience du pape de Rome pour se rallier à celle du pape d'Avignon. Ils firent valoir le plaisir que cette conversion ne manquerait pas de causer à Charles VI. Mais, après en avoir délibéré, Agnès et Gabriel-Marie objectèrent le danger que leur ferait courir pour le moment une déclaration semblable, étant donnée l'inimitié de Paul Guinigi, seigneur de Lucques, qui complétait leur ruine, affirmèrent-ils, avec le roi Lancelas et le pape de Rome Innocent VII. Les ambassadeurs français insistèrent de plus belle, se faisant fort d'empêcher le seigneur de Lucques de se mêler de ce qui ne le regardait pas, invoquant le serment de fidélité prêté par Gabriel-Marie au roi et tâchant d'obtenir au moins un acte public contenant la promesse que, si Benoît venait à Gênes, Pise se déclarerait pour lui. Gabriel-Marie se contenta d'envoyer, à deux reprises, une ambassade à Boucicaut pour le mettre au courant de ses justes sujets de crainte¹.

¹ Je puis tous ces renseignements dans une longue lettre confidentielle adressée d'Avonza, le 10 septembre 1442, au seigneur de Lucques, Paul Guinigi, par son « fidèle serviteur » Philippe de Posso, de Sicile, prison, qui lui servent d'espion. À ce qu'il semble — *Post hæc supervenit quod serenissimus dominus rex Francorum misit Pisam ambaxiatores suos ut deberent suadere et inclinare eum ipsius domine Agneta et magistri domini Gabrielis, nisi aut ad se declarandum pro domino papa Benedicto. Agitatum et peractum fuit in consilio eorum de responsione dilatoria facienda dictis dominis ambaxiatoribus in eorum responsum argumentis et apparentibus causis dicebant quod pro illis tunc non poterant se declarare allegando quod designationem vestram nunciatam vobis et se inteligerat cum domino papa romano et cum serenissimo rege Lancelao, quodque contra bella et inter destructionem eorum propter adherentiam quam fecerant dicto domino regi Francorum et sic dictum fuit in responsione facta ambaxiatoribus nuntiatis. Verum quod ipsi ambaxiatores, non contenti, responderent quibuscumque argumentis et partibus adversariis intencions eorum super langentibus dominationem vestram habuerunt respondere quod bene viderent modum quod non non impediretis de factis suis modum autem non explicarunt. Tandem, ipso instantibus et requirentibus sub fine prestita dicto domino regi Francorum quod aut facerent promissionem per publica documenta vel per eorum litteras patentes quod, veniente dicto domino papa B. ad exilium Aquanensem, se declararent pro eo, super quo hæc datum fuit responsum quod volebant mittere ad dictum dominum Guibernalorem pro se intelligendum cum eo, et tunc ordinatum fuit quod*

Quoi qu'en disent les chroniqueurs¹, les choses en restèrent là, du moins pour le moment.

Guillaume de Meillon avait une revanche à prendre : il la demanda aux Florentins. Le 7 février 1405, Florence vit entrer en grande pompe l'envoyé de Charles VI et du duc d'Orléans, accompagné de Guigon Flandrin et de Mériçot Brémont. Le roi de France faisait savoir à la république qu'il était, cette fois, bien résolu à poursuivre l'œuvre de l'union jusqu'à complète réussite. Il remerciait la seigneurie de son intervention en faveur des ambassadeurs de Benoît XIII. Avec une persistance enfin que n'avaient pu laisser des échecs répétés, il renouvelait ses tentatives pour convertir les Florentins. Cette dernière partie de la mission des envoyés français fut spécialement confiée au canoniste Guigon Flandrin, un des auteurs de l'épître adressée au roi, en 1401, par l'Université de Toulouse. Il produisit une infinité d'arguments favorables à la légitimité de Benoît XIII, et adjura les Florentins d'exécuter une conversion également conforme aux intérêts de la république et aux vœux du roi de France².

La lecture des délibérations qui eurent lieu à Florence le 10 février montre bien à quelles convictions inébranlables se heurtaient les efforts de la diplomatie française. Quelque peu satisfaits que fussent les Florentins de la conduite d'Innocent VII, ils n'admirent pas un seul instant qu'ils dussent sacrifier leur foi. L'unique souci de quelques-uns des conseillers de

dictus Johannes Anspardus illud perficeret, et sic factum fuit. Cui Johannes Anspardo comissum fuit per dictos dominum et consilium quod semper penere deberet ante oculos dicti domini et gubernatoris periculum quod habebant de factis Magnificencie vestre, que pericula toti mundo notoria erant propter captivum roche Rapedraite, n. qui se plus quam inimicum ostendit. Illud idem missum fuit ad demonstrandum dicto Johanni gubernatori per Paulum de Benedictis et Paulum de Bripis, nunc potestatem Pisarum, super predictis materiis ad ipsum dominum gubernatorem transmissas. » Arch. d'État de Lucques, *Governo di Paolo Guicciotti* 7 et 18.

1. Bernardus Marangone, c. 422; Minerbeti, c. 521, Soroneno, c. 1183, etc. — Guillaume de Meillon dit plus justement dans son journal : « Et si il ne vouloit obeyr, si non le seigneur et la dame de Pise, qui y avoient bonne volente, et pour ce fut la division entre les gens de Pise et les dix seigneur et dame. » (E. Magnien, *Faits et gestes de Guillaume de Meillon*, p. 15.)

2. Guicci, *Commissioni di Rinaldo degli Albizzi*, t. I, p. 63. Cf. Minerbeti, c. 142.

la république fut de présenter leur refus sous une forme assez courtoise pour ne pas mécontenter la France et de faire observer, par exemple, que l'union ne profiterait en rien du passage de Florence d'une obédience dans l'autre¹. Tel fut le sens de la réponse faite, le 13 février, à Guillaume de Meullon, oclique, d'ailleurs, sur celles que la république avait données déjà en plus d'une circonstance : l'œuvre de l'union était assurée de son concours, quant à reconnaître le pape d'Avignon le devoir et l'honneur le lui défendaient. Bien que les Français la priassent encore de réfléchir et feignissent de compter sur une réponse plus favorable, ce fut son dernier mot. Elle se hâta, il est vrai, en mettant au courant de ce dernier incident ses ambassadeurs à Rome, de faire agir auprès d'Innocent VII pour qu'il se décidât à prendre en main la cause de l'union².

Quelque peu encourageants que fussent ces derniers résultats — Meullon et ses compagnons venaient de faire à Lucques une tentative également infructueuse³, — le pape d'Avignon avait son plan en tête : il ne garda de l'abandonner. Si, dès la fin de l'année 1403, il avait quitté le Comtat-Venaissin pour la Provence, et s'il avait fixé sa résidence dans l'abbaye de Saint-Victor de Marseille, c'était pour surveiller de plus près les préparatifs du voyage qu'il méditait. Par la Provence, il s'avancerait sans difficulté jusqu'à Nice, que le comte de Savoie mettait à sa disposition⁴; lui-même s'occupait déjà d'en faire aménager et approvisionner le château⁵. Boucicaut lui procurait un passage sûr par Monaco, Vintimille, Albenga⁶. Gènes lui tendait les bras. Pise ne pouvait longtemps lui refuser son concours. Florence même n'était-elle pas l'ancienne alliée de la France⁷ Et, bien que l'année 1398 eût été fatale aux

1. Arch. d'État de Florence, *Consulti e pratiche* 37, fol. 98^{re}, 99^{re}.

2. *Commissioni di Arnaldo degli Albizzi* loc. cit. et Miserbetti c. 573 *Sommario* c. 1163 — On a vu plus haut p. 383 que des envoyés de Benoît XIII se trouvaient à ce moment, à Florence et qu'ils avaient même réussi à intéresser le seigneur à leur cause.

3. E. Magnien, *Faits et gestes de Guillaume de Meullon* p. 19.

4. Bulle datée de Saint-Victor de Marseille, le 13 novembre 1404, portant approbation des articles proposés par le comte de Savoie (Arch. de Valence, *Reg. Avignon. XLII Benedicti XIII*, fol. 37-38).

5. Article de compte daté du 26 novembre 1404 (communication de R. P. Ehrle).

6. Dans une lettre du 15 juillet 1404, Benoît XIII prie déjà Boucicaut de l'aider à obtenir des sûretés dans ces villes (communication de R. P. Ehrle).

intéressés du pape d'Avignon en Toscane, s'il vu notamment la conversion du gascou Lannou de Berre au parti orléaniste¹, Brouil lui-même ne retrouverait-il pas encore dans le fatrasisme des recules des campagnes gascounes ou bretonnes habitude à guerroyer sous sa bannière ? Bref, on ne pouvait avoir où il s'arrê-

I Après avoir chargé le frère de Richard I., Jean Holland, comte de Huntingdon de célébrer avec le légal du gouvernement d'Église, « sans usage contre les églises » (*ibid.*, fol. 107 v), lui avait attribué le produit d'une décime levée en Angleterre et fait publier, à cet effet, une sorte de quittance par les archevêques d'York et du Cantorbéry Arch. du Vatican, Reg. 316, fol. 280 r; À Thémér., dans des papiers donnés en garde à l'école 111 p. 91 Boniface IX venant au finir avec les « Bretons » cléricaux, avant, le 11 avril 1307, ordonnant la levée d'une somme de 3,400 écus d'or sur le clergé romain (Biondi, S. VIII, p. 1). Le 1^{er} avril 1308, on le voit donner à Pierre, évêque de Bux, des pouvoirs pour représenter avec l'autorité la sainte Église de Martin et autres lieux à Paris même qui, ayant adhéré à Robert de Genève et à ses « nobles partisans », Henri de Valenciennes qui sont deux amoncelés et Bernardin de Senlis domine de sermons « voler selonc la loi ». Arch. du Vatican, Reg. 315 fol. 340 r. La pièce est datée le 5 mars la dernière grande apparition à Rome que les légats ne s'enquerraient à traiter avec Benoît XII — Lancelotti de Narnia, etc. Les promesses dell' priori ou officials di Roma narrant comme ayants écrits que à Bonifacio erano per accordarsi con il Papa...» (Arch. d'État de Sienna, Deliberazioni del Consistorio, n° 193, fol. 7) En effet, une bulle de Boniface IX du 10 mai 1308 porte absolution en faveur de Gassien de Serres, damoiseau du diocèse d'Aire, et sa femme, de ses enfants et de ses successeurs après avoir adhéré à Clément VII et à Benoît XII occupé, durant plusieurs ans ce le chapitre des terres du diocèse de Montefrancone, et prouvé le fer et la flamme dans les territoires de l'Eglise et ceux de saints avoir fait ces destructions sujettes le courage et remonte cette piece forte aux mains de Boniface IX (Arch. du Vatican, Reg. 315, fol. 341 r). Une autre bulle du 31 mai confère le vicariat de celle même terre à Gassien et à ses héritiers jusqu'à la troisième génération (*ibid.*, fol. 341 v). Une troisième acte du 1^{er} juin charge l'évêque de Frosino et celui de la Chambre de recevoir l'absolution de Gassien de Serres et du peuple des Grotte et de les réconcilier avec l'Église (*ibid.*, fol. 342 r). V. encore la remise accordée par Boniface IX, le 17 juillet 1308, au peuple de Trana, qui avait adhéré aux « anti-papistes » et au Pape, etc. — Item un ordre des Français de se rassembler les guerriers et communs de très nombreux excès Reg. 316, fol. 249 v,, enfin l'absolution donnée, le 20 juillet, par le même pape à plusieurs nobles d'Oliveto, Conrad et Luc Bernart de Corbara, Monaldo de San Casciano, Conrad et Gilles Ilmedetta de Montealeone, Bonasero et Pietro Ugolini (*ibid.*, fol. 37r).

7. Benoît XIII, du moins, n'avait pas renoncé à correspondre avec le Patriarche de saint Pierre en Toscane. Le 30 janvier 1801 il y envoie Antoine, abbé de Saint-Pierre de Pérouse. F. Kiele *Historia bibliothecae Romanorum pontificum*, t. I, p. 291 : le 12 mai suivant Jean Sanchez doyen de Calahorra, et Pierre Arsonh de Pantera, évêque de Montefiascone (y leurs parents, Arch. du Vatican, *Reg. Avenion* XXII *Benedicti XIII* fol. 651 v^o et sq., qui résidait le plus souvent en Avignon et auquel, à titre de compensation il avait assigné le 26 juin 1397, une pension sur les revenus de l'évêché de Digne *Reg. Avenion* XXII, fol. 578 r^o). Le 1^{er} juin, il charge les mêmes personnages de lever tout ce qui est dû à la Chambre apostolique dans le duché de Spolète et dans le Patrimoine — ainsi Pierre en Toscane *Reg. Avenion* XXIII fol. 675 v^o. Ils ne parven-

tenait. Dès le mois de décembre 1404, Venise écrivait à l'un de ses ambassadeurs que Doucicaut s'appretait à conduire l'« antipape » jusqu'à Rome¹.

Ce qu'il y a de certain, c'est que Benoît XIII s'occupait de remplir ses coffres. Il empruntait en Aragon 200 000 florins d'or², pressait le roi Martin et les vassaux de ce royaume de lui venir en aide³. Son camerlingue faisait savoir aux collecteurs de France que le pape comptait sur eux pour lui fournir 120 000 francs d'or, qu'il était tenu de dépenser avant le 1^{er} avril. La Chambre apostolique se réservait la jouissance des revenus d'un certain nombre de bénéfices⁴.

Une fois parvenu à Nice — il y était entré le 31 décembre,

qui prétendument ou 14 juillet. L'évêque de Montefiascone parait avoir voulu établir pour sa ville long temps sa résidence en Baso F. Forte lacerat. — Le autre évêque de Montefiascone du nom de F. prius a plusieurs roles à Benoît XIII en notamment qui fut signé vers la fin de l'année 1403. » un persona domini sui nepotis Johannis de Basarbo, clerici Montepescensis diocesis, qui locoravit cum eo in Provincia B. Petri a Tuscis annis XVI et ultra. » (Arch. du Vatican, *Liber supplicationum*, n° 92, fol. 142 v°; cf. n° 90, fol. 110 r°.)

1. La république devait remarquer que Benoît XIII avait pour lui Gènes, Pise, le seigneur de Padoue, poussé par Charles VI, et le marquis d'Este, avec le maréchal Doucicaut. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*... p. 324). — Le 10 juin de l'année précédente un strasbourgeois avait prêté serment que le duc d'Orléans tenterait d'installer Benoît XIII à Rome, pour se faire ensuite lui-même couronner comme empereur d'Occident. (J. Wansleben, *Deutsche Reichsgeschichte*... t. V, p. 324). Cf. G. Stella, c. 1200 : ce chroniqueur est persuadé que Benoît XIII veut aller jusqu'à Rome et employer la force des armes, et ne croit pas autrement à procurer l'union.

2. Bulle datée de Marseille, le 1^{er} août 1404, chargée d'effectuer cet emprunt Béranger, évêque de Tarragona, et Jean Lobera, chanoine de Majorque (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XLII Benedicti XIII*, fol. 43 r°). Des instructions spéciales relatives pour ce dernier commissaire les 1^{er} et 2 novembre suivants nous apprennent que l'évêque de Barcelone avait offert au pape 2 000 florins, que les chapitres d'Elne et de Majorque étaient taxés chacun à 2 000 florins, et que l'évêque d'Elne était invité à en fournir autant en renonçant à exécuter le vœu qu'il avait fait de se rendre à Jérusalem. *Reg. Avenion. L*, fol. 78 r°).

3. Le roi Martin avait fait à Benoît XIII, par l'intermédiaire de François de Blanes, des offres dont le pape devait hâter l'exécution. Jean Lobera devait, à cet effet, parler au roi, à Barcelone, et l'exhorter à réunir en Catalogne une assemblée où seraient repues les propositions adressées au pontife. Il devait traiter également avec la ville de Barcelone. *Ibid.*

4. Lettre du camerlingue du pape d'Arignon, le 3 décembre 1404, Arch. du Vatican, *Instrumenta miscellanea ad ann. 1403-1405*. — Jean de Montreuil avait déjà reproché à Benoît XIII, vers les premiers jours de l'année 1401, de garder en sa main un certain nombre d'évêchés et de riches abbayes (*Amplissima collectio*, t. II, c. 1345).

après un voyage de vingt jours à travers la Provence¹, — Benoît XIII expédia une série de bulles pour annoncer son intention de descendre en Italie, afin d'amener à la raison Côme Megliorato. En même temps, il imposait tant en Aragon qu'en France, peut-être aussi dans d'autres pays, de lourdes taxes sur le clergé (1^{er} février 1405). En France, c'étaient son neveu Pierre de Luna, archevêque de Tolède, et le fils du comte de Foix Pierre, évêque de Lescar, qu'il chargeait de lever, soit sous forme de décime, soit sous forme de subside, soit sous l'une et l'autre formes concurremment, une somme dont le chiffre était laissé à leur appréciation, dans tous les cas, ils avaient ordre, pour vaincre la résistance des clercs, de recourir à l'aide du bras séculier². Ils imposèrent une décime payable moitié à Pâques, moitié le 1^{er} octobre 1405, et Benoît XIII, par bulle du 10 avril, chargea les évêques de Paris, de Noyon et de Langres d'user des contraintes nécessaires pour en assurer l'acquittement³. Je ne parle pas d'une démarche faite auprès des états du Comtat pour obtenir le vote d'un subside spécial⁴. Des dons gratuits furent, en effet, offerts par le clergé dans le Comtat et en Provence⁵.

1. Parti de Marseille le 3 décembre, il est, le 5, à la Sainte-Baume, le 7, à Saint-Maximin, le 10 à Nîmes, le 16 à Orange, le 21 à Nîmes. Des livres, ses effets, les archives de sa Chancellerie furent transportés par mer. *Reg. Ardenon*, XXXI, fol. 23 v^o. Cf. Bertrand Boyssel, p. 272, et Jacques Salviati, *Delizia degli eredi di Tournai*, t. XVIII, p. 230.

2. *Reg. Ardenon*, XLII, fol. 44-47. — La lettre accreditant ces deux sources auprès de Charles VI remontait au 1^{er} septembre 1404 (Bibl. nat., nouv. acqu. latines 1793, fol. 103 r^o), une parole de leurs pouvoirs au 19 (*Instrumenta miscellanea ad ann. 1404-1405*, n^o 22; *Reg. Ardenon*, XXXI, fol. 37-38). Le 18, ils avaient commencé à toucher leurs gages, qui étaient de 12 et de 6 francs par jour, communication du R. P. Eyrie. Ils se trouvaient déjà à Paris, le 2 décembre (Arch. de l'Yonne, G. 1795). Pour mieux leur concilier la faveur du duc d'Orléans, le pape les avait chargés de pourvoir à l'acquittement des 54 000 francs dont l'avant fait don à ce prince en 1403 (v. plus haut, p. 354).

3. Arch. du Vatican, *Reg. Ardenon*, XXXI fol. 77 v^o. Cf. un mandement de l'evêque de Lescar daté de Paris, le 2 juin 1405, et de nombreuses quittances relatives à l'acquittement de cette décime (*Instrumenta miscellanea ad ann. 1404-1405*, n^o 38). C'est ainsi que Hugues de Maignac, évêque de Langres s'obligeait le 21 mai 1405, « receptor generum ad recipiendum decimam ordinariam de eis » levare pro unione S. M. E. » (Bibl. nat., ms. français 26034, n^o 1726). Cf. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 234, *Monstrelet*, t. I, p. 98, *Chronographia regum Francorum*, t. III, p. 211.

4. R. *Reg. Louis XI et les États pontificaux*, p. 273.

5. Dans une pièce intitulée « *Recepta pecuniarum per me, Jacobum de Sparaco, habilitatum et receptarum de subsidio gratuito domini nostri Benedicto* »

La France et le Grand Schisme,

s'agissant de se tenir prêts à partir à son premier signal, en lui promettant de l'accompagner au moins pendant un an ¹.

La cour de France elle-même approuvait cette levée de fonds et de troupes. A la première nouvelle du projet de Benoît XIII, Louis d'Orléans lui avait écrit pour lui exprimer sa joie et son admiration, ajoutant que, s'il pouvait le seconder dans cette entreprise, il « estimerait né sous une heureuse étoile » ². Persuadés que Benoît XIII pourrait plus aisément et plus efficacement travailler à l'union « des parties d'Italie, » les princes se gardaient de le retenir — que les temps étaient changés ! — et rendaient justice à ses efforts : « Dieu et le monde entier, faisaient-ils dire « au roi, verraient qu'il ne tenait pas à Benoît XIII que l'union « ne se réalisât dans le plus bref délai. » Par lettres du 6 avril 1405, Charles VI autorisa expressément tous ses sujets, laïques ou clercs, à rejoindre le pape d'Avignon et à lui faire cortège; cette permission s'étendait même aux gens d'armes et aux seigneurs, français ou étrangers, qui voudraient se rendre auprès de Benoît pour garder sa personne ou celles de ses cardinaux ³.

L'ambition de Benoît XIII s'élevait plus haut encore. Le roi de Trinacrie Martin vint le visiter, à Nice, dans les derniers jours du mois de janvier 1405 ⁴, puis, de Marseille, où il s'était rendu, revint, en compagnie du roi de Sicile Louis II, jusqu'à

1. *Reg. Avenion. XLII*, fol. 30 v^r.

2. Cette nouvelle lui avait été apportée par Pierre de Luna et Pierre de Foix (Bibl. nat., nouv. acquit. latines 1793, fol. 169 v^r). Dans une autre lettre, écrite au même moment et da da de Paris, du mois de décembre (1404), Louis d'Orléans exhorte les cardinaux à accompagner le pape et à partager ses dangers; il leur recommande de ne pas lui tracer un tableau exagéré des difficultés de ce voyage (*ibid.*, fol. 181 v^r). Enfin, un peu plus tard, il écrit à Benoît XIII que la maladie du roi avait empêché celui-ci d'expédier les deux légats aussitôt qu'il l'aurait voulu, mais que, si cette crise se prolongeait, il lâcherait de les faire expédier tout simplement par le Grand Conseil. *Ibid.*

3. *Ordonnances*, t. IX, p. 60. — Un paiement de 10 florins 20 sols fut fait, au nom du pape le 10 juin 1405, « Paschasio Minuti, qui est ad senescallum Curie, sone et Bellicadri ad presentandum et faciendum publicari et preconizari litteras salvi conductus regis Francorum per gentibus euntibus ad dominum nostrum Papam. » (*Reg. Avenion. LXIX*, fol. 183 r^v.)

4. Les rapports avaient toujours été bons entre ce prince et Benoît XIII. Je ne citerai qu'une bulle du 1^{er} mai 1396 par laquelle le pape d'Avignon abandonnait pour trois années au roi de Trinacrie les décimes de son royaume. Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XIII Benedicti XIII*, fol. 160 r^v.

Villefranche, où Benoît les rejoignit¹. Il y eut là, pendant cinq jours (20-24 février), de mystérieux conciliabules, dont le secret est trahi par Martin d'Alparal² : on y convint que les deux monarques conduiraient le pape à Rome. L'un et l'autre s'avançaient, par le fait, un peu trop : le roi de Trinacrie n'avait pas obtenu l'approbation de son père, le roi Martin d'Aragon³, Louis d'Anjou ne s'était pas assuré de l'assentiment de la cour de France. Aussi, sans se contenter de ces promesses éventuelles, Benoît XIII, au même moment, négociait d'un autre côté

Il s'adressait directement à Charles VI, et, ne pouvant, vu l'état de santé du roi, lui demander de le mener lui-même en Italie — c'eût été la réalisation du projet de 1391, — il le suppliait du moins de lui envoyer, pour l'y conduire, deux ou trois princes du sang. La cour n'eut garde de repousser de prime abord cette ouverture : elle s'empressa, dit-on, d'ouvrir un crédit de 120.000 francs. L'un des oncles du roi, le duc Louis II de Bourbon, fut désigné pour assister Benoît XIII dans son entreprise⁴.

C'est alors que le pape reprit sa marche en avant. Le terrain avait été bien préparé à Gènes, dont le gouverneur avait reçu de Paris des instructions spéciales⁵. La bonne volonté de Boucicaut était, d'ailleurs, entretenue au moyen de cadeaux fréquemment renouvelés : 2 000 florins, le 10 mars, la rose d'or, le 29, une paire de mulets, le 10 avril, plus tard encore 2 000 francs, etc. Les ambassadeurs génois venus pour s'entendre avec Benoît

1. Benoît XIII avait dès le 15 janvier, envoyé à Louis II d'Anjou le docteur en droit Thomas de Collioure (communication du R. P. Ehrle).

2. Le chroniqueur dit avoir eu connaissance de ces conventions quand, plus tard, il fut envoyé de Savone en Sicile pour rappeler au roi Martin ses engagements.

3. Le *Religieux de Saint Denis* t. III, p. 318 prétend que le pape avait rejeté les offres du roi de Trinacrie, préférant être conduit à Rome par les princes de la maison de France.

4. Discours prononcé par Guillaume Fillastre, le 4 décembre 1406, en présence du duc de Bourbon lui-même, ce qui garantit encore mieux l'exactitude du renseignement Bourgeois du Chastenet, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves p. 135. R. F. H. R., *Aus den Acten des Afterconcils von Perpignan*, p. 14, *Religieux de Saint Denis*, t. III, p. 318, Jouvenel des Ursins, p. 439.

5. Discours déjà cité de Guillaume Fillastre.

avaient eu aussi part à ses libéralités. Dans le port, on s'occupait de l'armement de deux galères affectées à son service. Un palais était mis à sa disposition. Pierre d'Ailly, inscrit maintenant au nombre de ses référendaires, était allé faire à Gènes un séjour de près d'un mois, pour y préparer sa venue¹.

Le retour de Pierre Raval et de Pierre de Zagarriga, deux des ambassadeurs que Benoît XIII avait envoyés à Rome, lui fournit l'occasion de flétrir une fois de plus la perfidie des Romains, l'obstination de son rival (Nice, 11 avril 1405). Il annonça, en même temps, l'intention de partir après Pâques pour Gènes².

Il prit la mer, effectivement, le 7 mai, avec six galères catalanes ou génoises, mais se donna la satisfaction de faire escale dans plusieurs ports, où l'attendait le meilleur accueil. A Monaco, on lui apporta les clefs de la ville et du château, il reçut l'hommage des autorités. A Albenga, le peuple et le clergé vinrent au devant de lui en procession ; il offrit un grand repas dans le couvent des frères Prêcheurs³. A Savone, il rencontra et fêta joyeusement le cardinal Louis Fieschi. Enfin, le 16 mai, vers midi, les six galères pontificales firent, au milieu de barques décorées de feuillages, une entrée triomphale dans le port de Gènes. L'archevêque, revêtu de ses ornements pontificaux, les chanoines, porteurs de leurs plus précieuses reliques, étaient venus au devant du pape, deux magistrats le haranguèrent. Un long cortège se déroula ensuite à travers les rues, décorées de verdure, derrière les membres du clergé marchaient les notables de Gènes tout de rouge habillés ; les cardinaux suivaient à che-

1. Communications du R. P. Ehrle. Cf. une bulle datée de Nice le 15 janvier 1405, donnant à Pierre d'Ailly le pouvoir de distribuer un certain nombre de charges de notaires : « Petrus episcopus Cameracensis, referendarius nostro. Cum pro personis nostris et Romanæ Ecclesiæ negotiis ad partes Januenses se duxerimus presentia fieri destinandum, nos, ut negotia hujusmodi eo facilius habeamus peragere, quo magis fuerit per nos potestate fulgentes. » (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion.* XLIII, fol. 476 r°).

2. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 224, *Aspersiones collectio*, t. VII, c. 684, discours de Pierre d'Ailly du 11 décembre 1406 (Bibl. nat., ms. français 23428, fol. 36 v°). — Leone Mellorato (Innocent VII) figure, bien entendu, au nombre des personnes excommuniées nominativement dans la bulle *In Curia Domini* du 14 avril 1405. *Reg. Avenion.* XL, fol. 20 r°.

3. Martin d'Ailly et A. de Laforêt, *Historia critica de Catalunia* (Barcelone, 1857, in-4°), t. V, p. 100.

val, puis venait entre douze clerges, la mule portant le saint-sacrement, enfin chevauchait, sous un dais, Benoît XIII, et, auprès de lui, à pied, le maréchal Houcicaut, le podestat et les magistrats, vêtus de blanc, lui composaient la plus brillante garde d'honneur. Au son des flûtes, on se rendit à la cathédrale, à San Siro, puis au couvent des frères Mineurs, où le pape fixa sa résidence. Ce monastère était voisin d'un château dont les troupes du pape prirent possession, et avec lequel on établit aussitôt une communication. Les fêtes durèrent trois jours, pendant lesquels tout travail demeura suspendu¹.

Cependant, suivant l'expression d'un des orateurs officiels, la ville de Gênes *Janus*, devait être pour Benoît XIII *janua ad tollendum scisma*, une porte par laquelle il entrerait en Italie afin d'y supprimer le schisme². C'est bien ainsi qu'il l'entendait. Les négociations reprirent donc, d'une part, avec Innocent VII, auquel il renouvela sa proposition de conférence, d'autre part, avec toutes les puissances italiennes disposées soit à se soumettre à lui, soit à lui frayer le chemin³.

Le pape de Rome continua de se dérober; il répondit aux envoyés de Benoît qu'il n'entendait, pour le moment, se prêter à aucun arrangement⁴. Benoît XIII se hâta de dénoncer au monde cette conduite « inavouable, » et, dévoilant enfin sa véritable

1. Martin d'Aliphan; 6. Stella Muratori, t. XVII, c. 1288; *Reg. Aragon*, XLIV, fol. 236 r°, 241 v°, etc., autres pièces communiquées par le R. P. Ehrle.
2. Martin d'Aliphan.

3. Au printemps ou au commencement de l'été de 1403, Benoît XIII envoie à Florence et à Rome Simon Salvador, chanoine de Lérida, il envoie à Rome, vers le 10 juillet, un bourgeois de Pise, Pierre Barnardo. Vers le 22, il adresse au duc de Milan et au comte de Pavie Guillaume d'Orléans, évêque de Rodas, et Thomas de Gallarate; il correspond aussi avec Pavinus Cantu avec Théodore, patriarche de Montserrat, avec Ugolin de Saluces, communication du R. P. Ehrle. Le 14 août, revenant à Florence et à Rome son frère Simon Salvador, il lui donna de pleins pouvoirs pour conclure des traités d'alliance avec tous membres du clergé, princes, marquis, barons, etc., etc., pour recevoir des hommages, pour accepter des offices de troupes, pour assigner une solde à des hommes d'armes, etc., et il permit d'avance de conclure tous ces arrangements avec du Vatican. *Reg. Aragon*, XLII, fol. 17 v°. Le 19 août, il est question de l'envoi de Beaufort Spirelli à Florence et de l'envoi à Rome de Thomas de T. Cour et d'Augustin, évêque de Trani; communication du R. P. Ehrle. Cf. *Reliquiae de Sancti Denys*, t. III, p. 367.

4. « Respondit se nihilominus velle audire nec acceptare aut intrare tractatum ad presens. » Lettre de Benoît XIII à Charles VI du 15 août 1403, Bibl. nat., nouv. acquis. latines 1793, fol. 181 r°.)

politique, déclare dans une lettre adressée à Charles VI le 27 juin 1405, que, du moment que l'« intrus » et ses antipathiques s'opposent systématiquement aux tentatives d'union, il allait invoquer contre eux l'aide des chrétiens de tous pays : il commençait par réclamer, effectivement, l'aide du roi de France¹. Cette bulle fut portée à la connaissance du clergé et des fideles du royaume². D'autres, à peu près semblables, furent envoyées de divers côtés, même en dehors de l'obédience avignonnaise : j'en citerai des exemplaires adressés à l'Empereur³ (sans doute Wenceslas), aux républiques de Florence⁴ et de Sienne⁵. C'était une déclaration de guerre. Voie de cessation, voie de concile et voie de compromis, voie de convention même, si longtemps préconisée par Benoît XIII, étaient abandonnées : le pape d'Avignon revenait à celle qui avait toujours eu ses secrètes préférences, la « voie de fait », en d'autres termes, l'emploi de la force, le recours aux armes. On eût pu se croire retourné aux plus beaux jours du pontificat de Clément VII.

La situation critique dans laquelle se trouvait alors Innocent VII encourageait ces espérances. Entre les officiers du pape et les Romains soulevés ce n'étaient que conflits et batailles. L'odieux guet-apens du 6 août⁶ et le meurtre de onze magistrats

1 Ms. cité, fol. 194 r^o; ms. latin 1443, fol. 36 r^o, ms. latin 1477, fol. 71, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 494. — Deux jours après le 29 juin, arrivèrent à Gênes plusieurs ambassadeurs de Charles VI, Pierre Beauchamp le sire de Monique, l'Ermitte de la Vaye et un secrétaire du duc d'Orléans. Ils disaient avoir ordre de suivre, au sujet de l'union, les instructions du pape. Mais on suppose qu'ils venaient pour le dissuader de quitter Gênes, attendu la situation précaire du gouverneur (Martin d'Alpartil). Le sauf-conduit délivré par le roi à l'Ermitte de la Vaye porte simplement que le sénéchal de Beaucaire est envoyé à Gênes et en d'autres contrées lointaines pour affaires concernant l'union, qu'il peut se faire escorter de 50 cavaliers, et emporter des joyaux, bagages, etc. (ms. français 14371, fol. 223 v^o).

2 Bibl. nat., nouv. acquis. latines 1793, fol. 194 r^o; ms. latin 1477, fol. 76 r^o, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 495.

3 Dans la chronique de Martin d'Alpartil.

4 Arch. d'État de Florence, *Riformazioni*, *Att. pubblici*, t. IV, n° 110.

5 Arch. du Vatican, *Armamentum B*, fascic. 1, n° 3. — Dès le 22 juin 1405, il est question dans les comptes de Benoît XIII d'un paiement de 25 florins fait à deux personnages que le pape envoie à Sienne, Chretien [d'Haverive], évêque de Trévise et Barthélemy Giudice, prévôt de Vintimille (communication du R. P. Ehrle).

6. Et non du 2, comme le rapportent Thierry de Niem et Infessura (éd. Tommasini, p. 11). Aux preuves données par M. G. Ehrle (*Theoderici de Nym de Beunata libri III*, p. 118, note 3), je puis joindre le témoignage de Benoît XIII,

ou notables dont se rendit coupable le propre neveu d'Innocent VII, Louis Mexhorato, achevèrent de rendre pour le pape la position intenable. Tandis qu'il s'enfuyait à Viterbo, la demeure et les archives pontificales s'étaient mises au pillage, le Vatican devenait, pour une vingtaine de jours, la résidence de Jean Colonna, que le peuple saluait ironiquement du nom de Jean XXIII, le même qui naguère, pour faire pièce à Innocent VII, avait affecté de se rallier au parti clémentin¹. En portant ces graves nouvelles à la connaissance de Charles VI, Benoît XIII ajoutant qu'un grand nombre de barons et de seigneurs italiens se disposaient à se joindre à lui, et il conjurait le roi de ne pas laisser échapper cette occasion de mener à bonne fin une entreprise commencée sous d'aussi heureux auspices². Il écrivait au duc de Bourbon de hâter sa venue, de se faire accompagner ou suivre immédiatement par les troupes désignées pour le voyage d'Italie. Il pressait la rentrée des fonds, il se préparait à répandre partout l'or sans mesure³.

qui écrivait à Charles VI vers le 15 août 1405 : « Ceterum habuimus per litteras del. gubernatoris et de Florentia ac relatione cujusdam venetici recti via de Urbe qui se esset oculum. ex hoc videtur quod acta die presentes fuerunt cum ex omniq. cunctis hominibus qualiter capta regionum et quatuor marchali et duo notabiles cives, ipsius Urbis nunci, ad predicti intrusi presentiam accessissent, quedam in eorum prejudicium per gentes ipsius intrusi innovata ad statum delictorum et huc justitiales, ipseque intrusi eos ad quendam nepotem suum in monasterio. » Spiritus in Saxia de Urbe commorantem, remisisset, prefatus nepos dictos Urbes suos « hoc interfici et eorum corpora in frustra diversa princi per fenestras, ex quo in populo grandi commotione facta multaque ut gentibus et sequentibus curis dicti intrusi male tractatis tandem per vias in fugam conversis, per viam que ducit Viterbiam eodem die recessit ab Urbe paucis de suis cum sequentibus, et populo adhuc circa extirpacionem remanendum totis pro viribus intendens. » (Bibl. nat. nouv. acqu. latines 1793. fol. 384 v.)

¹ Thierry de Niem, p. 108, 109.

² Lettre déjà citée, écrite vers le 15 août 1405 : « Verum, carissime frater, cum multi nobiles et barones partium Italie ad adherendum justicie partem nostre et unitatem Ecclesie procurandam pro viribus se disponant et quicquid tempus oportunitum quo facilius ea ad ulteriorem progressum occurrat. Serenitatem tuam precibus rogamus et requiramus ut curis tuis digne et recte quatuor negotia Ecclesie sancte Dei et hominum de persecutionis habere vris committas, prout de tua pia devotione fiducialiter prestolamur, ut inde per tue Magnificentie auxilium et favorem negotia ipsa cum Deo volute conclusionis consequantur effectum, et tu ultra laudes humanas recte premii consequaris augmentum, constituendo Ecclesiam ipsam ad tua justa beneplacita proseguenda merito d. habere. »

³ V. une lettre de Benoît XIII à Jean d'Arragonne, archevêque d'Auch, et à Jean de La Caze, évêque de Cahors, datée de Genes, le 15 août [1405]. Le pape leur communique la lettre précédente, qu'il envoie au roi, et ajoute : « Propter que

C'était la destinée des papes d'Avignon de toujours comploter, pour cette sorte de propagande armée sur le concours de la maison de France, et d'être toujours déçus, au dernier moment, dans cet espoir¹. Charles VI, rétabli, s'opposa au départ de son oncle de Bourbon, dont la présence et les conseils lui étaient, paraît-il, indispensables². Le roi de Sicile, Louis II d'Anjou, qui partait à sa place, s'acheminant déjà vers Gênes avec des forces respectables³, quand au mois d'août 1403, une pressante invitation du roi, ou plutôt de la reine et du duc d'Orléans, lui fit

scribamur etiam dicto filio nobilem viri duci Brabantensi que adventum accellerimus, ne quod graves ordinales ad revocandum eum in secum ducat vel immittat post eum in regem ad aliter pervenire non cupimus quoniam societate carere, idem discretionem vestram hortamur in Domino quatinus, per nosse diligenti examinatione libenter, ad dandum aliquid etiam sollicitam in agenda jura necesse alios instrumentis velitis vos exhibere sollicitos et attentos, procedendo operam pro posse quod que ex parte nostra scripta sunt ac etiam scribuntur per dilectionis filios Patrum, electum Tolosanum, et Franciscum Darasum omnia executioni mandentur, et pecunia habeantur, quoniam oportebit eos exponere ultra modum; sine quibus bene que restant expediri non possunt, et, quod absit, possent prosecutioni hujusmodi parari non facile reparandum discrimen et materia graviter impedimenti, sicuti profundius considerare poteritis... » (Mss. lat., n. 17, acquit latines 1791, fol. 115 r°) — Ceci vers ce moment aussi que fut écrite, je pense, une lettre de Benoît XIII au duc de Bretagne datée dans la copie moderne (ms. français 2707, fol. 48 r°) de l'abbaye de Saint-Victor de Marseille (les de l'année 1403 des calendes de septembre de la même année du pontificat [14 août 1403]).

1. Les 1^{er} et 2^{er} février 1403 Benoît XIII faisait publiquement allusion aux cabotages et aux « offres magnifiques » de Charles VI et des princes de son sang, mais qu'à celles du roi d'Aragon (Arch. du Vatican, Reg. Avaron. 11.1, fol. 43 r° et sq.).

2. C'est la version du *Reliquaire de Saint-Denis* (t. III, p. 216). Les actes du concile de Perpignan attribuent ce revirement aux intrigues de certains « perturbateurs de la part de l'église » (cf. Marten d'Alpartit — Guillaume d'Alpartit ne s'explique pas sur la cause de ce changement). Et pour ce que M. de Bourbon-Lardoux a écrit par delà, Notre saint Père se avança jusqu'à Jennes. Quant ils virent qu'il alloient par delà, M. de Bourbon fut empêché et ne y alla pas. Simon de Crausac va jusqu'à contester la promesse faite par le pape : « Il veut aller en Lombardie, et dit que vous l'y avez promis de lui envoyer M. de Bourbon, etc. Regardez comment ce sire à vous decevoir. » (Burgois du Chastel, *Veuxille histoire du concile de Constance*, Presses, p. 133, 216.)

3. Cf. *Reliquaire de Saint-Denis*, t. III, p. 219. — Lui-même de Darasus avait-il vu de ce départ quand le 25 juillet 1403 ils assure auprès des Florentins que aucune expédition ne se préparait en France contre l'Italie, et que le projet de son rival de marcher contre lui se terminait plutôt par des paroles que par des actes (Arch. d'Etat de Florence, *Signori Misere P. Cancellieri*, 25). C'est d'autant plus vraisemblable que les Florentins, ayant reçu, vers le 18 avril, un message écrit de Louis d'Anjou, avaient tout au moins songé à le communiquer à Ladislas (ibid., *Consulta e pratica* 27, fol. 121 v°).

rebrousser chemin¹. De graves dissensions survenues entre les princes, et dont il sera question plus loin, motivèrent certainement ce rappel inopiné. L'ordre de Saint-Jean-de-Jérusalem justifia mieux l'espoir que le pape avait placé en lui. Il annonça l'envoi gratuit d'un certain nombre de chevaliers et d'hommes d'armes. Benoît XIII, pour reconnaître cette générosité, exempta de la dîme les maisons de l'Hôpital de France et de Dauphiné². Quelques prélats, entre autres l'archevêque de Séville³, lui amenèrent aussi des troupes d'Aragon ou de Castille.

Mais, d'autre part, le pape se plaignait d'ecclésiastiques qui avaient promis des subides ou des hommes et dont l'abstention prolongée l'inquiétait : il s'occupa de les contraindre à remplir leurs engagements⁴. La troupe pontificale ne dut jamais atteindre un effectif considérable⁵.

Benoît XIII ne laissant pas de gagner du terrain. Était-ce le soin qu'il prenait de faire célébrer son zèle par des orateurs de

1 Lettre autographe très pressante écrite, le 25 août 1403, et non le 2, comme le rapporte M. F. Jarry *La vie pontificale de Louis de France*, p. 21, par le duc d'Orléans au roi de Sicile, pour lui demander de se rendre à Meus en toute hâte, sans traverser Paris (Dr Godefroy, *Histoire de Charles VI*, p. 176). Lettre du même jour d'Oliver de Mauny au roi de Castille (Douté d'Arcq, *Choix de pièces inédites*, t. I, p. 270). — Le 29 août, Benoît XIII croyait encore à l'arrivée prochaine du roi de Sicile, comme en témoigne cet article de compte : « Euntibus de mandatis domini nostri Papae ad civitatem Astensem super adventu domini regis Ludovici », (Communication du R. P. Ehrle.)

2 Bulle du 1^{er} juillet 1403 adressée aux collecteurs de la dîme (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. XLII Benedicte XIII*, fol. 11 r^o). — Cf. des sauf-conduits envoyés, vers le 30 juin, au sénchal de Braventre pour les gens d'armes qui se rendent près de Benoît XIII (communication du R. P. Ehrle.)

3 Bulle du 13 août 1403 autorisant cet archevêque, Alphonse d'Ejea à vendre ou à engager une partie du temporel de son église : « Cum in, solo fidelitatis nos pro unius Ecclesie procuranda laborantem, continuis assues et nequaris etiam cum certo numero hominum armatorum. » (Reg. Avenion XLII, fol. 10 v^o.)

4 Par exemple dans la province de Saragosse (bulle du 7 juillet 1403) : « Nullus noster persona recusat in civitate ibi esse et province Leonensis, pro parte nostra requeste nos unilatim Ecclesie personaliter prosequentes, cum certo numero armatorum etiam personaliter secum, alie vero de certis summis pecuniarum iurare promiserunt. » — Le commissaire du pape devait recourir même à l'aide du bras séculier (*Ibid.*, fol. 11 v^o).

5 Au mois de mai 1405, Benoît XIII n'avait avec lui, à Nice, que 131 hommes d'armes et 44 arbalétriers. Ce nombre ne paraît pas avoir été sensiblement augmenté à Gênes, au mois de juin au au mois d'août (communication du R. P. Ehrle.)

marquo ? Était-ce l'affabilité avec laquelle il entretenait les Génois de ses desseins ? Était-ce ses réceptions somptueuses, ses grandioses festins¹, l'affluence des prélats à ses cotes, notamment le 3 juillet, quand, sur son ordre, vinrent à la fois se faire bénir à Gènes deux archevêques, neuf évêques, trente-huit abbés, ses créatures² ? A chacun il donna un anneau d'or, une pierre précieuse, il y eut une imposante chevauchée par les rues³. N'était-ce pas plutôt l'effet prodigieux de la prédication d'un saint qui se fit entendre à Gènes au mois de juillet 1405 ? Vincent Ferrier songeait seulement à convertir les âmes, mais il appartenait à l'obédience avignonnaise, avait été longtemps le confesseur de Benoît : il était impossible que le succès de son éloquence, le prestige de sa sainteté, l'éclat de ses miracles ne servissent pas la cause du pape d'Avignon⁴.

Un mouvement favorable à Benoît XIII se dessina dans l'Italie du nord. Il reçut la soumission des marquis de Ceva et de Montferrat⁵. D'autre part, le seigneur et les habitants de Pise

1 Cf. un discours de Pierre d'Ailly du 19 décembre 1404 : « Il est vérité que Notre saint Père ordonna aucuns prélats pour publier les diligences qu'il avoit faictes, et en fut moult loé à Gennes et à Florence. Et fu un de ceulx qui en furent chargés ». Bibl. nat. ms. français 23421, fol. 36 v°. — Le même Pierre d'Ailly prêcha devant Benoît XIII, le jour de la Trinité (14 juin 1405), à Gènes, un sermon fameux à l'occasion duquel fut instaurée dans toute l'obédience la fête de la Trinité. Bibl. de Cambrai, ms. 111, fol. 311, *Tractatus et sermones compilati a Petro de Alliaco*, Strasbourg, 1490, in-4°. Pierre d'Ailly ne revint en France qu'en automne : un présent de vin lui fut offert, lors de son passage à Troyes, par le chapitre de cette ville le 5 octobre 1405 (Arch. de l'Aube, G 1638, fol. 237 v°).

2 *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 262, documents communiqués par le R. P. Faurie. — On prétendit plus tard que Benoît XIII avait promis aux Génois de donner une bulle au sujet de la voie de cession (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1294, 1344). — Le *Religieux* raconte que les Génois fermèrent, un jour, leurs portes derrière les notables ou Benoît, qui étaient allés passer une revue hors de la ville, mais ce récit semble être en contradiction avec celui de Martin d'Alpartil qui témoigne des bons rapports ayant toujours existé entre la population et la garnison pontificale.

3 Martin d'Alpartil, *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 226, *Jouvenel des Ursins*, p. 436, documents communiqués par le R. P. Elie. Cf. Bourgeois du Clastenet, *op. cit.*, *Preuves*, p. 115. — La bulle du 21 mars 1405 ordonnant à Hugues, évêque de Vannes, de se faire consacrer à Gènes se trouve à la Bibl. nat., dans le ms. français 2507, fol. 50 v°.

4 Martin d'Alpartil, *Religieux de Saint-Denis*, t. I, p. 163.

5 K. Hubel, *Zur Geschichte des grossen abendländischen Schismas*, p. 269. — Vers le 27 mai et 1405, Clément, évêque de Trévise, et Bartholémy Gladiée avaient été envoyés par Benoît XIII vers Facino Cane et vers le marquis de Montferrat communication du R. P. Elie. — Cf. une bulle datée de Savone, le

se décidèrent à lui promettre qu'avant le 1^{er} septembre ils lui reconnaîtraient publiquement¹. A vrai dire, Gabriel-Marie Visconti lui faisait part, en même temps, des propositions qu'il avait reçues de Ladislas : c'était un projet d'alliance avec le roi de Sicile et le seigneur de Lucques pour s'opposer aux envahissements de la France et provoquer un soulèvement dans la Riviera de Gênes. Houchet, fort ému, répondit qu'il se faisait fort de mettre Gunnage à la raison, pour peu que le seigneur de Pise voulût se joindre à lui, et donna à entendre qu'il considérait Lucques comme appartenant en droit au roi de France. Mais Gabriel-Marie se souciait peu de voir la France régner si près de lui : si on s'était décidé à attaquer le seigneur de Lucques, ce n'eût pas été pour que cette campagne profitât à d'autres que lui-même². Sans se prêter à la combinaison du gouverneur de Gênes,

11 décembre 1185, donnant à Guillaume abbé de Saint-Vaast de Fais un frère
monastère Bernardus Nand maître en théologie et à Pierre à Monzon à docteur en
droit pour le Monastère que le pape envoya au Lombard de plus pour
pour recueillir avec l'église les schismatiques. Arch. du Vatican, Reg. Apo-
stolique, XLII, fol. 22 v.

1. Arte da 20 maio 1983. I. Maselli Novati. Sono documentati nella guerra e conquista di Pisa dalle Archivio storico italiano serie V t. 23, 11 e 12, p. 224-226. Cf. Bernard Maragnone, *Croniche di Pisa* (Torino: E. D. e. 1927.

1. Lettre de Philippe de Furst à Paul Guingot, seigneur de Lucques. Arvieu, 10 septembre 1641. « Item de même j'ai par ses lettres parvenues à mes regis Leter et veul quidem portées ad dictum dominum Agacem et Ouerclim, et triumum ipsi ad ipse referrentur, disant que quand ipse habuerat par le Dominus... »

il se contenta donc de reconnaître la légitimité de Benoît XIII. Il le fit en présence et du consentement de tout le Conseil de Pise ; il renouvela sa promesse de rendre cette déclaration publique avant le 1^{er} septembre, et s'engagea à en obtenir une semblable du peuple et du clergé pisans¹. Cependant, désespérant de lutter plus longtemps contre les Florentins même avec le secours de la France, il nouait secrètement des négociations à l'effet de leur vendre ses états. Les Pisans se révoltèrent à la première nouvelle de ce marché (20 juillet 1405) : ils expulsèrent le Visconti, et crurent pouvoir compter d'autant plus sûrement sur l'aide du roi de France qu'ils se déclaraient prêts à reconnaître l'autorité de Benoît XIII. Les assurances que leurs envoyés donnèrent, à cet égard, au gouverneur de Gênes furent renouvelées, à Pise, devant les ambassadeurs qu'envoya Boucicaut².

Ici se révèle l'incohérence de la politique française en Italie, ou plutôt la faiblesse de cette domination éphémère que les Valois s'étaient préoccupés d'étendre plus que de consolider. Le marché que Gabriel-Marie débattait à ce moment ne pouvait qu'amener, à brève échéance, la ruine de la suzeraineté qu'avait acceptée Charles VI et que le duc d'Orléans s'était fait rétrocéder. Cependant donner la main aux Pisans révoltés, empêcher le traité de vente de se conclure et accepter la lutte ouverte avec les Florentins, c'est ce dont le maréchal Boucicaut ne se sentit pas le courage, d'autant que sa situation à Gênes était précaire³. Il préféra laisser l'affaire suivre son cours, sauf à stipuler pour lui, pour la France, pour le pape, des avantages considérables. L'influence et peut-être l'or de Benoît XIII ne furent pas étrangers à cette

1. Juillet 1405. V l'acte déjà cité du 28 août suivant.

2. Même acte. Cf. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 331 et les notes de G. Lefèvre-Pontalis (*Chronique d'Antonin Marozzi*, t. I p. 199 et sq.).

3. V *ibid.*, p. 339; Perrens, *Histoire de Florence*, t. VI, p. 138. Ch. de la Boncière, *La domination française à Pise* (*Mélanges d'archéologie et d'histoire publiés par l'École française de Rome*, t. XVI), p. 232 et 231; M. Perret, *Histoire des relations de la France avec Venise* (Paris, 1896, in-8°), t. I, p. 99. — Il semble difficile d'admettre la version du *Livre des faits* (p. 118-129), suivant laquelle Boucicaut aurait longuement lutté pour rétablir à Pise la domination de Gabriel-Marie, puis pour obtenir la cession pure et simple de la ville au roi de France.

détermination¹. Ainsi, tandis que la république achetait pour 80 000 florins les droits de Gabriel-Marie sur Pise, elle en payait 125 000 à Roucous pour une intervention², elle le laissait en possession de Livourne et de Porto Pisano, elle promettait que les Pisans, un mois au plus après qu'ils seraient soumis à sa domination, se déclareraient pour Benoît XIII, et que les gens du pape d'Avignon pourraient venir à Pise et y séjourner librement³. Elle ajoutait enfin qu'elle-même agissait de son mieux dans l'intérêt de l'Eglise mais que, si l'union n'était point faite un mois après la prise de possession de cette nouvelle province, Florence et toutes ses dépendances se retireraient de l'obéissance du pape de Rome pour embrasser le parti de la neutralité : elle mettrait alors la main sur tous les bénéfices et se serait les revenus de la Chambre apostolique romaine (28 août 1407)⁴.

1 Vers le 15 août 1405 Benoît XIII écrivait à Charles VI : « Post rebellionem Provençarum contra dilectum filium Gabrielem de Vicecomitibus super attemptatum, dilectus filius nobilis vir Bouciquaudus, gubernator pro te in Janua ad partes illas accessit et, post ab eo habuimus per litteras successive ipse munus illud et castro Lauro et Portus Pisani et habito ad munus suum fortiter et cum certis personis, cum civibus ipsius civitatis intravit tractatum, in quo ad honorem Ecclesie et usum operis concludere breviter parati volumus » (106) nos non sequi, inédites 1790, fol. 184 v^o. — D'autre part, s'adressant pour dédommager Roucous des frais qu'il avait engagés la défense du château de Livourne et de Porto Pisano, Benoît XIII lui fit don de 25,000 florins, dont 800 lui furent payés le 23, et 4 500 le 31 juillet 1405 (communication du R. P. Ehrle — *Cron. Capponi Muratori*, t. XVIII c. 1127, 1128) en jusqu'à dire que la première idée de l'annexion de Pise à Florence vint de Benoît XIII et de Roucous. Celui-ci demandait en effet 500 000 florins et ajoutait que les Florentins livraient leur ammission à Benoît XIII. Il se faisait fort d'avoir bientôt Pise en son pouvoir, grâce au pape, et il concluait ce récit qu'il comptait y franchir et se rendre à l'état en pourparlers avec Gabriel-Marie pour se faire livrer les défenses de la ville.

2 Suivant la chronique de Morelli *Historia Fiorentina de Ricordano Malaspina*, p. 324, le son des florens de Florence s'addit deux comme miel Gabriel-Marie, 400,000 et le duc d'Orléans lui-même. Le maréchal commença par se faire 100,000 florins, puis se réduisit à 200,000, qui lui furent accordés. Il devait en toucher un tiers immédiatement, un tiers au bout de six mois, un tiers enfin le jour où les Florentins seraient entièrement maîtres de Pise ou l'un ou l'autre d'eux avec ses Pisans. Cf. la chronique d'Ant. Muscatini t. I, p. 26.

3 L. Muscatini *Depicta*, loco cit., p. 22 : « ... et ... obligavit et ... non bene que mal, nous la date fautive du 10 jan. 1407 par l'union des communes d'Orléans de p. 326 et t. I, p. 124, qui n'a pas été ... » (cf. *Historia gentium de p. 274*) de Jeanne. On ne trouve dans ces deux sources aucune mention de l'union de Gabriel-Marie avec Charles VI.

4 L. Muscatini *Benet*, p. 220, 227. Cf. *Commentaria dell'acquisto di Pisa* (Muscato) t. I, XVIII, c. 1127 et sq. — Il y a bien de ces conventions à celle dont fait mention la *Lettera dei feudi* p. 102 et que l'on cite quelquefois (*Parsons, Historia*

Jamais encore les Florentins n'avaient fait entendre à Benoît XIII d'aussi engageantes paroles. La neutralité qu'il comptait bien leur voir adopter prochainement n'était, selon lui, qu'un acheminement vers une conversion complète. L'entente avec la ville de Pise n'eût pu lui procurer que l'adhésion des Pisans : il atteignait le même résultat en s'entendant avec Florence, et, de plus, il s'ouvrait de magnifiques perspectives dans les états de la république.

Par malheur, les Pisans n'étaient pas gens à se laisser vendre à leurs ennemis héréditaires. Des troupes florentines pénétrèrent bien dans le château de Pise avec la connivence de Boucicaut (30 août, ¹), mais s'en virent expulsées honteusement dans la huitaine (6 septembre). C'était le commencement d'une lutte suprême que Pise allait livrer pour son indépendance, et qui devait faire éclater, avec l'énergique ténacité des défenseurs, la barbarie des assiégeants ².

Cependant, tandis que la guerre, s'allumant en Toscane, fermait, pour le moment, la route de Rome à Benoît XIII, une épidémie de dysenterie qui se vissait à Gênes l'obligeait de rétrograder jusqu'à Savone (8 octobre) ³. Florence, qu'il invitait à seconder ses desseins, refusait de prendre aucune initiative ⁴. Ses ressources s'épuisaient, et il se voyait contraint de frapper

de Florence, t. VI, p. 144, sur cette autorité : « Que un mois après que ils avoient gagné la seigneurie par force, ou autrement, ils se declareront pour N. S. P. le Pape, et furent charger d'y faire obeir les dictz Pisans. Item, que, six mois après la dicta conqueste, si l'esleu de Rome estoit encor en son erreur et y voulsist perseverer que ils fessent atonger de lay faire guerre avec les Francois et Genevois si mestier estoit et si on les en requeroit et manifestement se monstrassent ses ennemis. » — Jean Serravallo, t. III, p. 88, et Guio Capponi lui-même Muratori, t. XVIII, c. 11^{re} se commettent des erreurs analogues.

1. E. Magnien, *Faits et gestes de Guillaume de Neudon*, p. 18, et *Livre des faits*, p. 122, 123.

2. Ferrero, t. VI, p. 359; E. Jarry, p. 339. Cf. de la Roque, p. 21, *Chronica di Giovanni Morelli*, p. 338. Cf. G. Leves-Pontaux, *ibid.*, p. 203.

3. G. Stella, c. 1219, Bertrand Royssel, p. 378, dactylog. communiqué par le H. P. Ehrle.

4. Délibération du 6 novembre 1405, « Nicholaus de Guasconibus pro Cardinali dicit quod si nunciatus pape de Avinionem respoudetur quod, quando prius exprobandi pro hoc marchantur, cum omni fuerit pro amicitia ecclesie possit sumi, et nichil pro hoc exprobandum. — Bonaventura Pithy pro Pisanis in a. super ambaxata pape de Avinionem honoratur aliquo presbitero et postea referatur et consilium, » (Arch. d'hist. de Florence, *Consiglio a pratica*, n° 22, fol. 176 v°.)



d'une nouvelle taxe le clergé de Castille¹. La marche victorieuse qu'il s'était flatté de poursuivre à travers l'Italie menaçait de se terminer dans la Rivière de Gènes.

Nous reporterons bientôt nos regards vers la France, et de ce côté aussi nous constaterons que les circonstances avaient cessé d'être favorables aux chimériques projets de Benoît XIII.

Les deux années qui venaient de s'écouler avaient vu le roi, les princes, le clergé, l'Université même, repentants, prosternés aux pieds de Benoît XIII, solliciter son pardon, implorer ses faveurs, lui demander son amitié. A la soumission du duc de Berry avait succédé la disparition du duc de Bourgogne, par conséquent le triomphe du duc d'Orléans : bonheurs inespérés pour le souverain pontife qui se retrouvait libre, puissant, riche, respecté au dedans, secondé au dehors, vainqueur à tous égards. C'est au lendemain de ce beau succès qu'on eût aimé lui voir combler les vœux de la chrétienté par une abdication d'autant plus méritoire qu'elle eût été plus volontaire. Mais il méconnut tout à la fois les intérêts de l'Eglise et ceux de sa propre gloire. Il ne songea à profiter de son crédit renaissant et de l'appui de la France que pour exécuter cette marche en avant qui devait le conduire à Rome.

On sait jusqu'où eile le mena. Cependant les heures étaient précieuses. La bonne harmonie qui régnait, pour la première et dernière fois, entre Benoît XIII et la maison de France ne pouvait longtemps durer.

1. Bulle datée de Gènes, le 1^{er} septembre 1403, donnant à un chanoine de Burgos de pleins pouvoirs pour contracter de nouveaux emprunts en Aragon et en Castille, les frais causés par la poursuite de l'union ont presque complètement épuisé le trésor de Benoît XIII (Arch. du Vatican, *Reg. Aragon. XLII*, fol. 10 r^o). Vers le même moment, le pape écrivit au chapitre général des Cisterciens pour lui demander sa saluade communication du R. P. Ekele. Le 15 septembre, il s'adresse dans la même dessein à l'évêque de Vannes (Arch. de Loire-Inférieure, t. 16 cass. 36, Bibl. nat. ms. français 707 fol. 51 r^o). Le 16 novembre enfin, en annonçant de nouveau l'intention de poursuivre sa marche à travers l'Italie pour tâcher d'amener l'intens à la raison, — car il ne craint pas d'exposer aux dangers un corps déjà cassé de vieillesse — il charge son trésorier, François, évêque de Mastrique, de lever sur le clergé de Castille une taxe dont il lui laisse le soin de fixer le montant (*Reg. Aragon. XLII*, fol. 26 v^o). Cf. une bulle datée de Savone, le 5 janvier 1404 relative à une difficulté d'interprétation au sujet de la levée d'un subside sur le clergé d'Aragon (*Reg. Aragon. XXXI*, fol. 79 r^o).

CHAPITRE V

NOUVELLE DÉCEPTION CAUSÉE PAR L'ATTITUDE DE BENOÎT XIII

(1404-1406).

Quelque favorable à Benoît XIII qu'ait été la politique de la France durant les années qui suivirent la restitution d'obédience, un observateur attentif ne laissera pas de constater, par moments, des hésitations, des résistances ; il entendra çà et là des murmures, il surprendra comme des mouvements d'impatience : indices révélateurs d'un mécontentement sourd, signes précurseurs d'une nouvelle et définitive rupture.

I

Si, dans l'enivrement de son triomphe, Benoît XIII avait pu croire que la France allait s'en remettre entièrement à lui du soin de pacifier l'Eglise, le sermon que Gerson avait prêché devant lui, à Tarascon, le 1^{er} janvier 1404¹, avait dû déjà lui faire comprendre que tous ne renonçaient pas à penser, à agir, mais que les regards étaient fixés sur lui, et qu'on attendait de le voir à l'œuvre pour le juger². L'orateur était ce même chancelier qui, deux mois plus tôt, l'avait encensé au nom de l'Université de Paris. Celle-ci, à vrai dire, avait, dans l'intervalle, obtenu de lui tout ce qu'elle avait voulu. La différence des deux langages était cependant fort inquiétante. Gerson avait

1. *J. Gersonii opera*, t. II, c. 51-73. Cf. J.-B. Schwab, *Johannes Gerson*, p. 171-173.

2. Vers le même moment, Jean de Montreuil l'avertissait de prendre garde à une nouvelle défection, cette fois définitive. *Amplissima collectio*, t. II, c. 1315.

osé reparler élogieusement du rôle de l'Université; il avait mis un zèle, même indiscret, au-dessus de l'obstination et de l'indifférence. Il avait indiqué qu'aux situations extraordinaires convenaient des remèdes inusités, avait vanté la voie de concile¹, encore plus celle de cession, qui s'imposait, disait-il, dans les circonstances actuelles. En revanche, il s'était élevé contre les « doctrines absolues qui représentaient le pape comme un être omnipotent, pour ne pas dire impeccable, sans le concours duquel aucun concile ne pouvait être convoqué, qui ne devait lui-même être cité devant aucun concile, et auquel il n'était jamais possible de désobéir sans sortir de la voie du salut » Il avait déclaré enfin que repousser l'union ou la rechercher par des moyens inefficaces était tout un, et il rangeait au nombre de ces vains expédients les projets consistant à recourir aux armes, aux anathèmes, voire à la discussion.

Ce discours fit grand bruit². Il détonnait un peu avec la précédente harangue de Gerson. Mais il correspondait — on ne le savait que trop — aux sentiments réels de l'Université. En la remerciant de ses bons conseils, Benoît XIII eut soin d'ajouter qu'ils étaient superflus, attendu que la pensée de l'union ne le quittait point, et qu'il était prêt à faire à l'Église le sacrifice de sa vie. Il exhorta les maîtres à demeurer d'accord entre eux et avec lui-même, leur fit entendre qu'ils devaient s'estimer très contents des faveurs dont il les avait comblés, et, pour l'avenir, promit de leur témoigner d'autant plus de bienveillance qu'ils suivraient ses avis et se consacreront à l'étude, à l'exemple de leurs devanciers³. L'avertissement donné par le chancelier n'en méritait pas moins d'être pris en considération.

1. C'est ce qui fait dire à M. L. Pastor *Geschichte der Päpste*, 2^e édit. an. 1. I, p. 153, que les idées de Henri de Langenstein avaient exercé une grande influence sur Gerson.

2. Après l'avoir entendu, le duc d'Orléans voulut en posséder le texte. Gerson le lui envoya, le 2 janvier, en y joignant de bonnes explications; il semblait surtout desirer de prouver l'orthodoxie de sa conduite. Il a été récemment acquis, latines 1793, fol. 220^r — ms. lat. n. 1. 103 fol. 105^r. Du Boulay t. V, p. 81, *J. Gersonis opera* t. III, c. 71. D'autre part, dans une lettre adressée à Pierre d'Ailly, il se plaint de ce qu'on lui prête les paroles qu'il n'avait point prononcées récemment. latines 1793, fol. 219^r; ms. lat. n. 103 fol. 102^v. *J. Gersonis opera*, t. II, c. 74-75.

3. Je me suis que rassembler une curieuse lettre inédite de Benoît XIII à

Du côté de la cour, autre point noir. Philippe le Hardi n'était plus, mais il avait légué à son fils, Jean sans Peur, son animosité à l'égard du frère du roi et son opposition au parti de Benoît XIII. Bien moins intelligent et plus feugueux que son père, on pouvait craindre que le nouveau duc ne cherchât, un jour ou l'autre, à faire prévaloir dans le Conseil des avis dictés par sa passion. Il nourrissait, dès le début, un sourd ressentiment contre le pape d'Avignon, si j'en crois un récit dont le sens me paraît avoir été quelque peu dénaturé. Vers la fin du mois d'avril, ou vers le commencement du mois de mai 1404, un chevaucheur de Benoît XIII apporte en Brabant ou en Flandre des lettres pour Philippe le Hardi; celui-ci venant de mourir, elles furent ouvertes par Jean sans Peur, qui en témoigna, dit-on, une grande indignation¹. Des historiens ont prétendu que c'était une bulle de Benoît XIII « invitant le duc de Bourgogne à ne plus chercher à intervenir dans le gouvernement du royaume et à en laisser tout le soin au frère de Charles VI². » Est-il besoin de faire remarquer l'in vraisemblance de cette hypothèse? A ne s'en tenir qu'aux renseignements fournis par le chroniqueur, il s'agissait d'une simple lettre massive mentionnant les réponses que le pape avait faites à certaines requêtes de Louis d'Orléans. Quelles étaient ces requêtes? Quelles étaient ces réponses? Peut-être simplement celles qui remontaient au séjour du duc d'Orléans à Tarascon. Bien que Philippe le Hardi eût assisté au retour de Louis à Paris et entendu ses explications, il n'avait peut-être pas bien compris lui-même, et l'on ignorait sans doute encore autour de son fils, à quel point les concessions du pape rependaient mal aux espérances de la cour. La lecture de la lettre de Benoît XIII éclaira peut-être Jean sans Peur sur l'insuffisance des résultats obtenus à Tarascon — j'entends des résultats utiles à l'Eglise ou au

l'Université datée de Tarascon, le 1^{er} février [1404] Bibl. na., nouv. acquis latines 1791 fol. 143 v^o dont la place est toute marquée dans le prochain volume du *Chartularium Universitatis Parisiensis*.

¹ Continuation de la chronique de Baudouin d'Arras (Kervyn de Lettenhove, *Œuvres et chroniques de Flandre*, t. II, p. 422).

² Meyer, *Annales Flandriae*, fol. 230 v^o, Kervyn de Lettenhove, *Histoire de Flandre*, t. IV, p. 122.

royaume - et sur le rôle de dupes que le duc d'Orléans avait fait jouer aux oncles du roi, au clergé, à Charles VI lui-même. Ce s'expliquerait l'« ennui » et le courroux qui s'emparèrent du duc Jean, au dire de la chronique. Il se hâta d'envoyer le contenu du pli qu'il venait d'ouvrir à sa mère, la duchesse douairière de Bourgogne, qui en fut elle-même « amerveillée » et le communiqua, à son tour, au duc de Brabant, son second fils. Au retour du voyage que Jean sans Peur fit en Bourgogne, ils se concertèrent et envoyèrent, pour plus de sûreté, demander au pape confirmation des faits auxquels ils se refusaient à croire. Jean sans Peur, en effet, reçut, sous la forme de deux bulles, expédition du texte des documents pontificaux. Il le conserva par-devers lui, se réservant d'en faire usage quand le moment viendrait. Ce fut, ajoute le chroniqueur, le commencement de la grande lutte qui éclata plus tard entre Louis d'Orléans et le nouveau duc de Bourgogne¹.

Étant donnée cette situation, la moindre circonstance défavorable risquait de troubler l'harmonie existant entre le pape d'Avignon et la cour. La mort de Boniface IX, qu'on ne sut à Paris que vers le 21 octobre 1404, faillit provoquer cette crise. Ignorant que le pape défunt eût déjà un successeur, le roi se hâta d'écrire aux cardinaux de Rome pour leur recommander les envoyés avignonnais, dont il avait appris l'arrestation, et pour les supplier de différer l'élection au moins jusqu'à la venue de ses propres ambassadeurs². L'Université, de son côté, se promit de solliciter l'intervention des princes et Electeurs d'Allemagne³. Elle s'adressa à Benoît XIII, aux Romains, à tous les fidèles⁴. Mais on ne tarda pas à apprendre l'élection d'Innocent VII, et cette décourageante nouvelle ruina, une fois de plus, les espérances d'union. Après l'engagement que semblait avoir

1 Continuation de Baudouin d'Avesnes *loc. cit.*

2 Bibl. nat. nouv. acquis. latines 1793, fol 190 v°, Bibl. de Rouen, ms. 1335, fol 312 r°. L. d'Achery, *Spicilegium*, t. I, c. 601. — La même ms. de la Bibl. nat. (fol 300 r° et v°) contient deux projets de lettre de Charles VI aux cardinaux rédigés avant que fût arrivée la nouvelle positive de la mort de Boniface IX.

3 Délibérations du 21 et du 30 octobre 1404. Denifle et Chatelet, *Influenza Charitatis*, t. I, c. 600. Cf. Ch. Jourdain, *Index chronologique*, p. 313.

4 Bibl. nat., ms. 414, fol 300 r°, 300 v°.

pris Benoît XIII d'abdiquer dans le cas où son rival mourrait, comment la France ne lui en eût-elle pas voulu, dans cette circonstance, de n'avoir pas cherché, ou du moins de n'avoir pas réussi à terrainer le schisme ? De là peut-être le dépit qui expliquerait l'acte du 16 décembre.

Les poursuites recommencées depuis peu par les collecteurs apostoliques avaient causé en France une douloureuse surprise¹. Le clergé du diocèse d'Angers, dans une plainte adressée au bailli de Touraine, rappelle les promesses de 1398 confirmées par l'ordonnance du 29 décembre 1403² : il se gardait d'ajouter que cette dernière ordonnance avait été révoquée par lettres du 9 juin 1404. Mais, chose plus surprenante, le gouvernement lui-même feignit de l'oublier³. Par un mandement, inconnu jusqu'ici, en date du 16 décembre 1404⁴, le roi enjoignit au bailli de Tours, et sans doute en même temps à d'autres baillis et senéchaux, de faire annuler toutes les poursuites intentées pour raison d'annates et de communs services à des ecclésiastiques pourvus durant la soustraction : les collecteurs apostoliques devaient être contraints de se soumettre, au besoin par la saisie de leur temporel, et leurs contestations avec les bénéficiers de France jugées d'urgence au Parlement⁵. Ces lettres, qu'un mémoire rédigé dans l'entourage du pape⁶ dit avoir été publiées de tous côtés par les soins de gens « maintenant », jetèrent le plus grand trouble dans la levée des taxes apostoliques. Présent à la cour, le duc d'Orléans n'avait pas pu ou n'avait pas voulu en empêcher l'expédition.

1. V. deux lettres de Jean de Montreuil (*Amplissima collectio*, t. II, c. 1334, 1345).

2. C'est à ce moment peut-être qu'eut lieu, auprès du roi, une démarche du clergé en faveur de la suppression des taxes apostoliques. Il en est question dans le *Mémoire baillé à M. Andrieu Collin*, « Les prelatz entans en ceste ville l'ont acquiescé suprieur au roy par la bouche du Patriarche et devant son Conseil publicquement. » (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1426).

3. Bibl. nat. ms. lat. 1179, fol. 128 r^o.

4. Un autre mandement, du 4 janvier 1405, expédié sur une plainte du clergé de la province de Tours, enjoint au bailli de Touraine d'annuler les menctions, levées et censures faites par Alain de Veyne, soi-disant collecteur apostolique en la province de Tours, et par Guillaume le Marchand, son sous-collecteur au diocèse de Quimper : ils avaient mis en demeure tous les ecclésiastiques pourvus durant la soustraction de leur payer les « premières fruits » et autres taxes dans les quarante jours, sous peine d'excommunication. Bibl. nat., ms. français 1793, fol. 88 r^o.

5. J'en dois la communication au B. P. Ehrle.

Le pape pourtant eut recours à lui : les élus de Tolède et de Lescar durent lui représenter que, du moment que Benoît XIII, pour soulager le clergé, renonçait au recouvrement d'une partie de ses créances, on eût bien pu lui épargner ce nouvel embarras, il appartenait au prince de supprimer ces obstacles, de faire reprendre leur cours régulier aux levées¹. L'envoi à Paris de l'évêque de Dax et du chanoine de Bayeux, se rattache peut-être à cette négociation². L'affaire paraît s'être terminée par une transaction, sans que le pape eût sur la question de principe : de nouvelles bulles chargèrent d'abord les élus de Tolède et de Lescar, puis Jean d'Armagnac, Jean de la Coste et Lazare Martinuz, de faire enquête au sujet du manque de ressources dont se plaignaient les débiteurs de la Chambre apostolique, d'entrer avec eux en composition et de lever les excommunications lancées contre eux faute de paiement³.

Cet incident n'était sans doute pas encore clos que les efforts de la France pour hâter l'union fournissaient à Benoît XIII de nouveaux sujets d'inquiétude. L'Université de Paris entreprenait de nouer des relations directes avec Innocent VII : elle lui adressant d'abord un de ses bacheliers Pierre de Bruxelles⁴, puis toute une ambassade conduite par Pierre Placoul, à laquelle se joignit un envoyé du duc de Berry⁵. Il s'agissait de recom-

1. Mémoire c. 14 V sous F. Elie, *Aux des Asien des Affirmations non Parpa-*
gah, p. 11.

2. V les copies du pape aux dates du 18 décembre 1401 et du 21 janvier 1402.

3. Bulle datée de Nice le 1^{er} mars 1403, adressée aux élus de Tolède et de Lescar Arch. du Vatican Reg. Avenion XLII Benoît XIII fol. 39^r. Bulles datées de Gènes, le 3 août 1403, adressées à Jean d'Armagnac archevêque d'Auch, à Jean de la Coste, évêque de Chalon-sur-Saône, et à Lazare Martinuz, doyen de Huesca Reg. Avenion XL, fol. 44^r 47^r 48^r. Benoît XIII envoya à ses trois suaves, le 12 octobre 1402, Guilgon Flandrin pour les informer des incidents récents et lui rapporter de leurs nouvelles. Bull. nat., nouv. acqu. latines 1709, fol. 179 v^o.

4. Il présenta à Innocent VII des lettres de l'Université du 2 et du 26 novembre 1404, v. la réponse d'Innocent VII du 17 février 1405.

5. Projet approuvé par le roi et le duc de Berry le 17 janvier 1405. Une délégation présente au duc de Berry le 22 février, les remerciements de l'Université (Dumoulin et Châtelet, *Acta et Chartae Charitatis*, t. I, p. 292, 294, 296). L'ambassade dut se composer de Pierre Placoul, maître en théologie, de Jean Guxet, docteur en décret, de Henri Daigny maître en médecine de Guillaume Beauneveu et d'Arnold Warwick, maîtres ès arts. *ibid.*, p. 295. L'envoyé du duc de Berry dut être M^{re} Jean Arnauld, professeur de théologie. *Amplissima collectio*, t. VIII, p. 1499. — Pour faire face aux frais de cette ambassade, l'Université contracta un emprunt.

monder au pape de Rome la voie de cession. Ce projet parut sourdre aux cardinaux romains, ils firent bon accueil aux envoyés français¹. Mais, en somme, leur réponse et celle d'Innocent VII ne consistèrent qu'à rappeler la convocation d'un concile à Rome pour le Toussaint². Innocent VII reçut les exhortations courtoises du duc de Berry avec une sorte de politesse ironique³. La responsabilité du schisme, dit-il, retombait sur les cardinaux qui, en 1378, avaient élu Robert de Genève; c'est alors qu'aurait pu se produire utilement l'intervention de la France; il était bien fâcheux que les princes ne se fussent pas souvenus de cette époque des exemples de leurs ancêtres⁴. Bien que l'Univer-

su d'ici de Jean Petit (Bourgeois du Châtenet, *Nouvelle histoire du conseil de Constance*, Preuves, fol. 218 v°).

1. « Quant nous alumes à Rome, disoit Pierre Placul, le 15 décembre 1400, par le port de l'obédience par delà nous avoies passage tres legierement et bonement, et nous faisoient moult de faveurs, et diement. Il venoient pour l'union de sainte Eglise, l'on les doit bien omer etc. Item le college du port delà nous a tres volentiers (sic), et lors/est cession tres grandement, et disoient que ceulx de par dechà devroient avoir l'honneur en ceste matiere et poursuite, à eulx d'embourser ». Bibl. nat. ms. français 2247a, fol. 25 r°, et Bourgeois du Châtenet, op. cit., Preuves, p. 367.)

2. Lettres cat. de Rome le 17 février 1405. Arch. nat. L. 219 n° 4 et 5 et 6. Bib. nat. ms. latin 1751 fol. 172 v° 173 r° nouv. acqu. latines 1793 fol. 700 r°, 1^{re} édit., t. V p. 14. L. d'Arberry *Spicilegium* t. I p. 261. *Reliquiae de Sa. Al. Longi* t. I l. p. 720. Le traducteur de Augustin dans le fort du 18 mars est latin, qui est du 11 des calendes de mars. Cf. un discours de Jean Petit du mois de novembre 1405 (Bourgeois du Châtenet, op. cit., Preuves, p. 112.).

3. La lettre du duc de Berry à « Léon » que les Romains et plusieurs autres appelaient Innocent VII « avait été remise à M. Jean Arnaud. Le duc sembla y croire que Benoît XIII s'en était réellement fait offrir à Boniface IX d'abdiquer, et que ses offres avaient été repoussées par le pape de Rome, il constatait que les dispositions d'Innocent VII, à son jugement, concordèrent mieux avec les bonnes intentions de Benoît XIII (Bibl. nat., ms. latin 17512, fol. 36, nouv. acqu. latines 1793, fol. 904 r°; *Amplissima collectio*, t. VII, c. 605). Nul doute que ce ne soit là la lettre dont parle le *Religieux de Saint-Denis* (t. III, p. 269). Le chroniqueur se trompe seulement en supposant que le duc de Berry ne l'écrivit qu'après que la première réponse d'Innocent VII (du 17 février) fut parvenue à Paris, c'est-à-dire après le 1^{er} avril 1405. Cf. *les Rois de France* t. V p. 111. En effet, cette lettre parvint elle-même avant le 22 avril 1405 à Innocent VII, qui y fit réponse à cette date. Elle dut être écrite vers le 22 février, au moment où, comme on l'a vu, une ambassade du duc de Berry se rendait à celle que l'Université faisait partir pour Rome.

4. La réponse d'Innocent VII au duc de Berry se trouve sans date dans le ms. lat. 17512 fol. 20 v° de la Bibl. nat. Elle est publiée d'après ce ms. dans l'*Impressum extrinsecum* t. VII c. 70¹ mais sous la date du 22 avril 1405 dans le ms. des Rois de France acquis le ms. 1751 fol. 171 r°. Le *Religieux de Saint-Denis* qui en a tiré une partie dans sa chronique t. III p. 271, lui assigne aussi le date de mars 1405 et cette des lettres conclues en termes ambigus qu'Innocent VII

sité de Paris plus satisfaisante qu'il ne convenait¹, au fût, le 26 avril, rendue au Parlement et, parlant des « bonnes nouvelles » reçues de l'antipape, « eût eshorté la cour à joindre ses efforts aux siens pour obtenir du Conseil une démonstration décisive² » bien qu'elle eût communiqué les premières lettres d'Innocent VII aux princes et eût représenté au duc de Berry que c'était le moment, ou jamais, d'agir³, toutes ces démarches ne semblent pas avoir beaucoup profité à l'union. En revanche, elles eurent pour effet incontestable d'ébranler la confiance qu'inspiraient les récits de Benoît XIII⁴. Dans les lettres reçues de Rome, le rôle joué par les ambassadeurs du pape d'Avignon était retracé d'une façon fort peu conforme à la version répandue jusque là en France. Beaucoup de seigneurs et de clercs furent dès lors convaincus que, en les cardinaux romains ne s'étaient pas arrêtés à

adresser à Jacques, évêque de Florence, à Jacques, évêque de Pisone, et à Luc de Lorde des Humides Humilis, t. VIII p. 137. La leçon « Que tamen convenire in hoc, arbitramur omnia bene processura, » fournie par le *Reliquens* et par le ms. 1793 des nouv. acquis, latines, est évidemment meilleure que la leçon « arbitramur, » donnée par le ms. latin 12542, qui impliquerait de la part d'Innocent VII l'approbation de la voie de conférence. — Cf. une allusion à cette réponse d'Innocent VII dans un discours de Pierre d'Ailly du 11 décembre 1404 (Bibl. nat., ms. français 13126, fol. 34 v°).

1. Jean de Montreuil, au contraire, éprouve un sentiment de vive déception à la lecture de ses lettres, qu'il qualifie de duplionnes et d'injurieuses (*Amplissima collectio* t. II, c. 1126).

2. Il ne s'agissait encore que des lettres d'Innocent VII et des cardinaux du 17 février présentées à l'Université par Pierre de Bruxelles le 21 avril 1405 (Du Boulay t. V p. 111, cf. Denifle et Châtelet, *Ancientum Cartularium*, t. I, c. 391). — Un maître en théologie de l'ordre des Augustins prit la parole devant le Parlement (*Journal de Nicolas de Baye* t. I p. 131). — Le *Reliquens de Sacal Dengs* (t. III p. 246) prétend que la lettre d'Innocent VII fut apportée de Brabant. Il doit y avoir là une confusion à laquelle aura donné naissance le nom du messager, Pierre de Bruxelles.

3. Minute d'une lettre au duc de Berry rédigée dans l'assemblée générale du 10 mai 1405 : « Pour ce que nous tenons fermement que, en continuant le bon et saint propos que vous avez toujours eu à l'union de nostre mere sainte Eglise, vous aiez très ardent desir et parfaite volenté à l'extirpacion de ce doloureux poison, nous envoions par devant vostre très noble et très haulte seigneurie, M^{re} Jehan le Petit, docteur en theologie, pour exposer certaines nouvelles qui nous ont este magnifiques apertices de Rome par ung certain et veritable message que nous avons envoié par delà. Et si vous envoiez les copies des lettres que nous apertices par ce ky message, par les quelles apert qu'il est temps et necessité de labourer à la dite union de sainte Eglise, nous le fuis. » (Arch. nat. M 62^b n° 41.)

4. Jusque là on était resté sur l'excellente impression qu'avait produite en France l'envoi à Rome de Pierre Ravat et de ses compagnons (v. une lettre de Jean de Montreuil, *Amplissima collectio*, t. II, c. 1331).

l'idée de surseoir à une élection nouvelle, la faute en devait être surtout imputée à la mauvaise volonté des envoyés de Benoît XIII¹.

Celui-ci, d'ailleurs, ne manquait aucune occasion d'accroître l'irritation des clercs. A ses réclamations d'arriérés succédaient des demandes de subsides extraordinaires. Le clergé voyait avec peine les préparatifs belliqueux qui motivaient ces exigences : « Casque et étendard vont mal ensemble, écrivait Jean de Montreuil ; et Mars, dieu de la guerre, est un triste compagnon pour le vicaire de Jésus-Christ². » La décime imposée en vue du voyage d'Italie atteignit les Bénédictins, les Augustins, les Trinitaires, les Prémontrés, les membres des ordres militaires, les suppôts des Universités, toutes catégories de clercs exemptes d'ordinaire de pareilles taxes³. Dès le 6 mai, l'Université de Paris écrivait au duc de Berry : « Nous envoions par « devers vous M^r Jehan le Petit... aussey pour vous expo-
« ser un tres grand grief, à nous importable, du disisme que les
« gens de Nostre saint Pere ont imposé, ou quel ilz nous vuellent
« comprendre⁴. » Puis une délégation s'en vint trouver les princes et, rappelant les sacrifices que l'Université s'était imposés de son plein gré, protesta contre la violation de ses privilèges. Les ducs, après avoir fait d'abord la sourde oreille — l'abbé de Saint-Denis insinua qu'ils avaient des raisons personnelles de ne point vouloir rogner le produit de la décime, — finirent par donner gain de cause aux exempts. L'Université se crut victorieuse. Toutefois, tenant à montrer que le soin de sauvegarder ses droits, plus que l'amour de l'argent, lui avait dicté sa plainte, elle se cotisa pour réunir une somme de 2 000 écus, qui lui servit à envoyer une députation à Gènes. Mais Benoît XIII se serait passé volontiers du concours des universitaires : leur démarche ne lui inspira nullement la pensée de les tenir quittes du payement de la décime. Les collecteurs continuèrent donc, ou

1. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 250, 254. — Jean de Montreuil lui-même, bien qu'il essaye de prendre la défense de Benoît XIII, avoue que ce pontife n'a pas été exempt de tiédeur dans cette circonstance (*Amplissima collectio*, t. II, c. 1280).

2. *Amplissima collectio*, t. II, c. 1334.

3. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 234.

4. *Arch. nat.*, M 61^b, n° 41.

du moins recommencèrent à poursuivre les exempts, sans tenir compte des mandements contraires expédiés par la royauté. Il en résulta qu'au mois de novembre 1405, l'Université, de dépit, suspendit ses leçons. Cette grève s'étendit même aux prédicateurs que d'ordinaire elle fournissait, durant l'Avent, aux églises de Paris. Grand scandale, affichage de placards insolents jusque sur les vantaux des portes de Notre-Dame, vaine démarche du duc d'Orléans (24 décembre) : on ne le croyait plus, lorsqu'il parlait maintenant de défendre les privilèges des universitaires¹. Enfin, à la faveur d'un retour momentané du roi à la santé, les maîtres obtempérèrent, vers la fin du mois de janvier 1406, que les gens de Benoît XIII, à moins d'ordres contraires, les laisseraient en repos jusqu'au 25 décembre. Il y eut, à ce sujet, lettres expresses de roi, dont la mauvaise humeur du duc d'Orléans ne réussit qu'à retarder un peu l'expédition².

Depuis longtemps, Jean sans Peur — il importe de ne point l'oublier — avait fait son entrée sur la scène politique. Sa prise d'armes, sa marche sur Paris, l'enlèvement du Dauphin, ses protestations publiques contre le mauvais gouvernement du royaume avaient rempli les mois d'août et de septembre 1405. Le duc d'Orléans, au même moment, armait de son côté : l'on s'était cru à la veille d'une guerre civile. Le premier effet de ces troubles avait été, l'on s'en souvient, le rappel du roi de Sicile Louis II d'Anjou, sur lequel Benoît XIII comptait pour l'escorter dans sa marche sur Rome. Menacée, combattue, l'autorité du duc d'Orléans qui était fort mal en particulier avec l'Université de Paris³ n'allait plus pouvoir s'exercer aussi efficacement que par le passé au profit de Benoît XIII⁴.

1. La cessation des cours et des prédications se prolongea pendant dix semaines et les lettres d'appel de l'Université du mois de janvier 1407, *Thesaurus novus interdictorum*, t. II, c. 1203.

2. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 334, 351, 354.

3. Au mois de septembre 1405, une délégation de l'Université fut fort mal reçue, à Melun, par le duc d'Orléans. Le fameux discours *Veni rex*, prononcé par Gerson le 7 novembre, attaquait avec une audace étrange les procédés tyranniques du duc d'Orléans. Au contraire l'Université était en bons termes avec le duc de Bourgogne qui l'avait félicitée, au mois d'août, de son dévouement au roi, et qui inscrivait dans son programme de réformes le dégrevement du clergé. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 312-314, 346, Monstrelet t. I, p. 112, 114, 121, *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 139, H. Denifle, *Caerulmarium Universitatis Parisiensis*, t. IV, n° 1619. *J. Gersonii opera*, t. IV, c. 303.

4. Il faut ajouter pourtant que, le 1^{er} décembre 1405, une alliance étroite fut

Ces inquiétudes, ces impatiences qu'on éprouvait en France, d'autres pays les partageaient. Le roi de Castille remit en avant, sur ces entrefaites ¹, et soumit à la cour un projet qui rappelait la tentative de 1397 ². Il s'agissait de l'envoi d'une double ambassade française et castillane pour sommer les deux papes d'abdiquer simultanément. S'ils acceptaient tous deux, on leur ferait confirmer cette promesse par bulle, puis procéder sans retard à la double cession. Si Benoît XIII était le seul à y consentir, les deux rois s'occuperaient — en ne nous dit pas par quel moyen — de le faire reconnaître dans toute la chrétienté. Si, au contraire, Innocent VII se montrait seul raisonnable, c'est à lui que se rallieraient la France et la Castille ³. Cette façon de procéder, qui n'était point très juridique, eût, en d'autres temps, soulevé de véhémentes protestations. Le *Religieux de Saint-Denis* prétend qu'elle plut aux princes — si grande était la hâte qu'on avait d'en finir, — et que, sans le manque d'argent, on eût organisé tout de suite une ambassade qui se fût jointe aux Castillans pour mettre à exécution le plan de Henri III ⁴.

Il y avait cependant peu de chance de faire aboutir une telle négociation. Les ambassadeurs de l'Université envoyés auprès d'Innocent VII avec une mission analogue revenaient alors

conclue entre le duc d'Orléans, Isabeau de Bavière et le duc de Berry. — C'est à cette circonstance peut-être que Simon de Cremona dut d'être relâché, le 11 décembre 1405, conseiller du duc d'Orléans.

1 Peut-être n'en était-il d'abord ouvert aux Florentins. V. une délibération du 18 mai 1403 : « Quod oratores regis Ispalie honorantur, et quod respondeatur bonis verbis nos esse dispositos, tamen nichil dicendo quo Commune obligetur. Quod oratoribus regis Spanie respondeatur quicquid alius fuit responsum oratoribus Francie. » (Arch. d'État de Florence, *Consulti e prediche* 87, fol. 130 v°).

2 Cette communication d'après le *Religieux de Saint-Denis* (t. III p. 311), fut faite, de la part du roi de Castille, un mois avant le retour des universitaires qui avaient été envoyés en ambassade vers Innocent VII. Or le 30 février 1406 il n'était pas encore question de ce retour. Denifle et Châteauneuf, *Auctarium Chartularum*, t. I, c. 905. Mais, quand Benoît XIII fit partir pour Paris le cardinal de Châtant, qui parvint en cette ville avant le 11 avril 1406, il savait les universitaires de retour. Ils durent donc rentrer à Paris au plus tard vers la fin du mois de mars 1406, et la communication du roi de Castille dut avoir lieu vers le mois de février.

3. Bibl. de Rouen, ms. 1396 fol. 36 r°, *Thesaurus rerum anecdotorum*, t. II, c. 1171.

4 T. III, p. 406.

la paralysie dont Innocent VII venait de ressentir une première attaque avait, au dire du même chroniqueur, été regardée dans la curie comme un châtement de son indifférence. Cependant un si petit nombre de prélats avait répondu à son appel que le concile qui devait se tenir à Rome, à la Toussaint, avait dû être prorogé d'abord au 11 novembre, puis au mois de mai 1406¹. Bref, les deux papes rivaux éprouvaient autant d'éloignement l'un que l'autre pour le projet de concile, qui de jour en jour reprenait plus de faveur en France.

C'est alors que, sentant l'irritation grandir, Benoît XIII essaya de conjurer le danger en accréditant près de Charles VI un de ses nouveaux cardinaux². Mais Antoine de Chalant, à son entrée dans Paris, n'obtint pas les honneurs réservés d'habitude aux légats du saint-siège. Il attendit plusieurs semaines son audience. Une démarche que, dans l'intervalle, il fit près du duc de Berry tourna à son désavantage. Comme il s'efforçait de dissuader le prince de prêter l'oreille aux conseils de l'Université, « ramasseurs de pédants bavards et de fous tapageurs, » l'oncle du roi lui ferma la bouche par cette réplique : « C'est à vous autres, cardinaux, qu'il ne faut plus donner audience, vous

vers ce moment, un ouvrage sur le schisme qui se trouve à la Bibl. du Vatican (ms. lat. Vatic. 9177, fol. 1-21). Il croyait savoir que le pape désirait connaître son avis, d'autant qu'il avait longtemps conversé avec les ciémevins, ayant été forcé par des persécutions de chercher un refuge en Arignon et Ughelli, *Italia sacra*, t. I, c. 703) ce n'est qu'après la mort de ses ennemis qu'il avait pu revenir en Italie. Or, tout en approuvant la voie de compromis, et surtout celle de concile, Nicolas de Bellona remarquait qu'on ne pourrait la faire accepter des « schismatiques, » et que, par conséquent, le mieux eût été de suivre la voie de cession. Innocent VII par là ferait preuve d'un grand esprit de charité. L'auteur italien ne se distinguait de la plupart des Français d'alors qu'en ce qu'il reprochait hautement la soustraction d'obédience. (Sur lui, v. Fabricius, ed. de 1754, t. V, p. 193, et Sbarra, *Supplementum ad scriptores brevis ordinis S. Francisci*, 1806, n-fol., p. 555.)

1. Rimaldi, t. VIII, p. 119; Giobellani *Personae*, p. 124; *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 340, discours de Jean Paul (Bourgeois du Châteaufort, Freuxes, p. 112); H. Fink, *Zum Koncilprojekte Innocenz VII*, dans *Nömisches Quartalschrift*, 1892, p. 482.

2. Benoît XIII, quand il fit partir son légat, devait savoir, d'après le *Religieux*, que les universitaires étaient de retour. Mais la vérité est qu'il avait résolu depuis longtemps l'envoi d'Antoine de Chalant : les pouvoirs de ce légat remontent, en partie au 7 janvier 1406 (communication du R. P. Ehrle). Le cardinal parvint à Paris certainement avant Piquet (11 avril). V. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 340.

« qui, comme des aspics, vous bouchent les oreilles ¹, et ne vous-
 « les pas entendre parler de cession. L'union est le moindre de
 « vos soucis : vous ne songez qu'à vous enrichir aux dépens du
 « royaume ² »

Quand enfin le cardinal put se faire entendre devant la cour
 (29 avril 1406), les éloges qu'il décerna au pape d'Avignon, les
 accusations qu'il porta contre le pontife de Rome, les aigres
 reproches qu'il adressa aux calommateurs de son maître, ses
 vagues ouvertures au sujet de la célébration possible d'un con-
 cile et ses allusions beaucoup plus claires au désir de Benoît XIII
 de marcher sur Rome avec l'aide des princes produisirent un
 effet d'autant moins favorable que l'assistance attendait, au
 sujet de la cession, une déclaration précise ³. Je doute que beau-
 coup de gens se soient laissé convaincre par le discours du légat
 que leur devoir était, dans l'intérêt de l'union, de rester fidèles
 à Benoît XIII. En revanche, l'audience accordée à Antoine de
 Chailant fournit à l'Université une occasion pour demander à
 être entendue à son tour. Les princes, après s'y être quelque
 temps refusés, donnèrent audience aux maîtres entre le 15 et le
 18 mai ⁴.

Dans l'intervalle, l'Université avait adopté, en assemblée plé-
 nière, les conclusions les plus graves. En dépit de l'ordonnance
 du 28 mai 1403, qu'elle considérait comme non avenue, elle

¹ Ps. LVII, 3.

² *Reliquies de Saint-Denis*, t. III, p. 346, 347. — M. E. Jarry (*La vie politique de Louis de France*), p. 217, est tenté d'attribuer à cette maladroite insistance du légat la défense qui fut faite, le 21 avril 1406, de publier les bulles d'indulgences accordées par Benoît XIII pour la croiserie contre Bajazet.

³ *Reliquies de Saint-Denis*, t. III, p. 372, 373 : appel de l'Université du mois de janvier 1407 *Thesaurus notus anedotum*, t. II, c. 1301. V. Fârté *Ann. des Actes des Affranchis von Perpignan*, p. 54. Cf. un discours de Jean Petit du mois de novembre 1406 : « Il a envoyé par-deçà M. le cardinal de Chailant et credebamus qu'il apportast le pais de cession, mais n'y touchoit que de bien loin avec une multitude de conditions impugnées par plusieurs fois par l'Université, et, à parler brief, il a apporta riens qui vauast. » *Bibl. nat., ms. franq.* 21124, fol. 33 v°. *Manuscrits du Chancelier*, Preuves, p. 116.

⁴ Le 15 il y eut une messe de l'Université « ad audiendum relacionem propositionis facte coram dominis in facta Unione Ecclesie » (Deslisle et Châtelain, *Antiquarium Chantabrie*, t. I, c. 92b). D'autre part, le *Reliquies de Saint-Denis* (t. III, p. 374) assigne à cette audience la date du 17 mai. Mais, quelques jours plus tard, le 7 juin, Jean Petit fit allusion au discours qu'il avait prononcé devant les princes le « samedi avant l'Ascension », c'est-à-dire le 16 mai (Arch. nat., X 4 4787, fol. 261 v°).

estimait que la soustraction d'obédience légalement prononcée le 27 juillet 1398 n'avait pas cessé de produire ses effets. En conséquence, elle se regardait et regardait les sujets du royaume comme dégagés de tout devoir d'obéissance envers Benoît, en qui, d'ailleurs, elle dénonçait un schismatique opiniâtre. Telle est la thèse qu'elle enjoignit à son orateur, Jean Petit, de développer devant la cour.

Fut-ce timidité, ou l'effet de quelque avis parvenu au dernier moment et émanant d'un haut personnage? Jean Petit ne se sentit pas le courage de remplir sa mission à la lettre. Il se borna, devant les princes, à prouver la nécessité de « maintenir » la soustraction d'obédience, de condamner la fameuse épître de l'Université de Toulouse et d'affranchir l'Eglise de France des exactions de la cour de Rome. L'Université le blâma d'avoir ainsi atténué sa pensée et ne lui pardonna qu'à la condition qu'il réparerait lui-même cette défaillance ¹.

Cependant, tirailles en sens contraires, les princes finirent par déférer au Parlement une des questions soulevées par l'Université de Paris ². Une délégation conduite par Pierre Cauchon put présenter à la cour, le 27 mai, deux lettres de Charles VI mandant au Parlement de faire justice à l'Université et au procureur d'roi de « certe nne espître injurieuse faicte et envoyée par l'Université de Tholouse dès le temps de la substruction en la deshonneur du roy, de son Conseil, de son royaume et de ladite Université ³ ». C'était, sous prétexte de punir un prétendu délit commis quatre ans auparavant, soumettre à des juges séculiers la question même de la soustraction et la façon dont le procureur

1. Jean Petit lui-même fournit ces renseignements dans son discours du 13 décembre 1406 (Bourgeois du Chastellet, *op. cit.*, Drouven, fol. 228 v^o) et dans celui du 7 juin : « Pour quoy l'Université, qui veult estre constant, a eschü simpliter et calhegorice la substruction, en laquelle demeure, et en l'estat qui estoient paravant l'obéissance rendue. Et dit qu'il avoit esté chargé de ce dire, proposer et requérir d'y estre conservé. Or quil proposa devant nosseigneurs, comme dit est. Mais pour ce qu'il ne le dist pas lors si absolument, dont fu repris en l'Université, et en a esté tenu pour cause. Et l'enduc certaine cause qui à ce le mot et par ce aussi que presentement proposeront et diront ce que dit est, c'est essayer qu'ils tiennent la substruction simplement et absolument. » Arch. nat. X¹ 4¹ v^o, fol. 261 v^o Cf. P. Lohé, *op. cit.*, p. 15.

2. *Religion de Saint-Denis*, t. III, p. 3¹4.

3. *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 137.

du roi appuyait la demande prouvant assez que la royauté inclinait vers une condamnation, ce qui revenait à justifier la politique suivie durant les années 1398 et suivantes. Aucune démarche ne pouvait être plus significative et plus menaçante.

II

Les débats commencèrent dès le 27 mai 1406, devant les deux chambres du Parlement, auxquelles s'étaient joints pour la circonstance des maîtres des requêtes de l'Hôtel et un certain nombre de prélats ¹. Après un long discours en latin de Pierre Plaoul, qui compara les deux pontifes à Nabuchodonosor et énuméra les avantages de la soustraction d'obédience ², Jean Petit demanda et obtint fixation à huitaine d'une audience où il pourrait expliquer le caractère injurieux de l'épître toulousaine et les graves sujets de plainte que l'Eglise avait contre Benoît. Les orateurs furent invités à parler désormais en français, et la cour se montra toute disposée à citer les témoins qui lui seraient désignés par l'Université ³.

Pierre Plaoul reprit la parole, en effet, le 7 juin, devant une assistance encore plus nombreuse ⁴. Il traita les auteurs de l'épître toulousaine d'ennemis de la foi, de « tourbeurs, empescheurs et rebelles contre le bien publique et union de l'Eglise, » et, entreprenant de discuter leur thèse il prétendit prouver que leur interprétation des canons était « charnelle » et « bestiale. » De tous ses raisonnements je ne citerai que celui-ci. Les

1. *Journ. de Nicolas de Baye*, t. I, p. 157.

2. Arch. nat., X 1° 4787, fol. 354 r°-355 v°. « Sicut Jherusalem erat destructa per Caldeos et regem Nabugodonosor, ita Ecclesia per contentiones de papatu... »

3. *Journ. de Nicolas de Baye*, t. I, p. 157, 158.

4. Le *Religieux de Saint-Denis* (t. III, p. 376) note la présence des ducs, et l'arrêt du 17 juillet 1406 semble bien indiquer que les ducs d'Orléans et de Bourgogne se trouvaient dans l'assistance (Arch. nat., X 1° 53, fol. 248 v°). La veille pourtant avaient été célébrés, à Compiègne, en la présence de ces deux princes, les mariages du duc de Touraine avec Jacqueline de Havière et de Charles d'Orléans avec Isabelle de France (Munstrelet, t. I, p. 129, et E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*..., p. 335).

Toulouse ne avaient objecté qu'on pourrait retourner contre le roi le principe de la soustraction d'obédience. Le roy, reprit « Pierre Plaoul, a autre habitude à son peuple que n'a le pape à l'Eglise. Le roy est seigneur de ses subgies ; mais le pape n'est pas seigneur de l'Eglise, mais menestre. Car l'Eglise est confirmée en l'oy, en laquelle elle n'erre point. Mais le pape puet errer. Oultre, le roy n'est pas subget au peuple, mais le pape est subget à l'Eglise, car il est par election et non par succession... »

Chargé de parler ensuite, c'est-à-dire après Pierre Plaoul et avant l'avocat du roi Jean Souvenel, le trop fameux Jean Petit se compare modestement à un âne placé entre deux anges, ou mieux à une rose attelée entre deux forts chevaux². Mais on aurait tort de s'en rapporter à cette humble appréciation de son mérite oratoire : tant par la vivacité de la forme que par la hardiesse du fond, Jean Petit prit à tâche de racheter sa défaillance du mois de mai précédent³. L'appui du ministère public ne lui suffisait pas : il invita les princes à se porter parties civiles dans le procès, sous prétexte que, si les Toulousains avaient gain de cause, il faudrait exhumer le corps du duc de Bourgogne Philippe le Hardi comme on avait jadis, pour le même motif, privé de sépulture chrétienne le corps du comte de Toulouse Raymond VI de Saint-Gilles⁴. Fort adroitement, il mit le duc d'Orléans hors de cause, en suggérant que le prince avait

1. Arch. nat., X 1^{re} 1787, fol. 359-361. — Ce discours et les suivants se sont analysés par le *Religieux de Saint-Denis* (t. III, p. 376 et sq.) que d'une façon fort peu exacte. Cf. F. Auzer, *L'Université de Toulouse devant le parlement de Paris*, dans les *Mémoires de l'Académie des sciences, inscriptions et belles-lettres de Toulouse*, 1869, p. 169 et sq.

2. « Dit que il est chargé de proposer entre M^r Plaoul, docteur en théologie et M^r J. Juvénat, advocat du roy comme s'il estoit ne s'en entre y enges pour quoy s'achabist car avant ce qu'il sceust rien et qu'il n'estoit que un bec jaune, Plaoul estoit l'un des grans clers de Paris, et le licencien en ars, et eust estoit jà Juvénat nomble homme... Et dit qu'il est comme le nouveau cheval que l'on met ou milieu... » Arch. nat., X 1^{re} 1787, fol. 361 v^o.

3. Plus tard il fut allé développer le même thèse devant les princes à Troyes. « Et apres en pendance de ce que, en avoye fait devant messigneurs les ducs il me fut enjoin de le aller proposer devant eulx à Troyes, en Champagne. Et là le fis, comme il me estoit enjoin... » Bibl. nat., ms. français 23428, fol. 360 v^o, *Bourgeois du Chastenet Preuves*, fol. 224 v^o.

4. « Faudroit deffoier le duc de Bourgogne, comme l'en fit jadis un duc de Tholouse pour l'eresie du païs et des Anglois que sustenoit... »

fait tout ce qui était en son pouvoir. Mais il montra que les promesses de 1103 n'avaient point été tenues; et, comme, suivant lui, la restitution d'obédience, faite d'ailleurs sans le concours du clergé, avait eu un caractère conditionnel, il en conclut qu'elle devait être regardée comme nulle et que le royaume se trouvait toujours légalement soustrait à l'autorité de Benoît XIII. Afin de rassurer les consciences scrupuleuses contre l'éventualité de nouvelles excommunications, il rappela que l'Université avait interjeté appel au futur pape unique ou au concile universel. Il réclama l'annulation de toutes les bulles où Benoît XIII parlait de « note d'infamie » à effacer chez les prélats pourvus durant la soustraction, d'offense à pardonner, de miséricorde à exercer envers les sujets du royaume, et exigea la laceration des registres qui contenaient des expressions aussi injurieuses pour la France, il voulait que le pape déclarât publiquement qu'il n'entendait point « noter le royaume d'infamie ¹. » Enfin, comme le Conseil du roi et même le Parlement comptaient un certain nombre de membres prisonniers par Benoît XIII, il demandait que ceux-ci fussent exclus des délibérations où serait agitée la question des exactions pontificales ².

Ce dernier sujet est celui sur lequel il s'étendit le plus, et, comme les mêmes plaintes se retrouvent dans d'autres discours, un peu postérieurs, de Jean Petit ³ et dans plusieurs mémoires rédigés vers la même époque, il est facile, en complétant ces documents les uns par les autres, de reconstituer les principales

1. « Et, outre, pour ce que le Pape note d'infamie les prelatz que conforme, en sa bulle où il dit : *Notam infamie si quam, etc., et alibi. Apud regnicolas magis misericordiam quam jurisdictionem exercere solent, offensam remittimus, et si libere en une bulle où il dit que, de grace especial, ne fera mention de la substruction, requerront que lez bulles soient recuës et soit faicte declaration que le Pape ne veut point noter le royaume d'infamie; ne entretenir et soit aboli et destruit le registre de court de Rome qui de ce note fait mention. »*

2. « Et pour ce que aucuns qui sont familiers et pensionnaires du Pape sont du Conseil du roy, meisme ceuz qui requerront que ne soient point au conseil ou les traictiers desdictes pecunes. » (Arch. nat., X^e 47⁸¹, fol. 361-364.)

3. Discours du 8 septembre 1561, fol. 423-428 et du mois de novembre 1566 (Bourgeois du Guastenet. Preuves, p. 115. *Memoire baillé à M^r Andrieu Colas* (Bibl. de Rouen, ms. 1358, fol. 11-17, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1419-1425. *Grammatica au roy de quibus multa conqueruntur de Papa* (Bibl. de Rouen, ms. 1356, fol. 36-37.)

critiques que le clergé de France adressait, vers 1406, aux procédés financiers de la Chambre apostolique.

Annates, communs et menus services, dîmes, procurations, dépouilles, ces divers prélèvements sur la fortune ecclésiastique continuent de s'opérer non sans soulever des objections d'autant plus vives qu'on se rappelle les temps, relativement peu reculés, où ils ne se produisaient pas encore, du moins de cette façon continue. Il arrivait, rapporte Jean Petit sans doute avec quelque exagération, que, le pape réclamant la première année du revenu d'un bénéfice, la seconde année était revendiquée par les héritiers du défunt, et la troisième par l'église que desservait le titulaire, en sorte qu'il ne passait quatre ou cinq ans avant que le nouveau bénéficiaire touchât un sol de sa cure ou de son onneficat¹. Les prélats ou abbés ne pouvaient se libérer envers la Chambre apostolique sans vendre ou engager une partie des biens de leurs évêchés, de leurs convents : on citait un abbé de Saint-Germain-des-Prés qui avait dû céder à Martin Double pour toute la durée de sa vie, de celles de sa femme et de son fils, le plus bel « héritage » de l'abbaye², et l'abbaye de Clair-

1 « Quant aux vacans, n'a pas vuz mesmes furent introduit, et requierent le pape & au roy et aux seigneurs temporels que par .ij. ou .iij. ans eussent ledits vacans. Et dura ceste mesure par intervalles jusques au roy Philippe le Bel les prelatures et grans et hautes dignités, non pas en cures ne en canonicats. Et puis le roy Philippe le Bel, se frequenta de plus en plus, et tellement que mesme le pape indument prent toutes les premières années le tiers la seconde et l'église ou ledit bénéfice ou canonicat est la tierce, et avant qu'il est avant .iij. ou .v. ans que le bénéfice ait mesmes parquoy les bénéfices demourerent vagues et meservies » (Arch. nat., X 1-4787, fol. 361 v°.) — Il est été juste d'ajouter que les annates, de même que les dîmes, avaient été réduites de moitié par Urbain V et que la sanction de cette réduction n'avait point cessé de se le rappeler, de lui pourtant dans le *Memoire baillé à M^r Andrieu Colin* : « En verité, l'en prouveroit bien par gens bien notables que les finances que on lieve en ce royaume et en Dalphiné montent plus que ne faisoient au temps de pape Clement le .vij.^e ne de Innocent ne de leurs predecesseurs toutes les revenues de l'Eglise universal. »

2. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1430 : « Et Dieu scet... quantes abbates et quantes priores, où il vouloit avoir grant quantité de religieux, ou d'aïen au jour d'ui nuls ou bien peu. Et sont les ediffices cheus en grant ruine, et les heritages deserts, tellement que c'est grant erreur de voir le grant desolacion de ce royaume. » — Cf. un discours de Pierre le Roy du 4 décembre 1404 : « Deux sont courraient une abbaye qui est assés près de cy en est gouvernée » (Bourgeois du Chantrel, *Preuves*, p. 175.)

mêmes prélatures. Il avait donc intérêt à prolonger la durée des vacances : on était, entre autres, les évêchés de Béziers et de Sarlat comme se trouvant depuis longtemps privés de leurs titulaires¹.

Sous prétexte qu'ils étaient obligés de convertir l'argent qu'ils recevaient en une autre monnaie telle que les florins de Chambre, les officiers du pape exigeaient, pour le change, des sommes excessives. Ils y trouvaient tellement leur profit qu'ils refusèrent, un jour, de prendre l'argent d'un clerc qui offrait de s'acquitter avec des florins de Chambre : ce n'était pas, disaient-ils, une monnaie qui eût cours en France. La vérité est qu'ils réduisaient l'or de France en lingots qui, transportés hors du royaume — perpétuel crève-cœur pour les sujets du roi, — servaient à la fabrication de la monnaie plus faible dont faisait usage le saint-siège².

L'obligation de restituer au pape les revenus inducement perçus durant la soustraction d'obédience semblait particulièrement dure aux bénéficiers, ils devaient au moins s'entendre à ce sujet avec la Chambre apostolique : s'ils mouraient avant d'avoir réglé cette question, l'usage, dans le midi, était qu'ils fussent privés de sépulture chrétienne tant que leurs héritiers n'avaient pas composé à leur place³.

1 *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1421. Cf. ms. 1326 de Rouen, fol. 28 r., *Amplissima collectio*, t. II, c. 1331, Bougeois du Chastenet, Preuves, p. 113 et 114, et X t^r 4737, fol. 242 r^r : « Quant aux frans des vacans, dit qu'il y a trop grant destruction — car primo le Roy donne à un esquier ou chevalier le temporel d'un évesché lequel il degaste tout, et le Pape lieve les frans de l'espirituel, et ain qu'il ait plus de frans, liert iniquement les benefices qui par ce vont à destruction. » Cf. Thierry de Niers, *De Senectute*, p. 161. — Au sujet de la longue vacance des deux évêchés en question, v. K. Eubel, *Hierarchia catholica*, t. I, p. 141, 159, 539.

2. « Quant à la mutation de la monnaie, dit que ses officiers prennent un blanc pour le gros, qui n'en vaut que un blanc comme dient les changeurs. Et si achètent l'or de ce royaume, que mettent en mace pour porter hors de ce royaume. Et aucuns de vent à la Chambre du pape florins de Chambre, les font advaluer excessivement. Et pour ce ne na pas grandement que un estoit escomte d'un Lombard, si est tant qu'il en florins de Chambre pour soy acquiter de vers le Pape à exchier l'excessive advaluation. Mais, quant se vent à payer, les officiers du Pape lui disent que ces dits florins se paieront pas en paiement, pour ce que c'estoit monnaie qui n'estoit pas en usage en ce royaume, mais seroient advaluez afin qu'il eussent le gain de l'advaluation. » X t^r 4737 fol. 243 r^r.

3. « Et qui pis est, se aucun en Languedoc qui n'avra pas composé va de vie à trépas, il sera chassé en loco et terra prophana et y pourra jusques à ce que

La soustraction d'obédience et aussi la difficulté de répondre aux exigences pontificales avaient multiplié en France le nombre des clercs excommuniés. C'était une nouvelle source de revenus pour le saint-siège : les absolutions se vendaient cher. On s'adressait à ces « begars ou papelars » dont parle Jean Petit, qui se vantaient « de ramener les gens *ad primum innocentium*. » Le même orateur rappelait qu'on avait vu naguères les noms de quatre cents prêtres excommuniés affichés aux portes de Notre-Dame. « Et pour ce faire et exiger et ainsi tormenter « les gens d'Eglise, y a .iij. arragonnoiz à Paris, c'est assavoir « M^r Pierre de Cossio, Sancho Lupi et Lazarus ¹, qui ont puis- « sanco de contraindre les collecteurs, lesquels .iij. y ont esté « commis pour ce que le doien de S Germain l'Auxerrois et « Bernardus de Podiolo, qui estoient commis à faire compter les « gens d'Eglise des anciens arrerages, ne tormentent pas « assez ². »

En un mot, s'il fallait s'en fier à Jean Petit, les gens de Benoît XIII, depuis le jour de la restitution d'obédience, avaient bien récolté 1 200 000 francs en France, somme à peu près équivalente à la rançon d'un roi. « Et par ce que dit est, ajoutait « l'orateur, semble que tout l'or du royaume ne leur suffiroit « pas ³. »

Jean Jovenel, le lendemain, s'attacha de préférence à convaincre les auteurs de l'épître toulousaine du crime de lèse-

ses eux aient pour lui composé » (Arch. nat., X 1^{re} 4787, fol. 363 ^{re}, Cf. *Thesaurus totius auctoritatum*, t. II, c. 1302, et Bourgeois du Chastenet, loco cit.)

1. Sancho Lopez et Lazaro Martinez, v. plus haut, p. 347, note 4, et 423).

2. Arch. nat., X 1^{re} 4787, fol. 362 ^{ve}, 363 ^{re}.

3. « Et vient moult à considérer que cest argent si ne demeure pas au royaume, et comme j'ay ouï dire à un de nosseigneurs les princes, il en ont bien mesu .iij. mil cens. » Bourgeois du Chastenet, *loc. cit.*, p. 115. — Je trouve encore dans le ms. 1358 de Rouen (fol. 2^{re}) cette réflexion mélancolique : « Regnum exposuit magnas pecunias ad procurandum alius quod papa appropriaret se ad regnum. Ideo grave casus nunc tot subsidia solvere sibi existens extra regnum et in partibus longinquis. » Cf. cette remarque dans le *Mémoire luide* à M^r André u Colin. « En la vacquance des prelatures (c'est-à-dire dans les communs services), les cardinaux prennent la mortuë, c'est assavoir ceux qui sont cardinaux au temps de la promotion; et quant ils sont mors, le d'ble vient à leurs heritiers, qui sont de Lombardie ou d'Espagne ou autres estrangiers, qui viennent passer sur les povres eglises du royaume de France. »

majesté¹. Ils avaient qualifié la voie de soustraction de « tenebreux, espineux et fumeux : » voulaient-ils donc dire que les décisions du Conseil du roi n'étaient que « fumées ? » Ils avaient prétendu que le concile de 1398 n'avait point eu de président : oubliaient-ils donc que le roi avait, par la vertu de son sacre, le droit de convoquer et de présider les conciles, lui dont le consentement était même indispensable à toute réunion du clergé ? En jetant le blâme sur l'Université de Paris, cette « si ancienne mère, si bonne et si notable, qui vint de paradis envoyée de par Dieu, » ils avaient insulté le roi lui-même, dont l'Université était appelée la « fille ». Le démenti qu'ils avaient donné ailleurs aux opinions exprimées dans le concile de 1398 s'appliquait au roi, à l'Université et au duc de Berry. Et que penser de cette injure « horrible » consistant à accuser le concile et les sujets du roi « de scisme, d'eresie, d'inconstance, de fallace, de desloyauté, d'ingratitude, d'infidélité et de demence ? » Ce n'était pas tout encore : ils avaient comparé les Français aux membres de l'Eglise grecque, c'est-à-dire à des « infidèles, » et n'avaient pas craint de les appeler « coucous » et « race de vipères, » ce qui, comme chacun sait, « est moult mauvese et detestable injure, attendu la nature du coucoul. » Après avoir relevé ces charges écrasantes, Jean Jouvanel conclut en demandant que l'épître toulousaine fût déclarée « heretique, faulce et mauvese, » et brûlée publiquement à Toulouse, à Montpellier, à Carcassonne, sur le pont d'Avignon, etc. ; et qu'ordre fût publié à son de trompe, et sous peine de la harte, d'en apporter à Paris toutes les copies existantes, afin qu'on pût les lacérer. Guigon Flandrin, qui naguère encore remplissait de la part du roi une mission en Italie², avait présenté, en 1402, le document incriminé et passait pour en être le principal auteur³. C'est à lui que Jean Jouvanel

1 Arch. nat., X 1° 4787, fol. 344 r°-345 v°, analyse assez peu exacte dans la *Religieux de Saint-Denis* (t. III, p. 362-366).

2 V. plus haut, p. 391-397.

3 « M^r Guigon Fla. idem. accompagné d'autres, a conspiré contre ledit Conseil, car, comme quel apparut par plusieurs informations qu'il (Jean Jouvanel) a veues, *sub spe future remunerationis* ou mutationis et prelature, a compilé une escripte moult injureuse dont est parlé dessus, et fit estudier plusieurs de Toulouse et d'autres evesques dont la copie, et puis fu apportée au cardinal de Pampelune et puis à Paris au Roy et à son Conseil par ledit Guigon, qui pour

s'en prenait particulièrement. Il l'accusait d'avoir « mespris contre Dieu et touz droiz, » d'avoir « commis crime d'eresse et sacrilege *interius et exterius*, crime de lèse-majesté, unde *sequi debet mors* » En conséquence, il demandait que Guigon Flandrin fût dégradé et livré à la justice séculière. Vainement objecterait-on qu'il était clerc : le roi, en vertu de son caractère sacré et comme chef du concile, avait reçu des prélats une délégation pour faire observer la soustraction d'obédience. Peu importait même que la partie ne fût point présente aux débats : Guigon s'était enfui, n'attendant de sa demeure¹ ; c'était presque comme s'il avait quatre fois fait défaut. Donc condamnation immédiate et saisie des biens du coupable.

Le Parlement ne se souciait pas d'aller aussi vite en besogne. Malgré l'insistance de ceux qui réclamaient un jugement précipité malgré une démarche auprès du roi de Simon de Gramand, parlant au nom de l'Université, la cour, que le pauvre Charles VI exhortait à faire « bonne et prompte justice, » eût désiré attendre l'expiration des délais nécessaires pour adjuger à l'Université le profit du défaut que celle-ci requérait contre Guigon Flandrin. Toutefois, devant une nouvelle requête présentée, le 30 juin, par l'Université et par le procureur du roi, le Parlement decida, le 2 juillet, de voir l'épître toulousaine, les lettres de restitution d'obédience et tout ce qui concernant la question de soustraction. Ce fut l'objet de ses délibérations des 3, 7 et 9 juillet². Le duc de Berry n'avait pas attendu ce moment pour se joindre aux demandeurs ; Jean sans Peur, à son tour, vint déclarer, le 6, qu'il se joignait partie civile dans les deux procès contre l'épître « diffamatoire » et contre Guigon Flandrin. Enfin, bien que des

aussi la presenta ceana à la court. » X^{te} 4782, fol. 364^{re}) — Je n'ai pas à énumérer toutes les faveurs dont Benoit XIII avait comblé Guigon Flandrin même avant la réduction de l'épître toulousaine. Dès 1306 ce docteur en droit canon, neveu du cardinal Pierre Flandrin, possédait l'archidiaconé d'Albi (Arch. du Vaucluse, Reg. 322, fol. 77^{re}). Benoit XIII lui avait permis, le 24 mars 1308, de se choisir un confesseur et d'avoir un autel portatif (Reg. 322, fol. 554^{re} ; cf. F. Ehrle, *Archiv für Literatur*, t. V, p. 133).

1 On a vu, p. 322, note 3, que Guigon Flandrin avait été renvoyé par Benoit XIII à Paris au mois d'octobre 1306.

2 *Reliquæ de Natal. Dénys*, t. III, p. 384, 388, *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 159.

amis du pape eussent le 4 juillet, vers onze heures du soir, tenté d'obtenir de Charles VI des lettres d'état, l'Université put présenter, le 6, au Parlement un ordre de vaquer au procès sans interruption, et Jean Petit, toujours sur la brèche, prétendit que la maison de France l'avait échappé belle. Si le roi, en effet, était venu à mourir avant l'annulation d'un document qui le rangeait au nombre des hérétiques, les ennemis du royaume n'auraient-ils pas été fondés à en entreprendre la conquête ? C'est un motif semblable qui avait autorisé Louis VIII à s'emparer des terres du comte de Toulouse, et c'est aussi ce qui avait permis à Henri de Trastamare de se rendre maître de la Castille. Les universitaires ne cessèrent pas d'assiéger le Parlement jusqu'au prononcé de l'arrêt ; s'il tardait davantage, ce serait la honte de la cour ¹.

Effectivement, un arrêt, conseillé dès le 10 juillet et prononcé le 17, déclare l'épître de Toulouse injurieuse et diffamatoire pour le roi, pour les princes, pour le Conseil, pour le clergé de France, pour l'Université de Paris. Cette lettre devait être déchirée et mise en pièces à Paris, à Toulouse, sur le pont d'Avignon. Quiconque en détenait une copie était obligé, sous peine de 100 marcs d'amende, de l'apporter au Parlement pour qu'elle y eût un sort semblable : le tout sans préjudice des poursuites que le roi, les ducs de Berry et de Bourgogne et l'Université de Paris se réservaient d'exercer contre les auteurs du factum ².

Je ne sais si ces derniers s'enfuirent à cette nouvelle, ainsi que le rapporte le *Reugieux de Saint-Denis* : un d'entre eux tout

¹ *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 163. Cf. l'arrêt du 17 juillet, cité ci-après.

² Arch. nat., X 1^{re} 53, fol. 248 v^o. Du Boulay t. V, p. 120 (mauvaise édition). *Preuves des libertés de l'Eglise gallicane*, t. II, p. 174, Bourgeois du Chastellet, *op. cit.*, Preuves, p. 234. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 386 (analyse peu exacte). Cf. *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 161. — L'arrêt du 17 juillet 1400 fut exécuté. V. une note inscrite dans un ms. contemporain, « *Itala epistola est condemnata per Consilium regium tanquam Regis, regium, cleri, regni Dauphinatus et Parisiensis Universitatis injuriosa et ut talis, publice cum sancte Avinionis super pontem et Theodose lazeraria et lazeraria publica Parisiensium etiam lazeraria.* » Bibl. nat., ms. latin 9 89, fol. 140 v^o. — A Paris, les fragments de l'épître lacérée tombèrent aux mains du greffier du Parlement jusqu'à l'époque du concile de Pise, où ils furent remis à l'Université. *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 31.

au moins, Guigon Flandrin, comme on l'a vu, n'avait pas attendu pour quitter Paris le dénouement de ce premier procès.

Le légat de Benoît XIII imita son exemple. Il avait totalement échoué dans sa mission. On prétendait que le duc d'Orléans était le seul qui eût eu à se louer de sa présence, et pour cause ¹. On attribuait aussi au cardinal de Chalant le dessein d'offrir à la royauté la prorogation des aides sur le clergé à condition qu'elle laissât Benoît XIII percevoir les taxes apostoliques ². Mais ce marché n'avait pu se conclure, et le cardinal dut remporter les bulles toutes prêtes à être publiées ³.

L'arrêt du 17 juillet 1406, en condamnant les termes de l'épître toulousaine tranchait une question de forme plus qu'une question de fond. Il n'en est pas moins vrai que, depuis le mois de juin, la levée des taxes apostoliques avait été interrompue ⁴. D'autre part, les élections et collations de bénéfices faites à l'époque de la soustraction furent confirmées par des lettres royaux du 3 juillet 1406, qui, sans tenir compte des lettres de révocation du 9 juin 1404, remirent en vigueur cette partie de l'ordonnance du 29 décembre 1403 ⁵. On se passait donc décidément de la confirmation du pape ou plutôt on méconnaissait ouvertement ses volontés : les clercs, français ou étrangers, qui s'aidaient de lettres de Benoît XIII pour troubler dans leur possession les bénéficiaires élus ou pourvus par des collateurs ordinaires étaient passibles de la prison ; leur temporel devait être saisi jusqu'à ce que le Parlement eût statué. À ce propos, le roi prétendit nier toute

1. Cf. un discours de Jean Petit du mois de novembre 1406 : « Bien est vray qu'il Chalant pourcoût fort envier l'un de nos seigneurs sur le fait de pecunes. » (Bourgeois du Chastellet, Preuves, p. 116.)

2. Requête en 31 articles dressé contre Benoît XIII en 1407 (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1044.)

3. Le légat sans doute du bulles datées de Savone le 4 juin 1406 (communication du R. P. F. m. c. — Le cardinal de Chalant était encore à Paris le 23 juillet 1406, jour où il fut pris en pleine récluse qui devait devenir célèbre sous le nom de sainte Collette à partir de son exil de Cornus. *Acta Sanctorum maris*, t. I, p. 647. Il revint à Nice, auprès du pape, le 19 octobre 1406. *Gesta Benedicti XIII* Muratori, t. III 2^e partie, c. 516.)

4. Martin d'Aliphan. — D'après les actes du concile de Perpignan, la levée des taxes apostoliques fut arrêtée peu après le départ du cardinal de Chalant.

5. *Ordonnances*, t. IX, p. 110.

jurisdiction au pape ou à ses auditeurs étrangers pour la plupart, italiens ou aragonais, qui, n'ayant point d'intérêt dans le royaume, se souciaient peu d'y répandre le trouble : ils s'étaient, disait-on, vantés de jeter l'interdit sur la France, d'excommunier le roi et tous ceux qui invoquaient l'ordonnance de soustraction.

On avait commencé d'appliquer ce principe avant même qu'il fût aussi nettement posé¹. De là l'attribution au Parlement de certaines causes bénéficiales dans lesquelles l'Université de Paris croyait parfois devoir intervenir. Que lui importait, au fond, qu'Arnoul de la Fons plutôt que Jean des Cours fut provincial des frères Mineurs dans la province de Bourgogne ? Mais l'élection du premier avait reçu l'approbation des cardinaux, tandis que Benoît XIII avait nommé de sa propre autorité le second, qui, d'ailleurs, passait pour avoir pris part à la rédaction de l'épître toulousaine². Un autre rédacteur de la même épître, Jean Bardolin, avait été nommé par le pape ministre général des frères Mineurs à la place de Jean Lami, qui protégeait Arnoul de la Fons³. Il n'en fallait pas plus pour que l'Université se

1. Dès le 24 avril 1185, l'Université de Paris avait supplié le Parlement de s'opposer à ce que le pape consent des priores et autres aux bénéfices ecclésiastiques durant la soustraction d'obédience (*Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 134). Plus tôt encore, le 7 mars 1185, un mandement royal adressé au sénéchal de Carrouges avait prescrit la révocation d'un abbé de Saint-Hilaire pourvu par l'ordinaire durant la soustraction, et renvoyé au Parlement toutes les contestations qui pourraient survenir son concurrent, nommé par Benoît XIII : il était défendu de tenir compte d'aucune bulle ou monition obtenue, à cet égard, en cours de Rome. Basse, *Recueil de diverses pièces servant à l'histoire du roy Charles VI*, Paris, 1661, in-4°, p. 54).

2. Plus tard, un légat de Jean XXIII reprocha au Parlement d'avoir connu de cette affaire purement spirituelle. Le premier président se défendit, en soutenant que l'affaire avait été introduite à l'époque de la neutralité, ce qui était faux, et il la demanda des parties (*Journal de Nicolas de Baye*, t. II, p. 53, 55).

3. « A quoy n'obey point des Cours, qui fu l'un de ceulx qui firent l'espiestre in infame et in obprobrium... » (Arch. nat., X^e 4707, fol. 309 v°.)

4. « Or fu absolt Arnault, et par ce doit demeurer solas ministre, et l'empeschement que l'en lui fait n'est que in obprobrium et in infame, par quoy raison est, de favore et ordinationis regie et abstractionis bien consultiée qu'il demeure ministre. Pour lequel abalog, ce que ne poyt estre, si bien que M. J. Lami fut mis hors de la generalité. A laquelle l'en le fit revenir, et par ce fu assignee l'evêché de Belhème, qui vult l'en ou n'y vult, et en son lieu fu fait ministre J. Bardolin, qui avoit fait l'espiestre de Tholouse contre l'honneur de parlessu, et en lieu de la Fons fu fait des Cours, qui avoit assigné à la faire la dite espiestre. » (*Ibid.* fol. 301 v°.) — Cf. Wadding, *Annales ordinis Minorum*, t. V, p. 63, 76; *Galla christiana*, t. II, c. 1419. — Suivant le comte Riant (*Études sur l'histoire de l'église*

mêlé d'un conflit qui n'intéressait, en réalité, que les fils de saint François et, sous prétexte qu'il s'agissait d'une élection contemporaine de la soustraction d'obédience, invitait le Parlement à réprimer un attentat tendant au « deshonneur du roy et de tous les François ». La cour, est-il besoin de le dire, donna, au moins provisoirement, raison à Arnoul de la Fons¹; mais cette intervention laïque ne semble pas avoir rendu la paix aux convents de frères Mineurs. Ceux de Mâcon voulaient au moins que leur provincial ne fût assailli de censures que Benoît XIII lui avait infligées. Vainement on s'efforça de leur faire comprendre « que les sentences du pape ne lient point; » plutôt que d'obéir à un excommunié, ils préférèrent se laisser expulser de leur convent, ils y remplacèrent le battant de la cloche par une queue de renard, les panonceaux du roi par des mâchoires de bœuf, et emportèrent leur mobilier dans le couvent des frères Prêcheurs².

Autre conflit, autre procès plaqué en Parlement, et autre intervention de l'Université. L'évêché de Nantes étant gouverné depuis la restitution d'obédience par Henri le Barbu, que Benoît XIII avait pourvu de ce siège entre le 27 juillet et le 1^{er} septembre 1408, Bernard du Poyron, l'évêque élu, qui avait occupé le siège pendant tout le temps de la soustraction d'obédience, semblait s'être résigné à accepter du pape, par manière de compensation, l'évêché de Tréguier³. Mais, voyant la tour-

de Bethléem, Gênes, 1689 in-8°, t. I, tableau inséré entre les p. 152 et 153. Jean Lema fut nommé évêque de Bethléem le 30 juillet 1408, puis transféré à Sarlat le 27 février 1408.

1. La cause avait été plaidée le 25 février 1406. Arch. nat., X 1^{re} 4787, fol. 300 r^o. L'arrêt, mis en délibération le 19 mai X 1^{re} 4788, fol. 269 r^o, fut rendu le 26. « Il fut dit que la court sur ce l'estat audit de la Fons jusques à ce que par la dite court en soit autrement ordonné. » (*Ibid.*, fol. 270 r^o). Le 3 juin, Jean Petit constituait qu'Arnoul de la Fons avait été excommunié par Benoît XII. (X 1^{re} 4787, fol. 363 v^o). Le 7 mai 1407, ce pape ordonna l'arrestation d'Arnoul de la Fons et de ses complices, et aggrava les peines que celui-ci avait encourues en prétendant au ministère provincial des frères Mineurs de Bourgogne en concurrence avec Pierre Raynaud (saint Raynon). K. Eubel, *Die arignanzische Ordnung der Mendikanten-Orden*, sur *Zeit des grossen Schismas*, Paderborn 1900, in 8°, p. 150, cf. p. 151, 152, 153, 157.

2. *Journal de Nicolas de Baye* t. I, p. 266.

3. Bulle du 25 août 1405 (K. Eubel, *Hierarchia catholica*, p. 375 351). — « Messire J. du Perron, frere de Bernard acquiesça à ce que dit est en disant que tant que plaisoit au Pape, lui plaisoit bien. Et obtint Bernard de Henry le

nure que prennent les choses au mois d'octobre 1405, il se ravisa et déposa une plainte devant le Parlement. L'Université de Paris ne put garde de lui refuser son concours, bien que son compétiteur eût sur lui l'avantage d'être gradué¹. Question de principe : sa cause semblait se confondre avec celle de la soustraction d'obédience. Après plaidoiries (12 et 17 août 1406), un arrêt du 7 septembre mit sous séquestre l'évêché itigieux, en accordant à Bernard du Peyron une provision de 2 000 livres. Plus tard, un autre arrêt lui adjugea définitivement la possession de l'évêché de Nantes².

Tandis que le Parlement s'occupait ainsi de régler à sa fantaisie les questions de bénéfices, l'Université de Paris ne renonçait pas à lui faire décréter la soustraction elle-même. Là encore elle se vit soutenue par le duc de Berry et par le procureur du roi. La question, d'ailleurs, avait été traitée d'abord dans le Grand Conseil, où Simon de Craumaud avait parlé au nom d'un

démourant en un hostel episcopali presentis, et l'appella Bernard évesque de Nantes, et il s'appelloit super episcopum. Et depuis ce trahi devant le Pape, qui s'poursut du évesche de Treguier, lequel il accepta, et s'appella évesque de Treguier, et constitua procureurs à prendre la possession, et en pais le vacant et autres devoirs à court le Romain, et fit ordres, donna graces, et mimentaire sacrements, et constitua procureurs et officiers pour gouverner le dit évesché... » (Arch. nat., X 1^{re} 4787, fol. 410 v^o.) A cela Bernard du Peyron répond assez faiblement qu'il a cédé à la force et aux menaces, et que, « s'il a pris Treguier, ce a esté propter mediocritatem refundam et autres causes dessus dices et ad evadendam indignationem principis... » (Ibid., fol. 411 v^o.)

1. « Henry le Barbu... du qui il est sages, preudhomme, noble et clerc gradué... » (Arch. nat., X 1^{re} 4787, fol. 410 v^o). Plus loin, le même se réclame de l'Université de Paris, « de laquelle il est, et son Bernard, qui est avien, venans maintenant à l'escole et trop tard et a est se gradué, ne clerc, mais lui n'est trop mien et do l'estre de l'Université que Bernard... »

2. Plaidoiries des 12 et 17 août (X 1^{re} 4787, fol. 406 v^o, 410 v^o) ; arrêts du 7 septembre 1406 et du 21 mai 1407 (X 1^{re} 14 8, fol. 399 v^o, 322 v^o). — Il est à remarquer que, le 12 août, l'Université prétendait se faire adjuger 10 000 francs d'« aide profitable... » — Dans un discours prononcé au mois de novembre 1406, Jean Petit déplore la translation de Bernard du Peyron à Treguier : « Et (Bernet), n'a il pas mes évesque de Nantes, qui n'a est parier à son brevesment, ne on ne l'entend, pour aller preschier en cely país de Bretagne... » (Bourgeois du Chastellet, *Nouvelle histoire de concils de Constance*, Preuves, p. 116.)

C'est aussi le point de vue auquel se place l'avocat du roi Jean Jouvenel, le 26 décembre 1406 : « Je traive de l'evesque de Nantes... M^{re} Bernard du Peyron, qui a esté elien, evienne et evienne et gay et use paisiblement par quatre ans. Et pour ce que ce lit fait curat le curat de l'evien y a est son évesque et en a fait provision à un notre, et y a baillie Treguier li est il ne entente que un mot du langage du pays... » (Ibid., p. 232, et aux français 13+18 fol. 84 v^o.)

certain nombre de prélats en résidence ou de passage à Paris on semble y avoir pris, en faveur de la soustraction, une décision qui fut envoyée au Parlement, en même temps que l'ordre de vaquer au jugement de l'affaire avec le concours de maîtres des requêtes et de conseillers au Grand Conseil ¹.

C'est ainsi que le Parlement entendit de nouveau Jean Petit, le 6 septembre. On connaît déjà ses arguments. Faite irrégulièrement et conditionnellement, la restitution d'obédience se trouvait annulée par cela seul que Benoît XIII n'avait pas tenu ses engagements : la France était toujours légalement soustraite à l'autorité de ce pape « scismatique et suspect d'erreur. » Point n'était besoin d'attendre le résultat d'une sommation nouvelle. Un chevalier qui « menti » jamais ne sera creu. « or Benoît XIII avait manqué à sa parole six ou sept fois. » Quelque chose qui « responde, l'en ne le doit point croire. » Suivant de nouveau l'énumération des exactions pontificales : « Se telle servitude « durait ou clergé de France, vaudrait trop miez entre savetier « que clerc ! » Et l'orateur déplorait la dépopulation des cloîtres. Puis, après avoir recherché dans l'histoire des exemples de révoltes contre le saint-siège, il insistait pour que le Parlement tranchât au moins, sans plus tarder, la question financière ².

Cette conclusion fut appuyée par le procureur du roi et par celui du duc de Berry. Les gens du pape le lendemain, se bornèrent à solliciter assez timidement un sursis. La mature, dirent-ils, « est molt haute et pesant; et y a à Paris plusieurs « personnes dont est necessité d'avoir leur conseil : car il y ont « pensé. » Le Parlement n'a pas coutume de rendre ses jugements avec cette précipitation, surtout « entre si hautes personnes. » Mais l'Université repliqua, par l'organe de Pierre Placoul, qu'elle demandait seulement un jugement provisoire jugement qu'à vrai dire, elle voulait immédiat ³. Sur conclusions semblables présentées aux noms du roi et du duc de Berry, la cour mit, le 8 septembre, l'affaire en délibération et rendit son arrêt le 11.

1. V. l'arrêt du 11 septembre 1306, cité plus loin *Thesaurus novus anecdotorum* t. II c. 134.

2. Arch. nat., X 1° 478, fol. 422-424, *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 371.

3. Arch. nat., X 1° 478, fol. 424 v°-426.

Elle déclarait annulées, meaus et communs services, procurations et autres taxes apostoliques abolies à partir du 27 juillet 1398, date de la soustraction d'obédience, l'argent déjà perçu devait être remis entre les mains des collecteurs, et défense était faite aux bénéficiaires de plus effectuer aucun paiement¹.

Les partisans du pape se cramponnèrent alors à un dernier espoir : ils tâchèrent d'empêcher l'arrêt d'être scellé. Dans cette lutte suprême l'Université de Paris eut encore le dessus. L'aide que lui prêta, à ce moment, Charles de Savoisy fit passer l'éponge sur les anciens méfaits de ce chambellan du roi ou plutôt de ses gens. L'hôtel de Savoisy avait été rasé, en 1406, à la suite d'une rixe dans laquelle des suppôts de l'Université avaient été victimes de la brutalité des serviteurs de ce gentilhomme : il put enfin, en récompense du service rendu à la cause de la soustraction, rentrer en possession du terrain sur lequel avait existé sa demeure². Quant à l'arrêt du 14 septembre, il reçut dans toute la France la plus complète publicité³.

Signe des temps : ce n'était plus alors contre l'Université que s'exerçait la folle turbulence des soudards parisiens ; elle s'attaquait plutôt aux amis de Benoît XIII. Vers la fin du mois d'août, une troupe de seigneurs ou serviteurs de la suite du duc de Berry trouva plaisant d'enfoncer, à minuit, la porte d'Élie de Lestrangle, évêque du Puy. Cet intrépide partisan du pape avait, durant la soustraction, payé de la perte de son temporal sa fidélité à Benoît XIII⁴. Une fois l'obédience restituée, son

1. Arch. nat. X 1^{re} 53, fol. 280^{re}, X 1^{re} 1478, fol. 281^{ve}. *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 173, Du Rouay, t. V, p. 417. *Preuves des libertés de l'Église gallicane*, t. III, p. 13; Bourgeois du Clusienon, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 36. — Furent présents à la délibération du 14 diverses notabilités ecclésiastiques, parisiennes et étrangères : l'évêque de Toulouze (Vital de Castel-Moron) et l'évêque de Nantes (Bernard du Peyron), Gilles des Champs, Jean de Gersen et Pierre Placul lui-même (X 1^{re} 1478, fol. 282^{ve}).

2. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 389; Bouvuel des Ursins, p. 434. — Les lettres royales autorisant Charles de Savoisy à réédifier son hôtel sont du 15 septembre 1406. *Journal de Nicolas Baye*, t. I, p. 173. Savoisy n'avait pas toujours été en mauvais termes avec le pape : on citerait des bulles de Benoît XIII datées de Nico le 8 février 1404, concédant à ce seigneur le droit de s'élire un chapelain portatif, 2^e d'entendre la messe avant le jour 3^e de chasser son confesseur (Arch. du Vatican, Reg. Avenion. ALIII fol. 272^{ve}).

3. *Religieux de Saint-Denis*, loco cit.; Monstrelet, t. I, p. 132.

4. V. plus haut, p. 316.

entièrement à maintenir et même à aggraver les excommunications dont il avait frappé les auteurs de la saisie de ses biens, l'expédition à main armée qu'il avait dirigée pour reprendre un des châteaux de sa temporalité l'avaient de nouveau exposé aux représailles du duc de Berry et à des poursuites devant le Parlement¹. Compromettre dans une aventure scandaleuse la réputation de cet inflexible champion de Benoît XIII, c'était tout bénéfice pour les gens du duc de Berry. Sous prétexte d'enlever une « fillette » qui devait se trouver chez le prélat, on attaque donc sa demeure ; on tire sur lui, au moment où il paraissait à sa fenêtre, on envahit son domicile au cri furieux de : « Tuez tout ! » On blesse grièvement un de ses valets. Des soudards se faisant passer pour les gens du guet lui mirent l'épée nue sur la gorge et, comme gage d'une somme de 4 000 écus dont ils lui extorquèrent la promesse, emportèrent deux bréviaires, un écritoire, des fermeurs, une ceinture d'argent. Quand le Parlement voulut connaître de cette honteuse équipée, le duc de Berry usa de menaces particulièrement à l'adresse du président de Ruiv, et s'offensa d'arrêter le cours de la justice. De fait, en dépit d'une démarche des magistrats auprès du Grand Conseil, il fallut tenir compte des lettres de rémission obtenues de Charles VI en

1 Dans une plénière du 20 juin 1404, il est question de « l'emprisonnement » mis à la jouissance de l'évêque « qui a duré par 39 ans », et il est dit qu'en 1404, Élie de Lestrangé n'avait pas recouvré la jouissance de ses biens (Arch. nat. X 1^{re} 4787 fol. 372 ^{re}). Une nouvelle saisie avait dû être ordonnée par arrêt du Grand Conseil du 12 octobre 1403 ; mais Élie de Lestrangé en obtint la mainlevée et la fit circuler le 3^{re} juillet. Son « traicté » contre le château de Lapidj donna lieu à une troisième saisie qui dut être ordonnée par lettres royales du 14 septembre 1404 (D. Valaisse, t. IX, c. 393). Au mois de mai 1405, son temporel était toujours dans la main du roi, ainsi que celui de Pierre Ruiv évêque de Saint-Pons, et ils étaient toujours en procès avec Guillaume Barrault, secrétaire du duc de Berry ; un arrêt du Parlement leur accorda rémission (*Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 122). Mais, un peu plus tard, le 30 août 1406, un autre arrêt du Parlement ordonne qu'Élie de Lestrangé serait encore « contraint par la prise et exploitation de son temporel d'absoudre et de renoncer pour absolz tous ceulx du Monestier, lesquels il a excommuniés, excommunicés ou denoncés pour excommunication, soit en general ou particulier pour cause ou occasion des biens achetez des commissaires ordonnez à gouverner le temporel dudit évêque » (X 1^{re} 1474, fol. 223 ^{re}). Enfin, le 30 août 1407, on verra encore le duc de Berry s'opposer à ce que mainlevée soit donnée à Élie de Lestrangé de son temporel (*Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 191). Je ne parle pas d'un procès que les trois évêques du Velay intentèrent, plus tard à l'évêque du Puy (r. un arrêt du Parlement du 1^{er} avril 1408, *Preuves des libertés de l'Eglise gallicane*, t. I, 1^{re} partie, p. 20).

faveur des coupables : ils furent, dès le 2 septembre, elargis sous caution, et l'évêque lui-même finit bon gré mal gré par leur octroyer son pardon¹.

Dès lors on fixait la soustraction totale d'obédience à l'époque où se réunirait le prochain concile de l'Eglise de France. Décidé avant le 18 août, la convocation en avait été faite pour la Toussaint. Le chapitre de Notre-Dame avait reçu ses lettres dès le 23 août², et l'Université de Paris s'était déjà occupée, à ce qu'il semble, d'endoctriner de loin les prélats qui devaient s'y rendre³.

C'est vers ce moment que dut se répandre à Paris un bruit qui n'y causa sans doute aucune émotion douloureuse. La mortalité, disaient des voyageurs récemment arrivés du midi, sévissait dans le pays où résidait Benoît XIII⁴; le pape lui-même était si gravement atteint par la maladie régnante qu'il n'avait peu d'espoir qu'il survécût⁵. Aussitôt un projet de lettre aux cardinaux fut rédigé au nom du roi, sans doute par les soins de l'Université de Paris⁶. On leur rappelait la recommandation de surseoir à toute élection qui leur avait été faite après la mort de Clément VII, et dont malheureusement ils n'avaient point

1. *Journal de Nicolas de Baye* t. I, p. 168. Cf. Arch. nat. X 2 14 f. 4 v. 36 v.
— Cependant les lettres de rémission n'étaient pas encore enregistrées, et Élie de Lestrange soulevait encore quelque difficulté à la date du 3 mai 1597 *ibid.* fol. 375 v. 14.

2. Arch. nat., LL 109^r, p. 592.

3. Denifle et Châtelet, *Auctorium Chartularum...*, t. I, c. 331. — Cf. un discours de Jean Petit du 16 décembre 1596 : « Sans faute l'Université a baillé argent pour bailier et payer aux chevaux ceux qui ont esté envoyez par devers vous, messeigneurs les prélats. » *Bourgeois du dix-septième*, Preuves, fol. 278 v. 1.

4. Cf. G. Steinhilber (Muratori), t. XVII, c. 1212, F. Heide, *Analen Acten des Interconclis von Perpignan*, p. 12, 16. — Durant tout l'été et l'automne de 1596, Benoît XIII et ses cardinaux se virent pourchassés de ville en ville par l'épidémie régnante. *Gesta Benedicti XIII*, Muratori, t. III, 2^e partie. La nouvelle de la mort de Benoît XIII se répandit même un jour, à Venise (Ant. Miconi, ed. 4. Lefèvre Pontalis et L. Dorez, t. I, p. 200).

5. « Et il est venu de nouvel à nostre connoissance, par le rapport d'un de nos venons des parties de pardeh, lesquelles N. S. P. ont sa residence au present, que en ycelles parties la mortalité et epidemie sont montt hors, et que nostre dit saint pere est tellement atteint et couravé de maladie que on n'a pas esperance qu'il en doye eschapper ou puisse longuement vivre. » Arch. nat. M 65ⁿ n. 29.

6. C'est ce que semble indiquer la présence de cette minute dans les archives de l'Université.

tenu compte ¹. Pareille faute ne devait pas se renouveler. Si Benoît XIII venait à mourir, ils n'avaient qu'à attendre qu'on se fût concerté avec les princes et le clergé de l'obédience avignonnaise et qu'à écrire aux « anti-cardinaux » — le roi allait en faire autant, de son côté, — pour les exhorter à s'abstenir pareillement de toute élection nouvelle en cas de mort d'Innocent VII. Au surplus, Charles VI était bien résolu à ne pas reconnaître le pape qu'ils choisiraient contrairement à cet ordre et à ne pas laisser ses sujets lui obéir ². « Et avec ce, ajoutait-il, attendu que
 « autrefois, contre nostre volonté, avez procedé en ceste matiere,
 « comme dit est, dont tant d'escandles et inconveniens se sont
 « ensuis, et la dicte union retardee, comme chascun voit, ne
 « pourrions souffrir et ne souffrerons que vous ne aucuns de
 « vous joüssiez des benefices que vous tenez soubz nous ne en
 « nos réaume, terres et seigneuries, ne percevoir aucuns fruits
 « ou emolumens de nos d'icte réaume et seigneuries » Mais ou Benoît XIII n'était pas si malade qu'on le disait ³, ou il ne tarde pas à se rétablir : la lettre préparée en vue de sa fin prochaine ne fut, à ce qu'il semble, même pas envoyée.

Benoît XIII, puisqu'il fallait se résigner à le voir vivre, reçut alors des ouvertures de la cour de France, ou du moins de ceux des princes ou conseillers du roi qui n'avaient pas perdu l'espoir d'un accommodement. A Nice, où il avait de nouveau fixé sa résidence, il vit venir, le 13 novembre, deux ambassadeurs de Charles VI, Jean d'Armagnac et Louis de Montjoye ; ceux-ci l'exhortèrent à réunir un concile général de l'obédience avignonnaise, puis à se rapprocher de la frontière du royaume ; ce dernier conseil lui avait été déjà donné par les cardinaux. Les Fran-

1. « Aux quelles nos lettres, ne s'empeschera en aucune maniere, mais procederont diligement à election... »

2. « Sur la quelle chose avons aus grant et moult deliberecion et conseil avec plusieurs de nostres seign' et lignage et autres sages et prouhommes. Et par tous avons trouve que, ou cas que nostre d'icte saint pere seroit alé de vie à trépassement, ou quant le cas avendra vous ne procedez en aucune election... Sachant certainement que se autrement le faitez, nous ne pourrions sauvs nostre conscience obeir et ne obeirons ne souffrirons par nos vilgies estre oley à celles que ainsi avriez esleu... »

3. Les *Gesta Benedi. XIII* ne mentionnent que de courtes indispositions de Benoît XIII survenues le 2 novembre 1406 et le 1^{er} janvier 1407. Muratori, l. III, 2^e partie, c. 74-75.

cas, disait-on, ne lui pardonnaient pas d'avoir transféré sa cour en Italie. En effet, il paraît avoir remis aux envoyés royaux des bulles de convocation du concile de l'obédience sous une double forme: si les empêchements apportés au recouvrement des taxes apostoliques étaient levés en France, et si les princes et le roi Louis accordaient les garanties nécessaires, le concile se réunirait à Marseille, sinon, à Perpignan¹. En même temps, le pape se montra disposé à supprimer deux des taxes qu'il levait sur les bénéficiers². Et il se mit en devoir de regagner successivement Fréjus, Toulon, enfin Marseille (4 décembre 1406)³.

Il fallait pour qu'il fit de telles concessions qu'il comprît l'imminence du danger dont il était menacé en France. Les précédentes démarches des envoyés du roi de Castille n'avaient pas eu auprès de lui le même succès, tant s'en faut⁴. Lui parlaient-ils de la voie de cession? Il se montrait blessé, trouvait que le procédé sentait la méfiance, exigeait qu'on lui présentât une

1 F. Ehrle, *Aus den Acten des Aftersconcils von Perpignan*, p. 15, 16, Martin d'Aiperti. — Après leur retour en France les ambassadeurs du pape apprenant la mort d'Innocent VII et voyant l'affaire du schisme prendre une tournure nouvelle, renoncèrent, d'ailleurs, à faire connaître ces bulles de Benoît XIII, d'autant qu'ils ne voyaient aucun moyen de lui donner satisfaction au sujet des revues apostoliques.

2 Discours de Guillaume Pillastre du 3 décembre 1406 : « Quant à ce que l'en payeroit des charges mises sur l'Eglise de France, il en a déjà osté deux, et au parvus est tout prest d'en lever ce qui sera ordonné audit Conseil, et a baillé bulles ce ne sont pas lettres controversées. M. l'evêque de Chalon (Jean de la Lincie) qui cy est, le vous affirme pour certain, et Mgr l'archevêque d'Auch, Jean d'Armagnac, que vous avez envoié par de là ly en a escript la creance de sa propre main. Et ainsi il fait ce que vous demandés. » (Bourgeois du Chastellet, *op. cit.*, Preuves, p. 441.) — Discours de Pierre d'Ailly du 31 décembre 1406 : « J'ay veu la lettre de M. l'archevêque d'Auch, que vous avés envoié par devant luy, qui eschiet que, se vous ne estes content du contenu de lettres que N. S. P. vous [a] envoies, que il fera tout en ce Conseil general que tout sera réparé » (Bibl. nat. ms. français 12536, fol. 26 v.). — En réponse aux griefs articulés par le clergé de France, le camerlingue écrivit aux gens du Parlement, communication du R. P. Ehrle.

3 Martin d'Aiperti; Muratori, t. III, 2^e partie, c. 792-793.

4 Le roi de Castille s'en était décidé à exécuter seul le projet qu'il avait soumis à l'approbation de Charles VI. Ses envoyés après avoir passé par Avigne au mois de mars 1406 et y avoir présenté à Benoît XIII des lettres de leur maître du 4 janvier 1406, s'étaient rendus à Rome et avaient obtenu Innocent VII à accepter la voie de cession. Ce n'est qu'au retour de ce voyage qu'ils rejoignirent Benoît XIII, à Fivine, le 1^{er} juillet (Muratori, t. III, 2^e partie, c. 481, 482; Bibl. nat., ms. latin 12543, fol. 56 v^o et sq. et *Thesaurus novus anecdotorum*, t. I, c. 1209).

demande par écrit, répondait finalement qu'étant donné l'impatience avec laquelle les Italiens supportaient le joug de l'« intrus », sa propre abdication retarderait plus qu'elle ne favoriserait l'union. Demandaient-ils la réunion d'un concile général? Il feignait de ne pas comprendre de quelle sorte de concile on voulait lui parler, il renvoyait à Henri III, prétendant n'avoir jamais rejeté la voie de cession, s'obstinait à trouver les explications des envoyés peu claires.

Une de ses façons habituelles de répondre aux accusations de ses ennemis consistait à protester de la pureté de sa foi. Le 17 septembre 1406 encore, il avait fait lire, au château de Nice, devant une quinzaine de prélats ou de seigneurs, et avait confirmé lui-même en quelques mots une déclaration qui le disculpait du reproche d'hérésie. Non; il n'avait point rejeté obstinément le projet de cession, mais refusé seulement de l'accepter sous la forme où il lui était présentée, c'est-à-dire à l'exclusion de toutes les autres voies. Jamais il n'y avait eu entre lui et l'« intrus » de collusion pour faire échouer les tentatives d'union. Les relations de ses ambassadeurs le prouvaient suffisamment. Jamais enfin il n'avait énoncé en consistoire public cette thèse absolue que tout pape en abdiquant commet un péché. Il se était contenté de citer le texte d'Hugueson suivant lequel

1 Cédula présentée à Benoît XIII par les ambassadeurs castillans, le 1^{er} juillet 1406, observations du pape, lettre de Benoît XIII à Henri III, du 17 juillet, nouvelles de nouvelles faites le 30 juillet à Monaco, et le 4 août (continuation du D. P. Ehrle). Cf. l'art. xxxv du réquisitoire rédigé en 1407 *Theaurus verborum anecdotorum*, loc. cit., F. Ehrle, *Ans den Acten des Aftirconcis von Perpignan*, p. 14 et sq. discours de Jean Petit du 13 décembre 1406 Bourgeois du Chastenet, *Preuves*, fol. 77^v.

2 Ainsi, le 31 octobre 1399, dans le palais d'Avignon, il avait protesté de l'intégrité de sa croyance en présence des envoyés du roi, de ceux du duc d'Orléans et de ceux du roi d'Aragon (F. Ehrle, *Ans den Acten des Aftirconcis von Perpignan*, p. 90). Le 7 juin 1401, dans la chapelle Saint-Michel du même palais, il a été protesté devant une douzaine de témoins, qu'il croyait tout ce qu'enseignait l'Eglise catholique et rétractait toute opinion hérétique qu'il aurait pu émettre à son usage. Bubl. nat., ms. latin 17244 fol. 121^r. Le 5 octobre 1401, dans une chambre d'étude voisine de la même chapelle, il avait fait entendre une protestation analogue. Arch. au Vatican, *Reg. Avenac. XXX Benedicti XIII*, fol. 330^r V. encore Bubl. nat., nouv. acqu. latines 2702, fol. 190^r, ms. latin 1573, fol. 39^r, et F. Ehrle, *Archiv für Literatur.*, t. V, p. 447. Le 26 février 1407, dans le couvent de Saint-Victor de Marseille, Benoît XIII fera entendre, en présence de neuf cardinaux, de divers prélats et clercs, une nouvelle profession de foi. F. Ehrle, *Ans den Acten.*, p. 90.

un pape commet un péché, s'il abdique, en temps de schisme ou à une époque de tribulations, par lassitude, par désir de se débarrasser d'un lourd fardeau, par crainte des persécutions, texte qui se rapportait à Alexandre III, mais dont l'application au temps présent était facile, vu qu'il s'agissait alors, comme maintenant, de faire renoncer le vrai pape et l'intrus afin de procéder à une élection nouvelle. Benoît XIII, en un mot, croyait tout ce qu'enseignait l'Église catholique, rétractait toute parole, toute démarche par lesquelles il se serait écarté, à son insu, de la vraie doctrine¹.

Parmi les familiers présents à cette protestation, je remarque Pierre Ravat, nommé par Benoît XIII archevêque de Toulouse. Or, à quelque temps de là, les partisans du pape voulurent assurer de force à ce prélat la jouissance de son siège. Une centaine de chanoines, de clercs et de religieux de Toulouse, parmi lesquels on ne sait au juste combien se trouvaient de suppôts de l'Université², se rassemblèrent dans le convent des Cordeliers

¹ Arch. du Vatican, *Armarius D.*, fascic. 4, n° 8 — Cf. une note placée par un des serviteurs du pape à la suite d'un mémoire que les cardinaux remirent, vers 1799, aux ambassadeurs de Savone : « Circa hoc est sciendum quod impositum sibi quod dixit quod, si renunciasset, crederet peccare mortaliter. Ego per istum modum de crude oculi impositum nunquam eodem nec ad istum sensum, et tamen preterea etiam in consistorio tum nec decessit tum de'ca Bene audiri, quod aliqui dicunt quod ista verba fuerunt de ta narrando verba que Hugues perit in cap. *Quam periculosam vi* q. 1. et al. videtur sensum verba non essent male dicta. » (*Ibid.*, *Armarius D.*, l. XXIII fol. 368 v°) — La même explication se lit dans un ouvrage composé, vers 1491, par un partisan de Benoît XIII (Bibl. nat., ms. latin 1470, fol. 50 v°).

² V. une plaidoirie faite au Parlement, le 29 avril 1497, par un frère mineur, maître en théologie de l'Université de Toulouse : « Aliqui imponunt quandam rebellionem que ab Universitate facta non fuit. In congregatione si quidem Tholose celebrata duo fuerunt de facultate theologie tantum, de facultate medicine nullus, arcium nullus, canonum duo dumtaxat. » Pourtant, à l'occasion de cette échauffourée, le Parlement avait assemblé cent quarante membres de l'Université de Toulouse (Arch. nat. : X. 1. 4767 fol. 543 v° et *Journal de A. cotas de Baye*, t. I, p. 194). On peut lire dans un autre registre du Parlement les noms de vingt-cinq personnages compris dans cette affaire et qui firent défaut le 12 mai 1497 (X. 2. 14, fol. 370 v°) : celui qui y est désigné sous le nom de « Je an Carrel » n'est peut-être autre que Jean Carrel et dont il sera longuement question dans la suite de cette histoire. On y lit aussi le nom du carme Barthélémy de la Noqual, maître en théologie, qui parla, dans la cathédrale de Toulouse, en faveur de Pierre Ravat et de Benoît XIII. Etienne de Montigny, réformateur en langue d'oc, fit sauter, à cette occasion, ses biens et sa bibliothèque, puis le frappa d'une sentence de banissement; la Noqual a écrit, dans des lettres de remission qu'un mois de décembre 1499 (*Documents d'Arçq, Choix de pièces inédites*..., t. II, p. 6. Au

de cette ville, pour marcher de là sur Saint-Étienne, sous la conduite de Pierre de Cardonne, protonotaire du pape, et de Jean Cornille, vice recteur de l'Université, il s'agissait de publier en pleine cathédrale des bulles de Benoît XIII fulminant des censures contre les adversaires de Pierre Ravat et contre les défenseurs de la soustraction. Mais, appel ayant été interjeté au roi par l'archevêque élu, Vital de Castel-Moron, le juge mage, Philippe Bonne, se rendit, de son côté, à la cathédrale afin de s'opposer à cette publication. Il y eut de part et d'autre des discours prononcés, la discussion pourtant dégénéra vite en bataille : épées et dagues se mirent de la partie, et, comme les amis du pape étaient en force, les représentants de la royauté passèrent un mauvais moment. Pierre de Cardonne coupa le nez à un sergent du roi, le juge mage lui-même, renversé et foule aux pieds, survécut peu à ses blessures¹. Restés maîtres du champ de

nombre de ces vingt-cinq personnages ayants au Parlement figurèrent deux individus gardés en prison à Toulouse, le chancelier de l'Université de Toulouse qui se suicida et le grand lèze-sénéchal de comté de Foix Pierre Havel lui-même, qui se trouvait auprès de Benoît XIII (X^e, fol. 302 v°).

1 Cf. une plaidoirie du 7 avril 1407, « Or, avint que ceulx de Toulouse, de ce bon temps après ce que parut Ravat le Pape bailla ses bulles pour l'interdict contre Hermet, sire de Comminges, en quel temps faisoient ces contre-couls qui venoient contre Havel et contre la substruction à laquelle il ne pouvoit, pour ce que les officiers du Roy voudrent s'en contre, y eut mêlée et rangée et armée ». A cette rébellion aurait pris part un certain Mondery d'Orival, chevalier breton qui se trouva plus tard au siège de Lourdes, après qu'il était, à cette occasion, cité devant le Parlement. De plus, on avait obtenu contre lui des lettres royales le déclarant indigne d'exercer les fonctions de capitaine, et il s'était vu remplacer comme lieutenant du viguer de Toulouse. Rendant responsable de ces vexations Guillaume Barrault, secrétaire du roi et du duc de Berry, il lui fut donné 2000 livres de dommages-intérêts, sans préjudice d'une somme de 5000 livres lui dû par le Parlement, en raison duquel le duc de Berry ne vit couvert par le duc de Berry, qui reconnut lui avoir commandé de poursuivre l'obtention desdites lettres royales et s'opposa à la réintégration de Mondery d'Orival dans ses offices. Celui-ci soutint qu'il n'avait rien de lui fait contre la soustraction d'obédience, il se défendit d'avoir soutenu Pierre Ravat dans l'acte de son frère, abbé de « Saint-Étienne » peut-être « Saint-Jacques de Béziers » qui brigait l'évêché de Saint-Louis et il affirma que, parent de Vital de Castel-Moron et s'en souvenant avec affection et lui ayant fait hommage, l'Université de Paris demanda à intervenir dans ce procès, et un maître en théologie de l'ordre des Trinitaires déclara à Guillaume Barrault un brevet de noblesse et de l'ordre des Trinitaires que les « noblesse des Trinitaires de France » prouvent être qualifiés d'« ennemis de la foy et du Roy », que les méfaits de Benoît XIII et de ses satellites passaient entre le Pape et d'autres rois annonça que l'Université était d'intervenir, un jour ou l'autre, un procès d'hérésie aux Toulousains, en particulier au frère de Mondery d'Orival. Quant au pourcentage du

bataille, les manifestants s'empressèrent d'afficher dans toutes les paroisses les bulles de Benoît XIII; ils parcoururent la ville, blessèrent des officiers, firent entendre aux partisans de la soustraction des menaces de mort, parlèrent d'incendier leurs maisons; eux mêmes se fortifièrent soit dans le couvent des Cordeliers, soit dans celui des Jacobins (13 novembre 1406) ¹.

Il n'en fallait pas davantage pour neutraliser l'effet qu'auraient pu produire les dernières concessions de Benoît XIII ². L'heure pourtant était solennelle entre toutes. Le duc d'Orléans avait quitté Paris pour entreprendre une campagne contre les Anglais de Guyenne: son départ ne pouvait que précipiter le mouvement qui entraînait la France vers une nouvelle rupture avec le pape. Le clergé se rendait à l'appel de Charles VI; tout faisait prévoir qu'une fois assemblé à Paris, il se laisserait, comme en 1398, et avec moins d'effort, attirer vers les partis extrêmes.

III

Pour la quatrième fois depuis l'avènement de Benoît XIII — car je ne compte point la consultation hâtive du mois de mai 1403, — le clergé de France était invité par le roi à délibérer sur la conduite à tenir à l'égard du saint-siège.

roi, après avoir à plusieurs reprises, appuyé la demande de Monderv d'Onval contre Guilaume Barrot, il changea d'avis et concut à des poursuites criminelles contre Monderv pour crime de lèse-majesté (Plaidoiries du 15 mars des 7 11 et 12 avril 1407, arrêt du 13 mai suivant, X 1^{re} 4787, fol. 513 ^{re}, 518 ^{re}, 520 ^{re}, 521 ^{re}, X 2^{re} 14, fol. 377 ^{re}).

1 D. Vaissette, t. IX, p. 1040 Cf. Bourgeois du Chastenet. Preuves, p. 141. — Un certain Pierre Hafaut, serviteur de Vital de Castel-Moron, fut accusé plus tard d'avoir recélé des lettres que Pierre Haval envoyait à Paris pour lui servir vers son procès avec ledit Vital, emprisonné pour ce fait au Châtelet, il fut clargi le 11 avril 1407 (X 2^{re} 14 fol. 372 ^{re}, cf. *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 192).

2. Jean Jouvenel s'écriera le 26 novembre : « Ce redouble, évidemment, en injure de la majesté royale! » (*Ibid.*, p. 332.) — Par mandement du 5 décembre 1406, le roi ordonne à son chambellan Pierre des Essarts de notifier les lettres du 3 juillet (v. plus haut, p. 443) à Pierre Ravat et à ses complices, Ravat devra cesser d'inquiéter l'archevêque de Toulouse; toutes les procédures entamées par le cardinal d'Espagne devront être annulées, on procédera à l'égard des contrevenants par la saisie de leur temporel, mais l'écrit ne devant leur en être donnée qu'après la soumission de Ravat (E. Roschach, *Inventaire des Archives communales de Toulouse*, p. 177).

Bien moins nombreuse que l'assemblée de 1398¹, il est pourtant malaisé d'évaluer l'assemblée de 1406. Le chiffre de soixante-quatre archevêques ou évêques fourni par Jouvenel des Ursins doit être exagéré². Guillaume Fillastre n'en comptait qu'environ trente-cinq le 7 décembre³, et ce nombre dut aller plutôt en décroissant⁴. L'archevêque de Tours, Ameilh du Breuil, n'apercevait dans l'assistance qu'un seul de ses suffragants, l'évêque de Nantes, encore était-ce Bernard du Peyron, un évêque contesté⁵. Monstrelet affirme bien que la plupart des prélats et clercs notables répondirent à la convocation royale⁶; mais j'en crois plutôt des lettres royales postérieures déplorant le grand nombre des prélats qui se firent excuser. Il était nécessaire de leur rappeler l'obligation dont ils avaient cherché, peut-être sans raison valable, à s'affranchir. Dans le Berry, le Poitou, l'Auvergne, la Guyenne et le Languedoc, le duc de Berry reçut l'ordre de saisir leur temporel au moins provisoirement, et de leur infliger la peine qu'ils auraient méritée⁷. C'est ainsi qu'il fit saisir, tout au moins en Languedoc, les temporels des évêques de Comminges, de Montauban et de Pamiers, des abbés de Grand-selve et de Saint-Sernin de Toulouse⁸.

1. C'est ce que remarquait Ameilh du Breuil, le 4 décembre. Bourgeois du Chastenet, *Preuves*, p. 140.

2. P. 142, et p. 149. Il s'agit des prélats qui prirent part à la procession du 16 janvier 1407. Le même Jouvenel des Ursins s'exprime ainsi dans un discours qu'il prononça en 1439-1440 : « Jay ouy dire que l'an m. CCC. et six, en ung conseil d'Eglise qui fut fait à Paris, y avoit trois rois, France, Cecille et Navarre, vij, ducs et .xv. et .xvj. comtes, de .xvij. à filz prelatz et Dieu sceit quel autre peuple ». R. Deyrie. *La dévotion des églises, monastères, hôpitaux en France vers la milieu du XV^e siècle*. Mâcon, 1907 in-8, t. I, p. 206.

3. « Il ne y eut environ que .xxxv. éveques, de quoy il en y en ce royaume environ .mijm. » (Bibl. nat., ms. Français 23.34, fol. 61 v^o, Bourgeois du Chastenet, *Idem ed.*, p. 203.)

4. Le 4 janvier 1407 l'assemblée comprend six archevêques, vingt et un évêques, dix abbés, deux doyens et des délégations des Universités de Paris, d'Orléans, d'Angers et de Montpellier. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1207. Le 7, elle se compose de quatre archevêques, de quatorze évêques, de six abbés, etc. Du Houlay, t. V, p. 131. Cependant, l'audience, à certains jours, s'augmentait de tous les curieux venus pour assister aux débats. C'est ainsi que Guillaume Fillastre put dire le 7 décembre : « Il y a encore ceaux .ij^m personnes qui ne scevent comment l'en va. » Ms. cit., fol. 61 v^o, Bourgeois du Chastenet, *Idem ed.*, p. 204.

5. Bourgeois du Chastenet, *Idem ed.*, p. 145.

6. *Idem*, p. 144.

7. *Ordonnances* t. X, p. 252.

8. Le 6 novembre 1407. D. Vaissette, t. IX, p. 1401.

L'arrivée successive des prélats à Paris — ils avaient été, je le répète, convoqués pour la Toussaint ¹, — la formalité de l'inscription sur les registres des commissaires royaux, la procession traditionnelle, la messe du Saint-Esprit remplirent la première quinzaine du mois de novembre². On ne se réunit en séance que vers le 17 de ce mois, pour entendre d'abord l'Université de Paris³.

La cause de la soustraction d'obédience était, en effet, devenue la cause de l'Université : de là le rôle de demanderesse que celle-ci allait assumer devant le clergé, après l'avoir joué devant le Conseil et devant le Parlement. Elle avait arrêté son plan de campagne dans une série de réunions préparatoires. Le 16 novembre encore, la faculté de théologie avait discuté les avantages du renouvellement de la soustraction ou d'une déclaration de neutralité. Vainement Pierre d'Ailly avait tenté, dans cette dernière conférence, moins d'arrêter que de détourner le courant qui emportait l'opinion : il avait fait valoir la nécessité de recourir, pour la solution des questions pendantes, à un concile de l'obédience et, pour la réforme de l'Eglise, à un concile oecuménique ; il avait insinué que la voie de cession, quelque excellente qu'elle pût être, ne devait pas faire négliger les autres ; il avait surtout, pour assurer la liberté de la discussion, soutenu qu'un clerc qui avait fait, en 1398, soustraction d'obédience pouvait, en 1406, ne plus vouloir suivre les mêmes errements, sans que cette contradiction apparente suffît pour le faire ranger au nombre des schismatiques. Parmi les soixante-neuf maîtres présents, cette dernière thèse, si raisonnable, n'avait réuni au plus que vingt-sept suffrages, au nombre desquels, il est vrai, figurait celui du chancelier Gerson ⁴. Le fana-

1. Le chapitre de Notre-Dame de Paris ne choisit ses délégués que le 4 novembre 1406. — *Compareant eorum deputati in instanti Conmis prelatorum pro ecclesia Parisiensis domini decanus, cantor et alii quos voluerit, etc.* (Arch. nat., LL 109*, p. 802.)

2. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 181; Jouvénel des Ursins, p. 440.

3. Le 7 décembre, Guillaume Filastre remarqua que l'assemblée délibérait depuis trois semaines. Bourgeois du Châtelet, *l'ero cif.*, p. 300.

4. Discours de Pierre d'Ailly, du 11 décembre, et de Jean Petit, du 18 décembre 1406 (*ibid.*, p. 352 et fol. 228 v°). Suivant ce dernier, les motions de Pierre d'Ailly auraient réuni que vingt-trois suffrages. Cf. le discours de Pierre

tisme de la majorité se refusant à tolérer la moindre contradiction.

Cependant, afin de ne point effaroucher l'assistance, l'Université débuta par un discours aimable¹. Après avoir ingénieusement comparé le schisme à un cercle dont on ne sait comment trouver le bout le frère mineur Pierre Aux Bœufs évêque, son moins heureusement, l'image d'un navire dont l'équipage (il s'agissait dans sa pensée, du clergé de France) est occupé à opérer le sauvetage. « Les uns entourent les demeurures, en accor-
« dant les divisions, les autres pensent du gouvernail en pour-
« voyant au cas des orages dispensations, et tous généralement
« entendent à très diligemment naviger, à requerrir Dieu par
« prières qui veuille sauver nostre nef ». L'orateur de l'Uni-
versité n'oublia pas de complimenter, comme il convenait, le fils
de Charles VI, le jeune duc de Guyenne, enfant de dix ans, au
« visage d'ange, » auquel plus d'une fois, durant cette session,
on imposa la tâche austère de présider le clergé : « O noble
« fleur de lys! O digne heir de France!... Encore ceste veue

Placé du 16 décembre : « Si courrait fort [Pierre d'Ally] la matiere, et donna
plusieurs couleurs pour les conclusions à quoy il tendoit... Il en y eut plusieurs qui
enques n'avaient oy les raisons qui faisoient au contraire, quant il eurent ouï ces
couleurs qu'il mettoit et ses raisons, considerant l'auctorité et la suffi-
sance de luy, le coururent en son opinion. Mais, selon ce que j'ay entendu ce
jour precedent, il furent xxxvj. maistres en theologie ratifier la conclusion de
l'Université de tous poins, et en la premiere congregation furent xlvj. pour le
opinion de l'Université. » (Bibl. nat., ms. français 23428, fol. 37 r°.)

1 Ce discours et les suivants nous ont été transmis très fidèlement par un des
auditeurs, dont le travail subsiste dans un ms. de l'époque, le français 23428 de la
Bibl. nat. (ancien 227 de Saint-Victor). C'est une sorte de compte rendu sténogra-
phique plein de charme et de vie. Quand Jean Petit, par exemple, interrompait le
fil de son discours pour faire part à l'auditeur des idées qu'on lui soufflait dans le
dos, nous nous en apercevons aussitôt. « Un de messieurs vint me dire un mot. Il a
grand peur que je ne le oublie, je vous approuve de le dire ailleurs, mais,
pour le complaire je le diray maintenant. » Fol. 17 r°. Le sténographe nous
garantit au moins les paroles mêmes qui se tenaient, non les pensées. « Maphieus
fait ce... je ne l'ay pas bien entendu. Supplé par ce qui ensuit. » Fol. 38 v°.
À son égard il n'y a eu que quelques fautes des scribes. Le texte a été corrigé
soigneusement dans la collection de la Bibl. nat. ms. français 17271
et plusieurs fois au xvii^e ms. Dupuy 351, ms. français 17276, nouv. acquit.
françaises 7141; Musée Britannique, Addit. mss. 36882. Il en existe une édition,
qui présente bien des inexactitudes et des coupures, dans les *Preuves de la
Nouvelle histoire du concile de Constance* de Bourgeois du Chastenet (p. 15 et sq.).
Que quelques-uns des discours seulement se trouvent transcrits dans le ms. français
23422 (p. 187-187) de la Bibl. nat. D. Godefroy *Histoire de Charles VI*, p. 616-628,
a publié des extraits de ce recueil.

« en fleur de pureté et de innocence... » Cette parole élégante, et un peu orouse, ne pouvait guère faire pressentir encore les desseins de l'Université, sauf cependant une allusion inquiétante au concile de 963, réuni par l'empereur Othon I^{er} pour déposer le pape Jean XII, de fâcheuse mémoire ¹.

Mais quand à Pierre Aux-Bœufs eut succédé Jean Petit, cet orateur « rude, » qui parlait, comme il l'avouait lui-même, « hostivement et chaudement, » ne laissa subsister aucun doute sur le but que poursuivait l'école : « *Ponamus* qu'il y ait deux « maistres en une nef qui ne facent que escrijor ensemble et « s'entre impugner, et ne entendent pas à gouverner la nef : les « autres mariners laisseront-ils tous perir ? » Non pas. Il en feront sustraction : ils les, geteront ainssois en l'eau s'il ne « les puent autrement mettre à acort. » C'était là parler clair, et la façon dont l'orateur prétendait justifier cette double élimination n'était pas moins catégorique. Les deux pontifes avaient en eux les moyens de terminer le schisme, s'ils le voulaient, très rapidement. Ils s'y refusaient : donc ils étaient « scismatiques et vehementement suspects d'herésie. » Contre Benoît XIII, Jean Petit relevait, en outre, le crime de parjure. Il en concluait, une fois de plus, que la restitution d'obédience devait être considérée comme nulle et non avenue ².

La question étant ainsi posée, les débats commencèrent. On parla tout d'abord de désigner, comme en 1398, un nombre égal d'orateurs qui argumenteraient les uns contre les autres. Cette proposition toute naturelle rencontre, chose étrange, une résistance acharnée chez quelques universitaires : un pape indigne tel que Benoît devait être, à les entendre, privé du droit de se défendre. Après même que le bon sens de l'assemblée ou l'intervention du chancelier de France eurent triomphé de cette intolérance, il fallut que le roi commandât expressément aux avocats du pape de parler librement, tant le déchainement des passions semblait devoir rendre leur rôle difficile ou dangereux ³.

1. Ms. français 23429, fol. 1-7; Bourgeois du Chastenot, *Preuves*, p. 93-103.

2. Ms. cité, fol. 7 v^o-11, Bourgeois du Chastenot, *Preuves*, p. 105-117.

3. *Petigru de Saint-Denis*, t. III, p. 466, 468. Bourgeois du Chastenot, *loc. cit.*, p. 117.

Durant toute la session, l'on s'efforça, d'ailleurs, ou de les prendre en faute ou de les intimider. L'un d'eux, Guillaume Fillastre¹, ayant, le 7 décembre, fait allusion à la part que le pape Zacharie avait prise à l'avènement de la dynastie carolingienne, comme pour prouver qu'il n'appartenait pas aux rois de déposer les papes, mais bien plutôt aux papes de déposer les rois², l'argument fit scandale dans la noble assistance. Incommodé, on crut y trouver la preuve d'un message historique injurieux pour la royauté³. Je ne sais à quelle vengeance se seraient portés les princes, et, quatre jours après, Fillastre, sur le ton le plus humble, a vait imploré, pour cette fois, l'indulgence royale. « Je suy un povre homme, dit-il, qui n'y esté nourry en chaux, et suy si rude de ma nature : je n'ay pas demoré avecques les rois ne avecques les signeurs, parquoy je sache la maniere ne le netille de parler en leur presence ». Il protesta de son respect pour le caractère sacré de la royauté française et promit d'être mieux avisé une autre fois⁴. Ce qui n'empêcha pas le Chancelier de lui faire

1. Entre autres faveurs qu'il avait obtenues de Benoît XIII, je citerai deux bulles du 13 janvier 1604 unissant un canoniat au décanat de Reims et l'autorisation lui, Guillaume Fillastre, à en recevoir les revenus. Arch. du Vatican Reg. Armin. XXXIX *Benedicti XIII*, fol. 437 r°, 438 r°. Le duc d'Orléans, après l'avoir obtenu son conseil et les avoir alloués une pension de 100 livres tournois (Arch. no. KK 207 fol. 42 v°), avait sollicité pour lui, au mois d'octobre 1604, l'évêché de Soissons. « A Guillaume de Sassen, chevalier de son escuierie, pour porter hastivement lettres closes de par ledit seigneur à N. S. P. le Pape, pour la promotion du doyen de Reims, conseiller dudit seigneur, à l'évêché de Soissons. Ilz eurent, et à Ancelot de Velle, semblablement chevalier de l'escuierie dudit seigneur, pour avoir porté lettres closes de par lui aux doyens, chanoines et chapitre de l'église Saint Oervais de la ville de Soissons touchant l'élection de son dit conseiller audit évêché. 100 livres tournois de pension à porter par son charge du monast. seigneur donnée le dix-sept jour d'octobre mil six cent et quatre. » *Ibid.*, fol. 38 r°.

2. « Le pape a autre fois mis roy en France comme dit le capite. *Incarnat* pour ce que certains dient que ce fut par le conseil des princes de France certains dient que ce fu par l'assentement du roy qui lors estoit. » *Ms. cit.*, fol. 81 r°. Bourgeois du Châtelet, *loc. cit.*, p. 282.

3. *Religieux de Saint-Denis* t. III, p. 464.

4. Les termes dont se sert Guillaume Fillastre en présentant ses excuses prouvent bien que le passage mentionné ci-dessus qu'il tenait, et le *Religieux de Saint-Denis*, celui qui se rapportait à l'avènement de Pepin le Bref : « Les docteurs veullent dire que ce fu du consentement du roy, aucuns que ce fu du conseil et à la requeste des barons et signeurs de France. Sire, je seay bien que vostre seigneurie n'est mie comme aux autres : l'empereur tient son imperoulté du pape mais vostre royaume est par heritage. » *Ibid. nat.*, ms. français 23424, fol. 49 r°.

cette réponse mensuade : « Mon signeur le deen, le roy a oy ce
« que vous n'ies dit l'autre jour. Quant vous parlastes, mon
« signeur de Berry fu present, qui en fut tres mal content. Il
« n'est pas oy de present : lundy, l'en en ordonnera ¹. » Pierre
d'Ailly, de son côté, dut se plaindre des menaces qu'on avait fait
entendre contre lui dans l'Université (16 décembre). En défen-
dant le pape, n'exécutait-il pas un ordre exprès du roi ? C'était
vouloir fermer la bouche aux avocats de Benoît XIII. Il obtint
la promesse qu'on ne l'attaquerait que devant le roi ou son
représentant ². En effet, Jean Petit, dans son discours du
18 décembre, le malmena fortement, lui opposa le sentiment à
peu près unanime de l'Université, raille même la multiplicité
des affaires dont il s'embarrassait. « M. de Cambrai, dit-il, vint
« de son évesché, ou je ne sçay de quel lieu : telz grans si-
« gneurs comme luy ont tous jours beaucoup à besongnier ³. »
Pierre d'Ailly n'eut d'autre ressource que de s'excuser une fois
de plus, sur ce qu'il n'avait pas eu l'intention d'attaquer l'Un-
versité, « sa mère ⁴. »

Les avocats du pape firent cependant leur devoir. Quand on
leur demanda s'ils étaient prêts à répondre au premier discours
de Simon de Crauaud (27 novembre) ⁵, ils demandèrent un délai
d'un mois, qu'on réduisit à quatre jours. Guillaume Fillastre,

1. Ms. cité fol. 39 v^o et Bourgeois du Chastenet, *loc. cit.* p. 161. Cf. Jouvencel des Urins, p. 416. — La place qu'occupe cette réplique du Chancelier dans le recueil incomplètement citée par Bourgeois du Chastenet a fait croire à tort que le passage reproché à Guillaume Fillastre se trouvait non pas dans son discours du 2 décembre mais dans celui qu'il avait prononcé précédemment, le 29 novembre ou le 2 décembre, en se reportant à ce discours, on a cru reconnaître dans une allusion au roi (deux) au lieu de l'opre pour avoir usurpé les fonctions sacrées de Bourgeois du Chastenet p. 124 le passage qui avait dû paraître offensant pour Charles VI (J. B. Christophle, *Histoire de la papauté pendant le XIV^e siècle*, t. III, p. 222, D. Hauréou, *Histoire littéraire du Moyen Âge*, Paris, 1872, t. IV, p. 227, Aubertin, *Histoire de la langue et de la littérature françaises au moyen âge*, Paris, 1843, in 4^e, t. II, p. 138, L. Salambier, *Le Grand Schisme d'Occident*, p. 217. L'explication, bien qu'ingénueuse, est inacceptable.

2. Ms. cité fol. 34 v^o; Bourgeois du Chastenet, *loc. cit.*, p. 160.

3. *Ibid.*, fol. 228 v^o, et ms. cité fol. 30 v^o. — La date de ce discours de Jean Petit est indiquée au fol. 229 v^o : « le samedi avant Noël ».

4. Cette date (« die sabbat primo Adventus, samedi du premier dimanche de l'Avant ») est donnée par le recueil des discours (Bourgeois du Chastenet, *loc. cit.*, p. 118) et par Jouvencel des Urins (p. 416). Le Religieux de Saint Denis t. III p. 461 se trompe en faisant commencer les débats par un discours de Guillaume Fillastre.

doyen de Reims, le seul qui eût l'habitude de parler en français débuta donc, le 3 décembre¹, une harangue qu'il se plaignit de n'avoir pu préparer, n'ayant eu « que deux jours pour se pourvoir » et aucun de ses livres sous la main. Le lendemain, on entendit Arnéilh du Breuil, archevêque de Tours². Puis, après un savant plaidoyer en faveur de la soustraction, prononcé par Pierre le Roy, « le plus grand canoniste du royaume³ », Guillaume Fillastre repiqua, le 7 décembre, sur un ton d'aimable bonhomme⁴. Les partisans de la soustraction eussent voulu toujours garder la parole, leurs plaidoiries avaient déjà tenu sept audiences, tandis que celles des défenseurs du pape n'en avaient rempli que trois : c'était à qui, de part et d'autre, obtiendrait le droit de réplique, tandis qu'ensuivant de près à la van des dépenses qui imposait aux prélats cette session prolongée, l'archevêque de Reims réclamait la clôture⁵. Mais, après un troisième discours de Simon de Gramaud (8 décembre⁶), Pierre d'Ailly, bien qu'enrhume et pris à l'improviste, dut encore, le 11 décembre, parer pour Benoît XIII, d'une façon, à vrai dire, quelque peu décourue⁷. Enfin, pour ne pas laisser le clergé sous l'impression d'un

1 C'est la date fournie par le recueil des discours Bourgeois du Chastenet, *loc. cit.*, p. 133-141). Jouvenel des Ursins donne celle du 29 novembre.

2 Bourgeois du Chastenet, *loc. cit.*, p. 141-142 — Jouvenel des Ursins date bien ce discours mais l'analyse qu'il en donne serait de nature à faire croire que l'archevêque de Tours parla pour la soustraction.

3 Le 6 décembre (Bourgeois du Chastenet, *loc. cit.*, p. 144-150, et non le 14, comme l'indique De Bruy, t. V, p. 133. Une sorte de canon ou d'analyse de ce discours, rédigée en latin, se trouve dans le ms. 804 de Rouen fol. 1-13 sous le titre suivant : *Præsentis domini Petri abbatis Montis, pro libertate Ecclesie quoad dispositionem beneficiorum facta in Concilio prelatorum Parisius...*

4 Bourgeois du Chastenet, *loc. cit.*, p. 199-211.

5 « J'ay pitié des prélats de ma province que vous les tenez si longuement. Il est sot sur mes yeux les ils n'osent parler. Ceulx de Paris n'en font conte. Je supplie à mes freres subgez et amis qu'il suffice de ce qui est fait, et que nous soions assemblez à conclure. Les touche le Pape l'en touche le Roy l'en parle de la foy il vausist mieux en parler à l'escole. » (Ms. cit., fol. 65 v°, Bourgeois du Chastenet, *Preuves*, p. 211).

6 *Ibid.* p. 211 v°. — Le deuxième ne nous est pas parvenu. Le patriarche y repartait sans doute devant le roi, une grande partie de ce qu'il avait dit lors de sa présence le 23 novembre.

7 Ms. cit., fol. 313v°. Bourgeois du Chastenet, *loc. cit.*, p. 141-164. — Jouvenel des Ursins assigne à tort la date du 6 décembre à ce discours. Il aura été trompé, ainsi que le *Relateur de Saint-Denis* par la place que le discours de Pierre d'Ailly occupe dans le recueil manuscrit, entre les discours d'Arnéilh du Breuil et de Pierre le Roy. — Cette intervention de certains discours dans le

discours de Pierre Plaoul, qui remplit à lui seul les audiences du 15 et du 16 décembre¹, l'archevêque de Tours répliqua le 17². Malgré ces courageux efforts, l'avantage resta toujours aux partisans de la soustraction. Ils avaient dit le premier mot : ils eurent encore le dernier. La session se termina, les 18 et 20 décembre, par des discours de Jean Petit³ et de Jean Jouve-
nel, avocat du roi⁴.

Placés dans cet état d'infériorité, les défenseurs du pape ne laissèrent pas de faire entendre d'utiles vérités. La restitution d'obédience n'avait eu aucunement un caractère conditionnel, elle répondait au vœu de la plupart des Français. Le roi avait expressément promis fidélité au pape et contracté une alliance avec lui. L'Université de Paris elle-même n'avait-elle pas fait restitution plénière et adressé son rôle à Benoît XIII? Plusieurs de ses suppôts s'en étaient bien trouvés⁵. Et, comme Pierre Plaoul avait lu, en partie du moins, les lettres de soustraction de 1398, Arnéih du Breuil lut, à son tour, les lettres de restitution, notamment celles de l'Université⁶. A présent, on parlait de faire de nouveau soustraction d'obédience. Le moyen de justifier ces perpétuelles variations? La France ne semblait pas savoir ce qu'elle voulait : « L'on diroit tantost que ce seroit la « chanson de Ricochet⁷! »

recueil original a aussi induit en erreur la plupart des auteurs modernes (Schwab, *Joannes Gerson*, p. 185, Hefele, t. VI, p. 735, etc.). L'ordre véritable a été rétabli par M. G. Eiler, *Zur Geschichte des Pisanischen Concils*, p. 34-35.

1. Ms. cité fol. 47 v^o; Bourgeois du Châtenet, *loc. cit.*, p. 177-190.

2. *Ibid.*, p. 218-222. — Ce discours porte la date du lundi (c'est-à-dire vendredi) 17 décembre.

3. Celui-ci, à vrai dire, fut fréquemment interrompu et dégénéra en discussion (*ibid.*, fol. 222 v^o-223 v^o).

4. Ce jour-là le Parlement se transporte en la salle Saint-Louis, où siègent les princes et le clergé (*ibid.*, fol. 229 v^o-234 r^o; *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 180). — Le discours de Jean Jovenel est suivi, dans l'édition de Bourgeois du Châtenet, d'une note inintelligible : « Fin de la proposition de M^r Jehan Jovenel, avocat du roy, et par gens de tout le Conseil. » Le ms. français 2228 parle, en réalité, « ...et par consequens de tout le Conseil. » Cf. Jovenel des Urms, p. 741.

5. Bourgeois du Châtenet, *loc. cit.*, p. 132.

6. *Ibid.*, p. 218.

7. *Ibid.*, p. 140. — Nicolas de Clamanges venait récemment, dans une lettre à Gerson, de railler, à ce propos, la légèreté française, il avait parlé de cette mobilité d'esprit qui, d'ordinaire, est le fait des femmes et des enfants (*op. cit.*, p. 134).

Reparaissaient alors les objections connues contre la légalité de cette mesure. L'assemblée de Paris était incompétente. Toute la chrétienté réunie n'eût pas eu le droit de juger le souverain pontife (c'était alors l'opinion de Palastre, qui devait plus tard changer d'avis) : comment dès lors attribuer ce pouvoir à un concubule qui ne représentait pas la vingt-quatrième partie de l'Eglise universelle, à peine le quart ou le cinquième de l'obédience avignonnaise¹ ? Le pape était le « seigneur universel » du monde. C'est par excès d'humilité et par horreur de la flatterie que saint Grégoire avait blâmé une semblable expression dans la bouche d'un patriarche d'Alexandrie. Mais, ajoutait spirituellement Ameilh du Breuil, « je croy qu'il n'en faudra ja » reprendre M. le patriarche d'Alexandrie qui est ici présent, « car il ne flate pas notre saint pere Benedic² ». C'était vainement que, pour évincer le pape actuel, on lui imputait le crime de schisme ou d'hérésie. A cet égard, l'Université elle-même n'était pas unanime, en particulier la faculté de droit. Pierre le Roy avait gardé le silence sur ce point³. C'était, d'ailleurs, une question des plus délicates, à débattre entre théologiens plutôt qu'entre juristes, et qui ne devait pas être traitée devant des laïques, surtout en français. Quant aux injures qu'on ne craignait point de proférer contre Benoît, avant qu'il eût été l'objet d'aucune condamnation, cela semblait à Pierre d'Ailly « chose bien abominable⁴ ».

Injuste, la mesure proposée était, en outre, périlleuse. Ici, pour démontrer l'impossibilité de se passer du chef de l'Eglise, Ameilh du Breuil contait un apologue de la *Tête et des membres*

1. Bourgeois du Chastenet, *loc. cit.*, p. 323. 363.

2. *Ibid.*, fol. 28 v^o, et Bourgeois du Chastenet, p. 346. — Cf. Grégoire le Grand, ép. viii 30 (il s'agit non d'un archidiacre, comme le porte le texte du discours, mais d'un évêque d'Alexandrie).

3. Bourgeois du Chastenet, *loc. cit.*, p. 308.

4. *Ibid.*, p. 361 et 364; *loc. cit.*, fol. 28 v^o. — Pierre d'Ailly, en commençant, s'était défendu de vouloir offenser l'Université de Paris. « Je n'entens rien dire en injure d'aucun et polessime de ma mere l'Université, laquelle je aime tous jours singulierement et je y suis mult tenu. » (Fol. 32 v^o.) Ce qui n'a point empêché Victor La Clerc de porter sur lui ce jugement sévère : « Pierre d'Ailly, tant vanté par nos pères, devenu évêque de Cambrai, traitait l'Université. » (*Histoire littéraire de la France*, t. XXIV, p. 244.)

fort semblable à celui des *Membres et de l'estomac*¹. Guillaume Fillestre démontrait qu'en dépit des sophismes, les dissidents seraient et demeureraient excommuniés par Benoît XIII : « Les bourgeois de Paris, disait-il plaisamment, alleguent contre le prévost de Paris qu'il est de mauvaise's meurs, comme l'en dit maintenant de Nostre saint Pere, et dient qu'il ne ly obeïront plus, et li font sustraxion. Après, [lu.], considerant que il ne ly ont pas osté toute sa puissance, en fait prendre et justicier aucune : ils demore[r]ont pendus. Ainsai Nostre saint Pere nous excommen[i]e aussi comme le larron demeure pendu, aussi demorerons nous excommen[i]és, car nous ne ly avons pas osté la puissance des clés². » L'examen des moyens par lesquels on pouvait remédier à ces inconvénients était volontiers renvoyé à une date postérieure par les partisans de la soustraction. C'est à peu près comme s'ils eussent dit : « Quant la mai- son sera arsee, l'en fera provision de eau³, » ainsi que le remarquait finement Pierre d'Ailly. Au surplus, on faisait prévoir l'opposition d'un des grands feudataires du royaume, le duc de Bretagne, sans parler de celle du duc d'Orléans, dont il eût été convenable d'attendre le retour⁴.

La soustraction d'obédience manquait surtout d'utilité. L'expérience des années 1398 à 1403 montrait le peu de profit qu'on pouvait en tirer. La conduite de la France avait été l'objet des railleries générales. Les Anglais notamment, « quant l'en leur disoit qu'il avoient destitué leur roy, disoient que nous avions fait pis et que nous avions destitué nostre pape⁵. » Pouvant-on espérer vaincre de cette manière l'obstination de Benoît XIII ? Pendant les cinq années de sa captivité, il n'avait point varié : céderait-il, après avoir reconquis « la clef des champs ? » — « Je cuide que nenny, répondait Amelb du Breuil. Il est du pays des bonnes mulles : quant elles ont prins un chemin, l'en les escorcheront plus tost que l'en les ferait retourner⁶. »

1. Bourgeois du Chastenet, *loc. cit.*, p. 221.

2. *Ibid.*, p. 138, et *ms. cit.*, fol. 71 v^o.

3. *Ms. cit.* fol. 34 v^o.

4. Bourgeois du Chastenet, *loc. cit.*, p. 148.

5. *Ms. cit.* fol. 33 v^o.

6. *Ms. cit.* fol. 31 r^o et Bourgeois du Chastenet, *loc. cit.*, p. 148.

La soustraction avait, de plus, l'inconvénient de rendre impraticables la voie de cession, la voie de concile, la voie de compromis et jusqu'à la voie de réduction qui, récemment suivie dans la Rivière de Gènes, avait conduit à de si bons résultats et fait concevoir de si grandes espérances ¹.

Guillaume Fillastre ne défendait pas l'abus, mais le principe des taxes apostoliques. Il ignorait ce qui se passait dans le pays de Pierre le Roy — mais, chez son père, il savait bien que l'habitude était de tondre les brebis au moins une fois par an. C'était leur intérêt; si l'on y avait manqué, des chardons, des épines se seraient accrochés à leur toison. Outre le droit de tondre, c'est-à-dire de taxer les clercs, au moins modérément, le souverain pontife avait celui de disposer des bénéfices majeurs. En usait-il donc aussi mal qu'on le prétendait? Guillaume Fillastre ne pensait pas que ce fût l'avis de Pierre le Roy, qui lui devait son abbaye du Mont-Saint-Michel, non plus que celui de beaucoup d'autres membres de l'assemblée pareillement pourvus sous le pontificat actuel. Il soutenait même que cette façon de conférer les bénéfices était préférable au système électif qui donnait lieu à des brigues scandaleuses et faisait beau jeu aux favoris des princes ².

Les avocats du saint-siège allaient jusqu'à défendre la personne de Benoît XIII, digne, en effet, de respect à certains égards. Ils rappelaient sa haute naissance, ses bonnes mœurs. Au point de vue du marchandage auquel pouvait donner lieu la collation des bénéfices, ils instituaient entre son règne et celui de son prédécesseur une comparaison qui n'était pas à l'avantage de Clément VII. « J'ay veu tel temps, en cour de Rome, » disait Guillaume Fillastre, que les prelatures et grans « benefices estoient à cely qui plus en donnoit; et, aucune fois, « avenoit que, quant deux en donnoient un mesme prix et « samblable, tous deux le perdoient, et venoit un tier qui « metoit dessus et l'emportoit. Mais, Dieu mercy, je croy que « [Benedic] a bien extirpé à court de Rome ceste symonie ³ ».

¹ Bourgeois du Châtenet *Preuves*, p. 146.

² *Ibid.*, p. 206.

³ *Ibid.*, p. 124, 125, 218. — *ms. cote fol. 20^{vs}* — Quelques *ms.* après, Guillaume

Ils estimaient que le pape avait fait plus qu'on ne lui demandait, que la France avait vraiment reçu satisfaction¹. Au surplus, depuis cinq semaines on était assemblé (ainsi parlait Fillastre à la date du 7 décembre), les délibérations avaient déjà duré vingt jours. On avait agité la question de savoir si Benoît XIII était hérétique; on s'était fort occupé des bénéfices et des taxes; mais, quant à trouver un moyen de terminer le schisme, personne n'y avait songé. « Un bon homme, racontait à ce propos le doyen de Reims, cheut dedens un puis. Passa par empres un sien voisin, qui le oït se plaindre dedens le puis, et se approcha. Il regarda dedens, il ly fist plus d'un cent de demandes, comment il y estoit cheu, et que ce estoit tres mal à point, et ne pourveoit point à l'en mettre hors. Celui qui estoit en bas, qui n'estoit pas à son aise, ly dist, quant il fu ensuié: « Tu ne deusses mie enquerir comment je suy cheu, mais comment tu m'en pouras traire et mettre dehors². » La morale que Fillastre tirait de cet apologue était celle-ci: « Ne alons jà tant au tour du pot. Ne querons jà comment nous sommes cheus en ce schisme. Mais, pourveons comment nous en pourons issir³. » Pour sa part, il partageait les préférences du pape pour la « voie de convention⁴. » Amaith du Breuil et Pierre d'Ailly inclinaient, au contraire, vers la convocation d'un concile de l'obédience ou d'un concile général⁵.

Ainsi qu'on l'a pu voir par de trop courts extraits, les défenseurs du pape, durant toute cette session, s'appliquèrent à prendre un ton de bonhomme, une façon de parler familière et plaisante.

Fillastre s'excusait d'avoir fait allusion à la somme qui régnait au temps de Clément VII: « Il ne s'ensuit pas qu'il en fust cause, » ajoutait-il prudemment (Bourgeois du Chastnet, p. 200).

1. *Ibid.*, p. 121. Discours de Pierre d'Ailly du 13 décembre: « Tiercement, il a baillie [baillé] de cessus, mais je croy bien qu'il y a plusieurs conditions qui vous sont desplaisantes. Et bien, il ne doit pas estre ainsi arde, arriere... Il est prest de faire Conseil general et de poursuivre la conclusion du Conseil. Cestes suppositi ons sont vraies, et les pourveront messagieries qui sont cy pour luy ou par escript ou autrement, tant qu'il devra suffire. » (Ms. cité fol. 34^r et v^r).

2. L'apologue est conté à peu près sous cette forme par saint Augustin dans sa lettre XXXII adressée à despot le pape.

3. Ms. cité fol. 6^r. Bourgeois du Chastnet, loc. cit. p. 203.

4. *Ibid.*, p. 121.

5. *Ibid.*, p. 144, 154. Ms. cité fol. 34^v.

qui devaient produire sur l'assistance un effet apaisant. Point mordants, point agressifs, quelque parti que leurs adversaires aient cherché à tirer de quelques-unes de leurs phrases¹, employant tout au plus une ironie amable, ils firent, à plusieurs reprises, appel à la concorde, à la conciliation. « Il seroit bon, « observait Pierre d'Ailly, que l'en n'en desputast plus — l'en « en a assez parlé, — et que l'en se assamblast d'un commun « acort pour adviser aucuns bons moiens. » Faisons, ajoutait-il, comme ces avocats qui, « quant il ont parlé » fort l'un contre l'autre, s'en vont digner ensemble². »

Tout autre fut le ton des partisans de la soustraction. Le *Religieux de Saint-Denis* a constaté lui-même le scandale que causèrent quelques-unes des injures, vraiment par trop grossières, qu'ils jetèrent à la face de Benoît, et le malaise qu'en ressentirent les princes témoins de cette fureur³. Schismatique, hérétique, hérésarque même, insatiable, voire débauché, en dépit de son grand âge, telles furent les épithètes prodiguées au pontife qui était encore aux yeux de tous *indubitatus papa*, ainsi que le remarqua l'évêque de Périgueux, non sans s'effrayer, il est vrai, un démenti de la part de Jean Petit⁴. C'était par leur hypocrisie, au dire de Simon de Cramaud, qu'Innocent VII et Benoît XIII s'étaient frayé le chemin du trône : « Comment sont ilz entré « en la papauté ? — Comme deux renars, comme les deux plus « devos de toute la compagnie et qui s'aignoient avoir plus à « cuer la voie de cession. N'ont il pas juré à pourchassier l'union « par toutes voies ?... Le nostre especialment a fait mer- « veilles. . . » Et Jean Petit comparait Benoît XIII à Jason, qui n'avait senti tant d'amour pour Medee que dans le dessein de conquérir avec son aide la Toison d'or. « Mais quant il eut « tant fait qu'il eust devers luy *rellus aureum* il ne estoit riens « comme il haist comme Medee. Ainssi, pareillement, Benedic

1. Ainsi le 30 décembre, Jean Jouvenel s'indigne que Guillaume Fillastre ait osé traiter le pape comme « *superum* » « *spiritualibus et temporalibus* » (Bougeon du Chastenet, *ms. cit.* fol. 231 v°).

2. *Ms. cit.*, fol. 38 v°.

3. T. III, p. 479.

4. Bougeon du Chastenet, *ms. cit.* fol. 223 v°.

5. *Ibid.* p. 121, *ms. cit.*, fol. 36 v°.

« looit tant cession affin qu'il pust avoir *vellus aureum*, ceste « cappe rouge ! » — « Il a la teste de mule, » proclamait le même orateur, autorisé, il est vrai, par l'exemple d'Arneilh du Breuil à se servir de cette comparaison irrévérencieuse ¹. « Il a bien « vingt quatre ans, » avoit dit Pierre Plaoul, qu'il ne fût que à sa « teste. » Le même comparait les deux pontifes rivaux à l'oracle de Delphes, dont toutes les réponses étaient à double entente, et il prétendait les placer fort au-dessous des bourreaux du Christ qui, eux du moins, s'étaient gardés de partager la Robe sans couture ². Cramaud cherchait à exciter la colère du roi contre ce pape qui, en qualifiant d'intrus les prélats institués durant la soustraction, avait par là même relégué Charles VI au rang des schismatiques et tenté de marquer la maison de France d'une tache ineffaçable. Il rappelait brutalement les remontrances adressées par Philippe VI à Jean XXII au sujet de sa doctrine sur la vision béatifique, et prétendait que, si le pape ne se fût rétracté, le roi l'eût fait brûler comme hérétique ³. Pierre Plaoul allait plus loin encore : à l'exemple de Jean Petit, peu s'en fallait qu'il ne révoquât en doute la légitimité de Benoît XIII. S'il le reconnaissait comme vrai pape, ce n'était pas sans trouble de conscience. L'autre parti, disait-il, faisait valoir de puissants arguments, de si puissants qu'ils avaient triomphé dans la plupart des pays chrétiens; il était peu de clémentins qui à l'article de la mort, osassent affirmer la justice de leur cause. Pierre Plaoul, à vrai dire, était natif de Liège, pays où le pape de Rome se voyait généralement reconnu ⁴.

Quant aux arguments employés par les partisans de la soustraction ils n'ont rien de nouveau pour le lecteur ⁵. Je citerai

1 Ms. cité, fol. 77 v°. Bourgeois du Chastellet. fol. 225 v°.

2 Ms. cité, fol. 80 r°, 81 v°.

3 Bourgeois du Chastellet, loc. cit., p. 215-216. Ce souvenir était fréquemment invoqué dans les discours des universitaires (v. plus haut, t. II, p. 413).

4 C'est ce qu'il explique lui-même le lendemain, en ajoutant que lui et ses amis avaient toujours suivi l'opinion de la France, et qu'il n'entendait pas « déprimer » une obéissance dans laquelle il avait ses bénéfices (ms. cité, fol. 82 r° et v°).

5 V., par exemple, les thèses ainsi formulées par Pierre le Roy : « Toute fois et quant que le pape fait aucune chose qui n'est pas convenable à la fin

soulement l'affirmation, bien hasardee, de Pierre Plaoul que les Italiens eussent, à l'instar des Liegeois et des Messins ¹, secoué volontiers le joug de Boniface IX, si la soustraction de 1398 avait duré plus longtemps. il prétendait en avoir acquis la certitude en Italie ².

Pour parer aux inconvénients que comportait la soustraction, on n'imaginait guère d'autre remède que ceux dont on avait déjà fait l'essai avant 1303. Simon de Cramaud attachait pourtant une certaine importance au soin d'ordonner régulièrement des conciles provinciaux et au rétablissement des primaties de Bourges, de Vienne et de Lyon ³.

La revendication des libertés de l'Eglise de France et la critique des réserves et exactions pontificales occupaient la plus grande place dans les discours de ces orateurs. Ils ne voulaient plus entendre parler de provisions apostoliques, si ce n'est pour les bénéfices vœux. Ils condamnaient les expectatives, ainsi que les annates, services, droits de dépouilles et de procurations ⁴. Si Jouvenel admettait qu'au cas où Benoit XIII viendrait à résipiscence, le roi put lui octroyer le droit de lever un subsidé, il demandait au moins la suppression des agents intermédiaires, collecteurs ou commissaires, qui pressuraient le clergé et ne laissaient, à l'entendre, que la moitié de l'argent parvenir au trésor du saint-siège, tas de « marauds » et de « happe-lopins » qui ne savaient que « troubler, » ravager, dépenser et excommunier. Les trois cents clercs frappés de censures pour défaut de paiement dont les noms avaient été affichés aux portes de Notre-

à qu'il est ordonné. » En ne ly doit point oïer. » Ms. cit. fol. 44 r.
Bourgeois du Châtellet *Ibid.* p. 167. « L'en ne résister aux commandemens du pape quan il donnent occasion de science. » *Ibid.* « Le pape n'est une universel seigneur de l'Eglise » il appert par ses lettres car il se appelle seigneur des seigneurs. » *Ibid.* p. 172 ms. cit. fol. 44 r.

1. En ce qui concerne les Messins on ne savait pas quelle avait été, à l'époque de la soustraction, leur attitude à l'égard de Boniface IX. En tout cas, une partie d'entre eux avaient obéi au mot d'ordre de l'évêque clementin Haoul de Louey V. plus haut p. 252 note 3.

2. Ms. cit. fol. 42 v.

3. Héraclius du Châtellet *Ibid.* p. 113.

4. Voir tout le discours de Pierre de Dinteville du 4 décembre *Ibid.* p. 164-170. Jean Dinteville pour le rétablissement des bénéfices français par les créatures du pape. « Et que le pape n'est en son seigneurie » et nous montrons qu'il congnoisse l'habitude des évesques. » *Ibid.* p. 232.

Dans le dernier synode de Paris lui paraissaient enlever vengeance contre le fisc pontifical. Il concevait le gouvernement de l'Eglise de France comme une sorte de république, administrée par les évêques et les conciles provinciaux, au-dessus desquels siégeait le roi, « empereur en son royaume, » assisté de son Conseil général, c'est-à-dire du clergé et des Universités de France ¹.

Les orateurs du pape l'avaient justement fait remarquer : on se préoccupait peu des moyens de terminer le schisme. Simon de Cramaud et Jean Petit n'émettaient, à cet égard, que des idées vagues ou chimériques. Une fois l'obéissance soustraite à Benoît XIII il y aurait entre les princes des deux obédiences échange d'ambassades et d'idées. On tâcherait de réunir les cardinaux des deux colleges, sans tenir compte des deux papes actuellement régnant, ils en éliraient un troisième; celui-là présiderait un concile général; le concile enfin déciderait si ce pape pouvait demeurer, ou s'il convenait d'en élire un quatrième cette fois définitif ². Projet insensé, on le voit, qui n'avait aucune chance de se réaliser, et qui probablement, si l'on eût tenté de le mettre à exécution, aurait abouti à faire coexister quatre papes au lieu de deux.

Je crois avoir fait saisir le caractère de ces débats qui, quoique prolongés pendant plus d'un mois en la présence des princes, du jeune duc de Guyenne, parfois du roi lui-même, avaient mis en avant bien peu d'idées nouvelles, j'entends d'idées dignes de retenir l'attention du clergé. Ce tournoi oratoire avait pu faire briller la verve, la finesse, la science des docteurs. Le compte rendu qui nous en est parvenu est certainement le monument le plus curieux qui subsiste de l'éloquence française au commencement du 14^e siècle. Mais je doute que les prélats, assez peu nombreux d'ailleurs, qui furent retenus durant ces longues semaines à Paris aient pu s'y former une conviction qu'ils n'y eussent pas apportée toute faite. Moins circonvenus, moins intimidés qu'en 1318 par le gouvernement,

¹ Bourgeois du Chastenet *loc. cit.* et ms. cité fol. 85 v.
² *Ibid.*, fol. 227 v., 228 r.

de Saint-Denis et des renseignements contenus dans le rapport du Patriarche¹. Un certain nombre de prélats auraient été d'avis, plutôt que de pousser à bout Benoît XIII, de l'amener peu à peu à de meilleurs sentiments par des témoignages d'affection filiale. D'autres se seraient prononcés, au contraire, pour une soustraction totale d'obédience : tel était sûrement l'avis de l'Université de Paris. Mais la grande majorité paraît s'être contentée de réclamer le retour aux libertés de l'Église, ce qu'on avait appelé, en 1398, la soustraction particulière, c'est-à-dire qu'en demandant au pape le droit de pourvoir aux bénéfices et de taxer les clercs, on ne laissait pas de lui reconnaître le pouvoir de gouverner les âmes. L'opinion se prononça si fortement dans ce sens que Simon de Cramaud lui-même, qui eût sans doute incliné vers la soustraction totale, fut forcé de se rallier à cette sorte de moyen terme². Encore dut-il convenir que tous n'étaient pas d'avis d'opérer ce changement par voie révolutionnaire : quelques-uns voulaient attendre la réunion d'un concile général³, d'autres proposaient d'adresser au pape des requêtes et des sommations. Le plus grand nombre pourtant, les neuf dixièmes, au dire de Simon de Cramaud, comptaient sur le roi pour imposer d'autorité cette réforme.

Elle avait commencé de se réaliser, en fait, en ce qui concernait les taxes apostoliques, dont la levée avait été suspendue dès le mois de juin, et l'on se souvient de l'arrêt rendu au Parle-

ment delay... Car, comme il appert par les lettres qu'il l'a envoyées [Italie], il est en opinion en laquelle il estoit quant messeigneurs de Berry et de Bourgogne et d'Orléans et les autres en partirent, comme il appert par leurs responses et le teneur des dictes bulles — et dit que l'Université en a eu cause de [le] resputer] scismatic et suspect de heresie — pour quoy on ne luy peult ne doibt obeïr — Item, je dy que le Roy doibt faire ce que son advocat a proposé, et doit estre ceste conclusion dictée du Roy et son clergie — Bibl. nat., ms. latin 17364 fol. 100 v°

1. Bibl. de Rouen, ms. 1356, fol. 43; *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1307. Cf. Jouvenel des Ursins, p. 412.

2. C'est ce qui fait dire à M. B. Hess *Frankreichs Kirchenpolitik und der Prozess des Jean Petit*, p. 94 que Simon de Cramaud cesse dès lors d'appartenir au parti radical de l'Université. Ses discours ne témoignent pas d'une telle évolution.

3. Certains historiens ont rapporté à tort que l'assemblée se prononça à l'unanimité pour la convocation d'un concile général (Du Boulay t. V, p. 134; Crevier, *Histoire de l'Université* t. III p. 254; Isambert t. VII p. 125; J.-B. Christophe, *Histoire de la papauté pendant le XIV^e siècle*, t. III p. 224; F. Rucquain, *La cour de Rome et l'esprit de réforme avant Luther* t. III p. 85, etc.

let 1406, pour les bénéfices attribués par élection ou conférés par les collateurs ordinaires à l'époque de la soustraction¹. Mais la cédula dont le Patriarche donna lecture devant les princes le 4 janvier 1407, et qui reçut séance tenante l'approbation du clergé réduit, à vrai dire, ce jour-là, à une quarantaine de membres², posa en principe le rétablissement des élections canoniques, ainsi que des collations faites par les ordinaires. Le pape ne devait conférer, tant que durerait le schisme, aucun bénéfice en France, et cette réforme persisterait même après le rétablissement de l'unité dans l'Église, sauf pour les bénéfices des prélats morts en cour de Rome, à moins qu'un concile général n'en décidât autrement³. De cette cédula on retrancha, quelques jours après, les expressions qui pouvaient faire considérer la réforme comme une innovation : on voulait qu'il fût bien entendu que ce n'était qu'un retour aux libertés anciennes de l'Église de France⁴.

Cramaud obtint encore d'une partie du clergé un vœu tendant à ce que défense nouvelle fût faite à tout Français de hasarder aucune critique contre la voie de cession, et à ce que les ordonnances de l'époque de la soustraction fussent remises en vigueur⁵.

En somme, si la session de 1406 marquait un échec grave pour le parti de Benoît XIII, le parti opposé, en dépit de ses violences, était loin d'y avoir eu gain de cause. Il suffit pour s'en convaincre de comparer aux vœux du clergé ceux qu'exprimait, au même moment dans une lettre au roi, l'Université de Paris. Benoît XIII étant schismatique et suspect d'hérésie (sur ce point toutes les facultés, toutes les nations tombaient d'accord), il était impossible d'ajouter foi à ses promesses, impos-

1. Cependant le chapitre de Sens avait procédé à l'élection d'un archevêque, probablement dès la fin de l'année 1405 (*Gallia christiana*, t. XII, c. 60; cf. la chronique de Laurent Pignon, Bibl. nat., ms. latin 14382, fol. 146 r°).

2. Pierre d'Ailly, par exemple, ne figure pas parmi les évêques présents.

3. Bibl. de Brven, ms. 1539, fol. 42. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1497. — Menestrelot (l. I, p. 144) fait remonter, par erreur, ces mesures au mois de décembre 1406.

4. Correction votée, le 11 janvier, par les neuf dixièmes des ecclésiastiques présents (ms. 1358 de Rouen, fol. 44 r°, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1316).

5. Mesure votée le 7 janvier. À l'unanimité des voix moins une, dans une assemblée encore moins nombreuse que celle du 4 janvier (Du Boulay t. V, p. 134).

sible également de continuer à lui obéir en servant Jésus-Christ. L'Université, dans la mesure de ses forces, lui retirait donc l'obédience, conseillait au roi d'en faire autant et le suppliait de ne point laisser ses sujets encourir par leur soumission le reproche d'hérésie ¹.

Cette lettre fut scellée le 3 janvier 1407. Il avait fallu longtemps lutter pour obtenir l'assentiment de la nation anglaise, c'est-à-dire de la fraction urbaniste de l'Université. Non que l'on se montrât dans ce clan, moins sévère pour Benoît, mais parce que l'Université avait semblé d'abord vouloir envelopper dans la même condamnation le pontife d'Avignon et le pape de Rome ². Ce scrupule prouvait bien qu'il n'y avait aucune chance d'entraîner les urbanistes dans le parti de la soustraction.

En même temps, l'Université présentait une série d'articles tendant à prouver que Benoît XIII était parjure et hérétique, avait cessé d'être pape, qu'on pouvait se soustraire à son autorité même sans déclaration préalable, que ce serait pour les princes une œuvre méritoire de le forcer à abdiquer ³. Elle rédigeait contre lui un long réquisitoire ⁴; enfin elle renouvelait l'appel qu'elle avait déjà interjeté, à deux reprises, en 1396, au futur pape incontesté. Elle ajoutait, cette fois, au concile général, que ce pape, elle n'en doutait pas, se ferait un devoir de présider ⁵.

IV

Avant même que Simon de Cramaud eût recueilli les suffrages des membres de l'assemblée, une nouvelle grave, vieille de sept

1. Bibl. du Vatican, ms. Reg. 1964, fol. 169, Bibl. de Rouen, ms. 1356 fol. 41, Bibl. nat. ms. latin 14669, fol. 87^r, Du Boulay, t. V, p. 134. — Le mécontentement de l'Université perce notamment dans cette phrase : « Convocastis Concilium Ecclesie Gallicane ad succurrendum desolationi matris fidelium : videte ne, medicina jam propius admota, paucorum versipellis astutia operatam sanitatem impediat. »

2. Denifle et Châtelet, *Archivum Chartularum*, t. I, c. 937-939.

3. Du Boulay, t. V, p. 137.

4. *Thesaurus nubes ascedentium*, t. II, c. 1340-1344.

5. *Ibid.* c. 1295. — L'Université et quelques prêtres avaient cherché aussi à obtenir que le procureur du roi déposât contre Benoît XIII une plainte devant

sommes, était parvenue à Paris : la mort avait terminé le court pontificat du pape de Rome Innocent VII (6 novembre 1406). On ajoutait — ce qui n'avait été dit ni à la mort d'Urbein VI, ni à la mort de Boniface IX — que les cardinaux romains différaient l'élection jusqu'à ce qu'ils eussent correspondu avec le roi de France¹.

La joie fut donc plus grande encore que précédemment, et, suivant l'habitude qu'ils avaient prise, mais avec plus de confiance dans le succès de leur démarche, le roi et l'Université s'exprimèrent d'écarter aux cardinaux romains². Il fallait ajourner toute élection nouvelle, Benoit XIII, on l'espérait, allant enfin tenir sa promesse — en tout cas, avec ou sans lui, la France s'occuperait de réaliser l'union. On assemblerait, par exemple, les deux collèges de cardinaux : ils éliraient le pape unique que l'Eglise appelait de ses vœux. Pour bien montrer que la question de nationalité ne serait pas un obstacle à l'union, l'Université ajoutait que ce pape devrait faire de Rome sa résidence habituelle.

Le Parlement au sujet de la violation des libertés de l'Eglise de France. Le Parlement, consulté à cet effet, le 31 décembre 1406, laisse au procureur du roi toute liberté d'action (*Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 103).

1. Les lettres adressées aux cardinaux de Rome par Charles VI et par l'Université de Paris à l'occasion de la mort d'Innocent VII sont datées du 24 décembre 1406 dans le ms. latin 12512 (fol. 43 v^o) de la Bibl. nat. et dans l'édition de Bourgeois du Chastellet (*loc. cit.*, p. 501). Mais je doute qu'à cette date la nouvelle fût déjà parvenue à Paris. Dans une allocution du 17 décembre, le recteur de l'Université parle d'Innocent VII comme s'il vivait encore. Le même jour, il en fait mention dans le *Liber procuratorum nationis Anglicane* de « monseigneur Innocent ou de son successeur » (Denise et Châtelet, *Actuarium Chartularum*..., t. I, c. 914). Une phrase de la lettre de l'Université au duc d'Orléans, citée ci-dessous, nous apprend enfin que la nouvelle de la mort d'Innocent VI arriva comme déjà les débats du concile étaient clos et qu'on s'apprêtait à voter. « On a ordonné et conclu de dire les opinions. Et ainsi que l'on estoit en cest estat nouvelles certaines sont venues par déjà que celui qui à Rome se nommoit Innocent est alé de vie à trespassement » On voit combien est hâtive de la vérité M. E. Jarry (*La vie politique de Louis de France*..., p. 343) quand il suppose qu'on apprit à Paris la mort d'Innocent VII au moment où le concile tenait ses premières séances.

2. Le programme des démarches à faire est aussitôt tracé par un membre de l'Université Bibl. nat., ms. latin 1461, fol. 113 v^o, *J. Gersonii opera*, t. II c. 77. Dans la lettre qu'on écrira aux cardinaux romains, il ne faut ni suggérer ni exclure l'expédient consistant à élire Benoit XIII. Six mois auparavant à ce que croyait l'auteur, ces cardinaux avaient été déjà admonestés par Charles V, en prévision d'une vacance du saint-siège.

Presque aussitôt pourtant, d'après les nouvelles reçues de Toulon, l'Université crut comprendre que Benoît XIII laisserait encore échapper cette occasion. Il avait fait entendre une réponse équivoque à des messagers du duc d'Orléans venus pour s'informer de ses desseins. Il se disposait à envoyer à Rome, mais ses ambassadeurs ne devaient y remettre en avant que le projet de conférence. « Rien disait-on, ne lui eût servi ainsi d'ennemi » noble ne à déplaisir que voir parler de la voie de raison ». L'Université en concluant que le devoir de tout bon catholique était d'abandonner Benoît. Elle écrivit dans ce sens à Louis d'Orléans, qui poursuivait toujours sa campagne de Guyenne, et lui rappela qu'il s'était engagé à ne plus soutenir le pape d'Avignon le jour où celui-ci manquerait à sa parole ¹.

Tous ces efforts furent superflus. Il en fut de même de la démarche que tenta, de son côté, au mois de janvier 1407, le roi d'Angleterre Henri IV ². L'incroyable lenteur avec laquelle les cours de France et d'Angleterre étaient informées des événements romains leur laisse ignorer pendant bien plus d'un mois l'élection de Grégoire XII, qui dès le 30 novembre, avait succédé à Innocent VII.

1. Arch. nat., M 66^b, n° 35.

2. Par lettres écrites de Londres, vers le 1 janvier [1407]. Henri IV exhorta les cardinaux romains à différer l'élection du successeur d'Innocent VII et à mettre fin au schisme « ora mundano favore protulit » M^{ss}. Bernanque ms. Collon. Cleop. E II, fol. 250. Il explique encore mieux sa pensée dans une lettre adressée de Westminster le 18 janvier, à ses deux ambassadeurs à Rome, le chevalier Jean Cheyne et le docteur en lois Henri Chicheley, « Si volens nunciatum que vous attendez en la courte lan que vous euciez autre mandement de nous, au fin que vous puissiez savoir si le College des cardinaux veulent proceder à l'election du pape futur ou autrement mettre auant l'election en suspension jusques a tant qu'ils puissent faire bon fin par la sainte de sainte Eglise, selonc ce qu'ils ont esté en propos, à ce que nous avons entendu. Et vraiment, » de facent ainsi, nous perdrions bien qu'ils en ont pris très bon et sont propres que London, si Dieu plest à longgo de lui et regnerment de tous chrestiens. Et par donner confort et courage au diz cardinaux par continuer en yeul leur propos. escriit leur avons par ranere nous par la copie de nos lettres. » il vous pourra plus pleinement apparoir, veuillez que mesmes nos lettres vous facent estre presentes à le College susdit, en cas que la dicte election soit delaidé come dessus. Mais s'il avient que l'election susdicte soit faite sans attendre le fin de la scisme, adunque il semble bien expedient que vous soiez bien avisez comment vous poursuivrez nos ditz l'insignes, jusques a tant que vous puissiez clereement savoir comment autres princes chrestiens se p^{er} vous mesmes l'esist. car nous ne voudrions pas estre le premier ne le darrenier en si grand basoigne. » *Ibid.*, fol. 249, original.

Toutefois, en même temps qu'on apprit l'avènement d'un nouveau pape de Rome, on reçut des lettres par lesquelles il acceptait la voie de cession. Aussi, loin d'être compromise, l'union n'en parut que plus sûre et plus prompte à réaliser. C'est avec une joie triomphante que Paris salua cette nouvelle, et, à cette occasion, les princes prirent part, le 16 janvier 1407, à une procession dans laquelle Jouvencel des Ursins ne compte pas moins de soixante-quatre évêques ou archevêques, sans parler de la foule des abbés, des docteurs et des licenciés¹. Au cours de cette cérémonie, le chancelier Gerson prononça un éloquent discours qu'on a souvent cité, sur la foi de l'éditeur comme remontant aux années 1394 ou 1395². « Graces à Dieu, louenge et
 « gloire, dit-il, quant il nous ha donné victoire!... Alons, alons,
 « sans atargier, alons de pais le droit sentier! Et qui est de pais
 « le droit sentier, se non la voye de cession? Celle voye est
 « pieçà avisee; mais à present elle est ouverte...; tous empes-
 « chemens sont arriés mys... Victoire vorrement nous ha donné
 « Dieu, quant à la voye de pais tant quise et demandée, la
 « voye de cession, il ha encliné les cuers des deux conteu-
 « dens... Esceivons nos cuers, o devot peuple crestien; pensons à
 « la cause de ceste assemblée et procession tres sollempnelle;
 « boutons hors toutes aultres cures; donnons ceste heure à con-
 « siderer le beau don de pais qui nous approche! ... Quantes
 « loys par quans desirs, depuis pres de trente ans, avons nous
 « demandé pais, huchié pais, soupiré pais : *Venist pax!*
 « Reviengne paix! Quantes processions en ont esté faites,
 « quantes legacions par toute crestienté! Et jusques à cy nous
 « n'avons eu nulle si certaine nouvelle d'uprochement de pais
 « comme de present; nous n'avons [eu] nulle si belle victoire
 « contre scismatique division comme maintenant, quant la voye
 « plus briefve et convenable pour la debouter hors et faire trebu-

¹ P. 442.

² *J. Gersonii opera*, éd. Ellis du Pin t. IV, 1, c. 565. — Erreur partagée notamment par l'abbé (depuis cardinal) Et. Bourret. *Essai historique et critique sur les sermons français de Gerson*, Paris, 1828, in-8°, p. 113; J.-B. Schwab, *Johannes Gerson*, p. 124 assigne rien à ce discours la date de 1407, mais le suppose, je ne sais pourquoi, prononcé le dimanche des Rameaux. — Les extraits suivants ont été collationnés sur le ms. français 2041 fol. 318 v. de la Bibl. nat.

« chier est ouverte, prise et acceptée, au moins par parole et
 « par escripts : Dieu veuille que par effet! Bien seroit maudit
 « celui qui en telle maniere faulderoit ou mentiroit, en disant
 « l'un et faisant l'autre, jà n'aviengue! Mais, afin que ceste
 « victoire se parface, . . . trois capitaines contre la bataille du
 « scisme nous sont necessaires . . . : envers Dieu, remercicion,
 « envers nostre prince, compassion; envers nous mesmes
 « humiliacion ... Ostons toute rancune ... Nous devons avoir
 « compassion au chief, quant ès malz, sanblablement; car, par
 « aventure, euydest bien faire, on attendoit ceste occasion... Si
 « veés, en conclusion, . . . que nous devons dire haultement et lié-
 « ment *Deo gratias*, afin que, par ingratitude, il [ne nous oste
 « ce grand commencement et nous enpesche la fin. Ostons
 « doncques tous enpeschemens qui seroient à rendre graces, et
 « qui enpescheroient nostre langue, comme yvresse de cherna-
 « lité, paralysie de peresse et oyseuseté, contraction d'avarice,
 « inflation d'orgueil, intoxication d'envie, incision de ire! etc. »

Le clergé, qui ne s'était point encore dispersé, se réunit de nouveau, le 21 janvier, pour s'associer à cette joie. L'avenir apparaissait dès lors sous des couleurs moins sombres. Même en mettant les choses au pis, on se croyait sûr de parvenir prochainement au but. Si Benoît XIII abdiquait, — et quel autre parti lui restait-il à prendre? — on assurait aux deux pontifes une retraite honorable, et les deux colleges reunis procédaient sans retard à l'élection du futur pape. Si, au contraire, il s'obstinait à refuser sa démission, l'on cessait de lui obéir, on ne le regardait plus que comme un membre pourri, digne d'être retranché du corps mystique de l'Eglise; ses cardinaux ne s'en joignaient pas moins aux cardinaux romains pour concourir à l'élection nouvelle. Mais il fallait prévoir le refus des cardinaux de Benoît : qu'à cela ne tienne! Leur propre indignité leur faisait perdre le droit non seulement de posséder des bénéfices en France, mais de participer à l'élection du pape : ce dernier privilège se trouvait par là même dévolu aux cardinaux romains. Les princes soumis à l'obédience avignonnoise ou, tout au moins, les représentants du clergé de France n'hésiteraient plus, dans

ce cas, à s'entendre avec le sacré collège italien pour l'élection du futur pape ¹.

Ainsi l'Eglise de France, du moins ceux qui se trouvaient rassemblés à Paris et parlaient en son nom, semblaient être à la veille d'abandonner le pape qu'ils croyaient légitime et les cardinaux qu'ils regardaient comme seuls dépositaires du droit d'élire un souverain pontife. Ils étaient sur le point de se rallier au successeur des « intrus » de Rome, ou, du moins, ils allaient se remettre du soin d'élire un pape aux « pseudo-cardinaux » dont ils n'avaient cessé de contester l'autorité. Raisonnement étrange ! Car en admettant même la déchéance de Benoît XIII et de ses cardinaux, comment soutenir que leurs droits fussent dévolus aux cardinaux romains ? Par quel miracle se serait opérée cette transmission soudaine ? La vérité est que les membres du clergé réunis à Paris faisaient preuve d'autant d'inconséquence que d'attachement à l'unité. L'impérieux besoin qu'ils avaient de la paix, l'horreur que leur inspirait la prolongation du schisme, la fièvre que leur donnaient tant d'inutiles efforts leur faisaient rompre avec les traditions et perdre la notion du droit. Comme à tâtons, ils se dirigeaient, au milieu des obstacles, du côté où ils croyaient voir poindre un peu de lumière, — vers Rome, depuis que le siège en était occupé par un pontife dont les dispositions semblaient cadrer avec leur plan.

Vis-à-vis de Benoît XIII ils gardaient même attitude. Dans une dernière séance qui se tint le 22 janvier, ils revinrent encore une fois sur la question des bénéfices. A la demande de Simon de Cremaud, presque tous votèrent l'annulation des bulles qui avaient ôté l'archevêché de Toulouse à Vital de Castel-Moron, l'évêché de Nantes à Bernard du Peyron et le provincialat de Bourgogne des frères Mineurs à Arnoul de la Fons, d'une manière générale, de toutes les bulles de nomination, de translation, de citation et d'excommunication qui avaient porté atteinte au régime inauguré durant la soustraction d'obéissance ². C'était, à peu de chose près, répéter ce qui avait été dit dans la

¹ Bibl. de Rouen, ms. 1256, fol. 49^r, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1814.

² *Ordonnances*, t. IX, p. 191.

codicille du 1^{er} janvier et, précédemment, dans l'arrêt du 3 juillet 1406. Mais, sur ce sujet, il y avait apparemment intérêt à insister. On en comprendra mieux la raison par la suite.

CHAPITRE VI

PROJETS DE CONFÉRENCE ENTRE BENOIT XIII ET GRÉGOIRE XII ÉCHEC DE TOUTES LES COMBINAISONS LA FRANCE PREND LE PARTI DE LA NEUTRALITÉ (1406-1408).

La mort d'Innocent VII remontait au 6 novembre 1406¹. Une troisième attaque d'apoplexie², et non, comme le bruit en courut, un empoisonnement³, avait emporté, en quelques jours, ce pontife dont la bonté, la douceur, les promesses avaient d'abord fait concevoir de belles espérances, mais que les difficultés du gouvernement, sa propre faiblesse ou peut-être son attachement à un pouvoir que la turbulence des Romains rendait pourtant peu enviable, avaient empêché de répondre à l'attente générale⁴. En Italie même, l'opinion fut sévère pour sa mémoire. Le pieux Bernardin de Sienne, venu pour l'exhorter à s'occuper de l'union, avait reçu de lui mauvais accueil, et l'avait, disait-on, déclaré « abandonné de Dieu⁵. » En lui déformant la bouche, la paralysie avait produit un de ses effets les plus ordinaires : l'imagination populaire y vit pourtant la preuve que le Seigneur le

1. K. Buber. *Das Leben der Päpste* p. 560.

2. Lettre de Léonard Bruni à François, prince de Cortone (*Epistolarum Leonardi Aretini libri octo*, Bâle, 1535, in 8°, p. 44. Cf. le Journal d'Antoine Morosini (Bibl. impériale de Vienne, nrs 6536, fol. 178^{rv}).

3. *Cronaca di Bologna* Muratori, XVIII c. 592.

4. Thierry de Niem. *De Nismate* p. 190, 202. *Nemus ananis* (*Historiae Theodorici de Niem*, éd. S. Schmal, Bâle, 1864, in fol., p. 388; Muratori, t. III, 2^e partie p. 835.

5. C'est ce que rappelle un kurane pourtant fidèle à sa mémoire d'Innocent VII l'humaniste Pierre Paul Vignero, discours publié par C.-A. Cambi dans *L'Archivio storico per Trieste, l'Istria ed il Trentino*, t. I, 1881, p. 369, 370.

pouvait d'avoir manqué à sa parole en ne s'occupant point de terminer le schisme¹.

La nouvelle de cette mort parvint vite à Florence et, dès le 13 novembre à Venise². Benoît XIII, à Toulon, la reçut le 24³. Il est extraordinaire qu'elle ait ensuite mis plus d'un mois à parvenir jusqu'à Paris, où elle ne semble pas, comme on l'a vu, avoir été connue avant le 27 décembre. Il faut que Benoît XIII ait fait exprès de laisser le roi dans l'ignorance, et que Charles VI ait, à cette époque, cessé d'entretenir avec l'Italie ses relations accoutumées.

Un des membres les plus considérables de l'Université de Paris se trouvait pourtant alors à Rome : Gilles des Champs (tâche d'obtenir qu'on retardât l'élection du successeur d'Innocent VII jusqu'à ce que lui-même eût pu retourner en France ou du moins correspondre avec le gouvernement, il se faisait fort, dans ce cas, d'obtenir un des résultats suivants : ou l'élection d'un pape unique par élémentins et urbanistes, reconciliés à cet effet, ou l'adhésion de la France au pontife qu'élevaient les cardinaux romains. Chose curieuse, sa motion trouva un éloquent interprète en la personne de l'humaniste Pierre-Paul Vergerio, qui, dans un ferme discours prononcé devant le sacré collège, insista pour l'ajournement de l'élection projetée, vanta la haute autorité de Gilles des Champs et supplia les cardinaux de le renvoyer en France accompagné d'un homme sûr⁴. Quelques cardinaux, en effet, penchaient peut-être vers ce parti ou désiraient être mieux instruits des intentions de Benoît XIII⁵. Mais la

1. Sosomeno (Muratori t. XVI), c. 2119. Minerbetti (Tassinari t. II), c. 562. Cf. Thierry de Niern. *De Scismate*, p. 196.

2. V. à cette date le Journal d'Antoine Morandi (*loc. cit.*).

3. Ce jour-là, il fait acheter six douzaines de parchemins pour les lettres qu'il désire envoyer aux Romains et à divers seigneurs italiens. Le lendemain, il fait payer une gratification au messager qui lui avait apporté la nouvelle (communication du R. P. Étié).

4. Cl.-A. Courbi, *loc. cit.*, p. 366, 367, 373. — Pierre-Paul Vergerio se disait le pas la sympathie que lui inspirent les efforts de la France, « Illi et prius semel et nunc secundo obedientiam avocant. Nec tamen veriti sunt sine causa prejudicium facere, dum istum pacem darent. » (*Ibid.*, p. 372).

5. Le dominicain Jean Dominici, envoyé par les Florentins pour témoigner des bonnes dispositions de Benoît XIII et exhorter les cardinaux romains à accélérer l'élection, paraît avoir communiqué avec eux par le guichet pratiqué dans la porte du conclave (Léonard Hurm, *loc. cit.*, p. 38, et aussi Antonin, *Chronica*).

crainte des troubles et des soulèvements que pouvait causer la prolongation de la vacance fit triompher l'avis contraire : les cardinaux entrèrent en conclave le 18 ou le 19 novembre¹.

Ils voulurent toutefois faire mieux qu'ils n'avaient fait après la mort de Boniface IX, et que n'avaient fait même les cardinaux avignonnais avant l'élection de Benoît XIII. Le 23 novembre, ils jurèrent à Dieu, à la Vierge Marie, à toute la cour céleste, et ils se promirent à eux-mêmes que, si l'un d'entre eux était élu, il abdiquerait le jour où l'« intrus » abdiquerait ou mourrait, pourvu que les « anti-cardinaux » consentissent à se joindre à eux afin d'être un nouveau pape unique. Si le pape était choisi en dehors des cardinaux présents, ils s'efforceraient de lui faire prêter le même serment. Dans le délai d'un mois à partir de son intronisation, le pape s'entendrait à ce sujet avec le roi des Romains, l'« antipape », les « anti-cardinaux », le roi de France, les principaux souverains, et leur déclarerait par lettres son dessein d'abdiquer ou de terminer le schisme par toute autre voie raisonnable, ce que les cardinaux de Rome confirmeraient de leur côté. Dans les trois mois, il enverrait des ambassades munies de pleins pouvoirs pour convenir d'un lieu de réunion. Au cours de ces négociations, il ne procéderait à aucune création de cardinal, à moins que ce ne fût nécessaire pour que son collège égalât en nombre le collège d'Avignon : à cet égard, il ne recouvrerait sa liberté qu'au bout d'un an à partir de l'expiration du délai de trois mois, si, par la faute des élémentins, l'union n'était pas encore faite. Cet engagement serait notifié à l'« antipape » et aux « anti-cardinaux ». Toutes ces promesses seraient renouvelées par le pape l'instant d'après son élection, puis, plus tard, la première fois qu'il tiendrait consistoire public. En se levant ainsi, la main sur les évangiles, chacun des cardinaux enfermes

1. III, Lyon, 1567, in fol., p. 468, A. Desjardins, *Argumens diplomatiques de la France avec la Toscane*, t. I, p. 361.

1. Et non le 14 novembre comme le prétend Infessura (éd. O. Tommaseo, p. 14). Lettre du cardinal de Luze au roi Robert, *Deutsche Reichstagsakten*, t. VI, p. 175; Sosomeno, p. 1160; Thierry de Niem, p. 301; *Diarium Antonii Petri Musatovi*, t. XXIV, c. 980. See Guicciardo di San Silvestro *Archivio storico per la Marche e per l'Umbria* t. I, p. 404.

dans la conclave ajouta que, s'il violait son serment, il ne demanderait à aucun prêtre l'absolution de son parjure¹.

Ces cardinaux étaient sincères. Pour couronner leur œuvre, ils portèrent leur choix, le 30 novembre, sur celui d'entre eux qui paraissait le plus près de la tombe et le plus détaché des biens terrestres, Ange Correr, un vénitien, cardinal de Constantinople, vieillard d'un moins soixante-dix ans, grand, pieux, austère de mise négligée, n'ayant que la peau sur les os, semblable à « un esprit sans corps, » la physionomie d'un ascète, la réputation d'un saint.

Grégoire XII (c'est le nom qu'avait pris le nouveau pape) s'empessa de faire honneur à ses engagements. Il renouvela son serment, comme il était convenu². Dès le 11 décembre, il écrivit à Benoît XIII et aux cardinaux d'Avignon dans les termes les plus nobles : « Notre dessein, disait-il, n'est point de perdre de « temps, mais plus nos droits sont sûrs, plus nous jugeons glo-
« reux d'en faire le sacrifice dans l'intérêt de l'union. » Il évo-
quant naturellement le souvenir de la vraie mère qui, devant le
tribunal de Salomon, avait mieux aimé perdre son enfant que le
voir couper en deux, et il annonçait son dessein d'abdiquer en
même temps que son rival, pourvu que les cardinaux d'Avignon

1. Arch. du Vatican, *Armarium* LIV, t. XXXIV, fol. 1 (Bibl. nat., ms. français 23128, fol. 94 r°; ms. latin 12512, fol. 14 r° sous la date du 24 novembre); Musée Britannique ms. Harleian 531, fol. 6, Bibl. de Dijon, ms. 578, fol. 13 r°; Thierry de Niem, *De Schismate*, p. 204, *Nomus nationis*, p. 193, Bourgeois du Chastellet, *Preuves*, p. 253. Sommenio, c. 1189, *Heureux de Saint-Denis*, t. III, p. 484, *Commissioni di Rinaldo degli Albizzi*, t. I, p. 152. G. Grassi, *Gli arcani del Archivio di un Pratese vescovo di Volterra* (Archivio storico italiano, t. XIII, 1884, p. 29), M. Boschon, *Die Papstwahl in der Zeit des grossen Schismas*, t. I, p. 22, 101, 205.

2. Lettre du cardinal de Liège (*loc. cit.*), Sommenio, c. 1189. Thierry de Niem, *De Schismate*, p. 204, 205, 219, *Heureux de Saint-Denis*, t. III, p. 494, Bourgeois du Chastellet, *Preuves*, p. 257, *Commissioni di Rinaldo degli Albizzi*, t. I, p. 152; *Vita Gregorii XII* (Mancini, t. III 2^e partie, c. 582, M. Boschon, *op. cit.*, t. I, p. 114, 119. Les qualités morales qu'on ne peut contester à Ange Correr paraissent avoir fait passer sur le défaut de sa culture intellectuelle. Voici comme s'exprimant, le 16 mai 1409, le cardinal Giuliano Orsini : « Pro hac intentione ut renunciaret pro unione, alio non remanente in presentia ipse Jordanus elegit Gregorium, alius tamen non electus iam insufficientem ad regendum Ecclesiam, cum cognovisset, et similiter credit quod alii domini cum elegerunt, et eadem ratione, » (Bibl. du Vatican, ms. Orsini 2356, fol. 235 r°).

consentiment à se joindre aux cardinaux romains¹. Le même jour, il adresse copie de ces lettres de toutes parts², sans oublier de protester auprès de Charles VI de son affection pour la France³ ni de féliciter de son zèle l'Université de Paris⁴, tandis que, de leur côté, les cardinaux romains appuyaient ses déclarations par d'autres lettres analogues, qu'ils envoyaient notamment au pape et au college d'Avignon, au roi et aux Universités de France⁵. Quelques-uns même, individuellement, écrivaient soit aux cardinaux d'Avignon, soit à l'Université de Paris pour leur vanter l'abnégation de Grégoire XII, leur prouver que le salut de l'Eglise ne dépendait plus que de Pierre de Luna, et les exhorter à donner au dernier effort en vue du prompt accomplissement de l'œuvre si bien commencée⁶.

1. Bibl. nat., ms. latin 12543, fol. 45^{re} ms. latin 12543, fol. 21^{ve}, 22^{ve} (sous la date du 13 décembre), Bibl. de Dijon, ms. 378 fol. 15^{re} (sous la même date) et 32^{ve}; ms. latin 12544, fol. 170^{re}; Arch. de Loire-Inférieure, E 46, cass. 88, *Reliquies de Saint-Denis* t. III, p. 190 sous la date fautive du 17 des calendes de décembre; Hœndt t. VII p. 102 Bourgeois du Chastel et l'Evêque, p. 216, *Trévise de Venise* Le Normant p. 200 *Vommes amonies* p. 100 *Journal d'Arnaud Morosini* (ms. élle) fol. 199^{re} traduction italienne datée du 15 (décembre, 1406), chronique de Martin d'Alparil sous la même date.

2. Les lettres ont été envoyées adressées aux Florentins (*Archives des Archives* 1406^{re} Paris, t. XI p. 1^{re}), un autre à Paul (autre), archevêque de Lucques (Ar. d'Etat de Lucques, *Tarpea*, ann. vi, n° 296, original), un autre au duc de Bretagne (D. Morice, *Histoire de Bretagne*, t. I, p. 439), un autre à l'archevêque de Cantorbéry (Thomas Arnold et H. Wylie *History of England under Henry the fourth*, t. III, Londres, 1800, in-12, p. 19), un autre à l'Université de Cambridge (Musée Britannique, Addition, ms. 4042, fol. 261).

3. Bibl. nat., ms. latin 12543, fol. 18^{re}, *Amplissima collectio*, t. VII c. 70.

4. Bibl. nat., ms. français 23428, fol. 90^{re} ms. latin 12544, fol. 171^{ve} Bibl. de Dijon, ms. 1358, fol. 16^{re}, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II c. 1294 Bourgeois du Chastel, *Preuves*, p. 215, Monstrelet, t. I p. 17 (traduction française).

5. Ces lettres sont datées du 16 décembre 1406. V. des exemplaires adressés à Benoît XIII Bibl. nat., ms. latin 12543 fol. 61^{ve}, *Amplissima collectio*, t. VII c. 710, aux cardinaux d'Avignon ms. élle, fol. 52^{re}, ms. latin 12543, fol. 26^{ve} Bibl. de Dijon, ms. 378, fol. 14^{ve}, Bibl. de Carpentras, ms. Peirese 57, vol. I, *Amplissima collectio* t. VII c. 710 au roi Robert (Bibl. de l'Université de Paris (ms. latin 12543, fol. 171^{ve}) à l'Université de Cologne *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II c. 1280), au duc de Bretagne (Arch. de Loire-Inférieure, E 46, cass. 88), à l'archevêque de Cantorbéry (Musée Britannique ms. Harley 430, fol. 9; *Councils Major Bretagne et Hibernie*, t. III, Londres, 1757, in-fol. p. 204 t. d. Bertrand Moynet p. 101).

6. Lettres écrites par le cardinal d'Aquino Antoine (Lettres, le 13 décembre) et adressées aux cardinaux d'Avignon et le 17 décembre, à l'Université de Paris et adressées par Jean Gilles, cardinal de Laëge, le 17 décembre, à la même Université. Bibl. nat., ms. latin 12543, fol. 59^{re} ms. latin 12544, fol. 168^{re}, 174^{ve}, ms. français 23428, fol. 90^{ve}, 92^{ve}, Bibl. de Dijon, ms. 378, fol. 21^{re}, *Amplissima collectio*, t. VII c. 710, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1280, 1291, Bourgeois du Chastel, *Preuves*, p. 215, 217.

Après son couronnement, le 22 ou le 27 décembre, Grégoire XII écrivit encore aux cardinaux avignonnais ¹ et, par l'entremise des évêques, donna à ses propositions la plus vaste publicité ². Une encyclique apprit au monde que sa résolution était prise. Si la session du pape légitime offrait quelques inconvénients, la prolongation du schisme en avait bien davantage. Monté non sans appréhension sur le siège apostolique, Grégoire en redescendant non pas avec facilité, mais avec joie. Loin de lui poser, l'obligation qu'il avait contractée le charmait. A l'âge avancé auquel il était parvenu, il ne plaçait plus ses espérances en ce monde ³.

C'était enfin parler le langage d'un chrétien et d'un pape, celui que, depuis près de trente ans, les fidèles souhaitaient d'entendre. Ils l'accueillirent avec enthousiasme. Ce fut un concert de louanges; on porta aux nues la sainteté de Grégoire XII : c'est à lui, qu'« Israël » allait devoir son salut ⁴.

Quelques villes d'Italie firent mieux encore. Par trente-neuf voix contre une, le conseil de la république siennoise décida, le 24 décembre, d'offrir la ville de Sienne aux deux pontifes et aux deux collèges comme lieu de conférences : ils y trouveraient pleine sécurité, des habitations convenables, des vivres en abondance ⁵. Deux ambassadeurs furent désignés pour aller porter ces propositions à Grégoire XII et à Benoît XIII ⁶. La population de

¹ Bibl. nat., ms. latin 12542, fol. 40 v^o; ms. latin 12543, fol. 32 v^o (sous la date du 27 décembre; un x changé en v a suffi pour transformer le « xi kalendas januarii » en « vi kalendas januarii »), Bibl. de Dijon, ms. 571, fol. 14 r^o (sous la même date du 27).

² V une bulle adressée, le 22 décembre, à l'archevêque de Magdebourg et à ses suffragants (Bibl. nat., ms. latin 12542, fol. 44 v^o, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 722).

³ *Ibid.*, c. 724. — V. encore une bulle du 26 décembre adressée au duc de Bretagne (Arch. de Loire-Inférieure, Z 49, cass. 18).

⁴ Thierry de Nims, *De Scismate* p. 293 (Jean Scrambi, t. III, p. 123, cf. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II c. 1282 et sq.).

⁵ « Et una cum vexillifero, magistris et aliis officialibus Palis in dicto consistorio in numero sufficienti more solito convocatis, concorditer decreverunt quod illi qui in Avinione se gerit pro papa scribatur qualiter, si vult cum Collegio suo convenire cum Romano pontifice et cardinalibus pro levando scismate, sumus parati non recipere in hac civitate et quod hic sumi stantie honorate, sunt victualia et omnia opportuna in magna habundantia... » (Arch. d'État de Sienne, *Deliberazioni di Consistorio*, n° 134, fol. 36 v^o).

⁶ *Ibid.* fol. 37 v^o.

Bologne décida, le 21 janvier, à la majorité de deux mille deux cents voix contre vingt-cinq, de faire au pape d'Avignon des offres analogues ¹.

En France, on sait déjà le contentement et la confiance que manifesta l'assemblée du clergé. Ces sentiments se propagèrent à travers le royaume; partout les cloches tintèrent pour célébrer l'union prochaine. Les plus sceptiques cessèrent d'en douter quand furent parvenues à Paris les lettres du nouveau pape de Rome ². Les messagers à qui elles étaient confiées ne repartirent pas sans emporter des lettres de Charles VI pour Ange Correr et pour ses cardinaux : le roi félicitait l'« homme de Dieu, » lui offrait ses services, lui transmettait les témoignages de l'admiration universelle ³.

Cependant tous les regards se reportaient vers Benoît XIII ⁴.

I

A la première nouvelle de la mort d'Innocent VII^e, Benoît XIII avait expédié dans les divers états de la péninsule quantité de messages ⁵. Il avait notamment écrit aux magistrats de Rome et à différents membres de la famille Orsini pour qu'ils persuadassent aux cardinaux romains de ne point procéder à une élection nouvelle, sollicitant lui-même à les rejoindre et à tout sacrifier à l'union ⁶. Ces lettres furent confiées à trois ambas-

1. Le 9 mars, Balthazar Cossa fut député comme ambassadeur vers Benoît XIII (*Cronaca di Bologna*, Muratori, t. XVIII, c. 592.).

2. *Reliquiaz de Saint-Denis*, t. III, p. 496, 542, 526.

3. L. d'Achery, *Spicilegium*, t. I, p. 303, Monstrelet, t. I, p. 146, 149.

4. Le 8 décembre, il avait près de lui des ambassadeurs de France et d'Aragon, le 2 février 1497, des ambassadeurs de France, d'Angleterre et de Castille (Muratori, t. III, 2^e partie, c. 790-800).

5. Elle lui parvint, à Lérins, entre le 14 et le 20 novembre (*ibid.* c. 799).

6. Le 26 novembre, il est question dans ses comptes de messagers envoyés vers le marquis de Monferrat, vers le duc de Milan et le comte de Pavie à Florence, à Rome, etc., le 2, d'un courrier envoyé en Guyenne vers le duc d'Orléans (communication du R. P. B. 40).

7. Lettres de Benoît XIII à Paul Orsini et aux chefs du gouvernement de Rome datées de Toulon le 26 novembre 1494 (Thierry Vrye, *Historia concilii Constantiensis*, dans H. von der Hardt, *Magnum œcumenicum Constantinense concilium*, Helmslact, 1700. in-fol., t. I, 3^e partie, c. 237). Il existe dans le ms. d'Eich-

sadeurs qu'il fit partir vers ce moment ¹, mais auxquels Grégoire XII n'accorda de sauf-conduit que le 4 janvier 1407 ².

Benoît XIII écrivit aussi aux Florentins ³, et ses lettres sans doute témoignaient de sentiments favorables à l'union : car on jugea utile d'en transmettre au plus tôt le texte au pape de Rome ⁴.

1. Toutefois Benoît XIII, en cet instant solennel, songeait encore à reculer les limites de son obéissance. Je n'en veux pour preuve que la démarche qu'il fit faire auprès de la seigneurie par le maréchal Boucicaut.

Nous avons laissé, vers la fin de l'année 1405, le gouverneur de Gênes uni aux Florentins pour consommer la ruine et l'asservissement de Pise. Au mois de mars 1406, alors que les opérations de la guerre, interrompues pendant l'hiver, reprenaient avec une nouvelle vigueur, le traité de venue qui avait livré la malheureuse cité à ses ennemis avait reçu l'approbation de Charles VI, quelque intéressé que fût le roi à défendre une ville qui s'était donnée à lui. Mais un de ces revirements fréquents dans la politique française s'était produit au mois de juillet suivant. La cour de France avait blâmé ce qu'elle approuvait quatre

etudi. une lettre du même jour adressée à Poncello Orsini, qui M. G. Esters propose de publier.

1. Avignon Nicodai, prieur des frères Prêcheurs de la province de Provence. Simon Salvador prévôt de Lons et Thomas de Collioure, docteur en décret, prévôt de Valence (F. Forte, *Ins den Acten des Astersenels von Perpignan*, p. 21, K. Eubel, *Die avignonensische Obediens der Mendikanten-Orden*, p. 145). — Au sujet du prénom porté par le premier de ces personnages, on a soutenu naguères que *Avinio* pourrait bien être une mauvaise lecture de *Aimmo*. *Aymo*. La multiplicité des textes contemporains où se rencontre, sans aucun doute possible, la forme *Aimmo* et l'absence de tout texte où se trouvent les formes *Aimmo*, *Aymo* rendent cette hypothèse inadmissible.

2. Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni, 2518 fol. 27r.

3. Guillaume de Meillon fut envoyé par Benoît XIII à Florence, vers le 16 novembre 1405, avec le confesseur du maréchal Boucicaut, communication du B. P. Lohé.

4. 14 janv. et 1407. *Super facto inter sancti Romani litterarum massam per Antipapam de mensuris scriptis, vel exemplis, et quod, prius quam nullatur, de hoc fiat consensum orationibus. Ad papam ne possint dominos aut communitatem excommunicare.* — 8 janvier. « In hoc sancti massam de per. 1407. Duxerunt dicit quod paulatim dispositionem ad in la. in Ecclesia quam vident... et quod oratores esse nullatur Romani » Arch. d'Etat de Florence *Consuete e praliche*, n° 18 fol. 1^{re}.

5. Arch. nat. P 131^{re}, n° 864. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 339.

mois plus tôt : la vente de Pise aux Florentins, disait-elle, n'avait pu être ratifiée que par surprise; ordre fut expédié à Boucicaut de secourir les assiégés, de retourner le blocus contre les Florentins. Louis d'Orléans et Jean sans Peur s'entendirent pour tenir ensemble la ville de Pise sous la suzeraineté de Charles VI. C'est alors que Boucicaut reçut de Jean sans Peur une lettre de vifs reproches¹, et que les Pisans, reprenant à l'espoir, arborèrent sur leurs remparts la bannière du duc de Bourgogne. Toutefois cette joie fut de courte durée : il ne suffisait pas d'un geste des princes français pour arrêter l'élan des Florentins. Le héraut de Jean sans Peur qui vint leur intimer l'ordre de lever le siège fut jeté dans l'Arno. La république rappela au roi qu'il avait ratifié lui-même le traité de vente. On ne tint pas plus compte des défenses apportées au mois de septembre suivant par une autre ambassade française. Pise, à bout de ressources, ouvrit enfin ses portes (9 octobre), et Florence s'établit en maîtresse dans cette ville dont la splendeur maritime et commerciale n'avait eu d'égales en Italie que celles de Venise et de Gênes. A vrai dire, le duc d'Orléans, à la nouvelle de ce triomphe, lit jeter en prison deux ambassadeurs florentins². C'est pourtant peu après que le maréchal Boucicaut, inspiré sans doute par Benoît XIII, rappela à la seigneurie qu'aux termes des conventions du 28 août 1405, la ville de Pise devait, dans le mois qui suivrait sa soumission, passer à l'obédience avignonnaise.

Les Florentins auraient pu lui répondre que lui-même ou plutôt que le gouvernement de la France avaient violé les conventions du 28 août 1405 en s'efforçant, durant les six derniers mois, de ravir à la république sa proie. Mais ils préférèrent objecter que la conversion de Pise était inopportune, qu'elle ren-

¹ Lettre du 15 juillet 1406 publiée par Gh. de la Roncière (*La domination française à Pise, dans les Mélanges d'archéologie et d'histoire de l'École française de Rome*, t. XV, p. 240-241). Cf. *Le livre des faits du maréchal de Boucicaut* p. 134-137, 139 et suiv.

² Cf. E. Jarry, *op. cit.*, t. I, p. 340, et les notes de G. Leffèvre Pantalès (*Chroniqueur d'Antoine Mercurio*, t. I, p. 229 et sq.). — Le duc de Bourgogne voulut contribuer aux frais de garde de ces ambassadeurs, se flattant ainsi de pouvoir recevoir sur les Florentins ce que lui avait coûté la défense de Pise (Bibl. nat., collection de Bourgogne, ms. 65, fol. 88 v°).

drant Florence suspects au pape de Rome et compromettant l'union. Si celle-ci, d'ailleurs, se réalisait promptement, comme il y avait lieu de le croire, il n'existerait bientôt plus ni obédience romaine, ni obédience avignonnaise. La demande du maréchal n'eût donc plus d'objet ¹. En même temps, pour obtenir l'elargissement de ses ambassadeurs, le seigneurie envoyait en France Buonaccorso Pitti, avec mission de se concilier le roi, les princes, l'Université, voire, en passant, Benoît XIII, par des protestations de zèle en faveur de l'union ².

Cependant les lettres de Grégoire XII et des cardinaux romains des 10 et 11 décembre 1406 furent remises, les 16 et 18 janvier 1407, à Benoît XIII et à ses cardinaux ³, qui, depuis plus d'un mois, étaient de retour à Marseille.

L'impression qu'elles produisirent sur le sacré collège nous est connue par une lettre que le cardinal de Thury adressa le 20 janvier à l'Université de Paris. C'était, disait-il, le jour après

1. 10 janvier 1407 : « Magister Christophorus Georgii, pro officio confessoris, dixit quod, super requisitione quam fecit gubernator Janus per suos erarios de obedientia que prestatetur per Pisanos pape Benedicto, quod, cum hoc sit provisio materis, quod habentur diligens consideratio et examinatio, et quod honorantur dicti erarios. — Jacobus de Giamigliasis, pro officio Duodecim... : quod non videretur quod obedientia prestatetur cum hoc sit ut quod non videretur prestatetur communis ad unionem, et, si prestatetur obedientia, quod daretur materis pape Romano concilio et tolleretur fiducia et fides que habetur circa unionem, et remaneret circa nos pateris cum nos sciamus et quod expectetur si fructus unionis sequatur necne, si non sequatur unionis finis, quod daretur dictis erariis hoc quod tunc cum a primis correspondat » (Arch. d'Etat de Florence *Consiglio e pratica*, n° 28, fol. 3 r°).

2. A. Desjardins, *Négociations diplomatiques de la France avec la Toscane* t. I, p. 29, 46, (7) *Chronique de Buonaccorso Pitti*, p. 79. — Je ne sais si Benoît XIII ne se fût pas, vers ce moment, de convertir à son parti, jusqu'au moment de Luccques, Paul Gungui. C'est ce qui semble résulter d'une lettre qu'il écrivit, le 6 mars (1407), à Charles del Carretto, marquis de Savone : « Venit ad nos cum litteris tuis dilectis libris nobis via Seguramus Cepulini, domo celius presentium exhibitor. quo audito super facto reductionis domini Lucani, de his que iste retulit Nobis at. tue reprobantur affectu que possumus ampliori, Nobis talem suam precibus exhortantes quamvis circa hoc reus continuis successibus prestare operum efficacem, sicut dilectis filius noster Ludovicus, cardinalis de Placo, plenius tibi scribit. In hoc enim, ultra humane laudis precibus, premium tibi divine retributionis acquires. » (Arch. du Vatican, Reg. 132, fol. 1 v°).

3. Elles furent apportées par Robert l'Ermitte et par un frère prêcheur du nom de Mathias. Benoît XIII fit lire les lettres le 22 et le 23 en plein consistoire (*Registres de Saint-Denis*, t. II, p. 502). Les lettres de Benoît XIII furent lues le 22 janvier, il fut expédié des lettres de son conseil, valables pendant quatre mois, pour les envoyés, quels qu'ils fussent, dont Ange Correr lui annonçait l'envoi (Arch. du Vatican, Reg. Aragon LXI, fol. 466 r°).

la nuit, Ange Correr tenait *plus* qu'il n'avait promis! Toutefois moins que jamais il fallait s'endormir : le but pouvait échapper au moment où l'on croyait l'atteindre. Il appartenait à l'Université d'exciter le zèle des princes en cet instant critique et de hâter la conclusion. Suivant une instruction contenant le détail des démarches à faire, Pierre de Thury avait remis une autre note à Simon de Cramaud et annonçant une seconde lettre à l'Université¹.

Quant à Grégoire XII et aux cardinaux romains, le pape et les cardinaux d'Avignon leur répondirent par lettres datées du 31 janvier 1407. Benoit XIII témoignait une joie des plus vives, rappelait ses démarches auprès de Boniface IX et d'Innocent VII, dont il n'avait jamais pu, disait-il, obtenir de réponse positive, et proclamait heureux celui à qui Dieu avait réservé la gloire de terminer le schisme. Cependant il ne pouvait dissimuler la stupeur que lui avait causée la lecture de certain passage où Ange Correr paraissait indiquer qu'il ne pouvait suivre la voie de discussion, et par là même semblait lui reprocher de l'avoir écartée au point d'être impraticable. Loins de là! Benoit XIII l'avait offerte aux prédécesseurs de ce pontife et *désirait* la suivre. Néanmoins il était disposé à se rendre, avec ses cardinaux, en quelque lieu sûr et convenable où il se rencontrerait avec Ange Correr et ses prétendus cardinaux; après que toutes mesures auraient été prises dans l'intérêt de l'union, il y résignerait ses droits, pourvu que Correr en fît autant et que les deux collèges, fondus en un, procédassent ensuite à l'élection du futur pape. On remarque plus tard qu'il se réservait lui-même de prendre part en qualité d'ancien cardinal, à cette élection². D'ailleurs, il envoyait un sauf-conduit pour les ambassadeurs dont Grégoire XII lui avait annoncé l'envoi, et il prenait l'engagement de ne point créer de nouveaux cardinaux. En somme, malgré quelques sous-entendus, cette réponse, qu'on eût souhaitée moins arrogante, contenait une acceptation des offres de Gré-

1. Bibl. nat., ms. latin 12514, fol. 171 r^o, ms. français 22438 fol. 92 v^o, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1292, Bourgeois du Chastelier, Preuves, p. 352.

2. Acte d'accusation lu au concile de Pise (Rinaldi, t. VIII, p. 271).

goire XII¹ Benoît XIII s'empresse d'en répandre des copies; il en fit parvenir notamment au roi de France, à la reine, au Dauphin, aux ducs d'Orléans, de Berry, de Bourgogne et de Bourbon, au roi Louis II, aux archevêques, aux chefs d'ordres, aux Universités². Il en fit donner lecture publique, en sa présence, le dimanche 6 février, en l'église des frères Mineurs³. Les cardinaux, de leur côté, rendirent témoignage au zèle qu'il avait toujours déployé en faveur de l'union⁴: éloge singulier dans la bouche des auteurs de la rébellion de 1398.

Les mêmes cardinaux saisirent cette occasion de faire remarquer aux princes, notamment au duc de Berry, combien il importait de seconder Benoît XIII dans sa généreuse entreprise. Ils n'en avaient sans doute pas connaissance ceux qui, en ce moment même, pressaient le roi de prendre des mesures dont le résultat fatal serait de retarder l'union. L'« intrus » n'était l'objet d'aucune menace de ce genre. Ce serait une honte pour le roi et pour l'obédience avignonnaise que Benoît XIII fut traité moins bien que son rival⁵.

1. Lettre de Benoît XIII à Ange Correr datée de Saint-Victor de Marseille, le 31 janvier 1407 (Arch. du Vatican, *Reg. Avinion.* LVIII, fol. 580 r°; Bibl. de Dijon ms. lat. 10 r°; Bibl. nat., ms. latin 12542, fol. 43 v°; ms. latin 12543, fol. 32 v°, ms. latin 12544, fol. 100 v°, Bibl. de Rouen, ms. 1256, fol. 48; Thierry de Niem, *Veneris memoria*, p. 180, et *De Sarmata*, p. 211; *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 504; Nicolas de Clamanges, *Opera omnia* (éd. Lydus), p. 179; Ronaldi, t. VIII, p. 160; Bourgeois du Coustenet, *Preuves*, p. 241 sous la date du 31 janvier). — Lettre de Benoît XIII aux cardinaux de Rome datée du même jour (*Reg. Avinion.* LVIII, fol. 582 r°, ms. 578 de Dijon, fol. 24 v° ms. latin 12542 fol. 47 v°, ms. latin 12543, fol. 40 v°, Musée Britannique, ms. Harley 431 fol. 55 v°; *Amplissima collectio*, t. VII, c. 732, *Concilia Magnæ Britannicæ*, t. III p. 286).

2. *Reg. Avinion.* LVIII, fol. 582 v° 287 r° ms. 1^{er} de Dijon, fol. 26 r° et v° ms. latin 12542, fol. 61 v° ms. latin 12543, fol. 41 r°; *Amplissima collectio*, t. VII, c. 734, 735, 736. — K. Busch, *Die arignonische Obediens der Mendikanten-Orden*, p. 14. — Une copie de la même lettre envoyée au prieur des arts et au gonfalonier de justice de Bologne (*Archivum historicum italicum*, 1^{re} série, t. XI, 1893, p. 140). Une traduction italienne de la même réponse, datée du 1^{er} février et conservée à la bibliothèque de Venise se trouve insérée dans le *Journal* d'Antoine Moreau Bibl. imp. de Vienne ms. 6388, fol. 201.

3. Marsiani, t. III, 2^e partie, c. 801.

4. Lettres des cardinaux datées de Marseille, le 31 janvier 1407, et adressées l'une à Ange Correr l'autre au sacré college romain (Bibl. nat., ms. latin 12542, fol. 40 v° et v° ms. latin 12543, fol. 41 v°, ms. 578 de Dijon, fol. 26 v°, Thierry de Niem, *Veneris memoria* p. 201, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 736). On trouve dans d'autres autres mss. le ces le tres et des precedentes indiqués dans l'ouvrage de M. G. Eder, *Distrikt von Venedig* p. 281.

5. Lettre adressée au duc de Berry datée du 31 janvier 1407 (Bibl. nat.,

Vers le moment où cette lettre dut parvenir à Paris, Charles VI, cédant aux obsessions du parti universitaire, donnait justement à son chancelier, malgré les supplications de plusieurs amis du pape, l'ordre de sceller deux ordonnances qui consacraient les votes de l'assemblée du clergé : les élections et les collations de bénéfices par les ordinaires étaient rétablies dans le royaume, nonobstant toutes réserves apostoliques¹, d'autre part, on abolissait les taxes levées sur le clergé de France au profit du pape, de ses officiers et de ses cardinaux. Le duc d'Orléans était alors de retour à Paris²; mais le peu de prestige qu'il avait conservé à la suite de sa triste expédition de Guyenne ne lui permit sans doute pas de s'opposer à des actes qui portaient un coup direct à l'autorité de Benoît XIII : son nom figure, à côté de ceux du roi Louis, du duc de Bourbon et de Jean sans Peur, au bas des ordonnances du 18 février 1407³. Toutefois il réussit à empêcher l'expédition de ces actes, sans doute à l'aide d'arguments analogues à ceux qu'on vient de voir employés par les cardinaux, mais non sans soulever parmi les universitaires les plus véhémentes protestations : le *Reliqueux de Saint-Denis* parle de pamphlets rimés, de discussions scandaleuses et de

ms. français 23428, fol. 86 v^o, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1291, Bourgeois du Chastellet, *Preuves*, p. 241.

1. Dès le 1^{er} mars 1407, l'Université de Paris s'occupait de présenter un rôle aux prélats de l'Église de France auxquels appartenait le droit de collation par suite de la soustraction d'obédience (*Denifle et Chédenet, Auctorium Chartarum*, t. II, p. 1).

2. De Trévise, le duc d'Orléans avait correspondu avec Benoît XIII (communication de H. P. Ehrle).

3. Arch. nat., X 1^{re} 8602, fol. 213 v^o 215 r^o, Bibl. nat., ms. français 8206, fol. 57 r^o et r^o, ms. latin 11669, fol. 7^o r^o. Bibl. de Rouen, ms. 1334, fol. 50 v^o. *Reliqueux de Saint-Denis*, t. III, p. 47. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1513. *Preuves des libertés de l'Église gallicane*, t. II, 1^{re} partie, p. 13, Ordonnances, t. IX, p. 189, 193. II. Denifle *Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. IV, n^o 1835. — Quelques jours avant, le 14 janvier, des lettres royales, approuvant la débernation du 7, avaient défendu à tous sujets, même vassaux de la dignité pontificale, d'oser attaquer la voie de cession ou éluder la soustraction; les mesures prises à l'époque de la soustraction d'obédience devaient être inviolablement observées; on ne devait tenir aucun compte des jugements ou censures prononcés par Benoît ou par ses commissaires; les officiers royaux devaient punir les contrevenants et prendre la défense des ecclésiastiques poursuivis durant la soustraction (X 1^{re} 8602, fol. 201, Bibl. de Rouen, ms. 1336, fol. 52 v^o, De Boulay, t. V, p. 347. *Preuves des libertés...*, t. I, 2^e partie, p. 114, Ordonnances, t. IX, p. 174).

toute une polémique écrite au cours de laquelle les injures furent prodiguées de part et d'autre et la réputation des plus hauts personnages attaquée¹.

Il n'était pas jusqu'à la réponse de Benoît XIII du 31 janvier, dont on ne trouvât, dans l'Université, les termes obscurs, conditionnels, pleins d'équivoques et de mauvaise foi². Cette impression fut partagée dans une certaine mesure par la cour, quelque exagérée qu'elle fut, au dire du *Religieux*, la jesse qu'elle manifesta. Dans une lettre du 1^{er} mars, Charles VI, tout en prodiguant au pape les félicitations, lui laisse voir qu'il avait remarqué dans sa bulle certaines expressions susceptibles de faire croire que la voie de discussion avait encore ses préférences³. C'est surtout ce que lui expose en termes fort adroits le duc d'Orléans dans une lettre close des plus curieuses datée du lendemain⁴. Après avoir exprimé l'espoir de voir bientôt se réaliser le vœu qu'il formait depuis sa plus tendre jeunesse, et avoir adressé aux deux pontifes prêts à descendre du trône des

1. Du Boulay, t. V, p. 316; *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 414, 426. — La question bénéficiale se trouve soulevée, à ce moment même, par suite de la mort de Guillaume de Vienne archevêque de Rouen, qui vint à Paris pour prendre part à l'assemblée du clergé, succomba précisément le 16 février 1407 (Arch. de Seine Inférieure G 231). Le duc d'Orléans avait un candidat tout prêt, en la personne du procureur Louis d'Harcourt, pour lequel il se hâta d'écrire et de faire écrire par le roi, par la reine et par le duc de Bourbon des lettres de recommandation à Benoît XIII (Arch. du Vatican, Reg. 333, fol. 1 r°). D'autre part, les chanceliers de Rouen, comme s'ils avaient voulu user des droits que leur restituait l'ordonnance du 16 février, procédèrent, le 11 mars, à une élection et portèrent leurs voix sur Louis d'Harcourt (Arch. de Seine Inférieure, G 2616, *Gallia christiana*, t. XI, c. 35). Mais le pape ne prit en considération ni la demande des princes, ni le choix du chapitre. Dès le 26 février — à moins que la bulle ne soit antérieure — il avait d'ailleurs transféré au siège de Rouen son fidèle serviteur Jean d'Annagnac archevêque d'Auch (Arch. du Vatican, Reg. Annagnac. XLIX, fol. 68 v°). En sorte que, le 1^{er} mars, il avait pu répondre au roi, à la reine et aux princes qu'il ne lui était plus possible de satisfaire leur désir. Jean de la Casie, évêque de Chalon, devait leur donner, à ce sujet, toutes les explications nécessaires et leur recommander le nouvel archevêque (Benoît XIII ajouta, sans aucune suite d'ailleurs, qu'ils feraient sagement d'agir auprès du jeune Louis d'Harcourt pour qu'il réformât ses mœurs et corrigât ce qu'il y avait en lui de peu ecclésiastique (Reg. 332, fol. 1 r°).

2. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 516.

3. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 339.

4. Arch. du Vatican, *Armarium D.*, fascic. 3, n° 12, divis. 2. — La lettre se termine par cette souscription et cette signature autographe : « Humilis ac devotus vestre Sanctitatis filius deus Avinionensis, Ludovicus. »

compliments flatteurs¹, le prince avouait que l'accueil fait en France aux lettres d'Ange Correr et à celles de Benoît XIII avait été bien différent. On avait porté aux nues la générosité du premier, au lieu que les déclarations du second avaient prêté aux interprétations les plus diverses : on lui reprochait de laisser voir clairement sa préférence pour la voie de discussion, de n'offrir la cession que d'une façon conditionnelle et d'exiger une entrevue personnelle que son rival trouverait sans doute pleine de dangers. D'autres, il est vrai, répondaient que Benoît XIII, malgré sa préférence, s'abstenait de proposer la voie de discussion, qu'une abdication faite à brûle-pourpoint eût présenté de grands dangers, qu'avant d'en venir là, il était nécessaire de prendre diverses mesures, et qu'une conférence préliminaire entre les deux pontifes était indispensable². « Mais, ajoutait le « duc d'Orléans » que ces voix discordantes ne troublent pas « votre sérénité. L'innocence finit souvent par triompher de la « calomnie : il n'y a point d'exemple d'homme qui ait réuni « l'unanimité des suffrages, et ces discussions mêmes prouvent « l'horreur qu'inspire universellement le schisme. Surtout ne « vous découragez pas ! Ange Correr demande la paix : préve- « nez-le par une démarche prompte. Il vous a devancé en pro- « posant purement et simplement l'expédient le plus sûr : « avancez-le, à votre tour, en mettant ce projet plus vite à « exécution. Il est à craindre, si vous tardez davantage, que les

1. « O vos ambros solida beatitudine felices ! O vere Deo caros ! O vere glorio-
sos »

2. « Nolum tamen tandem Sane stalem ignorare non equum letum vestras illas
Angelique litteras in hoc Francorum regi fuisse acceptas Sed cum ea vobis
quidem inventus est qui non Angelum in celum lacibus tolleret, vestra tamen
scripta dissensu vario studiorum interpretationem vobis reppererunt nonnul-
li carpentibus quod vos iusticie vias iusticie discussas obtinisse, optasse et
adhuc optare speretis ac minime, quod non simpliciter, sed conditi anibus mul-
tis adjectis quo minus ut illis casibus implicentur, cessionem tantisper offerre
viderentur, quod non nisi in conventionem personalem quoniam ut periculosam quo diffi-
cilem ab Angelo sequebantur et cetera. Quod si vobis scire in unum jura vestra veris-
sime promittitis, alius ex adverso ut hoc respondentibus primum vos iusticie vias
optare, non offerre, deinde ubi videret non de repente ne ex abrupto propter hor-
rendum periculum in cessum non posse descendere, et inventum non personalem et mul-
tatum in ea remota sed lucum in ea secundum non in cessum non promittendum
nominem hoc adhuc scire et Angolos in illam ad condaturum. Hec a dissidentibus
in contrariis sententia »

Le France et le Grand Schisme.

« graves entreprises que quelques-uns ont projetées contre vous
 « ne viennent à se réaliser sous peu, ce n'est pas sans peine que
 « je m'y suis jusqu'ici opposé au prix des plus grands efforts. A
 « moins que vous ne vous hâtiez de manifester par des actes
 « vos saintes résolutions, je crains que mes épaules ne plient
 « sous un fardeau de plus en plus lourd, et qu'un autre ne
 « recueille à votre place la gloire de cette belle œuvre. C'est à
 « quoi tendent, je le vois bien, les efforts de beaucoup de gens.
 « Pardonnez-moi ma franchise. Si je ne connaissais la sainteté de
 « vos intentions, je me garderais d'embrasser votre cause. Mais
 « aujourd'hui il faut que tout le monde reconnaisse que je ne
 « me suis point trompé à votre sujet, bien que m'étant écarté
 « jusqu'à présent d'une opinion soutenue par un grand nombre
 « de personnes ¹. » A ces sages avis, donnés avec une entière
 franchise, Louis d'Orléans joignait le conseil de ne point prolon-
 ger les négociations, et, pour témoigner une fois de plus à
 Benoît XIII une respectueuse déférence, il lui adressait le texte
 des lettres de félicitations qu'il avait cru devoir envoyer au
 pape et aux cardinaux romains ².

L'appui que le frère du roi n'avait cessé de prêter au pape
 d'Avignon avait pu jusque là s'expliquer par l'espoir d'utiliser
 en vue de ses conquêtes futures la faveur du saint-siège. Mais
 l'insistance avec laquelle il pressait alors Benoît XIII d'abdiquer
 montre bien qu'il s'associait sans arrière-pensée aux vœux que
 tant de chrétiens formaient en faveur de l'union. Le salut de
 l'Eglise était le seul intérêt qui pût, du moins à ce moment,
 inspirer sa politique à l'égard du saint-siège ³.

1 « Est preterea periculum ne in dubio tardaveritis, plerique gravia que
 jam adversum nos committuntur, brevi parantur. Quibus certe via sum-
 mis viribus obviti potest. Et nisi maturaveritis sanctam mentem vestram
 effectu ipso patefacere, veretur ne vni ingravescentis pondus humeri ferre recu-
 sent, neve huius precatissimi operis gloria aliis sine vobis effulgeat. Ad quod
 plurimos eorum intelligo. Parcite, si loquar aperte quod sentio. Nim propositi
 vestri sanctitatem cognoscerem, absit hoc a me ut parles vestras fovendas lutan-
 dasque susceperim! Nunc opus est ut omnes agnoscat contra maliorum senten-
 tiam me de vobis hactenus vera sensisse. »

2 « Neque enim aut subitum illud quod apud eum cardinales appellat aliqua
 res libera est, aut minus quod non vobis et vobis committitur. »

3 Après le récit de ces faits, l'auteur s'exprime ainsi : « Il est évident que le roi ne peut pas se dispenser de mettre son espoir en l'union, et qu'il ne peut pas se dispenser de mettre son espoir en l'union, et qu'il ne peut pas se dispenser de mettre son espoir en l'union. » (Mém. de Louis XI, t. I, p. 314.)

La royauté cependant, non contente d'exprimer des vœux, des inquiétudes, avait résolu d'intervenir par l'entremise d'une ambassade exceptionnellement nombreuse¹. Trente-six membres la composèrent. Je trouve parmi eux un patriarche², un archevêque³, cinq évêques⁴, cinq abbés⁵, dix gradués en théologie⁶, neuf licenciés ou docteurs en droit⁷, deux docteurs en médecine⁸, deux chambellans du roi⁹. Les diverses opinions y furent représentées : à côté de novateurs hardis, tels que Simon de Gramaud, Pierre le Roy, Gilles des Champs, Pierre Placot, Jean Petit, on y voyait des hommes prudents aux tendances jusque-là conservatrices, comme Amailh du Breuil, Pierre d'Ailly, Guillaume Filastre ou Jean de Gerson. L'ambassade était considérée d'ailleurs, comme une délégation de l'assemblée du clergé, dont les membres encore réunis à Paris avaient dû être consultés tant sur le choix que sur la mission des trente-six députés : ils avaient même voté une demi-décime pour couvrir les frais d'envoi et d'entretien de l'ambassade¹⁰.

1. Arch. nat., J 516, n° 31. — Le *Religieux de Saint-Denis* (t. III, p. 513) a reproduit cette liste, mais plusieurs noms n'y trouvent entré par Monstrelet (t. I, p. 146) ne nomme qu'un petit nombre de ces ambassadeurs, et a le tort de faire figurer parmi eux le secrétaire du roi Jean Tosteaunt.

2. Simon de Gramaud.

3. Amailh du Breuil, archevêque de Tours.

4. Pierre de Savigny, évêque de Beauvais, Pierre Fremet, évêque de Meaux, Pierre d'Ailly, évêque de Cambrai, Étienne de Livry, évêque de Troyes, et Guillaume de Cantiers, évêque d'Évreux.

5. Pierre le Roy, abbé du Mont-Saint-Michel, Simon du Bosc, abbé de Jumièges, Philippe de Villette, abbé de Saint-Denis, Mathias Pyllacré, abbé de Clairvaux, Robert de Baubigny ou de Courbeton, abbé de Saint-Étienne de Dijon.

6. Gilles des Champs, aumônier du roi, Hugues Levenais, doyen de Rouen, Dominique Petit, Jean Courtevaux, Jean de Gerson, Pierre Placot, Jean Petit, Guillaume Beauneveu, Arnold Utwale et le secrétaire du roi Jacques de Nouvion sur la véritable forme du nom de ce dernier personnage originaire de Nouvion-sur-Meuse, v. l'abbé J. Boulanger, *La Renaissance au XV^e siècle*, dans la *Revue historique Ardennaise*, 1900, p. 251 et sq.

7. Guillaume Boissatier, maître des requêtes de l'Hôtel, Guillaume Filastre, doyen de Reims, Geoffroy de Perpadeur, Raoul de Melage, Jean Luyot, Robert de Quessoy, chanoine de Rouen (on lui accorda le 11 avril, qu'il continuerait d'avoir part aux distributions du chapitre : v. Arch. de Seine-Inférieure, G 2130), Pierre Cauchon, qui acquit plus tard une si triste célébrité, Eustache de Fourquebergues et Jean Bourrillet, dit François.

8. Jean Voignen et Henri Dougnay.

9. L'Écuyer de la Faye, sénéchal de Beaucaire, et Cotard de Calleville. — Il faut ajouter enfin Jean de Binet, secrétaire du duc de Guyenne.

10. *Religieux de Saint-Denis* t. III, p. 513. — *Ordonnances* t. IX, p. 297. Cf les registres des délibérations du chapitre de Notre-Dame de Paris (23 février 1467).

Le rôle assigné à cette ambassade est fort bien défini dans des lettres patentes du 18 février¹, qui complètent des instructions du 13 mars : Elle devait se transporter d'abord près de Benoît XIII, le conjurer, puis le sommer d'accepter sans réserve la voie de cession, en s'engageant à la suivre préférentiellement à toute autre et en donnant, à cet effet, des bulles dans un délai de dix jours. Le séjour de l'ambassade à Marseille ne devait point dépasser vingt jours. Tant auprès de Benoît XIII qu'auprès de Grégoire XII, qu'elle irait trouver ensuite, elle devait insister pour que la double cession s'opérât à distance, combinaison dont l'avantage était de supprimer des déplacements parfois dangereux et d'éviter tout risque de dissentiment. Cela fait, les deux colliges, habilités réciproquement par le chef de l'autre obédience, s'aboucheraient et procéderaient à l'élection d'un pape unique, en recourant de préférence au mode du compromis. Si l'était impossible de persuader aux deux papes d'ab-

« De impositione medie decime per locum clericum Gaucon respectu diocesis Parmensis, ad quam levandum deputatus est dominus Radulphus Lieyart in eadem diocesi, domini concluderunt quod eleventur domini commissarii et eis exponantur exempcio dominorum et moniciones, et quod domini, non virtute litterarum et processus, libenter et voluntarie satisfaciunt modis et vno capite dictibus, et insuper quod perlonpctur mensis contentus in processibus. » 11 mars 1407. « Deinde videlicet major pars ipsorum, sicut concedes pro se et subditis suis de p'ntis contribucio in valore quarta partis unius decime pro p'ntis se cum sua Ecclesia que quidem quarta pars levabitur per aliquem per dominos episcopum et capitulum deputatum; et fiat hoc oblatio dominis communi paria : alioquin appelletur, et in appellatione exprimentur cause. » [21 mars 1407] « De facto medie decime super imposita, offeratur et levetur quarta pars, prout alias fuit conclusum. Et, si opus sit, alias, prout casum fuerit, levabitur alia quarta pars. » Arch. nat., JJ, 109^o, p. 843, 845, 849.) — Des lettres de 26 mars 1407 décidèrent que les biens de l'ordre de l'Hôpital ne seraient point soumis à cet impôt, et que les chevaliers de Saint-Jean-de-Jérusalem ne seraient point envoyés en ambassade au sujet de l'union (*Ordonnances*, t. IX, p. 186). D'autres lettres du 11 juin suivant exemptèrent l'archevêque de Narbonne du paiement de cette demi-décime (Bibl. nat., collection Baluze, *Décimes* 27 n° 444).

¹ Arch. nat., JJ 55, n° 38, original ; Bibl. nat., ms. latin 12542, fol. 52^{vo}, collation avec l'original. — *Thierry de Nemi, Armes unies* (éd. S. Schœp), p. 206 ; *Itinair*, t. VIII, p. 111. — Du Boulay, t. V, p. 141. Édition très défectueuse : *Monnaies du Christendom, op. cit.*, Preuves, p. 404. Dans les éditions suivantes, la date est mal à propos datée de 1407 au lieu de 1406 et est par suite reportée à l'année 1408. (Du Tillé), *Ecclesie quiritane in Schismate status ex actis publicis* Paris, 1594 in-8° ; *Preuves des libertés de l'Eglise gallicane*, t. I, 2^e partie, p. 182, *Ordonnances* t. IX, p. 111.

² Arch. nat., JJ 210^o n° 31, original scellé ; Bibl. de Rouen, ms. 2356 fol. 63^{re}, *Thesaurus nova anecdotorum*, t. II, c. 108. — Le texte qu'en reproduit le *Religieux de Saint-Denis* t. III, p. 112, est souvent intelligible.

diquer à distance ou par procuration, loin de s'opposer à leur rencontre, l'ambassade s'efforcerait de la faciliter : Gênes, Pise, Lucques, Bienne ou Florence étaient indiquées, dans ce cas, comme lieux possibles de réunion. Mais, si Benoît XIII refusait d'accepter la voie de cession purement et simplement, s'il ne s'y engageait qu'oralement ou en des termes équivoques, s'il différait d'expédier à ce sujet des bulles explicites, ou enfin si, Grégoire XII consentant à abdiquer de loin, lui, au contraire, s'obstinait à exiger une entrevue, les ambassadeurs devaient lui signifier que le roi et l'Église de France se retiraient de son obédience et en prévenir aussitôt Charles VI, pour qu'il remit en vigueur les lettres de soustraction ¹. Dans ce cas, on pourrait considérer comme schismatique, non seulement Benoît XIII, mais tout cardinal qui l'aurait encouragé dans son obstination. Par suite, le saint-siège serait regardé comme vacant dans l'obédience avignonnaise et les seuls cardinaux qui se seraient prêtés à la combinaison du roi conserveraient leurs droits d'électeurs : à eux seuls, par conséquent, appartiendrait de se joindre aux cardinaux urbanistes pour procéder d'un commun accord à l'élection d'un nouveau pape. Si, par impossible, les cardinaux élémentins se refusaient à réaliser l'union, les ambassadeurs, conformément à la résolution plus généreuse que logique prise par l'assemblée du clergé s'entendraient à ce sujet avec les cardinaux urbanistes.

Dans des instructions complémentaires, il était recommandé aux ambassadeurs d'obtenir le plus tôt possible la révocation des sentences prononcées de part et d'autre, ainsi que l'habilitation réciproque des cardinaux appelés à élire le futur pape, en un mot, de prendre toutes les précautions imaginables pour que l'union ne se trouvât pas compromise par la mort inopinée d'un des pontifes régnants ².

La question des libertés de l'Église de France devait être abordée par les ambassadeurs. Prévoyant même l'avenir d'un peu lointain, le roi les chargeait de demander que le futur pape s'occupât de l'union de l'Église grecque.

1. Et une pour qu'il fit dresser de nouvelles lettres, comme le donne à entendre le *Reliquaire de Saint-Denis* t. I, p. 516.

2. Bibl. de Rouen. ms 1356 fol. 65 v°; *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1261.

Enfin rien n'était négligé pour empêcher que les intérêts privés nuisissent à l'intérêt général. Aucun des ambassadeurs ne devait avoir avec le pape de correspondance ou d'entretien particuliers; aucun ne devait solliciter pour lui-même de faveur. Ils s'y engageaient par serment, et savaient que le moindre manquement à cette promesse les exposerait à la colère du roi. Le roi lui-même s'interdisait de leur adresser après coup des instructions contraires, il défendait à son chancelier, à ses secrétaires de s'y prêter, aux ambassadeurs eux-mêmes d'en tenir compte ¹.

II

La cour de France s'était inquiétée trop tôt de l'opposition que le pape de Rome pourrait faire au projet de conférence. L'idée de s'aboucher personnellement avec Benoît répugnait si peu à Grégoire XII qu'avant même d'avoir reçu la réponse de son rival, il avait donné à trois ambassadeurs de pleins pouvoirs pour traiter avec le pape d'Avignon du lieu et des conditions d'une entrevue. Antoine Correr, son neveu, évêque de Modon, Guillaume della Vigna, son trésorier et référendaire, évêque de Todi ², et le vieil Antoine de Budrio, fameux égiste bolonais, devaient se rendre d'abord auprès de Benoît XIII, puis à la cour de France ³. Ils avaient mission de proposer comme lieux de

1. Le 17 mars 1407, l'Université d'Orléans fit savoir qu'elle entendait joindre, dans l'intérêt de l'union, ses efforts à ceux de l'Université de Paris (C. Jourdain, *Index chronologique...*, p. 217).

2. Je continue à le désigner ainsi, bien que son nom originaire soit sans doute Guillaume de la Vigna, il était normand, mais avait commencé de bonne heure à vivre en Italie (Mackin d'Alquihl, actes du concile de Perpignan, *Mémoires de Pierre Salmon* dans la *Collection des chroniques de Buchon. Suppléments de Froissart* p. 34) En France, il ne retrouva presque en pays de connaissance. Il existe une lettre de lui adressée le 10 mai 1407 à Simon du Bosc, abbé de Jumièges, membre de la grande ambassade, il y témoigne une grande confiance tant à cet abbé qu'à son collègue Pierre le Roy, abbé du Mont-Saint-Michel, y rappelle un entretien qu'il a eu avec ce dernier, paraît aussi jouir de l'affection de l'écuyer normand Robert l'Ermite, il avait été surpris de retrouver celui-ci à Aix la croyant envoyé à Rome par Simon de Grammont, et proposant de l'emmener avec lui à Paris. Bibl. nat., ms. lat. n. 1454, fol. 113 v^o.

3. Lettres de créance datées de Rome, le 26 février 1407, lettres datées du lendemain, donnant aux trois envoyés de pleins pouvoirs. Bibl. nat., ms. lat. n. 12542,

réunion une trentaine de villes, dont la liste avait été arrêtée entre le pape et ses cardinaux¹. Toutefois un document secret remis par Grégoire XII à Antoine Correr excluait, paraît-il, expressément cinq villes, entre autres celle de Gènes². Le même acte, à vrai dire, ou un autre analogue exprimait l'intention du pape de se rendre à Gand ou, s'il le fallait, à Avignon, plutôt que de laisser échapper cette occasion de terminer le schisme³.

Les trois ambassadeurs de Grégoire durent se mettre en route vers les premiers jours du mois de mars : car, le 8, ils repartaient de Florence. A Gènes, où le meilleur accueil leur fut fait, ils ne passèrent que deux jours et, le 17 au soir, reprirent le chemin de Marseille⁴. Benoît XIII, en les attendant, mandait près de lui en toute hâte son camerlingue et ses cardinaux⁵.

(fol. 51 r°; ms. lat. 19644, fol. 104 r°; Rinaldi, t. VIII, p. 166; *Amplissima collectio*, t. VII, c. 737, 751; *Religiosa de Saint-Denis*, t. III, p. 540) Lettres du 17 février sollicitant un sauf-conduit de Charles VI et le priant d'envoyer, de son côté, des ambassadeurs à Marseille ms. cité fol. 51 v°; *Amplissima collectio*, t. VII, c. 737. — Le choix de ces ambassadeurs souleva plus tard de vives critiques, et l'on reprocha à Grégoire XII d'avoir rejeté les offres du seigneur Mastardus de Pesaro, qui proposait de se rendre à ses freres auprès de Charles VI et de Benoît XIII (Rinaldi, t. VIII, p. 211; cf. Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 1256, fol. 117 r°, 120 r°, 164 v°). Il est certain que l'ambassade devait être originellement composée de ce seigneur, d'Antoine Correr, d'Antoine de Budrio de François Lussanani et de Dominique de Viterbe, auxquels Benoît XIII, sur un avis reçu, le 1^{er} mars, de Grégoire XII, expédia des sauf-conduits le jour même (Arch. du Vatican, Reg. Avenion. LX), fol. 456 v°-458 v°). Ce n'est que le 16 mars que Benoît se vit demander et expédia un nouveau sauf-conduit pour Antoine Correr et Guillaume della Vigna (ibid., fol. 458 v°).

1. Rinaldi, t. VIII, p. 16; *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1264.

2. Arch. du Vatican, *Armamentum C. fascic.* 78-87; Rinaldi, t. VIII, p. 167-171.

3. *Religiosa de Saint-Denis*, t. III, p. 536, 541, 546. C'était une cedula autographe remise par Grégoire XII à son neveu, et contenant « quod, in super loco conventionis mutue videret difficultatem, quod ipse ante acceptaret civitatem Avenionensem vel villam de Gandavo in Flandria quam recederet sine concordia ». Antoine Correr voulut la montrer, à Aix, à Simon de Gramont, qui en disposa le 26 mai 1409, à Pise (Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 256 fol. 36^o r°).

4. Lettre d'Antoine Correr à Paul Guinigi, seigneur de Lucques, datée de Gènes, le 17 mars 1409, « .. Ubi indico fuisse letitiam et magistram humilitatem in exponitis gratissimam intellecti. Et sic Dum primum convenit hodie versus Marsiliam prosequemur, » (Arch. d'Etat de Lucques, *Governo di Paolo Guinigi*, n° 14). — Une messe solennelle fut dite à Gènes, le 19 mars, et une grande procession y fut organisée, le 17, dans l'intérêt de l'union (cf. Stella c. 1213).

5. Lettres adressées par Benoît XIII, le 17 mars, au camerlingue (Arch. du Vatican, Reg. 331, fol. 4 r°) et aux cardinaux de Malisset, Brancacci, Colonna de Thury de Saluces et Pierre Blau (communication du R. P. Ehrle).

Pendant ce temps, Grégoire XII recevait la réponse de Benoît XIII. Si les envoyés qui la lui apportaient eussent eu de pleins pouvoirs pour fixer le lieu de la conférence, il se serait volontiers entendu avec eux. Dans les nouvelles lettres qu'il adressa alors à Benoît XIII et à ses cardinaux (15 mars 1407), il n'eut garde de relever les passages de leurs réponses qui pouvaient prêter à discussion, et se contenta de faire une fois de plus appel à la piété, au dévouement à l'Église, au désintéressement de son compétiteur¹.

Les pourparlers entamés à Marseille dès le commencement du mois d'avril² ne réussirent pas de se prolonger et donnèrent lieu parfois à des altercations fâcheuses. Benoît XIII prit occasion d'une remontrance placée assez mal à propos par Antoine Correr à la fin de son premier discours pour se lancer dans une démonstration, aussi longue qu'inutile, de sa légitimité³. Le neveu de Grégoire XII dut le rappeler au sentiment de la réalité : le pape de Rome consentait généreusement à abdiquer, non pas qu'il doutât de ses droits, mais parce qu'il comprenait qu'une discussion sur un tel sujet serait interminable.

Quand on en vint au choix du lieu de l'entrevue, il semble impossible de s'entendre. Aucun des papes ne voulait sortir de son obéissance : les gens de Grégoire proposaient Rome, Viterbe, Todi, Sienna, Florence ou Lucques. Benoît XIII répondait en

1. Bibl. nat., ms. latin 12542 fol. 54^{re}, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 745, *Théâtre de Nemi*, *Veritas unicus* 2, p. 20, *Reliquies de Saint-Denis*, t. III, p. 520. Cf. la lettre négociale de Antoine Correr à Paul Guinget : « Et post nostrum a vobis necessarium de Roma Communes ambasciatores Antipope illuc appropius et a sancto de anno de sancto Romanis suscipi et esse unumque reparent ad nos nulli mandatum per le pape et nous ne assentit point aucunus sed mandamus pro rebus exprebitur a pape et idem assentit et assentit prout paratur conclusionem et firmam et per nos attente et reverentem » Grégoire XII a accusé réception que le 11 avril de la réponse de Charles VI (ms. latin 12542 fol. 51^{re}, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 74).

2. Les ambassadeurs de Grégoire arrivent à Marseille le jeudi de Pâques (31 mars 1407), vers l'heure de vespers. Mirabon t. III, c. 2, par. c. 305, Martin d'Aliperti.

3. Dans la suite. Ben. t. XIII raconte-il qu'Antoine Correr lui avait proposé la voie de discussion. La question s'envenime encore et le neveu de Grégoire XII se voit de Rome éliminé et de Hoy. Bibl. au Vatican, ms. Ottoboni 2358, fol. 102 et sq.

offrant Marseille, Nice, Fréjus ou Gênes ¹. Une rupture était imminente, quand, en désespoir de cause, les envoyés de Grégoire se décidèrent à accepter Savone, que leur proposaient les commissaires désignés par Benoît ².

Concession importante : car Savone obéissait, depuis 1404, au pape d'Avignon, qui venait d'y faire un long séjour, et, de plus, elle était placée sous l'autorité de Boucicaut, gouverneur de Gênes. Or, on se souvient que Grégoire XII avait exclu cette dernière ville. Néanmoins une convention en vingt-trois articles fut passée devant notaires, le 21 avril 1407, dans l'abbaye de Saint-Victor de Marseille, entre Benoît XIII et ses cardinaux et les mandataires de Grégoire XII, ces derniers se faisant fort d'obtenir avant le mois de juillet la ratification du pape et des cardinaux romains ³.

Les précautions les plus minutieuses étaient prises pour écarter tout danger résultant du rapprochement des deux pontifes. C'est à la Saint-Michel (29 septembre) ou, au plus tard, à la Toussaint qu'ils devaient se rencontrer à Savone, confiants dans la protection du roi de France. Chacun amènerait le même nombre de guerres, six, sept, huit au plus, à la volonté de Gré-

1. « Audivi, dum essem Massilie, quod domini Petrus de Luna militem locum acceptaret nisi mare periculeret ad pedem. » *Ms. cité*, fol. 166 r^o. — Cependant, suivant Simon de Crenaud et les actes du concile de Perpignan, Benoît XIII, par la bouche du cardinal d'Albano, aurait proposé Pise, que les envoyés de Grégoire XII refusèrent d'accepter (ms. cité fol. 260 v^o, F. Ehrle, *Acta des Acten des Concilien von Perpignan*, p. 34).

2. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 329, 330, Martin d'Alparil, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1353. Cf. Thierry de Niem, *De Seumate*, p. 227, et *Misericordia*, c. 367.

3. Arch. nat., J 616, n^o 39 expédition notariée ; Bibl. de Rome, ms. 1336, fol. 47 ; Bibl. nat., ms. lat. 12242, fol. 24 v^o, Rinaldi, t. VIII, p. 156. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1316. *Anglistica u. latina*, t. VII, c. 730. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 331, *Chronica di Lucca* (Muratori, t. XVIII), v. 179, *Journal d'Antoine Morosini* (l'isle d'Alghero), dans le ms. 4566 de la Bibl. impér. de Vienne, fol. 50^{re}, *Genia Benedicti XIII* (Muratori, t. III, pars II), c. 443, Thierry de Niem, *Nomus unionis*, p. 309. M. G. Eder (*Dietsch von Nieheim*, p. 264) en cite encore d'autres exemplaires manuscrits. — Dès le 22 avril, les comptes de Benoît XIII mentionnent l'envoi du texte de la convention à Paris en Espagne, au maréchal Boucicaut, etc. (communication du R. P. Ehrle). Les lettres de Benoît XIII adressant ce texte aux différents souverains, princes, prélats, etc., sont datées du 21 avril Arch. du Vatican, *Reg.* 332 fol. 7 v^o. Le chevalier Jean de Châteauneuf ayant passé par Marseille quelques jours auparavant Benoît XIII l'avait chargé de porter au duc de Bourbon des nouvelles de la négociation (lettre du 14 avril, *ibid.*, fol. 7 r^o).

greire XII, puis le même nombre d'hommes d'armes (200), de valets (200), d'arbalétriers (100), de prélats (25), de docteurs en droit (12), de professeurs de théologie (12), de protonotaires (2), de serviteurs (100). On fixait également le nombre des serviteurs qui devaient accompagner chacun des deux camerlingues, chaque cardinal, chaque prelat, chaque docteur, etc. Tous ces gens étaient astreints à prêter un serment. Savone appartenait actuellement au roi de France; mais, pendant la durée de la conférence, la seigneurie et la juridiction en seraient transférées aux deux pontifes, qui recevraient les serments des châtelains et vassaux, et désigneraient pour exercer le gouvernement deux gentils hommes; ceux-ci se jureraient l'un à l'autre aide et fraternité, et chacun d'eux, pour plus de sûreté, prêterait serment et donnerait des otages au rival de son maître. Le port et la ville seraient partagés en deux zones égales, chacune englobant un château¹. Toutes les armes existant dans la ville seraient saisies, les habitants forcés de louer leurs maisons à des prix raisonnables, obligés de se lier par un serment et menacés d'excommunication, s'ils offensaient un des deux papes ou l'un des cardinaux; des arbitres chargés de trancher les différends; enfin les expressions d'antipape, d'intrus, d'anti-cardinal, d'anti-évêque prohibées sous des peines sévères. Au dehors, on prendrait les mêmes précautions que lors de la venue de Benoît XIII à Gênes : on veillerait à la sûreté des routes; les châtelains de la Rivière promettaient libre passage aux gens des deux partis, auxquels seraient ouverts également tous les ports dépendant de la ville de Gênes. Sauf une galère de garde, il ne pourrait être armé aucun navire dans la Rivière sans le consentement des deux pontifes, tant que durait la conférence. Boucicaut devait même tâcher de faire sa paix avec Venise, patrie de Grégoire XII; les contestations soulevées entre les deux cites devaient être soumises à l'arbitrage des papes. En tout cas, le gouverneur et les notables de Gênes garantiraient la sécurité des Vénitiens qui se rendraient à Savone pour accompagner Grégoire XII. Benoît XIII étendait son autorité sur un certain nombre de châteaux situés entre Savone et

¹ Par bulle datée du jour même 21 avril 1407, Benoît XIII abandonne le choix de la zone à son rival (Arch. du Vatican *Reg. Avenion. LXV*, fol. 160 v°).

Sienna . provisoirement ils seraient gouvernés au nom des deux pontifes, mais affectés spécialement à l'usage des partisans de Grégoire. Enfin on prévoyait le cas où une épidémie, un autre obstacle reconnu suffisant par les deux parties ou l'inexécution par la ville ou le gouverneur de Gênes des articles stipulés rendraient impossible ou interrompraient l'entrevue des deux papes à Savone : dans ces diverses hypothèses, il était entendu que Benoît XIII accepterait, cette fois, un des lieux proposés de la part de son compétiteur¹.

Cette convention était conclue depuis neuf jours quand parvint à Villeneuve-lès-Avignon l'imposante ambassade organisée au nom du roi et du clergé de France (30 avril 1407). On était convenu de s'arrêter dans cette ville, pour y discuter la conduite à tenir².

Le texte déjà connu du traité du 21 avril fut aussitôt examiné. Le choix de Savone comme lieu de conférence enlevait toute opportunité à la démarche que les ambassadeurs comptaient faire auprès des deux pontifes pour les décider à donner leur démission de loin. Mais était-il bien sûr que les Romains laissent partir Grégoire XII pour une ville si éloignée et située hors de son obédience ? D'autre part, on avait parlé de la peine que ce pape aurait à fréter des galères : n'y aurait-il pas moyen de lui en procurer ? Enfin toute une partie de la mission confiée aux ambassadeurs, conservant son utilité, pouvait et devait être remplie³.

¹ Le 1^{er} mai 1407, Benoît XIII expédia un sauf-conduit pour tous les messagers que Grégoire XII ou ses cardinaux voudraient lui adresser soit à Gênes, soit à Savone, soit en tout autre lieu de la Riviera (reg. cité fol. 461 r°).

² Les ambassadeurs étaient partis de Paris après Pâques (27 mars 1407), séparément et à quelques jours d'intervalle. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 578; Arnold d'Étienne cependant ne trouvait encore à Paris le 16 avril (Deslisle et Châtelet. *Archivum Chardulani*, t. II, c. 12). Le duc de Bretagne voulait adjoindre à cette grande ambassade Guillaume de Vendel, auquel il fit payer à partir du 1^{er} mai, 4 écus par jour. Mais, à la date du 18 juillet, l'ambassade bretonne, qui comprenait quatre au des membres, ne s'était pas mise encore en route. *Lettres et mandemens de Jean V, duc de Bretagne*, dans le t. V des *Archives de Bretagne*, p. 71, 74, 77, cf. D. Lohneau, t. I, p. 311, D. Morice, t. I, p. 439.

³ Les deux principales sources d'consultes pour l'histoire de cette ambassade sont, avec la chronique du *Religieux de Saint-Denis* : 1^o la relation intitulée *Memoria pro vera serie eorum que gesta sunt in fisco antonia Breteie anno 1407*

tion. Il n'avait pas tenu à lui que le terme de l'entrevue ne fût fixé au 15 août. La conférence ne risquait pas de dégénérer en dispute, et, une fois mises en présence, les parties ne pourraient se séparer avant d'avoir rétabli l'unité dans l'Eglise. D'autre part, Antoine Correr protestait des excellentes dispositions de son oncle. « Je sens mon zèle pour l'union croître de jour en jour, lui avait dit Grégoire XII, comme ils s'entretenaient » sans témoins. Quand donc viendra le moment où je pourrai » rendre la paix à l'Eglise? » Quelques-uns des ambassadeurs, ceux qui, dans les récents débats de l'assemblée de Paris, s'étaient exprimés avec la plus de violence sur le compte de Benoît, appréhendaient l'accueil que leur réservait un pape qu'ils avaient traité d'hérétique. Mais Pierre de Thury les rassura encore sur ce point : Benoît XIII avait été jusqu'à menacer de peines sévères ceux de ses gens qui ne vivraient pas en bonne intelligence avec les envoyés royaux. C'était à eux de faire la leçon aussi à leurs serviteurs pour qu'aucune querelle n'éclatât pendant leur séjour à Marseille. Benoît XIII, d'ailleurs, était de ces hommes hautains et ombrageux qu'il faut prendre par la douceur : ce fut l'avis exprimé notamment par Antoine Correr, qui avait bien jugé le pape du premier coup d'œil. Donc se garder d'exciter sa colère, ne pas recourir aux moyens d'intimidation, et surtout ne point parler de soustraction d'obédience! Rien ne serait capable de produire un plus mauvais effet même sur Grégoire XII¹.

Tout de suite les ambassadeurs français proposèrent aux envoyés romains de mettre des galères génoises à la disposition de Grégoire. En présence du cardinal de Thury, Guillaume della

1. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 574-582. Dépensation faite, au concile de Pise, par Guillaume de Canters, évêque d'Évreux, « Erat presens Aquin, ubi vidit nuncios domini Gregorii, videlicet dominos Tudertinum et Molomensem episcopos et dominum Anthonium de Biterro, qui portabantur nuncios regis France et Universitatis, quorum ipse testis erat unus, dicentes quod pro Deo sententiam fecerent apud ipsum regem ne fieret substractio obediencie domino Benedicto, que si fieret, ut dicebat ipse Molomensis, certus esset quod dictus Gregorius nunquam renunciarere. Erat enim allegans dominum Gregorium qui non intendeat remittere papatum domino. Ille vero loquitur : quis vellet quod in pari honore essent tempore renunciationis » (Bibl. du Vatican. ms. Ottoboni 2356, fol. 344 r.).

Vigna et Antoine de Budrio, sans doute aussi Antoine Correr, affirmèrent à Simon de Crumaud, à Pierre Fremel et à Colard de Calleville que leur maître n'hésiterait pas à se servir de ces navires¹. Aussi, comme Antoine Correr, se séparant de ses deux compagnons retournait immédiatement à Rome, il fut décidé que l'évêque de Meaux, Guillaume Beauneveu et un autre de leurs collègues se détacheraient de la grande ambassade pour l'accompagner jusqu'à Gênes. Là, en effet, ces trois ambassadeurs s'entendirent avec le maréchal Boucicaut. Cinq bonnes galères génoises furent armées aux frais de Charles VI ou de la ville de Gênes. L'une d'elles servit tout de suite à transporter gratuitement le neveu de Grégoire XII à Rome².

Les ambassadeurs français estimaient donc avoir déjà bien employé leur temps quand, le 9 mai, ils se présentèrent au lieu de résidence du pape. Benoît XIII avait envoyé au devant d'eux, à plus d'un mille hors des portes de Marseille, son camerlingue, escorté de six cents hommes; il leur avait fait préparer de bons logements en ville³. Le soir même, il les reçut dans l'abbaye de Saint-Victor, avec une bienveillance, une affabilité qui semblaient exclure toute rancune; il les interpella par leurs noms, s'informa de leur santé; et le moins curieux spectacle de cette journée mémorable ne fut point celui des Simon de Crumaud, des Pierre Plaoul et des Jean Petit prosternés devant le pontife qu'ils avaient abreuvé d'insultes, puis admis à lui baiser respectueusement le pied, la main et le visage.

Dans l'audience qui eut lieu le lendemain, devant une nombreuse assistance, au lieu de faire à lusion, comme il était con-

¹ Ce détail fut contesté à Rome, plus tard, par Antoine Correr, mais ses deux compagnons le réaffirmèrent et, à Gênes, quand ils rencontrèrent les ambassadeurs du roi, et acte fut dressé de leur déclaration (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1317. Cf. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 490).

² Lettre de Benoît XIII, du 10 mai 1407, priant Boucicaut de bien accueillir Antoine Correr et de le mettre dans son chemin (communication du R. P. Émile). — *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1348; H. Finke, *Acta concilii Constantiensis*, t. I, p. 280. Déposition de Simon de Crumaud du 31 mai 1409 : « Ad requestum predicti domini Anthoni fuerunt armate per nos si gales in Janua expensis Regis et per nos soluto pre in mensibus. Cum duobus galeis predictis ordinavit gubernator Janue tres validos galeas garde et duas alios. » Bibl. du Vatican ms. Ottoboni 2350, fol. 160 r.

³ Cf. *Costa Benedicte XIII*, c. 402.

venu, aux nouvelles assurances qu'on désirait obtenir de Benoît, Simon de Cramaud se borna à remercier le pape de la part de Charles VI, à l'assurer des excellentes intentions du roi et à le supplier, en termes vagues, de conduire son œuvre à bonne fin ¹. Le pape lui répondit par un discours prolixe qui ne laissa pas d'impression bien nette dans les esprits, dont l'analyse cependant, telle qu'elle nous est transmise, semble indiquer le dessein de contenter les fidèles. Déjà Benoît XIII ne s'était-il pas exposé, malgré son grand âge, aux fatigues d'un voyage en Italie avec l'intention d'y pratiquer la voie de cession, quelque préférence qu'il eût pour la voie de réduction? Il avait, du jour de son avènement, été disposé à céder, s'il n'avait pas cru devoir le déclarer plus tôt, c'est que la partie adverse était loin de partager ses sentiments, et que cette déclaration eût risqué de la rendre encore plus intraitable. Dieu lui ayant enfin donné, en la personne d'Ange Correr, un homme selon ses vœux, il s'empresant de manifester l'intention jusque là recélée au fond de son âme. Un vieillard comme lui, tout proche du tombeau et pénétré, par conséquent, du néant des grandeurs humaines, n'avait aucune raison de ne pas déployer la persévérance qu'on voulait bien lui conseiller. Il persisterait, cela ne faisait point de doute, dans le dessein qu'il avait notifié au roi de France et à tous les princes chrétiens ².

En présence de ces explications verbales, était-il bien adroit, de la part des ambassadeurs, d'insister pour obtenir, conformément à leurs instructions, une déclaration écrite plus précise que la bulle du 31 janvier? Aux premières ouvertures que fit dans ce sens l'archevêque de Tours ³, Benoît XIII se récria que, si l'on se méfiait de lui, le temps allait se passer en débats inutiles. Il s'était expliqué la veille très clairement : il renouvelait, au besoin, les mêmes assurances, que voulait-on de plus? C'étaient toutes ces contestations qui avaient prolongé la durée du schisme. Dès

¹ Martin d'Alpartil. — Ce chroniqueur avoue qu'on s'attendait, dans l'entourage de Benoît XIII, à un discours violent, et qu'on avait pris la précaution de garnir la demeure du pape de hommes d'armes et d'archaldiers.

² *Reliquæ de Saint-Benoît*, t. III, p. 584-592.

³ Martin d'Alpartil reproche à Amédée du Breuil d'avoir appelé orgueilleusement le roi de France « regem regum et dominum dominorum ».

son avènement il avait proposé la voie de conférence : si on l'eût écouté, l'union serait faite depuis treize ans. Pourquoi épiloguer ? Il avait offert la voie de cession en termes plus clairs que son rival : mais les déclarations les plus précises risquent d'être mal interprétées quand la confiance est perdue. Ameilh du Breuil insista cependant pour obtenir une bulle dans laquelle Benoît XIII promît de suivre la voie de cession à l'exclusion de toute autre, mais inutilement : le pape refusa même de soumettre la question à ses cardinaux. Puis, prenant à part le Patriarche et les autres ambassadeurs présents, il se mit à repousser, avec une douceur touchante, les accusations portées contre lui : il trouva des accents particulièrement forts pour protester de la pureté de sa foi. Le spectacle de ce vieillard qui, même aux yeux de ses adversaires, représentait Jésus-Christ, et qui se défendait quand il eût pu sévir, produisit sur l'assistance un effet inattendu. On vit alors Simon de Cramaud, incapable de se contenir, tomber en saignant aux pieds du pape qu'il avait offensé, et lui demander pardon d'un langage inconsidéré, expression d'un doute, disait-il, plutôt que d'une certitude : « Si j'ai, contre » le salut de mon âme, calomnié mon père, je le supplie d'avoir » pitié de moi ! » Les autres docteurs suivirent l'exemple du Patriarche, comme lui, obtinrent leur pardon et se confondirent en remerciements mêlés d'éloges empressés. Cette scène, où le prestige sacré et l'espèce de fascination exercés par le vieux pontife avaient eu si complètement raison des préventions universitaires, se termina par une bénédiction pontificale et par une invitation à dîner ¹.

Benoît XIII pouvait se croire quitte envers l'ambassade française. Mais, soit qu'à la réflexion les envoyés aient craint d'avoir été dupes de leur sensibilité, soit qu'ils aient pensé être forcés, aux termes de leur mandat, de réclamer une promesse écrite, ils revinrent, au bout de quelques jours, à la charge. Par un procédé assez peu correct renouvelé de 1395, ils s'adressèrent direc-

¹ Le jour de la Pentecôte (15 mai), tan lis que le pape officiait, Simon de Cramaud prit place immédiatement après le premier des cardinaux évêques, sa chape ne différait de celle des cardinaux que par l'absence de boutons de perles. Martin d'Aliphan.

tement aux cardinaux. Ils leur persuadèrent de faire une fois de plus cause commune avec le roi et de tenter, de leur côté, une démarche près du pape. Simon de Gramaud, dans cette voie, alla même plus loin que le chancelier Gerson : les cardinaux, à l'entendre, ne devaient pas se borner à de simples prières; ils avaient le droit de parler haut à un pape qui, après tout, n'était qu'un homme¹. Deux envoyés du duc d'Orléans², survenant sur ces entrefaites, n'eurent garde de s'opposer, comme on l'avait craint d'abord, aux démarches des autres ambassadeurs : ils agirent, au contraire, près de Benoît dans le même sens, mais avec aussi peu de succès. Le pape leur répondit que son intérêt leur garantissait bien mieux que de nouvelles bulles l'exécution de ses promesses : si, au moment de l'entrevue, il manquait à sa parole, on pourrait lui appliquer les châtements les plus sévères, au besoin la peine de mort. Enfin Pierre d'Ailly, Philippe de Vilette et Gerson tentèrent, une dernière fois, d'amener le pape à une concession qui semblait toute simple, vu qu'il ne s'agissait que d'expliquer par écrit ce qu'il avait déjà déclaré de vive voix, et qui lui concilierait sûrement l'affection des Français. A vrai dire, ils joignirent à leurs exhortations quelques menaces plus ou moins détournées : car ils parlèrent de la répugnance que Grégoire XII éprouverait à s'aboucher avec un pape traité comme schismatique dans sa propre obédience, et ils insinuèrent que Benoît XIII lui-même verrait inconvénient à se rendre à Savone, du moment que Charles VI le regarderait comme schismatique.

Les ambassadeurs oubliaient l'avertissement très sage que leur avait donné l'évêque de Meudon. User de menace envers Benoît, c'était faire fausse route. De quel droit, répondait-il, un roi de son obédience le déclarerait-il « schismatique » pour n'avoir pas obéi à ses ordres ou déféré à ses prières? Notez que Benoît XIII n'ignorait rien des mesures arrêtées contre lui, en principe, par la cour de France. Le texte des lettres patentes du 18 février lui était parvenu indirectement par une voie il-

1. *Religieux de Saint-Denis*, p. 592-593. Cf. *Gesta Benedicti XIII* c. 104.

2. Louis de Montigny et Nicolas le Dur, cf. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 350.

lienne. Il n'était que trop disposé à y voir l'annonce d'une persécution qui, en lui enlevant toute liberté, frapperait de nullité ses actes. Délivrer les bulles qu'on lui demandait, ce serait, disait-il, faire croire qu'il n'agissait que par l'effet de la menace, ce serait ébranler la confiance qu'il inspirait à ses adversaires, compromettre le résultat de la convention du 24 avril : bien des gens, en effet, douteraient de la sincérité d'une abdication qui semblerait avoir été arrachée par la force. L'entrevue de Savone ne porterait point ses fruits ; la double occasion serait inutile.

Il fallut y renoncer. C'était l'avis du cardinal de Thury lui-même que l'ambassade se contentât d'assurances verbales. Benoît XIII répéta, le 18 mai, qu'il acceptait la voie de cession librement, purement et simplement. Il ne voulait exclure aucune voie raisonnable : sa conscience le lui interdisait, mais son dessein était, pour le moment, de suivre la voie de cession préférentiellement à toute autre. Quant à expédier de nouvelles bulles à ce sujet, il avait des raisons pour s'y refuser. Au moment où Gramaud, après lui avoir adressé quelques remerciements, allait de nouveau aborder le chapitre des représentations, Benoît XIII l'arrêta : « Mes actes, mieux que mes paroles, vous prouveront, » lui dit-il, que j'ai en vue seulement l'honneur de Dieu, l'intérêt de l'Église, et ne démare rien tant qu'être agréable au roi, à son peuple, à tous les chrétiens. » Et le Patriarche dut se borner à constater, en peu de mots, que les ambassadeurs ne pouvaient se déclarer satisfaits. Le pape reprit avec dépit que le roi se contenterait sans doute de ses raisons, quand il les aurait entendues : en agir autrement serait faire preuve de peu de zèle en faveur de l'union¹.

Au fond, Benoît XIII ne savait guère comment le roi, ou plutôt comment la cour de France accueillerait cette réponse. Dans une lettre confidentielle écrite, le 19 mai, à deux de ses principaux agents près de la cour, Jean d'Armagnac et Jean de la Costa², il alléguait de nouveau le besoin de faire acte d'indépen-

1. *Reliquies de Saint-Denis* t. III, p. 412, 414, 418, 420 ; cf. *Thesaurus novus anecdotorum* t. II, c. 3343 la chronique de Martin d'Aliphal et F. Ehrle *Aus den Acten des Auftrags von Perpignan* p. 26.

2. Ils avaient été envoyés à Paris le 9 mars 1467, avec mission de faire cesser

dance en repoussant une demande présentée sous forme comminatoire, et il se plaint de l'attitude des ambassadeurs, dont le nombre excessif semblait plutôt destiné à retarder l'union. Il paraissait pressé de mettre à exécution les clauses de la convention du 21 avril, dont il adressait une copie à ses représentants. Il priait ceux-ci d'obtenir, à cet effet, des lettres du roi pour Boucicaut, pour les villes de Savone et de Gênes, et les invitait à insister pour que la levée des taxes de la Chambre apostolique reprît régulièrement son cours¹.

Le même jour, afin d'avoir lui aussi une arme toute prête entre les mains, il fit rédiger une bulle qu'il retint par-devers lui² c'est ainsi que Charles VI avait fait sceller, mais non encore publier, les deux ordonnances relatives aux libertés de l'Église de France. La bulle dont je parle flétrissait impitoyablement la conduite des « fils d'iniquité » qui parlaient de se révolter contre l'autorité apostolique et interjetaient divers appels peu réguliers. Le pape avait gardé trop longtemps le silence : il promulguait l'excommunication contre tous ceux qui feraient soustraction d'obéissance ou tenteraient de troubler par de vains appels l'exercice de sa juridiction, qu'ils fussent cardinaux, patriarches, évêques, rois ou empereur. Au bout de vingt jours, les terres des princes seraient frappées d'interdit : les préats et les clercs perdraient leurs bénéfices ; les hommes et les vassaux

des vexations qui, sous couleur de réforme, nuisaient grandement aux intérêts de l'union (lettre communiquée par le R. P. Enrie). Des lettres de créance avaient été expédiées, le même jour, pour Jean de la Côte, pour Lazare Martinet et pour Jean « de Pacc », à l'adresse du roi, de la reine, de chacun des princes, d'Arnould de Corbiac, de Jean de Montaigne, du clergé, de la noblesse, etc. (Arch. du Vatican, Reg. 332, fol. 27^r, 3^r).

1. Reg. 332, fol. 12^v. — Le 2^e mai, Benoît XIII adressa aux deux mêmes prélats des lettres de créance pour un de ses secrétaires, Gilles le Jeune, chantre de Reims, qu'il envoyait en France. Il leur demandait, en même temps, de lui rendre fréquemment, au sujet notamment des articles que l'on devait obtenir de Boucicaut et des villes de Savone et de Gênes (J.-H. Albanes, *Gallia christiana novissima*, t. I, c. 244).

2. Au contraire, suivant le récit fort exact de Monsardet (l. I, p. 140, Benoît XIII aurait envoyé cette bulle à Paris, « envers le roy et l'Université, par son messenger. Dont on fut moult esmerveille ». Ce chroniqueur mène plus loin dans sa chronique (l. I, p. 250-252) une traduction française de la même bulle, à laquelle il donne la date étrange du 23^e jour des calendes de mars. — Plus tard, on prétendit que Louis d'Orléans avait donné son assentiment à cette excommunication (ibid., p. 319).

des seigneurs temporels seraient déliés de toute obligation à leur égard¹.

A ce moment, le gros de l'ambassade était déjà reparti pour Aix; mais deux des envoyés du duc d'Orléans se trouvaient encore à Marseille, et il se peut que, par des indiscrétions de chancellerie, ils aient eu connaissance du coup terrible que Benoît XIII s'appretait à frapper. Le 20 mai au matin, ils dépêcherent un courrier vers Simon de Gramaud avec ce simple avertissement : « Depuis votre départ, nous avons reçu aucunes nouvelles par quoy il est necesité que nous nous « trayons par devers vous. Vous vous prions que vous ne « vueillies prendre aucune conclusion jusques à tant que nous « ayons parlé à vous tous². »

Quoi qu'il en soit, les ambassadeurs s'assemblèrent, à Aix, le 21 mai, après avoir entendu une messe du Saint-Esprit, afin de délibérer sur la conduite à tenir. Devaient-ils annoncer immédiatement au pape une nouvelle soustraction d'obédience du royaume? Oui, répondaient les uns. Benoît XIII gardait une attitude menaçante; il avait entrepris dans le palais d'Avignon divers travaux de fortification³ et se faisait accompagner

1. Arch. du Vatican, *Bullarium generale ab Innocentio VI ad Martinum V*, t. II, n° 79 (original; *Reg. Arvenum. LV Benedicti XIII*, fol. 39 v°, Bibl. nat., ms. lat. 13515, fol. 84 v°, ms. lat. 17515, fol. 55 v°, ms. lat. 14669, fol. 53 v°, Bibl. de Dijon, ms. 578, fol. 40 v°, Du Boulay, t. V, p. 143; L. d'Achery, *Spéciegram*, t. I, p. 803. Cf. P. Ehrle, *Aus den Acten des Afterconcils von Perpignan*, p. 25. — Au sujet de la théorie en vertu de laquelle un roi excommunié était par là même déchu de la dignité royale, v. P. Viollet, *Histoire des institutions politiques et administratives de la France* t. II, p. 271.

2. E. Jarry, *La vie politique de Louis de France...*, p. 350. — En renvoyant au duc d'Orléans Nicolas le Duc et Louis de Montgore, Benoît XIII lui écrivait, le 11 juin 1407 : « Rends-tu favorable en une conjecture aussi pressante, peulementon coadours, » Et il lui permettait de hautes récompenses dans ce monde et dans l'autre, conformément au R. P. Ehrle.

3. V. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 218; Bertrand Boyssel, p. 369, *Brief des chroniques* (Bibl. nat., ms. lat. 2075, p. 199, 200). Cf. Arch. du Vatican, *Reg. Arvenum. XVI*, fol. 111 v°, 238 v°, et une note de M. H. Moret dans le *Bulletin de la Société des Antiquaires de France*, 1896, p. 114. — Au printemps de 1406, des architectes étaient en effet aux prises dans le clocher de Notre-Dame-des-Doms (*Reg. Arvenum. XII*, f. 1, 108 v°). On trouve dans un registre des mêmes archives (*Armenum. LV*, t. XVI) avant que ne soit fait un inventaire de toutes ces œuvres, à savoir, on y voit qu'il y en a eu qui se trouvaient dans le Palais à la date du 10 novembre 1407. Le 12 mars 1407, Benoît XIII ordonna à l'évêque de Maguelonne de faire garder la porte de la tour du pont avec un soin tout particulier.

d'hommes d'armes jusqu'à l'autel. Il ne s'était engagé que d'une façon équivoque, et sans vouloir accepter la voie de cession à l'exclusion des autres. Quant à l'ambassade, il l'avait amusée par de vaines paroles, et elle repartait sans avoir rien obtenu de décisif. Dans ces conditions, les instructions des ambassadeurs leur faisaient un devoir de notifier la résolution prise au mois de février. Mais, d'autre part, on fit valoir qu'un ajournement de quelques mois ne tirait pas à conséquence, au lieu qu'on risquait de causer un grave préjudice à l'Église en agissant trop précipitamment. L'annonce de la soustraction mûrit pour résultat la rupture du traité du 21 avril : car, comment Benoît XIII se rendrait-il à Savone, si Charles VI avait cessé de lui obéir? Les cardinaux les plus zélés, les envoyés de Grégoire eux-mêmes s'étaient prononcés contre tout acte d'intimidation. Enfin qu'avait demandé le clergé de France, sinon que Benoît XIII s'expliquât clairement? Il l'avait fait, de vive voix : ne devait-on pas s'en contenter? Il n'était pas jusqu'aux instructions de l'ambassade qu'on ne crût pouvoir, avec beaucoup de complaisance, il est vrai, interpréter dans ce sens. Cet avis, le plus sage finit par réunir l'unanimité des suffrages¹.

Quand Philippe de Villetta et Hugues Lenvoisie, renvoyés à Paris, eurent fait part à la cour de cette résolution, les princes et le roi en témoignèrent autant de joie que l'Université de dépit. De ce dernier côté, les titres de parjures et d'infâmes furent prodigués aux malheureux négociateurs; je laisse à penser si la médisance épargna Benoît XIII. A plusieurs reprises, le gouvernement fut supplié de livrer, par manière de représailles les

lier et par des hommes d'une fidélité éprouvée (Reg. 332, fol. 3 v°). Enfin, le 18 mai suivant Guillaume della Vigna, évêque de Toul, signa, à l'abbé de Jumièges le mécontentement causé dans le pays par les approvisionnements et les travaux de fortification faits dans le Palais. Bibl. nat., ms. latin 12544, fol. 113 v°.

1. Bibl. de Rouen, ms. 1306, fol. 65 r°. *Thesaurus novus arcidorum*, L. II, c. 1363; *Héloïse de Nost-Dame*, t. III, p. 624-631. Cf. *les Italianes ad differendam substructionem redigees*, vers ce moment, par Pierre d'illy, Philippe de Villetta, Jean de Gerson et le secrétaire du roi Jacques de Savoie. Bibl. nat., ms. latin 12544, fol. 114 r°. *Thesaurus novus arcidorum*, L. II, c. 1379. — On se fait presser à avoir l'avis même des membres de l'ambassade, par les premiers pour Gênes. Ainsi, sur la demande de Pierre Carillon, cardinal de Beaufort, avait envoyé le sien à Pierre le Roy, de Brignoles, le 13 mai 1407. Il conclut à l'ajournement de la soustraction d'obédience. ms. latin 12544, fol. 114 v°.

lettres concernant l'abolition des provisions apostoliques, et, sur son refus, on annonça la suspension des exercices scolaires ¹.

Cependant quatre autres ambassadeurs, Ameilh du Breuil, Pierre le Roy, Jean Petit et Raoul de Refuge, furent détachés, en observation, auprès du pape, à Marseille ². Leur rôle consista surtout à tâcher d'obtenir que quelques précautions fussent prises en vue d'une disparition possible de Benoît XIII ou de Grégoire XII. Dès le 14 mai, l'archevêque de Tours avait fait à ce sujet, auprès du pape, une ouverture que celui-ci avait beaucoup mieux accueillie que la précédente. Il s'agissait — telle était du moins la proposition des ambassadeurs — de conférer dès à présent aux cardinaux romains le pouvoir de concourir à l'élection d'un pape. Sans laisser voir le fond de sa pensée, Benoît XIII avait paru prendre la question à cœur et promis de la mettre à l'étude. Peut-être ne se montrait-il si accommodant sur ce point que parce qu'il devinait que les efforts des ambassadeurs allaient se heurter à une opposition systématique de la part de ses propres cardinaux. Le fait est que ceux-ci soulevèrent mille difficultés; plusieurs, au moment de conclure, leignirent d'être obligés de repartir pour Avignon. Vers le 6 ou le 7 juin, on n'avait pu encore se mettre d'accord sur le texte d'une bulle qui, prévoyant la mort d'un des pontifes, ordonnait, en ce cas, la réunion immédiate des deux collèges de cardinaux ³.

Le gros de l'ambassade s'était mis en devoir de passer en

¹ *Religions de Saint-Denis*, t. III, p. 318 et 334. Cf. *Jouvenel des Ursins*, p. 444.

² Monstrelet (t. I, p. 316) commet une double erreur en faisant demeurer à Marseille Simon de Craudaud et revenir à Paris le gros de l'ambassade.

³ F. Ehrle, *Aus den Acten des Afterconcils von Perpignan*, p. 26, 27; *Religions de Saint-Denis*, t. I, p. 592, 400, Bibl. de Rouen, ms. 1356, fol. 10 r^o; *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1174. Lettre écrite de Marseille, le 23 mai 1407, à Simon de Craudaud et à ses compagnons d'ambassade par Ameilh du Breuil, Pierre le Roy, Jean Petit et Raoul de Refuge; Pierre d'Ailly en prit connaissance, à Nice, et y joignit un mot. Bibl. nat., ms., lat. 1244, fol. 124 r^o. Autre lettre écrite aux mêmes, de Marseille, le lendemain, par un membre de l'ambassade dont le nom n'est guère reconnaissable et qui fut reçue à Nice, le 31 mai, par Jean Guilot, Pierre Cauchon, Eusèbe de Fougères, Jean François et Jean Petit, on voit que ce dernier n'avait pas tardé à rejoindre ses compagnons (*ibid.*, fol. 127 r^o). Dernière lettre écrite aux mêmes, de Marseille, vers le 4 ou le 7 juin, probablement par Ameilh du Breuil (*ibid.*, fol. 128 r^o, et *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1220).

Italie. Grégoire XII expédia, de Rome, un sauf-conduit pour les trente-six ambassadeurs et les gens de leur suite au nombre de quatre cents ¹.

Laissons Simon de Cremand et ses compagnons s'avancer, pleins de confiance, en Italie. Plusieurs, et parmi eux le Patriarche, demeurèrent à Gênes, pour hâter l'armement des galères qu'on mettait à leur disposition ², les autres continuèrent leur route en suivant la voie de terre. Ils passèrent par Lucques ³, par Florence, vers le 24 juin ⁴, reçurent partout un accueil empressé ⁵ et parvinrent à Viterbe le 1^{er} juillet. Là, ils joignirent deux cardinaux du college de Rome, qui leur communiquèrent de graves nouvelles ⁶.

1. Rome, 3 juin 1497 (Rinaldi, t. VIII, p. 170), *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 626. Cf. une quittance donnée par sept des ambassadeurs, à Gênes, en ce sens, le 14 juin 1497 : cette forte unit publié dans le *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1320.

2. C'est alors que l'archevêque de Gênes dut proposer, devant les ambassadeurs de France un discours tout à la louange du roi des princes du clergé de France et de l'Université de Paris, que l'éditeur a mal à propos reculé jusqu'à l'époque du concile de Pise (H. von der Hardt, t. II, c. 37).

3. A Pietrasanta les lettres destinées au seigneur de Lucques avaient été présentées à son lieutenant : « A quo, cum per omnia heretice ac schisme recepta fructibus, non statim tamen inter civitatem Lucanam admitti potuimus quod tunc, omnibus obsequiis propter pestem, adni dispendium ad custodiam relicis implebatur. Antequam qui postea ex nostris veniebant admittendi essent, prius exire oportuit. » Relation de Jacques de Nourion, Bibl. nat., ms. latin 12544, fol. 41 r^o.

4. Le 31 juin, les Florentins leur offrirent un splendide dîner. Le 22, remise poignée des lettres de Charles VI et discours de Jean Courtevaume. Le 26 réponses très satisfaisantes des Florentins, contenant force compliments, approbation de la voie de cremona, encouragement à persévérer, et sous demande d'intercession en faveur des ambassadeurs prisonniers Barthélémy Popoleschi et Bernard Ghisadagni. « Annimus eorum postulacioni, et quid jam circa hoc faceremus enarravimus. » *Ibid.* et fol. 42 r^o, v. aussi aux Arch. d'Ét. de Florence, la délibération du 26 juin, *Consiglio a pratica* 36, fol. 42 v^o.

5. De Florence, le 24 juin, ils avaient envoyé l'écuyer Jean de Vaucouleurs aux magistrats de Sienne au seigneur Lucio Bastubene et au châtelein de Soriano, pour avoir des sauf-conduits (ms. latin 12544, fol. 41 r^o et 123 v^o). La république de Sienne expédia le sien dès le 28 : il était valable pendant un mois, et s'appliquait à « abbe de Luni » et à Guillaume Reveretier à Jean Courtevaume à Jean Guicé à Eustache de Vauquertherghe à Jean de Ribet enfin à un maître en théologie qui ne figure pas sur les listes des membres de l'ambassade Nicolas Derien (*ibid.*, fol. 113 r^o). Les ambassadeurs furent également bien reçus à Radicofani, et la femme de Cocco Ruambene les fit escorter jusqu'à Acquapendente (*ibid.*, fol. 42 r^o).

6. Relation de Jacques de Nourion *ibid.*, *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 644, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1331.

C'est le moment de retourner quelque peu en arrière pour tâcher de comprendre ce qui, depuis le mois d'avril, avait pu se passer dans l'âme de Grégoire XII.

III

Les envoyés du pape de Rome avaient promis de faire approuver avant le mois de juillet par Grégoire XII et par ses cardinaux la convention du 21 avril.

On put croire tout d'abord que cette ratification s'obtiendrait sans difficulté.

Grégoire XII, en apprenant le choix du lieu de Savone, avait, s'il faut l'en croire ¹, suspendu sa résolution jusqu'au retour de son neveu. Mais, quand Antoine Correr, parvenu sans doute à Rome avant la fin du mois de mai, lui eût fait sa relation en public, il parut prendre son parti d'accepter ce lieu de conférence. Je ne sais s'il prononça les paroles que, plus tard, on lui prêta. « Plutôt que de manquer à ma promesse, aurait-il dit, je me rendrais à Savone dans une petite barque, ou à pied, un bâton à la main ² ! » Mais il semble avoir levé sur le clergé divers subsides motivés par les frais qu'allait nécessiter son voyage à Savone ³, et il existe une bulle, datée du 1^{er} juin, adressée au roi d'Angleterre, dans laquelle il parle, comme d'une chose décidée, de l'entrevue de Savone ⁴. Avec Antoine Correr et dans la même galère, étaient arrivés quatre ambassadeurs de la ville et du gouverneur de Gênes, qui, reçus le

¹ Déclaration du 8 juillet 1407 (Arch. du Vatican, *Armarium C*, fascic. 7803).

² *Thesaurus novus antedoforum*, t. II, c. 1318, 1353. Hualdi, t. VIII, p. 271. On lit aussi dans le ms. 420 de Berlin fol. 38 v. : « Hec capitula videns dominus Gregorius et his manibus amplexus est, ea confirmavit et approbavit in consistorio pontifici, prout eos, si non habet et vii pedes, cum iv, si non habueret xv, cum duobus, si non haberet ii, cum uno, si non haberet unum, cum parva barca, quam si non haberet, nudi baculo Savonam se pedes se iturum. » Communication de M. L. Schmale. Cf. E. Ehlke *Aus den Acten des Interconclis von Perpignan*, p. 27.

³ Hualdi, t. VIII, p. 271.

⁴ *Ibid.*, p. 271. Cf. *Enlogium historiarum*, éd. F.-S. Haydon, t. III, p. 400.

11 juin, jurèrent, devant le pape, au nom des Génois et du maréchal Boucicaut, d'exécuter intégralement la convention de Marseille. La ville de Gênes, par leur bouche, se reconnut passible, en cas de violation de ses promesses, d'une amende de 200 000 florins profitable au trésor de la Chambre apostolique ¹. Il était venu aussi des envoyés de Savone qui apportaient, en ce qui concernait leur ville, la promesse de satisfaire aux clauses du traité : Grégoire XII, par bulle du 13 juin adressée au conseil des anciens, remercia les habitants de cette ville de leurs assurances et de leurs offres, annonça l'intention d'en profiter et parla de sa venue, de celle de ses cardinaux comme ne faisant aucun doute ². Il existe également une bulle du 31 juillet par laquelle Grégoire XII s'engage, conformément à l'un des articles du traité, à ne rien entreprendre contre Pierre de Luna, soit pendant le séjour à Savone, soit durant les trajets de l'aller et du retour ³. Enfin il écrivit ou fit écrire à Charles VI pour le prier, dit-on, de ratifier, à son tour, la convention de Marseille ⁴.

Il est certain pourtant que le choix de la ville de Savone avait dû, dès le premier instant, déplaire à Grégoire XII. La nécessité, non seulement de sortir de son obéissance, mais de s'aventurer

¹ Bibl. nat., ms. latin 12542, fol. 57, ms. latin 12544, fol. 98 r°, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1312. Cf. Rinaldi t. VIII, p. 272. — Dans sa déclaration du 8 juillet suivant Grégoire XII reconnaît que des ambassadeurs de la ville et du gouverneur de Gênes lui ont transmis le serment prêté par Boucicaut d'observer les articles de la convention. Mais, ajoute-t-il, ils n'ont point parlé de donner des sûretés aux Vénitiens. Arch. du Vatican. Armarium C. fascic. 71-87).

² *Thesaurus novus anecdotorum*, c. 1318. Bibl. nat., ms. latin 12543, fol. 57 r°, ms. latin 12544, fol. 38 v°, ms. latin 12545, fol. 103 r°; Bibl. de Dijon, ms. 570, fol. 17 r°, *Amplissima collectio*, t. V I, c. 734. Bibl. du Vatican ms. lat. Vatic. 4000, fol. 76 r° (sous la date fautive du 2 juillet). Cf. Thierry de Niem, p. 218, 229.

³ Rinaldi, t. VIII, p. 170.

⁴ Rinaldi, t. VIII, p. 271. — Je citerai encore cette intéressante deposition faite, en 1409, par Poncello Orsini, maréchal de la cour de l'empereur XII : « Ab ipso domino Gregorio in camera sua, ubi comedebat, audivit ex ore suo nullas et nullas vicibus quod nunquam singulare via crederetur. Tamen archiepiscopus venetorum Sacorum. Interrogatus in quo loco, respondit idem testis quod in Urbe et in camera sua. » Bibl. du Vatican, ms. Octob. n. 2356, fol. 202 v°. — L'emp. rom. XII convint lui-même plus tard qu'il avait reconnu au moins une fausseté de la relation voyage de Savone : le fait est attesté par son virei concubine Pierre Marin de Venise, auquel il aurait répondu : « Verum est quod semel hoc dixi, et nunc dixi, quia homo debet facere prout tenet facta sua. Et non debet ita reputari unum verbum semel dictum. » *Ibid.* fol. 117 v°.

sur les terres du roi de France, et surtout dans un pays gouverné par Boucicaut, devant causer une vive appréhension à un pontife qui, en sa qualité de vénitien, tenait tout ce qui touchait à Gênes pour suspect, et qui avait expressément refusé par avance d'accepter cette dernière ville comme lieu d'entrevue. Chose curieuse, loin de le rassurer, la vue des précautions multiples prises pour garantir sa sécurité à Savone ne fit qu'augmenter ses craintes. Il en exprime son déplaisir à Antoine Correr dès le premier moment¹, en parla de même à Thierry de Niem, et ajouta, devant je ne sais quel autre de ses familiers, qu'entre gens de bonne foi un tel luxe de précautions était bien inutile².

Les actes que j'ai cités qui semblaient dénoter chez Grégoire XII la résolution de se rendre à Savone n'émanaient peut-être pas directement de lui. Il expliqua plus tard qu'il avait, au sujet des mesures à prendre, donné carte blanche à quelques-uns de ses cardinaux, et que ceux-ci, en conséquence, avaient expédié, soit en son nom, soit au leur, autant de lettres qu'ils avaient voulu : c'est ainsi qu'ils avaient requis divers seigneurs et invité les gens de Savone à procéder, comme ils en avaient fait l'offre, à l'armement d'une galère³. Quant à Grégoire, il n'était peut-être pas, au commencement du mois de juin, si décidé qu'on le croyait à accepter le rendez-vous de Savone.

Sur ces entrefaites, une troupe armée, forçant de nuit l'enceinte de Rome (17 juin 1407), obligea Grégoire XII à se réfugier derrière les murs du Château-Saint-Ange et trois de ses cardinaux à s'éloigner en toute hâte. Les agresseurs étaient les frères Jean et Nicolas Colonna qui, dès le lendemain, furent vaincus et pris par Paul Orsini dans un combat livré près de la porte Saint-Laurent⁴. Mais les Colonna n'étaient eux-mêmes

1. Déclaration de Grégoire XII du 6 juillet 1407 (Arch. du Vatican, *Armamentum C*, fasc. 734.)

2. Thierry de Niem, *De Schismate*, p. 221.

3. Déclaration de Grégoire XII du 2 juillet 1407 : « Inter alia ecdi eis potestatem usque etiam ad imp. generalionem terrarum... Et miserunt diversas cum litteris meis et suis pro subsidio et alis requisitis, ut eis vnum esset, et inter alia ad Anconitanos, qui ipsi armarent unam galiam... » Arch. du Vatican, *Armamentum C* (asc. 73-75.) Cf. des instructions datées du 31 octobre 1407 (Rinaldi, t. VII, p. 83).

4. Thierry de Niem, *De Schismate*, p. 223-224, *Diarium Antonii Petri* (Muratori, t. XXIV, c. 961, etc.).

que les instruments de Ladislas de Durazzo, roi de Sicile; et, si l'on acceptait la version de Grégoire XII, ce prince n'aurait tenté ce coup de main sur Rome que pour empêcher l'entrevue de Savone d'avoir lieu : il craignait qu'un nouveau pape élu sur une terre et vraisemblablement sous l'inspiration du roi de France ne fût moins favorable à sa cause qu'à celle de son rival Louis d'Anjou. Grégoire XII, plus tard, lui reprocha ce bas calcul¹, et Ladislas repoussa énergiquement cette accusation, mais sans nier qu'il jugeât le lieu de Savone peu sûr et peu convenable pour l'entrevue projetée². Tout autre est la version de Thierry de Niem³. L'attaque de Rome n'aurait été qu'un coup monté entre Ladislas et Grégoire XII lui-même pour permettre à ce dernier d'éluder ses promesses. Quelque joie apparente que lui eût inspiré la victoire d'Orsini, elle déjoua son plan en lui enlevant tout prétexte pour ne point se rendre à Savone⁴.

Il me paraît bien difficile de prêter au pape une machination aussi perfide et aussi compliquée⁵. Ce qui n'est point contes-

1. Lettre adressée à Ladislas, de Sicile, le 3 septembre 1407. Rinaldi, t. VIII, p. 170. Cf. Thierry de Niem, *De Scismate*, p. 230, 231; *Vita Gregorii XII* (Mancini, t. III, pars II), p. 310; *Leonardi Aretini epistolarum libri octo*, p. 50.

2. Thierry de Niem, *Annus unicus* (éd. S. Schard), p. 241.

3. *De Scismate*, p. 233, 234, 236. Cf. Guerriero di Ser Silvestro (*Archivio storico per la Marche* t. II), p. 400. *Vita Gregorii XII*, p. 320.

4. Thierry de Niem, *locus cit.*, p. 236, 237. Y. cependant, dans Thierry de Niem et dans Mancini (c. 311), les fautes dont Grégoire XII gratifia Paul Orsini.

5. Il est intéressant d'avoir, à ce sujet, l'avis du cardinal Giordano Orsini. Jacques de Nouvion nous rapporte en détail l'entretien que ce cardinal eut, le 2 juillet 1407, à Viterbe, avec les ambassadeurs de France. Suivant lui, le sacré collège romain, unanimement favorable à l'union, avait depuis longtemps prévu l'obstacle qu'y pourrait apporter Ladislas et avait exhorté Grégoire XII à se retirer en Toscane, où il serait plus indépendant. Le pape avait répondu qu'il ne croyait pas que Ladislas voulût empêcher l'union. Toutefois, vaincu par les prières de ses cardinaux, il s'était décidé à partir la veille même du jour où eut lieu l'attaque de Rome. Cet événement avait dérangé ses projets, et le bruit courait qu'il avait promis aux Romains de ne point s'éloigner d'eux. Le cardinal Orsini ajoutant que le but poursuivi par Ladislas était d'obtenir de Grégoire XII des bulles semblables à celles qu'il avait reçues d'Innocent VII, lui garantissant, dans tous les cas, la possession du royaume de Sicile (132b), *ent.*, ms. lat. 11644, fol. 45^{re}. Plus tard, le cardinal Orsini paraît avoir conçu une opinion plus désavantageuse de Grégoire XII. Voici comme il l'exprime dans sa déposition du 16 mai 1409 : « Begit Ladislaus rex et unum impedire Romanis detestari et alios terras Ecclesie occupare. Interrogatus de causa scismatis, dixit aliquos

table, c'est que la répugnance que Grégoire XII éprouvait pour le projet de Savone prenait de jour en jour des proportions plus inquiétantes. Aux motifs de frayeur que j'ai déjà indiqués, parmi lesquels il faut peut-être compter la peur de surexciter la colère de Ladislas, se joignaient à présent d'autres sujets d'inquiétude : Grégoire XII avait eu connaissance des lettres de Charles VI du 18 février, ainsi que des instructions remises à ses ambassadeurs ; leur forme comminatoire lui avait donné à réfléchir. Il craignait que le roi de France, ou plutôt que ses représentants ne fussent gens à faire violence au pape d'Avignon, à plus forte raison, au pontife de Rome¹. Puis deux vénitiens, des gens même résidant en France lui avaient fait parvenir l'avis de prendre garde, de se méfier de Boucicaut, de ne point s'éloigner de Rome ; s'il se rendait à Savone, il serait fait prisonnier². Enfin il se persuadait que mettre le pied sur une galère genoise serait le comble de l'imprudence, et ses efforts pour se procurer des navires autre part n'aboutissaient qu'à des refus.

Il s'était adressé aux gens d'Ancone en pure perte³. Venise, sa patrie, objectait l'éloignement, la peine qu'elle aurait à lui fournir, en temps voulu, les six galères qu'il demandait, et surtout l'hostilité sourde qui régnait entre Vénitiens et Génois, les rixes qui ne manqueraient pas d'éclater, à Savone, entre les divers équipages⁴. Pour triompher de cette résistance, Grégoire XII dirigea vers Venise le frère prêcheur Jean Dominica,

ne vidisse alia audivisse alia et de aliquibus litteris authenticis vidit plures et diversa veritas et temporibus et locis » Bib. du Vatican, ms. Raboni 536i fol. 238 r^o.)

1. Renseignement donné aux ambassadeurs français par le cardinal de Liège, suivant ce que rapportent Jacques de Nonsion et, d'après lui, le *Religieux de Saint-Denis* t. III, p. 631.

2. *Ibid.* et p. 698. Discours prononcé à Sienne le 1^{er} novembre 1407 (*Thesaurus scriptarum antiquarum* t. II, c. 1383). Cf. une lettre de Leonard Bruni, éd. de Bâle, p. 13 : « Quiddam enim bonitas ab eo sperantes in situum ejus aditondo irrepserunt. At et formidines graves illi incubant et recia valentem nonnunquam infertunt ».

3. Le pape avait demandé une galère ; les habitants s'étaient excusés humblement. Déclaration de Grégoire du 8 juillet 1407, *ibid.* et

4. Ce sont les raisons que devaient alléguer pour dissuader la république les ambassadeurs vénitiens envoyés à Gènes et en d'autres lieux au mois de décembre 1407. Ed. Piva, *Venezia e la regina durante il pontificato di Gregorio XII*, p. 141. Venise, d'ailleurs, avait montré jusqu'ici peu de zèle pour l'union (M. Perrot, *Histoire des relations de la France avec l'étranger*, t. I, p. 110).

qui devait, d'abord, passer par Gênes et persuader à Boucicaut de lui adjoindre un emissaire spécialement chargé de rassurer les Vénitiens. Mais Dominici ne semble pas s'être très bien acquitté de cette mission. Il ne demanda probablement pas à Boucicaut de le faire accompagner par un ambassadeur à Venise, et, dans les lettres que, de Gênes, il écrivit à Grégoire XII, il représenta le maréchal comme peu disposé à offrir aux Vénitiens les garanties voulues, sous prétexte que les deux cités étaient en paix l'une avec l'autre¹. La vérité est que Boucicaut, qui avait déjà, comme on le sait, promis d'exécuter la convention de Marseille, donna un sauf-conduit pour Grégoire XII et pour ses Vénitiens, enfin accepté, au sujet de ses contestations avec Venise, l'arbitrage des deux pontifes, renouvela, en présence de Jean Dominici, le serment solennel d'accomplir le traité, lui donna procuration pour prêter, au besoin, ce serment à sa place et lui remit un acte constatant son acceptation d'arbitrage. Il alla même plus loin que ne l'avait prévu la convention du 21 avril, offrant de livrer aux cardinaux et au pape de Rome des otages, voire des châteaux dont il conserverait les frais de garde à sa charge. Boucicaut ne lussait pas de dissuader Dominici d'aller demander des galères à Venise. Cette démarche lui semblait tardive : le terme fixé pour l'entrevue n'était point fort éloigné, et Grégoire XII, affirmant-il, pouvait se servir en toute sécurité des galères armées à Gênes sur la demande même de son neveu.²

1. Declaration de Grégoire du 8 juillet 1407 (loc. cit.). — Dominici pourtant avait longtemps depouvé un grand zèle en faveur de l'union (cf. H.-V. Sauerland, *Cardinal Johannes Dominici und sein Verhalten zu den kirchlichen Unionbestrebungen*, dans Th. Brieger, *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, t. IX, 1887, p. 247-250, 290).

2. Lettre de Boucicaut du 18 juillet 1407 (in latin 11244, fol. 93 v°, et *Thesaurus scripturarum*, t. II, c. 1431) dans l'édition de D. Martene, le nom de Dominici, « frere Jehan Dominique », est transformé en celui de « Dauvergne » (le R. P. Röcher, *Cardinal Johannes Dominici*, Fulbourg en Hesse, 1883, in-8°, p. 134) ne paraît pas l'avoir reconnu sous cet eût-il-on. — Jean Dominici ne laissa pas de négocier à Venise, avec la seigneurie, au commencement du mois d'août. Dès le 12 il s'en retourna à Rome (H.-V. Sauerland, *Cardinal Johann Dominici und Papst Gregor XII und deren neuester Paapstlicher P. Augustin Röcher*, dans Th. Brieger, revue citée, t. XV, 1884, p. 292). Benoît XIII eût prétendu que cet emissaire s'était borné à se manifester de l'argent aux Vénitiens, qui ne lui eussent sans doute pas refusé des vaisseaux (P. Kille, *Aus den Acten des*

C'est ce dont Grégoire XII ne voulait décidément entendre parler à aucun prix. Déjà il insinuait à ses cardinaux et à quelques confidents que, s'il ne parvenait pas à se procurer des galères vénitiennes, il ne serait point tenu, en droit, de se rendre à Savone dans le délai fixé. L'éventualité d'un trajet par terre n'était même pas envisagée : le pape prétendait qu'un tel voyage eût entraîné des frais dépassant ses ressources. Il ajoutait, avec plus d'apparence que de raison, que la situation de Savone rendait ce port peu sûr pour qui n'y avait point une flotte. Il ordonna donc à ses cardinaux de mettre à l'étude la question suivante : « Dans le cas où il ne pourrait se procurer des galères, serait-il obligé de se rendre à Savone aux termes de la convention de Marseille ? » Vingt-quatre juriconsultes donnèrent, au bout de quelques jours, des consultations à ce sujet, et, contre l'intention de Grégoire XII, la plupart décidèrent que le texte était formel et que, par terre ou par mer, le pape devait gagner Savone dans le délai fixé¹.

Pendant l'heure était venue de prendre une décision. C'est avant le mois de juillet que Grégoire devait ratifier la convention

Affroncius von Perpignan, p. 14. Mais cette allégation est démentie par le récit même de Marino Sanudo (*Itinerari*, t. XXII, c. 334, Cf. F. Ehrle, *op. cit.*, p. 17).

¹ Presque tous furent d'un tel avis avant Thierry de Niem. De *Scriptis* p. 313). Mais je lis dans la déposition de Pierre Musci, de Venise, vice-camerlingue de Grégoire XII : « Super hoc habuit consilia xiv prelatorum et doctorum quorum major pars evincit sibi quod ire tenebatur per terram Savonam sine galeis. » (Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 2356, fol. 117 v^o.) Thomas de Spina, clerc de la Chambre apostolique, est plus précis encore : « Fuit presens quando res de consultationibus qui fuerunt numero xiv consulebam, quod Gregorius teneretur ire Savonam. Et dicit utique quod testis quous credet alios fuisse laborantes, exceptis duobus qui fuerunt dubii. » (*Ibid.*, fol. 172 r^o.) — Voici la conclusion d'une de ces consultations, qui subsiste dans le ms. latin 12342 (fol. 100-101) de la Bibl. nat. : « Ex quibus, alio meliori consilio, concludo quod, quousvis galeis in difficultate habere non poterimus, ad Savonam transire tenemur; nec vult quod contrahentes res galeis per securitate convenerunt, et nec aliter locum securum reputabant, cum... de conveniendo in Savona... sint simpliciter obligati... nisi aliquid impedimentum de expressis in ultimo capitulo interveniat, inter quo galearum defectus non exprimitur. » Thierry de Niem, qui dans ses ouvrages juge si sévèrement les hostilités de Grégoire XII, fut un des juristes appelés à donner leur avis, mais il se borna à discuter le pour et le contre sans conclure, si ce n'est par une condamnation des abus de la cour de Rome (*Nomina unionis*, éd. S. Schurl p. 313-323). C'est ce que ne semble pas avoir bien vu M. G. Eder (*Dietrich von Nienheim*, p. 160, Cf. Sauerland, *Das Leben des Dietrich von Nienheim*, p. 36).

du 21 avril. Vers le 20 juin, il vit arriver quatre ambassadeurs de Benoît XIII et du sacré collège d'Avignon¹, le 4 juillet, ceux des membres de la grande ambassade française qui avaient suivi la voie de terre², le 16 juillet enfin, le reste des ambassadeurs français, qui avaient préféré la voie de mer, parmi ceux-ci Pierre d'Ailly et Simon de Cremaud³. Tous venaient le supplier de tenir ses promesses.

La plupart, à vrai dire, avaient perdu une partie de leurs illusions. A Viterbe, les cardinaux Jean Cile et Orani les avaient mis au courant des perplexités de Grégoire et prévenus que le pape recourrait à mille subterfuges pour éluder ses obligations⁴. Ceux qui étaient venus par mer avaient reçu, avant même leur départ de Gênes, la nouvelle du fâcheux revirement qui s'opérait en l'esprit de Grégoire; ils en avaient eu la confirmation en

1. On ditait le 21 juillet, qu'ils avaient déjà passé vingt-deux jours à Rome (*Reliques de Saint-Denis*, t. III, p. 672). Le compte des dépenses fait par ces quatre ambassadeurs au cours de leur voyage, du 20 juin au 1^{er} août 1407, se trouve dans le *Reg. Avinion. XLIV Benedicti XIII* (fol. 406-187) des Arch. du Vatican; ils étaient partis de Marseille le 10 juin, après vêpres. Le 1^{er} juillet, ces quatre ambassadeurs — Bertrand Raoul évêque de Liège, Arnaud Nazon, prêtre des frères Prêcheurs de la province de Provence, Anato de Vallera, chanoine de Lurens et Simon Salvador chanoine de Lérins — furent audience au Vatican, dans la chambre de parlement. Grégoire était entouré de huit cardinaux et d'une grande foule de peuple. Ils le saluèrent en étant leur bonnet et en inclinèrent légèrement la tête. L'évêque de Liège prononça un discours sur ce thème *Ecce unanimis fraternitas amatorum* (1. *Patr.*, t. III, 2), et exhorta charitablement Grégoire à persévérer dans ses saintes intentions. Il énuméra les dépenses, les fatigues qu'il s'était imposées Benoît XIII, offrit de faire connaître les mesures préparatoires que ce pontife avait eu devoir prendre, envisage qu'il vint en personne obtenir la ratification du traité de Marseille (procès-verbal notarié de cette audience, conservé dans un projet de vidimus au nom de Louis, évêque de Palma Arch. du Vatican, *Armarium C fascic. 74-87*). Ce jour-là, les envoyés de Benoît sollicitèrent une autre audience qui dut leur être accordée dans les jours qui suivirent, et dont le communiqué se trouve résumé le 5 ou le 6 juillet, aux ambassadeurs de France (*Reliques de Saint-Denis*, t. III, p. 618).

2. Le 4, suivant Jacques de Nouvion (ms. cit.) et suivant le *Memoria pro veris scribis* (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1349), le 5, suivant le *Religieux de Saint-Denis* t. III, p. 616. Le 5 plusieurs de ces ambassadeurs arrivèrent à Beaucaumont qu'ils étaient arrivés à Rome, mais n'avaient point encore salué Grégoire (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1351).

3. *Ibid.*, c. 1349, cf. c. 1351. — La date du 16 juillet est précisée par Jacques de Nouvion : « Die sabbati xvi juli, ingressi sunt Urbem Romanam domini qui per mare venerunt cum tribus galeis. Quibus cum esset a Camerario honeste obvium dum, pressum est... » (ms. cité, fol. 39 v°).

4. *Thesaurus novus anecdotorum*, c. 1349; *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 616.

touchant à Livourne, puis en débarquant à Cività Vecchia. A peine réunis, les premiers arrivés firent part aux autres de leurs impressions, qui n'avaient rien de réconfortant ¹.

Néanmoins ces ambassadeurs eurent le bon esprit de renfermer en eux-mêmes leurs appréhensions trop leg t mes, et, lors des premières audiences, ils ne purent pas mettre en doute l'intention de Grégoire de ratifier le traité, intention disaient-ils, bien marquée dans les bulles que ce pape avait adressées aux gens de Savone et de G nes ². Pensant le piquer d'honneur, les envoyés de Benoît lui vant rent le zèle de leur maître, son empressement à exécuter les clauses du traité, son esprit de charité et de d int ressement ³. Ils lui remirent, dès le 2 juillet, des lettres de Benoît VIII et des cardinaux d'Avignon qui accordaient les garanties stipulées à Marseille ⁴. Le 26, ils lui apportèrent des lettres de Charles VI qui, en tant que seigneur de G nes, ratifiait le traité, ordonnait   Boucicaut d'en exécuter les clauses sans s'absenter de G nes durant les pourparlers, et transférait la seigneurie de Savone aux deux papes.   partir de leur arrivée en ce lieu jusqu'au moment de leur abdication, ensuite et jusqu'à l'élection définitive, aux délégués qu'ils désignèrent l'un et l'autre ⁵.

1. *Religieux de Saint-Denis*, t. III p. 448. — Jacques de Nouryon nous renseigne sur les résolutions prises le 14 juillet, après l'arrivée des ambassadeurs qui avaient choisi la voie de mer : « Congregati ante prandium, audierunt a domino Guillelmo Romanensi quo in statu res esset, que excusaciones ad infringendum tractatum Massilie habitum obtinerentur. Post prandium iterum congregati ad videndum quod per dominum Patriarchum esset pro ponendum, deliberatum est ille generalitate que in instructionibus et litteris principalibus. Tunc cum facienda in speciali mentionem de tractatu conventionis Massilie transacto, approbando et collaudando Gregorium, qui suis nunciis, postquam sessionem elegisset, plenariam conveniendi de loco et tempore dederat, et, postquam concordia facta fuit, approbaverat, quod notum est in litteris, item rogatos Joannem gratis suscepissent, et cum eis ille locutus fuisset tanquam qui Sessum ire intenderet. » Ms. latin 12643, fol. 39 v .

2. Relation de Jacques de Nouryon (ms. cit ) et *Religieux de Saint-Denis*, t. III p. 450. — Ils ne faisaient en cela que suivre le conseil que leur avait donné Guillaume della Vigna : « Modus loquendi debet esse per nuntium regatandi et non requirendi » (Ibid. cité, fol. 113 v ).

3. Arch. du Vatican, *Armarium C*, fascic. 74 v .

4. F. Ehrle. *Aus den Acten des Absterbens von Perpignan*, p. 28.

5. Ces lettres avaient été expédiées par Charles VI, en Grand Conseil, le 11 juin 1407, Arch. nat., J 216, n  32. Bourgeois du Ch stellet, *Nouvelle Histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 501, c'est-à-dire une dizaine de jours après



Dans les dispositions où se trouvait Grégoire XII, il eût mieux fait de déclarer, dès l'abord, qu'il refusait de se rendre à Savone. Cette réponse catégorique eût soulevé sans doute quelque émotion : mais, le premier moment d'indignation passé, l'on eût cherché, sans perdre de temps, une combinaison nouvelle. Il se borna, au contraire, à manifester pour le choix de cette ville une très vive répugnance. Au fond, son intention était maintenant bien arrêtée de ne point exécuter la convention de Marseille : il ne montra le plus souvent que de l'hésitation. De là pour les ambassadeurs le devoir tout tracé de refuter ses objections, de satisfaire autant que possible ses apparentes exigences, mais de maintenir énergiquement les principes posés. La discussion devait ainsi se prolonger bien inutilement.

Le 1^{er} juillet, par exemple, le premier mot de Grégoire XII est qu'il entendra avec plaisir les exhortations des envoyés de Benoît ; que ne se trouve-t-il déjà en présence de son compétiteur ? Le 8, il déclare que son intention est toujours de se rendre à Savone, s'il le peut, bien qu'il n'y soit point obligé, et que de puissants motifs l'engagent à changer le lieu de la conférence. Ce n'est point, d'ailleurs, une réponse, mais une simple explication : Cependant, le 13, il écrit à Benoît pour s'excuser, en alléguant le manque de galères, de ne pouvoir

le retour à Paris de Philippe de Vilette et de Hugues Lenvoisie, on voit qu'il n'y avait pas eu beaucoup de temps perdu. Cependant Grégoire XII avait, le 8 juillet, fait remarquer que personne ne lui avait encore apporté aucun document relatif à la cession provisoire de Savone par le roi de France ; il en concluait que cette cession, après un « si long temps », avait de grandes chances de ne pas se réaliser (Arch. du Vatican, *Armamentum C.*, fasc. 7047). Or, c'était précisément le jour où Benoît XIII, ayant reçu les lettres royales du 11 juin, en expédiait une copie authentique à ses ambassadeurs, pour qu'ils la missent sous les yeux de Grégoire XII (communication du R. P. Ehrle). Ils se firent le 30 juillet, en présence de huit cardinaux, ainsi qu'il résulte d'un procès verbal notarié du même jour (Arch. du Vatican, *loc. cit.*). Benoît XII avait envoyé une autre copie de ces lettres à Boucicaut, qui la reçut avant le 18 juillet, s'en montra très satisfait et s'occupa, de son côté, de la faire parvenir à Florence et à Rome (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 133).

1. Acte déjà cité du 1^{er} juillet.

2. Acte notarié dressé, le 8 juillet, à la requête des envoyés de Benoît XIII (Arch. du Vatican, *Armamentum C.*, fasc. 7047). Il est publié par Delicourt et sans date par Huault (t. VIII, p. 187-189), analysé enfin d'une façon peu exacte par Jacques de Nouillon (ms. cde, fol. 14^{re}) et par le *Religieux de Saint-Denis* (t. III, p. 848).

accepter le rendez-vous de Savone ¹. En revanche, le 18, il promet encore d'exécuter les conventions, si le roi de France veut lui procurer de l'argent et des navires autres que les galères génoises, et s'il lui fournit des garanties pour sa sécurité ². À vrai dire, il ne croit pas possible de trouver quelque sûreté hors de son obédience. Le 19, il cherche à transporter la discussion sur un autre terrain, répète qu'il ne saurait être tenu à l'impossible et blâme l'imprudence de son neveu. Puis il semble revenir à l'idée de se servir des galères génoises, à condition d'en composer les équipages à son gré. Le 22 juillet, tout en réclamant le changement du lieu de Savone contre quelque autre lieu situé dans son obédience il consent, en cas de refus de Benoît XIII, à se rendre à Savone par terre, dans le délai fixé, pourvu que Boucicaut soit remplacé, à Gênes, par un gouverneur intérimaire que lui-même aura choisi parmi les ambassadeurs du roi de France ³. Puis, le 28, le voyage de Savone est redevenu à peu près impossible, même par terre, étant donnée l'insécurité des routes ⁴. Aussi, le 29, Grégoire XII déclare-t-il que le lieu de la conférence doit être transporté en quelque autre ville italienne soumise à son autorité ⁵. Mais il se ravise le 31, et, si son compétiteur refuse de venir à Rome ou dans une autre ville des États de l'Église, il consent à se rendre à Savone par mer, sur les galères du roi de France, à condition que Boucicaut s'éloigne et demeure absent de Gênes jusqu'au 15 septembre 1408. Peut-être cependant choisira-t-il la voie de terre et, dans ce cas, s'il

1. Bib. de Lyon, ms. 578, fol. 27^{re}, Arch. du Vatican, *Armarium C.*, fascio 70-87 *vidimus*, Bibl. nat. ms. latin 12512, fol. 64^{re}; ms. latin 12513, fol. 37^{re}; ms. latin 12514, fol. 131^{re} sous la date du 5 juillet, Rinaldi t. VIII, p. 172, Bourgeois. La Clustrenet, *op. cit.*, Preuves, p. 313. — Cette lettre fut sans doute écrite à Jacques, évêque de Cherson, en Thrace ou en Cérinée, ou de Chironis en Crète qui, le 10 juillet, s'était vu délivrer par Grégoire XII un sauf-conduit pour se rendre auprès de Pierre de Luna. Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 2518, fol. 2^{re}.

2. Cette exigence et aussi la demande que cent notables de Gênes et cinquante notables de Savone destinés par Grégoire lui soient livrés comme otages se trouvent dans une cétôle dont lecture fut donnée aux ambassadeurs de France, le samedi 20 juillet (le ms. porte par erreur : 19), dans la demeure du cardinal Desart où habitait Simon de Caraman. B. N. ms. latin 2241, fol. 30^{re}.

3. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 652, 654, 655, 662, 676-680, 684.

4. Bibl. nat. ms. latin 12514, fol. 28^{re}, 29^{re}, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. I, c. 126.

manque le rendez-vous de la Toussaint, il se fera représenter à Savone par un mandataire qui remplira ses engagements¹. Ce n'est pas tout encore ; le 4 août, il désigne comme lieux de conférence Pise, Florence ou Sienne et accepte d'avance tout lieu soumis à la domination florentine². On le voit, au milieu de ces continuels fluctuations, il est également impossible d'arracher à Grégoire un consentement formel ou un refus catégorique. Il ne sait que se dedire ou que se répéter, sauf à larmoyer, quand il se sent à bout de résistance, comme le 28 juillet, jour où le pitoyable spectacle de son attendrissement émut jusqu'aux ambassadeurs. « Oui, répétait-il alors d'une voix entrecoupée, je vous donnerai l'union, n'en doutez pas, et je ferai tant que je gagnerai l'affection du roi de France. Je vous en supplie, ne m'abandonnez point³ ! » Triste exemple de faiblesse sénile, à moins que ce ne soit l'effet d'un calcul astucieux : Grégoire XII ne cherchait peut-être qu'à gagner du temps, pour que le traité de Marseille devînt caduc par le seul fait de l'expiration des délais stipulés.

Quand Grégoire critiquait la disposition du port de Savone tant au point de vue des abris qu'il offrait en hiver que de la façon dont il pouvait être commodément partagé, j'ignore ce qu'alléguèrent les ambassadeurs de France. Mais à ses autres objections ils avaient le plus souvent des réponses toutes prêtes. Si, par exemple, il se plaignait du danger auquel Rome allait être exposée en son absence par suite des menées de Ladislas, les ambassadeurs lui offraient, de la part de Charles VI, une somme de 40.500 francs, équivalente à la moitié de la solde des troupes nécessaires pour garder la ville pendant trois mois⁴. S'il parlait de l'impossibilité de se rendre à Savone par terre, Simon de Cramaud se fit fort de lui en fournir les moyens⁵. Mais c'est surtout le voyage par mer qu'on s'efforçait de lui faci-

1. Bibl. nat. ms. latin 12514, fol. 58 v^o et 83 r^o, Bibl. de Rouen. ms. 1250, fol. 67 v^o, *Thesaurus novus anecdotorum* t. I, c. 1317.

2. Bibl. de Rouen. ms. 1150 fol. 69 r^o, *Thesaurus novus anecdotorum* t. II, c. 1351, 1354.

3. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 696.

4. *Thesaurus novus anecdotorum* t. II, c. 1350, 1351.

5. *Ibid.*, c. 1353, *Religieux de Saint-Denis* t. III, p. 696. Cf. F. Ehrle *Aus den Acten des Aflerconcils von Perpignan*, p. 46.

le pape en fut réduit à invoquer sa dignité, l'honneur de son parti, mais on lui fit observer qu'il n'y avait point honte à recourir au roi de France, dont les ancêtres avaient déjà rendu tant de services à l'Église ¹.

Simon de Gramaud proposait que l'ambassade demeurât tout entière en otage dans tel lieu qu'il plairait au pape de désigner. Cent cinquante autres otages devaient être choisis parmi les notables de Savone et parmi ceux de Gènes, sans compter les chevaliers et le neveu que Boucicaut offrait de livrer pour garantir sa foi. Sur le territoire de Gènes, on ferait remise à Grégoire XII de tous les châteaux et places qu'il devrait traverser, sans lui en laisser toutefois les frais de garde à sa charge ². C'est ce que Gramaud appelait plus tard des sûretés capables de satisfaire le sultan de Babylone ³. Pierre d'Ailly enfin vantait la loyauté de Boucicaut, offrait de se constituer lui-même prisonnier, si le gouverneur de Gènes manquait à sa parole : le pape, disait-il, se trouverait plus en sûreté, à Savone, sans gardes, qu'à Rome, au milieu de ses troupes ⁴.

Restait l'objection tirée des lettres mêmes de Charles VI du 18 février. Elles semblaient indiquer l'intention de faire violence au pape d'Avignon : « Comment donc, observait Grégoire XII, « ces princes me traiteraient-ils, moi qu'ils ne regardent pas « comme le souverain pontife ? » On répondait à cela que les lettres en question visaient seulement l'obstination de Benoît, qui, s'il eût manqué à son serment, eût été, en effet, digne d'être traité comme schismatique, mais qu'elles n'avaient plus d'objet depuis que ce pontife s'était expliqué clairement. Le pape de

Simon de Gramaud, dès le début de son séjour à Rome, aurait offert à Grégoire XII 4.000 francs pour le voyage de Savone. L'argent fut accepté, mais la quittance ne mentionna pas l'objet du don. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1334. — Le 1 juillet, Grégoire XII avait prétendu n'avoir pas même assez d'argent pour payer ses ambassadeurs. Arch. du Vatican. *Armamentum C.* fascic. 78 b^o. — Pierre Mani, de Venise, vice-chancelier et trésorier de Grégoire XII, dépense, en 1409, que le produit du subside ecclésiastique levé à ce moment par Grégoire XII fut partagé entre son frère et ses revenus, et qu'aucune partie n'en fut versée dans sa caisse. ms. O. lat. 1001. 23.08. f. v. 115 r.

1. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 660.

2. *Ibid.*, p. 650, 652, 701.

3. H. Finke, *Acta concilii Constantinensis*, t. 2, p. 280.

4. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 692.

Rome raisonnait, d'ailleurs, sur un texte apocryphe qui semblait interdire tout arrangement préliminaire, au lieu que le texte véritable se bornait à proscrire les lenteurs de la procédure¹. Grégoire cependant ne cachait pas la méfiance que lui inspirait le gouvernement de la France. « Il y a dans ce royaume tant de princes, disait-il, — et il n'ajoutait pas : tant de princes rivaux — que la parole de l'un n'est pas une garantie contre le colère des autres. » Il rappelait alors une arrestation arbitraire qui devait être celle des deux envoyés florentins emprisonnés par ordre du duc d'Orléans, dans les circonstances que l'on sait². Les ambassadeurs protestèrent aussitôt de l'unanimité avec laquelle les princes souhaitaient la cessation du schisme : il n'y avait, disaient-ils, pas d'exemple de violation d'un sauf-conduit royal³. Simon de Gramaud ne manquait pas de déclarer, à l'occasion que Charles VI s'occuperait, après la double cession, d'assurer une situation honorable aux deux pontifes, et

1 *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 660, 669, 692. Cf. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1354, Grégoire XII renouvelle cette objection dans des instructions données du 31 octobre 1467. *Revue*, t. VIII, p. 184. Il est intéressant de voir répondre par Benoît XIII lui-même. F. Ehrle, *Aus den Acten des Afferconclis von Perpignan*, p. 14.

2 *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1336. — C'est par erreur sans doute que, dans le récit du *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 694, il est question de l'arrestation d'un ambassadeur de Ladislas.

3 En tout cas Grégoire XII n'eut point à se plaindre de la façon dont ses premiers ambassadeurs furent reçus en France. Thodis qu'Antoine Coquerel revenant à Rome, Guillaume della Vipera et Antoine de Modène munis par Benoît XIII d'un sauf-conduit et de lettres de recommandation pour le roi et chacun des princes, lettres des 19 et 4 mars 1467. *Arch. des Vaticans*, *Reg.* 775 fol. 9 v. et 10 r. *Reg. Aragon* LXV fol. 407 et suivants. *Archives de France* à Paris, les uns parvinrent, non pas le 10 juin, comme le rapporte le *Religieux* (t. III, p. 631) mais probablement le 14 (Deaile et Châtelain *Aucheron*, t. II, c. 10). La nation anglaise, qui reconnaissait en eux les envoyés du pape légitime, voulut aller à leur rencontre deux ou trois lieues plus loin que le reste de l'Université. Le roi leur accorda audience publique le jour même, « J'en reçut à merveille, leur fit-il présent d'or et de joyaux et quand ils repartirent leur donna des lettres fort amiables pour Grégoire et pour ses cardinaux. *Ibid.*, c. 14, 15, 16; *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 632-633, 699, Thierry de Niem, *De Schismate*, p. 328. Bien qu'il soit question, les 9 et 11 juillet de leur prochain départ, dans les registres de la nation anglaise ils ne repartirent qu'au mois d'août par Avignon. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 726 et 727 et eux même au moins Guillaume della Vipera, « J'en avoit en France au moins droit. *Mémoires de Salmon*, p. 34. Ils avaient en la chose à l'Université et avaient prie d'ul arrive auprès des princes de l'obédience avignonnaise. A une lettre que l'Université écrivait à Grégoire XII, le 12 juillet 1468. Cf. *Ordain*, *Index chronologicus*, p. 28.

qu'il ne ferait rien pour relever le siège apostolique en Avignon. Les papes avaient rendu moins de services à la France durant leur séjour en cette ville que quand ils avaient siégé au delà des monts ¹.

Durant ces longs pourparlers, les envoyés de Benoît XIII parurent agir de concert avec les envoyés royaux. Ceux-ci, dès le 6 juillet, étaient venus les trouver : ils avaient, les uns et les autres, échangé leurs impressions, s'étaient mutuellement rendu compte de leurs premières démarches. Les gens du pape se montraient aussi opposés que ceux du roi à tout amendement aux conventions de Marseille ². Le 20 juillet, en présence de Grégoire XII, de ses cardinaux et de Pierre d'Ailly, qui représentait l'ambassade française, ils répétèrent qu'ils refusaient de prêter l'oreille à toute ouverture tendant à modifier le traité, vu qu'ils manquaient de pouvoirs pour négocier sur de nouvelles bases ; à cette protestation ils joignirent une profession de foi clémentine ³. Ils renouvèrent la même déclaration, le 28 juillet, en l'église Santa Maria Rotonda, devant une grande partie de l'ambassade française, comme s'ils eussent éprouvé le besoin de dissiper un malentendu ou d'arrêter sur une pente fâcheuse les ambassadeurs du roi ⁴. De là encore le ferme langage qu'ils firent entendre, par exemple, le 24 juillet, en l'église Sainte-Praxède, aux cardinaux romains. Six fois en vingt-deux jours dirent-ils, ils avaient réclamé de Grégoire XII la ratification du traité de Marseille. Maintenant ils ne pouvaient attendre

1. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 630 — Il existe dans un carton des Arch. nat. (M 69^e, n° 47) le brouillon d'une lettre que l'université de Paris comptait adresser à Grégoire XII pour le rassurer sur les dispositions des Français. Charles VI, y était-il dit, n'aurait mieux perdu son royaume que laisser commettre aucun attentat contre lui, les dispositions du duc de Berry et des autres princes étaient les mêmes.

2. Relation de Jacques de Nouvion (ms. cité. fol. 13 v^o), Cf. *Religieux de Saint-Denis*, t. II, p. 418.

3. Cette scène, qui se passa dans une des chambres secrètes du Vatican nous est connue par un procès-verbal notarié dressé le jour même à la requête des envoyés de Benoît XIII. Cet acte mentionnant aussi la réponse de Grégoire — malheureusement l'usure et le pli du parchemin n'ont empêché de s'y lire — les cardinaux présents ne firent que passer en quelques observations du pape. Arch. du Vatican, Armarium D, fascic. 7, 2^e divisione, n° 1.

4. Ils auraient su que Grégoire XII avait entrepris de négocier sur de nouvelles bases avec Summi de Grammat et quelques autres membres de l'ambassade française (P. Ehrle, *Aus den Acten des Absecevents von Perpignan*, p. 20).

davantage : leurs matelots tombaient malades ; ils risquaient de se voir couper la route par Ladislas. Ils seraient partis le matin même sans les instances du Patriarche¹. De fait, ils se mirent en route peu après avoir reçu la réponse de Grégoire du 31 juillet², mais non sans avoir observé qu'elle s'écartait des termes de la convention de Marseille constatant qu'ils n'avaient pu obtenir confirmation du traité, ils tentent à établir, en présence même du pape de Rome, que Benoît XIII était étranger, aussi bien que ses cardinaux, à cette violation des promesses échangées, et qu'il n'avait point tenu à eux que l'union ne s'opérât dans les conditions prévues³.

Rien de plus correct qu'un tel langage ; rien qui ressemble moins à une secrète entente avec le pape de Rome. Et pourtant qui pourrait se flatter d'avoir pénétré les mystères de la diplomatie avignonnaise ? Déjà en 1397, quand Benoît XIII avait communiqué avec Boniface IX par l'entremise d'une ambassade dont faisait partie Simon Salvador, le mot de collusion avait été prononcé⁴. Il fut répété avec plus d'insistance encore, en 1407, quand on crut s'apercevoir que des entretiens suspects, à des heures indues, avaient lieu entre Grégoire ou ses neveux et les ambassadeurs de Benoît XIII, surtout ce même Simon Salvador⁵. Les protestations répétées que ces ambassadeurs eurent

1. *Reliquiez de Saint-Denis*, t. III, p. 479-481.

2. *Ibid.* p. 486. — D'après la *Memoria pro vera serie* (*Thesaurus rerum anecdotorum*, t. II, c. 1354) ces envoyés partirent aussitôt après avoir reçu la réponse du 29 juillet, mais à peine étaient-ils parvenus à Ostie qu'ils furent rappelés par Grégoire XII. Au contraire, les actes du concile de Perpignan (F. Ehrle, *op. cit.*, p. 32) rapportent qu'ils demeurèrent à Rome jusqu'au 31, retenus par les instances des ambassadeurs français, notamment du Patriarche, et même priés de rester de la part de Grégoire XII. V. enfin plus loin, p. 538.

3. Cette protestation nous est connue par un acte notarié du 31 juillet 1407 (Arch. du Vatican, Armazum G, fasc. 78 et 79). Cf. *Reliquiez de Saint-Denis*, t. III, p. 706. — Il est certain qu'à la date du 3 juillet, Benoît XIII avait encore ordonné à ses envoyés d'insister le plus qu'ils pourraient pour l'exécution du traité de Marseille. Communication du H. P. Ehrle, lettre citée par K. Eubel, *Die avignonensische Obsequen-der Mendikantenorden*, p. 153.

4. V. plus haut, p. 120.

5. V. la déposition faite en 1400, par Hermann Jöring, archidiacre des causes du sacré Palais : « Vult eos frequentior in Palatio necessarios et necessarios qui boni alii homines orones a Palatio necessarios et vult eos aliquibus vicibus et bonis necessarios qui cum eorum Gubernio et Gubernio nepotibus Gregorii. » Bibl. du Vatican, ms. 49 (fol. 210 v. fol. 112 r. et fol. 202 r.). — La collusion des deux

devoir faire au sujet de leurs intentions ne s'expliquent même que par la nécessité de démentir les bruits répandus sur leur compte. Simon Salvador se sentait particulièrement mis en cause; car, le 20 juillet, dans cette chambre secrète du Vatican où se trouvaient réunis, avec Pierre d'Ailly, Grégoire XII et ses cardinaux, il éprouva le besoin de se justifier : il affirma qu'il n'avait jamais adressé au pape ou au camerlingue la parole qu'une fois devant ses compagnons et en présence de nombreux témoins, pour prouver l'innocence des objections soulevées contre le choix de Savone, et il prit Dieu et Grégoire XII à témoins de la vérité de son dire. Mais que vaut une telle dénégation en présence du témoignage formel de Guillaume de Cantiers, évêque d'Évreux, qui, en 1409, se souvenait d'avoir vu, matin et soir, Simon Salvador entrer seul dans la chambre de Grégoire XII et y rester quelquefois fort longtemps¹ ? Les envoyés français pouvaient d'autant mieux se rendre compte de ces allées et venues qu'ils avaient coutume eux-mêmes de faire antichambre une partie de la journée dans le palais du Vatican². Guillaume Bugot, jeune clerc du diocèse d'Évreux, avait également remarqué les fréquentes visites de Simon Salvador au Vatican et ses entretiens de jour et de nuit avec Antoine Correr, qui se prolongeaient parfois durant trois et quatre heures, il y avait quelquefois accompagné Salvador, en portant devant lui une torche, et avait pu constater que les portes s'ouvraient à son commandement³. Il n'est pas jusqu'à l'un des ambassadeurs de Benoît XIII, Bertrand Raoul, évêque de Digne, qui ne dénonce les visites fréquentes que Simon Salvador, à son usage, faisait, vers la deuxième ou la troisième heure de la nuit, à Antoine Correr en sa demeure.

papes est affirmée notamment dans une lettre de l'abbé de Hove, le 18 août 1407, par un clerc, un qui pretend avoir recueilli beaucoup de renseignements curieux après le départ de Grégoire XII. Bibl. nat., ms. lat. n. 12543, fol. 50 v°, Bibl. de Dijon, ms. 578 fol. 90 v°. *Un document collectif*, t. VII, c. 768.

1. Arch. du Vatican, *Sanctum D.*, fasc. 2, 2^e division, n° 3.

2. Ms. Ottoboni 2356, fol. 212 v°.

3. Instructions remises à Jean Pelt et à Arnoul Lutwin le 16 août 1407 : « Item qualiter hoc in die solba miores ibant ad Pallacium et ibidem plerumque stabant accedens a tunc usque ad primum et ad primum usque ad primum sperantes semper in primum hunc archiepiscopum materiam ». Bibl. nat., ms. lat. n. 12543, fol. 16 v°.

4. Déposition du 14 mai 1409, ms. Ottoboni 2356, fol. 138 v°.

Quand le fait lui avait été révélé, il en avait fait reproche à Simon Salvador, et celui-ci avait fini par convenir qu'il était chargé par Benoît XIII d'une mission spéciale, ajoutant que personne au monde ne l'empêcherait de la remplir. De son côté, Antoine Coerre communiquait avec Salvador par l'entremise de certain bonza qu'on avait remarqué, en sa compagnie à Marseille. L'évêque de Digne prétendait même — et il devait le savoir — qu'Avignon Nicolay et Simon Salvador se rencontrèrent à Rome dernière lui et suivirent Grégoire XII à Sienna, puis à Lacques¹. Si l'on admet l'existence de ces communications secrètes, d'autant plus vraisemblables que les deux pontifes, en même temps, semblent avoir échangé de mystérieux messages², le champ reste ouvert aux conjectures : il est, en tout cas, difficile de dire dans quel sens au juste Benoît XIII agit alors auprès de son compétiteur.

Si l'on ne peut s'empêcher de soupçonner une sorte de connivence entre la cour romaine et les ambassadeurs de Benoît XIII, d'un autre côté, il y eut peut-être, de la part des envoyés français, certaines démarches insolites, certaines façons cassantes ou hautesaines, capables de nuire au succès de la négociation en effrayant ou en indisposant Grégoire XII³. Ce pape

1. Déposition du même jour. ms. Ottoboni 2356, fol. 139 v^o.

2. Le 24 mai 1407, on avait annoncé de Marseille, le départ de l'évêque de Rodas et de deux autres messagers envoyés à Rome par Benoît XIII, départ qui, dès le lendemain, était effectué (Bibl. nat., ms. latin 12546, fol. 123 r^o, 124 r^o). D'autre part, le frère Luc Giacomo, de Pesone, envoyé à Rome par Boucicaut, dépose ainsi, en 1408 : « Cum ipse testis fui cum dicto domino Gregorio in Urbe, scivi quod ipse Gregorius misit tres sacrosanctos nuncios ad ipsum Benedictum, videlicet fratrem Mathiam socium fratris Johannis Domonici ordinis Predicatorum, et istum misit bis alium vocatum Jacobum, de Venetis qui est episcopus sed qui titulum gerat. » Ms. Ottoboni 2356 fol. 277 r^o. Le premier de ces émissaires est évidemment le frère Mathias dont il est question plus haut (p. 492, note 2), le second n'est autre que l'évêque de Cherson ou de Chersonne dont j'en parle p. 530 note 1. La mission de ce dernier n'avait rien de secret, ainsi qu'on le verra plus loin.

3. Au cours de l'ambassade du 10 juillet Grégoire XII avait fait observer qu'il était le vrai pape. Simon de Gramand répond immédiatement : « C'est ce dont nous ne convenons pas. » Le même jour, les ambassadeurs français eurent une conférence avec les cardinaux, mais ils en avaient obtenu la permission de Grégoire *Reliquiae de Sancto Denys* t. II, p. 64. Un an plus tard, de Sienna, à Benoît XIII le 10 décembre 1407 parle de ces « bestiales nuncios » qui ont paru faire tout le contraire de ce qui comportait leur mission (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 767).

se paignit, dans une lettre à Charles VI, de la conduite des ambassadeurs royaux, en particulier du Patriarche. Ils n'avaient été, prétendait-il, sensibles à aucune de ses exhortations, à aucun des nombreux témoignages de zèle qu'il leur avait donnés. Comme, au début, il hésitait à accepter leurs offres, ils avaient fait mine de rompre aussitôt avec lui. Ils paraissaient être venus moins pour réaliser l'union que pour semer la discorde, cherchant à rabaisser le parti de Grégoire, injurant la majesté pontificale, remplissant Rome de murmures et de calomnies, s'efforçant de brouiller le pape avec ses cardinaux et de fomentier des révoltes contre l'autorité apostolique. Si telle avait été leur audace dans Rome, à quels excès ne se porteraient-ils pas dans une ville où Grégoire XII serait en leur pouvoir ¹ ! Dans la suite, le pape prétendit que les choses avaient été plus loin encore, et qu'à l'instigation des envoyés français, plusieurs de ses cardinaux avaient trahi dans une conspiration dont le but était de s'emparer de sa personne ².

Cette fable, suivant la relation française, n'aurait d'autre fondement qu'une parole, irreflexive et fort insignifiante, proférée dans la chapelle du Vatican par un des ambassadeurs. Au cours d'un entretien familial avec les cardinaux, Colard de Calleville ou l'Ermite de la Faye aurait dit que, si les deux papes refusaient de suivre la voie de cession, ils mériteraient d'être brûlés ³.

Ce n'était là qu'une boutade. Mais Grégoire XII fut mieux fondé à craindre une sourde machination quand il vit les Français s'aboucher, en dehors de lui, avec les autorités romaines ⁴.

1. Lettre citée de Viterbe le 17 août 1407. Bibl. nat., ms. latins 12546, fol. 91^{er}, f. final, l. 1. VIII, p. 1^{re}. — Ces rapproches se retrouvent dans la bouche des ambassadeurs de Florence qui furent envoyés à Savone au mois d'octobre 1407. *Thesaurus novus arce interum* t. II, c. 1353 — puis dans la mémoire qui servit de thème le jour où se tenaient aux discours prononcés à Savone, par ordre de Grégoire *ibid.* c. 1387.

2. Instructions données vers le 13 décembre 1406. *Deutsche Reichstagsakten*... t. VI, p. 373. Cf. une glose d'un mortisan de Grégoire XII *ibid.* p. 393.

3. *Thesaurus novus arce interum*, t. II, c. 1352. — Une allusion des plus claires à ce mot se trouve dans une lettre de Grégoire XI du 10 septembre 1407. *Amplissima collectio* t. VII, c. 76^r.

4. Aussitôt arrivés, les ambassadeurs venus par la voie de terre étaient allés rendre visite à Jean Orsini, qui se plaignait devant eux le changement déjà survenu dans les dispositions de Grégoire XI. relation de Jacques de Noux on fol. 43 v^o).

Ils avaient apporté, pour le peuple romain, des lettres de créance qu'ils présentèrent au Capitole. De plus, ils s'efforcèrent de gagner à leur cause le Sénateur, les conservateurs, les chefs des rions. Jean Petit, Simon de Gramaud, jusqu'à l'amiral Jean d'Ultramarino, prirent successivement la parole devant ces magistrats, insistèrent sur le désir sincère de Charles VI de voir le saint-siège fixé définitivement à Rome et sur le profit que les Romains retireraient de la cessation du schisme par suite de l'influence plus grande des pèlerins. Je ne sais s'ils décidèrent les magistrats romains à tenter une démarche auprès de Grégoire XII pour l'exhorter à prendre le chemin de Savone, mais l'impression produite par leurs discours fut excellente. On ne se repassa qu'après avoir amicalement partagé le vin et les épices. Un des assistants fit même la remarque que, si les Français s'étaient adressés au peuple et en italien, il y aurait eu à craindre un soulèvement contre Grégoire : « Il faut, ajoutait le même individu, « que l'union s'opère enlè que enlè » si les grands personnages « ne s'y prêtent pas, le peuple la fera d'acclamation. Ce ne sera « pas la première fois que retentira dans Rome le cri significatif : « Vive le roi de France, notre sire ! »

Agissant également auprès des cardinaux, les ambassadeurs de France tâchèrent d'obtenir de ceux-ci la promesse qu'ils s'abstiendraient, en cas de nouvelle vacance, de procéder à une autre élection et qu'ils se rendraient tous à Savone, avec ou sans Grégoire, avant le terme stipulé par le traité de Marcy le 2

1. Relation de Jacques de Noyon fol. 13^{re}; *Religione de Saint-Denis* t. III p. 464-474; *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, p. 1351.

2. Quant au premier point, les huit cardinaux présents à cette conférence promirent de faire leur possible pour obtenir du pape une constitution dans ce sens. Ils ne répondirent rien de bien précis au sujet du voyage à Savone (Bibl. de Rouen, no 136 fol. 49^{re}; *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, p. 1375; cf. *ibid.* p. 1377-1381). La même réponse des cardinaux se trouve deux fois dans le ms. lat. 12^{ca} de la Bibl. nat. (fol. 82^{re} et 81^{re}) sous la date suivante : « Actum Rome in capella Palatii apostolice a D. MCCCL. VII^{to} die jovis in augusti postprandium et postquam vespertina » — Cf. le brouillon d'une lettre que l'université de Paris, à une date que je ne saurais préciser, se proposait d'adresser aux cardinaux de Grégoire XII pour les exhorter à se séparer de ce pontife et à se rendre seuls au lieu de la conférence (Arch. nat., M 45^{re}, n° 47). — Le ms. latin 1136 de la Bibl. nat. contient fol. 81^{re} et 83^{re} deux exemplaires d'un non censé rédigé par un membre de l'Université française et destiné à prouver 1° que les cardinaux sont tenus de se rendre à Savone dans tous les cas,

Ce sont là les démarches auxquelles faisait allusion sans doute Grégoire XII, mais qui ne justifiaient pas son indignation réelle ou simulée.

La vérité est qu'il sentait le vide se faire autour de lui. A part les membres de sa famille, il ne trouvait plus guère d'appui. Romains et cardinaux s'accordaient, nous dit-on, pour l'exhorter à ratifier les conventions de Marseille¹. Simon de Gramaud affirme que les cardinaux romains étaient tout prêts à s'embarquer sur les galères génoises ou à se rendre à Savone à travers l'Italie, qu'ils suppliaient Grégoire de les laisser s'aboucher avec le college avignonnais et de leur donner de pleins pouvoirs pour remettre sa démission². Le 31 juillet, quand les ambassadeurs, ayant entendu lecture de la réponse de Grégoire, demandèrent aux cardinaux présents s'ils l'approuvaient, les déclarations de ceux-ci furent hésitantes, deux d'entre eux protestèrent qu'ils n'y avaient aucunement donné leur assentiment³, un autre dit ne l'approuver qu'en tant qu'elle respectait les clauses du traité⁴.

Ainsi poussé jusque dans ses derniers retranchements, Grégoire XII se laissa arracher des aveux singuliers. La voie de ces-

1° que le pape est obligé d'abdiquer, même s'il ne parvient pas à s'aboucher avec ses compétiteurs. — Suivant l'accusation lu au concile de Pise art. xiv, les cardinaux demandèrent à Grégoire, et se virent refuser la permission de se rendre sans lui à Savone. Il ne consentit même pas à consulter, comme ils le proposaient, les Universités de Bologne, de Paris, etc., ou simplement la cour de Rome, sur la question de savoir s'ils étaient obligés de faire ce voyage. Vain pèche que la question fut résolue affirmativement par plusieurs cardinaux italiens ou autres, les 11 et 12 octobre 1407 notamment par Antoine de Budrio et par Pierre d'Ascuray. Bula du Valeran ma. lat. Vatic. 4153. fol. 101-101).

2. *Reliquenz de Saint-Denis*, t. III, p. 684. — On écrit, par exemple, sur les murs de la Chancellerie : « Si non vis romani, noli nominare Savonam. » Ms. Ottoboni 2356, fol. 213 v°.

3. Ils cherchaient à lui persuader que, si son rival refusait d'abdiquer, il avait de grandes chances d'être reconnu lui-même par la France et par la Castille. H. Finke, *Acta concilii Constantinensis*, t. I, p. 280.

4. Les cardinaux de Florence et Orsini, les renouvelèrent cette protestation devant les envoyés de Benoît XIII au moment où ceux-ci étaient sur le point de s'embarquer pour Ostie, ils promirent même, dit-on, de se rendre à Savone. Martin d'Aliperti.

5. Jean Gale, cardinal de la se. lxxi de Rome, ms. 1356 fol. 69 r°, *Thesaurus novus archiepiscoporum* t. II c. 133-134. On voit que les cardinaux de large et Orsini étaient alors de retour à Rome. C'est Simon de Gramaud, l'ambassadeur, leurs bonnes dispositions, avant d'aller le 27 juillet à l'enseigne de la Cour pour *Reliquenz de Saint-Denis* t. III p. 674. Cf. F. Euse, *Ann. des Actes des Affronces von Perpignan*, p. 34.

nion lui paraissait maintenant peu juste et peu bonne en soi : s'il se résignait à la suivre, c'était en considération de la durée du schisme et de la perversité du siècle¹. Il écoutait, nous dit-on, mais heureusement ne suivait pas les conseils de certains de ses familiers qui l'exhortaient à emprisonner, sinon à faire périr les ambassadeurs de France².

Tout ce qu'il concéda au parti de l'union, c'est qu'il quitterait Rome et se rapprocherait le plus possible de Benoît. Le 28 juillet, à deux reprises, il nomma Pietrasanta, sur la côte de Toscane, au delà de Pise et de Viareggio, comme le point jusqu'auquel il comptait s'avancer, pour traiter de là plus facilement avec son compétiteur. Le 3 août, il revint encore sur ce projet et offrit de demeurer à Pietrasanta jusqu'au 15 septembre, pour y attendre les réponses de Benoît et de Charles VI notamment au sujet du rappel de Boucicaut. Il exhortait, en même temps, les envoyés français à persuader au pape d'Avignon de s'avancer jusqu'à l'extrémité méridionale des possessions génoises, c'est-à-dire jusqu'à la petite place de Porto Venere. Mais, le lendemain — je ne sais d'où le vent avait soufflé, — le voyage de Pietrasanta était devenu impraticable³.

Grégoire sortit néanmoins de Rome le 9 août au matin, ainsi qu'il l'avait annoncé, et parvint, le surlendemain à Viterbe, où il passa le reste du mois⁴.

Son départ mit un terme aux négociations. Ceux des ambassadeurs français qui étaient encore à Rome ne tardèrent pas à reprendre le chemin de Gênes et de la France⁵.

1. Réponse de Grégoire du 1^{er} juillet *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 602. Cf. Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 2496, fol. 81 v^o, 124 v^o. — Dès le 2 juillet, on l'avait entendu dire qu'il acceptait encore toutes les voies, même celle de cession. Arch. du Vatican, *Armarium C. Secreti*, 28-87. — Plus tard, François Cugicione, cardinal de Bordeaux, lui demandait quelle voie il préférât. « J'aimerais bien, répondit-il, la voie de discussion. — Mais, saint père, qui serait jugé entre vous? » La Verde⁶. Ms. cit. fol. 342 v^o.

2. *Thesaurus novus anecdotorum* t. II c. 1353. — Les ambassadeurs ne plaignirent seulement de quelques insultes qu'ils avaient subies. Un sac avait été porté chez le Patriarche dans une intention sans doute « Tensaire *ibid* ».

3. Bibl. nat., ms. latin 1254a, fol. 61 v^o, 80 v^o. *Religieux de Saint-Denis*, t. III p. 606, 606, *Thesaurus novus anecdotorum* t. II c. 1354, 1374.

4. K. Eubel, *Das Itinerar der Päpste*, p. 368; Thierry de Niem, *De Sententiis*, p. 237.

5. Dès le 19 juillet, en présence de la réponse décourageante faite, ce jour-là

Bien triste résultat d'un long et pénible effort ! Au moment où, après tant de vaines tentatives, on se croyait à la veille de réaliser l'union, un empêchement subit, et encore aujourd'hui à peu près inexplicable, surgissait du côté où l'on s'y attendait le moins. Grégoire XII, dont le pontificat s'était ouvert par de si consolantes promesses, réservait plus d'une déception de ce genre à ceux qui avaient placé toutes leurs espérances en lui.

IV

Je n'oserais pas affirmer que, si Grégoire XII n'avait soulevé aucune difficulté au sujet de l'exécution du traité de Marseille, Benoît XIII aurait rempli ponctuellement ses engagements, ni surtout qu'il se serait résigné, le moment venu, à abdiquer. Mais la répugnance trop clairement manifestée par le pape de Rome modifiait la situation : il devenait évident que Benoît XIII ne risquait plus rien en se rendant à Savone, qu'au contraire son empressement à exécuter les conventions ferait établir entre lui et son adversaire une comparaison qui serait tout à son avantage. Ce point de vue ne pouvait échapper à la finesse du vieux pontife. Les articles de Marseille allaient trouver en lui un

même, par Grégoire XII, Pierre d'Ailly, Gerson et Jacques de Novion avaient annoncé l'intention de partir sous peu. Ils trouvèrent que l'ambassade perdait son temps à Rome. Malheureusement tout amendement au traité de Marseille et désavouant ceux de leurs collègues qui avaient pu prêter les mains à de telles modifications (dans une déposition qui sera reproduite plus loin, Simon de Cramaud avoue que lui et ses collègues avaient commencé, à Rome, à parler d'un projet d'entrevue à Savone). Ce n'était pas la première fois, d'ailleurs, qu'ils réclamaient la mise à l'écart de la question de départ. F. Ehrle, *Actes des Aflerromes de Perpignan*, p. 32. Un certain nombre d'ambassadeurs semblent être partis à l'instinct, après le 31 juin 1411, pour gagner Paris, soit pour rejoindre Benoît XIII. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 696. Neuf d'entre eux au moins étaient parvenus à Gènes le 6 août, avec des instructions remises, à cette date, par Jean Courleusse, Robert du Quesnoy, Henri Daigny, Dominique Petit, Pierre Cauchon, Eustache de Fauquemontagne et Guillaume Braumey à Jean Petit et à Arnold Lottin, qu'ils envoyaient vers l'Université. *Ibid.* nat., ms. latin 12544, fol. 46 v°. Simon de Cramaud et Jacques de Novion s'y trouvaient, avant le 21 août, avec la plupart de leurs collègues. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 696.

défenseur d'autant plus résolu qu'ils rencontraient chez Grégoire XII une opposition plus insurmontable ¹.

A peine instruit des hésitations de son rival, Benoît XIII lui écrivit, le 1^{er} août, pour lui exprimer sa stupéfaction. Il se refusait à croire qu'Ange Correr eût l'idée de violer un traité conclu par ses mandataires et dont le texte était déjà répandu dans tout l'univers. Il ne voulait pas désespérer à ce point du salut de l'Eglise. Puis, rappelant ce qu'il avait lui-même fait en exécution de ce traité, il annonçait de nouveaux efforts et de nouvelles dépenses destinés à hâter les préparatifs de la conférence ². Trois jours après, il se mit en route pour Nice ³, où il avait convoqué ceux de ses cardinaux qui habitaient Avignon ⁴ : ce départ avait le double avantage de le rapprocher de Savone et de l'éloigner de Marseille, où une épidémie faisant alors de nombreuses victimes jusque dans l'abbaye de Saint-Victor ⁵.

Le 23 août, on le retrouve à Lerins ⁶, s'occupant d'expédier à ses cardinaux absents le texte de la dernière réponse de

1. Cf. *Sommario Muratori*, t. XVI, c. 1191 : « Elucertens que facienda erant, [Gregorius] difficiliter se prebuit et morosum. Tantum altera pontifice non melior sane mens sed necessebat excludi magis velim atque, et quis Gregorius fugiens, ipse Benedictus obviam ire videbatur. »

2. Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. LXI* : *Benedict XIII*, fol. 145 v^o; Bibl. de Dijon, ms. 578, fol. 22 v^o, Bibl. nat., ms. la n^o 12542, fol. 60 r^o, ms. latin 12543, fol. 38 r^o, ms. latin 12544, fol. 135 r^o, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1300, *Annali*, t. VIII, p. 173. — Dans les actes du concile de Perpignan, la lettre de Benoît XIII du 1^{er} août est placée immédiatement à la suite de la lettre de Grégoire XII du 13 juillet. Seul il est vrai que celle-ci est une réponse à celle-ci ¹. En tout cas, le 16 juillet, il est question dans les comptes de Benoît de l'arrivée d'un courrier de Grégoire XII qui apportait la nouvelle que son maître ne pouvait encore se procurer des galères (communication du R. P. Ehrle). Le même jour, Benoît XIII envoya au cardinal de Thury pour le mettre au courant des conversations d'Ange Correr. On attendait alors les envoyés de Grégoire XII qui revenaient de Paris, Guillaume della Vigna et Antoine de Bultrio. Benoît XIII leur fit communiquer les lettres de Grégoire, et leur fit engager à insister auprès de leur maître pour qu'il exécutât le traité de Marseille (ms. latin 12542, fol. 38 v^o, ms. 578 de Lyon, fol. 23 r^o : *Amplissima collectio*, t. VII, c. 753).

3. Communication du R. P. Ehrle; Martin d'Alparis.

4. Lettre du 17 juillet adressée à Guy de Malesset, communication du R. P. Ehrle; lettre du 1^{er} août adressée au P. de Thury : *Amplissima collectio*, t. VII, c. 750.

5. Bertrand Bossuet, p. 384.

6. Il se trouvait déjà le 7, au monastère de Saint-Honorat.

Grégoire XII¹. L'avis de Guy de Malisset, de Nicolas Brancacci, de Pierre de Thury, d'Amé de Saluces et de Pierre Blau fut qu'on fit toutes les concessions possibles à Grégoire pour le décider au voyage de Savone, mais qu'en cas de refus, on lui proposât Pise plutôt que de rompre le traité. Cette ville était au nombre de celles qu'avaient offertes les envoyés de Grégoire; celui-ci ne pouvait refuser de s'y rendre². De ce conseil, Benoît XIII retint seulement la première partie, sans admettre cependant la possibilité de faire aucune concession nouvelle au pape de Rome.

D'accord ou à peu près avec ses cardinaux et recevant de plusieurs côtés des offres et des encouragements³, Benoît XIII n'avait rien à redouter non plus de la part de la cour de France. A ce moment même, on lui remettait une lettre autographe du roi pleine de protestations amicales. Le secrétaire Salmon, qui la lui apporta, était chargé pour lui des commissions les plus aimables⁴. Il n'est pas jusqu'aux membres de la grande ambassade qui s'en revenait alors d'Italie dont les dispositions à son égard ne parussent sensiblement meilleures. Un revirement en sa faveur s'était naturellement produit dans leur esprit, depuis qu'ils avaient eu sous les yeux le spectacle des défaillances de Grégoire XII.

De retour à Gênes, le 21 août, Simon de Cramaad et ses compagnons d'ambassade avaient encore adressé à Grégoire de touchantes représentations. Ils venaient de trouver, en débarquant, des lettres de Charles VI qui accordaient au pape de Rome toutes les sûretés souhaitables pour lui, pour ses gens,

1. Il l'avait déjà reçue le 20 août, et adressait des lettres à ce sujet de tous côtés, notamment à Charles VI, aux princes, à Jean d'Armagnac, à Jean de la Cosse, etc. (communication du R. P. Ehrle).

2. Bibl. de Rouen, ms. 336 fol. 52 r. *Thesaurus novae anecdotorum*, t. II, c. 1371.

3. Le 3 juillet il répondit à Théodore margrave de Montfermeil qui lui avait offert ses châteaux et ses terres pour le moment de l'entrevue de Savone. Le 15 juillet, il remerciait le duc Charles de Lorraine de ses offres « magnifiques ». Le même jour, il remerciait également Louis de Bar et l'archevêque de Reims, encourageant le premier à venir le rejoindre, mais en petite compagnie et recom-mandait au second de se tenir prêt à répondre à son premier appel. Arch. du Vatican, Reg. 332, fol. 1, 22.

4. Cela se passait le 26 août. *M.moires de Pierre Salmon*, p. 35.

pour ses biens, pour ses navires¹. Ils s'étonnaient qu'on pût douter de la parole d'un Boucicaut, ils rappelaient le généreux empressement des gens de Gènes et de Savone. Par une grâce providentielle, l'épidémie qui sévissait dans toute la Rivière avait jusqu'ici épargné ce dernier point de la côte. D'ailleurs, les objections que présentait Grégoire se détruisaient les unes les autres : si l regrettaient si vivement de n'avoir pu se procurer des galères vénitiennes, c'était donc que son absence de Rome n'exposait pas, comme il le prétendait, les États de l'Eglise à une attaque de Ladislas². La vérité est qu'il prêtait une oreille complaisante aux suggestions de ses neveux ou de ses compatriotes intéressés à le détourner de la voie du devoir. Quant au choix de Savone, la France n'y attachait point une importance extrême : mais elle craignait que, si l'on revenait sur des dispositions prises, on ne s'engageât dans un nouveau et inextricable labyrinthe³. Ce langage, ces arguments, ce te insistence répondaient bien aux secrets visées de Benoît XIII³.

A Nice, où les ambassadeurs parvinrent vers la fin du mois d'août⁴, ils eurent la déception de ne point trouver les cardis-

1. Lettres datées de Paris, le 13 juillet 1407, recommandant à Simon de Cramaud, aux évêques de Beauvais, de Meaux, de Cambrai et d'Évreux et au maréchal Boucicaut de donner à Grégoire XII tous les sauf-conduits nécessaires et de le placer, lui, ses gens, ses chevaux, ses navires, ses armes, ses effets, ses joyaux sous le sauvegarde royale; autres lettres donnant le sauf-conduit directement à Grégoire XII. Bibl. nat., ms. lat. 12312, fol. 58 r^o et v^o; Bourgeois du Louvre, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 510, 511.

2. Cette longue lettre était un chef-d'œuvre de Jacques de Noves (*Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 709-712).

3. Il existe encore une touchante lettre écrite, de Gènes, à Grégoire XII, le 15 septembre 1407, par Pierre d'Ailly et Gerson. Bibl. du Vatican, ms. lat. Vatic. 4942 fol. 29 v^o. ms. lat. Vatic. 4946, fol. 28 v^o. M. l'abbé Salambier, qui analyse *Pierre de Tolèse*, p. 71, a le tort de l'attribuer seulement à Pierre d'Ailly. « Au sa but » non sumus » rédigées à Gènes, par Pierre d'Ailly et P. Tocha. Art. Appendice, p. 31, et appendices connus par plusieurs théologiens et par des *Imp. rom. collecta* t. VII p. 109. *J. Gersonis opera*, t. II p. 118. « Est a me » je crois que M. Salambier (p. 71) en retarde la composition jusqu'à l'an 1409.

4. Le 2 août, comme je le crois, le nom de lieu imprimé par DD. Martens et Durand *Thesaurus nomen synonymum* t. II, c. 1334 sous la forme « Vacum » n'est autre que le nom de Nice. Cf. Bibl. nat., ms. lat. 12341, fol. 184 v^o. C'est à Nice et à Vénétienne que Salmon rencontre Simon de Cramaud et les évêques de Beauvais, de Cambrai et de Meaux quand, après avoir eu avec Benoît XIII, le 28 août, l'entretien et dessus rapportée, il se mit en devoir de se rendre auprès de Boucicaut. *Mémoires de Simon*, p. 33. Cf. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 712.

naux. L'excessive quiétude des princes de l'Église, leur lenteur à répondre à l'appel de Benoît, leur dispersion parmi les gracieuses résidences de la vallée du Rhône ou de la cité des papes parurent indiquer qu'ils s'intéressaient faiblement à la poursuite de l'union ; il y eut surtout contre eux un violent déchaînement dans le clan des universitaires. Mais cette colère n'atteignit pas, bien entendu, Benoît XIII. Persuader à ce pape de se transporter à Savone, d'où il pourrait aussi sûrement et beaucoup plus efficacement continuer les pourparlers avec Grégoire, telle était à ce moment la pensée des ambassadeurs¹. Aucune demande ne pouvait être plus agréable à Benoît XIII. Pour comble de satisfaction, Simon de Craudaud, dans l'audience qu'il obtint du pape, sans doute le 2 septembre², à Saint-Honorat de Lérins, fit un récit piquant des réponses misérables et souvent contradictoires que leur avait données Ange Correr. On souhaiterait moins de gaité dans le ton du Patriarche, au moment où il rendait compte de l'échec de sa mission, mais le ridicule qu'il ne réussit que trop aisément à jeter sur l'attitude du pape de Rome vengeait Benoît XIII des leçons qu'on avait prétendu lui donner en exaltant prématurément le zèle de son compétiteur³.

Boucicaut s'était joint aux ambassadeurs français. Invité récemment, de la part de Charles VI, à faire « tous les plaisirs »

1. Ces détails sont extraits de deux lettres datées de Viterbe, le 30 août [1407], dans lesquelles l'un des ambassadeurs, sans doute l'ermite de la Fayé, car il se dit vassal du roi Louis II de Sicile, exprime aux cardinaux leur vive contrariété (Bibl. nat., ms. lat. 425-43, fol. 104 v°, et *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1338). — Cf. une lettre adressée par Benoît XIII à ses cardinaux le 17 septembre 1407 (Arch. du Vatican, *Reg. Avinion. LI*, fol. 34 r°) et un paiement fait, le 1^{er} octobre, à un personnage chargé d'aller au-devant de la galère Royale, « ut cum ibidem faciat delictum pro recipiendo et portando in eadem dominos cardinales Penestrom et Albanensem Sionem. » *Ibid.*, fol. 313 v°. Dans le courant du mois d'octobre, les ambassadeurs de France se plaignaient encore qu'un certain nombre de cardinaux « a tortus ent à Avignon, ou lieu de venir à Savone, ou l'un p' sonce et l'autre en espérance » : plusieurs de ces ambassadeurs s'occupaient d'aller eux chercher et de les ramener. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1338.

2. Un vendredi, suivant le *Requiesce le Saint-Denis* t. III, p. 718.

3. *Ibid.*, p. 713. F. Elie. *Aus des Ar en des Afterconcils von Perpignan*, p. 35. — Martin d'Aparis avertit bien peu de crainte quand il prétend que Benoît XIII acquit, vers ce moment, la preuve d'une conspiration ourdie contre lui par les ambassadeurs français avec Grégoire XII.

possibles à Benoît XIII, il devait éviter surtout que sa conduite fournît le moindre prétexte au pape pour différer la réalisation de l'union¹.

De fait, Benoît XIII non seulement combla d'éloges le roi de France, les ambassadeurs, Boucicaut et exprima la déception que lui avait causée la conduite d'Ange Correr, mais il annonça l'intention de devancer, à Savone, même le terme de la Saint-Michel². Il comptait s'y rendre inévitablement, après avoir rejoint, à Nice, ses cardinaux et les gens de leur suite. Trois galères l'accompagnaient, il en attendait trois autres; mais déclina-t-il l'offre de deux galères que les ambassadeurs mettaient encore à sa disposition³; il eût craint que Grégoire XII ne s'autorisât de cette augmentation du nombre de ses navires pour renoncer à l'entrevue, sous prétexte qu'il lui serait impossible de fréter une flotte d'importance égale. Bref, le pape d'Avignon entendait toujours exécuter de point en point le traité de Marseille, et si (ce qu'il se refusait à prévoir) Grégoire XII manquait le rendez-vous, il ne renonçait pas à poursuivre l'union.

L'accord était donc complet entre Benoît et les représentants de la France. À peine le pape éprouvait-il le besoin d'insinuer qu'on ne devait rien entreprendre contre lui avant l'époque de l'entrevue. Il voulait bien considérer le groupe d'ambassadeurs qui demeurait dans le midi comme investi des mêmes pouvoirs que l'ambassade tout entière. Il emmenait avec lui le licencié Jean François et le conservateur de l'Université.

Je laisse à penser l'accueil qu'il fit à la demande d'un messenger de Grégoire. L'évêque de Cherson ou de Chironis, chargé, dès le 13 juillet, par le pape de Rome d'une mission pour Benoît, ne parvint à Lérins que vers le 2 septembre. Les ambassadeurs

¹ *Mémoires de Salmon*, p. 34.

² Dès le 28 août 1497, Benoît XIII avait chargé Pierre de Zagarriga, élu de Tarragone, et Pierre du Pont, doyen de Saint Michel de Castelaudary, de recevoir les serments des habitants de Savone. *Arch. du Vatican, Reg. Avénion. LXV*, fol. 162 v°.

³ P. Ehrle *op. cit.* p. 353. On lit plus tard, dans l'entourage de Benoît XIII, un ecclésiastique Simon de Lirano lui faire cette proposition. Martin d'Aliprill.

de France lui avaient donné passage sur une de leurs galères ; encore souffrant du mal de mer, il ne put que demander, en peu de mots, à Benoît de vouloir bien se prêter au changement du lieu de Savone. Poliment, mais nettement, Benoît répondit que ce qu'il savait du caractère loyal d'Ange Correr l'empêchait de supposer qu'un tel homme fût capable de violer son serment. Les clauses de la convention avaient été longuement délibérées à Marseille : ce n'était pas au moment où on approchait du terme fixé qu'il convenait d'entamer de nouvelles négociations. Savone, d'ailleurs, offrait toute sécurité. Puis, s'informant de l'âge de Grégoire : « Nous sommes tous les deux vieux, ajouta-t-il. Dieu » nous fournit une occasion d'acquérir de la gloire ; hâtons-nous » d'en profiter. Si nous tardons, la mort viendra, et cette gloire » sera le partage de quelque autre ¹. » Ce fut aussi le sens de la réponse écrite qu'il adressa, de Nice, le 9 septembre, à son compétiteur ².

Cependant, au lieu de s'avancer, suivant sa promesse, jusqu'à Pietrasanta, Grégoire XII s'était attardé à Viterbe. De là, sans l'intervention de ses cardinaux, il aurait été tenté dit-on, de se rendre à Pérouse, ce qui l'eût écarté de la route de Savone ³. En tout cas, c'est seulement à la date du 4 septembre que, répon-

1. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 74-75. Cf. P. Ehrle, *op. cit.*, p. 35, 37.

2. Bibl. de Rouen, ms. 1356, fol. 71 r^e, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1378. — Benoît XIII paraît s'être rendu à Nice dès le 6 septembre (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. Li Benedicti XIII* fol. 367 r^e, cf. *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 714, *Mémoires de P. Salmon*, p. 34).

3. Articles lus au concile de Pise (Binaldi t. VIII, p. 272). — Les cardinaux de Grégoire XII déclarèrent l'année suivante qu'ils l'avaient supplié de se rendre à Savone et avaient proposé maintes fois de l'y accompagner. Bibl. du Vatican, ms. lat. Vatte. 3477, fol. 215 r^e, communication de M. L. Schmitz. — V. la déposition de Jean de Gioch, clerc de la Chambre apostolique du 17 mai 1409, « In Senis ego veridica didici relatione a duobus familiaribus dicti Camerarii quali ex scribebatur una conclusio sub nomine prophete super eo quod dictus Gregorius nullatenus teneretur, sicut nec deberet renuntiare sed quod deberet ire Perusium, et ibi deberet stare circa duos annos in maximis tribulationibus atque eadem malis antiquis, qui ab eo deberent recedere, elapsis autem duobus annis, dicti cardines et alii totus mundus penitentiam ducti, genuflexi deberent petere veniam et ipsam proferre verum et unicum papam. His confectis et scriptis, prout eis placebat ceperunt unum antiquum, canum et barbatum, et imponentes quod dictam prophetiam tanquam sibi ab ipso non herens, uno datam dicto domino Gregorio presentaret, prout et factum fuit. » Ms. Ott. 16 m 276. (f. 249 r^e.)

daat à une invitation de la république de Sienne ¹, le pape fit son entrée dans cette dernière ville ².

Ses intentions semblaient toujours flottantes. Dans des lettres adressées à Charles VI, le 17 août ³ à Benoît XIII, le 25 ⁴, puis encore, le 9 septembre, à Charles VI, aux ducs de Berry et de Bourgogne et à l'Université de Paris ⁵, il accumulait les objections contre le choix de Savone. A celles qu'on a déjà eu l'occasion d'indiquer, il en joignait de nouvelles : l'épidémie régnant dans la Rivière de Gènes, la guerre près d'éclater entre Facino Cane et le maréchal Boucicaut, les progrès de Ladislas dans la Marche d'Ancone, les manifestations de jour en jour plus nombreuses contre ce projet de rencontre. Mais, d'autre part, il déléguait le marquis Théodore de Montferrat ou, à son défaut, le damoiseau de Crémone Bartolomeo Zamboni pour remplir, à sa place, toutes les formalités et prendre toutes les précautions prévues tant par le traité du 21 avril que par sa réponse du 21 juillet, pour recevoir, par exemple, l'investiture de la seigneurie de Savone, choisir les cent cinquante otages que devaient lui fournir les villes de Savone et de Gènes, désigner enfin un gouverneur de Gènes intérimaire parmi les prélats faisant partie de la grande ambassade française (17 ou 20 août 1407) ⁶. Un

1. Dès le 18 août 1407, la république avait envoyé, comme ambassadeurs, à Grégoire Jean di Francesco et Louis d'Aerigo pour l'inviter à venir à Sienne. Le 1^{er} septembre, on eut un crédit de 100 florins pour « régaler » le pape lors de son arrivée (Arch. d'État de Sienne, *Deliberazioni del Concistorio*, n° 238, fol. 3). — Sur la couverture en parchemin d'un des registres des délibérations du Concistorio de Sienne (n° 238 est dessiné un curieux portrait de Grégoire XII ; le pape est représenté sans coiffe de la tiare.

2. On trouve dans le registre n° 238 (fol. 3-4) cité ci-dessus le récit détaillé de son entrée, qui eut lieu à la 22^e heure et de sa réception. La même date est rappelée dans une inscription placée au-dessus d'une des portes de la cathédrale de Sienne. C'est par erreur que Minerbelli (Tartini, t. II, c. 571) fixe cette entrée au 3 septembre. La nouvelle anticipée en avait peut-être été apportée, le 2 septembre à Venise (chronique de Norisani, Bibl. impér. de Vienne, ms. 6366, fol. 203^v). Cf. Anasies Sauer (Muratori, t. XIX), c. 42 ; Thierry de Nism, *De Schismate*, p. 141.

3. Bibl. nat., ms. latin 12244, fol. 63^r, 81^v (texte incomplet), Rinaldi, t. VIII, p. 174.

4. Bibl. nat., ms. latin 12545, fol. 42^v, Bibl. de Dijon, ms. 578, fol. 28^r, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 729.

5. Rinaldi, t. VIII, p. 175. — La lettre au duc de Berry, mal à propos datée du 5 septembre dans la *Thesaurus novus anecdotorum* (t. II, c. 1330), est, en réalité, du 5 des ides de septembre, c'est-à-dire du 9 (v. ms. latin 12544, fol. 82^r).

6. Deux bulles du même jour que Rinaldi a publiées l'une sous la date du 17

peu plus tard, sans vouloir rien retrancher à sa réponse du 31 juillet, il prêtait le serment exigé par l'article IV du traité de Marseille (30 août ¹). Une lettre d'un de ses partisans écrite à Benoît le 10 septembre faisait encore espérer son départ pour Savone : « Le pape Grégoire, disait cet urbaniste anonyme, a quitté Rome, il est à Sienne, il se hâte de gagner le lieu de la conférence ² ». Enfin, détail plus significatif, la correspondance de Grégoire XII lui-même avec Florence témoigne, vers cette époque, du désir de gagner Savone ou tout au moins de s'en rapprocher.

C'est le moment d'expliquer, s'il se peut, l'attitude singulière des Florentins. Dès le début, ils s'étaient flattés, ainsi que les Siennois et les Bolognais, que leur ville serait choisie comme lieu de la conférence projetée entre les deux pontifes. Les vœux émis dès le 2 mars dans le conseil de la république ne laissent aucun doute à cet égard ³. La seigneurie écrivit, le 8 mars, dans ce sens à Jean Dominici, son ambassadeur à Rome ⁴, et decida, en même temps, de faire préparer le terrain à Marseille par un des

1 autre sous celle du 30 août 1407 (l. VIII, p. 174, 178. — Le ms. 420 de Berlin (fol. 34) contient une lettre de créance adressée par Grégoire XII aux ambassadeurs du roi de France pour Théodore marquis de Montferrat et pour Bartolomeo Zamboni (communication de M. L. Schmitz).

1 Les lettres de Grégoire XII du 30 août 1407 se trouvent reproduites ainsi que des lettres analogues de Benoît XIII du 24 mai précédent, dans un acte notarié du 31 août Arch. du Vatican, *Armarius D.*, 2^e divisione, fascic. 3, n° 5, parchemin endommagé par humidité; écriture par endroits illisible.

2 Bibl. nat., ms. latin 12543, fol. 35 v°, Bibl. de Lyon, ms. 5^{re}, fol. 19 v°, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 765. — Par suite d'une inadvertance des copistes, le texte de cette lettre ne semble faire qu'un avec celui d'une lettre de Grégoire XII adressée également à Benoît, mais D. Martène fait erreur quand il écrit en note : « Hujus epistolæ initium nomine Grégois scriptum est, reliquum nomine *sanctorum cardinalium* ».

3. « *Magister Christophorus Georgius pro officio Consolatoris* Circa unitatem Ecclesie, quod domini in hoc monasterio communiter appetunt ut ipsam tollatur et quod perquiratur et tractetur ut uno f. — en ce but » possible est *Johannes Bingi pro officio Duodecim* Circa litteras receptas ab Antipapa, quod, considerato quantum ponderis circa fidem christianam est tractatus unitatis querende, quod domini circa hoc ponant summam diligentiam, ut aliquid boni per hoc commune operetur, et quod conentur vel per litteras vel per oratores vel inter quali erumque, ut hec unitas in hac civitate tractetur » Arch. d'État de Florence *Consulte e pratica* 38, fol. 13 v°.

4. *Commissarii di Bernardo degli Albi*, ed. Gams, t. I, p. 133. Cf. Aug. Röder *Cardinal Johannes Dominici* p. 128.

ambassadeurs de Benoît XIII qu'elle se hâta d'y renvoyer¹. Elle le fit suivre de près par deux de ses propres ambassadeurs, qui devaient notamment l'excuser de n'avoir pas fait déclarer les Pisans en faveur de Benoît comme il avait été convenu entre elle et Bourcaut². L'intérêt mercantile que les Florentins pouvaient avoir à rassembler dans leur ville, pendant un temps indéterminé, les deux cours pontificales de Rome et d'Avignon, sans parler des ambassadeurs accrédités par les puissances, était-il le seul mobile qui dictait ces démarches? On ne saurait l'affirmer d'une façon positive. En tout cas, le dépit des Florentins fut vif quand ils apprirent le choix de Savone : ils envoyèrent aussitôt à Jean Donnicci en qualité d'ambassadeur, rappelés Philippe Corsini et Jean Soderini, accrédités près de Benoît XIII³. Par contre, ils durent suivre sans trop de déplaisir l'évolution de Grégoire XII, non pas en tant qu'elle paraissait compromettre l'union, dont ils souhaitaient sincèrement la réalisation et dans l'intérêt de l'Eglise et aussi dans le leur⁴, mais en tant qu'elle remettait en question la fixation du lieu où devait se tenir la conférence. Sans oser trop laisser paraître leur

1. [8 mars 1467] « *Chronicon Georgii*... Quod dignetur duo archidiaconi eorum et cuncti et docti, et quod hoc celeriter fiat... et quod mittantur ad dominum Benedictum qui dicitur esse antipapa ad disponendum ipsum ad unitatem, et quod ultra hoc disponant eum ut velit egeri hanc civitatem pro loco concilii, et quod ultra pars ut se creta, et quod unus ex legatis dicti domini Benedicti qui hic est permittatur celeri et ad dictum dominum Benedictum quodcumque in forma de transmissione dictorum orationum, et quod concetur disponere ad nostrum voluntatem. » (Arch. d'Etat de Florence, *Consulta e pratica* 36, fol. 13 r.)

2. Il n'avait pas semble opportun, dit-on, d'exciter la méfiance du pape de Rome à l'égard de Florence, qui pouvait être appelée à jouer le rôle de médiateur. V. les instructions de Philippe Corsini et de Jean Soderini, qui furent envoyés à Benoît XIII et à ses cardinaux, particulièrement à Nicolas Brancaccio, à Pierre de Fries et à Louis Fieschi, amis de la république (Arch. d'Etat de Florence, *Segnori, Masse, l' Cancelleria* 26, fol. 14). Cf. Minarbeti Tartini, t. II, n. 547. — Par lettre du 23 avril 1467, Benoît XIII fit à savoir aux Florentins qu'il a reçu leurs envoyés Philippe Corsini et Jean Soderini, remercia la république de ses bonnes intentions et de ses offres, laissa à Soderini le soin de lui transmettre la nouvelle de la conclusion du traité (Arch. du Vatican, *Reg.* 333, fol. 8 v°).

3. A. Râster, *op. cit.*, p. 128-129. Cf. Arch. d'Etat de Florence, *Consulta e pratica* 36, fol. 32 v°. — Le 30 et le 31 mai, la question fut aussi agitée du rappel des ambassadeurs accrédités près de Charles VI (*ibid.* fol. 44 r°).

4. V. une delibération du 27 septembre 1467, «...Vident quid pro pace nostra et Italiae unitas Ecclesie necessaria esset, et maxime esset utile si papa esset itaheus. » (*Ibid.*, fol. 88 v°.) V. aussi G. Eriker, *Florenz, Neapel...* (*Historischen Taschenbuch*, 4^e série, t. VIII, 1889, p. 196).

un désir de voir le choix des pontifes tomber cette fois sur leur cité, ils protestèrent auprès du pape et des cardinaux romains de leur grand zèle en faveur de l'union (13 août 1407, ¹). Ils crurent cependant devoir dissuader Grégoire de se transporter immédiatement près d'eux : c'eût été rendre Florence suspecte aux yeux des clémentins ². Mais ils dépêchèrent à Benoît XIII Philippe Corsini et Jacques Salviati pour appuyer la demande de Grégoire XII, qui, en cas de refus, serait, disaient-ils, homme à se retirer à Padoue ou à Venise pour ne plus entendre parler d'union, et ils firent exhorter le pape d'Avignon à choisir de préférence un lieu de conférence situé sur le territoire de la république. Ils n'exceptèrent que la ville de Pise, sous prétexte d'épidémie et de travaux nécessités par la reconstruction des murailles ³.

La réponse de Benoît XIII aux ambassadeurs florentins — ils le joignirent, le 18 septembre, à Villefranche — fut telle qu'on pouvait s'y attendre : Boucicaut en avait annoncé, d'avance, le sens exact à Corsini et à Salviati. Absence des cardinaux, départ imminent pour Albenga et Savone : par suite, impossibilité de délibérer mûrement ; toutefois confiance entière dans le zèle des Florentins. Mais, d'autre part, les envoyés de Grégoire avaient jadis soulevé des objections contre le choix de divers lieux situés dans les états de Florence. Benoît XIII voulait, d'ailleurs, croire encore que son rival se rendrait à Savone, au moins pour le mois de novembre. Fidèle à sa parole, il était, quant à lui, résolu de s'y trouver avant le 29 septembre et d'y attendre Ange Correr jusqu'après la Toussaint ⁴.

1. « Quod rescribatur Pape ac collegio cardinalium super facto unitatis Ecclesie et responsum sit generale, demonstrando affectionem quam habet nostrum commune ad dictam unitatem, et quod omnia est dispositum facere que poterit circa hoc... et quod non sit mentio specialis de loco, ne ostendamus animi magnam voluntatem, etc. » *Consulte e pratiche* 26, fol. 68 v°.

2. Mamberetti c 571.

3. Les instructions de Philippe Corsini et de Jacques Salviati sont du 26 août 1407. Arch. d'État de Florence. *Supiori. Minore. 1^a Cancelleria* 28, fol. 26. Cf. *Commissioni di Rinaldo degli Albizzi* t. I p. 153, *Cronica di Jacopo Salviati* *Delisse degli eruditi Toscani* t. XVIII p. 273.

4. *Ibid.* — Cependant Ser Lapo Mazzei (*Lettere*, éd. C. Guasli t. II, p. 93) écrivait, de Florence, le 3 septembre 1407, que les vrais amis de Grégoire XII eussent voulu le voir se rendre à Savone, au besoin monté sur un âne et incognito.

C'est alors que Grégoire XII, toujours irrésolu, au moins en apparence témoigna aux Florentins l'envie de se rapprocher de Savone, et, prié d'attendre le retour de leurs ambassadeurs¹, fit observer timidement qu'il risquait ainsi de laisser passer le terme fixé pour l'entrevue. Son désir semblait être d'obtenir l'autorisation de traverser la ville ou le territoire de Florence; il demandait qu'on lui accordât une escorte armée; mais, en même temps, il avait soin de se soumettre d'avance aux décisions de la république². Trop heureux de rencontrer chez le pape tant de condescendance, les Florentins lui conseillèrent de demeurer à Sienna. Le trajet par la Lombardie présentant à les entendre de graves inconvénients. Ils n'étaient pas en état de lui fournir des lances. Ils l'autoriseraient, à la rigueur, à traverser leur territoire, à condition qu'il ne passât ni par Florence, ni par Pise. La voie de mer leur semblait préférable, s'il tenait absolument à effectuer ce voyage; mais ils se gardaient bien d'offrir de lui prêter des navires³, comme un membre du conseil en avait fait la proposition⁴. Bref, c'est seulement le 20 septembre qu'ils se résignèrent à envoyer à Grégoire XII un sauf-conduit, dont ce pape, d'ailleurs, ne fit aucun usage⁵.

Quatre jours après, le 24 septembre, Benoît XIII débarquant à Savone, en grande pompe, heureux de faire remarquer la ponctualité avec laquelle il accourait au rendez-vous⁶.

1 Cette réponse des Florentins est du 4 septembre 1407 (Arch. d'État de Florence, Signori. *Minori*, f. Cancellaria 27, fol. 118).

2 12 septembre 1407. — Super factis unitatis, videlicet quia petit omnino post/ex consilium, quod intendi sequi, et appropinquat magis Sene et discedat de Senis, dicimus se velle sequi consilium inferum, cum hoc quod ipsi vident et habent considerationem quod, si ppe expectat responsum oratorum nostrorum ad adversarium, quod tempus non labatur abo promissum perficiendi, et quod vellet humiliter et non aliter consultetur ei, per civi etia Florentie vel per nostrum Sene, et quod vellet gentes armorum qui morantur ipsum quoniam placentur dominis. ... Arch. d'État de Florence, *Consulti e pratiche* 28, fol. 79 v^o.)

3 Instructions réduces le 14 septembre. Arch. d'État de Florence, Signori, *Minori* et Cancellaria 27, fol. 114. Cf. *Comunicazioni di Rinaldo degli Albizzi*, I, I, p. 154.

4 Le 12 septembre. Florence était prêtée à Grégoire deux galères et lui en eût prêté deux autres, génoises, le voyage se fût même effectué aux frais de la république. *Consulti e pratiche* 28, fol. 79 v^o.

5 *Comunicazioni di Rinaldo degli Albizzi* I, I, p. 155.

6 Communication du R. P. Ehrle; G. Stella. *Monistori* t. XVII, c. 1215. F. Ehrle. *Ann. den Acten des Afterconcordat von Perpignan* p. 30. Cf. une lettre de

C'est alors que les ambassadeurs florentins reçurent de lui une réponse exactement conforme à celle qu'il leur avait donnée en premier lieu, mais cette fois définitive¹. Il conduisit sans doute de la même manière des envoyés de la ville de Sienne et du seigneur de Lucques venus aussi, à la demande de Grégoire, pour le prier de changer le lieu de la conférence².

Le terme de la Saint-Michel était déjà passé, quand Grégoire XII entreprit de démontrer de nouveau à Benoît XIII l'impossibilité où il était de se rendre à Savone. La dévastation des États romains, l'extermination des sujets de l'Église devaient résulter fatalement de son départ pour cette ville. Au nom du Christ, et en souvenir de la Passion, il conjurait Benoît de renoncer à une conditioa avari leonine (10 octobre)³. L'opposition que rencontrait sa demande, pourtant bien légitime, l'étonnait profondément, si l'on en croit une lettre qu'il écrivit à Boucicaut (13 octobre). Il se plaignait aussi — et c'était sa manière de s'excuser de ne point être venu jusqu'à Pietrasanta — de n'avoir pu se faire maître en possession de cette dernière ville et de sa citadelle⁴. Il paraîtrait pourtant que le seigneur de Lucques,

Benoît XIII au roi d'Aragon, du 6 octobre (118^e) lui faisant savoir son arrivée à Savone et l'absence de son compétiteur (P. de Rofarull y Mascura, *Colección de documentos inéditos del Archivo general de la Corona de Aragón*, t. I, p. 45).

1. Le 26 septembre, en présence des cardinaux de Viviers, de Chaux, de Giron et d'Espagne ils furent immédiatement rappelés par un ordre daté du 2 octobre qui leur reçurent, le 1^{er} octobre, de Jacopo Salutati (p. 200, Arch. d'État de Florence, Signori, Minori, P. Cancellaria 27, fol. 52^{re} et 53^{re}).

2. V. le thème des discours qui furent prononcés, à Sienne, le 1^{er} novembre 1407 (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1344). Le nom des ambassadeurs siennois est fourni par le procès-verbal d'une délibération du 22 septembre 1407 : « Dominus et capitanei populi venetorum, magistri et officiales Helie eligunt deus eives loco domini Caroli Angelini, decretorum doctoris, et Ghardi Bertolomei Ghis qui sunt de officibus Helie et qui sunt abominati, cum sint centores socii communes ad papam Avinionis et ad plures alios dominos. » (Arch. d'État de Sienne, Consiglio della Comune, n. 203, fol. 23^{re}).

3. Bibl. nat. ms. lat. 12543, fol. 25^{re}, Bibl. de Dijon ms. 570, fol. 51^{re} — Sur les crises des vie cardinaux données à Jean François Carpegna XII offert, vers ce moment, comme lieux de conférence, Pise, Lucques, Sienne, Florence ou Rome (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1344). Suivant Thierry de Niem (*De Scismate* p. 243, 244), il feignait en même temps, de vouloir gagner le Piémont et demeurer, jusqu'à la fin des négociations, sous la protection du marquis de Montferret, mais quand celui-ci lui eût fait des offres engageantes, il prouva par son refus qu'il n'y songeait pas sérieusement (cf. Rinaldi, t. VIII, p. 27^e).

4. Bibl. nat., ms. lat. 12543, fol. 25^{re}; Bibl. de Dijon, ms. 570, fol. 51^{re}, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 700-702.

à qui elle appartenait, avait offert de lui donner toutes sûretés désirables ¹.

Le mois d'octobre s'écoula de la sorte, et vint le moment où il était matériellement impossible à Grégoire de se transporter à Savone dans le délai voulu. Il fit partir alors une nouvelle ambassade, chargée cette fois de refuser formellement Savone et munie de pleins pouvoirs pour convenir avec Pierre de Luna d'un autre lieu de rencontre situé en Italie, dans l'obédience romaine. Pour justifier cette dernière prétention, le pape de Rome ne se contentait pas de rappeler l'accueil peu charitable qu'on avait jusqu'à fait à toutes ses demandes, il invoquait un texte formel, l'article du traité suivant lequel Benoît XIII devait accepter un des lieux proposés par son compétiteur au cas où certains empêchements rendraient l'entrevue de Savone impossible ². Mais il feignait de ne pas comprendre que les empêchements visés dans cet article étaient ou des accidents fortuits d'une gravité reconnue de tous, ou des obstacles provenant de la faute des éléments, et point du tout des objections soulevées du côté urbaniste. Quoi qu'il en soit, le jour de la Toussaint il fit présenter, à Sienne, publiquement sa justification ³. Dans cette apologie, composée peut-être par le dominicain Jean Dominici ⁴, et que plusieurs prédicateurs récidèrent en italien on trouve, à côté de subtilités et d'inexactitudes indéniables ⁵, des affirmations

1 *Memoria pro vero sermo*, (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1354)

2 Bulle du 12 octobre 1407 (*ibid.*, c. 1307, ms. latin 13011, fol. 138 r^o, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 784 ; instructions du 22 octobre *ibid.*, c. 763), datées à tort du 31 par Ronaldi t. VIII, p. 182), qui a sans doute confondu le « 11 kal. novembri » avec le « 11 kal. novembri ». Seul-convul expedit par Benoît XIII, de Savone, le 22 octobre 1407, pour les trois ambassadeurs Arch. du Vatican, Reg. *Avenion*. LXXI, fol. 463 v^o. Ils ne parvinrent à Savone que le 3 du le 11 novembre Martin d'Alpartid (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1354). On explique dans l'entourage de Grégoire XII que la faute en était à Pierre de Luna qui avait perfidement adressé le seul-convul non pas aux ambassadeurs, mais au pape lui-même à Sienne (Bibl. du Vatican ms. lat. Vatic. 4000 fol. 20 r^o) F. Ehrle *Aus den Acten des Aftersconcils von Perpignan*, p. 10 et sq., 51.

3 Bibl. nat. ms. lat. 11375 fol. 264. Bibl. de Rouen, ms. 1356, fol. 73. Bibl. impér. de Vienne ms. 2097, fol. 113, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1307, Thierry de Niem, *Annuaire universis* (ed. S. Schard), p. 244.

4 V. Aug. Hostler, *Cardinal Johannes Dominici*, p. 128, note 1.

5 Ainsi les démarches faites par les Français pour obtenir de Benoît XIII une promesse écrite de suivre la voie deession deviennent une mise en demeure d'avoir à obéir dans un délai de dix jours.

graves dont il est malheureusement difficile de contrôler l'exactitude¹.

D'une manière générale, Grégoire XII paraît s'être beaucoup exagéré les dangers auxquels son voyage à Savone l'eût exposé de la part des clémentins. Les craintes qu'il exprima plus ou moins ouvertement, de se trouver en butte aux persécutions des Français, aux insultes des Génois, aux trahisons de Boucicaut, étaient purement imaginaires². Celui de tous les princes qui professait le plus d'attachement à Benoît XIII, le duc d'Orléans, nourrissant à l'égard de Grégoire XII des intentions si peu hostiles qu'il proposait à ce moment même, de lui livrer en otage un de ses fils, celui qu'il plairait au pape de désigner, dans l'espoir que cette confiance peut-être excessive, déciderait le vieux pontife à s'aventurer dans la Rivière de Gènes³.

Je ne sais si Grégoire XII n'était pas mieux fondé à redouter les effets du mécontentement des urbanistes. Les Florentins, tout en souhaitant qu'il réalisât l'union, se souciaient peu, comme on l'a vu, de le laisser s'acheminer vers Savone. A Sienne, l'opinion publique n'était guère plus favorable à ce projet⁴. Venise le déconseillait ouvertement⁵. Sigismond, roi de

1. Thierry de Niem (*De Scismate*, p. 187) parle aussi des frères Mendiants auxquels Grégoire XII permit, monta et merveilleux pour les décider à présenter un diplôme dans les églises de Senne. Ils auraient déclaré que, si le pape ou les cardinaux se rendaient à Savone, « étaient des hommes morts », ainsi en avaient décidé Pierre de Luna et ses complices.

2. Dans ce sens, v. H. V. Sauerland, *Cardinal Johannes Dominici und sein Verhalten zu den kirchlichen Unionbestrebungen*, dans Th. Brugge, *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, t. IX, 1887, p. 278.

3. Le duc d'Orléans aurait fait, trois semaines avant sa mort, cette proposition au recteur de l'Université de Paris promettant de signer les lettres qu'on lui rédigerait à cet effet. Il reçut les remerciements de l'Université et avait déjà désigné, paraît-il, les messagers qu'il devait en porter la nouvelle à Rome et à Venise (mémoire de l'abbé de Saint-Fiacre, dans Monstrelet, t. I, p. 318). C'est assez dire que Louis d'Orléans ne songeait guère, comme on l'a supposé (E. Jarry, *La vie politique de Louis de France*, p. 323, à mener Benoît XIII jusqu'à Rome.

4. Je lis dans un *Consilium* dont l'auteur est Jean de Beilanti, de Sienne : « Et ego scio de vero... quod in civitate Senensi, ubi ad presens est curia Romana, viget hujusmodi commotio quoniam de suspitione dicti loci Sannensis, et precipue inter decuriones et discretos et bonos... Non potest dici vana vox populii... » (Bibl. du Vatican ms. lat. 5116 347 fol. 33 v^o) Il n'est de surprenant à ce que Grégoire XII ait pu faire emprisonner ce conseiller du cardinal de Lodovico qui venait enger, à Sienne, devant son palais : « A Savone! à Savone! » (Arl. xx, de l'acte d'accusation) L'autre conseil de Pise.

5. Monicelli (Turini, t. II, p. 372).

Hongrie, quelles que soient, à cet égard, les dénégations des clémentins¹, peut fort bien s'être élevée contre le choix d'un tel lieu, en menaçant de refuser l'obéissance au pape qui serait élu sur une terre française². C'est aussi ce que firent savoir, dit-on, à Grégoire XII Wenceslas et bon nombre de barons allemands. On a prêté au roi d'Angleterre un langage analogue³. En un mot, la crainte, certes peu justifiée, de voir l'influence française s'exercer à Savone au détriment de la liberté des cardinaux et des intérêts urbanistes a pu contrebalancer dans l'esprit de bien des princes le désir de rétablir à bref délai l'union. Ajoutons-je que les dangers que Ladislas faisait courir au domaine temporel du saint-siège n'étaient certes point chimériques?

Soit qu'on admette, avec Grégoire, que le roi de Sicile se proposait de mettre obstacle à l'entrevue de Savone⁴, soit qu'on lui prête simplement le dessein de profiter d'une situation troublée pour s'assurer l'hégémonie dans l'Italie centrale, il est certain que Ladislas, d'une part, menaçait Rome, de l'autre, fomentait la révolte dans la Marche d'Ancone. Après y avoir provoqué la révocation du recteur Louis Megiorato, il prenait celui-ci à sa solde, puis mettant, pour plus de sûreté, la main sur Ascoli et sur Fermo⁵. Je n'ignore pas que les clémentins, et aussi les adver-

1. « Nos est verum de rege Hungaria, nec super accedat in Roma quidam abbas de Hungaria, legatus regis Hungarie, qui centos quendam archiepiscopum predicti propensionem se opponit. » *Thesaurus novus archiepiscoporum*, t. II, c. 134; Cf. F. Ehrle, *Acta des Acten des Aftersynods von Perpignan*, p. 43.

2. Discours prononcé à Sienne le 1^{er} novembre (v. plus haut, p. 556) Minerbetti c. 527.

3. Minerbetti, *loc. cit.* — Dans une lettre écrite, de Londres, vers ce moment, Richard Young évêque de Rochester exprime le vœu que les Français ne parviennent pas à force de ruine à ravir une seconde fois la papauté à l'Italie ms. lat. 1248 fol. 31 v^o *Amplissimus totius*, t. VII c. 76^a — Thierry de Niem (*Itinerarium nostrum*, p. 228) prétend, au contraire, que Grégoire XII reçut, à Sienne, au commencement du mois de septembre des ambassades de nombreux princes ou états qui le supplièrent de poursuivre sa route et de faire l'union.

4. Langage tenu par les envoyés de Grégoire XII au mois de novembre 1407 (*Thesaurus novus archiepiscoporum* t. II c. 134) Cf. une lettre de Grégoire XII au duc de Berry (ibid. c. 133) et le canon des univers prononcé à Sienne le 1^{er} novembre (*ibid.*, c. 134) Minerbetti c. 527 prétend aussi que Ladislas avait continuellement répété à Grégoire que, s'il allait à Savone, il serait emprisonné, forcé d'abdiquer, puis mis à mort — c'était chose convenue, le roi de Sicile le savait de bonne source.

5. V. la lettre de reproche de Grégoire du 8 septembre 1407 (Russetti, t. VIII p. 179) et la réponse de Ladislas du 12 octobre suivant Bibl. de Dyon, ms. 570.

saures de la politique de Grégoire XII, affectaient de ne point prendre ces menées au sérieux et de considérer cette agression comme une comédie concertée entre le roi de Sicile et le pape de Rome. Ils n'en jugeaient pas moins la situation dangereuse. Cela est si vrai que, le 30 août, un des membres de l'ambassade française avait semblé voir dans la rivalité des deux prétendants à la couronne de Naples un des principaux obstacles à l'union : 1. était urgent et facile, suivant lui, de ménager un accord entre Louis II d'Anjou et Ladislas de Durazzo, de façon à rassurer ce dernier sur les suites du rétablissement de l'unité et obtenir qu'il laissât les négociations aboutir. Les ambassadeurs de France revinrent, avec plus d'insistance, au mois d'octobre, sur ce sujet, quand ils renvoyèrent de Savone un d'entre eux à Paris : Jean François fut chargé de faire comprendre au roi, aux princes, à l'Université que Ladislas était désormais le seul obstacle à l'union. On proposait de lui adresser Pierre Fresnel ou Colard de Calleville, ou tous les deux en même temps, pour lui rappeler les pieuses traditions de sa famille, l'exhorter à secourir la politique religieuse de la France et lui insinuer que le roi, malgré sa parenté plus proche avec Louis II, s'occuperait volontiers de chercher équitablement les bases d'un accord. Boucicaut, paraît-il, était d'avis qu'aucune démarche ne contribuerait plus à hâter la réalisation de l'union². D'autre part, Rome se sentait si près de tomber au pouvoir de Ladislas que le parti opposé à ce prince vit un seul moyen d'éviter la domination napolitaine : se jeter dans les bras du roi de France. Un emissaire de Jean et de Paul Orsini vint trouver, à Savone, le patriarche Simon de Cramaud : les Romains, lui dit-il, offrent

fol. 38 v°, Thierry de Niem, *Annus unicus*, p. 241; cf. *De Scismate*, p. 331), Minerbelli, c. 589. Buonincontro Muratori, l. XXI, c. 97, A. Thierri, *Codes diplomatiques*, t. III, p. 169, cf. Sauerland, *Cardinal Johannes Dominici and sein Verhalten*..., p. 254 et sq.

1. L'Ernste de la Haye (c'est lui sans doute l'ambassadeur en question) se proposait d'écrire à ce sujet à Benoît XIII et à Louis II d'Anjou : dans sa pensée, ce prince devait obtenir quelque avantage territorial en Sicile, avec la promesse que lui ou ses enfants hériteraient du royaume tout entier (*Thesaurus novus anecdotorum* t. II, c. 133v).

2. Bibl. nat., ms. latin 12514, fol. 139 r° et *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1344.

de livrer à Charles VI le gouvernement de leur ville jusqu'à la cessation du schisme. Que le roi fournisse mille lances, pendant trois mois, ou un secours en argent de 45 000 florins, et qu'il nomme un gouverneur français : à ces conditions, les Romains résisteront à l'attaque de Ladislas. Les ambassadeurs de France, en communiquant à la cour de Paris ces graves propositions, laissèrent voir très clairement le désir qu'on y donnât une suite immédiate. L'argent leur paraissait devoir être fourni en partie par Louis II, intéressé à faire échec aux entreprises de son rival, en partie par le clergé de France, qui ne pouvait rien tenter de plus favorable à l'union¹.

Cette dernière affirmation était bien contestable. Quoi qu'il en soit, on voit que Grégoire XII, soit par le fait de Ladislas, soit par suite de l'entente des Orsini et des Français, avait de grandes chances de perdre Rome et qu'en attendant il s'acheminait vers la ruine de l'État pontifical, de plus, qu'une sorte de conjuration s'était formée entre puissances urbanistes pour l'empêcher de se hasarder sur les terres du roi de France : voilà qui, mieux encore que l'influence énervante de ses neveux et familiers sur laquelle les contemporains s'étendaient complaisamment², peut servir à faire comprendre les hésitations du vieux pontife durant cette première période. Il eût fallu une âme mieux trempée que la sienne pour braver ces menaces, un jugement plus solide, une conscience mieux éclairée, pour oser en dépit de tant d'avis sinistres, maintenir que l'union devait se faire et se ferait à Savone.

1. Si cette affaire, ajoutaient-ils, n'est pas conclue avant la fin du mois, sans nul doute Ladislas s'emparera de Rome et aura Grégoire à sa discrétion. Ils ne sont déjà que trop bien d'accord (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 3345).

2. Sur cette double influence, v. B-V, Sauerland, *Cardinal Johannes Dominici und sein Verhalten...* p. 253-256, et *Kardinal Johann Dominici und Papst Gregor XII und deren neuester Panegyriker* dans Th. Brieger, *Zeitschrift für Kirchengeschichte*, t. XX, 1891, p. 40-47. — François Liguori, cardinal de Bordeaux, recueillit de la bouche de Grégoire XII les paroles suivantes (la scène se passe en présence du frère du pape et de ses neveux Antoine et Paul) : « Et quomodo debetis renunciare et dimittere destructos omnes istos viros? » Le cardinal lui faisant observer qu'on pourvoit à son état et à celui de ses frères, il répliqua : « Vix infirmus etis omnes » (Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 3236, fol. 341 v°).

Y

Benoît XIII avait promis que, si son rival manquait ce premier rendez-vous, il ne se laisserait pas détourner de la poursuite de l'union ¹. Il semble tenir parole.

Non qu'il se soit refusé la satisfaction de flétrir la pusillanimité et les vains subterfuges ² de son adversaire défaillant ³; en regard, il se plut à montrer le zèle, la charité, la mansuétude dont il croyait lui-même avoir fait preuve. Il existe une lettre écrite, dans ce sens, au duc de Berry, peu après l'échéance du 1^{er} novembre ⁴. Benoît XIII dut en faire rédiger beaucoup d'autres dans le même style ⁵. Mais il ne se borna pas à triompher de cette manière.

En même temps qu'ils lui avaient signifié le refus définitif de leur maître, les ambassadeurs de Grégoire XII lui avaient apporté diverses propositions nouvelles ⁶. Benoît XIII négligea

1. *Reliquiae de Sancto Donato*, t. III, p. 716.

2. « *Aperiam contumaciam et bullarum* ».

3. V. dans la *Reg. Ardenas LVIII* des Arch. du Vatican (fol. 506 r^o) une réfutation détaillée des objections de Grégoire XII.

4. Dans cette même lettre, Benoît XIII déclarait qu'il ne se laissait décourager ni par la fatigue, ni par les dangers (il ne par les dépenses où l'entraînait la poursuite de l'union, et qu'il comptait persévérer plus ardemment que jamais dans cette voie. Bibl. nat., ms. lat. 12542, fol. 16 r^o, Bibl. de Dijon, ms. 578, fol. 32 r^o, *Amplissima collectio*, t. VII, c. 756.

5. V. une encyclique du 8 novembre 1407 (*Reg. Ardenas LVIII* fol. 594 r^o). — Il est question dans les comptes de Benoît XIII à la date du 29 novembre 1407 de l'envoi d'un courrier qui devait se rendre en dix jours à Barcelone avec des lettres adressées aux rois d'Aragon, de Navarre, de Castille à la reine et à l'enfant de Castille; le pape les mettait au courant de ses dernières démarches et leur faisait observer que, si l'union ne s'effectuant pas, ce n'était point de sa faute. Un peu plus tard, il envoya à l'Empereur, aux rois des Romains et de Hongrie, sous forme d'encyclique, un rec. de toutes ses négociations avec Grégoire XII (depuis le mois d'avril jusqu'au 12 décembre 1407 — communication au R. P. Ehrle).

6. Choix d'un nouveau lieu de conférence tel que Bologne, Forlì, Pérouse, Orvieto, Viterbe, Ancone, Fano, Pesaro ou Rimini lequel serait remis provisoirement, comme devait l'être Savone, en la possession des deux pontifes; ou bien l'établissement d'un rendez-vous sur les terres d'une puissance égale d'espérer l'affiance à tous les deux, par exemple sur les terres de la république de Venise, de celles de Florence ou de Sienne, les seigneurs de Luni ou de Mantoue ou du marquis de Montferrat; enfin choix de deux lieux rapprochés dans lesquels les deux papes se rendraient et qui leur seraient respectivement livrés (on nommait Porto Venere et Pietrasanta, Barzani et Massa, La V. Vecchia et Cameto, Corsico et Viterbe, Novati et Cortina etc.).

La France et le Grand Schisme

26

d'abord d'y répondre, sous prétexte que cela regardait également Boucicaut et les ambassadeurs de France¹, puis par ce motif, assez plausible, que les envoyés dont il s'agit n'avaient pas de pouvoirs suffisants pour conclure et qu'il n'entendait point s'exposer une seconde fois à traiter avec des émissaires qu'Ange Correr fût libre de désavouer. Cependant il annonça qu'il envoyait une ambassade à son rival, et, tout en protestant contre l'inégalité des conditions qu'on lui offrait², il donna de pleins pouvoirs à ses ambassadeurs pour accepter une des combinaisons imaginées par Grégoire XII : celui-ci se serait avancé jusqu'à Pietrasanta, tandis que Benoît XIII serait allé à Porto Venere. Rapprochement que le pape de Rome avait proposé dès le 3 août; offre sur laquelle ses envoyés étaient revenus le 6 novembre. Benoît XIII déclarait que sa ferme intention était, une fois cet arrangement conclu, de se porter, avec ses cardinaux, à Porto Venere dans le délai d'un mois. Il ne tenait Grégoire XII quitte de l'obligation de se rendre à Savone qu'à condition que ce pontife vint au moins à Pietrasanta (10 novembre 1407)³.

1. En effet, le cardinal Boucicaut, délégué par Benoît, un représentant du maréchal Boucicaut et deux représentants de l'ambassade française Simon de Craudaud et Pierre d'Ailly, s'assemblèrent pour arrêter le texte d'une réponse dans laquelle ils contestaient tous les faits énoncés par les envoyés de Grégoire XII. Il y eut une longue altercation puis une reprise de ces envoies, le 5 novembre, en consistoire (Bibl. de Rouen, ms. 1336, fol. 74 v^o. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1345 et 1354).

2. Grégoire XII se proposait, pour y tenir la promesse que des lieux situés dans son obédience. Mais ce, dit Benoît, qu'il préparait quelque machination?

3. Bibl. de Dijon, ms. 578, fol. 30 v^o; Bibl. nat. ms. latin 11543, fol. 20 v^o, ms. latin 52341, fol. 130 v^o; Bibl. de Rome, ms. 1356, fol. 77 v^o, *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1346, *Amplissima collectio*, t. V I, c. 763, *Memoria pro vera serie*. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. I, c. 1347. — La bulle par laquelle Benoît XIII donne des pouvoirs à ses ambassadeurs est ainsi datée du 10 novembre (Arch. de l'Ancien Armarium de l'Église 2^e division, n^o 3, et *Reg. teuton.* LIII, fol. 523 v^o). Les ambassadeurs sont Jean d'Armagnac, archevêque de Rouen, Pierre de Zaparriga, archevêque de Tarragone, Jean de Puy de Nant, général des frères Prêcheurs, Turribus Garra maître du sacré Palais, Aragon Nicolas et Simon Salvador (acte du 10 janvier 1408, *ibid.*, fol. 10 recto, titre du 10 janvier 1408. Arch. d'État de l'Église, *Governo di Paolo Giustiniani*). — Il est à remarquer que des bulles avaient été préparées dès le 23 octobre, à Savone, donnant un sauf-conduit à ces mêmes ambassadeurs, les chargeant d'exposer à Grégoire XII et à ses cardinaux que Benoît XIII avait exécuté ponctuellement les clauses du traité de Marseille : l'« intrus » était nommé

C'est ce qu'expliquèrent, le 24 novembre, en la cathédrale de Sienne, les ambassadeurs de Benoît et du roi de France¹, en présence du Grégoire, de douze cardinaux, d'ambassadeurs anglais et d'une foule de peuple². Ils avaient eux-mêmes exprimé le désir d'avoir un nombreux auditoire, sans doute pour donner plus de retentissement à l'éloge qu'ils voulaient décerner à Benoît et aux reproches dont ils comptaient accabler Grégoire XII. L'un des envoyés du pape d'Avignon, sans doute Jean d'Armagnac, semble avoir remporté dans cette circonstance un succès d'éloquence. Quant aux envoyés du roi, leur rôle consista à faciliter le rapprochement des deux pontifes, en offrant, de la part de Charles VI, de livrer la ville de Sarzana et les châteaux environnants³.

Puis, sans attendre même l'issue de cette négociation, Benoît XIII se mit en devoir de se rapprocher de son rival. Le 21 décembre, ayant quitté Savone avec ses six galères⁴ et onze

de les exécuter, à son tour, dans un nouveau délai que l'on pourrait fixer; sinon, les ambassadeurs étaient autorisés à convenir avec lui d'un nouveau lieu de rencontre. Arch. du Vatican, *Reg. Avenion.* LXV, fol. 401 r°, 406 r°, *Reg. Avignon.* LVIII, fol. 391 r°, 393 r°.

1. Améilh de Breuil, Pierre Fresset, etc. Ils arrivèrent à Sienne en même temps que les envoyés de Benoît XIII, qu'ils avaient précédés à Florence, comme il résulte de la délibération suivante, du 18 novembre 1407 : « Circa id quod exponit pro parte oratorum regis France quod in effectum fiat eadem responsio que ordinata fuit hereterna, scribet oratori Gregorio pape, valeat et quod expectantur oratores Benedicti XIII, et quod ipso auditu, deliberabitur illud quod erit utile Ecclesie » et exhibetur conformare se cum voluntate dictorum oratorum Regis. » Arch. d'Etat de Florence, *Consiglio e pratica* 38, fol. 97 v°.

2. Benoît XIII, d'après cela, acceptait de se rendre à Porto Venere ou à Sarzana, pourvu que Grégoire XII vint à Pietrasanta.

3. Arch. du Vatican, *Armamentum D.* fasc. 5, n° 10; F. Ehrle, *Ann. des Actes des Astreconcils con Perpignan*, p. 55, autre récit anonyme Musée Britannique ms. Harley 431. 43. 3 v°. — *Annales Astenses* (Muratori, t. XVII), c. 1043 V, aussi la déposition de Simon de Grumaud du 20 mai 1408 : « Item ego etiam et socii mei oratores regis France obtinimus in Roma et in Luca predicto Angelo Correnti, neum de Sarzana, castrum et villam, et castra iuxta propinqua et quod ipse muniret de gentibus et armis predicta castra et fortificaret, sicut placebat sibi expensis Regis, ut etiam Petrus de Luna venetum ibidem sicut alius concordatum fuerat de Savona. Sed ipse annus refulavit. » Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 1336, fol. 371 v°. — Sur la sommation récente de Sarzana à la France, v. E. Magnien, *Faits et gestes de Guillaume de Montfort* p. 176. S. III (Muratori, t. XVII, c. 1213).

4. La flottille dont disposait Benoît XIII avant le 15 octobre 1407. Vers le 20 octobre, on avait reçu la nouvelle que trois galères françaises de l'archevêque étaient parvenues à Lannes, communication du M. P. Ehrle, le 7 novembre on avait vu venir une galère sicilienne amenée par le comte d'Aragon, Jacques de Pedes (Martini d'Aliperti).

de ses cardinaux, il aborda à Gênes, s'y fit recevoir, comme en 1403, en grande pompe, et y retrouva sa résidence du couvent des frères Mineurs. Mais il ne prit que le temps d'y réunir dans un somptueux repas Boucicaut, le podestat, les anciens et les notables, d'y célébrer les fêtes de Noël, de saint Étienne et de saint Jean; il se rembarqua le 31 décembre ¹.

Le 3 janvier 1408, vers minuit, il parvint à l'extrémité sud des possessions génoises, à ce petit port de Porto Venere situé au bout du promontoire qui défend contre le vent du large le golfe de la Spezia : terre française, à cette époque, par conséquent comprise dans le gouvernement de Boucicaut et soumise, au moins officiellement, à l'autorité spirituelle du pape d'Avignon, mais qui confinait aux états du seigneur de Luques, par suite aux terres d'obédience romaine, et qui n'était séparée que par une quinzaine de lieues de la ville où Grégoire XII devait se transporter. Pietrasanta. C'était exécuter d'avance les conditions d'un arrangement qui n'était même pas encore conclu. On n'eût pu demander à Benoît XIII plus d'empressement ².

Cette fois le devoir de Grégoire XII était, semble-t-il, tout tracé. L'on ne comprend même pas comment l'idée lui put venir de soulever des objections contre un projet dont il était l'auteur ³. Mais il faut renoncer à partir de ce moment, à expliquer, ou du moins à justifier l'extraordinaire conduite du pape de Rome ⁴.

¹ Le mauvais temps le contraignit de relâcher jusqu'au 2 janvier à Portofino. Le mât de sa galère se rompit et tomba à la mer. Martin d'Alipartiti.

² P. Ehrle, *op. cit.* p. 5; Martin d'Alipartiti. — La venue de Benoît XIII à Porto Venere donne lieu à des prestations de serments, à des constitutions de garanties et à communication du R. P. Ehrle, la *Stella Muratori* t. XVII, c. 124. — D'ici 4 janvier, Ben Boucicaut était sur le point de se embarquer à Lunel; il alla l'essayer. Benoît XIII à Porto Venere. *Mémoires de Salmon*, p. 36.

³ Il prétendit avoir été après coup le pape qui avait donné à ses ambassadeurs de contraindre ceux de Pietrasanta et d'exécuter leurs instructions, il fit voir que cette révélation de mandat se trouvait mentionnée en marge. P. Ehrle, *Aut les Actes des Vénérables du concile de Pérouse*, p. 31, cf. Martin d'Alipartiti.

⁴ Pierre d'Ailly semblait à se désoler de la venue de Benoît XIII quand, le 26 janvier 1408, se levant à retourner vers son diocèse de Cambrai, il adressait de Gênes un respectueux adieu à Benoît XIII. La prompte convocation d'un concile de l'obédience et l'élaboration d'une double constitution qui assureraient, en cas de mort d'un des papes, la réalisation de l'union lui semblaient être, à ce moment, les principales mesures à prendre (*cf. Personni opera*, t. II, p. 105).

Le 3 décembre 1407, Grégoire XII, annonçant l'intention de se transporter à Lucques ou à Pietrasanta, afin d'y continuer de plus près les pourparlers au sujet de l'union, avait donné à son neveu Paul Correr des pouvoirs pour négocier à ce sujet avec le seigneur de Lucques, Paul Guinigi et avec les anciens de la ville¹. De ce côté, point de difficultés. Paul Guinigi, bon urbaniste, animé à l'égard du saint-siège romain des dispositions les plus pacifiques, offrait, pour plus de sûreté, de remettre à Grégoire XII une quarantaine d'otages, entre autres son fils unique, de prêter tous les serments qu'on exigerait de lui et de livrer au pape tous les ouvrages fortifiés qui défendaient la ville de Pietrasanta, à l'exception de la citadelle, qu'il comptait remettre aux mains de Bérard de Camerino, un vassal de l'Église romaine que Grégoire avait pris à sa solde et semblait honorer de sa pleine confiance. Tant de garanties ne suffirent pas à contenter Grégoire : il s'entêta à réclamer les clefs de la citadelle; il y mit tant d'obstination qu'on peut se demander s'il n'était pas charmé d'avoir trouvé un point sur lequel il fût impossible aux Lucquois de le satisfaire; du refus de Paul Guinigi il conclut qu'on voulait l'empêcher d'aller à Pietrasanta, et, comme si Benoît XIII devait se rendre compte lui-même de la valeur de cet obstacle, il lui reprocha de tant insister pour l'accomplissement d'un voyage dont l'impossibilité lui était démontrée². Dans l'accord qu'il conclut, le 10 janvier 1408, avec les ambassadeurs de son rival, il fut bien stipulé que Benoît XIII et ses cardinaux

1. Arch. d'État de Lucques, *Tarpea*, lib. 18, n° 299, vers 6. Cf. le récit anonyme du ms. Harley (31, fol. 3 r° et 36 r°), qui dut être composé vers le 10 janvier 1408.

2. Promesses faites, par les données par le seigneur de Lucques, 3 septembre 1407. *Ibid.* mal., ms. lat. n. 12544, fol. 138 v°, 137 r°. Thierry de Niem, *De Scismate*, p. 250, 261, 261-264, articles lus au concile de Pise. Brialmont VIII, p. 373), *Memoria pro vera serie*, (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 134). — Le 14 décembre 1407, on pensait à Venise que Benoît XIII se rendait à Sarzana et Grégoire XII à Pietrasanta : la république se montrait favorable à cette combinaison (Fol. Pisa, *Venezia e lo Scisma durante il pontificato di Gregorio XII* dans le *Nuovo archivio Veneto*, t. XLII, 1897, p. 140). Au contraire, à Florence, le 15 décembre, il était question de considérer aux deux papes pour y leur cession, une des villes du territoire de cette république qui n'était ni, vers Pise, et l'on se proposait de faire valoir que cette ville n'était pas encore suffisamment fortifiée. D'autant qu'on ne voulait surenchérir une offre à l'un des papes sans être sûr qu'elle eût l'approbation de l'autre. Arch. d'État de Florence, *Consiglio e pratica*, 32, fol. 109 r°).

se rendaient avant la fin du mois à Porto Venere — ils y étaient arrivés déjà depuis plusieurs jours; — mais Grégoire XII et son collége ne devaient point s'avancer au delà de Lacques : il n'était plus question d'aller jusqu'à Pietrarsanta¹. Effectivement, le 22 janvier, cédant, nous dit-on, aux instances de ses cardinaux et même des représentants de la république de Venise², Grégoire XII quitta Sienne, avec toute sa cour³. A travers une campagne couverte de neige, il prit la route du nord-ouest et, coupant en droite ligne le territoire de Florence⁴, qui s'était apprêtée à le recevoir dignement⁵, il parvint, le 28, à Lacques, où il demeura⁶. Cela peut prouver que Paul Luning ne lui im-

1 Grégoire XII recevait les six ambassadeurs de Benoît XIII, à Sienne, dans sa chambre du paravent, entouré de ses cardinaux, d'un des ambassadeurs de France, Pierre Fresnel, d'Antoine et de Philippe Correr, des deux ambassadeurs vénitiens Marino Caravello et Zacharie Trevisani, etc. (acte notarié du 10 janvier 1408, dressé à la requête des envoyés de Benoît, Arch. du Vatican, Armarium D, fascio 2, 2^e divisione, n^o 2; cf. P. Phileas, op. cit. p. 54). Le 30 janvier, Benoît XIII dépêcha un courrier vers le roi de France pour lui notifier cet accord (communication du R. P. Ehrle, Dès le 30, Grégoire avait, de son côté, écrit à Charles VI en lui annonçant l'intention de partir prochainement pour Lacques, Bibl. de Berlin, ms. 129, fol. 41 v^o communication de M. L. Schmitt).

2, l'auteur anonyme du ms. Harley 531 du Musée Britannique affirme (fol. 14 r^o) que les ambassadeurs de Venise pressaient Grégoire XII de se transporter à Lacques. Il ajoute : « Proterea jam infra v^o dies fuerat cum domino nostro Papa sollemniter ambasciatores Venetorum, qui multum notabilitate ex parte ducatus et domini predicatorum domini nostri animabant ad unionem predictam et inter cetera publice dicebant quod ipsi habebant certas litteras a concitibus suis in Ecclesia orientali, censentibus quod imperator Constantinopolitani et orientales antedicti sunt concordes quod in eventum quo uno sit facta, ipsi, relicta erroribus suis, ad obedientiam Sedis apostolice et Romane Ecclesie venient, et nil aliud expectant, nisi unionem. De quibus novis omnes sunt gavisi et multi fuerunt solliciti accelerationem negotii predicti » — Sur cette même ambassade vénitienne, v. la chronique d'Antoine Morosini (Bibl. impér. de Vienne, ms. 149, f. 106^v), les *Annales Estenses* (Muralori, t. XVIII, c. 1044) et *Theoria de Nove* (De Nove, op. cit. p. 332).

3 *Annales Novae Historiae* t. XIX, c. 121; R. Vahel, *Das Itinerar des Papste*, p. 361, t. 1, c. 14) et les *Annales* de Paul Phileas t. VIII, p. 711.

4 Par Florence, le 22 janvier (la chronique de Giovanni Giambrini, t. III, p. 128, et par conséquent, enl. sans traverser Pise, qu'on ne dit point les *Annales Estenses* Muratori, t. XVIII, c. 1044).

5 13 janvier 1408. « Cum hoc sit, quod domini elegerint quattuor viros qui habent privilegium circa honorando summum pontificem, dum per nostros illos transierit, quod eis videtur quod isti viros illos honorificent ipsam prout magistraliter communitas et sanctitas sua cingunt, et quod, per hoc faciendo accipiant pecunia undeunque facili et potest haberi, » Arch. d'État de Florence, *Compte de pratique* ms. 161 117 r^o.

6 *Manuale* t. 1, c. 14. R. Vahel, *Das Itinerar des Papste*, p. 361. Cf. *Annales Estenses* t. 1, c. 10.

pirait, en réalité, aucune méfiance. Quelle raison avait-il donc de ne point franchir les six ou sept lieues qui le séparaient encore de Pietrasanta? La crainte de se trouver trop près des possessions françaises, de n'y être pas suffisamment à l'abri d'un coup de main de Boucicaut ou de Pierre de Luna? Mais, avec l'unique bombarde qu'il avait amenée de Savone, et les deux cent vingt ou deux cent cinquante hommes d'armes ou arbalétriers qui formaient son escorte, Benoît XIII était peu à craindre¹, et l'on a vu, d'autre part, que les Français avaient offert de se dessaisir provisoirement des places intermédiaires de la région de Serzana. La prudence de Grégoire XII ressemble fort ici à de la pusillanimité².

Ce qui apparaît d'ailleurs, dans ses démarches, c'est moins le soin de s'entourer de précautions excessives que celui de changer perpétuellement de dessein. Il parle de son désir de rencontrer ses adversaires; il a bien plutôt l'air de vouloir les éviter; on dirait que, se sentant traqué, il cherche par ses détours et ses ruses à mettre ses ennemis en défaut. Le double projet de voyage à Porto Venere et à Pietrasanta n'est qu'une des quatorze combinaisons qu'il avait fait proposer à son rival le 4 novembre³. Le nombre de celles qu'il avait soumises aux Siennois vers la fin du même mois est encore considérable; il

1. Guerau Alarcon de Cervellon, gouverneur de Catalogne, était alors au service de Benoît XIII (v. l'assignation à ce personnage d'une pension de 135 florins par mois, le 10 novembre 1407). Benoît XIII l'avait appelé par lettres du 15 juillet 1407 (communication du R. P. Ehrle).

2. Un auteur anonyme s'exprime ainsi en réfutant une allegation de Jean Dominici : « Nonne magnificus dominus Lucanus, in presencia omnium dominorum cardinalium, in consilio secreto, presentis Paulo, ejus nepote, dixit Gregorio quod ipse audebat cum securitate tenere in Carrara contra omnes virotes ipsum offendere? Et subiunxit istud verbum quod si tota Francis se disponeret ad offendendum eum in dicto loco, ipsum reduceret liberum et securum in civitatem Lucanum. Nec in hoc nomine Petram Sanctam, quia nunquam nec ipse vel alius dubium fecit quia in ipsa esset securus... » (Bibl. du Vatican, ms. lat. Vatic. 4009, fol. 55 r°) — Il ne convient d'attacher aucune importance au fait que le roi de France continuait de regarder la ville et le comté de Jacques comme lui appartenant en droit (F. Deuborde, *L'expédition de Charles VIII en Italie*, p. 8), et qu'il venait précisément, le 10 décembre 1407, d'en faire le transport au connétable d'Albret (Arch. nat. JJ 162 f. 84 r°). Celui-ci ne tarda pas à supervenir que ce don ne lui servit d'aucune utilité (Bibl. nat., Portefeuilles, Fonds 107-108 fol. 177 r°, 539 r°, 109 110, fol. 3 r°).

3. V. plus haut p. 561 note 8.

envisageait alors l'hypothèse d'un rapprochement s'opérant sur les terres de cette république, et il demandait qu'on lui livrât soit les châteaux de Campagnatico, de Haldignano, etc. (Grosseto et Talamone devaient être, en ce cas, remis à Benoît XIII) soit la ville de Massa Maritima, soit les places et territoires de Radicondoli et de Casale¹. Quand, le 6 février, les ambassadeurs de Benoît XIII vinrent lui exprimer, à Lucques, de la part de leur maître, la satisfaction de l'avoir vu se rapprocher de lui², le regret qu'il ne l'eût pas fait plus tôt, et qu'il se fût arrêté en chemin, et l'espoir qu'il continuerait sa route au moins jusqu'à Pietrarsanta, il ne voulait plus entendre parler de négociations engagées à distance, à moins qu'on n'eût, au préalable, fixé le point précis où les deux compétiteurs se rencontreraient, et, malgré les affirmations des ambassadeurs, il ne refusait à croire que ceux-ci eussent des pouvoirs suffisants pour convenir avec lui d'un tel lieu³. Les envoyés de Benoît XIII se procurèrent alors

1. Une commission fut chargée le 27 novembre, le pouvoir à ces demandes ainsi qu'à celles concernant présences de leur côté les ambassadeurs de Charles VI et de Benoît XIII. « In un Consiglio di schiotti fu deliberato che i fructi degli usura destati ad altre cittadini, e no hanno eletti medici accio provendessero circa a quella se referta ad altri priore dall' ambasciatori del papa d'Avergnone e del re di Francia e circa quello che Gregorio XII aveva detto sopra il fatto dell' uno ne della Chiesa. » Arch. d'État de Sienna. *Deliberationi del Consiglio*, n° 210, fol. 34 r° v°. — Le 2 décembre, les Siennais décidèrent d'accorder à Grégoire tout ce qu'il avait demandé, à l'exception des châteaux, ceux-ci demeureraient aux mains de la république, mais les deux pontifes recevraient les serments des châtellains, et la garde de leurs personnes serait confiée à des hommes « riguardevoli. » *Ibid.* fol. 36 v°.

2. Dès le 30 janvier, Grégoire XII avait expédié, de Lucques, aux six ambassadeurs de Benoît XIII un sauf-conduit leur permettant, durant un délai de trente jours, de se rendre au pays de lui et de s'en retourner avec une escorte de vingt hommes de pied et de cent chevaux. Arch. d'État de Lucques, *Governo di Paolo Guinigi* 116. Le 1^{er} février, il est question de l'envoi de ces ambassadeurs dans les comptes de Benoît XIII. Il leur avait donné ses instructions par bulle du 21 janvier 1408. Arch. de la ville de Begg. Avenion. *Lo lib.*, fol. 401 v°.

3. J'ai retenu le procès-verbal de deux audiences successives données par Grégoire XII aux envoyés de Benoît le 6 février 1408, en l'évêché de Lucques. Arch. de la ville de Grosseto. *Di fusore*, 3, 2^a divisione, n° 15. Ces ambassadeurs lui exposèrent, non sans succès, leur situation. Ils furent reçus devant lui par l'évêque Jean d'Armagne qui prononça la harangue dont j'ai indiqué le sens. Grégoire XII se dispensa dans sa réponse, des compliments accoutumés et dit seulement qu'il n'avait rien à proposer. L'évêque exhorta à poursuivre l'union. A cela, les envoyés de Benoît répondirent qu'ils n'avaient rien à proposer, les ambassadeurs de Grégoire ayant pu s'en rendre compte. Grégoire XII leur dit qu'il ne valait pour le moment se contenter de fixer deux lieux rapprochés, d'ailleurs,

de nouveaux pouvoirs¹ et proposèrent un des nombreux ports de la Méditerranée appartenant au roi de France, au roi Louis, au comte de Savoie ou à quelque autre prince de l'obédience avignonnaise, en particulier Porto Venere ou la Spezia, à moins que Grégoire XII ne préférât demeurer en deçà de la limite de son obédience, tandis que Benoît XIII s'avancerait jusqu'aux châteaux de Lenc ou d'Ameglia. Enfin le pape d'Avignon offrait de s'aventurer en pays urbaniste, à « soixante milles » environ de l'obédience avignonnaise, en une ville tout environnée de terres appartenant aux Florentins, aux Siennois ou au seigneur de Lucques, en un mot à Livourne, qui, pour le moment, on s'en souvient, était occupée par Boucicaut, mais dont la juridiction, la seigneurie, les fortifications eussent été partagées également entre les deux pontifes, et dont, au besoin, la population eût émigré pour leur occuper la place². Grégoire XII, après avoir fait mure d'y envoyer des commissaires afin d'examiner les lieux, et après avoir reçu même de ses cardinaux une somme considérable destinée à couvrir les frais du voyage, se ravisa soudain et repoussa ce projet, sous prétexte qu'il n'osait s'aventurer dans une région si bien connue de Boucicaut, et où ce redoutable partisan de Benoît XIII pouvait, en quelques jours, concentrer un grand nombre de troupes³. Pise semble alors avoir eu quelque

ils avaient tout pouvoir. Grégoire XII insista : avaient-ils bien des pouvoirs à cet effet ? — Mais oui. L'audience alors fut suspendue et ne reprit que le soir. Grégoire XII voulait qu'ils exhibassent leurs pouvoirs. Les ambassadeurs voulaient qu'il fit d'abord ses propositions. Après une nouvelle suspension d'environ vingt minutes, durant laquelle Grégoire XII prit l'avis de ses cardinaux, il répéta qu'il voulait commencer, par choisir un lieu de conférence et que les ambassadeurs devaient lui exhiber leurs pouvoirs. A leur tour, ces derniers demandèrent à réfléchir. Cf. le récit, assez inexact, de Thierry de Niem, *De Scismate*, p. 252.

1. Ils sont datés de Porto Venere, le 8 février 1406. *Reg. Avinion.* LXXXII, fol. 200 v^o.

2. Ces offres furent faites à Lucques, le 26 février, en présence des cardinaux délégués par Grégoire XII et des ambassadeurs de France, d'Angleterre, de Pologne, du roi Ladislas, de Venise et de Sicile; elles furent ensuite rédigées par écrit à la demande de Grégoire XII. Bibl. du Vatican, ms. lat. Vatic. 3177 fol. 82 et 84, et le ms. lat. Vatic. 1000 fol. 30 r^o où la même pièce est datée à tort du 30 janvier 1406.

3. Dans sa réponse Grégoire XII ne manque pas de rappeler les procédés violents employés par Boucicaut à l'égard des urbanistes de Lènes. Il offre, quand à lui, comme lieux de conférence, Florence, Prato, Pistoja, Arezzo, Volterre, San Miniato (près Lupo), Sienna, Lucques ou surtout Pise. Cependant il ne refuse

chance d'être adoptée comme lieu de rencontre par les deux papes, tels étaient du moins le vœu et le but des efforts des Florentins. La seigneurie ne redoutait plus la présence de Benoît dans une ville sur laquelle sa domination était désormais affermie¹. Mais bientôt on eut lieu de penser que Grégoire XII seul venant à Pise et que Benoît se contentant de débarquer à Livourne², cinq lieues à peine séparément, en ce cas, les deux pontifes. Cette fois, des difficultés furent soulevées, je ne puis

pas encore définitivement d'étudier le projet d'entrevue à Livourne, mais à condition qu'on lui livra la citadelle de la ville située du côté de la terre, qu'il puisse se procurer l'argent nécessaire à la solde des troupes dont il a besoin, enfin que Benvenuto et les Génois garantissent, au moyen de suffisantes cautions, qu'ils ne s'approcheront pas en force (ms. cité, fol. 81 v°).

1. Les Florentins avaient alors connaissance de leur force, au point d'en être fiers. Le 15 février 1494, tout en se transportant sur la république depuis 1341, ils en parlent en la plus haute estime. Ils se laissent impressionner par l'enthousiasme des Siennois qui renouent de ce point Grégoire XII dans leur ville sans qu'il en soit possible d'être troublé. Ils se sentent donc généralement à même d'offrir aux deux pontifes, comme lieu de conférence, n'importe quelle ville de leur territoire, même Pise, pourvu que l'autorité même Florence leur que d'autres y eussent imposé l'effet des dernières résolutions. Arch. d'État de Florence, *Consiglio* 2, pratique 10, fol. 31 r°. En ce qui concerne les changements, on se rappelle que l'autorité précédente de Florence de donner Pise et d'arrêter d'être en deux papes à Florence. Le 14 février, la république adressa trois ambassadeurs à Lucques et à Porto Venere pour offrir aux deux papes de les recevoir à Pise, en leur demandant, s'ils le voulaient, toutes les garanties désirables. Si leur choix se portait sur Florence, on devait leur objecter que cette étrangeté n'avait pas été prévue, et qu'il serait difficile d'approvisionner la ville. Les ambassadeurs devaient l'entendre avec les envoyés des autres puissances, particulièrement avec ceux de la France et de Venise, s'entendre entre les parties, aller de l'une à l'autre, et, en cas d'insuccès, déclarer hautement que le peuple n'était pas disposé à supporter une telle situation plus longtemps, et que Florence saurait bientôt montrer à quel point elle avait horreur du schisme. Signori, *Minimo* 4, *Consistorio* 20, fol. 45, *Commissione de Ansaldo degli Albizzi*, t. I, p. 120. Le 17 février, on croyait de plus en plus, à Florence, que Pise avait grande chance d'être choisie par les deux papes : « Philippus de Magalhães... credit quod Papa et alia hanc urbem in se conveniant hanc et quod in hunc tractatum hanc propter hanc gentem hanc hanc... » Arch. d'État de Florence, *Consiglio* 2, pratique 30, fol. 9 r°. D'autre part, à Sienne, un conseil du peuple tenu le 22 février décida d'offrir aux deux pontifes, comme lieu de conférence, un lieu quelconque situé sur le territoire siennois, en promettant de fournir toutes les garanties désirables (Arch. d'État de Sienne, *Deliberazioni del Consistorio*, n° 241, fol. 31).

2. Les ambassadeurs florentins demandent à, dans ce cas, la république recevra Grégoire XII à Pise. La seigneurie répond, le 11 mars, qu'elle en délibère. Quant à la question de savoir si l'état de Florence, Signori, *Minimo*, t. I, p. 120, fol. 27, fol. 46 r°. Le cardinal Giuliano Orsini prétend être à tort qu'il y a des ambassadeurs florentins qui se trouvent à Lucques offrent de recevoir Grégoire XII à Pise dans les deux jours (Bibl. du Vatican, ms. lat. Vatic. 4000, fol. 42 r°).

pourquoi, par les ambassadeurs de Benoît XIII ¹. Presque aussitôt, d'ailleurs, cette combinaison fit place à un autre projet dont les ambassadeurs de France, de Pologne, de Venise, de Florence et de Sienne avaient pris l'initiative (5 mars).

S'avançant à la rencontre l'un de l'autre, les deux pontifes se rapprocheraient jusqu'à la distance d'une lieue. Grégoire XII s'arrêterait à Carrare, dont la seigneurie et la juridiction lui seraient provisoirement remises; Benoît XIII, dans les mêmes conditions, s'établirait à Avenza, sur le littoral. Les envoyés du pape d'Avignon firent observer que ce projet était tout à l'avantage de Grégoire. Avenza, petite ville mal commode et mal défendue, ne pouvant soutenir la comparaison avec Carrare; toutes deux, d'ailleurs, étaient situées dans l'obédience urbaniste et dans les terres du seigneur de Lucques, dont on savait le dévouement au pontife romain. Néanmoins, pour montrer à quel point ils désiraient l'union, ils déclarèrent, le 9 mars, accepter cette combinaison: Benoît XIII ne tarderait pas à se rendre à Avenza, pourvu que la seigneurie lui en fût transférée provisoirement, et qu'on lui donnât, pour lui, pour ses cardinaux et sa suite, toutes les garanties nécessaires ². Une déclaration semblable fut faite, quatre jours après, à Florence par un des ambassadeurs de Benoît XIII ³, qui ne manqua pas de mettre en évidence le généreux empressement de son maître et pria la seigneurie de s'employer à faire aboutir ce projet. Effectivement, les Florentins, franchement ralliés enfin au parti de l'union, se hâtèrent d'écrire à leurs ambassadeurs près de Grégoire, et leur ordonnèrent d'insister dans ce sens le plus qu'ils pourraient ⁴. Peine inutile!

1 D'après une lettre de Grégoire XII du 1^{er} avril (Thierry de Niem, *De Scismate*, p. 262. Benoît XIII après avoir mis en avant ce projet, l'aurait repoussé sans raison. Benoît XIII ne répond pas directement à ce reproche *ibid.*, p. 264, 265. Le 13 mars un envoyé de Benoît explique aux Florentins que, si son maître a refusé de se reconnaître pour le pape, ce n'est pas qu'il se méfie d'eux, mais uniquement par des motifs intéressant l'union. Arch. d'État de Florence, Signori, *Missive*, 1^{re} Cancelleria, 17, fol. 86 v^o).

2 Acte notarié dressé le 10 mars 1408, à la requête des envoyés de Benoît (Arch. de Venise: *Armario di Reser.* 4, n^o 8. Bibl. du Vatican, ms. lat. Vatic. 2172 fol. 12 v^o). Cf. Thierry de Niem, *De Scismate*, p. 265, Binoldi, t. VIII, p. 275.

3 Avignon-Nicolas.

4 Ils avaient répondu qu'ils ne poussaient qu'un but: la réalisation de

Dès le 19 mars, le pape de Rome avait repoussé cette combinaison, contre la volonté de ses cardinaux, dit-on, et sans même avoir pris la peine de faire visiter Carrare, sous le simple prétexte que l'on cherchait à l'attirer en des lieux suspects, incriminés et rapprochés des limites de l'obédience avignonnaise¹. Les ambassadeurs de Benoît en étaient réduits à faire entendre, à Lucques, une protestation contre ce parti pris de rejeter toutes leurs propositions².

Sur ce, les ambassadeurs en question durent repartir pour Porto Venere³. Grégoire XII se passait fort bien de leur présence. Quand, quelques jours après, Benoît XIII, desurant reprendre les négociations, sollicita pour eux un nouveau sauf-conduit⁴, le pape de Rome ne l'accorda qu'avec une vive répugnance : « A quoi bon, écrivait-il, ce nouveau déplacement, du moment que Pierre de Luna peut s'entendre, à Porto Venere, « avec nos propres ambassadeurs, munis de pleins pouvoirs pour « traiter » ? Cet archevêque de Rouen et cet archevêque de

¹ *Italia* peu leur importait quelle se fît en un lieu ou en un autre (Arch. d'État de Florence, Signori, *Misure*, 1^{re} Cancelleria 37, fol. 86 v^o, cf. fol. 84, 88, et *Consulti* et *pratiche* 30, fol. 23.).

² Thierry de Niem *De Scismate* p. 308-370, Rinaldi t. VIII p. 373, Bibl. du Vatican ms. lat. Vatic. 4000 fol. 24^{re} V aussi la déposition de Thomas de Spina, clerc de la Chambre apostolique : « Fuit presens quando ambasciatores Venetorum offerrebat illi loca et hortabantur ipsam Gregorium ad accessum ad dictum locum, et quod ipse Gregorius hoc facere recusavit et quas iratus dixit eisdem ambasciatoribus : « Vos estis multum importuni, quasi precipiendo michi, quod facere non potestis, » Dixit etiam ipse testis quod dominus Lucanus offerrebat ipsi Gregorio vi milia pedum pro securitate sua. » (Ms. Ottoboni 1350, fol. 378 v^o.)

³ Ils auraient voulu décider au moins Grégoire XII à adopter en vue de l'union certaines mesures préparatoires. A cet égard, le pape de Rome eut une vive opposition par les ambassadeurs de France F. Elsin, *Ans den Acten des Aflerconcils von Perpignan* p. 55, 56, 64; Bibl. du Vatican, ms. lat. Vatic. 3137, fol. 94^{re}.

⁴ Ils y arrivèrent le 21 mars (Martin d'Alparli.)

⁵ Benoît XIII avait demandé à Grégoire XII le 20 mars un sauf-conduit pour Jean d'Armagnac et Pierre de Zagatiga accompagnés, comme d'habitude de cent carabiers et de vingt hommes de pied v. la réponse de Grégoire ci-dessous. Le 20, il sollicita pour les mêmes du seigneur de Lucques un sauf-conduit valable pendant vingt jours (Arch. d'État de Lucques, *Torpea*, 20 mars 1358).

⁶ Dès le 22 mars, Benoît XIII avait expédié un sauf-conduit pour les ambassadeurs de Grégoire XII, Jacques de Torso, Jean Dominici, élu de Raguse, et Bartolino Zamboni (Arch. du Vatican, *Reg. Armon.* LXX, fol. 465 r^o). Suivant Martin d'Alparli, ils se présentèrent à Porto Venere le 23 mars. Au cours des pourparlers, ils auraient été convaincus d'erreur par Boucicaut, par le cardinal de Thury et par archevêque Jean d'Armagnac.

« Terragone n'ont fait, quand ils sont venus, que rompre l'accord et près de se conclure. Tout cela ne sert qu'à retarder l'union ! » Et c'étaient d'interminables récriminations sur ce que Pierre de Luna refusait de s'enfoncer dans les terres, sur ce qu'il demandait à être investi, de même que son rival, de la seigneurie de la ville où ils se transporteraient. Pour lui, il estimait qu'une œuvre de paix devait être conduite pacifiquement : il préférait se confier à la bonne foi d'une puissance (urbaniste, cela va sans dire) qui garantirait la sécurité de l'un comme de l'autre. Les républiques de Florence et de Sienne avaient ainsi offert des lieux convenant fort bien à l'entrevue projetée. Lui-même avait parlé de fixer la rendez-vous à Lucques. Maintenant il insistait sur les avantages de Pise, où ils pouvaient tous deux se transporter en un jour. Soutenir qu'on préférait à une ville si commode de petits châteaux peu sûrs, ce n'était vraiment faire preuve d'aucune sincérité (1^{er} avril 1408) ¹.

Benoît XIII remarqua, avec raison, que, plus il faisait de concessions, plus son compétiteur augmentait ses exigences. Il était venu à Porto Venere; il avait accepté de se rendre à Avenza, hors de son obéissance : à présent, on voulait l'attirer jusqu'à Pise ! A vrai dire, ses cardinaux, auxquels Grégoire XII avait pris soin de s'adresser directement ², le suppliaient pour la plupart de se résigner à ce sacrifice, comme aussi de diminuer le nombre de ses hommes d'armes et de se montrer moins exigeant

1. Bibl. nat., ms. latin 12513, fol. 60^{re}, Bibl. du Vatican, ms. lat. Vatic. 3477, fol. 199^{re}, Bibl. de Dijon, ms. 578, fol. 29^{re}, Rinaldi, t. VIII, p. 191, Thierry de Niem, *De Scismate*, p. 238, Mus. Britannique, ms. Harley 431, fol. 52^{re} sous la date du 1^{er} mai 1408 (cf. ms. lat. Vatic. 3008, fol. 25^{re}). — On lit, en effet, dans un mémoire de Jean Dominici : « Offerebat castrucula parvula et fere desolata, silvestria et inermiora... ut possent eas potentie que robusta est, ipsum papam et exercitum capere... nec ita dignis relationibus... salum fuit et per signa patuit evidenter. » *Ibid.*, fol. 36^{re}. Mais cette allégation est réduite à néant par le cardinal G. de S. Onofrio : « Non fuit ex relationibus illi demonum, videlicet Johannis Dominici, que dicit quod duo fratres sibi dixerunt quod iam milia pedum erant appropinquantes... Quod omnino falsum fuit, nam nec prius nec tunc nec etiam postea fuit de tali facto aliquid scitum, et homines non habent aures ad videndum. » *Ibid.*, fol. 41^{re}.

2. Il avait envoyé son médecin examiner la disposition des lieux de la Spezia et de Lerici (article de comte du 3 avril, communiqué par le B. P. Flore).

3. V. une longue note de Benoît XII réfutant les reproches de Grégoire XII Thierry de Niem *De Scismate*, p. 241 *De Scismate*, p. 246.

4. 1^{er} avril 1408 (Bibl. nat., ms. latin 12513, fol. 63^{re}).

sur le chapitre des garanties ¹. C'est aussi ce que lui demandaient les ambassadeurs de France, persuadés qu'il pouvait, étant donné les gages qu'offrent, d'une part, les Florentins, d'autre part, Paul Guinigi, se rendre en toute sécurité soit à Pise, soit à Lucques : ils le conjuraient de s'y transporter avec tout son sacré collège ². A cet égard, les uns et les autres rencontrèrent chez le vieux pontife une opposition insurmontable, que je ne prétends pas justifier ³. Cependant Grégoire XII ne laissa pas à Benoît XIII le temps de manifester sa répugnance. Après avoir plusieurs fois offert Pise et insisté pour l'adoption de ce lieu de rendez-vous, il retourna lui-même son offre, on ne sait pourquoi, prétextant des garanties à obtenir des Florentins et, finalement, refusa de se rendre dans la ville dont il avait recommandé si hautement le choix ⁴.

A quoi bon poursuivre le récit de ces desolantes variations? Grégoire XII avait, le 1^{er} avril, remis sur la tapis le projet consistant à transférer les deux cours l'une à Livourne, l'autre à Pise, peut-être simplement parce qu'il savait les objections soulevées contre cette combinaison du côté de Benoît XIII ⁵. Ce projet reprit consistance vers le milieu du même mois ⁶. Les

1. Articles lus au concile de Pise (Ronaldi, t. VIII, p. 173, 174). — Cependant, suivant Benoît XIII, le cardinal de Malatesti lui aurait déconseillé de se remettre aux mains des Florentins, surtout de se rendre à Pise, et lui aurait déclaré qu'il ne l'y suivrait pas (F. Ehrle, *Aus den Acten des Afterconcils von Perpignan*, p. 59). Il est certain toutefois que quelques-uns des cardinaux résidant à la Spezia conseillèrent à Benoît 1^{er} de se rendre immédiatement à Livourne et de notifier de toutes parts son arrivée, 2^o d'envoyer de là quatre cardinaux à Pise pour s'entendre avec les Florentins. Benoît XIII prétend qu'il avait résolu de suivre ce conseil : *ibid.*, p. 64.

2. Demarche faite, le 16 avril, auprès des envoyés de Benoît XIII (*Amplissima collectio*, t. VII, n. 773, Bourgeois du Châtelier, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 51).

3. D'après Simon de Crémant (déposition du 26 mai 1409), Benoît XIII aurait précédemment songé lui-même à choisir Lucques comme lieu de conférence : « Item scio quod pro conventionem predictam P. de Luna videtur alius civiliter Lucanus, cum hoc michi asseruerunt cum juramento vicibus repetitis Joannes Lucanus et dominus Carolus de Caroto et Lazarus, magis barones, quos ambax ipse alius miserat ad dominum Lucanum, ut chideret cum adversario creverunt » (Bibl. du Vat. can. lat., Of. olim 2336, fol. 365 v^o).

4. Articles lus au concile de Pise (Ronaldi, t. VIII, p. 277). Cf. F. Ehrle, *Aus den Acten des Afterconcils von Perpignan*, p. 66.

5. V. la lettre citée plus haut. Cf. F. Ehrle *op. cit.*, p. 37, 38, 61.

6. A Florence, on délibère à ce sujet le 16 avril : « De adventu Antipape Liburnum et pape Gregorii Pisani... — De vicariis concedendis. Benedictus antipapa

ambassadeurs de Benoît, cette fois, ne s'y montraient plus hostiles¹ : au contraire, ils réclamaient à ce sujet, de Grégoire XII une réponse formelle², et c'est le pape de Rome qui, après avoir fait mine d'y donner les mains, recommençant soudain la série de ses récriminations et se remettant à supplier Benoît de gagner plutôt une des villes offertes par les républiques de Florence ou de Sienne, ou même de venir le trouver à Lucques³.

Un contemporain, remarquant que Benoît XIII refusait obstinément de s'éloigner de la cote, tandis que Grégoire XII ne voulait à aucun prix s'en approcher, compare l'un à un animal aquatique, l'autre à un animal terrestre auxquels la terre et l'eau sont également peur. Mais ce n'étant ajouté-l-il, que terreurs affectées, attendu qu'ils eussent été aussi bien en sûreté et sur terre et sur mer⁴.

et de securitatibus, etc., quod, considerata quantum populus noster de min indiget, quod non fiat ei speculis oblatio de victualibus, sed dicatur quod de omnibus que poterimus libenter et complacemus et quod ei non offeratur quod necesse propter nos et gentes nostras poterit alare. » Arch. d'Etat de Florence, *Consilia e pratiche* 30, fol. 32 v^o.) Un chroniqueur lucquois prétend que Grégoire XII, cédant aux instances de plusieurs de ses cardinaux, de Malatesta et des ambassadeurs florentins et génois, promit, peu avant le 15 avril, de se transporter à Pise et que déjà les gens de sa cour y retrouvaient leurs bagages. *La cronache di Giovanni Sercambi*, t. III, p. 129.

1 Il s'agit toujours des mêmes ambassadeurs pour lesquels Benoît XIII adressa, le 3 avril, des lettres de créance à Paul Gontier, seigneur de Lucques (Arch. d'Etat de Lucques, *Tappe*, 3 avril 1496.) Il leur avait renouvelé leurs pouvoirs le 3 avril (Arch. du Vatican, *Reg. Aragon. LVIII*, fol. 402 v^o = 403 r^o) Martin d'Alipartil prétend que, pendant ce dernier séjour auprès de Grégoire XII, ils ne purent l'entretenir qu'une fois, Cf. F. Hürle, *op. cit.* p. 61, 65.

2 Cédula remise par ces ambassadeurs le 10 avril (Nicolas de Clémanges *opere*, p. 186. *Thierry de Noyon, les sermons* p. 298).

3 *Ibid.* p. 298 v^o. — V. une lettre des cardinaux urbanistes datée de Livourne, le 21 juin 1498 : « Docentes legimus nunquam tempus determinare voluit, id est quo accedere vellet cum essent, cum breves dies ubi necessarias securitates, eas exprimere voluit. Tandem... a tractatu satis negotiose recessit. » (Musée Britannique, ms. Harley 431, fol. 63 v^o.) — En renvoyant ses ambassadeurs à Grégoire, Benoît XIII les chargea de remettre en avant le projet de conférence à Pietrasanta et de proposer à Grégoire de se rendre au moins à Cambrage. Mais le seigneur de Lucques, circonvenu, à ce que l'on suppose, par Jérôme et par Ladislas, refusa de se dessaisir des places fortes. Bien que Benoît XIII lui offrît toutes les garanties désirables (F. Hürle *op. cit.* p. 62). — Vers le 15 avril, Benoît XIII songea à se transporter avec sa cour, à Livourne et à Sarzana (communication de H. P. Hürle).

4 *Leonardi Aretini epistolarum libri octo* (éd. de Bal.) p. 85. — La même comparaison nous est fournie par le *Trattato di Giovanni Sercambi*, t. III, c. 1161).

Les ambassadeurs de France, ceux de Venise, les cardinaux restaient alors en avant cette idée toute simple précédemment exprimée à Rome, au mois de juillet¹, que les deux pontifes, éprouvant tant de peine à se mettre d'accord sur le choix d'un lieu de conférence, n'avaient qu'à effectuer leur double abdication à distance, au moyen de procureurs. Cette ouverture n'eut aucun succès ni auprès de l'un, ni auprès de l'autre².

Naturellement on reparla de collusion entre les deux pontifes³. En dehors des négociations poursuivies à ciel ouvert, je ne sais quelles idées s'échangeaient mystérieusement entre eux, à Porto Venere, par l'entremise d'un secrétaire du nom de Michel de Pise qu'y entretenait Grégoire XII⁴ à Sienne ou à Lucques, par le canal des ambassadeurs Simon Salvador et Pierre de Zagarriga. Les allées et venues suspectes, les colloques fréquents déjà observés à Rome continuaient à faire l'objet de malveillants commentaires⁵. Benoît XII, disait-on, envoyait à

1. Par Simon de Cremaud (*Religiosus de Saint-Denis*, t. III, p. 300, 302).

2. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 773-775, Bourgeois du Chastellet, Preuven, p. 61, Rinaldi, t. VIII, p. 276, F. Eirle *op. cit.*, p. 64, 66.

3. Art. xv et xvi de l'acte d'accusation lu au concile de Pise. On prétendait que Benoît XII avait détourné les Florentins de leur vœux de soumission à Grégoire... Cf. le *Livre des faits du maréchal Boucicaut* (p. 162, 163). « Mais les faux hypocrites s'entre-entendaient bien. Si s'entendaient bien les faux d'ailleurs. » (C'est ainsi le sens des quatrain imprimé dans le *Thésaurus necis anecdotorum* (L. II, c. 139).

Offense et romain, propense, supposé etc.

On suppose l'un pour Benoît XII, un autre

pour Grégoire XII, ou même les deux

Benoît XII, ou Benoît XII, ou Benoît XII.

4. Acte d'accusation (*loc. cit.*). Cf. les dépositions de Bertrand Raoul, évêque de Diges (*Bibl. du Vatican*, ms. Ottoboni 2336, fol. 139 v°), de Guy du Bois, chanoine de Huy (*ibid.*, fol. 166 r°), etc. Jean Seilhors, doyen de Tours, signale aussi l'intimité suspecte existant entre Benoît XII et l'un des ambassadeurs de Grégoire XII Jacques de Torso, procureur d'Udine, dont les cardinaux urbanistes avaient blâmé le choix, et qui Giordano Orsini qualifie d'homme « répétitius unionis » (*Ms. lat. Val. 4600*, fol. 46 v°). Ayant une conversation, à Porto Venere, avec les cardinaux de Benoît, il interpella ce dernier en ces termes : « Reverendissime domine, memorare de his que fuerunt iuncta secreta in Saona. » Et quia propter lusu luti verborum modicum poterat exaudiri, item aliori voce clamavit, dicens : « Reverendissime domine nunquid esis vos sumus de his que fecistis non jurare secreta in Saona? Videte que sunt hic actus et domus nostra. » Post que verba illa, et cetera et quae, etiam a pro dato cum manibus, ipse Benedictus dixit suis cardinalibus quod prefati ambasciatores dilecti et pacifice tractarentur. » (*Ms. Ottoboni 2336*, fol. 139 r°).

5. Dépositions de Richard Doreham, chancelier de Cambridge (*ibid.*,

Grégoire du bon vin et différents cadeaux ¹. Il lui faisait parvenir même d'étranges conseils, si j'en crois le cardinal de Todi ² et le secrétaire Léonard d'Arezzo ³, celui, par exemple, d'emprisonner ses cardinaux, tandis qu'il serait de même de son côté après quoi quatre arbitres choisis de part et d'autre éliraient le nouveau pape qui ne pourrait être que l'un des deux pontifes rivaux, Benoit XIII ou Grégoire XII. Ce dernier regrettait plus tard de n'avoir pas pris son compétiteur au mot : il aurait choisi comme arbitres son neveu Antoine Correr et Gabriel Condulmier (le futur Eugène IV), qui, habitués à supporter le jeûne durant plusieurs jours, auraient réduit par la faim les deux autres arbitres à joindre leurs suffrages aux leurs ⁴.

Quoi qu'il en soit, l'attention des deux papes n'était plus, à cette époque, uniquement concentrée sur le choix d'un lieu de conférence. Tandis que se poursuivaient entre eux, sans aboutir, des pourparlers plus ou moins mystérieux, tous deux suivaient d'un œil anxieux des événements qui étaient près de s'accomplir sur un autre théâtre.

fol. 160 v°), de Jacques de Bologne, abréviateur (*ibid.*, fol. 206 v°), de Pierre « da Medio », scribe des lettres apostoliques (*ibid.*, fol. 211 v°), du cardinal Giordano Orsini (*ibid.* fol. 234 v°), de Guy du Bois (*ibid.*, fol. 165 v°, 166 v°), du cardinal Antonio Castani (*ibid.* fol. 301 r°).

1. Deposition de Thomas de Spina, clerc de la Chambre apostolique : « Cogno-
scit bene nominatos nuncios in ea parte articuli et vidit eos multoties ire et
redire, prout articulator quodque vidit dictum Michaelem quandoque deferre de
bona venetia Gregorio et suis domesticis pro parte Benedicti, et quod ipse testis
semel de illa bibit, ac etiam alia jocalia presentari dicto Gregorio. » *Ibid.*,
fol. 173 r^o.)

2. Dans sa déposition du 5 août 1409, il rapporte une conversation qu'il a eue, à Rimini, avec Grégoire XII. Le pape se serait exprimé ainsi : « Si ego voluissem consentire ordinationi et voluntati et requisitioni michi factis per Ascupapam, non facerent dicta cardinales rebellionem quam faciunt. » Puis, le cardinal Gabriel Condulmer refusant d'expliquer la circonstance à laquelle il faisait allusion, il reprit : « Et qui tu non vis dicere, ego dico. » Et il rapporta le fait que Jo signala Gabriel Condulmer après la mort qu'elle raison cet expose tient aurait comme à l'avantage de Grégoire XII. *Ibid.*, t. I, 389 p.

3. **Gregory XI** lui avait montré, à l'époque, une cellule contenant cette proposition : l'ordination et l'absolution sans le sacrement d'Exce. En l'an de la mort de Benoît XII lui-même. *Ibid.* fol. 39 v.

[illegible]

VI

Le mouvement entrepris par le roi Ladislas se dessinait alors nettement : ce prince était sur le point de s'emparer de Rome.

On voudrait pouvoir déterminer au juste la part de responsabilité de l'ambitieux roi de Sicile dans l'échec des tentatives d'union. En 1407, il est certain que son attitude menaçante avait pu grandement contribuer à empêcher l'entrevue de Savone d'avoir lieu. D'autre part, durant les mois de janvier et de février 1408, c'est-à-dire depuis le moment où le pape d'Avignon aborda à Porto Venere jusqu'à celui où la situation de Rome commença à redevenir critique, Grégoire XII aurait eu bien le temps de s'aboucher avec Benoît XII.

Remarquons, d'ailleurs, que les progrès de Ladislas, qui, dans un sens, faisaient obstacle à l'union en inspirant à Grégoire XII une épouvante plus ou moins sincère, d'un autre côté, rendaient l'union plus facilement réalisable en démontrant au reste des puissances italiennes la nécessité de mettre fin à un désordre, à une anarchie dangereux pour leur indépendance. Pourquoi Florence, que l'on a vue d'abord si mesquinement préoccupée de l'avantage qu'elle retirerait du séjour des papes dans ses murs et si défavorable au projet de voyage de Grégoire XII à Savone, se prêtait-elle maintenant, avec empressement, à toutes les combinaisons, même à celles qui excluaient, comme lieux de conférence, les villes de son territoire? C'est qu'elle avait hâte de rétablir l'unité dans l'Eglise, seul moyen, pensait-elle, de couper court aux progrès menaçants de Ladislas¹. Lui résister en face, elle n'y songeait pas; c'eût été compromettre les intérêts de son commerce avec le royaume de Naples. Avertie par Ladislas lui-même de ses desseins, on affirme qu'elle lui avait promis de rester neutre². Toujours est-il que, suppliée par Paul Orsini de

1. « Quia non habemus remedium videtur salutaris ad obviandum regi, » est-il dit au conseil tenu à Florence le 19 mars 1408. Arch. d'Ét. de Florence. *Consulte repubblicana*, fol. 7, v.

2. Momen, *op. cit.* p. 376.

lui venir en aide, elle délibéra, le 2 mars 1408, à ce sujet, et trouva qu'il n'était prudent de fournir aux défenseurs de Rome ni troupes de secours, ni argent¹. Tout au plus permit-elle à conclure une alliance contre Ladislas avec les villes de Sienne et de Pérouse². Mais le seul remède auquel elle eût véritablement recouru, et celui qu'elle regardait comme le plus efficace pour arrêter la marche du roi de Sicile, consistait à hâter l'union, « si le schisme prend fin, disait Philippe Corsini, les Romains n'ont rien à craindre³. »

Malheureusement le schisme ne prenait pas fin, et Paul Orsini, ne se voyant secours ni par Florence, ni par Grégoire qui se décidait alors, dit-on, à traiter avec Ladislas⁴, se retourna encore

1 [2 mars 1408] « Super factis Romanorum et Pauli [de Ursinis] quod, considèratis rebus quas habuerunt et quod sumus exhausti quod potest respondere quod de gentibus armorum et pecunie [sic] non possumus eis subvenire. — *Filippus de Corsinis*. Super factis Urbis et Pisan, quod videtur ei respondendum quod per nos tentatur illud remedium quod est videlicet unitatem [sic] Ecclesie, et quod si sequatur quod tunc laici coram sunt in luto, si vero non sequeretur unitas, quod tunc tempus debet considerari... — *Petrus de Maroncellis*. .. Quod facilius non est subveniri de pecunia et maxime contra regem in latitum propter meritos qui sunt in illo regno. » (Arch. d'Etat de Florence, *consiglio e prediche* 20, fol. 12 v°).

2. Délibération du 19 mars *ibid.*, fol. 24 v°.

3. V. plus haut, note 1.

4. Les actes du concile de Pérouse (F. Elze, *op. cit.*, p. 65) mentionnent la brève publication suivant laquelle Grégoire XII aurait vendu à Ladislas, pour 15.000 florins, la seigneurie de Rome. — Suivant Poncello Orsini, maréchal de la cour de Rome, on parlait beaucoup en effet de la concession devenant du vicariat de Rome que Grégoire XII aurait faite à Ladislas pour 12 ou 20 000 ducats, bien des personnes ayant affirmé à Poncello l'avoir en avoir vu les bulles. Lui-même en avait parlé au pape : « Dixit quod cum quida concesserit Urbis in vicariatum regi Ladislao ad ejus noticiam pervenisset, accessit ad dominum Gregorium, supplicando ne hoc faceret in tam magnum detrimentum Ecclesie et apostolice Sedis. Qui sibi respondit quod prius palcebat nocturno quam hoc facere. Et cum ille respondit dominus oratoribus Romanis qui similiter ad resistendum Lucam venerant ad ipsum dominum Gregorium, prout ab ipsis oratoribus audivit dici : « Bulla du Vatican, mss. Ottoboni 2366, fol. 270 r°. — La deposition de card. val Antoine Caetani est plus instructive encore. « Dominus [sic], cum sit contentus et dedit modum quod Ladislao rex prius reciperet Romanam, et deinde ipse Gregorius concederet eam, et sic sit. Et non ipse testis scilicet, quia ipse fuit presens quando ipse Gregorius istud tractavit cum Paulo, qui non erat, sed quod in istis his perinde, de mandato ipsius domini Gregorius predicti, cum de hoc tractaret cum vico Rodolpho de Canerino, mandataro de re Ladislao regi. Et tunc cum ipse non postea factam fuisse habet a se et a vico, et sic sit. Et de re alia ipse predictis ac etiam a quidam fratre Dominicanus ordinis Minorum. — Tunc cum rex Ladislao. Et insuper cum dictus testis quod de rebus Gregorius non erat per prefatum Paulum eadem domino testis qui nunc scilicet, et de re ipse Gregorius videlicet istam in litem tenere. .. videlicet prius scribere Romanis quod

une fois du côté élémentin. Les ouvertures qu'il avait faites auprès de Simon de Crémud durant l'automne de 1407, n'avaient provoqué aucune intervention de la part de la cour de France. Il réussit mieux dans les démarches qu'il dut tenter, à plusieurs reprises¹ et notamment dans le courant du mois de mars 1408 auprès de Benoît XIII, de ses cardinaux et du maréchal Boucicaut.

Se borna-t-il, comme on le donne à entendre dans l'entourage du pape à Avignon à demander des secours pour résister au roi de Sicile notamment pour débloquer Rome, dont les vaisseaux de Ladislas, embossés à l'embouchure du Tibre, empêchaient le ravitaillement? Et ne fit-il appel qu'au sentiment pieux qui devait porter non seulement un prétendant à la papauté, mais tout prelat et tout chrétien à défendre le patrimoine de l'Église? Les cardinaux de Grégoire XII eux-mêmes ne seraient-ils joints à lui pour faire cette démarche? Ou bien, comme le supposent les urbanistes², Paul Orsini, ne promit-il pas de livrer Rome à Boucicaut, par conséquent à Benoît XIII? D'inclinerai-je plutôt

vers l'existence de vicissitudo regi commendanda nec liberanda, quod ut non foret, tunc dictas domines terrarum foret de to regi libertatem offendendi Romanam et violententer occupandi eam civitatem Romanam. » *Ibid.*, fol. 302^{re}) — Cf. Antoine de Hadra, *Labbe Massi* t. XXVII, c. 310. Savonarola c. 1351. Maerbelus c. 136. *Libro dei fatti* p. 155. Martin d'Apartid donne à entendre qu'avant même la prise de Rome, Grégoire XII avait nommé Ladislas vicaire perpétuel de l'Empire et sénateur de Rome.

1. Paoello Orsini, maréchal de la cour de Rome, aurait fait une première ouverture auprès de Benoît XIII au mois de janvier au plus tard, et, chose curieuse, il y aurait été presque économié par Grégoire XII. Les documents ce qu'il dépense « Cum idem testis esset sentis et recepisset litteras a Romanorum officialibus quod exponeret pro eorum parte Gregorio de secutus sic gentium mercatorum vel de pecuniis pro eis conducendis, propter impressionem regis Ladislas quem timebant, respondit ipse dominus Gregorius eadem testi sentum se ex his posse facere. Et tunc sibi replicavit quod, si ipse non faceret, oporteret non adherere domino Benedicto et dare se ei, predicta facere volens. Et tunc ipse dominus Gregorius respondit quod erat contentum quod poterant et recipere auxilium et favorem a predicto domino Benedicto. Qui testis, nudus respondens, erat cum cancellarium Ser Franciscum de Amelia cum suis litteris ad prefatum dominum Benedictum. Cui de dictis auxilio impendendo Romanis respondit quod hoc facere de presenti esset sibi infamia propter pendentem tractatum unionis cum domino Gregorio predicto; sed, eo finito — fore infra 2 dies, — et domino Gregorio non prebente auxilium, erat paratus et cum pecuniis et cum galeis impendere eis omne auxilium et favorem. » Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 2306, fol. 209^{re}.

2. *Le Livre des Antistes ou des Affirconcils von Perpignan*, p. 65.

3. *Manuale* c. 33. Savonarola (Muratori, L. XVI), c. 1191, glose d'un partisan de Grégoire XII. *Deutsche Reichstagsakten*, v. VI, p. 362).

vers cette seconde hypothèse. Je doute que Benoît XIII ait seulement cédé à la tentation de faire échec à l'adversaire de Louis II d'Anjou. Il chercha sans doute à saisir l'occasion inespérée qui s'offrait à lui de mettre la main sur la capitale du monde catholique. En tout cas, il en convint lui-même, l'envoi d'une expédition vers Rome fut résolu.

Les cardinaux Brancacci et de Thury paraissent avoir été seuls dans la confidence. Ils approuvèrent le projet, dans l'intérêt de l'union et du roi Louis Bourcicaut, l'un des instigateurs de l'entreprise ¹, avait quatre galères disponibles, Benoît XIII en détacha quatre autres de la flottille qui l'avait transporté à Porto Venere ², et il réquisitionna, pour y faire office de rameurs, jusqu'à des clercs, des religieux et des prêtres ³. Cependant l'expé-

1 Son rôle n'a pas été toujours bien compris. De ce que Thierry de Niem rapporte que le maréchal envoya onze galères au secours des Romains (*Veneris historis*, p. 353), on a cru pouvoir conclure qu'il poursuivait un but différent de celui de Benoît XIII. F. Roquain, *La cour de Rome et l'esprit de réforme avant Luther*, t. III, p. 93. Mais que se proposait donc ce pontife sinon de porter secours aux Orsini et autres Romains qui avaient sollicité son intervention? Il est dit positivement dans le récit officiel lu au concile de Perpignan que Benoît XIII ne s'est décidé à prêter les mains à l'expédition de Rome que sur les supplications de Jacques de Prades et du maréchal Bourcicaut. Suivant le *Livre des faits*, p. 144, c'est Brancacci lui-même qui aurait proposé à l'ou. Orsini de lui porter secours dans la quinzaine.

2 F. Lohr, op. cit. p. 16-18. — Depuis longtemps un des ambassadeurs de Benoît XIII, Pierre de Santilla, « ornatissimus et copiosus » dans les négociations avec Grégoire XII, avait été dirigé vers Rome (communication du R. P. Fieck).

3 C'est ce qui fournit, à Pise, aux accusateurs de Benoît XIII, un de leurs chefs d'accusation supplémentaires par écrit : « Item, in Porto Venetia, multos presbyteros clericos tam religiosos quam seculares et de Mendicantibus ordinibus quorum aliqui fuerunt nati, in suis galeis pro remigando, ut essent galeatibus misera servitute potius fecit, quorum aliqui venerant pro causis suis expediendis, et alii ut peccata sua penitentiarum confiterentur et absolutionis beneficium propter causas requirebant, obtinere et habere valerent. » (Arch. du Vatican, *Armarius* LXII t. LXXXV, fol. 48. — Le fait est confirmé par les témoins, les clercs et prêtres étaient arches que quelques-uns de leurs vix. Un témoin se rappelle avoir vu conduire ainsi, de nuit, aux galères douze clercs espagnols, qui criaient vainement à l'aide, et que les gens d'armes du pape malmenaient étrangement. Bula du Vatican, ms. Ottoboni 2256, fol. 400 r^o. Pâris archevêque de Gènes, préface l'époque de ces attentats : « Et hoc factum est in tractatu ipsius unius volens militem galeis sume ad captivum Urbem, propter quod infiniti in dictis galeis de violento recepti mortui sunt. » *Ibid.* fol. 422 v^o. Jean Camard parle de cette réquisition de rameurs sans spécifier qu'il s'agissait de clercs : « Ipse vidit magnam remorem in Specula contra Catalanos qui captabant gentes in Specula quod oportuit quod ipsos tunc ad portum de Specula captarent et tunc perirentur porte vide ipsos Catholici Super venientes et postea maris et tunc aliquibus novis quod galee non poterant nec tunc Roman. in illis de prefatis cap-

dition n'est désignée, dans ses comptes mêmes, que sous les termes mystérieux de voyage « vers les pays d'Orient »¹.

Tandis que les deux chefs, Boucicaut et Jacques de Prades, réunissent leurs navires dans le port de Porto Venere², l'on cherche, nous dit-on, à amuser Grégoire par le projet de translation des cœurs pontificaux à Livourne et à Pise — pure mystification, suivant un partisan du pape usant, car Benoît XIII, destinant alors la plupart de ses galères à l'expédition de Rome n'eût pu faire la traversée de Porto Venere à Livourne, si son rival eût consenti à se transporter à Pise³. Mais il fallait gagner du temps et surtout dissimuler à Grégoire les mouvements de la flottille clémentine. Le même contemporain affirme, et son récit se trouve ici corroboré par d'autres témoignages⁴, que

les Français libèrent, sans autres autres personnes que les habitants perdirent. « Plus les uns des rameurs sans relâche se plaignant d'avoir été très mal payés, » et d'autres, quel qu'il soit, regardant de près quel qu'un d'eux, portant un mot. » (*Ibid.*, fol. 432^{re}).

1. Étaient destinées à cette expédition mystérieuse trois galères générales qui devaient accompagner celles du pape, Benoît XIII fit payer, le 24 avril, pour la solde des équipages une somme de 2,573 florins de Chambre, qui fut restituée le 10 et 11 communément aux R. P. Elric).

2. On se les voit galères le *Letter des faits* (p. 149) parle de trois brigantins et nomme les principaux chefs de l'expédition. Minerbetti parle de trois galères que Boucicaut aurait amonées à Gênes et amonées, non sans peine, vu l'état de la mer, jusque dans le port de Porto Venere.

3. La même idée est exprimée dans une bulle de Grégoire XII du 10 mai 1400 adressée à Laurent, évêque d'Autun, archevêque apostolique en Angleterre et dans une encyclique du 21 mai : c'est le lendemain même du jour où Boucicaut était parti avec sa flotte et est à dire « 24 avril que les ambassadeurs de Benoît XII, avant en avant le projet de départ de leur maître pour Livourne, ils remontrèrent le 24 avril par écrit cette offre et valant de Muses Britannique au Harley 432, fol. 54^{re}, A. Theimer, *Vetera monumenta historica Hungarum sacra Hungaria*, I, II, p. 106.

4. Je n'attacherais pas grande importance à ce que le lat. soit relatif dans des bulles de Grégoire XII du 21 mai (A. Theimer, loc. cit. et du 20 juin 1400 *Thiers de Venet* dans le p. 12). « Je ne le trouvais guère remarquable par le cardinal Giordano Orsini : « Factum est notorium, sed quid ad rem? » dit-il, dans sa réfutation d'un mémoire de Jean Dominici (*Ibid.* du Vatican, ms. lat. Vatic. 4000, fol. 42^{ve}). Or, voici le passage de Jean Dominici auquel cette remarque se réfère : « Et tandem, circa nonas mensis aprilis, apud dictos oratores domini Petri de Luna oratorum se ad terminum brevem, et dominus noster requisitus abundem ad eundem se vellet artare, infra quem se vera, consideratis omnibus oportuna quibus procedentibus et omni provisione determinata respondens, ad negotia sua, non erat possibile quod dominus noster Pisas adiret presentem cum de proximo mulerentur priores et vigilaret civitas Florentina. Et domus ad prefatum terminum rem laudam sic coartant clauduntur omnes aditus per quos venitur ad Portum Veneris, ad Lacum itaque nullus potest transire. Car-

Boucicaut faisait, à ce moment, garder les routes de Lucques et arrêter tous les courriers qui eussent pu renseigner Grégoire XII¹.

Un chroniqueur lucquois va même jusqu'à soutenir que Florence trempait dans le complot². La peur que lui inspirait Ladislas aurait porté la république à seconder les ténébreux desseins du pape d'Avignon, que dis-je, à en tirer profit. Une fois maîtresse de Grégoire XII, qu'elle aurait décidé à venir en sa ville de Pise, elle l'aurait livré à Benoît XIII, et, en revanche, celui-ci aurait cédé aux Florentins la citadelle de Livourne qu'il se serait fait, au préalable, remettre par Boucicaut. Je crois inutile d'insister sur l'in vraisemblance de pareille fable : Benoît XIII avait-il intérêt à déshabiller Boucicaut ? Florence avait-elle la moindre envie de sacrifier Rome et le pape romain à celui qu'elle continuait de regarder comme un antipape ? Sa politique prudente se serait-elle prêtée à une odieuse trahison qui eût rendu le schisme irrémédiable et soulevé contre la république

notes quatuordec dominis nostri qui de Portu Veneris ad marem Sanctitatem perrebat, capsi fuerunt in Harisam (Barzana), et aliquibus diebus detenti. Cum Ecclesiam, patet facti sunt doli, et abscondita tenebantur domini gubernatoris Janus cum nepotibus prohabitis Petri de Luna apertis. anno die xxix vel xxx diei monon apertis clausis sicut domini Petrus de Luna et domini gubernatoris Janus cum prodictis nepotibus dicit Benedictus et domini Boccacalis iniquis nobilitate que in Portu Veneris existeret atque multa gente armorum, constat contradicente Deo, petere Romanam et ipsam Urbem atque apostolicam Sedem temporaliter et spiritualiter usurpare » (Ibid. fol. 37 r°).

1. *Deutsche Reichs-Tagakten*, t. VI, p. 391. — Cet auteur anonyme prétend que la flotte de Boucicaut repartit de Porto Venero le 25 avril, se dirigeant vers Rome. Mais il avoue un peu plus loin, que les vents contraires retardèrent le départ. Les galères de Besol. IIII n'eurent donc pas emploi, en « ailleurs », comme il le dit, quand ce pontife proposait de se transporter à Livourne. Le même écrivain retarde, dans un dessein facile à comprendre, jusqu'aux 26 et 27 avril les ouvertures faites à ce sujet par les ambassadeurs de Benoît XIII : elles n'eurent lieu, dit-il, que le 19 avril.

2. *La cronache di Giovanni Sercambi*, t. III, p. 929. — Le partisan de Grégoire que j'ai déjà cité n'est pas loin de partager cette opinion. Les Florentins, dit-il, eussent mieux aimé voir Rome tomber aux mains des Français qu'en celles de Ladislas, par la bonne raison que les premiers avaient peu de chance de s'y maintenir. De là, ajoute-t-il, les soupçons de Grégoire XII. *Deutsche Reichs-Tagakten*, t. VI, p. 393. À en juger par une délibération du 18 avril 1309, les Florentins étaient alors partagés en ce la crainte d'irriter Boucicaut et le desir de ne point mécontenter les « ours ». *De facto fratres*, d'annis hominum, quod est eis molestum quod quidam dixerit contra Gubernatorem et quod domini providentem prefallat eis videtur bonum non displicenda tamen Pape. » (Arch. d'Etat de Florence. *Cons. le e pratica* 39, fol. 32 v°).

l'indignation de tous les chrétiens? De tels bruits n'en sont pas moins utiles à recueillir, comme indices de l'état des esprits dans l'entourage de Grégoire XII. Ce pape, à ce moment ou plus tard, se figura être environné d'embûches, et il est certain qu'il put se croire fondé à craindre toutes les perfidies, le jour où il eut vent du coup de main qui se préparait pour livrer Rome à son compétiteur.

Les gens de Benoît pourtant perdaient un temps précieux. Le mauvais état de la mer retenait les galères de Jacques de Prades et du maréchal Boucicaut dans le port de Porto Venere. Elles s'y trouvaient peut-être encore quand survint la nouvelle de la prise de Rome par Ladislas ¹.

Le 18 avril, le roi de Sicile avait mis le siège devant Ostie. S'en étant emparé, il avait poussé ses reconnaissances et ses déprédations jusqu'aux portes de Rome. Pour en finir, les Romains avaient conclu avec lui, le 21 avril, une trêve qui fut, deux jours après, convertie en traité. Le 25, le roi de Sicile était entré dans la ville, accueilli avec transport par une population qui ne demandait qu'à être gouvernée. Il avait désigné un nouveau Sénateur, rappelé les exilés, établi sa demeure au Vatican même, dans l'appartement du camerlingue. Seul, le Château-Saint-Ange tenait encore : le gouverneur qui le commandait avait juré de n'en ouvrir les portes qu'au pape qui serait reconnu dans toute la chrétienté ².

Cet événement devait avoir les plus funestes conséquences. Que Benoît XIII ait vu ainsi renverser un projet qu'il n'aurait

1. Mombertelli, c. 576. — Suivant le *Livre des faits*, p. 169, la flotte prit la mer et alla contre le vent, jusqu'à la hauteur de « Montsun » c'est-à-dire du château de Mistrone, près de Pietrasanta, v. Koppelt, *Dictionnaire géographique et historique de la Toscane*, Florence, 1833, in-8°, t. III, p. 620. Dans des lettres datées du 19 Musée Britannique, ms. Harley 431 fol. 54 r^o et du 21 mai 1498 Rinaldi, t. VIII, p. 106, Grégoire XII parla du départ de Boucicaut et de sa flotte comme ayant eu lieu le 25 avril. — Remarque le remboursement effectué le 20 avril, dont il a été question plus haut (p. 382, note 1). Dès que la nouvelle de la prise de Rome fut connue à Porto Venere, on effectua le désarmement des galères.

2. Infessura (éd. O. Tommasini), p. 15; Thierry de Niem, *Nomus europæus*, p. 163. De Scissalis p. 272, Sozomeno, c. 1191; *Cronica di Bologna* (Muratori), t. XVIII, c. 394. *Annales Estenses ibid.* c. 1043. *Antiqui Perdurum ibid.* t. XXIV, c. 940; *Bouquillon ibid.* t. XXI, c. 99, *Vita Gregorii XII* Muratori, t. III, 2^e partie, c. 340, *Livre des faits*, p. 168, Gregorovius, t. VI, p. 682.

jamais dû former, s'il n'avait plus eu d'autre ambition que d'obtenir la cession de son rival et d'effectuer la sienne, il n'y a rien là de bien regrettable.

Que Florence se soit vue amenée par la terreur que lui inspirait le triomphe de Ladislas à entamer des pourparlers avec le nouveau maître de Rome, et que ses ambassadeurs aient été disposés à promettre que la république ne s'entremettrait plus dans les affaires du schisme sans l'assentiment du roi de Sicile, cette circonstance tire d'autant moins à conséquence que la seigneurie, au fond, ne voulait pas entendre parler d'alliance avec l'ambitieux monarque, et que, Ladislas lui-même s'apprêtant à reprendre le chemin de son royaume, le danger d'une invasion napolitaine en Toscane se trouva écarté. Les Florentins se rassurèrent alors en pensant que, si Ladislas venait les attaquer, ils pouvaient compter sur le concours de la république de Sienne et du cardinal de Bologne¹; ils restèrent fidèles à leur politique consistant à favoriser l'union. C'est ainsi que, le 26 et le 28 avril, à la prière de Benoît XIII, ils supplièrent Grégoire XII de se transporter, dans les dix jours, à Pise². Le 2 mai, ils se proposaient encore d'exhorter Grégoire XII, ses cardinaux, Paul Guinigi et les ambassadeurs des diverses puissances à ne point se laisser décourager³. Afin d'éviter au pape de Rome la peine de leur envoyer une nouvelle ambassade et dans l'espoir de gagner du temps, ils donnaient à leurs ambassadeurs à Lucques de pleins pouvoirs pour régler avec Grégoire les questions de garanties que soulevait le projet de voyage à Pise⁴. Ils délibéraient, le 4, au sujet des conditions que Benoît XIII mettait à sa venue en la ville de Livourne, et se montraient disposés à lui fournir caution pour garantir tout à la fois sa sécurité et le ravitaillement de la

1. *Cronica di Jacopo Salviati. Dabate degli ardui di Toscana* t. XVIII, p. 294, 295. Cf. *Cronica di Bologna* c. 494. 2. Morelli, *Storia fiorentina di Lucardano Malaspina*, p. 353.

3. Arch. d'État de Florence. *Signori, Messeri. P. Cancelleria* 27, fol. 71.

4. « *Lucas Minelli. Quod cum una pars sit acclat in hostilitate etc. ad consilium et orationes nostras quod confortentur legem ad perveniendum etc. et orationes eius et dominum Lucanum, etc.* » Arch. d'État de Florence. *Cancelleria* 27, fol. 35 v°.

5. Arch. d'État de Florence. *Signori, Messeri. P. Cancelleria* 27, fol. 74.

place¹. Ils recommandaient toujours à leurs ambassadeurs de rester à leur poste et de renouveler leurs démarches, tant qu'ils conserveraient le moindre espoir de faire aboutir les négociations².

Mais la victoire de Ladislas produisit un effet véritablement désastreux. On sait l'intérêt que ce prince avait à prolonger le pontificat de Grégoire, par suite, à mettre obstacle aux tentatives d'union. Ce ne lui fut pas bien difficile. A peine maître de Rome, il fit savoir aux Florentins que, partout où aurait lieu l'entrevue des deux papes, soit à Pise, soit ailleurs, il entendait y assister. Jamais il n'avait pu obtenir de Grégoire XII de garantie positive quant à la conservation de sa couronne après le rétablissement de l'unité : il avait donc ses intérêts propres à sauvegarder. D'autre part, la voie que l'on suivait, loin de conduire à l'union, menait directement — c'était l'opinion du pape — à un schisme pareil que le premier. Ladislas devait donc, en qualité de roi, veiller à l'intérêt général de l'Eglise (3 mai 1408).³ La seule annonce de cette intervention, qui eût enlevé aux deux papes toute garantie d'indépendance, rendit impossible la conférence dont il était déjà si difficile de régler les conditions. De ce jour, c'en était fait du projet de double session.

Il y a plus. Soit que Grégoire XII fût demeuré étranger aux entreprises de Ladislas, soit que, pour empêcher Rome de tomber au pouvoir de Benoît XIII ou pour tout autre motif, il eût, suivant une opinion fort répandue⁴, conclu avec le roi de Sicile un arrangement secret, la victoire de ce prince et sa situation

1 « Super capitolio An pape de eundo loburnum quod videtur eis non esse capitulandum nisi ambo sint concordia de unitate, sed si vellet cautionem de eo quod non offendetur et de virtualis, concedatur. » [*Cartulle e pratiche* 20, fol. 36 v°]

2 [4 mai 1408.] « Serio cretur oratoribus quod usque ad finem operentur quicquid possumt pro unitate habenda. » *Ibid.*, fol. 34 v°. [5 mai ?] « Hoc negotium non illustratur, sed proseguitur usque ad finem donec supersit aliqua spes. Quod non redeant nisi post discessum Pape » (*Ibid.*, fol. 38 v°, 39 r°). — On voit qu'à cette date, les Florentins envisageaient déjà l'éventualité du départ de Grégoire XII.

3 Thierry de Niem, *Nomina unanimitatis* p. 341; *De Scismate*, p. 174. Cf. F. Ehrle, *Ann. des Actes des Pères de l'Assemblée de Perpignan* p. 59.

4 Minerbella c. 578. Buonconcentro, c. 99, etc. Cf. *La cronaca di G. Sercambi* t. III, p. 13°.

désormais prépondérante à Rome augmentèrent singulièrement son ascendant sur le saint-siège. Il ne s'en servit que pour détourner Grégoire de tout projet d'abdication. Ses ambassadeurs à Lucques ne cessèrent, nous dit-on, de faire miroiter aux yeux du pape italien mille promesses trompeuses et de lui représenter le projet de cession comme une mystification qui devait avoir pour résultat de jeter le trouble dans l'Eglise¹. Ces paroles trouvaient naturellement écho dans l'entourage du vieux pontife. Les neveux d'Angé Correr n'avaient même pas dissimulé la joie que leur causait l'occupation de Rome²; ils y voyaient un gage de durée pour le pontificat de leur oncle. Faut-il croire que Grégoire XII faisait un raisonnement semblable et partageait ce contentement? En tout cas, à partir de ce moment, je ne dirai pas qu'il jeta le masque — car je crois plutôt à une série de défaillances inconscientes qu'à une dissimulation préméditée³, — mais il rompit soudain toutes les négociations et cessa de garder aucun ménagement envers ceux qui osaient lui rappeler ses promesses⁴.

Le 4 mai, il intima à ses propres cardinaux, sous peine de dégradation, la défense de sortir de Lucques sans sa permission, de se réunir sans son ordre, comme aussi de communiquer directement soit avec les ambassadeurs de France, soit avec ceux de Pierre de Luna. L'appareil militaire dont il s'entoura contribua à faire croire qu'il nourrissait des projets plus violents encore, celui, par exemple, de jeter en prison plusieurs de ses cardinaux, ou même d'en mettre quelques-uns à mort⁵.

1. Minerbetti, c. 510. — Ladulas entretenait depuis longtemps de bonnes relations avec le seigneur de Lucques. — par exemple, neuf lettres qu'il adressa en 1405, à Paul Guinigi, Arch. d'Etat de Lucques, *Tarpea*, à la date.

2. Minerbetti, c. 509. Thierry de Niem, *De Scismate*, p. 274.

3. C'est vers cette dernière hypothèse qu'incline évidemment Thierry de Niem (*De Scismate*, p. 279). Grégoire XII, dit-il, veillant la nuit jusqu'à ce qu'il eût trouvé quelque élément mensonge capable de lui permettre, le lendemain matin, d'éluder ses promesses.

4. Déjà, le 25 mars 1408, Michelino de Novare, procureur de l'ordre des Carmes, avait osé, dans un sermon, rappeler au pape et aux cardinaux leurs serments, selon ce qu'il avait vu arrêter par Antoine et Paul Correr et avait reçu la défense de puis prêcher en public. A partir de ce jour, Grégoire XII s'était fait communiquer d'avance le texte de tous les sermons qui devaient être prêchés devant lui (Thierry de Niem, *De Scismate*, p. 238. Minerbetti, c. 511, p. 23).

5. Acte d'appel des cardinaux de Grégoire XII. *Bull. nat., ms.*, lettr. 12562.

Le 9 mai, il créa quatre nouveaux cardinaux ¹. Le serment qu'il avait prêté lors de son avènement ne lui permettait de le faire qu'au cas où les négociations auraient échoué par la faute de ses adversaires. Thierry de Niem prétend avoir, dès le mois d'août 1407, soupçonné chez lui cette intention ², dont les cardinaux ne furent informés que vers le mois de mars 1408. Leurs vives objections, leurs supplications, jointes à celles de divers prélats partisans de l'union, avaient excité la colère de Grégoire, mais réussi à retarder cette mesure fatale ³. Les ambassadeurs de France avaient eu connaissance du projet au mois d'avril, ils s'étaient empressés de recommander la résistance aux cardinaux et avaient annoncé l'intention de protester eux-mêmes au nom de l'Eglise et de la foi violée ⁴. Le seigneur de Lucques enfin s'était joint aux cardinaux et aux représentants étrangers pour supplier Grégoire de renoncer à ce dessein, l'assurer notamment que l'évêque de Lucques, Nicolas Guinigi, auquel il destinait un des nouveaux chapeaux, ne l'accepterait pas, et les cardinaux eux-mêmes avaient déclaré qu'ils ne reconnaîtraient point ceux que le pape voulait ainsi introduire dans le sacré collège ⁵. Tous ces efforts furent inutiles, du jour où Grégoire XII se

fol. 117, *Thesaurus sacre anecdotorum*, t. II, c. 1305, Articles lus au concile de Pise (Hizadi, t. VIII, p. 370); F. Ehrle, *op. cit.*, p. 87, cf. Thierry de Niem, *De Scismate* p. 266; Minerbelli, c. 179, lettres de Grégoire XII du 14 décembre 1400 (Hizadi, t. VIII, p. 230); G. Erzer, *Florenz, Neapel...*, dans *Historisches Taschenbuch* 8^e série t. VIII (1840) p. 201, *Annales histores*, c. 1017, *Leonardi Arctini epistolæ libri octo*, p. 44.

¹ Thierry de Niem, *Vénus unionis*, p. 361. *De Scismate* p. 277 278. *Leonardi Arctini* p. 83 et sq. Minerbelli, c. 200. *Annales Estenses*, c. 1017 45. Hizadi, t. VIII, p. 275.

² *Vénus unionis* p. 321.

³ Thierry de Niem, *De Scismate* p. 256.

⁴ Lucques, 16 avril 1408. Bibl. nat., ms. latin 17512, fol. 47 v^o. La même acte est publié sans date par Bourgeois du Chastellet *Preuves* p. 372. Bibl. Martène et Durand (*Amplissima collectio*, t. VII, c. 771) ne trompent étrangement en le donnant comme postérieur au départ de ces cardinaux de Lucques. — V. les arguments invoqués par un partisan de Grégoire XII pour justifier cet acte *Deutsche Reichstagsakten*, t. VI, p. 396.

⁵ Les cardinaux Ugucione, Brancacci et Colonna interposèrent par la suite, leur réclamation. Les quatre nouveaux cardinaux auraient été reconnus à condition de prêter le même serment que leurs collègues, et pourvu que Grégoire XII donnât au sujet de l'union des assurances bien positives. Mais on ne put rien obtenir du pape, qui répéta à cette occasion, ce qu'il avait déjà dit, que la voie de l'union était vraiment babilique. — *Les 10, op. cit.* p. 66; cf. Labbe-Mansi, t. XXVI, c. 53. 102, et Bibl. du Vatican, ms. Ottoboni 2351, fol. 161 r^o, 221 v^o.

sentat soutenu, au moins moralement, par Ladislas de Durazzo. Au nombre des quatre créatures auxquelles il conféra, le 9 mai, le titre cardinalice et, trois jours après, remit le chapeau, on retrouve Jean Dominici, ce frère prêcheur florentin dont il avait fait son confesseur, puis qu'il avait nommé archevêque de Raguse un des hommes qui exercèrent sur lui le plus d'influence, et dont la défaillance étrange, presque inexplicable, souleva parmi les contemporains le plus d'étonnement et de colère ¹.

Cependant le temps durant lequel le dernier sauf-conduit accordé aux ambassadeurs de Benoît XIII était valable touchait presque à sa fin, ces six envoyés firent de vaines démarches pour en obtenir prorogation : le camerlingue leur déclara qu'il n'y fallait point compter, non plus que sur une réponse formelle de Grégoire XII. Le 6 et le 9 mai, ils revinrent à la charge. Occupé, disait-on, le pape ne pouvait les entendre : ils étaient libres de partir. C'est ce qu'ils durent faire. Mais, auparavant, ils s'adressèrent, sans plus de succès, aux cardinaux, au seigneur de Lucques, aux ambassadeurs de France, de Venise, de Florence et de Bologne, enfin, le 10 mai, ils firent entendre une véhémence protestation, d'abord devant Paul Guinggi, puis, dans une des églises de Lucques (Saint-Martin), devant les représentants des puissances : après avoir rappelés les faits, ils conclurent, avec quelque apparence de raison, que Benoît XIII ne pouvait être rendu responsable de l'échec des négociations ².

1. V. surtout *Prægo Dialogus contra hypocritism* édité par Éd. Brown avec le *Fasciculus rerum expellendarum et fugiendarum* dans l'Appendice *Scriptorum veterum qui Ecclesiam Romanam errantes et abusus delegant* (Londres, 1600, p. 50-513) et, entre autres pamphlets une *Lettre de Satan* (Thierry de Niem *Amicus unionis*, p. 31) et H.-V. Sauerland, *Cardinal Johannes Dominici und sein Verhalten*, dans *Th. Breger Zeitschrift für Kirchengeschichte*, t. IX, 1887, p. 275-277; A. Bosler, *Cardinal Johannes Dominici* (Fribourg, 1893, n. 87, p. 155, 156) — De nos jours encore Jean Dominici est attaqué et défendu avec une égale ardeur (v. H. V. Sauerland *op. cit.* Th. Breger, *Zeitschrift für Kirchengeschichte* t. IX, 1887, p. 217-224 et t. X, p. 365-398; A. Bosler, *op. cit.* H.-V. Sauerland, *Kardinal Johann Dominici und Papst Gregor XII* dans la revue citée, t. XV, 1895, p. 38-418).

2. Acte du 10 mai 1408 (Arch. de Vatican, *Armamentum D. Ioseph. 2. 27* à divisione 27), F. Ehrle, *op. cit.* p. 66, 68. — Le 11 mai il est question dans les comptes de Benoît XIII, de l'envoi d'un courrier qui porte en toute hâte à Paris des lettres de ce pape et de ses cardinaux renseignant le roi et les princes sur la situation (communication de M. P. Ehrle).

Grégoire XII paraît s'être débarrassé de même manière de la présence, non moins gênante, des ambassadeurs de France¹. Ceux de Florence furent rappelés par la seigneurie, qui avait perdu, dès le 8 mai, tout espoir de voir les pourparlers aboutir².

Le pape se résigna moins facilement aux départs qui survinrent. Le 11 mai au matin, un homme revêtu simplement du costume de prêtre sortit de Lucques à cheval et gagna Ripafredda, sur le territoire de Pise : c'était Jean Gile, cardinal de Liège, un normand, ancien membre de l'Université de Paris. Des soldats attachés au service de Grégoire s'étaient lancés aussitôt à la poursuite du fugitif³ : ils furent sur le point de le prendre, mais les gardiens du château de Ripafredda les repoussèrent. Florence, par la suite, se plaignit à Guinigi de cette violation de territoire, et les soldats du pape furent mis en prison. Cependant les biens du cardinal étaient saisis par Paul Correr, plusieurs de ses gens emprisonnés et mis à la torture.

Le soir du même jour, sept autres cardinaux sortirent de Lucques, accompagnés de leurs gens et de leurs équipages, après avoir pris congé de Paul Guinigi. Ce fut une stupeur dans la ville. Grégoire XII comptait qu'il allait être abandonné⁴. Effec-

1. Suivant les articles lus au concile de Pise (Rinaldi, t. VIII, p. 377), il leur aurait ordonné de sortir de Lucques. Simon de Cramaud, en effet, le 20 mai 1409, déposa de la façon suivante : « Item scdm. quia ut omnibus presentibus fuit, quod satis cito post ipse fecit prohiberi dominis cardinalibus insenscriptis quod ipsi ne amplius non congregarentur una locum ubi nec per se nec per alios haberent colloquia cum ambasciatoribus Petri de Luna nec cum ambasciatoribus Gallicis, quorum non exieram et mandavi tamen quod ego recederem de Luca, quod non placebat sibi quod ego amplius ibidem remanerem » Bibl. du Vatican, ms. Ottob. 206 fol. 370 v°.

2. Elle avait chargé toutefois ses ambassadeurs de renforcer les cardinaux et de leur promettre aide de la république (Arch. d'État de Florence, Signori, Milano, F. Cancellaria 27, fol. 77).

3. Suivant la chronique de Jean de Strivelot (éd. A. Borghet, p. 11) et l'acte d'accusation lu au concile de Pise (art. XXVI), ces hommes d'armes avaient l'ordre de ramener Jean Gile vivant ou mort.

4. La chronique de Giovanni Serracina, t. III, p. 135, 136, Thierry de Nem. De Neomate, pp. 261, 262, 264, Lettres écrites dès le 11 mai, à Paul Guinigi par le cardinal de Liège (*Amplissima collectio*, t. VII, p. 778). — Les cardinaux réunis à Ripafredda écrivirent le 12 mai à Grégoire XII qu'ils continueraient à lui reconnaître tout le respect dû au souverain pontife, pourvu qu'il tint ses promesses (Bibl. de Berol. ms. lat. 1260, fol. 19 v° communication de M. I. Schmidt). — Au sujet de la date exacte du départ des cardinaux voir une note de M. Souchon (*Des Papes schismatiques au XVI^e siècle*, Schœpflin, t. I, p. 12). L'un des textes cités en faveur de la date du 12 mai tournait successivement les dates du 11 et du

tivement, le 13 mai, ces cardinaux pour justifier leur désobéissance, s'assemblèrent à Pise et interjetèrent appel des defenses de Grégoire, en premier lieu, à Grégoire XII lui-même mieux informé, secondement à Jésus-Christ, troisièmement au concile général, quatrièmement au pape futur ¹. C'étaient là des façons d'agir inusitées jusqu'alors dans l'obédience romaine.

Malgré les déclarations rassurantes de Paul Guinigi, un neuvième cardinal, celui de Bordeaux, prit le chemin de Pise ². Le 16 mai, si Grégoire XII n'avait pas fait la nouvelle promotion que l'on sait, il n'aurait plus eu près de lui qu'un sacré collège composé de trois cardinaux anciens.

Les gens de la cour pontificale suivirent en grand nombre l'exemple des cardinaux ³. C'était au tour du pape de Rome de ressentir l'isolement, et, pour employer l'expression avec laquelle les clémentins nous ont depuis longtemps familiarisés, Grégoire XII allait, lui aussi, connaître les effets de la « soustraction d'obédience. »

Triste conséquence des déceptions qu'avait causées son extraordinaire conduite : tant de faiblesse succédant à tant de fermeté apparente, une indécision si peu en rapport avec l'ardeur du premier moment, une façon de biaiser, de se dédire et de se dérober qui trahissait la mauvaise grâce, pour ne pas dire la mauvaise foi, un visage toujours changeant, des exigences toujours croissantes, une oreille facilement ouverte aux suggestions intéressées, un seul désir manifeste, quelque soin qu'il eût pris de le cacher, celui de lasser la patience des négociateurs, enfin, le moment venu, une envie d'en finir, une attitude soudain impe-

13 mai si l'on s'en fie à l'édition de Labbe-Mansi (t. XXVII, c. 31-32). Dans une lettre écrite, de Pise, au roi Ladislas, les cardinaux fixent aux mêmes la date de leur départ au 13 mai, 22^e heure (Bibl. de Dijon, ms. 578, fol. 36r^o).

1. Musée Britannique, ms. Harley 431, fol. 57 v^o, autres mss. cités par G. Ficker (*Dietrich von Nieheim*, p. 286 ; *Conventus Magnae Britanniae et Hiberniae*, t. III (Londres 1937, in-fol.), p. 203 ; *Thesaurus Codicum Aethiopicorum*, t. II, c. 1301, Thierry de Niem, *Nemus unicus*, p. 30).

2. Le vieux cardinal François Leclercq, qui administrait l'archevêché de Bordeaux, s'était rendu de Guyenne à Spécene où il avait été vu par le pape par Benoît XII. Désespérant d'y voir arriver Grégoire XII, il s'était rendu auprès de lui à bienne, mais avait suivi à Lucca les exhortant de son mieux à tenir ses engagements (Thierry de Niem, *De Scismate*, p. 247, 248-249).

3. *Ibid.*, p. 283.

rieuse et menaçante qui avait pu faire craindre aux cardinaux le retour d'un nouvel Urbain VI¹.

Néanmoins le parti que venaient de prendre les cardinaux de Grégoire XII ne s'expliquerait pas sans une influence exercée sur eux par les Français. Pour s'en faire une idée, il sera nécessaire de revenir quelque peu en arrière. On a suivi pas à pas les démarches renouvelées par les ambassadeurs du roi; mais on ignore encore l'effet produit en France par la nouvelle de leurs échecs et la série de résolutions que ces déboires successifs inspirèrent aux docteurs, aux princes, à la royauté elle-même.

VII

Au moment où Benoît XIII, après avoir vainement attendu son rival à Savone, se prêtait à un nouveau projet de conférence, il perdait, à la cour de France, son principal appui. Louis d'Orléans, frère du roi, tomba, le 23 novembre 1407, sous les coups des assassins apostés dans la rue Vieille-du-Temple par le duc de Bourgogne Jean sans Peur.

Sincèrement désireux de contribuer à l'union, le duc d'Orléans, je crois en avoir fourni la preuve, encourageait de son mieux Benoît XIII à abdiquer² : il n'en était pas moins l'en-

1. Remarquez les sentiments de crainte exprimés par le cardinal de Liège dans sa lettre du 11 mai *Amplissima sollicitudo*, l. VI, c. 77k). D'après l'acte d'appel que rédigèrent les cardinaux le 13 mai v. plus haut, p. 591, notet, on aurait, dans la nuit du 10 au 11, fabriqué dans la maison du pape, à leur intention des cepts et des chaînes. Cf. les articles lus au concile de Pise (Jonaldi, t. VIII, p. 278, 279), V, aussi la déposition du cardinal Caetani : « Fuit avulsus per quosdam amicos suos quando quidam magister Senensis portavit nocte tempore compedes seu cippos ligneos, ut duntaxat cardinales compedi arct et aliquos interficeret si non essent prephatissimi cardinales. » Bibl. du Vatican. ms. Ottoboni 2358, fol. 303 v°. Et celle de Jacquemart de Hainaut maître-livrier du Palais apostolique : « Vidit de nocte magnam copiam armatorum ultra morem solitum, et qui dicebant quod illa nocte debebant facere magnum factum. Dicebatur quod illa nocte erant facti plura parva cipporum pro carcerebus ipsorum dominorum cardinalium » *ibid.*, fol. 23 v°. Celle enfin du cardinal Rinaldo Brancacci (*ibid.*, fol. 298 v°).

2. L'avocat qui défendit sa mémoire, en 1408, contre les accusations de Jean Petit se exprime ainsi : « Ne donna onques faveur à icelui (Pierre de Luna) fors à bonne fin et à concurre la part de l'Eglise, puis à l'honneur d'icelle et especial-

nerm de toute pression violente, et son influence dans le Conseil combattait, mitigeait, retardait, quand elle n'annulait pas, les mesures qu'une aveugle impatience voulait faire prendre contre le saint-siège.

Louis d'Orléans disparu, les nombreux serviteurs qu'il comptait dans le Conseil allaient manquer de direction¹; la suprématie politique passait au duc de Berry², en attendant que le meurtrier du frère de Charles VI osât reparaitre à la cour et reprendre dans le gouvernement une influence cette fois prépondérante. À l'égard de Benoît XIII, le crime du 23 novembre, qui devait avoir pour le royaume tant de résultats désastreux, allait entraîner également de bien fâcheuses conséquences.

Le pape ne tarda pas à s'en apercevoir. Le 5 décembre, douze jours après l'assassinat de Louis d'Orléans Salmon, secrétaire du roi partait de Paris porteur de lettres adressées par Charles VI et par le duc de Berry au pape et au maréchal Boucicaut. Voici en quels termes ce secrétaire rend compte de l'accueil fait à son message³ : « Pierre de Lana, d t-l, fut mal con-

ment de la partie tenant scellu pour ung pape. Et est out adoubu que plus grant honneur eust esté à nostre obéissance, se Pierre de la Laine eust fait son devoir par voye de cession, que par voye de substruction. Plusieurs sont encore vivans qui cecha dieu ayent juré que se il sçavoit que Pierre de la Laine ne voulsist faire cession ou cas que l'autre pape se consentirent à ce, il le seroit plus contraire que aucun du monde » (Monstrelet t. I, p. 31). — Dans son testament du 19 octobre 1403, Louis d'Orléans déclarait s'en rapporter à tout ce que l'Eglise déciderait au sujet des papes régnans (Godefroy, *Histoire de Charles VI*, p. 614). Personne, je pense, ne prit jamais au sérieux l'accusation de Jean Petit. Louis d'Orléans aurait cherché à obtenir de Benoît XIII la déposition de Charles VI (Monstrelet t. I, p. 219).

1 N. Valois, *Le Conseil du roi aux XIV^e et XV^e siècles*, p. 112, 116.

2 Le duc de Berry à vrai dire s'était au depuis quelque temps rapproché de Benoît XIII, à ce point par le passage des instructions que l'abbé de La Motte d'Estohé (1407) les adressa tous les deux : « Duratur domini et illustrissimi quondam et presentis auctoritate secretaria monitionis de quibus aliqui faciebant magnam etiam etiam de istis articulis domini, embet ad partem et speculiter, quod tradit a litterarum super Ludovicus barones regni confite a rum est sine dubio potius ad celebrationem nostras quam ad revocationem et quod ipse, si impedit hoc acquirit magnam bonam sue conscientie, deit mentium non modicum bene fame me. At ista et alia multa bene attendat... » (Bibl. nat. ms. lat. 124 f. fol. 140 v^o; passage mal écrite dans le *Thésaurus novus anecdotorum* t. II c. 1315).

3 Il arriva à Paris. Vint au même temps que Boucicaut, c'est-à-dire vers la mi-janvier. C'est lui sans doute qui apporta au pape l'assassinat du duc d'Orléans. Ce n'est, en effet, qu'après le 28 janvier que Benoît XIII fit édifier un service solennel pour le repos de l'âme du prince : v. une dispute faite à cette date.

« tant de moi, et le gouverneur encore plus. Lequel, pour ce
 « qu'il ne prist pas bien en gré les lettres du roi, par sa haulte
 « tesce me monstra grant rigueur ; et bevoing me fu avoir
 « patience ¹ » Quelle était donc cette commission désagréable
 dont Pierre Salmon était chargé pour le pape et pour le maréchal
 Boucicaut ? Je serais fort en peine de le dire. Mais Benoît XIII alors ne manquait pas de sujets de plaintes à l'égard
 de la France.

Un de ses principaux griefs était que, malgré toutes ses instances, il ne pouvait obtenir, dans le royaume, manlevée des revenus de la Chambre apostolique. « Lesue ne venoit plus au moulin, » suivant l'expression familière du théologien Jean Petit ². Cet empêchement, conséquence de la mesure arbitraire prise au mois de juin 1406, consacrée il est vrai, par un arrêt du Parlement du 11 septembre suivant, par un vœu du clergé du 3 janvier 1407, et par une ordonnance non publiée du 18 février suivant, lui était d'autant plus sensible que ses dépenses augmentaient par suite de ses déplacements : elles montaient alors à 15.000 francs par mois et menaçaient de s'accroître encore. Le revenu des bénéfices dont il s'était réservé la jouissance était hypothéqué, son camerlingue avait exposé sa detresse à Simon de Cramaud et aux autres ambassadeurs de France mais la promesse qu'ils avaient faite de lui venir en aide n'avait point eu d'effet. A part quelques subides fournis par le clergé de Castille ³, tous les frais de son voyage, de son escorte et de son entretien retombaient sur le clergé d'Aragon, qui était à bout de ressources. Bref, Benoît XIII eût dû renoncer, faute d'argent, à poursuivre l'union, si un prêt de 40.000 francs d'or que lui avait fait Boucicaut ne lui eût permis de gagner Porto Venere ⁴. Disons tout

« pro duabus partibus auri, undonibus seu talafanis nigris et aliis expensis circa dictos partibus fiendis in sollemnitate exequiarum domini ducis Aarchiducensis. » (Arch. du Vatican, Reg. Avenion. LIV Benedicti XIII, fol. 325 v°)

¹ *Mémoires de P. Salmon*, p. 38.

² Bourgeois du Chastellet, *Preuves*, p. 111.

³ Le bruit courut que Benoît XIII s'entretenait avec les ambassadeurs castillans, au mois d'octobre 1407, de la rupture possible de l'alliance franco-castillane. *Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1332.

⁴ L. Marie, *Aus den Zeiten des Afterconste von Perpignan*, p. 39. — En réalité, les trois quarts de cette somme ne furent comptés à Benoît XIII que par

de sorte que le maréchal, dans cette circonstance, ne rendit pas à Benoît XIII un service gratuit — il reçut en gage quatre châteaux du Comtat Venaissin, Bedarrides, Bolène, Pernes, Châteauneuf-du-Pape¹, et la possession de ces places offrait tant d'avantages que, soixante ans plus tard, le saint-siège eut grand peine à faire accepter au neveu et héritier de Boucicaut la restitution de l'argent prêt².

Non seulement la France avait cessé d'alimenter le trésor de Benoît XIII mais, sans bien faire la part des responsabilités, elle en voulait aux deux pontifes d'avoir manqué l'occasion de terminer le schisme à Savone³. L'Université de Paris surtout se

des paiements effectués, à Gènes, au mois de février puis le 5 mars et le 30 avril 1400 (F. Ehrle, *Archiv für Literatur...*, t. V, p. 181). L'acte par lequel Benoît XIII se reconnaît redevable des 40 000 francs est daté de Porto Venere, le 3 février 1400 (Arch. du Vatican, *Reg. Aeneas. Et Benedicti XIII*, fol. 73, *Amplissima collectio*, t. IX, c. 1455).

1. Bulle de Benoît XIII du 1^{er} février 1400 ordonnant aux habitants de ces quatre localités de prêter serment à Boucicaut, de le reconnaître pendant deux ans pour leur seigneur et de lui payer les redevances et rentes accoutumées (Arch. de Châteauneuf-du-Pape, AA 1). Acte d'engagement du 3 février passé avec l'assentiment de neuf cardinaux présents, le cardinal Louis Fieschi donna le sien le 10 février (*Amplissima collectio*, t. IX, c. 1456).

2. V. les records de 1333 de 1338 et de 1400 qui sont conservés aux Arch. de Châteauneuf du Pape — Benoît XIII au commencement de l'année 1400 n'a rien à refuser à Boucicaut. Le 11 février, il lui accorde la grâce de son beau-père Raymond de Turenne N. Valois, *Raymond de Turenne et les papes d'Arignou dans l'Annuaire-Bulletin de la Société de l'histoire de France* t. XXVI, 1889 p. 232. Le 1^{er} mai, à sa demande, il suspend jusqu'à nouvel ordre la pénitence qu'il vient d'imposer à deux chevaliers lorrains, anciens serviteurs de Geoffroy Boucicaut. Harcourt de Lormay et Jean de Sorbiers, coupables d'avoir pris part, en 1396, à la capture de Pierre de Vannet, à la suite des biens des cardinaux Martin de Salva, Geoffroy Buxl et Bonifacio degli Anthonetti qui étaient déposés en l'église N.-D. des Doms, enfin à l'envahissement du Palais. Leur pénitence consistait à venir passer à Avignon tout le carême de 1400 et à winter, en eslegen et en chemise, chaque mercredi et chaque vendredi, toutes les églises de la ville, puis à terminer cette tournée par les récitaions du *Miserere* ou de sept *Pater* et de sept *Ave* faites à genoux devant les portes du Palais apostolique. En plus, à accomplir, dans l'année, le pèlerinage de Saint Jacques de Compostelle, à fonder et à doter de 30 francs une chapelle ou laglise N.-D. des Doms, à jeûner toute leur vie, le mercredi et le vendredi, ce sera ce jour même au pain et à l'eau, enfin à se rendre à Jérusalem d'où ils se pourraient revenir qu'avec la permission du saint siège (Arch. du Vatican, *Reg. Aeneas. LVI*, fol. 32 v^o, 34 r^o et v^o, 35 r^o).

3. Dès le mois d'octobre 1407, les ambassadeurs de France étaient davis que Benoît XIII, au lieu de s'obstiner à attendre son rival à Savone, acceptât le rendez-vous de Lucques. Ils faisaient prier le roi d'insister dans ce sens. Le pape, en tout cas, pouvait se rendre immédiatement à Lavagna où il serait aussi, en sûreté que chez lui. *Theaurus novus anedotorum*, t. II, c. 1244.

hâtait, suivant son habitude, de faire éclater sa colère. Elle s'inquiétait d'autant moins de mettre son langage d'accord avec la politique des princes qu'entre elle et la cour les rapports étaient alors singulièrement tendus. Le prévôt de Paris, Guillaume de Tignonville, avait fait pendre deux écoliers, n'ayant pu obtenir encore que le prévôt décrochât ses victimes, fit amende honorable, fût déclaré indigne de remplir aucun office royal, l'Université, recourant à son procédé habituel, avait suspendu ses leçons¹. Elle n'hésita donc pas, vers la fin du mois de décembre, à tirer à sa manière la morale de la situation, au risque de déplaire à la cour : des lettres qu'elle rendit publiques déclarèrent crument les deux pontifes schismatiques².

Le crime odieux dont Jean sans Peur venait de se rendre coupable ne lui avait pas fait perdre la faveur de l'Université de Paris, qui lui savait gre de ses dispositions hostiles à l'égard du saint-siège. Cependant le bruit avait couru que, pour procurer l'évêché d'Arras à Martin Porée, son confesseur³, le duc de Bourgogne venait d'envoyer des lettres autographes à Benoît XIII, lui promettant de le secourir contre les entreprises du roi et de l'Université, y joignant des présents et négociant une alliance avec le pape aragonais⁴. Martin Porée se serait vanté auprès de Benoît de n'avoir jamais voulu prendre ses grades théologiques à Paris. Pour calmer l'émotion causée par ces nouvelles, Jean sans Peur ne dédaigna pas de s'excuser auprès de l'Université (Arras, 11 janvier 1408). Il n'avait, disait-il, écrit au pape que quelques mots pour lui recommander son confesseur : tout le

1. Courmetot, *Coste des nobles*, éd. Vallet de Virville, p. 190; *Religieux de Saint-Denis*, t. III, p. 771-72; Pierre Cochon, éd. Vallet de Virville, p. 378; Monstrelet, t. II, p. 75; *Journai de Nicolas de Baye*, t. I, p. 295.

2. La nation anglaise refusa, le 26 décembre, de laisser apposer son sceau au bas de ces lettres. À moins qu'elles ne fussent corrigées de manière à ne plus viser que Benoît XIII. Elle se ravisa le 27 sur les instances du recteur Du Boulay (t. V, p. 146). Il est surprenant toutefois que cette double déclamation ne figure pas dans le *Livre des procureurs de la nation anglaise* publié par le P. Denifle et M. Châtelet, *Acclarium Chartularum*, t. II.

3. Martin Porée fut nommé évêque d'Arras, non pas vers Pâques 1408, comme le donne à entendre la *Gallia christiana* (t. III, c. 74), mais dès le 24 novembre 1407 (H. Denifle, *Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. IV, p. 147).

4. On trouve une allusion à cette circonstance dans le discours de l'avocat qui prit la défense de la mémoire de Louis d'Orléans (Monstrelet, t. I, p. 319).

reste était pure fiction. Il s'étonnait que les maîtres eussent pu si aisément accueillir de faux bruits colportés par leurs ennemis communs, intéressés à les désunir. Pour lui, il se proposait de faire part à l'Université de tout ce qu'il entendrait dire sur son compte; elle trouverait toujours en lui un « bon, vrai et loyal ami ». À ses protestations de tendresse pour l'école, Jean sans Peur joignait l'expression d'un grand zèle pour l'union et d'un dévouement inaltérable au roi et au royaume, il donnait à entendre, à mots couverts, qu'avec le duc d'Orléans avait disparu le principal obstacle au bonheur de la France¹.

Avec ce prince avait disparu, en tout cas, le principal obstacle aux attentats projetés contre l'autorité du pape. À la suite de nouvelles démarches de l'Université, ou simplement sur l'initiative du Conseil du roi,² une décision grave fut prise le 12 janvier 1408. L'union ne s'était pas faite, comme on y comptait, à Savone, rien n'indiquant qu'elle fut près de se réaliser, et cependant la patience du royaume était à bout. Si donc, le jour de l'Ascension (26 mai 1408), l'Eglise ne se trouvait pas gouvernée par un pape unique, universellement reconnu, c'en était fait : Charles VI embrassait le parti de la neutralité!

Tel fut l'objet d'une ordonnance enregistrée au Parlement le 26 janvier³, puis d'une circulaire en latin adressée à tous les fidèles. Le roi justifiait sa résolution par la nécessité, supérieure à toute loi, s'excusait de n'avoir pu soumettre la question à un congrès de princes et exhortait les gouvernements étrangers à suivre son exemple⁴. Il sollicita sa décision, non seulement aux

1 « Si tenons que, au plaisir Dieu et à vostre bon aide les besoingnes de ce royaume neont dorénavant en aucun-lant et seront briefement en bon estat, car tousjours ne pevent elles passer en desolacion comme elles ont longuement esté. » (Arch. nat., M 65^e, n° 157, original. — Jean sans Peur prêta 1 000 écus à Marlin Porcé, pour l'aider à payer ses bulles et à acquitter ses services, plus tard, le 10 décembre 1408, il le tint quitte de toute restitution. Bibl. nat. collection de Bourgogne, ms. 51, fol. 239^{re} ms. 56, fol. 204^{re}).

2 On y avait appelé ce jour-là, des prêtres, barons, docteurs et prêcheurs en plus ou en moins grand nombre.

3. Arch. nat., J 516, n° 33, original, sceau, X 1^{er} 800^e fol. 210^{re} Y 2, fol. 243^{re}; Bibl. nat., ms. latin 12512, fol. 50^{re}, dub. de Dijon, ms. 578, fol. 44^{re}, Du Boulay, t. V, p. 251 : *Preuves des libertés de l'Eglise gallicane*, t. 1, 2^e partie, p. 181. Bourgeois ou Coastenet, *Preuves*, p. 250, *Ordonnances*, t. IX, p. 290.

4. Arch. d'Ét. de Lucques, *Tarpsa*, 11 janvier 1408, Bibl. nat. ms. la. 10 12541.

puissances, mais à Grégoire XII¹ et à Benoît XIII, auxquels il ne ménagea pas les dures vérités. Une des principales causes de la prolongation du schisme, c'étaient, disait-il, les « profits, plaisirs temporels et honneurs » que la soumission des fidèles avait procurés aux deux pontifes rivaux, ainsi qu'à leurs prédécesseurs².

L'Université, en envoyant, vers ce moment, trois de ses membres à Jean sans Peur pour entretenir ses bonnes dispositions, lui demanda et obtint, je n'en doute pas, son assentiment à la résolution royale³.

Elle voulut faire plus. Elle crut l'heure favorable pour réclamer la publication des deux ordonnances du 18 février 1407 relatives aux libertés de l'Eglise de France⁴. Elle obtint, en effet, que ces lettres fussent déposées aux mains du grand maître, Jean de Montagu, qui, avec le consentement de Charles VI jura de les lui remettre à elle-même avant le premier dimanche de carême (6 mars) : elle serait libre alors de les faire publier. Au jour dit, ayant rappelé au roi sa promesse, elle fut mise effectivement, en possession des ordonnances⁵.

La publication de ces lettres ne laissa pas d'être ajournée encore jusqu'au terme de l'Ascension. Le Conseil, ou le duc de Bourgogne avait pourtant repris sa place⁶, imposa ce nouveau

fol. 51 v° ; ms. latin 12513 fol. 87 v°, Bibl. de Dijon ms. 573. fol. 38 r°, Du Boulay l. V, p. 147, Bourgeois du Chastenet. Preuves, p. 257-258. *Benigneus de Saint-Denis*, t. IV, p. 12.

1. Bibl. nat. ms. latin 12513 fol. 43 r°, et ms. latin 12511 fol. 86 v° ms. v° de Dijon fol. 28 v° 38 v° sous la date du 15 janvier, ms. latin 12512 fol. 65 r° (sans date), J. d'Achery, *Specteurum* t. I, p. 103 sous la date du 10 janvier Bourgeois du Chastenet, Preuves, p. 514 sans date.

2. Bibl. nat. ms. latin 12513 fol. 50 r° ms. de Dijon fol. 3, v°. *Implurima collectio*, t. VII c. 7 v°. — Texte souvent rapprécé par les contemporains notamment par Eustache Deschamps et Queux de Saint-Hilaire, t. VII p. 210.

3. Cf. Jourdain, *Index chronologique*, p. 219, Denifle, *Chartularium Universitatis Parisiensis*, t. IV, p. 141, 142.

4. Elle était pourtant toujours en conflit avec la cour. Dans des lettres du 18 février 1408, le roi se plaint de ce qu'elle ait convoqué le peuple à une assemblée où elle s'apprête à tenir un langage fort préjudiciable au royaume : cette réunion et toutes les autres semblables sont interdites. *Ordonnances*, t. IX, p. 292.

5. V. la lettre du duc de Berry éditée ci-dessous, p. 600.

6. C'est le 8 mars 1408 que Jean Petit prononça la scandaleuse apologie du meurtre de Louis d'Orléans.

déjà sous l'impression de dépêches meilleures envoyées d'Italie. On avait appris l'arrivée de Benoît XIII à Porto Venere, celle de Grégoire XII à Lucques¹; les intentions de ce dernier paraissaient favorables, le pape d'Avignon semblait, pour le moment, déployer « grant diligence. » L'instant eût été mal choisi pour frapper un coup qui eût arrêté net les négociations. C'était l'avis des cardinaux, des ambassadeurs, de Boucicaut. On laissa donc provisoirement les choses en état. La levée des taxes apostoliques se trouvait suspendue, en fait, depuis vingt mois; mais Benoît XIII put continuer de pourvoir aux bénéfices vacants².

Ce revirement dans les dispositions de la cour est attesté par une curieuse lettre que le duc de Berry, bravant l'Université, crut devoir adresser, sur ces entrefaites, à Benoît XIII³. Plaine de compliments et d'encouragements, elle est pourvue d'une signature et d'un post-scriptum autographes. Les dernières nouvelles avaient produit, écrivait le duc, un excellent effet. L'Université de Paris sans doute ne désarmait pas, mais plusieurs personnages d'ordinaire hostiles à Benoît XIII s'étaient subitement radoucis. Et il mentionnait, comme si elles eussent déjà de l'importance les dispositions favorables du jeune duc de

1. Un paiement fut fait à Porto Venere le 4 février 1408, « equitatori... eundi Pontificis in breviori termino quo posuit cum bullis et instructionibus decime et alius negociis Ecclesie et domini nostri Pape. » [Arch. du Vatican, *Reg. Arsenico. LIV Benedicti XIII*, fol. 338 r^o.]

2. Lettres du 4 mars 1408. *Amplissima collectio*, t. VII, c. 741-745). — V. le parti que tira de ces lettres, le 29 janvier 1409, l'avocat de Pons Pignon pour justifier les droits de celui-ci sur l'abbaye de Bernay. Arch. nat. X¹ 4788, fol. 216 r^o. Cf. une autre plaidoirie du 27 mai 1411. « Aussy, environ le carême précédent au CCCC. V. J. fu ordonné que Benedet useroit et de réservat ons et autres choses jusques à l'Ascension CCCC. V. J. et en usant de ce donna Chartres, Luçon, l'abbaye de Bernay et autres Benedet interim. » X¹ 4789, fol. 134 r^o. Les nominations de Martin Gouge de Courpaignes à Chartres et de Germain Pallart à Luçon sont du 10 mars 1408 (K. Fabel, *Hierarchia catholica*, t. I, p. 173-179).

3. C'est vers cette époque également que le duc de Berry écrivit au pape et aux cardinaux romains pour leur adresser des exhortations et des reproches alors (Bibl. nat., ms. lat. n. 12542, fol. 48; *Amplissima collectio*, t. VII, c. 760). D.D. Martène et Durand ont placé ces lettres en 1405, sans remarquer cette phrase : « Ecce quod fideles Christi sua iustitia ferro lapsis incerto doctumurum venio dormitaverunt. »

ils témoignent d'un singulier empressement à secourir les efforts de Benoît XIII. Dès qu'on croyait de nouveau entrevoir la possibilité de terminer le schisme avec le concours du pape aragonais, les griefs, les rancunes étaient oubliés, les projets de représailles écartés : tout était au dour sincère chez Jean de Berry comme chez Louis d'Orléans, de rétablir à tout prix l'union.

En même temps qu'on se cramponnait à ce dernier espoir on s'occupait de venir en aide aux ambassadeurs dont l'influence n'avait pas, semblait-il, été étrangère à ce résultat. De Rome même, le 3 août 1407 Simon de Cransaud et ses compagnons d'ambassade, usant d'une permission qui leur avait été donnée¹, avaient prélevé la levée d'une seconde demi-décime². Réduite de moitié par les commissaires du clergé³, cette taxe n'avait pas

peut. Et vous priez que monseigneur de Guéenne se soit moult bien porté pour vous. Et ne doubtez point que autre nouveleté y ait esté faite. Car je vous escrie toute la verité; et aussi je pense que vous le sçavez briefvement par vos serviteurs et amis qui sont par deçà. Et ces choses je vous escrips et lays m'avez basivement, à fin que vous ne croiez pas le contraire, ne aucunement en soiez informé. et que vous n'ayez aucune desplaisance de la tradicion des dites lettres. Tres saint pere et mon tres redoubté seigneur, je vous supplie tant et si humblement, comme je puis plus, que l'evêque de Chartres vous pût se donner à mon service et faire escrire et transcrire general, M^r Martin Gouge, ainsi que dernièrement je vous ay supplié et requis par mes lettres escriptes de ma main. Car, pour certain, vous l'emploieriez tres bien et si pourverriez tres grandement au bénéfice, et de ce, ne me vacillez, s'il vous plaist, excusiez, car plus grant plaisir ne me pourriez faire en tel cas, et si m'en repeteray moult tenu à vostre bonté. Tres saint pere et mon tres redoubté seigneur, plaise vous moy tous jours mander et commander vos bons plaisirs, lesquels je accompliray à mon pouvoir, comme ra son est et faire le doys, priant le benoist Père de Dieu qu'il vous ait en sa sainte et honoree garde et vous doint bonne vie et longue, au bien et honneur de sa sainte Eglise. Escrict à Paris, le .ij. jour de mars. Vostre tres humble et loyal filz le duc de Berry JUAN. — Tres saint pere et mon tres redoubté seigneur je ay fait escrire ces lettres en grant haste, à fin que vous sçachiez la verité des nouvelles de pardeçà et que vous sçachiez le remède que on a mis contre la malice et male volente de l'Université de Paris et de leurs adherans et vous supplie que le fait de mon tresorier vous vaille faire ainsi que vous se me avez mandé. Escrict de ma main. » (Arch. du Vatican, Arm. lat. C, fasc. 79, original).

1. Par les commissaires généraux sur le fait des subvues qu'avait nommées l'assemblée du clergé du mois de février 1407. *Ordonnances*, t. IX, p. 300.

2. Dans le texte, fort défectueux, publié dans le *Thesaurus novus archæologorum* t. II c, 1335, je crois retrouver les noms de quinze ambassadeurs. Ils étaient revêtus d'écus d'armes. — Des leur premier passage par Liège, les ambassadeurs avaient songé à cette levée supplémentaire; l'avis contraire avait alors triomphé. Bibl. nat., ms. lat. 12544, fol. 41 r.

3. Lettres du 3 avril 1406. *Ordonnances*, t. IX, p. 300). L.J. va à Metz pour au conseil de Mgr de Rouen à Paris touchant une demi-décime min., autour Nouël

été régulièrement perçue¹. Soit intérêt, soit scrupule, le clergé refusait d'acquiescer à un impôt qu'il n'avait point consenti et qu'on levait sans l'approbation du saint-siège. Cette opposition se manifestait principalement en Dauphiné, en Languedoc, en Gascogne². Afin de vaincre ces résistances, des lettres royales du 3 janvier, du 5 mars et du 3 avril 1408 ordonnèrent la mise du temporel des clercs récalcitrants, sans tenir compte des appels qu'ils avaient pu interjeter. Cette mesure, explicable par le besoin de rembourser aux ambassadeurs leurs avances³ et de leur payer plus de six mois de gages arriérés, n'en manquait pas moins une violation nouvelle des immunités ecclésiastiques : après s'être passé du consentement du pape pour la levée des décimes, le gouvernement tendait à se passer du consentement du clergé lui-même⁴.

Cependant Charles VI, dans l'ordonnance du 12 janvier, n'avait pas en vain prononcé le mot de « neutralité. » On ne tarda pas à le répéter de toutes parts.

À Florence, le 16 mars, la seigneurie manifestait son impatience de posséder le texte de l'ordonnance⁵. Le 19, on y agita sérieusement la question de l'opportunité d'une mesure semblable. Les deux parties, faisait observer Philippe Corsini, ne semblent vouloir ni l'une ni l'autre de l'union ; il importerait

l'an M CCCC. et VII pour le bien de la persequution de la paix de l'Eglise. » (Arch. de Seine-Inférieure, G 1904.)

1. De Savoie au mois d'octobre 1407, les ambassadeurs suggèrent déjà au gouvernement divers moyens de contraindre le clergé à s'acquiescer de ce quart de décime (*Thesaurus novus anecdotorum*, t. II, c. 1544).

2. On nomme, parmi les opposants, les archevêques de Vienne et d'Embrun, les évêques de Grenoble, de Poitiers, de Valence et de Gap, l'archevêque d'Arles pour les levées faites dans la portion languedocienne de son diocèse, les évêques de Valence, de Comminges, de Combrailles et de Cahors, les chapitres de Toulon et de Rodez, les abbés de Saint-Sernin et de Saint-Guilhem-du-Desert, le clergé de la province d'Auch, les religieux de Saint-Jean-de-Jérusalem, etc.

3. A Gênes, par exemple, le 15 juin 1407, Simon de Gramaud, Pierre de Savoy et Pierre Fresnel se voyant contraints d'armer des galères, avaient emprunté 2 000 florins au négociant Perceval Vivanti. Ils étaient autorisés, dirent-ils plus tard, à emprunter jusqu'à 20 000 francs et même à obliger le roi jusqu'à concurrence de 20 000 francs (plaintes du 21 avril et du 22 juillet 1412, Arch. nat., X 1^{er} 4789, fol. 257 r^o, 258 r^o).

4. *Ordonnances*, t. IX, p. 277, 297, 309.

5. « La copia delle determinazioni fatte in Francia abbiamo molto caro de vederla. » (Arch. d'Etat de Florence. Signora, *Missive 1^{re} Cancellaria* 17, fol. 46 v^o.)

de consulter des théologiens, de saines gens¹. Un autre conseiller se prononçait carrément pour la soustraction²; la plupart étaient d'avis de se concerter avec Venise et le roi de France, en d'autres termes, d'embrasser le parti de la neutralité, si Venise, d'une part, Charles VI, de l'autre, abandonnaient les obédiences de Grégoire XII et de Benoît XIII³. Le même dessein apparaît dans des lettres que la seigneurie écrit, le 23 mars, à ses ambassadeurs. A cette date, elle avait en ses mains l'ordonnance du 12 janvier 1408, des lettres qu'elle avait reçues elle-même de Charles VI et une copie de celles qu'il avait envoyées à Grégoire⁴.

A Sienne, on avait de même reçu communication des décisions royales, et, le 23 mars, un grand conseil de cent trois membres se réunit pour entendre lecture des lettres de Charles VI et délibérer sur le parti à prendre⁵.

A Venise enfin, le 28 mars, le sénat répondait au roi que la

1. « Vellet quod Veneti concuererent nobiscum et quod domini habeant bonos religiosos et magnificos et in sacra pagina doctores et cives, et quod veniet habere bonum et diligentem deliberationem ».

2. « Si non tollitur obediencia, nichil fiet. »

3. « Quod quando Veneti oratores exposuerunt illud quod dicitur de neutralitate quod auctores quique facerent illud idem, et quod demum, quando Gallia et Venia fecerunt neutralitatem, tunc quod nos quoque faciamus. » (Arch. d'État de Florence, *Consiglio e pratica* 30, fol. 24 v°).

4. « Voi comprendiamo chiaramente per lettere delle vostre lettere de di xvij e anchora per gli effetti i quali si veggono, che ne papa Gregorio ne Benedetto vogliono discendere de luoi loro e porre più le dignità nelle quali sono, e segreti delle coscienze in liddio. Pure e apertamente dimostrano questo, e pensiamo and. Siamo certi che altri in di bisognaria tenere, veduto quanto al tirano a dietro, a ciò che la pace de christiani se guisse » (Arch. d'État de Florence, *Signori, Misero, la Cancelleria* 27, fol. 61 v°). C'est là, je suppose, la lettre que C. Hippeau, *Archives des Missions saintes figures*, 2^e série, t. II, p. 430) a donnée comme datée du 30 mars. Celle qu'il a analysée sous la date du 22 mars paraît avoir un tout autre contenu.

5. « Convecto et congregato quodam consilio Regiarum, simul cum magistris domini prioribus et capitaneis populi in numero in totum CIII in sala Basilicarum, de mandato dictorum domini, et in dicto consilio facta proposita per Franciscum Deponio Piscalia, super materia litterarum regis francorum litterarum in consilio in quibus effectus inter contrahitur quatenus dictus rex vult tollere obedienciam ultrique pape et in talis cunctos populos ad faciendum idem, et de modo lacerando dictam materiam et eam materiam unum hoc lesu sancte Dei, et ibi reditis pluribus consilio » (Arch. per 82 pagine de lupi bianchi e contro 21 noires, l'assemblée vota l'envoi à Loques d'un ou plusieurs ambassadeurs. Le 29 mars, on choisit pour remplir cette mission Castellano di L'indio (Arch. d'État de Sienne, *Deliberazioni del Concistorio*, n° 242, fol. 13 r°, 16 v°).

république suivrait volontiers son exemple quand elle verrait le parti de la neutralité adopté par un assez grand nombre d'urbanistes pour rendre, en quelque sorte, inévitable l'abdication de Grégoire XII¹.

Il n'était pas jusqu'aux cardinaux de Grégoire qui, sous l'influence peut-être des exhortations du roi², ne fissent aux représentants de Florence je ne sais quelle communication mystérieuse, la république autorisa, le 3 avril, ses ambassadeurs à revenir de Lucques pour lui exposer de vive voix ces ouvertures³. Il s'agissait déjà, sans doute, du projet de scission qu'on voit débattu, à Lucques, quinze jours plus tard, entre les envoyés florentins et trois délégués du sacré college : soupçonnant Grégoire XII de méditer une retraite, ses cardinaux comptaient, dans ce cas, se séparer de lui et voulaient être sûrs de trouver un asile sur les terres de la république. Florence leur fit répondre qu'elle les recevrait de grand cœur, convaincue qu'ils sauraient s'abstenir de toute démarche scandaleuse⁴. Elle eut pourtant conscience des complications auxquelles pouvait donner lieu cette rupture, elle sembla craindre, le 2 mai, que ses envoyés n'eussent trop tôt parlé de neutralité. L'un de ses conseillers demandait, s'il en était temps encore, qu'on n'abordât ce sujet qu'après s'être assuré de l'assentiment des Vénitiens. On ne pouvait se dispenser, après l'avoir promis, de recevoir les cardinaux mais il convenait de stipuler qu'ils ne provoqueraient point de nouveau schisme⁵. Quand, quelques jours plus tard,

1. Ed. Piva, *Venezia e lo Scisma*, dans le *Nuovo archivio veneto*, t. XIII (1897), p. 142. Cf. Perrot, *Histoire des relations de la France avec l'étranger*, t. I, p. 119. — Charles VI sollicita lui-même sa résolution du 12 janvier 1404 de tous côtés, notamment au marquis d'Este. *Annales Estenses* Morabon t. XVIII c. 304.

2. En leur envoyant son ordonnance du 12 janvier 1404 Charles VI les avait exhortés à prendre le parti de la neutralité leur avait conseillé d'ajouter les aux paroles de ses ambassadeurs Simon de Cramaud, Améilh du Breuil, Pierre d'Ailly et Pierre Planchet, et les avait priés de l'instruire de leurs intentions (Bibl. du Vatican, ms. lat. Vatic. 3471, fol. 100 r°).

3. Arch. d'État de Florence, *Supplici Misure Cancelleria* f° 25 fol. 70.

4. *Commissarii di Honabile degli Albizzi* t. I, p. 154.

5. « *Mafae Scorus Leonis*. Quantum oratores nostri non discrent verba illa de tollenda indifferentia, non dicantur, nisi dicant Veneti hoc eundem. Item, quod cardinales recipiantur in nostras terras, quia eis permissum, cum hoc quod ipsi non faciunt novum schisma » (Arch. d'État de Florence, *Consiglio e pratica* 29. fol. 35 v°.)

neuf cardinaux, effectivement, demandèrent l'hospitalité aux Florentins, ils subissaient, on le voit, l'influence française, plutôt qu'ils ne se rendaient, comme on l'a cru, aux suggestions, encore timides et hésitantes, de Florence.

Grégoire XII lui-même avait tout fait pour détacher de lui ses partisans. Il n'en est pas moins vrai que le moment où les urbanistes se mirent à envisager l'hypothèse d'une soustraction d'obédience coïncide avec celui où leur parvinrent les exhortations contenues dans la circulaire de Charles VI du 12 janvier 1408. L'Italie impatiente commençait à se remuer ; la France avait donné le branle.

Je n'ai point dit encore l'effet produit par cette même décision du 12 janvier 1408 sur le principal intéressé, Benoît XII. Elle lui fut signifiée par une ambassade spéciale. Je ne sais à quel moment partirent de Paris les deux chevaliers qui la composaient, Jean de Châteaumorant et Jean de Torsay¹ ; mais ils semblent n'avoir accompli leur mission que bien longtemps après l'expédition de l'ordonnance, plus d'un mois même après cette sorte de revirement qui s'était opérée, à la cour, en faveur de Benoît vers le commencement du carême : c'est sans doute au moment de Pâques entre le 12 et le 18 avril, que le pape prit connaissance des lettres de Charles VI².

En différant ainsi cette notification, l'on avait peut-être obéi au désir de ménager aussi longtemps que possible les susceptibilités du pape. Toutefois la menace, pour être tardive, n'en était que plus offensante : Benoît se voyait mis en demeure de réaliser l'union dans un délai d'une quarantaine de jours. « De

1 F. Ehrle, *Ann. des Actes des Assemblées de Perpignan*, p. 61.

2. Il n'en avait certes pas connaissance le 5 avril 1408, jour où, rappelant ses efforts, ses charges, ses emprunts montant à 60 000 fr. d'or, ses divers expédients financiers, il exposa, conformément à l'avis de ses cardinaux, une décime entière sur le clergé de France (Arch. du Vatican, *Reg. Avenion. LV Benedicti XII*, fol. 46 v^o). Il n'avait pas reçu encore les lettres de Charles VI le 10 avril, jour où il conféra à Guillaume de Gauciac et à Sancho Lopez de Vesco les pouvoirs nécessaires pour lever cette décime et aussi pour emprunter 40 000 fr. d'or soit au roi de France, soit à toute autre personne (*ibid.*, fol. 47 r^o). Enfin il est probable qu'il devrait encore être agréable à Charles VI le 12 avril jour où il légua en cathédrale la Sainte-Chapelle de Paris (Arch. nat. J. 366, n^o 52) par une bulle que le roi de France, à vrai dire, déclara plus tard subrepticement fautive (*Histoire de la ville de Paris*, t. V, p. 287).

« laquelle ambassade, comme dit Monstrelet, ne du contenu es lettres envoyées de par le roy, icellui pape ne fu point bien content. » Il fit pourtant assez bon visage aux deux ambassadeurs et se borna à leur promettre d'envoyer promptement sa réponse à Paris.

Cette réponse est datée de Porto Venere, le 18 avril 1408¹. C'est une lettre close où le pape rappelle les sentiments de tendresse que lui ont toujours inspirés le roi et le royaume. Vient ensuite une série de reproches affectueux : une ordonnance du roi sert, depuis près de deux ans, de prétexte aux Français pour lui refuser le paiement des taxes dues au saint-siège ; plusieurs des clercs qu'il a promus sont privés de la jouissance de leurs bénéfices ; certains ennemis du catholicisme osent interjeter de ses décisions des appels que le droit canon réprouve ; enfin des ambassadeurs de Charles VI viennent de lui signifier l'intention du roi de ne plus lui obéir à partir de l'Ascension, si d'ici là le schisme ne s'est pas terminé². Est-ce là le langage d'un fils s'adressant à son père ? Appartient-il au roi de prescrire une limite de temps à une œuvre qui est entre les mains de la divine Providence ? Tout cela ne sert qu'à enfler l'orgueil des urbanistes, par suite, à retarder l'union. En finissant, Benoît XIII conjure Charles VI de ne plus prêter l'oreille à de perfides conseils ; il l'exhorte à révoquer des ordonnances attentatoires aux franchises ecclésiastiques, et lui apprend qu'outre les peines de droit commun, il encourrait celles qui sont prononcées dans certaine constitution demeurée jusqu'à présent secrète et dont il lui envoie copie. Était jointe, en effet, aux lettres closes du 18 avril la bulle tenue en réserve depuis le 19 mai 1407, celle qui, on s'en souvient, fulminant l'excommunication contre quiconque ferait soustraction d'obédience ou interjetait appel des décisions du

¹ Reg. Ardenox. LV fol. 47 v. Bibl. nat. ms. lat. 11535, fol. 45 r. ; ms. lat. 12543, fol. 55 r. ; ms. lat. 11689, fol. 64 r. 82 r., 83 r., Bibl. de Dijon ms. 578, fol. 42 r. ; L. d'Achery, *Apocrypha* t. I, p. 805 ; Du Boulay, l. V, p. 152 ; Monstrelet, l. I, p. 248 sous la date fautive du 21 mars. Cf. *Hélieux de Saint-Denis*, t. IV, p. 4.

² C'est comme on remarque Boniface Ferrer *Thesaurus rerum excellentiorum*, t. I, c. 1443, on disait au pape : « Nil transferas montes, vel nisi facias viam siccam in mari, vel quod sol a se et luna hinc per unum diem. »

pape, s'agit-il d'un cardinal, d'un archevêque, d'un évêque, d'un empereur ou d'un roi.

Quand Sanche Lopez, le messenger de Benoît XIII, apporta cette réponse à Paris, il y trouva l'Université triomphante. Après avoir pendant six mois suspendu ses leçons, elle venait enfin d'obtenir la destitution du prévôt Guillaume de Tignonville et la réhabilitation des écoliers qu'il avait fait exécuter¹. On prévoyait qu'elle ne tarderait pas à avoir gain de cause sur les autres terrains, et l'arrivée du message pontifical ne pouvait que contribuer à hâter cette dernière victoire.

Sanche Lopez se présenta dans la matinée du 14 mai à l'hôtel Saint-Paul. Charles VI était dans son oratoire, la messe venait de commencer. Le messenger de Benoît XIII put pénétrer jusqu'au roi et lui remettre les lettres closes du pape. Cela fait, il disparut.

Le pli ne fut ouvert qu'après la messe et quand les ducs de Berry et de Bourgogne, Pierre de Navarre, le comte de Nevers et Louis de Bavière eurent été rassemblés près du roi².

On s'était peut-être attendu à voir le pape demander grâce ou tenter d'adoucir par de nouvelles promesses la rigueur des décisions royales. Mais Benoît XIII parlait moins en accusé qu'en juge. Aux menaces de révolte il ne répondait que par des menaces d'excommunication. Les princes y virent un défi, et, de plus, un outrage à la majesté très chrétienne. Dans leur orgueilleuse conception, la royauté française occupait un rang bien trop élevé pour pouvoir être atteinte par les censures d'un pape quelconque à plus forte raison par les traits d'un pontife dont il était aisé de contester l'autorité. Les mesures auxquelles s'arrêta le Conseil denotent une colère sourde qui n'attendait depuis longtemps qu'un prétexte pour éclater.

Le jour même, un mandement royal adresse aux gens du Parlement et au prévôt de Paris leur enjoignant de publier les deux ordonnances relatives aux libertés de l'Eglise de France, du

1. Ch. Jouhaud, *Index chronologique*, p. 220 et p. 221, *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 279, 331. Y. Aitien, *Histoire de la ville de Paris*, t. IV, p. 552; H. Den He, *Charularium Universitatis Parisiensis*, t. IV, n° 1631-1632.

2. Du Boulay, t. V, p. 108, *Preuves des libertés de l'Eglise gallicane*, t. I, n. p. 163, Monstrelet, t. I, p. 261.

18 février 1407, dont l'Université de Paris était dépositaire depuis le 4 mars 1408. Cette publication, « moult profitable, assurant-on, à l'avancement de l'union, » eut lieu, au Parlement, dès le lendemain : taxes apostoliques, réserves pontificales se trouvèrent, du même coup, abolies¹, et l'Université put faire entendre un véritable cri de triomphe, en indiquant dorénavant comme seul but de ses efforts la conquête de la paix religieuse à laquelle faisait obstacle « l'entêtement funeste de deux criminels vieillards². »

Cependant les sergents royaux battaient tous les quartiers de Paris pour découvrir l'envoyé qui avait osé remettre au roi un si impertinent message. Sanche Lopez restait introuvable³.

Le Conseil continuait de délibérer tantôt avec les membres du Parlement, tantôt avec les universitaires. Plusieurs docteurs émurent l'avis que les gens coupables d'avoir inspiré, rédigé ou apporté les bulles en question fussent poursuivis pour crime de lèse-majesté et que les bulles elles-mêmes fussent déclarées iniques. On résolut d'admettre l'Université à en faire publiquement la preuve⁴.

Par un procédé renouvelé du temps de Philippe le Bel, le peuple fut convié à cette grande manifestation. Elle eut lieu en plein air, dans l'enceinte du Palais⁵. Plusieurs tribunes d'inégale hauteur y avaient été préparées. Sur la plus élevée prit place, le 21 mai, le roi ; puis, à sa droite, sur une autre tribune, moins haute, Louis II d'Anjou, roi de Sicile ; sur une troisième,

1 Bibl. nat., ms. français 5243 fol. 56 v^o, *Ordonnances* t. IX, p. 331, *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 230, cf. *Religieux de Saint-Denis*, t. IV, p. 4.

2 Brouillon d'une lettre qu'elle comptait adresser à quelque autre Université (Arch. nat., M 63, n^o 16).

3 Monstrelet, t. I, p. 245, *Religieux de Saint-Denis*, t. IV, p. 4.

4 *Ibid.*, p. 8 ; *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 231.

5 Dans le pré du Verger, le long de la Seine (Du Boulay, t. V, p. 158) ; ou « entre la salle du Palais et la chambre de Parlement et les grans galeries par bas ou grant preau par terre » (*Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 231), ou encore « ad curiam minorem regalis Palatii » (*Religieux de Saint-Denis*, t. IV, p. 8), ce que Bellaguet a le tort de traduire par la « petite Chambre du Palais ». Il est vrai que Monstrelet t. I, p. 255 se trompe aussi gravement en plaçant cette scène « dans la Grant salle du Palais. » — C'est tout près de là, dans les Jardins du roi, que Philippe le Bel avait réuni le peuple de Paris, le 24 juin 1303, pour manifester contre Boniface VIII (Ch. V Langlois, *Une réunion publique à Paris sous Philippe le Bel*, dans le *Bulletin de la Société de l'histoire de Paris*, 1888, p. 120).

encore moins haute vinrent se ranger les ducs de Berry et de Bourgogne, le comte de Nevers, Pierre de Navarre, Louis de Bavière¹ et, sur une quatrième, encore plus basse, le Chancelier, le Parlement, les maîtres des requêtes de l'Hôtel. A gauche du roi, s'élevait la tribune du clergé, où s'assirent les prélats et les membres de l'Université. Enfin faisant face à cet auditoire imposant, se dressait, bien au-dessus des têtes de la foule, la chaire de l'orateur : elle était occupée par Jean Courtecuisse.

Apologie du roi, condamnation du pape : ces deux parties essentielles de la thèse de l'orateur donnèrent lieu à des développements de longueur inégale. Courtecuisse pensa justifier suffisamment la royauté en démontrant que, dans toute l'affaire du schisme, elle s'était laissée guider par les conseils du clergé et des Universités de France. Il insista davantage pour prouver le crime de Pierre de Luna. Aux arguments tant de fois reproduits depuis dix ans², il en joignit d'autres empruntés aux incidents des derniers mois. Il ne tint aucun compte des démarches, des voyages accomplis par le pape d'Avignon pour se rapprocher de son rival : l'échec des tentatives d'union ne s'expliquait, suivant lui, que par une collusion criminelle entre les deux pontifes ; ces éternelles discussions sur le choix du lieu de conférence leur avaient permis de négliger la seule affaire essentielle, celle de leur double abdication. Convincu ainsi d'être schismatique, hérétique, perturbateur de la paix, persécuteur de l'Eglise, Pierre de Luna ne devait plus être désigné ni par le nom de Benoît, ni par le titre de pape, ni même par celui de cardinal. Lui obéir était trahir son schisme, dans son hérésie. Avec une étrange assurance, l'orateur déterminait le moment précis à partir duquel les actes de Pierre de Luna devaient être réputés nuls : c'était celui où le pontife avait osé s'attaquer à la personne royale, en fulminant la bulle d'excommunication

¹ Monstrelet raconte aussi, parmi les assistants les ducs de Bar et de Bourbon, les comtes de Flandre et de Saint-Pol, un grand seigneur anglais, les ambassadeurs d'Espagne et du pape de Gênes. L'abbé de Cîteaux, l'un de ces personnages, avait pour son dernier de vœux, assister au parti de Benoît XIII.

² Cela recommença tout d'abord avec le pape Pierre de Luna le 17 septembre 1368, v. plus haut, p. 133. La prétendue lecture royale du 14 août 1370 en constitue une sur ce qui en abiliquant, il ne faut commettre ni peccatum mortel.

éventuelle du 19 mai 1407; cet acte lui-même, bien entendu, se trouvait frappé de nullité. La conclusion qui s'imposait était qu'il fallait intenter des poursuites aux auteurs de Pierre de Luna et à Pierre de Luna lui-même, et regarder comme coupable du crime de lèse-majesté quiconque, dans le royaume, lui prêterait appui, conclusion d'autant plus légitime que les mauvais desseins du pontife à l'égard de la France ne résultaient pas seulement de la bulle incriminée. Il avait menacé, à plusieurs reprises, de jeter dans le royaume, en cas de nouvelle soustraction d'obédience, une confusion telle qu'on ne pourrait y porter remède en cent ans; il avait cherché à travestir aux yeux de feu Henri III ou de son successeur, Jean II, les sentiments d'amitié que Charles VI éprouvait pour la Castille, il avait enfin écrit à Wenzeslas que le roi de France attentait à ses droits et brigait pour lui-même la couronne impériale¹.

À ces allégations plus ou moins véridiques, l'Université joignit des demandes précises²; que la bulle du 19 mai 1407 fût lacerée, comme séditieuse, frauduleuse et injurieuse pour la majesté royale, que l'on recherchât et arrêtât tous ceux qui avaient été les instigateurs du complot, ou qui recélaient des exemplaires de la bulle — il y en avait plus d'un en France, et l'Université se réservait de les faire connaître; — que le roi s'engageât à ne plus recevoir aucune lettre de Pierre de Luna, qu'il chargeât l'Université de répandre, à cet égard, la vérité en France, enfin qu'il fît jeter en prison et punir, non seulement Sanche Lopes, l'émissaire du pontife, mais Pierre de Chantelle³, Guillaume de Gaudinc, doyen de Saint-Germain-l'Auxerrois, et Géraud du Pay, évêque de Saint-Flour, qui était alors en mission auprès du roi de Castille⁴, chargé de le gagner au parti de la neutralité, mais fortement soupçonné d'agir en sens contraire,

1. Du Boulay, l. V, p. 158. *Religieux de Saint-Denis*, l. IV, p. 8.

2. Bibl. nat., ms. latin 12513, fol. 38 v^o; Bibl. de Rouen, ms. 1356 fol. 78 v^o; Bibl. de Dijon, ms. 571, fol. 41 r^o. *Amplissima collectio* t. VII, c. 859, Du Boulay, l. V, p. 160; Monsirelet, t. I, p. 255. Cf. *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 231.

3. Et non, comme on l'a écrit parfois, Pierre de Courcelles. C'était un chanoine de Notre-Dame, licencié ou docteur en théologie. Cf. Denifle, *Chartularium* t. IV, p. 2, 12a, 271.

4. Et non auprès de Benoît XIII, comme le dit Monsirelet.

attendu les tendances qu'il avait manifestées dans des écrits antérieurs ¹.

Si violentes que fussent ces motions, on vit aussitôt qu'elles avaient l'agrément de la cour. Le Chancelier déclara que le roi et les princes approuvaient entièrement le langage de Jean Courtecuisse. Puis, sans aucun semblant de délibération, sans garder le moins du monde les formes de la justice, on commença séance tenante à exécuter un arrêt qui n'était même pas rendu.

Des secrétaires du roi éleveront entre leurs mains la bulle, de façon à ce qu'elle fut vue de toute l'assistance, puis, l'ayant dépliée, la criblèrent de coups de canifs. Une moitié du parchemin fut portée aux princes et aux conseillers du roi, l'autre moitié aux prélats et aux universitaires, qui la mirent en pièces ². Ensuite, sur l'ordre du Chancelier, des sergents se dirigèrent vers la tribune de gauche, où siégeait, derrière les prélats, le vénérable doyen de Saint-Germain-l'Auxerrois; au milieu de l'émotion générale, et au grand scandale des conseillers au Parlement, qui voyaient en Guillaume de Gaudiac un des leurs, ils se saisirent du vieillard et l'emmenèrent en prison ³.

Cette rage ne s'éteignit pas durant les jours qui suivirent. Sans se souvenir que Boucicaut avait pris l'engagement de veiller sur la sécurité de Benoît XIII, ou plutôt sans craindre de lui imposer un rôle passablement odieux, on lui expédia en toute hâte l'ordre de s'assurer de la personne de Pierre de Luna et de l'empêcher de sortir du territoire de Gènes ⁴. On rappela l'évêque de Saint-Flour, et l'on écrivit au roi de Castille de n'ajouter foi à rien de ce qu'avait

¹ *Reliquens de Saint-Denis*, t. IV, p. II, V plus haut, p. 7.

² Une analyse de la bulle entièrement fantaisiste se trouve dans un récit publié par Du Boulay, t. V, p. 150; ce serait l'excommunication lancée 1° contre ceux qui attaqueraient la voie de concavection, 2° contre ceux qui approuveraient la voie de cession, 3° contre ceux « qui essent de parte contraria. » Jouvencel des Ursins, p. 347, se figure que, par cette bulle, Benoît XII « excommunicat et mettoit tout le royaume en interdit. » Et Nicolas de Baye lui-même se exprime de cette façon peu exacte, t. I, p. 230 : « A este présentée au Roy une bulle par laquelle le pape Benoict... excommunié le Roy et mesme l'aveux, ses parents et suberens. »

³ *Reliquens de Saint-Denis* (t. IV, p. 13) est ici témoin oculaire. Cf. Jouvencel des Ursins, t. V, p. 157 (Du Boulay, t. V, p. 159), *Journal de Nicolas de Baye*, t. I, p. 231.

⁴ C'est à volée que s'est adressé au roi Boucicaut, *Phoebus ou les anecdotes de France*, t. I, p. 1171.

pu lui dire cet ambassadeur suspect. Parmi les prélats désignés comme complais de Benoît XIII plusieurs tels que Guy de Bore ou Pierre d'Adly, se tinrent à l'écart¹ ; d'autres furent arrêtés tels que Jean de Sains, évêque de Gap, Philippe de Villetta, abbé de Saint Denis, quelques chanoines de Notre Dame², notamment Nicolas Fraillon³, et le secrétaire du roi Pierre Salmon, qui, arrivant d'Italie, fut soupçonné d'avoir eu connaissance des projets de Pierre de Luna⁴. On finit ainsi par prendre Sauche Lopez et le courrier Gonzalve qui avait présenté au duc de Berry des lettres de Benoît XIII, arrêtés, l'un près de Lyon, l'autre en l'église de Clairvaux, ils furent ramenés à Paris⁵. Leurs déclarations du moins eussent dû avoir pour conséquence

1. Le bruit de leur arrestation se répandit pourtant en Italie V en rapport adressé, le 15 juin, au seigneur de Lucques (Arch. d. l'ul. de Lucques. *Storico di Paolo Gennigi* 11; Bohner, *Miscellanea*, éd. Manzi, t. IV, p. 122).

2. *Religieux de Saint-Denis*, t. IV, p. 18, Monstrelet, t. I, p. 255. Cf. la chronique de Laurent Pigon (Bibl. nat., ms. latin 14362, fol. 148 v°).

3. Les charges relevées contre ce chanoine sont ainsi exposées dans une plaidoirie du 20 août 1404 : « Et, en especial, reçut Gonrasve, le messagier qui apporta les mailles bulles, le conseil à eschaper, à le sauter, et si mist peine [et le sceut et ne le denega pas, et si avoit dit, un mens paravant, que le Pape excommuni[ast] le Roy, comme l'en trouve] par un tennon. Outre, dit qu'il ne dit pas tout en sa lettre : car ledit messagier lui dist qu'il avoit apouré lettres contre le Roy, le duc de Berry et le roy Loïs, et si lui dist qu'il excommuniast le Roy, et pour ce que la neutralité se devoit faire, et par ce vould qu'il estoit en noisissant le scisme. Et si dist que l'en mist hors le messagier secrettement hors de son hostel par une ruelle, et si envoierent lui et Hode aux portes de Paris à savoir se elles estoient ouvertes, afin que s'en allant dont ne parie pas en lettre ni plaiement, par quoy se monstre faulx. Et si lui dist le dist messagier que par avant avoient eulx appointées lettres excommunicatoires contre le Roy, par quoy avoit eu cognoissance de ces choses, qu'il a celes et leues en favorisant et noisissant Pierre de Luna et le scisme... » — D'autre part, l'avocat de Nicolas Fraillon le défendait de la façon suivante : « Dit que ledit Fraillon n'est à lui mais par sa requeste, pour estre adrecé à bailler lettres : car il apouré et car il réparoient sur l'archevêque d'Aux, dont venoit la signification et par l'usage. Et dit que, puis que fu venu à sa maison, n'y fu, ne ne mangé, et sen ala, sans le recepter et en montrant que ne le vould ne garder ne recepter. Secus : « devant recepit et gardé a propos fu. Et suppose ancor ce que lui dist ledit messagier que le duc de Berry lui avoit dit que s'en allant, ne l'avoit point à dire ne à dire à justice. Et si lui dist le charvacheur que les bulles estoient passées par les carreaux qui ont beuz brèches en ce royaume : si n'avoit pas à croire que ce fust excommunication contre le Roy » (Arch. nat. X¹ 4704, fol. 459 v°).

4. Pierre Salmon était porteur d'une lettre de Benoît XIII répondant aux précédentes communications du roi (*Mémoires de Salmon*, p. 45, 46, 51).

5. *Religieux de Saint-Denis*, t. IV, p. 18, Jouvenel des Ursins, p. 40. Monstrelet, t. I, p. 258. — C'est évidemment Sauche Lopez que Monstrelet désigne sous le surnom de « Sauche Latin » et Jouvenel des Ursins sous celui de « Cousaillon ».

de faire relâcher les autres prisonniers, qui semblent avoir, jusqu'au 14 mai, ignoré le contenu des lettres pontificales. Mais la colère des princes n'était pas encore assouvie. Du Palais, où, sans aucune enquête préalable, les prétendus complices de Pierre de Luna avaient été emprisonnés, ils furent transférés au Louvre, et le soin de les juger remis à une commission extraordinaire composée en partie de délégués de l'Université théologiens ou maîtres en arts, totalement étrangers aux règles de la procédure¹. J'aurai lieu de revenir sur les suites données à ces singuliers procès.

Des maintenant, je citerai parmi les clercs sur lesquels retomba la colère de l'Université, mais qui se trouvèrent hors de ses atteintes le célèbre humaniste Nicolas de Clémanges. On le soupçonna d'avoir été le rédacteur de la bulle du 19 mai 1407² ou, tout au moins, d'en connaître depuis longtemps l'existence. Il fut traité de contumace. Les uns parlaient de le faire arrêter, les autres de le condamner à l'exil, d'autres enfin de le dépouiller des bénéfices qu'il possédait en France. Il se défendit du mieux qu'il put dans une série de lettres adressées à l'Université, puis à des amis influents. Avait-on pu confondre son style avec celui de la bulle incriminée? Rien de plus dissemblable. Il n'avait même rien su des projets de Benoît XIII. Son secrétaire, ou sans doute il l'avait été, mais écarté comme tous les français, des conclaves mystérieux où s'élaboraient de pareils actes³. Benoît XIII eût cherché un secrétaire aux Indes plutôt que de confier à un français la rédaction d'une telle bulle. Pour lui il n'avait connu ce document que par des lettres envoyées

1 Dans celle-ci comme on l'a vu, le rapport des quatre bulles envoyées par Pierre de Luna au pape, au conseil du Parlement, au duc d'Orléans, au comte de Notre-Dame. Arch. nat. X.Y.2.88, fol. 14 v^o, le même qui fit l'objet, en 1412, de la commission destinée contre les Armagnacs puis qui, compromis dans la conspiration, fut condamné à mort puis gracié et conduit en la châtellenie perpétuelle. A. Tauley, *Journal d'un bourgeois de Paris*, p. 70. *Journal de Nicolas de Baye* I, II, p. 268.

2 Et non de celle du 18 avr. 1406 comme l'a compris Du Boulay (t. V, p. 194).

3 J'ai souvent trouvé en marge des registres de Benoît XIII la signature autographe de Nicolas de Clémanges (v. par exemple, Reg. Armagnac XXXIII, fol. 106 r. Reg. Lorrain XXXV, fol. 12 r^o et v^o). Son nom figure encore parmi ceux des témoins de la convocation de Narbonne du 21 avr. 1407. Arch. nat., J516, n^o 20.

de France : à ce moment, il avait depuis trois mois quitté la cour de Benoît XIII, parti qu'il eût pris sans doute deux ans plus tôt sans l'espérance que lui avaient fait concevoir les tentatives de rapprochement des deux papes. Aussitôt informé des décisions du roi, il s'était éloigné encore plus de Benoît XIII, avait quitté Gênes pour se rapprocher du royaume. Que lui reprochait-on donc ? Était-ce ainsi que l'on traitait celui qui avait tant contribué à faire renaitre l'éloquence en France ?

L'éclat causé par l'arrivée de la réponse de Benoît XIII avait précédé de quelques jours à peine le terme de l'Ascension fixé, l'on s'en souvient, comme l'extrême limite du délai accordé aux deux pontifes pour faire l'union. L'union était loin d'être faite, et la fureur à laquelle on vient de voir que les princes et l'Université étaient en proie les eurent portés plutôt à devancer le terme qu'à octroyer un nouveau sursis.

Le 22 mai, Charles VI, s'adressant aux cardinaux de Grégoire, les conjura, au nom du Christ, d'abandonner leur maître, qui, à l'instar de Pierre du Luna, ne trouvait dans l'univers aucun lieu où il lui fût loisible de tenir ses promesses. Il les exhortait à se réunir aux cardinaux de l'autre collège ?

Le 25 mai, lendemain de l'Ascension, des lettres patentes annoncèrent que Charles VI et tout son peuple prenaient le parti de la neutralité. Le roi ne souffrirait pas, tant que durerait le schisme, qu'aucun de ses sujets obéît soit à l'un, soit à l'autre des deux « contendants. » Cette ordonnance fut publiée à son de trompe par tout le royaume. La sanction en était, non pas la peine de mort, comme on l'a prétendu, mais l'emprisonnement, la confiscation des biens, voire le bannissement ¹.

1. Ép. xiii, xlv, xlvii, xlix, lvi éd. de Leyde, p. 127, 135, 176, 182, 148. — On reproche aussi à Nicolas de Clémanges d'avoir déploré les scandales qui se produisaient en France, d'avoir écrit que Simon de Cramaud rêvait d'adjindre un troisième pape aux deux qui se disputaient la tiare, enfin d'avoir dressé une liste des universités les plus hostiles à Benoît XIII. V. les lettres dans lesquelles il se défend contre ces divers reproches (ép. xiii et lv, p. 13, 199).

2. Du Boulay, t. V, p. 162, *Preuves des libertés de l'Église gallicane*, t. 1, 2^e partie, p. 162; Bénédict, t. VIII, p. 202; Bourgeois du Chastenet, *Nouvelle histoire du concile de Constance*, Preuves, p. 252 sous la date évidemment fautive du 12 mai.

3. Arch. nat., J 516, n° 31. Bibl. nat. ms. lat. 11 123, fol. 13 r^o (Bibl. de Rouen ms. 1336, fol. 79 r^o), Du Boulay, t. V, p. 162; Bourgeois du Chastenet, *loc. cit.*, p. 261, *Ordonnances*, t. IX, p. 347.

La publication des actes de ce genre comportait un commentaire et une justification. L'ordonnance du 25 mai 1408 servit ainsi de thème à des prédications populaires. Je citerai le discours prononcé, le 27 mai, en la Couture de Saint-Martin-des-Champs, par le frère mineur Pierre Aux-Bœufs¹.

Enfin des lettres du 5 juin, sanctionnant la thèse de Jean Courtecuisse, déclarèrent qu'il ne serait tenu compte d'aucune des bulles de Pierre de Luna postérieures au 19 mai 1407, et enjoignant aux gens du Parlement de faire lacérer toutes celles qui leur seraient apportées, de faire arrêter et punir de façon exemplaire tous ceux qui les leur présenteraient².

C'est en vain que Benoît XIII, qui ne désirait pas plus que son compétiteur en venir à une abdication, avait manœuvré de manière à garder le beau rôle, affectant d'observer scrupuleusement la foi jurée, accourant aux rendez-vous de Savone et de Porto Venere, rejetant sur Grégoire XII l'odieux des empêchements mis à tous les projets d'entrevue. Ses ruses n'en avaient imposé ni aux princes, ni surtout à l'Université. Tout ce qu'en lui concédait c'est qu'il avait fait preuve de plus d'adresse que son adversaire³. Au fond, on les rendait l'un et l'autre responsables de l'échec des négociations.

La France avait donc perdu ses dernières illusions au sujet de la voie dite de « double cession. » Mais, si elle se voyait forcée

¹ *Reliquaire de Saint-Denis*, t. IV, p. 19.

² Bibl. nat., ms. latin 14060 fol. 66 r^o, *Préfaces des libertés de l'Église gallicane*, t. I, 2^e partie, p. 101. *Ordonnances*, t. IX, p. 345, Du Boulay, t. V, p. 166 (sous la date du 4 juin 1408). « XL les registres capitulaires de Notre-Dame de Paris, à la date du 4 juin 1408 : » Magister Johannes de Boussay, archidiaconus Parvi Caleti, presentavit quosdam litteras Regis continentis quodlibet Rex precipit dominis quatenus non obediunt de cetero bulas seu litteris Petri de Luna, et domini responderunt quod libenter obtemperabant. » Arch. nat., LL 116, p. 85.) — C'est ainsi que, Mathieu de Harleville ayant obtenu en cour de Rome au mois de mars 1408 une sentence qui lui attribuait une prébende à Amiens, « fu envoyée sa sentence par deux pour estre exécutée, mais pour ce que ce fu au temps que l'en prenoit les lettres que venoient de court de Rome, à occasion des maises bulles que vint Benoît et si fei à lever la sentence que le porteur apportoit, avec plusieurs autres litteres. » N. L. 4788 fol. 130 r^o.

³ « Tout ainsi que un diable est plus malicieux que l'autre, et n'estredesceivent, norahel et qu'il ne soient conjuignus, nostre pape de la Lune sceut tenir belle voye et maniere que de ce desaccors bulle tout le tort à ceuy de Rome, au dire de l'ois. Tant d'un costé que d'autre. » *Livre des faits du maréchal de Boussac*, p. 161. Cf. *Leonardi Arimini epistolarum libri octo*, p. 72, 79.

de renoncer à obtenir des deux pontifes une abdication volontaire, elle ne laissait pas de conserver l'espoir de mettre un terme au schisme par un autre moyen, espoir d'autant plus ferme qu'il reposait sur une foi inébranlable en la vitalité et en la perpétuité de l'Église.

Tour à tour on l'a vue essayer de réaliser l'union en étendant sur toute la chrétienté la domination du pape d'Avignon, puis en amenant les deux pontifes à s'effacer simultanément. Désormais l'histoire du schisme entre dans une période nouvelle : c'est en dehors des papes, en se passant de leur concours, en bravant au besoin leur opposition violente, qu'on va, en désespoir de cause, tenter de reconstituer cette unité ecclésiastique depuis trente ans disparue et objet de si profonds, de si universels regrets.

ÉCLAIRCISSEMENT V

UNE CONVERSATION DU CHEVALIER AYMARD BROUTIN, DIT TALEBART, AVEC LE ROI D'ANGLETERRE RICHARD II

« C'est la manière que je, Talebart, ay tenue à parler avec le « roy d'Angleterre du fait de l'Eglise » Ces mots servent de titre à un curieux récit transcrit dans le 26^e volume de la collection du cardinal de Pampeune (*Armarium LIV* des Archives du Vatican)

En ce « Talebart, » il n'est point malaisé de reconnaître un dauphinois, chevalier de Saint-Jean-de-Jérusalem, qui fut commandeur de Poët-Laval, Aymard Broutin¹, surnommé Talebart, autrement dit boucher². Sous Clément VII (je tire ce détail du document publié ci-dessous), il servit en Italie pour le compte du pape d'Avignon et combattit de son mieux les partisans de Boniface IX, notamment sur mer. Il fut aussi capitaine pour le pape à Montelmar³. En 1395, il se signala à la reprise du château de Grignan, dont s'étaient emparés les routiers⁴. En 1399, il prit part à l'expédition de Boucicaut à Constantinople, après avoir, chemin faisant, enlevé une galiote au roi Ladislas de Durazzo et reconnu qu'il ne pouvait être d'aucune utilité à son rival, Louis II d'Anjou⁵.

1 Sur ce personnage, v. une courte notice de l'abbé Robin, dans le *Congrès scientifique de France. XVI^e session tenue à Grenoble au mois de septembre 1857*, t. II (Paris, 1858, in-8°), p. 393.

2 V. le *Dictionnaire de Godefroy*, v^o *Taleras* ou *Talebart*. — Le baron de Coston (*Histoire de Montelmar*, Montelmar, 1878, in-8°, t. I p. 353) a cité divers personnages décorés du même surnom.

3 Coston, *op. cit.*, t. I, p. 351, 352.

4 Robin, *loc. cit.*

5 E. Maignien, *Faits et gestes de Guillaume de Melitox*, p. 13.

Plus tard on le vit disputer diverses commanderies aux chevaliers de l'Hôpital Jean de Villiers, Louis d'Avenières et Hugues de Fontenay. Le procès intenté d'abord, à cette occasion, devant les Requêtes du Palais, puis déféré en cour de Rome, ne tarda pas à dégénérer en rixe¹. En 1410 enfin, Talebart fut, ainsi que Jean de Chamberlhac, investi du titre de capitaine général des galères et autres vaisseaux armés pour le compte du roi contre les rebelles génois, et Charles VI leur fit payer à tous deux, pour ce motif, 15 000 francs par mois².

C'est cet Aymard Broutin, dit Talebart, qui, aussi dévoué aux intérêts de Benoît XIII qu'à ceux des chrétiens d'Orient³, fit, en 1398, le voyage d'Angleterre et eut avec Richard II et plusieurs personnages de sa cour le curieux entretien dont le récit va suivre.

Je dis : en 1398. Je puis même préciser davantage : au mois de juin ou de juillet 1398. En effet, cette conversation est non seulement postérieure à l'échec de l'ambassade anglaise envoyée vers Boniface IX dans l'automne de 1397⁴, mais aussi postérieure à l'arrivée en Angleterre du nonce de Boniface, l'évêque de Dax Pierre du Bosc⁵ : or, celui-ci, accrédité par lettres du pape datées de Rome, le 18 mai 1398⁶, ne put arriver en Angleterre que vers le mois de juin ou de juillet : c'est alors vraisemblablement qu'il adressa à Richard II les représentations dont parle le chroniqueur Walsingham⁷, auxquelles le maréchal de cour fait, dans les quelques mots qu'il échangea avec Aymard Broutin, une allusion très claire⁸. D'autre part, Talebart indique qu'il joignit Richard II en un lieu éloigné de « soixante milles »

1. V. une rémission accordée pour ce fait au mois de juin 1407, à Jean de Villiers, à Louis d'Avenières, à Pierre de la Balme et à leurs gens (Arch. nat., JJ 161, fol. 265 r^o; cf. X 2^e 14, fol. 398 r^o, 405 r^o, X 2^e 15, fol. 164 v^o).

2. Cf. de la Haye, *Histoire de la marine française*, t. II, p. 150.

3. À ce moment, au milieu de sa détresse, l'empereur Manuel de Constantinople se tournait vers les puissances occidentales, notamment vers l'Angleterre v. Desvignes Le Roux, *La France en Orient au XIV^e siècle*, t. I, p. 392, 426.

4. « Et le roy me respondi qu'il avoit mandé à Rome ses ambassadeurs, et que son pape ne vouloit venir le ve » Cf. plus haut, p. 119.

5. Arch. du Vatican, *Reg.* 216, fol. 307 v^o.

6. *Ypodigma Venetorum*, p. 360, *Historia Anglorum* t. II, p. 221.

7. « Notre pape a mandé au roy que il ha fait telle chose pour la quelle il le excommuniera et en perdra tout son pais ».

de Londres : or, la présence du roi à Westminster est constatée jusqu'au 6 juin, puis à partir du 19 juillet 1398. C'est donc dans l'intervalle de ces deux dates, c'est-à-dire au moment où Richard II fit une excursion dans les comtés de l'ouest¹, qu'il put avoir avec Talehart l'entretien dont il est question. J'ajouterai qu'il est impossible d'en reculer la date davantage, attendu que le silence gardé par Richard II sur les événements de France montre bien que la soustraction d'obédience de Charles VI n'était pas encore un fait accompli.

Le morceau qui suit est un rapport rédigé par Talehart lui-même et destiné à être placé sous les yeux de Benoît XIII ou de son confident intime, le cardinal de Pampelune. Le bon chevalier tenait sans doute à ce qu'on sût à cette cour comme il profitait bien des occasions favorables qui se présentaient pour plaider en haut lieu la cause avignonnaise, et le langage qu'il prête au maréchal de cour de Richard II montre assez à quel prix il estimait le dernier service qu'il venait de rendre à Benoît XIII : « Par ma foy, « vostre pape ne devroit vouloir por .v. mille livres que vous ne « soyés venu en Angleterre. » C'était parler clairement. J'ignore si Talehart obtint la gratification qu'il sollicitait de cette façon ingénue.

On voit donc le degré de créance qu'il convient d'attribuer à ce récit. Il se peut que Talehart, dans son désir de se faire valoir auprès de Benoît XIII, ait un peu exagéré la hardiesse de ses discours et l'impression qu'ils avaient produite à la cour d'Angleterre. Deux faits pourtant sont à retenir. Les convictions des clémentins se fondaient sur des arguments de valeur inégale, Richard II eût pu facilement refuter une partie du discours de Talehart, s'il eût été mieux informé, ou s'il eût voulu s'en donner la peine. D'autre part, le découragement, pour ne pas dire l'indifférence, perçue dans les réponses ou dans le silence du roi Richard et du duc de Lancastre, Aux approches de la révolution qui se préparait en Angleterre, l'Eglise ne pouvait attendre aucun secours de ce pays.

¹ Il se trouvait à Lichfield les 24 et 27 mai, les 23 et 24 juin, à Leicester le 5 juillet 1398. Rymer, t. III iv, p. 131-133, *Proceedings and ordinances of the Privy Council of England* t. I p. 80.

C'est la manière que je, Talbot, ay tenue à parler avec le roy d'Angleterre du fait de l'Eglise.

Premièrement quant je e parlé au roy d'Angleterre de plusieurs matieres touchans le fait du secours de Constantinople et de la croisade par delà, et de ce me ot fait bonne response je luy touchay du fait de l'Eglise, en lui suppliant que l'Eglise n'eust point pour recommandee, en le lauant eorment il estoit tenu un des plus sages roys du monde, et que luy et le roy de France, son pere, se devoient bien employer au fait de l'Eglise. Et le roy me respondi qu'il avoit mandé à Rome ses ambassadeurs, et que son pape ne vouloit rien faire, qu'il estoit son seigneur et son pape, et ne le pouoit en rien forcer, et qui le feroit par force, la chose qui seroit faicte ne vaudroit rien. A quoy le luy dis que, se il lui plaisoit me donner congé de parler avec luy, je luy diray ce que je sçay de ceste matiere. Et le roy se me otroya. Et lors je luy dis qu'il me sembloit que seroit bien d'assembler N. S. Pere et son pape, et que, eult assemblez avec leur College et curie, il ne pourroit estre que ils ne luy fissent aucun bon chemin estre oulé et à ce duquel le roy me respondi que on ne les pourroit pas mener ensemble, ne en ne vouloient, et qui le feroit à force, ce ne vaudroit rien. Sur quoy je luy respondi : « Sire, dunquez beaucoup de gens voudroient dire que vostre pape, sans vostre reverence, ne devoit rien valloir. » Et le roy me dit : « Comment dites vos telles paroles? » Et je lui respondi : « Sire, je les dis à vostre bon congé, et que je sçay bien en partie la verité du fait. Car j'ay esté toujours avec pape Clement, que Dieu pardoint, et ay esté pour luy es parties de Rome et de Velle le plus, et, se vostre pape eust aucun droit en la papauté, je desirerois estre moedé et escomencé : car, par mer, je luy ay fait la plus grant guerre que j'ay peu. » Et toujours le roy me respondi que il fu le premier euey pape et que les cardinaux servoient à tous les princes du monde que il estoit pape, et fu coroné et firent les cardinaux leurs vœux. Et je lui dis que il pourroit bien estre ce que il disoit, mais ce qui fu fait fu fait par force des Romains, en disant au roy que l'archevêque de Nar ne fu pas mie le premier en chaire, mais y fu mie le cardinal de Saint Pierre qui y fu mis pour estre et abaisseur (sic) la terreur du peuple. Car les cardinaux valloient bien que lors illec ils ne povoient faire nulle bonne election. Et quant le dit cardinal de S. Pierre, qui estoit gouteux, fu mis en chaire et les Romains lui baissent les pies, en lui demandant sa benediction, il leur respondi : « Trahiterres je ne sai pape. La malediction de Dieu vous soit donnée! Vous gastes et destruyes l'Eglise et vous. » Et lors les Romains coururent à haulte voix tous d'un acort : « Cardinaux vous nous egarés : nous vous metrons tous à mort, ou nous avrons pape romain ou au moins, au moins galian! » Et y ot plusieurs des cardinaux batus et blessés. Et quant les cardinaux furent en esclave, les Romains monterent sur le manoir du concile et le rompirent et yelloient les yeulles aval et envoient : « Nous voulons pape romain ou au moins galian! » Et lors eult,

vouyent qu'ils ne pouvoient faire election qui eust valeur, ils dirent à Berthelemy, archevesque de Bar : « Nous te metrons en chaire, es disant que tu es pape, et le crerons *sic* comme pape jusques à tant que nous pourrions estre en quelque lieu où nous puissions faire nostre election. Car l'election qui se feroit cy maintenant seroit nulle. Et quant nous serons en lieu où nous pourrions eslire pape, nous le ayderons tous devers celui qui sera esleu pape que tu auras cardinal. » Et lors Berthelemy, archevesque de Bar, respondi : « Je vueil faire ce que vous me commanderez. » Et en ceste maniere, non pas par voye de election, fu mis en chaire. Et tantost le dit Berthelemy dist aux Romains : « Il convient que je soye couronné, et enrirre à tous les princes du monde, ou autrement je ne seroye pas pape. » Et tant par la confiance que les cardinaux avoient ouïe Berthelemy qui il fust et teneur ce que dit est et pencha en cet, comme par la force des Romains, les cardinaux escrivirent lettres à tous les princes et firent tout ce qui fu fait. Et si sont comme les cardinaux perent saillir de Rome l'un apres l'autre, ils se assemblèrent tous à l'Angus², et lors ils manderent querir l'archevesque de Bar qu'il venist vers eulx. Car ils estoient à l'Asigne, où ils estoient asseurs, et que ils vouloient faire leur election. Le quel archevesque de Bar, au premier, fu en propos de y aller, mais le dyable, qui est si subtil, et la mauvaise volenté des Romains le firent demorer, en lui disant : « Tenez vous fort ; car nous vous tendrons pour pape. » Et, sur ce, les cardinaux firent leurs sommations, ainsi qu'il appartient sur telle matiere. Et en apres tous ensemble, tant Italiens comme autres, firent leur election³. Et eslirent en pape pape Clement.

Et lors le roy me dit que pape Clement estoit son parent, et me demanda molt quel homme estoit et se l'chantoit volentiers meson. Et en apres me demanda de nostre saint Pere qui est maintenant. Et je li respond de nous saint Pierre la verite, et lui dis le bien qui estoit en eulx. Et, apres, le roy me demanda molt affectueusement que disoient et tenoient les cardinaux anciens, et je lui dis que ils ne faisoient aucune difficulté en l'election du pape Clement, que elle se feust bonne et juste, et que les cardinaux qui sont mors et Italiens et autres, à l'article de la mort, ont recommandé leur amie à pape Clement comme vray pape, et ont prins le corps de N. S. Jhesu Christ, et sur le dispaement de leurs ames, que l'election de pape Clement estoit vraye et juste et que en la papauté l'archevesque de Bar n'avoit aucun droit. Et aussi lui dis : « Sire, vous qui estes un si sage prince, pouvez bien savoir, et leur eulx qui ont eue naturel en eulx, que tant de vilains preudhommes qui estoient au Saint College, et Italiens et autres, ne se lassent pas volentiers et pour un homme seul faire pape, et si il y avoit eu nul marante, qui seroit impossible à

¹ Cet épisode est de pure imagination (le plus haut t. I, p. 49, 56 et sq., 61).

² Angus, n.

³ On se rappelle que les cardinaux anciens ne purent pas partir, si ce n'est par leur consente ment laide à l'election de Clement V. (le plus haut, t. I, p. 56).

moins xj ou vij. cardinaux italiens qui y estoient deussent estre demourés avec vostre pape¹. Mais un tout seul, ne à la vie ne à la mort, n'y est demouré. Et s'avez bien ouy dire la notable declaration que sur ce fist le roy Charles que Dieu pardont², et aussi le roy d'Espaigne, qui tint vostre part bien vij ou vijj ans³ et eult en Espaigne deux cardinaux fais par vostre pape, et comment yceluy roy d'Espaigne fist faire à Rome gens preres et solempnes, par eux enformer de la verité dou fait, et, ven tout et en conseil de tous les preles et clers quil qu'il pot assembler, en presence d'ireus cardinaux d'Espaigne, fu déclaré pape Clement estre vray pape. Et leurs yeuls cardinaux despoulerent et osterent leurs chapeaux et les getterent contre terre devant tout le peuple, en disant et recognossant qu'ils avoient erré et criant merci à nostre saint pere le pape Clement⁴. Et aussi en firent grant et notable declaration les roys d'Aragon, de Navarre, de Chypre, de Escosse. Et, en conclusion, tous ceulx qui ont voulu de se enquerir la verité ont déclaré pape Clement estre vray pape. Et sachiez bien, que beaucoup de gens se merveillent comment vous, qui estes bien pour un si sage prince et avez tant de noble energie en vostre poins, n'en avez encores fait aucune declaration. Et aussi non a fait l'empereur, ne autre qui tiengne vostre costé. Et luy diz, en riant que beaucoup de gens vouloient dire que les Anglois se vouloient dampner en décapit des François. Et, maintenant que nous sommes tout un, vous devriez faire vostre declaration. » Et lui suplia qu'il me voulsist parler de ce que je portero ainsi privement à ui, et lui diz que, se il vouloit croire ceulx qui sont faus par son pape, que tous jours il le tendroient en cest erreur.

Et lors le roy se leunt une grant pièce de parler. Et je lui diz : « Sire, vous ne me respondés rien. » Et il me dit : « Taliebart, je vous ay voulu dire ce, et sui certain que mes clers et mon pays feront ce que je voudray⁵. » Et je lui diz : « Je prie Dieu qu'il vous doint bien faire, et que ce soit au profit et honneur de la christianité. » Et ainsi nous departistrent.

Et pring congé de roy achelure, et me fist accompagner jusques à Londres, qui est à lx. milles de là où le roy estoit, par un sien chevalier marechal de son costé⁶.

1. Les cardinaux italiens n'étaient qu'au nombre de trois, si l'on ne compte pas Tibalacchi, qui mourut presque aussitôt.

2. Le roi de France Charles V.

3. Jean II^e roi de Castille, ne demeura pas durant sept ou huit ans dans l'obédience d'Urbain VI, puisqu'après avoir observé la neutralité entre les deux papes, il se déclara pour Clément VII le 18 mai 1381 (v. plus haut, t. II, p. 262).

4. Il n'y eut, à Medina del Campo, qu'une seule abjuration de cardinal, celle de Gutierre Gomez de Luna (ibid. p. 264).

5. Cette réponse convient bien au monarque qui, au commencement de l'année, avait presque obtenu l'abdication de son Partement.

6. Il ne peut être évidemment question ici du comte marcel d'Anjouetorre, qui était alors, en ce point, quelque somnolent. Il n'est pas Marsillac, duc de Nemours, mais plutôt du maréchal de France, l'archevêque-évêque de Narbonne, Marsillac, évêque de Narbonne.

Et, à Londres, alay veoyr l'ostel du roy et l'eglise, et li trouvoy l'abbé de Voostmouster¹, qui me demanda se je estoys message pour le pape d'Avignon. Et je diz que non, mais je estoys un sen escutier. Et il me dit qu'il avoit ouyt dire que le pape d'Avignon devoit envoyer pardel h. Et je li respondi que je ne savoye riens, et que par aventure, l'avoit il l'assé pour la division qu'il veoit estre en Angleterre. Et lors il me dit qu'il vouloit parler à moy à part, et me dit : « J'ay entendu que vous avez parlé à roy d'Angleterre sur le fait de l'eglise. » Et je luy respondi qu'il estoit vray, et que je luy avoye dit les parolles dessus scriptes. Et lors me demanda se je verroye pour le duc de Lancastre. Et je lui dis que iroye vers luy. Et me pria que de ceste matiere je parlasse au duc en la forme et maniere que je avoye parle au roy, et je lui diz que je le feroys tres volontiers.

Et, quant je fu devers le dit duc de Lancastre, entre autres choses, je luy parlay de ceste matiere en la maniere que dessus, en tant moult un chevalerie et son sens, et qu'il devoit bien en estre un des plus principouls à entendre sur ce fait et en lui touchant aussi coment les Turcs destruisoient crestienté. Et lors il me respondi que nul grant bien ne se pavoit bonnement faire por la crestienté, si les deux roys n'avoient paix finable ensemble.

Et, après ce que ye oyrus enagé de luy, je retourmay devers le dit abbé de Voostmouster, et lui diz comment je avoye parlé au duc de Lancastre ; et aussi lui diz la response qu'il m'avoit sur ce faicte. Sur quoy l'abbé me respondi que je fusse le bien venu en Angleterre et me dit : « Recommandés moy à vostre pape et au cardinal de Pampelune, et leur dites de part moy que puis que vous avez parlé au roy et aux seigneurs de ceste matiere, que, sans nulle faulx, j'en parleray au roy et au duc de Lancastre, non pas par voye de deception², mais sur autres bons chemins. » Et lors lui demanday se il lui sembloit bon que nostre saint Pere envoiant par deus ses messages ; et il me dit que non encore, jusqu'à ce qu'il eust parlé au roy et aux autres seigneurs. Et lors je prins congé de lui, à tres bonne chere, et me vouknt faire dîner avec luy, et m'en pris moult.

Et, ce fait, le chevalier mareschal du roy d'Angleterre qui m'avoit acompaigner, comme dit est, me dit : « Vous avez parle à l'abbé de Voostmouster du fait de l'eglise. Par ma foy, vostre pape ne devroit vouloir par xv. mille livres que vous ne soyés venu en Angleterre. Car nostre pape a mandé au roy que il lui faict telle chose pour la quelle il le excomeniera et interdira tout son pais, et je suis certain que le roy fera telle chose qui tournera en grant desplaisir de vostre pape.

1. William de Colchester abbé de Westminster.

2. William de Colchester étoit venu, deux ans auparavant, à la cour d'Avignon dans la manière dont il s'y étoit comporté fin et que puis qu'il professoit des sentiments bien favorables à l'union N. E. — plus haut, p. 196.

TABLE DES MATIÈRES

DU TOME TROISIÈME

| | |
|--|---|
| PRÉFACE | v |
| LIVRE TROISIÈME. EFFORTS DE LA FRANCE POUR OBTENIR L'ABDICTION DES DEUX PONTIFES RIVAUX..... | i |

| | |
|---|---|
| CHAPITRE PREMIER. — PREMIÈRES NÉGOCIATIONS AVEC BENOÎT XIII (1394-1395)..... | 3 |
|---|---|

I. Décision prise dans le Conseil du roi à la nouvelle de la mort de Clément VII : la royauté d'accord avec l'Université : démarches tendant à empêcher l'élection d'un nouveau pape. Arrivée tardive du courrier royal à Avignon, rôle de Pierre de Luna dans le conclave, serment prêté par les cardinaux. Election de Benoît XIII, p. 3-17.

II. Précautions prises par le nouveau pape pour se faire agréer de la cour de France; favorable accueil fait, à Paris, au nom de Pierre de Luna. Charles VI envoie son ambassadeur à Avignon, commencement des bonnes relations de Pierre d'Ailly et de Benoît XIII, p. 18-27.

III. La royauté principalement préoccupée de l'union; convocation d'un concile national à Paris. Jean de Varennes, ermite de Saint-Lué, consulté par le roi; autres délibérations préparatoires. Démarche du pape pour empêcher le clergé de prendre aucune résolution ferme. — L'assemblée, présidée par Simon de Cremaud, se prononce en faveur de la voie de cession, et la majorité décide de suivre cette voie, à moins que le pape n'en propose une autre manifestement meilleure. Raisons pour lesquelles on se hâte d'amener le pape de Rome à la voie de cession, espoir peu justifié qu'on nourrit d'y entraîner les autres états. Le projet, arrêté dans les moindres détails, doit être présenté par une ambassade solennelle à

La France et le Grand Schisme

40

l'acceptation de Benoît XIII. — En prévision de la lutte qui se prépare, le pape cherche à mettre les cardinaux de son côté, p. 37-44.

IV. Départ pour Avignon des ducs de Berry, de Bourgogne et d'Orléans. Benoît XIII leur communique la voie qu'il préfère. Les ducs lui font exposer les avantages de la voie de cession, prennent soin de s'assurer de l'adhésion des cardinaux. Entretiens particuliers du pape avec les trois princes. Sarcasmes des esprits, propositions injurieuses du frère prêcheur Jean Rayon. Incendie du pont d'Avignon. Les réponses successives du pape ne donnent point satisfaction aux princes; ceux-ci, d'accord avec les cardinaux, mettent une dernière fois le pape en demeure de céder, et repartent mécontents. Échec complet de leur ambassade, p. 44-47.

CHAPITRE II. — ÉCHEC DES NÉGOCIATIONS. SOUSTRACTION D'OBÉDIENCE (1395-1398). 69

I. Les ducs rendent compte au roi de leur voyage. Dispositions violentes de l'Université, contrastant avec les sentiments de deux de ses membres les plus fameux, Pierre d'Ailly et Gerson; programme menaçant qu'elle développe devant le roi. Sur son conseil, le royaume teste de gagner les puissances étrangères au parti de la cession. Échec d'une première ambassade envoyée en Angleterre, inutiles démarches en Allemagne, en Espagne, en Écosse. — En France, l'irritation va toujours grandissant. Langage violent de Jean de Varennes, appel de l'Université, p. 69-83.

II. Agissements de Benoît XIII en Italie, relations qu'il soutient avec Boniface IX, ses efforts pour amener le pape de Rome à se effacer devant lui, intelligences qu'il entretient avec le comte de Fondi avec le préfet de Rome, etc., dans l'espoir de triompher par la force. — D'autre part, il tâche de regagner ses cardinaux, d'amadouer la cour concédant des décimes, compléments à l'adresse de Philippe le Hardi, dispenses pour mariage, etc. Il s'efforce en vain d'empêcher la réunion d'une nouvelle assemblée du clergé, p. 83-104.

III. Second concile de Paris (1396), présidé par le duc d'Orléans. Grâce à l'influence de ces princes, la majorité décide d'attendre le résultat d'une nouvelle démarche auprès de Benoît XIII pour recourir au moyen radical de la soustraction d'obédience. — Richard II, roi d'Angleterre, et Henri III, roi de Castille, gagnés au parti de la cession, se disposent à joindre, cette fois, leurs instances à celles de Charles VI. Benoît XIII essaye de déjouer leurs efforts en présentant de nouvelles propositions, notamment sous le nom du roi d'Aragon. Une ambassade française, anglaise et castillane se rend successivement à Avignon et à Rome, égal succès de part et d'autre; soupçon de collusion entre les deux pontifes, p. 104-123.

IV. Nouveaux efforts de la France pour obtenir le concours des puissances étrangères. Échec d'une ambassade envoyée en Aragon. Démarches

en Allemagne. Au colloque de Reims, le roi des Romains Wenceslas subit surtout l'influence du duc d'Orléans. Le résultat en est de le rapprocher de Benoît XIII, plutôt que de le gagner au parti de la cession. Le groupe des trois monarches semble à ce projet tend à se désagréger, p. 131-137.

V. La soustraction d'obédience réclamée par le roi de Castille, par l'Université de Paris. L'attitude de Benoît XIII contribue à augmenter le mécontentement en France : refus de proroger la concession d'aides faite au roi. Préliminaires de la soustraction, défilés de rien dire ou écrire contre le programme officiel ; ordonnance relevant au sein même le droit de soustraction aux prélatures, démarche mesurée auprès des Avignonnais, p. 137-147.

VI. Efforts tardifs du pape pour conjurer le péril ; l'accès de la cour fermé au cardinal de Pomphré. Troisième concile de Paris (1396) : Pressions qu'y exerce le gouvernement. Raisons produites soit contre la soustraction, soit en faveur de la soustraction particulière, soit en faveur de la soustraction totale. Manière de voter. Projet de concile. Considérations financières qui influent sur l'avis des princes. Avis fait à un adversaire de la soustraction, Guy de Roye, archevêque de Reims. Prétende assentiment du roi. Discours du chancelier de France exagérant singulièrement l'importance de la majorité : résultats réels du scrutin. Ordonnance de soustraction d'obédience. La question financière réglée à la satisfaction du gouvernement, p. 148-187.

CHAPITRE III — BENOÎT XIII ARRIVÉ, ENFIN, GARDÉ À VUE DANS LE PALAIS D'AVIGNON (1398-1403)..... 189

I. Contre-coup de la décision royale à Avignon. La plupart des cardinaux restent en France, puis adhèrent à la soustraction d'obédience. Apparition de Geoffroy Boucicaut, révolte des Avignonnais et commencement de la guerre. Siège du Palais des papes. Négociateurs traîtreusement arrêtés par ordre de Boucicaut, se vaine tentative pour surprendre la garnison du Palais. Fin des hostilités, p. 189-205.

II. Intervention du roi d'Aragon en faveur de Benoît XIII. Cependant le duc d'Orléans, découragé, accède lui-même à la soustraction. Triste accueil fait, à Paris, aux ambassadeurs du sacré collège et des Avignonnais. Résultats de la médiation aragonaise. Expédition de secours envoyée de Catalogne. Le pape, toujours étroitement bloqué, se décide à souscrire aux conditions de la cour. — Exécution incomplète du traité. Protentions secrètes de Benoît XIII, p. 208-222.

III. Pourparlers entre le pape et la cour de France, dures conditions que celle-ci prétend lui imposer. Situation de plus en plus critique de Benoît XIII, arrestation et mort de cardinal de Gr. Ammanati. Le pape a recours à la temporisation. — Revirement favorable à sa cause, plaidoyers

en sa faveur de l'évêque de Tortosa, du cardinal de Malines. Sa garde confiée au duc d'Orléans, p. 232-237.

IV. Malgré la restitution d'obédience des Provençaux, la situation du pape reste la même. La rivalité des ducs de Bourgogne et d'Orléans, dont l'influence l'emporte tour à tour dans les conseils de gouvernement, explique des mesures les unes hostiles, les autres favorables à Benoît. — Prétendue conspiration formée dans Avignon pour livrer la ville au pape, la bonne volonté du duc d'Orléans demeure paralysée. — La réunion d'un concile de l'obédience avignonnaise paraît être un moyen de sortir de cette situation : le pape repousse le projet, p. 238-255.

V. La réconciliation des ducs d'Orléans et de Bourgogne prépare l'apaisement. Démarche de l'Université d'Orléans. Défense du pape présentée par Pierre Ravet devant le roi, qui semble y donner son approbation. Épître rédigée dans le même sens par l'Université de Toulouse. Intervention des ambassadeurs de Castille. La thèse de l'Université de Toulouse provoque de vives polémiques et attire sur ses défenseurs la colère du duc de Berry. Vain de l'Université d'Angers favorable à la restitution d'obédience, écrits dans le même sens de Germon, de Nicolas de Clemenges, de Jean Fint. Réconciliation de Louis II d'Anjou et de Benoît XIII; acclamation des Chastreux. Rapprochement entre le pape et ses cardinaux. Charles VI lui-même, en convoquant de nouveau le clergé semble entrer résolument dans la voie de la restitution d'obédience, p. 255-279.

VI. La France avait tâché d'entraîner les autres peuples à faire soustraction d'obédience aux papes. Son exemple n'avait guère été suivi que par la Provence, la Castille, la Lorraine, le Brabant, la principauté de Liège. Elle avait échoué en Aragon, en Navarre, en Savoie, en Écosse, en Italie, en Angleterre et en Allemagne. Les instances faites auprès de Venueslas recommencent, après la déposition de ce roi, auprès de son successeur Robert, avec le même succès : vain espoir que l'on fonde sur la tenue d'une diète à Metz; découverte de Simon de Cremaud, p. 280-308.

VII. A l'intérieur autres sujets de déception. La liberté des élections ecclésiastiques ainsi que le privilège des collateurs ordinaires se trouvent singulièrement restreints dans la pratique : bénéfices attribués aux universitaires, choix imposés par les grands. Les taxes apostoliques sont remplacées par des subvides payés au gouvernement. Aides levées sur le clergé sans l'autorisation de saint-siège, scrupules de Gilles Bellemère. — L'abusement du pape d'Avignon semble profiter au pape de Rome : accès de ce dernier en Italie, affluence de pèlerins, même français, à Rome à l'occasion du jubilé, et cela malgré la défection du roi. Tentatives résultant de la soustraction d'obédience, p. 309-323.

CHAPITRE IV — RESTITUTION D'OBÉISSANCE LA FRANCE RÉCUPÉRÉE AVEC BENOÎT XIII (1403-1405) 325

Évasion de Benoît XIII. Il se réfugie en Provence, où il reçoit aussitôt la visite de Louis d'Anjou, p. 325-326.

I. Traité de Châteauroux : soumission des Aragonnais et des cardinaux. Restitution d'obédience du roi de Castille. A Paris, dernière manifestation des adversaires de Benoît XIII. Arrivée des membres du clergé. Le duc d'Orléans profite d'un retour du roi à la santé pour braver la décision : Charles VI restitue l'obédience au pape. Concessions que Louis d'Orléans se fait fort d'obtenir de Benoît XIII. Soumission des seigneurs du roi, du clergé de France, de l'université de Paris. Restitution d'obédience, p. 328-344.

II. Relations reprises entre la cour et Benoît XIII. Le duc de Berry auprès du pape, congratulations de Pierre d'Ailly, demandes de faveurs ; compliments et sollicitations de l'université de Paris. Charles VI implore l'absolution plénière et veut établir entre lui et le pape des rapports confidentiels. Grâces faites au duc de Bourgogne. Le duc d'Orléans, s'étant rendu auprès de Benoît XIII, est le premier à obtenir de lui les concessions qu'il avait annoncées. La cour se sent cependant pour satisfaite. Il n'est plus question des libertés de l'Église de France : le pape rentre en possession de tous ses droits, se borne à introduire plus d'ordre dans son administration financière, p. 344-370.

III. Ses desseins sont les mêmes qu'avant la soustraction. Ses négociations avec Boniface IX. mort de ce pape. Arrestation des envoyés de Benoît, pour parler avec les cardinaux romains ; avènement d'Innocent VII, p. 370-384.

IV. Benoît XIII ne songe qu'à reculer les limites de son obédience : ses progrès en Gascogne, ses démarches en Allemagne, en Hongrie, en Pologne etc. Intervention de la France auprès du prince de Galles. Conversion de Savoie, d'Albange, de Gènes, avec l'aide du maréchal Boucicaut et des ambassadeurs de Charles VI. Négociations avec Pise et Florence. Benoît XIII se dispose lui-même à gagner l'Italie, essaye de se procurer de l'argent et des troupes, voudrait se faire escorter par un prince de France. Son arrivée à Gènes. Sa déclaration de guerre à Innocent VII. Cependant le concours du duc de Bourbon et celui de Louis d'Anjou lui font défaut. — Il ne laisse pas de gagner quelque terrain, reçoit les promesses des Pisans, mais préfère, ainsi que Boucicaut, s'entendre avec les Florentins. Commencement du siège de Pise. La guerre et l'épidémie forcent Benoît à rétrograder, p. 385-414.

CHAPITRE V. — NOUVELLE DÉCEPTION CAUSÉE PAR L'ATTITUDE DE BENOÎT XIII (1406-1408) . . . 417

I. Premiers symptômes de désaccord. Discours de Gerson du 1^{er} janvier 1404, bien différent de celui du 9 novembre 1403. Attitude mena-

caute de Jean sans Peur. Déception causée par l'avènement d'innocent VII. Empêchements apportés au recouvrement des taxes apostoliques. L'Université et le duc de Berry entament une correspondance avec le nouveau pape de Rome. Plaintes auxquelles donnent lieu les procédés fâcheux de Benoît XIII. Projet de double cession remis en avant par le roi de Castille et auss. mal accueilli d'un côté que de l'autre. Nouveau accueil fait, à Paris, au cardinal de Chalant. L'Université considère comme étant toujours en vigueur l'ordonnance de soustraction de 1398, p. 417-431.

II. L'Épître de l'Université de Toulouse est déférée au Parlement : discours de Pierre Placel, de Jean Petit, de Jean Jouvenel : violentes critiques auxquelles donnent lieu les « taxations » de la cour de Rome, les ducs de Berry et de Bourgogne se portent parties civiles. Condamnation de l'Épître. Règlement de questions bénéficiales : affaire du provincialat des frères Mineurs de Bourgogne, affaire de l'évêché de Nantes. — Le Grand Conseil, puis, le Parlement saisi de nouveau de la question de soustraction d'obédience : arrêt du 11 septembre 1406 abolissant les taxes apostoliques. — Attaque nocturne contre la maison d'un partisan du pape, évêque du Puy. — Le bruit se répand que Benoît XIII est dangereusement malade. Pour désarmer ses adversaires, il se rapproche de France, semble disposé à convoquer un concile de l'obédience et à supprimer des taxes, proteste de nouveau de sa parfaite orthodoxie. Mouvement populaire, à Toulouse, en faveur de l'archevêque nommé par Benoît XIII, p. 432-455.

III. Quatrième concile de Paris 1406. Requêtes de l'Université ; situation difficile des défenseurs du pape, leurs arguments, leur appel à la conciliation ; acrimonie des partisans de la soustraction, caractère de leurs discours. Le vote de la soustraction particulière ne contamine pas entièrement l'Université, qui décrète, en ce qui la concerne, la soustraction totale et renouvelle son appel au pape futur, p. 455-476.

IV. Nouvelles de la mort d'innocent VII, puis de l'avènement de Grégoire XII et de l'acception par ce pontife de la voie de cession : jour générale, discours triomphant de Gerson. L'Église de France avait été sûre que la fin du schisme approche. Attitude qu'elle garde à l'égard de Benoît XIII, p. 476-482.

CHAPITRE VI. — PROJETS DE CONFÉRENCE ENTRE BENOÎT XIII ET GRÉGOIRE XII. ÉCHEC DE TOUTES LES COMBINAISONS. LA FRANCE PREND LE PARTI DE LA NEUTRALITÉ (1406-1408). . . . 483

Décidés, en dépit de l'intervention de Gilles des Champs, à donner un successeur à Innocent VI, les cardinaux romains s'étaient, au préalable, liés par un serment que renouvelle Grégoire XII après son élection, p. 483-489.

I. Benoît XIII. à ce moment, songe encore à reculer les limites de son

obédience - en démarche pour obtenir la soumission de Pise. Sa réponse aux lettres de Grégoire XII et des cardinaux romains. En France, où les ordonnances rétablissant les libertés de l'Église venaient d'être dressées (15 février 1407, mais non encore publiées, cette réponse n'est pas jugée pleinement satisfaisante - vu des intéressés que le duc d'Orléans fait parvenir à Benoît XIII. Formules d'une grande ambigüité qui doit se transporter auprès des deux papes de la part du roi et du clergé de France, p. 489-502.

II. Arrivée à Marseille des ambassadeurs de Grégoire XII, convention du 11 avril fixant à Savone le lieu de la conférence. L'ambassade française rencontre, à Aix, les envoyés de Grégoire et met des gâchettes à leur disposition. Discussion avec Benoît XIII, qui refuse de donner par écrit aucune assurance plus précise et fait rédiger, pour avoir sous la main une arme toute prête, une bulle, restée secrète, frappant d'excommunication les auteurs de toute révolte contre l'autorité apostolique, fissent-ils roi ou empereur (19 mai 1407). Les ambassadeurs de France n'osent prendre sur eux de demander une nouvelle soustraction d'obédience, p. 503-520.

III. Répugnance de Grégoire XII à accepter le rendez-vous de Savone, difficulté qu'il aurait à s'y rendre, soit par mer, soit par terre. Insistance des ambassadeurs de France, réponses hésitantes du pape. Arrivant d'accord, en apparence, avec les ambassadeurs de France, les envoyés de Benoît, ou au moins l'un d'entre eux, se menagent avec Grégoire au sein même des entretiens secrets qui font soupçonner une collusion entre les deux pontifes. Attitude des Français à l'égard des cardinaux et des Romains. Grégoire XII sort de Rome, p. 520-563.

IV. Benoît XIII d'autant plus empressé à exécuter la convention de Marseille qu'il voit son rival disposé à en éluder les obligations. — Grégoire XII, à Sienne, toujours perplexe, ne trouve pas d'encouragement auprès des Florentins, singulièrement préoccupés de leurs propres intérêts. — Arrivée de Benoît XIII à Savone; Grégoire XII refuse décidément de s'y rendre : les puissances urbanistes, et surtout Ladislas, en partie responsables de ce premier refus, p. 562-569.

V. Benoît XIII après avoir tir avantage de ce manquement aux promesses échangées, accepte de gagner Porto Venere — ou il se rend, en effet, — tandis que son rival s'avancerait jusqu'à Pietrasanta. Exigences et perpétuelles variations de Grégoire, qui s'oblige à ne point dépasser Lacques. Projet de rencontre à Livourne ou à Pise, les papes songent aussi à se transporter l'un à Pise, l'autre à Livourne, ou encore l'un à Carrare, l'autre à Avenna : toutes les combinaisons échouent. On repart d'entente secrète entre les deux pontifes, p. 569-577.

VI. Rome menacée par Ladislas. Benoît XIII répond à l'appel des Romains : Bouccault prépare une exécution de secours. Conséquences de la prise de Rome par Ladislas. Grégoire XII aussitôt rompt les négocia-

cations, crée de nouveaux cardinaux ; les autres, pour la plupart, l'abandonnent, p. 578-592.

VII Les rapports de la cour de France avec Benoît se ressentent de la disparition de Louis d'Orléans. Privé des ressources pécuniaires que lui procurait autrefois le royaume, le pape se voit obligé d'emprunter au maréchal Boucicaut. L'Université de Paris, de plus en plus hostile, paraît disposée à s'entendre avec Jean sans Peur. Ordonnance annonçant que, si l'unica n'est pas faite le jour de l'Ascension, Charles VI embrassera le parti de la neutralité (12 janvier 1408). — Cependant, au reçu de meilleures nouvelles d'Italie, on ajourne la publication des ordonnances rétablissant les libertés de l'Église de France ; lettre encourageante du duc de Berry à Benoît XIII. Levée faite pour couvrir les frais de l'ambassade. — Sous l'influence de la France, à Florence, à Sienne, à Venise, dans le sacré collège ital en lui-même, on commence à parler de neutralité et de soustraction d'obédience. En recevant notification de l'ordonnance du 12 janvier, Benoît XIII se décide à expédier en France la bulle d'excommunication du 19 mai 1407, en l'accompagnant d'une lettre close (18 avril 1408). Colère des princes à la réception de cette bulle. Publication des ordonnances du 18 février 1407. Grande manifestation du 21 mai : réquisition de Jean Courtecuisse, motions de l'Université, adoptées et exécutées séance tenante ; lacération de la bulle d'excommunication. Arrestation d'ecclésiastiques suspects de connivence avec le pape et des messagers de Benoît XIII. Justification de Nicolas de Clamanges. Déclaration de neutralité (23 mai 1408), p. 592-615.

Fin d'une période de l'histoire du Grand Schisme, p. 615-616.

ÉCLAIRCISSEMENT V. — Une conversation du chevalier
Aymard Broutin, dit Talebart, avec le roi d'Angleterre
Richard II... .. 617

FIN DU TOME TROISIÈME



MACON PROTAT FRERES IMPRIMEURS

EN VENTE A LA MÊME LIBRAIRIE

Duchesne (P. Henri), des Petres Pri-
cheurs, correspondant de l'Institut.
*La dissolution des églises, monastères
et hôpitaux en France pendant la
guerre de Cent ans* (I. Documents sur la
fin du x^e siècle II. La guerre de
Cent ans jusqu'à la mort de Charles V
(1398). 2 tomes en 4 vol. gr. in-8° (xxx-
civ-244 p. 2^e to. 25 fr.

Le tome I se vend qu'avec l'ou-
vrage complet, le tome II 15 fr. avec
engagement pour les tomes III et IV
actuellement en préparation.

Desnoes (M^{re} du Fresnoy del.) *His-
toire de Charles VII* Tome I, le Dau-
phin, II, le roi de Bourges; III, le
roi de Navarre, IV, l'Expansion de la
croyance V, le Roi victorieux VI, la
fin du règne (1411-1461) 6 vol. in-8°,
et albums 25 fr.

Chaque volume se vend séparé 5 fr.
le tome VI avec l'album 10 fr.

Desnoes R. *Le comte de Richemont
(Arthur de Bretagne) 1393-
1450* 1866. 1 vol. in-8°, br. 5 fr.

— *Les traités de la guerre de Cent ans*
1 vol. in-8°, br. 5 fr.

Comynas Philipe de *Mémoires
Nouvelles et une préface de son
auteur et des notes d'après un
manuscrit inédit et complet ayant
appartenu à Anne de Bretagne
comtesse de la Rochefoucauld nièce
de Gaston par II^{me} de Nemours
L. 1563-1577* 1 vol. in-8° (180 p.) 10 fr.

Coville A. *L'ordonnance C. de
chasse* (mai 1436), publiée avec
introduction et des notes. 1 vol. in-8°
br. (xx-202 p.) 5 fr.

Jacqueton (G.) *Documents relatifs à
l'administration financière en France,
de Charles V à François I^{er}* (1363-
1515). 1 vol. in-8°, br. (xxxii-
324 p.) 5 fr.

Luchaire A. professeur d'histoire
du Collège de France, directeur de
l'École nationale des Chartes, des
Sources de l'histoire de France.
*L'administration royale en France
du roi Louis IX (1270) au roi
Louis XI (1483)* 10 fr.

— *Histoire des institutions monar-
chiques de la France sous les premiers
Capétiens* (987-1180) 7 tomes en 4
et augmentées 2 vol. in-8° (xiv-133.
570 p.) 15 fr.

*Histoire des institutions monar-
chiques de la France sous les per-
sonnes Capétiens modernes et des
monarchies étrangères* (1180-1789)
Tome I (1180-1328) 1 vol. in-8° (xiv-
374 p.) 10 fr. Tome II (1328-1495)
1 vol. in-8° (xiv-374 p.) 10 fr. Tome III
et de son époque (1495-1789) 1 vol. in-8°
et une introduction his. critique des
Capétiens (1180-1328) 1 vol. in-8° (xiv-
374 p.) 10 fr.

Quicherat (J.) *Rodrigo de Villan-
deando l'un des combattants pour la
dépendance française au X^e siècle*
P. 1879. 1 vol. in-8°, br. 5 fr.

— *Manuel de bibliographie* 10 fr.

I Langlois Ch. V. archiviste, bi-
graphe professeur, et à l'Éli-
sée de Paris, et Stein II), ar-
chiviste-paléographe archiviste aux
Archives nationales. *Les archives
de l'histoire de la France* 1 vol.
in-8° (xiv-1800 p.) br. 10 fr.
Re. 1 vol. in-8° 20 fr.

II Stein H. *Manuel de bibliographie*
1 vol. in-8° (xiv-1800 p.) br. 10 fr.
Re. 1 vol. in-8° 20 fr.

III Molinier A. bi-
graphe professeur, et à l'Éli-
sée de Paris, et Stein II), ar-
chiviste-paléographe archiviste aux
Archives nationales. *Les archives
de l'histoire de la France* 1 vol.
in-8° (xiv-1800 p.) br. 10 fr.
Re. 1 vol. in-8° 20 fr.

UNIVERSITY OF CALIFORNIA LIBRARY

THIS BOOK IS DUE ON THE LAST DATE
STAMPED BELOW

APR 7 1915
7 PM 1925

21 Oct '59 MB

REC'D LD
NOV 5 1959

4 Nov '60 EB

22 Aug 61 D

REC'D LD
AUG 25 1961

REC'D LD
22 Feb 63 MV
MAR 11 1963

JAN 13 1980

APR 14 1970
IN STACKS

OCT 14 1975

REC. CIR. APR 2 '76

REC. CIR. JUN 18 '80

JUN 12 2000

20m 1, '15

DC95
.6
V3
V3
1211

